

SOCIÉTÉ DES NATIONS

LEAGUE OF NATIONS

JOURNAL

DE LA

OF THE

HUITIÈME SESSION
ORDINAIRE

EIGHTH ORDINARY
SESSION

DE L'

OF THE

ASSEMBLÉE

ASSEMBLY

GENÈVE 1927

GENEVA 1927

No I. — LUNDI 5 SEPTEMBRE 1927.

No. I. — MONDAY, SEPTEMBER 5th, 1927.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beaugregard.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor, Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beaugregard.

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

HEURE D'OUVERTURE

Son Excellence M. Villegas, Président du Conseil de la Société des Nations, prie le Secrétaire général de la Société des Nations d'informer Messieurs les Délégués à la huitième session ordinaire de l'Assemblée que, pour répondre au désir général exprimé l'an passé en vue de l'accélération du travail des premières réunions de l'Assemblée, l'ouverture de la session aura lieu le lundi 5 septembre à 10 h. 30 du matin, au lieu de 11 h.

HOUR OF OPENING

The Secretary-General of the League of Nations is instructed by His Excellency M. Villegas, President of the Council of the League of Nations, to inform the Delegates at the eighth ordinary session of the Assembly that, in order to meet the general desire expressed last year that the work of the opening meetings of the Assembly should be expedited, the session will begin at 10.30 a.m. instead of 11 a.m. on Monday, September 5th.

SOMMAIRE:

	Pages
I. Programme des séances	2
II. Ordre du jour de la huitième Assemblée	2
III. Guide officiel	4
IV. Pouvoirs des délégués à l'Assemblée	4
V. Revue de presse quotidienne	4
VI. Correspondance des délégations	4
VII. Liste des documents communiqués aux Membres de l'Assemblée	4

I. PROGRAMME DES SÉANCES

La première séance aura lieu aujourd'hui (lundi), à 11 heures du matin, à la Salle de la Réformation.

M. VILLEGAS, président du Conseil en exercice, occupera le fauteuil présidentiel.

ORDRE DU JOUR :

PREMIÈRE SÉANCE

Lundi 5 septembre 1927, à 10 heures 30.

1. Discours d'ouverture du président du Conseil.
2. Election de la Commission chargée de présenter un rapport sur la vérification des pouvoirs des délégués.
3. Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.
4. Election du président de la huitième session ordinaire de l'Assemblée.

DEUXIÈME SÉANCE

Lundi 5 septembre 1927, à 16 heures.

1. Examen et adoption de l'ordre du jour.
2. Constitution des Commissions.
3. Désignation de la Commission de l'ordre du jour.
4. Répartition entre les Commissions des questions inscrites à l'ordre du jour de l'Assemblée.
5. Proclamation des présidents des Commissions.
6. Election des six vice-présidents de l'Assemblée.

II. ORDRE DU JOUR DE LA HUITIÈME SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLÉE

qui s'ouvrira à Genève, le lundi 5 septembre 1927, à 11 heures.

(Communiqué conformément au paragraphe 1 de l'article 4 du Règlement intérieur de l'Assemblée.)

(La liste ci-dessous ne préjuge en rien l'ordre de la discussion.)

1. Election de la Commission chargée de présenter un rapport sur la vérification des pouvoirs des délégués.
2. Election du président.
3. Examen et adoption de l'ordre du jour.
4. Désignation des commissions et election des présidents de ces commissions.
5. Election de six vice-présidents.
6. Rapport sur l'œuvre accomplie par le Conseil depuis la dernière session générale de l'Assemblée, sur les travaux du Secrétariat et sur les mesures prises pour exécuter les décisions de l'Assemblée.
7. Election de trois Membres non permanents du Conseil.

QUESTIONS INSCRITES PAR L'ASSEMBLÉE OU RÉSULTANT DE DÉCISIONS DE CELLE-CI.

8. Convention sur l'esclavage: Rapport annuel du Conseil.
9. Contributions arriérées: Rapport du Conseil sur la situation juridique d'États s'acquittant pas de leurs contributions.

CONTENTS:

	Page
I. Programme of Meetings	2
II. Agenda of the Eighth Assembly	2
III. The Official Guide	4
IV. Credentials of Delegates at the Assembly	4
V. Daily Press Review	4
VI. Correspondence of Delegations	4
VII. List of Documents distributed to the Members of the Assembly	4

I. PROGRAMME OF MEETINGS

The first plenary meeting will be held to-day (Monday) at 11 a.m. at the Salle de la Réformation.

M. VILLEGAS, as Acting President of the Council, will take the Chair.

AGENDA

FIRST MEETING,

Monday, September 5th, 1927, at 10.30 a.m.

1. Opening Speech of the President of the Council.
2. Election of the Committee to report on the Credentials of the Delegates.
3. Report of the Credentials Committee.
4. Election of the President of the Eighth Ordinary Session of the Assembly.

SECOND MEETING.

Monday, September 5th, 1927, at 4 p.m.

1. Examination and Adoption of the Agenda.
2. Constitution of Committees.
3. Nomination of the Agenda Committee.
4. Distribution between the Committees of the Questions on the Agenda of the Assembly.
5. Announcement regarding the Chairmen of the Committees.
6. Election of the Six Vice-Presidents of the Assembly.

II. AGENDA OF THE EIGHTH ORDINARY SESSION OF THE ASSEMBLY

to be held at Geneva on Monday, September 5th, 1927, at 11 a.m.

(Circulated in accordance with Rule 4, paragraph 1, of the Rules of Procedure of the Assembly.)

(The following list gives no indication of the order in which the questions will be taken.)

1. Election of the Committee to report on the Credentials of Delegates.
2. Election of the President.
3. Examination and Adoption of the Agenda.
4. Nomination of Committees and Election of Chairmen of these Committees.
5. Election of Six Vice-Presidents.
6. Report on the Work of the Council since the last General Session of the Assembly, on the Work of the Secretariat and on the Measures taken to execute the Decisions of the Assembly.
7. Election of Three Non-permanent Members of the Council.

ITEMS INSERTED BY OR ARISING OUT OF THE DECISIONS OF THE ASSEMBLY.

8. Slavery Convention: Annual Report by the Council.
9. Contributions in Arrears: Report by the Council on Legal Position of States which do not pay their Contributions.

- 10. Protection des femmes et des enfants dans le Proche-Orient: Rapport final sur les travaux de Miss Jappe pendant l'année 1926-27.
- 11. Le système du vote unique transférable et le principe de la représentation proportionnelle en général, eu égard au problème de l'élection des Membres non permanents du Conseil.
- 12. Question de l'alcoolisme: Proposition présentée par les délégations finlandaise, polonaise et suédoise.
- 13. Rapport de la Commission de contrôle sur la question de l'institution d'un tribunal administratif.
- 14. Examen du projet de résolution proposé par la première Commission de l'Assemblée de 1926, relativement aux questions qui rentrent ou non dans la sphère d'activité de la Société des Nations.
- 15. Conférence économique internationale: Rapport sur les travaux de la Conférence.

QUESTIONS PROPOSÉES PAR LE CONSEIL ET RAPPORTS PRÉSENTÉS PAR LES ORGANISATIONS TECHNIQUES DE LA SOCIÉTÉ.

- 16. Rapport sur les travaux de l'Organisation économique et financière, y compris l'œuvre de l'Office autonome pour l'établissement des réfugiés grecs, l'établissement des réfugiés bulgares, la réforme bancaire et monétaire en Estonie, l'emprunt de Dantzig, la double imposition, le faux monnayage, les lettres de change, l'exécution de sentences arbitrales étrangères, l'abolition des prohibitions d'importation et d'exportation, etc.
- 17. Rapport sur les travaux de l'Organisation des communications et du transit, y compris les travaux de la troisième Conférence générale.
- 18. Rapport sur les travaux de l'Organisation d'hygiène de la Société.
- 19. Rapport sur les travaux de la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles.
- 20. Enquête sur la culture du pavot à opium en Perse: Rapport de la Commission d'enquête: Observations du Gouvernement persan.
- 21. Rapport sur les travaux de la Commission consultative pour la protection de l'enfance et de la jeunesse:
 - a) Rapport du Comité de la traite des femmes et des enfants;
 - b) Rapport du Comité de la protection de l'enfance.
- 22. Rapport sur les travaux de la Commission internationale de coopération intellectuelle.
- 23. Adhésions aux conventions internationales, données sous réserve de ratification ultérieure.
- 24. Proposition du Comité du Conseil tendant à recommander à l'Assemblée l'adoption d'une résolution de caractère général qui consacrerait le principe de l'obligation pour les gouvernements membres de la Société des Nations de faciliter de tous leurs moyens la réunion du Conseil en cas de crise.
- 25. Budget de 1928, y compris les budgets de l'Organisation internationale du Travail et de la Cour permanente de Justice internationale.
 - Vérification des comptes du huitième exercice financier (1925).
 - Rapports de la Commission de contrôle.

LISTE SUPPLÉMENTAIRE DE QUESTIONS COMMUNIQUÉE CONFORMÉMENT AU PARAGRAPHE 3 DE L'ARTICLE 4 DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE L'ASSEMBLÉE.

QUESTIONS PROPOSÉES PAR LE CONSEIL.

- 1. Travaux du Comité d'experts pour la codification progressive du droit international (Rapports présentés au Conseil par le Comité ainsi que la lettre adressée au Secrétaire général par le président du Comité relative aux travaux de la troisième session: Rapport du représentant de la Pologne, adopté par le Conseil le 3 juin 1927).
- 2. Rapport du Comité d'experts sur un projet de Protocole relatif à l'exécution de sentences arbitrales rendues à l'étranger.

- 10. Protection of Women and Children in the Near East: Final Report on the Work of Miss Jappe for 1926-27.
- 11. The System of the Single Transferable Vote; and the Principle of Proportional Representation in general, in Connection with the Problem of the Election of the Non-Permanent Members of the Council.
- 12. Question of Alcoholism: Proposal by the Finnish, Polish and Swedish Delegations.
- 13. Report by the Supervisory Commission on the Question of the Establishment of an Administrative Tribunal.
- 14. Consideration of the Draft Resolution proposed by the First Committee of the Assembly in 1926 on the Subject of what Questions are and what are not within the Sphere of Action of the League.
- 15. International Economic Conference: Report on the Work of the Conference.

ITEMS PROPOSED BY THE COUNCIL, TOGETHER WITH REPORTS FROM TECHNICAL ORGANISATIONS OF THE LEAGUE.

- 16. Report on the Work of the Economic and Financial Organisation, including the Work of the Greek Refugees Settlement Commission, Establishment of Bulgarian Refugees, Banking and Currency Reform in Estonia, Danzig Loan, Double Taxation, Counterfeiting Currency, Bills of Exchange, Execution of Foreign Arbitral Awards, Abolition of Import and Export Prohibitions, etc.
- 17. Report on the Work of the Organisation for Communications and Transit, including the Work of the Third General Conference.
- 18. Report on the Work of the Health Organisation of the League.
- 19. Report on the Work of the Advisory Committee on Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs.
- 20. Enquiry into the Cultivation of Opium Poppy in Persia: Report of the Commission of Enquiry; Observations of the Persian Government.
- 21. Report on the Work of the Advisory Commission for the Protection and Welfare of Children and Young People:
 - (a) Report of the Committee on Traffic in Women and Children.
 - (b) Report of the Child Welfare Committee.
- 22. Report on the Work of the International Committee on Intellectual Co-operation.
- 23. Accessions to International Agreements, given subject to Ratification.
- 24. Proposal of the Committee of the Council that the Assembly should be invited to adopt a General Resolution affirming the Principle of the Obligation incumbent upon the Governments Members of the League to facilitate the Meeting of the Council in case of Emergency by every Means in their Power.
- 25. Budget for 1928, including the Budgets of the International Labour Organisation and of the Permanent Court of International Justice.
 - Audit of Accounts for the Eighth Financial Period (1926).
 - Reports of the Supervisory Commission.

SUPPLEMENTARY LIST OF ITEMS CIRCULATED IN ACCORDANCE WITH RULE 4, PARAGRAPH 3, OF THE RULES OF PROCEDURE OF THE ASSEMBLY.

ITEMS PROPOSED BY THE COUNCIL.

- 1. Work of the Committee of Experts for the Progressive Codification of International Law (Reports presented by the Committee to the Council and Letter from the Chairman to the Secretary-General reporting on the work of the Third Session of the Committee: Report of the Polish Representative adopted by the Council on June 13th, 1927).
- 2. Report of the Committee of Experts on a Draft Protocol on the Execution of Foreign Arbitral Awards.

- 3. Frais du Comité central permanent qui doit être institué après l'entrée en vigueur de la Convention de l'opium du 19 février 1925.

QUESTION PROPOSÉE PAR LE GOUVERNEMENT NORVÉGIEN.

Mesures en faveur de réfugiés arméniens et russes.

III. GUIDE OFFICIEL

Un guide officiel a été préparé afin de fournir aux délégations les renseignements nécessaires sur les dispositions prises pour la réunion de l'Assemblée et de ses commissions, sur les communications postales, la distribution des documents et les fonctions du Secrétariat.

IV. POUVOIRS DES DÉLÉGUÉS A L'ASSEMBLÉE

MM. les délégués à l'Assemblée sont invités à remettre leurs pouvoirs, avant la première séance de l'Assemblée, au Bureau n° 109 du Secrétariat, et, dès l'ouverture de la séance, au Bureau de la Présidence de l'Assemblée, Salle de la Réformation.

V. REVUE DE PRESSE QUOTIDIENNE

La Section d'Information fait tirer au ronéo une *Revue de presse quotidienne* qui a pour but de faire connaître aux fonctionnaires du Secrétariat les commentaires de la presse des différents pays sur les questions dont s'occupe la Société des Nations.

Cette revue de presse est à l'usage du Secrétariat, mais les délégués peuvent s'en procurer des exemplaires en s'adressant à la Distribution.

VI. CORRESPONDANCE DES DÉLÉGATIONS

Les lettres et imprimés arrivant à Genève pour MM. les délégués et leur personnel, aux soins de la Société des Nations, seront placés pendant les deux premiers jours de l'Assemblée dans les casiers de la Salle de la Réformation destinés à recevoir les documents des diverses délégations.

A partir du troisième jour, cette distribution se fera, à moins d'avis contraire des délégations, directement à leur domicile tel qu'il sera indiqué sur la liste des délégations publiée par le Secrétariat.

VII. LISTE DES DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX DÉLÉGUÉS A L'ASSEMBLÉE

- A. 1. Convocation de la huitième Assemblée.
- A. 2 (1). Ordre du jour de la huitième session ordinaire de l'Assemblée et liste supplémentaire de questions.
- A. 3. Secrétariat et organisations spéciales. Comptes vérifiés du huitième exercice (1926) et rapports y relatifs de M. A. Ceresa, commissaire aux comptes.
- A. 4 (1). Budget du dixième exercice (1928). Première partie. Secrétariat et organisations spéciales de la Société.
- A. 4 (a) (1). Budget pour le dixième exercice (1928). Deuxième partie. Organisation internationale du Travail.
- A. 4 (b). Budget du dixième exercice (1928). Troisième partie. Cour permanente de Justice internationale.

- 3. Expenses of the Permanent Central Board to be set up after the coming-into-force of the Opium Convention of February 19th, 1925.

ITEM PROPOSED BY THE NORWEGIAN GOVERNMENT

Measures in favour of Armenian and Russian Refugees.

III. THE OFFICIAL GUIDE

An Official Guide has been prepared for the convenience of delegates, in which the necessary information is given in regard to the arrangements which have been made for the accommodation of the Assembly and its Committees, postal arrangements, the distribution of documents, and the duties of the Secretariat.

IV. CREDENTIALS OF DELEGATES AT THE ASSEMBLY

The delegates at the Assembly are requested to hand in their credentials before the first meeting of the Assembly at the Offices of the Secretariat, Room 109, or to send them at the opening of the first meeting of the Assembly to the Office of the President of the Assembly at the Salle de la Réformation.

V. DAILY PRESS REVIEW

The Information Section issues a roneoed *Daily Press Review* with the object of acquainting the members of the Secretariat with Press comments in various countries on the activities of the League of Nations.

~~This Press Review is for the use of the Secretariat, but delegates may obtain copies by applying to the Distribution Section of the Secretariat.~~

VI. CORRESPONDENCE OF DELEGATIONS

Letters and printed matter reaching Geneva addressed to delegates and their staff in care of the League of Nations will be placed during the first two days of the Assembly in the pigeon-holes at the Salle de la Réformation for the reception of documents distributed to the various delegations.

From the third day of the Assembly, the distribution of these letters, unless delegations notify the Secretariat to the contrary, will be made directly to their place of residence as shown in the list of delegations published by the Secretariat.

VII. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO THE DELEGATES AT THE ASSEMBLY

- A. 1. Convocation of the Eighth Assembly.
- A. 2 (1). Agenda of the Eighth Ordinary Session of the Assembly and Supplementary List of Items.
- A. 3. Secretariat and Special Organisations. Audited Accounts for the Eighth Financial Period (1926) and Reports thereon by Commendatore A. Ceresa, Auditor.
- A. 4 (1). Budget for the Tenth Financial Period (1928). Part I. — Secretariat and Special Organisations of the League.
- A. 4 (a) (1). Budget for the Tenth Financial Period (1928). Part II. — International Labour Organisation.
- A. 4 (b). Budget for the Tenth Financial Period (1928). Part III. — Permanent Court of International Justice.

- | | |
|--|--|
| <p>A. 5. Rapport de la Commission de contrôle sur les travaux de ses vingt-deuxième et vingt-troisième sessions.</p> <p>A. 5 (a). Rapport de la Commission de contrôle sur les travaux de sa vingt-quatrième session.</p> <p>A. 6. Rapport de la Commission de contrôle concernant l'institution d'un tribunal administratif.</p> <p>A. 7. Commission d'enquête sur la production de l'opium en Perse. Rapport au Conseil.</p> <p>A. 8. Observations du Gouvernement persan sur le rapport de la Commission d'enquête sur la production de l'opium en Perse et extrait du procès-verbal de la quarante-quatrième session du Conseil.</p> <p>A. 9. Rapport annuel de l'Organisation d'hygiène pour 1926.</p> <p>A. 10. Situation juridique des Etats qui ne s'acquittent pas de leurs contributions à la Société des Nations.</p> <p>A. 11. Projet de protocole relatif à l'exécution des sentences arbitrales étrangères. Rapport du Comité d'experts juristes et texte de son projet.</p> <p>A. 12. Adhésions à des conventions internationales sous réserve de ratification.</p> <p>A. 13. Rapport à la huitième session ordinaire de l'Assemblée de la Société des Nations sur l'œuvre du Conseil, sur le travail du Secrétariat et sur les mesures prises pour exécuter les décisions de l'Assemblée.</p> <p>A. 14. Rapports et résolutions concernant l'article 16 du Pacte.</p> <p>A. 15. Dons destinés à l'ameublement et à la décoration des nouveaux bâtiments projetés pour la Société des Nations. Offre du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine.</p> <p>A. 16. Commission d'enquête sur la production de l'opium en Perse. Lettre du Président de la Commission.</p> | <p>A. 5. Report of the Supervisory Commission on the Work of its Twenty-second and Twenty-third Sessions.</p> <p>A. 5 (a). Report of the Supervisory Commission on the Work of its Twenty-fourth Session.</p> <p>A. 6. Report of the Supervisory Commission on the Establishment of an Administrative Tribunal.</p> <p>A. 7. Commission of Enquiry into the Production of Opium in Persia. Report to the Council.</p> <p>A. 8. Observations of the Persian Government on the Report by the Commission of Enquiry into the Production of Opium in Persia, and Extract from the Minutes of the Forty-Fourth Session of the Council.</p> <p>A. 9. Annual Report of the Health Organisation for 1926.</p> <p>A. 10. Legal Position of States which do not pay their Contributions to the League.</p> <p>A. 11. Draft Protocol on the Execution of Foreign Arbitral Awards. Report of the Committee of Legal Experts and Text of the Draft.</p> <p>A. 12. Accessions to International Agreements given subject to Ratification.</p> <p>A. 13. Report to the Eighth Ordinary Session of the Assembly of the League on the Work of the Council, on the Work of the Secretariat and on the Measures taken to execute the Decisions of the Assembly.</p> <p>A. 14. Reports and Resolutions on Article 16 of the Covenant.</p> <p>A. 15. Gifts for the Furnishing and Decoration of the Proposed New Building of the League of Nations. Offer by the Government of the Union of South Africa.</p> <p>A. 16. Commission of Enquiry into the Production of Opium in Persia. Letter from the Chairman of the Commission.</p> |
| <p>A. 17. Dons destinés à l'ameublement et à la décoration du nouveau bâtiment de la Société des Nations. Lettre adressée par le Dr Bernard M. Allen, de Londres.</p> <p>A. 18. Travaux du Comité d'experts pour la codification progressive du droit international.</p> <p>A. 19. La question de l'alcoolisme: Note adressée par les Ministres des Affaires étrangères de la Belgique, du Danemark, de la Tchécoslovaquie, de la Finlande, de la Pologne et de la Suède.</p> <p>A. 20. Projet de résolution proposé par la première Commission de l'Assemblée de 1926 relativement aux questions qui rentrent ou non dans la sphère d'activité de la Société. Communication du Gouvernement britannique.</p> <p>A. 21. Conditions actuelles de travail au Secrétariat: Extrait du procès-verbal de la quarante-cinquième session du Conseil.</p> <p>A. 22. Dépenses du Comité central permanent qui doit être institué après l'entrée en vigueur de la Convention de l'opium du 19 février 1925.</p> <p>A. 23. Trafic de l'opium. Rapports sur les travaux accomplis par la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles à sa neuvième session.</p> <p>A. 24. Protection de l'enfance. Rapports sur les travaux accomplis par le Comité à sa troisième session.</p> <p>A. 25. Traité des femmes et des enfants. Rapports sur les travaux accomplis par le Comité à sa sixième session.</p> <p>A. 26. Commission internationale de coopération intellectuelle. Sous-Comité d'experts pour l'enseignement aux enfants et à la jeunesse de l'existence et des buts de la Société des Nations. Recommandations du Sous-Comité d'experts et Rapport sur les travaux du Sous-Comité.</p> <p>A. 27. Rapport sur les travaux de la onzième session de la Commission permanente des mandats.</p> | <p>A. 17. Gifts for the Furnishing and Decoration of the Proposed New Building of the League of Nations. Letter from Dr. Bernard M. Allen, London.</p> <p>A. 18. Work of the Committee of Experts for the Progressive Codification of International Law.</p> <p>A. 19. The Question of Alcoholism: Note from the Foreign Ministers of Belgium, Denmark, Czechoslovakia, Finland, Poland and Sweden.</p> <p>A. 20. Draft Resolution proposed by the First Committee of the Assembly in 1926 on the Subject of what Questions are and what are not within the Sphere of Action of the League. Communication from the British Government.</p> <p>A. 21. Present Conditions of Work in the Secretariat: Extract from the Minutes of the Forty-Fifth Session of the Council.</p> <p>A. 22. Expenses of the Permanent Central Board to be set up after the Coming-into-Force of the Opium Convention of February 19th, 1925.</p> <p>A. 23. Traffic in Opium. Reports on the Work of the Advisory Committee on Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs during its Ninth Session.</p> <p>A. 24. Protection of Children. Reports on the Work of the Committee during its Third Session.</p> <p>A. 25. Traffic in Women and Children. Reports on the Work of the Committee during its Sixth Session.</p> <p>A. 26. International Committee on Intellectual Co-operation. Sub-Committee of Experts for the Instruction of Children and Youth in the Existence and Aims of the League of Nations. Recommendations of the Sub-Committee of Experts and Report on the Work of the Sub-Committee.</p> <p>A. 27. Report on the Work of the Eleventh Session of the Permanent Mandates Commission.</p> |

<p>A. 28. Remarques du représentant accrédité de l'Union de l'Afrique du Sud au sujet des observations formulées par la Commission permanente des mandats sur le rapport concernant l'administration du sud-ouest africain pour l'année 1926.</p> <p>A. 29. Rapport de la Commission pour la protection des femmes et des enfants dans le Proche-Orient.</p> <p>A. 30. Réfugiés arméniens et russes. Documents relatifs à la réunion des représentants des Gouvernements, tenue à Genève, en juin 1927.</p> <p>A. 31. Commission internationale de coopération intellectuelle. Conseil d'administration de l'Institut international de coopération intellectuelle. Rapport sur l'activité de l'Institut international de coopération intellectuelle.</p> <p>A. 32. Vérification des comptes pour 1926 relatifs aux sommes reçues de la Fondation Rockefeller au titre de contribution au budget de l'Organisation d'hygiène.</p> <p>A. 33. Mesures en faveur de réfugiés arméniens et russes. Lettre du Gouvernement norvégien.</p> <p>A. 34. } Comptes relatifs à l'exercice 1926 du Bureau de renseignements épidémiologiques en Extrême-Orient.</p> <p>A. 34 (1). }</p> <p>A. 35. Commission internationale de coopération intellectuelle. Neuvième session plénière. Rapport de la Commission soumis au Conseil et à l'Assemblée.</p> <p>A. 37. Convention de l'esclavage. Rapport annuel du Conseil.</p> <p>A. 38. Organisation économique et financière. Travaux du Comité financier: Extrait du rapport à la huitième session ordinaire de l'Assemblée de la Société des Nations sur l'œuvre du Conseil, sur le travail du Secrétariat et sur les mesures prises pour exécuter les décisions de l'Assemblée.</p> <p>A. 39. Travaux de l'Organisation des communications et du transit entre les septième et huitième sessions ordinaires de l'Assemblée.</p> <p>A. 40. Réduction des armements. Extrait du rapport à la huitième session ordinaire de l'Assemblée de la Société des Nations sur l'œuvre du Conseil, sur le travail du Secrétariat et sur les mesures prises pour exécuter les décisions de l'Assemblée.</p>	<p>A. 28. Comments by the Accredited Representative of the Union of South Africa on the Permanent Mandates Commission's Observations regarding the Report for 1926 on the Administration of South-West Africa.</p> <p>A. 29. Report of the Commission for the Protection of Women and Children in the Near East.</p> <p>A. 30. Armenian and Russian Refugees. Documents regarding the Meeting of Government Representatives held in Geneva in June 1927.</p> <p>A. 31. International Committee on Intellectual Co-operation. Governing Body of the International Institute of Intellectual Co-operation. Report on the Work of the International Institute of Intellectual Co-operation.</p> <p>A. 32. Audit of the Accounts for 1926 of the Grants of the Rockefeller Foundation towards the Budget of the Health Organisation.</p> <p>A. 33. Measures in Favour of Armenian and Russian Refugees. Letter from the Norwegian Government.</p> <p>A. 34. } Accounts for 1926 of the Far Eastern Bureau for Epidemiological Intelligence.</p> <p>A. 34 (1). }</p> <p>A. 35. International Committee on Intellectual Co-operation. Ninth Plenary Session. Report of the Committee submitted to the Council and to the Assembly.</p> <p>A. 37. Slavery Convention. Annual Report by the Council.</p> <p>A. 38. Economic and Financial Organisation. Work of the Financial Committee: Extract from the Report to the Eighth Ordinary Session of the Assembly of the League of Nations on the Work of the Council, on the Work of the Secretariat and on the Measures taken to execute the Decisions of the Assembly.</p> <p>A. 39. The Work of the Organisation for Communications and Transit between the Seventh and Eighth Ordinary Sessions of the Assembly.</p> <p>A. 40. Reduction of Armaments: Extract from the Report to the Eighth Ordinary Session of the Assembly of the League of Nations on the Work of the Council, on the Work of the Secretariat and on the Measures taken to execute the Decisions of the Assembly.</p>
--	---

**Service des documents
de la huitième Session ordinaire
de l'Assemblée**

JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Le *Journal de l'Assemblée* est publié chaque matin, en vue de fournir régulièrement aux délégués de l'Assemblée, aux journalistes et aux visiteurs le programme quotidien et le compte rendu résumé des réunions. Les exemplaires seront remis aux abonnés, à leur adresse privée, lorsque ce sera possible, ou expédiés par la poste.

Le prix de l'abonnement, pour la série publiée pendant l'Assemblée, est de 6 francs. (Etranger, 9 fr., y compris les frais d'expédition.)

**LISTE DES DÉLÉGUÉS A LA HUITIÈME
SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLÉE**

1 franc.

Annuaire de la Société des Nations

**ANNUAIRE STATISTIQUE
INTERNATIONAL 1926**

1 volume de 184 pages de tableaux, broché
Fr. suisses 10.—

Quatre-vingt-douze tableaux statistiques traitant de territoire, population, production, commerce, transport et communications, finances publiées, statistiques des monnaies et prix.

**ANNUAIRE SANITAIRE
INTERNATIONAL 1925**

*Rapports sur les progrès réalisés dans les domaines
de l'hygiène publique dans 21 pays.*

1 volume de 644 pages, broché Fr. suisses 20.—

Ce livre présente, sous une forme succincte, les statistiques démographiques les plus récentes et permet de suivre d'année en année le développement des sessions d'hygiène publique et la législation sanitaire dans divers pays.

ANNUAIRE MILITAIRE 1926-1927

*Renseignements généraux et statistiques sur les
armements terrestres, navals et aériens.*

1 volume de 1038 pages, relié pleine toile
Fr. suisses 25.—

Un catalogue général et des catalogues spéciaux des documents élaborés par les diverses sections du Secrétariat seront envoyés gratuitement sur demande.

SOCIÉTÉ DES NATIONS
Service des Publications,
GENÈVE.

Les publications de la Société des Nations sont en vente, à Genève, aux adresses suivantes:

SERVICE DES PUBLICATIONS DU SECRÉTARIAT (Villa Saint-Victor, annexe au bâtiment du Secrétariat), pendant les heures ordinaires de bureau.

SALLE DE LA RÉFORMATION, pendant les réunions de l'Assemblée.

LIBRAIRIE PAYOT & C^{ie}, place du Molard, Genève.

**Service of Documents
of the Eighth Ordinary Session
of the Assembly**

JOURNAL OF THE ASSEMBLY

In order to provide Delegates at the Assembly, journalists and visitors with a regular daily programme and résumé of the meetings, the *Journal of the Assembly* is issued each morning. Copies will be delivered to subscribers at their private addresses where possible, or sent by post.

The subscription to the series during the Assembly is 6 francs (9 francs abroad, including postage).

**LIST OF DELEGATES AT THE
EIGHTH SESSION OF THE ASSEMBLY**

1 franc.

Yearbooks of the League of Nations

**INTERNATIONAL STATISTICAL
YEARBOOK, 1926**

1 volume of 184 pages of tables, sewn 7/6 net

Ninety-two statistical tables dealing with territory, population, production, trade, transport and communications, public finance, currency statistics and prices.

**INTERNATIONAL HEALTH
YEARBOOK, 1925**

Reports on Public Health Progress in 21 Countries.

1 volume of 658 pages, sewn 12/- net

This book gives the most recent vital statistics in a concise form, and enables the development of public health services and health legislation in various countries to be followed year by year.

**ARMAMENTS YEARBOOK
1926-1927**

General and Statistical Information.

1 volume of 1,002 pages, bound cloth 20/- net

A general catalogue and special catalogues of the documents prepared by the different Sections of the Secretariat will be sent free on application.

LEAGUE OF NATIONS
Publications Department
GENÈVE.

The publications of the League of Nations are on sale in Geneva at the following addresses:

PUBLICATIONS DEPARTMENT (Villa St. Victor, annex to the Secretariat Building), during the ordinary office hours.
SALLE DE LA RÉFORMATION, during the meetings of the Assembly.

LIBRAIRIE PAYOT & C^{ie}, place du Molard, Geneva.

A. 2 (1). 1927

ORDRE DU JOUR

de la
Huitième Session ordinaire de l'Assemblée
et
Liste supplémentaire de Questions

Franc suisse 0.50.

AGENDA

of the
Eighth Ordinary Session of the Assembly
and
Supplementary List of Items

6d. \$0.10.

A. 13. 1927

RAPPORT

à la
Huitième Session ordinaire
de l'Assemblée de la Société des Nations
sur le

TRAVAIL DU SECRETARIAT ET SUR
LES MESURES PRISES POUR
EXÉCUTER LES DÉCISIONS DE
L'ASSEMBLÉE

Francs suisses 4.50.

REPORT

to the
Eighth Ordinary Session of the Assembly
of the League of Nations
on the

WORK OF THE SECRETARIAT AND
ON THE MEASURES TAKEN TO
EXECUTE THE DECISIONS OF THE
ASSEMBLY

3/9 \$6.90.

C. E. I. 34

Vient de paraître:

MÉMORANDUM

sur les
FINANCES PUBLIQUES 1922-1926

GENÈVE 1927.

(Section économique et financière.)

482 pages

Francs suisses 20.—

Cet ouvrage constitue la suite d'une publication commencée au moment de la Conférence financière de Bruxelles. Examen de la situation financière dans 26 Etats, précédé de notes sur le système budgétaire de chaque pays. Résumé des situations budgétaires de 1922 à ce jour avec indications du total des recettes (à l'exclusion des produits d'emprunts). Examen de la gestion des entreprises publiques. Total des impôts nationaux et locaux en 1913, ainsi que pendant un certain nombre d'années d'avant-guerre, pour autant que les données ont pu être recueillies.

Just published:

MEMORANDUM

on
PUBLIC FINANCE 1922-1926

GENEVA 1927.

(Economical and Financial Section.)

482 pages

16/-

In this Memorandum, which forms the continuation of work begun at the time of the Brussels Financial Conference, the financial position of 26 States is reviewed. The review of each country is prefaced by notes on its budget system. Increased space has been devoted to the analysis of management of public undertakings and an attempt has been made to procure figures showing total national and local taxation in 1913 and in some post-war years.

Tous ces documents préparés par les différentes Sections du Secrétariat peuvent être obtenus auprès du

Service des Publications de la Société des Nations

Villa Saint-Victor, annexe au bâtiment du Secrétariat.

All documents prepared by the different Sections of the Secretariat may be obtained at the

Publications Department of the League of Nations

Villa St. Victor, annex to the Secretariat Building

SOCIÉTÉ DES NATIONS

LEAGUE OF NATIONS

JOURNAL

DE LA

OF THE

HUITIÈME SESSION
ORDINAIRE

EIGHTH ORDINARY
SESSION

DE L'

OF THE

ASSEMBLÉE

ASSEMBLY

—
GENÈVE 1927

—
GENEVA 1927

No 2. — MARDI 6 SEPTEMBRE 1927.

No. 2. — TUESDAY, SEPTEMBER 6th, 1927.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beauregard.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor, Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beauregard.

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

SOMMAIRE:

	Pages
I. Programme des séances	7
II. Première séance plénière de l'Assemblée	8
III. Deuxième séance plénière de l'Assemblée	16
IV. Liste des membres des Commissions	18
V. Première séance de la Commission de l'ordre du jour	21
VI. Liste des documents distribués aux délégués à l'Assemblée	21

CONTENTS:

	Page
I. Programme of Meetings	7
II. First Plenary Meeting of the Assembly	8
III. Second Plenary Meeting of the Assembly	16
IV. List of Members of Committees	18
V. First Meeting of the Agenda Committee	21
VI. List of Documents distributed to Delegates at the Assembly	21

I. PROGRAMME DES SÉANCES

Séance plénière de l'Assemblée.

Une séance plénière de l'Assemblée aura lieu aujourd'hui, mardi 6 septembre 1927, à 16 heures, dans la Salle de la Réformation.

Ordre du jour:

1. Propositions du Bureau de l'Assemblée.
2. Ouverture de la discussion du Rapport à la huitième session ordinaire de l'Assemblée sur l'œuvre du Conseil, sur le travail du Secrétariat et sur les mesures prises pour exécuter les décisions de l'Assemblée.

I. PROGRAMME OF MEETINGS

Plenary Meeting of the Assembly.

There will be a plenary meeting of the Assembly to-day, Tuesday, September 6th, 1927, at 4 p.m. in the Salle de la Réformation.

Agenda:

1. Proposals of the General Committee of the Assembly.
2. Beginning of the Discussion of the Report to the Eighth Ordinary Session of the Assembly on the Work of the Council, the Work of the Secretariat and on the Measures taken to Execute the Decisions of the Assembly.

Première Commission.

La première Commission se réunira aujourd'hui, mardi 6 septembre 1927, à 10 heures, au Secrétariat (Salle C).

Deuxième Commission.

La deuxième Commission se réunira aujourd'hui, mardi 6 septembre 1927, à 10 heures, au Secrétariat (Salle F).

Troisième Commission.

La troisième Commission se réunira aujourd'hui, mardi 6 septembre 1927, à 11 heures, au Secrétariat (Salle F).

Quatrième Commission.

La quatrième Commission se réunira aujourd'hui, mardi 6 septembre 1927, à 11 heures, au Secrétariat (Salle B).

Cinquième Commission.

La cinquième Commission se réunira aujourd'hui, mardi 6 septembre 1927, à 11 heures, au Secrétariat (Salle C).

Sixième Commission.

La sixième Commission se réunira aujourd'hui, mardi 6 septembre 1927, à 10 heures, au Secrétariat (Salle B).

Bureau de l'Assemblée.

Le Bureau de l'Assemblée se réunira aujourd'hui, mardi 6 septembre 1927, à midi, au Secrétariat, dans le Bureau du Secrétaire général.

II. PREMIÈRE SÉANCE PLÉNIÈRE

Tenue à la Salle de la Réformation, le lundi 5 septembre 1927, à 10 h. 30.

OUVERTURE DE LA SESSION.

M. VILLEGAS (Chili) occupe le fauteuil présidentiel comme président du Conseil en exercice. Il prononce le discours suivant:

Mesdames, Messieurs, pour la huitième fois, l'Assemblée de la Société des Nations tient ses assises ordinaires à Genève. C'est au délégué du Chili qu'est dévolu l'honneur insigne d'inaugurer ses travaux. En sa qualité de président en exercice du Conseil, il jouit aujourd'hui du privilège d'adresser un premier et cordial salut à ses éminents représentants, parmi lesquels je constate la présence de plus en plus nombreuse des ministres des Affaires étrangères à la tête de leurs délégations respectives. Permettez-moi de me réjouir particulièrement de l'honneur de compter parmi nos collègues un chef d'Etat, le président de la Confédération suisse, M. Giuseppe Motta, dont l'éloge n'est plus à faire, car vous connaissez tous les grandes qualités dont il a fait preuve pendant les huit années de représentation ininterrompue du prestigieux pays où nous siégeons.

Messieurs, aux yeux de celui qui a l'honneur de présider votre Assemblée, elle évoque dans une émouvante unité les pays, les races, les continents, les intérêts, les cultures, les idéals, qui, comme des courants invisibles, mais agissants, viennent affluer dans cette salle historique. Genève devient, par votre présence, comme le cœur puissant du monde civilisé, auquel vous apportez un nouvel afflux de forces.

Je ne puis m'empêcher de constater, tout d'abord, que la Société des Nations connaît un programme de travail de plus en plus large, dont l'ampleur couvre des parties toujours plus nombreuses du vaste champ de l'activité internationale. En dépit des impatiences d'autant plus vives que l'importance de la Société s'accroît dans la vie internationale, cette intense activité, à mon avis, a été génératrice de progrès réels et féconds.

First Committee.

The First Committee will meet to-day, Tuesday, September 6th, 1927, at 10 a.m. in the offices of the Secretariat, Room C.

Second Committee.

The Second Committee will meet to-day, Tuesday, September 6th, 1927, at 10 a.m. in the offices of the Secretariat, Room F.

Third Committee.

The Third Committee will meet to-day, Tuesday, September 6th, 1927, at 11 a.m. in the offices of the Secretariat, Room F.

Fourth Committee.

The Fourth Committee will meet to-day, Tuesday, September 6th, 1927, at 11 a.m. in the offices of the Secretariat, Room B.

Fifth Committee.

The Fifth Committee will meet to-day, Tuesday, September 6th, 1927, at 11 a.m. in the offices of the Secretariat, Room C.

Sixth Committee.

The Sixth Committee will meet to-day, Tuesday, September 6th, 1927, at 10 a.m. in the offices of the Secretariat, Room B.

General Committee of the Assembly.

The General Committee of the Assembly will meet to-day, Tuesday, September 6th, 1927, at 12 noon in the offices of the Secretariat, Room of the Secretary-General.

II. FIRST PLENARY MEETING

Held at the Salle de la Réformation at 10.30 a.m. on Monday, September 5th, 1927.

OPENING OF THE SESSION.

M. VILLEGAS (Chile) took the chair as Acting President of the Council. He spoke as follows:

Ladies and Gentlemen — For the eighth time the Assembly of the League of Nations is holding its ordinary session at Geneva, and the great honour of inaugurating its work has fallen upon the delegate for Chile. As President of the Council, it is his privilege to-day to extend a first and most cordial welcome to its eminent representatives, among whom I note the presence of an ever-growing number of Foreign Ministers at the head of their respective delegations. It gives me particular pleasure to count among our colleagues the head of a State, M. Giuseppe Motta, the President of the Swiss Confederation, whose merits there is no need for me to extol, because you are all familiar with the distinguished qualities which he has displayed during eight years of uninterrupted representation of the wonderful country in which we are met.

For me, gentlemen, who have the honour to be your President, the Assembly evokes the many countries, races, continents, interests, civilisations and ideals which unite, like strong but invisible currents, to find their way into this historic hall. By your presence Geneva becomes the heart of the civilised world, to which you bring a fresh source of strength.

The work of the League of Nations is developing every day, its activities extend over wider and wider fields of international work. In spite of some impatience which tends to become more marked with the League's increasing importance in international life, this intense activity has, I think, been productive of real progress.

Le bilan de l'année qui vient de s'écouler se caractérise, en effet, par le grand nombre de réunions et l'étendue de leurs travaux: il n'y a, certes, pas eu d'année plus occupée et jamais encore les organes de la Société n'avaient connu un emploi du temps aussi chargé. Mais je ne ferais pas état de cette caractéristique, qu'on pourrait taxer de trop matérielle, si je n'étais pas convaincu de l'importance extraordinaire des résultats acquis par ce contact entre les délégués de toutes les nations, représentant les formes les plus variées de nos activités nationales, réglant entre eux ces mille détails qui constituent vraiment les rapports internationaux, à cette époque où les relations des peuples vont sans cesse se multipliant, où les règles et lois internationales, jadis peu nombreuses, restreintes à quelques objets limités; embrassent une plus vaste matière et sont en continuel devenir.

C'est bien ici que s'élabore ce droit nouveau auquel j'ai voulu faire allusion, à la genèse duquel vous avez la plus grande part, vous qui, par vos réunions, constituez l'Assemblée de la Société des Nations d'où partent les idées directrices, où tous les résultats sont sanctionnés.

Ce labeur quotidien n'est pas assez connu. L'intérêt s'attache plus volontiers aux événements politiques, même s'ils sont d'une importance relative et passagère; on a une tendance, prenant le phénomène extérieur pour la cause profonde, à voir en eux toute la vie internationale. Il semble ainsi trop souvent qu'elle échappe à la Société des Nations, alors que, tout au contraire, cette dernière s'attache à traiter les véritables problèmes, à tisser le réseau qui doit unir les nations les unes aux autres par de réels intérêts, à faire disparaître les sources de conflits, à mettre en lumière les raisons puissantes de concorde et d'union.

Une deuxième caractéristique de l'année qui vient de s'écouler se marque, à n'en pas douter, dans les progrès accomplis vers l'universalité de la Société des Nations. On pourrait m'objecter que nous avons à déplorer cette année les mêmes absences que l'an dernier, absences d'amis qui nous sont chers, que nous avons été si longtemps fiers de compter parmi nous, que nous espérons bientôt revoir dans cette enceinte, car nous souhaitons, tous, j'en ai la conviction, qu'on puisse trouver, de part et d'autre, les modalités nécessaires pour récupérer le concours de leur désintéressement international et de leur foi dans le progrès. Le Brésil et l'Espagne n'ont-ils pas d'ailleurs conservé leur collaboration à l'Organisation internationale du Travail et à des entreprises techniques de la Société des Nations? D'autre part, n'avons-nous pas eu la joie de saluer à diverses reprises les délégués de la République Argentine, qui ont bien voulu prêter à notre œuvre, dans la plupart des domaines, une aide dont on me permettra de dire toute la valeur; j'ai plaisir à faire ces constatations pleines d'espoir, moi qui représente un pays d'origine espagnole et foncièrement ami des deux grandes républiques sud-américaines que je viens de nommer.

En réalité, l'année tout entière a été marquée par la participation d'un nombre de plus en plus grand d'Etats aux travaux de la Société des Nations. A la plupart de nos réunions importantes, nous avons vu assister des délégués officiels ou des experts, non seulement des Membres de la Société qui comprend l'immense majorité des Etats du globe, mais aussi des Etats non membres. Rappellerai-je que les Etats-Unis de l'Amérique du Nord ont envoyé à Genève, à plusieurs reprises, avec le plein appui de leur administration nationale, des délégués nombreux, d'une compétence éprouvée et précisément choisis en raison de leur valeur même? Ils se sont associés à tous les travaux de préparation pour la réduction des armements poursuivis par la Société des Nations, à la Conférence économique, à la Conférence du transit; ils ont promis de continuer ce concours; ils ont donné leur collaboration à d'autres commissions et ils ont participé à diverses réunions convoquées sous l'autorité du Conseil, notamment à la Conférence des experts de presse. Une importante délégation russe assistait à la Conférence économique du mois de mai dernier. A cette même occasion, il nous a été donné de saluer la présence d'observateurs des Etats-Unis du Mexique, et c'est avec joie que je la rappelle, en même temps que la participation d'un délégué de l'Equateur à la Conférence du transit. La Turquie, de son côté, a envoyé à cette Conférence, ainsi qu'à la Conférence économique, une délégation importante; il en a été de même pour l'Egypte, et la plupart des Etats non membres ont été, d'autre part, associés, par un échange de correspondance avec notre Secrétariat, à l'œuvre technique de la Société des Nations. Ainsi la preuve a été fournie de l'intérêt

The past year has been marked by the large number of meetings and the wide scope of their work; certainly no year has been busier, and never before have such heavy demands been made upon the organs of the League. I should not mention this feature, which might be considered too material, if I were not convinced of the extreme importance of the results obtained from this contact between the delegates of all nations, representing the most varied forms of national activity and between them settling those innumerable details which really constitute international relations — and this at a time when relations between the peoples are continually multiplying and when international laws and regulations, which were formerly few in number and restricted to a few limited objects, cover a far wider area and are continually developing.

It is here that this new law to which I have just alluded is being worked out and the largest part in its creation belongs to you, who by your meetings constitute the Assembly of the League of Nations, from which the guiding principles emanate and where all the results receive their sanction.

This daily task is not sufficiently known. Interest is claimed more readily by political events, even if they are of only relative and passing importance; there is a tendency to mistake the external phenomenon for the inner cause and to see in these events the whole of international life. Too often the League of Nations appears to be outside the current of international life, whereas it is dealing with problems that really matter and seeking to forge the links which shall join nations one to the other by their true interests, to remove sources of conflict and to show the weighty reasons which call for unity and concord.

A second characteristic of the year which has just elapsed is to be found in the progress made towards the League's universality. It may be said that we have this year to deplore the same gaps as last year, due to the absence of friends who are dear to us, whom for so long we were proud to count among us and whom we hope soon to welcome in our midst once again; for it is, I am sure, the wish of all of us that, somehow or other, the necessary means may be found of gaining the assistance of their international disinterestedness and of their faith in human progress. Brazil and Spain have continued to co-operate in the International Labour Organisation and in some of the League's technical work. We have also had the pleasure of welcoming on several occasions delegates of the Argentine Republic, who in most spheres of our work have given valuable assistance. I am particularly glad to note these hopeful signs, since I represent a country of Spanish origin which has the friendliest relations with the two great South American Republics that I have just mentioned. Indeed, the whole year has been characterised by the participation of a larger and larger number of States in the work of the League. Most of our important meetings have been attended by official delegates or experts not only of Members of the League, who make up the immense majority of States in the world, but also of non-Member States. I need not remind you that the United States of North America have several times sent to Geneva, with the full support of their national administration, a number of delegates of proved competence and chosen for that very reason. They were associated with all the preparatory work for the reduction of armaments carried out by the League, with the Economic Conference, and with the Transit Conference, and they have promised to give further assistance. They have worked in other Committees and have taken part in various meetings convened under the authority of the Council, more particularly in the Conference of Press Experts. A large Russian delegation attended the Economic Conference last May, and on the same occasion we welcomed observers from the United States of Mexico. I note, too, with pleasure the participation of a delegate from Ecuador in the Transit Conference. Turkey sent to that Conference, as well as to the Economic Conference, an important delegation; the same applies to Egypt, and most of the non-Member States, through correspondence with our Secretariat, have been associated in the technical work of the League of Nations. In this way proof has been furnished of the importance of our work, not only for individual groups of nations, or for one or another continent, but for the whole world. Universal in its purpose, the League of Nations is tending to become universal in the support which it receives. Are we not all firmly persuaded that

que présentent nos travaux, non seulement pour tel ou tel groupe de nations ou pour tel continent, mais pour le monde entier. Universelle dans ses desseins, la Société des Nations tend donc à le devenir par les collaborations qu'elle rencontre. Ne sommes-nous pas tous persuadés que sa force réside précisément dans cette universalité, dans l'intérêt égal qu'elle doit présenter pour tous ses Membres ?

Et je suis amené ainsi à souligner le troisième trait caractéristique de l'année qui vient de s'écouler; elle a vu la Société des Nations aborder de plus en plus des problèmes intéressant non seulement les pays les plus voisins de son siège, mais aussi les pays lointains. On pourrait être tenté de croire que c'est une tendance fortuite, une apparence due surtout à la réunion de la Conférence économique, où de nombreux techniciens, venus des continents extra-européens, ont apporté l'indispensable contribution de leurs compétences éprouvées. Mais ce serait un argument superficiel. En réalité, les exemples abondent cette année, dans l'activité de la Société des Nations, des relations cordiales, utiles et riches de promesses qu'elle a entretenues avec tous ses Membres, même les plus éloignés. Je crois que la part la plus intéressante de l'activité développée par les organisations techniques présente ce caractère universel que nous nous réjouissons tous de constater, convaincus qu'ainsi la Société gagne en force et surtout en indépendance.

N'avons-nous point vu, par exemple, l'Organisation d'hygiène tenir à Montevideo une Conférence sur la mortalité infantile, où le Comité d'hygiène, en la personne de son distingué président, le Dr Madsen, venu tout exprès du Danemark, son pays, a rencontré les experts les plus qualifiés des Etats de l'Amérique latine. J'espère que les conséquences de cette réunion, qui, au premier abord, pourrait sembler n'intéresser qu'un nombre bien restreint de savants spécialisés, seront importantes. Dans toute l'Amérique latine, les problèmes de l'hygiène sont au premier rang des préoccupations nationales et je ne doute pas qu'il ait été particulièrement instructif pour les Européens, eux-mêmes, qui ont visité plusieurs capitales latino-américaines, de prendre connaissance de l'immense effort accompli dans ce domaine, des résultats obtenus, des possibilités d'étude, et, par conséquent, de progrès que nous offrent ces pays. Des contacts plus suivis naîtront, à n'en pas douter, de cette rencontre. Je saisis cette occasion pour rendre hommage à l'Organisation d'hygiène dont l'activité s'étend au monde entier, autant au moyen de ses études centralisatrices que de ses cours internationaux, de l'échange de personnel sanitaire ou de ses commissions d'étude.

Cet intérêt universel des travaux de la Société des Nations se manifeste dans toutes les branches de son activité. Est-il rien de plus réconfortant que de parcourir, par exemple, le compte rendu des travaux que notre Commission de coopération intellectuelle, ses sous-commissions et son Institut de Paris ont poursuivis pendant l'année, eux aussi, avec l'appui de tous et la collaboration générale ? Parmi tant d'autres initiatives heureuses de cette Commission, nous pouvons constater que les efforts pour donner suite à votre recommandation de faire connaître aux enfants et aux jeunes gens l'activité de la Société des Nations, sa raison d'être et ses idéals se poursuivent aussi bien dans l'hémisphère austral qu'en Europe, en Asie qu'en Amérique.

De grandes œuvres d'intérêt général ont été continuées par les commissions de la Société des Nations qui traitent des questions sociales: lutte contre le trafic illicite de l'opium et des drogues, vaste enquête qui doit permettre de lutter contre le fléau de la traite des femmes, travaux pour la protection de l'enfance; l'Assemblée se félicitera notamment des ratifications nouvelles à la Convention de l'opium qu'elle avait appelées de ses vœux; elle saluera avec un vif espoir l'aboutissement des propositions du sénateur Ciralo pour la création d'une Union internationale de secours aux pays frappés de calamités.

Un effort non moins vigoureux a été fait par l'Organisation du transit et, précisément sur la proposition d'un Etat de l'Amérique latine, pour resserrer les liens avec les pays lointains, organiser avec eux un échange de renseignements, assurer une liaison plus complète avec les pays non européens. Vous n'ignorez pas les résultats qui ont été obtenus il y a quelques jours, et qui sont riches de promesses, par la troisième Conférence générale de Genève.

Dans un autre domaine l'œuvre de l'Organisation financière et économique a abouti à des résultats qui, d'un ordre parfois moins général, n'en revêtent pas moins une grande importance:

its strength lies in that very universality and in the equal appeal which it makes to all Members ?

This brings me to the third characteristic feature of the past year. During this period the League of Nations has turned its attention to a larger and larger number of problems affecting not only the countries nearest to it but distant countries also. We might be inclined to think that this was a coincidence—an accident, to be explained largely by the meeting of the Economic Conference, to which many technical experts from non-European countries gave their valuable services. That, however, would be a superficial view. In point of fact, the present year has been rich in examples of cordial, valuable and promising relations maintained by the League with all its Members, including the most distant. I think that the main part of the work of the technical organisations possesses this universal character, which we are all delighted to note, convinced as we are that in this way the League gains in strength and especially in independence.

The Health Organisation, for example, held a Conference at Montevideo on Infant Mortality, in the course of which the Health Committee, through its distinguished Chairman, Dr. Madsen, who came expressly for the Conference from Denmark, met the best experts from the countries of Latin America. It is my hope that this meeting, which at first sight may seem of interest only to a limited number of learned specialists, will have important consequences. Throughout the whole of Latin America, health problems occupy a foremost place among national preoccupations, and I do not doubt that the Europeans who visited several of the Latin-American capitals found it exceedingly instructive to note the immense effort accomplished in this direction, the results obtained and the opportunities for study, and therefore for progress, which those countries offer. This meeting will no doubt result in closer intercourse in the future. I seize this opportunity of paying my tribute to the Health Organisation, whose work extends over the whole world, through its far-reaching investigations and its international courses, through the exchange of health personnel and through its committees of enquiry.

This universal importance of the League's work appears in all branches of its activity. It is, for example, exceedingly encouraging to read the reports of the work done during the year by the Committee on Intellectual Co-operation, its Sub-Committees and its Paris Institute—these, too, enjoy general support and co-operation. Among many useful measures initiated by this Committee are the efforts made to give effect to your recommendation that the work of the League of Nations, its *raison d'être* and its ideals should be made known to children and young people. These efforts are being pursued in the southern hemisphere as well as in Europe, Asia and America.

Excellent work of general importance has continued to be performed by the League of Nations Committees which deal with social questions: the campaign against the illicit traffic in opium and other drugs, a comprehensive enquiry with a view to a campaign against the scourge of the traffic in women, and work in connection with child welfare. The Assembly will be particularly pleased at the fresh ratifications of the Opium Convention, for which it has appealed in its recommendations. It will welcome in all confidence the completed proposals of Senator Ciralo for the creation of an International Relief Union for countries overtaken by disasters.

No less vigorous efforts have been made by the Transit Organisation to strengthen the ties with distant countries, to organise an exchange of information with them, and to ensure closer liaison with non-European countries. This proposal came from a Latin-American country. You are acquainted with the promising results obtained a few days ago by the Third General Conference at Geneva.

Turning to another sphere, the work of the Financial and Economic Organisation has furnished results which, although in some cases less general in character, are also of great impor-

établissement des réfugiés bulgares, travaux accomplis en vue de parfaire et d'achever l'œuvre entreprise pour l'installation de plus d'un million de réfugiés en Grèce, concours qu'elle a prêté au Gouvernement de l'Estonie pour accomplir sa réforme monétaire et bancaire et à la Ville libre de Dantzig pour lui permettre l'émission d'un emprunt, travaux d'un intérêt universel pour prévenir le faux monnayage et donner une solution aux problèmes de la double imposition et de l'évasion fiscale.

Mais l'événement le plus important de l'année a sans doute été la réunion de la Conférence économique au mois de mai. Avec ces assises se sont ouvertes de nouvelles perspectives de travail et de succès pour la Société des Nations, car ce n'était pas un aboutissement, mais un commencement, l'annonce d'une activité renouvelée pour le mieux-être des peuples.

Depuis la création de la Société des Nations, un vif mouvement s'était dessiné pour donner un plein développement aux prescriptions de l'article 23 du Pacte relatives à l'équitable traitement du commerce et pour faire régner entre les nations du globe la paix économique. Aux dernières Assemblées, cette idée avait été lancée qu'on n'arriverait à l'apaisement moral que par l'apaisement économique et que c'était là une condition préalable à toute tentative sérieuse de réduction des armements et d'organisation de la paix.

Cette initiative de l'Assemblée s'est traduite dans les faits et vous pouvez en être fiers, car il ne fallait rien moins, dans les conditions du monde moderne encore chancelant des suites de la grande guerre, pour provoquer la vaste consultation économique qui s'est déroulée à Genève et dont les conséquences doivent se développer pendant toute une série d'années.

Laissez-moi tout d'abord rappeler la valeur de la documentation préparatoire de la Conférence. Il y a là un ensemble de travaux sur la situation économique mondiale d'une richesse et d'une actualité qui ont recueilli d'unanimes louanges parmi les économistes les plus compétents. Beaucoup d'entre eux, d'ailleurs, y avaient collaboré en même temps que notre Secrétariat, le Bureau international du Travail et d'importants organismes comme la Chambre de Commerce internationale et l'Institut international d'Agriculture à Rome. Jamais peut-être encore des instruments de travail aussi parfaits sur l'économie de tous les pays et de tous les continents n'avaient été mis à la disposition d'une Assemblée.

Ce qui frappait encore l'observateur le moins prévenu, c'était l'intérêt soulevé dans toutes les parties du monde et dont témoignait l'extraordinaire richesse des délégations. Tous les pays membres ou non de la Société des Nations avaient délégué les hommes d'Etat ou les hauts fonctionnaires responsables de leur politique économique, leurs meilleurs spécialistes et leurs meilleurs écrivains en matière industrielle, commerciale ou agricole, les représentants de leurs plus importantes organisations économiques. Les diverses branches de l'industrie elles-mêmes, les Chambres de commerce, les Associations agricoles, avaient été mises à même, grâce au règlement très souple adopté par le Conseil, d'envoyer à Genève leurs représentants les plus qualifiés.

Je ne crois pas nécessaire de m'étendre sur les résultats obtenus; ils constituent un vaste programme d'action. La Conférence a étendu sa sollicitude à toutes les branches de l'économie; à l'agriculture dont les représentants, pour la première fois peut-être, ont pu discuter les problèmes qui les intéressent dans le cadre qui leur convient, en liaison avec les questions industrielles et commerciales; au commerce pour lequel elle a préconisé le retour à une liberté effective, combattant de la manière la plus raisonnable, en tenant compte des contingences, des nécessités de l'heure, de la lenteur fatale de toutes les évolutions, les abus douaniers; à l'industrie, enfin, domaine dans lequel la Conférence s'est inspirée de tous les exemples, n'oubliant pas que les vieilles industries se trouvent maintenant en concurrence avec celles des pays neufs, que l'Asie, ce vaste continent également fertile en hommes et en ressources, s'équipe chaque jour, que le nouveau monde peut, à bien des points de vue, servir de modèle.

Ces suggestions, ce sont l'Assemblée et le Conseil qui les lui ont demandées; c'est nous qui avons pris la responsabilité de convoquer à Genève la Conférence économique; elle nous a donné un avis unanime sur la situation du monde; je ne saurais trop insister sur l'autorité qui s'attache de ce fait à cette consultation. Le Conseil, dès sa session de juin, a demandé au Comité économique de mettre à l'étude, sans plus attendre, certaines des résolutions de la Conférence; ses membres ont à cette occasion tenu à dire leur appréciation des travaux accomplis, leur

tance; the settlement of the Bulgarian refugees, the work done to complete the settlement of more than a million refugees in Greece, the help given to the Estonian Government in reforming its currency and banking, and to the Free City of Danzig, in connection with the issue of a loan, work of universal interest to prevent the counterfeiting of money and to find solutions for the problems of double taxation and tax evasion.

The most important event of the year, however, was undoubtedly the meeting of the Economic Conference in May. Its meetings have opened up fresh avenues of successful work for the League of Nations, since the Economic Conference was the beginning and not the end of a chapter, and it gives promise of renewed action to improve the welfare of peoples.

Ever since the foundation of the League, plans have been devised to develop the provisions of Article 23 of the Covenant regarding the equitable treatment of commerce, and to create a state of economic peace between the nations of the world. At recent Assemblies it had been suggested that moral peace depended upon economic peace, and that the latter was a necessary condition of any serious endeavour to reduce armaments and to organise peace.

This suggestion of the Assembly was acted upon, and you may well be gratified. In the modern world, which is still tottering under the effects of the Great War, no work was more urgently needed than the holding of that huge economic enquiry at Geneva, the results of which will continue to develop for many years.

I may refer in the first place to the valuable set of documents prepared for the Conference. It comprised a body of work on the economic situation of the world, so full and so relevant to existing circumstances as to win unanimous praise from the most distinguished economists. Many of them, indeed, had helped in the work, together with our Secretariat, the International Labour Office, and important organisations like the International Chamber of Commerce and the International Institute of Agriculture at Rome. Probably no such complete documents on the economic systems of all countries and all continents had ever before been placed at the disposal of an Assembly.

What struck even the least experienced observer was the interest aroused in all parts of the world, proof of which was given by the great number and importance of the delegations. All countries, whether Members or not of the League of Nations, appointed statesmen or high officials responsible for economic policy, their best specialists and their best writers on industrial, commercial or agricultural questions, together with representatives of their most important economic organisations. Thanks to the very elastic regulations adopted by the Council, the various branches of industry themselves, Chambers of Commerce and agricultural associations were able to send to Geneva their most highly qualified representatives.

There is, I think, no need for me to expatiate upon the results obtained, which constitute a vast plan of action. The Conference paid attention to all branches of economic life: agriculture, whose representatives were able, perhaps for the first time, to discuss the problems affecting them in their proper connection, that is to say, along with industrial and commercial questions; commerce, for which it recommended a return to complete freedom, opposing but in a reasoned manner Customs abuses, by taking account of existing circumstances, the needs of the moment, and the inevitably slow progress of all such movements; and, finally, industry, of which the Conference took the widest possible view, not forgetting that the old industries are now in competition with those of new countries, or that Asia, a vast continent equally rich in human and material resources, is adding every day to her economic equipment, and that the New World can, from many points of view, serve as a model.

These suggestions were asked for by the Assembly and the Council. The Economic Conference was convened at Geneva under our responsibility; it furnished us with a unanimous opinion on the world situation, and I cannot too strongly emphasise the authority which thereby attaches to the results of its discussions. The Council, at its session in June, requested the Economic Committee to study forthwith certain resolutions passed by the Conference; and its members took occasion to express their appreciation of the work accomplished and their

désir de voir les gouvernements s'en inspirer. Depuis lors, des adhésions enthousiastes sont venues de divers côtés et je tiens à signaler, en particulier, celle de la Chambre de Commerce internationale à son Congrès de Stockholm. Il appartient maintenant à l'Assemblée et aux gouvernements que vous représentez d'intervenir à leur tour et de mettre les organes de la Société des Nations en mesure de continuer l'œuvre de la Conférence.

Mais il semblait, au lendemain de notre réunion de l'an dernier, que cette année devait se dérouler non seulement sous le signe de la Conférence économique, mais aussi de la réduction des armements. Nul d'entre nous n'ignore les critiques qu'a valu à la Société des Nations l'apparente lenteur avec laquelle elle a procédé dans ce domaine. C'est intentionnellement que je qualifie d'apparente cette lenteur qu'avec beaucoup de bons esprits je serais tenté de considérer comme une prudente sagesse, condition du succès final. Une expérience récente vient encore de nous montrer les difficultés de cette œuvre. Trois grandes nations s'étaient réunies à Genève, poussées par le désir d'alléger leur fardeau financier, de manifester leur entente, leur confiance dans un avenir de paix. Mais, devant la complexité du travail qui s'offrait à elle, elles ont dû reculer et remettre à plus tard leur tentative.

Comment s'étonner qu'une Convention générale de réduction des armements s'étendant à toutes les nations ait rencontré, elle aussi, des difficultés ? C'est cependant sur ce plan général que la Société des Nations envisage le problème et qu'il peut être résolu. L'an dernier, au cours de l'Assemblée, des doutes s'étaient élevés sur la possibilité de procéder avec la rapidité que souhaitaient les plus sincères et les plus enthousiastes d'entre nous. Les faits ont montré que le travail était immense, qu'il devait s'accomplir par étapes. Mais la Société des Nations en a déjà franchi une partie; elle n'a pas, en l'occurrence, failli à sa tâche; elle s'est mise courageusement à la besogne suivant le programme que vous lui aviez fixé; ses Commissions techniques ont complètement achevé leur œuvre. La grande Commission préparatoire dont vous aviez demandé la constitution a déjà établi la plus grande partie des principes qui formeront la substance de la future Convention générale de réduction des armements. Sans doute lui reste-t-il à achever dans une seconde lecture l'œuvre entreprise; elle y parviendra, j'en ai la ferme conviction, grâce à la bonne volonté et à la lumière des expériences de l'année qui vient de s'écouler. Ne croyons pas, d'ailleurs, que tout sera fait quand les cadres d'une convention, les principes généraux auront été établis. Les discussions récentes auxquelles je faisais allusion entre les trois Puissances nous ont montré la nécessité d'une soigneuse préparation diplomatique et technique qui permette de préciser les données relatives à chaque nation avant qu'elles viennent s'insérer dans le cadre du projet de Convention.

Il est bien certain que, d'ailleurs, lorsque la Conférence se réunira, la mise au point d'une organisation internationale de la sécurité se sera poursuivie parallèlement. Cette œuvre progresse, en effet, avant la Société des Nations elle-même. A ce point de vue, l'année qui vient de s'écouler a été féconde en ce sens qu'elle a préparé pour nos commissions de l'Assemblée, notamment la Commission juridique et la Commission du désarmement, des instruments de travail de premier ordre. Vous savez que, parallèlement aux études techniques et politiques sur le désarmement, nous n'avons jamais abandonné l'effort vers l'arbitrage et la sécurité. Les organes de la Société ont mis à profit les derniers mois pour préparer une série de rapports intéressant le fonctionnement même de la Société.

Un remarquable document vous donne l'ensemble de ces travaux au sujet de l'article 16 du Pacte; il fait ressortir l'évolution juridique de cette question, primordiale pour l'établissement de la paix. Sur la proposition du Gouvernement finlandais, le Comité financier a mis à l'étude la question de l'aide financière prévue par le même article 16 et il a élaboré des propositions sur les garanties éventuelles d'emprunt en faveur de l'Etat attaqué.

Le Conseil s'est attaché à tirer de l'article 11 du Pacte, celui qui par excellence définit l'action qu'il doit entreprendre en vue d'empêcher un conflit, certaines des conséquences qu'il comporte. Il a étudié et énuméré divers moyens de pression auxquels il pourrait faire appel avant qu'entrent en jeu l'article 16 et les sanctions proprement dites. Il a demandé à la Commission du transit de définir les mesures à prendre par les Membres de la Société pour aider son action; il compte sur l'appui de l'Assemblée pour amener les gouvernements à faire le nécessaire pour

desire that Governments should adopt it as a guide. Enthusiastic support has since been received from various quarters; I would mention in particular that of the International Chamber of Commerce, at its Congress at Stockholm. It is now for the Assembly and the Governments which you represent to take up the task and to enable the organs of the League to continue the work of the Conference.

At the close of last year's Assembly, we looked forward to seeing this year marked not only by the Economic Conference but also by the reduction of armaments. We are all aware of the criticisms that have been directed against the League for the apparent slowness of its progress in the matter of armaments. I use the phrase "apparent slowness" with intention where, in company with not a few sound thinkers, I feel tempted to say "discerning prudence", which is a condition of final success. A recent experience has once more illustrated the difficulty of this task. Three great nations have met in Geneva actuated by the wish to lighten their financial burdens and to demonstrate the good understanding between them and their confidence in a peaceful future. The problem before them, however, proved to be so complex that they were obliged to abandon it and postpone the attempt to another occasion. How, then, can we be surprised that a general convention for the reduction of armaments comprising all the nations has also met with difficulties? It is, however, on these lines that the League is considering the problem, and on these lines that it may be solved. Last year at the Assembly doubts were already expressed as to the possibility of progressing with the rapidity desired by our sincerest and most enthusiastic members. Experience has shown that the task is immense, and that it can only be accomplished by stages. The League has already passed some of these stages. The League has not failed in this task. It has courageously set to work on the programme you laid down for it; its technical Committees have completed their work, and the important Preparatory Commission set up at your desire has already established in part the principles which are to form the core of the future General Convention for the Reduction of Armaments. The Commission's work, of course, has yet to be completed in a second reading, but of its ultimate success I am convinced, thanks to the general spirit of good will and the experience gained in the past year. Let us not imagine, however, that with the framing of a convention and the establishment of general principles our task will be completed. The recent Three-Power Conference has shown us the need of careful, diplomatic and technical preparation required to determine the figures for each nation, figures which will then have to be fitted into the framework of the draft Convention. It is, moreover, certain that, when the Conference meets, an international organisation to ensure security will at the same time have been prepared. This work is developing with the development of the League itself, and from this point of view the past year has been a fruitful one, inasmuch as it has prepared for the Assembly Committees, more particularly the Legal and Disarmament Committees, executive instruments of the highest value. As you know, parallel with the technical and political aspects of disarmament, we have never abandoned our efforts towards arbitration and security. The organs of the League have been engaged during the last few months in preparing a series of reports concerned with the actual working of the League.

In a noteworthy document you will find the whole of the work on Article 16 of the Covenant; it emphasises the development of the legal aspect of this question, which is of primary importance for the establishment of peace. On the proposal of the Finnish Government, the Financial Committee has examined the question of the financial assistance provided for by Article 16, and has drawn up proposals for guaranteeing a loan to the State attacked.

The Council has been concerned to define certain consequences resulting from Article 11 of the Covenant — the article which more than any other defines the action to be taken by the Council in order to prevent a conflict. It has studied and enumerated various methods of pressure to which recourse might be had before Article 16 and the sanctions proper were brought into operation. It has asked the Transit Committee to define the measures to be taken by Members of the League to assist the Council; it counts upon the support

qu'en temps de crise, toutes facilités pussent être données, sans hésitations ni pertes de temps, aux membres du Conseil, aux agents de la Société, à tous ceux qui interviendraient au nom de la collectivité en faveur de la paix.

Je suis, pour ma part, heureux de constater que c'est surtout sur la prévention de la guerre qu'a porté l'effort de la Société des Nations au cours de l'année. C'est là qu'à mon avis, se trouve la clé du problème du désarmement. Si le désarmement est — nous le savons tous — lié à la sécurité, quelle meilleure sécurité que celle d'une société internationale solidement bâtie sur le respect mutuel et sur la justice ?

Des trois idées directrices de notre problème dont ces murs résonnent encore — Arbitrage, Sécurité, Désarmement —, l'arbitrage est le premier dans la logique des choses; c'est donc l'arbitrage qui doit être le premier dans leur développement historique. Je n'en veux de meilleure preuve que l'œuvre de Locarno dont l'enviable solidité est due aux bases d'arbitrage sur lesquelles elle a été édifiée.

L'Assemblée, fidèle à cette politique qu'elle s'est efforcée d'adapter à tout moment aux circonstances générales, l'avait recommandée l'année dernière aux bons soins du Conseil qui, à son tour, a signalé vos désirs à tous les Etats membres de la Société comme il ne manquera pas de le faire de nouveau si vous employez encore votre influence en faveur des procédures de conciliation et d'arbitrage.

Vous avez donc devant vous, à propos du désarmement, tout un large programme qui comporte aussi bien le perfectionnement juridique de la Société des Nations que la poursuite des travaux techniques proprement dits, programme qui ne se borne même pas à ces deux vastes objets, mais qui embrasse aussi le développement des accords d'arbitrage, des conventions et traités de sécurité.

Cette politique et cette méthode sont particulièrement chers au délégué qui a l'honneur de vous adresser la parole, car je représente un pays qui n'a cessé, dès la première heure, de préconiser la conclusion des accords et des conventions particulières d'arbitrage et de sécurité — dont il a été fier de présenter ses propres exemples — en tant qu'éléments préalables et précieux d'un traité général, considéré comme un aboutissement désirable.

Alors que le développement même de la Société des Nations appelle des critiques, souvent fécondes et où je persiste à voir la preuve de l'intérêt grandissant qui s'attache à votre œuvre, j'ai cru qu'il était nécessaire d'exposer rapidement les puissants motifs de confiance qui s'offrent à nous. Qu'il y ait des difficultés, que la patience des artisans de la paix soit bien souvent mise à l'épreuve, nul ne saurait en douter. Mais n'oublions pas les résultats acquis, sachons voir le prestige réel de la Société des Nations qui — à côté du pouvoir grandissant de son Assemblée et de ses multiples organismes dans l'activité mondiale — a su donner à votre Conseil l'autorité nécessaire pour accomplir dans le domaine politique aussi sa tâche d'ordre et d'apaisement; cette tâche, si des circonstances graves se présentaient, il saurait, comme il l'a fait en d'autres occasions, l'accomplir avec fermeté; soyons donc persuadés que, par une étroite solidarité des intérêts moraux et matériels des peuples, nous saurons surmonter tous les obstacles et que l'esprit du Pacte recevra sa pleine exécution. Nous y serons aidés par l'opinion publique et ses éminents interprètes qui nous entourent, les représentants de la presse mondiale ici réunis. Je n'oublie pas qu'eux aussi viennent d'apporter à la Société des Nations le concours puissant de leur volonté de paix dans la Conférence de presse réunie récemment par la Société des Nations et qui a groupé les experts les plus distingués de tous les continents.

C'est ainsi que la Société des Nations grandit au travail et se mûrit à l'expérience. Autour d'elle-même, auprès d'elle se poursuit toujours vivant le débat permanent sur son rôle, ses attributions, les modalités diverses que peut prendre son activité. Chacun s'exprime à ce sujet au gré de son tempérament, à la lumière de son expérience, sous l'inspiration de ses idéals, sous le poids de ses responsabilités. Écoutons ce débat, non seulement sans inquiétude, mais avec la satisfaction d'y voir une preuve éclatante de l'importance croissante de la Société des Nations dans la vie internationale. Tous, autant que nous sommes, même lorsque nous nous trouvons séparés par nos opinions, nous nous sentons unis en notre foi commune dans les destinées de cette « chose vivante », suivant la forte parole de Wilson — vivante, donc appelée à grandir et à se développer. Et puisque j'ai cité

of the Assembly in inducing Governments to take steps to ensure that in times of emergency every facility may be given without hesitation or delay to the members of the Council, to the agents of the League, and to all who may seek in the name of the community of nations to preserve the peace.

I am happy to record that the League's efforts during the year have been directed mainly to the prevention of war. There, in my opinion, is the key to the disarmament problem. If disarmament is inseparable from security — and we all know that it is so — what better security could there be than that of an international league firmly based on mutual respect and justice ?

Of the three master conceptions in our problem, still echoed by these walls — Arbitration, Security, Disarmament — arbitration comes logically first, and therefore arbitration must come first in their practical development. I could wish for no better evidence than the achievement of Locarno, established with such admirable firmness on a basis of arbitration.

The Assembly, constant in its attachment to this policy, which it has ever been at pains to adapt to the necessities of the time, recommended it last year to the good offices of the Council, which in turn conveyed your wishes to all the States Members of the League, and will not fail to do so again if you still use your influence in favour of conciliation and arbitration.

You have thus before you in connection with disarmament an extensive programme, including both the legal perfecting of the League organisation and the continuation of the strictly technical work — a programme which is not even confined to these two main objects, but includes as well the development of arbitration agreements and conventions and treaties of security.

I, who speak to you now, have this policy and this method particularly at heart, for I represent a country which from the first has been the constant advocate of separate arbitration and security agreements and conventions and whose own success in that direction I have been proud to present to you — as essential steps towards a general treaty, which we regard as an end to be achieved.

At a time when the development of the League is being subjected to criticisms — often, be it said, valuable both in themselves and because they afford, in my opinion, proof of an ever-growing interest in our work — I have felt it necessary to give a brief summary of the weighty reasons we have for confidence. It cannot be denied that there are difficulties, that the patience of the architects of peace is often severely tested. But let us not forget the results achieved. Let us realise the high prestige of the League of Nations, which, combined with the increasing power of its Assembly and its manifold organisations in world affairs, has invested the Council with the necessary authority for its task of bringing peace and order into political life. This task, should grave developments occur, it will accomplish with firmness, as it has already done in the past. We may be convinced, therefore, that by a close association of the moral and material interests of peoples we shall succeed in overcoming every obstacle, and that the intention of the Covenant will be entirely fulfilled. We shall have the support of public opinion and its distinguished interpreters, the representatives of the world Press, who are here around us. I bear in mind that they too have recently given the League of Nations the powerful support of their desire for peace on the occasion of the recent Press Conference under the auspices of the League, which brought together the most eminent experts from every continent.

The League of Nations is growing as it works, and maturing as it gains experience. In it and about it there goes on incessantly an active discussion of its duties, its powers, and its channels of activity. The views of each of us are moulded by his temperament, his experience, his ideals, and his responsibilities. We shall follow this discussion, not only without misgiving, but with the feeling that it is a striking proof of the growing importance of the League of Nations in international life. All of us, even when our views differ, are united in our common faith in the destiny of this "living thing", to use President Wilson's powerful words; "living" and therefore bound to grow and develop. And since I have quoted a great American, may I, as an American myself, evoke the noble figure of Bolívar, one of the illustrious harbingers of the ideas on which the

un grand Américain, permettez que, Américain moi-même, je rappelle ici la grande figure de Bolivar, illustre précurseur des idées qui ont inspiré le Pacte. De sa voix solennelle, il proclamait l'idée de la solidarité internationale lorsqu'il exprimait l'espoir de voir toutes les nations se réunir pour discuter, comme elles le font aujourd'hui à Genève, les problèmes vitaux dont la solution est indispensable à l'établissement et à la conservation de la paix. Vous savez tous comment, pour réaliser son idéal, il a invité, pour la première fois dans l'Histoire, les nations libérales à établir à Panama les bases de la paix universelle, à se garantir mutuellement leur souveraineté, à fonder dans l'ordre et la coopération la véritable liberté. Sous l'empire de ces mêmes forces d'idéal, vous êtes tous réunis ici, au même titre, sans distinction de continents, représentant toutes les nations, grandes et petites, toutes les formes de culture et de civilisation.

Je déclare ouverte la huitième Assemblée de la Société des Nations.

ELECTION DE LA COMMISSION DE VÉRIFICATION DES POUVOIRS.

M. FERREIRA (Portugal) propose de désigner les délégués suivants comme membres de la Commission de vérification des pouvoirs:

- M. Emerich PFLÜGL (Autriche);
- M. DE AGUERO Y BETHANCOURT (Cuba);
- M. D. CACLAMANOS (Grèce);
- Le Maharajah DE KAPURTHALA (Inde);
- M. W. SCHUMANS (Lettonie);
- M. OFTEDAL (Norvège);
- M. Hussein Khan ALA (Perse);
- M. ESCALANTE (Venezuela).

La proposition de M. Ferreira est adoptée.
(La séance, suspendue à 11 h. 15, est reprise à 12 h. 30.)

Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.

M. DE AGUERO Y BETHANCOURT (Cuba), président et rapporteur de la Commission de vérification des pouvoirs, déclare que la Commission a trouvé en bonne et due forme les pouvoirs des délégations des Etats suivants:

Abyssinie, Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Empire Britannique, Bulgarie, Canada, Chili, Chine, Colombie, Cuba, Danemark, République Dominicaine, Estonie, Finlande, France, Grèce, Guatemala, Haïti, Hongrie, Inde, Etat libre d'Irlande, Italie, Japon, Lettonie, Libéria, Lithuanie, Luxembourg, Nicaragua, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Perse, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume des Serbes, Croates et Slovénes, Salvador, Siam, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Uruguay, Venezuela.

La Commission constate que les Etats ci-après n'ont fourni aucun document concernant leur représentation:

République Argentine, Bolivie, Brésil, Espagne, Honduras, Pérou.

ELECTION DU PRÉSIDENT.

M. ADATCI (Japon) annonce que certains journaux ont laissé entendre qu'il consentait à poser sa candidature à la présidence: il sait, d'autre part, que certains de ses collègues ont l'intention de voter pour lui, mais il tient à déclarer que toutes ces rumeurs sont dénuées de fondement et il demande instamment à tous les délégués de s'abstenir de lui accorder leurs suffrages.

Le vote a lieu au scrutin secret. Quarante-sept Etats prennent part au scrutin. M. GUANI (Uruguay) obtient 24 suffrages.

En conséquence, M. Guani est proclamé président de la huitième session ordinaire de l'Assemblée.

M. VILLEGAS (Chili) adresse à M. Guani les félicitations de l'Assemblée.

Covenant is based. In solemn words he proclaimed the ideal of international solidarity when he expressed the hope that all nations would meet together to discuss, as they are now doing at Geneva, those vital questions the settlement of which is essential for the establishment and maintenance of peace. You are all aware that, to realise his ideal, he summoned the free nations for the first time in history to lay the foundations of universal peace at Panama, and called upon them to guarantee each other's sovereignty and to base true freedom upon order and co-operation. Under the influence of these great ideals we are assembled here, on the same footing without distinction of continents, as representatives of all nations, great and small, and of all forms of culture and civilisation.

I declare the Eighth Assembly of the League of Nations open.

ELECTION OF THE COMMITTEE ON CREDENTIALS.

M. FERREIRA (Portugal) proposed that the following delegates should serve on the Committee for the examination of credentials:

- M. Emerich PFLÜGL (Austria),
- M. DE AGUERO Y BETHANCOURT (Cuba),
- M. D. CACLAMANOS (Greece),
- The Maharaja of KAPURTHALA (India),
- M. W. SCHUMANS (Latvia),
- M. OFTEDAL (Norway),
- M. Hussein Khan ALA (Persia),
- M. ESCALANTE (Venezuela).

The proposal of M. Ferreira was adopted.
The Assembly adjourned at 11.15 a.m. and resumed its proceedings at 12.30 p.m.

Report of the Committee on Credentials.

M. DE AGUERO Y BETHANCOURT (Cuba), Chairman and Rapporteur of the Committee on Credentials, said that the Committee had found the credentials of the delegations of the following States to be in order:

Abyssinia, Albania, Australia, Austria, Belgium, British Empire, Bulgaria, Canada, Chile, China, Colombia, Cuba, Czechoslovakia, Denmark, Dominican Republic, Estonia, Finland, France, Germany, Greece, Guatemala, Haïti, Hungary, India, Irish Free State, Italy, Japan, Latvia, Liberia, Lithuania, Luxemburg, Netherlands, Nicaragua, Norway, New Zealand, Panama, Paraguay, Persia, Poland, Portugal, Roumania, Salvador, Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, Siam, South Africa, Sweden, Switzerland, Uruguay, Venezuela.

The Committee noted that the following States had not presented any documents concerning their representation:

Argentine Republic, Bolivia, Brazil, Honduras, Peru and Spain.

ELECTION OF THE PRESIDENT.

M. ADATCI (Japan) said that certain newspapers had published reports which gave it to be understood that he had agreed to stand as a candidate for the presidency, and he knew that some of his colleagues intended to vote for him. He wished to state that the rumours to which he had referred were without foundation, and he would beg all the delegations, without distinction, not to inscribe his name on any voting card.

The votes of the delegations were taken by a secret ballot. Forty-seven States voted. M. GUANI (Uruguay) obtained 24 votes.

M. Guani was accordingly declared President of the eighth ordinary session of the Assembly.

M. VILLEGAS (Chile), on behalf of the Assembly, congratulated M. Guani on his election.

M. GUANI (Uruguay) prend place au fauteuil présidentiel et prononce le discours suivant :

Mesdames, Messieurs, je vous remercie profondément de l'honneur que vous venez de faire à mon pays en me désignant pour présider aux débats de la huitième Assemblée de la Société des Nations. Je dois en même temps remercier très cordialement Son Excellence M. Villegas, président en exercice du Conseil, pour les paroles si aimables qu'il a eues pour moi et pour le pays que j'ai l'honneur de représenter ici. Nulle marque de sympathie ne pourrait être plus sensible à mon attachement aux idéals de paix que celle que vous me donnez aujourd'hui.

Le fait que, pour la troisième fois depuis la constitution de l'Assemblée, vos suffrages se sont portés sur un représentant de l'Amérique latine suggère de profondes réflexions. Il montre quel chemin a été parcouru dans la voie des sentiments de solidarité mondiale depuis la Conférence de La Haye de 1899, où nos jeunes nationalités n'avaient pas été conviées à participer, jusqu'au moment présent où vous me faites l'honneur de me choisir pour présider ces délibérations.

Nous savons tous avec quel espoir l'opinion publique internationale suit nos débats, dans son désir de paix et de justice parmi les peuples.

Ce fait prend une signification plus grande encore si l'on considère que, dans la réorganisation des mœurs et des lois internationales, but spécialement poursuivi par les organes représentatifs de la Société des Nations, les différences qui, jusqu'alors, classaient les peuples par catégories, selon leur importance politique ou leur force matérielle, semblent destinées à disparaître peu à peu pour aboutir au nivellement de tous les Etats, grands et petits, dans un sentiment commun de respect mutuel et d'égalité démocratique.

Je ne veux pas oublier ceux qui ont exercé avant moi les fonctions de président, le délégué de la Belgique, M. Hymans, qui apporta jusqu'à nous la voie généreuse d'un peuple toujours considéré comme un exemple d'abnégation et de fierté; le Jonkheer van Karnebeek, dont la patrie a été le berceau et continue à être le siège traditionnel du droit des gens; M. Edwards, représentant le Chili, noble pays où l'énergie du peuple s'est dépensée jusqu'à faire de cette république une des plus prestigieuses de notre continent; M. de la Torriente y Peraza, représentant de Cuba, île des Antilles privilégiée par ses richesses et ses beautés et qui a rempli de pages historiques le livre de son émancipation nationale; M. Motta, dont il suffit de prononcer le nom pour évoquer les vieilles traditions libérales de la Confédération helvétique, à laquelle la Société des Nations doit l'hospitalité charmante et cordiale dont nous lui sommes tous reconnaissants; M. Dandurand, du Canada, pays en quelque sorte symbolique pour avoir su fondre dans le creuset de son âme nationale l'esprit de deux civilisations dont l'union restera toujours un des plus solides supports de la paix et du progrès humain; M. Alfonso Costa, représentant le Portugal, qui présida nos débats dans des circonstances difficiles avec un tact, une distinction et une compétence qui font honneur aux traditions chevaleresques de son pays; et, finalement, M. Nintchich, représentant le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, nationalité qui, ainsi que ses voisins de l'Europe centrale, restera la meilleure sauvegarde de nos desseins pacifiques par son attachement à l'œuvre de concorde que nous nous efforçons d'édifier.

Ma tâche ne sera donc pas difficile; je n'aurai qu'à suivre, dans la mesure de mes modestes moyens personnels, l'exemple d'activité, de clairvoyance et d'impartialité déployé ici par mes illustres prédécesseurs. Votre bienveillance, Messieurs, fera le reste; j'y ferai appel à n'importe quel moment pour vous prier de m'excuser lorsque je sentirai que mes efforts ne répondent pas exactement à la confiance dont vous venez de m'investir.

Vous pouvez, en outre, être certains que l'esprit de la Société des Nations; l'air de tolérance, de compréhension réciproque et de conciliation, est celui qui m'inspirera dans la direction de vos débats, et que la forme les vœux les plus ardents pour qu'à la conclusion de nos travaux, lorsque vous rentrerez dans vos patries, vous puissiez y remporter le sentiment de confiance qui doit inspirer notre œuvre, pour que les générations nouvelles, adonnées au travail pacifique, soient en état de poursuivre sans crainte leur labeur, dans l'assurance que les peuples ici représentés n'épargneront aucun effort pour que, sur aucun

M. GUANI (Uruguay), on taking the chair, spoke as follows:

Ladies and Gentlemen — I thank you for the honour you have just done to my country in appointing me to preside over the discussions of the Eighth Assembly of the League of Nations. I must at the same time very cordially thank M. Villegas, Acting President of the Council, for the kind words which he addressed to me and to the country which I have the honour to represent. I could not more highly appreciate any mark of sympathy for my attachment to the ideals of peace than that which you have just given. The fact that for the third time since the constitution of the Assembly your votes have been cast for a representative from Latin America suggests far-reaching reflections. It shows how far we have gone in cultivating the feeling of worldwide solidarity in the period between the Hague Conference of 1899, in which the younger nations were not invited to participate, and the present moment, when you have done me the honour to call me to preside over these discussions.

We all know with what hope international public opinion follows our debates in its desire for peace and justice among the nations.

This fact takes on an even greater significance if we consider that in the reorganisation of international customs and laws, an object which is especially pursued by the representative organs of the League of Nations, the differences which hitherto have divided peoples into classes according to their political importance or their material resources, seem destined gradually to disappear and give way to a levelling of all States one with another, great and small, in a common feeling of mutual respect and democratic equality.

I would not wish to forget those who have held the office of President before me. M. Hymans, the delegate of Belgium, who brought to our discussions the generous sympathy of a nation which will always be regarded as an example of self-sacrifice and dignity; Jonkheer van Karnebeek, whose country was the source, and continues to be the traditional seat, of the law of nations; M. Edwards, representative of Chile, a noble country, the energy of whose people has been expended in making her one of the most fascinating countries of South America; M. Cosme de la Torriente, representative of Cuba, island of the Antilles, conspicuous for its wealth and its beauty, which has won a place in history for the story of its national emancipation; M. Motta, whose name alone suffices to evoke the old liberal traditions of the Swiss Confederation to which the League of Nations owes the charming and cordial hospitality for which we are all so grateful; M. Dandurand of Canada, a country which is in a way symbolic in that it has been able to melt in the crucible of its national spirit the genius of two civilisations, whose union will always remain one of the most solid supports of peace and progress; M. Alfonso da Costa, representative of Portugal, who presided over our discussions in difficult circumstances with a tact, distinction and competence which do honour to the noble traditions of his country; and finally M. Nintchitch, representative of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, a nation which, with its neighbours of Central Europe, will remain the best safeguard of our peaceful designs by its attachment to the work of peace which we are endeavouring to achieve.

My task, therefore, will not be difficult. I shall only have to follow, within the limits of my small personal abilities, the example of activity, foresight and impartiality shown by my distinguished predecessors. Your indulgence will do the rest. I shall appeal to that indulgence from time to time, in order that you may excuse me when I feel that my efforts do not exactly answer to the trust with which you have just invested me.

You may, moreover, be sure that the spirit of the League of Nations, formed by tolerance, mutual comprehension and conciliation, is the spirit which will inspire me in the direction of your discussions, and that I most ardently desire that at the conclusion of our work, when you return to your countries, you may carry back with you the feeling of mutual trust which should inspire our work, so that the new generations, devoting themselves to pacific tasks, may be able to continue their labours in the assurance that the peoples here represented will spare no effort to ensure that in no part of the civilised

point du monde civilisé, ne se rallume jamais l'incendie sanglant de la guerre internationale!

La séance est levée à 13 heures 15.

III. DEUXIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

tenue à la Salle de la Réformation, le lundi 5 septembre 1927, à 16 heures.

Examen et adoption de l'ordre du jour. (Voir Journal, N° 1, pages 2-4).

Le PRÉSIDENT invite l'Assemblée à se prononcer sur le retrait de la question suivante:

« 14. — Examen du projet de résolution proposé par la première Commission de l'Assemblée de 1926, relativement aux questions qui rentrent ou non dans la sphère d'activité de la Société des Nations. »

Cette question avait été soumise par la délégation britannique à la dernière session ordinaire de l'Assemblée, qui avait décidé de renvoyer à sa prochaine session ordinaire l'examen du projet de résolution que sa première Commission lui avait présenté. Depuis lors, le Gouvernement britannique, dans un document qui a été communiqué aux Membres de la Société, a exposé les raisons pour lesquelles il croyait devoir proposer l'ajournement *sine die* de la question, tout en se réservant le droit de la soulever à nouveau s'il le jugeait nécessaire.

L'article 14 est retiré de l'ordre du jour.

Les articles 1 à 25 de l'ordre du jour, à l'exception de l'article 14, sont adoptés en bloc.

La liste supplémentaire des questions communiquées conformément à l'article 4, paragraphe 3, du Règlement est ensuite adoptée article par article, ainsi que la question proposée par le Gouvernement norvégien.

M. LOUDON (Pays-Bas) fait savoir que, à l'occasion de la discussion du rapport du Conseil, il se propose de demander le renvoi à la troisième Commission des chapitres de ce rapport et du rapport supplémentaire concernant la question du désarmement.

Le PRÉSIDENT soumet à l'Assemblée une proposition du président en exercice du Conseil, tendant à ce que le rapport présenté par le président du Comité d'hygiène sur les travaux de la Conférence des experts hygiénistes en matière de protection de l'enfance soient transmis à l'Assemblée et examinés par la deuxième Commission.

La proposition est approuvée.

Répartition des différents articles de l'ordre du jour entre les diverses Commissions de l'Assemblée.

L'Assemblée décide de constituer six Commissions et de répartir comme suit, entre ces six Commissions, les articles de l'ordre du jour:

Première Commission: Questions juridiques et constitutionnelles.

23: Adhésions aux conventions internationales, données sous réserve de ratification ultérieure.

26: Travaux du Comité d'experts pour la codification progressive du droit international.

Deuxième Commission: Organisations techniques.

12: Question de l'alcoolisme: Proposition présentée par les délégations finlandaise, polonaise et suédoise.

15: Conférence économique internationale: Rapport sur les travaux de la Conférence.

16: Rapport sur les travaux de l'Organisation économique et financière, y compris l'œuvre de l'Office autonome pour l'établissement des réfugiés grecs, l'établissement des réfugiés bulgares, la réforme

world shall the flame of international war ever again be kindled.

The meeting rose at 1.15 p.m.

III. SECOND PLENARY MEETING

Held at the Salle de la Réformation on Monday, September 5th 1927, at 4 p.m.

Examination and Adoption of Agenda (see Journal No. 1, pages 2-4).

The PRESIDENT asked the Assembly to decide as to the withdrawal of the following item:

"(14) Consideration of the draft resolution proposed by the First Committee of the Assembly in 1926 on the Subject of What Questions are and What are not within the Sphere of Action of the League."

This item had been submitted by the British delegation at the last ordinary session of the Assembly, which had decided to postpone to its next ordinary session the resolution adopted on the subject by the First Committee. The British Government had since communicated to the Members of the League a document giving reasons why it felt it necessary to propose the adjournment of the question *sine die*, reserving the right to bring it up again if it should think it necessary to do so.

Item 14 was withdrawn.

Items 1 to 25 of the Agenda, subject to the suppression of Item 14, were adopted en bloc.

The supplementary list of items circulated in accordance with Rule 4, paragraph 3, of the Rules of Procedure were then adopted separately, together with the item proposed by the Norwegian Government.

M. LOUDON (Netherlands) announced his intention of proposing, when the Report of the Council came to be discussed, that the passages of this Report, and of the Supplementary Report, relating to the question of disarmament should be referred to the Third Committee.

The PRESIDENT submitted to the Assembly a proposal from the Acting President of the Council to the effect that the report of the Chairman of the Health Committee on the work done by the Conference of Health Experts in Infant Welfare should be forwarded to the Assembly and discussed by the Second Committee.

The proposal was adopted.

Distribution of the Items of the Agenda between the Committees of the Assembly.

The Assembly decided to constitute six Committees and to distribute the items of the agenda between them as follows:

First Committee: Legal and Constitutional Questions.

Item 23. Accessions to International Agreements given subject to Ratification.

Item 26. Work of the Committee of Experts for the Progressive Codification of International Law.

Second Committee: Technical Organisations.

Item 12. Question of Alcoholism: Proposal by the Finnish, Polish and Swedish Delegations.

Item 14. International Economic Conference: Report on the Work of the Conference.

Item 16. Report on the Work of the Economic and Financial Organisation, including the Work of the Greek Refugees Settlement Commission, Establishment of Bulgarian Refugees.

bancaire et monétaire en Estonie, l'emprunt de Dantzig, la double imposition, le faux monnayage, les lettres de change, l'exécution de sentences arbitrales étrangères, l'abolition des prohibitions d'importation et d'exportation, etc.

- 17: Rapport sur les travaux de l'Organisation des communications et du transit, y compris les travaux de la troisième Conférence générale.
- 18: Rapport sur les travaux de l'Organisation d'hygiène de la Société.
- 22: Rapport sur les travaux de la Commission internationale de coopération intellectuelle.
- 27: Rapport du Comité d'experts sur un projet de Protocole relatif à l'exécution de sentences arbitrales rendues à l'étranger.

Troisième Commission: Réduction des armements.

- 24: Proposition du Comité du Conseil tendant à recommander à l'Assemblée l'adoption d'une résolution de caractère général qui consacrerait le principe de l'obligation, pour les gouvernements Membres de la Société des Nations, de faciliter de tous leurs moyens la réunion du Conseil en cas de crise.

Quatrième Commission: Budget et questions financières.

- 9: Contributions arriérées: Rapport du Conseil sur la situation juridique d'Etats ne s'acquittant pas de leurs contributions.
- 13: Rapport de la Commission de contrôle sur la question de l'institution d'un tribunal administratif.
- 25: Budget de 1928, y compris les budgets de l'Organisation internationale du Travail et de la Cour permanente de justice internationale.
- 28: Frais du Comité central permanent qui doit être institué après l'entrée en vigueur de la Convention de l'opium du 19 février 1925.

Cinquième Commission: Questions sociales et générales.

- 10: Protection des femmes et des enfants dans le Proche-Orient: Rapport final sur les travaux de Miss Jeppe pendant l'année 1926-27.
- 19: Rapport sur les travaux de la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles.
- 20: Enquête sur la culture du pavot à opium en Perse: Rapport de la Commission d'enquête: Observations du Gouvernement persan.
- 21: Rapport sur les travaux de la Commission consultative pour la protection de l'enfance et de la jeunesse.
- 29: Mesures en faveur de réfugiés arméniens et russes.

Sixième Commission: Questions politiques.

- 8: Convention sur l'esclavage: Rapport annuel du Conseil.
- 11: Le système du vote unique transférable et le principe de la représentation proportionnelle en général, eu égard au problème de l'élection des Membres non permanents du Conseil.

Nomination de la Commission de l'ordre du jour.

L'Assemblée procède à la nomination de la Commission de l'ordre du jour, chargée d'étudier les questions à porter à l'ordre du jour de l'Assemblée au cours de sa session. La Commission est composée de:

- M. DE BROUCKÈRE (Belgique).
- Dr. A. MORALES (Panama).
- le Prince VARŃVAĎYAKARA (Siam).
- M. SOKAL (Pologne).
- M. SCHUMANS (Lettonie).
- M. RESTREPO (Colombie).
- M. J. A. COSTELLO (Etat libre d'Irlande).

Banking and Currency Reform in Estonia, Danzig Loan, Double Taxation, Counterfeiting Currency, Bills of Exchange, Execution of Foreign Arbitral Awards, Abolition of Import and Export Prohibitions, etc.

- Item 17. Report on the Work of the Organisation for Communications and Transit, including the Work of the Third General Conference.
- Item 18. Report on the Work of the Health Organisation of the League.
- Item 22. Report on the Work of the International Committee on Intellectual Co-operation.
- Item 27. Report of the Committee of Experts on a Draft Protocol on the Execution of Foreign Arbitral Awards.

Third Committee: Reduction of Armaments.

- Item 24. Proposal of the Committee of the Council that the Assembly should be invited to adopt a General Resolution affirming the Principle of the Obligation incumbent upon the Governments Members of the League to facilitate the Meeting of the Council in case of Emergency by every Means in their Power.

Fourth Committee: Budget and Financial Questions.

- Item 9. Contributions in Arrears: Report by the Council on Legal Position of States which do not pay their Contributions.
- Item 13. Report by the Supervisory Commission on the Question of the Establishment of an Administrative Tribunal.
- Item 25. Budget for 1928, including the Budgets of the International Labour Organisation and of the Permanent Court of International Justice.
- Item 28. Expenses of the Permanent Central Board to be set up after the coming into force of the Opium Convention of February 19th, 1925.

Fifth Committee: Social and General Questions.

- Item 10. Protection of Women and Children in the Near East: Final Report on the Work of Miss Jeppe for 1926-27.
- Item 19. Report on the Work of the Advisory Committee on Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs.
- Item 20. Enquiry into the Cultivation of Opium Poppy in Persia: Report of the Commission of Enquiry: Observations of the Persian Government.
- Item 21. Report on the Work of the Advisory Commission for the Protection and Welfare of Children and Young People.
- Item 29. Measures in favour of Armenian and Russian Refugees.

Sixth Committee: Political Questions.

- Item 8. Slavery Convention: Annual Report by the Council.
- Item 11. The System of the Single Transferable Vote, and the Principle of Proportional Representation in general, in connection with the Problem of the Election of the Non-Permanent Members of the Council.

Appointment of Agenda Committee.

The Assembly appointed an Agenda Committee for the examination of questions placed on the agenda of the Assembly during its session. The Committee was composed as follows:

- M. DE BROUCKÈRE (Belgium).
- Dr. A. MORALES (Panama).
- H. H. Prince VARŃVAĎYAKARA (Siam).
- M. SOKAL (Poland).
- M. SCHUMANS (Latvia).
- M. RESTREPO (Colombia).
- Mr. J. A. COSTELLO (Irish Free State).

Désignation de M. Motta comme membre d'honneur du bureau de l'Assemblée.

Le PRÉSIDENT propose la désignation de M. Motta, président de la Confédération suisse, comme membre d'honneur du Bureau de l'Assemblée.

La proposition est adoptée par acclamation.

(La séance est suspendue, afin de permettre aux six Commissions de l'Assemblée et à la Commission de l'ordre du jour de se réunir pour élire leurs présidents.)

La séance est reprise à 18 h. 30.)

Election des présidents des Commissions.

Le PRÉSIDENT fait savoir que les délégués dont les noms suivent ont été élus présidents des six Commissions et de la Commission de l'ordre du jour:

Première Commission: M. ADATCI (Japon).
Deuxième » M. DANDURAND (Canada).
Troisième » M. BENÈS (Tchécoslovaquie).
Quatrième » M. VAN EYSINGA (Pays-Bas).
Cinquième » M. HAMBRO (Norvège).
Sixième » M. BECH (Luxembourg).
Commission de l'ordre du jour: M. DE BROUCKÈRE (Belgique).

Election des six vice-présidents de l'Assemblée.

En conformité de l'article 7, paragraphe 1, et de l'article 21 du Règlement intérieur de l'Assemblée, les six délégués suivants sont élus vice-présidents de l'Assemblée:

M. SCIALOJA (Italie).
M. BRIAND (France).
Sir Austen CHAMBERLAIN (Empire Britannique).
M. STRESEMANN (Allemagne).
M. NEMOURS (Haïti).
Comte MENSENDORFF-POUILLY-DIETRICHSTEIN (Autriche).

Le PRÉSIDENT annonce que le Bureau de l'Assemblée sera constitué des six présidents de Commissions et des six vice-présidents de l'Assemblée, ainsi que de M. MOTTA (Suisse), membre d'honneur.

Appointment of M. Motta as Honorary Member of the General Committee of the Assembly.

The PRESIDENT proposed that M. MOTTA, President of the Swiss Confederation, should be appointed as honorary member of the General Committee of the Assembly.

The proposal was adopted by acclamation.

The Assembly adjourned, in order that the six Committees of the Assembly and the Agenda Committee might meet and elect their Chairmen.

The Assembly resumed its proceedings at 6.30 p.m.

Announcement of the Chairmen of Committees.

The PRESIDENT announced that the following delegates had been appointed Chairmen of the six Committees:

First Committee . . . M. ADATCI (Japan);
Second Committee . . . Mr. DANDURAND (Canada);
Third Committee . . . M. BENES (Czechoslovakia);
Fourth Committee . . . M. VAN EYSINGA (Netherlands);
Fifth Committee . . . M. HAMBRO (Norway);
Sixth Committee . . . M. BECH (Luxemburg);
Agenda Committee . . . M. DE BROUCKÈRE (Belgium).

Election of the Six Vice-Presidents of the Assembly.

In conformity with Article 7, paragraph 1, and Article 21 of the Rules of Procedure of the Assembly, the following delegates were elected to be the six Vice-Presidents of the Assembly:

M. SCIALOJA (Italy);
M. BRIAND (France);
Sir Austen CHAMBERLAIN (British Empire);
M. STRESEMANN (Germany);
M. NEMOURS (Haiti);
Count MENSENDORFF-POUILLY-DIETRICHSTEIN (Austria).

The PRESIDENT announced that the six Chairmen of Committees, together with the six Vice-Presidents of the Assembly, and M. MOTTA (Switzerland), honorary member, would constitute the General Committee of the Assembly.

IV. LISTE DES MEMBRES DES COMMISSIONS. — LIST OF MEMBERS OF COMMITTEES.

Note. — Les délégations sont invitées à faire parvenir toutes corrections ou additions désirables à apporter à cette liste provisoire à M. Palmer, Chambre 290, à la Villa Beau-Regard (Secrétariat).

Note. — The delegations are requested to send any corrections or additions which may be necessary to this provisional list to Mr. Palmer, Room 290, at the Villa Beau-Regard (Secretariat).

PREMIÈRE COMMISSION. — FIRST COMMITTEE.

Afrique du Sud: Professor E. H. BROOKES, M.A., D.Litt (S.A.).

Albanie:

Allemagne: Dr. STRESEMANN. — Suppléant: Dr. GAUS.

Australie: Sir George PEARCE. — Suppléant: Sir W. H. MOORE, K.B.E.

Autriche: Le Docteur Markus LEITMAIER.

Belgique: M. P. E. JANSON. — Suppléant: M. ROLIN.

Empire Britannique: Sir Cecil HURST, G.C.M.G.

Bulgarie: M. MOLLOFF.

Canada: Mr. O. D. SKELTON. — Suppléant: The Hon. Charles A. STEWART.

Chili: Son Excellence M. VILLEGAS ou Son Excellence M. QUEZADA.

Chine: Son Excellence le Docteur Ouang Ting TCHANG.

Colombie: Son Excellence le Docteur F. J. URRUTIA.

Cuba: Son Excellence M. Orestes FERRARA. — Suppléant: Son Excellence M. G. DE BLANCK.

Danemark: Son Excellence M. Herluf ZAHLE.

Estonie: Son Excellence le Docteur Friedrich AKEL. — Suppléant: M. Karl TOFER.

Ethiopie: Son Excellence le Comte LAGARDE, DUC D'ENTOTTO.

Finlande: M. ERICH. — Suppléant: M. WINKELMAN.

France: M. BRIAND, M. LOUCHEUR, M. FROMAGEOT, M. Joseph BARTHÉLEMY, M. Marcel PLAISANT, M. CASSIN. Expert: M. PEPIN.

Grèce: M. Nicolas POLITIS. — Suppléant: M. Vassili DENDRAMIS.

Guatémala: Son Excellence M. José NATOS.

Haïti:

Hongrie: Le Comte APPONYI. — Suppléant: M. GAJZAGO.

Inde: Sir Edward des CHAMPS CHAMIER, K.C.I.E. — Suppléant: Sir Besanta Kumar MULLICK.

Etat libre d'Irlande: Mr. Michael MACWHITE. — Suppléant: Mr. Diarmuid O'HEGARTY.

Italie: Son Excellence M. Vittorio SCIALOJA. — Suppléants: M. Massimo PILOTTI, l'Hon. Césaire TUMEDEI.

Japon: Son Excellence M. Mineitcuro ADATCI.

Lettonie: M. Felix CIELENS. — Suppléant: M. Charles DUZMANS.

Libéria:

Lithuanie: M. SIDZIKAUSKAS.

Luxembourg: Son Excellence M. Joseph BECH. — Suppléant: Son Excellence M. Emile REUTER.

Nicaragua: M. Francisco MEDINA ou M. Antoine SOTTILE.

Norvège: Le Docteur Christian L. LANGE. — Suppléant: M. L. OFTEDAL.

Nouvelle-Zélande: The Honourable Sir James PARR, K.C.M.G.

Panama: Son Excellence le Docteur Eusebio A. MORALES.

Paraguay: M. Ramon V. CABALLERO.

Pays-Bas: M. Joseph LIMBURG.
Pers: Son Altesse Mohammad-Ali Khan FOROUGH. — Suppléants: Le Docteur KITABGI, M. HESSE.
Pologne: Le Professeur Michel ROSTWOROWSKI, M. Szymon RUNDSTEIN. — Suppléant: Le Comte Karol POTULICKI.
Portugal: Son Excellence le Docteur FERREIRA. — Suppléant: Le Docteur d'ALMENDRA.
Roumanie: M. Mircea DJUVARA. — Suppléant: M. V. V. PELLA.
Salvador: M. Gustavo GUERRERO.
Royaume des Serbes, Croates et Slovènes: M. STRAZNITZKY.
Siam: His Highness Prince CHAROON. — Suppléant: Nai Thawin ARTHAYUKTI.
Suède: Son Excellence M. J. E. LÖFGREN. — Suppléants: Le Docteur T. M. HÖJER, M^{me} WICKSELL.
Suisse: Son Excellence M. Giuseppe MOTTA. — Suppléant: M. Walther BURCKHARDT.
Tchécoslovaquie: Son Excellence le Docteur Stephan OSUSKY.
Uruguay: Son Excellence le Docteur Julio BASTOS ou le Docteur Alberto Dominguez CAMPORA.
Venezuela: Son Excellence M. ESCALANTE.

DEUXIÈME COMMISSION. — SECOND COMMITTEE.

Afrique du Sud: Mr. C. I. PIENAAR.
Albanie:
Allemagne: Dr. STRESEMANN, Dr. BREITSCHIED, M. IMHOFF.
Australie: Mr. T. J. LEY. — Suppléant: Mrs. MOSS.
Autriche: M. DI PAULI. — Suppléant: M. LEITMAIER.
Belgique: M. DE BROUCKÈRE (Organisation technique), M. VAN CAUWELAERT.
Empire Britannique: Major ELLIOT, Sir E. Hilton YOUNG, Hon. Mrs. Alfred LYTTLTON.
Bulgarie: M. MOLLOFF.
Canada: The Honourable S. DANDURAND, The Honourable P. ROY.
Chili: Son Excellence M. QUEZADA.
Chine: Son Excellence le Dr. Ouang Ting TCHANG.
Colombie: M. GAITAN.
Cuba: M. DE AGÜERO Y BETHANCOURT. — Suppléant: M. Hernandez PORTELA.
Danemark: M. ANDERSEN, M. MUNCH.
Estonie: Général LAIDONER. — Suppléant: M. OPIK.
Ethiopie: Son Excellence le Comte LAGARDE DUC D'ENTOTTO.
Finlande: M. KETO. — Suppléant: M. VALVANNE.
France: M. LOUCHEUR, M. JOUHAUX, M. Marcel PLAISANT, M. BASTID. — Experts: M. DE CHALENDAR, M. CAHEN-SALVADOR, M. Jérôme LÉVY.
Grèce: M. CACLAMANOS. — Suppléant M. DENDRAMIS.
Guatemala: M. José NATOS.
Haïti:
Hongrie: M. Paul DE HEVESY. — Suppléant: M. le baron DE VEST.
Inde: Sir C. P. Ramaswami AYYAR, Sir FAZL-I-HUSSAIN, EARL OF LYTTON.
Etat libre d'Irlande: Mr. J. P. WALSH, Mr. MACWHITE.
Italie: M. SUVICH, M. TUMEDEI, M. BELLONI, M. ROSSONI, M. CASALINI, M. CIPPICO, M. ALFIERI, M. GALLAVRESI.
Japon: Son Excellence M. NAGAI.
Lettonie: M. SEYA.
Libéria:
Lithuanie: M. ZAUNTIUS.
Luxembourg: M. VERMAIRE.
Nicaragua: M. Francisco MEDINA ou M. Antoine SOTTILE.
Norvège: M. WORM-MULLER ou M^{me} LARSEN-JAHN.
Nouvelle-Zélande: Sir James PARR. — Suppléant: Mr. C. KNOWLES.
Panama: Son Excellence M. Antonio BURGOS.
Paraguay: M. Ramon V. CABALLERO.
Pays-Bas: Comte VAN LYNDEN VAN SANDENBURG. — Suppléants: M. FRANÇOIS, M. de Kat ANGELINO.
Pers: Son Excellence Hussein Khan ALA.
Pologne: M. H. GLIWIC. — Suppléant: M. TARNOWSKI.
Portugal: Dr. A. DE VASCONCELLOS, M. F. DE CALHEIROS E MENEZES.
Royaume des Serbes, Croates et Slovènes: Son Excellence M. DJOURITCH.
Roumanie: Dr. LUPU, M^{lle} VACARESCO, M. PUSCARLU, M. NASTA.
Salvador: M. Gustavo GUERRERO.
Siam: Prince VARNVAIDYAKARA. — Suppléant Prince TONGTOR.
Suède: M. LÖFGREN, M. SANDLER, M. VERNERSTEN.

Suisse: Colonel BOLLI, M. SECRETAN.
Tchécoslovaquie: M. VEVERKA.
Uruguay: M. Hector R. GOMEZ, ou le Dr A. Dominguez CAMPORA.
Venezuela: Son Excellence M. ZUMETA.

TROISIÈME COMMISSION — THIRD COMMITTEE.

Afrique du Sud: M. J. S. SMIT.
Albanie:
Allemagne: Baron BERNSTORFF. — Suppléants: M. GÖPPERT, Baron VON WEIZSAECKER.
Australie: Sir George PEARCE.
Autriche: M. Emmerich PFLÜGL, le Dr LEITMAIER.
Belgique: M. DE BROUCKÈRE.
Empire Britannique: The EARL OF ONSLOW.
Bulgarie: M. BOUROFF.
Canada: M. DANDURAND. — Suppléant: M. W. A. RIDDELL.
Chili: Son Excellence M. INIGUEZ. — Suppléant: Son Excellence M. VALDÈS-MENDEVILLE.
Chine: Son Excellence le Dr. Ouang Ting TCHANG.
Colombie: M. URRUTIA.
Cuba: M. Martinez ORTIZ. — Suppléant: M. C. DE ARMENTEROS.
Danemark: M. BIRKE.
Estonie: Général LAIDONER. — Suppléant: M. TOFER.
Ethiopie: Son Excellence le Badjeronde ZELAKA. — Suppléant: Ato Woldé MARYAM.
Finlande: Son Excellence M. HOLSTI. — Suppléant: M. KETO.
France: M. PAUL-BONCOUR, M. JOUHAUX, M. CASSIN. — Experts: Colonel RÉQUIN, Ct. DELEUZE.
Grèce: M. N. POLITIS. — Suppléant: M. DENDRAMIS.
Guatemala:
Haïti:
Hongrie: M. le général TANCZOS. — Suppléant: M. le Colonel de SIEGLER.
Inde: The EARL OF LYTTON, H.H. the Maharaja of KAPURTHALA, Sir Edward CHAMIER.
Etat libre d'Irlande: M. O'HEGARTY, M. J. P. WALSH.
Italie: Général DE MARINIS, M. RUSPOLI, le Comte GRAVINA.
Japon: Son Excellence M. NAGAOKA.
Lettonie: M. CIELENS. — Suppléant: M. SCHUMANS.
Libéria:
Lithuanie: M. le Professeur VOLDEMARAS.
Luxembourg: M. WEHRER.
Nicaragua: M. T. Francesco MEDINA, M. Antoine SOTTILE.
Norvège: Le Dr NANSEN.
Nouvelle-Zélande: Sir James PARR.
Panama:
Paraguay: M. le Dr Ramon V. CABALLERO.
Pays-Bas: M. LOUDON.
Pers: S. A. Mohammad-Ali Khan FOROUGH. — Suppléant: M. le Dr KITABGI.
Pologne: M. ZALESKI, M. SOKAL, le professeur ROSTWOROWSKI. — Suppléant: M. LEPKOWSKI, M. GWIAZDOWSKI.
Portugal: Le général FREIRE D'ANDRADE.
Roumanie: M. COMNÈNE. — Suppléants: M. DJUVARA, M. STOICA.
Salvador: M. J. Gustavo GUERRERO.
Royaume des Serbes, Croates et Slovènes: Son Excellence le Dr MARINCOVITCH.
Siam: H. H. Prince VARNVAIDYAKARA. — Suppléant: Khun PRASIRT MAITRI.
Suède: M. SANDLER, M. HENNINGS.
Suisse: M. MOTTA, le Colonel BOLLI.
Tchécoslovaquie: M. BENES.
Uruguay: Dr A. Dominguez CAMPORA ou Son Excellence le Dr Alfredo DE CASTRO.
Venezuela: Son Excellence M. ESCALANTE.

QUATRIÈME COMMISSION. — FOURTH COMMITTEE.

Afrique du Sud: Mr. Charles I. PIENAAR.
Albanie:
Allemagne: Le Professeur KAAS. — Suppléant Herr KARLOWA.
Australie: The Honourable Thomas J. LEY, M.P.
Autriche: Son Excellence le Docteur Leon DI PAULI.
Belgique: M. MELLOTT.
Empire Britannique: The Right Honourable Sir Edward Hilton YOUNG, G.B.E.
Bulgarie: Son Excellence M. MOLLOFF.

Canada: The Honourable Charles A. STEWART. — Suppléant: The Honourable P. ROY.
Chili: Son Excellence M. VALDÉS-MENDEVILLE.
Chine: Son Excellence le Docteur Ouang Ting TCHANG.
Colombie: Son Excellence le Docteur A. J. RESTREPO.
Cuba: Son Excellence M. DE AGÜERO Y BETHANCOURT. — Suppléant: Son Excellence M. DE BLANCK.
Danemark: Son Excellence M. Andreas OLDENBURG.
Estonie: M. Oskar OPIK.
Ethiopie: Son Excellence le Comte LAGARDE, DUC D'ENTOTTO.
Finlande: M. VALVANNE.
France: M. LABROUSSE, M. RÉVEILLAUD. — Expert: M. DE CHALENDAR.
Grèce: Son Excellence M. Demètre CACLAMANOS. — Suppléant: M. Vassili DENDRAMIS.
Guatemala: Son Excellence M. José NATOS.
Haïti:
Hongrie: M. le général TANCZOS. — Suppléant: M. BARANYAI.
Inde: Sir C. P. Ramaswami AYYAR, K.C.I.E. — Suppléant: Khan Bahadur Mian Sir FAZL-I-HUSSAIN.
Etat libre d'Irlande: Mr. Michael MACWHITE. — Suppléant: Mr. Diarmuid O'HEGARTY.
Italie: L'Honorable Stefano CAVAZZONI. — Suppléants: L'Honorable Cesare TUMEDEI, l'Honorable Edmondo ROSSONI.
Japon: Son Excellence M. Naotake SATO.
Lettonie: M. Charles DUZMANS.
Libéria:
Lithuanie: Le Docteur ZAUNIUS.
Luxembourg: Son Excellence M. Emile REUTER.
Nicaragua: M. Francisco MEDINA, M. Antoine SOTTILE.
Norvège: M. L. OFTEDAL ou le Docteur Christian L. LANGE.
Nouvelle-Zélande: The Honourable Sir James PARR, K.C.M.G. — Suppléant: Mr. C. KNOWLES.
Panama: Son Excellence le Docteur Eusebio A. MORALES.
Paraguay: M. Ramon V. CABALLERO.
Pays-Bas: Le Jonkheer W.J.M. VAN EYSINGA.
Perse: Le Docteur KITABGI, le Docteur GHADIMY.
Pologne: M. J. DE MODZELEWSKI.
Portugal: Son Excellence le Docteur Augusto de VASCONCELLOS. — Suppléant: M. Francisco de CALHEIROS e MENEZES
Roumanie: Son Excellence M. Eugène NECULCEA. — Suppléant: M. Savel RADULESCO.
Salvador: M. Gustavo GUERRERO.
Royaume des Serbes, Croates et Slovènes: M. PITAMEZ.
Siam: His Highness Prince CHAROON. — Suppléant Khun PRASIRT MAITRI.
Suède: M. A.F. VANNERSTEN. — Suppléant: M. E. C. BOHEMAN.
Suisse: M. Emile Louis GAUDARD. — Suppléant: M. P. WIDMER.
Tchécoslovaquie: Son Excellence le Docteur Stephan OSUSKY.
Uruguay: Son Excellence M. Pedro COSIO ou Son Excellence le Docteur Alfredo DE CASTRO.
Venezuela: Son Excellence M. ZUMETA.

CINQUIÈME COMMISSION. — FIFTH COMMITTEE

Afrique du Sud: Docteur E. H. BROOKES.
Albanie:
Allemagne: Baron von RHEINBABEN, M^{me} LANG-BRUMANN, M. RUPPERT.
Australie: Sir Granville RYRIE. — Suppléant: Mrs. MOSS.
Autriche: M. MENSENDORFF-POUILLY-DIETRICHSTEIN.
Belgique: M. JANSON.
Empire Britannique: Honourable Mrs. Alfred LYTELTON, Major Walter ELLIOTT.
Bulgarie: M. BOUROFF.
Canada: Docteur W. A. RIDDELL, Docteur O. D. SKELTON.
Chili: Son Excellence M. INIGUEZ ou Son Excellence M. V. VALDÉS-MENDEVILLE.
Chine: Son Excellence le Docteur OUANG TING TCHANG.
Colombie: M. GAITAN.
Cuba: M. ORTIZ. — Suppléant: M. Hernandez PORTELA.
Danemark: M. BORGBJERG.
Estonie: M. TOFER. — Suppléant: M. OPIK.
Ethiopie: Son Excellence le Badjeronde ZELAKA. — Suppléant: Ato Woldé MARYAM.
Finlande: M. HAINARI.
France: M. PAMS, M. LABROUSSE, M. BASTID. Expert: M. BOURGOIS.

Grèce: M. MICHALAKOPOULOS. — Suppléant: M. Jean POLITIS.
Guatemala:
Haïti:
Hongrie: M. P. DE HEVESY. — Suppléant: M^{lle} A. ROSENBERG.
Inde: The EARL OF LYTTON, H. H. The Maharajah KAPURTHALA Sir B. K. MULLICK.
Etat libre d'Irlande: Mr. O'HEGARTY, Mr. J. P. WALSH.
Italie: M. CAVAZZONI, M. ROSSONI, M. GRAVINA.
Japon: Son Excellence le Vicomte MUSHAKOJI.
Lettonie: M. SCHUMANS.
Libéria:
Lithuanie: M. SIDZIKAUSKAS.
Luxembourg: M. VERMAIRE.
Nicaragua: M. T. Francisco MEDINA, M. Antoine SOTTILE.
Norvège: M. HAMBRO. — Suppléant: M^{me} MARSEN-JAHN.
Nouvelle-Zélande: Sir James PARR. — Suppléant: Mr. C. KNOWLES.
Panama: Son Excellence M. Antonio BURGOS.
Paraguay: M. Ramon V. CABALLERO.
Pays-Bas: M. FRANÇOIS. — Suppléants: M. VAN WETTUM, M^{me} KLUYVER.
Perse: Son Excellence Mohammad-Ali Khan FOROUGH, Son Excellence Hussein Khan ALA, le colonel D. W. MACCORMACK. — Suppléant: M. A. HESSE.
Pologne: M. SOKAL. — Suppléant: M. SOKOLOWSKI.
Portugal: M. FERREIRA.
Salvador: M. Gustavo GUERRERO.
Royaume des Serbes, Croates et Slovènes: M. FOTITCH.
Roumanie: M^{lle} VACARESCO, M. DIANU.
Siam: Prince CHAROON. — Suppléant: M. T. ARTHAYUKTI.
Suède: M^{me} WICKSELL, M. FLEMMINGS.
Suisse: M. BURCKHARDT, M. SECRETAN.
Tchécoslovaquie: M. VERVERKA.
Uruguay: Son Excellence Pedro COSIO ou M. Hector R. GOMEZ.
Venezuela: Son Excellence M. PARRA-PEREZ.

SIXIÈME COMMISSION. — SIXTH COMMITTEE.

Afrique du Sud: M. J. S. SMIT.
Albanie:
Allemagne: Docteur von SCHUBERT, le professeur HOETZSCH, M. ASCHMANN.
Australie: Sir Granville RYRIE. — Suppléant: Sir Harricon MOORE.
Autriche: M. MENSENDORFF-POUILLY-DIETRICHSTEIN.
Belgique: M. LOUWERS.
Empire Britannique: Sir Austen CHAMBERLAIN, the EARL OF ONSLOW, Sir E. Hilton YOUNG.
Bulgarie: M. BOUROFF.
Canada: M. ROY, M. W. A. RIDDELL.
Chili: Son Excellence M. VILLEGAS.
Chine: Son Excellence le Docteur OUANG TING TCHANG.
Colombie: M. RESTREPO.
Cuba: M. FERRARA. — Suppléant: M. DE ARMENTEROS.
Danemark: M. MUNCH.
Estonie: M. AKEL. — Suppléant: M. TOFER.
Ethiopie: Son Excellence le Badjeronde ZELAKA. — Suppléant: Ato Woldé MARYAM.
Finlande: M. ERICH. — Suppléant: M. HOLSTI.
France: M. Lucien HUBERT, M. SÉROT. Expert: M. Louis AUBERT.
Grèce: M. MICHALAKOPOULOS. — Suppléant: M. Jean POLITIS
Guatemala:
Haïti:
Hongrie: Le Comte APPONYI. — Suppléant: Le Baron VEST.
Inde: His Highness the MAHARAJA OF KAPURTHALA, Sir B. K. MULLICK.
Etat libre d'Irlande: M. J. P. WALSH, M. MACWHITE.
Italie: M. GRANDI, le Comte BONIN-LONGARE, M. ROSSO.
Japon: Son Excellence YOSHIDA.
Lettonie: M. SEYA.
Libéria:
Lithuanie: Le Professeur VOLDEMAREAS.
Luxembourg: M. BECH, M. WEHRE.
Nicaragua: M. Francisco MEDINA, M. Antoine SOTTILE.
Norvège: Le Docteur NANSSEN ou K. HAMBRO.
Nouvelle-Zélande: Sir James PARR.
Panama: Son Excellence le Docteur Eusebio A. MORALES.
Paraguay: M. Ramon V. CABALLERO.

Pays-Bas: Le Comte VAN LYNDEN VAN SANDENBURG. — Suppléant: M. de KAT ANGELINO.
Perse: Son Altesse Mohammad-Ali Khan FOROUGH, le Docteur GHADIMY, le Docteur KITABJI.
Pologne: M. ZALESKI, M. STRASBURGER. — Suppléant: M. ARCISZEWSKI.
Portugal: Le général FREIRE D'ANDRADE, M. Gomes d'ALMENDRA.
Roumanie: M. COMÈNE. — Suppléants: M. DIANU, M. STOICA.
Salvador: M. Gustavo GUERRERO.
Royaume des Serbes, Croates et Slovènes: Son Excellence M. RAKITCH.

Siam: Prince VARNVAIDYAKARA. — Suppléant: Prince TONGTOR.
Suède: M. HÖJER, M^{me} WIERSELL.
Suisse: M. GAUDARD, M. BURCKHARDT.
Tchécoslovaquie: M. BENES.
Uruguay: Son Excellence le Dr. Julio BASTOS ou M. Hector R. GOMEZ.
Venezuela: Son Excellence M. PARRA-PEREZ. — Suppléant: Son Excellence M. SARDI.

V. PREMIÈRE SÉANCE DE LA COMMISSION DE L'ORDRE DU JOUR.

La Commission de l'ordre du jour s'est réunie hier, lundi 5 septembre 1927, à 18 h. 30, dans le bureau de la Présidence, à la Salle de la Réformation.

Etaient présents:

MM. DE BROUCKÈRE (Belgique);
le Dr MORALES (Panama);
le Prince VARNVAIDYAKARA (Siam);
F. SOKAL (Pologne);
SCHUMANS (Lettonie);

MM, Restrepo et Costello se sont fait excuser.

Election du Président et du Vice-Président.

Sur la proposition de M. SOKAL, M. DE BROUCKÈRE (Belgique) est élu président à l'unanimité.

Sur la proposition de M. DE BROUCKÈRE, M. SOKAL (Pologne) est élu vice-président à l'unanimité.

VI. DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX DÉLÉGUÉS A L'ASSEMBLÉE LE 5 SEPTEMBRE 1927.

Guide officiel.

Liste provisoire des délégués et membres des délégations.

Addendum à la liste des délégués et membres des délégations.

Journal de l'Assemblée, N^o 1.

A. 13 (a). 1927. Rapport supplémentaire à la huitième session ordinaire de l'Assemblée de la Société des Nations sur l'œuvre du Conseil, sur le travail du Secrétariat et sur les mesures prises pour exécuter les décisions de l'Assemblée.

Discours prononcé par le président du Conseil à l'ouverture de la huitième Assemblée.

Compte rendu provisoire: Deuxième séance.

A. 44. 1927. XII. Travaux de la Commission de coopération intellectuelle: Rapport du représentant de la France et résolution adoptée par le Conseil le 2 septembre 1927.

Liste des membres des commissions.

V. FIRST MEETING OF THE AGENDA COMMITTEE

The Agenda Committee met yesterday, September 5th, 1927, at 6.30 p.m., in the President's Room, Salle de la Réformation,

There were present:

M. DE BROUCKÈRE (Belgium);
Dr. MORALES (Panama);
Prince VARNVAIDYAKARA (Siam);
M. SOKAL (Poland);
M. SCHUMANS (Latvia).

M. Restrepo and Mr. Costello were unable to be present.

Election of Chairman and Vice-Chairman.

On the proposal of M. SOKAL, M. DE BROUCKÈRE (Belgium) was unanimously elected Chairman.

M. SOKAL was, on the proposal of M. DE BROUCKÈRE, unanimously elected Vice-Chairman.

VI. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO THE DELEGATES AT THE ASSEMBLY ON SEPTEMBER

5TH, 1927.

Official Guide.

Provisional List of Delegates and Members of Delegations.

Addendum to the List of Delegates and Members of Delegations.

Journal of the Assembly No. 1.

A. 13 (a). 1927. Supplementary Report of the Eighth Ordinary Session of the Assembly of the League on the Work of the Council, on the Work of the Secretariat and on the Measures taken to execute the Decisions of the Assembly.

Speech by the President of the Council at the opening of the Eighth Assembly.

Provisional Verbatim Record: Second Meeting.

A. 44. 1927. XII. Work of the Committee on Intellectual Co-operation: Report by the French Representative and Resolution adopted by the Council on September 2nd, 1927.

List of Members of Committees.

Publications périodiques de la Société des Nations

JOURNAL OFFICIEL

Le *Journal Officiel* paraît, depuis janvier 1922, en deux éditions (l'une en français et l'autre en anglais); il contient les procès-verbaux des sessions du Conseil de la Société des Nations, le texte des rapports et des résolutions adoptées par le Conseil, ainsi que les principaux documents officiels reçus ou expédiés par le Secrétariat de la Société.

Abonnement annuel 60 francs suisses

RÉSUMÉ MENSUEL DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Ce répertoire des différentes formes de l'activité de la Société des Nations est publié en six langues: anglais, français, allemand, espagnol et tchèque, pour un public de 20.000 lecteurs. Il contient un compte rendu des assemblées et de l'œuvre des organisations de la Société; il publie, en outre, les principaux documents officiels ayant trait au désarmement, à la reconstitution économique et financière, etc.

Un supplément bibliographique est publié une fois par an et envoyé gratuitement aux abonnés.

Abonnement annuel 6 francs suisses

BULLETIN MENSUEL DE STATISTIQUE

Tableau résumant, sous une forme appropriée et concise, la situation économique de tous les principaux pays du monde; s'adresse aux banquiers, hommes d'affaires et hommes politiques qui désirent se tenir au courant des mouvements économiques dans le monde entier; contient tous les renseignements relatifs à la production du charbon, du fer et de l'acier, au commerce d'exportation, aux fluctuations des prix, au coût de la vie, au chômage, aux réserves d'or et à la circulation fiduciaire, aux taux des changes et de l'escompte, etc., d'après des informations officielles fournies spécialement chaque mois à cet effet. Les renseignements publiés se rapportent à quarante-quatre pays.

Abonnement annuel (12 numéros) 20 francs suisses

RAPPORT ÉPIDÉMIOLOGIQUE MENSUEL DE LA SECTION D'HYGIÈNE DU SECRÉTARIAT

Le Service de renseignements épidémiologiques et de statistiques d'hygiène publique de la Section d'hygiène du Secrétariat de la Société des Nations reçoit, d'un grand nombre de pays, des rapports périodiques officiels sur les maladies dont la déclaration est obligatoire. En vue de leur échange, ces renseignements, nécessaires aux épidémiologues des différents pays, sont groupés au fur et à mesure de leur réception et publiés mensuellement dans le *Rapport épidémiologique mensuel*.

Abonnement annuel (12 numéros) 20 francs suisses

RECUEIL DES TRAITÉS ET DES ENGAGEMENTS INTERNATIONAUX ENREGISTRÉS PAR LE SECRÉTARIAT DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Aux termes de l'article 18 du Pacte de la Société des Nations, « tout traité ou engagement international conclu à l'avenir par un Membre de la Société des Nations devra être immédiatement enregistré par le Secrétariat et publié par lui aussitôt que possible; aucun de ces traités ou engagements internationaux ne sera obligatoire avant d'avoir été enregistré ». La publication du *Recueil des Traités* répond à cette disposition du Pacte.

Prix d'abonnement à 12 volumes 150 francs suisses

Un catalogue général et des catalogues spéciaux des documents préparés par les différentes Sections du Secrétariat seront envoyés gratuitement aux personnes qui en feront la demande au:

Service des Publications de la Société des Nations
GENÈVE

Periodicals of the League of Nations

OFFICIAL JOURNAL

The *Official Journal*, which is published (since January 1922) in separate editions in English and French, contains the complete Minutes of the Sessions of the Council of the League of Nations, the text of the Reports and Resolutions adopted by the Council, as well as the principal official documents received or despatched by the Secretariat of the League.

Yearly subscription 50/- \$12.00

MONTHLY SUMMARY OF THE LEAGUE OF NATIONS

A bird's-eye view, clear and concise, of the work of the League of Nations during the month preceding publication. The *Monthly Summary* is issued in six languages — English, French, German, Italian, Spanish and Czech — to a public of 20,000 readers. It contains a record of all League meetings and activities, and publishes, in addition, the principal official documents on Disarmament, Economic and Financial Reconstruction, etc.

A bibliographical supplement is issued once a year and is addressed free of charge to subscribers.

Yearly subscription 5/- \$1.00

MONTHLY BULLETIN OF STATISTICS

A synopsis of the economic position of all the leading commercial countries in the world in a convenient and concise form; indispensable to all bankers, business-men and politicians who wish to keep abreast of world movements; showing coal, iron and steel production, foreign trade, price movements, cost of living, unemployment, gold reserves and note circulation, exchange of discount rates, etc., based on official information specially supplied each month. Data apply to 44 countries. Published on the Saturday nearest to the 15th of each month.

Yearly subscription for 12 numbers 18/- \$4.50

MONTHLY EPIDEMIOLOGICAL REPORT OF THE HEALTH SECTION OF THE SECRETARIAT

The Service of Epidemiological Intelligence and Public Health Statistics, Health Section of the Secretariat of the League of Nations, receives current official reports on the prevalence of notifiable diseases from nearly all countries where such information is available. The information at present being regularly received and published in this periodical relates to 68 per cent of the world's population.

Yearly subscription for 12 numbers 18/- \$4.50

TREATY SERIES: PUBLICATIONS OF TREATIES AND INTERNATIONAL ENGAGEMENTS REGISTERED BY THE SECRETARIAT OF THE LEAGUE OF NATIONS

Under the terms of Article 18 of the Covenant of the League of Nations: "Every treaty or international engagement entered into hereafter by any Member of the League shall be forthwith registered with the Secretariat and shall as soon as possible be published by it. No such treaty or international engagement shall be binding until so registered." The publication of the *Treaty Series* fulfils this condition of the Covenant.

Subscription rate for 12 volumes 376. \$30.00

A general Catalogue and Special Catalogues of the documents prepared by the different Sections of the Secretariat will be sent free on application to:

Publications Department of the League of Nations
GENEVA

SOCIÉTÉ DES NATIONS

LEAGUE OF NATIONS

JOURNAL

DE LA

OF THE

HUITIÈME SESSION
ORDINAIRE

EIGHTH ORDINARY
SESSION

DE L'

OF THE

ASSEMBLÉE

ASSEMBLY

GENÈVE 1927

GENEVA 1927

N° 3. — MERCREDI 7 SEPTEMBRE 1927.

No. 3. — WEDNESDAY, SEPTEMBER 7th, 1927.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beauregard.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL.

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor, Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beauregard.

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

SOMMAIRE:

	Pages
I. Programme des séances	24
II. Troisième séance plénière de l'Assemblée.	24
III. Première séance de la première Commission	29
IV. Première séance de la deuxième Commission	29
V. Première séance de la troisième Commission	30
VI. Première séance de la quatrième Commission.	30
VII. Première séance de la cinquième Commission.	31
VIII. Première séance de la sixième Commission	31
IX. Première séance du Bureau de l'Assemblée	32
X. Règles concernant le maintien de l'ordre dans la salle des Assemblées	32
XI. Secrétariat des Commissions.	33
XII. Deuxième séance plénière de l'Assemblée: Addendum	33
XIII. Corrections et additions à la liste des membres des Commissions.	34
XIV. Distributions des documents	34
XV. Documents distribués aux délégués à l'Assemblée.	34

CONTENTS:

	Page
I. Programme of Meetings	24
II. Third Plenary Meeting of the Assembly	24
III. First Meeting of the First Committee	29
IV. First Meeting of the Second Committee	29
V. First Meeting of the Third Committee	30
VI. First Meeting of the Fourth Committee	30
VII. First Meeting of the Fifth Committee	31
VIII. First Meeting of the Sixth Committee	31
IX. First Meeting of the General Committee	32
X. Rules for the Maintenance of Order in the Assembly Hall	32
XI. Secretariat Arrangements for the Committees.	33
XII. Second Plenary Meeting of the Assembly: Addendum	33
XIII. Corrections and Additions to the List of Members of Committees.	34
XIV. Distribution of Documents	34
XV. List of Documents distributed to Delegates at the Assembly	34

I. PROGRAMME DES SÉANCES

Séances plénières de l'Assemblée.

Il y aura deux séances plénières de l'Assemblée aujourd'hui, mercredi 7 septembre.

La séance du matin aura lieu à 10 h. 15.

Ordre du jour:

Suite de la discussion générale du Rapport à la huitième session ordinaire de l'Assemblée de la Société des Nations sur l'œuvre du Conseil, sur le travail du Secrétariat et sur les mesures prises pour exécuter les décisions de l'Assemblée.

La séance de l'après-midi aura lieu à 17 h.

Ordre du jour:

Suite de la discussion générale du Rapport à la huitième session ordinaire de l'Assemblée de la Société des Nations sur l'œuvre du Conseil, sur le travail du Secrétariat et sur les mesures prises pour exécuter les décisions de l'Assemblée.

Bureau de l'Assemblée.

Le Bureau de l'Assemblée se réunira aujourd'hui, mercredi 7 septembre, à 15 h. 15, au Secrétariat (Bureau du Secrétaire général).

II. TROISIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

tenuz à la Salle de la Réformation, le mardi 6 septembre 1927, à 16 heures.

Propositions du Bureau de l'Assemblée concernant l'aménagement de la salle des Assemblées et le maintien de l'ordre.

Le PRÉSIDENT dit que le Bureau a examiné diverses questions se rapportant à l'aménagement de la salle des Assemblées et au maintien de l'ordre dans cette salle.

Le Bureau a désigné un comité de trois membres qui soumettra des suggestions au sujet de l'aménagement de la salle, notamment de l'emplacement des sièges.

Enfin, en vue du maintien de l'ordre dans la salle des Assemblées, le Bureau a adopté un certain nombre de règles, dont le texte a été distribué aux délégations.

Les règles adoptées par le Bureau sont approuvées.

(Pour le texte des règles adoptées par le Bureau, voir page 32 du présent numéro du *Journal*).

Création à Rome d'un Institut international du cinématographe éducatif: proposition de la délégation italienne.

Le comte CIPPICO (Italie) soumet la proposition suivante:

• Le Gouvernement royal d'Italie, en considération des vœux formulés par plusieurs réunions et congrès internationaux, encouragé par de nombreuses expériences faites en Italie sur l'application du cinématographe à l'éducation intellectuelle de la nation et sur son utilisation comme système auxiliaire d'enseignement, dans toutes les catégories d'écoles publiques;

• Conscient que cette utilisation répond à une nécessité dont se rendent compte tous les peuples civilisés et estimant que le monde industriel lui-même ne considère pas le cinéma uniquement en vue de la spéculation, mais en possède une vision réelle, comme d'un moyen à la fois élevé et pratique d'atteindre un idéal, et constituant en même temps une forme nouvelle et puissante de propagande;

• Ayant la certitude que la création à Rome d'un Institut international du cinématographe éducatif pourrait avoir les

I. PROGRAMME OF MEETINGS.

Plenary Meetings of the Assembly.

There will be two plenary meetings of the Assembly to-day (Wednesday, September 7th).

The morning meeting will take place at 10.15 a.m.

Agenda:

Continuation of the General Discussion of the Report to the Eighth Ordinary Session of the Assembly of the League of Nations on the Work of the Council, on the Work of the Secretariat, and on the Measures taken to execute the Decisions of the Assembly.

The afternoon meeting will take place at 5 p.m.

Agenda:

Continuation of the General Discussion of the Report to the Eighth Ordinary Session of the Assembly of the League of Nations on the Work of the Council, on the Work of the Secretariat, and on the Measures taken to execute the Decisions of the Assembly.

General Committee of the Assembly.

The General Committee of the Assembly will meet to-day (Wednesday, September 7th) at 3.15 p.m. in the Secretariat (Secretary-General's room).

II. THIRD PLENARY MEETING.

Held at the Salle de la Réformation at 4 p.m. on Tuesday, September 6th, 1927.

Proposals of the General Committee of the Assembly relating to the Arrangement of the Assembly Hall and the Maintenance of Order.

The PRESIDENT said that the General Committee had examined various questions relating to the arrangement of the Assembly Hall and the maintenance of order.

The General Committee had appointed a Sub-Committee of three members, which would submit proposals in regard to the arrangement of the Assembly Hall, and more particularly the distribution of the seats of the delegations.

The General Committee had approved a number of rules for the maintenance of order in the Assembly Hall, the text of which had been distributed.

The rules submitted by the General Committee were approved.

(The text of the rules is published in the present issue of the *Journal*, page 32).

Creation of an International Institute of the Educational Cinema at Rome: Proposal of the Italian Delegation.

Count CIPPICO (Italy) submitted the following proposal:

“The Royal Italian Government, in consideration of the wishes formulated by several international congresses and meetings, encouraged by many experiments made in Italy in the use of moving pictures for the intellectual development of the nation and its employment as an auxiliary system of teaching in every kind of public school;

“Conscious of satisfying a need which all civilised nations strongly feel, and considering that even the industrial world does not only look at the cinema with a view to speculation but with a real sense of the lofty and practical objects which it is possible to attain with this new and important form of propaganda;

“Convinced that the creation of an International Institute of the Educational Cinema, to be established in Rome, might

effets les plus salutaires, non seulement pour les gouvernements, mais aussi pour les institutions publiques et privées, ainsi que pour les entreprises commerciales, qui pourront y trouver un concours puissant pour leurs affaires;

« A décidé de proposer la création d'un Institut international du cinématographe éducatif, qui serait établi à Rome et qui, suivant l'article 24 du Pacte, serait placé sous la direction de la Société des Nations.

« A cet effet, le Gouvernement royal d'Italie offre, outre les fonds nécessaires pour le premier établissement de l'Institut, ainsi que pour sa gestion normale, le siège même de cet organisme, qui serait installé dans le Palais historique du Stamperia, à Rome.

« Toutes les nations pourraient ainsi participer à cette création dans des conditions de parfaite égalité, sans charges pécuniaires soit pour elles, soit pour le budget de la Société des Nations.

« Le Gouvernement royal se réserve de souligner son point de vue sur les buts définitifs de l'Institut, mais nous pouvons, d'ores et déjà, envisager son activité future, en supposant que ce serait un centre d'informations concernant les différents problèmes posés, de nature à fournir les meilleures facilités en vue d'un échange mutuel et d'une diffusion intensive des films, tant pédagogiques qu'hygiéniques, historiques, archéologiques, artistiques et, d'une façon générale, éducatifs.

« Je suis sûr que mes honorables collègues apprécieront vivement les avantages d'une telle institution et j'ai l'honneur de demander que la proposition de mon Gouvernement soit inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée. »

Rapport sur l'œuvre du Conseil depuis la dernière Assemblée sur le travail du Secrétariat et sur les mesures prises pour exécuter les décisions de l'Assemblée.

Sir C. P. Ramaswami AYYAR (Inde) félicite le Secrétaire général et les chefs des différentes sections du Secrétariat du soin avec lequel ils se sont acquittés de leurs fonctions ainsi que de la clarté des nombreux documents soumis à l'Assemblée. L'adhésion de l'Inde au Pacte signifie qu'elle s'est engagée avec les autres nations à contribuer à faire triompher le principe de la coopération internationale comme règle de conduite à adopter pour les gouvernements.

• L'œuvre accomplie par les organismes techniques de la Société constitue un facteur important pour l'apaisement des conflits et pour l'établissement de relations précieuses entre ses Membres même les plus distants.

L'Assemblée ne doit pas fixer uniquement son attention sur les événements politiques ou sur les problèmes européens, mais doit se rendre compte que l'activité essentielle de la Société constitue un effort véritable vers l'établissement de relations cordiales et pratiques entre les nations. L'Inde, pays dont un des traits caractéristiques est la recherche de l'idéal, accepte et même postule l'existence d'un idéalisme parmi les Membres de la Société. L'idéalisme, cependant, pour comporter quelque valeur, doit être susceptible d'applications pratiques.

La présence des délégués de l'Inde et des délégués de pays tels que le Japon, la Chine et les Républiques sud-américaines constitue pour la Société un caractère universel et l'empêche de dégénérer en un simple concert de Puissances. L'Inde a prouvé sa loyauté à l'égard des idéaux de la Société en adoptant une attitude conforme à la Convention du travail de Washington.

Elle a signé et ratifié la Convention et le statut sur la liberté du transit, la Convention sur le régime des voies navigables d'ordre international ainsi que le Protocole additionnel sur le régime international des chemins de fer et des ports maritimes. L'Inde a pris part aussi à la Conférence des communications et du transit.

Il attire spécialement l'attention sur l'attitude de l'Inde à l'égard des accords relatifs à la suppression de la fabrication et du commerce intérieur de l'opium et sur l'information qu'elle a fournie à l'occasion de la Convention sur l'esclavage. L'importance des problèmes indiens et orientaux est reconnue chaque jour plus importante par la Société ainsi que le manifeste l'activité qu'elle déploie relativement aux problèmes de l'opium par la fondation du Bureau d'hygiène de Singapour, par l'échange de fonctionnaires médicaux du Service de l'hygiène, par l'organisation de recherches relatives aux problèmes du paludisme, de la maladie du sommeil, etc.

have the most beneficial effects, not only for the Governments, but also for public and private institutions and commercial enterprises, which will be able to find in it a powerful help in their business:

« Have decided to propose the creation of an International Institute of the Educational Cinema, to be established in Rome, which, according to Article 24 of the Covenant, has to be placed under the direction of the League of Nations.

« For this purpose, the Royal Government offer the funds necessary for the first establishment of the Institute and for its ordinary maintenance, together with a seat in the historical palace of the "Stamperia" in Rome.

« It will thus be possible for all nations to participate, under conditions of perfect equality and without laying any pecuniary burden on them or on the budget of the League of Nations.

« The Royal Government will later state its views as to the final purposes of the Institute; but it is already possible to form an idea of the nature of its future activity.

« It is assumed that it would be a centre of information for the different problems of the cinema, giving the best opportunity for a mutual interchange and diffusion of every kind of film: scholastic, hygienic, historical, archaeological, artistic and, in a general way, educational.

« I am sure that my honourable colleagues will highly appreciate the advantage of such an Institute, and I have therefore the honour to ask that the proposal of my Government should be placed on the agenda of the Assembly. »

Report on the Work of the Council since the Last Session of the Assembly, on the Work of the Secretariat and on the Measures taken to execute the Decisions of the Assembly.

Sir C. P. Ramaswami AYYAR (India) congratulated the Secretary-General and the heads of the various Departments of the Secretariat upon the thoroughness with which they had discharged their duties and the lucidity of the numerous documents before the Assembly.

India's adhesion to the Covenant meant that she was pledged with other nations to the work of establishing the principles of international co-operation as the actual rule of conduct among Governments.

The work of the technical organisations of the League was a potent factor in removing sources of conflict and in the establishment of valuable relations among all, even the most distant, Members.

The Assembly should not fix its attention exclusively on political events or on European problems, but should realise that most of the activities of the League constituted a genuine effort to promote active and practical comradeship among nations. India, a land in which the quest of the ideal was one of the strongest national characteristics, accepted, and indeed assumed, the existence of idealism among Members of the League. Idealism to be of value, however, must be applied in a practical manner.

The presence of delegates from India and from such countries as Japan, China and the South American Republics preserved the universal character of the League and saved it from degenerating into a concert of Powers. India had shown her loyalty to the ideals of the League by adopting legislation in pursuance of the Washington Labour Convention. She had signed and ratified the Convention and Statute on the Freedom of Transit, the Convention and Statute on the Régime of Navigable Waterways of International Concern and its Additional Protocol, and the Convention and Statute on the International Régime of Railways and Maritime Ports. India had also taken part in the Conference on Communications and Transit.

He would especially refer to the attitude of India towards the agreement concerning the suppression of the manufacture of, and internal trade in, the use of prepared opium, and to the information which she had furnished in connection with the Convention on Slavery. The importance of Indian and Eastern problems was being increasingly recognised by the League, as was shown by its work in connection with opium, by the establishment of the Singapore Health Bureau, the exchange of medical officers of health, researches into problems of malaria and sleeping-sickness, etc.

Les Indiens éprouvent quelque difficulté à se représenter de façon concrète comment les idéaux de la Société des Nations peuvent être réalisés, et l'Inde apprécierait en conséquence toutes mesures tendant à établir un contact plus étroit entre la Société et l'opinion indienne sur la Société.

Deux séries de travaux intéressent spécialement l'Inde: les travaux relatifs à l'Organisation de l'hygiène et les conclusions de la Conférence économique internationale.

Le Bureau d'hygiène publie chaque semaine et chaque mois des *Rapports épidémiologiques*, contenant une information de haute valeur qui provient du Bureau oriental de Singapour. De pareilles données fournissent un index précieux sur le développement ou la régression des maladies épidémiques. L'Inde est représentée au Bureau de Singapour, dont l'activité va se déployant toujours plus largement, par l'effet même de l'accomplissement de la tâche qui lui a été confiée à la suite de la Convention sanitaire internationale, et le Bureau a décidé de transmettre par T.S.F. un résumé du *Bulletin hebdomadaire* relatif aux maladies épidémiques.

Au sujet de l'œuvre accomplie par la Commission du paludisme et par le Bureau d'hygiène, il exprime l'espoir que cette Commission aura bientôt l'occasion de visiter l'Inde.

Il faut espérer aussi que le programme des échanges de fonctionnaires hygiénistes comprendra un voyage dans l'Inde britannique. L'Assemblée se rappellera qu'un voyage d'étude officiel des fonctionnaires médicaux en Asie et en Australasie aura lieu dans l'Inde en janvier 1928. Cet événement restera comme une marque visible de l'intérêt réel manifesté à l'égard de l'Inde par la Société.

L'Inde s'intéresse profondément aux résultats de la Conférence économique internationale de Genève de mai dernier, car elle est convaincue que la paix économique contribuera largement à la sécurité des nations.

Les délégués de l'Inde ont exposé à la Conférence les principaux aspects de la situation mondiale telle qu'elle apparaît aux yeux de l'Inde, et ont montré de manière très nette que ce pays dépend des marchés intérieurs plutôt que des marchés extérieurs. Ils ont, d'autre part, mis en lumière ce fait que dans l'Inde comme ailleurs beaucoup d'industries ont subi une dépression générale en raison surtout de la réaction croissante et toujours plus profonde des facteurs économiques.

La délégation de l'Inde a esquissé ce que doit être la politique fiscale du pays, telle que le rend nécessaire le développement de ses industries naissantes, et fait apparaître que le protectionnisme ne poursuit que le développement des industries déjà pourvues d'avantages naturels. Au sujet de la question du tarif douanier, la délégation de l'Inde a dissipé tous les malentendus possibles sur la situation de l'Inde en faisant observer que le tarif douanier indien avant la guerre était extrêmement bas et qu'il n'avait été augmenté qu'aux fins de procurer des ressources supplémentaires et de protéger certaines industries dans un très petit nombre de cas. Malgré l'importance, cependant, de cet accroissement proportionnel des tarifs, il serait injuste de critiquer leur niveau actuel.

La Conférence économique a établi que l'agriculture était sur un pied d'égalité avec l'industrie et le commerce, car elle constitue l'occupation de la majorité des travailleurs dans le monde entier.

La délégation de l'Inde a recommandé spécialement:

1. De diminuer le coût de la production agricole;
2. D'améliorer, par l'organisation de recherches scientifiques et de l'enseignement populaire, la qualité et le rendement des récoltes;
3. De propager sous toutes ses formes le mouvement coopératif, de telles mesures devant tendre à augmenter le rendement et à assurer au producteur une équitable rémunération par le prix des denrées.

Bien que les recommandations et suggestions de la Conférence n'aient pas encore été étudiées par le Parlement indien, le délégué peut affirmer, avec confiance, que ces recommandations s'accordent d'une manière générale avec les principes suivis dans l'Inde. Les divergences qui subsistent sont néanmoins susceptibles d'être réduites. La Commission royale, qui s'occupe de l'agriculture indienne et des problèmes connexes et dont le rapport est en ce moment attendu par les gouvernements locaux et centraux de l'Inde, tirera certainement un grand profit des résolutions de la Conférence économique.

L'Inde s'intéresse aussi à la Convention sur l'esclavage et aux difficultés suscitées par la diversité des lois en matière de lettres

It was not easy for Indians to realise in a concrete way how the ideals of the League were being put into practice, and India would therefore welcome anything which would tend to develop contact between herself and the League and appreciation of the League in India.

India was especially interested in two departments of the League — the work of the Health Organisation and the conclusions of the International Economic Conference.

The Health Organisation was publishing *Weekly* and *Monthly Epidemiological Reports* giving information of great importance transmitted from the Eastern Bureau at Singapore. Such data afforded a valuable index of the trend of epidemic diseases. India was represented on the Singapore Bureau, of which the work was continuing to expand owing to the duties lately entrusted to it in connection with the International Sanitary Convention, and it had agreed to broadcast a summary of the *Weekly Bulletin* of the Bureau concerning epidemic diseases.

In connection with the work of the Malaria Committee of the Health Organisation, he expressed the hope that that Committee might find an opportunity of visiting India.

It was also to be hoped that the programme of interchange visits of public health officers would include a visit to British India. The Assembly would recollect that a study tour of medical officers belonging to administrations in Asia and Australasia would take place in India in January 1928. This event would be a notable instance of the visible interest taken by the League in India.

India was much interested in the conclusions reached by the International Economic Conference held at Geneva in May of the present year, for she was convinced that economic peace would largely contribute to the security of nations.

The Indian delegates to that Conference had described the principal features of the position of the world as seen by India and had made it clear that India depended more on internal than on external markets. They had emphasised, however, that many industries in India had shared the prevailing depression, especially in view of the fact that the reaction of economic factors was nowadays very rapid and complete.

The fiscal policy of India, necessitated by the development of her nascent industries, had been outlined and the Indian delegation had asserted that the protective policy of India aimed at the development of such manufactures only as possessed natural advantages. In regard to the question of Customs tariffs, the Indian representative had dissipated all possible misunderstandings concerning the position of that country by pointing out that the Indian tariff before the war had been very low and that it had now been augmented with the object of obtaining revenue and, in a limited number of cases, of protecting certain industries. Although, however, the proportional increase had been great, the actual level of India's tariffs was not open to just criticism.

The Economic Conference had realised that agriculture was on an equal footing with industry and commerce, for it was the occupation of the majority of workers throughout the world. The Indian delegation had especially advocated: (1) the reduction of the costs of agricultural production; (2) an improvement, by the organisation of research and popular education, in the quality and quantity of crops; and (3) the spread of the co-operative movement in all its forms, such a movement being designed to produce efficiency at all stages and to ensure producers their just share in the market value of crops.

While the recommendations and suggestions of the Conference had not yet been considered by the Indian Legislatures, he could state with some confidence that its recommendations were in general conformity with the principles followed in India. Such differences as existed were susceptible of adjustment and compromise. The Royal Commission dealing with Indian agriculture and allied problems, whose report was awaited by the local and central Governments of India, would undoubtedly derive immense assistance from the resolutions of the Economic Conference.

India was also interested in the Slavery Convention, in the difficulties regarding the diversity of laws in the matter of bills

de change, ainsi qu'à la codification progressive du droit international. Mais ce n'est pas seulement en vue d'élucider ces problèmes spéciaux, mais avec la conviction encore que toutes les activités diverses de la Société des Nations constituent un progrès lent mais sûr, dans le sens d'une coopération organisée entre les peuples, que l'Inde est non seulement satisfaite mais désireuse de prendre part aux travaux de la Société des Nations.

Son Altesse Mohammed-Ali Khan FOROUGH (Perse) espère que les résolutions que prendra l'Assemblée faciliteront la tâche de ceux qui essayent de répondre aux critiques d'une opinion publique justement susceptible, soucieuse d'être assurée que le pays, s'il accepte avec joie les sacrifices qu'implique le dévouement à l'idéal commun, y puise en revanche des garanties précieuses pour son indépendance et son progrès.

Abordant l'examen du rapport sur l'œuvre du Conseil, le délégué de la Perse se félicite du travail fait pour la codification progressive du droit international public. A l'heure où, organisant ses codes propres et ses tribunaux, la Perse rétablit sa pleine souveraineté juridique sur son territoire, elle sait que les règles adoptées par la conscience universelle pour régir les rapports entre les nations devraient être reconnues par toutes et envers toutes.

Si, pour des raisons analogues, la Perse a salué avec joie la création de l'Institut international de droit privé, son attente, sur un point, a été déçue. N'avait-on pas assuré qu'à ce centre d'études toutes les grandes formations historiques du droit seraient représentées ?

Le droit religieux persan, s'il est mahométan, l'est d'une façon originale et propre. Il commande les relations juridiques non seulement des Persans, mais encore de millions de musulmans dans le monde entier, notamment aux Indes, en Egypte et dans l'Irak. Or, seul le droit sunnite est représenté à l'Institut de droit international privé, le droit chiite ne l'est pas. Il est à espérer que cette lacune sera comblée.

La Perse a été heureuse de participer à la Conférence économique internationale. Certes, ses délibérations ont été utiles mais à condition qu'on ne songe pas seulement à l'Europe et à l'Amérique. On doit aussi penser, autrement que comme à un marché, au continent asiatique, à ses zones diverses de production, à ses peuples multiples dont chacun aspire à être libre dans ses tarifs, libre sur ses mers, et, sous la condition du respect des conditions auxquelles il aura volontairement adhéré, libre dans le choix des produits qu'il acquiert.

Pacifique, mais jaloux de son indépendance, le peuple persan tient essentiellement à ce que rien ne vienne affaiblir les articles du Pacte, qui permettront d'instituer le mécanisme grâce auquel, en cas d'agression, l'effort de tous les Membres de la Société jouera immédiatement contre l'agresseur. Se conformant à la recommandation de la septième session ordinaire de l'Assemblée sur les principes des traités de Locarno, la Perse a négocié des ententes régionales dans le cadre du Pacte et avec le respect de ses obligations de Membre de la Société, ententes destinées à assurer la paix dans le Moyen Orient.

Le délégué persan renouvelle les remerciements de son Gouvernement à la Société des Nations pour l'envoi de la mission d'enquête sur la production de l'opium en Perse et remercie également les membres de la mission. Désireux de contribuer à la grande tâche humanitaire que le Pacte assigne à tous les pays de restreindre la consommation des produits nocifs, mais conscient des difficultés qui résultent des conditions économiques de la Perse, le gouvernement de ce pays a, comme il est dit dans le memorandum précité, qui a été soumis au Conseil, soumis au Parlement un programme d'action conçu dans l'esprit des suggestions de la Commission, et qui est ce qu'on peut faire de mieux dans l'état présent des choses.

Le Jonkheer DEELAERTS VAN BLOKLAND (Pays-Bas) dit que la Société des Nations a vu lentement croître l'autorité dont elle jouit dans la vie internationale; toutefois, les critiques ne lui ont pas été épargnées. On lui a notamment reproché d'avoir refusé de s'occuper de questions d'une haute importance internationale et pouvant exercer une influence considérable sur la paix du monde. Il serait regrettable pour

of exchange, and in the progressive codification of international law. But it was not only with a view to solving these specific problems, but in the conviction that all the activities of the League marked a slow but sure advance in the direction of organised co-operation, that India was willing and anxious to share in its labours.

His Highness Mohammad-Ali Khan FOROUGH (Persia) hoped that the resolutions to be adopted by the Assembly would facilitate the task of those who were trying to answer the criticisms made by Persian public opinion, which was justly susceptible and anxious to be reassured that the country, provided that it joyfully agreed to sacrifices which would prove its devotion to the common ideal, might in compensation obtain valuable guarantees for its independence and progress.

Turning to the examination of the report on the work of the Council, the Persian delegate was glad to note the work done in connection with the progressive codification of public international law. At the moment when, through the organisation of her own code of law and her law courts, Persia was establishing full legal sovereignty over her territory, she was aware that the rules adopted by the universal conscience of all nations in order to regulate their relations ought to be recognised by all and towards all.

Though, for similar reasons, Persia had joyfully welcomed the establishment of an International Institute of Private Law, she had been deceived in her expectations on one point. Had not the world been assured that in this centre of study all the great historic forms of law would be represented? Though it might be Mohammedan, the religious law of Persia presented original and unique characteristics. It regulated the legal relations not only of Persians, but also of millions of Moslems in the whole world, more particularly in Egypt, India and Iraq. Only the Sunnite law, however, was represented on the International Institute of Private Law, the Shiite law not being represented. He hoped that this omission would be rectified.

Persia had been glad to take part in the International Economic Conference. The discussions of that Conference had certainly been of use, but only provided that Europe and America were not exclusively considered. The continent of Asia should be regarded otherwise than as a mere market. Its diversified zones of production should be remembered and its numerous peoples, each of whom desired to be free to impose their own tariffs, to enjoy the freedom of the seas and to be free in the choice of the goods they bought provided that they respected the terms of the Conventions to which they had voluntarily adhered.

Peaceful, but jealous of their independence, the essential desire of the Persian people was that nothing should be done to weaken the articles of the Covenant which made it possible to set up machinery whereby in cases of aggression the common effort of all Members of the League should immediately be employed against the aggressor. In conformity with the recommendation of the Seventh Assembly concerning the principles of the Treaties of Locarno, Persia had negotiated regional agreements within the framework of the Covenant and with due respect to her obligations as a Member of the League of Nations. Such agreements were destined to ensure peace in the Middle East.

The Persian delegate renewed the thanks of his Government to the League of Nations for the despatch of the Commission of Enquiry into the opium production of Persia and would also thank the members of the Commission. With the desire to contribute to the great humanitarian work which the Covenant laid on all countries of restricting the consumption of harmful products, but conscious of the difficulties arising from the economic conditions prevalent in Persia, the Government of that country, as was stated in the memorandum submitted to the Council, had laid before Parliament a programme of action imbued with the spirit of the suggestions of the Commission. This programme was the best action which could be taken having regard to the present state of affairs.

Jonkheer BEELAERTS VAN BLOKLAND (Netherlands) said that the League of Nations had slowly increased its authority in international affairs, but that it had not escaped criticism. It had been particularly reproached with refusing to deal with questions of international importance which had a considerable influence on world peace. It would be regrettable for the League if its Members decided to settle among themselves,

l'autorité de la Société que des Membres décident de traiter entre eux et en dehors d'elle des questions qui, en vertu du Pacte, rentrent dans sa compétence. Il appartient au Conseil de prendre connaissance des difficultés susceptibles d'entraîner une rupture entre les Membres de la Société. Ce rôle du Conseil a été heureusement mis en lumière dans les discussions et le rapport du Comité du Conseil sur l'application de l'article II du Pacte. On ne saurait exagérer l'importance de la tâche préventive qui incombe au Conseil dans ce domaine, et on peut se demander si une réduction du nombre des réunions du Conseil ne présenterait pas un certain danger.

Il semble cependant peu désirable de créer l'impression que, dorénavant, aucun différend ne pourrait être aplani sans l'intervention de la Société, et pour le règlement d'un différend il est toujours préférable qu'une solution soit recherchée autant que possible par des négociations directes entre les parties intéressées. Le Pacte n'a pas voulu charger la Société de trancher toutes les questions qui pourraient surgir entre ses Membres.

Il existe un certain nombre de cas dans lesquels le Conseil s'est abstenu d'intervenir, quoique le règlement de ces différends n'eût pas été en dehors de son rôle et que la solution de ces questions n'ait pas toujours été satisfaisante. Il faudrait néanmoins s'assurer si on aurait pu arriver à une meilleure solution au cas où l'affaire aurait été portée devant le Conseil. Il se peut que le Conseil observe parfois une attitude trop réservée, mais, d'autre part, il serait non moins fatal que, en surestimant ses forces, il plaçât la Société dans une situation dangereuse. Ceux qui estiment que le Conseil se montre trop prudent doivent faire entendre leur voix dès qu'ils croient que son intervention pourrait servir la cause de la paix internationale. Personnellement, le délégué des Pays-Bas ne voit pas de raison suffisante pour recommander un changement radical de la ligne de conduite suivie par le Conseil. Au début, les Puissances secondaires manifestaient une certaine inquiétude au sujet d'une usurpation de pouvoirs par le Conseil, mais cette inquiétude, à l'usage, est apparue comme non fondée.

La question vitale pour la Société est la réduction et la limitation des armements. Au début de l'activité de la Société, on s'est rendu compte qu'il était impossible de réduire les armements aussi longtemps que l'on n'aurait pas garanti aux peuples un degré suffisant de sécurité. C'est sur cette conception que fut basé le projet de Pacte de garantie mutuelle. Ensuite est venu le Protocole, inspiré par la formule: Arbitrage et sécurité des armements. Ce programme n'a pas été réalisé, mais les idées qui étaient à la base du projet ont reçu une application pratique dans les accords de Locarno, et la conclusion de ces accords a fait naître l'espoir que l'on pourrait aborder de nouveau le problème de la réduction des armements. Cependant, malgré les efforts de la Commission préparatoire, la réduction des armements apparaît toujours comme un idéal bien lointain et l'Assemblée doit mettre tout le poids de son autorité à faciliter la tâche de la prochaine réunion de cette Commission, qui pourrait aboutir tout au moins à une limitation rendant impossible la reprise de la course fatale aux armements.

Aussi longtemps que les relations entre les peuples ne sont pas basées sur une confiance réciproque, toute tentative visant à une sensible réduction des armements risquerait d'être infructueuse, aussi est-il essentiel que l'opinion publique et les gouvernements unissent leurs efforts pour obtenir le désarmement moral.

Il faut que l'on reprenne l'étude, non pas du Protocole même dans tous ses détails, mais des grands principes qui en formaient la base. L'opinion publique évolue dans cette direction, et le moment est venu de reprendre les efforts pour combler la lacune de l'article 15 du Pacte, en excluant à l'avenir la guerre légitime et en flétrissant la guerre d'agression comme un crime international. Dans cet ordre d'idées, le principe de la juridiction obligatoire internationale s'impose comme un complément nécessaire et il est indispensable que de grandes Puissances ne continuent pas de se tenir à l'écart lorsqu'il s'agit d'assumer des obligations à cet effet.

Un autre moyen de faciliter le désarmement moral est le désarmement économique. Un pas important dans cette direction a été fait par la Conférence économique internationale, dont les résolutions ont reçu l'appui de la Chambre de Commerce internationale lors du récent congrès de Stockholm et ont rencontré l'approbation officielle de plusieurs gouvernements. Le Gouvernement des Pays-Bas estime que les conclusions de la Conférence doivent être acceptées dans leur ensemble afin d'en assurer l'application intégrale. La meilleure base pour le redres-

outside the League, questions which under the Covenant fell within the competence of the League. It was the duty of the Council to take note of any difficulties which might lead to a breach between Members of the League. This duty of the Council had been clearly emphasised in the discussions and report of its Committee on the application of Article II of the Covenant. The preventive task of the Council in this field could not easily be exaggerated and it was doubtful whether a reduction of the number of meetings of the Council did not involve a certain danger.

On the other hand, it was not desirable to create the impression that henceforth no dispute could be settled without the intervention of the League, and it was always preferable for a solution of difficulties to be sought as much as possible by direct negotiation between the parties. It was not intended in the Covenant to ask the League to settle all questions which might arise between its Members.

There were a certain number of cases in which the Council had abstained from intervening, although the settlement of the disputes in question were not outside its province and the solution of these questions had not been satisfactory. It was necessary, however, to consider whether a better solution could have been reached even if the questions had been brought before the Council. Though the Council might be in fault by adopting a too reserved attitude, it would, on the other hand, be making a mistake no less fatal if, by over-estimating its strength, it placed the League in a dangerous situation. Those who considered that the Council was too prudent should press their views whenever they believed that its intervention would serve the cause of international peace. Personally, he did not see any sufficient reason to recommend a radical change in the policy of the Council. The secondary Powers had at the outset shown a certain anxiety in regard to a possible usurpation of power by the Council, but this anxiety had since proved to be unfounded.

The vital question for the League was the reduction and limitation of armaments. It had at the outset been realised that it was impossible to reduce armaments until the nations had been guaranteed an adequate security. There had thus been framed the Mutual Treaty of Guarantee. This had been followed by the Protocol based on arbitration, security and disarmament. The programme of the Protocol had not been realised, but its underlying ideas had found a practical application in the Locarno agreements, and as a result of those agreements the problem of reduction had again been hopefully considered. In spite, however, of the work of the Preparatory Commission for the Conference on Disarmament, disarmament was still a distant ideal and it was necessary that the Assembly should do its utmost to facilitate the work of the next session of that Commission, which might at least result in a limitation which would render impossible any resumption of the fatal race in armaments.

As long as the relations between the peoples were not based on mutual confidence, any endeavour to achieve an appreciable reduction of armaments would be fruitless, and it was accordingly essential that public opinion and the Governments should endeavour to bring about a moral disarmament.

It was necessary that the study should be resumed, not of the Protocol in all its details, but the general principles on which it was based. Public opinion was evolving in this direction and the moment had come to resume the effort to close the gaps in Article 15 of the Covenant by excluding in future the idea of a legitimate war and by characterising aggressive war as an international crime. The principle of compulsory international jurisdiction was the necessary complement of these ideas, and it was indispensable that great Powers should not hold aloof from assuming obligations in this connection.

Another means for facilitating moral disarmament was economic disarmament, and an important step in this direction had been taken by the International Economic Conference, whose resolutions had been endorsed by the International Chamber of Commerce at the recent Congress at Stockholm and officially by several Governments. The Netherlands Government accepted the recommendations of the Conference as a whole with a view to ensuring their full application. The best basis for the restoration of free international commerce

sement du libre commerce international paraît être l'application inconditionnelle et sans réserves de la clause de la nation la plus favorisée, et la solution des différends relatifs à l'interprétation ou à l'application des traités devrait être confiée à la Cour permanente de Justice internationale. Le Gouvernement des Pays-Bas adhère complètement aux résolutions de la Conférence, non seulement pour les Pays-Bas eux-mêmes mais aussi pour les Indes néerlandaises. Cependant, un Etat ne peut marcher seul, et si les autres Etats ne le suivaient pas, il pourrait être contraint de prendre les mesures que son intérêt national lui dicterait et de se conformer à une politique que lui-même considère comme funeste et que Genève a dénoncée.

Les efforts tendant à la réalisation des principes de la Société ne sauraient se passer de l'appui précieux de la presse. Aussi le Gouvernement des Pays-Bas a-t-il suivi avec la plus grande attention la marche des travaux de la Conférence des experts de presse. Ce gouvernement s'associe à l'appel adressé par la Conférence à la presse mondiale pour que celle-ci contribue, par tous les moyens dont elle dispose, à l'affermissement de la paix existante et pour qu'elle combatte la haine entre nations et entre classes.

En terminant, le délégué des Pays-Bas soumet le projet de résolution ci-après:

« Etude des principes fondamentaux du Protocole de Genève et travaux de la Commission préparatoire de la Conférence du désarmement. »

« L'Assemblée,

« Convaincue que, sans rouvrir les discussions sur le Protocole de Genève de 1924, il est désirable d'examiner si le moment n'est pas venu de reprendre l'étude des principes qui ont formé la base de ce Protocole;

« Considérant qu'il est de la plus haute importance que l'Assemblée stimule les travaux de la Commission préparatoire de la Conférence du désarmement;

« Décide de renvoyer l'étude des principes fondamentaux du Protocole de Genève et les conclusions du rapport de la Commission préparatoire aux Commissions appropriées. »

Le PRÉSIDENT dit que le texte du projet de résolution sera imprimé et communiqué aux délégations par la voie du *Journal de l'Assemblée*.

La séance est levée à 18 heures 30.

III. PREMIÈRE SÉANCE DE LA PREMIÈRE COMMISSION

La première Commission s'est réunie hier, mardi 6 septembre, à 10 heures, sous la présidence de M. ADATCI (Japon).

M. ZAHLE (Danemark) est élu vice-président.

La Commission adopte l'ordre du jour suivant:

1. Adhésions aux conventions internationales données sous réserve;
2. Codification du droit international.

MM. FROMAGEOT (France) et GUERRERO (Salvador) sont chargés de présenter un exposé préliminaire de la question de la codification du droit international, pour laquelle M. POLITIS (Grèce) est nommé rapporteur.

IV. PREMIÈRE SÉANCE DE LA DEUXIÈME COMMISSION

La deuxième Commission s'est réunie hier, mardi 6 septembre, à 10 heures, sous la présidence de M. DANDURAND (Canada).

Election du vice-président.

M. VEVERKA (Tchécoslovaquie) est élu vice-président par acclamation.

appeared to be the unconditional and unreserved application of the most-favoured-nation clause, while the solution of disputes concerning the interpretation and application of commercial treaties should be entrusted to the Permanent Court of International Justice. The adhesion of the Netherlands Government to the resolutions of the Conference included the adhesion of the Dutch East Indies. It was impossible, however, for a State to proceed alone in the desired direction, and, if other States refused to follow, it might be necessary to take steps in deference to the national interest which it considered deplorable and which had been condemned at Geneva.

The efforts made for the realisation of the principles of the League could not dispense with the valuable support of the Press, and the Netherlands Government had followed with the greatest attention the progress of the Conference of Press Experts. His Government associated itself with the appeal which had been addressed by the Conference to the Press of the world to contribute by all the means in its power to the strengthening of peace and the removal of hatred between nations and classes.

In conclusion, he would submit the following resolution:

« Study of the Fundamental Principles of the Geneva Protocol and Work of the Preparatory Commission for the Disarmament Conference. »

« The Assembly,

« Convinced that, without re-opening the discussions on the Geneva Protocol of 1924, it is desirable to consider whether the time has not come to resume the study of the principles on which that Protocol was based;

« And considering it of the highest importance that the Assembly should give an impulse to the work of the Preparatory Commission for the Disarmament Conference;

« Decides to refer the study of the fundamental principles of the Geneva Protocol and the conclusions of the report of the Preparatory Commission to the appropriate Committees. »

The PRESIDENT said that the resolution would be published in the *Assembly Journal* and communicated to the delegations.

The meeting rose at 6.30 p.m.

III. FIRST MEETING OF THE FIRST COMMITTEE.

The First Committee met yesterday (Tuesday, September 6th) at 10 a.m., under the Chairmanship of M. ADATCI (Japan).

It elected M. ZAHLE (Denmark) Vice-Chairman.

The agenda of the First Committee was adopted as follows:

- (1) Accessions to International Agreements given subject to Ratification.
- (2) Codification of International Law.

M. FROMAGEOT (France) and M. GUERRERO (Salvador) were instructed to present a preliminary statement on the question of the codification of international law, and M. POLITIS (Greece) was appointed Rapporteur for this subject.

IV. FIRST MEETING OF THE SECOND COMMITTEE.

The Second Committee met yesterday (Tuesday, September 6th) at 10 a.m., under the Chairmanship of Mr. DANDURAND (Canada).

Election of Vice-Chairman.

M. VEVERKA (Czechoslovakia) was elected Vice-Chairman by acclamation.

Désignation des rapporteurs.

M. BREITSCHIED (Allemagne) est élu rapporteur pour la coopération intellectuelle, la Commission se réservant de désigner ultérieurement les rapporteurs pour les autres questions inscrites à son ordre du jour.

Discussion sur l'ordre du jour.

M. LOUCHEUR (France), ayant proposé d'alléger l'ordre du jour, très chargé, en renvoyant à la cinquième Commission (Questions sociales) la question de l'alcoolisme, la Commission, après un échange de vues, décide d'en référer au Bureau de l'Assemblée, qui jugera s'il y a lieu de confier l'étude de cette question à la cinquième Commission ou à une commission mixte.

V. PREMIÈRE SÉANCE DE LA TROISIÈME COMMISSION

La troisième Commission s'est réunie hier mardi 6 septembre, à 11 heures, sous la présidence de M. BENES (Tchécoslovaquie).

Election du vice-président.

Elle a élu par acclamation M. GUERRERO (Salvador) vice-président de la Commission.

Ajournement.

En raison des additions qui seront probablement faites à son ordre du jour par l'Assemblée, la Commission s'est ajournée jusqu'à nouvel avis.

VI. PREMIÈRE SÉANCE DE LA QUATRIÈME COMMISSION

La quatrième Commission a tenu sa première séance hier, mardi 6 septembre, à 11 heures, sous la présidence de M. VAN EYSINGA (Pays-Bas).

Election du vice-président.

M. DE VASCONCELLOS (Portugal) est élu vice-président à l'unanimité.

Publicité des séances.

La Commission décide que ses séances seront publiques, tout en se réservant le droit de tenir des séances privées lorsqu'elle le jugera nécessaire.

Adoption de l'ordre du jour.

L'ordre du jour provisoire soumis par le Secrétariat est adopté.

Frais du Comité central permanent qui doit être institué après l'entrée en vigueur de la Convention de l'opium du 19 février 1925.

Après un échange de vues, la Commission décide d'en référer à la cinquième Commission et de lui demander un rapport indiquant si les mesures proposées sont de nature à permettre la mise en application d'une manière satisfaisante des dispositions de la Convention. La quatrième Commission, après avoir reçu l'avis de la Commission de contrôle, se prononcera sur la question de principe de savoir si les frais de l'œuvre entreprise doivent être à la charge de la Société des Nations.

Nomination des Sous-Commissions des contributions arriérées et du tribunal administratif.

Le Bureau de la Commission est invité à préparer un projet de liste des membres devant faire partie de ces Sous-Commissions. Ce projet sera soumis à la Commission à sa prochaine séance.

Appointment of Rapporteurs.

M. BREITSCHIED (Germany) was elected Rapporteur for intellectual co-operation.

The Committee reserved the appointment until later of Rapporteurs for the other questions on its agenda.

Discussion on the Agenda.

M. LOUCHEUR (France) proposed to lighten the agenda, which was very heavy, by referring to the Fifth Committee (Social Questions) the question of alcoholism.

The Committee, after an exchange of views, decided to refer this matter to the General Committee of the Assembly, in order that the General Committee might decide whether to entrust the study of this question to the Fifth Committee or to a mixed committee.

V. FIRST MEETING OF THE THIRD COMMITTEE.

The Third Committee met yesterday, Tuesday, September 6th, at 11 a.m., under the Chairmanship of M. BENES (Czechoslovakia).

Election of Vice-Chairman.

M. GUERRERO (Salvador) was unanimously elected Vice-Chairman of the Committee.

Adjournment.

As additions will probably be made to its agenda by the Assembly, the Committee adjourned until further notice.

VI. FIRST MEETING OF THE FOURTH COMMITTEE.

The Fourth Committee met yesterday, Tuesday, September 6th, at 11 a.m., under the Chairmanship of M. VAN EYSINGA (Netherlands).

Election of Vice-Chairman.

M. DE VASCONCELLOS (Portugal) was unanimously elected Vice-Chairman.

Publicity of Meetings.

The Committee decided to hold its meetings in public, reserving the right to hold private meetings when it considered that course to be necessary.

Adoption of the Agenda.

The provisional agenda submitted by the Secretariat was adopted.

Expenses of the Permanent Central Board to be set up after the coming into force of the Opium Convention of February 19th, 1925.

After an exchange of views, the Committee decided to refer the matter to the Fifth Committee for a report whether the proposals made would adequately carry out the provisions of the Convention. The Fourth Committee would, after having received the advice of the Supervisory Commission, decide the question of principle whether the work should be paid for by the League.

Appointment of the Sub-Committees on Contributions in Arrears and the Administrative Tribunal.

The officers of the Committee were instructed to prepare a draft list of members for these Sub-Committees to be submitted to the Committee at its next meeting.

VII. PREMIÈRE SÉANCE DE LA CINQUIÈME COMMISSION

La cinquième Commission a tenu sa première séance hier, mardi 6 septembre, à 11 heures, sous la présidence de M. HAMBRO (Norvège).

Election du vice-président.

S. E. Hussein Khan ALA (Perse) est élu vice-président.

Nomination des rapporteurs.

Sont nommés rapporteurs:

Rapporteur pour les travaux de la Commission consultative de l'opium: M. SOKAL (Pologne).

Rapporteur pour l'Oeuvre de protection des femmes et des enfants dans le Proche-Orient: Mlle FORCHHAMMER (Danemark).

Rapporteur pour les travaux de la Commission d'enquête sur la production de l'opium en Perse: M. VEVERKA (Tchécoslovaquie).

Rapporteur pour les travaux du Comité de la traite des femmes et des enfants: M. ORTIZ (Cuba).

Rapporteur pour les travaux du Comité de la protection de l'enfance: M. JANSON (Belgique).

Rapporteur pour la question des réfugiés: Major Walter ELLIOT (Empire Britannique).

Question de l'alcoolisme.

Sur la proposition de M. PAMS (France), la Commission décide de prier son président de porter devant le Bureau de l'Assemblée la question de l'alcoolisme, qui a été renvoyée à la deuxième Commission. La cinquième Commission, chargée de l'examen des questions sociales et humanitaires, considère que ce problème relève nettement de sa compétence et demande en conséquence que l'Assemblée veuille bien examiner s'il ne convient pas de le renvoyer à la cinquième Commission.

VIII. PREMIÈRE SÉANCE DE LA SIXIÈME COMMISSION

La sixième Commission s'est réunie hier, mardi 6 septembre, à 10 heures, sous la présidence de M. BECH (Luxembourg).

Election du vice-président.

Le comte APPONYI (Hongrie) est élu vice-président.

Publicité des débats.

La Commission décide que ses séances seront publiques.

Ordre du jour.

La Commission approuve son ordre du jour, comportant, jusqu'ici:

1^o Convention sur l'esclavage: Rapport annuel du Conseil;

2^o Système du vote unique transférable et principe de la représentation proportionnelle en général, eu égard au problème de l'élection des Membres non permanents du Conseil.

En ce qui concerne le point n^o 2, M. SEROT (France) propose, en raison du caractère juridique et politique de la question, de constituer une sous-commission, composée de membres de la première et de la sixième Commission.

Le comte BONIN-LONGARE (Italie) considère qu'il appartient tout d'abord à la Commission d'examiner si la question soulève des objections d'ordre politique.

Le PRÉSIDENT propose de soumettre le cas au Bureau de l'Assemblée, le point 2^o ayant été porté à l'ordre du jour de la Commission, par suite d'une décision de l'Assemblée.

Il en est ainsi décidé.

VII. FIRST MEETING OF THE FIFTH COMMITTEE

The first meeting of the Fifth Committee was held yesterday, Tuesday, September 6th, at 11 a.m., under the Chairmanship of M. HAMBRO (Norway).

Election of Vice-Chairman.

The Committee elected as Vice-Chairman H.E. Hussein Khan ALA (Persia).

Appointment of Rapporteurs.

The following Rapporteurs were appointed:

Rapporteur for the work of the Opium Advisory Committee: M. SOKAL (Poland).

Rapporteur for the work of the Protection of Women and Children in the Near East: Mlle. FORCHHAMMER (Denmark).

Rapporteur for the work of the Commission of Enquiry into Opium Production in Persia: M. VEVERKA (Czechoslovakia).

Rapporteur for the work of the Traffic in Women and Children Committee: M. ORTIZ (Cuba).

Rapporteur for the work of the Child Welfare Committee: M. JANSON (Belgium).

Rapporteur for the question of Refugees: Major Walter ELLIOT (British Empire).

Question of Alcoholism.

On the proposal of M. PAMS (France), the Committee decided to request the Chairman to bring before the General Committee of the Assembly the question of alcoholism, which had been referred to the Second Committee. It was considered that this question clearly fell within the competence of the Fifth Committee, which dealt with social and humanitarian matters, and that, consequently, the Assembly should be requested to examine the propriety of its reference to the Fifth Committee.

VIII. FIRST MEETING OF THE SIXTH COMMITTEE

The Sixth Committee met yesterday, Tuesday, September 6th, at 10 a.m., under the Chairmanship of M. BECH (Luxembourg).

Election of Vice-Chairman.

Count APPONYI (Hungary) was elected Vice-Chairman.

Publicity of Discussion.

The Committee decided to hold its meetings in public.

Agenda.

The Committee approved the agenda which, up to the moment, comprises:

1. The Slavery Convention: Annual Report by the Council.

2. The system of the single transferable vote and the principle of proportional representation in general in connection with the problem of the election of non-permanent Members of the Council.

With regard to the second item, M. SEROT (France) proposed that, owing to the legal and political nature of the question, a sub-committee should be appointed composed of members of the First and Sixth Committees.

Count BONIN-LONGARE (Italy) took the view that the Committee should first discover whether this question gave rise to objections of a political kind.

The CHAIRMAN proposed that the matter should be submitted to the General Committee of the Assembly in view of the fact that item 2 had been referred to it by a decision of the Assembly.

This proposal was adopted.

IX. PREMIÈRE SÉANCE DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE

Le Bureau de l'Assemblée s'est réuni hier, mardi 6 septembre, à midi.

Le Bureau a pris les décisions suivantes:

1. *Procès-verbal des Commissions.* — Le Bureau adopte la résolution ci-après au sujet des procès-verbaux des Commissions:

« Le Bureau de l'Assemblée invite les présidents des Commissions à rappeler, le plus tôt possible, aux membres des Commissions, le caractère que présentent les procès-verbaux des Commissions.

« Alors que les comptes rendus des séances plénières de l'Assemblée sont des comptes rendus sténographiques, les procès-verbaux des Commissions constituent uniquement des résumés des principaux points sur lesquels ont porté les discussions. Les délégués doivent, par conséquent, s'attendre à trouver dans ces procès-verbaux, non pas un compte rendu sténographique des observations qu'ils ont présentées, mais un résumé auquel ils peuvent faire apporter les corrections nécessaires.

« Le procès-verbal provisoire de chaque séance sera, autant que possible, distribué avant la séance suivante. Toutes les corrections que les délégués pourront désirer y faire apporter devront être transmises au Secrétariat avant la séance qui suivra immédiatement celle au cours de laquelle le procès-verbal aura été distribué. Le président pourra, s'il le juge utile, soumettre les corrections aux membres de la Commission, auxquels il appartiendra d'arrêter le texte définitif du procès-verbal et d'en autoriser la publication. »

2. *Maintien de l'ordre dans la salle des Assemblées.* — Le Bureau décide de recommander à l'approbation de l'Assemblée un certain nombre de règles en vue du maintien de l'ordre dans la salle des séances.

(N.B. — Ces règles ont été ensuite adoptées par l'Assemblée lors de sa troisième séance plénière. Pour le texte, voir: X. Règlement en vue du maintien de l'ordre dans la salle des Assemblées.)

3. *Disposition des sièges des délégations.* — Le Bureau charge un Sous-Comité, composé du PRÉSIDENT de l'Assemblée, de M. MOTTA (Suisse), de M. DANDURAND (Canada) et de M. VAN EYSINGA (Pays-Bas) de prendre, d'accord avec le Secrétaire général, toutes mesures utiles en vue d'une nouvelle disposition des sièges dans la salle des Assemblées.

X. RÈGLEMENT EN VUE DU MAINTIEN DE L'ORDRE DANS LA SALLE DES ASSEMBLÉES

1. L'entrée principale de la salle des Assemblées, qui s'ouvre directement sur le hall de l'Hôtel Victoria, est réservée exclusivement aux délégués et aux délégués suppléants; les huissiers qui assureront le service de cette entrée ont reçu l'ordre de ne laisser pénétrer aucune autre personne par cette porte. Sur le côté de cette entrée, il a été aménagé une galerie conduisant à une autre entrée située sur la façade opposée à l'entrée principale. Cette galerie est exclusivement réservée aux secrétaires de délégation, aux experts, aux membres du Secrétariat, etc., et devra être utilisée par eux pour pénétrer dans la salle des Assemblées ou pour en sortir.

2. Au rez-de-chaussée de la salle des Assemblées, l'enceinte réservée qui se trouve au premier plan est destinée exclusivement aux délégués et aux délégués suppléants.

3. Les sièges réservés aux experts, aux conseillers et aux membres du Secrétariat se trouvent également au rez-de-chaussée, derrière l'emplacement destiné aux délégués.

4. L'accès du rez-de-chaussée de la salle des Assemblées est interdit au public, ainsi qu'aux familles des membres des délégations et des membres du Secrétariat.

5. Les experts, conseillers et secrétaires, ainsi que les membres du Secrétariat, sont invités à circuler le moins possible dans la partie de la salle réservée aux délégués et à éviter, autant que possible, de se déplacer ou de parler dans la salle

IX. FIRST MEETING OF THE GENERAL COMMITTEE.

The General Committee of the Assembly met yesterday, Tuesday, September 6th, at 12 noon.

The following decisions were taken:

1. *Minutes of Committees.* The General Committee adopted the following resolution with regard to the Minutes of Committees:

“ The General Committee of the Assembly asks the Chairmen of Committees to remind the members of the Committees as soon as possible of the character of their Minutes.

“ While the accounts of the plenary meetings of the Assemblies are verbatim records, the Minutes of the Committees consist only of a summary of the principal points of the discussions. Delegates should not, therefore, expect to find in these Minutes a verbatim record of the observations which they have made, but a summary to which they may request that the necessary corrections be made.

“ The provisional Minutes of each meeting will be as far as possible distributed before the following meeting. All the corrections which the delegates may desire to make should be forwarded to the Secretariat before the meeting which immediately follows that during which the Minutes were distributed. The Chairman may, if he thinks it useful, submit the corrections to the Committee, and it will be for the Committee to decide on the final text of the Minutes and to authorise their publication.”

2. *Order in the Assembly Hall.* The General Committee decided to recommend the Assembly to approve certain regulations for the maintenance of order in the Assembly Hall.

(N.B. — These regulations were subsequently adopted by the Assembly during its third plenary meeting. For their text, see: X., Rules for the Maintenance of Order in the Assembly Hall.)

3. *Seating Arrangements for Delegates.* The General Committee instructed a Sub-Committee, consisting of the PRESIDENT of the Assembly, M. MOTTA (Switzerland), Mr. DANDURAND (Canada) and M. VAN EYSINGA (Netherlands), to decide, in consultation with the Secretary-General, on such re-arrangement of the seats in the Assembly Hall as might appear appropriate.

X. RULES FOR THE MAINTENANCE OF ORDER IN THE ASSEMBLY HALL.

1. The front entrance of the Assembly Hall leading directly from the lobby of the Hôtel Victoria is reserved exclusively for delegates and substitute delegates, and the officers in charge of this door have been given instructions to allow no one else to pass through the door. Immediately at the side of this door, a passage-way has been arranged leading to an entrance in the rear of the Hall. This passage-way is exclusively reserved for secretaries of delegations, experts, members of the Secretariat, etc., and should be used by them in entering or leaving the Assembly Hall.

2. In the front portion of the floor of the Hall, seats are reserved for delegates and substitute delegates only.

3. Seats for experts, advisers and members of the Secretariat are reserved, on the floor of the Hall, behind the space reserved for delegates.

4. No member of the general public or of the families of members of delegations or of the Secretariat are allowed on the floor of the Assembly Hall.

5. Experts, advisers and secretaries, and members of the Secretariat, are requested to enter the part of the Hall reserved for delegates as little as possible, and to refrain, as far as possible, from moving about or talking on the floor of the

des Assemblées. Les délégués désirant communiquer avec des conseillers ou secrétaires sont priés de quitter à cet effet, eux-mêmes, chaque fois qu'ils le pourront, la salle des Assemblées.

6. Les délégués et les fonctionnaires sont priés, autant que possible, de ne pas quitter le rez-de-chaussée de la salle des Assemblées ou de ne pas y pénétrer pendant la durée des discours.

7. L'admission dans la salle des Assemblées n'aura lieu que sur présentation d'une carte. Les cartes seront rigoureusement personnelles. Les huissiers ont reçu l'ordre de refuser l'admission à toute personne qui présentera une carte dont elle ne sera pas titulaire et à confisquer ladite carte.

8. Les applaudissements seront interdits dans la galerie réservée à la presse et au public.

9. On laissera toujours s'écouler un intervalle de deux minutes entre la fin d'un discours et l'interprétation. C'est seulement pendant cet intervalle de deux minutes que le public sera autorisé à pénétrer dans les galeries qui lui sont réservées ou à en sortir. A tout autre moment, les portes de ces galeries seront fermées.

10. Des huissiers en uniforme seront chargés d'arrêter immédiatement toute conversation ou tout mouvement dans les galeries réservées au public, pendant les discours ou les interprétations.

Assembly Hall. Delegates wishing to talk to advisers or secretaries are requested, whenever possible, to leave the Assembly Hall themselves for the purpose.

6. It is requested that, in so far as possible, delegates and officials should not enter or leave the floor of the Assembly Hall during the time when a speech is being made.

7. Entrance to the floor of the Assembly Hall is by card only. All cards are strictly personal, and if a card is presented by a person other than the person to whom it is issued, the huissiers have been given instructions to refuse admittance and to take up the card.

8. No applause will be allowed in the galleries reserved for the Press and the general public.

9. Between the end of a speech and the translation, there will always be a pause of two minutes. Only during those two minutes will persons be allowed to enter or leave the public galleries. The doors will be closed to these galleries except during that time.

10. Huissiers in uniform have been instructed to stop at once all conversation or movement in the public galleries during speeches or translations.

XI. SECRETARIAT DES COMMISSIONS. — SECRETARIAT ARRANGEMENTS FOR THE COMMITTEES.

Les membres suivants sont chargés des dispositions à prendre touchant le travail des Commissions:

The following members of the Secretariat are in charge of the general arrangements for the work of the Committees.

Première Commission — First Committee.

Secrétaire — Secretary: Mr. McKinnon Wood.
Secrétaire au procès-verbal — Recording Secretary: M. Giraud.
Archiviste — Document Officer: Miss Paczensky.

Deuxième Commission — Second Committee.

Secrétaire — Secretary: M. Baumont.
Secrétaire au procès-verbal — Recording Secretary: M. Winspeare.
Archiviste — Document Officer: Mlle. Mayras.

Troisième Commission — Third Committee.

Secrétaire — Secretary: M. de Madariaga.
Secrétaires au procès-verbal — Recording Secretaries: Capitaine Mathenet, Commander Blackman.
Archiviste — Document Officer: Mlle Boisseau.

Quatrième Commission — Fourth Committee.

Secrétaire — Secretary: Mr. Bieler.
Secrétaires au procès-verbal — Recording Secretaries: M. Barrat, Mr. Harding.
Archiviste — Document Officer: M. Defontaine.

Cinquième Commission — Fifth Committee.

Secrétaire — Secretary: Dame Rachel Crowdy.
Secrétaires au procès-verbal — Recording Secretaries: Mlle de Romer, Mr. Purves.
Archiviste — Document Officer: M. Reynold.

Sixième Commission — Sixth Committee.

Secrétaire — Secretary: Mr. Abraham.
Secrétaires au procès-verbal — Recording Secretaries: M. van Renthe Fink, M. Friis.
Archiviste — Document Officer: M. Pastouhov.

XII. ADDENDUM AU PROCÈS-VERBAL DE LA DEUXIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

M. VILLEGAS, président en exercice du Conseil, s'était exprimé ainsi lorsqu'il félicita M. GUANI (Uruguay) de son élection comme président de l'Assemblée:

« Je suis convaincu d'être l'interprète de toute l'Assemblée en félicitant M. Guani, éminent représentant d'un pays d'Amérique latine épris de progrès et d'un renom prestigieux, d'un pays qui a rendu de grands services à la Société des Nations et dont la fidélité à cet idéal ne s'est jamais démenti.

« Son Excellence M. Guani, par sa longue expérience des affaires de la Société des Nations, expérience acquise aussi bien aux Assemblées qu'au Conseil, où il représenta d'une façon si distinguée son pays et l'Amérique latine, possède la compétence et l'autorité nécessaires pour l'exercice des fonctions de responsabilité auquel il vient d'être appelé.

« Il m'est particulièrement agréable de joindre, aux compliments de l'Assemblée, mes félicitations personnelles à l'adresse du nouvel élu. »

XII. SECOND PLENARY MEETING: ADDENDUM.

M. VILLEGAS, Acting President of the Council, in congratulating M. GUANI (Uruguay) on his election as President of the Assembly, spoke as follows:

“ I am convinced that I am interpreting the wishes of the whole Assembly in congratulating M. Guani, the distinguished representative of a Latin-American country which has made such remarkable progress and won so fair a name. M. Guani has rendered great services to the League of Nations and his fidelity to its ideals has never been open to doubt.

“ By his long experience of the affairs of the League of Nations, acquired both in the Assembly and in the Council, where he represented his country and Latin America with such distinction, M. Guani has the necessary competence and authority to fulfil the responsible duties which he has been called upon to assume.

“ It is particularly agreeable to me to add to the tribute of the Assembly my own personal congratulations to the newly elected President.”

XIII. CORRECTIONS ET ADJONCTIONS A LA LISTE DES MEMBRES DES COMMISSIONS
XIII. CORRECTIONS AND ADDITIONS TO THE LIST OF MEMBERS OF COMMITTEES.

PREMIÈRE COMMISSION. — FIRST COMMITTEE.

Finlande: Son Excellence M. ERICH. — Suppléant M. WINCKELMANN.
Haïti: M. NEMOURS.
Etat libre d'Irlande: Mr. Michael MACWHITE. — Suppléant: Mr. Joseph WALSHE.
Japon: Son Excellence M. Mineitiro ADATCI. — Suppléant: Mr. N. SATO.
Libéria: Baron R. LEHMANN.

DEUXIÈME COMMISSION. — SECOND COMMITTEE.

Finlande: M. KETO. — Suppléant: M. VALVANNE.
Haïti: M. NEMOURS.
Inde: EARL OF LYTTON; Sir C. P. Ramaswami AYYAR, Sir FAZL-I-HUSSAIN.
Japon: M. M. NAGAI.
Libéria: Baron R. LEHMANN.
Perse: Son Excellence Hussein Khan ALA; M. André HESSE. — Suppléant: Colonel MACCORMACK.
Uruguay: M. Pedro COSIO.

TROISIÈME COMMISSION. — THIRD COMMITTEE.

Allemagne: M. le comte BERNSTORFF.
Finlande: Son Excellence M. HOLSTI. — Suppléant: M. KETO.
Haïti: M. NEMOURS.
Etat libre d'Irlande: Mr. Joseph WALSHE. — Suppléant: Mr. O'HEGARTY.²
Japon: Mr. H. NAGAOKA.
Libéria: Mr. N. OOMS.
Uruguay: Son Excellence le Dr. Alfredo DE CASTRO ou Dr. A. Dominguez CAMPORA.

QUATRIÈME COMMISSION. — FOURTH COMMITTEE.

Finlande: M. VALVANNE.
Haïti: M. NEMOURS.
Etat libre d'Irlande: Mr. Michael MACWHITE. — Suppléant: Mr. O'HEGARTY.
Libéria: Baron R. LEHMANN.

CINQUIÈME COMMISSION. — FIFTH COMMITTEE.

Danemark: Mr. BORGBJERG et M^{lle} FORCHHAMMER.
Finlande: Madame HAINARI.
Haïti: M. NEMOURS.
Hongrie: M^{lle} A. ROSENBERG.
Etat libre d'Irlande: Mr. O'HEGARTY. — Suppléant: Mr. Joseph WALSHE.
Japon: Son Excellence le Vicomte K. MUSHAKOJI.
Libéria: Mr. N. OOMS.
Perse: M. HESSE, expert.

SIXIÈME COMMISSION. — SIXTH COMMITTEE.

Belgique: M. POULLET. — Suppléant: M. LOUWERS.
Finlande: Son Excellence M. ERICH. — Suppléant: Son Excellence M. HOLSTI.
Haïti: M. NEMOURS.
Etat libre d'Irlande: Mr. O'HEGARTY. — Suppléant: Mr. Michael MACWHITE.
Japon: Son Excellence M. I. YOSHIDA.
Libéria: Mr. N. OOMS.

XIV. DISTRIBUTIONS DES DOCUMENTS

Les délégations à l'Assemblée sont priées de bien vouloir prendre note qu'étant donné le travail considérable occasionné par les distributions des documents dans les hôtels, il sera, comme les années précédentes, seulement possible de distribuer les documents de l'Assemblée individuellement dans les hôtels, aux délégués en titre.

Toutefois, les documents des Commissions de l'Assemblée seront également distribués de la même manière aux délégués suppléants siégeant à une Commission en qualité de délégué en titre.

Des exemplaires de ces documents seront en outre déposés, à l'usage des secrétariats des délégations, dans les casiers prévus à cet effet à la Salle de la Réformation (pour les documents de l'Assemblée) et à l'Hôtel National, dans le hall situé entre les salles C et D (pour les documents des Commissions).

Les secrétaires des délégations sont priés de bien vouloir informer le Service de distribution du nombre d'exemplaires des documents de l'Assemblée qu'ils désirent qui soient ainsi déposés à leur intention dans ces casiers.

Pour ce qui est des documents des Commissions — qui ne sont pas imprimés, mais ronéographiés — deux exemplaires seulement en seront ainsi déposés à l'usage du secrétariat de chaque délégation.

XV. DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LE 6 SEPTEMBRE 1927.

Ordre du jour de la troisième séance.

Journal de l'Assemblée, N° 2.

Compte rendu provisoire: deuxième séance.

A. 13 (b). Extraits du troisième rapport annuel de la Cour permanente de Justice internationale.

A. 41. Méthode d'élection des Membres non permanents du Conseil.

XIV. DISTRIBUTION OF DOCUMENTS

The delegations to the Assembly are asked kindly to note that, in view of the large amount of work involved in distributions to hotels, it has been decided that, as in previous years, *Assembly documents* will be distributed individually in the hotels to full delegates only.

Documents of the Assembly Committees will, however, be distributed in this way also to substitute delegates sitting as full delegates on any Committee.

Supplementary copies of *Assembly documents* will be distributed in the pigeon-holes provided for the purpose at the Salle de la Réformation for the secretariats of the delegations, and additional copies of *Committee documents* will similarly be supplied in the pigeon-holes at the Hôtel National, which will be found in the passage between Rooms C and D.

Secretaries of delegations are therefore requested kindly to inform the Distribution Branch of the number of copies of *Assembly documents* which should be deposited for their delegations in these pigeon-holes.

With regard to *Committee documents*—which are not printed but produced in roneoed form—two copies only will be supplied for the use of the secretariat of each delegation.

XV. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO THE DELEGATES AT THE ASSEMBLY ON SEPTEMBER 6TH, 1927.

Agenda of the Third Meeting.

Assembly Journal No. 2.

Provisional Verbatim Record: Second Meeting.

A. 13 (b). Extracts from the Third Annual Report of the Permanent Court of International Justice.

A. 41. Method of Election of the non-Permanent Members of the Council.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

LEAGUE OF NATIONS

JOURNAL

DE LA

OF THE

HUITIÈME SESSION
ORDINAIRE

EIGHTH ORDINARY
SESSION

DE L'

OF THE

ASSEMBLÉE

ASSEMBLY

GENÈVE 1927

GENEVA 1927

N° 4. — JEUDI 8 SEPTEMBRE 1927.

No. 4. — THURSDAY, SEPTEMBER 8th, 1927.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beauregard.

Note: Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor, Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beauregard.

Note: The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.

SOMMAIRE:

	Pages
I. Programme des séances	35
II. Quatrième séance plénière de l'Assemblée	36
III. Cinquième séance plénière de l'Assemblée	39
IV. Deuxième séance du Bureau de l'Assemblée	43
V. Addition à la liste des membres des délégations	44
VI. Corrections et additions à la liste des membres des Commissions	44
VII. Documents distribués aux délégués à l'Assemblée	44

CONTENTS:

	Page
I. Programme of Meetings	35
II. Fourth Plenary Meeting of the Assembly	36
III. Fifth Plenary Meeting of the Assembly	39
IV. Second Meeting of the General Committee	43
V. Addition to the List of Members of Delegations	44
VI. Corrections and Additions to the List of Members of Committees	44
VII. List of Documents distributed to the Delegates at the Assembly	44

I. PROGRAMME DES SÉANCES.

Séance plénière de l'Assemblée.

Il y aura une séance plénière de l'Assemblée aujourd'hui jeudi 8 septembre, à 10 h. 15, à la Salle de la Réformation.

Ordre du jour:

- I. Communication du président au nom du Bureau de l'Assemblée concernant la date de l'élection des Membres non permanents du Conseil.
- II. Suite de la discussion générale du rapport de la huitième session ordinaire de l'Assemblée de la Société des Nations sur l'œuvre du Conseil, sur le travail du Secrétariat et sur les mesures prises pour exécuter les décisions de l'Assemblée.

I. PROGRAMME OF MEETINGS

Plenary Meeting of the Assembly.

There will be a plenary meeting of the Assembly to-day (Thursday, September 8th), at 10.15 a.m., at the Salle de la Réformation.

Agenda:

- I. Communication from the President on behalf of the General Committee of the Assembly concerning the Date of Election of the Non-Permanent Members of the Council.
- II. Continuation of the General Discussion of the Report to the Eighth Ordinary Session of the Assembly of the League of Nations on the Work of the Council, on the Work of the Secretariat and on the Measures taken to execute the Decisions of the Assembly.

II. QUATRIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

Tenue à la Salle de la Réformation, le mercredi 7 septembre 1927,
à 10 heures 15.

*Demande de la Belgique en vue de se voir attribuer la qualité
d'Etat rééligible au Conseil.*

Le PRÉSIDENT fait connaître à l'Assemblée la lettre
suivante qu'il a reçue du premier délégué de la Belgique:

« Monsieur le Président,
« Conformément aux dispositions des articles 2 et 4 des
règles d'élection des Membres non permanents du Conseil,
adoptées par l'Assemblée le 15 septembre 1926, j'ai
l'honneur de prier Votre Excellence de saisir l'Assemblée
de la demande du Gouvernement belge d'attribuer à la
Belgique la qualité d'Etat rééligible au Conseil.

(Signé) Emile VANDERVELDE. »

Le Président ajoute que, la demande du Gouvernement
belge ayant été présentée dans les formes prescrites, c'est sans
débat ni renvoi à une commission que l'Assemblée sera appelée
à se prononcer à son sujet. Il propose de soumettre la question
au Bureau qui fixera le jour où l'Assemblée se prononcera sur
la demande de rééligibilité dont elle est saisie.

La proposition est adoptée.

*Suite de la discussion générale du rapport à la huitième Assemblée
sur l'œuvre du Conseil, sur le travail du Secrétariat et sur
les mesures prises pour exécuter les décisions de l'Assemblée.*

M. ERICH (Finlande) déclare que la délégation finlandaise
constate avec satisfaction que la proposition finlandaise faite
à la Commission préparatoire du désarmement occupe une
place importante dans le rapport sur l'œuvre du Conseil. En
présence des résultats si peu considérables obtenus jusqu'ici
par cette Commission, il y a lieu, semble-t-il, d'attirer l'attention
sur un point spécial, à savoir la proposition concernant
l'assistance financière à donner à un Etat victime d'une agression,
proposition faisant partie de la proposition finlandaise.

Grâce aux récents travaux techniques du Comité financier,
l'initiative finlandaise a, dès maintenant, revêtu la forme d'un
projet préliminaire sur lequel les gouvernements ont été
invités à présenter leurs observations. Le Gouvernement
finlandais s'est déjà prononcé, d'une manière détaillée, sur les
lignes générales recommandées par le Comité financier au point
de vue technique; il est convaincu que le projet trouvera un
accueil favorable auprès des Membres de la Société des Nations
et que le Conseil, tenant compte des opinions exprimées,
indiquera les bases politiques d'une convention future et invi-
tera le Comité financier à en élaborer le projet.

Cependant la Commission préparatoire a ajourné l'étude de
la proposition finlandaise à une session ultérieure. Le Gouverne-
ment finlandais espère que cette Commission reprendra pro-
chainement ses travaux, soit au mois de novembre, soit au
commencement de l'année prochaine et que, entre autres
questions, elle poursuivra l'examen de la proposition finlan-
daise. C'est pourquoi M. Erich appuie la suggestion faite la
veille par le premier délégué des Pays-Bas.

La Conférence économique a suscité un vif intérêt en Fin-
lande et le Gouvernement finlandais se rallie aux parties
essentielles des rapports adoptés à la Conférence, tout en espé-
rant que ces résolutions ne resteront pas lettre morte, mais
qu'elles seront mises en pratique.

Le Gouvernement finlandais vient de ratifier la Convention
sur l'esclavage et se déclare sans réserve en faveur d'une appli-
cation intégrale des principes contenus aux articles 22 et 23
du Pacte.

Il attire l'attention sur l'aspect international du grave pro-
blème de l'alcoolisme, aggravé encore par le problème de la
contrebande des boissons alcooliques. Les gouvernements finlan-
dais, polonais et suédois viennent de prendre en cette matière
une initiative; ils ont reçu à cette occasion le concours de la
Belgique, du Danemark et de la Tchécoslovaquie. Ces six Etats

II. FOURTH PLENARY MEETING

Held at the Salle de la Réformation on Wednesday, September
7th, 1927, at 10.15 a.m.

*Request from Belgium to be declared re-eligible for Election to
the Council.*

The PRESIDENT communicated the following letter from the
Belgian Government:

“ In conformity with the provisions of Articles 2 and 4
of the Rules concerning the election of non-permanent
Members of the Council, adopted by the Assembly on
September 15th, 1926, I have the honour to ask Your
Excellency to submit to the Assembly the request of the
Belgian Government that Belgium may be declared to be
a State re-eligible for election to the Council.

(Signed) Emile VANDERVELDE. ”

The President said that, since the request of the Belgian
Government had been submitted in due and proper form, it
would be unnecessary for the Assembly to refer it to a Com-
mittee or to discuss it. He would propose that the request
should be submitted to the General Committee, which would
appoint a day on which the Assembly could give a decision
on the request of the Belgian Government.

This proposal was adopted.

*Continuation of the General Discussion of the Report on the
Work of the Council since the Last Session of the Assembly,
on the Work of the Secretariat and on the Measures taken
to execute the Decisions of the Assembly.*

M. ERICH (Finland) said that the Finnish delegation had
been glad to note that the Finnish proposal submitted to the
Preparatory Commission on Disarmament had been given a
conspicuous place in the report on the work of the Council. It
appeared desirable, in view of the meagre results so far achieved
by the Preparatory Commission, to draw attention to a special
point, namely, the proposal concerning financial assistance to
be given to a State victim of aggression, which formed part
of the general proposal of the Finnish delegation to which he
had just referred.

This proposal had, thanks to the technical work of the
Financial Committee, now assumed the form of a preliminary
scheme, on which the Governments had been invited to present
their observations. The Finnish Government had already
given its views in detail on the general lines of the scheme from
the technical point of view. It hoped that the scheme would
be favourably considered by the Members of the League, and
that the Council would be able, as a result of the views expressed,
to indicate the political bases of a future convention, and invite
the Financial Committee to elaborate a draft.

Meanwhile, the Preparatory Commission had adjourned the
consideration of the Finnish proposal as a whole. The Finnish
Government hoped that the Preparatory Commission would
shortly resume its work, either in November or at the beginning
of next year, and it presumed that, among the questions to be
considered, the Finnish proposal would be further examined.
He accordingly supported the proposal which had been sub-
mitted on the previous day by the delegate for the Netherlands.

The Economic Conference had excited keen interest in
Finland, and the Finnish Government associated itself with
the essential portions of the reports adopted at the Conference,
hoping that they would not remain a dead letter but would
be given practical effect.

The Finnish Government had just ratified the Slavery
Convention as a demonstration in favour of a complete and
unreserved application of the principles contained in Articles
22 and 23 of the Covenant.

He would draw attention to the international aspect of
the serious problem of alcoholism, which was aggravated by
the smuggling of alcoholic liquors. The Finnish, Polish and
Swedish Governments had taken an initiative in this matter
and they had received the support of Belgium, Denmark, and
Czechoslovakia. All these six States had signed a note which

ont signé une note qu'ils ont adressée au Secrétaire général et dont l'objet est de provoquer une étude sérieuse du problème.

M. Frederick AKEL (Estonie) attire l'attention sur l'aide apportée par la Société des Nations à son pays pour l'exécution des réformes monétaires et bancaires en Estonie. Les conclusions et recommandations contenues à ce sujet dans le rapport du Comité financier montrent que l'Estonie a réussi à stabiliser sa situation économique et à maintenir son équilibre budgétaire, mais qu'il lui faudrait réorganiser son système monétaire, afin d'assurer sa restauration économique. Sur la base de ces conclusions, l'émission d'un emprunt extérieur a été recommandée pour la réalisation des réformes proposées; l'émission a eu lieu conformément à un protocole signé à Genève le 10 décembre 1926. Le succès de l'emprunt a été remarquable, et l'Estonie poursuivra, dans un sentiment de sincère gratitude, son étroite collaboration avec la Société des Nations. Le délégué d'Estonie exprime, en terminant, l'espoir que la Société deviendra bientôt universelle.

M. CIELENS (Lettonie) déclare que sa qualité de représentant d'une petite nation l'incite à parler de la grande question de la paix, de la sécurité et du désarmement.

Le but principal de la Société des Nations, lors de sa fondation, était la solution de ces vastes problèmes, et les autres questions qu'elle a traitées, si importantes qu'elles soient, ne constituent pas sa tâche essentielle.

L'opinion du monde entier avait salué unanimement le Protocole de Genève, qui, malheureusement, est resté un document d'archives, et l'on doit constater que la situation est presque identique à celle d'avant-guerre.

Quelles sont, à l'heure actuelle, les garanties de sécurité et de paix? Comment se pose le problème du désarmement?

Sans doute, les accords de Locarno ont eu des conséquences heureuses pour les pays de l'Europe occidentale. Mais celle-ci n'est pas toute l'Europe, moins encore le monde dans son ensemble. Le problème est particulièrement grave pour les Etats voisins de pays qui ne sont pas encore Membres de la Société des Nations. Cependant, on s'intéresse peu à la sécurité ou à la situation politique de ces Etats-là.

Les pays en question ont dû eux-mêmes chercher la solution pour autant qu'ils le pouvaient. La Lettonie est en pourparlers avec sa grande voisine de l'Est, pour conclure — tout en restant loyale à l'esprit de la Société des Nations — un pacte de non-agression et un pacte de conciliation, et l'on envisage un projet « d'accord de Locarno oriental », garantissant le maintien du *statu quo* sur le littoral est de la Baltique, en plein accord avec la résolution de la septième session ordinaire de l'Assemblée du 25 septembre 1926.

Abordant ensuite le problème de la stabilisation de la paix générale, le délégué de Lettonie, après avoir signalé les efforts de son pays en vue de son relèvement économique, exprime la crainte que l'on ne continue de vouloir faire appel, comme argument essentiel, à la force matérielle, parfois même à la menace des forces militaires. Peut-être, en ce moment, l'horizon semble-t-il clair, mais il faut songer à la tempête qui peut survenir. La Société des Nations doit au moins être un sismographe psychologique absolument exact: elle doit pressentir les événements qui, comme la guerre mondiale en juillet 1914, surgissent soudainement en ouragans dévastateurs.

Enfin, comment résoudre le problème du désarmement, le plus grave et le plus compliqué de tous? Le délégué de Lettonie montre à quels chiffres considérables s'élèvent les budgets militaires et les armées actuelles. Si l'on tient compte en outre des progrès de la science que l'on pourra mettre au service de la guerre, on peut évaluer les ravages que ferait un nouveau conflit. On continue de dire que la force militaire est la garantie de la paix, alors que les meilleures autorités ont reconnu que la cause directe de la guerre mondiale avait été la rivalité des armements. Et il ne faut pas oublier les bouleversements politiques et sociaux que ne manquerait pas d'entraîner une nouvelle guerre européenne.

Pourtant, la situation générale de l'Europe est en ce moment particulièrement favorable pour résoudre la question du désarmement. Tout d'abord, des difficultés économiques pèsent sur toutes les nations, et une partie de l'Europe est désarmée. En outre, une grande nation de l'Europe orientale est relativement affaiblie en comparaison de sa situation militaire d'avant-

had been addressed to the Secretary-General suggesting a serious study of the problem.

M. Friedrich AKEL (Estonia) referred to the assistance which the League of Nations had given to his country in facilitating the execution of monetary and banking reforms in Estonia. The conclusions and recommendation of the report of the Financial Committee on this subject had shown that Estonia had succeeded in stabilising her economic situation and maintaining budget equilibrium, but that it would be necessary for her to reorganise her monetary system in order to ensure her economic restoration. On the basis of these conclusions, an external loan for the purpose of the suggested reforms had been recommended, and issued under a Protocol signed at Geneva on December 10th, 1926. The success of the loan had been remarkable, and Estonia, in a spirit of sincere gratitude, would continue to maintain a close collaboration with the League of Nations.

In conclusion, he earnestly hoped that the League would shortly become entirely universal.

M. CIELENS (Latvia) said that, as representative of a small country, he felt it necessary to refer to the great questions of peace, security and disarmament. The principle object of the League of Nations from its foundation had been the solution of these vast problems, and the other questions with which it dealt, important though they were, did not constitute its essential task.

Public opinion throughout the world had unanimously welcomed the Geneva Protocol, but unhappily the Protocol had remained an academic document, and it was now realised that the situation was almost identical with that which had prevailed before the war.

What were at present the actual guarantees of security and peace? How did the problem of disarmament present itself? Doubtless the Locarno agreements had led to fortunate results for the countries of Western Europe, but Western Europe was not the whole of Europe, and still less was it the whole of the world. The problem was particularly serious for States which were adjacent to countries not yet members of the League. Nevertheless, very little interest was shown in the security or political position of those States.

The countries in question had themselves been obliged to seek a solution of the problem as best they could. Latvia was negotiating with her powerful neighbour on the East for the conclusion of a pact of non-aggression and conciliation, while remaining faithful to the spirit of the League of Nations; and there was in contemplation a draft Locarno agreement for Eastern Europe, which would guarantee the maintenance of the *status quo* on the Eastern shores of the Baltic, in full accord with the resolution of the seventh ordinary session of the Assembly of September 25th, 1926.

Coming next to the problem of the stabilisation of peace in general, he expressed the fear, after drawing attention to the efforts of his country to achieve her economic restoration, that the practice would continue of appealing to material strength, and even to the menace of armed forces, as the final argument. Perhaps at that moment the horizon might seem to be clear, but it was necessary to think of the storm which might arise. The League of Nations should at least be an accurate seismographical instrument. It should forecast events which, like the World War in July 1914, might suddenly develop into a tempest of devastation.

How was the problem of disarmament to be solved? It was the gravest and most complicated of all the problems. The military budgets and present armies of the world amounted to very considerable figures. If account were also taken of the progress of science, which would be placed at the service of war, some estimate might be made of the ravages to which a new conflict would give rise. It was continually said that military force was a guarantee of peace, whereas the best authorities had recognised that the direct cause of the world war had been the rivalry in armaments. It was also essential not to lose sight of the political and social upheavals which might unfailingly result in a new European war.

Nevertheless, the general position of Europe was at that moment particularly favourable for the settlement of the disarmament question. To begin with, economic difficulties were weighing upon all nations, and a portion of Europe was already disarmed. Moreover, a great nation of Eastern Europe was relatively weak in comparison with her pre-war

guerre. Si les Puissances principales de l'Europe occidentale pouvaient tomber d'accord sur un projet concret de réduction et de limitation des armements, on peut espérer que ce projet serait accepté par les nations qui ne sont pas encore Membres de la Société. Malheureusement, il n'y a pas de projet concret sur ce point à l'ordre du jour de la huitième session ordinaire de l'Assemblée, et le projet d'ordre du jour de la troisième Commission ne contient que cette question: « Quelles seraient les mesures à prendre en vue de faciliter la réunion du Conseil en cas de crise politique ? » On est donc bien loin du Protocole de 1924.

En terminant, le délégué de Lettonie déclare que la grande espérance qu'ont fait entrevoir les auteurs généreux du Protocole de Genève reste vivante parmi les petites nations réunies à l'Assemblée, comme en ont témoigné les applaudissements qui ont accueilli, la veille, le discours et le projet de résolution du délégué des Pays-Bas.

M. LÖFGREN (Suède), tout en félicitant la Société de l'œuvre qu'elle a accomplie dans le domaine économique et financier ainsi que dans celui de l'hygiène, fait observer que le rapport sur l'œuvre du Conseil ne contient que peu de chose, ou rien, quant aux mesures susceptibles d'exercer une influence directe sur la situation politique. Il est indéniable, cependant, qu'au cours des dernières années de graves difficultés et de profonds malentendus ont divisé plusieurs nations et troublé leurs relations. Le silence du rapport sur ce point signifie donc que la Société des Nations n'a pas jugé opportun d'intervenir. Peut-être le Conseil, en adoptant cette attitude, a-t-il fait preuve de prudence et de sagesse, étant donné surtout qu'aucun Etat membre de la Société n'a expressément réclamé son intervention, mais on ne peut nier, d'autre part, que sa passivité apparente a causé quelque désillusion, d'autant plus que les traités de Locarno et l'entrée de l'Allemagne dans la Société avaient autorisé l'espoir que son prestige ne ferait que croître. L'heureux et rapide règlement du différend gréco-bulgare avait naturellement fait naître l'impression qu'une intervention analogue se produirait à l'avenir dans des cas semblables. L'opinion publique réclame un programme défini et l'établissement d'un principe fondamental pour la conduite de la politique des organes de la Société dans leur tâche constante de médiateurs. Jusqu'ici, la Société semble avoir attaché plus d'importance à l'article 16 du Pacte, qui prévoit les mesures en cas de guerre future, qu'à l'article 11 dont l'objet est de prévenir la guerre.

Le délégué suédois considère qu'il serait opportun que le Conseil fit une application plus générale de la procédure de conciliation, reconnue et confirmée par tant d'Etats dans des traités séparés.

Une réglementation plus précise de la procédure de médiation du Conseil, déjà plusieurs fois préconisée par la Suède et les autres pays scandinaves, aurait cet avantage de convaincre l'opinion publique que c'est au sein du Conseil lui-même que sont prises les décisions sur les questions d'ordre politique. S'il faut en croire certaines déclarations publiques et de nombreuses interviews, on a discuté à Genève des questions politiques brûlantes en des réunions auxquelles ont assisté seulement certains Membres du Conseil. Bien que l'on ne puisse reprocher aux hommes d'Etat de discuter entre eux des problèmes qui intéressent directement leur pays, même si ces problèmes sont du domaine de la Société des Nations, il faut constater franchement que l'expérience de l'année écoulée n'a pas été de nature à dissiper les appréhensions de ceux qui, à la dernière session de l'Assemblée, craignaient qu'une extension du Conseil n'augmentât le danger de voir les questions politiques importantes soustraites à sa décision et transférées à un cercle restreint de représentants de certaines Puissances. Si cette tendance devait s'affirmer, la Société des Nations et son organe exécutif, le Conseil, seraient exposés au danger de perdre la direction des affaires et de se voir dépourvus de la possibilité d'accomplir leur haute mission de sauvegarde de la paix.

Il est une autre question d'une grande importance, surtout pour les petits Etats: il importe, en effet, que les médiations politiques soient maintenues hors du domaine qui, par le Pacte et par les traités particuliers, a été réservé à l'arbitrage. Il faut que rien ne soit fait qui soit de nature à diminuer la confiance en l'efficacité de l'arbitrage, même dans les différends portant sur des intérêts considérés comme vitaux. Il est évident que, la procédure d'arbitrage une fois engagée, toute intervention politique de la part du Conseil doit être exclue, sauf quand il s'agit de faire respecter des engagements pris et d'en garantir

military position. If the principal Powers of Western Europe could agree on a concrete scheme for the reduction of armaments, there was a prospect of the scheme being accepted by the nations which were not yet members of the League. Unhappily, there was no concrete scheme dealing with the subject on the agenda of the eighth ordinary session of the Assembly, and the proposed agenda of the Third Committee contained only the question as to what measures should be taken with a view to facilitating the meeting of the Council in the event of a political crisis. This was very far from the Protocol of 1924.

In conclusion, he would note that the great hopes which had been raised by the generous authors of the Geneva Protocol were still alive among the small nations meeting in the Assembly, as was shown by the applause with which the speech and draft resolution of the delegate of the Netherlands had been received on the previous day.

M. LÖFGREN (Sweden), while congratulating the League on the work done in the economic, financial and health spheres, noted that the report on the work of the Council contained but little or nothing concerning the measures adopted with a view to exercising a more direct influence over the political situation. It was undeniable, however, that, during the past year, serious difficulties and profound misunderstandings had divided several nations and troubled their relations. The silence of the report meant, therefore, that the League had not thought it opportune to intervene. Perhaps the Council, in adopting this line of action, had shown prudence and wisdom, all the more so as no State Member of the League had expressly asked it to intervene, but it could not be denied that its apparent passivity had given rise to a certain feeling of disillusionment, more especially since the Locarno Treaties and the entry of Germany into the League had given birth to the hope that its prestige was on the increase. The prompt and happy settlement of the dispute between Greece and Bulgaria had naturally created an impression that similar action would be taken in like cases in the future. Public opinion required a definite programme, and the establishment of a fundamental principle for the guidance of the policy of the political organs of the League in their constant task as mediators. Hitherto the League had paid more attention to Article 16 of the Covenant, which provided for measures against a possible future war, than to Article 11, of which the object was to prevent the outbreak of war. He considered that it would be useful for the Council more generally to apply the procedure of conciliation recognised and confirmed by so many States in separate treaties.

A more precise regulation of the mediation procedure of the Council, which had on several occasions been pressed by Sweden and the other Scandinavian countries, would result in satisfying public opinion that the decisions on political questions were actually taken by the Council itself. It would be presumed from public announcements and numerous interviews that burning political questions had been discussed at Geneva at meetings in which only certain Members of the Council had been represented. Though statesmen could not be reproached for discussing among themselves problems interesting their countries, even though the questions came within the province of the League, it must be frankly admitted that the experience of the past year was not calculated to remove the apprehensions of those who at the last session of the Assembly had felt that an extension of the Council would increase the risk of important political questions being withdrawn from its decision and transferred to an inner circle of the representatives of certain Powers. If this tendency were to develop, the League of Nations and its executive organ, the Council, would be exposed to the danger of losing control of affairs and of finding itself deprived of the possibility of accomplishing its mission of safeguarding peace.

There was another matter of great importance, particularly for small countries: political mediation should not intrude into the field which, under the Covenant and special treaties, had been reserved for arbitration. It was essential that nothing should be done to diminish confidence in the efficacy of arbitration, even in regard to matters which were regarded as of vital interest. It was clear that, once arbitration had been entered upon, any political intervention on the part of the Council should be excluded, unless the question arose of fulfilling the engagements undertaken and guaranteeing their execution.

l'exécution. L'intervention politique du Conseil en tant que résultat de la décision d'une cour d'arbitrage, risquant d'entraîner une interruption dans la procédure d'arbitrage, paraît contraire non seulement aux principes généraux du droit, mais encore aux idées qui forment la base même du système d'arbitrage du Pacte. Il est d'autant plus important que la confiance de l'opinion dans l'arbitrage ne soit pas ébranlée, que l'arbitrage lui-même est l'une des conditions essentielles de l'établissement d'un système de sécurité aboutissant au désarmement.

Pour ce qui est du désarmement, il est non seulement essentiel de convoquer immédiatement la Commission préparatoire, mais encore, étant donné les résultats d'ordre technique déjà obtenus, d'essayer de trouver des garanties politiques assurant un accord auquel on n'a pu arriver jusqu'ici. La Société des Nations a le droit d'exiger ces garanties et d'insister après des Puissances dont les divergences d'opinions ont empêché de mener à bien les négociations antérieures pour que celles-ci consentent à faire les concessions nécessaires.

La Conférence économique de Genève s'est prononcée nettement en faveur d'une politique commerciale plus libre, notamment en faveur de la suppression des barrières d'ordre économique et social érigées entre les pays après la guerre mondiale. Ces principes ont reçu l'approbation officielle de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Belgique, des Pays-Bas et de la Tchécoslovaquie, et les représentants de la Grande-Bretagne, de l'Italie et de la Roumanie sont aussi intervenus en leur faveur. Les recommandations de la Conférence ont en outre été reprises par la Chambre de Commerce internationale de Stockholm et par le Congrès mondial de l'Alliance coopérative internationale. Il importe que la majorité des Etats mettent ces principes en application, et il appartient à la Société des Nations de prendre l'initiative en provoquant une association des Etats en vue de la collaboration nécessaire. La politique commerciale de la Suède est en complet accord avec les principes affirmés par la Conférence. Mais il serait difficile, sinon même impossible, pour certains Etats, surtout pour des Etats de second ordre, d'appliquer de tels principes si ceux-ci n'étaient pas adoptés par les Etats dont l'influence économique est prédominante.

La séance est levée à 12 h. 45.

III. CINQUIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

Tenue à la Salle de la Réformation, le mercredi 7 septembre 1927, à 17 heures.

Création d'un Institut international du cinématographe éducatif à Rome: Renvoi à la Commission de l'ordre du jour.

Le PRÉSIDENT suggère que la proposition soumise la veille par la délégation italienne soit renvoyée à la Commission de l'ordre du jour, qui présentera aussitôt que possible un rapport à son sujet.

La proposition du président est adoptée.

Propositions du Conseil concernant la Conférence des experts de presse et la Conférence pour la création d'une Union internationale de secours.

Le PRÉSIDENT donne lecture d'une lettre qu'il a reçue du président en exercice du Conseil et qui contient des propositions ayant trait aux travaux de la Conférence des experts de presse et de la Conférence pour la création d'une Union internationale de secours. Les propositions du Conseil tendant à l'inscription de deux nouvelles questions à l'ordre du jour de l'Assemblée, le président est d'avis de les renvoyer à la Commission de l'ordre du jour.

La proposition du président est adoptée.

Suite de la discussion générale du rapport à la huitième Assemblée sur l'œuvre du Conseil, sur le travail du Secrétariat et sur les mesures prises pour exécuter les décisions de l'Assemblée.

M. URRUTIA (Colombie) déclare que l'une des questions les plus importantes portées à l'ordre du jour de l'Assemblée est celle qui a trait aux travaux du Comité des juristes pour la

The political intervention of the Council as the result of any decision of an arbitration court, possibly involving an interruption of the arbitration procedure, seemed contrary, not only to the general principles of law, but to the ideas on which the system of arbitration in the Covenant was based. It was the more important that public confidence in arbitration should not be shaken, as arbitration was an essential factor in the establishment of a system of security leading to disarmament.

In dealing with disarmament, it was not only essential that the Preparatory Commission should be at once convened, but that, in view of the technical work already done, an endeavour should be made to obtain political guarantees ensuring a final agreement. The League of Nations had a right to require these guarantees, and should press those Powers whose differences of opinion had prevented the success of previous negotiations to make the necessary concessions.

The Economic Conference at Geneva had expressed decided views in favour of a more liberal commercial policy, and particularly in favour of the removal of the economic and social barriers which had been erected between countries after the war. These principles had been officially approved by the Governments of Austria, Belgium, Czechoslovakia, Germany and the Netherlands, and the representatives of Great Britain, Italy and Roumania had also pronounced in their favour. The recommendations of the Conference had further been endorsed by the International Chamber of Commerce at Stockholm, and the World Congress of the International Co-operative Alliances. It was essential that the majority of States should put these principles into effect, and it was for the League of Nations to take the initiative in bringing about an association of States with a view to the necessary collaboration. The commercial policy of Sweden was in complete agreement with the principles affirmed by the Conference. It might be difficult, or even impossible, for particular States, particularly small States, to apply such principles unless they were generally adopted by States whose economic influence was most extensive.

The meeting rose at 12.45 p.m.

III. FIFTH PLENARY MEETING

Held at the Salle de la Réformation on Wednesday, September 7th, 1927, at 5 p.m.

Creation of an International Institute of the Educational Cinema at Rome. Reference to the Agenda Committee.

The PRESIDENT suggested that the proposal submitted on the previous day by the Italian delegation should be forwarded to the Agenda Committee, which would present a report on the subject as soon as possible.

The proposal of the President was adopted.

Proposals submitted by the Council in connection with the Conference of Press Experts and the Conference for the Creation of an International Relief Union.

The PRESIDENT read a letter to the Assembly which he had received from the Acting President of the Council, containing proposals arising out of the work of the Conference of Press Experts and the Conference for the Creation of an International Relief Union. He suggested that, since the proposals of the Council involved placing two fresh items on the agenda of the Assembly, it should be referred to the Agenda Committee.

The proposal of the President was adopted.

Continuation of the General Discussion of the Report on the Work of the Council since the Last Session of the Assembly, on the Work of the Secretariat and on the Measures taken to execute the Decisions of the Assembly.

M. URRUTIA (Colombia) said that one of the most important questions on the agenda of the present session of the Assembly was that which dealt with the work of the Committee of Jurists

codification progressive du droit international. Dans sa dernière session de Paris, l'Union interparlementaire a attiré l'attention sur l'urgence de cette codification, dont le besoin est ressenti chaque jour plus vivement par l'opinion publique. L'une des principales obligations imposée par le Pacte est l'observation rigoureuse du droit international, mais un grand nombre des prescriptions de droit international sont mal définies et n'ont pas reçu un assentiment unanime, et le Pacte a prévu un travail ultérieur de la Société pour compléter cette définition. L'institution de la Cour permanente de Justice internationale n'a fait que mettre davantage en relief la nécessité d'établir un code universellement accepté de droit international, et le Comité des juristes réuni à La Haye en 1920 a élaboré un projet de Statut de la Cour et recommandé la reprise de l'œuvre de codification commencée avant la guerre par la Conférence de La Haye.

L'Assemblée de la Société des Nations a repris cette question en 1924 et, en juin dernier, M. Zaleski, ministre des Affaires étrangères de Pologne, a soumis au Conseil un rapport exposant la portée et les buts de la résolution adoptée par l'Assemblée en 1924. Ce rapport attire l'attention sur les travaux du Comité des juristes. On a reproché à ce Comité un esprit exagérément conservateur à l'égard de certaines questions. Mais sa modération est de nature à inspirer confiance aux Etats, qui verraient avec quelque appréhension s'accomplir des réformes trop radicales en cette matière. Le Conseil, en approuvant le rapport de M. Zaleski, a laissé à l'Assemblée le soin de décider ce qu'il y a lieu de faire pour continuer l'œuvre commencée en 1924, et l'Assemblée est maintenant en mesure d'aborder l'examen de la question dont elle possède tous les éléments d'appréciation. Les propositions décisives seront soumises à l'Assemblée quand la question sera discutée par la première Commission, et la délégation de Colombie exposera en temps voulu ses vues sur ce sujet.

La question de la codification de droit international a fait l'objet de travaux d'une grande importance antérieurement aux efforts de la Société des Nations, et la Société devra tirer le plus grand profit de ces efforts émanant de sociétés scientifiques, de l'initiative privée et de groupes d'Etats. Particulièrement importants, par exemple, ont été les efforts des Etats américains en faveur de la codification du droit international tant public-que privé, commencée il y a plus d'un siècle, et il importe de mentionner en particulier les projets ébauchés en cette matière au Congrès de 1826, convoqué par Bolivar, président de la Colombie. L'œuvre accomplie en Amérique a eu pour résultat la conclusion d'importants accords internationaux tels que l'Accord sur le droit international privé signé à Montevideo en 1889, ou les pactes et résolutions des Conférences panaméricaines. Il faudrait citer encore des travaux spéciaux tels que ceux de l'Institut américain de droit international, ou divers projets exprimant le savoir et l'expérience de juristes éminents.

La cinquième Conférence panaméricaine, réunie à Santiago de Chili en 1923, a décidé de continuer l'œuvre en prenant comme base le projet présenté à la cinquième Conférence internationale par le délégué du Chili, et la réunion du Congrès de juristes à Rio de Janeiro cette année a été le résultat immédiat de cette décision.

Le Congrès qui se composait de délégués officiels est parvenu à un accord sur douze projets de conventions relatifs à des problèmes de droit international, et sur un projet de convention générale relatif au droit international privé. Les plus importants des problèmes traités étaient « les bases fondamentales du droit international », « la question des Etats » et celle de la reconnaissance d'Etats et de gouvernements nouveaux », et l'objet essentiel du Congrès était de définir les fondements même du droit international ainsi que de formuler des règles pour l'interprétation de ces principes fondamentaux.

Les projets adoptés à Rio de Janeiro sont basés sur d'importants principes du droit international, incorporés déjà dans la législation intérieure des Etats américains. Tels étaient, par exemple, « le principe de la souveraineté absolue et sans restrictions des Etats, sauf par le moyen de traités librement consentis », « de l'égalité politique entre Etats », « des devoirs de solidarité et de coopération internationale spéciale entre les Etats du nouveau monde », « de l'égalité des droits civils entre nationaux et étrangers », etc.

Le projet de Convention générale de droit international privé, préparé par le juriste cubain Antonio Sanchez de Bustamante, repose sur les principes suivants: le *jus soli*

for the Progressive Codification of International Law. Special attention had been drawn to the importance of this work by the Inter-Parliamentary Union during its recent session in Paris; the need for codification was becoming increasingly realised by public opinion. One of the main obligations of the Covenant was the strict observance of international law, but many of the provisions of international law were ill defined and had not received general assent, and the Covenant had provided for work to be undertaken by the League with a view to their definition. The institution of the Permanent Court of International Justice had emphasised the need for a generally accepted code of international law, and the Committee of Jurists which had met at The Hague in 1920 had framed a draft statute and had recommended the resumption of the work of codification started before the war by the Hague Conference.

The Assembly of the League had taken up the question in 1924, and last June M. Zaleski, the Polish Minister for Foreign Affairs, had submitted to the Council a report setting forth the scope and aims of the resolution which the Assembly had in 1924 adopted. Attention was drawn in this report to the work of the Committee of Jurists. The Committee had been criticised for being unduly conservative on certain questions, but its moderation was calculated to inspire confidence in States which might view drastic reforms with a certain apprehension. The Council, in approving the report of M. Zaleski, had left it to the Assembly to decide what should be done to carry on the work begun in 1924, and the Assembly was now in a position to discuss the subject with a full knowledge of the facts. Definite proposals would be submitted when the subject came to be discussed by the First Committee, and the Colombian delegation would state its views in due course.

The question of codifying international law had been extensively studied before the League of Nations had begun work on the subject, and the League would be able to derive valuable assistance from these previous efforts on the part of scientific associations, private individuals, and groups of States. The efforts of the American States to secure a codification of public and private international law, started more than a century ago, were particularly important, and he would refer in particular to the proposals outlined by the Congress of 1826, which had been summoned by Bolivar, President of Colombia. The work done in America had resulted in very important international agreements, such as the Agreement on Private International Law signed at Montevideo in 1889, and the pacts and resolutions of the Pan-American Conferences. There was also the work of special conferences like those of the American Institute of International Law, and the schemes which embodied the work of eminent jurists.

The fifth Pan-American Conference which had met at Santiago de Chile in 1923 had arranged for the work to continue according to the principles based upon a draft submitted to the Fifth International Conference by the Chilean delegate, and the meeting of the Congress of Jurists at Rio de Janeiro in the present year was the immediate result of this decision.

The Congress, which had been composed of official delegates, had reached agreement on twelve draft conventions relating to questions of international law and a general draft convention on private international law. The most important of the questions dealt with had been "the fundamental basis of international law" and the question of "States", among which was included the recognition of new States and new Governments. The object of the Congress had been to define the fundamental principles of international law and to provide rules for its interpretation.

The drafts adopted at Rio de Janeiro were based on important principles of international law incorporated in the domestic legislation of the American States. Such principles were "the absolute and unrestricted sovereignty of States except as modified by treaties freely concluded", "political equality as between States", "the duty of solidarity and special international co-operation between the States of the new world", "equality of civil rights as between nationals and foreigners", etc.

The general draft Convention on Private International Law which had been prepared by the Cuban jurist Antonio Sanchez de Bustamante, was based on the following principles: The

détermine la nationalité des individus, le statut juridique personnel ayant pour régime le système du domicile. Les personnes juridiques doivent exclusivement leur existence à la loi du pays qui les autorise et ne sont par conséquent ni nationales ni étrangères. La juridiction reconnue est celle du pays où s'exécute le contrat, etc. L'acceptation de ces principes constituerait une véritable rénovation du droit international privé. Les juristes réunis au Congrès de Rio de Janeiro ont manifesté le vif désir de concourir à l'œuvre universelle de perfectionnement et de codification du droit international. Les principes contenus dans les conventions doivent être considérés comme des propositions que les Etats du nouveau monde présentent aux autres Etats, en vue de leur introduction dans le droit international universel.

Le délégué de la Colombie parle ensuite du précieux travail poursuivi par l'Institut de droit international, fondé en 1873, qui a donné des membres illustres aux Conférences de la paix et au Tribunal arbitral de La Haye, ainsi qu'à la Cour permanente de Justice internationale. Le travail de l'Institut a été en premier lieu un travail scientifique, mais il n'en est pas moins un élément précieux pour l'élaboration de lois internationales positives. Entre autres matières, l'Institut a étudié la responsabilité internationale des Etats en raison des dommages causés sur leurs territoires à la personne et aux biens des intéressés, la nationalité, la procédure de conciliation, l'arbitrage obligatoire, la navigation en haute mer, les immunités diplomatiques et consulaires, la réglementation concernant la mer territoriale, etc. La Commission d'experts créée par la Société des Nations a étudié certains de ces problèmes. Il conviendra d'harmoniser les efforts tendant à coordonner le droit international.

Les conventions conclues par la Société en matière de communications et de transit, de voies navigables d'intérêt international, de ports maritimes, de protection des minorités etc., sont un grand pas en avant dans la voie de la codification progressive du droit international. Les conventions internationales de conciliation et d'arbitrage, que la Société encourage avec un si noble zèle, constituent, en outre, comme un réseau de puissants liens moraux entre les nations.

La Société des Nations a poursuivi avec succès le labeur fécond des deux Conférences de La Haye, qui représenteront le premier effort universel tendant à réaliser la codification du droit international.

Le problème qui se pose devant l'Assemblée est de rechercher comment la Société pourra poursuivre efficacement et avec le concours universel le grand effort qu'elle accomplit en faveur du droit international. Un arrêt équivaldrait à un recul, et la Société doit compléter l'œuvre qu'elle a entreprise lorsqu'elle a créé la Cour permanente de Justice internationale. Il faut préciser et améliorer le droit et coordonner tous les efforts tentés dans cette direction. Le délégué de la Colombie fait siennes les paroles que prononça M. Briand lorsque, dans un récent discours, il montrait la nécessité de fonder la paix du monde sur un ordre légal et de faire une réalité de droit de la solidarité internationale, qui apparaît déjà dans les faits comme une réalité physique.

La tâche est assez ardue pour exiger tous les concours et toutes les énergies, et il incombe à l'Assemblée de trouver la formule destinée à lui assurer cette coopération.

M. MOLTESEN (Danemark) déclare que le Gouvernement danois et le peuple aspirent au moment où le monde entier comprendra qu'il est dans l'intérêt même de chaque Etat de collaborer sous les auspices de la Société des Nations.

Le Danemark salue avec satisfaction les travaux préparatoires faits par le Comité d'experts pour la codification progressive du droit international; c'est là un des principaux éléments pour la conservation de la paix. Le Danemark désire ardemment que ce travail soit poursuivi autant que possible et espère que cette Assemblée assurera la continuation de ce travail sous la forme qui convient le mieux pour répondre au but élevé qu'il vise.

Au sujet de l'œuvre entreprise l'année dernière pour développer l'action de la Société conformément aux articles 11 et 16 du Pacte, le délégué du Danemark rappelle ici les projets d'amendements à l'article 16 que le Gouvernement danois, de concert avec les autres pays du Nord, a présentés à l'Assemblée de 1921, ainsi que les directives pour l'application de cet article que l'Assemblée a adoptées unanimement.

Le délégué du Danemark se félicite du développement continu de l'Organisation d'hygiène et des résultats de la Confé-

ius soli determined the nationality of individuals, their personal legal status being determined by the test of domicile. Juridical persons owed their existence solely to the law of the country sanctioning them and were therefore neither national nor foreign. The recognised jurisdiction was that of the country where a contract was fulfilled, etc. The acceptance of such principles would constitute a real reconstruction of private international law and the jurists at the Rio Congress had shown themselves keenly desirous of contributing towards the general improvement and codification of international law. The ideas contained in the conventions should be regarded as proposals made by the States of the new world to other States with a view to securing their introduction into universal international law.

He would next refer to the valuable work of the Institute of International Law founded in 1873, which had furnished illustrious members to The Hague Peace Conferences, to The Hague Arbitral Tribunal and to the Permanent Court of International Justice. Its work had always been primarily of a scientific character, but it constituted a valuable factor in the framing of positive international law. Among other matters, that Institute had studied the international responsibility of States for damage caused on their territory to persons and property, nationality, conciliation procedure, compulsory arbitration, navigation on the high seas, diplomatic and consular immunities, shipping regulations, etc. Some of these matters had been considered by the Committee of Jurists set up by the League. The efforts to co-ordinate international law should, however, be co-ordinated.

A great step towards the progressive codification of international law had been taken by the Conventions concluded by the League on communications and transit, on navigable waterways of international concern, on maritime ports, on the protection of minorities, etc. Further, the Conventions for International Conciliation and Arbitration, so much encouraged by the League, had created a system of strong moral ties between nations.

The League had successfully continued the valuable work of the two Hague Conferences which had marked the first general attempt to codify international law.

The problem before the Assembly was therefore to discover how the League could effectively and with universal approval continue its great effort on behalf of international law. Inaction would spell retrogression, and the League must complete the work which it had begun when it had established the Permanent Court of International Justice. International law must be defined and improved, and all the efforts made in this direction must be properly co-ordinated. He would endorse the observations of M. Briand, who had pointed out in a recent speech that the peace of the world must be established on a legal basis and that international solidarity, which was already apparent in fact, should be made a legal reality.

This task was sufficiently difficult to claim the energetic co-operation of all, and the Assembly should find a formula to ensure such co-operation.

M. MOLTESEN (Denmark) said that the Danish Government and people looked to the time when the whole world would understand that it was in the interests of every State to work together under the auspices of the League.

Denmark cordially welcomed the preparatory work done by the Committee of Experts for the Progressive Codification of International Law. International law was one of the principal factors in the preservation of peace. Denmark ardently desired that this task should be prosecuted as energetically as possible and hoped that the Assembly would ensure its continuation under the form best fitted to achieve the object to be attained.

In regard to the work undertaken last year for the development of the action of the League under Articles 12 and 16 of the Covenant, he would remind the Assembly of the draft amendments to Article 16 which the Danish Government, in agreement with other countries of the North, had presented to the Assembly in 1921, and the guiding rules for the application of this article which the Assembly had unanimously adopted.

He noted with satisfaction the continued development of the Health Organisation and the results of the International

rence économique internationale. Il serait désirable que la présente Assemblée puisse trouver les moyens de continuer l'œuvre si bien commencée par cette conférence.

Par contre, il y a des questions qu'il n'a malheureusement pas encore été possible de mener vers la solution qui s'impose, en première ligne la question de la réduction des armements. Le Danemark n'a, en cette matière, adopté aucun point de vue particulier, mais il est prêt à faire les sacrifices que la Société des Nations serait en droit d'exiger de lui à cet égard. Toutefois, on ne doit pas perdre de vue que l'article 8 du Pacte impose une obligation générale de réduire les armements et que, par le fait de leur entrée dans la Société, tous, grands et petits, ont engagé leur nom et leur honneur à remplir les obligations auxquelles ils ont souscrit. M. Moltesen rappelle l'enthousiasme avec lequel l'Assemblée adopta en 1924 le Protocole de Genève. Il rappelle aussi que, le 21 septembre 1926, l'Assemblée adopta deux résolutions invitant le Conseil à convoquer une conférence de réduction des armements avant la convocation de la huitième session ordinaire de l'Assemblée, ou, au cas où cette conférence ne pourrait avoir lieu, une conférence spéciale relative au contrôle de la fabrication privée des armes. Or, aucune de ces conférences n'a encore été convoquée.

On ne saurait, à cette Assemblée, passer cette situation sous silence. L'Assemblée a assumé une responsabilité devant l'opinion publique du monde entier. Elle ne peut envisager tranquillement une nouvelle période d'armements à outrance, risquant d'aboutir à une prochaine guerre mondiale, dont d'éminents hommes d'Etat et des chefs d'armée prévoient déjà l'éclatement et même l'époque.

Cependant, il n'est pas possible de croire que les efforts pour la réduction des armements aient déjà abouti à la faillite. Jusqu'ici, on a surtout étudié le côté purement militaire de la question. Peut-être devrait-on maintenant en examiner le côté économique et politique, d'un point de vue purement civil en même temps que se poursuivraient les études techniques, afin de se rendre exactement compte des causes qui, jusqu'ici, ont fait échouer les efforts et de chercher les meilleurs moyens d'écartier ces obstacles.

Il est d'autres points sur lesquels on n'a pas obtenu les résultats désirables et peut-être possibles. C'est ainsi qu'un certain nombre d'Etats ne font pas encore partie de la Société des Nations, et que les efforts tentés pour obtenir l'adhésion des Etats-Unis à la Cour permanente de Justice internationale à La Haye n'ont pas encore abouti.

Cependant, malgré ces résultats négatifs, la Société des Nations reste un facteur avec lequel on compte et avec lequel il faut aussi compter dans les Etats qui n'en font pas encore partie.

M. ADATCI (Japon) déclare que, depuis la dernière réunion de l'Assemblée, l'activité de la Société des Nations s'est manifestée par un travail toujours fructueux dans plusieurs domaines.

La Conférence économique internationale, réunie sous la présidence de M. Theunis, a voté un certain nombre de résolutions très importantes, surtout dans le domaine commercial. La mise en pratique de ces recommandations marquerait, assurément, l'avènement d'une ère nouvelle dans la vie économique du monde.

C'est pour travailler à la réalisation du principe de l'équitable traitement du commerce, inscrit à l'article 23 du Pacte, que la délégation japonaise présente diverses propositions concrètes, relatives notamment au traitement des étrangers et à la limitation rationnelle de l'idée de cabotage. Il n'est guère besoin de dire, dans ces conditions, quelle grande importance le Japon attache à la mise en œuvre pratique des résolutions votées par la Conférence économique.

Dans le domaine de la limitation et de la réduction des armements, la Commission préparatoire du désarmement a élaboré un projet de convention. Celui-ci a été accepté en première lecture, mais contient encore des divergences de vue profondes, ce qui n'est ni pour surprendre ni pour décourager. Ici, comme dans toutes les grandes œuvres humaines, il faut de la patience, de la persévérance et le concours du temps. Si, dans ce domaine si délicat et important, la Société des Nations pouvait arriver à un résultat même modeste, sa raison d'être dans le monde se trouverait considérablement renforcée.

La position du Japon à l'égard du problème du désarmement est également nette et claire. Le Japon souhaite ardem-

Economic Conference. It was desirable that the present Assembly should find ways and means of continuing the work which had been so well begun by that Conference.

There were, on the other hand, questions which it had unfortunately not been possible to bring within reach of the desired solution. He was referring to the question of the reduction of armaments. Denmark had in this matter not adopted any particular attitude, but was ready to make the sacrifices which the League of Nations had a right to require. Sight must not be lost of the fact that Article 8 of the Covenant imposed a general obligation to reduce armaments and that all countries, whether great or small, from the fact of their entering the League, had given undertakings in which their honour was involved to fulfil the obligations to which they had subscribed. He remembered the enthusiasm with which the Assembly had in 1924 adopted the Geneva Protocol; he also recalled that, on September 21st, 1926, the Assembly had voted two resolutions asking the Council to summon a conference for the reduction of armaments before the meeting of the eighth ordinary session of the Assembly, or, in the event of that Conference not being possible, a special conference for the control of the private manufacture of arms. Neither of these conferences had yet been convened.

It was impossible in that Assembly to pass over this situation in silence. The Assembly had assumed responsibility towards the public opinion of the whole world. It could not calmly contemplate a new period of intensive competition in armaments. Such a competition ran the risk of bringing about another world war, which was already being foreseen and even dated by distinguished statesmen and military chiefs.

It was impossible to believe that the efforts made for the reduction of armaments had completely failed. Hitherto, the purely military side of the question had been especially studied. Perhaps the economic and political aspect of the problem should now be examined from the civilian point of view, side by side with the technical investigations, in order that an exact estimate might be formed of the causes which had hitherto brought about the failure of the efforts which had been made, and in order to discover the best means of overcoming these obstacles.

There were other points in regard to which the desired results had not been obtained and in regard to which such results were perhaps possible. Thus a certain number of States were not yet members of the League, and the efforts which had been made to obtain the adhesion of the United States to the Permanent Court of International Justice at The Hague had not yet been successful. Nevertheless, in spite of these negative results, the League of Nations remained a factor which could not be disregarded and with which it was necessary for States which did not yet form part of the League to reckon.

M. ADATCI (Japan) said that, since the last meeting of the Assembly, useful work had been done by the League in several fields. The International Economic Conference had met under the chairmanship of M. Theunis and had voted a certain number of very important resolutions, particularly in relation to commerce. The carrying into effect of these recommendations would certainly inaugurate a new era in the economic life of the world.

The Japanese delegation, with a view to realising the principle of the equitable treatment of commerce, mentioned in Article 23 of the Covenant, had submitted various concrete proposals, particularly concerning the treatment of foreigners and a rational definition of the limits of coastwise trade. It was hardly necessary to say how great an importance was attached by Japan to the practical application of the resolutions which had been adopted by the Conference.

In the field of the limitation and reduction of armaments, the Preparatory Commission for Disarmament had framed a draft Convention. This Convention had been accepted on a first reading, but it still embodied deep divergencies of opinion. This was a matter neither for surprise nor discouragement. In this, as in all great human tasks, patience, perseverance and time were necessary. If in this delicate and important work the League of Nations could achieve even modest results, the justification for its existence would be considerably strengthened.

The attitude of Japan towards the problem of disarmament was clear and definite. Japan ardently desired the abolition

ment la disparition de la course ruineuse aux armements et la réduction efficace, au strict minimum indispensable à la sécurité nationale et à l'exécution des obligations internationales, des armements, dont l'existence implique toujours un risque de recours aux armes pour la solution des différends entre nations.

Sous les auspices de la Société des Nations et conformément à une résolution de la cinquième session ordinaire de l'Assemblée, des experts de presse, pour la première fois, ont pu étudier en commun les intérêts de la presse, dont le rôle dans l'évolution d'une humanité pacifique ne saurait être sous-estimé à l'époque actuelle. La presse, par son action, pourra contribuer grandement à fortifier ou à ébranler la Société des Nations, selon qu'elle la soutiendra de son bouclier puissant ou la combattra par ses armes.

Sur la proposition d'un expert japonais, la Conférence de la presse a adopté une résolution tendant à éviter autant que possible la publication ou la distribution de nouvelles et articles manifestement inexacts, grandement exagérés et volontairement déformés et à faciliter ainsi la compréhension mutuelle et l'entente internationale. La Conférence, sur la proposition d'un des experts japonais, s'est également mise d'accord sur l'opportunité de tenir périodiquement des réunions. Le Gouvernement du Japon attache une importance spéciale à l'action de la presse et souhaite ardemment sa précieuse collaboration.

Communication du président. — Améliorations à apporter à l'aménagement intérieur de la salle des séances.

Le PRÉSIDENT dit que, à la suite de l'examen auquel a procédé le Comité que le Bureau avait chargé d'étudier la question de l'aménagement intérieur de la salle des séances et de l'emplacement des sièges des délégations, les modifications suggérées sont les suivantes:

1. Une partie des sièges des délégations serait déplacée de façon que tous les sièges soient disposés face à la tribune;

2. Les sièges disponibles seront répartis entre les délégations de façon que celles-ci disposent d'un siège pour chaque délégué et délégué suppléant, sans que le nombre total des sièges mis à la disposition d'une délégation puisse être supérieur à six;

3. La plateforme réservée aux orateurs sera abaissée d'environ un mètre de façon à diminuer la différence de niveau entre l'orateur et l'auditoire;

4. La tribune présidentielle sera abaissée au niveau actuel de la plateforme réservée aux orateurs et, de la sorte, rapprochée sensiblement, elle aussi, de l'auditoire.

En recommandant ces dispositions à l'approbation de l'Assemblée, le Bureau estime qu'elles sont les seules réalisables au cours de la présente session. Toutefois, avant la session de l'année prochaine, d'autres améliorations seront introduites qui feront l'objet de propositions ultérieures.

Les propositions du Bureau sont approuvées.

La séance est levée à 19 h. 10.

IV. DEUXIÈME SÉANCE DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE

Le Bureau de l'Assemblée a tenu sa seconde séance, le mercredi 7 septembre, à 15 h. 15, dans les bureaux du Secrétariat, et a pris les décisions suivantes:

1. *Elections au Conseil.* — Le Bureau émet l'avis qu'aux futures sessions de l'Assemblée, l'élection des Membres non permanents du Conseil pourrait très bien avoir lieu le lundi de la seconde semaine de la session.

Pour ce qui est de la présente session, le Bureau décide de proposer que cette élection soit remise au mardi 15 septembre,

of the ruinous race in armaments, and their effective reduction to the strict minimum essential for national security and the execution of international obligations. The existence, in excess of these requirements always entailed the risk of a resort to arms for the settlement of disputes between nations.

Under the auspices of the League, and in conformity with the resolution of the fifth ordinary session of the Assembly, Press experts had for the first time been able to study in common the interests of their profession, whose part in the evolution of peaceful human relationships could not be over-estimated at the present time. The Press might contribute largely by its action either to strengthening or weakening the League, according as it supported the League or entered upon a campaign against it.

The Press Conference, on the proposal of a Japanese expert, had adopted a resolution which was intended to avoid as far as possible the publication or distribution of news and articles which were clearly inexact, largely exaggerated, or wilfully distorted, and thus to facilitate mutual comprehension and international understanding. The Conference, on the proposal of one of the Japanese experts, had also agreed as to the desirability of holding periodical meetings. The Government of Japan attached special importance to the action of the Press, and accordingly desired its valuable collaboration.

Communication from the President. — Improvement in the Internal Arrangements of the Assembly Hall.

The PRESIDENT said that, as the result of the investigations of the Sub-Committee appointed by the General Committee of the Assembly to study the question of the internal arrangements of the Assembly Hall and the position of seats of delegations, the following modifications were proposed:

(1) Some of the seats of the delegations would be moved so that all the seats would face the President's platform;

(2) The available seats would be distributed among delegations in such a way as to make one seat available for each delegate and for each substitute delegate, subject, however, to the provision that the total number of seats for each delegation would not exceed six;

(3) The platform for the speakers would be lowered about 1 metre so as to reduce the difference of level between the speakers and the audience;

(4) The President's platform would be lowered to the present level of the speakers' platform and would be brought nearer to the centre of the Hall so as to reduce the excessive distance now separating the President from the audience.

The General Committee recommended these suggestions for approval, considering that they were the only possible improvements which could be effected during the present session.

Before next year's session, however, further suggestions would be proposed which would be laid before the Assembly at a later date.

The proposals of the General Committee of the Assembly were approved.

The Assembly rose at 7.10 p.m.

IV. SECOND MEETING OF THE GENERAL COMMITTEE

The second meeting of the General Committee of the Assembly was held on Wednesday, September 7th, at 3.15 p.m., at the offices of the Secretariat. The Committee took the following decisions:

(1) *Elections to the Council.* — The Committee expressed the opinion that, at future sessions of the Assembly, the election of non-permanent Members of the Council might most suitably be held on the Monday of the second week of the session.

As regarded the elections at the present session, the Committee decided to recommend that they should be postponed until

afin qu'on puisse l'annoncer dans le cas présent, également, une semaine d'avance.

Il est convenu que l'on consacrera le matin à l'examen des cas de rééligibilité et que l'élection proprement dite aura lieu l'après-midi du même jour.

2. Le Bureau approuve les dispositions prévues pour la redistribution des sièges, telles qu'elles lui ont été soumises par la Sous-Commission nommée à cet effet à la séance précédente.

3. Le Bureau remet à la prochaine séance toute décision relative à la procédure qui doit être suivie relativement à la construction du nouveau bâtiment.

Thursday, September 15th, in order that, in the present case also, a week's notice of the date of election might be given.

It was agreed that the vote on any request for re-eligibility should be taken in the morning and the elections held in the afternoon of the same day.

(2) The Committee approved the plan for the re-arrangement of seats in the Assembly Hall submitted to it by the Sub-Committee which had been appointed at its previous sitting.

(3) The Committee postponed until its next sitting its decision with regard to the procedure to be followed in the matter of the League buildings.

V. ADDITION A LA LISTE DES MEMBRES DES DÉLÉGATIONS.
ADDITION TO THE LIST OF DELEGATIONS.

Finlande: Suppléants: M. George WINCKELMANN et M. Hugo VALVANNE.

VI. CORRECTIONS ET ADJONCTIONS A LA LISTE DES MEMBRES DES COMMISSIONS.
CORRECTIONS AND ADDITIONS TO THE LIST OF MEMBERS OF COMMITTEES.

PREMIÈRE COMMISSION. — FIRST COMMITTEE.

Japon: Suppléant: M. N. ITO.

DEUXIÈME COMMISSION. — SECOND COMMITTEE.

Japon: Son Excellence M. M. NAGAI.

Roumanie: M. Eugène NECULCEA.

TROISIÈME COMMISSION. — THIRD COMMITTEE.

Japon: Son Excellence M. H. NAGAOKA.

VII. DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX DÉLÉGUÉS A
L'ASSEMBLÉE LE 7 SEPTEMBRE 1927.

Ordre du jour des quatrième et cinquième séances.

Journal de l'Assemblée, N° 3.

Compte rendu provisoire: troisième séance.

Compte rendu provisoire: quatrième séance.

A. 45. Virements dans le budget approuvés depuis la septième Assemblée.

A. 46. Nouveaux travaux entraînant pour la Société des Nations des charges supplémentaires.

A. 50. Etudes des principes fondamentaux du Protocole de Genève et travaux de la Commission préparatoire de la Conférence du désarmement. Projet de résolution déposé par la délégation des Pays-Bas.

A. 51. Création d'un Institut international du cinématographe éducatif à Rome: Projet de résolution déposé par le comte Cippico, délégué de l'Italie.

Conférence internationale du travail, dixième session, Genève 1927. Rapport du Directeur (Première partie).

VII. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO
THE DELEGATES AT THE ASSEMBLY ON SEPTEMBER
7TH, 1927.

Agenda of the Fourth and Fifth Meetings.

Assembly Journal No. 3.

Provisional Verbatim Record: Third Meeting.

Provisional Verbatim Record: Fourth Meeting.

A. 45. Transfers in the Budget approved since the Seventh Assembly.

A. 46. New Work involving New Expenditure on the Part of the League.

A. 50. Study of the Fundamental Principles of the Geneva Protocol and Work of the Preparatory Commission for the Disarmament Conference. Draft Resolution proposed by the Netherlands Delegation.

A. 51. Creation of an International Institute of the Educational Cinema at Rome. Draft Resolution proposed by Count Cippico, Delegate of Italy.

International Labour Conference, Tenth Session, Geneva, 1927. Report of the Director (Part I).

Service des documents
de la huitième Session ordinaire
de l'Assemblée

JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Le *Journal de l'Assemblée* est publié chaque matin, en vue de fournir régulièrement aux délégués de l'Assemblée, aux journalistes et aux visiteurs le programme quotidien et le compte rendu résumé des réunions. Les exemplaires seront remis aux abonnés, à leur adresse privée, lorsque ce sera possible, ou expédiés par la poste.

Le prix de l'abonnement, pour la série publiée pendant l'Assemblée, est de 6 francs. (Étranger, 9 fr., y compris les frais d'expédition.)

LISTE DES DÉLÉGUÉS A LA HUITIÈME
SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLÉE

1 franc.

Annuaire de la Société des Nations

ANNUAIRE STATISTIQUE
INTERNATIONAL 1926

1 volume de 184 pages de tableaux, broché
Fr. suisses 10.—

Quatre-vingt-douze tableaux statistiques traitant de territoire, population, production, commerce, transport et communications, finances publiques, statistiques des monnaies et prix.

ANNUAIRE SANITAIRE
INTERNATIONAL 1925

*Rapports sur les progrès réalisés dans les domaines
de l'hygiène publique dans 21 pays.*

1 volume de 644 pages, broché Fr. suisses 20.—

Ce livre présente, sous une forme succincte, les statistiques démographiques les plus récentes et permet de suivre d'année en année le développement des sessions d'hygiène publique et la législation sanitaire dans divers pays.

ANNUAIRE MILITAIRE 1926-1927

*Renseignements généraux et statistiques sur les
armements terrestres, navals et aériens.*

1 volume de 1038 pages, relié pleine toile
Fr. suisses 25.—

Un catalogue général et des catalogues spéciaux des documents élaborés par les diverses sections du Secrétariat seront envoyés gratuitement sur demande.

SOCIÉTÉ DES NATIONS
Service des Publications,
GENÈVE.

Les publications de la Société des Nations sont en vente, à Genève, aux adresses suivantes:

SERVICE DES PUBLICATIONS DU SECRÉTARIAT (Villa Saint-Victor, annexe au bâtiment du Secrétariat), pendant les heures ordinaires de bureau.

SALLE DE LA RÉFORMATION, pendant les réunions de l'Assemblée.

LIBRAIRIE PAYOT & C^{ie}, place du Molard, Genève.

Service of Documents
of the Eighth Ordinary Session
of the Assembly

JOURNAL OF THE ASSEMBLY

In order to provide Delegates at the Assembly, journalists and visitors with a regular daily programme and résumé of the meetings, the *Journal of the Assembly* is issued each morning. Copies will be delivered to subscribers at their private addresses where possible, or sent by post.

The subscription to the series during the Assembly is 6 francs (9 francs abroad, including postage).

LIST OF DELEGATES AT THE
EIGHTH SESSION OF THE ASSEMBLY

1 franc.

Yearbooks of the League of Nations

INTERNATIONAL STATISTICAL
YEARBOOK, 1926

1 volume of 184 pages of tables, sewn 7/6 net

Ninety-two statistical tables dealing with territory, population, production, trade, transport and communications, public finance, currency statistics and prices.

INTERNATIONAL HEALTH
YEARBOOK, 1925

Reports on Public Health Progress in 21 Countries.

1 volume of 658 pages, sewn 12/- net

This book gives the most recent vital statistics in a concise form, and enables the development of public health services and health legislation in various countries to be followed year by year.

ARMAMENTS YEARBOOK
1926-1927

General and Statistical Information.

1 volume of 1,002 pages, bound cloth 20/- net

A general catalogue and special catalogues of the documents prepared by the different Sections of the Secretariat will be sent free on application.

LEAGUE OF NATIONS
Publications Department
GENEVA.

The publications of the League of Nations are on sale in Geneva at the following addresses:

PUBLICATIONS DEPARTMENT (Villa St. Victor, annex to the Secretariat Building), during the ordinary office hours.
SALLE DE LA RÉFORMATION, during the meetings of the Assembly.

LIBRAIRIE PAYOT & Cie, place du Molard, Geneva.

A. 2 (1). 1927

ORDRE DU JOUR

de la

Huitième Session ordinaire de l'Assemblée

et

Liste supplémentaire de Questions

Franc suisse 0.50.

AGENDA

of the

Eighth Ordinary Session of the Assembly

and

Supplementary List of Items

6d. \$0.10.

A. 13. 1927

RAPPORT

à la

Huitième Session ordinaire
de l'Assemblée de la Société des Nations

sur le

**TRAVAIL DU SECRETARIAT ET SUR
LES MESURES PRISES POUR
EXÉCUTER LES DÉCISIONS DE
L'ASSEMBLÉE**

Francs suisses 4.50.

REPORT

to the

Eighth Ordinary Session of the Assembly
of the League of Nations

on the

**WORK OF THE SECRETARIAT AND
ON THE MEASURES TAKEN TO
EXECUTE THE DECISIONS OF THE
ASSEMBLY**

3/9 \$0.90.

C. E. I. 34

Vient de paraître:

MÉMORANDUM

sur les

FINANÇES PUBLIQUES 1922-1926

GENÈVE 1927.

(Section économique et financière.)

482 pages

Francs suisses 20.—

Cet ouvrage constitue la suite d'une publication commencée au moment de la Conférence financière de Bruxelles. Examen de la situation financière dans 26 Etats, précédé de notes sur le système budgétaire de chaque pays. Résumé des situations budgétaires de 1922 à ce jour avec indications du total des recettes (à l'exclusion des produits d'emprunts). Examen de la gestion des entreprises publiques. Total des impôts nationaux et locaux en 1913, ainsi que pendant un certain nombre d'années d'avant-guerre, pour autant que les données ont pu être recueillies.

Just published:

MEMORANDUM

on

PUBLIC FINANCE 1922-1926

GENEVA 1927.

(Economical and Financial Section.)

482 pages

16/-

In this Memorandum, which forms the continuation of work begun at the time of the Brussels Financial Conference, the financial position of 26 States is reviewed. The review of each country is prefaced by notes on its budget system. Increased space has been devoted to the analysis of management of public undertakings and an attempt has been made to procure figures showing total national and local taxation in 1913 and in some post-war years.

Tous les documents préparés par les différentes Sections du Secrétariat peuvent être obtenus auprès du

Service des Publications de la Société des Nations

Villa Saint-Victor, annexe au bâtiment du Secrétariat.

All documents prepared by the different Sections of the Secretariat may be obtained at the

Publications Department of the League of Nations

Villa St. Victor, annex to the Secretariat Building.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

LEAGUE OF NATIONS

JOURNAL

DE LA

OF THE

HUITIÈME SESSION
ORDINAIRE

EIGHTH ORDINARY
SESSION

DE L'

OF THE

ASSEMBLÉE

ASSEMBLY

GENÈVE 1927

GENEVA 1927

N^o 5. — VENDREDI 9 SEPTEMBRE 1927.

No. 5. — FRIDAY, SEPTEMBER 9th, 1927.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beauregard.

Note: Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor, Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beauregard.

Note: The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.

SOMMAIRE:

Pages

I. Programme des séances	45
II. Sixième séance plénière de l'Assemblée.	46
III. Septième séance plénière de l'Assemblée	51
IV. Deuxième séance de la seconde Commission.	56
V. Deuxième séance de la Commission de l'ordre du jour	58
VI. Addition à la liste des membres des délégations	58
VII. Signatures et ratifications des accords internationaux	58
VIII. Documents distribués aux membres de l'Assemblée	58
IX. Liste des agences télégraphiques et des journaux représentés à la huitième Assemblée de la Société des Nations	59

I. PROGRAMME DES SÉANCES

Séances plénières de l'Assemblée.

Il y aura deux séances plénières de l'Assemblée aujourd'hui, vendredi 9 septembre, à la Salle de la Réformation.
La séance du matin aura lieu à 10 h.

Ordre du jour:

- I. Présentation du rapport de la Commission de l'ordre du jour.
- II. Suite de la discussion générale du rapport à la huitième session ordinaire de l'Assemblée de la Société des Nations sur l'œuvre du Conseil, sur le travail du Secrétariat et sur les mesures prises pour exécuter les décisions de l'Assemblée.

CONTENTS:

Page

I. Programme of Meetings	45
II. Sixth Plenary Meeting of the Assembly	46
III. Seventh Plenary Meeting of the Assembly	51
IV. Second Meeting of the Second Committee	56
V. Second Meeting of the Agenda Committee	58
VI. Addition to the List of Members of Delegations	58
VII. Signatures and Ratifications of International Engagements	58
VIII. List of Documents distributed to the Members of the Assembly	58
IX. List of Telegraphic Agencies and Newspapers represented at the Eighth Assembly of the League of Nations	59

I. PROGRAMME OF MEETINGS

Plenary Meetings of the Assembly.

There will be two plenary meetings of the Assembly to-day (Friday, September 9th) at the Salle de la Réformation.
The morning meeting will take place at 10 a.m.

Agenda:

- I. Communication of the Report of the Agenda Committee.
- II. Continuation of the General Discussion of the Report to the Eighth Ordinary Session of the Assembly of the League of Nations on the Work of the Council, on the Work of the Secretariat, and on the Measures taken to execute the Decisions of the Assembly.

La séance de l'après-midi aura lieu à 16 h. 30.

Ordre du jour:

Suite de la discussion générale du rapport à la huitième session ordinaire de l'Assemblée de la Société des Nations sur l'œuvre du Conseil, sur le travail du Secrétariat et sur les mesures prises pour exécuter les décisions de l'Assemblée.

II. SIXIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

Tenue à la Salle de la Réformation, le jeudi 8 septembre 1927, à 10 heures 15

Date de l'élection des Membres non permanents du Conseil.

Le PRÉSIDENT rappelle que le Bureau a délibéré la veille sur cette question (voir *Journal*, N° 4, page 43).

Le Bureau a constaté que la résolution de l'Assemblée en date du 15 septembre 1926, fixant les règles d'élection des neuf Membres non permanents et les conditions de leur rééligibilité, prévoit qu'une demande de rééligibilité pourra être remise au président de l'Assemblée « au plus tard la veille du jour fixé pour l'élection ». Dans ces conditions, l'Assemblée sera appelée à se prononcer sur les demandes de rééligibilité le jour même où elle entend procéder aux élections des Membres non permanents. Le Bureau, en conséquence, a jugé qu'il conviendrait de consacrer la séance du matin au vote sur les demandes de rééligibilité et la séance de l'après-midi aux élections.

Le Bureau propose, en outre, que les élections des Membres non permanents du Conseil aient lieu régulièrement le lundi qui suivrait l'ouverture de l'Assemblée. Cependant, afin d'adapter cette règle aux conditions particulières de la présente session, le Bureau suggère de fixer les élections à une semaine à partir de ce jour, soit à jeudi prochain, 15 septembre.

Si l'Assemblée approuve ces propositions, le vote sur la demande de rééligibilité de la Belgique aura lieu jeudi matin et l'élection des Membres non permanents du Conseil, jeudi après-midi.

Les propositions du Bureau sont adoptées.

M. VOLDEMARAS (Lithuanie) rappelle les espérances suscitées, dès sa création, par la Société des Nations, et énumère les déceptions qu'elle a réservées aux peuples; la guerre n'a pas été interdite d'une manière absolue, le Protocole de 1924 a échoué, et les accords de Locarno eux-mêmes ont été conclus en dehors de la Société.

C'est pourquoi des voix se font entendre, aussi bien en dehors de la Société que dans son sein, demandant le retour au Protocole de Genève.

La réalité est loin de correspondre aux aspirations généreuses des peuples et la Société des Nations est décriée comme une institution de peu de valeur.

Sans doute, ces critiques sont beaucoup exagérées, mais il n'y a pas d'inconvénient à ces reproches, car ils sont plutôt un stimulant, sinon vers la perfection, du moins vers le perfectionnement, ce qui est dans l'intérêt de la grande institution elle-même.

D'autre part, on ne saurait trop exagérer l'importance du problème à résoudre. Les réalisateurs ne doivent jamais quitter le terre-à-terre, la question principale n'est plus de savoir si l'idée de la paix universelle est belle, mais si elle est réalisable. Il peut arriver aussi que le désir de supprimer la guerre tout d'un coup entraîne des suites pires que la guerre. L'expérience, sous ce rapport, est très décourageante et si, sous le régime actuel de la Société des Nations, on a pu voir mener une guerre sans la déclarer, ni même l'avouer, et ensuite, publiquement, recueillir ces bénéfices, qu'advierait-il si toute guerre était déclarée illégale? Par là, on pourrait, au lieu de supprimer toute guerre, instituer une prime à la guerre frauduleuse.

The afternoon meeting will take place at 4.30 p.m.

Agenda:

Continuation of the General Discussion of the Report to the Eighth Ordinary Session of the Assembly of the League of Nations on the Work of the Council, on the Work of the Secretariat, and on the Measures taken to execute the Decisions of the Assembly.

II. SIXTH PLENARY MEETING

Held at the Salle de la Réformation on Thursday, September 8th, 1927, at 10.15 a.m.

Date of the Election of the non-Permanent Members of the Council.

The PRESIDENT said that the General Committee had discussed this question on the previous day (see *Journal* No. 4, page 43).

The General Committee had noted that the resolution of the Assembly of September 15th, 1926, fixing rules for the election of the nine non-permanent Members of the Council and the conditions of their re-eligibility, provided that a request for re-eligibility should be forwarded to the President of the Assembly at latest on the day before that which was fixed for the election. The Assembly would thus be asked to decide upon requests for re-eligibility on the same day on which it proceeded to the election of the non-permanent Members. The General Committee had therefore thought it advisable to arrange for the vote on requests for re-eligibility to be taken at the morning meeting of the day on which the elections were held, the elections being taken in the afternoon of the same day.

The General Committee further proposed that the election of the non-permanent Members of the Council should take place normally on the Monday following the opening of the Assembly. Wishing, however, to adapt this rule to the special conditions of the present session, it suggested that the Assembly should take the election of the non-permanent Members of the Council a week from that day; in other words, on Thursday next, September 15th.

If this proposal were adopted, the vote for the request for the re-eligibility of Belgium would be taken on Thursday morning, and the election of the non-permanent Members of the Council on Thursday afternoon.

The proposal of the General Committee was adopted.

M. VOLDEMARAS (Lithuania) recalled what hopes had been raised when the League of Nations had been founded, and referred to cases in which the peoples of the world had been disappointed. War had not been completely outlawed, the Protocol of 1924 had failed, and even the Locarno agreements themselves had been concluded outside the League. It was for these reasons that demands had been heard, outside as well as within the League of Nations, calling for a return to the Geneva Protocol. The facts were far from fulfilling the great hopes of the peoples, and the League of Nations was now being stigmatised as an institution of little worth.

These criticisms were doubtless much exaggerated, but it was not undesirable that reproaches should be made, for they were an incentive, even if not to perfection, at least towards improvement, which would help forward this great institution.

The importance, however, of the problems at issue could hardly be exaggerated. Men of action were bound to confine themselves to practicalities, and the main question was not whether the idea of universal peace was desirable, but whether it could be realised. It might even happen that the wish to abolish war at one blow would involve even more disastrous consequences than war itself. In this direction experience had been very discouraging. If, under the present system of the League of Nations, it had already proved possible to wage a war without declaring or even admitting it, and then publicly to derive advantage from it, what would happen if all wars were declared illegal? Such a declaration, instead of suppressing all war, would merely be putting a premium on dissimulated war.

La tâche principale qui incombe à la Société des Nations n'est pas de voter une telle formule, si captivante soit-elle, mais d'organiser la paix.

Si la Société des Nations ne s'acquitte pas de cette tâche, elle disparaîtra. Toutefois, il serait injuste de méconnaître les progrès réalisés par elle dans la voie de la paix. Elle est actuellement aux prises avec le redoutable problème du désarmement.

Pourtant, on pourrait, semble-t-il, trouver des solutions, nécessairement provisoires d'ailleurs, qui rendraient les conflits armés moins probables et, partant, permettraient la limitation des armements. Ce n'est évidemment pas parmi les pays de l'Europe centrale et occidentale que l'on trouve matière à conflits armés. C'est plutôt en Europe orientale, où existent des États issus de la guerre, dont, à l'étranger, certains hommes politiques continuent de mettre en doute la vitalité. On a dit et on dit encore que quelques voisins de ces jeunes États, non seulement désireraient leur disparition, mais aussi envisageraient la forme sous laquelle cette disparition pourrait avoir lieu. La sécurité et l'intégrité de ces États deviennent des facteurs très importants du désarmement général.

D'autre part, il y a dans l'Est européen des nationalités qui, par force, sont soumises à deux États: Lithuaniens, Blancs-Russiens, Ukrainiens. Leurs tendances à l'unité nationale, qu'aucune force ne saurait arrêter, sont riches en conflits pour l'avenir. En écartant ces conflits, on facilite la marche victorieuse de la paix et, la paix une fois assise sur des bases solides, le désarmement s'effectuera de lui-même.

Le délégué lithuanien se permet de suggérer une solution qui, aux yeux de son gouvernement, écarterait tout danger de conflit: c'est la neutralisation des pays baltes. En ce qui concerne la Lithuanie, cette solution a été partiellement réalisée.

En terminant, il affirme sa conviction que l'existence des petites nations organisées en États est grandement liée à l'existence de la Société des Nations et que le sort de celles-ci dépend entièrement de l'organisation de la paix.

M. HAMBRO (Norvège) constate que le fond de la discussion a jusqu'ici porté sur la question du désarmement et sur la Conférence, en apparence vaine, de la réduction des armements. Le Gouvernement norvégien tient à exprimer les sentiments de déception de la nation norvégienne tout entière devant l'impuissance de la Commission préparatoire pour la réduction des armements à établir le texte d'un accord. Le Gouvernement et le peuple norvégien, d'autre part, reconnaissent l'ampleur et la complexité du problème et se rendent compte qu'on ne peut pas aboutir à des résultats immédiats par des discussions de commission. Il est donc nécessaire de persévérer afin de combattre les idées périmées et les préjugés dans l'esprit de tous les hommes, et même dans l'esprit des amiraux et des généraux. C'est pourquoi la délégation norvégienne accueille avec joie la proposition du délégué des Pays-Bas et attache une importance réelle au fait qu'une telle proposition ait été faite par un Membre du Conseil. La Norvège considère comme essentiel que la Commission préparatoire poursuive ses travaux et que sa prochaine réunion ait lieu en novembre, comme il est prévu.

Cependant, la Société des Nations continue à progresser, bien qu'avec lenteur, et M. Hambro, tout comme les précédents orateurs, voit dans la Conférence économique l'accomplissement d'un progrès réel, au moins sur un point. Les travaux de la Conférence contribueront efficacement à créer une atmosphère d'entente internationale et de paix, et le Gouvernement norvégien adhère pleinement aux principes posés par la Conférence, principes qu'il s'efforcera d'ailleurs de mettre en application dans sa propre politique économique.

Le Gouvernement norvégien attache une grande importance aux efforts de la Commission d'experts pour la codification du droit international qui a fait accomplir, elle aussi, un réel progrès.

Dans un autre domaine, néanmoins, la Société n'a fait aucun pas en avant. Le délégué des Pays-Bas a parlé du désir croissant éprouvé au delà de l'Atlantique, de ce que l'on pourrait appeler la mise hors la loi de la guerre. Le principe du recours obligatoire à l'arbitrage international est à cet égard un élément essentiel, mais, pour le faire triompher, il est indispensable que les grandes Puissances cessent de se tenir sur la réserve et accomplissent intégralement leur devoir. Seize États et le Brésil seulement ont accepté la clause facultative de l'article 36 du

The principal duty of the League of Nations did not lie in voting formulae, however attractive, but in organising peace. If the League of Nations did not achieve this it would disappear. It would, however, be unjust not to recognise the progress already made towards peace. The League was at present grappling with the serious problem of disarmament.

It might be possible to find a provisional solution of this problem in another direction, which would render armed conflict less likely and would also assist in the limitation of armaments. It was clearly not among the countries of Central and Western Europe that the sources of armed conflict were to be found, but rather in Eastern Europe, where new States had come into existence since the war, whose very lives were now imperilled by the activities of certain foreign politicians. It had been said, and it was still being said, that some of the neighbours of these new States not only hoped to see them disappear, but had even considered in what form their disappearance might be arranged. The security and integrity of these States had become very important factors in the problem of disarmament.

There existed in Eastern Europe certain nationalities which were under the jurisdiction of two States: Lithuanians, White Russians, and Ukrainians. Their movement towards national unity, which no amount of force could stop, provided rich material for future conflict. The removal of such difficulties would facilitate the advance of peace, and, when peace had once been established on a solid basis, disarmament would follow of its own accord.

He would venture to suggest a solution which his Government considered would remove all danger of conflict, namely, the neutralisation of the Baltic countries. As regarded Lithuania, this solution had already been partly carried into effect.

In conclusion, he was convinced that the existence of the small countries which had been organised to form States was very closely connected with the existence of the League of Nations and that the fate of those countries depended entirely on the organisation of peace.

M. HAMBRO (Norway) said that the main interest of the discussion had hitherto been focussed on the question of disarmament and the apparently futile Conference for the Reduction of Armaments. The Norwegian Government wished to express the disappointment of the whole Norwegian nation at the fact that the Preparatory Committee for the Reduction of Armaments had not succeeded in framing an agreement. The Norwegian Government and people, on the other hand, recognised the complexity and vast extent of the problems involved and were aware that immediate results could not always be expected from the discussions of committees. It was necessary, however, to persevere in order that old ideas and prejudices might be weakened in the minds of men—even in the minds of admirals and generals. The Norwegian delegation therefore welcomed the proposal made by the delegate for the Netherlands and attached importance to the fact that such a proposal had been made by a Member of the Council. Norway thought it of importance that the Preparatory Committee should continue its work and that its next meeting should take place in November as planned.

The League was still advancing, though slowly, and, with former speakers, M. Hambro saw in the Economic Conference one of the subjects on which progress had been made. Its work was an important factor for the creation of international understanding and peace, and the Norwegian Government gave its full support to the principles laid down by the Conference, which it would try to realise in its economic policy.

The Norwegian Government attached great importance to the efforts of the Committee of Experts for the Codification of International Law, in which subject progress had also been made.

In another field, however, the League had not advanced. The delegate for the Netherlands had referred to the growing desire on the other side of the Atlantic for what might be called the outlawry of war. The principle of international, compulsory jurisdiction was an essential factor in this connection, but to achieve this it was indispensable that the great Powers should not remain on one side, but should do their whole duty. Only sixteen States and Brazil had accepted the Optional Clause of Article 36 of the Statute of the Permanent

Statut de la Cour permanente de Justice internationale. Le Brésil a fait dépendre son acceptation de la ratification de la clause par deux Membres permanents du Conseil. Or, cette condition n'a pas été remplie, bien que la France ait pris l'initiative de certaines démarches à cet effet. Les autres Membres de la Société demeurent dans l'expectative et s'étonnent que les Membres permanents du Conseil ne leur donnent pas l'exemple.

L'impression qui prévaut depuis deux ans est qu'il y a, au sein même du Conseil, une sorte de conseil suprême, qui tient ses assises au même moment mais en secret, pour étudier à part des problèmes qui seront ultérieurement portés devant le Conseil. On dit même qu'il y a eu de véritables ordres du jour de pareilles réunions et que certaines questions avaient été réglées avant d'être soumises à l'examen du Conseil dans son ensemble. Bien que l'on ne puisse faire un grief à des hommes d'Etat de délibérer secrètement entre eux sur des problèmes intéressant directement leurs pays respectifs, même si ces problèmes relèvent de la compétence de la Société et de ses organes exécutifs, le Conseil court cependant ainsi le risque de perdre la direction des affaires et de se trouver dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche essentielle, qui est de sauvegarder la paix du monde. Si la présence, au sein du Conseil, des ministres des Affaires étrangères de trois grandes Puissances apparaît comme la preuve même de l'importance de la Société et du Conseil, il ne faut pas oublier que ces ministres sont à Genève non pas seulement, ni même surtout, parce qu'ils sont des ministres des Affaires étrangères, mais parce qu'ils sont Membres du Conseil et qu'ils ont des devoirs à remplir envers la Société des Nations.

L'un des principes les plus solides du Pacte est celui suivant lequel un Etat assiste aux séances du Conseil en qualité de Membre lors de la discussion de ses propres affaires. Il est donc légitime que tous les Membres non permanents du Conseil suivent d'un œil vigilant les délibérations à demi-secrètes de Genève. L'opinion mondiale s'est manifestée nettement en faveur de la Société des Nations, grâce aux efforts des Assemblées successives, et il faut prendre garde que ce mouvement d'opinion ne se retourne contre la Société. Les Membres du Conseil ne se rendent pas compte de l'impression produite par ces procédures secrètes. Un fait, à cet égard, mérite d'être mis en lumière. Sur 120 délégués qui ont assisté aux séances de la Société en 1924, 48 seulement étaient des diplomates de carrière. En 1925, ce nombre fut porté à 50 et en 1926 à 54 sur 124 délégués, alors que la proportion des politiciens de carrière et hommes d'Etat était en régression sur ce qu'elle était à la première Assemblée. S'il est indispensable que l'élément diplomatique soit représenté à l'Assemblée de manière substantielle, il n'en est pas moins vrai que le public se rend compte que la carrière diplomatique a peu de goût pour les méthodes ouvertes et la publicité; or cet élément diplomatique est très fortement représenté même dans le Conseil. La délégation norvégienne ne peut se retenir de penser que les délibérations du Conseil auraient plus de poids si l'influence des éléments diplomatiques des grandes Puissances s'y faisait moins sentir.

L'année en cours vient de montrer précisément ce que le Conseil a pu réaliser grâce à la méthode des débats publics. Une des questions les plus difficiles à trancher était celle du territoire du Bassin de la Sarre. Or, ce problème a été l'objet d'une discussion fort utile en public et, grâce à la sagesse et à la modération des Membres du Conseil, une solution a été trouvée qui non seulement fait honneur au Conseil, mais qui inaugure une nouvelle tradition dans la politique mondiale.

La délégation norvégienne envisage avec enthousiasme la proposition de réduction du nombre des sessions du Conseil.

On a parlé de l'impression régnante dans le public que le Conseil semble s'être délibérément détaché de certaines questions politiques; on a dit que son inaction à l'égard de ces problèmes avait quelque rapport avec les dispositions de l'article 16 du Pacte. Il importerait que le Conseil fit une déclaration nette relativement à cet article.

Passant à la question du personnel du Secrétariat, il faut observer au sujet de la nomination de nouveaux sous-secrétaires généraux, qu'il serait désirable de savoir si le Conseil a posé le principe de nommer un sous-secrétaire général par grande Puissance et d'écarter de cette haute situation les ressortissants des autres nations.

Il faut espérer que la discussion du rapport annuel sur l'œuvre du Conseil ne dégénérera pas cette année en un banal échange d'aménités. Cette fâcheuse tendance s'explique par le

Court of International Justice. Brazil had made her acceptance depend on the ratification of the clause by two permanent Members of the Council, but no permanent Members had yet ratified it, though France had taken certain initial steps. The other Members of the League were waiting and wondering why the permanent Members of the Council were not setting them an example.

The impression had been gaining ground during the last two years that there was within the Council a kind of Supreme Council meeting at the same time, but in private, to discuss problems with which the Council itself was to deal at a later stage. It had even been said that regular agenda had been circulated for such meetings, and that questions had been decided before they were submitted for consideration to the Council as a whole. No one would reproach statesmen on the grounds that they deliberated in private on problems directly of interest to their own countries, even if those problems concerned the League and its executive organs, but the Council ran the risk of losing control of affairs and of finding themselves deprived of the possibility of accomplishing their mission, which was to safeguard the peace of the world. While the importance of the League and the Council was shown by the fact that three great Powers were represented by their Ministers for Foreign Affairs, it should be remembered that these Ministers came to Geneva not only, or even mainly, because they were Foreign Ministers, but because they were Members of the Council and owed a duty to the League.

One of the soundest principles of the Covenant was that a State attended the Council in the capacity of Member when its affairs were being discussed. Every non-permanent Member of the Council had therefore been justified in watching with jealousy the semi-private deliberations at Geneva. World opinion in favour of the League had now been created, thanks to the efforts of successive Assemblies, and the greatest care must be taken not to turn that opinion against the League. The Members of the Council did not quite realise the impression that had been created by this procedure of secrecy. One small fact in this connection deserved emphasis. Out of 120 delegates who had attended meetings in connection with the League in Geneva in 1924, 48 had been active diplomatists. In 1925, that number had been increased to 50 and in 1926 to 54 out of 124 delegates, and the element of active politicians and statesmen had not been so strong as in the First Assembly. While it was indispensable for a strong diplomatic element to be represented at the Assembly, there was a feeling that the traditions of the diplomatic career were not in favour of publicity and openness, and even in the Council the diplomatic element was very strong. The Norwegian delegation could not but feel that it would give greater political weight to the deliberations of the Council if its Members were not too closely connected with the diplomatic centres of the great Powers.

The present year had furnished a conspicuous example of what the Council could achieve by means of publicity. One of the most difficult questions settled by it had been that of the territory of the Saar Basin. The problem in connection with that Territory had been successfully debated by the Council in public and, owing to the wisdom and moderation of its members, a result had been achieved which had not only proved a credit to the Council, but which had inaugurated a new tradition in world politics.

The Norwegian delegation viewed without enthusiasm the proposal to reduce the number of meetings of the Council.

Reference had been made to the impression that the Council had deliberately disregarded certain political questions and that its inactivity in this respect had been connected with the provisions of Article 16 of the Covenant. A declaration from the Council concerning Article 16 would be of great interest.

Turning to the Staff of the Secretariat, he would refer to the appointment of certain new Under-Secretaries-General. He desired to know whether the Council had laid it down as a principle that there should be an Under-Secretary-General for every great Power, but that no such high position should be filled by a national of any other nationality.

It was to be hoped that the discussion of the Annual Report on the Work of the Council would not this year degenerate into an exchange of complimentary banalities. The reason

fait que des questions restent sans réponse et que l'on discute l'œuvre du Conseil alors que le Conseil lui-même demeure silencieux. Ceux de ses Membres qui occupent le premier plan semblent se tenir à l'écart et observer une attitude qui ne peut que décevoir les représentants des autres Puissances, venus à l'Assemblée pleins de ferveur et de sympathie et avec la plus grande confiance dans la sagesse et la prévoyance des premiers hommes d'Etat de l'époque. Au nom de ces Membres de l'Assemblée, il prie respectueusement le Conseil de vouloir bien donner une réponse aux questions qui lui sont posées et de prononcer les paroles d'avertissement et d'encouragement que le monde entier aspire à entendre.

La Norvège estime que l'on doit renforcer l'influence de l'Assemblée en tant qu'organe suprême de la Société des Nations et, à cette fin, le Gouvernement norvégien poursuit la réalisation d'un système d'élection proportionnelle. C'est pour cette raison qu'il s'est opposé, au cours de la dernière session ordinaire de l'Assemblée, à toute proposition relative à la rééligibilité et il pense actuellement encore que cette rééligibilité serait chose fâcheuse.

Le mémoire présenté par le Gouvernement norvégien expose que, dans les conditions actuelles, les conversations privées, les ententes secrètes et les accords particuliers, avec ce qu'ils entraînent de contrainte, troublent la préparation des élections des Membres non permanents et exercent une influence décisive. L'emploi de telles méthodes n'est ni désirable, ni sûr, ni digne. Il propose en conséquence que, l'an prochain, le Conseil ou le Secrétariat fasse ouvertement des propositions et les soumette au président et aux vice-présidents des Commissions. Cette année, il ne circule que des listes anonymes et les délégués ne savent pour qui voter. La délégation norvégienne, en conséquence, a pour instructions d'insister pour que soient observées des méthodes constitutionnelles, tant au sein du Conseil que dans l'Assemblée.

En terminant, le délégué de la Norvège dit n'éprouver nul étonnement devant l'œuvre accomplie par le Conseil et le Secrétariat. La Société est ambitieuse et a le droit de beaucoup attendre de ses organes. En les remerciant de tout ce qui a été fait et, en bien des cas, bien fait, l'Assemblée doit leur demander d'accomplir plus entièrement encore et plus complètement l'œuvre qu'elle attend et que le monde attend d'eux, de telle sorte qu'il devienne bientôt impossible à n'importe quelle grande Puissance de rester en dehors de la Société.

M. POLITIS (Grèce) tient à dire franchement ce qu'il pense des critiques qui ont été formulées contre la Société ainsi que des impatiences qui se sont manifestées au sujet de son activité. On entend des paroles de découragement, inspirées par le défaut de réalisation des efforts de 1924, on parle de crise de croissance, d'un retour offensif des vieilles habitudes diplomatiques; on dit que l'opinion réclame d'urgence, de la Société, des garanties supplémentaires à celles qu'on trouve dans le Pacte.

La prétendue crise se rattache au problème de l'élargissement du Conseil, réforme encore trop récente pour qu'on puisse la juger utilement. D'autre part, on ne pourrait citer de cas à l'appui du reproche adressé à la Société d'avoir refusé de s'occuper de graves questions internationales dont elle aurait été saisie, non plus que du reproche, fait aux Puissances qui exercent l'influence la plus grande sur les destinées de la Société, d'avoir préféré régler leurs propres affaires par des négociations directes alors que l'intérêt de la paix aurait été mieux servi si elles s'en étaient remises au Conseil.

Il semble que ceux qui formulent de tels reproches partent de conceptions erronées soit sur le rôle de la Société, soit sur les possibilités actuelles de son activité. La cause de la paix n'aurait rien à gagner si tous les différends entre Etats devaient faire l'objet d'un débat public et solennel; si les intéressés parviennent à s'entendre eux-mêmes en se faisant des concessions réciproques, ce serait folie de s'en plaindre. Le recours au Conseil doit être considéré comme le remède extrême, pour le cas seulement où les moyens diplomatiques ordinaires n'ont pas pu réussir. Bien plus, si l'on n'est pas sûr que le Conseil puisse pratiquement aboutir à une solution satisfaisante, il vaut mieux dans l'intérêt de la paix que la question soit laissée provisoirement en suspens, dans l'espoir que le temps animera les parties d'un meilleur esprit de conciliation.

for such a tendency lay in the fact that questions were put and not answered, and that the work of the Council was discussed while the Council itself kept silent. Its leading Members sat aloof and maintained an attitude which could not but disappoint representatives of other Powers who came to the Assembly full of eager sympathy and with the greatest belief in the foresight and wisdom of the first statesmen of the age. On behalf of such Members of the Assembly, he would respectfully request the Council to answer the questions put to it and to speak those words of hope or of warning which all so much desired to hear.

Norway thought that the influence of the Assembly as the supreme organ of the League should be strengthened, and with that end the Norwegian Government had been working for a system of proportional election. It was for this reason that it had opposed at the last ordinary session of the Assembly any proposal regarding re-eligibility, and it still thought that re-eligibility was undesirable.

In the memorandum submitted by the Norwegian Government, it was stated that, under present conditions, private conversations, underhand arrangements and more or less binding agreements interfered with the preparations for the elections of the non-permanent Members and exercised a decisive influence. To follow such a method was neither desirable nor safe nor dignified, and he would therefore suggest that next year the Council or the Secretariat should openly make proposals and circulate them to the Chairmen and Vice-Chairmen of Committees. At present, anonymous lists were circulated and many delegates were at a loss to know for whom to vote. The Norwegian delegation had therefore been instructed to urge that constitutional methods of work should be fully observed, both within the Council as well as in the Assembly.

In conclusion, he would not express surprise at the amount of work accomplished by the Council and the Secretariat. The League was ambitious and expected much from them. In thanking them for what had been done, and in many cases very well done, the Assembly should request them to fulfil even more completely its expectations and the expectations of the world so that it might very soon become impossible for any great Power to remain outside the League.

M. POLITIS (Greece) said he would speak frankly of the criticisms which had been made against the League and of the impatience which had been shown in regard to its activity. Discouraging statements had been made inspired by the failure of the League to carry into effect the work done in 1924. Reference was made to a crisis in the League due to its growth and a return to the old habits of diplomacy. It was said that public opinion urgently required of the League guarantees supplementary to those which were in the Covenant.

The alleged crises arose out of the problem of the enlargement of the Council. This reform was still too recent for any opinion to be usefully formed in regard to it. No case could be quoted in support of the reproach addressed to the League for having refused to deal with serious international questions which might have been brought to its notice, or in support of the charge that the Powers which had the greatest influence over the destinies of the League had preferred to settle their own affairs by direct negotiations, though the interests of peace would have been better served if these questions had been brought before the Council.

Those who formulated such reproaches started from wrong conceptions either of the part to be played by the League or of the present possibilities of its activity.

The cause of peace had nothing to gain from all disputes between States becoming the subject of public and solemn discussion. If the interested parties succeeded in coming to an understanding between themselves by making mutual concessions, it would be folly to complain. Resort to the Council must be regarded as an extreme remedy to meet only such cases in which it had proved impossible for the ordinary diplomatic methods to succeed. He would go further. If it were not certain that the Council could in practice find a satisfactory solution, it was better in the interests of peace that the question should be left provisionally pending in the hope that time would bring the parties to a better mutual understanding.

Au surplus, on s'exagère beaucoup le caractère et l'étendue des pouvoirs de la Société des Nations. Celle-ci n'est pas un super-Etat : elle ne peut être, comme toute institution humaine, que ce que ses Membres désirent qu'elle soit. Si elle n'a pas encore réalisé tous les rêves des impatientes, ce n'est pas à elle qu'ils doivent s'en prendre, mais aux peuples qui la constituent. C'est l'ambiance internationale où agit la Société qui peut déterminer jusqu'où celle-ci peut aller dans son action pacifique.

La psychologie des critiques de la Société des Nations s'explique aussi par un grand malentendu sur les diverses acceptions du mot « justice ». Dans l'examen des questions relatives à la Société, on ne fait pas assez la distinction nécessaire entre la justice immanente et la justice des hommes. On pose le problème à l'envers lorsqu'on demande à la Société de garantir aux peuples la justice afin qu'ils puissent jouir de la paix. Si l'on songe, non pas à la justice immanente, mais à la justice distributive des hommes, ce n'est pas la justice qui doit venir en premier lieu, c'est la paix. Il faut que l'ambiance autour du juge soit suffisamment pacifique pour que la voix du droit puisse se faire entendre, sans quoi le droit est impuissant devant la force qui éclate, et cette vérité peut être constatée dans toutes les révolutions, comme dans toutes les guerres internationales. Tout ce qu'on peut attendre de la Société, c'est qu'elle contribue à faire naître l'état de paix pour pouvoir ensuite faire triompher l'idée de justice.

Le délégué de la Grèce retrace brièvement les étapes historiques, longues et douloureuses, de l'idée que la force doit être employée pour rétablir le droit. C'est cette idée qui se dégagait des travaux de la Conférence de La Haye, mais le progrès était encore insuffisant pour qu'il y eût, à l'exercice du droit de guerre, autre chose que des limitations indirectes, résultant du recours de plus en plus fréquent aux procédures pacifiques. Le Pacte a précipité cette évolution. Cependant, il tolère la guerre dans des cas exceptionnels, dont le plus grave est celui qui est visé à l'article 15, § 8 : c'est l'hypothèse d'un différend relevant de la compétence exclusive d'un Etat. Or, parmi les questions dites domestiques, on trouve des problèmes aussi graves que ceux des débouchés commerciaux, des matières premières, de l'immigration. On avait espéré, il y a trois ans, combler cette lacune du Pacte par le Protocole. Le Protocole n'a pas pu entrer en vigueur, mais il n'est pas mort, ses principes subsistent et ils sont entrés dans la conscience des peuples. Cela est si vrai que le système des accords de Locarno procède en droite ligne du système du Protocole. Il n'est pas douteux que ce qui a été fait à Locarno sera fait dans un proche avenir dans bien d'autres régions et qu'un jour viendra où les principes du Protocole seront la loi générale de l'humanité.

Est-il possible de reprendre aujourd'hui l'étude du Protocole et de le faire triompher, totalement ou partiellement ? Le délégué des Pays-Bas l'a pensé, et M. Politis croit comprendre que l'on a en vue de revenir à l'idée de l'arbitrage général obligatoire, moins, toutefois, le système des sanctions. Personnellement, il ne croit pas que l'on puisse utilement et pratiquement reprendre le Protocole, parce que les obstacles contre lesquels s'est brisée la mise en vigueur du Protocole de 1924 lui paraissent encore intacts. Non seulement rien n'est venu prouver qu'il y ait une évolution sérieuse des intentions des gouvernements, mais encore l'opinion publique, telle qu'elle s'est manifestée par les gouvernements responsables, n'a pas fait un seul pas important depuis 1924. Il n'y a que seize Etats qui aient ratifié le Protocole facultatif de la compétence obligatoire de la Cour de La Haye et l'acceptation de certains d'entre eux demeure conditionnelle.

Au surplus, le délégué de la Grèce ne conçoit pas l'arbitrage obligatoire comme élément de sécurité s'il n'est pas accompagné de sanctions efficaces. Le procédé préconisé pour combler la lacune en question du Pacte est inopérant parce que l'arbitrage obligatoire, même s'il est admis dans toutes les autres catégories de différends, ne l'est pas dans la catégorie spéciale des questions domestiques. La chose est tellement évidente que, il y a trois ans, non seulement il a été impossible de modifier l'article 15, mais encore cet article a été confirmé par la décision unanime du Conseil constatant que la question portée devant lui était de la compétence exclusive d'un des Etats en litige.

There was considerable exaggeration in regard to the character and extent of the powers of the League of Nations. The League was not a super-State. It was like any other human institution, in that it could not be more than its Members desired it to be. Though it had not yet realised all the hopes of its impatient advocates, it was not just that it should be criticised on that account. The criticism should be addressed rather to the nations which constituted the League. It was the international environment in which the League acted which determined to what lengths the League might go in its pacific action.

The psychological facts underlying the criticisms of the League of Nations were further explained by a serious misunderstanding as to the various meanings of the word justice. In the examination of questions relating to the League, sufficient distinction was not drawn between immanent justice and human justice. The problem was put the wrong way round when the League was asked to guarantee justice to the nations in order that they might enjoy peace. If one had in mind, not immanent justice but justice as between men, it was not justice which should come first, but peace. The atmosphere surrounding the judge must be sufficiently peaceful if the voice of law was to make itself heard. Unless this were so, law was powerless when faced with eruptive forces, a truth which could be seen from the history of all revolutions and all international wars. All that the League could be expected to do was to assist in creating a state of peace that it might be followed by the triumph of justice.

He would refer briefly to the long and painful history of the idea that force should be used in order to re-establish law. It was this idea which had arisen out of the work of the Hague Conference, but the progress made at that date had been insufficient to establish anything more than indirect limits to the exercise of the right of war consisting in an increasing resort to peaceful procedure. The Covenant had hastened this process of evolution. Nevertheless, it tolerated war in certain circumstances, the gravest exception being that covered by Article 15, paragraph 8, namely, the case of a dispute involving the exclusive competence of a State. Among the so-called domestic questions, however, there were problems as serious as those of outlets for trade, raw materials and immigration. It had been hoped three years previously that this omission of the Covenant would be remedied by means of the Protocol. It had not been possible to put the Protocol into force, but it was not dead. Its principles remained and they were enshrined within the conscience of peoples. So true was this that the system of the Locarno agreements was in direct descent from the system of the Protocol. It was certain that what had been done at Locarno would very shortly be done in many other parts of the world, and that one day the principles of the Protocol would become the general law for the guidance of humanity.

Was it possible to take up the study of the Protocol now and to secure its triumph, either total or partial ? The representative of the Netherlands had thought that it was and apparently entertained the idea of returning to general compulsory arbitration, but without the system of sanctions. Personally, he did not think that it would be useful or practical to take up the Protocol again because the obstacles which had prevented its enforcement in 1924 were in his view still untouched. Not only was there no proof that the intentions of Governments had seriously changed in the matter, but public opinion, as displayed by the action of responsible Governments, had not taken a single step forward since 1924. Only sixteen States had ratified the Optional Clause for the compulsory jurisdiction of the International Court at The Hague, and the acceptance of this clause by some of them had been made conditional on certain circumstances.

Further, he did not regard compulsory arbitration as proper security unless it were accompanied by effective sanctions. The procedure laid down to remedy this omission in the Covenant was inoperative, because compulsory arbitration, even though it might be admitted in all other kinds of disputes, was not so admitted in regard to the special class of disputes concerning domestic questions. This was so self-evident that, three years previously, not only had it been found impossible to amend Article 15, but the provisions of that article had been strengthened by the unanimous decision of the Council to the effect that the question laid before it belonged to the exclusive competence of one of the States parties to the dispute.

La conclusion du délégué de la Grèce sur ce point est qu'on servirait mal la cause du Protocole si l'on cherchait à le reprendre par fractions, en lui enlevant ce qu'il avait de plus pratique au point de vue de son application, c'est-à-dire les sanctions. Les temps ne sont pas mûrs.

On a parlé depuis quelques jours d'un projet plus modeste mais qui aurait une force morale considérable: ce serait l'affirmation, par les quarante-sept Etats réunis à l'Assemblée, que les guerres d'agression sont considérées comme un crime international. Mais que vaudrait une telle déclaration de principe, sans sanctions, sans arbitrage obligatoire, et même sans définition de l'agression? C'est dans la mesure où le Pacte ou les accords particuliers rendraient efficace, au moyen de certaines sanctions, la prohibition de la guerre agressive que le principe cesserait d'être d'ordre moral pour devenir d'ordre juridique. Cette déclaration aurait un avantage d'ordre éducatif: elle habituerait peu à peu les hommes à prendre en horreur la guerre d'agression et à peser sur leurs gouvernements pour les obliger à éprouver la même horreur. Mais il ne faudrait pas créer l'impression dangereuse qu'une pareille déclaration ajouterait quoi que ce soit, comme garantie pratique, à la sécurité.

En conclusion, plus on examine le grand problème de la paix, mieux on arrive à se convaincre que le remède ne se trouve pas dans des formules; il doit être cherché dans les racines profondes du mal; il faut arriver à établir des règles pour la solution des différends qui, aujourd'hui, sont laissés à la discrétion des Etats. Un certain nombre d'études déjà faites montre nettement le chemin à suivre. Si le désarmement suppose la sécurité, si la sécurité suppose la justice, la justice à son tour suppose des lois. Dans cet ordre d'idées, la Société des Nations a une mission très haute, qu'elle a déjà commencé à remplir avec un succès auquel on n'a pas suffisamment rendu hommage. Non seulement, depuis huit ans, par des conférences, par des avis soigneusement étudiés, par de savants travaux techniques, la Société a enrichi le droit de règles nouvelles qui permettront la solution de conflits jadis insolubles, mais encore elle élabore constamment dans ses organisations spéciales des formules nouvelles de règles de droit international. C'est parce que la Société construit ainsi pièce à pièce la solide infrastructure de ses développements ultérieurs qu'on peut avoir en elle la plus grande confiance.

La séance est levée à 13 heures.

III. SEPTIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

Tenue à la Salle de la Réformation, le mercredi 7 septembre 1927, à 17 heures.

Suite de la discussion générale du rapport à la huitième session ordinaire de l'Assemblée de la Société des Nations sur l'œuvre du Conseil, sur le travail du Secrétariat et sur les mesures prises pour exécuter les décisions de l'Assemblée.

Sir Edward HILTON YOUNG (Empire Britannique) dit qu'il va traiter d'un des événements les plus importants de l'année écoulée, à savoir: la Conférence économique. Au nom de la délégation britannique, il désire saluer les résultats des travaux de cette Conférence. La Société des Nations s'est occupée de travaux intéressant directement la paix; elle a étudié le problème de la sécurité; l'orateur veut insister sur le fait qu'il est peut-être d'une égale importance pour la cause de la paix d'attaquer le problème économique.

L'orateur désire, en particulier, féliciter le président de la Conférence économique, M. Theunis, et M. Loucheur, représentant de la France, à qui est revenue l'initiative de provoquer sa réunion.

La Conférence a montré que les intérêts de l'humanité étaient unis non seulement dans le domaine de l'idéal, mais encore dans celui des choses matérielles. Il est apparu clairement qu'il n'y avait point nécessairement conflit entre les intérêts matériels des nations.

His conclusion on this point was that the cause of the Protocol would be ill served if an endeavour were made to take it up in fragments and to remove from it its most practical provision from the point of view of its application, namely, the sanctions. The time was not yet ripe.

For several days reference had been made to a more modest scheme, but one which would have a considerable moral force. This would consist in the affirmation by the forty-seven States united in the Assembly that wars of aggression should be regarded as an international crime. What, however, would such a declaration of principle be worth without sanctions, without compulsory arbitration, and even without a definition of aggression? It was in proportion as the Covenant or special agreements rendered effective, by means of certain sanctions, the prohibition of aggressive war that the principle laid down would cease to be of a merely moral significance and would become of legal significance. Such a declaration would have an advantage from the educational point of view. It would gradually accustom men to look with horror upon aggressive war, and induce them to bring pressure to bear on their Governments in order to compel them to share that sentiment. It was necessary, however, not to create the dangerous impression that such a declaration could add anything whatever, as a practical guarantee, to the security of States.

In conclusion, the more one examined the great problem of peace the more convinced one became that the remedy would not be found in formulae, but must be sought at the roots of the evil. It was necessary to establish rules for the settlement of disputes which to-day were left to the discretion of States. A certain number of investigations already made clearly indicated the path to be followed. If disarmament presupposed security and security was based on justice, justice in its turn was based upon law. In this field the League of Nations had a very high mission, which it had already begun to fulfil with a success which had not been adequately appreciated. Not only in the space of eight years, by means of conferences and opinions carefully studied, but by means of technical work, the League had enriched existing law with new rules, which would enable conflicts hitherto insoluble to be settled, and it was still working persistently within its special organisations and framing new rules of international law. It was because the League was constructing piece by piece a solid foundation for its later development that one might have the utmost confidence in its future.

The meeting rose at 1 p.m.

III. SEVENTH PLENARY MEETING

Held at the Salle de la Réformation on Wednesday, September 7th, 1927, at 5 p.m.

Continuation of the Discussion of the Report to the Eighth Ordinary Session of the Assembly of the League of Nations on the Work of the Council, on the Work of the Secretariat and on the Measures taken to execute the Decisions of the Assembly.

Sir Edward HILTON YOUNG (British Empire) said he would refer to one of the most important events of the past year, namely, the Economic Conference. On behalf of the British delegation, he desired to welcome the results of the work of that Conference. The League had been concerned with direct work on behalf of peace, namely, the question of security, but he would emphasise that the attack upon the economic problem might be of equal importance to the cause of peace.

In particular, he would like to congratulate the Chairman of the Economic Conference, M. Theunis, and M. Loucheur, representative of France, who had taken the initiative in bringing it about.

The Conference had shown that the interests of humanity were joint and common, not only in the region of high ideas but in the region of material things. It had been made clear that there was no necessary conflict between the material interests of nations.

L'orateur a pu se rendre un compte personnel de la valeur de la Conférence financière de Bruxelles. Les résolutions de cette Conférence ont grandement servi l'œuvre de la reconstitution, non seulement parce qu'elles étaient bonnes, mais parce qu'elles avaient derrière elles l'autorité de la Société des Nations. Le succès de la Conférence de Bruxelles avait encouragé l'orateur à espérer qu'une conférence économique se révélerait comme également utile à l'œuvre de la reconstitution économique et ses espérances n'ont pas été déçues. Ceux qui travaillent à la reconstruction économique sont maintenant pourvus d'un instrument plus puissant encore que celui que leur a fourni la Conférence de Bruxelles.

Les résultats de cette Conférence sont bien connus: elle a constaté qu'il faut avoir une plus grande liberté commerciale entre les nations, une plus grande liberté de circulation des capitaux, des produits et de la main-d'œuvre. Elle a constaté aussi qu'il faut une meilleure organisation de la production. En outre, la Conférence économique s'est occupée d'agriculture. La déclaration de la Conférence constatant que les difficultés de l'agriculture ne constituent qu'un aspect des difficultés industrielles a été accueillie avec plaisir, car elle va au fond des problèmes actuels.

L'orateur veut se borner à cette question d'une liberté plus grande du commerce. Il ne peut éviter de considérer cette question en partie du point de vue national. La Grande-Bretagne exporte 25 % de sa production et importe un cinquième des exportations des autres pays. Elle dépend donc du commerce avec l'étranger et doit compter sur ses relations avec le monde entier, sur sa marine marchande et sur son système bancaire. L'Empire Britannique ne peut donc pas ne pas accueillir avec faveur des résolutions tendant à une plus grande liberté commerciale.

En ce qui concerne les recommandations de la Conférence économique relatives aux droits d'exportation, la Grande-Bretagne n'a pas de taxes de ce genre; elle ne fait pas de discrimination entre les Etats ou entre leurs ressortissants, elle ne connaît pas d'autres prohibitions à l'importation que celles qui ont trait à la sécurité, à l'hygiène et à la morale publiques, et elle n'a pas de droits à l'importation qui soient la conséquence de la guerre. En dehors des impôts sur le revenu, la Grande-Bretagne ne taxe que de 2 à 3 % de ses importations totales, constituant ainsi le marché mondial le plus vaste et le plus libre. Elle a accueilli avec faveur les résolutions de la Conférence économique, qui sont l'expression de l'idée fondamentale de la Société, à savoir l'harmonie entre les nations; elles montrent ainsi le chemin que l'on doit suivre si l'on veut éviter la guerre. La meilleure politique ne consiste pas toujours à prendre la ligne la plus courte, surtout en matière de désarmement. La voie qui mène à la réduction directe des armements militaires semble hérissée de difficultés, mais les guides si habiles de la Conférence économique ont montré le moyen de les contourner. Les sentiments qui mènent à la haine et à la guerre proviennent de causes très différentes, et parmi celles-ci les causes économiques ne sont pas les moindres. L'histoire naturelle de la guerre constitue un sujet d'études parfaitement approprié pour la société. La guerre fut la conséquence de l'erreur et de la crainte sous toutes leurs formes, et l'erreur et la crainte économiques furent parmi les plus accentuées. L'erreur économique la plus répandue est de croire que les Etats peuvent exister indépendamment les uns des autres et sans entretenir entre eux des relations étroites. La plus grande et la plus stupide des craintes économiques est de s'imaginer que la prospérité d'une nation porte atteinte à la prospérité d'une autre nation. C'est exactement le contraire qui est vrai. Il y a un conflit perpétuel entre les forces de l'individualisme et du nationalisme, qui poussent les hommes à vivre à l'écart les uns des autres, et les forces sociales, qui les lient entre eux. Après la guerre, l'individualisme et le nationalisme ont exercé un trop grand empire et déterminé un état de choses dont s'est occupé la Conférence économique. La Société ne peut avoir de préoccupation plus élevée et d'un intérêt plus direct pour elle que d'essayer de supprimer la tension économique à laquelle ont tant contribué les tarifs excessifs d'après-guerre.

Ensuite, le délégué britannique traite, en particulier, des mesures à prendre à la suite des résolutions de la Conférence économique. Ces résolutions permettront d'attaquer de flanc les forces de crainte et d'erreur qui sont les causes de la guerre. Il reste d'ailleurs à accomplir tous les travaux pratiques nécessaires pour recueillir le fruit de ces résolutions. La Société a reçu une arme puissante, mais il faut s'en servir. La Société

He had had personal experience of the value of the Brussels Financial Conference. These resolutions had been a great instrument of reconstruction, not only because they were right, but because they had behind them the authority of the League. The success of the Brussels Conference had encouraged him to hope that an economic conference would prove of equal value in the work of economic reconstruction, and these hopes had not been disappointed. Workers for economic reconstruction were now provided with an instrument even more powerful than that which had been afforded them by the Brussels Conference.

The results of the Conference were well known. It had been decided that there must be greater liberty of trade between nations, an easier flow of capital, of goods, and of labour. It had also been decided that there must be a better organisation of production, and the Conference had further dealt with the question of agriculture. The declaration of the Conference to the effect that the difficulties of agriculture were only an aspect of the difficulties of industry had been welcomed as going directly to the roots of the present problems.

He would confine himself to the question of greater liberty of trade. He could not avoid looking at this question partly from a national aspect. Great Britain exported 25 per cent of everything manufactured in the country, and imported one-fifth of the exports of other countries. Great Britain depended on foreign trade, and had to rely upon universal world connections, her mercantile marine and banking system. The British Empire would necessarily welcome resolutions in favour of the greater liberty of trading.

With regard to the recommendations of the Economic Conference concerning export duties, Great Britain had none, and showed no discrimination between States or their nationals, nor had it any prohibited imports except those which affected public safety, public health and public morals, and no import duties which were the result of war conditions. Great Britain, apart from the revenue taxes, taxed only between 2 and 3 per cent of her total imports and thus provided the largest and freest market in the world. Great Britain welcomed the resolutions of the Economic Conference. They expressed the idea which was at the basis of the League — harmony between nations. They also showed the path which should be followed if war was to be avoided. It was not always the best policy to take the shortest line, more particularly with regard to disarmament. The way towards the direct reduction of military armaments appeared to be crossed by very difficult precipices, but the skilled guides of the Economic Conference had shown the way round. The instincts which led to hostility and to war were the result of very different causes and, among these, economic causes were not the least. The natural history of war was a most proper study for the League. It was the outcome of error and fear in all its forms, among which economic error and economic fear were two of the strongest. The most prevalent of economic errors was the error that States could exist independently of each other without close mutual relations. The greatest and most foolish of economic fears was the fear that the prosperity of one nation would detract from that of another. The exact opposite was the truth. There was a constant conflict between the forces of individualism and nationality which drove men into separate existences, and the social forces which bound them together. After the war, the former held too great a sway, and produced a state of affairs with which the Economic Conference had dealt. The League could have no higher and no more direct occupation than to attempt to abolish the economic strain to which exaggerated post-war tariffs had so highly contributed.

He would especially refer to the action which must be taken on the resolutions of the Economic Conference. Those resolutions would lead a flank attack upon the forces of fear and error which were the causes of war. All the practical work necessary to reap the fruit of those resolutions, however, was still to be performed. A powerful weapon had been given to the League, but it had yet to be wielded. The League would be unworthy

ne serait pas digne de l'admirable occasion que sont pour elle les travaux de la Conférence si elle devait se contenter d'un résultat médiocre. Elle doit profiter de l'élan ainsi donné et assurer au commerce international le maximum de libertés dont le monde est capable. Cependant, la Société doit se rendre compte qu'en ce domaine il est impossible d'atteindre le but d'un seul bond. En premier lieu, il faut apporter le plus grand soin au mécanisme qui permettra d'entreprendre la tâche initiale d'exécution des travaux élaborés par la Conférence. Selon la délégation britannique, le Comité économique s'est montré un organisme de la plus haute valeur et de la plus grande efficacité, et ce serait sacrifier une grande et bonne chose à un avantage bien problématique si ce Comité ne devait pas continuer d'assumer le rôle précieux qui a été le sien dans le passé. Il se peut que l'on doive modifier sa constitution, mais cela exige la plus grande circonspection. Il est peut-être particulièrement souhaitable que ce Comité soit plus étroitement en contact avec les organisations qui font œuvre pratique en matière d'industrie, de commerce et de finance. Néanmoins, il insiste sur le fait que, pour des raisons pratiques, moins le Comité comprendra de membres et plus il fera œuvre efficace et rapide.

Il s'est permis d'attirer spécialement l'attention sur l'heureuse démarche accomplie par la Société lorsqu'elle convoqua la Conférence économique, et sur l'effort vigoureux tenté en vue de rompre le cercle vicieux des craintes économiques et des craintes militaires, car il est vrai que l'existence d'armements considérables pousse les nations à essayer de conserver jusqu'à l'impossible leur autonomie économique. En faisant sienne l'affirmation qu'un état de paix est indispensable dans l'intérêt économique de l'humanité, la Société porterait à ce cercle vicieux un coup aussi efficace que ce fut le cas l'an passé lorsqu'elle admit dans son sein un nouveau Membre.

Le comte APPONYI (Hongrie) dit que la nature humaine étant ce qu'elle est, l'acheminement vers l'état de choses où la paix serait assurée par le règne de la justice et où des relations loyales s'établiraient au grand jour entre les nations sur la base de leurs droits mutuels, comme le dit le préambule, ne peut se faire que par une évolution successive. Mais c'est précisément parce que ce progrès vers l'idéal est lent qu'il doit être continu et ininterrompu. L'orateur dit que de trop grands éloges de la Société provoquent la suspicion plutôt qu'ils n'inspirent la confiance et lui rappellent certains partis politiques qui, lorsqu'ils sont sur le point de se dissoudre, publient des bulletins déclarant que jamais union n'a été aussi absolue que celle qui règne dans leur sein.

M. Politis a recommandé à l'Assemblée la patience; il prouve, une fois de plus, que l'on ne saurait s'attendre à des résultats immédiats et il s'est montré quelque peu sceptique à l'endroit de l'arbitrage. La représentant des Pays-Bas a fait, à une séance précédente, une proposition qui contient deux parties distinctes. Le comte Apponyi estime que la première rencontrera l'adhésion universelle. Elle tend à dire que la Société et l'Assemblée doivent tenter de stimuler l'activité des commissions qui s'occupent de la réduction des armements; la seconde a pour but de donner au monde des gages de sécurité. C'est en quelque sorte une reprise de la mentalité qui a mené à la rédaction du célèbre Protocole de 1924. On s'efforce actuellement de consigner dans un document nouveau certains principes de ce Protocole.

Lorsque le Protocole a été rédigé, le Gouvernement hongrois n'avait pas eu le temps de prendre position à son égard. Pendant qu'il s'y préparait, s'est produit le dissentiment entre deux grandes Puissances qui a conduit à l'abandon du Protocole. Dans ces conditions, le Gouvernement hongrois n'a pas jugé opportun de se prononcer.

L'orateur passe brièvement en revue ce qu'il appelle l'actif et le passif des dernières années, afin de découvrir si la Société des Nations peut se féliciter d'un excédent d'actif ou constater plutôt un déficit.

Il y a un actif considérable. C'est, d'abord, le succès de la Conférence économique, bien que les résultats des résolutions prises par cette Conférence n'aient pas encore trouvé corps dans des décisions prises par les Etats. Cependant, l'harmonie d'intentions qui s'est révélée au sein de cette Conférence a été si claire, si nette, ainsi que la vue des remèdes à apporter, que l'orateur croit pouvoir dire qu'un pas très important a été effectué par cette Conférence vers la guérison des maux économiques dont souffre le monde.

of a great opportunity afforded by the work of the Conference if it rested content with any small achievement. It must take advantage of the impetus afforded and achieve the utmost enlargement of the liberties of international trade of which the world was capable. And yet, on the other hand, the League must realise that in this sphere it was impossible to proceed in one single bound. In the first place, the most careful attention should be paid to the machinery by which the initial task of carrying forward the work of the Conference should be undertaken. In the opinion of the British delegation, the Economic Committee had proved itself to be an organisation of the utmost value and efficiency, and it would be sacrificing a great good to a very speculative advantage were that Committee not to continue to perform the invaluable functions which it had performed in the past. Its constitution might have to be amended, but that was a matter demanding the most careful scrutiny. It might be especially desirable to bring that Committee more closely in touch with practical organisations connected with industry, commerce and finance. He would urge, however, that, for practical reasons, the fewer the number of members on the Committee the more efficiently and the more rapidly would the work be done.

He had ventured to call special attention to the step forward taken by the League through the Economic Conference, and the strong effort made to break the vicious circle of economic fears and military fears produced by the existence of great armaments which compelled nations to attempt the maintenance, to an impossible degree, of economic self-sufficiency. In accepting the declaration of the necessity for the existence of peace in the economic interests of mankind, the League would strike a blow against that vicious circle which was equivalent to the blow struck the year previously when a new member of the League had been admitted.

Count APPONYI (Hungary) said that human nature being what it was, to reach a state of affairs when peace would be assured by the rule of justice, and when loyal relations would be established openly between nations on the basis of their mutual rights, as was stated in the Preamble of the Covenant, it was necessary to follow a process of evolution. But precisely because the journey towards the ideal was slow, it should be continuous and uninterrupted. Too great praise of the League promoted suspicion rather than inspired confidence and reminded him of certain political parties who, when about to split into their component parts, published bulletins saying that they were more united than ever before.

M. Politis had urged the Assembly to show patience, proving once more that it was impossible to reach immediate results; he had shown himself somewhat sceptical regarding arbitration. The representative of the Netherlands had, at a previous meeting, made a proposal consisting of two parts; the first — which Count Apponyi thought would be universally supported — that the League and the Assembly should seek to stimulate the activity of the various committees dealing with the reduction of armaments; the second, which sought to provide the world with guarantees of security. This latter proposal was somewhat in the nature of a return to the state of mind which had led to the drafting of the famous Protocol of 1924. It was now sought to include in a fresh document certain principles contained in that Protocol.

When that Protocol had been drafted, the Hungarian Government had not had time to consider its attitude; while it had been doing so, two great Powers had dissented from the Protocol and this had led to its abandonment. In those circumstances, the Hungarian Government had not thought proper to express its view.

He next passed briefly in review what he would describe as the assets and liabilities of the last few years, with the object of discovering whether the League could congratulate itself on a surplus or be forced to own to a deficit.

There were considerable assets. In the first place, the success of the Economic Conference — though the resolutions of that Conference had not yet been made the object of final decisions on the part of States. The harmony of intention which it had shown, however, had been so clear and definite, as also had been the remedies suggested, that Count Apponyi felt justified in maintaining that a very important step had been taken towards remedying the economic ills from which the world was suffering.

En outre, il y a le rapprochement qui a pris corps dans les arrangements de Locarno et qui montrent le commencement de relations plus intimes entre deux grandes nations du continent européen, qui disposent chacune d'immenses ressources. La mésentente existant entre ces deux nations, et qui a mené à la dernière guerre, a été peut-être un des plus grands malheurs de l'humanité. L'orateur était un bien jeune homme à l'époque de la guerre de 1870. Il a vu que la paix qui a terminé cette guerre n'était pas de nature à pouvoir ramener une réconciliation; il a donc eu dès sa jeunesse le sentiment que la brouille mortelle entre ces deux grands peuples était le plus grand mal qui pût affliger le monde. Eh bien ! les hommes d'Etat ont fait de courageux efforts pour sortir de ce mal et ont déjà réussi à braver les divers préjugés et certaines difficultés de sentiment dans leurs propres pays. Les hommes d'Etat qui ont essayé et qui ont déjà en partie réussi à diminuer ou à faire disparaître ce mal méritent la reconnaissance non seulement de leurs pays, mais de l'humanité tout entière.

Pour le passif, l'orateur doit faire mention du succès très incomplet de la Société des Nations dans le domaine de la protection des minorités nationales. A ce point de vue, son organisation semble imparfaite à l'orateur et il a essayé de l'améliorer il y a deux ans, mais le Conseil n'a pas cru pouvoir tenir compte des suggestions qu'il avait alors présentées.

A ce propos, l'orateur désire rappeler la déclaration qui a été faite alors par le représentant du Brésil, déclaration par laquelle ce dernier a donné du problème des minorités nationales, une définition que l'orateur ne saurait accepter dans le sens qu'on lui a généralement attribué. Le représentant du Brésil a déclaré que le but des Traités de protection des minorités n'était pas de conserver le caractère hétérogène des nouveaux Etats, mais de procéder à une lente absorption de ces minorités, à une lente élaboration d'homogénéité. Si cette absorption — expression qui peut prêter à équivoque — veut dire seulement l'affermissement de la loyauté des citoyens envers l'Etat, quelle que soit leur race, il n'y a rien à dire. Mais si elle signifie la disparition complète du caractère de race de la minorité et la substitution d'une mort douce à une mort violente, il doit alors préster de toutes ses forces contre pareille interprétation. Il est persuadé que le Conseil a voulu entendre dans ce sens le mot « absorption »: le Conseil a songé simplement à l'absorption politique, à l'accomplissement loyal de tous les droits des citoyens envers un Etat.

Il importe donc que la déclaration du représentant du Brésil reçoive une interprétation authentique.

Le second poste du passif est la lenteur extraordinaire avec laquelle on cherche une solution à la question de la réduction générale des armements. En principe, le délégué hongrois reconnaît qu'il est impossible d'obtenir un résultat immédiat sans certaines garanties, mais il se demande si les accords intervenus entre les grandes Puissances occidentales n'ont pas déjà fourni ces garanties. Toutes les conditions de sécurité que l'on peut en général trouver dans ces traités semblent d'ores et déjà être remplies.

En ce qui concerne la partie orientale de l'Europe centrale, il n'y a guère qu'un pays qui aurait besoin de garanties de sécurité: c'est la Hongrie, parce qu'elle est le seul pays qui, absolument désarmé, soit entouré de nations armées jusqu'aux dents.

La Hongrie ne demande pas d'autres gages de sécurité que ceux qui résultent des traités existants et qui résulteront d'une exécution loyale de l'article 8 du Pacte.

En dehors de la Hongrie, il n'y a que les pays voisins de la Russie soviétique qui aient besoin de garanties spéciales de sécurité. Ces garanties, dans le système de désarmement général, la Société sera, semble-t-il, toujours prête à les leur donner, en tenant compte de leur situation politique spéciale et avec cette autre garantie nécessaire que ce supplément de forces militaires ne soit pas employé à des buts offensifs. On se demande alors si l'on ne peut faire un pas plus résolu dans la voie de la réduction des armements. Lorsque le Protocole a échoué et qu'il a paru impossible de réaliser le triple principe arbitrage, sécurité, désarmement, le délégué de la Hongrie, sur une proposition du représentant de l'Espagne, a soumis une motion par laquelle l'Assemblée invitait le Conseil à faire procéder par une commission spéciale à des études prépara-

There was also the *rapprochement* expressed in the Locarno agreements, which showed the beginning of closer relationships between two great nations of the continent of Europe each possessed of immense resources. The discontent between those two nations which had led to the recent war had been one of the greatest misfortunes of humanity. Count Apponyi had been a very young man when the war of 1870 had broken out, and he had seen that the peace concluded after that war had not been of a kind which could have led to reconciliation. He had therefore had the feeling, from his youth up, that the mortal quarrel between those two great countries had been the greatest ill which could afflict the world. Now statesmen had made courageous efforts to get rid of this misfortune, and had found a means to brave various prejudices and difficulties in connection with the state of feeling in their own countries. Such statesmen, who had tried and who had already in part succeeded in diminishing or destroying this evil, deserved the gratitude not only of their own countries but also of the whole world.

On the debit side, he would refer to the very incomplete success of the League as far as the protection of national minorities was concerned. Its organisation in this respect was, he thought, imperfect, and he had tried to improve it two years previously, but the Council had not felt able to put into effect the suggestions which he had then made.

In this connection, he would recall the declaration made by the representative of Brazil, who had defined the problem of national minorities in a manner of which the general interpretation was not acceptable to Count Apponyi. The representative of Brazil had stated that the object of the treaties protecting minorities had been not to preserve the heterogeneous character of the new States, but to proceed to a slow process of absorption of the minorities till a homogeneous whole was obtained. If such a process of absorption — and he considered the expression to be not a very happy one — meant simply the strengthening of the ties of loyalty owed by all citizens towards the State, whatever their race, he had no criticism to make. If, however, it meant the complete disappearance of the racial character of the minority and the substitution of an easy for a violent death, then he would protest with all his might against such an interpretation. He felt sure that the Council did not take this to be the meaning of the word "absorption". It only meant political absorption involving the loyal accomplishment of all the duties owed by citizens towards a State.

It was important, therefore, that the declaration of the representative of Brazil should be given an authentic interpretation.

Another item on the debit side was the extraordinary slowness with which a solution of the question of the general reduction of armaments was being found. In principle, he would agree that it was impossible to obtain an immediate result without certain guarantees, but he wondered whether such guarantees had not already been furnished by the agreements adopted by the great Western Powers. All the conditions of security which could in general be expected to be found in those treaties had already been fulfilled.

As far as the eastern part of Central Europe was concerned, there was only one country which needed guarantees of security and that was Hungary, because it was the only country completely disarmed and surrounded by nations armed to the teeth.

Hungary asked for nothing more in the way of security than the guarantees in existing treaties and those which would be afforded by the loyal execution of Article 8 of the Covenant.

Apart from Hungary, there were only the countries who were neighbours of Soviet Russia who needed special guarantees of security. He thought that, in any general system of disarmament, the League would always be ready to give those nations such guarantees and to take account of their special political situation, but with the further guarantee that the additional military forces allowed to them should not be used for offensive purposes. In view of these circumstances, perhaps a more resolute step towards disarmament could have been taken. At the moment when the Protocol had failed and the three principles, arbitration, security and disarmament, had not in consequence been secured, the Spanish representative, and himself had submitted a proposal by which the Assembly had asked the Council to establish a special committee to make a

toires afin qu'au moment opportun une conférence générale du désarmement puisse être convoquée.

Il a étudié avec beaucoup de soin le rapport de cette Commission préparatoire, qui lui a laissé une impression extrêmement pénible. Sur presque toutes les questions importantes, la Commission n'a pas pu se mettre d'accord sur un texte unique, mais a élaboré plusieurs textes et il n'a été pris de décision sur aucun d'eux.

Dans ces conditions, l'Assemblée devrait demander d'urgence que la seconde lecture, qui permet d'espérer que ces divergences pourraient être aplanies, ne soit pas différée.

Le délégué du Japon disait que le crédit de la Société gagnerait énormément si elle pouvait faire avancer la question du désarmement général. Le représentant hongrois tient à dire pour sa part que ce serait la banqueroute de la Société des Nations si elle ne réussissait pas à résoudre ce problème, qu'elle a elle-même inscrit dans son Pacte parmi les tâches qu'elle avait à accomplir.

Il est un article qui l'afflige profondément, c'est celui où il est déclaré que la nouvelle Convention sur la réduction des armements n'affecterait en rien la situation des pays déjà désarmés en vertu des traités précédemment conclus. C'est dire que nul espoir ne reste à ces pays de voir, dans un temps calculable, disparaître la situation vraiment horrible dans laquelle ils se trouvent à cet égard. Cette situation est contraire à l'esprit des traités eux-mêmes, parce que cette inégalité en matière de désarmement est unilatérale et n'a été imposée aux Etats en question que par un traité dont le préambule déclare cet état de choses provisoire.

Quand la Société aura dressé le tableau de la réduction générale des armements, il faudra que les règles ainsi établies et ayant égard à la situation politique et géographique spéciale de chaque pays soient mises en harmonie pour toutes les nations, car il est impossible de refuser aux nations naguère vaincues le bénéfice du principe en vertu duquel il faut éliminer les possibilités de guerre agressive tout en laissant à chaque pays la possibilité de se défendre quand il est attaqué.

Au cours des discussions du projet de Protocole, quelqu'un disait que c'était le droit de chaque nation de se défendre, mais non son devoir. A ce moment, le représentant de la Belgique s'est levé pour déclarer que c'était aussi le devoir de ce pays, car il y allait de l'honneur national. Le délégué de la Hongrie a approuvé et continuera d'approuver cette manière de voir.

Le maintien des inégalités entre nations que contiennent les traités de paix est absolument contraire à l'esprit de la paix. Au sortir d'une grande guerre, cela peut se comprendre pour des raisons psychologiques, mais la permanence d'un pareil état de choses, c'est la perpétuité de l'état de guerre. La véritable paix consiste dans la tranquillité des âmes, dans l'adhésion volontaire des esprits à l'ordre juridique établi. Cette paix ne pourra exister dans le monde tant qu'il restera une inégalité dans la situation juridique des nations.

Le représentant de la Hongrie conjure les membres de la Commission préparatoire de prendre ce point de vue en considération. Il conjure, en particulier, ceux qui appartiennent à la catégorie des vainqueurs, et qui, en toute bonne foi, affirment leur désir d'obtenir la véritable paix, de ne pas insister pour le maintien de cet empêchement psychologique. Respecter les lois inexorables de la logique et de la psychologie nationale, c'est travailler pour la durée et jeter les fondements de l'œuvre de véritable apaisement. Tant que la mentalité de guerre n'aura pas disparu au point de permettre aux hommes d'Etat des grandes nations de suivre cette ligne de conduite, il ne pourra être question de véritable paix, mais seulement de palliatif.

Le délégué de la Grèce montrait combien l'idée de la justice organisée était lente à se développer, même à l'intérieur des nations, à plus forte raison dans le monde international. Son collègue a fait aussi ressortir la différence entre le droit positif et la justice immanente. Les lois de la morale et de la justice sont éternelles, mais notre compréhension de ces lois est en évolution, et pour qu'il y ait tranquillité, pour que le respect de la loi, tant nationale qu'internationale, soit assuré, il faut qu'il y ait une justice organisée. Quand le droit positif ne correspond plus à l'idée généralement acceptée de justice immanente, alors la forme est en contradiction avec le contenu, et c'est le contenu qui tôt ou tard brise la forme. Ce qui dans la vie des peuples s'appelle révolution, dans la vie internationale s'appelle « guerre ». Il appartient à ceux qui gouvernent les

preparatory study in order that a general disarmament conference could be convened when the time came.

He had very carefully studied the report of this Preparatory Committee and it had left a very painful impression upon him. On nearly every important question, the Committee had not reached agreement on any one single recommendation, but on several texts regarding which no final decision had been taken.

This being so, the Assembly should urgently demand that the Committee should proceed to a second reading of its conclusions in the hope that these great divergences of view might be removed.

M. Adatci had said that the League of Nations would gain enormously in esteem if it could make progress in regard to general disarmament. Count Apponyi would say that the League of Nations would go bankrupt if it did not succeed in solving the problem with which it had undertaken to deal by the very terms of its Covenant.

He was particularly distressed by the article which stated that the new Convention on the Reduction of Armaments would not in any way affect the position of countries already disarmed in virtue of previous treaties. This meant that there was no hope for those countries that, in a measurable period of time, the really terrible situation in which they were would be ended. This situation was contrary to the spirit of the treaties themselves, for this inequality was only unilateral and had been forced upon the States which had accepted it by a treaty of which the preamble declared that such a state of affairs was only provisional.

When the general scale of reduction of armaments was complete, it must contain regulations which should take account of the special political and geographical position of every country, for it was impossible to abandon the great principle that each country should be allowed the possibility of defending itself when it was attacked, while all possibility of aggressive war should be eliminated. It was impossible that nations defeated in the Great War should be refused the benefits of this principle for ever.

During the discussions of the Protocol, it had been maintained that it was the right of each nation to defend itself, but not its duty. On that occasion, the representative of Belgium had urged that it was also its duty, for it was a question of national honour. Count Apponyi had supported, and would continue to support, this view.

The maintenance of the inequalities contained in the Peace Treaties was entirely contrary to the spirit of peace. They could be explained from a psychological point of view as being the outcome of the Great War, but to make them permanent was to perpetuate the state of war. True peace consisted in internal tranquillity and in the voluntary adherence of all to established law. Such a peace could not exist in the world as long as an inequality in the legal position of nations remained.

He would urge the members of the Preparatory Committee to take his point of view into consideration. Those who belonged to the category of the victorious nations and who affirmed in all good faith their desire to obtain true peace should not insist on the maintenance of the psychological obstacle which remained in the way of its achievement. To pay attention to the inexorable laws of logic and of national psychology was to lay firm and strong the foundation of true peace. As long as the mentality created by the war had not disappeared to a degree which would make it possible for statesmen to adopt such a line of conduct, it was impossible to speak of real peace, but only of palliatives.

M. Politis had shown how slow was the development of organised justice even in the case of a single nation, and how much slower its growth was in the international field. He had also emphasised the difference between positive law and immanent justice. The laws of morality and justice were eternal, but man's understanding of them was in process of evolution, and, in order to achieve peace and respect for law, both nationally and internationally organised justice was a necessity. When the actual law was not in accordance with the generally accepted notion of immanent justice, then the vessel was no longer suited to the contents and the contents broke the vessel sooner or later. When this occurred, it meant revolution within a nation or war between nations. Those, therefore, who governed nations and who settled their mutual relations

nations et qui règlent les rapports entre elles d'avoir toujours les yeux sur les divergences possibles qui peuvent surgir entre le droit matériel et l'idée de justice immanente.

C'est seulement lorsque la Société aura le courage de plonger la sonde dans les profondeurs du droit international existant et de le soumettre à une critique au point de vue de son accord avec les principes de la justice immanente et avec les intérêts des nations, c'est seulement alors qu'elle fera véritablement et durablement œuvre de paix.

La séance est levée à 19 h. 30.

IV. DEUXIÈME SÉANCE DE LA DEUXIÈME COMMISSION

La deuxième Commission a tenu hier, jeudi 8 septembre 1927, sa deuxième séance, sous la présidence de M. DANDURAND (Canada).

Communications du Président.

Le PRÉSIDENT fait les communications suivantes :

1. Le Bureau de l'Assemblée estime que la question de l'alcoolisme, ayant été soumise à la deuxième Commission, doit être maintenue à son ordre du jour, sauf décision contraire de l'Assemblée.

2. Le Bureau de l'Assemblée rappelle aux membres de la Commission que les procès-verbaux des séances de la Commission ne sont pas des comptes rendus sténographiques, mais des résumés des principaux points de la discussion.

3. La délégation suisse notifie que M. DE REYNOLD participera aux débats relatifs à la coopération intellectuelle en qualité d'expert attaché à la Délégation helvétique.

Election des Rapporteurs.

La Commission élit les membres suivants comme rapporteurs des questions inscrites à son ordre du jour :

Sir C. O. Ramaswami AYYAR (Inde) : Pour les travaux de l'Organisation d'hygiène.

Le Dr CALVO-MACKENNA (Chili) : Mission du président du Comité d'hygiène en Amérique du Sud.

M. DE BROUCKÈRE (Belgique) : Travaux de l'Organisation des communications et du transit.

Le Baron DE WEST (Hongrie) : Union internationale de secours.

M. LUPU (Roumanie) : Question de l'alcoolisme.

Le major ELLIOTT (Grande-Bretagne) : Œuvre d'établissement des réfugiés bulgares.

M. GLIWIC (Pologne) : Travaux du Comité économique.

M. LEITMAIER (Autriche) : Ouverture d'un Protocole relatif à l'exécution de sentences arbitrales rendues à l'étranger.

M. LOUCHEUR (France) : Conférence économique internationale.

M. DJOURITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) : Travaux du Comité financier.

M. SUVICH (Italie) : Œuvre pour l'établissement des réfugiés grecs.

Travaux de la Commission et de l'Institut de coopération intellectuelle.

M. LORENTZ, président de la Commission de coopération intellectuelle, rappelle l'origine de la Commission et le but que poursuivait la Société par cette création. La Société avait en vue, d'une part, les effets moraux du bon exemple que peuvent et doivent donner les intellectuels, d'autre part, les résultats pratiques grâce auxquels ils peuvent contribuer au bien-être général et à l'entente entre les peuples, par le moyen de la coopération.

La Commission a toujours tenu à sauvegarder son caractère international et universel et elle a fait preuve du même esprit d'impartialité dans le choix des membres des sous-commissions. A l'Institut de coopération intellectuelle également, on s'est imposé le devoir d'une stricte impartialité, d'un véritable internationalisme, et la Commission continuerait d'être guidée

should always have before their eyes the possible difference between material law and the immanent idea of justice.

The League would only secure final and definite peace when it had had the courage to sound the depths of existing international law with the object of discovering whether its principles were in agreement with the principles of immanent justice.

The meeting rose at 7.30 p.m.

IV. SECOND MEETING OF THE SECOND COMMITTEE

The Second Committee held its second meeting yesterday (Thursday, September 8th, 1927) under the chairmanship of Mr. DANDURAND (Canada).

Communications from the Chairman.

The CHAIRMAN made the following communications :

1. The General Committee of the Assembly considered that the question of alcoholism, since it had been submitted to the Second Committee, should be retained on its agenda failing a decision of the Assembly to the contrary.

2. The General Committee of the Assembly reminded the members of the Committee that the minutes of the meetings of the Committee were not stenographic reports, but summaries of the principal points of the discussion.

3. The Swiss delegation had notified him that M. de REYNOLD would participate in the discussions on Intellectual Co-operation as expert attached to the Swiss delegation.

Election of Rapporteurs.

The Committee elected the following members as Rapporteurs for the questions placed on its agenda :

Sir C. O. Ramaswami AYYAR (India) : The Work of the Health Organisation.

Dr. CALVO-MACKENNA (Chile) : Mission of the President of the Health Committee in South America.

M. DE BROUCKÈRE (Belgium) : Work of the Organisation for Communications and Transit.

Baron DE VEST (Hungary) : International Relief Union.

M. LUPU (Roumania) : Question of Alcoholism.

Major Walter ELLIOTT (Great Britain) : The Establishment of Bulgarian Refugees.

M. GLIWIC (Poland) : Work of the Economic Committee.

M. LEITMAIER (Austria) : Opening of a Protocol regarding the Execution of Arbitral Awards given Abroad.

M. LOUCHEUR (France) : International Economic Conference.

M. DJOURITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) : Work of the Financial Committee.

M. SUVICH (Italy) : The Establishment of Greek Refugees.

Work of the Committee and of the Institute on Intellectual Co-operation.

M. LORENTZ, Chairman of the Committee on Intellectual Co-operation, referred to the origin of the Committee and the aim of the League in its creation. The League had had in mind, first, the moral effect of the good example which could and should be given by intellectual people, and, secondly, the practical ways in which they could contribute to the general welfare and to international understanding by means of intellectual co-operation.

The Committee had always insisted on preserving its international and universal character, and had shown a similar spirit of impartiality in choosing the members of its sub-committees. In the Institute of Intellectual Co-operation also they had insisted on strict impartiality and real internationalism, and the Committee would continue to be guided by these

par les mêmes principes si le Conseil désirait la consulter sur le choix de nouveaux membres.

Le président de la commission de coopération intellectuelle énumère ensuite les principales activités de cette Commission, en insistant particulièrement sur l'étude des moyens devant servir à instruire la jeunesse de l'existence et des buts de la Société. Il espère que le rapport présenté à ce sujet par les experts recevra un accueil favorable de l'Assemblée.

Les méthodes à suivre pour l'étude de problèmes aussi différents doivent varier d'un cas à l'autre, mais l'organisme de coopération intellectuelle, loin de vouloir remplacer les efforts individuels par une centralisation aride, a pour seul désir de contribuer au progrès en mettant au service des intéressés les moyens dont il dispose. Le président de la Commission de coopération intellectuelle et tous ses collègues sont heureux de recevoir des suggestions et, à ce propos, il convient de mentionner tout spécialement l'intérêt que présente la continuation de la publication des « Tables annuelles de constantes et de données numériques ». Il a confiance que la Société des Nations n'oubliera pas que, pour les grands buts, il faut les grands moyens, mais ce qui est indispensable avant tout à l'organisme de coopération intellectuelle, c'est le maintien de l'appui moral et de la confiance de la Société.

Le Dr BREITSCHIED (Allemagne), rapporteur des questions de coopération intellectuelle, présente l'analyse technique des travaux de la Commission internationale et de l'Institut de coopération intellectuelle. Il souligne les difficultés d'ordre financier que ce dernier a pu surmonter à la satisfaction générale, et met en valeur le rapport de M. Destrée, qui propose: a) la création d'un centre d'informations scolaires à la Société des Nations, b) de provoquer plus fréquemment la réunion des sous-comités d'experts, c) d'autoriser la Commission à désigner des conférenciers conseillers permanents pour seconder le personnel enseignant et les groupements dans leurs efforts en vue de développer l'esprit de coopération internationale selon l'esprit de la Société des Nations. Les sous-commissions ont continué cette année à s'inspirer des mêmes méthodes prudentes et précises qui ont caractérisé leurs travaux antérieurs, s'efforçant d'aboutir à une coordination de ce qui a été fait jusqu'ici plutôt qu'à la création d'organismes nouveaux. La Commission a poursuivi son but sans hâte, mais aussi sans lenteur dans le domaine de la coordination de la bibliographie des diverses sciences, dans ceux des sciences économiques et de la biologie. Il y a encore des obstacles d'ordre financier à surmonter et il faut espérer que, grâce à de nouvelles subventions des associations nationales intéressées, ces obstacles pourront être surmontés. Il est notamment indispensable d'assurer au Comité qui se charge des « Tables annuelles de constantes et de données numériques », les collaborations et les ressources dont il a besoin pour poursuivre son travail.

Le Dr Breitscheid souligne les résultats obtenus dans le domaine des relations universitaires et dans celui des droits intellectuels, notamment en ce qui concerne la propriété scientifique et les améliorations à introduire dans la Convention relative aux droits d'auteurs sur la base de la proposition du sénateur Ruffini.

Il rappelle qu'un Congrès des arts populaires aura lieu à Prague en automne 1928, sous les auspices du Gouvernement tchécoslovaque et que récemment la ville de Berne a informé la Commission qu'elle serait disposée à organiser une exposition des arts populaires en 1931 ou 1932.

La Commission a constaté une fois de plus l'importance des Commissions nationales et leur utilité pour les relations avec les milieux intellectuels des divers pays. Il y a donc lieu de soutenir et d'encourager ces Commissions. Le problème du cinématographe étant un facteur important de l'éducation générale et du développement artistique des peuples, la Commission et l'Institut se tiennent en liaison constante avec les institutions créées dans les centres régionaux et nationaux intéressés à cette question.

Le Bureau international du Travail ayant créé une Commission des travailleurs intellectuels, la Commission a chargé MM. Destrée et Einstein de la représenter au sein de cet organisme.

Le Dr Breitscheid dit, enfin, que l'Institut a pu équilibrer son budget pour l'année 1928, grâce aux subventions supplémentaires qu'il a reçues de différents côtés, mais que ces res-

principles if the Council wished to consult it as to the choice of new members.

The Chairman of the Committee on Intellectual Co-operation then enumerated the main activities of the Committee, particularly emphasising the study of methods for the instruction of youth in the existence and aims of the League. He hoped that the report on this subject submitted by the experts would be favourably received by the Assembly.

The methods adopted in the study of such varying problems must necessarily differ according to the circumstances of the case, but the Intellectual Co-operation Organisation, far from wishing to replace individual effort by lifeless centralisation, was inspired by the single desire to contribute to the progress of the work by putting its available services at the disposal of those interested. The Chairman of the Committee on Intellectual Co-operation and all his colleagues were glad to receive suggestions, and he might mention here in particular the interest which lay in the continued publication of the "Annual Tables of Constants and Mathematical Quantities". He was confident that the League of Nations would not forget that great facilities were needed in order to reach great results, but the essential need of the Intellectual Co-operation Organisation was the continued moral support and confidence of the League.

Dr. BREITSCHIED (Germany), Rapporteur for Intellectual Co-operation, laid before the Committee a technical analysis of the work of the International Committee and of the Institute of Intellectual Co-operation. He emphasised the difficulties of a financial kind which the Institute had been able to overcome to the general satisfaction, and urged the value of M. Destrée's report which proposed: (a) the establishment of a centre of scholastic information of the League of Nations; (b) the more frequent meeting of the Sub-Committees of Experts; and (c) that the Committee on Intellectual Co-operation should be authorised to appoint permanent advisory lecturers to help the teaching staff and groups of teachers in their efforts to increase the spirit of intellectual co-operation in accordance with the spirit of the League.

The sub-committees had continued to follow the same prudent and definite methods which had characterised their former work. They had tried to co-ordinate what had hitherto been achieved rather than to establish new organisations. Without haste, but not slowly, the Committee had pursued its objects as far as the co-ordination of the bibliography of various sciences was concerned, especially the economic sciences and biology. There were still obstacles of a financial kind to be overcome and it was to be hoped that thanks to the new subsidies from the national associations concerned they would be surmounted. It was especially indispensable that the Committee entrusted with the duty of drawing up "annual tables of constants and numerical data" statistics should be assured of the necessary co-operation and resources to enable it to continue its work.

Dr. Breitscheid emphasised the results obtained in the field of university relations and in that of intellectual rights, more especially as far as scientific property was concerned, and the improvements made in the convention concerning authors' rights on the basis of the proposal of Senator Ruffini.

He would recall that a congress of popular arts would take place in the autumn of 1928 under the auspices of the Czechoslovak Government and that recently the City of Berne had informed the Committee on Intellectual Co-operation that it was ready to organise an exhibition of popular arts in 1931 or 1932.

The Committee on Intellectual Co-operation had noted once more the importance of national committees and their usefulness in regard to maintaining relations with intellectual circles in the various countries. Such committees should therefore be supported and encouraged. The problem of the cinématograph, being an important factor in general education and in the artistic development of peoples, the Committee and Institute were in constant contact with institutions set up in regional and national centres interested in this question.

The International Labour Office had established a Committee on Intellectual Workers and the Committee on Intellectual Co-operation had instructed Mr. Destrée and M. Einstein to represent it upon that organisation.

To conclude, he pointed out that the Institute had been able to balance its budget for the year 1928, thanks to additional subsidies which it had received from various sources, but that

sources sont encore loin d'être suffisantes pour la pleine exécution du programme qui lui incombe.

V. DEUXIÈME SÉANCE DE LA COMMISSION DE L'ORDRE DU JOUR

La Commission de l'ordre du jour s'est réunie le jeudi 8 septembre, à 13 h., dans le bureau de la Présidence, à la Salle de la Réformation.

Le PRÉSIDENT donne lecture d'une lettre, en date du 7 septembre 1927, qui lui a été adressée par M. Guani, président de l'Assemblée, par laquelle il l'informait que l'Assemblée, dans sa séance du 7 septembre 1927 avait demandé de renvoyer à la Commission de l'ordre du jour la proposition du Conseil de la Société des Nations tendant à faire inscrire à l'ordre du jour de la huitième session ordinaire de l'Assemblée deux questions: l'une concernant la Conférence des experts de presse, et l'autre la Conférence internationale pour la création d'une Union internationale de secours.

Le président fait ressortir que l'examen de la question relative à la Conférence des experts de presse, quoique comportant des questions techniques et budgétaires, doit être renvoyée à la sixième Commission. Il est bien entendu que, conformément à la procédure, celle-ci pourra demander l'avis d'autres commissions si elle le juge nécessaire.

La Commission décide de proposer à l'Assemblée que la question relative à la Conférence des experts de presse soit renvoyée pour examen à la sixième Commission.

Le président passe ensuite à l'examen de la question relative à la Conférence internationale pour la création d'une Union internationale de secours. Il relève qu'il ne peut y avoir aucun doute que la question est du ressort de la cinquième Commission, qui s'est toujours occupée du projet de M. Ciraolo.

On décide à l'unanimité de proposer à l'Assemblée de renvoyer l'examen de cette question à la cinquième Commission.

Le président donne ensuite lecture d'une lettre du président de l'Assemblée relative à la demande présentée par la délégation italienne, tendant à faire inscrire à l'ordre du jour de cette session de l'Assemblée une proposition relative à la création à Rome d'un Institut international du cinématographe éducatif. Il relève l'évidente analogie de cette question avec tous les actes qui ont trait à la coopération intellectuelle. Il suggère donc de proposer à l'Assemblée que cette question soit renvoyée à l'étude de la deuxième Commission.

La proposition du président fut acceptée à l'unanimité.

these resources were still far from being sufficient to enable it fully to execute the programme with which it had been entrusted.

V. SECOND MEETING OF THE AGENDA COMMITTEE

The Agenda Committee met yesterday (Thursday, September 8th) at 1 p.m. in the President's Room at the Salle de la Réformation.

The CHAIRMAN read a letter dated September 7th, 1927, addressed to him by M. Guani, President of the Assembly, informing him that the Assembly, at its meeting on September 7th, decided to refer to the Agenda Committee a proposal of the Council of the League of Nations. This proposal was to the effect that there should be placed on the agenda of the eighth ordinary session of the Assembly two questions, one relating to the Conference of Press Experts and the other to the International Conference for the creation of an International Relief Union.

The Chairman suggested that the examination of the question relating to the Conference of Press Experts, although it involved technical and financial questions, should be referred to the Sixth Committee. It was understood that, in conformity with the usual procedure, the Sixth Committee might ask the advice of the other Committees if it considered that course to be necessary.

The Committee decided to propose that the question relating to the Conference of Press Experts should be referred for examination to the Sixth Committee.

The CHAIRMAN then passed to the examination of the question concerning the International Conference for the Creation of an International Relief Union. There was no doubt that the question fell within the province of the Fifth Committee, which had always dealt with the scheme of M. Ciraolo.

It was unanimously decided to propose that the Assembly should refer the examination of this question to the Fifth Committee.

The CHAIRMAN then read a letter from the President of the Assembly concerning the request presented by the Italian delegation that there should be placed on the agenda of the present session of the Assembly a proposal relating to the creation at Rome of an International Institute of the Educational Cinematograph. He emphasised the clear analogy of this question with those which came within the province of intellectual co-operation and proposed that the Assembly should refer this question for study to the Second Committee.

The proposal of the Chairman was unanimously adopted.

VI. ADDITION A LA LISTE DES MEMBRES DES DÉLÉGATIONS VI. ADDITION TO THE LIST OF MEMBERS OF DELEGATIONS

Chili: M. le Docteur Louis CALVO-MACKENNA, délégué suppléant et conseiller technique. — Deputy Delegate and Expert.

VII. SIGNATURES ET RATIFICATIONS DES ACCORDS INTERNATIONAUX

M. A. NEMOURS, délégué de la République d'Haïti à l'Assemblée de la Société des Nations, a adhéré le 3 septembre 1927, au nom de son Gouvernement, à la Convention relative à l'esclavage, signée à Genève le 25 septembre 1926.

VIII. DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LE 8 SEPTEMBRE 1927.

Ordre du jour de la sixième séance.
Journal de l'Assemblée, N° 4.
Compte rendu provisoire: cinquième séance.

VII. SIGNATURES AND RATIFICATIONS OF INTERNATIONAL ENGAGEMENTS

M. A. NEMOURS, delegate of the Republic of Haiti at the Assembly of the League of Nations, acceded on September 3rd, 1927, on behalf of his Government, to the Slavery Convention signed at Geneva on September 25th, 1926.

VIII. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO THE MEMBERS OF THE ASSEMBLY ON SEPTEMBER 8TH, 1927.

Agenda of the Sixth Meeting.
Assembly Journal No. 4.
Provisional Verbatim Record: Fifth Meeting.

Compte rendu provisoire: sixième séance.
Compte rendu définitif: première séance.

- A. 13 et A. 13 (a). Extrait N^o 1. Organisation d'hygiène. Extrait du rapport à la huitième session ordinaire de l'Assemblée de la Société des Nations sur l'œuvre du Conseil, sur le travail du Secrétariat et sur les mesures prises pour exécuter les décisions de l'Assemblée.
- A. 13 (a). Annexe. Annexe au rapport supplémentaire sur les travaux du Conseil et du Secrétariat.
- A. 47. Situation financière au 31 août 1927.
- A. 48. Réfugiés russes et arméniens. Rapport à la huitième session ordinaire de l'Assemblée.

- Provisional Verbatim Record: Sixth Meeting.
Definitive Verbatim Record: First Meeting.
- A. 13 and A. 13 (a). Extract No. 1. The Health Organisation. Extract from the Report to the Eighth Ordinary Session of the Assembly of the League of Nations on the Work of the Council, on the Work of the Secretariat and on the Measures taken to execute the Decisions of the Assembly.
- A. 13 (a). Annex. Annex to the Supplementary Report on the Work of the Council and the Secretariat.
- A. 47. Financial Position on August 31st, 1927.
- A. 48. Russian and Armenian Refugees. Report to the Eighth Ordinary Session of the Assembly.

IX. LISTE DES AGENCES TÉLÉGRAPHIQUES ET DES JOURNAUX REPRÉSENTÉS
A LA HUITIÈME ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

IX. LIST OF TELEGRAPHIC AGENCIES AND NEWSPAPERS REPRESENTED
AT THE EIGHTH ASSEMBLY OF THE LEAGUE OF NATIONS.

PRESSE ALBANAISE — ALBANIAN PRESS

La Liberté Nationale: M. O. NISHANI, 8, rue de la Rôtisserie.

PRESSE ALLEMANDE. — GERMAN PRESS

- Acht-Uhr Abendblatt*: M. J. REINER, Hôtel Métropole.
Agence Wolff: Dr STERN-RUBARTH, Hôtel Métropole;
M. B. SCHEFFER, Hôtel Victoria.
Allgemeine Zeitung: Dr A. PUTZ, 16, rue Plantamour.
Augsburger Postzeitung: M. A. VON OERTZEN.
Berliner Morgenpost: M. HANS HERZ, Hôtel Victoria.
Berliner Morgenzeitung: M. G. HÖFFNER, Hôtel Victoria.
Berliner Tageblatt: Dr. Ernst FEDER, Hôtel Métropole;
Dr. W. RUPPEL, 2, Crêts de Champel.
Berliner Volkszeitung: Dr Ernst FEDER, Hôtel Métropole.
B.Z. am Mittag: M. G. KAUDER, Hôtel Richemond.
Börsen Courier: Dr J. A. BONDY, Hôtel Minerva.
Deutsche Allgemeine Zeitung: Dr. Fritz KLEIN, Hôtel Métropole; M. SCHULHOF, place de la Métropole, 2.
Deutsche Bodensee-Zeitung: Dr. E. SÜTTERLE, Pension du Lac.
Deutsche Tageszeitung: M. G. HERBERT, place de la Métropole, 2;
M. W. SCHEUERMANN, Hôtel des Alpes.
Deutsche Zeitung: M. NEUBERGER, Case M^t-Blanc 2312.
Dresdener Neueste Nachrichten: M. S. FLOCH, Hôtel Richemond.
Dresdener Anzeiger: M. George POPOFF, Hôtel Régina.
Europäische Revue: M. Charles DE ROHAN, Hôtel de la Paix.
Frankfurter Zeitung: M. VON DEWALL, Hôtel d'Angleterre.
Hamburger Fremdenblatt: Dr. M. KAUFMANN, Hôtel Richemond.
Hamburger Nachrichten: Dr. Carl ALBRECHT, Hôtel International.
Jungdeutsche: M. A. ABEL, Hôtel Victoria.
Karlsruher Zeitung: M. F. A. BRAN, Pension Rupp, rue d'Italie, 9.
Kölnische Volkszeitung: M. CARDUCK, Hôtel du Lac.
Kölnische Zeitung: Dr. Mariaux, boulevard Helvétique, 19.
Landauer Anzeiger: Dr. W. REICHOLD, 12, rue de la Violette.
Lokalanzeiger: M. R. BRANDT, Hôtel Victoria.
Münchener Post: M. K. LENZ, 12, rue du Vieux-Collège.
Münchener Neueste Nachrichten: M. VON ECKARDT, Hôtel d'Angleterre.
Nord und Süd: M^{me} A. VALLENTIN, Hôtel de la Paix.
Ostpreuss. Zeitung: M. H. MOSBERG, Pension Rupp, 9, rue d'Italie.
Presse Bureau Krauss, Berlin: M. J. GORGEN, 5, rue Lévrier.
Rhein-Westfäl. Zeitung: Dr. E. SCHLIE, 40, quai des Eaux-Vives.
Rostocker Anzeiger: Dr. VON REUTELM, Hôtel Victoria.
Schwäbischer Merkur: M. W. MENZI, rue de Saint-Jean, 92.
Sozialdemokratischer Pressedienst: M. E. TUNG, 2, rue des Buis.
Stadt Anzeiger (für Köln): M. F. GOEDDERT, Hôtel Victoria.
Tagliche Rundschau: M. SPIESS, Hôtel Métropole.
Tag- und Nachtausgabe: Dr. O. KRIEGK, Hôtel Métropole.
Telegraphen-Union: Baron VON HAHN, 18, avenue de Champel.
Thüringer Allgemeine Zeitung: M. Georg RICHTER, rue de la Pelouse, 4.
Ullstein-Nachrichtendienst: Dr. J. BECKER, 7, avenue Gaspard-Vallette.

Vorwärts: M. V. SCHIFF, Hôtel Victoria.
Vossische Zeitung: M. G. BERNHARD, Hôtel Beau-Séjour;
M. E. VON SALZMANN, Hôtel Beau-Séjour.
Westdeutsches Volksblatt: M. TERHAAR, rue du Mont-Blanc, 24.

PRESSE DE L'AFRIQUE DU SUD. — SOUTH AFRICAN PRESS
De Volksstem: M. E. v. RAALTE, rue des Alpes, 15.

PRESSE ARGENTINE — ARGENTINE PRESS

Deutsche La Plata Zeitung: M. H. SANDELMANN, rue Muzy, 3.
La Nacion: M. H. ROIGT, chemin Peschier, 6.
Prensa: M. R. DE FRANCH, Hôtel des Bergues.

PRESSE ARMÉNIENNE — ARMENIAN PRESS

Alaka (de Paris): M. L. PACHALIAN, Hôtel Suisse.

PRESSE AUTRICHIENNE — AUSTRIAN PRESS

Reichspost: Dr. K. BÖGHOLM, 1, rue Chaponnière.
Neue Freie Presse: Dr. BENEDICT, Hôtel Beau-Rivage.

PRESSE AUSTRALIENNE — AUSTRALIAN PRESS

Australian Christian World: Miss Edith GLANVILLE, Maison internationale, rue du Vieux-Collège.
Australian Newspapers: Mr. Trevor SMITH, Hôtel de la Paix.
Australian Press Association: Mr. J. E. HOLDSWORTH, Hôtel de la Paix.
Brisbane Courier: Mr. T. Penberthy FRY, Ecole Widemann, route de Chêne.

PRESSE BELGE — BELGIAN PRESS

Agence Télégraphique belge: M. R. GÉRARD, 42, boulevard des Tranchées.
L'Indépendance belge: M. R. GÉRARD, 42, boulevard des Tranchées.
La Meuse: M. Ed. BAUTY, 5, avenue des Vollandes.
Le Soir (Bruxelles): M. P. ADAM, 5, rue du Général-Dufour.

PRESSE BRÉSILIENNE — BRAZILIAN PRESS

O Jornal-Rio de Janeiro: M. R. GÉRARD, 42, boulevard des Tranchées.
Diario Alameda: M. NEUBERGER, Case M^t-Blanc 2312.

PRESSE BRITANNIQUE — BRITISH PRESS

Banbury Guardian: Miss E. JONES, chez M^{me} Schener, 5, avenue Léon-Gaud.
Bristol Times and Mirror: Lieut-Col. G. N. WYATT, Institut Widemann, 62, route de Chêne.
British Weekly: Mr. B. MATHEWS, 3, rue du Général-Dufour.
Central News: Dr. PENTMANN, 8, avenue de la Grenade.

Christian World Friend: Mr. J. H. HARRIS, Hôtel des Familles.
Daily Express: Mr. H. GREENWALL, Hôtel d'Angleterre.
Daily Herald: Mr. G. SLOCOMBE, 35, avenue de Champel;
 C. aPRATO, Hôtel Victoria.
Daily Mail: Mr. H. Challinor JAMES, Hôtel Richemond.
Daily News: Mr. H. W. HARRIS, Hôtel Richemond.
Daily Telegraph: Mr. J. GRANDE, 7, avenue Léon-Gaud.
Economic Review: Mr. A. R. CUSDEN, Pension Diana.
Exchange Telegraph: Mr. André GLARNER, Hôtel Victoria.
Foreign Affairs: Mrs. H. SWANWICK, Hôtel de Russie.
Graphic: Mr. F. TUSHY, Hôtel Victoria.
Guardian: Mr. W. W. WELCH, 55, Florissant.
Headway and League of Nations News Sheet: Mr. J. EPPSTEIN,
 31, quai du Mont-Blanc.
Leeds Mercury: Miss REID, 22, rue Plantamour.
Manchester Guardian: Mr. J. G. HAMILTON, Hôtel de la Paix.
Morning Post: Mr. A. R. CUSDEN, Pension Diana.
Nation: Mr. G. Lowes DICKINSON, 163, chemin des Bougeries.
Observer: Mr. Wickham STEED, Hôtel de la Paix.
Reuters: Mr. F. J. FERGUSON, C.B.E., Hôtel d'Angleterre;
 Mr. F. E. EMETT, Hôtel Beau-Rivage; Mr. W. H. G.
 WERNDEL, Villa Gladys, 79, route de Chêne.
Review of Reviews: Mr. Wickham STEED, Hôtel de la Paix.
Scotsman: Mr. J. Randall PHILIP, Hôtel des Alpes.
South Wales Daily News: Mr. G. DAVIES, Hôtel Bellevue.
Sunday Chronicle: Miss Christabel PANKHURST, Hôtel des
 Familles, rue de Lausanne.
Sphere: Mr. R. W. ABERNETHY, 3, rue du Général-Dufour.
Time and Tide: Vicomtesse M. H. RHONDDA, Hôtel Beau-
 Séjour.
Times: Mr. A. BURROWS, 23 bis, chemin de Miremont.
West Africa (& British Australian): Mr. Frank OWEN, 55,
 Florissant.
Woman's Leader: Miss Kathleen E. INNES, Hôtel des Familles.
Women's International League (News Sheet): Miss Hilda CLARK,
 12, rue du Vieux-Collège.
Worcester Papers: Mr. H. W. JONES, chez Mme Schener, 5,
 avenue Léon-Gaud.
Yorkshire Post: Mr. G. E. G. CATLIN, Pension Coupier, 3, rue
 des Alpes.

PRESSE BULGARE — BULGARIAN PRESS

Slovo: Dr. I. PENACOF, Hôtel Central.
Zora: M. P. HITROW, 12, boulevard du Théâtre.

PRESSE CANADIENNE — CANADIAN PRESS

La Presse (Montreal): Mr. L. A. MATHEY, Les Vergers,
 Grange-Canal.

PRESSE CHINOISE — CHINESE PRESS

Eastern Times: M. K. KOO, 32, Terrassière.

PRESSE DANTZICOISE — DANZIG PRESS

Baltische Presse: M. E. DE RUECKER, Hôtel Touring et Balance,
 Place Longemalle.
Danziger Neueste Nachrichten: M. S. FLOCH, Hôtel Richemond.

PRESSE DANOISE — DANISH PRESS

Agence Bøgholm: Dr. K. BØGHOLM, 1, rue Chaponnière.
Berlingske Tidende: M. VAN BLANKENSTEIN, Hôtel Bellevue;
 M. B. DE JONG VAN BEEK EN DORK, Hôtel de Russie.
B.T.: M. Vincent NÆSER, 2, rue de l'École-de-Chimie.
Fyns Verstrebblad: M. T. THOMSON, chez M. F. Friis, 63, route
 de Chêne.
Les Journaux de Berg: M. P. FEDERSPIEL, 7, chemin du Square.
Social-Demokraten (Copenhagen): M. C. A. ANDERSEN, Hôtel
 Bellevue.
Soroe Amstidende: Mr. W. PETERSEN, Pension Léman, rue des
 Alpes 15.
Tilskue en: Dr. K. BØGHOLM, 1, rue Chaponnière.

PRESSE ÉGYPTIENNE — EGYPTIAN PRESS

Tribune d'Orient: M. Aly EL GHAIATY, rue de la Corraterie, 26.

PRESSE ESPAGNOLE — SPANISH PRESS

La Epoca (Madrid): M. Antoine PAGES, 45, avenue de Champel.
El Liberal (Madrid): M. Carlo ESPLA, Hôtel des Alpes.
La Nacion: Mme. H. COZZONIS, chez Mme Clerc, route de
 Frontenex, 44.
El Sol: M. P. ROSSELLO, 4, rue Frédéric-Amiel.

PRESSE ESTONIENNE — ESTONIAN PRESS

Agence télégraphique estonienne: P. P. SAGAR, chez Mme Mass,
 25, rue des Pâquis.
Postimus a Tartu: M. M. NURK, rue du Conseil-Général, 6.
Revaler Bote: Dr. E. AMMENDE, Hôtel Victoria.

PRESSE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE — UNITED STATES PRESS

Associated Press: Mr. J. E. SHARKEY, 8, route de Florissant;
 Mr. H. HAWLEY, Hôtel Victoria.
Chicago Daily News: Mr. DECKER, Hôtel Victoria.
Chicago Tribune: Mr. Henry WALES, Hôtel Victoria.
Christian Endeavour World (Boston): Mme DE PERROT, 2, che-
 min Peschier.
Christian Science Monitor: Mr. H. SPENDER, 2, Crêts de Champel.
Federated Press: Mr. Roger N. BALDWIN, 12, rue du Vieux-
 Collège.
Florida Press: Mr. Hamilton HOLT, Hôtel de la Paix.
Foreign Policy Association News: Mr. James G. McDONALD,
 Hôtel Bellevue.
Forum: Mr. R. W. KAUFMANN, 5, avenue Calas, Champel.
Houston Post Despatch: Mrs. Percy PENNYBACKER, La Resi-
 dence.
McClure Newspaper Syndicate: Mr. F. SIMONDS, La Residence.
New York Daily News: Mr. F. B. QUINLAN, Hôtel Victoria.
New York Herald Tribune: Mr. J. ELLIOTT, Hôtel Bristol.
New York Times: Mr. W. WILLIAMS, Hôtel Victoria.
New York World: Mr. A. E. JOHNSON, International Club.
Paris-Times: Mr. M. K. WHITELEATHER, Hôtel Petrograd.
Pax International: Miss M. DOTY, 12, rue du Vieux-Collège.
Rochester Democrat & Chronicle: Miss A. E. K. WOOD, c/o Mme.
 Eug. Martin, 11, rue du Général-Dufour.
Survey: Miss L. D. WALD, Hôtel de la Paix.
Time: Mr. Laird S. GOLDSBOROUGH, Hôtel de la Paix.
United Press: Mr. H. WOOD, 29, quai du Mont-Blanc.

PRESSE FINLANDAISE — FINNISH PRESS

Helsingin Sanomat: M. Y. NIINILUOTO, Pension Verly, 1, rue
 Micheli-du-Crêt.
Musi Suomi: M. H. VAN MEURS, Pension Sergy, Chemin Krieg.
Turun Sanomat: M. Urho TOIVOLA, British Pension, 15, bou-
 levard des Philosophes.
Hufvudstadsbladet: M. George POPOFF, Hôtel Régina.

PRESSE FRANÇAISE — FRENCH PRESS

Agence Havas: M. H. RUFFIN, 8, boulevard James-Fazy.
Cahiers des Droits de l'Homme: M. M. MILHAUD, 9, rue Cavour.
Christianisme Social: M. H. DARTIGUE, 14, avenue de la Gare.
Dépêche Coloniale: M. F. VALYI, 117, rue de Lausanne.
Echo de Paris: M. A. GERAUD, Hôtel Richemond.
Eclair (Montpellier): M. MORINI-COMBY, 19, boulevard Georges-
 Favon, chez M. Elie.
Europe Nouvelle: Mlle L. WEISS, Hôtel Métropole; M. LÉVY,
 Hôtel Métropole.
Évangile et Liberté: M. Charles DUCASSE, 11, rue de Candolle.
Excelsior: M. Maurice RAYMONDE, Hôtel Victoria.
Humanité: M. G. PÉRI, Hôtel Fédéral.
Information: M. E. TAPONIER, Hôtel des Bergues.
Intransigeant: M. A. DE GOBART, Hôtel de Russie.
Journal (Paris): M. LUCAS, 5, rue des Alpes, chez M. T. Roche;
 M. T. ROCHE, 5, rue des Alpes.
Journal des Débats: M. A. GAUVAIN, Hôtel de Russie; M. Ed.
 BAUTY, 5, avenue des Vollandes.
Journée Industrielle: M. Henri MÔRO, Hôtel Victoria.
Lyon Républicain: M. J. VEYRAT, 32, Terrassière.
Matin: M. T. SAUVERVEIN, Hôtel Bristol.
Œuvre: M. H. BARDE, Hôtel du Siècle.
Paix par le Droit: M. Th. KUYSSSEN, 4, rue Thalberg.
Paris-Midi: Mme F. Henri TUROT, Hôtel Bellevue.

Pax: M. Paul GIRARD, La Résidence.
Petite Gironde: M^{me} TABOUIS, Hôtel des Bergues.
Petit Journal: M. M. RAY, Hôtel Victoria.
Petit Parisien: M. Elie BOIS, Hôtel de Russie; M. A. JULLIEN, Hôtel Victoria; M. P. DU BOCHET, 62, rue de Lausanne.
Petit Provençal: M. Christian VALENSI, Pension Coupier, 3, rue des Alpes.
Populaire: M. S. GRUMBACH, Hôtel Victoria; C. aPRATO, Hôtel Victoria.
Populaire (Nantes): M. P. G. VEIL, Hôtel de Russie.
La Presse: M. A. DELECRAZ, Hôtel Suisse.
Républicain Lorrain: M. V. DEMANGE, Pension Régina.
Revue indigène (Paris): M. Adrien DE VILLEMEREUIL, Pension Thommen, 12, rue Bonivard.
Le Salut Public (Lyon): M. Henri MORO, Hôtel Victoria.
Le Temps: M. J. F. LAYA, 4, boulevard du Théâtre.
Volonté: M. V. LEBEDEV, 5, boulevard Georges-Favon.

PRESSE GÉORGIENNE — GEORGIAN PRESS

Bureau de presse géorgien: M. K. CHAVICHVILI, rue de l'Aubépine, 10.

PRESSE GRECQUE — GREEK PRESS

Eleftheros Logos: M. B. VEKIARELLI, Hôtel Minerva.
Eleftheron Vima: M. G. SYRIOTIS, Hôtel Minerva.
Embros: M. A. DASCALAKIS, 8, rue des Alpes.
Ethnos: M. S. MÉLAS, Hôtel d'Angleterre.
Hestia: M. K. KYROU, La Résidence.
Politeia: M. A. APOSTOLOPOULOS, Hôtel du Simplon.
Proia: M. N. YOCARINIS, 25, rue du Cendrier.
Vradyni: M. N. DZELEPY, Pension des Tourelles, boulevard James-Fazy.

PRESSE HOLLANDAISE — DUTCH PRESS

Algemeen Handelsblad: M. G. NYPELS, Hôtel Dupuis.
A.N.E.T.A.: M. E. VAN RAALTE, rue des Alpes, 15.
De Groene Amsterdammer: M. Maurice KANN, Hôtel Fédéral.
Haagsche Post: M. VAN OSS, Royal Hôtel, Evian.
Het Volk: M. J. VAN MEURS, Pension Sergy, chemin Krieg.
I.C.W. Bulletin: M. L.C.A. VAN EEGHAN, 17, boulevard Helvétique.
Lodale Pers: M. A.H. PHILIPSE, Hôtel Richemond.
Maasbode: Dr. B. DE JONG VAN BEEK EN DONK, Hôtel de Russie; M^{lle} L. HAAKMAN, rue Ecole-de-Médecine, 16.
Nieuwe Rotterdamse Courant: Dr. B. DE JONG VAN BEEK EN DONK, Hôtel de Russie; Dr. M. VAN BLANKENSTEIN, Hôtel Bellevue.
Telegraaf: M. VAN DER ELST, Consulat des Pays-Bas, 8, rue Bovy-Lysberg.
Vaderland: M. T. FERGUSON, 121, rue de Lausanne.
Voorwaarts: M. H. VAN MEURS, Pension Sergy, chemin Krieg.

PRESSE HONGROISE — HUNGARIAN PRESS

Az Est: M. L. RASKAY, Hôtel Touring et Balance.
Budapesti Hirlap: Dr. André FREY, Pension Minerva, Rue du Mont-Blanc, 6.
Esti Kurir: M. László GROSSMANN, 8, rue Saint-Léger.
Magyarság: M^{me} Ella DE MEGYERY, Hôtel du Siècle.
Pester Lloyd: Dr. D. KISS, Pension Kammer, 8, rue Saint-Léger.
Ujság: M. E. LIPPAY-LIPSCHER, Rond-Point de Plainpalais, 2.

PRESSE INDIENNE — INDIAN PRESS

Ceylon Daily News: Mr. A. E. BLACKBURN, Hôtel des Familles.
Servant of India: M. R. RAO, 16, boulevard du Pont-d'Arve.

PRESSE ITALIENNE — ITALIAN PRESS

Agence Stefani: Dr. V. TERRAGNI, 1, boulevard Georges-Favon.
Corriere d'Italia: M. P. CANCANI, Pension Minerva.
Corriere della Sera: M. G. CAPRIN, Hôtel Richemond.
M. DAMI, 10, boulevard de la Tour.
Gazzetta del Popolo (Turin): M. M. MAFFI, Hôtel International.

Giornale d'Italia: Comte Stelluti SCALA, Hôtel Richemond.
Lavoro d'Italia: M. A. SIGNORETTI, Hôtel de la Paix.
Popolo d'Italia: M. P. PARINI, Hôtel d'Angleterre.
Resto del Carlino: M. A. DE ANGELIS, Pension Lapierte, place de la Fusterie, 2.
Secolo-Sera: M. A. MONTI, Onex.
La Stampa: M. M. BASSI, Hôtel International.
La Tribuna: M. G. GABRIELLI, Miolan par Choulex.

PRESSE JAPONAISE — JAPANESE PRESS

Tokio Asahi and Osaka Asahi: M. R. SIGUÉTOUKOU, Hôtel de l'Ecu.

PRESSE JUIVE — JEWISH PRESS

Bureau de presse juif: Zévi ABERSON, 12, rue des Pitons.
Jewish Telegraphic Agency (London) and Haaretz (Palestine): Dr. N. FEINBERG, 11, Boulevard du Pont-d'Arve.

PRESSE LETTONE — LATVIAN PRESS

Agence Télégraphique: M. R. BERZENS, 16, chemin des Clochettes.
Briva Zeme: M. J. BLUMER, 6, rue Saint-Victor.
Jaunakas Sinas: M. A. ARENSTAM, Hôtel Régina.
Pehetya Brides: M. B. NICOLSKY, 1, chemin de l'Escalade.

PRESSE LITUANIENNE — LITHUANIAN PRESS

Rytas: M. P. J. GABRYS, Hôtel de l'Europe.

PRESSE LUXEMBOURGEOISE

Indépendance Luxembourgeoise: M. J. BÉNDER, Pinchat.
Luxemburger Wort: Dr. N. MAJERUS, Hôtel International.

PRESSE NORVÉGIENNE — NORWEGIAN PRESS

Aftenposten: M. H. MOHR (chez M^{lle} Vatter), rue Pierre-Fatio, 25.

PRESSE POLONAISE — POLISH PRESS

Agence Télégraphique de l'Est: M. ST. AUBAC, Hôtel des Familles.
Agence Télégraphique polonaise: M. W. ORYNG, 37, rue Plantamour.
Epoka: M. C. WOYCICKI, Pension Elisa, Chantepoulet.
Hajnt: M. S. PODGORSKI, 31, boulevard de la Cluse.
Kurjer Polski: M^{me} CHOROWICZ.
Kurjer Poranny: M. C. EHRENBURG, Hôtel de l'Ecu.
Kurjer Warszawski: M. L. CHRZANOWSKI, 3, rue Versonnex.
Nasz Przegląd: M. S. HIRSCHHORN, Pension des Tourelles, 2, boulevard James-Fazy.
Nowy Dziennik: Dr. KAHANY, 4, rue Thalberg.
Revue Ruch Pedagogiczny: M. H. ROWID, 8, rue Saint-Léger.
Robotnik: M. J. G. SZAPIRO, Pension du Lac.
Slovo (Wilno): M. Stanislas MACKIEVICZ, Hôtel de l'Europe.

PRESSE PORTUGAISE — PORTUGUESE PRESS

Diario de Lisboa: M^{me} I. DE VASCONCELLOS, Hôtel Dupuis.
Diario de Noticias: M. A. PINTO, Hôtel Dupuis.
O Século: M. J. D. Santos COETHO, 7, rue du Rhône.

PRESSE ROUMAINE — ROUMANIAN PRESS

Agence Télégraphique roumaine: M^{lle} R. CHAIES, Villa Mon Plaisir, 14, rue des Buis.
Adeverul: M. G. VLADESCO-RACOASSA, 38, rue du XXXI Décembre.
Adeverul et Dimineatsa: M. BRANISTEANU, Hôtel du Siècle.
Argus: Mlle R. CHAIES, Villa Mon Plaisir, 14, rue des Buis.
Aurora (Bucarest): M. A. CLARNET, Hôtel de l'Europe.
Cuvantul: M. V. PAMFIL SEICARU, Hôtel de l'Univers.
L'Indépendance roumaine: M. E. TITEANO, 6, rue Prévost-Martin; M. I. BERKOWITZ, Hôtel de l'Ecu.
Lupta (Bucarest): Dr. A. MIŞASHAN, Hôtel de l'Europe.
Politika: M. Alfred HEFTER, Hôtel Suisse.
Le Progrès: M. H. St. STREITMAN, Hôtel de l'Europe.
Romania: Mlle RADULESCO, 12, Cours de Rive.
Viitorul: M. A. MAVRODI, Hôtel Bristol.

PRESSE RUSSE PARAISSANT A L'ÉTRANGER

Dernières Nouvelles (Paris): M. L. NEMANOFF, 21, Glacis-de-Rive.
Rul (Berlin): M. NICOLSKI, Ch. de l'Escalade.
Le Temps russe (de Paris): M. W. FELKNER, 6, boulevard du Théâtre.

PRESSE SARROISE — SAAR PRESS

Saarbrücker Landeszeitung: M. J. GÖRGEN, rue Lévrier, 5.
Saarbrücker Zeitung: Dr. SYFRIG, Avenue de la Grenade, 19.
Volksstimme-Saarbrücken: M. M. BRAUN, Hôtel des Familles.

PRESSE SERBE-CROATE-SLOVÈNE — SERB-CROAT-SLOVENE PRESS

Agence Avala: M. P. IVANKOVITCH, Pension Mirabeau, rue de Candolle.
Agence Novi Vek: M. L. VALITCH, boul. des Philosophes, 18.
Agence Sava: M. D. MILETITCH, 60, rue du Stand.
Balkan-Radio: M. M. GROUBITCH, Hôtel Beau-Rivage.
Ilustrovani List: M. M. KORNICER, Hôtel Beau-Rivage.
Jutro: M. V. FABIJANIC, chemin Neuf, 2.
Morgenblatt (Zagreb): M^{lle} M. L. BIRMELE, 16, rue de l'Aubépine.
Novosti (Zagreb): M. B. DENITCH, Tour-Maitresse 12.
Obzor, Youtarnyi List: Dr. R. MAIXNER, Hôtel Central.
Odjek: M. R. MITKOVITCH, rue Saint-Victor, 8.
Politika: M. V. RIBNIKAR, Hôtel de l'Ecu.
Pravda: M. R. TALVY, Hôtel de Genève; M. M. PETROVITCH, boulevard James-Fazy, 2bis.
Slovenec: M. V. SCHWEIGER, rue des Eaux-Vives, 116.
Vreme: M. R. MARCOVITCH, Hôtel Touring et Balance, place Longemalle.

PRESSE SUÉDOISE — SWEDISH PRESS

Agence Télégraphique suédoise: M. Q. JOHANSSON, Hôtel des Bergues.
Göteborgs Handelstidning: M. George POPOFF, Hôtel Régina.
Svenska Dagbladet: M. Ed. BAUTY, 5, avenue des Vollandes.
Stockholmstidning: Dr. B. DE JONG VAN BEEK EN DONK, Hôtel de Russie.

PRESSE SUISSE — SWISS PRESS

Agence Télégraphique suisse: M. F. FILLIOL, 12, rue de Hesse; M. C. KUBICK, 12, rue de Hesse; M. F. KUGLER, Hôtel Victoria.
M. M. ROSSET, 34, quai des Eaux-Vives.
Basler Nachrichten: Dr. A. OERI, rue des Eaux-Vives, 69.
Der Bund: Dr. KELLER, Hôtel Central.
Europäische Correspondenz: M. Harst GOLLÉ, Anières.
Feuille d'Avis de Lausanne: M. Maxime RAYMOND.
Feuille d'Avis officielle: M. Marcel SUÈS, rue Necker.
Fribourgeois: M. PEYRAUD, 12, rue du Colombier.

Gazette de Lausanne: M. Maurice MURET, 12, rue de l'Hôtel de Ville.

Le Genevois: M. Ed. SOMMER, 17, boulevard James-Fazy.
Journal de Genève: M. CHAPUISAT, 5, rue du Général-Dufour; M. Wm MARTIN, 9, avenue Gaspard-Vallette.

La Liberté: M. GOTTRET, 12, Cours de Rive.
La Société des Nations: M. Ernest BOVET, rue de Candolle, 11.
National Zeitung: Dr. L. BAUER, Hôtel du Siècle.
Neue Zürcher Zeitung: Dr. H. KLOETZLI, 8, rue du Léman; Tony BOREL, Avenue de Warens, 2.

Le Pays: M. GIGON, rue Muzy, 11.
Presse Télégraphique suisse: M. Julius BECKER, 7, avenue Gaspard Vallette; M^{lle} Gertrude A. Valentin, 33, Quai Wilson.

Revue de droit international, de sciences politiques et diplomatiques (A. Sottile): M. P. FREI, 11bis, rue Toepffer.

Revue de Genève: M. CHENEVIÈRE, Promenade du Pin; M. R. DE TRAZ.

Revue de Lausanne: M. René GOUZY, boulevard Georges-Favon, 27.

Revue Mensuelle: M. BERNARD, rue Bovy-Lysberg.

Suisse: M. FABRE, Cité 19.

Suisse Libérale: M. MATHEY-CLAUDET, 27, boulevard Georges-Favon.

Schweizerische Zeitschrift für Volkswirtschaft und Sozialpolitik: Dr. Jul. Reichesberg, Genève, Chantepoulet, 11.

Tribune de Genève: M. DU BOCHET, 162, rue de Lausanne; M. Ed. COMBE, 20, rue Etienne-Dumont.

Schweizer Frauenblatt: M^{me} Louise Neuberger, Box Mt-Blanc, 2312.

PRESSE TCHÉCOSLOVAQUE — CZECHOSLOVAK PRESS

Agence Télégraphique tchécoslovaque: M^{me} V. KOSE, 18, avenue Wendt.

Nová Doba: M. J. LINHART, 30, quai des Eaux-Vives.

Právo Lidu: Dr. G. WINTER, Hôtel des Alpes.

Venkov: M. A. SASEK, 6, avenue de Warens.

Zahranicni Politika: M. J. CHMELAR, Hôtel de la Paix.

PRESSE TURQUE — TURKISH PRESS

Agence d'Anatolie: Mr. HUSNI ZIA Bey, 20, Cours de Rive.

PRESSE DE L'U.R.S.S. — U.S.S.R. PRESS

Agence Tass: M. M. MENKES, Hôtel d'Angleterre.

PRESSE UKRAINIENNE — UKRAINIAN PRESS

Bureau de Presse ukrainien: M. A. PETROUCHEWYTCHE, Hôtel des Alpes.

DIVERS — VARIOUS

Agence mondiale d'Information: M. Eg. D'ARCIS, 8, rue Michel-Chauvet.

Publications périodiques de la Société des Nations

JOURNAL OFFICIEL

Le *Journal Officiel* paraît, depuis janvier 1922, en deux éditions (l'une en français et l'autre en anglais); il contient les procès-verbaux des sessions du Conseil de la Société des Nations, le texte des rapports et des résolutions adoptées par le Conseil, ainsi que les principaux documents officiels reçus ou expédiés par le Secrétariat de la Société.

Abonnement annuel 60 francs suisses

RÉSUMÉ MENSUEL DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Ce répertoire des différentes formes de l'activité de la Société des Nations est publié en six langues: anglais, français, allemand, espagnol et tchèque, pour un public de 20.000 lecteurs. Il contient un compte rendu des assemblées et de l'œuvre des organisations de la Société; il publie, en outre, les principaux documents officiels ayant trait au désarmement, à la reconstruction économique et financière, etc.

Un supplément bibliographique est publié une fois par an et envoyé gratuitement aux abonnés.

Abonnement annuel 6 francs suisses

BULLETIN MENSUEL DE STATISTIQUE

Tableau résumant, sous une forme appropriée et concise, la situation économique de tous les principaux pays du monde; s'adresse aux banquiers, hommes d'affaires et hommes politiques qui désirent se tenir au courant des mouvements économiques dans le monde entier; contient tous les renseignements relatifs à la production du charbon, du fer et de l'acier, au commerce d'exportation, aux fluctuations des prix, au coût de la vie, au chômage, aux réserves d'or et à la circulation fiduciaire, aux taux des changes et de l'escompte, etc., d'après des informations officielles fournies spécialement chaque mois à cet effet. Les renseignements publiés se rapportent à quarante-quatre pays.

Abonnement annuel (12 numéros) 20 francs suisses

RAPPORT ÉPIDÉMIOLOGIQUE MENSUEL DE LA SECTION D'HYGIÈNE DU SECRÉTARIAT

Le Service de renseignements épidémiologiques et de statistiques d'hygiène publique de la Section d'hygiène du Secrétariat de la Société des Nations reçoit, d'un grand nombre de pays, des rapports périodiques officiels sur les maladies dont la déclaration est obligatoire. En vue de leur échange, ces renseignements, nécessaires aux épidémiologues des différents pays, sont groupés au fur et à mesure de leur réception et publiés mensuellement dans le *Rapport épidémiologique mensuel*.

Abonnement annuel (12 numéros) 20 francs suisses

RECUEIL DES TRAITÉS ET DES ENGAGEMENTS INTERNATIONAUX ENREGISTRÉS PAR LE SECRÉTARIAT DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Aux termes de l'article 18 du Pacte de la Société des Nations, « tout traité ou engagement international conclu à l'avenir par un Membre de la Société des Nations devra être immédiatement enregistré par le Secrétariat et publié par lui aussitôt que possible; aucun de ces traités ou engagements internationaux ne sera obligatoire avant d'avoir été enregistré ». La publication du *Recueil des Traités* répond à cette disposition du Pacte.

Prix d'abonnement à 12 volumes 150 francs suisses

Un catalogue général et des catalogues spéciaux des documents préparés par les différentes Sections du Secrétariat seront envoyés gratuitement aux personnes qui en feront la demande au:

Service des Publications de la Société des Nations
GENÈVE

Periodicals of the League of Nations

OFFICIAL JOURNAL

The *Official Journal*, which is published (since January 1922) in separate editions in English and French, contains the complete Minutes of the Sessions of the Council of the League of Nations, the text of the Reports and Resolutions adopted by the Council, as well as the principal official documents received or despatched by the Secretariat of the League.

Yearly subscription 50/- \$12.00

MONTHLY SUMMARY OF THE LEAGUE OF NATIONS

A bird's-eye view, clear and concise, of the work of the League of Nations during the month preceding publication. The *Monthly Summary* is issued in six languages — English, French, German, Italian, Spanish and Czech — to a public of 20,000 readers. It contains a record of all League meetings and activities, and publishes, in addition, the principal official documents on Disarmament, Economic and Financial Reconstruction, etc.

A bibliographical supplement is issued once a year and is addressed free of charge to subscribers.

Yearly subscription 5/- \$1.00

MONTHLY BULLETIN OF STATISTICS

A synopsis of the economic position of all the leading commercial countries in the world in a convenient and concise form; indispensable to all bankers, business-men and politicians who wish to keep abreast of world movements; showing coal, iron and steel production, foreign trade, price movements, cost of living, unemployment, gold reserves and note circulation, exchange of discount rates, etc., based on official information specially supplied each month. Data apply to 44 countries. Published on the Saturday nearest to the 15th of each month.

Yearly subscription for 12 numbers 18/- \$4.50

MONTHLY EPIDEMIOLOGICAL REPORT OF THE HEALTH SECTION OF THE SECRETARIAT

The Service of Epidemiological Intelligence and Public Health Statistics, Health Section of the Secretariat of the League of Nations, receives current official reports on the prevalence of notifiable diseases from nearly all countries where such information is available. The information at present being regularly received and published in this periodical relates to 68 per cent of the world's population.

Yearly subscription for 12 numbers 18/- \$4.50

TREATY SERIES: PUBLICATIONS OF TREATIES AND INTERNATIONAL ENGAGEMENTS REGISTERED BY THE SECRETARIAT OF THE LEAGUE OF NATIONS

Under the terms of Article 18 of the Covenant of the League of Nations: "Every treaty or international engagement entered into hereafter by any Member of the League shall be forthwith registered with the Secretariat and shall as soon as possible be published by it. No such treaty or international engagement shall be binding until so registered." The publication of the *Treaty Series* fulfils this condition of the Covenant.

Subscription rate for 12 volumes £6, \$30.00

A general Catalogue and Special Catalogues of the documents prepared by the different Sections of the Secretariat will be sent free on application to:

Publications Department of the League of Nations
GENÈVE

A. 2 (1). 1927

ORDRE DU JOUR

de la

Huitième Session ordinaire de l'Assemblée

et

Liste supplémentaire de Questions

Franc suisse 0.50.

AGENDA

of the

Eighth Ordinary Session of the Assembly

and

Supplementary List of Items

6d. \$0.10.

A. 13. 1927

RAPPORT

à la

Huitième Session ordinaire
de l'Assemblée de la Société des Nations

sur le

**TRAVAIL DU SECRETARIAT ET SUR
LES MESURES PRISES POUR
EXÉCUTER LES DÉCISIONS DE
L'ASSEMBLÉE**

Francs suisses 4.50.

REPORT

to the

Eighth Ordinary Session of the Assembly
of the League of Nations

on the

**WORK OF THE SECRETARIAT AND
ON THE MEASURES TAKEN TO
EXECUTE THE DECISIONS OF THE
ASSEMBLY**

3/9. \$0.90.

C. E. I. 34

Vient de paraître:

MÉMORANDUM

sur les

FINANCES PUBLIQUES 1922-1926

GENÈVE 1927.

(Section économique et financière.)

482 pages

Francs suisses 20.—

Cet ouvrage constitue la suite d'une publication commencée au moment de la Conférence financière de Bruxelles. Examen de la situation financière dans 26 Etats, précédé de notes sur le système budgétaire de chaque pays. Résumé des situations budgétaires de 1922 à ce jour avec indications du total des recettes (à l'exclusion des produits d'emprunts). Examen de la gestion des entreprises publiques. Total des impôts nationaux et locaux en 1913, ainsi que pendant un certain nombre d'années d'avant-guerre, pour autant que les données ont pu être recueillies.

Just published:

MEMORANDUM

on

PUBLIC FINANCE 1922-1926

GENEVA 1927.

(Economical and Financial Section.)

482 pages

16/-

In this Memorandum, which forms the continuation of work begun at the time of the Brussels Financial Conference, the financial position of 26 States is reviewed. The review of each country is prefaced by notes on its budget system. Increased space has been devoted to the analysis of management of public undertakings and an attempt has been made to procure figures showing total national and local taxation in 1913 and in some post-war years.

Tous les documents préparés par les différentes Sections du Secrétariat peuvent être obtenus auprès du

Service des Publications de la Société des Nations

Villa Saint-Victor, annexe au bâtiment du Secrétariat.

All documents prepared by the different Sections of the Secretariat may be obtained at the

Publications Department of the League of Nations

Villa St. Victor, annex to the Secretariat Building

SOCIÉTÉ DES NATIONS

LEAGUE OF NATIONS

JOURNAL

DE LA

OF THE

HUITIÈME SESSION
ORDINAIRE

EIGHTH ORDINARY
SESSION

DE L'

OF THE

ASSEMBLÉE

ASSEMBLY

GENÈVE 1927

GENEVA 1927

N° 6. — SAMEDI 10 SEPTEMBRE 1927.

No. 6. — SATURDAY, SEPTEMBER 10th, 1927.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beauregard.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor, Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beauregard.

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

SOMMAIRE:

	Pages
I. Programme des séances	63
II. Huitième séance plénière de l'Assemblée	64
III. Neuvième séance plénière de l'Assemblée	70
IV. Protection des minorités	77
V. Corrections et additions à la liste des membres des délégations	77
VI. Documents distribués aux membres de l'Assemblée	77

CONTENTS:

	Page
I. Programme of Meetings	63
II. Eighth Plenary Meeting of the Assembly	64
III. Ninth Plenary Meeting of the Assembly	70
IV. Protection of Minorities	77
V. Corrections and Additions to the List of Members of Delegations	77
VI. List of Documents distributed to the Members of the Assembly	77

I. PROGRAMME DES SÉANCES

Séances plénières de l'Assemblée.

Il y aura deux séances plénières de l'Assemblée aujourd'hui, samedi 10 septembre, à la Salle de la Réformation.

La séance du matin aura lieu à 10 h.

Ordre du jour:

Suite de la discussion générale du rapport à la huitième session ordinaire de l'Assemblée de la Société des Nations sur l'œuvre du Conseil, sur le travail du Secrétariat et sur les mesures prises pour exécuter les décisions de l'Assemblée.

I. PROGRAMME OF MEETINGS

Plenary Meetings of the Assembly.

There will be two plenary meetings of the Assembly to-day (Saturday, September 10th) at the Salle de la Réformation.

The morning meeting will take place at 10 a.m.

Agenda:

Continuation of the General Discussion of the Report to the Eighth Ordinary Session of the Assembly of the League to Nations on the Work of the Council, on the Work of the Secretariat, and on the Measures taken to execute the Decisions of the Assembly.

La séance de l'après-midi aura lieu à 16 h. 30.

Ordre du jour:

Suite de la discussion générale du rapport à la huitième session ordinaire de l'Assemblée de la Société des Nations sur l'œuvre du Conseil, sur le travail du Secrétariat et sur les mesures prises pour exécuter les décisions de l'Assemblée.

Bureau de l'Assemblée.

Le Bureau de l'Assemblée se réunira aujourd'hui samedi 10 septembre, à 15 heures, au Secrétariat (Bureau du Secrétaire général).

II. HUITIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

Tenue à la Salle de la Réformation, le vendredi 9 septembre 1927, à 10 heures.

Rapport de la Commission de l'ordre du jour.

Le PRÉSIDENT communique à l'Assemblée les recommandations de la Commission de l'ordre du jour concernant:

- 1^o La proposition du Gouvernement italien relative à la création d'un Institut international du cinématographe éducatif à Rome;
- 2^o La proposition du Conseil exposée dans une résolution relative à la Conférence internationale des experts de presse;
- 3^o La proposition du Conseil exposée dans une résolution relative à la Conférence internationale pour la création d'une Union internationale de secours.

La Commission de l'ordre du jour suggère que la proposition 1 soit renvoyée à la deuxième Commission, la proposition 2 à la sixième Commission, la proposition 3 à la cinquième Commission.

Les recommandations de la Commission de l'ordre du jour sont adoptées à l'unanimité.

Suite de la discussion générale du rapport à la huitième session ordinaire de l'Assemblée sur l'œuvre du Conseil, sur le travail du Secrétariat et sur les mesures prises pour exécuter les décisions de l'Assemblée.

M. VANDERVELDE (Belgique) déclare que, s'il parlait en son nom personnel, il aurait bien des choses à dire sur l'inquiétude qui étreint le monde et surtout sur la persistance, dans certains milieux en dehors de cette Assemblée, d'un état d'esprit déplorable, qui consiste à regarder le monde comme divisé en vainqueurs et en vaincus, en nations qui ont toute licence d'armer et en nations auxquelles est imposée l'obligation de désarmer, en zones régionales où règne l'arbitrage obligatoire, tandis que dans d'autres on se contente de la conciliation et qu'ailleurs encore on se réserve le recours à la force.

Mais comme c'est au nom de son gouvernement qu'il parle, il désire s'associer de tout cœur aux représentants d'autres petits Etats qui ont exprimé, dans cette Assemblée, leurs soucis, leurs préoccupations et leurs espoirs.

La Belgique, en 1924, avait adhéré d'enthousiasme au Protocole, et elle s'est associée depuis à toutes les initiatives tendant à en appliquer les principes. La Belgique a considéré les accords de Locarno, non point comme un résultat final, mais plutôt comme un point de départ vers l'extension des principes qui venaient d'être proclamés. Elle a adhéré à la clause facultative d'arbitrage obligatoire et elle a déjà conclu, avec de nombreux pays, des traités qui acceptent l'obligation sans réserve. Elle désire s'associer maintenant à l'effort déjà fait, ou sur le point d'être tenté, par d'autres délégations, aux fins de donner aux principes du Protocole des applications nouvelles. Déjà une proposition vient d'être faite par la délégation néerlandaise et d'autres suivront sans doute.

L'Assemblée se doit à elle-même de soumettre ces propositions à un examen extrêmement attentif et, en guise de préam-

The afternoon meeting will take place at 4.30 p.m.

Agenda:

Continuation of the General Discussion of the Report to the Eighth Ordinary Session of the Assembly of the League of Nations on the Work of the Council, on the Work of the Secretariat, and on the Measures taken to execute the Decisions of the Assembly.

General Committee of the Assembly.

The General Committee of the Assembly will meet to-day (Saturday, September 10th) at 3 p.m. in the Secretariat (Secretary-General's room).

II. EIGHTH PLENARY MEETING

Held at the Salle de la Réformation on Friday, September 9th, 1927, at 10 a.m.

Reports from the Agenda Committee.

The PRESIDENT communicated to the Assembly the recommendations of the Agenda Committee concerning:

- (a) A proposal of the Italian Government regarding the creation of an International Institute for the Educational Cinematograph at Rome;
- (b) A proposal of the Council communicated in a resolution relating to the International Conference of Press Experts;
- (c) A proposal of the Council communicated in a resolution relating to the International Conference for the Creation of an International Relief Union.

The Agenda Committee recommended that proposal (a) should be referred to the Second Committee; that proposal (b) should be referred to the Sixth Committee; and that proposal (c) should be referred to the Fifth Committee.

The recommendations of the Agenda Committee were unanimously adopted.

Continuation of the Discussion of the Report to the Eighth Ordinary Session of the Assembly of the League of Nations on the Work of the Council, on the Work of the Secretariat and on the Measures taken to execute the Decisions of the Assembly.

M. VANDERVELDE (Belgium) said that, if he were speaking on his own behalf, he would have a good deal to say concerning the anxiety which had arisen owing to the persistence in certain circles outside the Assembly of a deplorable state of mind which regarded the world as divided between victors and vanquished, between nations which had a full licence to arm and nations on which the obligation to disarm had been imposed, between regional zones in which compulsory arbitration was the rule and other regions where only conciliation was accepted or where nations reserved the right to resort to force.

Speaking on behalf of his Government, he desired to associate himself wholeheartedly with the representatives of other small countries which had expressed in that Assembly their anxieties and their hopes.

Belgium, in 1924, had enthusiastically adhered to the Protocol, and had since associated herself with every initiative which had endeavoured to apply its ideas. Belgium had regarded the agreements of Locarno, not as a final result, but rather as a starting-point towards the extension of the principles laid down. She had adhered to the optional clause relating to compulsory arbitration, and had concluded agreements with numerous countries which unreservedly accepted that obligation. She desired to associate herself with the effort which other delegations had made, or were about to make, in order to secure a further application of the principles of the Protocol. A proposal had already been put forward by the Netherlands delegation, and others would, perhaps follow.

The Assembly should give all such proposals the most careful consideration, and as a preliminary to their examination

bule à cet examen, elle devrait se prononcer une fois de plus sur certains principes. Il serait heureux de voir les représentants de quarante-neuf États, ici rassemblés, reprendre, dans une déclaration solennelle, cette parole de Jaurès, que les guerres d'agression sont un crime contre les peuples.

Un acte de foi, cependant, ne saurait suffire. Il faut encore que les œuvres suivent. Aux pessimistes, il répondra qu'il y a de bonnes raisons d'espérer et des garanties de succès pour l'avenir dans l'œuvre qui a déjà été accomplie. Il s'inscrit en faux contre ceux qui qualifient de faillite l'échec relatif de la Conférence du désarmement, car certains faits sont dès maintenant acquis. Tout le monde reconnaît aujourd'hui que l'on doit désarmer et que l'on doit limiter les armements. Le désarmement devient non seulement une obligation morale, mais une obligation juridique.

Il faut choisir entre la limitation des armements et la course aux armements, cette dernière conduisant inévitablement à la guerre.

Le grand résultat des travaux de la Commission préparatoire, c'est que l'on est arrivé à se mettre d'accord sur un grand nombre de points et à dresser un programme complet, précis, détaillé, que l'on peut accepter ou repousser mais dont la possibilité de réalisation est indéniable.

Pour que le désarmement soit assuré, il faut d'abord que les nations le veuillent, et les peuples l'exigeront, quand ils auront non seulement des garanties pour leur sécurité, mais encore conscience de cette sécurité. Les garanties sont indispensables et c'est pourquoi la Société des Nations n'a cessé de mettre au jour, et pour ainsi dire de tisser, tout un réseau de mesures juridiques. Ce qui s'impose aussi, c'est le redressement des griefs légitimes de certaines nationalités et l'apaisement de conflits d'ordre politique et économique.

Ces mesures, cependant, ne suffiraient point si les peuples devaient continuer à s'ignorer les uns les autres, à se défier les uns des autres ou à se craindre mutuellement. L'Assemblée des Nations peut jouer un rôle décisif, car c'est en son sein que les représentants responsables des divers pays apprennent à se connaître, à discuter ensemble les problèmes qui se posent. Ce qui est important, ce n'est pas seulement l'objet même de la discussion, mais le fait que pareils problèmes, jadis résolus par l'imposition d'une force morale et d'une force armée, le sont souvent aujourd'hui par le libre accord résultant d'une libre discussion.

Il est indéniable que l'Assemblée de 1924, qui adopta le Protocole, a été une date historique, mais en 1924, cependant, l'Allemagne n'était pas Membre de la Société, tandis qu'aujourd'hui l'Allemagne est là, et discute les problèmes qui la concernent sur un pied d'égalité avec les autres nations. C'est là un fait d'une importance vitale.

On a dit que, au cours de l'année dernière, le Conseil a quelquefois reculé devant certaines difficultés, et hésité devant une intervention dans divers conflits. Cependant, quand on discute de l'activité du Conseil, il ne faut pas perdre de vue que la Société des Nations n'est pas un super-État et que le Conseil n'est pas un gouvernement. Le Conseil n'a d'autre autorité que celle que ses Membres lui confèrent, et la Société des Nations est une association d'États libres, réalisant des accords et ne subissant pas des lois. Pour la réalisation de ces accords, il est indispensable que l'Assemblée et ses Commissions élaborent des solutions qui ne sont peut-être pas des solutions d'aujourd'hui ni même de demain, mais qui sont des solutions de l'avenir. C'est pour cette raison qu'il importe de prendre en considération les propositions des Pays-Bas et les autres propositions similaires.

Ce qu'il demande à l'Assemblée, c'est de ne pas éluder ces problèmes et de faire un effort véritable pour les étudier, les discuter, leur préparer des solutions qu'il appartiendra aux peuples de leur appliquer.

M. Stefano CAVAZZONI (Italie) considère le rapport soumis à l'Assemblée comme une revue saisissante d'une activité multiple et éclairée, s'étendant à tous les domaines de la vie des peuples. Une telle activité constituera une œuvre solide et durable d'unification mondiale. La Société a la chance de posséder un Secrétariat admirablement organisé et qui travaille d'une manière parfaite.

Au nom du Gouvernement italien, M. Cavazzoni se bornera à exposer quelques idées générales et quelques remarques particulières sur les activités sociales de la Société des Nations.

Le Gouvernement italien a souvent tiré profit, dans son vaste programme de réformes sociales, et surtout dans ses actes légis-

might well declare its views once again in regard to certain principles. He would be happy to see the representatives of the forty-nine States of the Assembly endorse in a solemn declaration the statement of Jaurès that wars of aggression were a crime against the nations.

An act of faith, however, did not suffice. It was necessary that practical work should be undertaken. To the pessimists he would say that there were good reasons for hope and guarantees for future success in the work which had been already done. He could not agree with those who regarded the check which had been sustained in the matter of the Disarmament Conference as a failure. Certain facts were now undisputed. Everyone recognised to-day that it was necessary to disarm and to limit armaments. Disarmament became not only a moral but a legal obligation.

A choice would have to be made between a limitation of armaments and rivalry in armaments which must inevitably lead to war.

The great result of the work of the Preparatory Commission had been an agreement in regard to a large number of points, and the drawing-up of a complete, precise and detailed programme which might be accepted or rejected, but which could undoubtedly be carried into effect.

For disarmament to be secured, it was necessary that nations should insist upon it, and the nations would insist when they had not only guarantees but a consciousness of security. Guarantees were indispensable, and these were provided by the whole network of measures which the League of Nations had not ceased to weave and to strengthen. The redress of the legitimate grievances of certain nations was also necessary, and the appeasement of conflicts of a political and economic character.

These measures, however, would not suffice if nations continued to be ignorant of one another, to distrust one another, and to fear one another. The League of Nations could here play a decisive role, for it was within the League that the responsible representatives of the various countries became acquainted and discussed together the problems which arose. It was not only the object of such discussions which was important, but the fact that problems, which formerly had been settled only by moral or armed force, were now often settled by free agreement as a result of free discussion.

The Assembly of 1924, which had adopted the Protocol, was an historic date, but in 1924 Germany had not been a Member of the League, whereas to-day Germany was present and discussed the problems which concerned her with the other nations on a footing of equality. This was a fact of vital importance.

It had been stated that, during the last year, the Council had sometimes recoiled before certain difficulties, and hesitated to intervene in various disputes. In discussing the activity of the Council, however, it must not be forgotten that the League of Nations was not a super-State, and that the Council was not a Government. The Council had only such authority as its Members conferred upon it, and the League of Nations was an association of free States realising agreements and not subject to laws. For the realisation of these agreements, it was indispensable that the Assembly and its Committees should prepare solutions, which perhaps were not solutions for to-day or to-morrow, but which would be solutions for the future. For this reason, it was necessary to take into consideration the proposals of the Netherlands and other similar proposals.

He would ask that these problems should not be evaded, but that an endeavour should be made to study and discuss them, to prepare remedies and leave it to the nations to apply them.

M. Stefano CAVAZZONI (Italy) considered that the Report submitted to the Assembly was a remarkable review of great and enlightened activity reaching to every part of the life of the nations. Such activity would constitute a solid and lasting work towards world unity. The League had the good fortune to possess an excellently organised Secretariat which worked perfectly.

Speaking for the Italian Government, he would confine himself to a statement of certain general ideas and some special remarks on the social activity of the League of Nations.

The Italian Government had often benefited in the execution of its wide programme of social reform, and particularly in

latifs, des études, des expériences et des suggestions formulées par les commissions sociales de la Société des Nations. A son avis, une œuvre éclairée de reconstruction nationale doit se baser sur une politique sociale de la plus grande envergure.

Ces mêmes considérations doivent inspirer l'œuvre sociale de la Société des Nations. C'est à tort qu'on reproche parfois à ses commissions sociales de faire œuvre d'idéalisme sans résultat appréciable. Sans une grande forme d'idéalisme, la Société des Nations ne serait jamais née.

Quel est, en effet, le but de la Société des Nations ? La défense et le développement de la civilisation. Mais il faut s'entendre sur ce mot « civilisation » dont on abuse si souvent. Civilisation ne signifie pas exclusivement bien-être matériel. Suivant la tradition chrétienne, civilisation est synonyme de moralité.

Malheureusement, il arrive très souvent que des tendances morbides naissent des souches les moins saines de la société et, soudainement, deviennent des habitudes corruptrices qui infectent le noyau sain et épuisent les énergies civilisatrices. Ces tares sociales, ce sont surtout la toxicomanie, la traite des femmes, l'abandon de l'enfance, la criminalité infantile, le trafic des publications obscènes. Ce sont des fléaux que nulle frontière n'arrête et devant lesquels l'action isolée d'un gouvernement est très souvent insuffisante. De là, la nécessité d'une action commune, et il est bon de fixer quelques principes qui marquent en même temps les directives et les limites de l'activité sociale de la Société. C'est de ces principes que le Gouvernement italien entend s'inspirer pour sa collaboration dans ce domaine.

Une famille saine donne des citoyens sains. L'Etat sain et discipliné est un rempart de la civilisation. Tout mauvais citoyen est un mauvais soldat de l'humanité. Dans le domaine de la protection de l'enfance et de la famille, l'Etat italien ne peut rester insensible à la contagion d'une fausse doctrine qui, sous de vaines apparences économiques et contraires à la saine tradition de l'Eglise, tend à stériliser la famille, à corrompre la jeunesse et à dépeupler les nations, base et soutien de la civilisation.

L'Etat, selon la conception italienne, forme supérieure et parfaite de la civilisation, exerce sa mission sur les citoyens dès le moment de leur naissance pour en faire des éléments de force et de progrès, et facilite par tous les moyens l'action éducative en favorisant toutes les institutions qui collaborent au développement et à l'amélioration du milieu familial.

Une enquête de la Société des Nations sur la situation des enfants illégitimes dans les différents pays est en cours. Une question qu'il serait intéressant de faire porter à l'ordre du jour du Comité de la protection de l'enfance est celle de la répercussion sociale du travail de la mère de famille en dehors du foyer. La mortalité et la morbidité infantiles ne sont-elles pas plus élevées du fait de l'absence de la mère, et la criminalité infantile n'est-elle pas plus élevée ?

Dans le cadre familial, il faut, pour protéger l'enfance, lutter contre le taudis, il faut lutter aussi contre l'alcoolisme. L'Etat italien a, dans ce domaine, une législation complète sur laquelle le délégué italien attire l'attention de l'Assemblée et dont il trace une rapide esquisse.

La loi prive de la *patria potestas* ceux qui en deviennent indignes par leur conduite immorale. Des dispositions spéciales prévoient toute une série de mesures pour l'amélioration physique de la race. Les organisations sportives ont été encouragées; on a créé, au bord de la mer et dans divers endroits dans la montagne, des colonies d'enfants, des écoles en plein air, des palestres, des stadiums. La loi défend encore l'emploi des mineurs dans les théâtres, dans les cabarets, dans les dancings, ainsi que dans la préparation des films, dans les débits de boissons alcooliques. On défend la vente de tabac et de liqueurs aux enfants âgés de moins de seize ans.

Le Gouvernement a mis à la disposition de l'œuvre nationale de la maternité et de l'enfance des ressources considérables, alimentées en grande partie par le produit de l'impôt sur les célibataires.

Ces indications donneront une idée approximative de la portée des réformes sociales accomplies en Italie. C'est fort de cette expérience que le Gouvernement italien désire collaborer aux travaux de la Commission consultative pour la protection de l'enfance.

Mais un autre problème, d'une importance capitale, est celui de la lutte contre la traite des femmes et des enfants. Qu'il soit permis de rappeler le nom de Giuseppe Mazzini, l'un des pré-

its legislative action, from the study, experience and advice given by the social committees of the League of Nations. In his opinion, the enlightened work of national reconstruction should be based on a social policy of the greatest possible scope.

The same ambitions should inspire the social work of the League of Nations. It was wrong occasionally to reproach its social committees for attempting the work of idealists without appreciable results. Without a great spirit of idealism, the League of Nations would never have been born. What was actually the aim of the League? The defence and progress of civilisation. But it was essential to know the meaning of the word "civilisation", which was so often abused. Civilisation did not mean exclusively material well-being. According to the traditions of Christianity, civilisation was synonymous with morality.

It unfortunately happened that, very often, morbid tendencies arose in the least healthy parts of society and suddenly developed into corrupt habits which infected the centre and exhausted its civilising power. These social evils — the drug habit, traffic in women, desertion of children, child criminality, the sale of obscene publications — were plagues which stopped at no frontier, and against which the isolated action of a single Government was very frequently insufficient. There accordingly arose a need for common action, and it was well to lay down certain principles which should indicate the road and the boundaries of the social activity of the League. These were the principles which would inspire the Italian Government in its co-operation in this field.

A healthy family gave healthy citizens, and a healthy State was a bulwark of civilisation. A bad citizen was but a poor soldier in the battle for humanity. In the sphere of the protection of children and of the family, Italy could not but be affected by the contagion of a false doctrine which, misled by false economic principles and in opposition to the holy traditions of the Church, tended to sterilise the family, to corrupt youth and to de-populate the nations which were the basis and support of civilisation.

The State as conceived in Italy was a higher and perfect form of civilisation which carried out its duty to its citizens from the time of their birth. It endeavoured to make them elements of strength and progress and in every way to promote education by favouring all those institutions which took part in the development and improvement of the family circle.

An enquiry by the League of Nations into the situation of illegitimate children in various countries was now in progress. A question which it would be interesting to put upon the agenda of the Committee for Infant Welfare was that of the social effects of the work of mothers of families away from the home. Child mortality and morbidity were surely increased by the absence of the mother, and was not child criminality also increased ?

In order to protect the child in the family circle, and to fight against the hovel and against drunkenness, Italy had here complete legislation, to which the Italian delegate drew the attention of the Assembly, and of which he gave a brief outline. The Italian law took away the *patria potestas* from those who had become unworthy of it by their immoral conduct. Special regulations contained a series of measures for the physical improvement of the race; organised sport had been encouraged; at the seaside and in various parts of the mountains they had established child colonies, open-air schools, *palestra* and *stadii*. The law, further, forbade the employment of minors in theatres, cabarets and dancing-halls, as well as in the production of films and the sale of alcoholic drinks. It was forbidden to serve tobacco or liquor to children under 16 years. The Government had put at the disposal of the national maternity and childhood organisation considerable funds, largely maintained by the tax on bachelors.

These explanations would give a fair idea of the scope of the social reforms carried out in Italy. With this experience behind it, the Italian Government wished to co-operate in the work of the Committee for Infant Welfare.

There was another problem of vital importance, that of the struggle against the traffic in women and children. He would here recall the name of Giuseppe Mazzini, one of the forerunners

courseurs du mouvement abolitionniste. Ce problème se présente aujourd'hui sous un aspect particulièrement critique. La traite, dont l'ampleur fut réduite pendant la guerre par suite de la fermeture des frontières, a atteint des proportions inquiétantes peu après la fin des hostilités, et l'enquête de la Société des Nations a été d'une opportunité toute particulière. Le délégué de l'Italie résume ensuite les constatations, les conclusions et les recommandations des experts. Personnellement, il insistera sur la nécessité de donner suite dans le plus bref délai aux suggestions présentées par ceux-ci.

Un autre fléau, le trafic des stupéfiants, sur lequel il désire attirer d'une façon toute spéciale l'attention de l'Assemblée, a atteint un tel degré qu'il est devenu une des tares les plus affreuses de la Société contemporaine. Le délégué italien doit avouer qu'il lui a été impossible de se procurer des statistiques exactes sur l'extension du mal. Il y a trop d'intérêts qui veulent cacher la gravité de ce mal. On ne connaît pas même d'une manière approximative la production mondiale des stupéfiants. Mais des symptômes concordants montrent le développement croissant du danger des toxiques. Dans le rapport du Secrétariat, on relève, entre autres, les remarques suivantes: « La Commission a examiné un document donnant, sous forme de tableau, des renseignements sur le trafic illicite, surtout en ce qui concerne les saisies. Un très bref résumé des six premières pages de ce document indique que les transactions signalées dans cette seule partie très restreinte du document comprennent des envois de plus de 65 tonnes d'opium brut, 100 kilos d'héroïne, 290 kilos de morphine et 18 kilos de cocaïne ».

En ce qui concerne l'Italie, la surveillance très stricte des autorités des douanes maritimes a permis de procéder à des saisies sur lequel le délégué italien donne des détails. Dans tous les cas, la marchandise venait de l'étranger. Il n'y a pas de manufactures de drogues en Italie. Le mal ne se borne pas aux nations occidentales. Il sévit, avec une violence égale, sinon supérieure, parmi les nations orientales. Il suffit de considérer le bénéfique moyen qu'un trafiquant illicite retire de son activité pour se rendre compte des intérêts qui sont à la base de ce trafic. D'après les données qui ont été recueillies par la Commission consultative, il existe de véritables syndicats de contrebandiers disposant de moyens financiers qui se chiffrent par des millions et dont les moyens de corruption sont énormes.

A la gravité du fléau, il faut opposer des remèdes énergiques qui atteignent le mal à sa racine. Le Gouvernement italien a insisté à plusieurs reprises sur le fait que le véritable remède consiste dans le contingentement. Le problème est très simple. Jusqu'ici, on s'est principalement attaché à l'idée d'enrayer le mal en s'en prenant aux consommateurs. L'expérience a démontré que ces efforts-là sont vains.

Il faut renverser la situation et lutter contre les fabriques, dont on ne compte qu'une cinquantaine. La fabrication, la surproduction, voilà l'ennemi. La Convention de La Haye oblige les pays signataires à limiter la manufacture, la vente et l'emploi des dérivés de l'opium et de la cocaïne.

Le problème de la limitation ne peut être résolu radicalement que sous la forme du contingentement. C'est le problème central que la Société des Nations doit s'attacher à résoudre avant tout autre, parce que ce n'est que sa solution qui peut mettre fin au trafic illicite. Tout le reste n'est que palliatif. La formule italienne est: pas de *Central Board* sans le contingentement. Le Gouvernement italien ne se lassera pas d'insister jusqu'à ce que ce principe soit accueilli.

Le délégué de l'Italie explique alors brièvement en quoi pourrait consister la tâche confiée à cet égard au Bureau central prévu par la Convention de Genève.

En attendant, le Gouvernement italien n'a pas de difficulté à aborder le problème du contrôle. C'est dans ce but que l'on a convoqué, sur sa demande, pour la fin de ce mois, une session extraordinaire de la Commission consultative, qui étudiera le problème complexe du trafic illicite. Le Gouvernement italien se réserve, à cette occasion, de présenter des propositions précises dans le but de rendre le contrôle plus strict.

Toutefois, la lutte, il faut l'avouer franchement, présente des difficultés considérables. Les ruses auxquelles le trafic illicite a recours sont innombrables. Ce n'est pas révéler un secret que d'attirer l'attention sur le fait qu'aujourd'hui le contrebandier recourt à des envois de matières qui ne tombent pas sous le coup des conventions; une fois arrivés à destination, ces produits sont, par des procédés très simples, transformés en stupé-

of the abolitionist movement. This problem to-day appeared particularly critical. The traffic, the extent of which had been reduced during the war, when the frontiers had been closed, had grown to disturbing proportions shortly after the end of hostilities and the enquiry made by the League of Nations had been particularly opportune.

The Italian delegate then gave a summary of the remarks, conclusions and recommendations of the experts. He insisted that it was necessary to give effect to their suggestions as soon as possible.

Another scourge to which he wished to draw the particular attention of the Assembly was the traffic in narcotic drugs. This had grown to such an extent that it had become one of the most dreadful disasters of modern society. He felt bound to confess that he had been unable to obtain exact statistics as to the extent of the evil. There were too many interests concerned with hiding the seriousness of the case. One did not even know approximately the world production of narcotic drugs, but its symptoms showed the increasing extent of the danger of these poisons. In the report of the Secretariat, the following remarks might be quoted: "The Committee considered a statement giving in tabular form information as to the illicit traffic with special reference to seizures. A rough summary of the first six pages of that document indicates that the transactions recorded only in that very small portion of the return include consignments of raw opium amounting to more than 65 tons, of over 3,520 ounces (100 kilograms) of heroin, 10,195 ounces (290 kilograms) of morphine, 625 ounces (18 kilograms) of cocaine".

As far as Italy was concerned, the strict watch kept by the Maritime Customs had enabled them to effect seizures, and the Italian delegate quoted details. In every case the goods came from abroad, for these drugs were not manufactured in Italy. The evil was not confined to Western nations; it struck with equal or even greater violence the Eastern countries. One had only to remember the average profit which an illicit trafficker made out of his activities in order to form an idea of the interests underlying the traffic. According to the figures which had been obtained by the Advisory Committee, there were at present syndicates of traffickers with financial support running into millions and whose means of corruption were enormous.

To meet the gravity of the traffic, they would have to use energetic remedies which would go to its roots. The Italian Government had, on several occasions, insisted that the true remedy lay in rationing. The problem was simple. Hitherto they had chiefly followed the idea of removing the evil by dealing with the consumer, but experience had shown that this had been wasted effort.

They must reverse the situation and work against the factories, which only numbered about fifty. Manufacture and over-production—these constituted the real enemy. The Hague Convention compelled signatory States to limit their manufacture, sale and use of opium and cocaine derivatives.

The problem of limitation could only be thoroughly solved by a system of rationing. This was the central problem which the League of Nations must endeavour to solve before any other, since this solution alone would enable them to put a stop to the illicit traffic; any other measures could only be palliatives. The Italian formula was therefore that there should be no Central Board without a system of rationing. The Italian Government would not cease to press the matter until this principle had been accepted.

The Italian delegate briefly explained the nature of the work to be entrusted to the Central Board set up by the Convention of Geneva.

Meanwhile, the Italian Government had no difficulty in attacking the task of supervision. For this very purpose, an extraordinary session of the Advisory Committee had, at its request, been called at the end of the month to study the complex problem of the illicit traffic. The Italian Government reserved the right to submit definite proposals on this occasion in order to make the supervision more strict.

It must nevertheless be freely admitted that the struggle presented grave difficulties; the tricks of the illicit trafficker were numberless. He would not be revealing a secret in drawing attention to the fact that to-day the smuggler made use of goods which did not come under the scope of the Conventions. When they reached their destinations, these goods were by a simple process transformed into narcotics. But these

fiançants. Mais ces difficultés ne sont pas insurmontables. La Commission consultative fait ressortir, dans son rapport au Conseil, qu'elle-même et la Société des Nations ne peuvent s'attaquer à ce problème colossal que dans la mesure où elles y seront aidées par les différents gouvernements.

Le délégué de l'Italie déclare en terminant que son gouvernement a donné tout récemment une preuve tangible de la mesure dans laquelle l'idéal humanitaire de la Société lui est à cœur en appuyant de toute sa force la belle initiative du sénateur Ciralo. C'est un signe de grande noblesse et en même temps de grande sagesse, pour la Société des Nations, d'avoir mené à bonne fin cette œuvre généreuse. Et il est sûr que les gouvernements représentés ici voudront bien apporter leur concours à la prompte réalisation de l'Union internationale de secours. La signature de cette Convention sera un beau geste de solidarité humaine et un hommage rendu aux principes de la Société des Nations.

M. LANGE (Norvège) désire tout d'abord rendre un hommage à l'éloquence, à la clarté et au caractère lumineux de l'exposé fait la veille par M. Politis. Cependant, la thèse que le délégué de la Grèce a développée, notamment vers la fin de son exposé, lui a paru appeler impérieusement des réserves sérieuses et immédiates. Il ne voudrait pas que l'on croie que cette thèse soit celle de l'Assemblée tout entière. Sans doute, M. Lange partage entièrement l'admiration de son collègue pour le système du Protocole de Genève; il est convaincu que le Protocole aura un jour sa résurrection et que, en attendant ce grand jour, le Protocole restera comme un phare sur les flots agités du temps présent. Il partage, à un degré égal, la conviction de son collègue quant à l'incalculable prix qu'il faut attacher à l'activité infatigable de la Société, de ses organismes techniques et de son admirable Secrétariat.

C'est lorsque le délégué de la Grèce a développé, vers la fin de son exposé, sa philosophie de la paix et de la justice, que M. Lange ne peut plus se déclarer d'accord avec lui, tout en lui étant reconnaissant d'avoir soulevé ce problème. Il est sans doute utile que, de temps à autre, l'Assemblée discute les principes fondamentaux de la Société. Mais, entraîné par la soif de logique et de système, M. Politis semble avoir poussé trop loin sa déduction. Certes, il pourrait y avoir quelque chose d'attachant, pour un compatriote d'Ibsen, à entendre poser la grande alternative: tout ou rien. Mais est-ce bien là une maxime de sagesse politique? Cavour l'a déjà dit, la politique est l'art du possible.

Le délégué de la Grèce a développé avec force l'indissolubilité de la trilogie du Protocole: arbitrage, sécurité, désarmement; il a voulu y ajouter encore un élément qu'il considère comme indispensable: la loi, le droit international codifié. Ce sont ces quatre éléments qui forment, d'après lui, un cycle, et dont il faut avoir tout ou rien. Tout le Protocole, rien que le Protocole — en y ajoutant encore la « loi » — ni tranche, ni fraction, ni même une étape vers le système du Protocole. Il est à craindre que, à suivre cette directive, ce cycle idéal ne devienne un cercle vicieux d'où la Société ne sortirait jamais. Alors, faut-il désespérer?

Il convient d'examiner brièvement la thèse de M. Politis à la lumière des faits et de l'histoire.

Le délégué de la Grèce disait hier, comme il le disait lors de la préparation du Protocole, que si la juridiction facultative peut se passer de sanction, la juridiction obligatoire en a impérieusement besoin. Il est, pour le moins, permis d'avoir des doutes à ce sujet. Ce que l'on sait, c'est que nombre d'Etats n'ont pas hésité à se lier par des engagements de juridiction obligatoire, sans prévoir d'autres sanctions que celles que prévoit le Pacte, c'est que, depuis plus d'un siècle, l'arbitrage a fonctionné dans plus de deux cents cas et que toutes les sentences rendues ont été exécutées de bonne foi.

Le délégué de la Grèce a cité le parallèle du développement du droit interne au sein des Etats. D'abord, comparaison n'est pas raison; ensuite, la communauté des Etats est une société *sui generis*, difficilement comparable à une société nationale. Un Etat est composé de millions d'individus qui peuvent facilement se soustraire au stigmate d'une sanction purement morale, d'individus qui n'ont qu'une vie éphémère. La communauté d'Etats se compose, elle, d'un nombre

difficulties were not insurmountable. The Advisory Committee had indicated in its report to the Council that, like the League of Nations, it could only attack this immense problem to the extent that it received the support of the various Governments.

He would conclude by stating that his Government had recently given tangible proof of its heartfelt interest in the humanitarian ideals of the League by supporting the initiative of Senator Giovanni Ciralo. It was evidence of great character and wisdom that the League of Nations had been able to complete that noble work. He was sure that the Governments represented at the Assembly would assist in the speedy realisation of the International Relief Union. The signature of that Convention would be a generous act towards world solidarity and would be a tribute to the principles of the League of Nations.

M. LANGE (Norway) paid a tribute to the eloquence and clarity of the speech made on the previous day by M. Politis. The thesis developed by the delegate of Greece, however, particularly towards the end, had seemed to him to call urgently for serious and immediate reservations. He would not like it to be believed that it was the thesis of the whole Assembly. He fully shared the admiration of his colleague for the system of the Geneva Protocol. He was convinced that the Protocol would one day rise again, and that, meanwhile, it would remain as a help to those who sought a way out of the present difficulties. He shared to an equal degree the conviction of his colleague as to the incalculable value which should be attached to the indefatigable work of the League, its technical organisations, and its admirable Secretariat.

He could not, however, agree with the delegate of Greece, though he was grateful to him for having raised the question, in the views which he had developed towards the end of his statement embodying his philosophy of peace and justice. It was doubtless useful from time to time for the Assembly to discuss the fundamental principles of the League, but, carried away by his desire for logic and system, M. Politis seemed to have taken his reasoning too far. There was something attractive for a countryman of Ibsen to hear the great alternative laid down "all or nothing", but was this a wise political maxim? Cavour had already said that politics consisted in practising the art of what was possible.

The delegate of Greece had strongly insisted on the indissoluble nature of the threefold conception of the Protocol: arbitration, security and disarmament. He had desired to add to those factors another which he regarded as equally indispensable, namely, the codification of international law. According to him, these four factors formed a cycle and it was necessary to take them all together or not at all. There must be the whole Protocol and nothing but the Protocol, with the addition of the factor of international law, and there could be no part or fraction of it, or even anything which could be called a stage towards the system of the Protocol. It was to be feared that, following this line of reasoning, the ideal cycle would become nothing but a vicious circle, from which the League would never issue. Was it therefore necessary to despair?

He would briefly examine the thesis of M. Politis by the light of historical facts. The delegate of Greece had said on the previous day, as he had said when the Protocol was drafted, that, although optional jurisdiction could dispense with sanctions, compulsory jurisdiction had an imperative need of them. It was at least permissible to have some doubts on that subject. Many States had not hesitated to bind themselves to accept compulsory jurisdiction without contemplating any other sanctions than those contained in the Covenant, and for more than a century arbitration had been resorted to in more than two hundred cases and all the awards given had been carried out in good faith.

The delegate of Greece had quoted the analogy of the development of internal law within States. First, comparison was not a valid method of reasoning. Secondly, the community of States was a society which with difficulty could be compared with a national society. The State was composed of millions of individuals who might easily evade the stigma of a purely moral sanction and whose lives were ephemeral. The community of States was composed of a very small number of

très restreint d'entités: 60 ou 70 tout au plus, qui ont chacune une vie, humainement parlant, perpétuelle et qui ne peuvent, par conséquent, se soustraire au stigmata moral, parce qu'il entraînerait des conséquences incalculables pour leur avenir moral et économique. M. Politis répondra peut-être: Essentiellement, nous n'avons que des exemples de l'arbitrage facultatif; le peu d'exemples que nous avons de la pratique de l'arbitrage obligatoire ne sont guère concluants encore. Or, il est un autre exemple, concluant celui-là. Au sein de la grande fédération des Etats-Unis d'Amérique, la juridiction obligatoire entre Etats membres de la Fédération existe et fonctionne depuis un siècle et demi. Est-il donc permis de dire, en face de l'histoire, que les sanctions sont indispensables à la pratique de l'arbitrage obligatoire? M. Lange croit que non, et il pense que la thèse de son éloquent collègue peut avoir des conséquences funestes pour la grande cause de la justice internationale, car il a fourni aux hésitants, pour ne pas dire aux adversaires de l'arbitrage international, des arguments qui n'ont aucune base dans la réalité.

Mais le délégué de la Grèce ne s'est pas arrêté là. Il a voulu encore développer cette thèse que, à la juridiction internationale, il faudrait donner comme base la loi déclarée et codifiée. Or, dans aucune société, la loi écrite ne suffit et ne suffira jamais à fournir la base complète de la juridiction.

Certes, on ne saurait sous-estimer l'importance de l'œuvre si heureusement inaugurée par la Société dans le domaine de la codification progressive du droit des gens, œuvre qui doit être l'une des premières préoccupations de cette Assemblée. Mais c'est là une œuvre qui ne sera jamais complète ni terminable, parce que la vie pose et posera toujours de nouveaux problèmes à la législation. Ajourner la réalisation de la juridiction internationale obligatoire jusqu'après l'élaboration d'un code de droit international, ce serait ajourner tout progrès dans ce domaine aux calendes grecques.

Si donc M. Lange croit un système de sanctions, sinon superflu, en tous cas nullement indispensable en matière d'arbitrage, par contre, semblable système lui paraît indispensable en tant qu'élément du système du Pacte, pour la prévention de guerre illicite, et tant que subsistera le régime des armements. Il faut ici, comme partout, tâcher de voir la réalité telle qu'elle est.

M. Politis a justement dit que la Société ne peut être que ce qu'en veulent faire ses Membres. M. Lange abonde dans ce sens, mais, s'il est vrai que certains des Membres de la Société, et des plus importants, ne veulent pas la perfection qu'a prêchée M. Politis, faut-il donc, dans les domaines de la juridiction, du désarmement, de la sécurité, de la codification du droit international, abandonner tout effort? Nulle politique ne serait plus néfaste. Ni fraction, ni tranche du Protocole, a dit M. Politis. Le délégué de la Norvège déclare, au contraire, qu'il faut concentrer tous les efforts sur toute fraction, sur toute tranche que l'on pourra atteindre. Il faut, d'après lui, littéralement se rapprocher du but par les quatre chemins, et toute étape franchie, si modeste qu'elle soit, représentera un progrès à ses yeux. Au-dessus des têtes des gouvernements hésitants, lui et ses amis en appellent aux peuples des grandes Puissances pour qu'ils obligent leurs chefs à souscrire enfin à la clause facultative de l'article 36 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale.

Premier commencement d'une juridiction internationale de caractère obligatoire, tout arbitrage régional, tout nouveau traité de Locarno est souhaitable. Il faut, ensuite, amorcer à cette Assemblée l'œuvre de codification sous la direction de la Société. En troisième lieu, on doit pousser plus avant l'étude technique du problème de la sécurité, et enfin approfondir davantage les problèmes du désarmement.

Mandats: Proposition de la délégation du Portugal.

Le PRÉSIDENT dit que la délégation du Portugal vient de faire parvenir à la présidence le projet de résolution suivant:

« L'Assemblée, se conformant au précédent déjà établi au cours de plusieurs années, décide de renvoyer à la sixième Commission les rapports annuels des Puissances mandataires, les rapports de la Commission permanente des mandats et tous autres documents relatifs à la question

entities, sixty or seventy at most, and each of them had, humanly speaking, perpetual existence, and could not therefore evade the moral stigma, because it involved incalculable consequences for their moral and economic future.

M. Politis would perhaps object that, essentially, there were so far only examples of optional arbitration, and that the few existing examples of the practice of compulsory arbitration were not conclusive. There was, however, one conspicuous example. Within the great Federation of the United States of America, compulsory arbitration between the States Members of the Federation had existed and worked for over a century and a-half. Was it possible to say, in the face of this historic experiment, that sanctions were indispensable for the practice of compulsory arbitration? He did not think so, and he felt that the thesis of his colleague might have disastrous consequences in the great cause of international justice. It would provide those who were hesitating, not to mention the declared adversaries of international arbitration, with arguments which had no basis in reality.

The delegate of Greece, however, had not stopped there. He had desired still further to develop the thesis that, for international jurisdiction, it was necessary to have a stated and codified law as a basis. In no society, however, did written law suffice, nor would it ever suffice, as a complete basis of jurisdiction.

It was impossible to under-estimate the importance of the work so happily begun by the League of Nations in the field of the progressive codification of international law. This work must be one of the first subjects of consideration by the Assembly. But it was a task which would never be complete or terminable, since life gave rise, and would always give rise, to new legislative problems. To adjourn the realisation of compulsory international jurisdiction until a code of international law had been framed would be to adjourn all progress in this field to the Greek Kalends.

Though he thought that a system of sanctions, if not superfluous, was not indispensable for arbitration, such a system seemed to him, on the contrary, indispensable as an element in the system of the Covenant for the prevention of illicit wars as long as the system of armaments remained. It was necessary, here as everywhere, to endeavour to look reality in the face.

M. Politis had justly said that the League could only be what its members wished it to be. He fully agreed. If, however, it was true that certain Members of the League, and some of the most important, did not wish for that perfection which M. Politis had advocated, was it therefore necessary, in the matter of jurisdiction, disarmament, security and the codification of international law, to abandon all effort? No policy could be more disastrous. M. Politis had insisted that there should be no mere fraction or part of the Protocol. He, on the contrary, would venture to say that it was necessary to concentrate all possible efforts on any part of the Protocol which it was possible to obtain. It was, in his view, necessary to draw near to the desired end by all possible ways, and any progress made, however modest it might be, would in his eyes be a real progress. Above the heads of the hesitating Governments, he and his friends appealed to the nations of the great Powers, asking them to insist that their chiefs should subscribe to the Optional Clause of Article 36 of the Statute of the Permanent Court of International Justice.

First, the beginnings of an international jurisdiction of a compulsory character, any regional arbitration or any new treaty of Locarno was desirable. Secondly, it was necessary that the Assembly should press for the work of codification to be undertaken under the direction of the League. Thirdly, the technical study of the problem of security should be advanced, and, finally, the problems of disarmament should be more thoroughly investigated.

Mandates: Proposal submitted by the Portuguese Delegation.

The PRESIDENT said that the Portuguese delegation had submitted the following draft resolution:

« The Assembly, following the precedent already established in previous years, decides to refer to the Sixth Committee the annual reports of the mandatory Powers, the reports of the Permanent Mandates Commission, and all other documents dealing with the man-

des mandats qui ont été distribués aux Membres de la Société depuis la dernière session ordinaire de l'Assemblée.

Ce texte sera imprimé et distribué aux délégations par la voie du *Journal Officiel*.

La séance est levée à 12 h. 50.

III. NEUVIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

Tenue à la Salle de la Réformation, le vendredi 9 septembre 1927, à 16 heures 30.

Suite de la discussion générale du rapport à la huitième session ordinaire de l'Assemblée de la Société des Nations sur l'œuvre du Conseil, sur le travail du Secrétariat et sur les mesures prises pour exécuter les décisions de l'Assemblée.

Le Dr STRESEMANN (Allemagne) déclare que les discussions de l'Assemblée ont jusqu'ici porté essentiellement sur trois questions, qui montrent à la fois l'objet et l'orientation de l'activité de la Société. Il y a d'abord l'initiative prise par la Société de convoquer la Conférence économique internationale, ensuite les deux questions qui régissent la politique de la Société des Nations et qui préoccupent au premier chef l'opinion publique mondiale: celles de la sécurité et du désarmement. Il désire exposer l'attitude de l'Allemagne à l'égard de ces divers problèmes.

Il approuve entièrement ce que sir Edward Hilton Young a dit au sujet de l'importance considérable que l'on doit attacher à la Conférence économique et à ses résultats. Le public se montre généralement sceptique à l'endroit des grandes conférences internationales, mais ce scepticisme paraît tout à fait déplacé en ce qui concerne la Conférence économique. L'idée première de cette conférence est due à un homme d'Etat éminent, qui réunit une profonde expérience en matière économique à un remarquable talent dans le domaine politique, et les domaines économique et politique se confondent dans cette œuvre particulière. Toute discussion portant, d'ailleurs, sur la prééminence relative du politique ou de l'économique n'aurait qu'un intérêt purement académique. Personnellement, le Dr Stresemann est d'avis qu'aucun des grands problèmes matériels, quelle que puisse être son importance, ne saurait influencer aussi profondément sur l'opinion, maîtresse des destinées nationales, que les questions politiques. Néanmoins, il importe de reconnaître que jamais les relations politiques internationales n'ont été aussi fortement qu'aujourd'hui influencées par l'élément économique, et il apparaît ainsi tout à fait conforme à l'esprit et à l'idéal de la Société de s'efforcer d'appliquer dans le domaine économique les notions de conciliation et de coopération.

Sans vouloir entrer dans des détails, il croit pouvoir dire, d'accord avec les experts allemands et, à ce qu'il pense, avec les experts français, que la conclusion du Traité de commerce franco-allemand a été grandement facilitée du fait que ces experts ont collaboré à la Conférence économique, ainsi que des idées qui y furent préconisées. Depuis plus de soixante ans, il n'y avait pas de traités de commerce entre les deux pays. Des conceptions économiques opposées empêchent la conclusion de traités de commerce lorsque les négociateurs s'imaginent n'avoir à défendre que leur propre intérêt contre celui de la partie adverse. On peut appliquer aux travaux du domaine économique la phrase: « C'est l'esprit qui crée le corps pour l'habiter. » Malgré des luttes acharnées pour des intérêts bien fondés, mais souvent contradictoires, l'esprit et la volonté de parvenir à l'entente ont abouti à cette conclusion. Il faut espérer que cet esprit d'entente et de coopération, qui de plus en plus se répand dans d'autres domaines d'ordre international, aidera les hommes d'Etat à favoriser l'entente mutuelle entre les peuples par les liens de la communauté des intérêts économiques. Il faut continuer pratiquement le travail commencé et garder l'espoir que les Etats appauvris par la guerre et qui ont dû demander à leurs citoyens des charges beaucoup plus lourdes qu'on ne l'a fait en aucun temps, ne considéreront pas leur pays, comme un bastion à défendre contre l'irruption de l'étranger, mais, au contraire, que l'attitude si souvent repro-

dates question which have been distributed to the Members of the League since the last ordinary session of the Assembly.

The resolution would be distributed to the delegations in the *Assembly Journal*.

The meeting rose at 12.50 p.m.

III. NINTH PLENARY MEETING

Held at the Salle de la Réformation on Friday, September 9th, 1927, at 4.30 p.m.

Continuation of the General Discussion of the Report to the Eighth Ordinary Session of the Assembly of the League of Nations on the Work of the Council, on the Work of the Secretariat, and on the Measures taken to execute the Decisions of the Assembly.

M. STRESEMANN (Germany) said that the Assembly's discussions hitherto had brought into prominence three main questions which showed the object and direction of the League's work. There was, first, the action taken by the League in the matter of the World Economic Conference, and, secondly, the two main questions which governed the League's policy and dominated world public opinion: security and disarmament. He wished to state Germany's attitude to these questions.

He agreed with what Sir Edward Hilton Young had said concerning the great importance to be attached to the Economic Conference and its results. The public generally was sceptical concerning big international conferences, but such scepticism was quite out of place in regard to the Economic Conference. The responsibility for the original proposal belonged to a leading statesman who combined a knowledge of practical economics with great political abilities, and politics and economics had joined hands in the actual work. A discussion as to the respective precedence of politics or economics was purely academic. He, personally, thought that not any of the great materialistic questions, however important, could have so strong an effect on men's minds, upon which the fate of nations depended, as questions of politics. Nevertheless, it must be recognised that international political relations had never been so strongly influenced by economics as at present, and it was in all respects conformable with the League's ideals to apply the notions of conciliation and co-operation to the economic field.

While he did not desire to go into details, he thought that he might say, in accordance with the view held by German and, he believed, French experts, that the conclusion of the Franco-German Commercial Treaty had been substantially facilitated by their co-operation at the Economic Conference and by the ideas which they had advanced there. There had been no treaty of commerce between France and Germany for over sixty years. Antithetical economic ideas practically precluded the conclusion of commercial treaties, if the negotiators adopted the attitude that they had only to protect interests against other interests. The saying "it is the spirit that builds the body for its dwelling" was equally true of such work in the field of economic relations. Despite stubborn battles for justified, but often antagonistic, interests, the spirit and the will to reach agreement had led to this conclusion. It was to be hoped that the spirit of understanding and co-operation, which was becoming increasingly common in other international matters, would help statesmen to contribute to the mutual understanding of the nations by the ties of common economic interests. The work begun must be continued on a practical basis, and it was to be hoped that the States that had been impoverished as a result of the war and had been obliged to levy upon their subjects heavier taxes than ever before, would not regard their country as a bulwark to be protected against invasion from outside, but that the practice for which Foreign

chée aux ministres des Affaires étrangères d'avoir également des égards pour les intérêts des autres pays se manifester dans le commerce international. On doit encore espérer que l'opinion publique mondiale ne considérera pas la Conférence économique comme une accumulation de ce qu'on appelle si souvent les intérêts capitalistes internationaux. Il n'y aura pas d'apaisement dans la vie sociale des peuples tant que la conviction ne s'imposera pas dans le monde que le capitalisme et le travail ne sont pas des antithèses, mais qu'ils ne peuvent prospérer l'un et l'autre qu'en adoptant une même politique rationnelle de production, en même temps qu'une législation sociale rationnelle. C'est aux dirigeants de la vie économique mondiale qu'appartient la conduite des affaires, et ceux dont la collaboration intellectuelle ou physique est indispensable au succès de leur travail doivent recevoir la rémunération et l'assistance sociale qui leur sont dues. Il en résulte qu'un certain niveau commun de dépenses sociales est indispensable pour rendre possible le libre jeu dans la concurrence internationale. Ces réflexions conduisent de la Société des Nations au Bureau international du Travail, et l'on doit espérer que les travaux futurs de la Conférence économique se dérouleront dans une atmosphère de collaboration entre patrons et salariés.

Si, en ce qui concerne ce problème, il y a pratiquement accord entre tous, les discussions auront montré des divergences de vues marquées sur les questions de la sécurité et du désarmement. Ces deux questions dépendent l'une de l'autre, et malheureusement l'évolution vers la paix s'est trouvée retardée du fait que parfois on s'est prévalu de l'une pour combattre l'autre.

Les derniers mois ont été marqués d'un sentiment général d'inquiétude politique. Cela n'est d'ailleurs pas étonnant. L'époque actuelle se caractérise principalement par l'inquiétude de l'esprit. La guerre mondiale est le plus grand événement révolutionnaire qu'on ait vu depuis des siècles. Des constitutions sont devenues révolutionnaires, des sociétés ont été bouleversées de fond en comble, des idées nouvelles se sont formées sur les rapports entre l'Etat et l'individu.

Le monde actuel n'est pas encore au terme de cette immense révolution intellectuelle, économique et sociale, dont on ne saurait encore prévoir les ultimes répercussions. Il se pose cependant un problème auquel les hommes d'Etat devront donner une solution positive. La guerre ne saurait ni ouvrir la voie vers un avenir meilleur ni régir les principes de l'évolution. La guerre ne peut que faire naître de nouvelles misères, de nouveaux troubles et en fin de compte de l'anarchie.

Sans doute, cette manière de voir n'est pas partagée par tout le monde. L'homme d'Etat lui-même, lorsqu'il parle au nom de son peuple, ne peut être responsable de chaque citoyen en particulier. Dans tous les pays, des esprits réactionnaires luttent avec ceux qui cherchent à ouvrir une nouvelle ère. Dans la mélodie des idées d'entente et de paix, les sentiments de méfiance, de haine et de vaine passion nationale jettent des notes discordantes. Le haut parleur de la presse multiplie ces voix et donne trop souvent une fausse image de la force et de l'importance réelle de ces sentiments dans une période où le public est avide de sensations. Pour ce qui est de l'opinion publique en Allemagne, il ne saurait y avoir le moindre doute qu'elle ait accepté les idées fondamentales d'entente et de paix. L'Allemagne a plus besoin de sécurité qu'aucun autre pays d'Europe, car sa population augmente dans un territoire rétréci. Les Allemands veulent être non seulement des collaborateurs mais des pionniers dans la voie qui mène à la paix universelle. Certes, ce ne sont pas des discours qui feront accomplir des progrès, ce sont des actes, mais le Dr Stresemann croit que l'Allemagne est en droit de se ranger parmi les pays qui collaborent au progrès du monde. Son collègue, M. Briand, il y a quelques mois, appréciant le grand sacrifice psychologique que comportent pour l'Allemagne les traités de Locarno, se demandait si aucun autre peuple, après les blessures infligées par une guerre perdue, aurait été capable de faire un tel sacrifice.

C'est avec raison que le comte Apponyi a inscrit la conclusion des accords de Locarno à l'actif du bilan de l'œuvre de la Société des Nations. Les accords de Locarno ne se trouvent pas en dehors de la Société des Nations, ils sont dans son cadre même. C'est précisément leur conclusion qui a amené l'Allemagne à devenir Membre de la Société des Nations. La portée de ces accords n'est pas limitée à quelques nations seulement, mais s'étend à l'est aussi bien qu'à l'ouest et peut-être consi-

Ministers were so commonly reproached of taking the interests of other countries into account would be reflected in international trade. It was also to be hoped that the general public would not regard the Economic Conference as a combination on the part of what were so often called international capitalistic interests. There could be no contentment in the social life of the peoples unless the world was permeated by the conviction that capitalism and labour were not antitheses, but that neither could prosper unless they adopted a common standpoint of a reasonable economic policy of production and at the same time reasonable social legislation. The chiefs of the economic world must be free to lead, while those whose intellectual or manual labour was indispensable to the success of their work must receive their due wages and social relief. Hence a common standard of social expenditure was essential in order to permit of fair play in international competition. This consideration led from the League of Nations to the International Labour Office, and it was to be hoped that the subsequent work of the Economic Conference would be conducted in an atmosphere of co-operation between employers and employees.

Although it was true to say that the countries were substantially in agreement in this matter, yet the discussions had shown that there were strong differences of opinion on the questions of security and disarmament. Both these questions were contingent upon one another, and unfortunately the evolution towards peace had been retarded by the fact that the one had sometimes been played off against the other.

The past few months had been marked by political unrest. That was in no way surprising in itself. The main feature of the times was spiritual unrest. The World War was the great revolutionary event of the century. Constitutions had been revolutionised, society turned topsy-turvy, new ideas had arisen as to the relation between the State and the individual.

The present world had not yet seen the end of this great intellectual, economic and social revolution, the final consequences of which could not yet be foretold. There was, however, one question for which statesman must find a concrete answer. War could neither lead the way to a better future, nor could it govern the principles of evolution. War could only result in further misery and confusion for mankind and, finally, in anarchy.

True, this view was not shared everywhere. Even a statesman, speaking for his people, could not be responsible for every individual citizen. In every country reactionaries were at grips with those who were seeking the way to a new era. The harmony of understanding and peace was broken by feelings of mistrust, hatred and groundless national passions. Such opinions were broadcast by the Press which, in response to a sensation-loving public, frequently gave a false picture of the real power and importance of such feelings. There could, however, be no question of the German people's acceptance of the basic ideas of understanding and peace. Germany needed security more than any other European country, for her population was growing and her territory had been curtailed. Germany desired not only to co-operate but to take the forefront in the battle for universal peace. True, it was not speeches but deeds that would decide the progress of evolution, but he believed that Germany was entitled to consider herself among the countries which were co-operating in the development of the world. His honoured colleague, M. Briand, had a few months before referred to the great psychological sacrifice made by Germany in the Locarno treaties, and had enquired whether any other people would have been equally prepared to make such a sacrifice after losing a war.

Count Apponyi had been right in including the Locarno agreements among the assets of the League. Those agreements were not outside the League, but were included in its framework. It had been their conclusion which had led to Germany becoming a Member of the League. The scope of the agreements was not limited to certain nations only, but extended to the east as well as to the west, and could be considered as universal. These agreements, indeed, were the putting into effect under a

dérée comme universelle. Ces accords constituent en effet la mise en pratique, sous une forme particulière, des grandes idées fondamentales de la Société des Nations, et constituent aussi le moyen, non seulement de protéger ce qui existe en ce moment contre la guerre et les conflits, mais encore de développer à l'avenir les relations entre les peuples d'une façon naturelle et par des moyens pacifiques.

Ceux qui déclarent trop lents les progrès réalisés par la Société des Nations et trop imparfaites ses méthodes se doivent de collaborer à la Société des Nations, en rendant à tout le moins leur critique positive pour qu'elle ait un effet encourageant et créateur. On peut différer d'avis sur la manière d'encourager le développement de cette œuvre pacifique de la Société des Nations mais, quant à lui, il ne peut se contenter ni de la formule un peu pessimiste « attendez », qui termine le savant et instructif discours du représentant de la Grèce, ni même de l'« espérez », encore insuffisant, du vénérable comte Apponyi. A l'encontre du représentant de la Grèce, il estime qu'une déclaration solennelle de la part de la Société des Nations de renoncer à l'agression et à la force comporterait une véritable vertu entraînant et constituerait une force non négligeable. La foi et l'idée peuvent être aussi importantes que les formules juridiques. C'est l'esprit des peuples qui fait la paix et non point les paragraphes seuls.

Il ne faut pas dire non plus que le désarmement dépend de la sécurité, que la sécurité dépend du droit et que le droit dépend de la morale pour aboutir, en dernière analyse, à un *non possumus*. Il importe, au contraire, que les hommes d'Etat proclament encore une fois, sous une forme solennelle et décisive, leur volonté de proscrire celui qui recourt à la violence et à l'agression. C'est un devoir et un besoin impérieux pour lui de proclamer au nom du Reich qu'il souscrit à ces idées.

Au nom du Reich aussi, il va, au cours de la présente session, apposer sa signature au bas de la clause facultative de la Cour permanente de Justice internationale, clause à laquelle la politique du Reich allemand est de tout point conforme, comme elle l'a prouvé en concluant toute une série de traités d'arbitrage avec nombre d'Etats.

Quant à la question de la sécurité et à celle du désarmement, il déclare à nouveau qu'elles sont la condition l'une de l'autre. On ne peut proscrire la guerre en continuant de fonder la sécurité sur le maintien des armements; c'est là la pierre de touche de la vitalité morale de la Société des Nations, ainsi que l'a déclaré le comte Apponyi.

Selon une promesse solennelle faite au monde entier et qui constitue la base morale de la Société des Nations, le désarmement des nations qui ont succombé dans la guerre devrait être la condition préalable du désarmement général futur. De la réalisation de cette promesse dépend l'avenir de la Société des Nations.

En terminant, le Dr Stresemann évoque le souvenir de sa première entrée dans l'enceinte de la Société des Nations et la phrase émouvante prononcée ce jour-là par le délégué de la France, phrase qui restera fixée à jamais dans sa mémoire: deux nations comme la France et l'Allemagne ont accompli tant de hauts faits dans le domaine de la guerre et de la gloire militaire qu'elles n'ont plus à donner au monde que le spectacle de leur émulation dans le domaine de la civilisation et du progrès humain.

M. SOKAL (Pologne) tient tout d'abord à exprimer au Secrétaire général ainsi qu'à ses collaborateurs, au nom de la délégation polonaise, sa gratitude pour le travail important et fructueux qu'ils ont accompli en 1926.

La délégation polonaise exposera en temps utile le point de vue de son gouvernement sur les travaux de la Conférence économique internationale, mais il aime à voir l'annonce d'une collaboration précieuse des Etats-Unis avec la Société des Nations dans la participation de la grande démocratie américaine aux travaux de la Conférence économique, et dans d'autres démarches telles que la désignation d'un délégué des Etats-Unis au Comité financier et la participation d'une délégation américaine à la Conférence générale du transit.

M. Politis expliquait hier que le moyen le plus sûr de rendre la guerre impossible était de lui opposer un système juridique complet, comprenant l'arbitrage obligatoire et armé de règles précises concernant l'application des sanctions. Mais le Protocole que M. Politis a loué en termes si éclatants n'est pas entré en vigueur. C'est un fait, au sujet duquel il est inutile de récri-

special form of the more fundamental ideas of the League of Nations, and were also the means not only of protecting what existed at the moment against war and disputes but also of developing the future relations of peoples in a natural and peaceful manner.

Those who said that the progress achieved by the League of Nations was too slow and thought its methods imperfect should at least co-operate with the League by making positive criticisms which might have creative and encouraging results. There might be differences of opinion on the manner whereby the development of the peaceful work of the League should be encouraged, but, as far as he was concerned, he was neither contented with the somewhat pessimistic formula of "waiting", which had ended the wise and instructive speech of the Greek representative, nor could he be content with the formula of "hope", which was still not enough, pronounced by the venerable Count Apponyi. In reply to the Greek representative, he would express the view that a solemn declaration on the part of the League of Nations to renounce aggression and force would have a really effective influence and would be by no means negligible. Faith in ideas might be just as important as legal formulæ. It was the spirit of peoples which led to peace and not mere written words.

It should also not be said that disarmament depended on security, that security depended on law and that law depended on morality, in order to arrive at a conclusion of "non possumus". On the contrary, statesman should proclaim once more, in the most solemn and decisive fashion, their desire to proscribe anyone who had recourse to violence and aggression. It was his duty, and he felt it as an imperious necessity, to proclaim, in the name of the German Empire, that he supported this view.

In the name of that Empire also, he would, during the present session, put his signature to the Optional Clause of the Permanent Court of International Justice at The Hague. The policy of the German Empire was in every way in conformity with it, as was proved by the fact that it had concluded a whole series of arbitration treaties with a number of States.

As far as the questions of security and disarmament were concerned, he would once more state that each was a condition of the other. It was impossible to proscribe war while continuing to base security on the maintenance of armaments, and this was the touchstone of the moral vitality of the League, as Count Apponyi had pointed out.

In accordance with the solemn promise made to the whole world, which constituted the moral basis of the League, the disarmament of those nations which had been defeated in the war should be the preliminary condition of future general disarmament. Upon the realisation of this promise depended the future of the League.

In conclusion, he would refer to his first entry into the League and to the moving words spoken on that day by the French delegation, words which would remain for ever in his memory. Two nations, France and Germany, had accomplished so many great deeds in the field of war and military glory that the only spectacle left for them to give to the world was their rivalry in the field of civilisation and human progress.

M. SOKAL (Poland) said he would first of all express to the Secretary-General and his colleagues, on behalf of the Polish delegation, his gratitude for the important and fruitful work which they had done during 1926.

The Polish delegation would, at an appropriate moment, explain the point of view of the Polish Government on the work of the International Economic Conference. He had been pleased to note the valuable collaboration of the United States with the League of Nations and the participation of the great American democracy in the work of the Economic Conference and in other fields, as shown in the appointment of a delegate of the United States to the Financial Committee and the participation of an American delegation in the General Conference on Communications and Transit.

M. Politis had explained on the previous day that the surest method of rendering war impossible would be to face it with a complete legal system, including compulsory arbitration and equipped with precise rules for the application of sanctions. The Protocol, however, which M. Politis had praised in such brilliant terms, had not come into force. This was a fact of

miner. La question se pose, angoissante, que faire ? M. Politis, avec un optimisme résigné, a conseillé d'attendre. Le délégué de la Pologne a le regret de ne pouvoir, en cette circonstance, s'arranger à l'avis de son collègue.

En parlant d'une déclaration éventuelle de l'Assemblée, proclamant l'« illicéité » de la guerre, le délégué de la Grèce a rappelé « ces grands principes qui, avant d'être sanctionnés par les lois, avaient été inscrits en tête des constitutions et même au-dessus des constitutions, avec une certaine allure mystique venant de l'autre côté de l'océan ». Sans doute, M. Sokal croit, lui aussi, à la nécessité d'une liaison juridique indissoluble de la sécurité avec l'arbitrage et les sanctions. Mais dans la vie des peuples les règles juridiques ne sont pas tout. Il y a encore cette « allure mystique » dont a parlé M. Politis, élément particulièrement important lorsqu'il s'agit de ces profonds mouvements de l'âme populaire dont, en dernière analyse, dépendent et la guerre et la paix. Amener les États représentés à la Société des Nations à déclarer qu'en aucune circonstance ils n'auront recours à la guerre pour vider leurs querelles, n'est-ce pas contribuer à imprimer dans l'esprit des hommes ces grands principes moraux dont parle M. Politis, générateurs des constitutions écrites et qui sont susceptibles d'inspirer aux peuples l'horreur de la guerre, préparant ainsi l'établissement d'une charte complète de la sécurité qui, pour M. Sokal, demeure le grand, l'ultime espoir.

Après bien des tâtonnements et bien des déceptions, on a reconnu que l'arbitrage en lui-même ne représentait pas une garantie de sécurité satisfaisante ; que les sanctions ne pouvaient être destinées qu'à couronner l'œuvre de cette sécurité. Quant au désarmement, d'après les uns, il ne pouvait être opéré que proportionnellement au degré de sécurité déjà obtenu ; d'après les autres, il fallait renverser l'ordre naturel des choses et faire sortir la sécurité du désarmement.

C'est sous l'influence de cette dernière thèse, que les espoirs de l'humanité s'attachèrent à l'œuvre de la Commission préparatoire à la Conférence du désarmement. A-t-on fait preuve d'une prudence suffisante, en concentrant l'attention universelle sur cette seule solution ? M. Sokal n'a à répondre en ce moment à cette question. Il ne croit même pas que la réponse soit à l'heure actuelle possible. Il croit encore moins qu'il soit opportun de s'attarder aujourd'hui à faire la critique des résultats obtenus, car, après tout, la Commission n'a pas encore mis fin à ses délibérations sur cette question, d'une complexité extraordinaire, et l'on ne doit point s'étonner de voir la raison prêcher la patience en pareille matière.

Ces exhortations de la raison n'adoucièrent pas l'amertume de ceux qui, dans des intentions parfois très généreuses, poursuivaient des réalisations hâtives, pas plus qu'elles ne convaincront ceux qui, tout en proclamant avec excès leur déception, songent dans leur for intérieur à exploiter la situation créée pour des fins égoïstes et à préparer le retour des dieux anciens sur les décombres de la foi nouvelle. L'Assemblée n'a pas le droit de permettre que cette atmosphère de doute et de suspicion s'épaississe autour d'elle, d'autant plus qu'elle est injustifiée.

Déjà l'Assemblée, à sa septième session, dans une vision anticipée des choses, a attiré l'attention, dans sa résolution du 25 septembre 1926, sur les moyens propres, à condition d'être convenablement utilisés, à créer l'atmosphère de confiance « indispensable ». Le délégué de la Pologne a dit : « convenablement utilisés », car, à son sens, il y aurait lieu de compléter l'invitation à conclure des traités d'arbitrage par une manifestation générale de confiance dans le maintien de la paix dont ces traités sont l'instrument — par une condamnation universelle de toute guerre d'agression, par une renonciation solennelle d'avoir jamais recours à ce moyen sanglant pour régler un différend quel qu'il soit.

Il entend déjà des voix lui disant que ce n'est qu'une répétition du Pacte. Mais le Pacte n'exclut point la guerre. L'intention de la délégation polonaise est donc d'adresser un appel à toutes les nations afin de les amener à renoncer à jamais à faire usage de ce privilège que le Pacte ne leur a point enlevé et qui est en vérité un privilège odieux. Qu'il soit bien entendu que cette proposition n'a pas pour but de modifier en quoi que ce soit les dispositions du Pacte. Il ne s'agit donc que d'éliminer la guerre d'agression et non pas d'amoindrir les justes droits de défense légitime, de sanctions individuelles ou collectives et des obligations résultant des traités de garantie et d'assistance mutuelle.

Au surplus, pareille affirmation serait-elle une répétition,

which it was useless to complain. The burning question arose as to what should be done. M. Politis, with a resigned optimism, had advised a policy of waiting. He regretted that he could not agree with his colleague in this attitude.

The delegate of Greece, referring to a possible declaration by the Assembly proclaiming the illicit nature of war, had reminded them of those great principles which, before being sanctioned by law, had been placed at the head of constitutions, and even above constitutions, in accordance with a certain mystical conception which came from the other side of the ocean. He also believed in the necessity of an indissoluble legal connection between security on the one hand and arbitration with sanctions on the other. In the life of nations, however, legal rules were not everything. There was still that mystical conception to which M. Politis had referred, and this was a particularly important factor when dealing with the deeper currents of popular feeling which in the last resort determined war and peace. If the States represented in the League of Nations were induced to declare that in no circumstances would they resort to war to settle their quarrels, such a declaration would help to impress on men's minds the great moral principles to which M. Politis had referred as lying at the root of constitutions and as calculated to inspire nations with a horror of war, thus preparing for the establishment of a complete charter of security, which in his view was the great and final hope.

After many endeavours and disappointments, it had been recognised that arbitration in itself did not provide an adequate guarantee of security, and that sanctions could only serve the purpose of completing the establishment of security. Disarmament, according to some, could only be introduced in ratio to the degree of security already obtained. According to others, it was necessary to reverse the natural order of things and bring security out of disarmament.

It was under the influence of this last thesis that humanity placed its hopes in the work of the Preparatory Commission for the Disarmament Conference. Was it evidence of wisdom that universal attention should be concentrated on this single solution ? He would not at that moment answer the question. He did not think that at present it was possible to answer it. Still less did he believe that it was desirable to waste time in criticising the results obtained. After all, the Commission had not yet concluded its discussions of this question, which was of an extraordinary complexity, and it should not be a matter for astonishment that reason should preach patience in such a matter.

The counsels of reason did not sweeten the bitterness of those who, with intentions which were often extremely generous, sought to realise their wishes in haste. Nor would they convince those who, while giving eloquent expression to their disappointment, privately desired to exploit the situation thus created for selfish ends, and prepare the way for a return of the ancient gods over the ruins of the new faith. The Assembly had no right to permit this atmosphere of doubt and suspicion to thicken about it — all the more so as the atmosphere was quite unjustified.

The Seventh Assembly, foreseeing what would happen, had drawn attention, in its resolution of September 25th, 1926, to the measures which were liable to create an atmosphere of essential confidence, provided these measures were suitably employed. He inserted this proviso, as, in his opinion, it was advisable to complete the invitation to conclude treaties of arbitration by a general declaration of confidence in the maintenance of peace of which these treaties were the instrument. This could be done by a universal condemnation of all wars of aggression and by a solemn renunciation of the right ever to resort to this means of settling a dispute, whatever it might be. It would of course be objected that this was no more than a repetition of the Covenant, but the Covenant did not exclude war. The intention of the Polish delegation was to ask all the nations to renounce for ever the right to make use of a privilege of which the Covenant had not deprived them, and which was in truth an odious privilege. It must of course be understood that the object of this proposal was not to modify in any way the provisions of the Covenant. The only object was to eliminate wars of aggression and not in any way to diminish the just right of legitimate defence, individual or collective sanctions, or obligations resulting from treaties of guarantee and mutual assistance.

Would such an affirmation be merely a repetition ? He

M. Sokal croit qu'à une époque où le doute ronge les esprits, il est particulièrement utile de réitérer une profession de foi parce qu'une telle répétition est de nature à en fortifier et non à en ébranler les fondements. C'est précisément parce que l'on est en face de certaines difficultés, qu'il faut provoquer une grande et universelle manifestation de confiance, susceptible de créer un état d'esprit dans lequel les travaux futurs dans le domaine de la sécurité et de la paix et, par conséquent, du désarmement pourront être poursuivis utilement, affranchis de l'influence nocive du doute, des suspicions et des accusations mutuelles.

N'était-ce pas en somme là un des résultats les plus importants des traités de Locarno ? Le désir de la délégation polonaise est d'assurer, si possible, à tous les Membres de la Société des Nations les bénéfices et les bienfaits de ces résultats ; c'est d'inviter la huitième Assemblée à donner un plus grand développement à l'idée contenue dans la résolution de la septième Assemblée.

Se rendant compte, d'une part, des difficultés qui s'opposeraient à la création immédiate et à l'application universelle d'instruments de garantie juridique ayant une portée égale à celle des traités de Locarno, la délégation polonaise croit d'autre part possible, en proclamant la renonciation à toute guerre d'agression, de créer une base appropriée pour l'application des principes de l'arbitrage, tels qu'ils ont trouvé leur expression dans le Pacte.

De même qu'une manifestation publique d'une volonté de rapprochement précède souvent la conclusion d'une alliance entre deux Etats, de même la renonciation solennelle à toute volonté d'agression constituera le fondement nécessaire et solide du grand édifice de garanties et de sécurité que la Société sera, on peut l'espérer, en mesure d'élever dans l'avenir.

La Société des Nations n'étant pas encore universelle, il n'est possible de proclamer la condamnation de la guerre d'agression que dans les relations entre les Membres, mais il est évident que, par ce même acte, lesdits Membres se chargent de la mission d'introduire ce même principe dans leurs rapports avec les nations qui ne font pas encore partie de la Société. C'est ainsi que la Pologne cherche à poser le principe de la non-agression à la base de ses relations avec la République des Soviets.

Lorsque cette renonciation à toute volonté d'agression se sera incorporée à la conscience politique de l'humanité entière, lorsqu'un système cohérent de sécurité aura été édifié sur les fondements solides de cette conscience pacifique, les travaux du désarmement pourront se poursuivre facilement et fructueusement. La foi dans l'impossibilité de la guerre et la garantie complète contre la guerre sont deux choses distinctes quoique étroitement liées, en ce sens que la première doit, semble-t-il, précéder la seconde tandis que cette dernière doit être le reflet juridique d'une situation morale correspondante.

C'est dans cet esprit que le délégué de la Pologne propose à l'Assemblée d'adopter la déclaration suivante :

« L'Assemblée :

« Reconnaissant la solidarité qui unit la communauté internationale ;

« Animée de la ferme volonté d'assurer le maintien de la paix générale ;

« Constatant que la guerre d'agression ne doit jamais servir comme moyen de régler des différends entre Etats et que, de ce fait, elle constitue un crime international ;

« Considérant qu'une renonciation solennelle à toute guerre d'agression serait de nature à créer une atmosphère de confiance favorable aux progrès des travaux entrepris en vue du désarmement ;

« Déclare :

« 1. Toute guerre d'agression est et demeure interdite ;

« 2. Tous les moyens pacifiques doivent être employés pour le règlement des différends de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à s'élever entre les Etats.

« L'Assemblée déclare qu'il y a obligation pour les Etats membres de la Société des Nations de se conformer à ces deux principes. »

believed that, at a time when men's minds were filled with doubt, it was particularly useful to repeat a profession of faith, because such a repetition was calculated to strengthen that faith and not to shake its foundations. It was precisely because there were at present certain difficulties that it was necessary to call forth a great and universal demonstration of confidence which might create a state of mind in which future work in the field of security and peace, and therefore of disarmament, might be usefully pursued, freed from the injurious influence of doubt, suspicion and mutual accusation.

Was not this one of the most important results of the treaties of Locarno ? His desire was to ensure, if possible, to all Members of the League of Nations the benefits of these results and to invite the Eighth Assembly to develop still further the idea contained in the resolution of the Seventh Assembly.

Realising the difficulties which stood in the way of the immediate creation and universal application of legal instruments of guarantee having an equal scope with that of the treaties of Locarno, he nevertheless believed that it was possible, by publicly renouncing all wars of aggression, to establish and perpetuate a basis for the application of the principles of arbitration as they were embodied in the Covenant.

The public demonstration of a desire for mutual understanding often preceded the conclusion of an alliance between two States. In the same way, the solemn renunciation of any desire for aggression would constitute the necessary and solid foundation of a large system of guarantees and securities which the League would, it was hoped, be in a position to erect in the future.

As the League of Nations was not yet universal, it was only possible publicly to condemn wars of aggression in relations between its Members. It was clear, however, that by this act Members would assume the responsibility of introducing this same principle into their dealings with nations which did not yet form part of the League. Thus, Poland would endeavour to lay down the principle of non-aggression as the basis of her relations with the Republic of the Soviets.

When this renunciation of any desire of aggression had been incorporated in the political conscience of humanity, when a coherent system of security had been built upon the solid foundation of this pacific conscience, the work of disarmament might easily and fruitfully be carried forward.

Faith in the impossibility of war and a complete guarantee against war were two distinct things. They were, however, closely connected in the sense that the first must apparently precede the second, whereas the latter must be the legal reflection of a corresponding moral situation.

It was in this spirit that he ventured to propose that the Assembly should adopt the following declaration :

“ The Assembly :

“ Recognising the solidarity which unites the community of nations ;

“ Being inspired by a firm desire for the maintenance of general peace ;

“ Being convinced that a war of aggression can never serve as a means of settling international disputes and is in consequence an international crime ;

“ Considering that a solemn renunciation of all wars of aggression would tend to create an atmosphere of general confidence calculated to facilitate the progress of the work undertaken with a view to disarmament ;

“ Declares :

“ (1) That all wars of aggression are, and shall always be, prohibited ;

“ (2) That every pacific means must be employed to settle disputes, of every description, which may arise between States.

“ The Assembly declares that the States Members of the League are under an obligation to conform to these principles. ”

M. LE PRÉSIDENT dit que le projet de résolution de la délégation polonaise sera publié et communiqué aux délégués par l'intermédiaire du *Journal de l'Assemblée*.

M. SCIALOJA (Italie) dit qu'il a demandé la parole surtout en raison du grand amour qu'il éprouve pour la Société des Nations, dont il est aujourd'hui le vétéran; il croit, en effet, être le seul, parmi les délégués présents, ayant fait partie de la Commission qui a créé la Société des Nations.

Il craint que le ton de certains des discours qu'il a entendus ne soit pas fait, non seulement pour augmenter, mais même pour maintenir le crédit de la Société des Nations, qui est sa force. On a commis ici le même péché qu'on a commis autrefois quand on a abusé, au contraire, de l'espérance.

Quand l'Assemblée a été saisie du Protocole, à l'élaboration duquel M. Scialoja a coopéré, le délégué de l'Italie a fait un discours qui n'a pas plu à l'Assemblée, mais dans lequel il disait des choses qu'il croit pouvoir répéter aujourd'hui impunément. Après avoir loué, comme il le fallait, cette initiative, il continuait ainsi:

«Quelle que soit l'importance du pas accompli, il est sans doute opportun de ne pas déclarer qu'on a trouvé un remède définitif contre toute possibilité de conflit, afin d'éviter de créer dans l'esprit des peuples une dangereuse illusion.» — Voilà ce qui ne plaisait pas alors. — «De même qu'il est essentiel, en médecine, de ne pas se borner à combattre les symptômes d'une maladie et qu'il faut en rechercher les causes les plus profondes, de même il convient, dans les rapports internationaux, de se rendre compte des grandes causes de perturbations qui ont toujours exercé une action dans la vie des peuples. La force de l'espérance est plus grande que celle du droit positif dans un moment donné. Les nécessités sociales et économiques sont aussi inéluctables que les nécessités physiques.

«Si l'on désire ardemment la paix universelle, il y a lieu d'empêcher la naissance des conflits, en s'efforçant d'endiguer les courants qui déterminent les mouvements et les troubles de l'humanité. C'est là une tâche nouvelle que la Société des Nations doit s'imposer, en harmonie avec les règles fondamentales du Pacte.»

Qui avait raison? On avait alors abusé de l'espérance. C'est un tort. Mais il ne faut ni trop d'espérance, ni trop de désespoir.

Qu'est-il arrivé? S'est-il produit quelque chose qui doive faire désespérer de l'avenir? Non, ce qui a frappé désagréablement l'esprit des peuples, c'est que la Conférence navale a échoué.

Alors on a dit: la Société n'est pas capable de résoudre le grand problème du désarmement. Mais la Société n'était pas à cette Conférence. Il y avait les Etats-Unis, qui n'appartiennent pas à la Société, et aussi de grandes nations qui n'étaient pas là comme Membres de la Société.

Donc, si la Conférence navale n'a pas réussi, ce n'est pas la faute de la Société des Nations.

Mais qu'y a-t-il en dehors de cela qui soit de nature à faire désespérer?

Quant au reste, si l'on regarde les faits qui sont résumés dans le rapport aujourd'hui en discussion, il n'y a qu'à se réjouir des progrès quotidiens que la Société des Nations a réalisés.

Le délégué de la Pologne disait qu'il faut, par un vœu solennel de la Société, recommander aux Etats de stipuler des conventions d'arbitrage et de conciliation. C'est ce qui a été fait et, pour sa part, M. Scialoja ne sent aucun besoin de faire ce qui existe déjà. L'Italie a signé ces dernières années plus d'une dizaine de ces conventions d'arbitrage et, s'il est vrai qu'elle a le record dans ce domaine, il est vrai aussi que beaucoup d'Etats se trouvent à peu près dans les mêmes conditions.

La Société des Nations a réalisé des progrès beaucoup plus réels que des vœux de rhétorique émis par l'Assemblée, mais il est à craindre que ces vœux inefficaces ne soient dangereux pour la Société. Le vœu proposé par M. Sokal, par exemple,

The PRESIDENT said that the proposal of the Polish delegation would be distributed to the delegations in the *Assembly Journal*.

M. SCIALOJA (Italy) said that he had asked to speak particularly owing to the great affection which he felt for the League of Nations, of which he was to-day a veteran. He thought that he was the only one among the delegates present who had formed part of the Commission which had created the League of Nations.

He feared that the tone of certain of the speeches which he had heard were not calculated to increase, or even to maintain, the credit of the League, in which its strength resided. The same mistake was being committed now as had formerly been committed when people, going to the opposite extreme, had been guilty of excessive hope.

When the Assembly had considered the Protocol, in the elaboration of which he had co-operated, he had made a speech which had not pleased the Assembly, in which he had said things which he believed he could now repeat with impunity. After having praised, as was only right, the initiative which had led to the Protocol, he had continued as follows:

“Whatever might be the importance of the step accomplished, it was clearly advisable not to declare that a final remedy had been found which would meet every possible conflict, or a dangerous illusion would be created in people's minds.” — That declaration had not at the time been agreeable to those who heard it. — “Just as it was essential in medicine not to confine oneself to dealing with the symptoms of disease, but to look for the deeper causes of the malady, so it was wise, in international relations, to take into account the important causes of disturbances which had always influenced the life of nations. The force of hope was greater than that of positive law at a given moment. Social and economic necessities were as inescapable as physical necessities.

“If universal peace were ardently desired, it was desirable to prevent the origin of disputes by endeavouring to control the currents which determined human movements and disturbances. This was a new task which the League of Nations must undertake in harmony with the fundamental rules of the Covenant.”

Who had been right? Previously there had been an abuse of a hope, which was a mistake, but it was necessary neither to hope too much nor to give way too easily to despair.

What had happened? Had anything occurred which need make one despair of the future? He did not think so. The fact which had unpleasantly impressed the public mind was the failure of the Naval Conference.

It was inferred that the League was not capable of settling the great problem of disarmament. But the League had not been present at that Conference. The Conference had consisted of the United States, which did not belong to the League, and of great nations which were not present as Members of the League.

Accordingly, if the Naval Conference had not succeeded, that was not the fault of the League of Nations.

Was there, however, apart from the Naval Conference, anything to drive people to despair? So far as the rest was concerned, a consideration of the facts which were summarised in the report now under discussion would show that it was impossible not to rejoice at the daily progress which the League of Nations had made.

The delegate of Poland had said that it was necessary, by means of a solemn declaration of the League, to recommend States to enter into arbitration and conciliation agreements. But that had already been done, and personally he did not feel any need to do what was already achieved. Italy had signed during recent years more than a dozen of these arbitration conventions, and though it was true that she had a record in this field, it was also true that many States were almost in the same case.

The League of Nations had made progress which was much more real than could be exemplified by rhetorical recommendations issued by the Assembly, and it was to be feared that such recommendations, if ineffective, might be dangerous for the

dit que l'Assemblée doit déclarer illégitime toute guerre d'agression. Or, il y a ce qui suit dans l'article 10 du Pacte:

« Les Membres de la Société s'engagent à respecter et à maintenir contre toute agression l'intégrité territoriale et l'indépendance politique présente de tous les Membres de la Société.

« En cas d'agression, de menace ou de danger d'agression, le Conseil avise aux moyens d'assurer l'exécution de cette obligation. »

Ce texte contient beaucoup plus que tout ce qu'a déclaré M. Sokal, parce qu'il y a la sanction. C'est beaucoup plus aussi, parce que c'est un article du Pacte, c'est-à-dire une stipulation du traité international entre les Etats membres de la Société. Au contraire, un vœu des représentants réunis en cette salle, fut-il même unanime, n'est qu'un vœu émanant de personnes individuelles et l'on a vu trop de fois que les vœux de l'Assemblée n'ont pas été acceptés par les Etats pour que, pour la dignité même de la Société des Nations, on ne cherche à éviter ce conflit entre les représentants à l'Assemblée et les Etats eux-mêmes.

Alors qu'il existe un Pacte, traité international que tous les Etats ici représentés veulent respecter et sont tenus de respecter, on ne peut croire qu'il soit nécessaire de répéter chaque année ce que ce Pacte comporte. Cette répétition est dangereuse, parce que le public pourrait croire que le Pacte a besoin de ces nouvelles confirmations. Le public ignore que celles-ci sont nulles au point de vue juridique, alors que le Pacte, au contraire, existe avec toute sa force obligatoire pour les peuples.

On dit: il y a une fissure dans le Pacte et cette fissure il faut la combler. Mais ce n'est pas par une délibération de l'Assemblée que l'on peut modifier le Pacte. Et l'on sait que presque aucun des amendements que l'Assemblée a votés n'a été définitivement accepté.

Cette fissure, d'ailleurs, en quoi consiste-t-elle? En ceci, il peut surgir un conflit entre deux Etats et que le Conseil ne parvienne pas à déclarer quel est celui de ces deux Etats qui a raison. Il y aura danger de conflit armé, mais il n'y aura pas, dans ce cas, une agression, pour la simple raison que, malgré tous les efforts des juristes, des diplomates et des hommes politiques, on n'a pas réussi à donner une définition acceptable de l'agression.

L'Assemblée ne doit pas se payer de mots, elle ne doit pas faire croire au public qu'elle donne des solutions présentes à des questions d'une immense gravité et qui, ou bien ont déjà une solution dans les stipulations du Pacte, ou bien ne peuvent pas en avoir par de simples délibérations de l'Assemblée qui ne sont pas acceptées par tous les Etats.

C'est pour cela que le crédit même de la Société des Nations doit empêcher l'Assemblée de faire des démonstrations inutiles, et doit l'obliger au contraire à répéter que le Pacte n'a jamais été touché par tout ce qu'il a pu être fait de bien ou de mal; que le Pacte résiste; qu'il est en pleine vigueur; qu'il est vraiment encore la garantie de la Société des Nations, la plus grande garantie de la paix. Qu'on ne l'affaiblisse pas.

Mais alors, dira-t-on, il faudra bien du temps pour réaliser cette sécurité qui conduira au désarmement et pour accomplir certaines tâches qui sont aussi inscrites dans les articles du Pacte. Oui, il faut du temps. Les tâches que se sont imposées les Etats, en créant la Société des Nations, sont d'un ordre moral et politique d'une si grande portée qu'on pourrait même dire qu'elles ont un certain caractère religieux.

Or, combien d'années a mis la puissante voix de l'Évangile pour triompher? Si l'on remonte à Constantin, cela représente trois siècles. Si la Société y emploie trente années, elle aura parcouru le chemin bien vite. Mais si elle se propose de faire en une année ou deux ce que peut-être il lui faudrait trente ans pour réaliser, elle se cassera le cou. Voilà le résultat que l'on atteindrait, et c'est ce que M. Scialoja ne veut pas. Il ne

League. The recommendation proposed by M. Sokal, for example, said that the Assembly should declare as illicit any war of aggression. The following passage occurred in Article 10 of the Covenant:

"The Members of the League undertake to respect and preserve as against external aggression the territorial integrity and existing political independence of all Members of the League.

"In case of any such aggression, or in case of any threat or danger of such aggression, the Council shall advise upon the means by which this obligation shall be fulfilled."

This text contained much more than anything that was in the declaration of M. Sokal, because it embodied a sanction. It also amounted to more because it was an article of the Covenant — in other words, a provision of the international treaty between the States Members of the League. A recommendation of the representatives united in that Assembly, on the contrary, even though it were unanimous, was merely a recommendation coming from individuals, and it had too often happened that the recommendations of the Assembly had not been accepted by the States. For the sake of the dignity of the League of Nations itself, an endeavour should be made to avoid any conflict of view between the delegates to the Assembly and the States themselves.

Since there existed a Covenant or international treaty, which all the States there represented desired to respect and were bound to respect, it was impossible to believe that it should be necessary to repeat every year what the Covenant embodied. Such repetition was dangerous, because the public would imagine that the Covenant required these further confirmations. The public did not realise that such confirmations were null and void from the legal point of view, whereas the Covenant, on the contrary, existed with the full force of an obligation for the nations.

It was said that there was a breach in the Covenant and that it was necessary to fill that breach, but the Covenant could not be modified by a discussion of the Assembly, and it was common knowledge that none of the amendments which the Assembly had voted had been finally accepted.

In what, moreover, did this alleged breach consist? It consisted in the fact that there might arise a dispute between two States, and that the Council might not succeed in discovering which of the two States was in the right. There would be a danger of armed conflict, but there would not in that case be an aggression, for the simple reason that, in spite of all the jurists and diplomatists and politicians, no acceptable definition of aggression had yet been found.

The Assembly must not seek to escape its responsibilities by means of phrases. It should not give the public to believe that it was finding immediate solutions for problems of an immense gravity, for which solutions already existed in the provisions of the Covenant, or which could not be solved by mere decisions of the Assembly not accepted by all the States.

Consideration for the credit of the League of Nations should prevent the Assembly from making useless demonstrations, and should induce it, on the contrary, to insist that the Covenant had not been affected by anything, good or evil, which might have been done. It should repeat that the Covenant resisted all such attacks, that it was in full force, and that it was still the real guarantee of the League of Nations and the greatest guarantee of peace. The Assembly should see to it that this guarantee was not weakened.

It would, however, be said that time would be necessary to achieve the security which would lead to disarmament, and to accomplish certain tasks which were also embodied in the articles of the Covenant. This was true. Time would be necessary. The tasks which the States had imposed upon themselves in creating the League of Nations were moral and political and of so wide a scope that it might even be said that they were of a religious character. How many years had been required for the triumph of the evangelist? Going back to Constantine, the period was at least three centuries. If the League required thirty years, it would yet have covered the ground very quickly. If, on the other hand, it proposed to do in one or two years work for which thirty years might perhaps be necessary, it would undoubtedly be broken in the attempt. Such would be the

veut pas faire au public des promesses qui, selon lui, sont irréalisables.

La séance est levée à 19 h. 25.

IV. PROTECTION DES MINORITÉS

Le Secrétaire général a reçu une lettre, en date du 4 septembre 1927, du secrétaire du *Joint Foreign Committee of the Jewish Board of Deputies and the Anglo-Jewish Association*, écrivant au nom de ce Comité, et de l'*Alliance israélite universelle* de Paris. Cette lettre soumet à l'Assemblée, à propos des minorités, certaines observations relatives à l'élection des Membres non permanents du Conseil.

result of precipitation, and it was that he desired to avoid. He did not wish to hold out to the public promises which, in his view, could not be carried into effect.

The meeting rose at 7.25 p.m.

IV. PROTECTION OF MINORITIES.

The Secretary-General has received a letter dated September 4th, 1927, from the Secretary of the *Joint Foreign Committee of the Jewish Board of Deputies and the Anglo-Jewish Association*, acting on behalf of that Committee and on behalf of the *Alliance israélite universelle* of Paris. The latter submits certain observations to the Assembly on the subject of the protection of minorities in connection with the election to the Council of the non-permanent Members.

V. CORRECTIONS ET ADDITIONS A LA LISTE DES MEMBRES DES DÉLÉGATIONS.

V. CORRECTIONS AND ADDITIONS TO THE LIST OF MEMBERS OF DELEGATIONS.

La liste des délégués et membres des délégations doit être ainsi rectifiée:

The list of delegates and members of delegations should be corrected as follows:

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE. — DOMINICAN REPUBLIC.

Suppléant: M. Andrés CORDERO, député au Congrès national.

Secrétaire: M. S. E. PARADAS.

SALVADOR.

La délégation du Salvador est ainsi composée. — The delegation of Salvador should be as follows:

Son Excellence le D^r J. Gustavo GUERRERO, ministre des Affaires étrangères (Hôtel des Bergues).

URUGUAY.

Suppléants — Substitutes:

Son Excellence le Docteur Alfredo DE CASTRO,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berne.
— Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne. (Hôtel Bellevue.)

Le Docteur Alberto Dominguez CAMPORA,
Chef de la Section « Société des Nations » au Ministère des affaires étrangères. — Head of the League of Nations Section at the Ministry for Foreign Affairs. (Hôtel de l'Ecu.)

VI. DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LE 9 SEPTEMBRE 1927.

Ordre du jour des huitième et neuvième séances.

Journal de l'Assemblée, N^o 5.

Compte rendu provisoire: septième séance.

Compte rendu provisoire: huitième séance.

Compte rendu définitif: deuxième séance.

Liste révisée des délégués et membres des délégations.

A. 42. Prévisions budgétaires pour le service des réfugiés pour 1928.

VI. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO THE MEMBERS OF THE ASSEMBLY ON SEPTEMBER 9TH, 1927.

Agenda of the Eighth and Ninth Meetings.

Assembly Journal No. 5.

Provisional Verbatim Record: Seventh Meeting.

Provisional Verbatim Record: Eighth Meeting.

Definitive Verbatim Record: Second Meeting.

Revised List of Delegates and Members of Delegations.

A. 42. Budget Estimates for the Refugees Service for 1928.

Publications périodiques de la Société des Nations

JOURNAL OFFICIEL

Le *Journal Officiel* paraît, depuis janvier 1922, en deux éditions (l'une en français et l'autre en anglais); il contient les procès-verbaux des sessions du Conseil de la Société des Nations, le texte des rapports et des résolutions adoptées par le Conseil, ainsi que les principaux documents officiels reçus ou expédiés par le Secrétariat de la Société.

Abonnement annuel 60 francs suisses

RÉSUMÉ MENSUEL DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Ce répertoire des différentes formes de l'activité de la Société des Nations est publié en six langues: anglais, français, allemand, espagnol et tchèque, pour un public de 20.000 lecteurs. Il contient un compte rendu des assemblées et de l'œuvre des organisations de la Société; il publie, en outre, les principaux documents officiels ayant trait au désarmement, à la reconstruction économique et financière, etc.

Un supplément bibliographique est publié une fois par an et envoyé gratuitement aux abonnés.

Abonnement annuel 6 francs suisses

BULLETIN MENSUEL DE STATISTIQUE

Tableau résumant, sous une forme appropriée et concise, la situation économique de tous les principaux pays du monde; s'adresse aux banquiers, hommes d'affaires et hommes politiques qui désirent se tenir au courant des mouvements économiques dans le monde entier; contient tous les renseignements relatifs à la production du charbon, du fer et de l'acier, au commerce d'exportation, aux fluctuations des prix, au coût de la vie, au chômage, aux réserves d'or et à la circulation fiduciaire, aux taux des changes et de l'escompte, etc., d'après des informations officielles fournies spécialement chaque mois à cet effet. Les renseignements publiés se rapportent à quarante-quatre pays.

Abonnement annuel (12 numéros) 20 francs suisses

RAPPORT ÉPIDÉMIOLOGIQUE MENSUEL DE LA SECTION D'HYGIÈNE DU SECRÉTARIAT

Le Service de renseignements épidémiologiques et de statistiques d'hygiène publique de la Section d'hygiène du Secrétariat de la Société des Nations reçoit, d'un grand nombre de pays, des rapports périodiques officiels sur les maladies dont la déclaration est obligatoire. En vue de leur échange, ces renseignements, nécessaires au point de vue des épidémiologues des différents pays, sont groupés au fur et à mesure de leur réception et publiés mensuellement dans le *Rapport épidémiologique mensuel*.

Abonnement annuel (12 numéros) 20 francs suisses

RECUEIL DES TRAITÉS ET DES ENGAGEMENTS INTERNATIONAUX ENREGISTRÉS PAR LE SECRÉTARIAT DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Aux termes de l'article 18 du Pacte de la Société des Nations, « tout traité ou engagement international conclu à l'avenir par un Membre de la Société des Nations devra être immédiatement enregistré par le Secrétariat et publié par lui aussitôt que possible; aucun de ces traités ou engagements internationaux ne sera obligatoire avant d'avoir été enregistré ». La publication du *Recueil des Traités* répond à cette disposition du Pacte.

Prix d'abonnement à 12 volumes 150 francs suisses

Un catalogue général et des catalogues spéciaux des documents préparés par les différentes Sections du Secrétariat seront envoyés gratuitement aux personnes qui en feront la demande au:

Service des Publications de la Société des Nations
GENÈVE

Periodicals of the League of Nations

OFFICIAL JOURNAL

The *Official Journal*, which is published (since January 1922) in separate editions in English and French, contains the complete Minutes of the Sessions of the Council of the League of Nations, the text of the Reports and Resolutions adopted by the Council, as well as the principal official documents received or despatched by the Secretariat of the League.

Yearly subscription 50/- \$12.00

MONTHLY SUMMARY OF THE LEAGUE OF NATIONS

A bird's-eye view, clear and concise, of the work of the League of Nations during the month preceding publication. The *Monthly Summary* is issued in six languages — English, French, German, Italian, Spanish and Czech — to a public of 20,000 readers. It contains a record of all League meetings and activities, and publishes, in addition, the principal official documents on Disarmament, Economic and Financial Reconstruction, etc.

A bibliographical supplement is issued once a year and is addressed free of charge to subscribers.

Yearly subscription 5/- \$1.00

MONTHLY BULLETIN OF STATISTICS

A synopsis of the economic position of all the leading commercial countries in the world in a convenient and concise form; indispensable to all bankers, business-men and politicians who wish to keep abreast of world movements; showing coal, iron and steel production, foreign trade, price movements, cost of living, unemployment, gold reserves and note circulation, exchange of discount rates, etc., based on official information specially supplied each month. Data apply to 44 countries. Published on the Saturday nearest to the 15th of each month.

Yearly subscription for 12 numbers 18/- \$4.50

MONTHLY EPIDEMIOLOGICAL REPORT OF THE HEALTH SECTION OF THE SECRETARIAT

The Service of Epidemiological Intelligence and Public Health Statistics, Health Section of the Secretariat of the League of Nations, receives current official reports on the prevalence of notifiable diseases from nearly all countries where such information is available. The information at present being regularly received and published in this periodical relates to 68 per cent of the world's population.

Yearly subscription for 12 numbers 18/- \$4.50

TREATY SERIES: PUBLICATIONS OF TREATIES AND INTERNATIONAL ENGAGEMENTS REGISTERED BY THE SECRETARIAT OF THE LEAGUE OF NATIONS

Under the terms of Article 18 of the Covenant of the League of Nations: "Every treaty or international engagement entered into hereafter by any Member of the League shall be forthwith registered with the Secretariat and shall as soon as possible be published by it. No such treaty or international engagement shall be binding until so registered." The publication of the *Treaty Series* fulfils this condition of the Covenant.

Subscription rate for 12 volumes £6. \$30.00

A general Catalogue and Special Catalogues of the documents prepared by the different Sections of the Secretariat will be sent free on application to:

Publications Department of the League of Nations
GENEVA

SOCIÉTÉ DES NATIONS

LEAGUE OF NATIONS

JOURNAL

DE LA

OF THE

HUITIÈME SESSION
ORDINAIRE

EIGHTH ORDINARY
SESSION

DE L'

OF THE

ASSEMBLÉE

ASSEMBLY

—
GENÈVE 1927

—
GENEVA 1927

N° 7. — DIMANCHE 11 SEPTEMBRE 1927.

No. 7. — SUNDAY, SEPTEMBER 11th, 1927.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beauregard.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor, Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beauregard.

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

SOMMAIRE:

	Pages
I. Programme des séances	79
II. Dixième séance plénière de l'Assemblée	80
III. Onzième séance plénière de l'Assemblée	89
IV. Troisième séance du Bureau de l'Assemblée	99
V. Correction à la liste des membres des Commissions	99
VI. Documents distribués aux membres de l'Assemblée	100

I. PROGRAMME DES SÉANCES

Séance plénière de l'Assemblée.

Il y aura une séance plénière de l'Assemblée demain, lundi 12 septembre, à 10 h., à la Salle de la Réformation.

Ordre du jour:

Suite de la discussion du rapport, à la huitième session ordinaire de l'Assemblée de la Société des Nations sur l'œuvre du Conseil, sur le travail du Secrétariat et sur les mesures prises pour exécuter les décisions de l'Assemblée.

CONTENTS:

	Page
I. Programme of Meetings	79
II. Tenth Plenary Meeting of the Assembly	80
III. Eleventh Plenary Meeting of the Assembly	89
IV. Third Meeting of the General Committee	99
V. Correction to the List of Members of Committees	99
VI. List of Documents distributed to the Members of the Assembly	100

I. PROGRAMME OF MEETINGS

Plenary Meeting of the Assembly.

There will be a plenary meeting of the Assembly to-morrow (Monday, September 12th), at 10 a.m., at the Salle de la Réformation.

Agenda:

Continuation of the General Discussion of the Report to the Eighth Ordinary Session of the Assembly of the League of Nations on the Work of the Council, on the Work of the Secretariat, and on the Measures taken to execute the Decisions of the Assembly.

Troisième Commission.

La troisième Commission se réunira demain, lundi 12 septembre 1927, à 15 heures, au Secrétariat (Salle F).

Quatrième Commission.

La quatrième Commission se réunira demain, lundi 12 septembre 1927, à 15 heures, au Secrétariat (Salle B).

Cinquième Commission.

La cinquième Commission se réunira demain, lundi 12 septembre 1927, à 15 heures, au Secrétariat (Salle C).

Commission de l'ordre du jour.

La Commission de l'ordre du jour se réunira demain, lundi 12 septembre, après la séance plénière de l'Assemblée, à la Salle de la Réformation (Salle de la Présidence).

II. DIXIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

Tenue à la Salle de la Réformation, le samedi 10 septembre 1927 à 10 heures.

Mandats: Proposition de la délégation portugaise.

Le PRÉSIDENT suggère que la proposition de la délégation portugaise soit renvoyée à la sixième Commission.

(Pour le texte de cette proposition, voir le *Journal* n° 6, page 69.)

La proposition du président est adoptée.

Suite de la discussion générale du rapport à la huitième session ordinaire de l'Assemblée de la Société des Nations sur l'œuvre du Conseil, sur le travail du Secrétariat et sur les mesures prises pour exécuter les décisions de l'Assemblée.

M. MENSENDORFF-POUILLY-DIETRICHSTEIN (Autriche) rappelle que plusieurs allusions ont été faites à la nécessité d'obtenir un désarmement moral préalablement au désarmement matériel. Il attire l'attention sur le fait que la Société des Nations dispose déjà d'un organe qui, selon lui, est particulièrement approprié à l'accomplissement de cette tâche, à savoir la Commission de coopération intellectuelle. Afin de préparer la coopération générale qui doit précéder le désarmement moral, il importe de commencer par le domaine même de la pensée en faisant appel aux travailleurs intellectuels de tous ordres. En tant que représentant de l'Autriche à l'Institut international de coopération intellectuelle, il veut présenter certaines observations sur l'œuvre déjà accomplie.

La période préparatoire, limitée aux études et aux recherches est terminée et cet organisme peut se flatter d'avoir atteint des résultats pratiques et tangibles. Or, ces résultats n'auraient pas été atteints si la Commission de coopération intellectuelle de la Société des Nations n'avait pas trouvé un collaborateur permanent dans l'Institut international de Paris, dont la création est due à l'initiative généreuse du Gouvernement français. D'autres Etats, parmi lesquels il se réjouit de compter le sien, coopèrent maintenant régulièrement au maintien de cet Institut.

Le délégué de l'Autriche tient à mettre en lumière les avantages que l'on a déjà tirés de réunions d'experts semblables à celles qui ont eu lieu à l'Institut au cours de l'année dernière. A ces réunions, des spécialistes compétents, venus de toutes les nations, collaborent à l'examen de problèmes fort importants. L'un des sujets auxquels ont été consacrés le plus d'efforts est l'enseignement de la jeunesse et il attire spécialement l'attention de l'Assemblée sur l'excellent rapport soumis par le Sous-Comité d'experts (document A. 26. 1927). Tous ceux qui ont lu ce rapport se rendront compte que l'organisme de coopération intellectuelle s'est prudemment abstenu d'empiéter sur le terrain gouvernemental et ne désire pas le moins du monde influencer sur l'éducation générale de la jeunesse. Il désire simplement s'assurer que tout programme d'enseignement porte

Third Committee.

The Third Committee will meet to-morrow (Monday, September 12th, 1927), at 3 p.m., in the offices of the Secretariat (Room F).

Fourth Committee.

The Fourth Committee will meet to-morrow (Monday, September 12th, 1927), at 3 p.m., in the offices of the Secretariat (Room B).

Fifth Committee.

The Fifth Committee will meet to-morrow (Monday, September 12th, 1927), at 3 p.m., in the offices of the Secretariat (Room C).

Agenda Committee.

The Agenda Committee will meet to-morrow (Monday, September 12th), after the plenary meeting of the Assembly, at the Salle de la Réformation (President's Room).

II. TENTH PLENARY MEETING

Held at the Salle de la Réformation on Saturday, September 10th, 1927, at 10 a.m.

Mandates: Proposal of the Portuguese Delegation.

The PRESIDENT suggested that the proposal of the Portuguese delegation should be referred to the Sixth Committee.

(For the text of this proposal, see *Journal* No. 6, page 69.)

The proposal of the President was adopted.

Continuation of the General Discussion of the Report to the Eighth Ordinary Session of the Assembly of the League of Nations on the Work of the Council, on the Work of the Secretariat, and on the Measures taken to execute the Decisions of the Assembly.

M. MENSENDORFF-POUILLY-DIETRICHSTEIN (Austria) said that several references had been made to the necessity for a moral disarmament which should precede a material disarmament. He would draw attention to the fact that the League of Nations had already an organisation which, in his opinion, was particularly well qualified to work in that direction, namely, the Intellectual Co-operation Organisation. In working towards the general co-operation which must precede moral disarmament, it was important to begin in the field of thought among intellectual workers of all kinds. As the representative of Austria in the International Institute of Intellectual Co-operation in Paris, he would present certain observations on the work which had already been done.

The preparatory period, confined to investigation and research, was now at an end, and the Organisation might claim to have achieved practical and tangible results. These results could not have been attained if the Committee on Intellectual Co-operation of the League of Nations had not found a permanent collaborator in the International Institute in Paris, the creation of which was due to the generous initiative of the French Government. Other States were now making regular contributions to the Institute, among which he was glad to include his own.

He would emphasise the advantages derived from meetings of experts similar to those which had been held at the Institute during the last year. At these meetings, competent specialists from each country collaborated in the examination of very important questions. One of the subjects to which special attention had been given was the instruction of youth, and he would draw particular attention to the excellent report submitted by the Committee of Experts (document A. 26. 1927). Readers of this report would note that the Intellectual Co-operation Organisation had prudently refrained from intruding upon the domain of the State, and did not in any way desire to influence the general education of youth. It merely desired to ensure that education should include some reference to the existence and aims of the League of Nations.

également sur l'existence et les buts de la Société des Nations. Parmi d'autres propositions remarquables d'ordre pratique, il veut souligner spécialement celle qui est relative à la création d'un centre d'informations scolaires, et l'œuvre accomplie en matière de relations universitaires. Les travaux de la Sous-Commission de bibliographie ont eu aussi un succès considérable. Un service de coordination entre les bureaux nationaux de renseignements auprès des bibliothèques a été organisé. Six cents bibliothèques actuellement ont adhéré à ce service, grâce auquel les savants et les étudiants peuvent savoir rapidement quels documents ils trouveront dans les grandes bibliothèques publiques et privées du monde entier. Il ne veut pas oublier non plus l'Office international des musées, qui a établi une liaison effective entre plusieurs centaines de musées et organisé une collaboration ne pouvant manquer d'être d'un grand secours pour toutes les questions relatives aux musées.

Il est convaincu qu'il est de la plus haute importance que les intellectuels s'intéressent à l'œuvre dont il vient de parler. C'est cette élite seule qui est susceptible d'exercer une influence sur la jeunesse, cette jeunesse à laquelle il faut inculquer les grands principes des généreuses théories si souvent exposées à l'Assemblée de la Société des Nations. C'est en élevant la jeunesse dans la connaissance de ces idées qu'il sera possible de réaliser les principes fondamentaux de la Société des Nations.

M. BRIAND (France) veut dire en toute simplicité et en toute franchise l'impression que lui ont faite les récents débats de l'Assemblée.

Son opinion est optimiste et la discussion qui a eu lieu a, si c'était possible, encore accru la confiance qu'il a toujours eue, qu'il a plus forte que jamais, dans la famille internationale qui s'est constituée.

Au fur et à mesure que les idées se formulaient à cette tribune retentissante, que les opinions, parfois, s'opposaient les unes aux autres, il voyait se dissiper graduellement l'atmosphère un peu lourde, un peu épaisse de pessimisme dont on avait essayé d'envelopper dès le début les membres de l'Assemblée. Et après le noble débat d'hier, une suprême clarté est venue dissiper les derniers brouillards qui flottaient encore, attardés, au-dessus de l'Assemblée.

Tout d'abord, il rend hommage au noble discours du Dr Stresemann et au courage qu'il lui a fallu pour le prononcer. A ceux qui affectent de considérer la Société des Nations comme une organisation ne portant pas en elle un grand germe de vie, le délégué de la France dira: « Pensez à la situation dans laquelle elle était il y a un peu plus d'un an et demandez-vous ce qu'auraient dit alors les détracteurs de notre institution si on leur avait prédit qu'à brève échéance, l'Allemagne et la France se trouveraient assises dans la même assemblée, que leurs représentants pourraient y échanger leurs idées sur les sujets les plus délicats et qui troublent le plus profondément leur pays; ce qu'ils auraient dit si on avait pu, par avance, leur communiquer le très beau discours que vous avez entendu hier. »

Le délégué de la France a recueilli une à une toutes les paroles du Dr Stresemann; il a compris tout ce que sa courtoisie y avait mis d'atténuation; il a saisi toutes les nuances de son désir bien naturel. Aucune des parties de ce discours ne l'a troublé ni choqué; il y a trouvé des encouragements à persister dans l'œuvre à laquelle tous sont associés ici; il y a trouvé la certitude que les obstacles qui peuvent se dresser encore sur la route du rapprochement entre les deux peuples disparaîtront certainement l'un après l'autre.

Il suffit pour cela qu'il y ait, de part et d'autre, une égale loyauté, il suffit que chacun des deux pays suive son représentant avec la volonté d'aller vers le même but; il suffit, enfin, que tous deux interprètent leurs engagements réciproques avec probité, afin qu'il leur soit permis de cheminer sur la même voie.

On a abordé ici tous les graves problèmes qui sollicitent l'attention de l'Assemblée — problème de sécurité, problème de désarmement, problème économique, — et tout de suite M. Briand se félicite de ce que la délégation française, et plus particulièrement ses collègues, M. Loucheur et M. Jouhaux, aient pris l'initiative de saisir la Société des Nations de ces graves questions.

Elle les a abordées résolument, elle les a étudiées avec minutie, elle a recueilli déjà tout un ensemble de documents

Among important practical proposals of the Organisation, he would refer to the creation of a centre of scholastic information and the work which had been done on university relations. The work of the Sub-Committee on Bibliography had also met with considerable success. A service of co-ordination between the National Union Offices of the libraries had been organised, to which 600 libraries had adhered. By means of this organisation, any student might rapidly ascertain exactly what documents were to be found in any of the great libraries of the world. He would further mention the International Office of Museums, which had established an effective connection between several hundreds of museums, and had organised a collaboration which could not fail to be of great help for all questions relating to museums.

He was convinced that it was of the highest importance that intellectual people should take an interest in the work to which he had alluded. They only could exercise an influence over the youth of the world, whom it was necessary to inspire with the great principles and generous theories to which reference was so often made in the Assembly of the League. It was by the education of youth in these ideas that it would be possible to realise the fundamental ideals of the League.

M. BRIAND (France) said that he would like quite simply and frankly to state the impression which had been made upon him by the recent discussions in the Assembly.

His views were optimistic, and the discussion which had taken place had, if anything, still further increased the confidence which he had always felt, and which he felt stronger than ever, in the international society which had been constituted.

In proportion as the ideas put forward from that platform became more definite and opinions were there confronted with one another, he found that the somewhat heavy atmosphere of pessimism with which an attempt had been made to envelop the members of the Assembly was gradually lightened. By the lofty discussion of yesterday, the last mists had been scattered, which still at that late hour floated about the Assembly.

First, he would pay a tribute to the noble speech of Dr. Stresemann and the courage which had been needed for its delivery. To those who affected to consider the League of Nations as an organisation which had not within itself any vital seed, he would say: "Think of the position in which the League stood more than a year ago and ask what the detractors of that institution would have said if it had been predicted that, after a brief check, Germany and France would be seated together in the same assembly and that their representatives would be able to exchange their ideas on the most delicate subjects which were matters of deep anxiety to their countries. What would these detractors have said if it had been possible in advance to communicate to them the fine speech which the Assembly had heard on the previous day?"

He had listened with the greatest attention to all the words of Dr. Stresemann. He had understood everything which the courtesy of Dr. Stresemann had led him to attenuate. He had appreciated all the shades of his very natural intentions. No part of this speech gave him any cause for anxiety or dismay. He had found in that speech an encouragement to persist in the work in which all the Members of the Assembly were associated, and he had derived from it also a certainty that any obstacles which might arise along the road of mutual understanding between the two nations would assuredly disappear one after the other.

It sufficed that on both sides there should be an equal loyalty and that the two countries should follow their representatives with good-will towards the same object; it sufficed that both should interpret their mutual engagements honestly in order that they might be enabled to advance along the same path.

All the serious problems which engaged the attention of the Assembly had been discussed. There was the problem of security, the problem of disarmament and the economic problem; and he would at once congratulate himself on the fact that the French delegation, and more particularly his colleagues M. Loucheur and M. Jouhaux, had taken the initiative in bringing these important questions before the League of Nations.

The League had resolutely taken them up and had studied them with care. It had already collected a body of valuable

précieux, elle est engagée dans la bonne voie vers des solutions qui ne contribueront pas peu à la paix du monde.

Les conflits économiques conduisent fatalement un jour où l'autre aux conflits sanglants. La mauvaise humeur s'établit entre les pays dont les intérêts sont trop violemment en contradiction. Elle se manifeste par des polémiques irritantes, elle dresse peu à peu les hommes les uns contre les autres, et subitement un événement vient alimenter ces mauvaises dispositions, précipite les peuples les uns en face des autres, les uns contre les autres.

Il n'est donc pas négligeable que ces grands problèmes soient examinés avec attention, avec la volonté de tous d'y trouver des solutions acceptables. En ce qui concerne la France, que l'Assemblée soit certaine qu'elle apportera tous ses soins à ce qu'il en soit ainsi.

Cependant, dans les discours que l'on a entendus ici, il n'y a pas, quoi qu'on en ait dit, que des félicitations mutuelles. Tous ont senti à un moment donné qu'un certain malaise planait sur l'Assemblée, qui, s'il ne s'était pas dissipé par la pleine liberté de langage, aurait pu être exploité contre l'avenir et la vie même de la Société.

Ceux qui n'aiment pas la Société des Nations la guettent. Ils sont à l'affût des moindres causes de dissociation qui peuvent surgir entre ses Membres; ils sont prêts à exploiter les moindres manifestations de mauvaise humeur, et il n'est pas difficile d'apercevoir qu'on aurait volontiers essayé de créer, ou d'accroître s'il existait déjà, un double courant dans cette Assemblée, qui aurait pu entraîner sa dissociation.

Malheureusement pour ceux qui nourrissent de telles espérances, il y a ici une tribune où chacun peut monter, dire ce qu'il pense, exhaler ses plaintes s'il en a à formuler, exhaler aussi sa mauvaise humeur s'il a quelque mauvaise humeur, et c'est là un magnifique exutoire, c'est par là que s'écoulent toutes les causes de désunion.

C'est par là qu'elles s'affaiblissent et qu'à un moment donné, après avoir écouté les récriminations, après avoir échangé des paroles ou d'enthousiasme excessif, ou de pessimisme excessif, tous ceux qui se trouvent ici finissent par se retrouver ce qu'ils sont: les membres d'une même famille, travaillant pour la même cause. C'est elle qui, finalement, les réunit, les oblige à s'entendre; et dans cette Assemblée, dont la constitution est unique au monde et de nature à susciter les difficultés qui peuvent paraître les plus inextricables, où il est indispensable, pour les grandes résolutions, que l'unanimité se forme, on peut être, malgré tout, certain, même aux plus mauvaises heures, que, finalement, tous se rejoignent sur le même but, à savoir: grandir encore leur Société, lui donner plus de force; et quand ils se séparent, c'est le cœur et l'esprit encore plus confiants en elle.

La grande force des Membres de la Société, mais aussi la marque de leur devoir le plus sacré, c'est cette confiance profonde, instinctive, que les peuples, qui ne raisonnent pas toujours, qui heureusement, le plus souvent, sentent mieux, ont dans la Société des Nations. Ils sentent bien que, sans elle, tous les dangers planent sur eux. Ils sentent bien que, la Société disparue, c'est le grand frisson des conflits sanglants qui vient de nouveau les affoler. Ils la défendent avec une ténacité qui doit tracer leur devoir à ceux qui les représentent, et ils persistent à avoir confiance, même aux plus mauvaises heures; c'est à leurs représentants surtout de marquer la voie et de persévérer.

M. Briand a dit ici que certains courants qui s'étaient dessinés dans l'Assemblée avaient pris corps en des discours éloquentes et que nul n'avait le droit de les négliger. On a le désir, dans tous les pays, et particulièrement dans cette Assemblée, que les débats — l'expression est un peu vulgaire, mais elle rend bien la pensée — ne soient pas « truqués ». On veut que tout soit loyalement apporté à la grande lumière du soleil; c'est le moyen de guérir certains maux. La cure de soleil est à la mode et M. Briand est persuadé que la Société des Nations se portera d'autant mieux qu'elle la pratiquera plus résolument.

On a eu l'impression, à certain moment, qu'il y avait ici des Puissances dites grandes, Puissances dont les représentants pouvaient avoir peu à peu l'arrière-pensée, par des contacts mystérieux et multipliés, de prendre des directions qui s'imposeraient à l'Assemblée. M. Briand a eu de ces contacts; il les a eus dans ce qu'on appelle le mystère; mais il ne sait pas bien

documents and was on the way towards solutions which would contribute not a little to the peace of the world.

Economic conflicts necessarily led, one way or another, to dispute and bloodshed. Ill-will was established between countries whose interests were too violently in contradiction. Such ill-will was shown in irritating polemics and gradually put men in opposition one to another, with the result that suddenly some event which fostered these evil dispositions precipitated the nations into conflict with one another.

It was therefore of no small importance that these great problems should be examined with attention and with the desire on the part of everyone to find acceptable solutions. The Assembly might rest assured that France would do her utmost to ensure the achievement of that end.

Nevertheless, the speeches which had been heard, whatever might be said, did not consist solely of mutual congratulations. Everyone had felt that there was a certain uneasiness in the Assembly, and that, if it were not removed by being frankly discussed, it might be exploited to the detriment of the future and life of the League.

Those who did not love the League were lying in wait for it. They watched for the least causes of dissociation which might arise between its Members; they were ready to exploit the least appearances of ill-humour; and it was not difficult to perceive that they would willingly have tried to create, or to accentuate if it already existed, a double current in the present Assembly which might have had a dissociating influence.

Unhappily for those who entertained such hopes, the Assembly had a platform from which each might say what he thought, give expression to his complaints, if he had any to formulate, and be rid of his ill-humour, if there happened to be any such disposition. The Assembly was a magnificent safety-valve for the forces of disruption.

It was by means of this safety-valve that such forces were weakened. Speakers from that platform, after having heard recriminations or having exchanged words inspired by excessive enthusiasm or excessive pessimism, ended by discovering that they were, after all, members of the same family working for the same cause. It was this conviction which finally re-united them and compelled them to a mutual understanding. In that Assembly, whose constitution was unique in the world and might seem calculated to give rise to difficulties apparently inextricable, where it was essential for the adoption of important resolutions that there should be unanimity, one might be sure that, in spite of everything, even at the darkest moments, all would finally unite to achieve the same object, which was still further to strengthen the League and give it a wider influence. When the members of the Assembly separated, they went away with further confidence in the League in their hearts and minds.

The great strength of the Members of the League, and the measure of their most sacred duty, was the profound instinctive confidence which the nations, which did not always reason but which happily on most occasions were moved by sound sentiments, had in the League. The nations realised that, without the League, they were subject to every danger. They realised that, if the League disappeared, they would again be threatened with conflict and bloodshed. They defended the League with a tenacity which indicated to those who represented them the duty which they had to fulfil, and they persisted in placing their trust in the League even at the worst moments. It was for their representatives to show the path to be followed and to persevere.

Certain currents of opinion which had appeared in the Assembly had taken shape in eloquent speeches, and no one had any right to neglect them. There was a desire in every country, and particularly in the Assembly, that the discussion of affairs should not be, in vulgar parlance, "cooked". There was a desire that everything should be loyally brought to the light of day, and this was a method for curing certain evils. The sun cure was at present fashionable. He was persuaded that the League of Nations would be all the more healthy if it were to practise this cure more resolutely.

There had been an impression, at a certain moment, that there were Powers, known as the great Powers, whose representatives might entertain the idea of assuming the direction of policies to be imposed on the Assembly by means of mysterious and manifold conversations among themselves. He had been a party to such conversations. He had carried them on in

ce que cela veut dire exactement. Ces contacts ont eu lieu dans une chambre de délibérations qui forcément était plus restreinte que celle-ci, parce que les assistants étaient moins nombreux. Mais il peut donner à l'Assemblée l'assurance qu'à aucun moment la pensée n'est venue, à lui ou à ses collègues, de se soustraire à l'universalité de l'action de la Société dont ils font partie; qu'au contraire, à tout instant, leurs efforts ont tendu à aplanir les difficultés sur la route de la Société des Nations.

Le danger de guerre qui planait il y a un an sur l'Europe, et qui pouvait apparaître comme présentant un caractère pressant, avait ému tous les cœurs, et c'est l'Assemblée qui, à l'unanimité, presque d'enthousiasme, avait invité les hommes qualifiés des nations les plus sujettes à se voir entraîner par leurs dissentiments dans une nouvelle guerre, à échanger leurs idées, à rechercher en commun le moyen d'assurer la paix entre eux.

Ils ont tout naturellement déferé à ce désir bien légitime. Et c'est en somme l'explication de ces entrevues mystérieuses, auxquelles pourtant on ne peut pas dire que le public n'ait pas été associé dans une large part.

M. Briand et ses collègues ont réussi; ils sont revenus devant l'Assemblée en lui disant: «Voilà nos documents; voilà nos accords; voilà les précautions que nous avons prises contre la guerre; nous les déposons devant vous, c'est vous qui en êtes désormais les gardiens et c'est vous qui vous trouvez garants de la volonté loyale que nous mettrons à respecter nos signatures.»

En quoi une société comme celle-ci se trouve-t-elle diminuée par un tel effort? Elle a au contraire l'occasion de s'en réjouir. Que l'Assemblée se souvienne d'une autre circonstance difficile. Il s'agissait de trouver le moyen de faire entrer l'Allemagne dans la Société des Nations à la place qui lui était due.

Bien des obstacles se dressaient. Les délégations se rappellent l'Assemblée où l'on sentait que, peut-être, il serait impossible d'aboutir au résultat désiré.

Mais le contact que l'Assemblée avait imposé n'était pas perdu et les mêmes hommes se sont réunis de nouveau. Ils se sont regardés bien en face. Et ils ont dit: «Oui, c'est un échec inquiétant; mais notre confiance est-elle diminuée? L'œuvre que nous tentons d'accomplir est-elle bonne pour nos peuples? Est-elle bonne pour la paix? Oui! Persistons.» Et tout de suite, ils ont publié solennellement que l'opération continuait.

Ils ont pris avec l'Assemblée un nouveau rendez-vous. Dans l'intervalle, les chancelleries ont travaillé. Elles ont recherché le moyen de régler la difficulté qui faisait obstacle. Elles n'ont pas été tout de suite d'accord. Il a fallu des semaines, des mois; mais un beau jour, ces mêmes hommes sont revenus devant l'Assemblée et l'affaire était réglée.

Elle n'attendait plus que la consécration de l'Assemblée. Ce fut alors une minute d'émotion inoubliable; on peut le dire: les peuples de toute la terre ont senti à ce moment qu'une œuvre de paix venait de s'accomplir à travers de grandes difficultés.

Et ceux qui représentent ce qu'on appelle les grandes Puissances, croira-t-on que, s'ils n'avaient pas senti autour d'eux l'affection et aussi l'inquiétude de ce qu'on appelle les petites Puissances ou les moyennes Puissances, s'ils n'avaient pas senti autour d'eux cette atmosphère de fraternité universelle, croira-t-on qu'ils auraient trouvé le courage de leur effort?

Il y a ici bien des diplomates. On dit qu'il y a une vingtaine de ministres des Affaires étrangères. Ces personnages ne peuvent évidemment pas s'ignorer. Ils ont comme une tendance à s'approcher les uns des autres. Ils pensent que, peut-être, une bonne conversation peut mieux régler une difficulté qu'un grand nombre de télégrammes. Et alors, ils se parlent, ils règlent les affaires, mais dans l'intérêt de tout le monde.

Est-ce un amoindrissement de la Société des Nations que ses assises prennent ce caractère et que s'y rencontrent des hommes d'Etat, très occupés, pour lesquels il n'y a pas toujours seulement des avantages à venir voisiner avec les lacs, loin des préoccupations de la politique intérieure?

Demain, d'autres délégués pourront venir. Il n'y a pas, cela est évident, que les hommes d'Etat pour détenir le secret des choses. Les nobles idées qui sont inscrites au fronton de la Société des Nations ne sont ni leur monopole, ni leur privilège.

what was called an atmosphere of mystery, though he did not quite know what was meant by that. These conversations had taken place in a council chamber which was necessarily smaller than the Assembly hall, because those taking part in them were less numerous; but he would give the Assembly the assurance that at no moment had it occurred to him or to his colleagues to evade the universal character of the action of the League of which they formed a part. On the contrary, at every instant, their efforts had been directed towards removing difficulties from the path of the League. The danger of war, which a year ago hovered over Europe, and which might well have seemed an imminent menace, had aroused deep feelings in every heart, and the Assembly had unanimously, almost with enthusiasm, invited the competent men of the nations most liable to be driven into war by their disagreements to exchange their ideas and look in common for a method of ensuring peace between themselves.

They had all naturally deferred to this very legitimate desire. That was, in brief, the explanation of those mysterious interviews, and it could not be said that the public had not been associated with them to a large extent.

He and his colleagues had succeeded, and had come back to the Assembly and could say to-day: "Here are our documents. Here are our agreements. These are the precautions which we have taken against war. We submit them to you, who are henceforth their guardians and who will be the guarantors of the loyalty which we shall show in respecting our signatures".

In what respect did a body like the League of Nations find its powers diminished by such efforts? Surely it should congratulate itself upon them. He would ask the Assembly to remember another difficult circumstance. The problem had been to find a way of bringing Germany within the League of Nations and giving her the place which was due to her.

Many obstacles had arisen. The delegations would remember the Assembly in which it had been felt that perhaps it would be impossible to achieve the desired result.

The contact between the parties on which the Assembly had insisted was not lost, and the same men had met again. They had looked one another in the face, and they had said: "Let us admit that there has been a discouraging check. Is our confidence, however, diminished? Is the work which we are trying to accomplish of advantage to our people? Is it of advantage to the cause of peace? It is; therefore, let us persist. Whereupon they had solemnly announced that the work would go on".

They had arranged with the Assembly for a further meeting. In the interval the Foreign Offices had got to work. They had sought every means of removing the obstacles which stood in the way. They had not immediately agreed. Weeks and months were necessary. At last, however, these men came back to the Assembly, and the whole business was settled.

The solution had then merely to receive the seal of the Assembly, and there had followed an unforgettable moment in which it might be said that the people of the world had felt that a work of peace had been accomplished in spite of serious difficulties.

Those who represented what were known as the great Powers would not have found the courage to sustain them in their efforts if they had not felt around them the affection and the anxiety of what were known as the small and middle Powers, and if they had not been surrounded by an atmosphere of universal brotherhood.

There were at that Assembly many diplomatists. It was said that there were twenty Ministers for Foreign Affairs. These persons evidently could not be unacquainted with one another. It was their tendency to get together. They thought that perhaps a good conversation might settle a difficulty better than a large number of telegrams. When they talked together they regulated their affairs, but they did so in the interests of the whole world.

Was it to the disadvantage of the League of Nations that its meetings should assume this character — that they should give rise to encounters between statesmen who were very busy people, for whom it was not always possible to stay beside a lake far from the anxieties of domestic politics?

To-morrow other delegates might come. It was not only statesmen who held the secret of life. The noble ideals inscribed upon the facade of the League of Nations were not their monopoly, nor their privilege.

Pour ne parler que de lui-même, M. Briand trouve que des avantages à ce que les hommes d'Etat viennent prendre contact avec les délégués libres de la Société des Nations, et il a été frappé des réflexions judicieuses qui ont été portées à cette tribune. Il a même été impressionné par certains reproches dont il avait le droit de se demander, en conscience, si tous étaient également injustifiés. Il se fait ainsi un échange d'idées, dont tout le monde profite. L'essentiel est que cela se fasse dans une assemblée cordiale, sans arrière-pensée mauvaise, et que l'on ait pour but de partir ici avec des pensées et des cœurs fraternels. M. Briand est maintenant sûr que les délégations donneront ce spectacle.

La France connaît toute l'importance des engagements qu'elle a pris lorsqu'elle a signé le Pacte de la Société des Nations, et l'article 8 n'est pas celui qui lui apparaît comme ayant le caractère le moins sacré. Ayant pris l'engagement solennel de limiter les armements, c'est un devoir pour tous les Etats membres de la Société des Nations de poursuivre ce but sans arrière-pensée, en toute conscience et en toute loyauté.

Mais si, dans cette voie, il y a eu quelques faux pas, si certaines espérances ont été en partie déçues, il ne faudrait pas en conclure que rien n'a été fait.

On constate ici un esprit positif; une volonté de construire massif et solide. Mais ceux qui construisent n'ont pas toujours les matériaux nécessaires à leur disposition. L'édifice du désarmement est un monument imposant, mais il n'est pas facile à construire. Les ouvriers doivent s'attendre à ce que quelques pierres leur tombent sur les pieds. Il faudra les remettre en place.

Mais n'est-ce pas déjà un résultat magnifique que cette question si délicate, qui apparaît à un si grand nombre comme attentatoire à leur souveraineté nationale, ait pu être portée sur la table de la discussion, ait pu faire l'objet, sous les yeux du public, de débats qui ont duré des jours et des semaines ?

Ces débats n'ont pas abouti du premier coup, mais pendant ce temps toute la force rayonnante de propagande qui est dans les travaux de l'Assemblée jouait son rôle. L'idée cheminait à la faveur des discussions instituées dans son sein. L'idée de cesser la course aux armements progressait.

En voici des exemples :

Partout où les législateurs ont eu à réorganiser militairement un pays, ils ont senti la force de l'opinion publique qui contrairement à ce qui se passait avant la guerre, les contraignait à envisager des réductions successives de la durée du service militaire et des unités combattantes. Partout où il y a eu réforme, elle a été faite dans ce sens. C'est dire que les peuples s'efforcent déjà, par leur législation, de donner quelques satisfactions préliminaires à la Société des Nations. Doit-on s'en contenter ? Non. Il y aurait faillite, si l'article 8 du Pacte ne trouvait pas, à un moment donné, sa satisfaction.

Mais, en même temps que la Société a pris cette obligation sacrée, elle a aussi assumé un autre devoir qui n'est pas moins sacré. Elle n'a pas le droit de faire des victimes par excès d'illusions ou d'espérances, le jour où elle aura réduit les armements. Il ne faut pas oublier la faiblesse de la Constitution de la Société: elle peut tracer des règles, elle peut dicter des « recommandations », mais elle n'a pas le bras séculier, elle n'a pas la possibilité d'assurer d'une manière complète l'exécution de ses recommandations.

Le comte Apponyi parlait avant-hier des peuples, de leur état moral, de la justice immanente; avec un art des nuances incomparable, il faisait une invitation qui, pour n'être pas directe, n'en n'était pas moins recueillie et comprise de tous.

Sans doute, il y a une justice immanente qui, à elle seule, devrait suffire à régler les rapports des hommes. Mais qui peut dire qu'elle les ait réglés dans le passé et que sa diffusion soit suffisante pour les régler dans le présent ? Cette justice immanente, si désirable, ne s'est pas répandue également parmi les peuples. Certains sont plus avancés dans cette voie que d'autres, certains ont évolué plus noblement que d'autres; c'est un fait, et on doit enregistrer les faits. Sous prétexte de justice, est-ce de ceux-là qu'on fera des victimes ? Est-ce

Speaking personally, he found that it was altogether an advantage that statesmen should come and get into touch with the free delegates of the League of Nations, and he had been struck by the judicious observations which had been made from that platform. He had even been impressed by certain reproaches, in regard to which he had felt obliged to ask of his conscience whether they were all equally unjustified.

In this way there took place an exchange of ideas to the advantage of everybody concerned. The essential thing was that this exchange of ideas should occur in a friendly assembly without any mischievous reservations and that the object of everyone should be to leave the Assembly with friendly sentiments and thoughts. He was sure that the delegates would take leave of one another in that spirit.

France realised the full importance of the engagements into which she had entered on signing the Covenant of the League of Nations, and she did not regard Article 8 as having a less sacred character than the other articles. Having entered into a solemn undertaking to limit armaments, it was the duty of all States Members of the League to pursue this end without reservation, conscientiously and loyally.

If, however, certain false moves had been made with this object in view, and certain hopes had been in part disappointed, it should not be concluded that nothing had been done.

It would be noted that the Assembly was moved by a positive spirit and a will to construct something which should be solid and durable. Those who undertook the work of construction, however, had not always the necessary materials at their disposal. Disarmament was an imposing monument, but it would not be an easy one to construct. Workers must expect that some of the stones would fall from their places. It would be necessary to replace them.

Was it not in any case a magnificent achievement that this delicate question, which seemed to many as involving an attack on national sovereignty, should have been brought to the point of discussion and been made the subject of public debate which had lasted for days and weeks ?

These discussions had not all at once succeeded, but meanwhile the enlightening force of propaganda inherent in the work of the Assembly was playing its part. The idea was making progress by means of the discussions which had taken place within the League. The idea of arresting rivalry in armaments was advancing.

He would give examples :

In every country where legislators had been called upon to reorganise the military forces of the country, they had felt the force of public opinion which, contrary to that prevailing before the war, had obliged them to contemplate successive reductions in the length of military service and in the fighting units. In every case where there had been a reform, it had been made in that direction, which meant that the nations were already endeavouring by their legislation to give some preliminary satisfaction to the League of Nations. Should the League rest content with that ? He did not think so. The League would have failed if Article 8 of the Covenant were not, when the time came, fully carried out.

At the same time, however, when the League had assumed this great obligation, it had also assumed another duty which was not less sacred. It had not the right to create victims from excess of hope or from cherishing illusions. In carrying out the reduction of armaments, it was essential not to lose sight of the weakness of the constitution of the League. The League might lay down rules, it might issue recommendations, but it had not the secular arm. It would not be possible for the League to ensure the full carrying out of its recommendations.

Count Apponyi had referred on the previous day to nations and their moral condition and immanent justice. With incomparable art and delicacy, he had published an invitation which, though it had not had any direct address, had nevertheless been welcomed and understood by all. Doubtless there was an immanent justice which, by itself alone, should suffice to regulate the relations of men. He, however, could not say that this justice had regulated men's relations in the past and that its diffusion was adequate to regulate them in the present. This immanent justice, so much to be desired, was not equally prevalent among the nations. Some nations had advanced further in that direction than others; some had evolved to finer purpose than others. That was a fact, and it

qu'on les amènera à être les dupes de leur propre noblesse ? Est-ce qu'ils seront sacrifiés à d'autres peuples ?

Non, et ici la délégation de la France déclare que le travail de discrimination de la Société des Nations est singulièrement délicat. Mais elle a la charge d'un lourd avenir et, quand elle examine ces problèmes, il faut presque que ce soit dans le laboratoire d'un chimiste immatériel, il faut qu'elle examine tous les éléments un à un et qu'elle prenne ses précautions pour que de trop grosses déceptions ne s'abattent pas sur le monde.

Est-ce à dire qu'il faille désespérer d'un résultat ? Non. On possède certainement déjà les éléments de résultats prochains. Sans doute, la conclusion de M. Politis : « Attendez » s'imposait naturellement à lui, parce qu'il est un homme prudent, parce qu'il est un juriste, mais il est à craindre qu'elle ne soit pas bien interprétée parmi les peuples. Les formules décisives sont coquetterie d'orateur. On aime à penser que telle formule brève, éloquentement produite, sera recueillie et gravée sur l'airain. Que ces formules sont fragiles ! Et comme elles éclatent facilement au choc de leurs espoirs ! Les peuples veulent bien attendre, mais ils ne veulent pas attendre indéfiniment. Les hommes aiment à croire que ce qui constitue le meilleur de leurs espérances se réalisera pendant leur courte vie, et il est tout naturel qu'ils fassent effort afin qu'il en soit ainsi. Le délégué de la France croit donc que, ce qu'il faut surtout, c'est prononcer un acte de foi passionné : « J'ai foi que cela aura lieu et je persévérerai jusqu'à ce que cela ait lieu. »

C'est cet acte de foi et de loyauté qu'il apporte au nom de son pays. Son pays est tourné entièrement vers la paix. Il a atrocement souffert dans le passé, il a été maintes fois attaché sur la croix sanglante ; il ne peut oublier tout cela.

Il est prêt à faire tous les gestes qui seront en faveur de la paix, et le geste du désarmement n'est certes pas négligeable à cet égard. Mais lorsqu'il dit : « Prenons quelques précautions », qui peut lui donner tort ? Et quand il rappelle qu'il y a là aussi un devoir pour la Société des Nations, qui peut lui reprocher de le rappeler ?

La délégation française s'est engagée dans cette voie, M. Paul-Boncour en tête. M. Briand est convaincu que, dans une prochaine conférence un grand pas sera fait vers la solution.

Mon collègue, M. Scialoja, qui, dans des circonstances délicates, avec un grand courage, a donné si souvent de bons conseils toujours écoutés avec plaisir, a eu raison de dire que le résultat de la récente Conférence navale ne portait aucun coup au prestige de la Société. Cette Conférence à trois, M. Briand a eu le regret, en tant que ministre des Affaires étrangères français, de ne pouvoir accepter d'y participer. Il a regretté de devoir faire cette réponse au Président d'un grand et noble pays, qu'il ne désespère pas de voir, un jour ou l'autre, assis dans cette Assemblée. Mais il était trop convaincu qu'une telle entreprise, réduite à quelques-uns, en dehors de la Société des Nations, était vouée, non pas à l'échec, mais à la non réussite.

C'est l'effort de la Société des Nations qui, seul, peut aboutir. Il faut que tous les pays, grands, moyens, petits, participent à cet acte. Ce sera peut-être l'acte le plus important de la Société des Nations. Il faut qu'il porte la marque de tous les pays également. Car la guerre — qui pourrait le nier aujourd'hui ? — ne fait pas seulement des victimes parmi ceux qui y sont entraînés. Même ceux qui ne la font pas en ressentent les effets funestes. La grande loi de la solidarité humaine se dresse au-dessus des champs de bataille et elle s'appesantit au loin, même sur ceux qui ne se battent pas. Ainsi tous les peuples sont attachés à la même chaîne ; tous la doivent porter en commun pour qu'elle soit plus légère ; tous doivent marcher contre la guerre, faire le même effort pour la rendre impossible.

Certes, on peut facilement ironiser sur de pareilles paroles. En rentrant dans son pays, le délégué de la France s'attend bien à voir se poser sur lui des regards narquois. Mais ils ne proviendront sans doute pas du peuple. Heureusement, il y

was necessary to take facts into account. Were such nations, under the pretext of justice, to be the victims of others ? Were they to be made the dupes of their own nobility ? Were they to be sacrifices to other nations ?

That question could only be answered in the negative, and in this connection he would maintain that the work of discrimination of the League of Nations was singularly delicate. It had been entrusted with a great future and, when it examined these problems, it was necessary that they should be subjected to an analysis such as was employed in the laboratory of the chemist. It was necessary that all the elements of the problem should be investigated one by one and that the League should take the utmost care that the world should not be too bitterly disappointed.

This does not mean that it is necessary to despair of achieving a result. The necessary elements for future results have already been prepared. The advice of M. Politis to wait before taking further action was a very natural observation coming from one who was a prudent man and a lawyer. But it was to be feared that it would not be well interpreted by the nations. Decisive formulæ were the jewels of the orator, who liked to think that a brief phrase, eloquently struck, would be accepted and engraved in bronze. But how fragile were these formulæ ; how easily they were destroyed under the shock of a nation's hope. The nations were willing to wait, but not to wait indefinitely. Men liked to believe that their best hopes could be realised during their short lives, and it was quite natural that they should make an effort to secure them. Personally, he believed that it was necessary to make a declaration of faith, to record the conviction that what was desired would take place and to express the intention of persevering until it was achieved.

This act of faith and loyalty he was prepared to perform on behalf of his country. His country had turned altogether towards peace. It had suffered atrociously in the past, and had been many times most cruelly a victim. It was unable to forget such facts.

It was ready to make any gesture which might be in favour of peace, and the gesture of disarmament was certainly not to be overlooked in this connection. When, however, it was objected that it was necessary to take certain precautions, who could say that it was wrong to do so ? And when he reminded the Assembly that it was a duty of the League of Nations to take them, who could reproach him for such a statement ?

The French delegation had entered upon that path with M. Paul-Boncour as its chief. He, personally, was convinced that, at a forthcoming conference, a great step would be made towards the solution of the problem. His colleague M. Scialoja, who, in delicate circumstances and with great courage, had so often given them good advice, which was always received with pleasure, had rightly said that the result of the recent Naval Conference did not in any way affect the prestige of the League. He himself had regretted, as Minister for Foreign Affairs, that he could not agree to participate in that Conference of three Powers. He had regretted that he had been obliged to notify to that effect the President of a great and noble country which he hoped to see one day in that Assembly. He had been convinced that such an enterprise, limited to certain Powers and conducted outside the League, even though it did not fail, could not at any rate succeed.

Only the efforts of the League of Nations could achieve a result. It was necessary that all the countries of the great, middle and small should participate in this act, which would perhaps be the most important act of the League. It was necessary that the act should bear the stamp equally of all countries, since war — who could now deny it ? — did not claim as its victims only those who were involved in it. Even those who were not involved had felt its disastrous consequences.

The great law of human solidarity appeared above the battlefield, and was imposed from afar even on those who did not fight. All the nations were attached to the same chain. All must bear it in common, in order that it might be more lightly borne. All must march against war, and make the same effort to render it impossible.

It was, of course, easy to be ironical at the expense of such words. On returning to his country, he expected to encounter glances in which there would be a spice of mockery. Such mockery, however, would not come from the people. Happily

a cette grande approbation anonyme et puissante dont on se sent soutenu quand on propage de telles idées.

Aussi gardera-t-il toute sa philosophie sous ces regards, bien que sous cette apparence de philosophie il reste passionné pour certaines idées: il lui suffit que sa conviction soit là et qu'on en sente la force.

On peut, en effet, ironiser sur la paix. Mais comme elle est puissante! Si l'on n'a pas peur des haussements d'épaule, la vertu mystique de ce mot agira bientôt.

La Société est attachée à une œuvre constructive, œuvre difficile. Parce qu'il faut l'unanimité pour assurer certaines résolutions, et qu'on ne peut pas toujours la réaliser, faut-il abandonner toute espérance? Non! Quand on entreprend une construction solide, juridique, comme les aiment M. Politis et M. Scialoja, et qu'on ne peut pas tout de suite aboutir, qu'on est obligé de s'arrêter, au deuxième ou au troisième étage d'une maison qui doit en avoir six ou vingt, faut-il renoncer? Non! Il faut persister dans une autre voie. Il faut exploiter une autre force de la Société des Nations: sa force de propagande.

Ici, M. Briand a le regret de se séparer un peu de M. Scialoja. Celui-ci a parlé du vœu que M. Sokal a développé avec beaucoup d'éloquence et d'émotion. Or, ne faut-il pas, quand chacun parle, connaître les préoccupations qu'il peut avoir au fond de son cœur? Ces préoccupations, il faut les comprendre et y participer. Et M. Scialoja a dit: «Ce vœu, mais c'est déjà le Pacte; c'est l'article 10: vous n'apportez rien de nouveau.» Or même s'il ne s'agit que d'un de ces vœux de congrès, que l'on juge platoniques, est-il inutile? Si, ne pouvant construire, on émet sous cette forme des espérances précises, c'est parce que l'on sait bien que ce n'est pas inutile. Ce vœu, ce cri éveillent des échos dans la conscience des individus. Il s'installe dans les cerveaux; il est répété partout, il fait son œuvre. Croit-on qu'il soit négligeable, dans une Assemblée comme celle-ci, que, sous une forme quelconque, juridique ou non, les délégations sentent sortir du cœur de cette Assemblée un grand élan vers la paix?

Sans doute, le Protocole était un grand effort; et M. Briand, qui y a participé, regrette qu'il n'ait pas pu se réaliser, mais il se rend compte des difficultés auxquelles se heurtent les autres. Sans doute, il est difficile de déterminer l'agresseur par une définition appropriée, et l'agression peut se dissimuler sous des apparences habiles. Faut-il à cause de cela abandonner tout espoir et les meilleurs cœurs, les plus nobles pays devront-ils se résigner à être constamment victimes? M. Briand ne le croit pas. Si difficile qu'il soit de définir l'agresseur, la chose n'est pas impossible. L'agression se manifeste par quelque chose: un coup de canon, c'est tout de même un coup de canon! On l'entend et souvent il laisse des traces. Celui qui l'a tiré le premier, on peut bien dire qu'il n'a pas fait un geste de paix. Et le désigner, devant le monde, dire: Ce sang, c'est lui qui l'a fait couler, — faire cela, c'est tout de même quelque chose!

Quand, le premier coup de canon tiré, la Société des Nations se dresse et dit: «Cessez le feu!», s'il en est un qui ne cesse pas le feu, on peut dire qu'il n'a vraiment pas un goût très vif de la paix!

A l'actif de la Société des Nations, il s'est passé un fait qu'autrefois on eût cru impossible. Un jour, M. Briand étant dans son cabinet, on lui a remis un télégramme. Il avait l'honneur d'être le président en exercice du Conseil de la Société des Nations. Deux peuples étaient aux prises: frontières franchies, coups de canons, coups de mitrailleuses. Dans l'état de méfiance, non encore dissipée où se trouvait l'Europe, que pouvait-il arriver? Il a convoqué le Conseil de la Société des Nations d'accord avec le Secrétaire général. Le lendemain, le Conseil était réuni et les deux pays intéressés étaient à la barre. Au nom du Conseil, le délégué de la France leur dit: «Cessez le feu, éloignez-vous les uns des autres; nous nous saisissons de votre conflit quand vous aurez fait ce geste». Il faut dire à leur honneur que,

there existed the great anonymous and powerful approval of the public by which one felt oneself supported in speaking on behalf of such ideas. He could therefore maintain a philosophic attitude in face of mockery, although, under that appearance of philosophy, he remained passionately devoted to certain ideals. It sufficed for him that his conviction was sure, and that the strength of this conviction was appreciated.

It was easy to be ironical at the expense of peace. But how powerful peace could be! It was only necessary to suppress all fear of mockery and the inherent force of the word would shortly take effect.

The League of Nations had a constructive task to perform, and it was a difficult task. Since unanimity was necessary for the adoption of certain resolutions, and since it was not always possible to achieve unanimity, was it necessary to abandon all hope? He did not think so. It was not necessary, when undertaking a solid legal structure, such as M. Politis and M. Scialoja admired, to renounce the enterprise, even though it was not possible immediately to succeed, and even though it was necessary to stop at the second or third storey of a house which, when completed, would have six or twenty storeys. It was necessary to persevere by other means. It was necessary to exploit another force of the League of Nations, namely, the force of propaganda.

He regretted that on this point he did not altogether share the views of M. Scialoja. M. Scialoja had spoken about the recommendations which M. Sokal had developed with such eloquence and feeling. It was necessary to realise the ideas which lay at the basis of that recommendation. It was necessary to understand those ideas and to share them. M. Scialoja had said that the recommendation was in effect the Covenant, that it was contained in Article 10 and did not involve anything new. But even though the recommendation were one of those congress recommendations which were considered to be platonic, was it entirely useless? If the Assembly, being unable to achieve constructive work, gave expression in that way to definite hopes, it would be because the Assembly very well knew that it was not useless to do so. That recommendation would awaken echoes in men's minds and would be everywhere repeated. It would have its effect. Was it contended that it was of small account in that Assembly that the delegations, in one form or another, legal or not, should give expression to a general aspiration towards peace?

Doubtless the Protocol was a great effort, and he who had participated in that effort regretted that it had not been possible to realise it. But he was well aware of the difficulties which the other nations had encountered. Doubtless it was difficult to determine the aggressor by means of an appropriate definition, and aggression might be cleverly masked. Was it for that reason necessary to abandon all hope, and must the noblest minds and the noblest countries resign themselves to being for ever victims? He did not think so. However difficult it might be to denounce the aggressor, the thing was not impossible. Aggression was indicated in some way. A cannon shot was, in any case, a cannon shot. It was heard, and it left traces behind it. It might at any rate be said that the nation which fired the first shot had not made a gesture of peace, and to indicate the party which had done so to the world, and to declare that it was that party which had first been guilty of bloodshed, was at any rate something.

When the first cannon shot had been fired, the League of Nations would immediately order a cessation of hostilities, and, if one of the parties refused to obey, it might be said that that party at any rate had no very clear disposition towards peace.

There had happened to the credit of the League of Nations an event which formerly had been thought impossible. There had come to him one day in his office a telegram. He had at that time the honour to be Acting President of the Council of the League of Nations. Two nations were at odds with one another. The frontiers had been crossed and there had been firing of guns and machine-guns. In the state of unrest, not yet removed, in which Europe stood, what might not have happened? He convened the Council of the League of Nations in agreement with the Secretary-General. On the following day, the Council had met and the two countries were called to give an account of themselves. On behalf of the Council, he had ordered them to cease fire and withdraw beyond reach of,

très vite, l'un et l'autre s'inclinèrent, les armées rebroussèrent chemin. Alors le Conseil leur dit: « Voulez-vous que nous soyons en juge de paix entre vous? » L'un et l'autre répondirent: « Nous acceptons. » Immédiatement après, des délégués de la Société des Nations s'en allaient sur le champ de bataille, transformé par cette espérance de paix, et la guerre était finie,

Quand une institution comme la Société des Nations a pu accomplir un tel geste en quarante-huit heures, M. Briand demande à ses détracteurs ce qui serait arrivé si la Société des Nations, dont l'intervention était secrètement désirée par l'une et l'autre des deux nations intéressées, n'avait pas été là.

Quand une Société qui s'est instituée au lendemain de la guerre, au milieu des pires difficultés, qui a à peine eu le temps de s'installer — qui n'est même pas encore installée, puisqu'on va seulement commencer à édifier les locaux qui devront l'abriter — quand, une Société comme celle-ci arrive à formuler une telle interdiction de guerre et à la faire respecter, est-ce que cela seul n'est pas la justification de son existence et son honneur?

Et lorsqu'après une guerre néfaste on voit sur les routes, derrière les carrioles chargées de leur pauvre mobilier, des vieillards, des femmes, des enfants, pauvres loques humaines, traînant leur existence désespérée le long des buissons du chemin, ne sachant pas où giter, ni s'il leur sera possible, ayant échappé à la guerre, d'espérer la vie, et que ces misérables viennent demander à la Société des Nations de leur rendre un foyer, une espérance de vie, car ils sont aussi de la chair de peuples, meurtrie par la guerre; et que l'on voit la Société des Nations se jeter sur cette occasion d'un cœur empressé, constituer sur-le-champ des comités, chercher de l'argent, en sorte qu'un an après, on peut voir ces foyers reconstitués. N'est-ce pas l'honneur de la Société des Nations d'avoir pu accomplir de tels gestes?

Cette famille internationale qui se constitue aura demain la possibilité de se faire respecter par la volonté libre de toutes les nations qui la composent; elles comprendront qu'elles doivent faire des sacrifices pour constituer la force de la Société des Nations.

Que l'on se rappelle les paroles courageuses du Dr Stresemann, représentant loyal d'un grand pays, qui a déclaré, devant quarante-sept nations réunies sous l'œil du monde entier, que: quand il a signé les accords de Locarno, son pays a décidé de ne recourir à la force ni dans l'est ni dans l'ouest de l'Europe, se tournant ainsi exclusivement vers les solutions juridiques.

De tels engagements, solennellement pris, il n'est pas facile de les négliger, dès lors qu'ils ont été enregistrés par les peuples.

En dehors des tribunaux physiques et des codes établis, il y a des règles morales, il y a un tribunal constitué par la science universelle. Et ces jugements-là ont leur poids. Après un engagement solennel de ne pas recourir à la guerre, aucun pays ne peut en déchaîner une sans se rendre l'avenir impossible, même s'il remporte ce qu'on appelle une victoire. Qui peut dire, après la dernière guerre, ce que c'est qu'une victoire? Le pays qui ferait cela serait marqué au front.

L'arbitrage fait des progrès et lorsque le Dr Stresemann a déclaré que l'Allemagne souscrivait, comme l'a fait la France, à l'article 36, toute l'Assemblée a applaudi ses paroles.

Il faut rechercher les solutions juridiques. La France s'est tournée vers elles, et non pas seulement en paroles.

Ainsi, tout récemment, un conflit étant né entre elle et un autre pays, qui a pris tout de suite un caractère inquiétant, la France est allée devant la Haute Cour de justice, considérant qu'il n'y avait pour un pays aucun déshonneur à chercher des juges. La France a perdu son procès. Naturellement, elle n'est pas contente. Mais elle accepte loyalement la décision. La France est bien décidée à persévérer dans cette voie.

Sa devise reste plus que jamais: « Tous vers la paix, par l'arbitrage ».

Sir George Foster PEARCE (Australie), après avoir rappelé que l'Australie n'était qu'un petit Etat au point de vue de la population et un Etat fort éloigné de l'Europe, fait remarquer que c'est cependant un grand pays mais incomplètement développé; si des milliers d'Australiens sont ensevelis dans les cimetières de guerre de l'Europe, il y a là une obligation pour

one another. He had said that the Council would deal with the dispute when this order had been carried out. It was to their honour that both parties very quickly bowed to this decision and that the armies withdrew. Then, when the Council had asked whether they desired it to act as arbiter between them, both had replied that they were prepared to abide by its decision. Immediately afterwards, delegates of the League of Nations had gone to the field of battle, transformed by this hope of peace, and the war was at an end.

An institution like the League of Nations has been able to accomplish such an act in forty-eight hours. He would ask its detractors what would have happened if the League of Nations, whose intervention was secretly desired by both the nations concerned, had not been there.

A Society had been set up on the morrow of the war in the midst of the greatest difficulties, with scarcely the time to equip itself, which was not even yet equipped, since only now was it proposed to build it a home. When a Society in that position succeeded in issuing such a prohibition against war, and in compelling respect for that prohibition, was not its existence justified and its honour vindicated?

Following a disastrous war, there had been seen on the roads, following the poor relics of their household goods, old men, women and children, painfully making their way from place to place without shelter, and not knowing whether it was possible for them, now that they had escaped from war, to hope for any further existence. These unhappy people came to the League of Nations, asking that their homes and lives should be restored to them, pleading that they had been overwhelmed by the tide of war. The League of Nations eagerly seized this opportunity. It immediately constituted committees and collected money, to such good purpose that a year later the homes of the refugees were reconstructed. Was it not to the honour of the League to have accomplished such deeds?

This international family, which was in process of constituting itself, would to-morrow be able to compel the free respect of all the nations composing it. The nations would understand that they must make sacrifices in order to build up the force of the League of Nations.

He would remind the Assembly of the grave words of Dr. Stresemann, the loyal representative of a great country, who had declared before forty-seven nations, assembled publicly before the whole world, that, when he had signed the agreements at Locarno, his country had decided not to resort to force either towards the East or towards the West of Europe, but would seek exclusively legal solutions for its disputes. It was not easy to neglect such engagements, solemnly undertaken, when they had been registered by the nations. Beyond physical tribunals and established codes, there were moral rules, and there was a tribunal constituted by the universal conscience. These judgments had their weight. After a solemn engagement not to resort to war, no country could let war loose upon the world without preparing for itself an impossible future, even though it gained what was called a victory. Who could say after the last war in what a victory consisted? The country which did such a deed would be marked with the brand of Cain.

Arbitration was making progress, and when Dr. Stresemann declared that Germany would subscribe, as France had done, to Article 36, the whole Assembly had applauded his words.

It was necessary to seek legal solutions. France had turned in that direction, and not only had she spoken in their favour. Thus, quite recently, when a dispute had arisen between France and another country which had immediately assumed a disquieting character, France had gone before the High Court of Justice, considering that it was no dishonour for a country to go in search of a judge. France had lost her case. Naturally, she was not pleased, but she had loyally accepted the decision.

France was fully resolved to persevere in this path. Her motto more than ever might be expressed in the words: " Let us all advance towards peace through arbitration ".

Sir George Foster PEARCE (Australia), after reminding the Assembly that Australia was a small State from the point of view of population and far removed from Europe, said that it was nevertheless a large country only partially developed. The thousands of Australians who lay buried in the war cemeteries of Europe constituted an obligation on the part of Australia

l'Australie de faire tous ses efforts pour rendre impossibles à l'avenir de pareilles calamités. Tel est le devoir sacré de la Société des Nations, et toute proposition susceptible de conduire vers ce but mérite pleine et entière considération. Rien ne porterait plus atteinte à la confiance du public en la Société des Nations qu'une hésitation sur ce point ou la manifestation d'un simple désir d'acquiescer à des mouvements changeant d'opinion.

Il est à peine croyable que, moins de dix ans après la fin de la plus grande guerre enregistrée par l'histoire, les représentants de presque toutes les grandes nations qui ont été antagonistes dans la lutte se rencontrent maintenant amicalement dans l'Assemblée et s'efforcent ensemble de trouver le chemin du désarmement et de la paix. Le Protocole dont le projet a été élaboré par l'Assemblée en 1924 n'a pu s'assurer tous les concours nécessaires pour rendre son adoption possible, et la Société a dû en conséquence poursuivre son enquête dans d'autres domaines. Un certain progrès a été réalisé par la Commission préparatoire, mais la tâche de celle-ci n'est pas terminée et aucune proposition précise n'a pu être soumise à l'Assemblée. Si l'on adoptait la proposition faite par la délégation des Pays-Bas, et si la Société se mettait en conséquence à discuter à nouveau les principes mêmes du Protocole, il semblerait, selon lui, que l'Assemblée abandonnât l'étude d'un plan de désarmement au moyen d'accords et qu'elle désirât revenir aux principes formulés antérieurement. Une telle procédure trahirait une incertitude et un manque de confiance, car il n'est nullement certain que le Protocole constitue l'idéal de perfection que d'aucuns croient voir en lui.

L'Australie est probablement le seul pays à avoir appliqué le principe de l'arbitrage obligatoire dans le domaine économique. Des Cours d'arbitrage ont été établies avec le pouvoir de promulguer des sentences et de rendre leur application obligatoire. Et lors de la discussion de ces mesures législatives, on a eu recours aux mêmes arguments et aux mêmes raisons que ceux dont il a été fait état en faveur de l'adoption du Protocole.

Le terme même d'arbitrage obligatoire, cependant, présuppose du mauvais vouloir et des différends, ainsi qu'une décision imposée par force. Bien que le système d'arbitrage industriel en Australie n'ait nullement fait faillite, on ne saurait considérer que le succès soit complet, car ce système encourage les organisations d'employeurs et d'employés à créer des armées distinctes, lesquelles ont tendance à considérer l'une l'autre avec hostilité et suspicion. En raison même de ces résultats, l'opinion publique en Australie se détache actuellement du principe de l'obligation pour se rapprocher de celui de la conciliation.

Le but de la Société des Nations ne doit pas être de régler les différends mais d'essayer d'empêcher que ces différends se produisent, et, au cas où il s'en produirait, d'encourager des mesures qui soient de nature à empêcher ces différends de dégénérer en conflits et de rendre indispensable son intervention ou celle de la Cour permanente de La Haye. La Société se doit d'encourager le règlement des différends par des négociations à l'amiable, sans recours à elle, sauf en cas d'échec.

Au surplus, on est en droit de douter que les nations soient dès maintenant préparées dans tous les cas et pour n'importe quelle question à se soumettre, elles et leur cause, à l'arbitrage obligatoire. A dire vrai, il y a certaines questions qui ne sauraient lui être soumises. Les Membres de la Société doivent donc poursuivre leur étude du désarmement au moyen d'accords, et, si l'on désire de part et d'autre le succès avec sincérité, on est assuré de réussir.

Le délégué de l'Australie s'associe de tout cœur aux éloges adressés par les orateurs précédents à la Conférence économique et à son œuvre. L'Australie se trouve dans une situation tout autre que la plupart des pays représentés à l'Assemblée, qui ont eu une longue suite de siècles pour développer et étendre leurs industries et amasser les capitaux nécessaires à leur développement. L'Australie n'a guère eu, en somme, qu'un siècle pour se développer. Elle ne peut guère se contenter de jouer le bûcheron et le porteur d'eau des autres pays. L'Australie a appris pendant la guerre à pourvoir elle-même à tout ce qui est nécessaire à la vie et à la sécurité nationales, mais la liberté du commerce et de l'immigration doit être conditionnée par des mesures assurant, ou à peu près, l'égalité des niveaux d'existence et des conditions économiques. Par conséquent, tout en s'efforçant de rendre justice à la Conférence économique et à ses résultats, l'Australie se réserve la faculté de sauvegarder sa vie économique et nationale, et cette réserve est reconnue par le Pacte comme constituant un droit pour toute nation.

La séance est levée à 12 h. 30.

to do her utmost to make such terrible calamities impossible in the future. This was the solemn duty of the League of Nations and every proposal which might achieve it should be most fully considered. Nothing would impair more the confidence in and respect for the League than vacillation or the exhibition of a desire to bow to passing phases of public opinion.

It was scarcely possible to believe that, within ten years of the close of the greatest war in history, representatives of nearly every great nation that had been antagonists in that struggle were now meeting in friendship in the Assembly and striving to find the way to disarmament and peace.

The Protocol which had been drafted by the Assembly in 1924 had not been able to command the necessary support to enable it to be adopted and the League had in consequence explored other fields. A certain degree of progress had been achieved by the Preparatory Commission, but its task was not ended and therefore no definite proposals were before the Assembly. To adopt the proposal made by the Netherlands Government that the League should begin a re-examination of the principles of the Protocol would, he thought, constitute a declaration on the part of the Assembly that it had abandoned the investigation of a plan to disarm by agreement and desired to revert to former principles. To do so would exhibit uncertainty and lack of confidence, for it was even doubtful whether the Protocol was that counsel of perfection which some thought it.

Australia was probably unique in having applied the principle of compulsory arbitration to industrial affairs. Courts of arbitration had been established, empowered to promulgate awards and to secure their compulsory enforcement, and, when such legislation had been discussed, the same arguments and reasons that had been urged on behalf of the adoption of the Protocol had been put forward.

The very term "compulsory arbitration", however, implied ill-will and disputes and the imposition of a decision by force. While the industrial arbitration system of Australia had not failed, it could not be hailed as an unqualified success, for it had encouraged the organisations of employers and employees to create separate armies tending to regard each other with hostility and suspicion. In view of these results, opinion in Australia was turning from the principle of compulsion towards the principle of conciliation.

The aim of the League should be not to settle disputes but to try to prevent disputes arising, and, in the event of their arising, to encourage measures which would prevent differences from growing into disputes, and thus causing its intervention or that of the Permanent Court at The Hague. The League should encourage the settlement of differences by friendly negotiation, without recourse to it, unless such negotiations failed.

Further, it might well be asked whether nations would be prepared in every contingency and on every question to submit themselves and their cause to compulsory arbitration. To be candid, there were certain questions which could not be so submitted. Members of the League should therefore pursue the study of disarmament by agreement and, if sincere desire to succeed were expressed, success would be achieved.

He would associate himself with the appreciation expressed by previous speakers of the work of the Economic Conference. Australia was in a somewhat different position from most countries represented at the Assembly, which had had many centuries in which to develop and extend their industries and build up the accumulations of capital necessary for their development. Australia had had for the most part less than a century in which to develop, and could not rest satisfied with being merely a hewer of wood and a drawer of water for the older countries. Australia had learned during the war to supply herself with the essentials of national life and security, but freedom of trade and immigration must be conditioned by something approaching equality of standards of living and of economic status. While undertaking, therefore, earnestly to consider the results of the Economic Conference, Australia reserved the power to safeguard her national and economic life, for such a reservation was recognised by the Covenant to be the right of all nations.

The Assembly rose at 12.30 p.m.

III. ONZIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

Tenue à la Salle de la Réformation, le samedi 10 septembre 1927, à 16 heures 30.

Suite de la discussion générale du rapport à la huitième session ordinaire de l'Assemblée sur l'œuvre du Conseil, sur le travail du Secrétariat et sur les mesures prises pour exécuter les décisions de l'Assemblée.

Sir Austen CHAMBERLAIN (Empire Britannique) se serait personnellement contenté de voir la discussion générale, en ce qui concerne ces grandes questions d'intérêt mondial auxquelles elle a été principalement consacrée, se clore sur le discours du ministre des Affaires étrangères d'Allemagne et sur la réponse du ministre des Affaires étrangères de France. Mais le silence du délégué de l'Empire Britannique pourrait être mal interprété; de plus, il tient à joindre son hommage à celui que M. Briand a rendu au talent d'homme d'Etat, à la largeur d'esprit et au courage du ministre des Affaires étrangères du Reich qui, une fois de plus, s'est montré le champion de l'apaisement et de la paix; il a tenu aussi à nommer, en même temps que le Dr Stresemann, le ministre des Affaires étrangères de France qui, avec le même courage, la même hauteur de vues et la même sagacité, a une fois encore pris la main qui lui était tendue et a tenu à prononcer un vœu solennel de paix entre les deux grandes nations.

N'a-t-on pas entendu, au début de la session, murmurer des paroles d'anxiété? N'a-t-on pas suggéré que la Société perdait de son autorité, qu'au lieu de progresser elle allait en arrière, et que la paix était moins solide aujourd'hui qu'il y a quelque temps? Les discours du Dr Stresemann et de M. Briand seront la réponse à cette crainte impie. La force de la Société, la vigueur de notre résolution à tous de l'utiliser dans le grand œuvre de la paix internationale n'ont pas diminué, et au contraire la discussion qui a eu lieu a confirmé et revivifié l'une et l'autre.

Le représentant britannique accueille avec plaisir la motion du délégué de la Pologne, non que cette motion contienne quoi que ce soit de nouveau, mais parce que, une fois de plus, elle invite toutes les délégations à se joindre aux représentants de la France et de l'Allemagne dans la résolution solennelle de persévérer dans les voies de la paix et de fuir le chemin de la guerre.

A continuer sur ce ton, le délégué britannique risquerait de s'exposer aux critiques que le délégué de la Norvège formulait quelques jours plus tôt, lorsqu'il disait que les membres de l'Assemblée passaient trop de temps à échanger des compliments. Le délégué britannique, en tout cas, le félicite de ne pas être lui-même tombé dans cette erreur: en effet, M. Hambro a critiqué le Conseil, et il n'a pas épargné l'Assemblée, dont il a condamné les procédés ténébreux. Il a même cru devoir critiquer la composition d'autres délégations et regretter qu'elles comprennent tant de diplomates. Sir Austen Chamberlain ne saurait se rallier à cette critique. La Société doit trop aux diplomates pour qu'il veuille les voir ici en moins grand nombre. Il se contentera de rappeler les noms du vicomte Ishii et de M. Quiñones de León, qui ne sont plus là ni l'un ni l'autre pour des raisons différentes: ces noms suffisent pour dire avec éloquence toute l'importance de la contribution qu'ont apportée à l'œuvre de la Société les diplomates membres du Conseil et de l'Assemblée. Si les diplomates apportent dans les discussions de l'Assemblée quelque chose de cette suavité de langue, de ce respect pour le point de vue d'autrui, qui sont de pratique courante en diplomatie, les débats de l'Assemblée ne perdront de ce fait rien de leur force ou de leur virilité.

Mais une critique plus sérieuse a été faite par M. Hambro, à laquelle M. Briand a déjà répondu, mais à laquelle sir Austen Chamberlain est sensible car, si la crainte de suspicion exprimée par M. Hambro était largement partagée, cela pourrait faire beaucoup de tort à la Société des Nations. Il s'agit du sentiment qui s'est fait jour que les représentants de certaines grandes Puissances essayaient, dans leurs réunions, de soustraire au Conseil et à l'Assemblée les décisions qui sont de leur compétence exclusive et de substituer une manière de cabale occulte au Conseil même de la Société des Nations. Cependant, cette critique peut-elle être adressée aux représentants des grandes Puissances et à eux seuls? N'y a-t-il à Genève d'autres réunions que celles de MM. Stresemann, Briand, Scialoja, Vandervelde

III. ELEVENTH MEETING

Held at the Salle de la Réformation on Saturday, September 10th, 1927, at 4.30 p.m.

Continuation of the General Discussion of the Report to the Eighth Ordinary Session of the Assembly of the League of Nations on the Work of the Council, on the Work of the Secretariat, and on the Measures taken to execute the Decisions of the Assembly.

Sir Austen CHAMBERLAIN (British Empire) said that he would have been well content to close the general debate on the great questions of worldwide interest with which it had been chiefly concerned upon the speech of the Foreign Minister of Germany and the reply of the Foreign Minister of France. But his silence might be misinterpreted, and, besides, he desired to join his tribute to that paid by M. Briand to the statesmanship, large-mindedness and courage of the Foreign Secretary of the Reich, who once again had shown himself a champion of appeasement and peace, and to name with him the Foreign Minister of France himself, who, with the same courage, the same foresight and sagacity had once again taken the hand that was stretched out to him and registered a vow of peace between the two great nations.

Had there been whispers of anxiety earlier in the session? Did voices suggest that the League was losing its authority; that, instead of making progress, it was moving backward, and that peace was less secure now than a little time ago? The speeches of M. Stresemann and M. Briand were the answer to these recreant fears. The strength of the League — the strength of the resolve of all, to use it in the great work of international peace, had had no setback and, the discussion confirmed and strengthened both.

He welcomed the motion of the honourable delegate of Poland, not because it said anything new, but because once again it invited all to join with the representatives of France and Germany in the solemn resolution to pursue the ways of peace and to eschew the path of war.

To continue on this line would perhaps expose him to the criticism which the first delegate of Norway had made some days previously when he had expressed the opinion that Members were too much given to exchanging compliments among themselves. At any rate, Sir Austen Chamberlain could congratulate him on not having fallen into that error. M. Hambro had found fault with the Council; nor had he spared the Assembly, whose underhand ways he had held up to condemnation. He had even thought it necessary to criticise the composition of other delegations, and to regret the presence of so many diplomats. Sir Austen Chamberlain could not agree with that criticism. The League owed too much to diplomats for him to wish their number less than it was. He would mention Viscount Ishii and M. Quiñones de León — no longer present for various reasons — those two names spoke for all that the diplomatic members of the Council and the Assembly had been able to contribute to the League's work; if diplomats brought into the Assembly's discussions something of the suavity, something of the consideration of the point of view of others which they practised in diplomacy, the Assembly's debates would lose nothing either in their force or virility.

A more serious criticism had, however, been made by M. Hambro. M. Briand had already replied to it, but it was one to which Sir Austen Chamberlain was sensible, for if the fear or suspicion expressed by M. Hambro were widely shared, it would do grave injury to the League. He would refer to the suggestion that, in the meetings of some of the representatives of great Powers, there was some attempt to withdraw from the Council or the Assembly the decisions which properly belonged to them and to them alone, and to substitute a kind of inner cabal for the Council of the League itself. Why, however, were the representatives of the great Powers and they alone to meet with this criticism? Were there no other meetings held in Geneva except those in which Dr. Stresemann,

et Chamberlain ? Ils ont entendu les rumeurs qui circulent dans les couloirs; tous les autres Membres de la Société peuvent se réunir comme et quand ils le désirent et l'on trouve tout naturel et parfaitement justifié qu'il en soit ainsi. Pourquoi dès lors refuser aux grandes Puissances seules, le droit de se réunir en conversations amicales en vue de développer leurs relations mutuelles. Si l'Assemblée croit que dans ces réunions ces Puissances s'occupent principalement de discuter l'œuvre du Conseil, l'Assemblée se trompe totalement, car elles ont de nombreuses affaires qui leur sont propres et dont elles espèrent n'avoir jamais à importer le Conseil parce qu'elles pourront les régler entre elles; et si parfois, rarement, parmi les sujets en discussion, il en est un qui concerne l'ordre du jour du Conseil, sir Austen ose affirmer que leur effort tend à faciliter, non certes à entraver, l'œuvre que le Conseil doit accomplir ensuite. Il rappelle à l'Assemblée que quelles que soient les décisions que prennent entre elles ces Puissances, rien dans leurs décisions ne leur donne le pouvoir de limiter en aucune façon la liberté que possède tout autre Membre du Conseil de lui soumettre les questions qu'il juge nécessaires, et rien dans les décisions de ces Puissances ne peut avoir d'effet qu'en ce qui les concerne à moins d'obtenir la ratification du Conseil tout entier: Sir Austen Chamberlain tient à insister sur ce point parce qu'il désire vivement la bienveillance et la confiance de l'Assemblée envers lui-même et envers le pays qu'il représente, et aussi parce que tout ce qui tend à semer la méfiance et la discorde entre le Conseil et l'Assemblée est nécessairement destructif dans l'influence de ces organismes et nuisible à la vigueur et à l'utilité de la Société des Nations. L'orateur pense à examiner les questions jumelles de la sécurité et du désarmement. Il serait inutile de prétendre que l'échec de la Conférence tripartite pour le désarmement naval n'a pas causé dans le monde une certaine inquiétude, sévèrement la crainte que cet échec partiel puisse être le prélude à un échec plus considérable du Comité préparatoire de la Société des Nations. Nul ne regrette plus que la Grande-Bretagne l'absence d'accord dans la Conférence tripartite. Mais de cette absence même, il est possible de tirer un certain espoir et, avec l'aide du temps, de parvenir à un succès. Il est possible de tirer un encouragement du fait même que trois grandes Puissances se sont réunies pour discuter une question aussi vitale et, quoique soutenant des thèses contraires et inconciliables, elles aient pu continuer à discuter sous les yeux du public, souvent même desservies par la presse, et que quand finalement elles ont été dans l'impossibilité d'arriver à un accord, leurs relations de cordiale amitié et de respect mutuel soient demeurées intactes ainsi que leur confiance dans leurs intentions pacifiques réciproques; l'échec même de cette conférence ne comporte-t-il pas une leçon ? Sir Austen Chamberlain dit qu'il a pris part à une grande conférence qu'il considère autant que M. Briand, comme l'honneur de sa carrière; or, cette conférence a été précédée par neuf mois de préparation minutieuse. Et, malgré cela, ceux qui ont pris part à cette conférence connaissent les difficultés qui ont dû y être surmontées avant que les traités de Locarno n'aient pu être signés. Ces traités ont favorisé, ainsi que l'a rappelé le Dr Stresemann, l'entrée de l'Allemagne dans la Société des Nations. Ne se peut-il pas que l'impossibilité d'obtenir un accord dans la Conférence tripartite ne soit due à un certain manque de préparation, à l'absence de base préalable d'accords qui ont rendu stériles toutes les discussions au sein de cette conférence ? Et l'Assemblée ne voit-elle pas en cela une incitation à la patience, à une méthode de travail plus lente mais plus sûre ?

La Grande-Bretagne ne le cède à aucun autre pays dans le désir de voir s'opérer une véritable et importante réduction des armements. Le délégué britannique rappelle à ce sujet une phrase que M. Clemenceau a tracée dans l'album que la France a remis dernièrement à la Grande-Bretagne: « S'aimer, ce n'est pas se le dire, c'est se le prouver ». L'intérêt que porte la Grande-Bretagne au désarmement existe non seulement dans les mots, mais aussi dans les faits. Elle l'a démontré par ses actes. Aussitôt la paix établie, l'armée britannique a été ramenée à des effectifs inférieurs à ceux d'avant-guerre, aux forces strictement suffisantes pour répondre aux lourdes responsabilités qui pèsent sur la Grande-Bretagne dans tant de parties du monde. Sa flotte actuelle n'est pas comparable à ce qu'elle était avant la guerre. D'année en année, le budget des forces armées de Grande-Bretagne a été en décroissant. Quel Etat, ayant comme la Grande-Bretagne, la suprême responsabilité de maintenir la paix dans tant de pays aussi éparpillés et dont les situations sont si différentes, aurait fait davantage ? Y a-t-il même un pays

M. Briand, M. Scialoja, M. Vanderveelde and himself took part ? He had heard the rumours of the lobbies. All other Members of the League could meet as and when they pleased, and it was thought natural and proper that they should do so. Why then do the great Powers alone was it refused to meet in friendly converse in order to improve their mutual relations ?

If the Assembly thought that in those conferences those Powers had been occupied in the main in discussing the work of the Council, the Assembly was mistaken. They had many affairs of their own with which it was their hope that they might never have to trouble the Council, because they would settle them among themselves, and if, on any rare occasion, among the subjects discussed there had been one which concerned the agenda of the Council, he would venture to say that the work which they had done, instead of impeding, had facilitated the work which it still remained for the Council to do. He would remind the Assembly that, whatever those Powers decided among themselves, nothing that they could do should or could limit in any way the freedom of every other Member of the Council to bring what subject he liked before that body. Nothing could have any effect, among those Powers, unless it was approved by the whole Council.

He would emphasise this point because he desired the goodwill and the confidence of the Assembly for himself and for the country which he represented, and because anything which tended to sow distrust or dissent between the Council and the Assembly must be destructive of the influence of both and injurious to the vigour and the usefulness of the League.

He would next refer to the twin questions of security and disarmament. It would be idle to pretend that the failure of the recent Three-Power Conference on Naval Disarmament had not caused a certain disquiet and anxiety lest the failure to reach agreement should be the prelude only to a larger failure in the Preparatory Commission of the League. No one could regret more than Great Britain the failure to reach agreement in the Three-Power Conference. But even from failure it was possible to draw hope and in time win success. It was possible to find encouragement from the fact that three great Powers should have met to discuss so vital a question, that they should have found themselves sustaining opposite and irreconcilable theses, that they should have carried on discussions under the eye of the public, not always helped by the Press, and that, when after all they had been unable to agree, their cordial relations of amity and respect should have remained unimpaired and their confidence in the peaceful intentions of each other have received no check. Had not the failure of that Conference been perhaps a lesson ? Sir Austen Chamberlain had taken part in one great Conference — which he would, like M. Briand, always regard as the honour of his career — and this Conference had been preceded by nine months of anxious preparation. Even then, those who had taken part in it knew what difficulties had had to be overcome before the treaties of Locarno had been signed. Those treaties had helped, as Dr. Stresemann had said, to make Germany a Member of the League. Might it not be that the failure to agree in the Three-Power Conference came from a lack of preparation, and from failure to secure a sufficient basis of agreement beforehand, thus rendering the discussions of the Conference futile ? Could not the Assembly take from this the resolution to be patient, to work surely, even if slowly ?

Great Britain yielded to no one in its desire to see a real and a large restriction of armaments. He would recall a sentence which M. Clemenceau had written in the album which had been lately presented by France to Great Britain: " S'aimer ce n'est pas se le dire, c'est se le prouver ". Great Britain's interest in disarmament lay not only in words, but also in the facts. She had proved it by her deeds. The British army had been reduced immediately, peace had been secured to less than its pre-war level, to a strength which was only sufficient to discharge Great Britain's great responsibilities in so many parts of the world. Her navy could not be compared with the navy which she had maintained before the war. Year by year, the budget for the armed forces of Great Britain had grown less. What State, carrying Great Britain's load of responsibility for the peace of so many and such scattered countries, in such varied conditions, would have done more ? Was there any country that would have done as much ? Great Britain's interest was shown by the risks that she

qui en aurait fait autant ? L'intérêt que la Grande-Bretagne prend au désarmement, elle le montre par les risques qu'elle a assumés et qu'elle assume en ce moment en opérant les réductions qu'elle a déjà consenties. Loin de lui la pensée de soutenir qu'il n'y a pas pour la Grande-Bretagne de contribution nouvelle à apporter à la cause du désarmement et de la paix. Il y a à peine deux jours, il déclarait devant le Conseil que son gouvernement acceptait en principe — si d'autres nations s'acquittaient de ce qui les concernait et si les efforts conjugués produisaient une limitation substantielle des armements — la proposition finlandaise tendant à ce qu'il soit constitué un fond spécial ou une garantie, destiné à accorder une assistance financière aux Etats victimes d'une agression. On demande aujourd'hui à la Grande-Bretagne de faire plus encore. Il avait espéré, au moment de cette déclaration, que certains de ceux qui insistaient auprès de la Grande-Bretagne en auraient au moins fait autant qu'elle et qu'il lui aurait été donné d'entendre au Conseil au moins une voix exprimer la résolution immédiate de son gouvernement de joindre ses efforts à ceux de la Grande-Bretagne.

En ce qui concerne l'arbitrage, l'Assemblée doit songer à la situation toute particulière de l'Empire Britannique, vaste communauté de nations égales et libres, ayant chacune leur autonomie, toutes unies dans la plus ancienne société pacifique du monde. Il est malaisé à un empire ainsi constitué d'assumer toujours les obligations que peut accepter sans hésitation un Etat homogène, d'un seul tenant, et s'exprimant par la voix d'un gouvernement unique.

Il ne serait pas bien pour l'Empire Britannique d'assumer des obligations sans avoir non seulement l'intention, mais aussi le pouvoir de les exécuter. On accuse parfois la Grande-Bretagne de rester en arrière. On laisse entendre que, parce qu'elle ne peut participer à tous les plans que l'on élabore, elle arrête les progrès de la Société et met des obstacles sur son chemin. Mais que l'Assemblée pense à ce que la Grande-Bretagne a fait. A-t-elle signé plus de traités d'arbitrage que l'Italie ou que n'importe quel autre pays ? Il l'ignore, mais il croit que son pays a soumis à l'arbitrage plus de graves problèmes que tout autre pays du monde. Récemment encore, le Conseil s'est occupé pendant passablement de temps du problème de la frontière à assigner à l'Irak. La Grande-Bretagne a admis le Conseil de la Société non comme conciliateur mais comme juge, et s'est engagée d'avance à accepter et à suivre la décision du Conseil, quelle qu'elle puisse être. Cette décision a été rendue en sa faveur, et cet arrêt même, elle s'en est servie pour ouvrir des négociations avec la Turquie, à laquelle elle a fait des concessions qui ne lui étaient pas demandées par le Conseil, afin de rendre ainsi acceptable à l'autre partie une sentence qui, si elle avait dû être exécutée d'une façon rigide, aurait pu être difficilement acceptée sans amertume par la Turquie.

Pour ce qui est de la sécurité, le sujet est encore plus difficile à traiter pour le représentant de l'Empire Britannique, parce qu'il s'adresse à un auditoire de délégués, qui en majeure partie considèrent que ce Protocole dont on a tant parlé convient parfaitement bien à leur situation et ne peuvent comprendre pourquoi d'autres ne sauraient accepter ce qui leur paraît si avantageux à eux-mêmes. Mais la Grande-Bretagne n'a-t-elle donc rien fait pour la sécurité ? D'abord, elle a accepté toutes les obligations du Pacte, en commun avec les pays ici représentés et il supplie l'Assemblée de ne pas jeter de doute sur l'étendue ou sur le caractère sacré des obligations que tous ont contre-signées. Les membres de l'Assemblée doivent avoir un peu plus de confiance et dans ce qui a été fait et en eux-mêmes. L'Assemblée ne semble vraiment pas se rendre compte combien l'œuvre de consolidation de la paix a déjà progressé.

La Grande-Bretagne a fait plus que d'accepter toutes les obligations du Pacte. Elle a été partie aux négociations de Locarno, contribuant ainsi à donner vie à ce système de traités qui, soit à l'est soit à l'ouest, sont reconnus comme étant la sauvegarde et la garantie du maintien de la paix. La Grande-Bretagne a donné sa garantie aux traités qui protègent les frontières de l'ouest, et elle l'a fait en pleine connaissance des responsabilités qu'elle encourait. Le représentant de l'Empire Britannique se permit une incursion dans l'histoire, sans nulle intention de ressusciter de vieilles controverses ou de formuler un blâme à l'adresse de quiconque. Un jour, il y a de cela de longues années, la Grande-Bretagne a signé un traité garantissant l'intégrité de la Belgique. Cette intégrité ayant été attaquée, immédiatement le peuple britannique s'est uni pour tenir la parole donnée et remplir l'engagement pris. La fleur de sa jeunesse s'est élancée sous les drapeaux, et c'étaient là

had and was taking by the reductions which she had already made. He would certainly not maintain that there was no further contribution that Great Britain could make to the cause of disarmament and peace. Only two days previously, he had declared, before the Council, the acceptance by his Government in principle, and provided that others would do their share, and that the joint effort produced a real limitation of armaments, of the Finnish proposal to constitute a fund or guarantee for giving financial assistance to a State which was the subject of aggression. Great Britain was to do more. He had hoped, when making that statement, that some of those who were urging on Great Britain would at least have done the same as she, and that he would have heard from at any rate one voice on the Council the immediate resolution of his Government to join in Great Britain's efforts.

With reference to arbitration, the Assembly should bear in mind the special conditions of the British Empire, which was a great community of free and equal nations, each autonomous, united in the oldest league of peace in the world. It was not easy for an empire so constituted always to accept the obligations that could be readily undertaken by a State homogeneous, compact, and speaking by the voice of but a single Government.

It would not be right to accept obligations unless the British Empire not only had the intention but knew that it had the power to fulfil them. Great Britain was sometimes thought backward. There was an under-current of suggestion that, because she could not participate in all the plans that were framed, she was stopping the progress of the League and was an obstacle in its way. The Assembly should think of what Great Britain had done. Whether she had signed more treaties of arbitration than Italy or any other country, he did not know, but he thought that Great Britain had arbitrated more grave problems than any other country in the world. The Council of the League had recently been occupied for no small time with a decision as to what was to be the frontier of Iraq. Great Britain had accepted the Council of the League not as conciliator but as a judge, and had bound herself in advance to accept and to obey the decision of the Council whatever it might be. The decision had been rendered in her favour and that very award had been used by her to open negotiations with Turkey and to make concessions that had not been required by the Council, so as to make acceptable to Turkey an award which, rigidly enforced, she might have found it difficult to regard with anything but dislike.

As to security, his task was more difficult because he spoke to an audience the great part of which found the famous Protocol exactly suitable to their conditions and could not understand why anyone else should be unable to accept what was so advantageous to them. But had Great Britain really done nothing for security ? In the first place, she had accepted all the obligations of the Covenant, which were common to them all; and he would most earnestly implore the Assembly not to cast doubt on the extent or the sacredness of the obligations which all had signed. Members of the Assembly should have a little more confidence in what had been done and in themselves. The Assembly appeared scarcely to realise how far the work of consolidating peace had already gone.

Great Britain had done more than accept all the obligations of the Covenant.

She had been a party to the negotiations at Locarno and had thus helped to bring into existence that system of treaties which, whether on the west or on the east, were recognised as the safeguard and the guarantee of the maintenance of peace. Great Britain had given her guarantee to the treaties which protected the frontiers of the west and had done so knowing the responsibilities which she undertook. He would touch for a moment on history, though not in order to awake old controversies or to suggest blame. Once, long years previously, Great Britain had signed a treaty of guarantee of the integrity of Belgium. That integrity had been attacked and immediately the people of Great Britain had united to uphold their word and fulfil their pledge. The flower of their youth had flocked to the colours and volunteers — not only the youth

des volontaires venant non seulement de l'Angleterre mais de chacun des Dominions, de l'Inde, de chaque colonie, de chacune des communautés britanniques éparpillées dans le monde entier. La jeunesse et l'espoir de l'avenir se sont avancés pour faire honneur à la signature que la Grande-Bretagne avait engagée pour l'intégrité et la sécurité de la Belgique. On sait ce que cela a coûté: un million des hommes de l'Empire Britannique. L'espoir de cet empire est enterré dans les champs de France et de Flandre, à Gallipoli comme en Palestine et en Irak, ou bien est enseveli au fond de l'océan. La Grande-Bretagne sait donc ce que c'est que de donner une garantie et de la faire respecter. Elle sait le prix qu'elle pourrait être appelée à payer une autre fois.

Malgré tout, pour la cause de la paix, pour réunir entre elles trois nations et leur donner un sentiment de sécurité qui rende un accord possible, la Grande-Bretagne a, une fois de plus, engagé sa parole, pour le cas d'une agression sur les frontières de l'ouest, à l'Allemagne, à la France, à la Belgique, de répéter en leur faveur, suivant le cas, ce qu'elle avait fait précédemment pour faire honneur à ses engagements.

On lui demande de faire encore plus, mais certains membres de l'Assemblée ne pourraient-ils pas d'abord en faire autant avant d'insister pour que la Grande-Bretagne fasse davantage. N'y a-t-il pas d'autres frontières troublées à protéger, à garantir de la même façon que la Grande-Bretagne l'a fait pour les frontières occidentales de l'Europe, de façon à permettre à deux autres nations qui se regardent actuellement avec crainte ou suspicion, de s'entendre et de conclure un accord? On invite la Grande-Bretagne à donner pour toutes les frontières la garantie qu'elle a donnée pour l'une d'entre elles par le Traité de Locarno. On demande par là l'impossible. La force de la Grande-Bretagne a beau être grande, elle ne suffirait pas à pareille tâche et, si sir Austen donnait à l'Assemblée l'espoir de voir son pays assumer une obligation aussi vaste, il la tromperait sciemment, car si l'Angleterre devait entreprendre, dans l'état actuel du monde et en ce moment les obligations de ce genre, elle ne pourrait pas les tenir. Demander à l'Angleterre un engagement de ce genre signifie lui demander le démembrement de l'Empire Britannique.

Sir Austen affirme ne le céder à personne en ce qui concerne son dévouement pour la Société des Nations, mais il ne peut consentir, même pour cette Ligue des Nations, à détruire la ligue plus restreinte mais plus ancienne dont la Grande-Bretagne a été le berceau et dont elle reste le centre.

L'orateur prie le premier délégué des Pays-Bas d'entendre son appel et de penser à ce qui est en jeu lorsque l'on demande de reprendre le principe du Protocole sans rouvrir la discussion à son sujet. Il y a d'ailleurs, lui semble-t-il, une certaine contradiction dans la proposition de la délégation hollandaise, car il est évidemment impossible d'en revenir aux principes du Protocole sans ouvrir à nouveau la discussion que ces principes comportent. Que l'Assemblée garde le vif espoir de voir le Protocole renaître et ses principes, avec le temps, prévaloir intégralement et universellement! mais quelle pourrait être l'utilité et quelles ne pourraient être les conséquences néfastes d'une reprise; les discussions orageuses au sein de l'Assemblée, avant d'avoir une indication quelconque d'un changement dans l'état des esprits d'un côté ou de l'autre. Toutes les vieilles controverses, toutes les anciennes divergences d'opinions subsistent à l'heure actuelle. Il n'y a aucune possibilité tant que d'un côté ou de l'autre — ou même des deux côtés — il n'y aura pas un rapprochement des points de vue des deux parties.

On dit que le Pacte est insuffisant. Mais si l'on y ajoute le Protocole, cela sera-t-il suffisant? Sir Austen Chamberlain sait gré à M. Politis de la logique impitoyable avec laquelle il a traité la question du Protocole. Le Pacte est insuffisant, et le Protocole est insuffisant. Il y a des fêlures dans l'édifice tel qu'il est actuellement; il y en aurait encore dans le Protocole. Et, par dessus tout, rien ne peut être achevé, rien ne peut être accompli, tant que les sanctions n'auront pas été multipliées. L'organisation de la paix ne ressemble-t-elle pas étrangement à l'ancienne préparation de la guerre?

Dans tous les édifices, il y a des ouvertures qui permettent de respirer et des passages qui permettent de se mouvoir. C'est par ces ouvertures justement qu'une habitation se différencie d'une tombe.

of England alone, but that of every Dominion, of India, of every Colony, of every scattered British community throughout the world. The youth and hope of the young generation had come forward to honour the word of Great Britain pledged to Belgium for her integrity and safety. The cost was known — a million of our men. The hope of the British Empire lay buried in the fields of France and of Flanders, in Gallipoli, in Palestine and Iraq, or deep under the waters of the ocean. Great Britain knew what it was to give a guarantee and to keep it. She knew the cost that she might be called upon to pay again.

Knowing all this, for the sake of peace, to help to bring three nations together, to give them the security which made their mutual agreements possible, Great Britain had pledged her word once more to do, in the case of aggression on those western frontiers, for Germany, for France, for Belgium, as the case might be, what she had pledged her word to do before when she had been called upon to keep it.

She was still asked to do more. Could not some of the members of the Assembly do as much before pressing Great Britain to go further? Was there no other troubled frontier which those so anxious for this international action could take under their protection, to which they could give their guarantee, in the same manner as Great Britain regarding the western frontiers of Europe, and by so doing bring together two other nations at present regarding each other with mutual suspicion and fear?

Great Britain was invited to take for every country and for every frontier the guarantee which she had taken for one by the treaty of Locarno. To ask that was to ask the impossible. Great Britain's strength, great as it might be, was no equal to the task which it was sought to place upon her. If he held out the hope that Great Britain could undertake such extensive obligations he would be guilty of deception, for if Great Britain were to undertake, in the present state of the world and at this time, such extensive obligations, she could not keep them. To ask that of her was to ask nothing less than the disruption of the British Empire. He yielded to no one in his devotion to the League of Nations, but not even for this League of Nations would he destroy that smaller but older league of which Great Britain was the birthplace and of which it remained the centre.

He would beg the first delegate of the Netherlands to listen to his appeal, and to think of what was involved in the invitation to take up again the principles of the Protocol without re-opening its discussion. There was a certain contradiction of ideas in the resolution of the Dutch delegation, for it was obviously impossible to take up the principles of the Protocol and not to re-open the discussions to which the principles gave rise. Let the Assembly keep all its hopes for the revival of the Protocol and that its principles might in time prevail to the full and universally! But what useful purpose could the Assembly serve, what evil consequences might it not incur, if it re-opened those troubled debates before there had been from any quarter any indication of a change of mind?

All the old controversies, all the old differences of opinion, were still expressed. There was no possibility of agreement until, on the one side or on the other, or perhaps on both, there had been some approximation of the views of the parties.

The Covenant, it was said, was not enough. If the Protocol were added to the Covenant, would that be sufficient? Sir Austen Chamberlain was grateful to M. Politis for the ruthless logic with which he had pursued the argument of the Protocol. The Covenant was insufficient; the Protocol was insufficient. There were gaps in the building now; there would still be a gap in the Protocol. Above all, nothing was finished, nothing was accomplished, until sanctions had been multiplied. Did it not sometimes seem that the organisation of peace singularly resembled the old preparation for war?

There were openings in every building giving power to breathe; and passages giving power to move. It was just those openings which made the difference between a habitation and a tomb. The Assembly should be careful how it drew the bonds, and how it so piled obligation on obligation, and sanction on sanction, lest at last it found that it was composed not of living nations but dead States.

Qui plus que M. Politis est autorisé à parler du Protocole, lui qui a tant contribué à son élaboration ? La Société des Nations ne serait complète, selon M. Politis, que lorsqu'elle serait devenue un super-Etat qui donnerait des ordres à tout le monde, non seulement quant aux affaires extérieures, mais encore sur ce que chacune des nations doit faire chez elle. Là est le danger. L'avenir de la Société des Nations n'est pas là. L'avenir de la Société des Nations ne dépend pas seulement des parchemins signés, ni des sanctions que l'on pourra mettre en jeu. Le jugement de la Société des Nations est celui du plus haut tribunal du monde auquel les nations puissent s'adresser pour justifier leurs actions et elles auront, à l'avenir, un besoin infini de de l'approbation de la Société des Nations dans leurs heures d'épreuve.

Depuis que sir Austen Chamberlain occupe dans son pays ses fonctions actuelles, il a tenu, parce qu'il estimait que c'était son devoir, à être présent à toutes les séances du Conseil et de l'Assemblée. S'il a agi ainsi, c'est que son Gouvernement fondait toute sa politique sur la Société des Nations, car aucun pays, si puissant soit-il, ne pourrait, même à l'heure actuelle, négliger le jugement moral de cette Assemblée, ni se refuser à reconnaître l'avantage qu'il y a à pouvoir se présenter devant l'Assemblée ou devant le Conseil, pour plaider sa cause, recevoir son approbation et se justifier aux yeux du monde. Beaucoup a été fait déjà, mais on fera plus encore dans l'avenir. Ce qui n'est pas possible aujourd'hui pourra l'être demain, lorsque l'atmosphère de paix se sera étendue. Cette œuvre peut être réalisée de deux façons et en l'abordant d'un côté ou d'un autre. Le progrès croissant de réconciliation entre ennemis anciens ou récents rend les risques moindres et fait qu'il devient plus facile d'assurer les garanties nécessaires. L'Allemagne et la France, en décidant de se réconcilier directement, n'ont-elles pas fait œuvre aussi utile que si l'on avait amendé le Pacte, complété le Protocole, ou entassé sanction sur sanction ? Il donne bien plus de prix à des discours tels que ceux de M. Briand et de M. Stresemann, qui ne sont pas de simples discours, mais de grands gestes de paix, des déclarations solennelles de leur volonté de poursuivre une politique pacifique et d'éliminer la guerre et toutes ses horreurs des relations futures entre leurs pays, bien plus de prix aussi à leur libre approbation de ces grands principes, qu'à toutes les sanctions que la Société pourrait appliquer à celui d'entre eux qui renierait sa parole.

Peut-être envisage-t-il l'avenir d'une manière différente que d'autres membres de l'Assemblée, mais sa foi en elle est la même, et le même aussi le but qu'il se propose ; mais les moyens pour l'atteindre varient avec les circonstances, les tempéraments et les responsabilités. Il n'envisage pas de procédés expéditifs ni de moyens sensationnels permettant à la Société de devenir ce que nous espérons tous qu'elle deviendra.

Il pense aux paroles de l'auteur des Psaumes parlant de l'herbe des champs, verte le matin lorsqu'elle pousse et desséchée et fanée lorsqu'on la coupe le soir. Dans le monde des êtres vivants, ce ne sont pas les organismes les plus forts, et qui durent le plus longtemps ne sont pas ceux qui arrivent le plus vite à la maturité. Il compare plutôt la Société des Nations au gland qu'un homme bon et prévoyant a planté il y a moins de dix ans et que l'on peut voir maintenant devenu un jeune arbre vigoureux, bien qu'à aucun moment particulier on n'ait pu noter sa croissance. Il grandit et se développe toujours jusqu'au moment où il deviendra un chêne puissant, à l'ombre duquel toutes les nations du monde trouveront sans cesse sécurité et protection.

M. CABALLERO (Paraguay) aborde certaines questions à propos desquelles l'influence de la Société pourrait s'exercer avec profit.

La diversité des législations actuelles dans le monde a fait naître de nombreuses difficultés et il est clair que l'œuvre de coordination de ces législations pourrait être entreprise et réalisée par la Société des Nations qui, seule, peut aplanir les obstacles que la souveraineté des Etats oppose au libre jeu des relations légales et économiques entre individus appartenant à des pays différents.

Le monde attend d'elle le développement de la coopération juridique déjà commencée entre les peuples ; ainsi, on s'ache-

Who had more authority to speak about the Protocol than M. Politis ? Who had contributed more to its formation ? He had warned the Assembly that the League was not a super-State and that it could not be more than its Members desired it to be. The conception of the League as a Super-State giving orders to all, not only for the conduct of a nation's external affairs, but as to how it must behave and what it must do within its own boundaries and among its own people was a dangerous conception. It was not in that manner Sir Austen Chamberlain saw the future of the League. The League did not depend only on the parchments which States had signed. The League did not depend only on the sanctions which it might enforce. The judgment of the League was the judgment of the highest tribunal to which here on earth any nation could appeal to justify its action, and of whose approval any nation would have infinite need in the moment of trial and trouble.

The authority which the League had already required should do not be underrated. Since Sir Austen Chamberlain had held his present office, he had made it his business, because he had felt it to be his duty, to attend every meeting of the Council and Assembly. He had done so because his Government based its whole policy upon this League ; because no country, however powerful, even to-day could disregard its moral judgment, or could be deaf to the advantage of being able to come before the Assembly or the Council, to plead its cause, to receive approval, and to justify itself before the world. Much had been accomplished ; more would follow. That which was not possible to-day might, as the peaceful atmosphere spread, be attainable to-morrow. The work might be accomplished in two ways and from both ends. The growing reconciliation between ancient enemies or former enemies made the risk less and made whatever guarantees were necessary easier to give. Was there not as much to be done on the path which Germany and France had chosen of a direct reconciliation as by any amendment of Covenant, or addition of Protocol, or heaping up of sanctions ? He gave greater value to such speeches as those of M. Briand and M. Stresemann, which were not merely speeches but great acts of peace, solemn declarations of the determination to pursue a peaceful course and to eliminate war and all its horror from the future relations of their countries — and of more value their willing mutual assent to those great principles, than he would give to all the sanctions which the League could apply to either, if it broke the pledge taken.

Perhaps he viewed the future of the League a little differently from other members of the Assembly. His faith in it was the same as was his purpose ; the way in which that purpose would be reached varied with differing circumstances, temperaments, and responsibilities. He saw no hasty and dramatic way ; no series of sensational steps to make the League what in time all hoped that it was to be. He would think of the words of the psalmist when he spoke of the grass of the fields : " It grows green and cometh up in the morning ; in the evening it is cut down, dried up and withered ". In the organic world it was not those organisms which came most quickly to maturity which reached the greatest strength or lasted the longest. He thought of the League rather as an acorn that some man of good-will and imagination had planted less than ten years previously which was now seen to be a sturdy sapling, though at no particular moment could its growth be marked. He thought of it as ever growing and expanding until it became a mighty oak under which all the nations of the world should find their secure and constant shelter.

M. CABALLERO (Paraguay) referred to certain points in regard to which the influence of the League might with advantage be exercised.

The diversity of the existing legislations of the world gave rise to numerous difficulties, and it was clear that the work of co-ordinating these legislations could be effectively undertaken by the League, which alone could overcome the obstacles opposed by the sovereignty of States to the free play of legal and economic relations between persons belonging to different countries.

The world expected from the League a development of the legal co-operation between nations which had already begun.

minerait vers l'unification ou, tout au moins, vers le rapprochement des législations des différents Etats, ce qui permettrait de dégager les principes communs à ces différentes législations et de constituer avec eux une sorte de droit subsidiaire susceptible de guider les législateurs dans la recherche des solutions, et les juges dans leur tâche d'interprétation.

L'Italie qui, après une initiative dans ce sens, a jeté les bases d'un Institut international qui se propose de réaliser l'unification du droit privé, mérite par là toute notre reconnaissance.

Il existe deux méthodes de concevoir la codification du droit international. La première consiste à formuler les règles destinées à régir les rapports entre les nations; c'est la méthode suivie en Amérique. La Commission internationale de juristes américains, réunie pour la deuxième fois, du 17 avril au 22 mai 1927, à Rio de Janeiro, a établi un projet de codification du droit international public. Celui-ci doit, après avoir été adopté par la sixième Conférence panaméricaine, qui se réunira à La Havane au mois de janvier 1928, entrer en vigueur en Amérique.

La deuxième méthode est celle adoptée par le Comité des experts de la Société. Elle consiste à étudier les matières qui, de l'avis de ladite Commission, sont déjà suffisamment mûres dans la conscience juridique des peuples, pour pouvoir être codifiées par voie de conventions internationales. Il n'a pas l'outrecuidance de se prononcer pour l'une ou l'autre de ces méthodes. Il tient à dire, cependant, que du moment qu'en Amérique un projet de code est déjà établi, la Société des Nations a, à son tour, le devoir d'élaborer d'urgence un autre projet de code du droit des gens. C'est seulement en procédant de la sorte qu'on évitera une dissociation entre le droit des gens qui serait codifié séparément dans les deux continents. L'humanité n'a connu jusqu'aujourd'hui, qu'un seul droit des gens et, il serait vraiment regrettable que l'évolution de ce droit se divisât en deux courants divergents. Il soumet donc à l'Assemblée le projet de résolution suivant:

« L'Assemblée,

« Considérant l'importance et l'urgence qu'il y aurait à élaborer, à l'usage de toutes les nations, un code du droit international,

« Invite le Conseil à charger le Comité d'experts de préparer un plan général et synthétique de codification du droit international, en tenant compte autant que faire se pourra, des travaux de codification poursuivis en Amérique. »

Les travaux poursuivis par les autres organes de la Société sont autant de preuves tangibles de son activité si profitable. Il se félicite tout particulièrement des résultats de la Conférence économique internationale et de l'essor de plus en plus grand de l'Organisation d'hygiène, qui, pour la première fois cette année, a élargi sa sphère d'action jusqu'à l'Amérique latine. Il serait désirable que la présente Assemblée pût trouver les moyens de poursuivre cette œuvre.

Le bilan technique de la Société est nettement favorable. En est-il de même de son bilan moral? Il faut avoir le courage de l'avouer, la Société des Nations subit actuellement une crise de confiance. Le fait que certaines commissions, s'occupant de problèmes particulièrement délicats, n'ont pas abouti à des résultats définitifs a semblé constituer une preuve d'impuissance.

Mais cette impuissance qu'on a reprochée à la Société des Nations n'est pas due à des défauts irrémédiables de construction. Le public doit être informé, par exemple, qu'en matière politique l'initiative appartient exclusivement aux nations associées et non à un organe investi du pouvoir de prendre les mesures conservatoires propres à sauvegarder la paix. Cela est explicitement stipulé dans l'article II du Pacte; il faut que l'on sache que la Société des Nations ne comporte rien qui soit l'équivalent d'un parquet en matière judiciaire ou d'un ministère public chargé de veiller à l'application de la loi. La Société des Nations n'est donc pas responsable de l'inaction qu'on lui reproche.

On devrait plutôt s'en prendre à la souveraineté des Etats qui a limité l'initiative du Conseil, et l'on devrait peut-être aussi s'en prendre à la réforme du Conseil accomplie l'année dernière. Du fait de l'élargissement du Conseil, il est résulté

Thus progress could be made towards a unification, or at least towards an assimilation, of the legislations of the various States which would enable the principles in those legislations to be extracted and a subsidiary to be constituted for the guidance of legislators in search of solutions or judges in their work of interpretation.

Italy, which had taken the initiative in this direction, and had laid the foundations of an international institute which proposed to achieve the unification of private law, was deserving of all gratitude.

There were two ways of approaching the codification of international law. The first consisted in formulating rules intended to regulate the relations between nations. This was the method followed in America. The International Commission of American Jurists, which had met for the second time from April 17th to May 22nd, 1927, at Rio de Janeiro, had established a scheme for the codification of public international law. This scheme, after it had been adopted by the sixth Pan-American Conference, which was to meet at Havana in January 1928, would come into force in America.

The second method was that adopted by the Committee of Experts of the League. It consisted in studying such questions as in the opinion of the Committee were sufficiently ripe for codification by means of international conventions. He would not venture to choose between the two methods. He would urge, however, that, since in America a scheme had already been established, it was the duty of the League to frame as a matter of urgency a general plan of codification. Only thus would it be possible to avoid a dissociation between the law of nations codified separately on the two continents. Hitherto there had only been one law of nations, and it would be regrettable if the evolution of the law of nations were to pursue two divergent channels.

He would therefore submit the following draft resolution:

“ The Assembly,

“ Having in view the importance and urgency of preparing for the use of all nations a Code of International Law,

“ Invites the Council to entrust the Committee of Experts with the preparation of a general and comprehensive plan of codification of international law, paying due regard, as far as possible, to the work of codification which is being carried on in America. ”

Work done in other directions by the League was tangible proof of its useful activity. He would refer particularly to the International Economic Conference and the development of the Health Organisation, which, for the first time that year, had extended its sphere of action to Latin America. It was desirable that the Assembly should find means to enable this work to be continued.

The technical achievements of the League were on the credit side. Could the same be said of its moral achievements? It must be admitted that the League was at present suffering from a certain distrust. The fact that certain Committees dealing with particularly delicate problems had not achieved definite results had been received as a proof of impotence.

The impotence with which the League was reproached was not due to remediable effects of construction. The public should be informed, for example, that, in political matters, the initiative lay exclusively with the associated nations and not with any body invested with the power to take conservative measures to safeguard peace. This was explicitly stated in Article II of the Covenant. It was essential that it should be generally known that the League had nothing in the least equivalent to a judicial tribunal or to a minister whose duty it was to supervise the application of the law. The League of Nations was not therefore responsible for the inaction with which it was reproached.

Such criticism should be directed against the sovereignty of States which had limited the initiative of the Council.

It might also be directed against the reform of the Council which had taken place last year. The enlargement of the

une tendance naturelle chez les grandes Puissances à délibérer entre elles. Il s'est ainsi formé une sorte de super-Conseil.

Il désire insister aussi sur un autre point concernant les commissions internationales d'enquêtes envoyées par la Société des Nations pour recueillir des renseignements. Il serait particulièrement utile de régler d'avance la procédure à suivre en cas d'enquêtes internationales. La Société des Nations a grandement facilité le développement de la conciliation internationale en arrêtant sur cette matière, en 1922, un texte modèle dont se sont inspirées de nombreuses conventions de conciliation conclues dans ces dernières années. Le même système paraît recommandable pour développer le procédé d'enquête. En cette matière, la Convention de La Haye de 1907 pourrait être adaptée aux besoins particuliers d'enquêtes prescrites par le Conseil.

Le Paraguay, étant l'un des signataires du Protocole de Genève, se rallie à la proposition de la délégation hollandaise et est favorable à la reprise des principes qui sont à la base du Protocole.

Avant de terminer, il tient à affirmer qu'il regrette de constater dans cette Assemblée l'absence de certains pays de l'Amérique latine dont la présence exerce une action éminente de modération et de conciliation.

Ces peuples lointains, épris de justice et d'idéal de progrès, peuvent, par leur entremise désintéressée, faciliter l'application du droit dans les cas douteux ; telle semble être la mission historique que l'Amérique latine doit accomplir à Genève.

Le PRÉSIDENT annonce que l'Assemblée est saisie du projet de résolution de M. Ramon V. Caballero, délégué du Paraguay.

Ce projet sera publié et communiqué aux délégués par la voie du *Journal de l'Assemblée*.

Il suggère que la proposition du délégué du Paraguay soit soumise à la Commission de l'ordre du jour.

La proposition du président est adoptée.

M. MORALES (Panama) désire exposer à l'Assemblée quelques faits concernant la République de Panama.

Panama est, en effet, une petite nation, presque inconnue des Européens jusqu'à ces dernières années et qui ne compte qu'un quart de siècle de vie indépendante.

Le Panama est un pays favorisé par une position géographique unique à laquelle il doit, en grande partie, son existence comme nation indépendante, et à laquelle il devra sans doute, à l'avenir, une place éminente dans le concert pacifique des peuples, car un canal reliant les deux océans a été construit à l'intérieur de ses frontières et il y passe chaque année plus de 4.000 navires marchands.

Tout le territoire est comme une voie publique pour le commerce du monde, et c'est le devoir international de ses habitants de permettre à tous les peuples l'usage libre et égal du canal creusé par le génie humain.

Si la République de Panama se trouve dans cette situation, il est naturel qu'elle ait un vif intérêt à faire partie de toute association de caractère universel chargée d'établir l'égalité entre les nations et d'organiser la justice comme recours final pour le règlement des litiges et des différends internationaux.

C'est cet intérêt qui a conduit le Panama à être l'un des fondateurs de cette association et à prendre part assidûment à ses réunions annuelles.

Depuis l'organisation de la Société des Nations, d'autres projets ont surgi pour la création de ligues continentales ou de ligues régionales d'accord, au moins en apparence, avec la première. Mais il est permis de douter de l'utilité d'une ligue ou d'une société de nations qui n'aurait pas le caractère essentiel de l'universalité, car ce caractère est précisément ce qui peut lui donner l'efficacité et la permanence. Certains, par exemple, ont conçu le projet d'une ligue des nations américaines fondée sur l'idée erronée qu'il existe un seul esprit américain et que tous les peuples du nouveau continent sont liés par des intérêts communs plus nombreux et plus forts que ceux qui peuvent les rattacher aux pays européens.

Or, les faits démontrent qu'entre la République Argentine et le Guatemala, par exemple, il existe moins d'intérêts communs qu'entre la République Argentine et l'Angleterre ou qu'entre le Guatemala et l'Allemagne. La croyance en des intérêts continentaux communs ne laisse donc pas d'être une

Council had naturally led to a tendency on the part of the great Powers to discuss matters among themselves. There had thus been formed a kind of super-Council.

He would also refer to the international commissions of enquiry sent by the League to collect information. It would be particularly useful to regulate in advance the procedure to be followed in cases of international enquiry. The League of Nations had greatly facilitated the development of international conciliation by drawing up a model text in 1922, on which numerous conciliation conventions had recently been based. The same system appeared to be desirable for the development of the procedure of enquiry. For this purpose the Hague Convention of 1907 might be adapted to the special needs of enquiries ordered by the Council.

Paraguay, as a signatory of the Protocol of Geneva, would support the proposal of the Netherlands delegation for a further study of the principles at the basis of the Protocol.

In conclusion, he would like to express his regret at the absence of certain countries of Latin America. The Republics of Latin America, by their presence within the League of Nations, exercised an influence in favour of moderation and conciliation. These distant peoples, devoted to justice and progress, might by their disinterested intervention facilitate the application of the law in doubtful cases. That appeared to be the historic mission which Latin America was called upon to perform at Geneva.

The PRESIDENT said that a draft resolution had been submitted by M. Caballero, delegate of Paraguay.

The draft resolution would be published in the *Assembly Journal*.

He would propose that the resolution of the delegate of Paraguay should be submitted to the Agenda Committee

The proposal of the President was adopted.

M. MORALES (Panama) wished to lay before the Assembly certain facts concerning the Republic of Panama.

Panama was a small nation almost unknown to Europeans until the last few years. It had only enjoyed twenty-five years of independent existence. Panama was a country favoured by a unique geographical position to which she owed to a great extent her existence as an independent nation, and to which she would probably owe in the future a distinguished place among the peaceful concert of peoples. Recently a canal joining two oceans had been constructed within her frontiers through which passed more than 4,000 merchant vessels in a year.

Her territory could be compared to a public roadway for the commerce of the world, and it was the international duty of her inhabitants to allow all peoples a free and equal use of the canal which had been built by human genius.

The fact that the Republic of Panama was in this position made it natural for it to show a strong desire to belong to any association of a universal character whose task it was to establish equality between nations and to organise justice as the final recourse for the settlement of international disputes and quarrels.

It was this which had led Panama to be one of the founder States of this association and to take an ardent part in its annual meetings.

Since the date on which the League had been organised, other schemes had been put forward for the creation of continental leagues or regional leagues, in agreement, at least in appearance, with the original League. He would express doubts, however, as to the utility of a league of nations which did not possess the essential characteristic of universality, for that characteristic was precisely that which could bestow upon it efficiency and permanence. Some had, for example, urged the establishment of a league of American nations, founding their proposal upon the fallacious idea that there existed one single American spirit and that all the peoples of the new continent were bound by common interests more numerous and stronger than those which could attach them to European countries. Facts, however, showed that, between the Argentine and Guatemala, for example, there were fewer common interests than between the Republic of the Argentine and England or between Guatemala and Germany.

illusion. Mais, même si cette croyance répondait à une réalité indiscutable, cela ne justifierait pas la création d'une ligue spéciale. Le but fondamental d'une organisation internationale de ce genre n'est pas d'essayer d'harmoniser ce qui est naturellement harmonique, mais d'essayer d'aplanir les différends et d'empêcher l'appel aux armes comme argument final.

Telle est l'opinion des Panamiens, et ils ne voient pas jusqu'à présent de raisons convaincantes qui les fassent changer d'opinion.

Abordant la question des relations et des liens existant entre Panama et les États-Unis d'Amérique, M. Morales rappelle que ce grand pays a des intérêts vitaux à Panama. En vertu d'un traité public, conclu par les deux pays, en 1903, les États-Unis ont exécuté à leurs frais les travaux de communication les plus formidables des temps modernes, le canal qui sert à passer directement en sept heures de l'Atlantique au Pacifique.

Afin de faciliter l'exécution de ces travaux, qui, il y a vingt-cinq ans, étaient considérés comme une charge économique ruineuse pour celui qui les entreprendrait et les mènerait à bien, le Panama renonça à des intérêts pécuniaires considérables et accepta, en outre, comme un sacrifice, des obligations imposées par la nécessité essentielle d'assurer son indépendance. Parmi ces sacrifices, on peut compter celui d'avoir consenti aux États-Unis l'usage, l'occupation et le contrôle perpétuel d'une zone de dix milles de largeur à travers son territoire pour la construction, l'administration, le maintien, l'assainissement et la protection du canal, ainsi que l'exercice sur ladite zone de droits semblables à ceux que les États-Unis exerceraient s'ils avaient la souveraineté sur le territoire.

La complexité des causes contenues dans le traité de 1903 a eu pour résultat de donner lieu à des interprétations contraires dans les deux pays.

La divergence la plus profonde, celle relative au commerce de la zone du canal, fut réglée par la voie diplomatique en 1904.

Après que cet arrangement eût été en vigueur pendant vingt ans, le Congrès des États-Unis autorisa le Président à l'abroger, et, bien que Panama fit observer que cette abrogation ne pouvait avoir lieu sans son consentement, puisqu'il s'agissait d'un accord entre les deux pays sans délai d'expiration fixe ou éventuel, l'abrogation eut lieu cependant; mais il fut spécifié par le Gouvernement des États-Unis que son objet était de conclure un nouvel accord d'un caractère plus permanent que le précédent.

La négociation de ce nouvel accord fut effectuée à Washington par des commissions nommées par les deux gouvernements, et, après une discussion qui dura plus de deux ans, elles se terminèrent par la conclusion d'un traité signé le 28 juillet 1926.

Panama eut la plus complète liberté d'action dans les discussions de cet accord et, quoique les négociations eussent lieu entre l'un des États les plus puissants de la terre et l'un des plus faibles, on n'y constata pas la plus légère tendance de la part des États-Unis à imposer à Panama des conditions onéreuses ou humiliantes. Chacune des parties accordait quelque chose en compensation de quelque avantage obtenu ou de quelques sacrifices consentis par l'autre.

Mais il y a une question importante qui n'a pu être un objet de transaction entre les deux gouvernements, parce qu'il est impossible de la résoudre si l'une des parties ne change son attitude en acceptant franchement l'attitude de l'autre.

Les États-Unis soutiennent que Panama leur a transféré son droit de souveraineté sur la zone du canal, et Panama soutient qu'il leur a seulement concédé l'autorité *comme s'ils en étaient les souverains*, aux fins spéciales de construire, de maintenir, d'assainir, de protéger le canal et d'assurer son fonctionnement.

Panama, en revanche, soutient que la souveraineté n'est pas un droit; mais un faisceau de droits et que de ce fait il a bien pu concéder aux États-Unis la faculté d'administrer la justice, de maintenir l'ordre, etc., mais il n'a pas voulu leur concéder et ne leur a pas effectivement concédé la totalité de ces droits.

Belief in common continental interests was therefore an illusion, but even if such a belief corresponded with the undoubted facts, it would not justify the establishment of a special league. The fundamental object of an international organisation of this kind was not to try to bring into harmony that which was naturally harmonious, but to try to smooth away disputes and to prevent appeal to force as a final resort.

This was the opinion of the inhabitants of Panama, and up to the present they saw no convincing reason why they should change their opinion.

Discussing the question of the relations of the bonds connecting Panama and the United States of America, M. Morales would recall that this great country had vital interests in Panama. By the terms of a public treaty concluded between the two countries in 1903, the United States had executed at their own expense the most formidable work of communication in modern times. This was the canal which made it possible to go from the Atlantic to the Pacific in seven hours.

In order to facilitate the execution of this work, which twenty-five years previously had been considered to be a ruinous economic burden for anyone who undertook it, and in order to bring it to a successful conclusion, Panama had renounced considerable financial advantages and had further accepted obligations in the nature of a sacrifice which had been imposed by the essential necessity of assuring her independence. Among those sacrifices could be mentioned that of having granted to the United States the use, occupation and perpetual control of a zone ten miles wide, crossing the territory, for the construction, administration, maintenance, drainage and protection of the canal, as well as the exercise in that zone of rights similar to those which the United States would have exercised had they possessed sovereignty over the territory.

The complexity of the clauses contained in the Treaty of 1903 had resulted in contrary interpretations of the Treaty in both countries.

The most striking divergence which related to the commerce of the canal zone was diplomatically settled in 1904.

After this Treaty had been in force for twenty years, the Congress of the United States had authorised the President to set it aside, and although Panama had pointed out that it was not possible to do so without her consent, since it was an agreement between two countries with no fixed or eventual time-limit for its expiration, nevertheless the Treaty had been set aside. It had, however, been specified by the Government of the United States that its object in doing so had been to conclude a new agreement of a more permanent character than the former.

Negotiations regarding this new agreement had been carried on in Washington by means of committees appointed by the two Governments and, after a discussion which had lasted more than two years, they had ended by the conclusion of an agreement signed on July 28th, 1926.

Panama had had the most complete freedom of action in the discussions regarding this agreement, and although the negotiations had taken place between one of the most powerful States of the world and one of the weakest, there had not been the slightest tendency on the part of the United States to impose burdensome or humiliating conditions upon Panama. Each of the parties had given something in exchange for some advantage or in exchange for the consent by the other party to certain sacrifices. There was, however, an important question which had not been made the subject of compromise between the two Governments because it had been impossible to settle it unless one of the parties had changed its attitude and frankly accepted the point of view of the other.

The United States maintained that Panama had transferred to them the rights of sovereignty over the canal zone. Panama, however, maintained that she had only conceded authority to be exercised as though the United States possessed sovereign rights with the special object of constructing, maintaining, draining and protecting the canal and of assuring its proper working.

Panama further maintained that sovereignty was not a right, but a collection of rights and, owing to this, it had been possible to concede to the United States the right of administering justice, of maintaining order, etc. Panama had not desired to concede to them, and had in actual fact not conceded to

souverains. La souveraineté est quelque chose de trop essentiel pour pouvoir être l'objet d'une cession par inférence.

Cette divergence profonde dans l'interprétation du traité de 1903 n'a pas été résolue dans le traité de 1926, mais, comme celui-ci n'a pas encore été ratifié par le pouvoir législatif panaméen et que le Gouvernement de Panama continue de négocier, il ne serait pas étonnant que le Gouvernement des Etats-Unis, dont l'amitié pour le Panama a toujours été sincère et cordiale, finisse par accepter l'interprétation panaméenne. Mais s'il n'en était pas ainsi, il resterait aux deux nations le recours de soumettre cette divergence à la décision d'une Cour de justice impartiale qui donnerait définitivement l'interprétation correcte et juste.

Les Etats-Unis d'Amérique ont été de tout temps un pays juste, partisan décidé de la paix et champion de l'arbitrage international. Il serait donc inconcevable que, lorsqu'il s'agit d'un pays petit et faible, ils refusent de soumettre à la décision de juges impartiaux une controverse relative à l'interprétation d'un traité.

Il a été dit que le Traité signé à Washington l'an dernier viole le Pacte de la Société des Nations, parce que aux termes de l'article 11 de ce Traité, le Panama s'engage à coopérer, avec les Etats-Unis d'Amérique à la protection du canal de Panama et, à cette fin, s'engage à se considérer en état de guerre dans tout conflit où les Etats-Unis seraient belligérants.

Dans l'opinion du Panama, cette clause ne signifie pas autre chose qu'offrir son concours à la défense d'une partie intégrante de son propre territoire dans lequel un autre pays possède des intérêts vitaux.

On a fait aux Etats-Unis le reproche d'avoir imposé à Panama l'acceptation de cette clause; mais une telle allégation est inexacte. La clause fut proposée par le Gouvernement de Panama comme un témoignage de solidarité avec les Etats-Unis dans la défense du canal et de son propre territoire.

Telles sont les explications que le Gouvernement panaméen a désiré donner devant l'Assemblée de la Société des Nations, afin qu'elles demeurent comme une preuve autorisée de son attitude envers la Société et du cours qu'ont suivi ses relations spéciales avec les Etats-Unis d'Amérique.

Etude des principes du Protocole de Genève et travaux de la Commission préparatoire de la Conférence du désarmement: Projet de résolution amendée, présenté par la délégation des Pays-Bas.

Le PRÉSIDENT rappelle que la délégation néerlandaise avait soumis le projet de résolution suivant:

« L'Assemblée,

« Convaincue que, sans ouvrir la discussion sur le Protocole de Genève de 1924, il est désirable d'examiner si le moment n'est pas venu de reprendre l'étude des principes qui ont formé la base de ce Protocole;

« Considérant qu'il est de la plus haute importance que l'Assemblée stimule les travaux de la Commission préparatoire du désarmement;

« Décide de renvoyer l'étude des principes fondamentaux du Protocole de Genève et les conclusions du rapport de la Commission préparatoire aux commissions appropriées. »

Le Bureau de l'Assemblée a recommandé le renvoi de cette résolution à la troisième Commission. Le président propose à l'Assemblée de suivre cette recommandation.

M. BEELAERTS VAN BLOKLAND (Pays-Bas) rappelle que sir Austen Chamberlain manifestait une certaine appréhension à l'égard d'une reprise de la discussion des trois grands principes qui sont à la base du Protocole et insistait sur la nécessité de se convaincre que le Pacte donne déjà toutes les garanties nécessaires. Afin d'écartier les objections qu'a formulées le délégué de l'Empire Britannique, le représentant des Pays-Bas propose

them, all her sovereign rights. Sovereignty was too essential a possession to be made the object of a cession by inference.

This profound divergence of view regarding the interpretation of the Treaty of 1903 had not been settled in the Treaty of 1926. As, however, the latter treaty had not yet been ratified by the legislature of Panama, and as the Government of Panama was continuing to negotiate, it would not be surprising if the Government of the United States, whose friendship for Panama had always been sincere and cordial, ended by accepting the interpretation of Panama. If, however, this did not prove to be the case, those two nations would still be able to submit this dispute to the decision of an impartial court of justice, which would give a final, correct and just interpretation.

The United States of America had always been a just country with a decided bias in favour of peace. She had always been a champion of international arbitration. It would therefore be quite inconceivable that, in a matter of concern to a small and weak country, the United States should refuse to submit to the decision of impartial judges a dispute concerning the interpretation of a treaty.

It had been maintained that the Treaty signed at Washington in the previous year broke the Covenant of the League of Nations because, by the terms of Article 11 of this Treaty, Panama undertook to co-operate with the United States of America in the protection of the Panama Canal, and with that object had agreed to consider herself in a state of war in any conflict in which the United States might be a belligerent party.

In the view of Panama, this clause only meant that she should help in the defence of an integral part of her own territory in which another country possessed vital interests.

The United States had been reproached with having imposed the acceptance of this clause on Panama. Such an accusation, however, was untrue. The clause had been proposed by the Government of Panama in order to show her solidarity with the United States in the matter of the defence of the canal and of her own territory.

Such were the explanations which the Government of Panama desired to lay before the Assembly of the League of Nations in order that they should constitute an authoritative proof of her attitude towards the League and a statement of the course followed by her special relations with the United States of America.

Study of the Principles of the Geneva Protocol and Work of the Preparatory Commission for the Disarmament Conference: Amended Draft of the Resolution proposed by the Netherlands Delegation.

The PRESIDENT reminded the Assembly that the Netherlands delegation had submitted the following resolution:

“ The Assembly,

“ Convinced that, without re-opening the discussions on the Geneva Protocol of 1924, it is desirable to consider whether the time has not come to resume the study of the principles on which that Protocol was based;

“ And considering it of the highest importance that the Assembly should give an impulse to the work of the Preparatory Commission for the Disarmament Conference;

“ Decides to refer the study of the fundamental principles of the Geneva Protocol and the conclusions of the report of the Preparatory Commission to the appropriate Committees. ”

The General Committee of the Assembly had recommended that this resolution should be referred to the Third Committee. He would propose that this recommendation should be adopted.

M. BEELAERTS VAN BLOKLAND (Netherlands) reminded the Assembly that Sir Austen Chamberlain had shown some misgivings in regard to the re-opening of the discussion of the three great principles which were at the basis of the Protocol and had emphasised the necessity of asserting that the Covenant already contained all that was necessary.

To meet the objections formulated by Sir Austen Chamber-

de modifier de la manière suivante la proposition de sa délégation:

L'Assemblée,

Convaincue que, sans rouvrir les discussions sur le Protocole de Genève de 1924, il est désirable d'examiner si le moment n'est pas venu de reprendre l'étude des principes du désarmement, de la sécurité et de l'arbitrage qui sont exprimés dans le Pacte;

Considérant qu'il est de la plus haute importance que l'Assemblée stimule les travaux de la Commission préparatoire de la Conférence du désarmement;

Décide de renvoyer à la troisième Commission l'étude des principes ci-dessus énoncés et les chapitres du rapport et du rapport supplémentaire sur l'œuvre du Conseil et du Secrétariat qui ont trait au désarmement.

Le PRÉSIDENT considère que le texte soumis par le délégué des Pays-Bas est en réalité un nouveau projet de résolution, remplaçant le projet primitif. Il pense que le texte de cette résolution devra être porté à la connaissance des diverses délégations par l'intermédiaire du *Journal de l'Assemblée*. Il se réserve, en conséquence, de présenter lundi matin toutes suggestions utiles sur la procédure à suivre au sujet de la proposition actuelle.

Déclaration concernant les guerres d'agression: Proposition de la délégation polonaise.

Le PRÉSIDENT dit que le Bureau de l'Assemblée recommande de renvoyer cette proposition à la troisième Commission.

La recommandation est approuvée.

Conférence internationale pour la création d'une Union internationale de secours: Proposition du Conseil.

Le PRÉSIDENT rappelle que la Commission de l'ordre du jour avait recommandé le renvoi de cette proposition à la cinquième Commission.

Depuis lors, la Commission de l'ordre du jour a procédé à un nouvel examen de la question, et elle estime aujourd'hui préférable de la renvoyer à la deuxième Commission.

M. DANDURAND (Canada) explique que la deuxième Commission a déjà un nombre considérable de problèmes à examiner. La deuxième Commission n'a pas été consultée, non plus que lui-même, au sujet de la proposition qui vient d'être faite et il n'est pas autorisé à l'accepter.

Le PRÉSIDENT propose d'adopter la recommandation de la Commission de l'ordre du jour.

La proposition du président est acceptée.

Nouvel immeuble de la Société des Nations.

Le PRÉSIDENT dit que le Bureau de l'Assemblée a décidé de recommander que l'on confie à un Comité restreint, composé de cinq membres, le soin de formuler des suggestions sur la procédure à suivre pour cette question. Le Bureau a cru opportun d'indiquer les différents points sur lesquels devrait porter l'étude du Comité restreint. A cet effet, il a rédigé dans les termes suivants une note énumérant ces suggestions:

Le mandat du Comité chargé d'examiner la procédure au sujet de la question du bâtiment de la Société des Nations serait:

1. Rechercher le coût des différents plans et le comparer aux crédits disponibles.

2. Etudier la situation résultant de cette comparaison. Dans quelle mesure le dépassement de la limite financière indiquée au programme doit-il être considéré comme une condition éliminatoire absolue? Dans le cas où cette limite aurait été dépassée, y a-t-il possibilité d'adaptation des plans pour ramener leur coût à la limite?

lain, he suggested that the Netherlands proposal should be amended as follows:

"The Assembly,

"Convinced that, without re-opening the discussions on the Geneva Protocol of 1924, it is desirable to consider whether the time has not come to resume the study of the principles of disarmament, security and arbitration, which are expressed in the Covenant;

"Considering it of the highest importance that the Assembly should give an impulse to the work of the Preparatory Commission for the Disarmament Conference;

"Decides to refer to the Third Committee the study of the above-mentioned principles and the chapters of the Report and Supplementary Report on the Work of the Council and of the Secretariat relating to disarmament."

The PRESIDENT said that the delegate for the Netherlands had submitted what was in effect a new draft resolution in substitution for the original proposal. He thought that this resolution should be brought to the notice of the various delegations through the *Assembly Journal*, and he would therefore reserve any suggestions as to the procedure to be adopted in dealing with it until the following Monday morning.

Declaration in regard to Wars of Aggression: Proposal of the Polish Delegation.

The PRESIDENT said that the General Committee of the Assembly had recommended that this proposal should be referred to the Third Committee.

The proposal was adopted.

International Conference for the Creation of an International Relief Union: Proposal of the Council.

The PRESIDENT reminded the Assembly that the Agenda Committee had recommended that this proposal should be referred to the Fifth Committee.

The Agenda Committee had since reconsidered the matter and was now of opinion that the question might be more appropriately considered by the Second Committee.

Mr. DANDURAND (Canada) said that the Second Committee had already a considerable number of problems to examine. Neither the Second Committee nor he personally had been consulted in regard to the proposal which had just been made, and he was not authorised to accept it.

The PRESIDENT proposed that the recommendation of the Agenda Committee should be adopted.

The proposal of the President was adopted.

The New League Building.

The PRESIDENT said that the General Committee of the Assembly had decided to recommend that the task of formulating suggestions on the procedure to be followed in dealing with this question should be entrusted to a small Committee of five members. The General Committee had thought it advisable to indicate the various points to which the investigations of the Committee should be directed. The note in which these suggestions had been embodied was in the following terms:

The recommendations of the Committee entrusted with the task of examining the procedure to be followed in regard to the question of the new building of the League of Nations would be the following:

1. Investigate what would be the cost of the various plans and compare it with the available credits.

2. Study the situation resulting from such a comparison.

To what extent might the financial limit mentioned in the programme be considered as an absolute exclusive condition. In case such a limit has been exceeded, would it be possible to adapt the plans in order to bring the cost down to the limit.

3. Etudier les plans primés du point de vue de la commodité et des besoins administratifs.

4. Au cas où l'élimination de nombreux plans ou bien l'impossibilité de les soumettre à la limite financière prévue ne permettrait pas de choisir, dans des conditions favorables, un plan satisfaisant, y aurait-il lieu de proposer à l'Assemblée une augmentation du crédit voté ?

5. Au cas où l'on n'estimerait pas cette proposition opportune, ou bien au cas où l'Assemblée ne l'adopterait pas:

a) Devrait-on poursuivre l'étude d'un bâtiment comprenant la totalité des services ? ou

b) Devrait-on se restreindre à la construction d'un bâtiment pour l'Assemblée en maintenant l'affectation actuelle du bâtiment occupé par le Secrétariat ?

6. Quelle que soit la solution en ce qui concerne les conditions financières, il faudra adopter un plan total ou restreint. Comment le choix, en tenant compte des considérations financières, administratives et esthétiques, doit-il être fait parmi les plans primés ?

Si ce choix était impossible, quelle procédure faudrait-il adopter en ce qui concerne les mesures à prendre ?

7. Au cas où une décision définitive n'aurait pu être prise avant la clôture de l'Assemblée, faudra-t-il attendre l'Assemblée suivante, ou bien à qui sera confié le mandat de prendre dans l'intervalle une décision ?

Afin de déterminer ces différents points, le Comité peut consulter tous les membres du Jury d'architectes ou quelques-uns de ses membres, les membres de la Commission du bâtiment, le Secrétaire général et ses représentants et, d'une manière générale, tous les experts dont l'avis peut sembler désirable.

Le président suggère que le Comité restreint envisagé soit composé des délégués suivants: M. ADATCI (Japon), M. OSUSKY (Tchécoslovaquie), président de la Commission de contrôle, M. POLITIS (Grèce), M. URRUTIA (Colombie) et sir Edward HILTON YOUNG (Empire Britannique).

Il est entendu que le mandat donné au Comité restreint n'aura pas un caractère limitatif; le Comité devra conserver une assez large faculté d'appréciation, de façon à pouvoir soumettre à l'Assemblée toutes suggestions qu'il estimera utiles dans les circonstances que l'on connaît.

Les propositions du président sont adoptées.

La séance est levée à 19 h. 55.

IV. TROISIÈME SÉANCE DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE

Le Bureau de l'Assemblée s'est réuni samedi 10 septembre, à 15 heures, au Bureau du Secrétaire général.

Le Bureau décide de recommander à l'Assemblée la désignation d'un Comité de cinq membres, chargés de présenter des suggestions quant à la décision à prendre au sujet des nouveaux bâtiments de la Société. Le Bureau établit également les termes du mandat de ce Comité.

Il est convenu que ces recommandations seront communiquées à l'Assemblée à une date aussi rapprochée que cela sera possible.

3. Study the prize plans which have been recommended from the point of view of convenience and administrative requirements.

4. If a suitable plan cannot be selected, owing to the rejection of plans or the impossibility of bringing them within the expenditure limits, should the Assembly be asked to increase the credit voted.

5. In case it should be found that this proposal is not desirable, or should the Assembly not approve of it:

(a) Should the study be continued of a building to include the whole of the services, or

(b) Would it be better to limit the building to the construction of the Assembly Hall, leaving in its present occupation and use the building now occupied by the Secretariat.

6. Whatever may be the solution arrived at regarding the financial question, it will be necessary to adopt either a total or limited plan. How should the choice be made from among the prize-winning plans, due regard being had to the financial aspect of the question, and to aesthetic considerations.

If no choice is made, what procedure should be followed ?

7. If no final decision is taken before the close of the present session of the Assembly, must the matter be held over until next Assembly, or who will be empowered to take a decision in the interval ?

To determine these various points, the Committee may consult all the members of the Jury of Architects, or some of their number, more especially the Swiss and Genevese authorities, the members of the Building Committee, the Secretary-General and his representatives, and, in addition, any experts whose opinion might appear to be desirable.

He would suggest that the proposed Committee should consist of the following members: M. ADATCI (Japan), M. OSUSKI (Czechoslovakia, Chairman of the Supervisory Commission), M. POLITIS (Greece), M. URRUTIA (Colombia) and Sir Edward HILTON YOUNG (British Empire).

It was understood that the instructions of the Committee were not intended to be limitative, but that it would be left a wide discretion to make to the Assembly such suggestions as it considered useful in the circumstances.

The proposals of the President were adopted.

The meeting rose at 7.55 p.m.

IV. THIRD MEETING OF THE GENERAL COMMITTEE

The General Committee of the Assembly met on Saturday, September 10th, at 3 p.m., in the Office of the Secretary-General.

The Committee decided to recommend to the Assembly the nomination of a Committee of five members to present suggestions with regard to the decision to be taken in the matter of the new League buildings. The terms of reference of the Committee were also drawn up.

It was agreed that these recommendations should be communicated to the Assembly at the earliest appropriate time.

V. CORRECTION A LA LISTE DES MEMBRES DES COMMISSIONS • V. CORRECTION TO THE LIST OF MEMBERS OF COMMITTEES

PREMIÈRE COMMISSION. — FIRST COMMITTEE.

Etat libre d'Irlande: Mr. JOHN A. COSTELLO, Suppléants-³
Substitutes: Mr. MACWHITE, Mr. WALSHE.

VI. DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX MEMBRES DE
L'ASSEMBLÉE LE 10 SEPTEMBRE 1927.

Ordre du jour des dixième et onzième séances.

Journal de l'Assemblée, N° 6.

Compte rendu provisoire: neuvième séance.

Compte rendu provisoire: dixième séance.

Plan de la Salle.

- A. 37 (a). Convention de l'esclavage. Rapport annuel au Conseil.
- A. 54. Don pour la construction et la dotation de la bibliothèque de la Société.
- A. 55. Mandats. Projet de résolution déposé par la délégation portugaise.
- A. 56. Règlement des différends internationaux: Projet de résolution déposé par M. Sokal, délégué de la Pologne.

VI. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO THE
MEMBERS AT THE ASSEMBLY ON SEPTEMBER
10TH, 1927.

Agenda of the Tenth and Eleventh Meetings.

Assembly Journal No. 6.

Provisional Verbatim Record: Ninth Meeting.

Provisional Verbatim Record: Tenth Meeting.

Plan of the Hall.

- A. 37 (a). Slavery Convention. Annual Report to the Council.
- A. 54. Gift for the Construction and Endowment of the Library of the League.
- A. 55. Mandates. Draft Resolution proposed by the Portuguese Delegation.
- A. 56. Settlement of International Disputes. Draft Resolution proposed by M. Sokal, Delegate of Poland.

**Service des documents
de la huitième Session ordinaire
de l'Assemblée**

JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Le *Journal de l'Assemblée* est publié chaque matin, en vue de fournir régulièrement aux délégués de l'Assemblée, aux journalistes et aux visiteurs le programme quotidien et le compte rendu résumé des réunions. Les exemplaires seront remis aux abonnés, à leur adresse privée, lorsque ce sera possible, ou expédiés par la poste.

Le prix de l'abonnement, pour la série publiée pendant l'Assemblée, est de 6 francs. (Etranger, 9 fr., y compris les frais d'expédition.)

**LISTE DES DÉLÉGUÉS A LA HUITIÈME
SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLÉE**

1 franc.

Annuaire de la Société des Nations

**ANNUAIRE STATISTIQUE
INTERNATIONAL 1926**

1 volume de 184 pages de tableaux, broché
Fr. suisses 10.—

Quatre-vingt-douze tableaux statistiques traitant de territoire, population, production, commerce, transport et communications, finances publiques, statistiques des monnaies et prix.

**ANNUAIRE SANITAIRE
INTERNATIONAL 1925**

*Rapports sur les progrès réalisés dans les domaines
de l'hygiène publique dans 21 pays.*

1 volume de 644 pages, broché Fr. suisses 20.—

Ce livre présente, sous une forme succincte, les statistiques démographiques les plus récentes et permet de suivre d'année en année le développement des sessions d'hygiène publique et la législation sanitaire dans divers pays.

ANNUAIRE MILITAIRE 1926-1927

*Renseignements généraux et statistiques sur les
armements terrestres, navals et aériens.*

1 volume de 1038 pages, relié pleine toile
Fr. suisses 25.—

Un catalogue général et des catalogues spéciaux des documents élaborés par les diverses sections du Secrétariat seront envoyés gratuitement sur demande.

SOCIÉTÉ DES NATIONS
Service des Publications,
GENÈVE.

Les publications de la Société des Nations sont en vente, à Genève, aux adresses suivantes:

SERVICE DES PUBLICATIONS DU SECRÉTARIAT (Villa Saint-Victor, annexe au bâtiment du Secrétariat), pendant les heures ordinaires de bureau.

SALLE DE LA RÉFORMATION, pendant les réunions de l'Assemblée.

LIBRAIRIE PAYOT & C^{ie}, place du Molard, Genève.

**Service of Documents
of the Eighth Ordinary Session
of the Assembly**

JOURNAL OF THE ASSEMBLY

In order to provide Delegates at the Assembly, journalists and visitors with a regular daily programme and résumé of the meetings, the *Journal of the Assembly* is issued each morning. Copies will be delivered to subscribers at their private addresses where possible, or sent by post.

The subscription to the series during the Assembly is 6 francs (9 francs abroad, including postage).

**LIST OF DELEGATES AT THE
EIGHTH SESSION OF THE ASSEMBLY**

1 franc.

Yearbooks of the League of Nations

**INTERNATIONAL STATISTICAL
YEARBOOK, 1926**

1 volume of 184 pages of tables, sewn 7/6 net

Ninety-two statistical tables dealing with territory, population, production, trade, transport and communications, public finance, currency statistics and prices.

**INTERNATIONAL HEALTH
YEARBOOK, 1925**

Reports on Public Health Progress in 21 Countries.

1 volume of 658 pages, sewn 12/- net

This book gives the most recent vital statistics in a concise form, and enables the development of public health services and health legislation in various countries to be followed year by year.

**ARMAMENTS YEARBOOK
1926-1927**

General and Statistical Information.

1 volume of 1,002 pages, bound cloth 20/- net

A general catalogue and special catalogues of the documents prepared by the different Sections of the Secretariat will be sent free on application.

LEAGUE OF NATIONS
Publications Department
GENEVA.

The publications of the League of Nations are on sale in Geneva at the following addresses:

PUBLICATIONS DEPARTMENT (Villa St. Victor, annex to the Secretariat Building), during the ordinary office hours.
SALLE DE LA RÉFORMATION, during the meetings of the Assembly.

LIBRAIRIE PAYOT & C^{ie}, place du Molard, Geneva.

A. 2 (1). 1927

ORDRE DU JOUR

de la

**Huitième Session ordinaire de l'Assemblée
et**

Liste supplémentaire de Questions

Franc suisse 0.50.

AGENDA

of the

**Eighth Ordinary Session of the Assembly
and**

Supplementary List of Items

6d. \$0.10.

A. 13. 1927

RAPPORT

à la

**Huitième Session ordinaire
de l'Assemblée de la Société des Nations
sur le**

**TRAVAIL DU SECRETARIAT ET SUR
LES MESURES PRISES POUR
EXÉCUTER LES DÉCISIONS DE
L'ASSEMBLÉE**

Francs suisses 4.50.

REPORT

to the

**Eighth Ordinary Session of the Assembly
of the League of Nations
on the**

**WORK OF THE SECRETARIAT AND
ON THE MEASURES TAKEN TO
EXECUTE THE DECISIONS OF THE
ASSEMBLY**

3/9 \$0.90.

C. E. I. 34

Vient de paraître:

MÉMORANDUM

sur les

FINANCES PUBLIQUES 1922-1926

GENÈVE 1927.

(Section économique et financière.)

482 pages

Francs suisses 20.—

Cet ouvrage constitue la suite d'une publication commencée au moment de la Conférence financière de Bruxelles. Examen de la situation financière dans 26 Etats, précédé de notes sur le système budgétaire de chaque pays. Résumé des situations budgétaires de 1922 à ce jour avec indications du total des recettes (à l'exclusion des produits d'emprunts). Examen de la gestion des entreprises publiques. Total des impôts nationaux et locaux en 1913, ainsi que pendant un certain nombre d'années d'avant-guerre, pour autant que les données ont pu être recueillies.

Just published:

MEMORANDUM

on

PUBLIC FINANCE 1922-1926

GENEVA 1927.

(Economical and Financial Section.)

482 pages

16/-

In this Memorandum, which forms the continuation of work begun at the time of the Brussels Financial Conference, the financial position of 26 States is reviewed. The review of each country is prefaced by notes on its budget system. Increased space has been devoted to the analysis of management of public undertakings and an attempt has been made to procure figures showing total national and local taxation in 1913 and in some post-war years.

Tous les documents préparés par les différentes Sections du Secrétariat peuvent être obtenus auprès du

Service des Publications de la Société des Nations

Villa Saint-Victor, annexe au bâtiment du Secrétariat.

All documents prepared by the different Sections of the Secretariat may be obtained at the

Publications Department of the League of Nations

Villa St. Victor, annex to the Secretariat Building

SOCIÉTÉ DES NATIONS

LEAGUE OF NATIONS

JOURNAL

DE LA

OF THE

HUITIÈME SESSION
ORDINAIRE

EIGHTH ORDINARY
SESSION

DE L'

OF THE

ASSEMBLÉE

ASSEMBLY

GENÈVE 1927

GENEVA 1927

No 8. — MARDI 13 SEPTEMBRE 1927.

No. 8. — TUESDAY, SEPTEMBER 13th, 1927.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL
DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beauregard.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

SOMMAIRE:

	Pages
I. Programme des séances	101
II. Douzième séance plénière de l'Assemblée	102
III. Deuxième séance de la troisième Commission	108
IV. Deuxième séance de la quatrième Commission	111
V. Deuxième séance de la cinquième Commission	112
VI. Association internationale des journalistes accrédités auprès de la Société des Nations	114
VII. Exposition des réfugiés grecs	115
VIII. Errata	115
IX. Addition à la liste des membres des Commissions	115
X. Documents distribués aux membres de l'Assemblée	115

I. PROGRAMME DES SÉANCES

Première Commission.

La première Commission se réunira aujourd'hui, mardi 13 septembre, à 10 heures, au Secrétariat (Salle C).

Deuxième Commission.

La deuxième Commission se réunira aujourd'hui, mardi 13 septembre, à 10 heures, au Secrétariat (Salle F).

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE
ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor, Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beauregard.

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

CONTENTS:

	Page
I. Programme of Meetings	101
II. Twelfth Plenary Meeting of the Assembly	102
III. Second Meeting of the Third Committee	108
IV. Second Meeting of the Fourth Committee	111
V. Second Meeting of the Fifth Committee	112
VI. International Association of Journalists accredited to the League of Nations	114
VII. Greek Refugee Exhibition	115
VIII. Errata	115
IX. Addition to the List of Members of Committees	115
X. List of Documents distributed to the Members of the Assembly	115

I. PROGRAMME OF MEETINGS,

First Committee.

The First Committee will meet to-day (Tuesday, September 13th) at 10 a.m. in the Secretariat (Room C).

Second Committee.

The Second Committee will meet to-day (Tuesday, September 13th) at 10 a.m. in the Secretariat (Room F).

Troisième Commission.

La troisième Commission se réunira aujourd'hui, mardi 13 septembre, à 15 heures, au Secrétariat (Salle F).

Quatrième Commission.

La quatrième Commission se réunira aujourd'hui, mardi 13 septembre, à 15 heures, au Secrétariat (Salle E).

Quatrième Commission: Sous-Comité du Tribunal administratif.

Le Sous-Comité se réunira aujourd'hui, mardi 13 septembre, après la séance de la quatrième Commission, au Secrétariat (Salle B).

Cinquième Commission.

La cinquième Commission se réunira aujourd'hui, mardi 13 septembre, à 15 heures, au Secrétariat (Salle C).

Sixième Commission.

La sixième Commission se réunira aujourd'hui, mardi 13 septembre, à 10 heures, au Secrétariat (Salle E).

Ordre du jour.

1. Convention sur l'esclavage: Rapport annuel du Conseil (documents A.13(a), A.37, A.37(a) 1927).
2. Le système du vote unique transférable et le principe de la représentation proportionnelle en général, eu égard au problème de l'élection des Membres non permanents du Conseil (document A.41.1927).

II. DOUZIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

Tenue à la Salle de la Réformation, le lundi 12 septembre 1927, à 10 heures.

Désarmement: Projet de résolution amendé de la délégation des Pays-Bas.

Le PRÉSIDENT propose de renvoyer à la troisième Commission ce projet de proposition amendé.

La proposition du président est adoptée.

(Pour le texte du projet de résolution amendé de la délégation des Pays-Bas, voir le N° 7 du *Journal*, page 97.)

Don de deux millions de dollars pour la construction et la dotation d'une Bibliothèque de la Société des Nations.

Le PRÉSIDENT annonce qu'il a reçu du président en exercice du Conseil de la Société des Nations, une communication transmettant une résolution adoptée à l'unanimité par le Conseil et demandant que cette résolution soit examinée par l'Assemblée le plus tôt possible. Un groupe américain vient d'annoncer qu'il se prépare à fournir une somme de deux millions de dollars pour la construction et la dotation d'une bibliothèque de la Société des Nations. Le Conseil, convaincu que la fondation d'une telle bibliothèque serait extrêmement avantageuse pour la Société des Nations et ne pourrait manquer de contribuer à l'efficacité de son œuvre, a décidé en principe d'accepter ce don. Il demande à l'Assemblée de confirmer cette acceptation et de prendre des mesures appropriées pour assurer la meilleure utilisation possible du don proposé.

M. MOTTA (Suisse) désire associer la Confédération helvétique et le Canton de Genève aux sentiments de gratitude éprouvés par l'Assemblée à l'égard des généreux donateurs. Ce don a une signification symbolique et montre que, dans le grand public de l'Amérique du Nord, il y a des esprits qui apprécient le magnifique effort de la Société des Nations et sont prêts à lui donner leur appui.

M. OSUSKY (Tchécoslovaquie), parlant en sa qualité de président de la Commission de contrôle, rappelle que, aux termes de l'article 23 (a) du Règlement financier, les dons susceptibles d'entraîner immédiatement ou ultérieurement une responsabilité financière pour les Membres de la Société ne peuvent

Third Committee.

The Third Committee will meet to-day (Tuesday, September 13th) at 3 p.m. in the Secretariat (Room F).

Fourth Committee.

The Fourth Committee will meet to-day (Tuesday, September 13th) at 3 p.m. in the Secretariat (Room E).

Fourth Committee: Sub-Committee on the Administrative Tribunal.

The Sub-Committee will meet to-day (Tuesday, September 13th) after the meeting of the Fourth Committee in the Secretariat (Room B).

Fifth Committee.

The Fifth Committee will meet to-day (Tuesday, September 13th) at 3 p.m. in the Secretariat (Room C).

Sixth Committee.

The Sixth Committee will meet to-day (Tuesday, September 13th) at 10 a.m. in the Secretariat (Room E).

Agenda:

1. Slavery Convention: Annual Report by the Council (documents A.13(a), A.37, A.37(a), 1927).
2. The System of the Single Transferable Vote, and the Principle of Proportional Representation in general, in connection with the Problem of the Election of the Non-Permanent Members of the Council (document A.41.1927).

II. TWELFTH PLENARY MEETING

Held at the Salle de la Réformation on Monday, September 12th, 1927, at 10 a.m.

Disarmament: Amended Draft Resolution of the Netherlands Delegation.

The PRESIDENT proposed that the amended draft resolution should be referred to the Third Committee.

The proposal of the President was adopted.

(For text of the amended draft resolution of the Netherlands delegation, see *Journal* No. 7, page 97.)

Gift of Two Million Dollars for the Construction and Endowment of a League of Nations Library.

The PRESIDENT said that he had received from the Acting-President of the Council of the League a communication forwarding a resolution which had been adopted by the Council unanimously and requesting that this resolution should be examined by the Assembly as early as possible. An American group had announced that it was prepared to furnish funds up to two million dollars for the construction and endowment of a League of Nations library. The Council, convinced that the establishment of such a library was in the best interests of the League, and that it could not fail to contribute to the efficiency of its work, had decided in principle to accept the gift. It was requesting the Assembly to confirm that acceptance and to take such measures as it might consider desirable to ensure that the gift was used to the best possible advantage.

M. MOTTA (Switzerland) said that he would like to associate the Swiss Confederation and the Canton of Geneva with the gratitude felt by the Assembly towards the generous donors. Their gift had a symbolic significance, indicating that, in the great public of North America, there were persons who appreciated and supported the magnificent effort of the League of Nations at Geneva.

M. OSUSKY (Czechoslovakia), speaking as Chairman of the Supervisory Commission, said that Article 23 (a) of the Financial Regulations provided that gifts which might directly or indirectly involve an immediate or ultimate financial liability for the Members of the League might only be accepted after authorisa-

être acceptés qu'avec l'autorisation de l'Assemblée. Les dons n'entraînant aucune responsabilité financière pour la Société peuvent être acceptés directement par le Conseil, si le Conseil estime que cette acceptation n'aura aucun effet fâcheux sur le caractère de la Société des Nations et est en harmonie avec sa politique actuelle.

Le Conseil, dans la résolution dont le président vient de parler, a expressément déclaré que ce don était en plein accord avec les stipulations du Règlement financier et qu'il ne pourrait manquer d'avoir un effet extrêmement heureux et favorable sur le caractère et l'œuvre même de la Société des Nations.

Des citoyens américains viennent de donner là la preuve tangible de leur sympathie pour les efforts de la Société des Nations. M. Osuski est convaincu que la Bibliothèque sera un centre d'intelligence et de foi et sera ainsi, à un double titre, une arme contre la guerre et l'injustice.

M. VAN EYSINGA (Pays-Bas), parlant en qualité de président de la quatrième Commission, exprime d'abord le désir d'associer la délégation des Pays-Bas aux sentiments de gratitude exprimés par MM. Motta et Osuski. Personne ne pouvait apprécier mieux qu'un citoyen des Pays-Bas la valeur d'un centre international muni d'une importante bibliothèque. La Haye, avec ses deux Cours internationales, possède une bibliothèque pour le développement du droit international due, elle aussi, à la générosité d'un citoyen des Etats-Unis, M. Carnegie. Genève jouira maintenant, elle aussi, d'un semblable avantage.

La quatrième Commission, en présence de tout nouveau développement de la vie de la Société des Nations, a pour tâche ingrate de se demander si tel ou tel événement ne risque pas d'entraîner, pour le présent ou l'avenir, des obligations financières directes ou indirectes pour les Membres de la Société. Cette tâche est particulièrement délicate et même peut-être assez peu gracieuse lorsqu'il s'agit d'un cadeau semblable à celui que l'on offre aujourd'hui. Il importe, cependant, de se conformer aux règlements. C'est une raison de plus pour lui de se réjouir que le Conseil ait déjà, en son nom personnel, accompli cette tâche déplaisante et annoncé que la donation ne peut entraîner aucune obligation financière, directe ou indirecte, présente ou future, pour les Membres de la Société des Nations. Il peut, en conséquence, bien que n'ayant pas reçu d'instructions de la quatrième Commission, inviter tous ses membres, sans aucune réserve de nature financière ou budgétaire, à approuver la décision du Conseil.

Le PRÉSIDENT veut dire aussi quelques mots en son nom personnel et au nom des quarante Etats représentés à l'Assemblée. L'offre généreuse qui vient d'être acclamée par l'Assemblée fait honneur à l'institution à laquelle elle s'adresse autant qu'à ses donateurs. Grâce à ce don, la Société des Nations deviendra un centre international d'information presque unique au monde et qui accroîtra encore le prestige et l'utilité de cette institution. Il désire en conséquence faire sentir aux donateurs que tous les délégués présents apprécient pleinement la signification et la portée de leur offre et leur exprimer, au nom de l'Assemblée, la gratitude de tous les Etats qui y sont représentés.

Il espère que l'Assemblée sera unanime à se déclarer prête à confirmer l'acceptation du don et à renvoyer à la quatrième Commission la lettre et la résolution du Conseil, afin que cette Commission puisse, au cours de ses prochaines séances, examiner les mesures d'ordre pratique qu'auront à prendre les divers organismes de la Société à la suite de cette acceptation.

La proposition du président est adoptée.

Le PRÉSIDENT ajoute que, l'Assemblée ayant confirmé l'acceptation de la donation par le Conseil, il n'y a plus aucune raison de tenir caché le nom du généreux donateur. Cette donation émane de M. John D. Rockefeller, de la Fondation Rockefeller. Outre ce don, que la Société vient d'accepter dans un commun élan de gratitude, la Fondation Rockefeller a déjà à son actif d'autres dons faits à la Société des Nations, en particulier dans le domaine humanitaire et social.

Suite de la discussion du rapport à la huitième session ordinaire de l'Assemblée sur l'œuvre du Conseil, sur le travail du Secrétariat et sur les mesures prises pour exécuter les décisions de l'Assemblée.

M. MOTTA (Suisse) dit que l'année passée, une grande préoccupation pesait sur l'Assemblée, — la question de l'entrée de

tion by the Assembly. Gifts not involving any financial liability of the League might be accepted by the Council, if the Council were satisfied that their acceptance would not undesirably affect the character of the League, and would be in accordance with its present policy.

The Council, in the resolution to which the President had referred, had stated that it was satisfied that the gift corresponded with the stipulations laid down in the financial regulations, and that it could not fail to have an extremely desirable and gratifying effect on the character and work of the League.

The citizens of America had given tangible proof that they sympathised with the efforts which the League was making. He was confident that the library would be a centre of enlightenment and faith, which were the two deadly enemies of war and injustice.

M. VAN EYSINGA (Netherlands), speaking as Chairman of the Fourth Committee, said he would first desire to associate the Netherlands delegation with the expressions of gratitude which had fallen from M. Motta and M. Osuski. No one was better able to appreciate than a citizen of the Netherlands the value of an international centre with a large library. The Hague, with its two International Courts, had a library for the development of international law which it owed also to the generosity of a citizen of the United States, Mr. Carnegie. Geneva would now enjoy a similar benefit.

It was the ungrateful task of the Fourth Committee, in the face of any new development in the life of the League of Nations, to enquire whether that event was likely to involve, immediately or in the future, financial obligations, direct or indirect, for the Members of the League. Such a task was particularly delicate, and even perhaps a little ungracious, when a gift had to be considered such as that which was being offered. The regulations, however, must be followed. He was the more pleased that the Council had already on its own account performed this unpleasing task, and had announced that the gift could not entail any financial obligation, direct or indirect, present or future, for the Members of the League. He could therefore, though he had not received any instructions from the Fourth Committee, invite all its members, without any reservation of a financial or budgetary character, to approve the decision of the Council.

The PRESIDENT said that he would like to add a few words on his own behalf and on behalf of the forty-seven States represented at the Assembly. The liberal offer which had been acclaimed by the Assembly did honour to the institution to which it was made, and to the donors. Thanks to the gift, the League of Nations would become an international centre of information, almost unique in the world, which would still further increase its prestige and add to its utility. He would therefore wish the donors to feel that everyone present understood and appreciated the meaning and scope of their offer, and he would express to them, on behalf of the Assembly, the gratitude of the States which were there assembled.

He assumed that the Assembly would unanimously declare itself ready to confirm the acceptance of the gift, and refer the letter and resolution of the Council to the Fourth Committee in order that the Committee might, during one of its coming sessions, examine the various practical provisions which the organs of the League would have to take as a result of the acceptance.

The proposal of the President was adopted.

The PRESIDENT added that, now the Assembly had confirmed the acceptance of the gift by the Council, there was no reason why the name of the generous donor should not be revealed. The gift came from Mr. John D. Rockefeller, of the Rockefeller Foundation, who had made to the League of Nations the offer which had just been accepted in a common impulse of gratitude. The name of the Foundation was already associated with other work of the League, particularly in the humanitarian and social field.

Continuation of the Discussion of the Report to the Eighth Ordinary Session of the Assembly on the Work of the Council, on the Work of the Secretariat, and of the Measures taken to execute the Decisions of the Assembly.

M. MOTTA (Switzerland) said that last year the Assembly had been much preoccupied by the question of the entry of

l'Allemagne dans la Société des Nations et dans le Conseil, et aussi le problème de l'élargissement du Conseil, — que le débat général en fut un peu écourté. Cette fois, l'Assemblée a bien rempli son rôle, qui est d'être l'organe d'un contrôle supérieur, vigilant et agissant. Les grandes impulsions portant la Société des Nations vers un radieux avenir, c'est surtout de l'Assemblée qu'elles doivent partir.

Ayant le privilège d'avoir assisté à toutes les Assemblées, il tient à citer deux traits caractéristiques de deux de ces réunions.

Lors de la première Assemblée, il n'y avait ici que les vainqueurs de la grande guerre et les neutres.

La Suisse sortait elle-même d'un grand plébiscite dans lequel les amis et les adversaires de la Société des Nations s'étaient affrontés, et le représentant de la Suisse s'est souvent félicité que le peuple suisse n'ait pas, à cette heure, fermé les oreilles à l'appel des vainqueurs et des neutres, appel qui répondait si bien au génie libre et pacifique de ce peuple.

Mais l'atmosphère, ici, était lourde; les blessures de la guerre étaient fraîches; l'allusion la plus discrète et la mieux intentionnée à l'idée de faire entrer un jour les vaincus à la Société des Nations déterminait des réactions, des incertitudes, parfois même des protestations.

M. Motta évoque ensuite ce que fut l'Assemblée du Protocole. Tous étaient alors comme saisis par la mystique de la paix; ils avaient cru qu'en établissant le Protocole, ils allaient donner à la paix des garanties inébranlables. Et pourtant, en entendant ces magnifiques discours, en écoutant les orateurs et en contrôlant leur œuvre, les doutes s'étaient déjà glissés dans l'esprit du représentant de la Suisse, et dans le discours de clôture qu'il eut l'honneur de prononcer, il posa ces questions: « Ne sommes-nous pas allés trop loin? N'allons-nous pas devancer le temps? Ne marchons-nous pas au devant d'une grande déception? »

En effet, la déception vint. Le Protocole ne put entrer en vigueur. Cependant, aujourd'hui, ne peut-on se demander si la déception a été vraiment aussi grande qu'on a bien voulu le dire?

Le Protocole attend; mais avant d'avoir acquis sa forme et sa vie définitives, il a produit, par l'atmosphère qu'il a engendrée, des effets étonnants. Sans lui, l'œuvre de Locarno ne serait point née. Il lève de partout une floraison merveilleuse de traités, de règlement judiciaire et de conciliation. Ils étaient, au mois de septembre 1924, au nombre de 120 environ. Aujourd'hui, le chiffre de ces engagements internationaux s'élève à 220.

La Suisse, en particulier, à l'heure du Protocole, le 20 septembre 1924, a conclu avec l'Italie un traité de règlement judiciaire et de conciliation qui va aussi loin que pareil traité entre deux Etats peut aller. Ce traité reste un modèle et, qu'il lui soit permis de le dire, un idéal proposé également aux autres.

Quelque temps après, elle a conclu un traité avec la France, plus tard avec l'Espagne, avec la Roumanie, avec la Belgique, et, récemment encore, avec la Colombie, un traité reconnaissant comme instance obligatoire en cas de conflit la Cour permanente de Justice internationale. Au moment de le signer, les deux signataires, M. Urrutia et M. Motta lui-même, se disaient que ce traité n'aurait jamais d'application pratique, mais les deux pays se donnaient de nouveau en exemple, et si tous les Etats suivaient cet exemple, et si tous se liaient entre eux de la sorte n'aurait-on pas, par réseau, ainsi étendu au monde entier, réalisé d'une manière indirecte l'idée fondamentale du Protocole de Genève?

Lequel des membres de l'Assemblée n'a été saisi d'un mouvement d'émotion en entendant le premier délégué de l'Allemagne déclarer ici que l'Allemagne acceptait la clause de l'article 36 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale relative à la juridiction obligatoire? Et quelques heures après, le premier délégué de la France venait s'associer à cet acte et terminait son discours par ces mots: « La paix par l'arbitrage ».

Quand deux pays qui se sont mesurés sur le champ de bataille et ont prodigué leur sang héroïque, viennent ici, quelques années après la grande guerre, proclamer la vertu, la nécessité, de l'arbitrage, ne faut-il pas être frappé, ou de cécité physique ou

Germany into the League of Nations and into the Council, and with the problem of increasing the size of the Council. That being so, the general debate had been somewhat short. On the present occasion, however, the Assembly had fulfilled its proper task, which was to act as a high controlling body, at once active and vigilant. It was mainly from the Assembly that those great impulses driving the League towards a radiant future should spring.

Having had the privilege to take part in all the sessions of the Assembly, he could refer to two special characteristics of the last two meetings.

The first ordinary session of the Assembly had consisted only of those who had won the great war and the neutral nations.

Switzerland herself had just held a big plebiscite, in which the friends and foes of the League of Nations had been confronted. The representative of Switzerland had often been glad that the people of Switzerland had not at that moment shut their ears to the appeal of the nations which had won the war and of the neutral nations, for that appeal had so well corresponded to the free and peaceful genius of his country.

At that time, however, the atmosphere had been very heavy. The havoc of war had been still fresh in the memory. The most discreet and the best-intentioned allusion to the idea that one day those who had lost the war might enter the League had provoked immediate reaction, feelings of uneasiness and even protests.

He would next recall that meeting of the Assembly at which the Protocol had been discussed. At that time, every one had been affected by the mystic influences of peace, and had thought that, in drawing up the Protocol, they were providing unshakable guarantees of peace; and yet, while he had listened to the magnificent speeches of the orators and while he had followed their work, doubts had arisen in his mind, and, in the closing speech which he had made on that occasion, he had put the following questions: "Are we not going too far? Are we not anticipating? Are we not preparing for ourselves a serious disappointment?"

And, in truth, disappointment had ensued. It had not been possible to put the Protocol into force. Nevertheless, was it not possible to wonder to-day whether that disappointment had really been as great as was maintained?

The Protocol was postponed, but, before it had acquired definite form and existence, it had produced most astonishing effects by the atmosphere which it had created. Without the Protocol, the work of Locarno could never have seen the day. Even the project of the Protocol had led to a marvellous growth of treaties for the legal settlement of disputes and treaties of conciliation. In September 1924, they amounted to about 120. At the present moment, the number of these international undertakings was 220.

Switzerland, in particular, had, when the Protocol was framed, concluded on September 20th, 1924, a treaty with Italy, providing for legal settlement and conciliation, which went as far as any such treaty could go between two States. This treaty was a model, and he would even call it an example submitted for the appreciation of other nations.

Some time after that date, Switzerland had concluded a treaty with France, then with Spain, and then with Roumania and Belgium. More recently still, she had concluded a treaty with Colombia, recognising the Permanent Court of International Justice to be a compulsory court in all cases of dispute between the two countries. When those two countries had signed that treaty, M. Urrutia and he himself had felt convinced that it would never be applied in practice; but the two countries had desired to give each other an example, and if all States followed that example, and if all States bound themselves by similar mutual bonds, a network of treaties would thus be spread over the whole world and in this way the fundamental idea of the Geneva Protocol would be put into practice.

What member of the Assembly had not been moved on hearing the first delegate of Germany declare that his country accepted Article 36 of the Statute of the Permanent Court of International Justice which concerned compulsory jurisdiction? A few hours later, the first delegate of France had associated himself with that act and had ended his speech with the words: "Peace by arbitration". When two countries, who had measured their strength upon the field of battle and had freely shed the heroic blood of their sons, came before the Assembly a few years after the great war and proclaimed the virtue and necessity of arbitration, was it possible not to be

d'insensibilité morale pour ne pas souligner la grandeur et la portée de ce geste ?

Le délégué de la Suisse en vient ensuite aux propositions de la délégation néerlandaise et de la délégation polonaise, renvoyées à la troisième Commission et dont peut-être la première Commission aura également l'occasion de s'occuper. Depuis le moment où la délégation néerlandaise a amendé sa proposition, je ne pense plus qu'il y ait une objection à ce que l'étude demandée soit faite avec la plus grande sympathie. Il convient aussi de dire quelques mots de la proposition de la délégation polonaise.

Si les délégués de l'Allemagne et de la Pologne estimaient qu'une nouvelle condamnation de la guerre d'agression, formulée ici après un débat solennel, pourrait avoir un effet utile, la délégation suisse ne pourrait refuser aussi sa petite pierre à l'édifice de la paix. C'est pourquoi il espère que la proposition polonaise sera également examinée dans les troisième et première Commissions avec une extrême bienveillance et avec toute la sympathie qu'elle mérite.

La Confédération suisse a salué avec une extrême sympathie la Conférence internationale économique, et elle tâchera d'harmoniser sa politique avec les résolutions de cette Conférence. La deuxième Commission aura l'occasion, avant que le Conseil ne s'occupe lui aussi de la suite à donner à certaines résolutions de la Conférence, d'ouvrir un débat général de principe et d'indiquer ses vues; le Conseil sera ainsi à même de tenir compte des vœux qui auront été exprimés soit par la deuxième Commission, soit éventuellement par l'Assemblée.

Le délégué de la Suisse croit être l'interprète de toute l'Assemblée en remerciant M. Briand et sir Austen Chamberlain d'avoir bien voulu discuter quelques-unes des observations formulées dans ce débat au sujet de ce qu'on peut appeler, par une formule peut-être trop simple, les méthodes du Conseil. Il ne veut pas revenir sur les entretiens, ici, entre délégués et délégués, entre Etats et Etats. Il doit reconnaître que, soit le premier délégué de la France, soit le premier délégué de l'Empire Britannique, se sont exprimés avec une élévation de vues, avec une loyauté auxquelles il rend son sincère hommage. Les deux ministres des Affaires étrangères donnent à tous un grand exemple. Le fait qu'ils se déplacent si souvent pour venir à Genève est la démonstration la plus éclatante de l'intérêt qu'ils portent à la cause de la Société. Il faut souhaiter que l'évolution qui s'est dessinée continue et que les membres des gouvernements viennent toujours plus nombreux à Genève, particulièrement les ministres des Affaires étrangères, parce que la présence de ces hommes investis de responsabilités précises est un gage du sérieux et de l'efficacité des délibérations de la Société.

Parlant de la question délicate de la publicité des discussions du Conseil, M. Motta prie les Etats et les membres du Conseil de bien vouloir admettre qu'il n'y a pas dans sa pensée la moindre intention de critique. Discuter dans le désir du mieux, avec une bonne foi entière, et en étant animé d'un esprit de bienveillance, est une des formes de la collaboration nécessaire de l'Assemblée avec le Conseil.

Sans doute, M. Motta appartient lui-même à un gouvernement, qui, comme les autres, ne délibère pas en public. Il est nécessaire que les affaires soient étudiées et portées à un certain degré avant d'affronter la discussion publique.

Pourtant, l'Assemblée délibère en public, ses Commissions également. Et voici un exemple frappant: Il y avait, l'année passée, une crise grave. Il s'agissait de la réorganisation du Conseil et de son élargissement. On avait commencé par traiter ce sujet dans des discussions privées, non au grand jour. Puis le Conseil eut la bonne inspiration de nommer une Commission de quinze membres. Celle-ci tint quinze séances, toujours en public. Elle aboutit au résultat que l'on sait. L'heure est-elle venue, aujourd'hui, de dire si la décision prise l'année passée par l'Assemblée, au sujet de la composition du Conseil, a conduit à une institution utile? Ici, plus que jamais, il s'agit d'appliquer la maxime avec laquelle M. Politis terminait son très éloquent discours: « Attendez ! ». C'est seulement après quelques années que l'on pourra dire si ce que l'Assemblée a fait l'année passée est viable et si elle donne de bons résultats.

moved, and did it not require physical blindness or moral insensibility not to appreciate the grandeur and extent of this action ?

He would turn next to the proposals of the Dutch and Polish delegations which had been submitted to the Third Committee. He thought that the First Committee ought also to be called upon to deal with them. Since the Dutch delegation had amended its proposal, he no longer saw any objection to carrying out the proposed investigation in the spirit of the greatest sympathy. He would also say something regarding the proposal of the Polish delegation. If the delegates of Germany and Poland considered that a fresh discussion of aggressive war promulgated after a solemn debate might have a useful effect, the Swiss delegation would not refuse to bring its small contribution towards the work of peace. He therefore hoped that the Polish proposal would also be examined by the Third and First Committees in the spirit of the greatest good will and with all the sympathy which it deserved.

The Swiss Confederation had welcomed with the greatest sympathy the International Economic Conference and would try to bring its policy into harmony with the resolutions of that Conference. The Second Committee would have an opportunity, before the Council itself dealt with the action to be taken under certain resolutions of the Conference, to open a general discussion of the principles underlying them and to make known its views. The Council would thus be able to take account of the recommendations expressed either in the Second Committee or eventually by the Assembly.

He thought he was interpreting the feelings of the whole Assembly in thanking M. Briand and Sir Austen Chamberlain for having discussed some of the observations made during the general debate regarding what might be called, to use a somewhat simple expression, the methods of the Council. He would not refer to the private conversations between delegates and between States at Geneva. He was bound to recognise that both the first delegate of France and the first delegate of the British Empire had expressed themselves with a loftiness of view and in a spirit of loyalty to which he would pay a sincere tribute. The two Ministers for Foreign Affairs had given a great example. The fact that they left their countries so often to come to Geneva was the most striking proof of the interest which they took in the League of Nations. It was to be hoped that the example thus given would be continued, and that members of Governments would come in increasing numbers to Geneva, more especially Ministers for Foreign Affairs, because the presence of such persons who bore special responsibilities constituted a guarantee of the seriousness and efficacy of the discussions of the League.

Turning to the delicate question of the publicity of Council meetings, he would urge the States Members of the Council not to see in his observations the least intention to criticise them. To discuss questions with a desire to achieve the best possible solutions in entire good faith and animated with a spirit of good will was a necessary form of co-operation between the Council and the Assembly.

He belonged to a Government which, like other Governments, did not discuss its affairs in public. It was necessary for affairs to be studied and to reach a certain degree of maturity before being openly discussed.

Nevertheless, the Assembly deliberated in public, and that was also the case with its Committees. The following was a striking example. A grave crisis had arisen in the previous year in connection with the reorganisation of the Council and the increase of its Members. This matter had at first been discussed in private and not openly. Then the Council had been happily inspired to appoint a Committee of fifteen members. That Committee had held fifteen meetings, and all those meetings had been in public. The results which it had achieved were well known. Was it now the time to say whether the decision adopted in the previous year by the Assembly regarding the composition of the Council had led to the creation of a useful institution? In that connection, more than ever was it necessary to apply the maxim with which M. Politis had ended his very eloquent speech and to await results. Only, after some years had passed would it be possible to say whether the Assembly had adopted a workable arrangement in the previous year, and whether that arrangement had led to good results.

Ne serait-il pas parfois utile d'éviter que le Conseil se réunisse uniquement pour consacrer les résultats déjà acquis et n'y aurait-il pas intérêt à ce que ses séances contribussent à arriver au résultat lui-même ? Le Conseil l'a fait dans plus d'une question. Lorsque, après une discussion publique, il a réussi, grâce à un effort d'union, de paix et de justice, cet effort a été salué avec une satisfaction particulière par l'opinion publique.

C'est une question de méthode très difficile, aussi convient-il qu'elle soit étudiée, et le délégué de la Suisse espère que le Conseil voudra bien lui donner son attention. En tout cas, jamais M. Motta ne favorisera une tendance dont le résultat serait de dresser face à face les grandes Puissances et les autres. Il sait trop ce que celles des nations qui ne sont pas les grandes Puissances doivent à la Société des Nations ; une grande Puissance pourrait peut-être se passer de la Société des Nations, mais non une petite Puissance si elle aspire à jouer un rôle dans la vie internationale.

Le délégué de la Suisse veut terminer par une parole de bonne foi totale : confiance en soi, confiance entre soi, confiance dans la force des idées de la Société des Nations, c'est uniquement par ce moyen que l'on pourra se rapprocher de la justice immanente.

M. Nicolas LUPU (Roumanie) dit qu'il a écouté avec la plus grande attention les discours des représentants des grandes Puissances et des petits Etats, les voix des pays d'Europe et des représentants lointains de l'Asie et de l'Amérique du Sud ; il a entendu les sages et les prudents, les sceptiques et les enthousiastes, les croyants et les soupçonneux.

En faisant la synthèse de tous ces discours, une vérité se dégage, c'est que tous les peuples et toutes les races du globe se sont réunis sous le même toit pour réaliser un idéal commun : l'organisation de l'humanité future par l'établissement de la paix.

La dernière guerre a mis en évidence deux grandes vérités, à savoir ; premièrement, qu'à la suite des grandes découvertes scientifiques, la guerre n'est plus un moyen pratique de résoudre les différends entre les peuples, que vainqueurs et vaincus restent, pendant de longues années, également épuisés ; secondement, il a été démontré qu'il existe une telle interdépendance dans la vie économique de tous les peuples que les guerres ne peuvent plus être locales. Dans une autre guerre, il ne saurait plus y avoir de neutres.

A la suite de la grande guerre, tout le monde a acquis la certitude que ce qui s'est passé ne peut, ne doit plus se répéter. C'est à cette génération, qui a connu la souffrance dans toute son immensité, que revient le grand privilège de la supprimer à jamais. Elle a, envers l'avenir de l'humanité, une responsabilité plus grande encore que celle de ceux qui ont fait la guerre, car ils pouvaient avoir l'excuse de ne pas en prévoir les conséquences.

Certes, pour remplir sa haute mission, la Société des Nations n'est encore ni complète, ni parfaite. Certaines Puissances l'ont quittée ; la grande nation à laquelle on doit le père spirituel de la Société des Nations, le grand Wilson, est encore absente ; mais aucun empire, si puissant soit-il, ne saurait désormais vivre isolé ici-bas.

Sans doute aussi, l'organisme de la Société est loin d'être parfait. Mais serait-ce se montrer exigeant que de demander qu'au moins entre les Membres actuels de la Société des Nations, la guerre, dans les cas tolérés par le Pacte, soit également interdite ?

Serait-il vrai que les peuples de ces Etats ne sont pas préparés à cela ? Que l'on interroge les anciens combattants, les mutilés de guerre, les veuves et les orphelins, les parents de ceux qui gisent dans les champs d'honneur qui parsèment le monde. Leur réponse est connue d'avance. Et s'il faut une propagande pour le désarmement moral parmi ceux qui ont encore besoin d'être convaincus, la Société a de précieux alliés dans les nombreux représentants de la presse mondiale qui suivent de près ses travaux.

M. DANDURAND (Canada) dit que son pays est en plein accord avec la Société des Nations dans ses efforts vers le désarmement. Le Canada a d'ailleurs un voisin pacifique, ce qui explique le sentiment de pleine sécurité dans lequel il vit.

Would it not sometimes be useful for the Council not invariably to meet with the object of taking note of results already achieved ? Would it not be of advantage that its meetings should contribute to achieving the result itself ? The Council had followed this line of action on more than one occasion. When, as the result of a public discussion, it had succeeded in its task, thanks to an effort to achieve union, peace and justice, such an effort had been greeted with special satisfaction by public opinion.

It was a question of method which was very difficult to solve, but it should be investigated, and he hoped that the Council would give it attention. In any case, he would never be in favour of any tendency of which the result would be to put the great Powers and the other Powers at odds with each other. He was only too well-aware of what nations which were not great Powers owed to the League. A great Power might perhaps do without the League, but not a small Power, if that Power desired to play a part in international life.

He desired to end on a note of encouragement. To be confident in oneself and to be confident in the strength and ideas of the League was the sole way of attaining immanent justice.

M. Nicholas LUPU (Roumania) said that he had listened with the greatest attention to the speeches of the representatives of the great and small Powers, to the speeches of the representatives of European countries and of the representatives of far-off Asiatic countries and South-American States. He had listened to wise, prudent, sceptical or enthusiastic observations, to the observations of those who believed in the League and those who were suspicious of it.

Surveying these speeches, he discovered that all peoples and all races in the world were united in their desire to achieve a common ideal ; that ideal was the organisation of the future of humanity by the establishment of peace.

The last war had shown two great truths. First, that, as the result of scientific discoveries, war was no longer a practical means of solving disputes between peoples, for conquerors and conquered remained alike exhausted through long periods of years. Secondly, it had been shown that the economic life of all peoples was so intertwined that war could no longer be local ; in the next war, it would be impossible to find any neutral nation.

As the result of the great war, the whole world was quite certain that what had happened must never be allowed to occur again. It was for the present generation, which had known the suffering caused by the war in its full force, to suppress it for ever. The present generation had a greater responsibility towards mankind than the generation which had made the war, for the latter might plead that it had been unable to foresee the consequences.

Obviously, in order to fulfil its high mission, the League was yet neither complete nor perfect. Some Powers had left it ; the great nation to which the League owed its spiritual father, President Wilson, was still outside the League. Nevertheless, no Empire, however strong it was, could continue to live in isolated grandeur.

Obviously, the organisation of the League was far from perfect, but was it asking too much to demand that, at least among its present Members, war, in the circumstances allowed by the Covenant, should also be prohibited ?

Was it really true that the peoples belonging to these States were not prepared to go as far as that ? Ask those who had taken part in the late war, those who had been maimed in it, the widows and the orphans, the parents of those who lay buried in the fields of honour scattered about the world. Their reply could be given in advance. Propaganda in favour of moral disarmament must be conducted among those who still needed to be convinced, and the League in this respect had valuable allies in the numerous representatives of the world Press who followed its work so closely.

Mr. DANDURAND (Canada) said that his country was in full agreement with the League in its desire for disarmament. Canada had a peaceful neighbour and lived with a feeling of full security.

Le Canada est en faveur de l'arbitrage dans la solution de ses différends avec l'étranger. Il a déjà accepté de recourir à cette procédure et a ainsi perdu d'immenses espaces, les Etats-Unis s'étant enrichis à ses dépens dans l'Alaska et, à Terre-Neuve, d'un territoire plus grand que l'Italie. Cela n'empêche pas le Canada de rester fortement attaché à l'idée de l'arbitrage, car il croit qu'une transaction malheureuse vaudra toujours mieux qu'une guerre heureuse.

Si le Canada a rejeté le Protocole, c'est parce qu'il lui a fallu tenir compte des conséquences qu'entraînerait la non-participation des Etats-Unis au point de vue des tentatives d'application de sanctions économiques et militaires. Cependant, le Canada reste fermement convaincu qu'il faut soumettre les différends internationaux à l'arbitrage et il s'est déclaré disposé à envisager l'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour permanente de Justice internationale dans les différends d'ordre juridique, avec certaines réserves, et à étudier les moyens permettant de compléter les dispositions du Pacte en vue du règlement des questions de caractère non juridique.

S'il n'y a pas de barrière militaire entre le Canada et les Etats-Unis, il y a une barrière douanière, plus élevée du côté américain que du côté canadien. Le Canada est le seul pays qui ait depuis la guerre abaissé son tarif. Il l'a réduit quatre fois et a signé de nombreux traités contenant la clause de la nation la plus favorisée. On voit donc qu'il a accepté d'avance les recommandations de la Conférence économique internationale; aussi ce pays a-t-il été bien aise de constater que les représentants des Etats-Unis y adhéraient.

Le délégué du Canada tient à ajouter quelques mots sur le problème des minorités. Le premier devoir des gouvernements est de s'efforcer de rendre le peuple heureux et ce devoir ne s'arrête pas à la majorité du peuple, il s'étend à toute la nation. Qu'un gouvernement fasse oublier à une minorité qu'elle est une minorité, c'est là la plus haute expression de la civilisation. Il appartient personnellement à la minorité de la Confédération canadienne, mais sa race forme le groupe dominant dans la province de Québec. Or, les législatures provinciales ont seules au Canada l'autorité en matière d'enseignement et de droit civil, et il peut donner sa province en exemple au monde entier. Les autorités y ont créé un Conseil de l'instruction publique, composé d'une section catholique pour la majorité française et d'une section protestante pour la majorité anglaise. Chacune de ces sections est maîtresse absolue de l'enseignement dans ses écoles et les subventions de la province sont réparties suivant le chiffre de la population respective des deux groupes.

M. VILLEGAS (Chili) désire parler de la question qui a été définie en 1924 sous la formule à trois termes: arbitrage, sécurité, désarmement.

Le Chili est pour le moment le seul des pays américains présents à cette Assemblée qui ait collaboré d'une façon active et constante au problème de désarmement ou plutôt, suivant le point de vue chilien, au problème de la limitation des armements. Le Chili a été associé dès la première heure à ces travaux, puisqu'il a été désigné par le Conseil pour siéger à la Commission temporaire mixte et qu'il a collaboré aux diverses commissions qui ont continué la tâche de la Commission temporaire mixte. Tout en préconisant le système des accords particuliers ou régionaux, le Chili a fourni les preuves de son attachement à l'œuvre générale entreprise par la Société ainsi qu'à tous ses efforts vers la paix.

Le Chili a continué à prouver son invariable adhésion aux principes de l'arbitrage. Après avoir signé et ratifié le Pacte de conciliation entre Etats américains connus sous le nom de « Pacte Gondra », il a conclu cette année avec l'Italie et l'Espagne des traités de conciliation et de règlement judiciaire d'une portée aussi étendue que ceux dont a parlé M. Motta.

Bien qu'il croie que l'esprit ayant animé les discours prononcés à cette Assemblée importe plus que des textes signés, il donne son appui aux principes dont s'inspire la déclaration proposée par la délégation polonaise ainsi qu'à la proposition de la délégation néerlandaise.

L'Assemblée a entendu des conseils d'audace et des conseils de prudence. Les uns et les autres sont des manifestations de la profonde vitalité de la Société des Nations. Il y a des façons différentes de s'attaquer aux problèmes actuels, mais cela même ne présente que des avantages car, du contraste et de la

Canada was in favour of arbitration for the settlement of her disputes with foreign countries. She had already accepted arbitration, and had, as a result, lost vast tracts of territory, the United States having been enriched at her expense with Alaska and with a territory as large as Italy in Newfoundland. That did not prevent Canada from remaining firmly attached to the principle of arbitration, since she was convinced that a bad bargain was always better than a successful war.

Canada had rejected the Protocol, because it had been necessary for her to take into account the consequences entailed, by the non-participation of the United States from the point of view of the application of economic and military sanctions. Canada, however, remained firmly convinced that it was necessary to submit international disputes to arbitration and had signified her willingness to accept the compulsory jurisdiction of the Permanent Court of International Justice in disputes of a legal character, subject to certain reservations, and to study means for enabling the provisions of the Covenant to be completed with a view to the settlement of disputes of a non-legal character.

There were no military barriers between Canada and the United States, but there was a Customs barrier which was higher on the American than on the Canadian side. Canada was the only country which had, since the war, lowered her tariffs. She had reduced them five times, and signed numerous treaties containing the most-favoured-nation clause. She had therefore accepted in advance the recommendations of the International Economic Conference, and she was glad to note that the representatives of the United States had adhered to them.

He added a word in regard to minorities. It was the duty of Governments to endeavour to make their people happy, and this duty extended to minorities as well as to the majority of the population. It was the highest expression of civilisation for a Government to make a minority forget that it was a minority. He himself belonged to a minority in the Canadian Confederation, but the group to which he belonged was predominant in the province of Quebec. The professional legislation in Canada alone had authority to deal with education and civil law, and he would offer his province as an example to the whole world. There the authorities had created a public education board, composed of a Catholic section for the French majority and a Protestant section for the English minority. Each of these sections had absolute control of education in its schools, and the financial contributions of the province were divided according to the respective populations of the two groups.

M. VILLEGAS (Chile) referred to the question which had been defined in 1924 under the threefold formula of arbitration, security and disarmament.

Chile was for the moment the only country of America in that Assembly which had collaborated actively and constantly in studying the problem of disarmament or, as she regarded it, the problem of the limitation of armaments. Chile had been associated in that work from the outset, having been appointed by the Council to sit on the Temporary Mixed Commission, and having served on the various Committees which had carried on the work of the Temporary Mixed Commission. While advocating the system of special or regional agreements, Chile had shown proofs of her attachment to the general task of the League and the efforts of the League towards peace.

Chile had continued to show proof of her loyal adhesion to the principle of arbitration. After having signed and ratified the treaty of conciliation between American States known as the "Gondra" Agreement, she had concluded that year with Italy and Spain treaties of conciliation and judicial settlements as extensive as those which had been quoted by M. Motta.

While believing that the spirit which had animated the speeches delivered at that Assembly was of more importance than texts, he would support the proposal submitted by the Netherlands delegation, and he adhered to the principles underlying the declaration proposed by the Polish delegation.

The Assembly had heard counsels of prudence and of audacity. Both were equally a proof of the profound vitality of the League of Nations. There were different methods of approaching the problems of the moment, but that was an advantage, since the contrast and comparison of these methods

comparaison de ces méthodes, résultera un enrichissement de la méthode générale de la Société.

Closure of the general discussion on the report concerning the work of the Council.

Le PRÉSIDENT déclare close la discussion sur l'œuvre du Conseil.

Codification du droit international: Projet de résolution de la délégation du Paraguay.

Le PRÉSIDENT fait savoir que la Commission de l'ordre du jour recommande de renvoyer ce projet de résolution à la première Commission.

The recommendation of the Commission of the order of the day is adopted.

(Pour le texte du projet de résolution, voir le n° 7 du *Journal*, page 94.)

The séance est levée à 12 h. 55.

III. DEUXIÈME SÉANCE DE LA TROISIÈME COMMISSION

La troisième Commission s'est réunie hier, lundi 12 septembre à 15 heures, sous la présidence de M. BENEŠ (Tchécoslovaquie)

General discussion of the order of the day.

Le PRÉSIDENT déclare que les débats de l'Assemblée ont réussi à créer une atmosphère de confiance permettant d'espérer des progrès dans la question de l'arbitrage, de la sécurité et du désarmement. Les événements survenus justifient d'ailleurs cette confiance. Depuis 1924, l'extension du principe de l'arbitrage a fait des progrès considérables; dans le domaine de la sécurité, on est également arrivé à un résultat très important et le sentiment général sur ce point est que la sécurité est augmentée en Europe. Les travaux de la Société des Nations en matière de sécurité ont spécialement porté sur l'article XI du Pacte et ont donné des résultats positifs en ce qui concerne, en particulier, la jurisprudence du Conseil et le fonctionnement matériel des organes de la Société en temps de crise.

Dans le domaine du désarmement, les résultats ne sont pas aussi importants, tout en étant loin d'être négligeables. Le travail de la troisième Commission, de l'avis du président, consiste non pas à étudier par le menu les résultats acquis, mais à chercher la voie pour des développements possibles en étudiant les résolutions néerlandaise et polonaise.

Le président est certain que les travaux de la troisième Commission aboutiront à renforcer le sentiment d'optimisme et de confiance qui est résulté des débats de l'Assemblée.

M. LOUDON (Pays-Bas), fait un exposé de l'état des travaux de la Commission préparatoire du désarmement qu'il croit ne pas être estimés à leur juste valeur.

La Commission préparatoire, mise en présence d'un questionnaire adopté par le Conseil, a fait établir par des Comités techniques une documentation extrêmement complète sur un certain nombre de questions qu'on peut classer de la façon suivante:

- 1° Travaux relatifs à la sécurité et, en particulier, fonctionnement des organes de la Société des Nations en temps de crise et étude de l'article 16;
- 2° Méthodes techniques de réduction et de limitation des armements;
- 3° Etudes des rapports existant entre la puissance économique et la puissance militaire des Etats;
- 4° Travaux sur des questions spéciales: guerre chimique, aviation civile, budgets de défense nationale et moyens d'assurer le respect d'une convention de désarmement.

would result in a general enrichment of the procedure of the League.

Close of the General Discussion on the Report of the Work of the Council.

The PRESIDENT declared the discussion on the work of the Council to be at an end.

Codification of International Law: Draft Resolution of the Delegation of Paraguay.

The PRESIDENT announced that the Agenda Committee recommended that this draft resolution should be referred to the First Committee.

The recommendation of the Agenda Committee was adopted.

(For the text of the draft resolution, see *Journal* No. 7, page 94.)

The meeting rose at 12.55 p.m.

III. SECOND MEETING OF THE THIRD COMMITTEE

The Third Committee held its second meeting yesterday (Monday, September 12th) at 3 p.m. under the chairmanship of M. BENES (Czechoslovakia).

General Discussion of the Agenda.

The CHAIRMAN said that the discussion in the Assembly had succeeded in creating an atmosphere of confidence which made it possible to hope that progress regarding questions of arbitration, security and disarmament would be made. Events which had occurred had justified this confidence. Since 1924 the extension of the principle of arbitration had made considerable progress. In the field of security a very important result had also been achieved, and the general feeling on this point was that security in Europe had increased. The work of the League of Nations, as far as security was concerned, had more especially been directed to Article XI of the Covenant, and had led to positive results regarding, more particularly, the jurisprudence of the Council and the material working of the organisations of the League in times of crises.

In the field of disarmament, the results were not so important, though they were far from negligible. The work of the Third Committee, in his view, should consist, not in studying the results already reached, but in endeavouring to find a way to achieve possible developments by studying the Dutch and Polish resolutions.

He was sure that the work of the Third Committee would increase the feeling of optimism and confidence which had resulted from the discussions of the Assembly.

M. LOUDON (Netherlands) made a statement as to the position of the work of the Preparatory Commission for the Disarmament Conference, which he did not think was estimated at its just value.

The Preparatory Commission had been asked to consider the questionnaire adopted by the Council. It had instructed technical committees to compile documents, which were extremely complete, on a certain number of questions which might be classified as follows:

1. Work relating to security, in particular the working of the organs of the League of Nations in times of crisis, and the investigation of Article 16;
2. Technical methods for the reduction and limitation of armaments;
3. Examination of the relations existing between the economic and the military power of States;
4. Work on special questions: chemical warfare, civil aviation, national defence budgets and methods of ensuring respect for a disarmament convention.

Les textes de première lecture établis par la Commission préparatoire constituent une première tentative de mettre sous forme de projet de convention les idées qui ont surgi de toute cette documentation. Il est injuste de considérer le premier résultat de cette tentative toute nouvelle comme un échec.

M. Loudon considère qu'en fait de désarmement, la première étape consiste à effectuer une limitation de façon à empêcher tout d'abord la reprise d'une course aux armements. Il croit qu'il est préférable que la troisième Commission s'abstienne de discuter les textes établis par la Commission préparatoire. Il ne nie pas la déception de l'opinion publique, mais il croit qu'elle s'explique par les illusions naïves et les espoirs exagérés dans lesquels cette opinion a été entretenue.

L'orateur rappelle que la Commission préparatoire s'est ajournée afin de laisser aux gouvernements et aux opinions publiques le temps d'examiner le problème et de mûrir la question; il ne croit pas que ce temps ait été bien employé et il hésite à penser qu'une convocation en novembre serait chose souhaitable. Une nouvelle réunion de la Commission préparatoire ne doit avoir lieu qu'après une préparation sérieuse dans les pays intéressés et, d'autre part, un retard de quelques semaines ou même de quelques mois aurait en soi moins d'importance qu'un nouvel échec de la Commission.

Il termine en déclarant que, si l'Assemblée affirme que les principes du Protocole sont toujours vivants et ne se laisse pas décourager, elle pourra donner une impulsion vigoureuse à la Commission préparatoire. La troisième Commission doit prendre l'initiative de cette impulsion.

M. SANDLER (Suède) déclare que le rapport de la Commission préparatoire était insuffisant pour comprendre ses travaux et pour chercher, comme on invite la troisième Commission à le faire, les développements possibles. Sans vouloir refaire le travail de la Commission préparatoire, il est nécessaire de posséder les procès-verbaux de cette Commission, qui seuls peuvent montrer quelles sont les conditions politiques indispensables pour arriver à une solution. Il demande, en conséquence, qu'on donne communication de ces procès-verbaux à la troisième Commission.

M. LOUDON (Pays-Bas) rappelle que la Commission préparatoire a prié le Conseil d'envoyer les procès-verbaux à tous les gouvernements.

Le PRÉSIDENT signale que cette décision du Conseil n'a pu encore être exécutée en raison des retards d'impression. Il s'informerait s'il est possible, sans dépenses exagérées, d'accélérer la distribution de ces procès-verbaux.

M. GUERRERO (Salvador) croit qu'on a voulu à tort englober la question du contrôle de la fabrication privée des armes dans celle de la réduction des armements. En matière de fabrication privée, il ne s'agit pas de réduction ou de limitation mais simplement de publicité. L'Assemblée de 1925 avait exprimé le désir qu'une conférence se tint avant l'Assemblée de 1926. Ce vœu ne fut pas exaucé. En 1926, l'Assemblée redemanda que dans le cas où la Conférence du désarmement n'aurait pas lieu, une conférence spéciale fut réunie pour traiter la question de la fabrication privée. Cette conférence ne fut pas réunie. Cette lenteur à exécuter les décisions de l'Assemblée est absolument contraire à la volonté unanime des Membres de la Société et il est difficile de comprendre pourquoi le Conseil, dont tous les Membres font partie de l'Assemblée, semble avoir sur cette question des vues différentes de celle-ci.

La question de la fabrication des armes est posée par l'article 8 du Pacte, qui ne vise expressément que la fabrication privée, mais la Société des Nations, en étudiant cette question, s'engageait en même temps dans celle du contrôle du commerce des armes. Sur ce dernier point, les travaux aboutirent à la convocation d'une conférence internationale et à l'élaboration d'une convention; la conférence s'aperçut que la convention qu'elle avait élaborée faisait peser sur les Etats non producteurs d'armes une inégalité en donnant la publicité à leurs armements. Pour remédier à cette inégalité, la conférence fit dépendre la ratification de cette convention de celle d'une convention sur la fabrication des armes et exprima le vœu que l'aspect international de la fabrication des armes fut examiné. Or, le contrôle de la fabrication privée des armes ne ferait pas disparaître cette

The texts established on a first reading by the Preparatory Commission were a first effort to put into the form of a draft convention the ideas which had emerged from these documents. It was unjust to consider the first results of this effort, entirely novel in character, as a failure.

As far as disarmament was concerned, the first stage, in his opinion, consisted in effecting a limitation of armaments so that a renewal of the rivalry in armaments might be prevented. It was preferable that the Third Committee should abstain from discussing the texts established by the Preparatory Commission. He did not deny that public opinion had been disappointed, but he believed that this disappointment was explained by the somewhat ingenuous illusions and the exaggerated hopes which public opinion had been led to entertain.

He would remind the Committee that the Preparatory Commission had adjourned in order to give the Governments and public opinion time to consider the problem and to allow the question to mature. He did not think that its time had been well employed and he hesitated to believe that a convening of the Commission in November was desirable. A further meeting of the Preparatory Commission should only take place after a serious preparation in the countries concerned, and a delay of a few weeks, or even a few months, would in itself be of less importance than a new check in the work of the Commission.

He would conclude by stating that, if the Assembly affirmed that the principles of the Protocol should always remain a living reality, and if the Assembly did not permit itself to be discouraged, it might give a vigorous impulse to the work of the Preparatory Commission. It was for the Third Committee to take the initiative.

M. SANDLER (Sweden) said that the report of the Preparatory Commission did not suffice to explain its work, or to enable special developments to be sought as the Third Committee had been invited to do. Without wishing to do over again the work of the Preparatory Commission, he thought it was necessary to have the Minutes of that Commission, which alone could show what were the necessary political conditions for achieving a solution. He therefore asked that the Minutes might be communicated to the Third Committee.

M. LOUDON (Netherlands) reminded the Committee that the Preparatory Commission had asked the Council to send the Minutes to all the Governments.

The CHAIRMAN pointed out that it had not been possible to carry out this decision of the Council owing to delays in the printing of the Minutes. He would enquire whether it was possible without undue expense to accelerate the distribution of the Minutes.

M. GUERRERO (Salvador) thought that it had been a mistake to bracket the question of the control of the private manufacture of arms with the question of the reduction of armaments. As regarded private manufacture, the problem was not one of reduction or limitation but merely of publicity. The Assembly in 1925 had expressed the desire that a Conference should be held before the Assembly of 1926. This recommendation had not been fulfilled. In 1926 the Assembly again asked that, in the event of a Disarmament Conference not taking place, a special conference might be convened to deal with the question of private manufacture. This conference could not be called together. The slowness in carrying out the decisions of the Assembly was quite contrary to the unanimous desire of the Members of the League, and it was difficult to understand why the Council, all of whose Members formed part of the Assembly, appeared to have views on this question different from those of the Assembly.

The question of the manufacture of arms was raised by Article 8 of the Covenant, which explicitly covered only private manufacture. The League of Nations, however, in studying this question, had at the same time undertaken to deal with the question of the control of the traffic in arms. In regard to this last point, the work had resulted in the convening of an international conference and the framing of a convention. The Conference realised that the convention which it had elaborated imposed on States which did not produce arms an inequality by giving publicity to their armaments. In order to remove this inequality, the Conference made the ratification of that convention depend upon the ratification of a convention on the manufacture of arms, and expressed the desire that the international aspect of the manufacture of arms should be examined. The

inégalité, les Etats producteurs d'armes pouvant continuer à s'adresser à leurs industries d'Etat. De là vient l'extension de la question du contrôle de la fabrication privée au contrôle de toutes les fabrications.

Le représentant de l'Italie au Conseil a fait observer que la question de la fabrication privée était posée par le Pacte indépendamment des questions de désarmement et qu'en voulant s'occuper des fabrications d'Etat on aboutissait à mêler inutilement ces deux ordres d'idées. M. Guerrero ne croit pas que les faits justifient cette opinion puisque c'est le contrôle du commerce des armes qui fit introduire dans les études la question de la fabrication d'Etat. M. Guerrero voit donc deux raisons de trouver rapidement une solution à la question de la fabrication privée: d'abord, pour obtenir la ratification de la Convention sur le commerce des armes, ensuite pour apporter un minimum de publicité aux mouvements des matériels de guerre, publicité sans laquelle on ne peut pas sérieusement envisager la limitation du matériel d'armements. Il croit donc indispensable que l'Assemblée renouvelle formellement le désir que soit convoquée à bref délai une conférence dans le courant de l'année prochaine pour traiter du contrôle de la fabrication des armes.

Le comte BERNSTORFF (Allemagne) expose qu'à son avis il ne s'agit pas de limitation des armements mais de réduction. Les pays qui ont effectué cette réduction en exécution des traités de paix demandent que les autres signataires le fassent à leur tour.

Il ne partage pas l'opinion de M. Loudon sur la date de convocation de la Commission préparatoire. Il avait été prévu que celle-ci se réunirait une deuxième fois dans le courant de 1927; cette réunion est possible et sera très utile pour établir un texte plus clair que celui qui est actuellement soumis aux gouvernements. Se référant au discours de M. Guerrero, il explique que la Commission spéciale pour la fabrication privée s'est trouvée dans la situation suivante: un groupe de ses membres s'opposait à ce que la question de la fabrication d'Etat fut discutée, un autre groupe ne voulait discuter la fabrication privée qu'à la condition que fût jointe la fabrication d'Etat, enfin un troisième groupe pensait que la question était liée à celle du désarmement et qu'il était préférable d'attendre la fin des travaux de la Commission préparatoire.

M. LOUDON (Pays-Bas) répète que son opinion personnelle est qu'il suffirait pour le moment de se borner à effectuer une limitation des armements qui ne serait d'ailleurs qu'une première étape. Il serait très heureux que la Commission pût se réunir en novembre, mais il n'a pas l'impression que les gouvernements ni l'opinion publique ne soient utilement préparés à cette nouvelle réunion.

Le PRÉSIDENT suggère de terminer la discussion générale à la prochaine séance et de prendre ensuite une par une les questions figurant à l'ordre du jour de la Commission, ces questions feraient l'objet de résolutions séparées qui seraient ensuite présentées à l'Assemblée dans un rapport unique.

M. PAUL-BONCOUR (France) croit difficile de trop limiter la discussion générale. Les questions posées par les propositions polonaise et néerlandaise ne peuvent s'éclaircir que par l'étude des travaux de la Commission préparatoire. Les difficultés devant lesquelles celle-ci s'est trouvée ne sont plus de sa compétence; d'autre part, les délégués de la troisième Commission sont évidemment embarrassés, car ils ont actuellement une connaissance insuffisante des circonstances dans lesquelles se sont déroulés les travaux de la Commission préparatoire.

Sir George PEARCE (Australie) demande si la troisième Commission aura pour tâche de discuter les textes préparés par la Commission préparatoire.

Le PRÉSIDENT répond que telle n'est pas la tâche de la Commission qui doit étudier les conditions permettant à la Commission préparatoire de poursuivre ses travaux.

M. MOTTA (Suisse) signale qu'il serait intéressant de poursuivre la discussion générale, qui peut-être ferait ressortir

control of the private manufacture of arms would not remove this inequality, since the States which produced arms might continue to resort to their State industries. The extension of the question of the control of private manufacture to the control of all manufacture followed as a matter of course.

The representative of Italy on the Council had observed that the question of private manufacture was raised by the Covenant independently of the question of disarmament, and that the Assembly, by desiring to deal with State manufacture, only succeeded in uselessly confusing two classes of questions. He did not think that the facts justified this opinion, since it was the control of the traffic in arms which caused the question of State manufacture to be introduced into the investigations. He saw, therefore, two reasons for seeking a rapid solution of the question of private manufacture. It should be sought, first, in order to obtain the ratification of the Convention on the Traffic in Arms, and, secondly, in order to introduce a minimum of publicity into the movement of war material. Without such publicity, it was impossible seriously to contemplate a limitation of armaments. He accordingly thought it indispensable for the Assembly formally to reiterate the desire that a conference should be convened in the course of next year to deal with the control of the manufacture of arms.

Count BERNSTORFF (Germany) said that, in his opinion, the problem was not the limitation but the reduction of armaments. The countries which had effected a reduction in execution of the Peace Treaties asked that the other signatories should in their turn reduce their armaments.

He did not share the opinion of M. Loudon concerning the date on which the Preparatory Commission should meet. It had been contemplated that the Commission would come together a second time during 1927. This meeting was possible, and would be extremely useful in order to establish a clearer text than that which was at present submitted to the Governments.

Referring to the speech of M. Guerrero, he would point out that the Special Commission on Private Manufacture was in the following position: a group of its members was opposed to the question of State manufacture being discussed, while another group only wished to discuss private manufacture on condition that State manufacture was also included. There was finally a third group which thought that the question was bound up with that of disarmament, and that it was preferable to await the end of the work of the Preparatory Commission.

M. LOUDON (Netherlands) persisted in his personal view that it would suffice for the moment to confine the problem to effecting a limitation of armaments, which would only be a first stage. He would be very glad if the Commission could meet in November, but he was under the impression that neither the Governments nor public opinion would be sufficiently prepared for this further meeting.

The CHAIRMAN suggested that the general discussion should be concluded at the next meeting, and that the Committee should then take one by one the questions on the agenda, these questions being made the subject of separate resolutions which would be submitted to the Assembly in a single report.

M. PAUL-BONCOUR (France) thought it would be difficult too drastically to limit the general discussion. The question raised by the Polish and Dutch proposals could only be cleared up by a study of the work of the Preparatory Commission. The difficulties with which that Commission had been confronted were no longer within its competence. On the other hand, the delegates of the Third Committee were obviously in an embarrassing position, as they were at present insufficiently acquainted with the circumstances in which the work of the Preparatory Commission had been done.

Sir George PEARCE (Australia) asked whether it would be the task of the Third Committee to discuss the texts prepared by the Preparatory Commission.

The CHAIRMAN replied that such was not the task of the Committee, which must study the conditions which would enable the Preparatory Commission to proceed with its work.

M. MOTTA (Switzerland) observed that it would be interesting to continue the general discussion, in which the members might

certaines questions juridiques que la première Commission aurait intérêt à connaître le plus tôt possible.

M. SOKAL (Pologne) estime que la troisième Commission n'a pas simplement à expédier les affaires courantes, mais que l'Assemblée, en lui envoyant les propositions néerlandaise et polonaise, a souligné qu'elle attendait beaucoup plus de ses délibérations. Il s'agit pour elle de répondre à cette question: que peut faire actuellement la Société des Nations en matière de désarmement et de sécurité? Il est indispensable que le débat général prenne toute l'ampleur voulue pour répondre à cette question.

La suite de la discussion générale est renvoyée au lendemain.

IV. DEUXIÈME SÉANCE DE LA QUATRIÈME COMMISSION

La quatrième Commission a tenu hier, lundi 12 septembre, à 15 heures, sa deuxième séance, sous la présidence de M. VAN EYSINGA (Pays-Bas).

Communication du Bureau de l'Assemblée.

Le PRÉSIDENT donne lecture d'une lettre du Bureau de l'Assemblée expliquant que les procès-verbaux devront consister simplement en un résumé des débats.

Il informe la Commission qu'il a écrit aux autres Commissions pour leur rappeler que les propositions entraînant des crédits supplémentaires doivent être soumises aussitôt que possible à la Commission de contrôle et à la quatrième Commission.

Communication du président de l'Assemblée.

Le PRÉSIDENT rappelle la suggestion qui a été faite au sujet de la disposition des sièges dans la salle d'Assemblée; une somme de 10.000 francs devrait être portée au budget de 1928 pour l'exécution des modifications nécessaires.

La Commission décide de renvoyer la question à la Commission de contrôle pour avis.

Désignation des Sous-Comités des contributions arriérées et du Tribunal administratif.

La Commission décide que ces deux Sous-Comités seront ainsi composés:

Sous-Comité des contributions arriérées:

M. MOLLOFF (Bulgarie),
M. RESTREPO (Colombie),
M. RÉVEILLAUD (France),
M. GHADIMY, en remplacement de M. KITABGI (Perse),
M. VANNERSTEN (Suède).

Comité du Tribunal administratif:

M. ZUMETA (Venezuela),
M. TUMEDEI (Italie),
Sir C. P. Ramaswami AYYAR (Inde),
M. TANCZOS (Hongrie),
M. KAAS (Allemagne).

Rapport de la Commission de contrôle sur ses vingt-deuxième, vingt-troisième et vingt-quatrième sessions.

M. OSUSKI (Tchécoslovaquie), président de la Commission de contrôle, rend compte des travaux de la Commission de contrôle depuis la dernière Assemblée.

Comptes vérifiés de 1926 (document A. 3. 1927).

La Commission adopte sans discussion les comptes de 1926.

Situation financière de la Société au 31 août 1927 (document A. 47. 1927).

La Commission prend acte du mémoire du Secrétaire général.

Rapport du Conseil sur les nouveaux travaux entraînant pour la Société des Nations des charges supplémentaires.

La Commission prend acte de ce rapport (document A. 46. 1927).

bring into prominence certain legal questions of which the First Committee might, with advantage be informed as soon as possible.

M. SOKAL (Poland) thought that the Third Committee had not merely to expedite current business, but that the Assembly, by referring to it the Dutch and Polish proposals, had indicated that it was expecting much more from its discussions. The Committee had to reply to the following questions: What could the League of Nations do at the present moment in regard to disarmament and security? It was indispensable that the general discussion should have as wide a scope as possible, in order that this question might be answered.

The continuation of the general discussion was adjourned until the following day.

IV. SECOND MEETING OF THE FOURTH COMMITTEE

The Fourth Committee met yesterday (Monday, September 12th, 1927), at 3 p.m. under the chairmanship of M. VAN EYSINGA (Netherlands).

Communication from the General Committee of the Assembly.

The CHAIRMAN read a letter from the General Committee concerning the Minutes, which would only be a summary of the proceedings.

He informed the Committee that he had written to remind the other Committees that supplementary credits should be submitted as soon as possible to the Supervisory Commission and the Fourth Committee.

Communication from the President of the Assembly.

The CHAIRMAN said that a suggestion had been made with regard to the seating arrangements in the Assembly Hall. It was proposed that the sum of 10,000 francs should be allocated in the 1928 Budget to provide for necessary alterations.

The Committee decided to refer this matter to the Supervisory Commission for its opinion.

Appointment of Sub-Committees on Contributions in Arrears and on the Administrative Tribunal.

The Committee decided that the Sub-Committees should be constituted as follows:

Sub-Committee on Contributions in Arrears:

M. MOLLOFF (Bulgaria),
M. RESTREPO (Colombia),
M. REVEILLAUD (France),
M. GHADIMY in place of M. KITABGI (Persia),
M. VANNERSTEN (Sweden).

Sub-Committee on the Administrative Tribunal:

M. ZUMETA (Venezuela),
M. TUMEDEI (Italy),
Sir C. P. Ramaswami AYYAR (India),
M. TANCZOS (Hungary),
M. KAAS (Germany).

Report of the Supervisory Commission on its Twenty-second, Twenty-third and Twenty-fourth Sessions.

M. OSUSKY (Czechoslovakia), Chairman of the Supervisory Commission, gave an account of the Supervisory Commission since the last Assembly.

Audited Accounts for 1926 (document A. 3. 1927).

The Committee adopted the Accounts for 1926 without discussion.

Financial Situation of the League on August 31st, 1927 (document A. 47. 1927).

The Committee took note of the memorandum of the Secretary-General.

Report by the Council on New Work involving Additional Expenditure on the Part of the League.

The Committee took note of this report (document A. 46. 1927).

Désignation d'un rapporteur.

M. MODZELEWSKI (Pologne) est élu rapporteur par acclamation.

Discussion générale du budget de 1928.

La Commission procède à une discussion générale du budget de 1928, à laquelle prennent part sir E. HILTON YOUNG (Empire Britannique), sir C. P. Ramaswami AYYAR (Inde), M. OSUSKI (Tchécoslovaquie) et le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL.

Discussion détaillée du budget du Secrétariat (document A. 4. 1927).

Les articles 1 à 16 sont adoptés.

L'article 17 (a), (b) et (c) est adopté.

La Commission décide d'ajourner l'examen du poste (d) jusqu'à ce que M. Reveillaud puisse assister à la séance.

Le Chapitre II est adopté.

Articles 18 à 30 (Organisations spéciales de la Société).

La Commission décide d'ajourner la discussion de ces articles.

L'article 32 (Profits et pertes au change) est adopté sans discussion.

Les articles 32, 33 et 34 sont adoptés.

Réunion du Sous-Comité des contributions arriérées.

Le Sous-Comité des contributions arriérées se réunit à 18 h. 30 et élit président M. VENNERSTEN (Suède).

Réunion du Sous-Comité du Tribunal administratif.

Le Sous-Comité du Tribunal administratif se réunit à 18 h. 20 et élit président M. ZUMETA (Venezuela).

V. DEUXIÈME SÉANCE
DE LA CINQUIÈME COMMISSION

La cinquième Commission a tenu hier, lundi 12 septembre, sa deuxième séance, sous la présidence de M. HAMBRO (Norvège).

Question de l'alcoolisme.

Le PRÉSIDENT informe la Commission que le Bureau a décidé que la question de l'alcoolisme ayant été renvoyée à la deuxième Commission par un vote de l'Assemblée, il n'était pas possible d'inviter l'Assemblée à revenir sur sa décision.

M. PAMS (France) demeure convaincu que la question étant d'ordre social et humanitaire est de la compétence de la cinquième Commission ; il maintient donc ses réserves précédentes.

Procès-verbaux.

Le PRÉSIDENT donne lecture d'une communication du Bureau, rappelant aux membres des Commissions que les procès-verbaux des séances sont, non pas des comptes rendus sténographiques, mais des résumés des principaux points de la discussion.

Désignation d'un rapporteur pour les travaux de la Commission consultative de l'opium.

Le PRÉSIDENT informe la Commission que, en l'absence de M. Zaleski, M. Sokal ne pourra suivre les débats de la cinquième Commission.

M^{me} LARSEN-JAHN (Norvège) est élue rapporteur pour cette question.

Dépenses du Comité central permanent à instituer aux termes de la Convention de Genève sur l'opium.

Le PRÉSIDENT fait savoir que la quatrième Commission a décidé de renvoyer la question des dépenses du Comité central permanent à la cinquième Commission, en invitant celle-ci à lui présenter un rapport à ce sujet.

Dame Edith LYTELTON (Empire Britannique) est nommée rapporteur sur cette question.

Appointment of Rapporteur.

M. MODZELEWSKI (Poland) was elected Rapporteur by acclamation.

General Discussion of Budget for 1928.

A general discussion on the Budget then took place in which the following took part: Sir E. HILTON YOUNG (British Empire), Sir C. P. Ramaswami AYYAR (India), M. OSUSKY (Czechoslovakia) and the SECRETARY-GENERAL.

Detailed Discussion of the Budget of the Secretariat (document A.4.1927).

Items 1-16 were adopted.

Item 17 (a), (b) and (c) was adopted.

It was decided to postpone consideration of (d) until M. Reveillaud could be present.

Chapter II was adopted.

Items 18-30 (Special Organisation of the League).

The Committee decided to postpone consideration of these items.

Item 32 (Profit and Loss on Exchange) was adopted without discussion.

Items 32, 33 and 34 were adopted.

Meeting of the Sub-Committee on Contributions in Arrears.

The Sub-Committee on Contributions in Arrears met at 6.30 p.m. and elected M. VENNERSTEN (Sweden) as its Chairman.

Meeting of the Sub-Committee on the Administrative Tribunal.

The Sub-Committee on the Administrative Tribunal met at 6.20 p.m. and elected M. ZUMETA (Venezuela) as its Chairman.

V. SECOND MEETING
OF THE FIFTH COMMITTEE

The Fifth Committee held its second meeting yesterday (Monday, September 12th, 1927) under the chairmanship of M. HAMBRO (Norway).

Question of Alcoholism.

The CHAIRMAN informed the Committee that the General Committee had decided that as the question of alcoholism had been referred to the Second Committee by the vote of the Assembly, it was impossible to ask the Assembly to reconsider its decision.

M. PAMS (France) said that he was still convinced that the question, being social and humanitarian, fell within the competence of the Fifth Committee, and he would therefore maintain his reservations.

Minutes of Proceedings.

The CHAIRMAN read a communication from the General Committee reminding the members that the minutes of the meetings were not stenographic reports but summaries of the principal points of the discussion.

Rapporteur for the Work of the Opium Advisory Committee.

The CHAIRMAN informed the Committee that, in the absence of M. Zaleski, M. SOKAL would be unable to attend the meetings of the Fifth Committee.

M^{me} LARSEN-JAHN (Norway) was accordingly elected Rapporteur for this question.

Expenses of the Permanent Central Board to be set up under the Geneva Opium Convention.

The CHAIRMAN announced that the Fourth Committee had decided to refer the question of the expenses of the Permanent Central Board to the Fifth-Committee for report.

Dame Edith LYTELTON (British Empire) was elected Rapporteur.

Protection des femmes et des enfants dans le Proche-Orient.

Mlle FORCHHAMMER (Danemark) présente son rapport (document A. V. I. (1) 1927) et le projet de résolution ci-après :

« L'Assemblée,

« Approuve le rapport de Miss Jeppe et lui exprime ses remerciements et son appréciation pour l'œuvre désintéressée et remarquable qu'elle a accomplie pour la protection des femmes et des enfants dans le Proche-Orient.

« Elle espère que les organisations bénévoles qui ont accordé par le passé à Miss Jeppe une aide financière généreuse continueront à lui prêter leur appui afin qu'elle puisse ramener à une vie normale les personnes qu'elle a sauvées. »

Mlle Forchhammer décrit brièvement l'œuvre accomplie en Syrie par Miss Jeppe. Celle-ci, qui a reçu une distinction du Gouvernement danois, continuera son travail à titre privé.

M. PAMS (France), au nom de la Puissance mandataire, rend un hommage spécial à Miss Jeppe.

Le rapport et la résolution sont adoptés, sous réserve de modifications de rédaction.

Mlle FORCHHAMMER est invitée à soutenir le rapport devant l'Assemblée.

Protection de l'enfance.

M. JANSON (Belgique) présente son rapport (document A. V. 2. 1927) et le projet de résolution ci-après :

« La cinquième Commission prend acte du rapport présenté par le Comité de la protection de l'enfance, le remercie de l'œuvre qu'il accomplit, et l'invite à poursuivre ses travaux d'après les bases indiquées dans le rapport sur sa troisième session. »

M. LABROUSSE (France) attire l'attention sur l'aspect physiologique de la question du cinématographe. C'est plutôt du point de vue médical que du point de vue juridique que l'on devrait mener l'enquête sur cette question. L'œuvre personnelle des maîtres est préférable à tout enseignement par le cinématographe, et il propose d'amender la proposition de la délégation italienne sur la création d'un Institut international du cinématographe éducatif, en ce sens qu'il y serait fait mention, non pas de l'emploi du cinématographe dans l'enseignement, mais de son emploi dans un but éducatif. Il soumet le paragraphe additionnel suivant, qui serait inséré dans le rapport de M. Janson :

« La cinquième Commission attire l'attention du Comité de la protection de l'enfance sur l'importance que comporte du point de vue physiologique et mental, l'enquête entreprise sur le cinématographe. »

M. JANSON (Belgique) fait remarquer qu'il y a deux buts à atteindre en ce qui concerne le cinématographe : 1^o La censure qui, du moins pour les enfants, existe déjà en Belgique, et 2^o l'établissement d'un impôt central où l'on pourrait se procurer des films éducatifs.

Il accepte l'amendement de M. Labrousse.

M. GRAVINA (Italie) regrette de ne pouvoir accepter la critique selon laquelle le Comité de protection de l'enfance a étendu ses investigations à des questions purement nationales. Tout Gouvernement est libre d'adopter les mesures qui lui conviennent.

En ce qui concerne les questions soumises au Comité de protection de l'enfance, la thèse du Gouvernement italien est que l'égalité absolue entre enfants légitimes et illégitimes est de nature à ébranler les fondations morales de la famille et l'importance sociale du mariage. Pour ce qui est de l'âge du mariage et du consentement, le problème essentiel est celui de l'éducation des adolescents. Pour cette raison, le Gouvernement italien vient de reculer l'âge du service militaire et encourage les associations athlétiques.

En ce qui concerne le problème de la maternité, le Gouvernement italien attire particulièrement l'attention sur le problème des taudis.

M. BROOKES (Afrique du Sud) attire l'attention sur le besoin d'une coopération plus étroite entre les pays de l'hémisphère sud

Protection of Women and Children in the Near East.

Mlle FORCHHAMMER (Denmark) presented her report (document A. V. I (1). 1927) and the following resolution:

" The Assembly:

" Approves Miss Jeppe's report and expresses its thanks and appreciation for the unselfish and admirable work which she has done for the protection of women and children in the near East;

" Hopes that the generous financial support given to Miss Jeppe by voluntary organisations in the past will continue in order that she may be enabled to restore to a normal life those who have been rescued. "

Mlle Forchhammer briefly described the work of Miss Jeppe in Syria. Miss Jeppe, who had been decorated by the Danish Government, would continue her work in a private capacity.

M. PAMS (France), on behalf of the mandatory Power, paid a special tribute to Miss Jeppe.

The report and resolution were adopted, subject to the necessary drafting modifications.

Mlle FORCHHAMMER was requested to act as Rapporteur to the Assembly.

Child Welfare.

M. JANSON (Belgium) submitted his report (doc. A. V. 2. 1927) and the following resolution:

" The Fifth Committee notes the report submitted by the Child Welfare Committee, expresses its appreciation of the work accomplished, and requests it to continue its work on the lines indicated in the Report on its Third Session. "

M. LABROUSSE (France) drew attention to the physiological aspects of the cinema question. The enquiry into this question should be conducted rather from the medical than from the legal point of view. A teacher's personal work was better than any instruction by the cinema, and he would suggest that the Italian delegation's proposal regarding the establishment of an international institute of the educational cinema should be amended in the sense that reference should be made, not to the educational uses of the cinema but to its uses for purposes of instruction.

He submitted the following additional paragraph, to be inserted in M. Janson's report:

" The Fifth Committee draws the attention of the Child Welfare Committee to the importance, from a physiological and mental point of view, of the enquiry undertaken relative to the cinema. "

M. JANSON (Belgium) pointed out that there were two objects to be secured as regarded the cinema: (1) the censorship, which, for children, already existed in Belgium; (2) the establishment of a central depot from which films of an educational character could be procured.

He accepted M. Labrousse's amendment.

M. GRAVINA (Italy) was unable to accept the criticism that the Child Welfare Committee had extended its investigations to purely national matters. Each Government was free to adopt those measures which it thought suitable.

With regard to the questions before the Child Welfare Committee, the Italian Government took up the attitude that absolute equality as between legitimate and illegitimate children was calculated to break up the moral foundations of the family and the social importance of marriage. With regard to the ages of marriage and consent, the principal question was that of the education of adolescents. With this object, the Italian Government had recently put back the age for military service and was encouraging athletic organisations. In connection with the question of maternity, the Italian Government drew particular attention to the slum problem.

Mr. BROOKES (South Africa) drew attention to the need for closer co-operation between the countries of the Southern

et le Comité de protection de l'enfance. Il émet l'idée que les différentes administrations africaines saisiront peut-être avec plaisir l'occasion d'échanger par l'entremise de la Société les renseignements relatifs à la protection de l'enfance relativement aux races dont chacune d'elles a la garde. Il attire aussi l'attention sur l'œuvre importante accomplie par la Conférence mondiale sur la population qui s'est récemment tenue à Genève.

M^{me} LARSEN-JAHN (Norvège) donne des détails sur la loi récemment votée en Norvège, qui accorde des droits égaux, dans la mesure du possible, aux enfants illégitimes et aux enfants légitimes. L'expérience de la Norvège peut être utile aux autres pays. Elle fait remarquer que les Associations internationales de femmes désirent vivement voir étudier par la Société des Nations le problème de l'éducation sexuelle.

Le D^r RIDDELL (Canada) estime que l'œuvre de protection de l'enfance devrait occuper une place très importante dans le programme de la Société des Nations. Des progrès considérables ont été accomplis depuis l'an dernier. Les efforts du Comité trouveraient l'appui le plus dévoué auprès de la délégation canadienne.

M^{lle} VACARESCO (Roumanie) estime que l'on devrait produire des films spéciaux pour l'enfance. Un accord international sur l'âge du mariage serait quelque peu difficile, car il dépend à la fois des traditions locales et d'autres facteurs.

Dame Edith LYTTTELTON (Empire Britannique) convient que le Comité de protection de l'enfance a réalisé un grand progrès. Cependant, tout en étant d'accord en général avec M. Labrousse, elle éprouve quelques doutes sur certains points particuliers, mais insiste sur la nécessité d'étudier la question du cinématographe sous tous ses aspects.

Sur la proposition du PRÉSIDENT, la Commission décide de communiquer le procès-verbal de la discussion au Comité de protection de l'enfance.

Le rapport, avec l'amendement de M. Labrousse et la résolution est adopté, sous réserve des modifications de rédaction nécessaires.

La Commission charge M. JANSON de soutenir le rapport devant l'Assemblée.

VI. ASSOCIATION INTERNATIONALE DES JOURNALISTES ACCRÉDITÉS AUPRÈS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

L'Assemblée a élu comme suit son Comité pour 1927-28:

Président:	M. Wythe WILLIAMS (<i>New York Times</i>).
Vice-présidents:	MM. Henry BARDE (<i>Œuvre</i>), Paris. D ^r KELLER (<i>Bund</i>), Berne. SIGUETOKOU (<i>Asahi</i>), Tokio. VALITCH (<i>Novosti</i>), Zagreb. Challinor JAMES (<i>Daily Mail</i>), Londres.
Secrétaire général:	M. André GLARNER (<i>Exchange Telegraph</i>), Londres.
Trésorier général:	M. DE JONG (<i>Nieuwe Rotterdamsche Courant</i>), Rotterdam.
Délégué à Genève:	M. F. LAYA (<i>Temps</i>), Paris.
Délégués:	MM. aPRATO (<i>Daily Herald</i>), Londres. Honoré ROIGT (<i>La Nacion</i>), Buenos Ayres. G. BERNHARD (<i>Vossische Zeitung</i>) — Président sortant.
Syndic des fêtes et organisations:	Albert DE GOBART (<i>Intransigeant</i>), Paris.

Une nouvelle Assemblée générale de l'Association aura lieu aujourd'hui-mardi, à 2 h. 30, au Secrétariat de la Société des Nations.

Hemisphere and the Child Welfare Committee. He suggested that the different African administrations might be glad of the possibility of exchanging, through the League, information as to child welfare affecting the races under their guardianship. He also drew attention to the valuable work of the World Population Conference recently held in Geneva.

Mme LARSEN-JAHN (Norway) described the law passed in Norway giving illegitimate children equal rights, as far as possible, with legitimate children. Norway's experience might be useful to other countries. She pointed out that the Women's International Associations were anxious to see the question of biological education taken up by the League.

Dr. RIDDELL (Canada) thought that the child welfare work should occupy a very important place in the League's programme. Considerable progress had been made since last year. The Committee's efforts would have the strongest support from the Canadian delegation.

Mlle VACARESCO (Roumania) thought that special films for children should be produced. An international agreement concerning the age of marriage would be very difficult, as it depended on local tradition and other factors.

Dame Edith LYTTTELTON (British Empire) agreed that the Child Welfare Committee had made great progress. While generally agreeing with M. Labrousse, she felt some doubt on certain points, but urged the necessity of investigating the cinema question in all its aspects.

Upon the proposal of the CHAIRMAN, it was decided to communicate the minutes of the discussion to the Child Welfare Committee.

The report, with the amendment of M. Labrousse and the resolution, was adopted, subject to the necessary drafting modifications.

M. JANSON was requested to act as Rapporteur to the Assembly.

VI. INTERNATIONAL ASSOCIATION OF JOURNALISTS ACCREDITED TO THE LEAGUE OF NATIONS

The Assembly of the Association has elected its Committee for 1927-28:

Chairman:	Mr. Wythe WILLIAMS (<i>New York Times</i>).
Vice-Chairmen:	M. Henry BARDE (<i>Œuvre</i>), Paris. Dr. KELLER (<i>Bund</i>), Berne. Mr. SIGUETOKOU (<i>Asahi</i>), Tokio. M. VALITCH (<i>Novosti</i>), Zagreb. Mr. Challinor JAMES (<i>Daily Mail</i>), London.
Secretary-General:	Mr. André GLARNER (<i>Exchange Telegraph</i>), London.
Treasurer-General:	M. DE JONG (<i>Nieuwe Rotterdamsche Courant</i>), Rotterdam.
Delegate at Geneva:	M. Fr. LAYA (<i>Le Temps</i>), Paris.
Delegates:	M. aPRATO (<i>Daily Herald</i>), London. M. Honoré ROIGT (<i>La Nacion</i>), Buenos Ayres. M. G. BERNHARD (<i>Vossische Zeitung</i>) — Retiring Chairman.

Manager of Fêtes and Organisations: M. Albert DE GOBART (*Intransigeant*), Paris.

There will be a General Assembly of the Association at 2.30 p.m. to-day (Tuesday) at the offices of the Secretariat.

VII. EXPOSITION DES RÉFUGIÉS GRECS

Une exposition d'arts et métiers, organisée par les réfugiés grecs qui ont bénéficié de l'œuvre d'établissement accomplie par la Société des Nations, est visible dans une maison modèle pour réfugiés, rue Butini (près du Secrétariat).

L'exposition contient des échantillons d'arts et métiers: tapis, poteries, broderies; les objets exposés sont mis en vente. Elle contient également des photographies, des cartes en relief et statistiques concernant l'œuvre d'établissement des réfugiés grecs.

VIII. ERRATA.

Journal No 6, page 77. — Sous la rubrique: « Protection des Minorités », dans le texte anglais, au lieu de: « *The latter submits ...* » lire: « *The letter submits....* ».

Journal, No 7, page 99. — Au deuxième alinéa du paragraphe 7 du mandat assigné au Comité du nouvel immeuble de la Société, compléter ainsi le texte français, pour le mettre en accord avec le texte anglais: « le Comité peut consulter tous les membres du jury d'architectes, ou quelques-uns de ses membres, *plus particulièrement les autorités suisses et genevoises*, etc. ».

VII. GREEK REFUGEE EXHIBITION

An exhibition of work by the Greek refugees who are being settled under the scheme organised under the auspices of the League of Nations has been arranged in a model refugee house in the Rue Butini (adjoining the Secretariat).

The Exhibition contains examples of handicraft work, such as carpets, pottery, and embroidery, and this work is for sale. It also contains photographs of the settlements, with relief maps and statistics bearing on the work of settlement.

VIII. ERRATA.

Journal No. 6, page 77. Under the heading "Protection of Minorities" instead of "The latter submits certain observations." (etc.), read: "The letter submits certain observations." (etc.).

Journal No. 7, page 99. There should be in the French text of paragraph 7 of the instructions to the League Building Committee a phrase corresponding to the phrase in the English text: "more especially the Swiss and Genevese authorities".

IX. ADDITION A LA LISTE DES MEMBRES DES COMMISSIONS ADDITION TO THE LIST OF MEMBERS OF COMMITTEES

République Dominicaine. — Dominican Republic.

M. le Dr Tulio Franco FRANCO, suppléant Mr. S. E. PARADAS, feront parties des six Commissions de l'assemblée.

Dr. Tulio Franco FRANCO, substitute Mr. S. E. PARADAS, will sit on all six Committees of the Assembly.

X. DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LE 12 SEPTEMBRE 1927

Ordre du jour de la douzième séance.

Journal de l'Assemblée, n° 7.

Compte rendu provisoire: onzième séance.

Compte rendu provisoire: douzième séance.

Compte rendu définitif: troisième séance.

A. 52. Extraits des actes de la troisième Conférence générale des communications et du transit.

A. 53. Comité financier: Rapport au Conseil sur les travaux de la vingt-huitième session du Comité.

A. 59. Préparation d'un code de droit international: Projet de résolution déposé par la délégation du Paraguay.

A. 60. Etude des principes du Protocole de Genève, et travaux de la Commission préparatoire de la Conférence du désarmement: Projet de résolution amendée déposé par la délégation des Pays-Bas.

X. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO THE MEMBERS OF THE ASSEMBLY ON SEPTEMBER 12TH, 1927.

Agenda of the Twelfth Meeting.

Assembly Journal No. 7.

Provisional Verbatim Record: Eleventh Meeting.

Provisional Verbatim Record: Twelfth Meeting.

Definitive Verbatim Record: Third Meeting.

A. 52. Extracts from the Acts of the Third General Conference on Communications and Transit.

A. 53. Financial Committee. Report to the Council on the Work of the Twenty-eighth Session of the Committee.

A. 59. Preparation of a Code of International Law. Draft Resolution proposed by the Delegation of Paraguay.

A. 60. Study of the Principles of the Geneva Protocol and Work of the Preparatory Commission for the Disarmament Conference. Amended Draft of the Resolution proposed by the Netherlands Delegation.

PUBLICATIONS
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS

**LA RESTAURATION FINANCIÈRE
DE L'AUTRICHE**

Exposé général, accompagné des documents principaux.

[C. 568. M. 232. 1926. II. 30] . . . Francs suisses 5.—

**LA RESTAURATION FINANCIÈRE
DE LA HONGRIE**

Exposé général, accompagné des documents principaux.

[C. 583. M. 221. 1926. II. 54] . . . Francs suisses 3.75

**L'ÉTABLISSEMENT DES RÉFUGIÉS
EN GRÈCE**

Exposé général de l'œuvre accomplie jusqu'en été 1926, avec 67 illustrations, une carte d'établissement des réfugiés ruraux et urbains et une carte ethnographique de la Macédoine.

[1926. II. 32] Francs suisses 3.—

**PLAN D'ÉTABLISSEMENT
DES RÉFUGIÉS ARMÉNIENS**

Exposé général et documents principaux.

[C. 699. M. 264. 1926. IV] (1927. IV. 1)
Francs suisses 3.—

Un catalogue général et des catalogues spéciaux des documents préparés par les différentes Sections du Secrétariat seront envoyés gratuitement aux personnes qui en feront la demande au:

Service des Publications de la Société des Nations
GENÈVE

PUBLICATIONS
OF THE
LEAGUE OF NATIONS

**THE FINANCIAL RECONSTRUCTION
OF AUSTRIA**

General Survey and Principal Documents.

[C. 568. M. 232. 1926. II. 30] 4/-

**THE FINANCIAL RECONSTRUCTION
OF HUNGARY**

General Survey and Principal Documents.

[C. 583. M. 221. 1926. II. 54] 3/-

GREEK REFUGEE SETTLEMENT

General Survey on the work accomplished up to Summer 1926, with 67 illustrations, a map of the settlement of rural and urban Refugees and an ethnographic map of Macedonia.

[1926. II. 32] 2/6

**SCHEME FOR THE SETTLEMENT
OF ARMENIAN REFUGEES**

General Survey and Principal Documents.

[C. 699. M. 264. 1926. IV] (1927. IV. 1) 2/6

A general catalogue and special catalogues of the documents prepared by the different Sections of the Secretariat will be sent free on application to:

Publications Department of the League of Nations
GENEVA

SOCIÉTÉ DES NATIONS

LEAGUE OF NATIONS

JOURNAL

DE LA

OF THE

HUITIÈME SESSION
ORDINAIRE

EIGHTH ORDINARY
SESSION

DE L'

OF THE

ASSEMBLÉE

ASSEMBLY

GENÈVE 1927

GENEVA 1927

N° 9. — MERCREDI 14 SEPTEMBRE 1927.

No. 9. — WEDNESDAY, SEPTEMBER 14th, 1927.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beauregard.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor, Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beauregard.

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

SOMMAIRE:

	Pages
I. Programme des séances	117
II. Deuxième séance de la première Commission	118
III. Troisième séance de la deuxième Commission	119
IV. Troisième séance de la troisième Commission	122
V. Troisième séance de la quatrième Commission	126
VI. Troisième séance de la cinquième Commission	127
VII. Deuxième séance de la sixième Commission	130
VIII. Réception de la délégation des Unions internationales des Associations pour la Société des Nations par le président de la huitième session ordinaire de l'Assemblée	132
IX. Correction à la liste des membres des délégations	133
X. Corrections et additions à la liste des membres des Commissions	133
XI. Signatures et ratifications des accords internationaux	133
XII. Documents distribués aux membres de l'Assemblée	134

I. PROGRAMME DES SÉANCES

Première Commission.

La première Commission se réunira aujourd'hui, mercredi 14 septembre, à 10 heures, au Secrétariat (Salle C).

Deuxième Commission.

La deuxième Commission se réunira aujourd'hui, mercredi 14 septembre, à 10 heures, au Secrétariat (Salle F).

CONTENTS:

	Page
I. Programme of Meetings	117
II. Second Meeting of the First Committee	118
III. Third Meeting of the Second Committee	119
IV. Third Meeting of the Third Committee	122
V. Third Meeting of the Fourth Committee	126
VI. Third Meeting of the Fifth Committee	127
VII. Second Meeting of the Sixth Committee	130
VIII. Reception of the Delegation of the International Union of Associations for the League of Nations by the President of the Eighth Ordinary Session of the Assembly	132
IX. Correction to the List of Members of Delegations	133
X. Corrections and Additions to the List of Members of Committees	133
XI. Signatures and Ratifications of International Engagements	133
XII. List of Documents distributed to the Members of the Assembly	134

I. PROGRAMME OF MEETINGS

First Committee.

The First Committee will meet to-day (Wednesday, September 14th), at 10 a.m., in the Secretariat (Room C).

Second Committee.

The Second Committee will meet to-day (Wednesday, September 14th), at 10 a.m., in the Secretariat (Room F).

Ordre du jour:

- 1. Suite de l'examen de la proposition italienne au sujet de la création d'un Institut de cinématographe éducatif (documents A.51.1927 et A.II/7).
- 2. Travaux de l'Organisation d'hygiène (documents A.9.1927 et Extrait N° 1 du A. 13. 1927).
- 3. Mission du président du Comité d'hygiène en Amérique du Sud (document A. 49. 1927).

Troisième Commission.

La troisième Commission se réunira aujourd'hui, mercredi 14 septembre, à 15 heures, au Secrétariat (Salle F).

Quatrième Commission.

La quatrième Commission se réunira aujourd'hui, mercredi 14 septembre, à 15 heures, au Secrétariat (Salle E).

Quatrième Commission: Sous-Commission des contributions arriérées.

La Sous-Commission des contributions arriérées se réunira aujourd'hui, mercredi 14 septembre, à 10 h. 30, au Secrétariat (Salle 186).

Quatrième Commission: Sous-Comité du Tribunal administratif.

Le Sous-Comité se réunira aujourd'hui, mercredi 14 septembre, après la séance de la quatrième Commission, au Secrétariat (Salle E).

Cinquième Commission.

La cinquième Commission se réunira aujourd'hui, mercredi 14 septembre, à 15 heures, au Secrétariat (Salle C.).

Sixième Commission.

La sixième Commission se réunira aujourd'hui, mercredi 14 septembre, à 10 heures, au Secrétariat (Salle E).

Ordre du jour :

- 1. Système du vote unique transférable et le principe de la représentation proportionnelle eu égard au problème de l'élection des Membres non permanents du Conseil (document A. 41. 1927).
- 2. Question relative à la Conférence des experts de presse (document distribué aux membres de la Commission).

II. DEUXIÈME SÉANCE DE LA PREMIÈRE COMMISSION

La première Commission s'est réunie hier, mardi 13 septembre, sous la présidence de M. ADATCI (Japon).

1. La Commission entend diverses communications du président: une concerne le vote de résolutions entraînant des dépenses, et une autre, le projet de résolution déposé par le Paraguay visant la préparation d'un code de droit international.

2. La Commission aborde ensuite l'examen de la question des adhésions aux conventions internationales, données sous réserve de ratification ultérieure. Vingt-deux Etats ont donné récemment des adhésions soumises à cette condition.

Dans la discussion générale qui s'engage à ce sujet, certains délégués soutiennent qu'il doit être bien entendu que ces adhésions sous réserve de ratification n'ont pas de valeur juridique et qu'une adhésion donnée purement et simplement a une valeur parfaite. Divers membres de la Commission déclarent que cette nouvelle procédure peut, dans certains cas, faciliter la conclusion de conventions internationales.

La Commission nomme un Sous-Comité qui est chargé d'exa-

Agenda:

- (1) Continuation of the Examination of the Italian Proposal regarding the Creation of an Institute of the Educational Cinema (documents A.51. 1927, and A.II/7).
- (2) Work of the Health Organisation (documents A.9. 1927, and Extract No. 1 from document A.13. 1927).
- (3) Mission of the President of the Health Committee in South America (document A.49. 1927).

Third Committee.

The Third Committee will meet to-day (Wednesday, September 14th), at 3 p.m., in the Secretariat (Room F).

Fourth Committee.

The Fourth Committee will meet to-day (Wednesday, September 14th), at 3 p.m., in the Secretariat (Room E).

Fourth Committee: Sub-Committee on Contributions in Arrears.

The Sub-Committee on Contributions in Arrears will meet to-day (Wednesday, September 14th), at 10.30 a.m., in the Secretariat (Room 186).

Fourth Committee: Sub-Committee on the Administrative Tribunal.

The Sub-Committee will meet to-day (Wednesday, September 14th) after the meeting of the Fourth Committee in the Secretariat (Room E).

Fifth Committee.

The Fifth Committee will meet to-day (Wednesday, September 14th), at 3 p.m., in the Secretariat (Room C).

Sixth Committee.

The Sixth Committee will meet to-day (Wednesday, September 14th), at 10 a.m., in the Secretariat (Room E).

Agenda:

- (1) The System of the Single Transferable Vote and the Principle of Proportional Representation in general in connection with the Problem of the Election of the Non-Permanent Members of the Council (document A. 41.1927).
- (2) The Question relating to the Conference of Press Experts (document distributed to the members of the Committee).

II. SECOND MEETING OF THE FIRST COMMITTEE

The First Committee met yesterday (Tuesday, September 13th) under the chairmanship of M. ADATCI (Japan).

1. The Committee heard various communications from the Chairman, one relating to the voting of resolutions involving expenditure, and another relating to the draft resolution submitted by the delegation of Paraguay regarding the preparation of a code of international law.

2. The Committee began the examination of the question of adhesions to international conventions given subject to a reservation in regard to ultimate ratification. Twenty-two States had recently given adhesions subject to that condition.

In the general discussion which followed, it was contended by certain speakers that adhesions subject to a reservation regarding ratification had no legal value, and that an adhesion given purely and simply was complete. Various members of the Committee said that this new procedure might in certain cases facilitate the conclusion of international conventions.

The Committee appointed a Sub-Committee, which was asked

miner la valeur juridique et politique de la pratique nouvelle. Ce Sous-Comité se compose des membres suivants:

- M. MOTTA (Suisse).
- Dr SKELTON (Canada).
- S. A. Mohammed Ali Khan FOROUGHI (Perse).
- Le Professeur ROSTWOROWSKI (Pologne).
- Le Dr GUERRERO (Salvador).

3. La Commission aborde en troisième lieu la question de la codification progressive du droit international.

MM. FROMAGEOT (France) et le Dr GUERRERO (Salvador), membres du Comité d'experts, présentent l'un et l'autre un exposé introductif.

M. FROMAGEOT trace l'histoire de l'œuvre entreprise par l'Assemblée de 1924.

Le Comité d'experts, nommé par le Conseil sur l'invitation de l'Assemblée, a d'abord fait choix d'un certain nombre de sujets, sur lesquels fut demandé l'avis des gouvernements. Après avoir reçu les réponses, assez diverses, des gouvernements, le Comité a adressé un rapport au Conseil, indiquant sept questions qui, selon lui, sont mûres pour la codification, savoir: la nationalité, les eaux territoriales, les privilèges et immunités diplomatiques, la responsabilité des Etats, la piraterie, la procédure des conférences internationales, l'exploitation des richesses de la mer.

En ce qui concerne la question de la piraterie et celle des privilèges et immunités diplomatiques, le Comité pense qu'on pourrait surseoir sans inconvénient.

Pour ce qui est de la nationalité, des eaux territoriales et de la responsabilité des Etats, le Comité serait d'avis de convoquer une Conférence générale. La question de la procédure des conférences internationales et de la rédaction des traités et la question de l'exploitation des richesses de la mer sont à régler autrement, en raison de leur caractère spécial. La question des richesses de la mer — qui est très urgente — doit être traitée par des organismes techniques.

La Commission doit décider du traitement à donner aux trois questions retenues au premier lieu: nationalité, eaux territoriales, responsabilité des Etats, et des recommandations éventuelles à adresser aux gouvernements concernant la question de la procédure des conférences internationales et l'exploitation des richesses de la mer.

La Commission décide que la proposition du délégué du Paraguay visant la préparation d'un plan de codification générale et la question des suites à donner aux travaux du Comité de codification seront examinées séparément.

Le Dr GUERRERO expose quel était précisément le mandat donné au Comité de codification et comment il s'en est acquitté. Le Comité avait à l'origine envisagé une soixantaine de sujets. Il n'en a retenu que onze. Le nombre des questions mûres pour la codification s'est trouvé réduit à sept. On a accusé le Comité de timidité. Il est simplement resté dans les limites de son mandat.

L'Assemblée doit maintenant décider: 1^o si on convoquera une ou plusieurs conférences, 2^o si la convocation et la charge des travaux préparatoires incomberont à la Société des Nations ou à un Etat membre de la Société. Enfin, l'Assemblée dira si elle entend que le Comité des experts poursuive ses travaux.

III. TROISIÈME SÉANCE DE LA DEUXIÈME COMMISSION

La deuxième Commission a tenu hier, mardi 13 septembre, à 10 heures, sa troisième séance; sous la présidence de M. DANDURAND (Canada).

Communications du Président.

Le PRÉSIDENT fait les communications suivantes:

1^o M. Theunis, président de la Conférence économique internationale, étant attendu à Genève vendredi prochain,

to examine the legal and political value of the new practice. The Sub-Committee was composed as follows:

- M. MOTTA (Switzerland),
- Dr. SKELTON (Canada),
- H.E. Mohammad Ali Khan FOROUGHI (Persia),
- Professor ROSTWOROWSKI (Poland),
- M. GUERRERO (Salvador).

3. The Committee passed to the question of the progressive codification of international law.

M. FROMAGEOT (France) and M. GUERRERO (Salvador), members of the Committee of Experts, made an introductory statement.

M. FROMAGEOT traced the history of the work begun by the Assembly in 1924.

The Committee of Experts, appointed by the Council on the invitation of the Assembly, had first chosen a certain number of subjects in regard to which the views of the Governments were invited. After the replies of the Governments, which were fairly divergent, had been received, the Committee had addressed a report to the Council, indicating seven questions which, in its opinion, were ripe for codification, namely: nationality, territorial waters, diplomatic privileges and immunities, the responsibility of States, piracy, the procedure of international conferences and the exploitation of the products of the sea.

As regarded the question of piracy and the question of diplomatic privileges and immunities, the Committee thought it was possible without disadvantage to postpone the matter.

As regarded nationality, territorial waters, and the responsibility of States, the Committee recommended that a General Conference should be convened. The question of the procedure of international conferences and the drafting of treaties and the question of the exploitation of the products of the sea should be settled differently owing to their special character. The question of the products of the sea, which was very urgent, should be dealt with by technical organisations.

The Committee must decide on the treatment to be accorded to the three questions which came first on the programme: nationality, territorial waters, and the responsibility of States. It must also decide on the recommendations to be addressed to the Governments regarding the questions of procedure in international conferences and the exploitation of products of the sea.

The Committee decided that the proposal of the delegate of Paraguay regarding the preparation of a general plan of codification, and the question of the action to be taken as the result of the work of the Codification Committee, should be separately examined.

M. GUERRERO (Salvador) explained the instructions which had been given to the Codification Committee, and how it had dealt with those instructions. The Committee had at the outset considered some sixty subjects. It had retained only eleven subjects. The number of questions ripe for codification had been reduced to seven. The Committee had been accused of timidity, but it had merely remained within the limits of its instructions.

The Assembly should now decide: (1) whether one or several conferences should be convened; (2) whether the convening of the conferences and the burden of the preparatory work should be undertaken by the League of Nations or by a State Member of the League. Finally, the Assembly should say whether it desired the Committee of Experts to continue its work.

III. THIRD MEETING OF THE SECOND COMMITTEE

The Second Committee held its third meeting yesterday, Tuesday, September 13th, at 10 a.m., under the chairmanship of Mr. DANDURAND (Canada).

Communications from the Chairman.

The CHAIRMAN made the following communications:

1. M. Theunis, the President of the International Economic Conference, being expected to be in Geneva next

la Commission pourra aborder à la séance de samedi 17 septembre l'étude des questions concernant la Conférence économique internationale.

2° La question de la création d'une Union internationale de secours est maintenue à l'ordre du jour de la deuxième Commission.

3° La proposition italienne concernant la création d'un Institut international du cinématographe éducatif, qui a été renvoyée par l'Assemblée à la deuxième Commission, sera examinée avec les problèmes de la coopération intellectuelle dont elle relève.

Travaux de la Commission internationale de coopération intellectuelle.

Au cours de la discussion générale, M. Hussein ALA (Perse), M. GALLAVRESI (Italie), M. DI PAULI (Autriche), M. FAZL-I-HUSSAIN (Inde), Mme LYTTTELTON (Empire Britannique), M^{lle} VACARESCO (Roumanie), M. le D^r BREITSCHIED (Allemagne), M. VEVERKA (Tchécoslovaquie), M. BOLLI (Suisse), M. NAGAI (Japon), mettent en relief les efforts accomplis dans leurs pays respectifs dans le domaine de la coopération intellectuelle et, notamment, dans le but d'instruire la jeunesse sur l'idéal et l'activité de la Société des Nations.

Ils indiquent les méthodes qu'ils estiment devoir être suivies par la Commission et par l'Institut de coopération intellectuelle.

Après quelques explications de M. OPRESCU (secrétaire de la Commission internationale de coopération intellectuelle), le projet de résolution suivant présenté par le D^r BREITSCHIED (Allemagne) rapporteur, est adopté.

« L'Assemblée a pris connaissance avec satisfaction des rapports favorables présentés par la Commission internationale de coopération intellectuelle et le Conseil d'administration de l'Institut international de coopération intellectuelle. Il résulte de ces rapports que l'Organisation de coopération intellectuelle a maintenant sur le chantier un grand nombre d'entreprises, précises et pratiques, tendant à coordonner les efforts des nations sur divers terrains de l'activité scientifique, artistique, littéraire, et que des résultats ont déjà été obtenus.

« L'Assemblée remarque que plusieurs nations, pendant l'année qui vient de s'écouler, répondant à l'appel qu'elle avait formulé déjà l'an dernier, ont accordé une subvention à l'Institut international de coopération intellectuelle. Les pays qui participent par des subventions à l'activité de l'Institut sont actuellement les suivants: Autriche, France, Hongrie, Italie, Monaco, Pologne, Suisse, Tchécoslovaquie. Elle espère que leur exemple sera suivi par les autres nations; en effet, les rapports qu'elle a sous les yeux établissent nettement que seule l'étroitesse de ses ressources financières empêche l'Organisation de coopération intellectuelle de rendre tous les services qu'on peut désormais attendre d'elle.

« Elle constate avec plaisir l'accroissement du nombre et de l'activité des Commissions nationales de coopération intellectuelle. La collaboration régulière entre des Commissions nationales bien organisées et la Commission internationale se révèle de plus en plus utile à l'œuvre de coopération intellectuelle. Aussi, l'Assemblée, se référant au vœu déjà exprimé par elle en 1924, invite les Etats membres de la Société, qui ne l'auraient pas encore fait, à envisager la possibilité de subvenir aux besoins de leurs Commissions nationales respectives.

« L'Assemblée note, comme particulièrement dignes d'attention et d'encouragement, les propositions de la Commission de coopération intellectuelle relatives aux points suivants:

« 1° La création à l'Institut international de coopération intellectuelle, d'un service international de coordination entre les bureaux de renseignements auprès des bibliothèques. Elle souligne l'importance, à cet effet, des Bureaux nationaux de renseignements, et souhaite que de tels bureaux soient créés dans les pays qui n'en possèdent pas encore.

« 2° Les plans de coordination entre les organes de bibliographie des diverses sciences, tels qu'ils ont été établis

Friday, the Committee could begin the discussion on the questions connected with the International Economic Conference on Saturday, September 17th.

2. The question of the establishment of an International Relief Union was still upon the agenda of the Second Committee.

3. The Italian proposal concerning the establishment of an International Institute of the Educational Cinema, which had been submitted by the Assembly to the Second Committee, would be examined in connection with the problems concerning intellectual co-operation with which it was connected.

Work of the International Committee on Intellectual Co-operation.

During the general discussion, M. Hussein ALA (Persia), M. GALLAVRESI (Italy), M. DI PAULI (Austria), M. FAZL-I-HUSSAIN (India), Dame Edith LYTTTELTON (British Empire), M^{lle} VACARESCO (Roumania), Dr. BREITSCHIED (Germany), M. VEVERKA (Czechoslovakia), M. BOLLI (Switzerland), and M. NAGAI (Japan) referred to the efforts made in their respective countries as far as intellectual co-operation was concerned, more especially regarding the instruction to youth in the ideals and work of the League of Nations.

They pointed out the methods which they considered ought to be adopted by the Committee and by the Institute of Intellectual Co-operation.

As a result of explanations given by M. OPRESCU (Secretary of the International Committee on Intellectual Co-operation), the following draft resolution submitted by Dr. BREITSCHIED (Germany), Rapporteur, was adopted:

“ The Assembly has noted with satisfaction the favourable reports presented by the International Committee on Intellectual Co-operation and the Governing Body of the International Institute of Intellectual Co-operation. These reports show that the Intellectual Co-operation Organisation now has in hand a large number of definite and practical undertakings of international co-operation in regard to various scientific, artistic and literary activities, and that results have already been obtained.

“ The Assembly observes that, during the past year, several nations, in response to the appeal it made in the previous year, have granted a subsidy to the International Institute of Intellectual Co-operation. The countries making such grants to the Institute are at present as follows: Austria, Czechoslovakia, France, Hungary, Italy, Monaco, Poland, Switzerland. The Assembly hopes that their example will be followed by the other nations; the reports now before it show clearly that it is only the smallness of its financial resources which prevents the Intellectual Co-operation Organisation from rendering all the services which may now be expected of it.

“ The Assembly is glad to see the increase in the number and activity of National Committees on Intellectual Co-operation. The regular co-operation between well-organised National Committees and the International Committee is of ever-increasing utility to the work of intellectual co-operation. The Assembly would therefore refer to the recommendation it made in 1924 and invite the States Members of the League which have not already done so to consider the possibility of providing the necessary funds to meet the expenses of their respective National Committees.

“ The Assembly notes, as being particularly worthy of attention and encouragement, the proposals of the Committee on Intellectual Co-operation in regard to the following points:

“ 1. The creation, at the International Institute of Intellectual Co-operation, of an international service of co-ordination between the information offices attached to libraries. The Assembly emphasises the importance in this connection of national information offices, and trusts that such offices may be established in those countries where they do not already exist.

“ 2. The proposals for co-ordination between the organs of bibliography for the various sciences as drawn

par les comités d'experts, dans d'excellentes conditions techniques, de nature à donner toute satisfaction aux intéressés.

« 3° La recommandation faite par la Commission internationale en faveur du Bureau international pour les tables annuelles de constantes et de données numériques.

« Les gouvernements, les savants, les sociétés industrielles sont également intéressées à la continuation de cette entreprise, actuellement menacée par le manque de ressources; une entente entre les gouvernements serait extrêmement désirable pour assurer la publication régulière des tables.

« 4° Les dispositions prises:

« En vue de la préparation du Congrès des arts populaires;

« En vue d'une entente internationale au sujet des moulages;

« En vue d'une extension du rôle des musées comme instruments de l'éducation artistique, etc.

« L'Assemblée remercie le Gouvernement tchécoslovaque de la subvention généreusement accordée pour faciliter la réunion du Congrès des arts populaires à Prague. Elle félicite le Gouvernement fédéral et tout particulièrement la Ville de Berne de l'initiative prise en vue d'une Exposition internationale des arts populaires, qui aura lieu dans cette ville. L'Assemblée charge le Secrétaire général de la Société des Nations et l'Institut de coopération intellectuelle d'aider dans la mesure de leurs moyens les promoteurs de cette entreprise.

* * *

« L'Assemblée a pris connaissance du remarquable rapport présenté par M. Jules Destrée, au nom du Sous-Comité d'experts pour l'enseignement aux enfants et à la jeunesse des principes et des buts de la Société des Nations. Elle approuve les recommandations formulées par les experts et charge le Secrétaire général de les transmettre aux gouvernements des Etats membres de la Société des Nations, en les priant de prendre les mesures nécessaires pour donner suite à ces recommandations, dans toute la mesure qui paraîtra possible à chacun d'eux. L'Assemblée approuve la création du Centre d'informations scolaires sur la Société des Nations, dans les conditions formulées par le Sous-Comité d'experts. Elle décide que le Sous-Comité continuera ses travaux, suivant la méthode suggérée par le délégué de la France dans son rapport approuvé par le Conseil à sa séance du 2 septembre 1927. »

Création d'un Institut international du cinématographe éducatif.

Le professeur GALLAVRESI (Italie) donne lecture d'un projet de résolution tendant à inclure la question de l'Institut international du cinématographe éducatif, proposé par la délégation italienne, dans le projet de résolution général sur la coopération intellectuelle, en s'en remettant au Conseil de la Société des Nations pour déterminer les pouvoirs et les fonctions du nouvel Institut, ainsi que son organisation.

Après quelques observations d'ordre technique de M. LEY (Australie), M. LOUCHEUR (France) estime qu'il serait préférable de renvoyer l'étude de la question à la Commission internationale de coopération intellectuelle.

M. GALLAVRESI (Italie) propose la nomination d'un sous-comité très restreint qui serait chargé de concilier les deux points de vue.

La Commission décide d'ajourner la discussion de cette question à sa prochaine séance.

Ouverture d'un protocole relatif à l'exécution de sentences arbitrales rendues à l'étranger.

Sur la proposition du rapporteur, M. LEITMAIER (Autriche), la Commission décide de confier à un sous-comité de juristes désignés par les délégations des Puissances directement intéressées, le soin d'élaborer et de lui soumettre un texte qui tienne

up by the committees of experts under excellent technical conditions, in such a way as to give every satisfaction to the persons concerned.

“ 3. The recommendation made by the International Committee in favour of the International Office for Annual Tables of Constants and Mathematical Quantities.

“ Governments, scholars and industry generally are equally interested in the continuance of this enterprise, which is at present in danger owing to lack of funds; an understanding between Governments is extremely desirable in order to ensure the regular publication of the Tables.

“ 4. The steps taken with a view to:

“ Preparing for the Popular Arts Congress;

“ An international agreement with regard to casts;

“ An extension of the part played by museums as a means of artistic education, etc.

“ The Assembly thanks the Czechoslovak Government for the subsidy so generously granted in order to facilitate the holding of the Popular Arts Congress at Prague. It congratulates the Swiss Federal Government, and more particularly the City of Berne, on the initiative taken with a view to an International Exhibition of Popular Arts to be held in that city. The Assembly requests the Secretary-General of the League of Nations and the Institute for Intellectual Co-operation to render every assistance in their power to the promoters of this enterprise.

* * *

“ The Assembly has noted the remarkable report presented by M. Jules Destrée on behalf of the Sub-Committee of Experts for the instruction of children and youth in the aims and objects of the League of Nations. It approves the recommendations made by the experts, and instructs the Secretary-General to communicate them to the Governments of the States Members of the League of Nations, requesting them, so far as may be possible in each particular case, to take the necessary measures to give effect to the recommendations. The Assembly approves the creation of League of Nations Educational Information Centres under the conditions laid down by the Sub-Committee of Experts. It decides that the Sub-Committee shall continue its work on the lines suggested by the French delegate in his report approved by the Council at its meeting of September 2nd, 1927. ”

Establishment of an International Institute of the Educational Cinema.

Professor GALLAVRESI (Italy) read a draft resolution proposing that the question of the international institute of the educational cinema which had been proposed by the Italian delegation should be included in the draft general resolution on intellectual co-operation. The Assembly should refer the matter to the Council of the League in order that the powers and duties of the new institute as well as the manner in which it should be organised should be determined.

In reply to certain technical observations made by M. LEY (Austria), M. LOUCHEUR (France) thought it would be preferable to submit this question to the International Committee on Intellectual Co-operation for investigation.

M. GALLAVRESI (Italy) proposed the appointment of a very small sub-committee, whose duty it would be to conciliate the two points of view.

The Committee decided to postpone the discussion of this question to its next meeting.

Opening of a Protocol concerning the Execution of Foreign Arbitral Awards.

On the proposal of the Rapporteur, M. LEITMAIER (Austria), the Committee decided to entrust to a committee of lawyers appointed by the delegations of the Powers directly concerned the task of drawing up and of submitting to it a text which

compte des différentes propositions d'amendement présentées, et s'efforce de les concilier.

Vu le caractère restreint de ce sous-comité, seules les délégations ayant déjà présenté ou désirant proposer des amendements au projet en discussion, sont invitées à désigner un juriste pour participer aux travaux du sous-comité, étant entendu qu'aucun amendement nouveau ne pourra être présenté au cours de la discussion générale devant la Commission.

Les délégations intéressées sont priées de faire parvenir aujourd'hui 14 septembre, le nom des personnes désignées à M. Smets, membre de la Section économique du Secrétariat.

IV. TROISIÈME SÉANCE DE LA TROISIÈME COMMISSION.

La troisième Commission a tenu sa troisième séance hier mardi 13 septembre, à 15 h., sous la présidence de M. BENES (Tchécoslovaquie).

Suite de la discussion générale.

M. DE BROUCKÈRE (Belgique) déclare qu'il subsiste un malaise dont il faut trouver les causes. On en a accusé la faillite de la Commission préparatoire du désarmement. Le mot est injuste, quoiqu'il soit exact qu'une angoisse soit née à la suite du retard des travaux relatifs au désarmement, retard qui s'ajoute à d'autres retards. Chaque année de la vie de la Société des Nations a apporté des espoirs qui furent constamment déçus. Ceux qui ont foi peuvent ne pas attacher trop d'importance à ces retards, mais pendant ce temps se forment des causes de guerre.

M. de Brouckère pense que le système de paix s'est développé. Le Protocole inspire les esprits. Les travaux de la Commission préparatoire du désarmement, quelque touffus qu'ils soient, ont déjà exercé une action heureuse sur l'opinion publique. Celle-ci commence à comprendre que la paix est possible et que les méthodes pour l'établir sont connues et possibles. Quels sont les obstacles? La Société des Nations ne peut pas agir sur tous, mais il en est qui sont de son domaine et qu'on peut surmonter grâce au Pacte. Le Pacte n'est pas un document inerte: il s'adapte à la réalité mouvante.

L'orateur partage l'avis du comte Bernstorff: il s'agit de réduction des armements, bien que l'obligation du préambule de la partie V du Traité ne vise que la limitation. Contrairement à l'opinion commune, l'obligation prévue à l'article 8 ne dépend pas de la conclusion d'une convention. Chaque Membre de la Société des Nations reconnaît que le maintien de la paix exige la réduction des armements au minimum compatible avec la sécurité et cette réduction ne dépend donc pas de celle effectuée par les autres. Ce désarmement spontané est la forme première du désarmement: il est plus facile de réduire des armements que de s'engager contractuellement à les réduire. Toutefois, cela ne peut empêcher de travailler à un plan de désarmement général qui reste d'une extrême importance.

Se référant au discours de M. Guerrero, M. de Brouckère rappelle les travaux préliminaires relatifs à la fabrication privée. Pour réussir une conférence, il faut pouvoir espérer un minimum d'accord préalable. Cet accord n'existe pas. On a pensé qu'il valait mieux le constater que de convoquer une conférence vouée si évidemment à un échec.

En ce qui concerne l'échange de renseignements prévu à l'article 8, l'orateur pense que la simple collection des informations sans examen critique est insuffisante.

La publicité totale des armements serait d'un effet considérable sur l'opinion publique. Beaucoup d'autres articles du Pacte auraient besoin d'être explorés dans toutes leurs possibilités. L'article 9 institue une Commission permanente pour donner au Conseil des avis sur les questions d'armements. Si on veut appliquer cet article 9, est-il suffisant de composer cette Commission uniquement de techniciens militaires, navals et aériens? Certainement non, car les travaux du désarmement ont montré que les questions d'armements touchent à beaucoup d'autres domaines. L'article 10 prévoit que le Conseil

should take account of the various amendments proposed. That committee should try to conciliate these amendments.

In view of the small size of this sub-committee, only delegations which had already submitted or desired to submit amendments to the draft under discussion were asked to appoint a legal expert to take part in the work of the sub-committee, and it was understood that no new amendment should be submitted during the course of the general discussion by the Committee.

The delegations concerned were asked to submit by to-day, September 14th, the names of members appointed to serve on the Committee to M. Smets, member of the Economic Section of the Secretariat.

IV. THIRD MEETING OF THE THIRD COMMITTEE

The Third Committee held its third meeting yesterday (Tuesday, September 13th), at 3 p.m., under the chairmanship of M. BENES (Czechoslovakia).

Continuation of the General Discussion.

M. DE BROUCKÈRE (Belgium) said that there existed a certain uneasiness, of which it was necessary to find the causes. One of the causes was said to be the failure of the Preparatory Commission for Disarmament. The word failure was unjust, though it was true that a certain dismay had arisen as a consequence of the delay in the work on disarmament, a delay which had followed previous delays. Every year in the life of the League of Nations hopes had arisen which had been continually disappointed. Those who had failed in the League could not attach too much importance to these delays, but, meanwhile, the causes of war were on the increase.

He believed that the system of peace had developed. The Protocol was an inspiration to many minds. The work of the Preparatory Disarmament Commission, though unwieldy, had exercised a happy influence on public opinion. Public opinion began to understand that peace was possible and that the methods of establishing it were possible and known. What were the obstacles? The League of Nations could not deal with all of them, but there were some which lay within its province, and which could be overcome, thanks to the Covenant. The Covenant was not a lifeless document, but adapted itself to a living reality.

He shared the opinion of Count Bernstorff. The problem was to reduce armaments, although the obligation of the Preamble of Part V of the Treaty referred only to their limitation. Contrary to the common opinion, the obligation contemplated by Article 8 did not depend on the conclusion of a convention. Each Member of the League of Nations recognised that the maintenance of peace required the reduction of armaments to the minimum compatible with security, and that reduction did not, therefore, depend on the reduction affected by others. Such spontaneous disarmament was the first form of disarmament. It was easier to reduce armaments than to make a mutual undertaking to reduce them. That, however, did not prevent work being done on a general disarmament plan, which was still of extreme importance.

Referring to the speech of M. Guerrero, he would refer to the preliminary work on private manufacture. For a conference to succeed, it was necessary that a minimum of preliminary agreement should be anticipated. Such agreement had not existed. It had been thought that it was better to face the fact than to convene a conference evidently doomed to failure.

As regarded the exchange of information under Article 8, he thought that the simple collection of information without a critical examination of its character was inadequate.

Complete publicity for armaments would have a considerable effect on public opinion. The full possibilities of many other articles of the Covenant remained to be explored. Article 9 established a permanent committee, whose duty it would be to give the Council advice regarding questions of armaments. If Article 9 were to be applied, was it sufficient for members of this Committee to be solely military, naval and air experts? The answer was certainly in the negative, for the work of disarmament had shown that questions regarding armaments concerned many other fields. Article 10 provided that the

avisera au moyen d'assurer l'obligation pour tous les Etats de maintenir l'intégrité territoriale de tous les Membres de la Société des Nations. Mais que font le Conseil et les Etats eux-mêmes avant l'heure du danger? L'article 11 a été à peine exploré, alors qu'il est très impérieux: la Société des Nations doit sauvegarder la paix des nations. Le progrès le plus important a consisté à reconnaître que l'article 11 permet d'éviter le danger, avant que l'article 16 fasse entrer en jeu les sanctions. Mais en fait, il faudrait qu'une action de la Société des Nations se produise dès qu'une menace de guerre est patente. Il y a peut-être danger à commencer trop tôt des procédures solennelles, mais la Société des Nations pourrait, sans intervenir, s'informer et suivre le conflit. Officiellement, elle ne le fait pas. L'article 13 prescrit le devoir d'arbitrage. Ne faut-il pas aider les Membres à faire le départ des cas qu'on peut arbitrer et créer une organisation d'arbitrage prête pour ces cas précis? S'assure-t-on que tous les traités conclus par les Etats sont conformes à l'article 20?

En appliquant systématiquement le Pacte, on aurait donc des possibilités d'actions immenses. M. de Brouckère se demande si l'heure n'est pas venue de se livrer à cette exploration systématique du Pacte. Quelques-unes des applications entrevues seront difficiles à réaliser d'emblée, mais il est peut-être possible de créer des précédents en cherchant de nouvelles possibilités d'action. Cela fait, l'œuvre sera encore modeste, mais elle permettra d'attendre les circonstances favorables et d'être en mesure d'en profiter.

Le général DE MARINIS (Italie), se référant au discours de M. Guerrero sur le contrôle de la fabrication privée, déclare que la délégation italienne ne fut pas seule à défendre son point de vue, elle fut associée à la délégation japonaise. L'avant-projet établi présente des dispositions alternatives qu'il appartiendra à la Conférence de transformer en un texte unique. Il assure qu'à cette occasion la délégation italienne fera preuve de la plus grande bonne volonté. Le général de Marinis estime que l'attitude du Conseil en ce qui concerne la convocation d'une conférence a été conforme à celle de la Commission spéciale. L'Italie est prête à prendre part à la Conférence dès qu'on le voudra.

M. GUERRERO (Salvador) remercie le général de Marinis et voudrait faire disparaître un malentendu. Il n'a jamais eu l'intention de faire apparaître la délégation italienne comme ayant eu une attitude intransigeante dans la question de la fabrication privée, car il connaît par expérience l'esprit de collaboration dont fit toujours preuve la délégation italienne.

M. SOKAL (Pologne) estime que la question du désarmement est entrée dans une phase décisive, car on peut considérer les études techniques comme suffisantes. Les points de vue des gouvernements sont encore trop éloignés et la presse n'a pas donné à ces études tout le retentissement voulu. Il est difficile pour la presse d'expliquer au grand public des questions souvent très techniques. De là vient peut-être la lenteur que mettent les gouvernements à trouver des solutions. Mais elle vient aussi de l'état d'inquiétude sur la sécurité qui subsiste encore. Quand on creuse le problème du désarmement, on trouve un élément psychologique.

La sécurité a un aspect double juridique et moral: d'une part, l'appareil des sanctions; d'autre part, le sentiment de sécurité se répandant dans les masses. On peut et on doit s'employer à dissiper les craintes de guerre. Ceci non seulement facilitera le désarmement, mais rapprochera aussi le moment où pourra être organisé un système de sanctions. C'est pourquoi le Gouvernement polonais a pris l'initiative de présenter une résolution dont l'effet sera de diminuer les sentiments d'inquiétude des peuples.

M. Sokal remercie la délégation allemande d'avoir si bien accueilli cette initiative. Il partage l'opinion de M. Stresemann sur l'importance de l'élément moral dans la vie des peuples. Il

Council should give advice regarding the manner in which the obligation of all States to maintain the territorial integrity of every Member of the League should be assured. What action, however, would the Council and the States themselves take before the hour of danger struck? Article 11 had been scarcely examined at all, although its examination was a necessity. The League of Nations must safeguard the peace of the world. The most important progress had consisted in recognising that Article 11 made it possible to avoid danger before Article 16 caused the obligation of sanctions. In actual fact, however, the League must take action the moment a threat of war became evident. It might perhaps be dangerous to set in motion this solemn procedure too soon, but the League of Nations could, without actually intervening, obtain information and follow the course of the dispute. Officially, it did not do so. Article 13 prescribed the obligation to arbitrate. Should not Members be assisted in opening such cases in which it was possible to arbitrate, and should not an organisation of arbitration ready to deal with such cases be created? Was it certain that all the treaties concluded by States were in conformity with Article 20?

In systematically applying the Covenant there were immense possibilities of action. M. de Brouckère wondered whether the time was not yet come for such a systematic examination of the Covenant to be made. Some of the means by which it should be applied would be difficult to achieve at the beginning, but it was perhaps possible to create precedents by trying to find new possibilities of action. Once this was done, though the advance would still be modest, it would be possible to await favourable circumstances and be ready to profit by them.

General DE MARINIS (Italy), with reference to the observations of M. Guerrero concerning the control of private manufacture, said that the Italian delegation was not alone in defending its point of view, for it had the support of the Japanese delegation. The preliminary draft submitted alternative provisions and it would be for the Conference to combine these drafts into a single text. When the Conference took up this task, the Italian delegation would show the greatest good-will. General de Marinis thought that the attitude of the Council regarding the convening of a conference was in conformity with that taken by the Sub-Committee. Italy was ready to take part in the conference as soon as it was decided to hold it.

M. GUERRERO (Salvador) thanked General de Marinis and desired to dissipate a misunderstanding. He had never intended to cause it to appear that the Italian delegation was maintaining an intransigent attitude regarding the question of private manufacture, for he knew from experience that the Italian delegation was always ready to co-operate.

M. SOKAL (Poland) took the view that the question of disarmament had now entered its decisive phase, for it could be considered that the technical investigations into this question had now been completed. The points of view held by the various Governments were still separated by too great a distance, and the Press had not given as much publicity as was necessary to those investigations. It was difficult for the Press to explain to the general public questions which were often of a very technical kind. It was because of this, perhaps, that Governments showed themselves so slow in finding a solution. This was due, however, also to the state of uncertainty which still subsisted regarding security. When the problem of disarmament was thoroughly examined, a psychological element could be perceived.

Security possessed a twofold aspect at once legal and moral. On the one hand, there was all the machinery of the sanctions; on the other hand was the feeling of security which was gradually spreading among the masses of the people. It was possible, and it was necessary, to make every effort to cause the fear of war to disappear. Not only would this facilitate disarmament, but also it would bring closer the date when a system of sanctions could be organised. It was for this reason that the Polish Government had taken the initiative in submitting a resolution of which the effect would be to lessen the feelings of disquiet among peoples.

M. Sokal would thank the German delegation for having so warmly welcomed this initiative. He shared the views of M. Stresemann regarding the moral element in the life of

remercie également M. Briand, dont il estime que le discours exercera, dans le sens de la paix, une impulsion considérable. Il exprime sa satisfaction de ce que le délégué de l'Empire Britannique ait manifesté sa bienveillance dans un discours clair et loyal. Il remercie également M. Motta de son appui.

La proposition polonaise est modeste. L'orateur n'a pas cependant le sentiment de s'éloigner trop des ambitions plus grandes. En réponse au discours de M. Scialoja, qui craignait que la résolution polonaise constituât un affaiblissement du Pacte, M. Sokal ne pense pas qu'une déclaration solennelle de renonciation à l'agression affaiblira la vigueur des obligations du Pacte. L'orateur rappelle que M. Scialoja a déclaré lui-même à la quatrième session ordinaire de l'Assemblée que la valeur de l'article 10 résidait dans le fait qu'il entrerait dans la conscience morale des peuples, ce qui vaut mieux que le droit. M. Sokal admet que la proposition polonaise, ne prévoyant pas de sanctions, n'a pas de portée juridique concrète, mais les obligations morales ont dans la vie des peuples plus de poids que celles qui résultent des lois écrites.

Il ne faut pas se lasser de répéter les obligations du Pacte; elles n'en acquièrent pas ainsi une force juridique nouvelle, mais, ce qui est plus important, elles entrent dans la conscience morale universelle.

M. LOUDON (Pays-Bas) déclare que le projet de résolution présenté par la délégation néerlandaise n'a pas pour objet de faire renaitre le Protocole, mais de reprendre l'étude des trois principes qui sont à sa base. L'esprit du Protocole guide et vivifie les relations internationales. Les obstacles à sa mise en vigueur n'ont pas disparu, mais des faits nouveaux permettent d'espérer des progrès dans la voie de l'arbitrage, de la sécurité et du désarmement.

En matière d'arbitrage, dix-sept Etats ont adopté la clause facultative de l'article 36 du Statut de la Cour permanente. L'Allemagne l'adopte à son tour et la France l'a presque adoptée. Il existe environ 200 traités contenant des clauses d'arbitrage; le nombre de traités peut encore s'augmenter, et il est d'autant plus intéressant de développer l'arbitrage que l'unanimité sera plus difficile à obtenir dans un Conseil élargi. En matière de sécurité, les traités de Locarno lient sept Puissances au delà des obligations du Pacte. Les travaux effectués par les organismes de la Société des Nations sur l'initiative des délégations de France, de Pologne et de Finlande ont été très précieux en déterminant les meilleures méthodes d'assurer le bon fonctionnement de la Société des Nations en temps de crise. En ce qui concerne le désarmement, les travaux de la Commission préparatoire ont clairement démontré que cette question est dominée par celle de la sécurité. Aussi est-il nécessaire d'étudier ensemble les trois éléments du problème général.

La délégation des Pays-Bas est d'avis qu'une affirmation répétée par tous les membres de l'Assemblée possède une grande valeur morale. Elle estime qu'il est indispensable de répéter que la conclusion de traités d'arbitrage et de conciliation est le meilleur moyen de règlement des conflits internationaux. Peut-être serait-il bon d'établir un traité modèle de conciliation. On pourrait également chercher les formes d'arbitrage les meilleures. En matière de sécurité, les travaux déjà faits pourraient être complétés par d'autres études sur l'application de l'article 11 et de l'article 16 du Pacte.

Que pourrait faire, par exemple, le Conseil dans le cas d'un Etat récalcitrant? Comment obtenir les ratifications des amendements à l'article 16? Les organismes financier et économique de la Société pourraient utilement étudier l'application des sanctions et des mesures de coopération économique prévues à l'article 16.

L'idée de la mise hors la loi de la guerre a fait ces derniers temps des progrès considérables dans l'opinion publique.

La résolution polonaise propose, dans cet ordre d'idées, d'interdire la guerre d'agression. Est-ce suffisant? Il faudrait également interdire les guerres qui sont encore licites en vertu du Pacte. Il est certain que, sans arbitrage obligatoire, la détermination de l'agresseur incombera au Conseil, mais il faut se souvenir que le refus de l'arbitrage

peuples. He would also thank M. Briand, whose speech, he thought, would have a considerable effect as far as peace was concerned. He expressed his satisfaction that the representative of the British Empire had shown his good-will by his loyal and clear speech. He would also thank M. Motta for his speech.

The Polish proposal was of modest dimensions. M. Sokal did not feel, however, that it was too widely separated from more ambitious desires. In reply to the observations of M. Scialoja, who had expressed the fear that the Polish resolution would mean a weakening of the Covenant, M. Sokal did not think that a solemn renunciation of aggression would weaken the force of the applications of the Covenant. He would recall that M. Scialoja had himself stated during the fourth ordinary session, of the Assembly that the value of Article 10 lay in the fact that it entered into the moral conscience of peoples, and was thus better than any law. M. Sokal agreed that the Polish proposal, since it made no provision for sanctions, had no concrete legal scope, but moral obligations possessed, in the life of peoples, greater weight than those which were the result of written laws.

No one should ever become tired of repeating the obligations of the Covenant for they would thus acquire a new legal force, but what was more important, they would gradually enter into the moral conscience of all mankind.

M. LOUDON (Netherlands) said that the object of the draft resolutions submitted by the Dutch delegation was not to revive the Protocol, but to revive the study of the three principles which had formed its basis. The spirit of the Protocol guided and gave life to international relations. The obstacles to its enforcement had not disappeared, but new facts made it possible to hope that progress towards arbitration, security and disarmament was being made.

As far as arbitration was concerned, seventeen States had signed the Optional Clause of Article 36 of the Statutes of the Permanent Court. Germany in her turn had signed that clause and France was on the point of accepting it. There were about 200 treaties containing arbitration clauses. The number of these treaties might still be increased, and it was all the more essential to develop arbitration since unanimity was very difficult to reach in a Council the numbers of members of which had been increased. As far as security was concerned, the Locarno treaties were binding on seven Powers over and above the obligations which they had assumed under the Covenant. The work done by the organisations of the League, as the result of proposals emanating from the French, Polish and Finnish delegations, had been of great value in determining the best methods of assuring the proper working of the League of Nations in times of crisis. As far as disarmament was concerned, the work of the Preparatory Committee had clearly shown that this question was dominated by that of security. It was therefore necessary to study as a single whole the three elements of the general problem.

The Dutch delegation thought that a repeated affirmation by all members of the Assembly would be of great moral value. It took the view that, it was indispensable to repeat that the conclusion of treaties of arbitration and conciliation was the best means of regulating international disputes. It would be perhaps useful to draw up a model treaty of conciliation. It would also be possible to try to discover the best forms of arbitration. As far as security was concerned, the work already achieved might be completed by further investigations regarding the application of Article 11 and Article 16 of the Covenant.

What, for example, could the Council do in the case of a recalcitrant State? How could ratifications of the amendments of Article 16 be obtained? The financial and economic organisations of the League might usefully study the application of sanctions and the measures to be adopted with a view to that economic co-operation which was provided by Article 16.

The idea that war should be outlawed had lately made considerable progress in the mind of public opinion.

The Polish resolution proposed in this connection that aggressive war should be prohibited. Was this sufficient? It was also necessary to prohibit those wars which were still permissible by the terms of the Covenant. It was quite certain that, without compulsory arbitration, the determination of the aggressor would be the task of the Council. The Assembly,

serait une indication qui aiderait ce dernier à se former une opinion.

M. PAUL-BONCOUR (France) pense que le malaise ressenti par tous au début de la session est actuellement largement dissipé par la prudence et la générosité dont ont fait preuve différents orateurs. Il entend notamment faire allusion aux conseils de sagesse donnés par M. Briand, qui mettait en garde les esprits contre une tendance à ne pas tenir compte des circonstances politiques qui pèsent sur les différentes nations composant la Société.

La troisième Commission se trouve dans des conditions difficiles. Elle est en présence du problème du désarmement posé par la décision de l'Assemblée de pousser les travaux préparatoires pour permettre la convocation d'une conférence internationale. Ce désir fut exprimé à deux reprises: en 1925, au cours de la négociation des accords de Locarno, et en 1926, pour profiter de l'incontestable élément de sécurité qu'avait apporté la signature de ces accords.

La solution du problème du désarmement ne se conçoit pas sans l'élaboration d'une construction juridique pour laquelle une atmosphère favorable est indispensable. Or, les peuples considèrent avec raison qu'un échec sur la question du désarmement serait la faillite de la Société des Nations. On prétend actuellement que les travaux de la Commission préparatoire ont abouti à cet échec. L'orateur n'est absolument pas de cet avis, d'autant plus qu'on prétend faire aussi état de l'échec de la Conférence navale tripartite. Sur ce dernier point, M. Paul-Boncour fait observer que l'échec de cette Conférence, tout regrettable qu'il soit, justifie précisément les thèses défendues par les partisans du désarmement général et qu'en conséquence cet échec ne peut pas être mis au passif de la Société des Nations.

La Commission préparatoire avait pour tâche de préparer le programme d'une conférence de désarmement. Or, ce programme était déjà établi au moment de la dernière réunion de la Commission. Les points du programme avaient donné lieu à des travaux techniques très complets et il ne restait à la Commission préparatoire qu'à procéder à un classement de toutes les informations recueillies. Elle a voulu faire plus et préparer plus complètement la conférence en lui présentant un avant-projet en blanc dans lequel la conférence n'eût plus eu qu'à mettre des chiffres. Elle devait par là rencontrer les mêmes difficultés qu'aurait eues une conférence.

M. Paul-Boncour signale que les textes soumis par la Commission donnent une idée fort inexacte des accords réalisés. En ce qui concerne les armements terrestres, l'accord était pour ainsi dire complet; sur les armements aériens subsistaient des divergences peu importantes; sur les armements navals, une divergence plus profonde que cependant les opinions publiques seraient incapables de comprendre et d'admettre. Il est exact que ces textes se présentent avec de nombreuses réserves, mais ces réserves, résultat de précautions, ne font que démontrer que pesait sur la Commission l'idée de la sécurité, dont il n'était pas parlé. C'est là qu'il faut chercher le cœur du problème.

Ce n'est pas assez de croire que des négociations entre Etats pourront suffire à supprimer les divergences qui restent sur les méthodes techniques d'aboutir au désarmement, car, lorsque la conférence se réunira et que le moment sera venu de mettre des chiffres dans les blancs de la Convention, — si, à ce moment-là, il n'existe aucune organisation de la sécurité, il est vraisemblable que les chiffres demandés par les pays seront très considérables et causeront des déceptions. Une foi de plus, on reconnaîtra, comme ce fût le cas pour le traité d'assistance mutuelle et pour le Protocole, le lien nécessaire entre le désarmement et la sécurité.

Dans ces conditions, que faut-il faire? M. Paul-Boncour rappelle que les accords de Locarno avaient été considérés comme une mise en vigueur partielle des principes du Protocole et qu'on espérait qu'ils seraient le début d'une série d'accords particuliers semblables. Il n'en a rien été. Ces accords de Locarno étaient dus à l'impulsion donnée par l'Assemblée au moment de l'élaboration du Protocole. Cette impulsion s'est amortie et

however, should remember that a refusal to arbitrate was a form of proof which would enable the Council to reach an opinion.

M. PAUL-BONCOUR (France) thought that the uneasiness felt by all at the beginning of the session had now been largely dissipated by the prudence and generosity shown by various speakers. He would specially refer to the words of wisdom of M. Briand, who had given expression to a warning against a tendency not to take account of those political circumstances which were of weight among the councils of the various nations composing the League.

The Third Committee was faced with a difficult situation. It had referred to it the problem of disarmament as raised by the decision of the Assembly, which had decided to push on the preparatory work in order to make it possible for an international conference to be convened. This desire had been expressed on two occasions; in 1925, during the negotiations which had led to the Locarno treaties, and in 1926 in order to profit from the undeniable element of security which the signature of those agreements had created.

The solution of the problem of disarmament could not be contemplated without some kind of legal structure for the success of which a favourable atmosphere was indispensable. The peoples of the world, however, rightly considered that failure in the question of disarmament would spell failure for the League. At the moment, it was alleged that the work of the Preparatory Committee had resulted in such a failure. He was entirely contrary to this opinion, and the more so because the same conclusion had been drawn from the failure of the Three-Power Naval Conference. In regard to this latter point, M. Paul-Boncour would point out that the failure of this Conference, however regrettable it might be, was in itself a justification of the views put forward by those who had supported general disarmament and that any consequence of this failure could not be credited to the debit side of the League.

The Preparatory Committee's task had been to prepare a programme for a disarmament conference. This programme, however, had already been drawn up at the last meeting of the Committee. The items of the programme had resulted in a very complete technical work and the only task which the Preparatory Committee had still to perform was to classify the information received. It had desired to go further and more completely to prepare for the conference by submitting to it a blank preliminary draft in which the conference had only to insert the requisite figures. By following this plan, it had had to face the same difficulties as would have confronted the conference.

M. Paul-Boncour would point out that the text submitted by the Committee gave a very inaccurate idea of the achievement which had been made. As far as land armaments were concerned, agreement was practically complete. There was no important divergence of view regarding air armaments. As far as naval armaments were concerned, there was a more profound divergence of view. Nevertheless, public opinion had not shown itself capable of understanding this or of admitting it. It was true that the text submitted had been accompanied by numerous reservations. These reservations, however, which were due to a feeling of precaution, merely showed that the idea of security, of which no mention had been made, had held weight with the Committee. This, indeed, was the kernel of the problem.

It was not enough to think that negotiations between States would be sufficient to suppress those divergences of view which still remained concerning the technical method whereby disarmament could be achieved; for when the conference met, and when the moment came to insert the figures in the blanks left in the Convention — if at that moment no organisation of security existed, it would seem probable that the figures asked for by the various countries would be fairly high and would lead to a feeling of disappointment. Once more, as had been the case with the Treaty of Mutual Guarantee and the Protocol, the essential connection between disarmament and security would have to be recognised.

In these circumstances, what was to be done? M. Paul-Boncour would recall that the Locarno agreements had been considered as a partial enforcement of the principles of the Protocol and that it had been hoped that they would constitute the beginning of a series of similar special agreements. This had not been the case. The Locarno agreements had owed their origin to the impulse given by the Assembly at the time

depuis la question de la sécurité n'a pas fait de progrès. On ne peut cependant pas ajourner indéfiniment les espérances des peuples. Il se trouve qu'actuellement les principes du Protocole réapparaissent. Il faut en profiter pour agir sans se dissimuler toutefois les difficultés. M. Paul-Boncour a été très frappé du discours émouvant du premier délégué de l'Empire Britannique, exposant les difficultés d'un pays aussi circonspect à conclure des engagements que fidèle à les tenir.

Il reconnaît la valeur des suggestions présentées par M. de Brouckère et M. Loudon. Il est possible, en effet, de demander à la Commission préparatoire de se livrer aux études préconisées par ces deux orateurs. Mais ne serait-il pas également possible d'apporter au Protocole, qui garde l'avantage d'être un instrument universel des assouplissements permettant d'établir une variété et une gradation dans les engagements pris par les différents Etats ?

L'article 13 du Protocole gradue déjà les sanctions militaires selon les nécessités de la géographie et les engagements préables. Ne pourrait-on pas apporter la même souplesse dans les engagements eux-mêmes ? M. Paul-Boncour ne voit pas de différence entre un système d'accords particuliers enchevêtrés réalisant des obligations variées et un instrument plus général qui, sous une forme universelle, permettrait de prendre des engagements particuliers.

La discussion est renvoyée à la prochaine séance fixée pour aujourd'hui mercredi 14 septembre à 15 heures.

V. TROISIÈME SÉANCE DE LA QUATRIÈME COMMISSION

La quatrième Commission s'est réunie hier mardi, 13 septembre, à 15 heures, sous la présidence de M. VAN EYSINGA (Pays-Bas).

Donation faite à la Bibliothèque de la Société des Nations.

Le PRÉSIDENT donne lecture d'une lettre du président de l'Assemblée informant la Commission de la décision prise par l'Assemblée d'accepter une donation de deux millions de dollars pour la construction et l'entretien d'une Bibliothèque de la Société des Nations. *La Commission décide* de renvoyer l'affaire à la Commission de contrôle.

Budget du Secrétariat et des Organisations spéciales (suite de la discussion).

Article 17 d) (Frais de la Commission de répartition des dépenses).

M. RÉVEILAUD (France), président de la Commission, propose que le crédit de 12.000 francs soit réduit à 7.500. Etant donné la situation économique mondiale actuelle, il serait en effet difficile en ce moment d'établir une échelle définitive.

La Commission décide de réduire l'article 17 d) de 12.000 à 7.500 francs.

Article 18 (Commissions administratives et questions des minorités).

Cet article est *adopté* après discussion et après audition des explications de M. E. COLBAN, directeur de la Section.

Article 19 (Organisation économique et financière).

Après discussion et après audition des explications de sir Arthur SALTER, directeur de la Section, l'article est *adopté*.

Article 20 (Crédits pour le développement de l'Organisation économique et financière).

La Commission décide d'ajourner l'examen de cet article jusqu'à plus ample information sur la proposition.

that the Protocol had been drafted. That impulse had ceased and, since that date, the question of security had made no progress. Nevertheless, the hopes of the peoples of the world could not be indefinitely postponed. At the moment, the principles of the Protocol were appearing once again and the Assembly should profit from this without, however, deceiving itself as to the difficulties. M. Paul-Boncour had been very struck by the moving observations of the first delegate of the British Empire, who had laid before the Assembly an account of the difficulties of a country which was as careful regarding the acceptance of undertakings as it was regarding their fulfilment.

M. Paul-Boncour recognised the value of the suggestions made by M. de Brouckère and M. Loudon. It was quite possible to ask the Preparatory Committee to undertake the investigations proposed by these two delegates. But would it not also be possible to amend the Protocol, which had the advantage of being a universal instrument, in such a manner as to institute a variety and a kind of scale in regard to the engagements undertaken by the various States ?

Article 13 of the Protocol graduated the military sanctions according to the geographical necessities of different countries and to their previous undertakings. Would it not be possible to achieve the same degree of suppleness with regard to the undertakings themselves ? M. Paul-Boncour saw no difference between a system of special and closely intertwined agreements achieving obligations of a varied kind and of a more general instrument in a universal form which would make it possible to subscribe to special undertakings.

The discussion was postponed until the next meeting, which will be held to-day, Wednesday, September 14th, at 3 p.m.

V. THIRD MEETING OF THE FOURTH COMMITTEE

The Fourth Committee met yesterday (Tuesday, September 13th), at 3 p.m., under the chairmanship of M. VAN EYSINGA (Netherlands).

Gift to League of Nations Library.

The CHAIRMAN read a letter from the President of the Assembly informing the Committee of the decision of the Assembly to accept a gift of two million dollars for the construction and maintenance of a League of Nations Library.

The Committee decided to refer this matter to the Supervisory Commission.

Budget of the Secretariat and Special Organisations (continued discussion)

Item 17 (d) (Expenses of Committee for Allocation of Expenses).

M. REVEILAUD (France), Chairman of the Committee, proposed that the credit of 12,000 francs be reduced to 7,500, in view of the fact that owing to the present economic position of the world it would for the moment be difficult to establish a definitive scale.

The Committee decided to reduce Item 17 (d) from 12,000 to 7,500 francs.

Item 18 (Administrative Commissions and Minorities Questions).

After discussion, and after hearing M. E. COLBAN, Director of the Section, *the Committee adopted* this item.

Item 19 (Economic and Financial Organisation).

After discussion, and after hearing the explanations of Sir Arthur SALTER, Director of the Section, *the Committee adopted* this item.

Item 20 (Provision for the Development of the Economic and Financial Organisation).

The Committee decided to postpone consideration of this item until it had further details of the proposals.

Articles 21 à 28 (Mandats, transit, hygiène, questions sociales, désarmement, coopération intellectuelle, esclavage et autres questions).

Ces articles sont adoptés.

Article 29 (Comité d'experts sur la codification progressive du droit international).

La Commission décide d'ajourner l'examen de cet article.

Article 30 (Fédération internationale de secours mutuels aux populations frappées de calamités).

L'article est adopté.

La Commission adopte l'ensemble du budget du Secrétariat.

Déclaration du délégué de l'Inde.

Sir C. P. Ramaswami AYYAR (Inde) déclare que la question de la répartition des dépenses a été discutée sans que les Etats aient été préalablement avisés. Aucune décision ne peut être prise à ce sujet avant 1928. Il espère qu'aucune décision prise jusqu'ici par la Commission ne sera de nature à affecter des considérations que l'Inde pourra faire valoir sur cette question.

Le PRÉSIDENT répond qu'aucune décision n'a été prise, mais qu'il appartient au délégué de l'Inde de poser la question soit devant l'Assemblée, soit l'an prochain lorsque le problème sera à nouveau abordé.

Nomination du Trésorier.

Le PRÉSIDENT, au nom de la Commission, se félicite de la nomination de M. Jacklin comme Trésorier de la Société des Nations. Dans l'accomplissement de ses nouvelles fonctions, le Trésorier aura le plein appui de la quatrième Commission.

VI. TROISIÈME SÉANCE DE LA CINQUIÈME COMMISSION

La cinquième Commission a tenu sa troisième séance hier, mardi 13 septembre, à 15 h., sous la présidence de M. HAMBRO (Norvège).

Mesures en faveur des réfugiés grecs et arméniens.

Le major ELLIOT (Empire Britannique) donne lecture de son rapport (document A.V/5.1927). Il propose de mentionner dans son rapport définitif deux nouveaux points: 1^o le cas des réfugiés russes de Shanghai, qui sont au nombre d'environ 10.000 et qu'il a été possible, grâce à la courtoisie du Gouvernement français, d'admettre au bénéfice des passeports Nansen; 2^o le cas des 4.000 réfugiés russes de Turquie qui sont menacés d'expulsion.

Le baron VON RHEINBABEN (Allemagne) explique que les efforts du Bureau international du Travail et du Haut Commissaire ont tendu: 1^o à assurer aux réfugiés une plus grande liberté de mouvement et 2^o à activer le règlement du problème au moyen de l'établissement des réfugiés chômeurs dans des pays où ils peuvent trouver du travail. On a déjà fait beaucoup, mais il reste encore plus à faire. Les réfugiés eux-mêmes sont inquiets de leur sort, surtout parce que ceux qui ont été pourvus de passeports Nansen ont eu des difficultés à voyager. Aussi faut-il l'unanimité non seulement sur le principe du passeport, mais aussi sur son application pratique. Il y va du prestige de la Société que l'œuvre soit menée à bonne fin aussi rapidement que possible. C'est pourquoi, tout en se félicitant d'apprendre qu'il est question de réunir une conférence intergouvernementale, il croit que la conférence doit être précédée de l'envoi, aux différents gouvernements intéressés, d'un questionnaire sur le statut juridique des réfugiés. Il prie le rapporteur d'ajouter cette suggestion à son rapport.

Le Dr NANSEN, Haut Commissaire pour les réfugiés, estime que les mesures les plus urgentes à prendre sont la ratification des accords recommandés par la Conférence intergouvernementale.

Items 21 to 28 (Mandates, Transit, Health, Social, Disarmament, Intellection Co-operation, Slavery, and other Questions).

The Committee adopted these items.

Item 29 (Expert Committee on Progressive Codification of International Law).

The Committee decided to reserve consideration of this item.

Item 30 (International Federation for Mutual Assistance in the Relief of Peoples overtaken by Disasters).

The Committee adopted this item.

The Committee adopted the Secretariat budget as a whole.

Declaration by the Delegate for India.

Sir C. P. Ramaswami AYYAR stated that the subject of the allocation of expenses had been discussed without prior notice having been given to all States and no decision could be taken on that subject until 1928. He hoped that nothing done in the Committee would prejudice the considerations which might be raised by India with reference to this question.

The CHAIRMAN said that no decision had been taken, but that it was open for the Indian delegate to raise the question in the Assembly or when the subject came up for discussion next year.

Appointment of Treasurer.

The CHAIRMAN wished to congratulate the Committee on the appointment of Mr. Jacklin as Treasurer of the League of Nations. In his new activities, the Treasurer would have the full support of the Fourth Committee.

VI. THIRD MEETING OF THE FIFTH COMMITTEE

The Fifth Committee held its third meeting yesterday (Tuesday, September 13th), at 3 p.m., under the chairmanship of M. HAMBRO (Norway).

Measures in favour of Russian and Armenian Refugees.

Major ELLIOT (British Empire) read his report (document A. V/5. 1927). There were two additional matters which he proposed to incorporate in his final report, namely, the case of the Russian refugees in Shanghai, of whom there were about 10,000 and for whom it had been possible, through the courtesy of the French Government, to arrange for the issue of Nansen passports, and the case of the 4,000 Russian refugees in Turkey who were threatened with expulsion.

BARON VON RHEINBABEN (Germany) said that the efforts of the International Labour Office and the High Commissioner had been directed to: (1) assuring greater freedom of movement for the refugees, and (2) expediting the settlement of the problem by the settlement of unemployed refugees in countries where they could obtain work. While much had been accomplished, more remained to be done. The refugees themselves felt uncertain of their fate, especially as those furnished with the Nansen passports had found it difficult to travel. Hence unanimity was required, not only with regard to the principle of the passport, but also with regard to its practical application. The prestige of the League demanded as speedy as possible a conclusion to the work. Accordingly, while he was glad to learn of a proposal to convene an inter-Governmental conference, he thought that the conference must be preceded by a questionnaire to the different Governments concerned with regard to the legal status of the refugees. He would request the Rapporteur to include this suggestion in his report.

Dr. NANSEN (High Commissioner for Refugees) thought that the most urgent steps to be taken were the ratification of the agreements recommended by the Inter-Governmental Conference.

mentale et l'augmentation du fonds réversible (*revolving fund*) au moyen de l'émission des timbres spéciaux. Cette dernière mesure est indispensable si l'on doit transporter les réfugiés dans des pays d'outre-mer, notamment en Amérique du Sud, où du travail les attend. Il exprime sa sincère gratitude au Gouvernement allemand pour sa contribution de 100.000 marks au fonds réversible et espère que d'autres pays, notamment les pays britanniques, suivront cet exemple.

M. VEVERKA (Tchécoslovaquie) est autorisé à déclarer que la Tchécoslovaquie est prête à adhérer à l'Accord du 12 mai 1926. Il approuve d'une manière générale les conclusions du rapport.

M. Albert THOMAS, Directeur du Bureau international du Travail expose que la situation est, cette année, beaucoup plus simple parce que le principe n'est plus en discussion. Quant à la question de l'extension de l'activité du Bureau international du Travail et du Haut Commissaire à d'autres catégories de réfugiés, le Bureau international du Travail examinera, après que le Conseil aura pris une décision, dans quelle mesure cette extension est possible. La question prédominante est la question d'argent et, à cet effet, il est indispensable que les gouvernements répondent à l'appel qui a été fait en juin dernier. Il ne faut négliger aucun effort en vue de l'établissement de réfugiés dans l'Amérique du Sud. On en a établi 5.000 en Syrie, mais il y en a 40.000 autres dont il reste à s'occuper. Il ne peut y avoir de doute que les capitaux que l'on aura trouvés dans ce but seront remboursés dans un délai que l'on pourrait déterminer. Il insiste auprès de la Commission sur la nécessité de se hâter.

M. FOTITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) dit qu'une immense majorité des réfugiés russes se trouvant dans son pays a aujourd'hui trouvé un travail rémunérateur. Son pays dépense déjà annuellement 5 millions de francs-or pour les réfugiés. Il a adopté le timbre Nansen et est disposé à entreprendre l'étude du statut juridique des réfugiés.

M. BASTID (France) est autorisé à déclarer que le Gouvernement français, en qualité de mandataire de la Syrie, examinera favorablement l'appel adressé par M. Albert Thomas.

Mlle VACAESCO (Roumanie) énumère les privilèges dont jouissent en Roumanie les réfugiés russes. Dans la situation économique où se trouve en ce moment son pays, il lui serait difficile de prendre de nouveaux engagements financiers.

Mme HAINARI (Finlande) décrit l'œuvre accomplie dans son pays en faveur des réfugiés russes, dont la plupart sont des Caréliens, qui appartiennent à la même race que les Finlandais.

Le major ELLIOTT (Empire Britannique) soumet les projets de résolution suivants:

« La cinquième Commission,

« Après avoir attentivement examiné les rapports du Haut Commissaire et du Bureau international du Travail sur les questions concernant les réfugiés:

« Reconnaît les progrès qui ont été réalisés vers la solution d'un problème qui, à un certain moment, constituait un très grave danger;

« Exprime sa haute appréciation de l'œuvre importante qui a été accomplie en faveur des réfugiés;

« Recommande à l'Assemblée d'inviter le Haut Commissaire à réunir une conférence restreinte, suivant les principes indiqués dans son rapport; cette conférence serait chargée de formuler des propositions destinées à être soumises au Conseil et concernant le statut juridique des réfugiés. Il y aurait lieu de procéder auparavant à un examen approfondi de la situation juridique des réfugiés dans les différents pays, les renseignements devant être communiqués à l'avance aux gouvernements respectifs;

« Félicite toutes les personnes ayant participé à cette œuvre, pour les mesures qui ont déjà été prises et pour celles qui sont envisagées en vue de l'établissement permanent de réfugiés arméniens dans le Proche-Orient;

« Exprime l'espoir qu'à la suite des efforts signalés par le Haut Commissaire dans son rapport, les fonds nécessaires pourront être obtenus en vue de la mise à exécution de ce projet et qu'avec le maintien de la collaboration de la Puissance mandataire, cet aspect du problème pourra être heureusement résolu;

and the increase of the revolving fund by the issue of the special stamps. The latter measure was essential if the refugees were to be transferred overseas to countries, especially South America, where there was employment waiting for them. He was sincerely grateful to the German Government for its contribution of 100,000 Marks to the revolving fund and hoped that other countries, especially the British countries, would follow suit.

M. VEVERKA (Czechoslovakia) said that he was authorised to state that Czechoslovakia was prepared to adhere to the Agreement of May 12th, 1926. He approved, in general, the conclusions of the report.

M. Albert THOMAS (Director of the International Labour Office) said that the situation was much simpler this year because the principle was no longer in discussion. With regard to the question of extending the activities of the International Labour Office and the High Commissioner to other categories of refugees, the International Labour Office would consider how far this was possible after the Council had taken a decision. The main question was that of funds, and for this purpose it was essential that the Governments should accede to the appeal made last June. Every effort must be made for the settlement of refugees in South America. Five thousand refugees have been settled in Syria, but 40,000 still remained to be dealt with. There could be no question that the capital raised for this purpose would be refunded within a measurable period of time. He would urge upon the Committee the necessity of haste.

M. FOTITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) said that an immense majority of the Russian refugees in this country had now found remunerative employment. His country was already spending five million gold francs yearly on the refugees. It had adopted the Nansen stamp and was prepared to undertake an examination of the refugees' legal status.

M. BASTID (France) said that he was authorised to say that the French Government, as mandator of Syria, would favourably consider M. Thomas' appeal.

Mlle. VACAESCO (Roumania) described the privileges accorded to Russian refugees in Roumania. In her present economic situation, it would be difficult for Roumania to enter into further financial commitments.

Mme. HAINARI (Finland) described the work done in her country on behalf of Russian refugees, most of whom were Carelians, who were of the same race as the Finns.

Major ELLIOTT (Great Britain) submitted the following resolutions:

« The Fifth Committee,

« Having carefully examined the reports of the High Commissioner and of the International Labour Office on the refugee questions,

« Recognises the progress that has been made towards the solution of a problem that at one time constituted a very serious danger;

« Expresses its high appreciation of the important work that has been accomplished on behalf of the refugees;

« Recommends the Assembly to invite the High Commissioner to convene a small conference on the lines indicated in his report to formulate proposals for submission to the Council in regard to the legal status of refugees. This should be preceded by a full and careful examination of the juridical situation of the refugees in the different countries, the necessary information to be communicated to the respective Governments beforehand;

« Congratulates those responsible for the measures already taken and contemplated for the permanent settlement of Armenian refugees in the Near East;

« Expresses the hope that, as a result of the efforts described by the High Commissioner in his report, the necessary funds will be secured for the execution of this work and that, with the continued co-operation of the mandatory Power, this aspect of the problem may be successfully liquidated;

« Recommande à la quatrième Commission les prévisions budgétaires du Service des réfugiés, auxquelles devra être ajouté un crédit de 7.500 francs suisses pour le service d'établissement des réfugiés arméniens en Syrie. »

« La cinquième Commission

« Prend acte, avec intérêt, des offres d'emploi actuellement disponibles pour les réfugiés dans les pays d'outre-mer; »

« Reconnaît que l'exécution de ses plans exige la constitution immédiate d'un fonds de roulement suffisant; »

« Invite instamment les gouvernements intéressés à faire connaître au Haut Commissaire, aussitôt que possible, les mesures qu'ils sont disposés à prendre pour assurer les ressources nécessaires à l'établissement des réfugiés en provenance de leurs territoires; »

« Recommande à l'Assemblée de prier le Conseil d'inviter le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, lorsqu'il examinera le budget du Service des réfugiés pour 1929, de voir si ce budget comporte des crédits suffisants pour l'établissement des réfugiés. »

Le rapport et la résolution sont adoptés, sous réserve d'amendements de forme. Le major ELLIOTT est invité à soutenir le rapport devant l'Assemblée.

Commission d'enquête sur la production de l'opium en Perse.

M. VEVERKA (Tchécoslovaquie) donne lecture de son rapport (document A.V/4. 1927).

M. DELANO, président de la Commission d'enquête, après avoir brièvement exposé l'objet de l'enquête en Perse, dit que lui et ses collègues s'excusent d'avance de toute erreur ayant pu se glisser dans leur rapport sur des points de fait. Il se félicite cependant de constater que, dans la plupart des cas, le Gouvernement persan a admis l'exactitude des constatations matérielles de la Commission. Ce gouvernement a soutenu que l'opium persan avait une faible teneur en morphine et, par suite, ne se prêtait pas à la fabrication; cette thèse est en opposition avec des déclarations réitérées de fonctionnaires persans. Il a même été dit par le directeur d'une firme importante de fabrication et d'expédition que l'opium persan est un produit idéal, parce qu'il commande en même temps le marché manufacturier d'Europe et le marché de consommation (opium à fumer) d'Orient. Pour ce qui est du reproche fait à la Commission d'avoir omis de prendre en considération la question de la production dans d'autres pays, c'est là un point hors de la compétence de cette Commission. La véritable question est le fait que la culture de l'opium, une fois engagée, est pratiquement impossible à contrôler. Il lui paraît évident que la Perse a tout intérêt, surtout du point de vue économique, à restreindre sa production aussitôt que possible. Cependant, tant que les Persans eux-mêmes ne croiront pas que la production de l'opium est une erreur économique, on ne peut guère s'attendre à les voir adopter la politique recommandée par la Commission.

Hussein Khan ALA (Perse) est heureux d'adresser les remerciements du Gouvernement persan à la Société et à la Commission pour l'enquête menée dans son pays. Dans l'ensemble, le Gouvernement persan est d'accord sur les conclusions du rapport. La Perse désire collaborer avec la Société sans idée de marchandage, et elle ne prendra que les précautions indispensables pour la sauvegarde de sa situation économique et de sa prospérité agricole. La Perse fait tous les efforts possibles pour obtenir la révision de ses tarifs douaniers et compte sur l'appui de la Société à cet égard.

Le colonel MACCORMACK (second délégué de la Perse) dit que les divergences d'opinion qui existent sur certains points n'affectent pas les faits qui sont à la base du rapport et sur lesquels la Commission et le Gouvernement persan sont d'accord. La véritable raison pour laquelle l'opium persan ne sert pas à la production de la morphine est que la faiblesse de la teneur en morphine de cet opium élève le coût de fabrication. Après avoir attiré l'attention sur les constatations et les recommandations de la Commission, le colonel MacCormack expose que la cessation de ses exportations d'opium fera perdre à la Perse 20 % de son

« Recommends to the Fourth Committee the provisions in the budget for the Refugee Service, to which should be added a credit of 7,500 Swiss francs for the service for establishing Armenian refugees in Syria. »

« Further, the Fifth Committee

« Notes with interest the offers of employment now available for refugees in overseas countries; »

« Recognises that the execution of these schemes requires the immediate establishment of an adequate revolving fund; »

« Urges the Governments concerned to inform the High Commissioner as soon as possible what measures they are prepared to take for financing the settlement of refugees from their territories; »

« Recommends the Assembly to move the Council to invite the Governing Body of the International Labour Office, in examining the budget of the Refugee Service for 1929, to consider whether adequate funds for settlement have been thus provided. »

The report and resolutions were adopted subject to the necessary drafting amendments. Major ELLIOTT was requested to act as Rapporteur to the Assembly.

Commission of Enquiry into the Production of Opium in Persia.

M. VEVERKA (Czechoslovakia) read his report (document A. V/4. 1927).

Mr. DELANO, President of the Commission of Enquiry, after briefly describing the object of the enquiry in Persia, said that he and his colleagues cheerfully acknowledged any errors that might have been made in the report upon matters of fact. He was, however, happy to note that in most respects the Commission's statement of facts had been accepted as accurate by the Persian Government. With regard to the Persian Government's contention that Persian opium had a low morphine content and hence was unsuitable for manufacture, this was contrary to the claim repeatedly made by Persian officials. It had even been claimed by an important manufacturer and shipper in Persia that Persian opium is an ideal product because it commanded both the manufacturing market in Europe and the smoking market in the East. With regard to the criticism that the Commission had failed to take into consideration the question of production in other countries, this was a matter which was outside its competence. The real point was that the cultivation of opium once started was practically impossible to control and it was to him apparent that Persia had every interest, especially from the economic point of view, in curtailing her production as soon as possible. At the same time, unless the Persians believed that the production of opium was economically unsound, they could scarcely be expected to adopt the policy recommended by the Commission.

Hussein Khan ALA (Persia) conveyed the thanks of the Persian Government to the League and to the Commission for the enquiry carried out in his country. The Persian Government agreed in the main with the conclusions of the report. Persia desired to co-operate with the League without bargaining and she would take only those precautions which were indispensable to safeguard her economic position and the prosperity of her agriculture. Persia was making every endeavour to secure the revision of her Customs tariffs and hoped for the League's support in this question.

Colonel MACCORMACK (Persia, second delegate) said that the differences of opinion which existed upon certain points did not affect the basic facts of the report, upon which the Commission and the Government were agreed. The real reason why Persian opium was not used for the extraction of morphine was that its low morphine content increased the manufacturer's expenses. After drawing attention to the Commission's findings and recommendations, Colonel MacCormack said that, in losing her opium exports, Persia would lose 20 per cent of her export trade. The resultant economic loss and hardship

commerce extérieur. On peut aisément imaginer les pertes et la gêne économiques qui s'ensuivront. Les mesures récemment prises par le Gouvernement indien ont pour effet, à un certain égard, de gêner le Gouvernement persan dans la mise à exécution de la politique qu'il a annoncée parce qu'elle augmentera la demande d'opium persan en Extrême-Orient. Par contre, elles présentent l'avantage de permettre une plus étroite collaboration entre les gouvernements des pays d'Extrême-Orient. Cependant, la réduction de la culture du pavot n'aura aucune conséquence sur les quantités dont disposera la fabrication des stupéfiants. Le principal bénéfice qui résultera de la réduction que fera la Perse consistera dans la diminution de l'approvisionnement des fumeurs d'Extrême-Orient. La Perse a pleinement conscience de ses responsabilités à cet égard, mais elle demande que les autres pays producteurs apportent leur concours dans une même mesure; c'est pourquoi il suggère d'ajouter, à la résolution destinée à l'Assemblée, une recommandation stipulant que l'adoption du principe de la réduction soit proposée, non seulement aux pays producteurs d'opium, mais aussi à tous les pays qui produisent l'opium ou la feuille de coca, ou qui fabriquent la morphine, l'héroïne, la cocaïne, etc.

M. VAN WETTUM (Pays-Bas) ayant proposé que l'exposé du colonel MacCormack soit distribué aux membres de la Commission en temps utile avant la prochaine séance, le PRÉSIDENT dit qu'il en sera fait ainsi.

La Commission ajourne la suite de la discussion jusqu'à la séance suivante.

VII. DEUXIÈME SÉANCE DE LA SIXIÈME COMMISSION

La sixième Commission a tenu sa deuxième séance, hier mardi 13 septembre, à 10 heures, sous la présidence de M. BECH (Luxembourg).

Ordre du jour.

Le PRÉSIDENT rappelle que l'Assemblée a renvoyé à la sixième Commission la question de la Conférence internationale des experts de presse ainsi que la question des mandats.

Convention sur l'esclavage: Rapport annuel du Conseil.

Le MAHARAJAH DE KAPURTHALA (Inde) dit que la conclusion de la Convention sur l'esclavage est l'un des résultats les plus importants obtenus à la septième session ordinaire de l'Assemblée; elle est principalement due aux efforts d'un membre de la délégation britannique dont l'absence, cette année, est vivement regrettée.

Revenant sur certains exposés qui avaient été présentés alors, le délégué de l'Inde tient à signaler que l'œuvre de suppression de l'esclavage dans le Népal avait commencé plusieurs années avant que la Société ne prenne l'affaire en mains. D'importants progrès ont dernièrement été réalisés tant dans le Kalat qu'en Birmanie. Il n'en est résulté aucune difficulté d'ordre économique ou social.

Sans doute, en signant la Convention sur l'esclavage, le représentant de l'Inde avait expliqué que sa signature ne valait pas pour les territoires ayant un gouvernement indépendant, mais la Convention a été par la suite communiquée aux princes régnants et il ne fait pas de doute que les mesures nécessaires ne doivent maintenant être prises.

Le Dr NANSSEN (Norvège) exprime sa satisfaction des renseignements très complets fournis par le Gouvernement britannique sur les mesures récemment prises en vue de supprimer une situation analogue à l'esclavage. Il espère que les autres gouvernements suivront cet exemple et que l'Éthiopie, en particulier, ayant assumé des obligations spéciales en matière d'esclavage, sera bientôt en mesure de présenter un rapport. Il signale une décision récente d'un tribunal concernant l'esclavage dans le Sierra Leone.

Sir E. HILTON YOUNG (Empire Britannique) explique que la décision du tribunal dont a parlé le Dr Nansen a révélé, dans

could be easily imagined. The measures recently taken by the Indian Government were calculated in one respect to hamper the Persian Government in the execution of the policy it had announced, because it would increase the demand for Persian opium in the Far East. They had, however, the advantage of permitting closer co-operation between the Governments in the Far East. At the same time, the reduction of cultivation would have no effect upon the supplies available for the manufacture of drugs. The main benefit of Persian reduction would come from the curtailment of supplies for smoking addicts in the Far East. Persia was fully aware of her responsibilities in this matter, but she asked that the other producing countries should assist to the same degree, and hence he suggested that the resolution to go to the Assembly should contain a recommendation that the principle of curtailment should be proposed not only to the opium-producing countries, but to all countries that produced opium or the coca leaf or manufactured morphine, heroine, cocaine, etc.

M. VAN WETTUM (Netherlands) having proposed that Colonel MacCormack's address should be distributed in time for the next meeting, the CHAIRMAN agreed to this course.

The Committee postponed the continuation of the discussion until the following meeting.

VII. SECOND MEETING OF THE SIXTH COMMITTEE

The Sixth Committee held its second meeting yesterday (Tuesday, September 13th) at 10 a.m. under the chairmanship of M. BECH (Luxembourg).

Agenda.

The CHAIRMAN reminded the Committee that the Assembly had referred to the Sixth Committee a question relating to the International Conference of Press Experts, as well as the question of mandates.

Slavery Convention: Annual Report by the Council.

The MAHARAJA OF KAPURTHALA (India) thought that the adoption of the Slavery Convention was one of the most important results obtained at the seventh ordinary session of the Assembly. It was largely due to the efforts of a member of the British delegation, whose absence this year was regretted.

Referring to certain statements made at that moment, he wished to point out that the work of the abolition of slavery in Nepal had been taken up several years ago, before the League began to deal with the matter. Important progress had recently been made both in Kalat and in Burmah. No economic or social difficulties had resulted.

It was true that the representative of India, when signing the Slavery Convention, had explained that his signature did not cover the territories under independent rulers, but the Convention had subsequently been communicated to the ruling princes and the necessary action would now no doubt be taken.

Dr. NANSSEN (Norway) expressed satisfaction at the very full information furnished by the British Government on the measures recently taken to abolish analogous conditions. He hoped that other Governments would follow this example and that in particular Abyssinia, being under special obligations in the matter of slavery, would soon be able to submit a report. He called attention to a recent Court decision regarding slavery in Sierra Leone.

Sir E. HILTON YOUNG (British Empire) explained that the Court decision referred to by Dr. Nansen had revealed a hiatus

la législation locale, une lacune dont le Gouvernement impérial a été le premier surpris. On s'est immédiatement préoccupé de la question en convoquant une session spéciale du Parlement et les mesures législatives nécessaires seront, sans aucun doute, rapidement votées.

Le délégué britannique exprime, comme le Dr Nansen, l'espoir que le Gouvernement éthiopien soumettra bientôt un rapport sur la situation actuelle concernant l'esclavage dans ce pays, afin de dissiper toutes les appréhensions qui pourraient se faire jour à cet égard.

Le comte APPONYI (Hongrie) attire l'attention sur la question du travail forcé, dont il n'est fait aucune mention dans les rapports soumis à la Commission.

Le général FREIRE D'ANDRADE (Portugal), en réponse au Dr Nansen, annonce que le Gouvernement portugais a également communiqué des renseignements au sujet des mesures prises en matière d'esclavage.

L'Organisation internationale du Travail s'occupe de la question du travail forcé et vient d'instituer un Comité spécial d'experts, chargé d'étudier le problème et de préparer un projet de convention internationale. Dans ces conditions, il serait peut-être bon que la sixième Commission attendit le résultat des travaux de l'Organisation du Travail avant de faire de nouvelles démarches, afin d'éviter tout double emploi.

Le comte BONIN-LONGARE (Italie) rappelle à la Commission les longues discussions des années précédentes sur la question du travail forcé. L'Italie ignore l'existence d'aucun travail forcé dans ses colonies, mais elle se rend compte des difficultés que l'abolition soudaine de cette pratique serait de nature à entraîner dans d'autres territoires. On devrait cependant prier instamment les gouvernements d'adopter immédiatement des mesures à ce sujet, sans attendre nécessairement les résultats des travaux du Comité nommé par l'Organisation internationale du Travail.

Le Dr NANSEN (Norvège) prie les membres de la Commission de faire tous leurs efforts auprès de leurs gouvernements pour que la Convention soit ratifiée. Il importe que cette Convention soit universellement acceptée. Il n'y a actuellement que trente-neuf Etats qui l'aient signée, sur les soixante-neuf Etats auxquels elle a été communiquée, et onze Etats seulement l'ont ratifiée.

M. LOUWERS (Belgique) informe la Commission que la ratification belge ne tardera pas à intervenir. Il ne faut pas se laisser d'espérer exagérés en ce qui concerne les renseignements que pourra recevoir à l'avenir la Société des Nations au sujet des mesures prises en exécution des dispositions de la Convention sur l'esclavage et de la résolution adoptée par l'Assemblée en 1924. Certains gouvernements ont déjà communiqué des renseignements très détaillés en réponse à l'enquête faite par la Société en 1924, et ces renseignements ont été publiés. Ces pays, qui considèrent comme suffisantes les mesures législatives et administratives déjà prises, ne seront pas en mesure de fournir beaucoup de renseignements nombreux, surtout en une matière sur laquelle il serait impossible de signaler chaque année des résultats précis.

Le comte VAN LYNDEN (Pays-Bas) annonce que son gouvernement vient de soumettre au Parlement la Convention sur l'esclavage, dont il espère obtenir bientôt la ratification.

Le professeur HOETZSCH (Allemagne) s'associe aux remarques du Dr Nansen. La Convention sur l'esclavage sera examinée par le Reichstag au cours de sa présente session et l'on peut s'attendre cette année même à la ratification.

Le général FREIRE D'ANDRADE (Portugal) annonce que son gouvernement a déjà ratifié la Convention, mais que cette ratification n'a pas encore été communiquée à la Société des Nations. Il serait difficile, ainsi que l'a fait remarquer le délégué de Belgique, de trouver matière à la rédaction d'un rapport annuel. Ce qui importe le plus, c'est que la Société des Nations reçoive communication de toutes mesures législatives adoptées en matière d'esclavage ou sur des sujets connexes.

Le sénateur HUBERT (France) informe la Commission que le Gouvernement français espère être bientôt en mesure de ratifier la Convention sur l'esclavage. En attendant, les instruc-

in the local legislation which had come as a surprise to the Imperial Government. Immediate attention was being given to the matter by the convocation of a special meeting of the legislature, and the necessary legislation would no doubt be rapidly passed.

He associated himself with the hope expressed by Dr. Nansen that the Abyssinian Government would soon submit a report on the present situation regarding slavery in that country, in order to allay any misgivings which might be felt in that connection.

Count APPONYI (Hungary) called attention to the question of forced labour, about which nothing was said in the reports before the Commission.

General FREIRE D'ANDRADE (Portugal), in reply to Dr. Nansen, said that the Portuguese Government had also forwarded information regarding the measures taken by them in the matter of slavery.

The International Labour Organisation was dealing with the question of forced labour and had set up a special committee of experts to examine the question and to prepare a draft international convention. Under these circumstances, it might perhaps be advisable for the Sixth Committee to await the result of the Labour Organisation's work before taking any further steps in the matter, in order to avoid duplication.

Count BONIN-LONGARE (Italy) reminded the Committee of the long discussions on forced labour which had taken place in previous years. Italy knew of no forced labour in its colonies; but understood the difficulties which a sudden abolition of the practice might entail in other territories. The Governments ought, however, to be urged to take steps forthwith to deal with the matter without necessarily awaiting the results of the work of the Committee appointed by the International Labour Organisation.

Dr. NANSEN (Norway) asked the members of the Committee to do what they could to induce their Governments to ratify the Convention. It was important that it should be universally accepted. At present only thirty-nine States out of the sixty-nine to which the Convention had been communicated had signed it, and it had only been ratified by eleven countries.

M. LOUWERS (Belgium) informed the Committee that ratification by Belgium would take place very shortly.

Exaggerated expectations should not be entertained regarding the information to be received by the League in future in accordance with the provisions of the Slavery Convention and the resolution adopted by the Assembly in 1924. Certain Governments had already given very detailed information in response to the enquiries made by the League in 1924, and this information had been published by the League. Those countries which considered that the legislative and administrative measures already taken were sufficient would not be in a position to forward much new information, especially in a matter of this kind where it would be impossible to report definite results every year.

Count VAN LYNDEN (Netherlands) said that his Government had submitted the Slavery Convention to Parliament and hoped soon to be able to ratify.

Professor HOETZSCH (Germany) associated himself with the remarks of Dr. Nansen. The Slavery Convention would be dealt with by the Reichstag during its present session, and ratification might be expected during the present year.

General FREIRE D'ANDRADE (Portugal) said that his Government had already ratified the Convention, but that the ratification had not yet been notified to the League. It would, as stated by the Belgian delegate, be difficult to find material for a report every year. The most important thing was that all legislation adopted in the matter of slavery and analogous conditions should be communicated.

Senator HUBERT (France) stated that the French Government hoped soon to be able to ratify the Slavery Convention. Meanwhile, the instructions given to the colonial authorities were in

tions qui ont été données aux autorités coloniales sont en pleine harmonie avec les principes posés par la Convention.

En ce qui concerne le problème de la documentation, il partage l'avis des délégués belge et portugais.

Le comte BONIN-LONGARE (Italie) déclare que la ratification par le Gouvernement italien ne fera sans doute aucune difficulté.

Sir E. HILTON YOUNG (Empire Britannique) est nommé rapporteur de la question de l'esclavage.

Systeme du vote unique transférable et principe de la représentation proportionnelle en vue de l'élection des Membres non permanents du Conseil.

Le PRÉSIDENT fait savoir que le Bureau de l'Assemblée ne voit aucun inconvénient à ce que la première et la sixième Commissions s'entendent, le cas échéant, en vue de la constitution d'une sous-commission mixte.

Pour sa part, la première Commission s'est déclarée disposée à examiner l'aspect juridique de la question, s'il y a lieu.

La suite de la discussion est ajournée, afin que M. Hambro ait l'occasion de développer lui-même la proposition norvégienne.

VIII. RÉCEPTION DE LA DÉLÉGATION DE L'UNION INTERNATIONALE DES ASSOCIATIONS POUR LA SOCIÉTÉ DES NATIONS PAR LE PRÉSIDENT DE LA HUITIÈME SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLÉE.

M. GUANI, président de la huitième session ordinaire de l'Assemblée, a reçu hier, mardi 13 septembre, à 11 heures 30, au Secrétariat de la Société des Nations, la délégation de l'Union, qui est venue, suivant une tradition déjà bien établie, lui présenter les résolutions adoptées par la dernière assemblée de l'Union. La délégation était présidée par sir Willoughby DICKINSON, ancien membre de la Chambre des Communes, vice-président de l'Union.

Etaient présents les délégués des pays suivants:

<i>Allemagne:</i>	Comtesse BEROLDINGEN, Dr J. BECKER.
<i>Etats-Unis:</i>	Dr Th. MARBURG, Dr Hamilton HOLT, Mrs WHITIN.
<i>France:</i>	M ^{me} MALATERRE-SELLIER, M. et M ^{me} JEZEQUEL.
<i>Grande-Bretagne:</i>	Sir Willoughby DICKINSON, Amiral Druiry LOWE, Rvd. Gwilym DAVIES, M. WHELEN, M. WATSON, Colonel CARNEGIE.
<i>Japon:</i>	M. INUI.
<i>Pays-Bas:</i>	M ^{lle} VAN EEGHEN.
<i>Suisse:</i>	Professeur E. BOVET.
<i>Secrétariat de de l'Union:</i>	Professeur Th. RUYSSSEN, Capitaine Lothian SMALL, Baron VON BODMAN.

Le PRÉSIDENT de la délégation, après avoir félicité M. Guani de son élection à la présidence de la huitième session ordinaire de l'Assemblée et rendu hommage au dévouement avec lequel M. Guani s'est toujours consacré au développement de la Société des Nations, a indiqué brièvement le but poursuivi par les Associations dont le président voulait bien recevoir une délégation. L'objet de ces Associations est essentiellement de faire connaître au public l'œuvre de la Société des Nations et par là même, et dans la mesure du possible, de favoriser le développement et l'influence de celle-ci. Il a ensuite passé en revue les principales résolutions adoptées par l'assemblée de Berlin, en insistant principalement sur celles qui concernent l'éducation de la jeunesse, la « Staatlosigkeit », la Conférence économique internationale et certaines questions politiques de haute actua-

accordance with the principles laid down by the Convention.

Regarding the question of documentation, he agreed with the Belgian and Portuguese delegates.

Count BONIN-LONGARE (Italy) thought that the ratification by Italy would certainly encounter no difficulty.

Sir E. HILTON YOUNG (British Empire) was appointed Rapporteur for the question of slavery.

System of the Single Transferable Vote and the System of Proportional Representation for the Election of the Non-Permanent Members of the Council.

The CHAIRMAN said that the General Committee of the Assembly had no objection to the First and Sixth Committees agreeing if necessary to appoint a mixed sub-committee to deal with this question.

The First Committee had declared that it was ready to examine, if desirable, the legal aspect of the question.

The continuation of the discussion was adjourned, in order to give M. Hambro an opportunity himself to explain the Norwegian proposal.

VIII. RECEPTION OF THE DELEGATION OF THE INTERNATIONAL UNION OF THE ASSOCIATIONS FOR THE LEAGUE OF NATIONS BY THE PRESIDENT OF THE EIGHTH ORDINARY SESSION OF THE ASSEMBLY.

M. GUANI, President of the eighth ordinary session of the Assembly, received yesterday morning, Tuesday, September 13th, at 11.30 a.m., at the offices of the Secretariat of the League of Nations, the delegation of the Union, which came, according to a well-established tradition, to submit to him the resolutions adopted by the last Assembly of the Union. The delegation was led by Sir Willoughby DICKINSON, formerly a member of the British House of Commons, Vice-Chairman of the Union.

The following delegates were present:

<i>Germany:</i>	Countess BEROLDINGEN, Dr. J. BECKER.
<i>United States:</i>	Dr. Th. MARBURG, Mr. Hamilton HOLT, Mrs. WHITIN.
<i>France:</i>	Mme. MALATERRE-SELLIER, M. and Mme. JEZEQUEL.
<i>Great Britain:</i>	Sir Willoughby DICKINSON, Admiral Druiry LOWE, Rev. Gwilym DAVIES, Mr. WHELEN, Mr. WATSON, Colonel CARNEGIE.
<i>Japan:</i>	M. INUI.
<i>Netherlands:</i>	Mlle. VAN EEGHEN.
<i>Switzerland:</i>	Professor E. BOVET.
<i>Secretariat of the Union:</i>	Professor Th. RUYSSSEN, Captain Lothian SMALL, Baron VON BODMAN.

The PRESIDENT of the delegation, after having congratulated M. Guani on his election to the Presidency of the eighth ordinary session of the Assembly, and paid a tribute to the devotion with which M. Guani had always devoted himself to the development of the League of Nations, briefly indicated the aims of the Associations, whose delegation the President had kindly agreed to receive. The aim of the Associations was essentially to acquaint the public with the work of the League of Nations, and in that way to encourage as far as possible the development and influence of the League. He then reviewed the principal resolutions adopted by the Assembly at Berlin, insisting chiefly on those relating to the education of youth, the " Staatlosigkeit ", the International Economic Conference, and certain political questions of present interest, such as the decentralisa-

lité: décentralisation de la Société des Nations, admission des Etats membres de la Société, réduction du nombre des sessions du Conseil, arbitrage et sécurité, réduction et limitation des armements. Toutes ces résolutions tendent à affirmer l'unité et l'universalité de la Société et à obtenir de cette grande institution son rendement le plus efficace.

M. GUANI a chaleureusement remercié la délégation de la visite que celle-ci voulait bien lui faire. Il s'est déclaré convaincu de l'importance du rôle joué par ces Associations qui, a-t-il dit, coopèrent indirectement avec la Société elle-même en élaborant les questions que celle-ci est amenée à aborder et en faisant connaître à l'opinion publique, souvent mal éclairée, l'action de la Société et les résultats obtenus.

Il s'est déclaré particulièrement intéressé par certaines des résolutions énumérées par le président de la délégation, notamment par celles qui concernent l'universalité de la Société des Nations et le retour des Etats démissionnaires.

Le professeur RUYSSËN, secrétaire général de l'Union, a fait connaître au président de l'Assemblée les efforts actuellement poursuivis par l'Union pour étendre jusque dans les pays de l'Amérique latine la propagande qui a surtout atteint jusqu'ici l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Extrême-Orient. Il a prié M. Guani d'user de sa haute influence pour favoriser cette propagande dont l'effet peut être considérable en raison du grand avenir politique et économique auquel sont appelés les Etats de l'Amérique latine.

M. GUANI s'est montré sensible à cet appel et s'est déclaré entièrement disposé à favoriser par son action personnelle l'extension de cette propagande.

tion of the League of Nations, the resignation of certain States Members of the League, the reduction of the number of the sessions of the Council, arbitration and security and the reduction and limitation of armaments. All these resolutions went to affirm the unity and universality of the League, and to secure from that great institution its maximum efficiency.

M. GUANI warmly thanked the delegation for the visit which it had paid him. He said he was convinced of the importance of the role played by these Associations, which collaborated indirectly with the League itself by framing questions which the League was induced to take up, and by acquainting public opinion, which was often ill-informed, of the action of the League and the results achieved.

He was particularly interested in certain of the resolutions to which the President of the delegation had referred, especially those regarding the universality of the League of Nations, and the return to it of the States which were absent.

Professor RUYSSËN, Secretary-General of the Union, informed the President of the Assembly of the efforts at present being made by the Union to extend to Latin America the propaganda which hitherto had been more particularly confined to Europe, North America and the Far East. He asked M. Guani to use his great influence to encourage this propaganda, the effect of which might be considerable owing to the great political and economic future which lay before the States of Latin America.

M. GUANI said that he greatly appreciated that appeal and that he was entirely ready personally to encourage the extension of the propaganda of the Union.

IX. CORRECTION A LA LISTE DES MEMBRES DES DÉLÉGATIONS

IX. CORRECTION TO THE LIST OF MEMBERS OF DELEGATIONS

Danemark. — Denmark.

Son Excellence M. L. MOLTESEN, ministre des Affaires étrangères, a quitté Genève le 11 septembre 1927.

His Excellency M. L. MOLTESEN, Minister for Foreign Affairs, left Geneva on September 11th, 1927.

X. ADDITIONS ET CORRECTIONS A LA LISTE DES MEMBRES DES COMMISSIONS
X. ADDITIONS AND CORRECTIONS TO THE LIST OF MEMBERS OF COMMITTEES

TROISIÈME COMMISSION — THIRD COMMITTEE.

Etat libre d'Irlande — Irish Free State.

Mr. John A. COSTELLO. Suppléants — Substitutes:
Mr. Michael MACWHITE et Mr. Joseph WALSHE.

Panama.

Suppléant: Mr. Fabian VELARDE fera partie des six Commissions de l'Assemblée. — Mr. Fabian VELARDE will sit on all six Committees of the Assembly.

XI. SIGNATURES ET RATIFICATIONS DES ACCORDS INTERNATIONAUX

Son Excellence le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas a déposé au Secrétariat, le 13 septembre 1927, l'instrument de ratification, par Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, de la Convention internationale pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes, signée à Genève le 12 septembre 1923.

Cette ratification s'applique également aux Indes néerlandaises, à Surinam et Curaçao.

Son Excellence le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas a déposé au Secrétariat, le 13 septembre 1927, l'instrument de ratification, par Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, des Conventions du travail suivantes:

1^o Convention concernant l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux en matière de réparation des accidents du travail,

adoptée par la Conférence internationale du travail en sa septième session (Genève 1925);

2^o Convention concernant la réparation des accidents du travail,

XI. SIGNATURES AND RATIFICATIONS OF INTERNATIONAL ENGAGEMENTS

His Excellency the Minister for Foreign Affairs of the Netherlands deposited at the Secretariat on September 13th, 1927, the instrument of ratification by Her Majesty the Queen of the Netherlands of the International Convention for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications, signed at Geneva, September 12th, 1923.

This ratification also applies to the Dutch Indies at Surinam and Curacao.

His Excellency the Minister for Foreign Affairs of the Netherlands deposited at the Secretariat on September 13th, 1927, the instrument of ratification by Her Majesty the Queen of the Netherlands of the following Labour Conventions:

(1) Convention concerning equality of treatment for national and foreign workers as regards workmen's compensation for accidents,

adopted by the International Labour Conference at its seventh session (Geneva 1925);

(2) Convention concerning workmen's compensation for accidents,

adoptée par la Conférence internationale du travail en sa septième session (Genève 1925);

3^o Convention concernant la simplification de l'inspection des émigrants à bord des navires,

adoptée par la Conférence internationale du travail en sa huitième session (Genève 1926).

adopted by the International Labour Conference at its seventh session (Geneva 1925);

(3) Convention concerning the simplification of the inspection of emigrants on board ship,

adopted by the International Labour Conference at its eighth session (Geneva 1926).

XII. DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LE 13 SEPTEMBRE 1927

Journal de l'Assemblée, No 8.

A. 57. Assistance financière aux Etats victimes d'une agression.

A. 58. Communications intéressant la Société des Nations en temps, de crise.

XII. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO THE MEMBERS OF THE ASSEMBLY ON SEPTEMBER 13TH, 1927

Assembly Journal No. 8.

A.57. Financial Assistance to States Victims of Aggression.

A.58. Communications of Importance to the League of Nations in Case of Emergency.

Vient de paraître

LA SOCIÉTÉ DES NATIONS PAR L'IMAGE

GENÈVE 1927

32 pages et 70 images

Prix: 1.25 francs suisses

Just out

THE LEAGUE OF NATIONS IN PICTURES

GENEVA 1927

32 Pages and 70 Pictures

Price: 1/-

BROCHURES SUR L'ACTIVITÉ

DE LA

SOCIÉTÉ DES NATIONS

(Publiées par la Section d'information.)

	Frs. suisses
La Société des Nations: Son œuvre (<i>Edition révisée</i>)	1,—
La Société des Nations: Constitution et organisation (<i>Edition révisée</i>)	0,50
La Cour permanente de Justice internationale (<i>Edition révisée</i>)	0,50
L'Organisation d'hygiène	0,25
L'Œuvre humanitaire et sociale de la Société des Nations (<i>Edition révisée</i>)	0,50
Les mandats (<i>Edition révisée</i>)	0,50
La reconstruction financière de l'Autriche	0,25
Communications et transit	0,25
L'activité politique de la Société des Nations	0,25
La réduction des armements	0,25
L'Organisation économique et financière de la Société des Nations	0,50
Les minorités	0,25
La coopération intellectuelle	0,25
Protocole pour le règlement pacifique des différends internationaux (Texte du Protocole, débats de l'Assemblée, rapports) . .	1,50

EN PRÉPARATION:

Editions révisées:

Les minorités. La coopération intellectuelle.

Un second volume:

L'Activité politique de la Société des Nations.

LEAGUE OF NATIONS PAMPHLETS

(Prepared by the Information Section)

The League of Nations: A Survey (<i>Revised Edition</i>)	1s.
The League of Nations: Constitution and Organisation (<i>Revised Edition</i>)	6d.
The Permanent Court of International Justice (<i>Revised Edition</i>)	6d.
The Health Organisation of the League of Nations (<i>Revised Edition</i>)	6d.
Social and Humanitarian Activities (<i>Revised Edition</i>)	6d.
Mandates (<i>Revised Edition</i>)	6d.
The Financial Reconstruction of Austria .	3d.
Transit and Communications	3d.
Political Problems	3d.
The Reduction of Armaments	3d.
Financial Administration and Allocation of Expenses	3d.
Minorities	3d.
Intellectual Co-operation	3d.
Protocol for the Pacific Settlement of International Disputes (Text of Protocol, Assembly Debates, Report)	1s. 3d.

IN PREPARATION:

Revised editions of:

Intellectual Co-operation. Minorities.

A second volume of:

Political Problems.

Tous les documents préparés par les différentes Sections du Secrétariat peuvent être obtenus auprès du

Service des Publications de la Société des Nations

Villa Saint-Victor, annexe au bâtiment du Secrétariat.

All documents prepared by the different Sections of the Secretariat may be obtained at the

Publications Department of the League of Nations

Villa St. Victor, annex to the Secretariat Building.

PUBLICATIONS

DE LA

SOCIÉTÉ DES NATIONS

LA RESTAURATION FINANCIÈRE DE L'AUTRICHE

Exposé général, accompagné des documents principaux.

[C. 568. M. 232. 1926. II. 30] . . . Francs suisses 5.—

LA RESTAURATION FINANCIÈRE DE LA HONGRIE

Exposé général, accompagné des documents principaux.

[C. 583. M. 221. 1926. II. 54] . . . Francs suisses 3.75

L'ÉTABLISSEMENT DES RÉFUGIÉS EN GRÈCE

Exposé général de l'œuvre accomplie jusqu'en été 1926, avec 67 illustrations, une carte d'établissement des réfugiés ruraux et urbains et une carte ethnographique de la Macédoine.

[1926. II. 32] Francs suisses 3.—

PLAN D'ÉTABLISSEMENT DES RÉFUGIÉS ARMÉNIENS

Exposé général et documents principaux.

[C. 699. M. 264. 1926. IV] (1927. IV. 1)
Francs suisses 3.—

Un catalogue général et des catalogues spéciaux des documents préparés par les différentes Sections du Secrétariat seront envoyés gratuitement aux personnes qui en feront la demande au :

Service des Publications de la Société des Nations
GENÈVE

PUBLICATIONS

OF THE

LEAGUE OF NATIONS

THE FINANCIAL RECONSTRUCTION OF AUSTRIA

General Survey and Principal Documents.

[C. 568. M. 232. 1926. II. 30] 4/-

THE FINANCIAL RECONSTRUCTION OF HUNGARY

General Survey and Principal Documents.

[C. 583. M. 221. 1926. II. 54] 3/-

GREEK REFUGEE SETTLEMENT

General Survey on the work accomplished up to Summer 1926, with 67 illustrations, a map of the settlement of rural and urban Refugees and an ethnographic map of Macedonia.

[1926. II. 32] 2/6

SCHEME FOR THE SETTLEMENT OF ARMENIAN REFUGEES

General Survey and Principal Documents.

[C. 699. M. 264. 1926. IV] (1927. IV. 1) 2/6

A general catalogue and special catalogues of the documents prepared by the different Sections of the Secretariat will be sent free on application to:

Publications Department of the League of Nations
GENEVA

SOCIÉTÉ DES NATIONS

LEAGUE OF NATIONS

JOURNAL

DE LA

OF THE

HUITIÈME SESSION
ORDINAIRE

EIGHTH ORDINARY
SESSION

DE L'

OF THE

ASSEMBLÉE

ASSEMBLY

GENÈVE 1927

GENEVA 1927

N° 10. — JEUDI 15 SEPTEMBRE 1927.

No. 10. — THURSDAY, SEPTEMBER 15th, 1927.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL
DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beauregard.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE
ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor, Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beauregard.

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

SOMMAIRE:

	Pages
I. Programme des séances	135
II. Troisième séance de la première Commission	136
III. Quatrième séance de la deuxième Commission	137
IV. Quatrième séance de la quatrième Commission	139
V. Troisième séance de la sixième Commission	140
VI. Quatrième séance de la troisième Commission	142
VII. Quatrième séance de la cinquième Commission	147
VIII. Conférence interparlementaire.	150
IX. Corrections à la liste des membres des délégations	158
X. Signatures et ratifications des accords internationaux	158
XI. Documents distribués aux membres de l'Assemblée	158

CONTENTS:

	Page
I. Programme of Meetings	135
II. Third Meeting of the First Committee	136
III. Fourth Meeting of the Second Committee	137
IV. Fourth Meeting of the Fourth Committee	139
V. Third Meeting of the Sixth Committee	140
VI. Fourth Meeting of the Third Committee	142
VII. Fourth Meeting of the Fifth Committee	147
VIII. Inter-Parliamentary Conference	150
IX. Correction to the List of Members of Delegations	158
X. Signatures and Ratifications of International Engagements	158
XI. List of Documents distributed to the Members of the Assembly	158

I. PROGRAMME DES SÉANCES

Séances plénières de l'Assemblée.

Il y aura deux séances plénières de l'Assemblée aujourd'hui, jeudi 15 septembre, à la Salle de la Réformation.
La séance du matin aura lieu à 10 heures.

Ordre du jour:

Vote sur la demande de rééligibilité présentée par la Belgique.

La séance de l'après-midi aura lieu à 17 h. 45.

Ordre du jour:

Election des trois Membres non permanents du Conseil.

I. PROGRAMME OF MEETINGS

Plenary Meetings of the Assembly.

There will be two plenary meetings of the Assembly to-day (Thursday, September 15th) at the Salle de la Réformation.
The morning meeting will take place at 10 a.m.

Agenda:

Vote on the request of Belgium to be declared re-eligible.

The afternoon meeting will take place at 5.45 p.m.

Agenda:

Election of the three non-permanent Members of the Council.

Deuxième Commission.

La deuxième Commission se réunira aujourd'hui, jeudi 15 septembre, à 14 h. 45, au Secrétariat (Salle C).

Ordre du jour:

1. Mission du président du Comité d'hygiène en Amérique du Sud et travaux de l'Organisation d'hygiène.
2. Proposition italienne pour la création d'un Institut du cinématographe éducatif.
3. Travaux de l'Organisation des communications et du transit.

Cinquième Commission.

La cinquième Commission se réunira aujourd'hui, jeudi 15 septembre, à 11 heures, au Secrétariat (Salle C).

Sixième Commission.

La sixième Commission se réunira aujourd'hui, jeudi 15 septembre, à 15 heures, au Secrétariat (Salle E).

Ordre du jour:

1. La question relative à la Conférence des experts de presse (document A. 43. 1927).
2. La question des mandats (documents A.27 et A.28. 1927).

Sixième Commission: Première Sous-Commission (Question des méthodes d'élection des Membres non permanents du Conseil).

La première Sous-Commission se réunira aujourd'hui, jeudi 15 septembre, à la Salle de la Réformation (Salle de la Présidence), immédiatement après la séance du matin de l'Assemblée.

II. TROISIÈME SÉANCE DE LA PREMIÈRE COMMISSION

Codification progressive du droit international. — Discussion générale.

La troisième séance de la première Commission, tenue le mercredi 14 septembre à 10 heures, sous la présidence de M. ADATCI (Japon), a été entièrement consacrée à la discussion générale de la question de la codification progressive du droit international.

M. RUNDSTEIN (Pologne) dit que le Comité des experts a été prudent, autrement il n'aurait pas eu de chance d'être suivi. Il applique cette idée générale à la question de la nationalité.

M. ROLIN (Belgique) montre, en donnant des exemples et en rappelant des faits récents, que les trois questions retenues par le rapport du Conseil, et particulièrement celles de la nationalité et de la responsabilité des Etats, sont des questions d'une extrême importance. Leur solution par voie de convention internationale marquera non pas un résultat fragmentaire, mais un progrès considérable pour la cause de la paix.

M. LIMBURG (Pays-Bas) dit que, selon la suggestion du rapport de M. Zaleski au Conseil, il est possible de confier à un gouvernement la préparation d'une conférence. Si la Société des Nations remettait au Gouvernement des Pays-Bas telle ou telle question, ce gouvernement se ferait un devoir d'accepter ce mandat.

M. POLITIS (Grèce) pense que ce ne sont pas seulement les trois questions mentionnées qu'il faut régler par une convention, mais encore celle de la procédure des conférences internationales et celle de l'exploitation des richesses de la mer. Cette dernière question serait réservée à une conférence spéciale, les quatre autres seraient soumises à une conférence générale.

M. Politis ne voit pas de lieu mieux choisi que La Haye, eu égard à l'atmosphère qui y règne, aux souvenirs qui s'y attachent. L'offre du Gouvernement des Pays-Bas pourrait donc être

Second Committee.

The Second Committee will meet to-day (Thursday, September 15th) at 2.45 p.m. in the Secretariat (Room C).

Agenda:

1. Mission of the President of the Health Committee in South America, and work of the Health Organisation.
2. Italian proposal for the creation of an Institute of the Educational Cinema.
3. Work of the Organisation for Communications and Transit.

Fifth Committee.

The Fifth Committee will meet to-day (Thursday, September 15th) at 11 a.m. in the Secretariat (Room C).

Sixth Committee.

The Sixth Committee will meet to-day (Thursday, September 15th) at 3 p.m. in the Secretariat (Room E).

Agenda:

1. The question relating to the Conference of Press Experts (document A.43.1927).
2. The mandates question (documents A.27 and A.28. 1927).

Sixth Committee: First Sub-Committee (Question of the Methods of Election of the Non-Permanent Members of the Council).

The First Sub-Committee will meet to-day (Thursday, September 15th) at the Salle de la Réformation, immediately after the morning session of the Assembly (President's Room).

II. THIRD MEETING OF THE FIRST COMMITTEE

The Progressive Codification of International Law — General Discussion.

The third meeting of the First Committee held on Wednesday, September 14th, at 10 a.m., under the chairmanship of M. ADATCI (Japan), was devoted entirely to the general discussion of the question of the progressive codification of international law.

M. RUNDSTEIN (Poland) said that the Committee of Experts had shown prudence, otherwise its suggestions would have stood no chance of being followed. He would recommend this attitude in regard to the question of nationality.

M. ROLIN (Belgium) showed from recent examples that the three questions contained in the Report to the Council, more particularly the question of nationality and that of the responsibility of States, were of very great importance. Their solution by means of international conventions would constitute, not merely a fragmentary achievement, but considerable progress in the cause of peace.

M. LIMBURG (Netherlands) said that, in accordance with the suggestion in M. Zaleski's report to the Council, it would be possible to entrust a Government with the preparation of a conference. If the League of Nations submitted any particular question to the Government of the Netherlands, that Government would feel it to be its duty to accept such a charge.

M. POLITIS (Greece) took the view that it was not only the three questions mentioned which should be settled by means of a Convention, but that similar action should be taken in regard to the procedure of international conferences and the question of the exploitation of the products of the sea. This latter question had been reserved for a special conference; the four others would be submitted to a general conference.

He thought that no better place could be chosen than The Hague, having regard to the atmosphere reigning in that town and the memories surrounding it. The offer of the Dutch Govern-

acceptée, mais des relations étroites devraient être maintenues entre les organes de la Société des Nations et le Gouvernement des Pays-Bas agissant comme mandataire de la Société.

M. POLITIS attache une très grande importance à la procédure qui sera suivie. Il faudra savoir si les opposants, en nombre si minime fussent-ils, auront pouvoir d'empêcher les Etats tombés d'accord pour se lier au sein de la conférence. Il faudra faciliter la conclusion de conventions sans diminuer l'importance de leur objet. Pour cela, on distinguerait des conventions générales et des conventions détaillées. Il serait désirable que les conventions élaborées soient non seulement une constatation du droit coutumier existant, mais, le cas échéant, un progrès sur ce droit. Il faudrait, enfin, que le développement du droit puisse continuer après la codification; pour cela, celle-ci doit être suffisamment souple.

M. POLITIS déclare en terminant que ce premier essai de codification de la Société des Nations, qui sera le point de départ d'une œuvre de longue haleine, doit être entrepris avec le plus grand soin et ne comporter aucun errement.

M. LANGE (Norvège) dit que la préparation de la Conférence de codification doit être placée sous la direction effective de la Société des Nations. Les organes de la Société des Nations: Conseil, Secrétariat, au besoin un nouveau comité juridique permanent, doivent diriger et contrôler cette préparation même si elle est confiée à un autre gouvernement.

M. PELLA (Roumanie) insiste sur le caractère progressif que doit avoir la codification du droit international.

Il croit qu'un plan général de codification est nécessaire, dut-on le réaliser seulement d'une façon fragmentaire.

III. QUATRIÈME SÉANCE DE LA DEUXIÈME COMMISSION

La deuxième Commission a tenu hier, mercredi 14 septembre 1927, à 10 heures, sa quatrième séance sous la présidence de M. DANDURAND (Canada).

Création d'un Institut international du cinématographe éducatif

M. GALLAVRESI (Italie) explique la proposition contenue dans son projet de résolution de consulter, sur la question, « les organismes compétents » et non pas seulement la Commission de coopération intellectuelle, qui n'est pas seule compétente en la matière.

M. DI PAULI (Autriche) propose de citer, dans le projet de rapport, la Commission internationale de coopération intellectuelle et les organismes que l'on estime compétents en l'occurrence, notamment le Congrès international du cinématographe éducatif qui a eu lieu à Bâle, en mai 1927.

M. LOUCHEUR (France) rappelle la procédure suivie pour la création de l'Institut international de coopération intellectuelle et demande que la même procédure soit adoptée pour la proposition italienne, dont il apprécie hautement la valeur et la générosité.

M. DE BROUCKÈRE (Belgique) propose de confier au sous-comité envisagé au cours de la séance précédente, l'étude de la proposition italienne, afin d'obtenir l'unanimité et de coordonner les différentes initiatives existantes ou projetées dans ce même domaine.

MM. LOUCHEUR et GALLAVRESI s'étant ralliés à cette proposition, la Commission, sur la proposition du PRÉSIDENT,

ment might therefore be accepted, but close connection would have to be maintained between the organs of the League of Nations and the Dutch Government, which would, in that case, act as an agent of the League.

He attached very great importance to the procedure to be followed. It was necessary to discover whether any persons were opposed to the scheme; however few in number they might be, they would be able to prevent States which had reached an agreement from binding themselves by that agreement in the conference. The conclusion of conventions must be facilitated without diminishing the importance of their object. To achieve this a distinction must be drawn between general and special conventions. It was desirable that the conventions drawn up should not only constitute a statement of existing customary law but, if necessary, a progress in that law. Finally, it was necessary that law should continue to develop after it had been codified. To make this possible the codification must be sufficiently supple.

He would say in conclusion that the first attempt at codification made by the League would mark the starting-point of the work extending over many years. It should therefore be undertaken with the greatest care and no mistake should be made.

M. LANGE (Norway) said that the preparation of the Conference on Codification should take place under the effective direction of the League. The organisations of the League, the Council, the Secretariat and, if necessary, a new permanent legal committee, should direct and control this preparation even if it were entrusted to a Government.

M. PELLA (Roumania) urged the necessity of giving a progressive character to the codification of international law.

He thought that a general plan of codification was necessary even though it would only be partially carried out.

III. FOURTH MEETING OF THE SECOND COMMITTEE

The Second Committee held its fourth meeting yesterday, Wednesday, September 14th, 1927, at 10 a.m., under the chairmanship of Mr. DANDURAND (Canada).

Establishment of an Institute of the Educational Cinema.

M. GALLAVRESI (Italy) explained the proposal contained in his draft resolution to the effect that "the competent organisations" should be consulted on the question and not only the Committee on Intellectual Co-operation, which was not the only body competent in the matter.

M. DI PAULI (Austria) proposed that mention should be made in the draft report of the International Committee on Intellectual Co-operation and the organisations thought to be competent in the matter, more particularly the International Congress of the Educational Cinema which had been held at Bale in 1927.

M. LOUCHEUR (France) recalled the procedure followed in the case of the establishment of the International Institute of Intellectual Co-operation. He assumed that the same procedure would be followed concerning the Italian proposal, the value and generosity of which he greatly appreciated.

M. DE BROUCKERE (Belgium) proposed that the sub-committee whose appointment had been contemplated at the preceding meeting should be entrusted with the study of the Italian proposal in order that unanimity might be obtained and in order that the various existing or proposed efforts in the same field should be co-ordinated.

M. LOUCHEUR and M. GALLAVRESI supported this proposal. The Committee, on the proposal of the CHAIRMAN, appointed

désigne les membres suivants pour constituer le sous-comité en question :

M^{me} LYTTELTON (Empire Britannique),
MM. GALLAVRESI (Italie),
LOUCHEUR (France),
DE BROUCKÈRE (Belgique),
DI PAULI (Autriche),
LEY (Australie),
GAITAN (Colombie),
FAZL-I-HUSSAIN (Inde).

M^{me} LYTTELTON (Empire Britannique) présente une motion à soumettre à l'Assemblée, tendant à obtenir que le Conseil étudie et détermine les principes et les modalités de la création d'organismes autonomes sous les auspices de la Société des Nations.

MM. LOUCHEUR (France) et VASCONCELLOS (Portugal) appuient cette motion.

Il est décidé qu'elle sera soumise à l'Assemblée.

Activité de la Confédération internationale des étudiants.

En l'absence de M. Pienaar (Afrique du Sud), M. GROBLER, de la même délégation, présente un rapport sur l'activité de la Confédération internationale des étudiants, qui a pour mission de développer le rapprochement des étudiants du monde entier, en organisant et en facilitant leurs voyages, en groupes ou individuellement. Pendant les années 1926-1927, la Confédération a organisé les voyages suivants :

- a) Un voyage d'étudiants sud-africains en Europe,
- b) Un voyage de la « English dramatic Society » en Scandinavie,
- c) Un voyage d'étudiants européens en Afrique du Sud,
- d) Un voyage d'étudiants suédois, tchécoslovaques, anglais et sud-africains aux Etats-Unis d'Amérique,
- e) Un voyage de la délégation de la « National Students Federation of America » en Europe.

En outre, le Conseil de la Confédération se réunit tous les ans, dans les différentes capitales européennes, et des congrès ont eu lieu à Varsovie, Copenhague, Prague et Rome, auxquels ont pris part les délégations de dix-sept à vingt Etats.

Travaux de l'Organisation d'hygiène.

M. VELGHE (vice-président du Comité d'hygiène de la Société des Nations et président de l'Office national de l'hygiène publique) expose le travail accompli par l'Organisation d'hygiène et les problèmes qui restent à résoudre en vue d'améliorer les conditions de vie, de diminuer les conséquences morales et matérielles des maladies et de la mort prématurée, et surtout, de mettre un terme à des fléaux tels que la peste, le choléra, la tuberculose, la maladie du sommeil, la grippe infectieuse, etc. Il suffit de parcourir l'un quelconque des rapports de l'Organisation d'hygiène à l'Assemblée, pour apprécier la variété des sujets dont elle a été amenée à s'occuper et qu'elle a abordés, en se maintenant toujours strictement sur le terrain international. L'orateur a dit qu'il y avait en effet deux méthodes à adopter pour l'examen des problèmes soumis à l'Organisation d'hygiène; l'une consistant à réunir sur chaque question les avis des autorités sanitaires des divers pays et à soumettre ensuite le résultat de ce travail de documentation à un organisme délibératif, dont les conclusions auraient été transmises à tous les gouvernements. Cette méthode, qui aurait borné le rôle de l'Organisation d'hygiène à la transmission et à la vulgarisation des résultats obtenus, concourent ou non, bons ou mauvais, a semblé peu digne de la Société des Nations et a été écartée en faveur d'une autre méthode que l'orateur esquisse brièvement. Toute question soumise à l'Organisation d'hygiène est d'abord examinée par la Section et le Comité d'hygiène, qui recherchent la meilleure voie à suivre pour l'étude du sujet proposé et font appel à des spécialistes de différents pays, qui sont chargés de dresser un plan d'études sur la base de renseignements d'études statistiques, de recherches de laboratoires entreprises par les Instituts les plus qualifiés. Ce programme d'études, une fois rédigé, est soumis au Comité d'hygiène, qui l'arrête définitive-

the following members to serve on the sub-committee in question:

Dame Edith LYTTELTON (British Empire),
MM. GALLAVRESI (Italy),
LOUCHEUR (France),
DE BROUCKERE (Belgium),
DI PAULI (Austria),
LEY (Australia),
GAITAN (Colombia),
FAZL-I-HUSSAIN (India).

Dame Edith LYTTELTON (British Empire) submitted a proposal, to be placed before the Assembly, to the effect that the Council should be asked to study and determine the principles and methods followed in establishing autonomous organisations under the auspices of the League of Nations.

M. LOUCHEUR (France) and M. VASCONCELLOS (Portugal) supported this proposal.

It was decided that the proposal should be submitted to the Assembly.

Work of the International Students Confederation.

In the absence of Mr. Pienaar (South Africa), Mr. GROBLER, of the same delegation, submitted a report on the activity of the International Students Confederation, whose object it was to develop the relations of students throughout the whole world and to organise and facilitate journeys of students either in groups or individually. During the years 1926 and 1927 the Confederation had organised the following tours:

- (a) A tour of South African students in Europe,
- (b) A tour of the English Dramatic Society in Scandinavia,
- (c) A tour of European students in South Africa,
- (d) A tour of English, Swedish, Czechoslovak and South African students in the United States, and
- (e) A tour of the delegation of the National Students Federation of America in Europe.

The Council of the Confederation met each year in the various European capitals, and congresses had taken place in Warsaw, Copenhagen, Prague and Rome, attended by delegations representing 17 to 20 States.

Work of the Health Organisation.

M. VELGHE (Vice-Chairman of the Health Committee of the League of Nations and Chairman of the Office international d'hygiène publique) gave an account of the work done by the Health Organisation and the problems which remained to be solved with a view to improving conditions of life and diminishing the moral and material consequences of disease and of premature death, above all in connection with the stamping out of such evils as plague, cholera, tuberculosis, sleeping-sickness, infectious influenza, etc. It would be sufficient to peruse any one of the reports of the Health Organisation to the Assembly to appreciate the variety of the subjects with which it had dealt, keeping strictly within the international field. There were two methods to be adopted in the examination of problems submitted to the Health Organisation. One consisted in obtaining the views on each question of the health authorities in the various countries and in submitting the information thus obtained to an organisation for discussion, its conclusions afterwards being forwarded to all the Governments. This method, which would have confined the part played by the Health Organisation to the transmission and publication of the results obtained, whether they concurred or not, whether they were good or not, had appeared to be little worthy of the League. It had therefore been set aside in favour of another method of which he would give a brief account. Every question submitted to the Health Organisation was first examined by the Section and the Health Committee, which tried to discover the best method to follow in studying the proposed subject, and appealed for assistance to specialists in the various countries. It was the duty of these specialists to draw up a plan of study based on statistical information and laboratory research undertaken by the best qualified institutes. The programme of study, when established, was

ment, après approbation par le Conseil. Si les travaux entrepris sont de longue durée, le Comité d'hygiène est informé périodiquement de leur degré d'avancement et peut ainsi en faire mention dans son rapport annuel à l'Assemblée. Les études terminées, leurs conclusions sont soumises au Comité d'hygiène et, parfois, au Comité de l'Office international d'hygiène publique, après quoi, elles sont transmises au Conseil, qui les notifie à tous les gouvernements.

Cette méthode est plus active, plus vivante et plus sûre, puisqu'elle s'entoure de toutes les garanties et de toutes les capacités. Elle est aussi, somme toute, la moins coûteuse, en raison même de sa rapidité.

L'orateur espère que, comme les années précédentes, les résultats obtenus par l'Organisation d'hygiène répondront à l'attente de la Commission. L'Organisation d'hygiène se met en rapport avec un nombre sans cesse croissant de pays de toutes les parties du monde, et cela non seulement par ses publications, mais encore, par la voie de missions ou par les échanges de fonctionnaires sanitaires. A cet égard, l'orateur cite le voyage de la Commission du paludisme en Syrie, l'étude de l'Organisation des services sanitaires dans le Proche-Orient, les voyages du docteur Norman White de la Section d'hygiène en Extrême-Orient et à la Havane, et enfin, les voyages du directeur médical et du président du Comité d'hygiène en Extrême-Orient et dans l'Amérique latine.

Sir Ramaswami AYYAR (Inde), rapporteur, donne lecture de son rapport sur les travaux de l'Organisation d'hygiène (document A.II/5.1927).

M. Calvo MACKENNA (Chili) donne lecture de son rapport sur la mission du président du Comité d'hygiène en Amérique du Sud (document A.II/4. 1927).

M. VEVERKA (Tchécoslovaquie) souligne l'intérêt que porte aux questions d'hygiène publique la République tchécoslovaque, qui a créé un Ministère spécial pour s'occuper de ces questions, en liaison avec l'Organisation d'hygiène de la Société des Nations. Il rappelle la proposition de son gouvernement à la cinquième Assemblée tendant à provoquer une étude comparative des administrations sanitaires des différents pays pour assurer la liaison et la collaboration des organisations d'assurances-maladie et des services d'hygiène publique. L'orateur constate avec satisfaction que le Comité d'hygiène s'est occupé de cette question en constituant une Commission mixte, dont le Secrétariat est composé de membres de la Section d'hygiène et de membres du service d'assurances sociales du Bureau international du Travail. Cet exemple a été immédiatement suivi en Tchécoslovaquie, où il a été créé une commission semblable, dont les résultats sont déjà des plus encourageants.

M. NAGAI (Japon) constate avec satisfaction les progrès de l'Organisation d'hygiène, dont la délégation japonaise suit les travaux avec un intérêt soutenu, notamment en ce qui concerne le Bureau de renseignements épidémiologiques de Singapour, qui réunit les rapports de 130 ports placés dans sa sphère d'activité.

Ces rapports, transmis par T. S. F. aux navires, rendent d'incalculables services et sont, d'ailleurs, transmis officiellement à tous les pays du monde. Une collaboration plus étroite est réalisée entre l'Organisation d'hygiène de la Société des Nations et l'Office international d'hygiène publique de Paris.

L'orateur dit combien le Japon apprécie les avantages résultant de l'échange de savants et de la publication de monographies scientifiques. Son pays recevra toujours avec la plus grande sympathie les experts et spécialistes étrangers qui désirent se rendre au Japon pour s'y livrer à des études approfondies des questions d'hygiène.

IV. QUATRIÈME SÉANCE DE LA QUATRIÈME COMMISSION

La quatrième Commission a tenu sa quatrième séance hier, mercredi 14 septembre, à 15 heures, sous la présidence de M. VAN EYSINGA (Pays-Bas).

submitted to the Health Committee, which finally decided upon it subject to the approval of the Council. If the work undertaken was of long duration, the Health Committee was periodically informed of progress made, and might thus refer to it in its annual report to the Assembly. When an inquiry was finished, the conclusions drawn from it were submitted to the Health Committee, and sometimes to the Committee of the Office international d'hygiène publique. They were subsequently forwarded to the Council, which transmitted them to all the Governments.

This method was the most effective and the surest method and the one best adapted to circumstances, since it offered every possible guarantee and secured the services of competent advisers. It was also the least costly owing to its rapidity.

He hoped that, as in the previous year, the Health Organisation would come up to the expectations of the Committee. The Health Organisation had got into touch with an increasing number of countries in all parts of the world by means of missions and by interchanges of health officials. In this connection, he would refer to the mission of the Malaria Committee in Syria, the enquiry into the organisation of health services in the Near East, the tours of Dr. Norman White of the Health Section to the Far East and Havanna, and, finally, the journeys of the Medical Director and the President of the Health Committee to the Far East and Latin America.

Sir C. P. Ramaswami AYYAR (India), Rapporteur, read his report on the work of the Health Organisation (document A. II/5. 1927).

M. Calvo MACKENNA (Chile) read his report on the mission of the President of the Health Committee to South America (document A. II/4. 1927).

M. VEVERKA (Czechoslovakia) emphasised the interest taken in public health questions by the Czechoslovak Republic, which had set up a special Ministry to deal with these questions in touch with the Health Organisation of the League of Nations. He referred to the proposal, which his Government had made to the fifth ordinary session of the Assembly, that a comparative study should be undertaken of the health administrations of the various countries with a view to their keeping in touch and with a view to the collaboration of the health insurance sickness organisations and public health services. He was glad to note that the Health Committee had dealt with this question by appointing a mixed committee with a secretariat composed of members of the Health Section and members of the Social Assurance Service of the International Labour Office.

That example had been immediately followed in Czechoslovakia, where a similar committee had been set up with the most encouraging results.

M. NAGAI (Japan) was glad to note the progress of the Health Organisation. The Japanese delegation followed its work with a sustained interest, particularly that of the Bureau of Epidemiological Information at Singapore, which had collected information from 130 ports within its sphere of activity. This information, transmitted by wireless to vessels, was of inestimable service, and was forwarded officially to all countries of the world. A closer collaboration was thus achieved between the Health Organisation of the League of Nations and the Office international d'hygiène publique in Paris. Japan highly appreciated the advantages resulting from the interchange of experts and the publication of scientific monographs. His country would always welcome with the greatest sympathy foreign experts and specialists who desired to visit Japan in order to undertake thorough enquiries into health questions.

IV. FOURTH MEETING OF THE FOURTH COMMITTEE

The Fourth Committee met yesterday (Wednesday, September 14th) at 3 p.m. under the chairmanship of M. VAN EYSINGA (Netherlands).

Distribution des documents: Communication du Secrétaire général.

Le PRÉSIDENT, comme suite à la discussion qui a eu lieu au cours de la dernière séance de la Commission au sujet de la distribution des documents, fait une communication au nom du Secrétaire général. Certains délégués s'étant plaints de ne pas avoir reçu de documents et d'autres d'en avoir reçu trop, il propose de n'envoyer de documents, sauf dans des cas tout à fait exceptionnels, qu'aux membres réguliers de la quatrième Commission.

Budget de l'Organisation internationale du Travail.

M. Albert THOMAS, directeur du Bureau international du Travail, fait un exposé général du budget de l'Organisation. La Commission examine le détail de ce budget.

Les articles 1, 2 et 2 a) (Sessions de la Conférence et du Conseil d'administration) sont adoptés après discussion.

Les articles 3 et 4 (Traitements, salaires, indemnités et frais de voyage) sont adoptés.

L'article 5 (Frais de représentation) est adopté après discussion.

Les articles 6 à 15 (Compte d'établissement, frais d'impression, frais généraux de bureau, enquêtes, commissions, correspondance, etc.) sont adoptés après discussion.

Chapitre II a): Secours aux réfugiés.

Après discussion et après une déclaration de M. Albert Thomas sur la question des réfugiés, *cet article est adopté* par la Commission.

Les articles 16 à 21 (Profits au change, dépenses ordinaires, bâtiments, etc.) sont adoptés.

Le budget de l'Organisation internationale du Travail est adopté en bloc.

Budget de la Cour permanente de Justice internationale.

La Commission examine dans le détail le budget de la Cour permanente de Justice internationale (document A. 4 (b). 1927).

M. OSUSKY, président de la Commission de contrôle, propose une réduction de 450 florins sur l'article 2, tableau A (Traitements du personnel temporaire).

Après discussion et après avoir entendu M. RUEGGER (Greffier adjoint), la Commission décide d'ajourner l'examen de cette question afin de permettre à la Commission de contrôle et au représentant de la Cour d'en faire un examen plus approfondi.

V. TROISIÈME SÉANCE DE LA SIXIÈME COMMISSION

La sixième Commission s'est réunie hier, mercredi le 14 septembre, à 10 heures, sous la présidence de M. BECH (Luxembourg).

Système du vote unique transférable et principe de la représentation proportionnelle en vue de l'élection des Membres non permanents du Conseil.

M. HAMBRO (Norvège) expose que le système de la représentation proportionnelle a été introduit en Norvège en 1918-1919, non seulement pour les élections du Parlement, mais encore pour les élections des municipalités. Il fonctionne à la satisfaction générale.

M. Hambro rappelle que l'Union interparlementaire, il y a quelques années, avait émis le vœu que le système de la représentation proportionnelle soit adopté universellement. D'ailleurs, l'Assemblée de l'an dernier a déjà adopté un système qui se rapproche du système de la représentation proportionnelle; il a été tacitement convenu que les Etats américains auraient droit à trois représentants au Conseil, ce qui donne à un certain groupe d'Etats un nombre déterminé de représentants.

Si l'on adoptait, pour les élections au Conseil, le système de la représentation proportionnelle, les manœuvres électorales seraient supprimées. Ce système ne donnerait lieu qu'à un tour de scrutin.

Distribution of Documents: Communication from the Secretary-General.

The CHAIRMAN, referring to the discussion which had arisen at the last meeting of the Committee on the distribution of documents, made a communication on behalf of the Secretary-General. Complaints had been received that in some cases delegates did not receive documents and in others that they received too many. He therefore proposed, save in exceptional cases, to send documents only to the regular members of the Fourth Committee.

Budget of the International Labour Organisation.

M. Albert THOMAS, Director of the International Labour Office, gave a general survey of the budget of the Organisation. The Committee discussed the budget in detail.

Items 1, 2 and 2 (a) (Sessions of the Conference and of the Governing Body) were adopted after discussion.

Items 3 and 4 (Salaries, allowances and travelling expenses) were adopted.

Item 5 (Entertainment allowances) was adopted after discussion.

Items 6-15 (Property Account, printing, general office expenses, enquiries, commissions, correspondance, etc.) were adopted after discussion.

Chapter II (a). — Work on behalf of Refugees.

After discussion, and after a statement by M. Albert THOMAS on the question of refugees, *the Committee adopted* this item.

Items 16-21 (Profit on exchange, ordinary expenditure, buildings, etc.) were adopted.

The Budget of the International Labour Organisation was adopted as a whole.

Budget of the Permanent Court of International Justice.

The Committee examined in detail the budget of the Permanent Court of International Justice (Document A. 4 (b). 1927).

M. OSUSKY (Chairman of the Supervisory Commission) proposed a reduction of 450 florins in Item 2, Table A (Salaries of temporary staff).

After discussion, and after hearing M. RUEGGER (Deputy Registrar), *the Committee decided* to postpone consideration of this question in order to allow the Supervisory Commission and the representative of the Court to discuss the matter further.

V. THIRD MEETING OF THE SIXTH COMMITTEE

This Committee met yesterday, Wednesday, September 14th, at 10 a.m., under the chairmanship of M. BECH (Luxembourg).

The System of the Single Transferable Vote and the Principle of Proportional Representation for the Election of the Non-permanent Members of the Council

M. HAMBRO (Norway) explained that the system of proportional representation had been introduced in Norway in 1918-1919, not only for Parliamentary elections but for municipal elections. It was working to the general satisfaction.

The Inter-Parliamentary Union, some years ago, had recommended that the system of proportional representation should be universally adopted. The Assembly, moreover, had last year already adopted a system which was similar to the system of proportional representation. It had been tacitly agreed that the American States should have a right to three representatives on the Council, and an arrangement made which gave to a certain group of States a fixed number of representatives. If the system of proportional representation were adopted for elections to the Council, there would be an end of electoral manoeuvres. This system would only involve a single ballot.

En terminant, l'orateur conclut qu'un essai pratique au sein de la Commission même démontrerait le mieux la valeur du système.

M. FERRARA (Cuba) est opposé à la proposition norvégienne, bien que le système de la représentation proportionnelle existe à Cuba. Il fait observer que l'application du système implique l'existence de partis fortement organisés, ce qui n'est pas le cas dans la Société des Nations.

M. MÜNCH (Danemark) estime que les expériences faites avec le système en vigueur actuellement n'ont pas été très mauvaises, mais il serait peut-être possible de l'améliorer. En tout cas, la question ne lui paraît pas encore mûre. Il envisage son étude dans une commission spéciale créée par le Conseil, de façon à pouvoir soumettre le résultat à la prochaine Assemblée.

Le PRÉSIDENT fait observer que le Conseil a déjà rejeté une proposition analogue.

M. Lucien HUBERT (France) déclare que l'expérience du système de la représentation proportionnelle faite en France a fait rapidement abandonner ledit système. Aux élections du Conseil, il ne s'agit pas de reproduire la composition de l'Assemblée, mais de constituer un organe exécutif. Il ne connaît dans aucun pays l'exemple d'une Assemblée exécutive dont les décisions doivent être prises à l'unanimité qui soit nommée selon le système de la représentation proportionnelle. Il se prononce donc contre le système préconisé, mais serait disposé à se rallier à la suggestion faite de procéder à des études subséquentes.

Le comte BONIN-LONGARE (Italie) considère que, en étudiant la question du point de vue politique, on l'envisage forcément au point de vue pratique. Il n'a jamais été partisan de la représentation proportionnelle qui, d'apparence séduisante, conduit à l'émiettement des partis. D'ailleurs, elle présuppose l'existence de partis politiques; or, il n'y en a pas dans l'Assemblée, où il ne peut se former que des groupes passagers à l'égard de questions particulières. Un seul groupement stable et définitif peut être envisagé: celui des continents ou des régions. Or, l'Assemblée s'est toujours efforcée d'aboutir à une équitable représentation des continents. Ce qui intéresse, c'est le roulement, qui paraît assuré actuellement. En outre, il ne faut pas procéder à réforme sur réforme.

Le comte Bonin-Longare est d'avis de ne pas écarter d'emblée la proposition, mais de la tenir en réserve pour une application ultérieure.

M. SMIT (Afrique du Sud) est en faveur de la représentation proportionnelle. Son pays applique ce système depuis dix-sept ans. L'application du système, aux élections du Sénat, nommé par un collège électoral, a donné d'excellents résultats. Il en fut de même pour l'élection du conseil exécutif.

On objecte, contre l'application du système à l'Assemblée, l'absence de partis politiques, mais l'argument ne porte pas, d'autant plus que les décisions de l'Assemblée exigent l'unanimité.

Sir Basanda MULLIK (Inde) et le Dr M. RIDDELL (Canada) sont tous deux favorables à la proposition norvégienne.

Sir E. H. YOUNG (Empire Britannique) exprime des doutes sur la possibilité d'appliquer avec succès la représentation proportionnelle. Il propose que chacun fasse une étude personnelle de la question d'ici l'année prochaine.

M. VALVANNE (Finlande) est partisan de la représentation proportionnelle. Si le système paraît trop compliqué pour recevoir une application immédiate, la délégation finlandaise se rallierait à toute proposition d'étude complémentaire et de renvoi à la prochaine Assemblée.

M. HAMBRO (Norvège) accepte la proposition qui a été faite de demander au Conseil de charger une commission restreinte de l'étude du problème.

M. Lucien HUBERT (France) pense que cette étude devrait

A practical experiment in the system within the Committee might best show the value of the system

M. FERRARA (Cuba) said he was opposed to the Norwegian proposal, although the system of proportional representation existed in Cuba. He would observe that the application of the system implied the existence of strongly organised parties and that was not the case within the League of Nations.

M. MUNCH (Denmark) thought that the experiment made with the system at present in force had not been so bad, but that it would be proved to be possible to improve the system. In any case, the question did not seem to him to be right. He would suggest that it should be studied by a special committee appointed by the Council, so that the results might be submitted to the next Assembly.

The CHAIRMAN observed that the Council had already rejected a similar proposal.

M. Lucien HUBERT (France) said that the experiments made with the system of proportional representation in France had led to these being rapidly abandoned. For the elections to the Council, the problem was not to reproduce the composition of the Assembly but to substitute an executive body. He did not know of any country in which an executive assembly, whose decisions must be unanimously taken, was elected according to the system of proportional representation. He was against the proposed system, but was prepared to support the suggestion made that a further study of the question should be made.

Count BONIN-LONGARE (Italy) thought that, by studying the question from a political point of view, it would necessarily be seen from the practical point of view. He had never been in favour of proportional representation, which, though it was attractive, led to the splitting-up of parties into small groups. Moreover, it presupposed the existence of political parties and there were no such parties in the Assembly, where only casual groups could be formed in view of the special questions. A single and definite stable grouping might be considered, namely, a grouping according to continents or regions. The Assembly, however, had always endeavoured to secure a just representation of the continents. The most important point was that of rotation, which appeared at present to be assured. Further, there should not be a continual series of reforms one after the other.

He did not think that the proposal should be set aside out of hand, but that it should be held in reserve for later application.

Mr. SMIT (South Africa) said he was in favour of proportional representation. His country had applied the system for seventeen years. The application of the system to elections for the Senate, which was appointed by an electoral college, had given excellent results. That was also true as regarded the election of the Executive Council.

It was objected against the application of the system to the Assembly that there were no political parties. That argument, however, did not carry weight, particularly in view of the fact that the decisions of the Assembly required unanimity.

Sir Basanta MULLICK (India) and Dr. RIDDELL (Canada) were in favour of the Norwegian proposal.

Sir E. HILTON YOUNG (British Empire) expressed doubt as to the possibility of successfully applying proportional representation. He would propose that each member should make a personal study of the question and submit his view between now and next year.

M. VALVANNE (Finland) was in favour of proportional representation. Though the system might be too complicated to be immediately applied, yet the Finnish delegation would agree to any proposal calling for a supplementary enquiry and for the submission of the question to the next Assembly.

M. HAMBRO (Norway) accepted the proposal which had been made to ask the Council to set up a small committee to study the problem.

M. Lucien HUBERT (France) took the view that the investiga-

être purement technique et ne devrait pas porter sur le principe.

La commission envisagée devrait tenir compte de la différence essentielle entre les divers systèmes de proportionnelle actuellement en vigueur, selon le différent caractère des Assemblées, à l'élection desquelles ils s'appliquent.

M. MUNCH (Danemark) admet que les divers continents et groupes de nationalités sont déjà représentés au Conseil, mais il signale que le système proportionnel assurerait d'une façon permanente une telle composition du Conseil. Puisque le Conseil a déjà écarté l'idée d'une commission spéciale, M. Munch propose de nommer parmi les membres de la sixième Commission, une sous-commission qui pourrait travailler en liaison avec le Conseil.

Sir Hilton YOUNG (Empire Britannique) se demande s'il existe des précédents justifiant la désignation d'une commission émanant de l'Assemblée et qui serait chargée de conférer avec le Conseil. Il signale en outre que, si la Commission acceptait la proposition norvégienne, elle demanderait ainsi au Conseil de revenir sur une chose jugée.

Le PRÉSIDENT pense qu'il s'agit uniquement de nommer une sous-commission de la sixième Commission, qui serait chargée d'étudier les propositions faites et de présenter ensuite un rapport à la Commission plénière.

M. HOETZSCH (Allemagne), passant en revue les opinions exprimées, dit qu'à son avis, une étude de la proposition norvégienne s'impose, mais que cette étude doit être faite par rapport au mode d'élection du Conseil adopté l'année passée, et au principe du roulement.

Le prince VARNAIDYA (Siam) appuie l'idée de la désignation d'un sous-comité d'études par la Commission. Il fait observer qu'il existe une distinction de principe à établir entre la représentation numérique et la représentation régionale des minorités. Le Conseil n'est pas seulement un comité exécutif; c'est aussi un organe de surveillance, car il lui appartient d'être attentif à toute menace de guerre pouvant surgir sur un point quelconque du globe. Il y a donc lieu de signaler que la représentation proportionnelle pourrait favoriser la représentation numérique au détriment de la réputation générale.

Sur la proposition du président, la Commission décide de constituer un sous-comité d'études, composé comme suit:

MM. SMIT (Afrique du Sud),
FERRARA (Cuba),
MUNCH (Danemark),
Lucien HUBERT (France),
Le comte BONIN-LONGARE (Italie),
HAMBRO (Norvège),
Le prince VARNAIDYA (Siam).

Le comte BONIN-LONGARE (Italie) propose que M. Bech préside le Sous-Comité.

La Commission se déclare d'accord.

VI. QUATRIÈME SÉANCE DE LA TROISIÈME COMMISSION

La troisième Commission a tenu sa quatrième séance hier, mercredi 14 septembre, à 15 heures, sous la présidence de M. BENEŠ (Tchécoslovaquie).

Discussion générale (suite).

Le général TANCZOS (Hongrie) rappelle que la Hongrie avait accueilli le principe du Traité d'assistance mutuelle ainsi que le Protocole. Elle était prête à se rallier, soit au système du Pacte complété par des accords particuliers, soit à celui du Protocole, à la condition qu'on tienne la promesse du désarmement général prévu dans les traités. La Hongrie a également

tion should be purely technical and should not be concerned with the underlying principle.

The proposed committee should take account of the essential differences between the various systems of proportional representation in force, according as they were applied to Assemblies of a different character.

M. MUNCH (Denmark) agreed that the various continents and groups of nationalities were already represented on the Council. He would point out, however, that the system of proportional representation would ensure the Council being permanently composed of such elements. Since the Council had already set aside the idea of establishing a special committee, he would propose the establishment of a sub-committee composed of members of the Sixth Committee to work in touch with the Council.

Sir E. HILTON YOUNG (British Empire) wondered whether there was sufficient precedent to justify the appointment of a committee which would be an offshoot of the Assembly and which would be entrusted with the duty of conferring with the Council. He would further observe that, if the committee adopted the Norwegian proposal, it would be asking the Council to reverse a decision already taken.

The CHAIRMAN thought that the only question to be considered was the appointment of a sub-committee of the Sixth Committee whose duty it would be to investigate the proposals made and then submit a report to the full Committee.

M. HOETZSCH (Germany), commenting on the views expressed, said that, in his opinion, a study of the Norwegian proposal was necessary, but that such a study should be made in connection with the method of election of the Council which had been adopted in the previous year and in connection with the principle of rotation.

Prince VARNAIDYA (Siam) supported the proposal that a sub-committee of investigation should be set up by the Committee. There was a distinction of principle to be drawn between numerical representation and the regional representation of minorities. The Council was not only an executive organ, but an organisation of supervision, since it was its duty to remain sensitive to any threats of war which might arise in any part of the world. It was necessary, therefore, to point out that proportional representation might favour numerical representation to the detriment of regional representation.

On the proposal of the CHAIRMAN, the Committee decided to establish a sub-committee of investigation composed as follows:

Mr. SMIT (South Africa),
M. FERRARA (Cuba),
M. MUNCH (Denmark),
M. Lucien HUBERT (France),
Count BONIN-LONGARE (Italy),
M. HAMBRO (Norway),
Prince VARNAIDYA (Siam).

Count BONIN-LONGARE (Italy) proposed that M. Bech should be Chairman of the Sub-Committee.

The Committee agreed to this proposal.

VI. FOURTH MEETING OF THE THIRD COMMITTEE

The Third Committee held its fourth meeting yesterday, (Wednesday, September 14th), at 3 p.m., under the chairmanship of M. BENEŠ (Czechoslovakia).

General Discussion (continuation).

General TANCZOS (Hungary) said that Hungary had welcomed the principle of the Treaty of Mutual Assistance as well as the Protocol. Hungary was ready to support either the system of the Covenant completed by special agreements or the system of the Protocol, on condition that account was taken of the promise of general disarmament contained in the Treaties.

collaboré aux travaux préparatoires du désarmement. Cette année, le délégué est d'avis que les deux propositions, néerlandaise et polonaise, peuvent servir de point de départ aux délibérations de la troisième Commission, pourvu qu'elles aient pour but de réaliser la réduction générale des armements.

En matière de désarmement, l'orateur a étudié les documents de la Commission préparatoire. Il pense aussi que ces travaux sont sous-estimés. Les divergences manifestées s'expliquent par le fait que la base politique du désarmement n'est pas encore créée. De plus, les faits prouvent que les Etats non désarmés maintiennent solidement leurs armements. Dans ces conditions, qui garantira la sécurité de la Hongrie? L'article 10 du Pacte, s'il la garantit, pourrait aussi bien garantir celle des autres pays. Ceci explique que l'opinion publique ait toujours le droit de considérer que le monde est encore divisé en vainqueurs et en vaincus. La Hongrie veut prendre patience et espérer, mais il faut que les travaux du désarmement soient continués rapidement et sincèrement.

Le général DE MARINIS (Italie) se référant à la citation d'un discours de M. Scialoja en 1923, faite par M. Sokal, qui croit y voir une contradiction avec le discours récemment prononcé devant l'Assemblée par M. Scialoga, explique que, bien au contraire, le point de vue de ce dernier n'a pas changé. M. Scialoja est persuadé que la réalisation des principes du Pacte ne peut avoir lieu que lorsqu'ils seront entrés dans la conscience mondiale. Mais les dispositions du Pacte sont d'une si grande portée qu'on ne peut les renforcer par des déclarations de l'Assemblée. Il faut en étudier et développer l'application. Si on ne réussit pas, la force du Pacte reste néanmoins intacte. Le plus grand service est de faire pénétrer les dispositions du Pacte dans la conscience des peuples. La proposition polonaise a pour résultat de jeter quelque doute sur la valeur des dispositions du Pacte. Il faut faire les plus grands efforts pour augmenter le prestige du Pacte et augmenter la confiance des opinions publiques.

D'autre part, ces considérations de M. Scialoja n'ont pas pour but de faire repousser la proposition, et la délégation de l'Italie s'y associera si M. Sokal insiste. Elles n'étaient qu'un appel à l'Assemblée, motivé par la crainte de voir amoindrir la force morale du Pacte.

M. SOKAL (Pologne) remercie le général de Marinis de l'attitude bienveillante de la délégation italienne et constate qu'il est d'accord avec elle sur le point principal, à savoir que la force du Pacte reste intacte. La délégation polonaise insiste cependant, précisément dans un but de propagande morale, qu'elle croit utile à renforcer le prestige du Pacte.

M. NANSEN (Norvège) apprécie vivement la valeur des travaux de la Commission préparatoire et, pour cette raison, espère qu'elle reprendra sa tâche bientôt. Il y a encore beaucoup d'étapes à franchir avant la réunion de la conférence. Un retard ne serait pas un désastre, mais serait très regrettable.

L'orateur passe en revue quelques points de l'avant-projet de convention de désarmement. Il insiste sur la grande importance des travaux relatifs aux budgets de défense nationale et pense qu'il est nécessaire de limiter les budgets. Il est de même pour les matériels en service ou en réserve. Il propose que l'Assemblée marque fortement sa volonté sur ces deux points.

En matière de fabrication privée, M. Nansen remarque que les obligations de l'article 8 devraient suffire à balayer les difficultés rencontrées par la Commission spéciale. Il estime que l'Assemblée devrait demander au Conseil de convoquer une Conférence internationale. Il espère aussi que l'Assemblée adoptera la suggestion de M. Loudon à l'effet de réunir un comité pour traiter la question de la guerre chimique. Par contre, il n'admet pas, comme M. Loudon, qu'une simple limitation des armements suffirait pour la première étape. Le niveau des armements est encore en Europe beaucoup trop élevé. On peut donc espérer que même une première convention pourrait faire mieux que décider que ce niveau est un maximum.

Hungary had collaborated in the preparatory work of disarmament. He was of opinion that the two proposals of the Netherlands and Polish delegations might for the moment serve as a point of departure for the discussions of the Third Committee, provided their object was to bring about a general reduction of armaments.

He had studied the documents of the Preparatory Commission dealing with disarmament. He agreed that the work had been under-estimated. The divergencies which had appeared were explained by the fact that there was as yet no political basis for disarmament. Moreover, the facts showed that the States which were not disarmed were solidly maintaining their armaments. In these circumstances who would guarantee the security of Hungary? If her security were guaranteed by Article 10 of the Covenant, Article 10 might also guarantee the security of other countries. These considerations explained why public opinion might rightly regard the world as being divided between victors and vanquished. Hungary desired to be patient and to live in hope, but it was necessary that the work of disarmament should be continued rapidly and in good faith.

General DE MARINIS (Italy), referring to the quotation made by M. Sokal from a speech of M. Scialoja in 1923, which M. Sokal believed to be in contradiction with the speech recently delivered at the Assembly by M. Scialoga, explained that the point of view of M. Scialoja had not in fact changed. M. Scialoja was persuaded that the realisation of the principles of the Covenant would only be secured when they became part of the conscience of the world. The provisions of the Covenant, however, were of so wide a scope that they might be reinforced by declarations on the part of the Assembly. It was necessary to study and to develop the application of those provisions. If no progress were made in that direction, the force of the Covenant remained, nevertheless, intact. The greatest service which could be done to the cause at issue was to bring home the provisions of the Covenant to the conscience of the nations. The result of the Polish proposal was to throw some doubt on the value of the provisions of the Covenant. It was necessary that the greatest efforts should be made to increase the prestige of the Covenant and the confidence of public opinion.

These considerations of M. Scialoja were not, however, intended as arguments for the rejection of the Polish proposal, and the Italian delegation would associate itself with that proposal, if M. Sokal insisted. M. Scialoja's observations were merely an appeal to the Assembly, inspired by a fear that the moral force of the Covenant might, in however small a degree, be diminished.

M. SOKAL (Poland) thanked General de Marinis for the friendly attitude of the Italian delegation on the principal point at issue, namely, that the force of the Covenant should remain intact. The Polish delegation, however, insisted, particularly with a view to moral propaganda, that it would be useful to strengthen the prestige of the Covenant.

Dr. NANSEN (Norway) said he keenly appreciated the value of the work of the Preparatory Commission and therefore hoped that it would shortly resume its task. There were still many stages to be passed before the meeting of the Conference. A delay would not be a disaster, though it might be extremely regrettable.

He passed in review certain points in the preliminary draft Convention on Disarmament, emphasising the great importance of the work relating to the national defence budgets. It was essential to limit those budgets. The same was true in regard to material of war, either in use or in reserve. He proposed that the Assembly should give a strong indication of its views on these two points.

In regard to private manufacture, he would observe that the obligations of Article 8 should suffice to remove the difficulties encountered by the special committee. He thought that the Assembly should ask the Council to convene an international conference. He also hoped that the Assembly would adopt the suggestion of M. Loudon and convene a committee to deal with the question of chemical warfare. He did not, however, agree with M. Loudon that a mere limitation of armaments would suffice as a first stage. The level of armaments in Europe was still too high. It might therefore be hoped that even a first convention might do better than decide that the present level was a maximum.

La grande majorité des délégations désire un progrès dans la voie de l'arbitrage et de la sécurité. Cela est possible, même dans le cadre du Pacte sans soulever de questions controversées, comme l'ont montré M. de Brouckère, M. Loudon et M. Paul-Boncour. C'est dans cet esprit que la délégation norvégienne présente la résolution suivante, sur laquelle elle ne demande qu'une décision de principe de la troisième Commission, de façon qu'elle puisse être ensuite transmise pour étude à la première Commission:

« 1. Les Etats signataires s'engagent à soumettre toutes les questions, de quelque nature qu'elles soient, qui se poseraient entre eux et qu'il n'aurait pas été possible de régler, dans un délai raisonnable, suivant les méthodes normales de la diplomatie, soit à une décision judiciaire, soit à une décision obtenue en se conformant à la procédure définie dans les articles ci-après.

« 2. (*Différends d'ordre juridique.*) — Dans tous les différends d'ordre juridique, y compris ceux au sujet desquels les parties sont en conflit quant à leurs droits respectifs, et, notamment, ceux qui sont mentionnés à l'alinéa 2 de l'article 36 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale, les Etats signataires reconnaissent comme obligatoire, *ipso facto* et sans accord spécial, la compétence de la Cour. Dans les cas où il est douteux que le différend dont il s'agit soit un différend dans lequel les parties sont en conflit quant à leurs droits respectifs, ou rentre dans la catégorie des différends mentionnés à l'alinéa 2 de l'article 36 du Statut de la Cour permanente, c'est à la Cour permanente elle-même qu'il appartiendra de trancher la question.

« 3. Dans tous les différends qui ne sont pas visés par l'article précédent, et dans lesquels un accord ne pourra être conclu à la suite de l'intervention du Conseil de la Société des Nations, conformément à la procédure prévue à l'article 15 du Pacte, les Etats signataires conviennent de suivre la procédure ci-après:

« a) La question faisant l'objet du différend sera soumise à l'arbitrage et les parties désigneront un Comité d'arbitres qui sera constitué par accord entre lesdites parties.

« b) Si les parties en cause ne peuvent se mettre d'accord, complètement ou partiellement, sur le nombre, les noms et les pouvoirs des arbitres, ainsi que sur la procédure à suivre, le Conseil, à la majorité des voix, règlera les questions qui resteront en suspens et constituera le Comité d'arbitres.

« c) Les parties s'engagent à accepter et à exécuter de bonne foi, dans un délai raisonnable, la décision du Comité d'arbitres, qui sera rendue dans les six mois sauf accord contraire.

« 4. La présente Convention n'affecte en aucune manière les droits et obligations découlant, pour les parties signataires, des conventions d'arbitrage qui existent déjà ou qui pourront être conclues à l'avenir. »

M. Nansen fait remarquer que l'engagement prévu dans le traité ci-dessus ne changerait rien aux obligations déjà assumées dans le Pacte et les Traités, ni ne modifierait en rien les prérogatives du Conseil de la Société des Nations. Ce traité permet simplement aux pays qui désirent le faire de réaliser pour les conflits non juridiques ce qui a été fait pour les conflits juridiques, par la clause facultative du Statut de la Cour.

L'orateur ne demande aucune action de la part de l'Assemblée, mais seulement que soit élaboré cette année un projet de traité facultatif du genre de celui qui est proposé par lui, projet qui serait transmis pour examen aux gouvernements pour être discuté et adopté à l'Assemblée prochaine.

M. COMNÈNE (Roumanie) combat l'opinion que les travaux de la Commission préparatoire ont échoué. Non seulement toutes les questions techniques ont été soigneusement étudiées, mais les aspects politiques ont été envisagés par des hommes politiques responsables — ce qui est un fait historique considérable. L'idée du désarmement cesse d'être théorique, elle a passé dans les faits.

La Commission préparatoire, en sériant les difficultés, en présentant les faces du problème d'une façon méthodique et concrète, en réalisant quelques accords, a fait un travail positif

The great majority of delegations desired progress to be made in the direction of arbitration and security. That progress was possible, even within the limits of the Covenant, without giving rise to controversial questions, as had been shown by M. de Brouckère, M. Loudon and M. Paul-Boncour. The Norwegian delegation, in that spirit, would present the following resolution, and would ask that a decision of principle should be taken by the Third Committee, which might be subsequently forwarded to the First Committee for examination:

“ 1. The signatory States undertake to submit all questions of every kind arising between them, which it has not been possible to settle within a reasonable time by the normal methods of diplomacy, either to judicial decision or to decision through the procedure defined in the following articles.

“ 2. (*Legal disputes.*) — In all legal disputes, including those with regard to which the parties are in conflict as to their respective rights, and in particular those mentioned in paragraph 2 of Article 36 of the Statute of the Permanent Court of International Justice, the signatory States recognise as compulsory, *ipso facto*, and without special agreement, the jurisdiction of the Court. In cases of doubt as to whether any dispute is one in which the parties are in conflict as to their respective rights, or falls within those mentioned in paragraph 2 of Article 36 of the Statute of the Permanent Court, the Permanent Court itself shall decide the question.

“ 3. In all disputes not covered by the preceding article in which a settlement cannot be reached through the intervention of the Council of the League of Nations in accordance with the procedure of Article 15 of the Covenant, the signatory States agree to comply with the following procedure:

“ (a) The question in dispute shall be referred to arbitration and the parties shall appoint a Committee of Arbitrators to be constituted by agreement between the parties.

“ (b) If the parties cannot agree in whole or in part on the number, names and powers of the arbitrators and upon the procedure, the Council shall, by a majority, settle these points remaining in suspense and constitute the Committee of Arbitrators.

“ (c) The parties undertake to accept and carry out in good faith within a reasonable time the award of the Committee of Arbitrators, which shall be made within six months unless otherwise agreed.

“ 4. This Treaty in no way affects the rights and obligations of signatory parties under arbitration treaties already existing or to be concluded in the future.”

He would observe that the undertaking contemplated in the treaty referred to in the above proposal would in no way affect obligations already assumed under the Covenant and the Treaties; and would in no way modify the prerogatives of the Council of the League of Nations. The proposed treaty would simply enable the countries which so desired to adopt, for non-legal disputes, the procedure already adopted for legal disputes under the Optional Clause of the Statute of the Court.

He was not asking for any action on the part of the Assembly, but only that a draft optional treaty might be elaborated during the present year of the kind proposed. This draft would be forwarded for examination to the Governments, to be discussed and adopted at the next Assembly.

M. COMNÈNE (Roumania) questioned the view that the work of the Preparatory Commission had failed. Not only had all the technical questions been carefully studied, but the political aspects had been considered by responsible politicians, and this was a fact of considerable historical importance. The idea of disarmament had passed from the domain of theory into that of facts.

The Preparatory Commission, in dealing with difficulties one by one, by presenting the aspects of the problem in a methodical and concrete way, and by achieving certain agree-

important. Pour la première fois, on connaît précisément sur beaucoup de points, l'opinion des gouvernements. La tâche serait plus facile si on avait commencé par organiser la sécurité, comme le voudraient de nombreux textes du Pacte. On a adopté une autre méthode, mais malgré cela on a fait une première étape qui a constitué un progrès moral considérable en faisant comprendre que le désarmement est possible.

M. Comnène ne peut croire que, dans l'état actuel des choses, l'accord qui n'a pu être réalisé sur des points importants pourra l'être dans quelques semaines. Cependant, un accord peut se faire successivement sur les questions, à mesure que les peuples recevront les garanties nécessaires. Le problème de la sécurité s'impose avec force et les manifestations de la présente Assemblée sont de bon augure.

L'orateur appuie vivement la proposition polonaise, dans l'apparition de laquelle il a quelque responsabilité. La délégation roumaine avait cherché, au cours des travaux préparatoires du désarmement, à garantir un minimum de sécurité aux signataires d'une convention de désarmement et s'était demandé s'il ne serait pas possible de considérer que la signature de cette convention équivaldrait à un pacte de non agression. Cette idée a été reprise et modifiée par M. Sokal dans le sens de l'atténuation, afin de la faire admettre par l'Assemblée. Mais même atténuée, la délégation roumaine l'accueille avec enthousiasme.

M. Comnène pense que la proposition néerlandaise est venue montrer une fois de plus avec beaucoup d'autorité que l'organisation de la sécurité est indispensable. Il faut que l'Assemblée donne à la Commission préparatoire le mandat de chercher une issue dans la question de la sécurité. Il faut cependant une préparation diplomatique et une préparation de l'opinion publique avant de réunir à nouveau cette Commission. Le désarmement moral est impossible si la presse ne collabore pas. L'orateur se demande si un retard de quelques mois ne serait pas d'un grand bénéfice pour les travaux afin de permettre cette préparation.

M. POLITIS (Grèce) déclare que son intervention à l'Assemblée a pu faire croire à certains qu'il abandonnait les idées qu'il avait exposé lors de l'élaboration du Protocole. On a mal interprété son mot final: attendez. On a voulu y voir une résignation à l'impuissance. On s'est entièrement mépris. Il a voulu résumer ainsi une maxime d'encouragement et d'espoir. Toutefois, M. Politis n'a pas de regrets d'avoir fait son devoir. Il ne faut pas éveiller des espoirs non réalisables immédiatement. Dans les conditions actuelles, il persiste à croire qu'on ne peut faire aucune œuvre de grande envergure, mais il est loin de sa pensée de ne pas continuer l'effort. Il faut rechercher ce qui pourra être fait demain. C'est dans cet esprit qu'il appuie la proposition néerlandaise. Une déclaration solennelle de « mise hors de loi » de la guerre aurait une grande portée morale et une vertu éducative, bien qu'il n'en résultera pas immédiatement une garantie supplémentaire de sécurité. M. Politis serait porté comme M. Loudon à étendre la proposition à toutes les guerres et non seulement aux guerres d'agression. Il souhaite, en outre, que le projet de traité entre les Etats-Unis et la France pour proclamer la mise hors la loi de la guerre puisse aboutir, car il exercerait une influence énorme sur le développement de la conscience morale des peuples. D'autres traités analogues, multipliés, supprimeraient les difficultés provenant de la notion de la neutralité. On se souvient que des objections avaient été faites à l'exercice des sanctions économiques prévues au Pacte, car on avait pensé aux difficultés qui pourraient survenir du fait des Puissances neutres. Or, aux Etats-Unis, il y a un mouvement d'opinion pour que les neutres s'efforcent en exerçant leurs droits de ne pas entraver l'exercice d'une vindicte publique pour la répression d'une agression. L'orateur suggère qu'on étudie les moyens d'arriver à une entente avec tous les pays soucieux pour garantir la paix, de réformer dans cet ordre d'idées la notion de neutralité.

• En matière d'arbitrage et de sécurité, il y a beaucoup de possibilités dans un bref délai. Il est exact que l'arbitrage s'est beaucoup développé, par traités bilatéraux. On a échoué dans

ments, had done an important positive piece of work. For the first time, the views of the Governments were exactly known on many points. The task would have been easier if the work had been begun with the organisation of security, as numerous texts in the Covenant had indicated. Another method had been adopted, but in spite of that fact a first stage had been successfully reached and the result constituted a considerable moral progress, as it made people realise that disarmament was possible.

He did not believe that, in present circumstances, the agreement which had not been reached on important points could be achieved within a few weeks. Agreement, however, might be reached successively on the questions at issue in proportion as the nations received the necessary guarantees. The problem of security strongly called for consideration and the demonstrations which had been made during the present Assembly were of good augury for the future.

He warmly supported the Polish proposal, for which he could claim a certain responsibility. The Roumanian delegation had endeavoured, during the preparatory work on disarmament, to guarantee a minimum of security to the signatories of the Disarmament Convention, and had asked whether it would not be possible to regard the signature of such a Convention as equivalent to a pact of non-aggression. That idea had been taken up by M. Sokal, who had, however, made his proposal less drastic in order that the Assembly might be able to accept it. Even in its attenuated form, the Roumanian delegation welcomed it with enthusiasm.

The Netherlands proposal had shown once again very strongly that the organisation of security was indispensable. It was essential that the Assembly should entrust the Preparatory Commission with the task of seeking a solution of this question. Diplomatic preparation and the education of public opinion, however, would be necessary before there could be a further meeting of that Commission. Moral disarmament was impossible if the Press did not collaborate. He wondered whether a delay of a few months would not be of great benefit to the work by enabling that essential task of preparation to be undertaken.

M. POLITIS (Greece) said that his speech at the Assembly might have created the impression that he was abandoning the ideas which he had put forward when the Protocol had been drafted. His final counsel to "wait a while" had been misinterpreted. It had been thought that he had meant to resign himself to impotence. He had been completely misunderstood. He had desired to give, in one word, a maximum of encouragement and hope. He had, however, no regrets at having done his duty. It was useless to awaken hopes which were not immediately possible of realisation. In the present circumstances, he still remained of the belief that no work on any large scale could be undertaken, but he was far from thinking that the effort should be discontinued. It was now necessary to find out what could be done to-morrow, and it was in that spirit that he would support the proposal of the Dutch delegation. A solemn declaration outlawing war would have a great moral effect and educational force, though no immediate additional guarantee of security would follow. He was inclined, with M. Loudon, to extend the proposal to all wars, and not only to wars of aggression. He would further express the hope that the draft treaty between the United States and France put forward with the object of proclaiming war to be outlawed might succeed, for its success would have an enormous influence on the development of the moral conscience of peoples. Other similar treaties, if multiplied, would suppress the difficulties arising from the notion of neutrality. The Committee would remember the objections made to the exercise of the economic sanctions provided in the Covenant owing to the difficulties which might arise from the existence of neutral Powers. In the United States, however, there was a movement of opinion in favour of establishing the principle that neutrals should endeavour, in the exercise of their rights, not to prevent the execution of a public sentence decreeing the suppression of an aggressive war. He would suggest that a study should be made of methods of achieving an agreement between all countries anxious to guarantee peace regarding the revision of the notion of neutrality.

As far as arbitration and security were concerned, many possibilities could be foreseen in the near future. It was true that arbitration had been much developed by bilateral treaties.

les tentatives de réunir plusieurs pays dans un traité général. Cela s'explique par le degré de confiance variable que les Etats ont vis-à-vis les uns des autres. Les traités d'arbitrage ont tous un fond commun. S'ils se multiplient, on pourra faire de ce fond commun une convention générale ouverte à tous. Il pourrait subsister, en outre, des traités particuliers entre Etats plus spécialement intéressés. On pourrait déjà expérimenter pratiquement cette idée, dans la direction déjà indiquée par MM. Nansen et Loudon, en établissant un traité-type d'arbitrage.

De plus, si une telle convention générale d'arbitrage venait à être conclue, elle trouverait, comme il est nécessaire, une sanction dans l'article 13, qui donne au Conseil le devoir d'aviser aux moyens d'assurer l'exécution d'une sentence. Il faudrait se demander quelle pourrait être la procédure du Conseil dans une telle éventualité.

Il y a là une première garantie de sécurité. On en peut trouver d'autres, comme l'a démontré M. de Brouckère. La dernière Assemblée affirmait sa conviction que les idées générales des traités de Locarno étaient susceptibles de régir la politique de tous les Membres de la Société que tous ceux qui auraient intérêt à conclure de tels traités devaient s'en inspirer et l'Assemblée demandait au Conseil d'offrir à ce sujet ses bons offices. Ne serait-il pas possible d'inviter le Conseil, non seulement à offrir ses bons offices, mais aussi à provoquer de tels accords partout où ils sont possibles? Le Conseil pourrait le faire, sans s'immiscer indûment dans la politique des Etats.

M. Politis nourrit l'espoir qu'un jour, les obstacles à l'entrée en vigueur du Protocole seront levés. Il croit qu'on peut essayer dès maintenant de rapprocher les points de vue au sujet du Protocole. Quelle est la principale objection au Protocole? C'est qu'il y a pour certains gouvernements des impossibilités politiques et matérielles à assumer des obligations indéterminées. Peut-être pourraient-ils admettre de prendre des obligations diminuées. L'article 11 du Protocole est déjà très élastique. On peut reporter cette élasticité au principe même du Protocole, en établissant un tableau d'obligations étagées. Des solutions pratiques sont possibles. Les recherches dans ce sens devraient être confiées à la Commission préparatoire. On affirmerait ainsi la continuité de l'effort. La Commission préparatoire pourrait d'ailleurs faire appel à toutes les compétences nécessaires.

L'EARL of ONSLOW (Empire Britannique), n'ayant pas suivi jour pour jour les travaux de la Commission préparatoire, ne peut faire que des observations très générales. Il est exact que les travaux n'ont pas produit les résultats tangibles attendus, mais ce serait une erreur de croire qu'on a peu fait, bien que peut-être certains des précédents orateurs aient un peu diminué l'importance des divergences et exagéré celle des accords réalisés. Cependant, depuis un an, le désarmement moral, démontré par le désir unanime d'arriver à une solution, a fait de grands progrès. Les travaux techniques ont montré les difficultés, très variables avec les pays. Le Gouvernement britannique s'efforce de rechercher la solution de ces difficultés, en ce qui le concerne.

En matière de fabrication privée, le Gouvernement britannique est prêt à examiner aussi bien la fabrication privée que la fabrication d'Etat, si on le désire, mais il pense qu'il est nécessaire que tous les pays producteurs s'entendent sur un programme commun.

En ce qui concerne les idées exprimées au cours des débats des jours derniers sur la proposition néerlandaise, l'opinion du Gouvernement britannique est déjà connue par les déclarations à l'Assemblée de sir Austen Chamberlain. Le Gouvernement britannique ne peut prendre aucun engagement en plus de ceux qu'il a déjà assumés. Il ne peut donc admettre qu'on remette en discussion le Protocole. Quant à la proposition de M. Nansen, la délégation britannique l'examinera avec soin, mais elle est d'avis que, à première vue, cette proposition appartient plutôt à la première Commission.

Lord Onslow se réserve de faire ultérieurement des observations au cours de la discussion des différents points de l'ordre du jour, notamment sur l'assistance financière aux Etats victimes d'une agression.

Le comte BERNSTORFF (Allemagne) déclare qu'il n'a pas voulu, en raison de la position exceptionnelle de l'Allemagne,

The attempt to cause several countries to adhere to a general treaty had broken down. This was to be explained by the varying degree of mutual confidence possessed by States. All treaties of arbitration had a common basis. If they increased in number, that common basis could be used to construct a general convention open to all, though special treaties between particularly interested States might continue to exist. Practical experiment might already be made with this idea in the direction indicated by Dr. Nansen and M. Loudon by establishing a model arbitration treaty.

Further, if such a general arbitration convention were to be concluded, the necessary sanction would be found in Article 13, which imposed the duty on the Council of considering means to secure the execution of an award. It would be necessary to consider what would be the Council's procedure in such an event.

Here there was a first guarantee of security. Others might be found, as M. de Brouckère had shown. The last Assembly had affirmed its conviction that the general treaties of Locarno might be used to regulate the policy of all the Members of the League and that all those whose interest it was to conclude such treaties should take them as a model. The Assembly had asked the Council to offer its good offices in the matter. Would it not be possible to invite the Council not only to offer its good offices but also to bring about such agreements wherever they were possible. The Council might do so without interfering unduly with the policy of States.

He hoped that one day the obstacles to the coming-into-force of the Protocol would be removed. He believed that an effort might be made at once to bring the various points of view regarding the Protocol into agreement. What was the principal objection to the Protocol? The objection was that certain Governments found it impossible, politically or materially, to assume indefinite obligations. They might perhaps agree to assume obligations on a smaller scale. Article 11 of the Protocol was already extremely elastic. This elasticity might be extended to the principle of the Protocol itself by establishing a sliding scale of obligations. Practical solutions were possible. Investigations in that direction should be entrusted to the Preparatory Commission. The continuity of the effort would thus be affirmed, and the Preparatory Commission might appeal to the necessary competent authorities.

The EARL of ONSLOW (British Empire) said that, as he had not followed the work of the Preparatory Commission, he could only make some general observations. It was true that the work had not produced the concrete results which had been expected. It would be a mistake, however, to think that little had been done, although, perhaps, some of the previous speakers had somewhat minimised the importance of the divergencies which existed and exaggerated that of the agreements which had been achieved. Nevertheless, for the last year moral disarmament, as was shown by the unanimous desire to achieve a solution, had made great progress. The technical work had revealed difficulties which varied greatly as between different countries. The British Government was endeavouring to find a solution of these difficulties, so far as it was concerned. With regard to private manufacture, the British Government was ready to study State manufacture as well as private manufacture, if such was the general desire, but he thought it was necessary for all producing countries to agree on a common programme.

As regarded the ideas expressed in the discussions during the last few days of the Dutch proposal, the opinion of the British Government was already known from the declarations in the Assembly by Sir Austen Chamberlain. The British Government could not enter into any engagements in addition to those which it had already assumed. It could not therefore agree to a re-opening of the discussion of the Protocol. The British delegation would examine carefully the proposal of Dr. Nansen. It was of opinion, at first sight, that Dr. Nansen's proposal might more properly be examined by the First Committee.

He reserved the right to deal at a later stage of the discussion with the various points on the agenda, particularly with the question of financial assistance to be accorded to States victims of aggression.

Count BERNSTORFF (Germany) said that he had not wished, owing to the exceptional position of Germany, to lay down a

exposer un programme de désarmement pour les autres. Toute méthode sera bonne pourvu que le désarmement ait lieu.

Se référant aux observations faites par M. de Brouckère relativement aux stipulations du Traité de Versailles qui concernent le désarmement, l'orateur signale qu'on possède à ce sujet une interprétation authentique du Traité qui fut donnée dans une note signée au nom des Puissances alliées et associées par M. Clémenceau. Le sens en est que le désarmement de l'Allemagne constitue le premier pas vers la réduction et la limitation générale des armements, qui sont considérées comme le meilleur moyen de prévenir la guerre, réduction et limitation que la Société des Nations aura comme une de ses premières tâches. Il est dit également que lorsque l'Allemagne aura montré le chemin, les Alliés pourront en toute sécurité en faire autant. Donc, la note exprime bien cette notion de la sécurité obtenue par le désarmement. Telle est également l'interprétation de l'Allemagne.

L'Assemblée de 1926 a déclaré que l'état de sécurité était suffisant à cette époque pour convoquer une Conférence du désarmement. On a déclaré ici que, depuis, cette sécurité a encore augmenté. Or, le désarmement n'a pas fait de progrès depuis le Traité de Versailles. C'est pourquoi l'orateur désire faire savoir que les opinions publiques ont le sentiment que l'appel à la sécurité est une excuse pour ne pas désarmer.

En ce qui concerne le paragraphe 6 de l'article 8 du Pacte relatif à l'échange de renseignements, l'orateur pense que, si les Etats voulaient vraiment sacrifier le secret des armements, il ne serait pas difficile d'opérer un désarmement, car on pourrait alors procéder à des réductions sur des éléments connus.

Le comte Bernstorff espère que la proposition polonaise sera acceptée par la troisième Commission et l'Assemblée sans changement et sans discussion. Quant à la proposition néerlandaise, si elle a l'intention de hâter les travaux du désarmement, l'orateur ne voit alors pas la raison pour ne pas convoquer la seule Commission qui pourrait le faire, aussitôt que possible.

Pour terminer, le comte Bernstorff insiste encore sur la nécessité de travailler et de travailler rapidement, dans l'intérêt de la Société des Nations.

La suite de la discussion générale est renvoyée à la prochaine séance.

VII. QUATRIÈME SÉANCE DE LA CINQUIÈME COMMISSION

La cinquième Commission a tenu sa quatrième séance hier, mercredi 14 septembre, à 15 heures, sous la présidence de M. HAMBRO (Norvège).

Commission d'enquête sur la production de l'opium en Perse (suite).

M. VAN WETTUM (Pays-Bas) déclare apprécier hautement l'œuvre accomplie en Perse par la Commission, ainsi que la réponse empressée du Gouvernement persan. D'un point de vue international, la partie la plus importante du plan soumis à la Commission semble être la limitation graduelle des exportations d'opium non couvertes par un certificat d'importation. Il constate avec plaisir que le Gouvernement persan est prêt à apporter sa collaboration dans cette direction jusqu'à un certain point.

La suggestion faite par le colonel MacCormack, tendant à restreindre immédiatement la fabrication et la distribution de stupéfiants sans attendre la réduction de la production des matières premières, a fait l'objet d'une étude approfondie et d'une longue discussion, notamment pendant la Conférence de 1925; le résultat fut que l'on abandonna ce projet. L'application du système des certificats d'importation et d'exportation est destinée à répondre à tous les besoins, en sorte qu'une mise à exécution générale de la Convention de 1925 donnerait pleine satisfaction aux désirs du Gouvernement persan visant la réduction de la fabrication. Il propose donc d'insérer dans le rapport définitif un passage insistant sur la nécessité d'une prompt ratification de cette Convention.

M. GALLAVRESI (Italie) estime que la Perse a donné un exemple que devraient suivre tous les autres pays. Si l'on veut atteindre des résultats concrets, il faut entreprendre la réduction dans tous les pays simultanément. Il devrait y avoir une

programme de désarmement pour d'autres nations. Any method would be good, provided there was disarmament.

Referring to the observations of M. de Brouckère on the disarmament provisions of the Treaty of Versailles, he would point out that there already existed an authentic interpretation of these provisions in a note written on behalf of the Allied and Associated Powers by M. Clemenceau. According to this note, the disarmament of Germany constituted the first step towards a general reduction and limitation of armaments. Such reduction and limitation were the best means of preventing war and the League of Nations would regard these measures as one of its first tasks. It was also stated in the note that, when Germany had shown the way, the Allies might, in full security, follow in the same path. Thus, the note clearly expressed the idea of security obtained through disarmament. Such also was the interpretation given to the provisions of the Treaty by Germany.

The Assembly in 1926 had declared that sufficient security had been attained to justify the convening of a conference on disarmament. It had since been said that security had still further increased. Disarmament, however, had made no progress since the Treaty of Versailles. That, he would urge, was a reason why public opinion felt that the appeal to security was an excuse to avoid disarmament.

As regarded paragraph 6 of Article 8 of the Covenant, relating to the exchange of information, he thought that, if the States really consented to abandon the secrecy of armaments, it would not be difficult to bring about disarmament, as it would then be possible to proceed to reductions based upon facts that were known.

He hoped that the Polish proposal would be accepted by the Third Committee and by the Assembly without any change or discussion. As to the Netherlands proposal, if it were intended to hasten the work of disarmament, he did not see any reason why the only Commission which could really do so should not be convened as soon as possible.

In conclusion, he again insisted on the necessity of working, and working rapidly, in the interests of the League of Nations.

The continuation of the discussion was postponed to the next meeting.

VII. FOURTH MEETING OF THE FIFTH COMMITTEE

The Fifth Committee held its fourth meeting yesterday (Wednesday, September 14th), at 2 p.m., under the chairmanship of M. HAMBRO (Norway).

Commission of Enquiry into the Production of Opium in Persia (continuation of the discussion).

M. VAN WETTUM (Netherlands) said he appreciated the Commission's work in Persia and the ready response of the Persian Government. The most important part of the scheme submitted to the Committee, from an international standpoint, seemed to be the gradual limitation of opium exports not covered by an important certificate. He was glad to note that the Persian Government was prepared to co-operate on these lines to a certain extent.

The suggestion made by Colonel MacCormack, that the manufacture and distribution of drugs should be curtailed immediately, without awaiting the reduction of the production of the raw material, had been the subject of exhaustive study and long discussion, especially during the 1925 Conference, and the result had been the abandonment of that scheme. The application of the import and export licence system was calculated to satisfy all requirements, and hence the desires of the Persian Government for the reduction of manufacture would be fully satisfied by the general enforcement of the 1925 Convention. He would therefore propose the insertion in the final report of a passage insisting upon the necessity of the speedy ratification of that Convention.

M. GALLAVRESI (Italy) thought that Persia had set an example which should be followed by all other countries. In order to reach concrete results, reduction should be begun everywhere simultaneously. There should be a kind of dis-

sorte de désarmement dans la question de l'opium. Tous les membres de la Commission éprouveront la plus vive satisfaction des débats qui ont eu lieu à la Conférence de Simla. L'attitude du Gouvernement italien est bien connue. La surproduction, qu'il s'agisse de produits manufacturés ou de matières premières, doit prendre fin.

M. VEVERKA (Tchécoslovaquie) donne lecture de son projet de résolution (voir plus loin: document A. V./10. 1927.).

Dame Edith LITTELTON (Empire Britannique) rend hommage à l'œuvre accomplie par la Commission d'enquête. Il faut faire tous les efforts possibles pour aider la Perse dans la tâche difficile qu'elle a entreprise. Selon le Gouvernement britannique, la principale difficulté réside dans le fait que de grandes quantités d'opium venant de ports persans passent dans le trafic illicite d'Extrême-Orient. Il semble n'y avoir de contrôle ni sur les expéditions d'opium ainsi exportées, ni sur leur destination. Le fait que la Perse aura plus de difficulté que n'en a le Gouvernement indien à renoncer à la production de l'opium ne constitue pas un argument de nature à l'empêcher de faire cette tentative. Par contre, il y a beaucoup de force dans l'argumentation du délégué de la Perse portant sur la restriction de la fabrication. Il faut s'attaquer à la fois aux deux aspects du problème. On s'en rend bien compte en Grande-Bretagne, où le contrôle exercé sur la fabrication est si rigoureux qu'il ne passe pas une once de produits manufacturés dans le trafic illicite.

M. BASTID (France) rappelle que, en ce qui concerne le fond de la question, le Gouvernement français a été l'un des premiers à ratifier la Convention de 1925; il est prêt à exécuter loyalement ses obligations. C'est dans le sens d'une stricte application de la loi des traités par lesquels il est lié que le Gouvernement français interprète le rapport et le projet de résolution de M. Veverka.

Le colonel MACCORMACK (Perse) est heureux de constater que les délégués britannique et italien sont du même avis que lui sur la nécessité de restreindre la fabrication. Il n'y a pas de trafic illicite dans le golfe Persique puisque les exportations de Perse passent par les douanes persanes et sont soumises aux formalités ordinaires. Cependant, on peut en toute franchise admettre qu'il y a un fort coulage de ces exportations au bénéfice du trafic illicite. Quoi que l'on puisse dire, il n'en est pas moins vrai que la délivrance d'un certificat d'importation s'appliquant à de l'opium destiné à la consommation des opiomanes n'a pas pour effet de rendre la transaction régulière. On constate deux graves omissions dans la résolution du rapporteur. La fiscalité intérieure en Perse se trouve aujourd'hui au point de saturation et ne saurait être élevée davantage. Il faut des millions pour les mesures constructives actuellement envisagées, et ce n'est que si la Perse obtient son autonomie tarifaire que l'on trouvera cet argent; c'est pourquoi il propose un amendement dans le sens indiqué ci-dessus à la résolution de M. Veverka. Le paragraphe final de la résolution couvre le cas de la Perse. Ce pays ne veut pas risquer de se sacrifier inutilement; si d'autres suivent son exemple, on pourra nourrir de nouvelles espérances quant à la situation de l'opium.

Le Dr RIDDELL (Canada) exprime sa vive satisfaction du rapport de la Commission d'enquête, qui projette une utile lumière sur le problème de la production de l'opium en Orient. Ceux auxquels la Conférence de 1925 a fait éprouver quelque découragement tireront de grands espoirs de la décision prise par le Gouvernement indien et de la proposition soumise par le Gouvernement persan. Du point de vue canadien, les problèmes de la fabrication et de la production des matières premières sont identiques. Si l'on veut atteindre le noble but qu'est la suppression du trafic illicite, tous les intéressés devront faire des sacrifices.

M. BURCKHARDT (Suisse) félicite le Gouvernement persan de sa décision d'exécuter les recommandations de la Commission d'enquête. Le Gouvernement suisse se trouve dans une situation particulière à l'égard de la fabrication des stupéfiants. La Suisse, petit pays, dépourvu de matières premières, vit de son commerce extérieur. Cependant, elle se rend pleinement compte de ses responsabilités et il a déjà été introduit des lois pour l'exécution des dispositions de la Convention de 1925. Le Parlement s'en est peu invité à ratifier la Convention.

M. DELANO, président de la Commission d'enquête, croit être en mesure, au nom de la Commission, de donner son entier appui

armement in the opium question. All members would feel the greatest satisfaction at the proceedings of the Simla Conference. The position of the Italian Government was well known. Over-production, whether of manufacture or of raw material, must cease.

M. VEVERKA (Czechoslovakia) read his draft resolution (see below: document A.V/10.1927).

Dame Edith LITTELTON (British Empire) paid a tribute to the work done by the Commission of Enquiry. Everything possible should be done to help Persia in the difficult task she had set herself. The main difficulty, in the view of the British Government, had been the fact that large quantities of opium coming from Persian ports entered the illicit traffic in the Far East. There appeared to be no control either over the consignments of opium so exported or over their destination. The fact that it would be more difficult for Persia than it was for India to give up the production of opium was not a valid argument against her attempting to do so. The Persian delegate's argument with regard to the curtailment of manufactures was a very sound one. Both sides of the problem must be tackled at once. This fact was appreciated in Great Britain, where the control of manufactures was so severe that not a grain manufactured there went into the illicit traffic.

M. BASTID (France) said that, as regarded the substance of the matter, the French Government had been one of the first to ratify the Convention of 1925. It was prepared loyally to execute its obligations. It was in the sense of the strict application of the Treaty Law, to which it was bound, that the French Government interpreted M. Veverka's report and resolution.

Colonel MACCORMACK (Persia) was glad to note that the British and Italian representatives agreed with his view as to the necessity of curtailing manufactures. There was no illicit traffic in the Persian Gulf, since Persian exports were made through the Persian Customs and subject to the usual formalities. At the same time, it was frankly admitted that a large amount of those exports leaked into the illicit traffic. Whatever might be said, it was nevertheless true that the issue of an import certificate for opium intended for the consumption of opium addicts did not sanctify the transaction. There were two serious omissions in the resolution of the Rapporteur. Internal taxation in Persia had at present reached saturation point and should not be increased. Millions of money were required for the constructive measures now in view and the only means of raising such money was that Persia should secure tariff autonomy. He accordingly submitted an amendment to M. Veverka's resolution in the above sense. The concluding paragraph of the resolution covered the Persian case. Persia did not wish her sacrifice to be made in vain, and, if others would follow her example, there would be new hope for the opium situation.

Dr. RIDDELL (Canada) expressed great satisfaction at the Commission of Enquiry's report. It shed valuable light on the subject of opium production in the East. Those who had felt some discouragement at the 1925 Conference would derive great hope from the Indian Government's decision and from the proposals submitted by the Persian Government. From the Canadian standpoint, the problems of manufacture and of the production of raw materials were identical. If the great object of suppressing the illicit traffic were to be attained, sacrifices would have to be made by all concerned.

M. BURCKHARDT (Switzerland) congratulated the Persian Government on its decision to carry out the recommendations of the Commission of Enquiry. The Swiss Government was in a peculiar position with regard to the manufacture of drugs. Being a small country without raw materials, Switzerland lived on her exports. Nevertheless, she fully realised her responsibilities, and laws had already been introduced for the execution of the provisions of the 1925 Convention. Parliament would shortly be requested to ratify the Convention.

Mr. DELANO, President of the Commission of Enquiry, said that he thought he was in a position, on behalf of the Com-

à la proposition du délégué de la Perse concernant l'autonomie tarifaire. Le rapport de la Commission traite de cette question en divers endroits.

M. VAN WETTUM (Pays-Bas) appuie la résolution de M. Veverka et propose une addition qui tendrait à la renforcer.

M. VEVERKA (Tchécoslovaquie) accepte les amendements des délégués de la Perse et des Pays-Bas.

La résolution de M. Veverka est adoptée sous la forme suivante :

« La cinquième Commission prend acte du rapport de la Commission d'enquête sur la production de l'opium en Perse, ainsi que des observations du Gouvernement persan sur ce rapport et de la lettre du président au Secrétaire général, en date du 23 avril 1927.

« Elle exprime ses sincères remerciements aux membres de la Commission pour le travail utile qu'ils ont accompli, et apprécie hautement la bonne volonté qu'a manifestée le Gouvernement persan en s'associant aux efforts faits par la Société des Nations pour résoudre le problème, difficile et complexe, du contrôle des stupéfiants. Le Gouvernement persan a déclaré que le succès de son programme dépendra, dans une grande mesure, de l'obtention de sa liberté d'action en matière tarifaire ainsi que de la suppression des tarifs de restriction sur les produits persans qui doivent être substitués à l'opium.

« La Commission exprime l'espoir que les gouvernements intéressés ne manqueront pas d'examiner, avec la plus vive et la plus favorable attention, les conditions susindiquées et que le Gouvernement persan tiendra la Société des Nations au courant des progrès accomplis dans la mise en œuvre du plan élaboré pour la réduction progressive de la culture du pavot à opium en Perse.

« Elle recommande vivement à tous les pays qui s'occupent de la production et de la fabrication des drogues nuisibles et de leurs matières premières, l'adoption d'une législation analogue à celle qui est actuellement proposée par le Gouvernement persan, ou toutes mesures équivalentes de nature à assurer la réduction nécessaire des matières premières et de la fabrication des stupéfiants. »

Le rapport de M. Veverka (document A. V/4. 1927) est adopté sous réserve de modifications de forme. M. VEVERKA est invité à soutenir le rapport devant l'Assemblée.

Rapport de la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles sur les travaux de sa neuvième session.

M^{me} LARSEN-JAHN (Norvège) présente son rapport (document A. V/6. 1927) et le projet de résolution suivant :

« La cinquième Commission prend acte du rapport de la Commission consultative du trafic de l'opium, ainsi que des résolutions qu'il contient, et leur donne son approbation. »

M. PARRA-PEREZ (Venezuela) dit que le Congrès vénézuélien ratifiera sous peu la Convention de 1925 sur l'opium.

• M. MUSHAKOJI (Japon) expose que la Convention de 1925 a été soumise au Conseil privé du Japon, qui a chargé une Commission de l'examiner. Cette Commission n'a pas présenté de rapport, mais, à son avis, il ne fait pas de doute que la ratification soit assurée dès que la Commission aura achevé ses travaux.

M^{me} BUGGE-WICKSELL (Suède) dit que le Gouvernement suédois a certaines réserves à faire sur les articles 8 et 6 c) de la Convention. Le Gouvernement suédois envoie des délégués qui assisteront à la session spéciale de la Commission consultative devant avoir lieu à la fin du mois; M^{me} Bugge-Wicksell espère que les difficultés qu'éprouve son gouvernement seront alors éclaircies, de telle façon qu'il soit en mesure de ratifier la Convention.

Le Dr RIDDELL (Canada) est autorisé à déclarer que le Gouvernement canadien a l'intention d'introduire, pendant la

mission, entirely to support the proposal made by the Persian delegate as regards tariff autonomy. Different passages in the Commission's report dealt with that subject.

M. VAN WETTUM (Netherlands) supported M. Veverka's resolution and proposed an addition which would have the effect of strengthening the resolution.

M. VEVERKA (Czechoslovakia) accepted the amendments of the Persian and Netherlands delegates.

M. Veverka's resolution was adopted in the following amended form :

“ The Fifth Committee takes note of the report of the Commission of Enquiry into the Production of Opium in Persia, of the observations of the Persian Government on that report, and of the letter from the Chairman to the Secretary-General under date of April 23rd, 1927.

“ It expresses its sincere thanks to the members of the Commission for the valuable work they have accomplished and its high appreciation of the good-will shown by the Persian Government in its collaboration with the League in its attempts to reach a solution of the difficult and complicated problem of narcotic control. The Persian Government has declared that the success of its programme will, in large measure, be dependent on its obtaining liberty of action in tariff affairs and on the removal of the restrictive tariffs on Persian products which must be substituted for opium.

“ The Committee expresses the hope that the Governments concerned will not fail to give their earnest and favourable attention to those conditions and that the Persian Government will keep the League of Nations informed as to the progress made with regard to the carrying-out of the scheme which has been elaborated for the gradual diminution of the cultivation of the opium poppy in Persia.

“ It earnestly recommends to all countries concerned with the production and manufacture of dangerous drugs and their raw material the enactment of legislation similar to that now proposed by the Government of Persia, or such equivalent action as will ensure the necessary reduction of raw material and the manufacture of drugs.”

The report submitted by M. Veverka (document A.V/4.1927) was adopted subject to the necessary drafting modifications. M. VEVERKA was requested to act as Rapporteur to the Assembly

The Report of the Advisory Committee on Traffic in Opium and other Dangerous Drugs on the Work of its Ninth Session.

M^{me} LARSEN-JAHN (Norway) submitted her report (document A.V/6.1927) and the following resolution :

“ The Fifth Committee notes with approval the Report of the Advisory Committee on Traffic in Opium, together with the resolutions contained therein.”

M. PARRA-PEREZ (Venezuela) said that the 1925 Opium Convention would shortly be ratified by the Venezuelan Congress.

M. MUSHAKOJI (Japan) said that the 1925 Convention had been submitted to the Japanese Privy Council, which had appointed a Committee to examine it. The Committee had not reported, but he thought that there was no doubt that ratification was assured as soon as the Committee had completed its work.

Mrs. BUGGE-WICKSELL (Sweden) said that the Swedish Government had certain reservations to make concerning Articles 8 and 6 (c) of the Convention. The Swedish Government was sending delegates to attend the special Advisory Committee to be held at the end of the month, and she hoped that its difficulties would then be cleared up, so that it would be in a position to ratify the Convention.

Dr. RIDDELL (Canada) was authorised to say that the Canadian Government intended to introduce legislation for

prochaine session parlementaire, des mesures législatives sur la ratification de la Convention.

Dame Edith LYTELTON (Empire Britannique) attache la plus grande importance à la ratification de la Convention par tous les Etats membres de la Société. Elle espère que les délégués de tous les Etats qui n'ont pas ratifié voudront bien faire connaître à la Commission les motifs de cette abstention.

M. MENSENDORFF-POUILLY-DIETRICHSTEIN (Autriche) déclare que le Parlement autrichien ratifiera la Convention dans le courant du mois.

M^{me} LARSEN-JAHN (Norvège) explique que le Gouvernement norvégien a fait la même réserve que la Suède sur l'article 6 c). Les autorités médicales de Norvège ont préparé une révision de la législation médicale en vue de la mettre en accord avec les dispositions de la Convention. Les mesures pénales à l'égard du trafic illicite seront aggravées.

Le PRÉSIDENT rappelle qu'il a été proposé, d'accord avec le rapporteur, de renforcer la résolution par l'addition suivante:

« et les recommande instamment à l'attention des Etats Membres de la Société ».

Le rapport et la résolution, ainsi amendée, sont adoptés sous réserve de modifications de forme. M^{me} LARSEN-JAHN est invitée à soutenir le rapport devant l'Assemblée.

VIII. CONFÉRENCE INTERPARLEMENTAIRE

Les résolutions suivantes, adoptées par la vingt-quatrième Conférence interparlementaire tenue à Paris, du 25 au 30 août 1927, sont publiées à la requête de la délégation danoise:

I. LUTTE CONTRE LES DROGUES NOCIVES.

A.

La vingt-quatrième Conférence interparlementaire appelle tout particulièrement l'attention des groupes de l'Union sur les graves dangers que présente l'abus de l'opium et des autres drogues nocives, pour la santé, la morale et la vie économique, notamment à l'égard des jeunes générations.

La Conférence est unanime à déclarer que le but final de la lutte engagée contre cet abus ne se trouvera que dans les mesures suivantes:

a) Limitation de la culture du pavot et des feuilles de coca, ainsi que de la production de tous les stupéfiants, aux besoins reconnus nécessaires à l'usage médical et scientifique, cette mesure entraînant la suppression définitive de tout usage de l'opium à fumer;

b) Etablissement d'un contrôle, par voie nationale et internationale, de l'application des règles fixées à ces fins;

c) Suppression de tout profit pour les trafiquants dans le commerce des drogues, abstraction faite de l'emploi légitime mentionné sous la lettre a).

B.

La vingt-quatrième Conférence interparlementaire, Considérant que, à teneur de l'article 6, chapitre II de la Convention de La Haye de 1912, les Puissances contractantes se sont engagées à prendre des mesures pour la suppression de la fabrication, du commerce et de l'usage de l'opium préparé dans les territoires sous leur souveraineté, recommande aux groupes de l'Union d'envisager la possibilité d'insister auprès de leurs gouvernements respectifs, afin que ceux-ci fixent un délai, qui ne devrait pas excéder quinze ans, dans lequel la fabrication, le commerce et l'usage de l'opium préparé seront complètement supprimés dans les territoires et possessions sous leur souveraineté.

C.

Considérant que les deux Conférences qui ont eu lieu à Genève, de novembre 1924 à février 1925, ont abouti à la con-

the ratification of the Convention during the next session of Parliament.

Dame Edith LYTELTON (British Empire) attached the greatest importance to the ratification of the Convention by all States Members of the League. She hoped that the delegates of all States which had failed to ratify would inform the Committee of the reasons for their inaction.

M. MENSENDORFF-POUILLY-DIETRICHSTEIN (Austria) said that the Convention would be ratified by the Austrian Parliament in the course of the month.

M^{me} LARSEN-JAHN (Norway) explained that the Norwegian Government had made the same reservation concerning Article 6 (c) as Sweden. The Norwegian medical authorities had prepared a revision of the medical laws with a view to bringing them into line with the provisions of the Convention. More severe penalties were to be imposed on the illicit traffic.

The CHAIRMAN said that it had been suggested — and the Rapporteur had agreed — that her resolution would be strengthened by the following addition:

“and earnestly recommends them to the attention of the States Members of the League.”

The report and the resolution, with the above amendment, were adopted subject to the necessary drafting modifications. M^{me} LARSEN-JAHN was requested to act as Rapporteur to the Assembly.

VIII. INTER-PARLIAMENTARY CONFERENCE

The following resolutions adopted by the Twenty-fourth Inter-Parliamentary Conference, held at Paris from August 25th to 30th, 1927, are published at the request of the Danish delegation.

I. *The Fight against Drugs of Addiction.*

A. The Twenty-fourth Inter-Parliamentary Conference calls the very special attention of the Groups of the Union to the serious dangers attendant upon the abuse of opium and other drugs of addiction for the health and morality of the peoples, especially with regard to the younger generation.

The Conference declares unanimously that the attainment of the ends aimed at in the fight against this abuse will only be reached by the following measures:

(a) Limitation of the culture of the poppy and of coca leaves and of the production of all narcotics to the recognised amount needed for medical and scientific purposes, this measure to include the total suppression of the use of opium for smoking.

(b) The establishment of a system of control by national or international means for the observance of the rules fixed to the above effect.

(c) The elimination of all profits by private dealers in the drug trade, with the exception of the drugs required for legitimate purposes as mentioned above.

B. The Twenty-fourth Inter-Parliamentary Conference, taking note of the fact that, under Article 6, chapter 2, of the Hague Convention of 1912, the contracting Powers undertook to adopt measures for the suppression of the manufacture, trade in and use of prepared opium within the territories subject to their jurisdiction, recommends for the consideration of the Groups of the Union to urge the Governments concerned to set a definite term, not to exceed fifteen years, within which the manufacture, trade in and use of prepared opium within their respective territories and possessions be finally and completely suppressed.

C. Considering that the two Conferences held at Geneva from November 1924 to February 1925 resulted in the conclu-

clusion d'une série d'accords internationaux concernant la limitation progressive de l'abus de l'opium et d'autres drogues nocives, et tendant à l'établissement d'un contrôle et d'une surveillance efficaces de l'emploi de semblables drogues.

Et constatant que la valeur de ces accords a été appréciée de différentes façons,

La Conférence recommande aux groupes qui considèrent que ces accords constituent une étape importante vers le but final d'insister auprès de leurs parlements et de leurs gouvernements respectifs en faveur de leur ratification.

Et prie les groupes qui ne peuvent pas partager cette manière de voir de faire tout leur possible pour que leurs gouvernements s'efforcent de soumettre ces accords, dans un avenir très rapproché, à une revision, conformément aux principes énoncés dans la résolution I.

En attendant, ces groupes sont priés d'insister auprès de leurs gouvernements en faveur d'un contrôle sévère de la production et de l'exportation des stupéfiants, étant donné qu'il est pratiquement impossible d'en surveiller le trafic.

D.

La Conférence recommande aux groupes d'étudier la possibilité d'obtenir la prohibition, par voie législative et administrative, de la production et de la distribution de l'héroïne.

E.

Etant donné que les graves dangers, mentionnés ci-dessus, que comporte l'abus des drogues nocives risquent de compromettre la reconstruction sociale et économique, reconnue nécessaire dans presque tous les pays après la guerre mondiale,

Le Bureau interparlementaire est chargé de transmettre ces résolutions à tous les groupes de l'Union et à tous les gouvernements et parlements du monde.

II. SYSTÈME D'ACCORDS DOUANIERS ENTRE LES PAYS D'EUROPE.

A.

La vingt-quatrième Conférence interparlementaire constate que le fait prédominant de notre époque dans le domaine économique est l'existence d'une interdépendance économique entre toutes les nations sur un marché devenu mondial. Elle estime, avec la Conférence économique de Genève de 1927, que la « prétention à l'autarchie est nécessairement vaine si l'étendue, les capacités économiques ou encore la situation géographique d'un pays ne la justifient pas ».

La Conférence rappelle que la vingt-troisième Conférence interparlementaire de Washington et Ottawa, réunie en 1925, a voté une résolution dans laquelle il est déclaré :

« ... qu'il serait de la plus grande importance pour le maintien de bonnes relations entre les différents Etats d'Europe et, par conséquent, pour la paix générale du monde que les barrières économiques qui séparent actuellement ces Etats fussent, autant que possible, supprimées,

« Et que, de même, une telle mesure contribuerait probablement, en tout cas à la longue, à créer des débouchés assurés et plus considérables pour les produits de l'agriculture et de l'industrie des Etats européens, les frais de production et les risques de chômage étant ainsi réduits. »

La Conférence salue avec la plus grande satisfaction la réunion de la Conférence économique internationale convoquée à Genève au mois de mai 1927 et rend hommage à l'effort remarquable accompli par cette Conférence. Elle fait siennes les conclusions et recommandations qui ont été formulées à cette occasion en ce qui concerne les problèmes douaniers et commerciaux.

Elle insiste notamment pour qu'une suite immédiate soit donnée à la suggestion faite par la Conférence économique et tendant à ce que « le Conseil de la Société des Nations charge l'Organisation économique, en relation avec l'enquête prévue aux recommandations précédentes, de procéder à toutes délibérations, consultations et enquêtes nécessaires, à l'effet de proposer les mesures les plus appropriées qui permettraient, soit l'institution d'un système tarifaire identique dans les différents pays européens, soit, du moins, une base commune pour

sion of a series of international Agreements concerning the gradual limitation of the abusive use of opium and of other dangerous drugs, and making for the establishment of effective control and supervision of the use of such drugs;

And seeing that opinions differ as to the value of those Agreements :

The Conference recommends that the Groups who regard the Agreements as an important step towards the achievement of the ends in view urge their respective Parliaments and Governments to see that the Geneva Agreements are ratified by their country without delay,

And asks the Groups who are unable to share this opinion to make every effort to induce their States to endeavour to revise those Agreements at the first possible opportunity in accordance with the principles enumerated in Resolution I.

In the meantime, those Groups are asked to make every effort to induce their States to exercise a strict control of the manufacture and export of narcotics, in view of the fact that it is practically impossible to supervise the traffic.

D. The Conference recommends that the Groups shall examine the possibility of obtaining the adoption by legislative and administrative measures of the prohibition of the production and distribution of heroin.

E. Whereas the great dangers above mentioned created by the abuse of drugs of addiction may compromise the reconstruction in the social and economic field which is recognised as necessary, after the World War, in next to all countries,

The Inter-Parliamentary Bureau is requested to transmit these resolutions to all the Groups of the Union and to all the Governments and Parliaments of the world.

II. A SYSTEM OF CUSTOMS AGREEMENTS BETWEEN THE COUNTRIES OF EUROPE.

A. The Twenty-fourth Inter-Parliamentary Conference realises that the predominating factor in the economic field in our times is the economic interdependence of all nations on what has become a world market. It believes, in common with the Economic Conference held at Geneva in 1927, that the " effort to attain self-sufficiency cannot hope to succeed unless it is justified by the size, natural resources, economic advantages and geographical situation of a country ".

The Conference recalls the fact that the Twenty-third Inter-Parliamentary Conference, which met at Washington and Ottawa in 1925, passed a resolution declaring :

" That it would be of the greatest importance for good relations between European States, and thus contribute to guarantee the peace of the world, if the economic barriers at present dividing these States were, as far as possible, abolished;

" And that such measures probably, in any case in the long run, would contribute to create a steady and more extensive market for the products of European agriculture and industry and therefore also to decrease the cost of production and the danger of unemployment in Europe."

The Conference desires to record its profound satisfaction at the meeting of the International Economic Conference held in Geneva in May 1927, and pays tribute to the noteworthy work achieved by that Conference. It seconds the conclusions and recommendations formulated by the Economic Conference with regard to tariff and commercial problems.

It lays particular stress on the importance of giving immediate effect to the suggestion made by the Economic Conference that " the Council of the League of Nations should entrust the Economic Organisation to undertake, in connection with the enquiry provided for in the preceding recommendations, all the necessary discussions, consultations and enquiries to enable it to propose the measures best calculated to secure either identical tariff systems in the various European countries or at least a common basis for commercial treaties, as well as

les traités de commerce, ainsi que l'établissement pour tous les pays de principes clairs et uniformes relatifs à l'interprétation et à la portée de la clause de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les droits de douane et les autres charges ».

La Conférence trouve dans l'unanimité qui a adopté les conclusions de la Conférence économique de Genève, en ce qui concerne la politique commerciale européenne, une preuve frappante de l'existence d'un sentiment élevé de la solidarité économique entre les pays d'Europe. Elle y voit un heureux augure pour l'œuvre à entreprendre en vue de la liquidation du superprotectionnisme actuellement en vigueur en Europe.

Elle constate, en outre, que la plupart des Etats européens sont maintenant arrivés à la stabilisation de leurs valeurs monétaires et que, dans les autres de ces pays, semblable stabilisation tend à s'établir.

B.

Sur la base de ces constatations, la vingt-quatrième Conférence interparlementaire invite instamment les groupes nationaux de l'Union à vouer tous leurs efforts à une œuvre suivie tendant à l'établissement d'un système d'accords douaniers entre les pays d'Europe. Elle insiste notamment sur l'importance des mesures suivantes :

a) Liquidation aussi prompte que possible du système d'interdictions d'importation et d'exportation, sous réserve, toutefois, des interdictions dictées de bonne foi par le souci soit de l'hygiène publique, soit du maintien de l'ordre au sein de l'Etat (boissons alcooliques, opium, etc.). Il est rappelé qu'une Conférence internationale sur cet objet se réunira en novembre 1927 sous les auspices de la Société des Nations;

b) Abolition des primes d'exportation afin de ne pas favoriser le système du « dumping »;

c) Simplification des formalités douanières sur la base de la Convention de Genève du 3 novembre 1923;

d) Unification de la nomenclature des tarifs douaniers, en premier lieu en ce qui concerne les marchandises les plus importantes;

e) Ratification des Conventions de Barcelone et de Genève sur le transit;

f) Conclusion de traités internationaux de commerce à long terme, pour assurer la stabilité des relations douanières, l'extension du commerce international et la régularisation des débouchés de la production industrielle et agricole;

g) Généralisation de la clause inconditionnelle de la nation la plus favorisée;

h) Solution de litiges concernant l'interprétation et l'application des stipulations douanières contractuelles par l'arbitrage, ou par une chambre spéciale à créer auprès de la Cour permanente de Justice internationale.

C.

La vingt-quatrième Conférence interparlementaire constate avec regret une tendance prédominante des Etats à augmenter leurs tarifs douaniers. Elle recommande aux groupes nationaux de chercher à y mettre un terme et à renverser cette tendance.

D.

La Conférence reconnaît que la conclusion d'accords régionaux douaniers entre des pays qui ont en commun des intérêts spéciaux satisfait à la préoccupation générale d'abaissement des barrières opposées au commerce international, sous réserve que de tels accords ne soient pas dirigés contre des tiers.

E.

La Conférence invite, en outre, la Société des Nations à continuer énergiquement l'œuvre si bien commencée dans le domaine économique et à intervenir auprès de ses Membres afin qu'ils contribuent à la réalisation des propositions de la Conférence économique en vue de l'amélioration de la condition économique de l'Europe et du monde en général.

F.

L'Union interparlementaire, Considérant que la constitution de vastes unions douanières, telles que l'Union douanière européenne, serait hautement

the establishment, for all countries, of clearly defined and uniform principles as to the interpretation and scope of the most-favoured-nation clause in regard to Customs duties and other charges ".

« The Conference sees in the unanimity with which the conclusions of the Geneva Economic Conference with regard to European commercial policy were adopted a striking proof of the existence of a profound sense of the economic solidarity of the nations of Europe, and believes that unanimity to be of happy augury for the work to be accomplished for the liquidation of the system of super-protection now in force in Europe.

It further places on record that most of the States of Europe have now achieved stabilisation of their currencies, while in the remaining States there is a tendency towards such stabilisation.

B. « In view of the facts set forth above, the Twenty-fourth Inter-Parliamentary Conference issues an urgent invitation to all the National Groups of the Union to direct every effort towards a systematic pursuance of the work in favour of the creation of a system of Customs agreements between the countries of Europe. It lays special stress on the importance of the following measures:

(a) The abolition at the first possible moment of absolute prohibitions of imports and exports, except in cases where such prohibition is dictated by bona-fide considerations of a sanitary nature or relating to the maintenance of order within a State (e.g., alcoholic drinks, opium, etc.). Attention is called to the International Conference on this subject which will meet in November 1927 under the auspices of the League of Nations.

(b) The abolition of bounties on exports in order to discourage the system of dumping.

(c) The simplification of Customs formalities on the basis of the Geneva Convention of November 3rd, 1923.

(d) The unification of the nomenclature of Customs tariffs, particularly in respect of the most important goods.

(e) The ratification of the Barcelona and Geneva Conventions on Transit.

(f) The conclusion of long-term international commercial treaties in order to ensure the stability of Customs relations, the extension of international trade, and a steady market for industrial and agricultural products.

(g) The general adoption, on unconditional terms, of the most-favoured-nation clause.

(h) The solution by arbitration or by a chamber of the International Court of Justice of contestations with regard to the interpretation and application of contractual Customs stipulations.

C. The Twenty-fourth Inter-Parliamentary Conference regrets to note a general tendency among the States to raise their Customs tariffs. It recommends that the National Groups shall endeavour to arrest and to reverse that tendency.

D. The Conference recognises that the conclusion of regional Customs agreements between countries having special interests in common is in accordance with the general aim of lowering the barriers in the way of international trade, on condition that such agreements be not directed against a third party.

E. The Conference, moreover, invites the League of Nations energetically to pursue the work so well begun in the economic field and to take steps to induce its Members to contribute to the realisation of the proposals of the Economic Conference for the amelioration of economic conditions in Europe and in the world in general.

F. The Inter-Parliamentary Union, Seeing that vast Customs unions, such as the European Customs Union, are highly desirable, as much from the point

désirable, tant au point de vue de la prospérité économique que du progrès des idées de concorde et de paix;

Considérant, toutefois, que la suppression immédiate de tous les droits de douane, dans l'état actuel du monde, entraînerait une crise très grave et ne peut être recommandée,

Emet le vœu que soient mis à l'étude dans tous les pays les moyens d'arriver à supprimer ou du moins à atténuer considérablement les droits de douane par voie d'abaissement progressif et graduel, la diminution annuelle des droits étant assez faible pour ne pas entraîner de crise et pour permettre, au contraire, aux diverses industries nationales de s'adapter sans secousses au régime des vastes unions douanières.

G.

Les présentes résolutions seront incessamment transmises à la Société des Nations et aux gouvernements.

III. ABOLITION DU VISA DES PASSEPORTS.

La Conférence renouvelle le vœu exprimé par les Conférences de Stockholm, en 1921, et de Berne et Genève, en 1924, en faveur de l'abolition du visa des passeports, sous réserve des mesures nécessaires à la sécurité de l'Etat.

IV. RÉDUCTION DES ARMEMENTS.

La vingt-quatrième Conférence interparlementaire, Rappelant que les Etats signataires des Traités de paix de 1919-1920 et du Pacte de la Société des Nations ont unanimement reconnu « que le maintien de la paix exige la réduction des armements nationaux au minimum compatible avec la sécurité nationale et avec l'exécution des obligations internationales imposée par une action commune »;

Considérant qu'en vertu des traités de paix rappelés, les armements de certains Etats ont été réduits et limités « en vue de rendre possible la préparation d'une limitation générale des armements de toutes les nations »;

Considérant que cette préparation d'une Convention de limitation générale, grâce aux efforts soutenus de la Commission préparatoire du désarmement de la Société des Nations a abouti, malgré de nombreuses réserves, à des textes d'unanimité pour la limitation des armements terrestres et aériens, mais n'a pu concilier les points de vue en présence en matière d'armements navals;

Considérant que ces échecs émeuvent douloureusement ceux qui, souffrant du désordre économique actuel, attendent de la diminution du fardeau de l'organisation militaire la réalisation de leurs espérances;

Emet le vœu que les gouvernements, s'inspirant des principes élevés du Pacte de la Société des Nations, usent énergiquement de tous les moyens en leur pouvoir pour recourir en cas de contestation entre Etats à l'arbitrage, assurer à chaque Etat la sécurité, faciliter ainsi la réduction générale des armements et accélérer les travaux communs en vue de l'obtention de ce triple résultat.

La Conférence charge les groupes de l'Union d'intervenir, au sein de leur parlement et auprès de leur gouvernement, avec toute l'énergie que demande la situation actuelle, en vue d'arriver à ce but, et les invite à organiser une propagande active et populaire afin que l'opinion publique s'exprime impérieusement en faveur de la réduction des armements et pour le règne du droit entre les nations.

PLAN TECHNIQUE DE RÉDUCTION DES ARMEMENTS.

Preamble.

La vingt-quatrième Conférence interparlementaire, Rappelant que la Conférence interparlementaire de Washington et Ottawa avait proclamé « la nécessité de donner aux peuples un sentiment de sécurité »;

Estimant qu'en dehors de la sécurité assurée par la Société des Nations et que l'Union interparlementaire désire voir plus précisée et plus efficace, l'un des moyens, et des plus importants, de parvenir à ce résultat consisterait en une réduction générale des armements;

Considérant, d'autre part, que les Traités de paix de 1919-1920 fixent pour certains Etats des limites à leurs armements

of view of economic prosperity as from that of the progress of concord and peace;

Seeing, however, that the immediate suppression of all Customs duties would, in the world's present condition, provoke a very serious crisis, and cannot be recommended;

Expresses the wish that methods of abolishing, or at least progressively and gradually reducing, Customs duties be made an object of study in all countries, the annual diminution of these duties being unimportant enough not to bring about a crisis and enabling, on the contrary, the various national industries to adapt themselves, without bad results, to the regime of vast Customs unions.

G. These resolutions shall be transmitted forthwith to the League of Nations and to the Governments.

III. ABOLITION OF PASSPORT VISAS.

The Conference reiterates the recommendation of the Stockholm Conference in 1921 and the Berne-Geneva Conference in 1924 in favour of the abolition of passport visas, without prejudice to any measures which may be considered necessary for the security of the State.

IV. REDUCTION OF ARMAMENTS.

The Twenty-fourth Inter-Parliamentary Conference, Recalling the fact that the States signatories of the Peace Treaties of 1919-20 and of the Covenant of the League of Nations unanimously recognised that the maintenance of peace requires " the reduction of national armaments to the lowest point consistent with national safety and the enforcement by common action of international obligations ";

Seeing that, by virtue of the aforementioned Peace Treaties, the armaments of certain States have been reduced and limited " in order to render possible the initiation of a general limitation of the armaments of all nations ";

Seeing that this preparation for a Convention of general limitation has, thanks to the sustained efforts of the Preparatory Disarmament Commission of the League of Nations, resulted, in spite of numerous reservations, in unanimously accepted drafts in favour of the limitation of armaments for land and air, but has not succeeded in reconciling the various points of view expressed in the matter of naval armaments;

Seeing that these failures have caused great disappointment to those who, suffering from the effects of the present economic disorder, count on seeing their hopes realised by means of the reduction of the burden of military organisation;

Expresses the wish that the Governments, basing themselves on the lofty principles of the Covenant of the League of Nations employ with energy every means in their power to favour an appeal to arbitration in case of contest between States, to ensure security for each State, facilitate the general reduction of armaments and hasten the common work necessary for the achievement of this threefold result.

The Conference asks the Groups of the Union to work for this end within their respective Parliaments and with their Governments, with all the energy which the situation demands, and invites them to organise active popular propaganda in order that public opinion may express itself imperiously in favour of the reduction of armaments and the reign of justice between the nations.

TECHNICAL PLAN FOR A GENERAL REDUCTION OF ARMAMENTS.

Preamble.

The Twenty-fourth Inter-Parliamentary Conference, Recalling the fact that the Inter-Parliamentary Conference of Washington and Ottawa proclaimed " the necessity of giving to the nations a feeling of security ";

Believing that, in addition to the security guaranteed by the League of Nations, and which the Union wishes to see more well-defined and more efficacious, one of the means, and one of the most important, of reaching that end would be a general reduction of armaments;

Considering, moreover, that the Peace Treaties of 1919-20 fix limits for the armaments of certain States " in order to

« en vue de rendre possible la préparation d'une limitation générale des armements de toutes les nations ».

Et constatant qu'une commission constituée par la Société des Nations en exécution de l'article 8 du Pacte, avec le mandat de préparer une conférence générale du désarmement, est en train d'élaborer un projet de convention pour la réduction des armements,

Est heureuse de voir les Etats-Unis d'Amérique collaborer aux travaux de cette Commission préparatoire et exprime le vœu que d'autres Etats non membres de la Société des Nations s'y associent également avant la réunion de la Conférence du désarmement. Elle constate avec satisfaction que les études techniques et les débats de la Commission préparatoire, malgré toutes les imperfections qui les caractérisent, ont servi dans une certaine mesure à déblayer le terrain et à préparer l'élaboration d'un projet de convention.

La Conférence recommande à l'attention des gouvernements et des membres de la Conférence le plan technique d'ensemble d'une limitation et d'une réduction des armements joint à cette résolution, étant entendu que, notamment, les paragraphes A, B et C du chapitre II (Règles spéciales) sont présentés à titre d'exemples. Elle invite les groupes nationaux de l'Union à transmettre ce plan à leurs gouvernements et à leurs parlements respectifs et charge le Bureau interparlementaire de le communiquer à la Commission préparatoire.

PLAN TECHNIQUE.

I. Principes généraux.

A. Les accords sur la limitation et la réduction des armements des divers Etats doivent tenir compte des principes suivants, exception faite des cas d'un caractère tout à fait spécial:

1. En fixant la limite des armements de chaque Etat, il faut prendre en considération l'ensemble des éléments d'ordre militaire, géographique, démographique, économique, financier, moral ou politique, qui constituent le *potentiel de guerre* de l'Etat en question; mais la limitation ne portera, en principe, que sur les armements terrestres, navals et aériens.

2. D'autre part, il faut tenir compte, dans la fixation de cette limite, de l'étendue des frontières et des côtes, de la situation particulièrement exposée d'un certain Etat, ainsi que des tâches spéciales qui lui incombent s'il possède des colonies.

3. La limite des armements de chaque Etat doit être telle qu'aucun Etat ne garde une force ou un potentiel de guerre lui permettant d'acquiescer une hégémonie et de braver les décisions des autorités de la Société des Nations, prises conformément au Pacte de la Société.

B. Aucun Etat n'est autorisé à augmenter ses armements actuels. Dans les Etats dont les armements actuels dépassent des limites à fixer, il sera procédé à une réduction graduelle des armements conformément aux principes suivants:

1. La base de la réduction graduelle des armements est formée par la moyenne des armements de l'Etat en question au cours des trois (cinq) années budgétaires précédant l'année....

2. Les éléments dont il faudra tenir compte en calculant les moyennes de chaque Etat seront:

- a) Les effectifs de paix et les effectifs, mobilisables dans un certain délai, de toutes les forces terrestres, navales et aériennes;
- b) La durée effective du service;
- c) Le contingent annuel de recrues;
- d) Le tonnage global des navires de guerre;
- e) Le total des forces aériennes attachées à l'armée de terre ou à la marine;
- f) La somme globale dépensée annuellement pour des objets militaires, terrestres, navals et aériens.

Les dépenses visées sous f) seront calculées d'après leur valeur or. A côté des dépenses militaires proprement dites seront compris dans le total des dépenses envisagées tous crédits alloués en faveur des objets suivants:

Subsidés à l'industrie nationale en vue de sa mobilisation en cas de guerre;

render possible the initiation of a general limitation of armaments of all nations";

And in view of the fact that a Commission constituted by the League of Nations in pursuance of Article 8 of the Covenant with the mission of preparing a general Disarmament Conference is at present engaged in the elaboration of a draft convention for the reduction of armaments;

Is happy to see the United States of America co-operating in the work of the said Preparatory Commission, and expresses the wish that other States not Members of the League of Nations may also join in the work before the meeting of the Disarmament Conference.

It notes with satisfaction that the technical studies and the discussions of the Preparatory Commission have, in spite of all the imperfections which characterise them, served to clear the ground to a certain extent and to prepare the way for the elaboration of a draft convention.

It recommends to the attention of the Governments and members of the Conference the general technical plan for a limitation and reduction of armaments accompanying the present resolution, it being understood that paragraphs A, B and C of Chapter II (Special Rules) in particular are meant to serve as examples. It invites the National Groups of the Union to transmit the said plan to their respective Governments and Parliaments and requests the Inter-Parliamentary Bureau to communicate it to the Preparatory Commission.

TECHNICAL PLAN.

I. General Principles.

A. — Agreements as to the limitation and reduction of armaments of the several States must take the following principles into account, except in cases of an entirely special character:

1. In fixing the limit of the armaments of each State, the whole of the elements of a military, geographical, demographical, economic, financial, moral and political order which may constitute the war potential (*potentiel de guerre*) of the State in question must be taken into account, but the limitation should in principle affect only land, naval and air armaments properly speaking.

2. Further, regard must be had, when fixing that limit, to the length of frontiers and of coast, to the particularly exposed situation of a given State and to the special tasks incumbent on States which are Colonial Powers.

3. The limit of armaments of each State must be such that no State retain a force or war potential enabling it to constitute a hegemony and to defy the decisions of the authorities of the League of Nations taken in conformity with the Covenant of the League.

B. — No State is authorised to increase its present armaments. States whose present armaments exceed the limits which shall be agreed upon shall proceed to a gradual reduction of armaments in conformity with the following principles:

1. The basis of the gradual reduction of armaments is obtained by taking the average of the armaments of the State in question during the three (five) financial years preceding the year ...

2. The elements to be taken into account in calculating the average for each State shall be:

- (a) Peace-time effectives and effectives which can be mobilised within a given time in all land, sea and air forces.
- (b) The duration of active military service.
- (c) The annual contingent of recruits.
- (d) The total tonnage of war-vessels.
- (e) The total tonnage of the air force attached to the army and the navy.
- (f) The total sum expended annually for armaments on land, at sea and in the air.

The expenditure referred to under (f) shall be calculated on a gold basis. In addition to military expenditure properly speaking, provision shall be made, in the total expenditure allowed, for all credits allocated to the following purposes:

Subsidies for the development of national industries with a view to their mobilisation in the event of war.

Subsidies to the mercantile marine, on condition of transformation éventuelle des navires de commerce en navires de guerre;

Subsidies to civil aviation with a view to the utilisation des appareils en cas de guerre.

3. La somme globale des dépenses militaires de toute nature sera diminuée dans une proportion à fixer, à partir de l'année budgétaire 19... Cette diminution sera renouvelée tous les ... ans en prenant toujours pour base la moyenne des trois (cinq) exercices primitivement prévus, jusqu'à ce que la moyenne ait atteint les limites définitives à fixer.

4. Les dépenses militaires extraordinaires effectuées pour donner suite à une recommandation du Conseil de la Société des Nations ne seront pas considérées comme faisant partie des crédits sujets à la réduction.

II. Règles spéciales.

A. Armée de terre.

1. Les effectifs de paix et les effectifs mobilisables dans un certain délai ne peuvent pas être augmentés et doivent être graduellement réduits conformément aux principes généraux ci-dessus.

2. Une certaine proportion, qui ne pourra pas être dépassée, doit être fixée entre le nombre des officiers et des sous-officiers et les effectifs sous les armes ou mobilisables dans un certain délai.

3. Le nombre de fusils, de mitrailleuses et de canons de divers calibres doit être limité dans une certaine proportion, en rapport avec les effectifs de paix et le contingent de recrues, conformément aux principes prévus par les Traités de paix de 1919-1920 concernant la limitation des armements de certains pays.

4. Le calibre maximum des canons doit être fixé.

5. Les « tanks » (chars de combat) doivent être interdits.

6. La préparation et l'entraînement à l'emploi des moyens de guerre chimique et bactériologique doivent être défendus.

7. La force des troupes de police intérieure et de douane doit être limitée.

8. L'organisation d'associations non reconnues par l'autorité militaire compétente et destinées à donner une instruction militaire à leurs membres doit être interdite. Dans le calcul des forces globales, il faut tenir compte des organisations privées reconnues par les autorités aussi bien que des forces organisées par l'Etat lui-même.

B. Marine.

1. Dans les limites du tonnage global de chaque Etat, le tonnage des différentes catégories de navires doit être limité conformément aux principes contenus dans le Traité de Versailles concernant la marine allemande.

2. De nouvelles constructions doivent être interdites pendant une période d'années à fixer et des engagements pris quant aux délais à observer dans le remplacement des navires des différentes catégories.

3. Le tonnage maximum de chaque catégorie de navires à construire, ainsi que le calibre et le nombre des canons doivent être limités.

4. Les sous-marins doivent être interdits.

5. La création de nouvelles bases navales doit être interdite.

6. Le nombre des effectifs de la marine et des contingents annuels pour le service dans la marine doit être limité proportionnellement au tonnage global dans le but d'empêcher que des soldats de la marine soient employés à renforcer les effectifs de l'armée de terre.

C. Forces aériennes.

1. Les forces militaires aériennes doivent servir exclusivement à des missions d'exploration. Les limites de ces forces doivent être fixées proportionnellement aux forces de l'armée et de la marine de chaque pays.

2. Le nombre de pilotes recevant une instruction militaire doit être fixé proportionnellement aux unités aériennes.

3. Le nombre des appareils, ainsi que leur force motrice globale, doivent être limités.

Subsidies to the mercantile marine on condition of possible transformation of merchants-ships into warships.

Subsidies to civil aviation with a view to the utilisation of the machines in the event of war.

3. The total military expenditure of whatsoever nature shall be reduced in a proportion to be agreed upon, beginning as from the financial year 19... This reduction shall be repeated every ... years, always taking as basis the average of the three (five) financial years originally decided upon, until the average has reached the final limits to be agreed upon.

4. Extraordinary military expenditure incurred as a result of a recommendation of the Council of the League of Nations shall not be considered as forming part of the expenditure to which the reduction applies.

II. Special Rules.

A. Land Forces.

1. Peace-time effectives and effectives which can be mobilised within a given time must not be increased and must be gradually reduced in conformity with the general principles enumerated above.

2. A certain proportion, not to be exceeded, must be fixed between the number of officers and non-commissioned officers and of men under arms or who can be mobilised within a given time.

3. The number of rifles, machine-guns and cannons of various calibres must be limited to a certain proportion corresponding to the peace-time effectives and to the contingent of recruits, in conformity with the principles laid down in the Peace Treaties of 1919-20 concerning the limitation of armaments of certain countries.

4. The maximum calibre of cannons must be fixed.

5. Tanks must be prohibited.

6. The preparation of means of chemical and bacteriological warfare, and training in their use, must be forbidden.

7. The numerical strength of the police force and Customs officers must be limited.

8. The organisation of associations not recognised by the official military authorities and giving military instruction to their members must be forbidden. In estimating the total forces, account must be taken of private organisations recognised by the authorities, as well as the forces organised by the State itself.

B. Naval Forces.

1. Within the limits of the total tonnage of each State, the tonnage of different categories of vessels must be limited in conformity with the principles contained in the Treaty of Versailles concerning the German navy.

2. New naval construction must be prohibited during a period of years to be agreed upon, and engagements taken as to the delay to be observed in the replacement of vessels of different categories.

3. The maximum tonnage of each category of vessels to be constructed, as well as the calibre and number of cannons, must be limited.

4. Submarines must be prohibited.

5. The construction of new naval bases must be prohibited.

6. The number of effectives in the navy and the annual contingents for naval service must be limited in proportion to the total tonnage in order to prevent marines from being used as reinforcements for the land army.

C. Air Forces.

1. Military aircraft should be employed exclusively for reconnoitring purposes. The limits of those military air forces must be fixed in proportion to the forces of the army and navy of each country.

2. The number of pilots receiving military instruction must be fixed in proportion to the air units.

3. The number of machines, as well as their total engine power, must be limited.

D. *Dépenses militaires.*

Les dépenses annuelles:

- a) Pour le matériel de l'armée de terre, dans la métropole, ainsi que dans les autres territoires soumis à l'autorité de l'Etat;
- b) Pour le matériel naval — navires, armement, etc.;
- c) Pour le matériel des forces aériennes,

ne doivent pas être augmentées et doivent être graduellement réduites dans une proportion à fixer.

E. *Zones démilitarisées.*

1. En vue d'écarter le risque d'incidents de frontière et de créer un sentiment plus grand de sécurité au sein des Etats, des zones démilitarisées seront créées, notamment sur des frontières exposées.

2. Ces zones seront placées, le cas échéant, sous une surveillance internationale.

III. *Contrôle.*

1. Une Commission permanente du désarmement, formée de représentants d'Etats parties à la Convention, sera créée avec le mandat de veiller à l'exécution et à l'application des règles convenues, ainsi qu'à leur adaptation aux circonstances nouvelles.

2. Les Etats seront obligés de fournir à cette Commission des renseignements détaillés sur les éléments de leur organisation militaire, terrestre, navale et aérienne, y compris tous les renseignements nécessaires concernant leurs dépenses d'ordre militaire.

3. Le Secrétariat de la Société des Nations publiera chaque année un relevé des dépenses militaires de chaque Etat, calculées en francs-or et tous autres renseignements quant à leur préparation militaire terrestre, navale et aérienne.

4. Afin de faciliter cette publication, les Etats communiqueront un état de tous les crédits destinés à des objets militaires, navals et aériens, conformément à un relevé-type commun.

5. Chaque Etat aura le droit de signaler à la Commission tout fait qui, à son avis, constituerait une infraction aux accords sur la limitation des armements. La Commission pourra en saisir le Conseil de la Société des Nations.

6. Le Conseil de la Société pourra ordonner une enquête sur place.

7. Le Conseil statuera sur le bien-fondé de la plainte. Il soumettra toute contestation à la Cour permanente de Justice internationale.

8. Pour faciliter le contrôle de l'application des dispositions interdisant la préparation de moyens de guerre chimique et bactériologique, ainsi que l'entraînement du personnel destiné à leur emploi, une organisation internationale des industries en question sera créée sous l'égide de la Société des Nations.

IV. *Dispositions finales.*

1. La Commission permanente du désarmement proposera et soumettra aux Etats contractants toute modification à la convention qu'elle jugera utile.

2. La réduction graduelle sera continuée jusqu'à ce que:

a) Les effectifs de paix, y compris les officiers et les sous-officiers, ne dépassent pas 3 pour mille de la population de l'Etat en question;

b) Les effectifs mobilisables dans un certain délai ne dépassent pas 12 pour mille de la population;

c) Les effectifs de paix des troupes indigènes dans les territoires autres que ceux de la métropole ne dépassent pas 3 pour mille de la population de ces territoires et les effectifs mobilisables des indigènes ne dépassent pas 12 pour mille de la population de ces territoires;

d) Les forces navales ne dépassent pas 4.000 tonnes par million d'habitants de la mère-patrie et 700 tonnes par million d'habitants des autres parties de l'Etat ou de l'Empire en question.

D. *Military Expenditure.*

The annual expenditure

- (a) On equipment and ammunition for the land army in the mother-country, as well as on the other territories under the authority of the State,
- (b) On naval material—ships, armament, etc.
- (c) On material for the air force,

must not be increased and must be gradually reduced in a proportion to be agreed upon.

E. *Demilitarised Zones.*

1. With a view to removing the danger of frontier incidents and to creating a greater sense of security within the States, demilitarised zones shall be created, especially on exposed frontiers.

2. These zones shall be placed, if need be, under international supervision.

III. *Supervision.*

1. A Permanent Disarmament Committee, composed of representatives of the States parties to the Convention, shall be created, with the mission of supervising the execution and application of the rules agreed upon and their adaptation to changed circumstances.

2. States shall be under obligation to furnish to that Committee detailed information concerning the elements of their land, naval and air organisation, including all necessary information concerning their military expenditure.

3. The Secretariat of the League of Nations shall publish each year an abstract of the military expenditure of each State, reckoned in gold francs, and all other information as to their military (land, naval and air) preparations.

4. In order to facilitate the publication of the above abstract, the States shall supply a statement of all credits affected to military, naval and air purposes, on the basis of a common uniform model.

5. Each State shall have the right to bring to the attention of the Committee any fact which, in its opinion, constitutes an infraction of the agreements concerning the limitation of armaments. The Committee may submit the case to the Council of the League of Nations.

6. The Council of the League may order an enquiry on the spot.

7. The Council shall give a decision as to the justness of the complaint. Contested decisions shall be submitted to the International Court of Justice.

8. In order that the application of the dispositions prohibiting the preparation of the means of chemical or bacteriological warfare, as well as training in their use, may more easily be supervised, an international organisation of the industries concerned shall be created under the ægis of the League of Nations.

IV. *Final Provisions.*

1. The Permanent Disarmament Committee shall propose and submit to the contracting Powers any modification to the Convention which it considers useful.

2. The gradual reduction shall continue until:

(a) The peace-time effectives, including officers and non-commissioned officers, do not exceed three per thousand of the population of the State concerned;

(b) The effectives which can be mobilised within a given time do not exceed twelve per thousand of the population;

(c) The peace-time effectives of native troops in territory outside that of the mother-country do not exceed three per thousand of the population of those territories, and the native effectives which can be mobilised do not exceed twelve per thousand of the population of those territories;

(d) The naval forces do not exceed 4,000 tons per million inhabitants of the mother-country and 700 tons per million inhabitants of other parts of the State or Empire in question.

3. Toutefois, ces chiffres peuvent être augmentés ou diminués dans une proportion à fixer par la convention en tenant compte des faits visés dans les principes généraux formulés sous A.

4. Les Etats dont les armements actuels sont au-dessous des limites indiquées ici ne sont pas tenus de procéder à la réduction graduelle visée dans les chapitres I B et II. Ils seront, aussi bien que les autres Etats, soumis au contrôle prévu au chapitre III.

5. Les Etats qui estiment que leur situation leur permet de réduire leurs armements plus rapidement ou dans une mesure plus forte que celle prévue dans les dispositions précédentes pourront le faire de plein droit.

V. MÉTHODES DE CODIFICATION DU DROIT INTERNATIONAL

A.

Considérant l'importance et l'urgence d'une codification progressive du droit international;

Considérant que, par semblable codification, les injustices flagrantes et les nombreuses incertitudes qui caractérisent l'état actuel du droit international pourront être éliminées et qu'ainsi sera créée une base sûre et généralement acceptée pour la solution des différends internationaux dans l'intérêt suprême de la paix;

Vu la recommandation faite au Conseil de la Société des Nations par la Commission d'experts pour la codification progressive du droit international et tendant à ce qu'on procède à la codification d'une première série de matières qui, de l'avis des experts et d'après les déclarations d'un nombre considérable de gouvernements, doivent être regardées comme mûres pour semblable codification.

La vingt-quatrième Conférence interparlementaire appuie chaleureusement cette recommandation et émet le vœu qu'une première conférence de droit international public soit convoquée aussitôt que possible et que tous les Etats, membres ou non membres de la Société, soient invités à y participer, afin de donner une suite pratique et tangible aux travaux si importants de la Commission des experts.

B.

Etant donnés les progrès si satisfaisants des travaux poursuivis jusqu'ici par la Commission des experts de la Société des Nations,

La Conférence émet le vœu que la Commission des experts, fonctionnant comme Commission permanente à l'instar de ce qui a été réalisé pour d'autres organismes au sein de la Société des Nations, soit invitée à poursuivre et à activer ses travaux en vue de la préparation de nouveaux avant-projets de conventions sur d'autres matières de droit international public dont la codification paraîtrait souhaitable et réalisable.

Elle insiste sur l'importance d'une préparation approfondie et consciencieuse des travaux des Conférences de droit international public et recommande notamment que les travaux actuels et futurs de la Commission soient étendus aussi dans le domaine de l'unification de certains principes du droit pénal international et soigneusement étudiés dans tous les milieux s'intéressant au développement du droit international, et qu'ils soient coordonnés, s'il y a lieu, avec les travaux d'autres institutions compétentes, notamment avec ceux poursuivis au sein de l'Union panaméricaine.

C.

La Conférence rappelle la résolution votée par la vingt-troisième Conférence, réunie à Washington et Ottawa en 1925, préconisant l'élaboration d'un plan général et systématique de la codification du droit international public et charge la Commission des questions juridiques de l'Union de soumettre à la prochaine Conférence interparlementaire un avant-projet de semblable plan.

Ce projet ne devra plus envisager la guerre que comme un crime contre le droit international, sous réserve, toutefois, du droit de légitime défense justifiant le recours à la force armée, et, en conséquence, contenir, comme complément du droit positif, les normes qui doivent assurer le droit de la paix (accommodement à l'amiable, médiation, conciliation, arbitrage, recours à la juridiction internationale), ainsi que les normes se rapportant à l'exécution éventuelle des décisions intervenues.

3. These figures may, however, be increased or reduced in a proportion to be fixed by the Convention, taking into account the facts mentioned in the General Principles enumerated under A.

4. States whose armaments are already below the limits specified in this Plan need not proceed to the gradual reduction referred to in Chapters I B and II. They will be subject, together with the other States, to the supervision provided for in Chapter III.

5. States which consider that their situation allows them to disarm more rapidly or in a greater measure than is provided for by the above stipulations are at full liberty to do so.

V. METHODS FOR THE CODIFICATION OF INTERNATIONAL LAW.

A. In view of the importance and urgency of a progressive codification of international Law;

Considering that by such codification the flagrant injustices and numerous uncertainties which characterise international law in its present state would be eliminated and that a stable and generally accepted basis would then be created for the solution of international disputes in the supreme interest of peace;

In view of the recommendation made to the Council of the League of Nations by the Committee of Experts for the Progressive Codification of International Law, to the effect that the codification of a first series of subject-matters which, in the opinion of the experts and according to the declarations of a considerable number of Governments, are to be regarded as ready for such a codification, should be taken in hand:

The Twenty-fourth Inter-Parliamentary Conference warmly supports the recommendation, and records the wish that a first Conference on Public International Law be summoned as soon as possible and that all States, whether Members or not of the League, be invited to participate in it, with a view to giving practical and tangible effect to the highly important work of the Committee of Experts.

B. In view of the very satisfactory progress made in the work pursued up till now by the Committee of Experts of the League of Nations,

The Conference recommends that the Committee of Experts, functioning as a Permanent Committee, as is the case with other bodies within the League, shall be invited to pursue and push forward its studies with a view to preparing fresh preliminary draft conventions on other chapters of public international law the codification of which appears desirable and feasible.

It insists on the importance of a thorough and conscientious preparation of the work of the Conferences on Public International Law, and recommends in particular that the present and future work of the Committee also embrace the question of the unification of certain principles of international penal law, and be carefully studied in every quarter concerning itself with the development of international law, and that it be, if necessary, co-ordinated with the work of other competent institutions, and especially with that of the Pan-American Union.

C. The Conference recalls the resolution voted in the Twenty-third Conference, held at Washington and Ottawa in 1925, recommending the drafting of a general synthetic plan of codification of public international law.

And requests the Committee for Juridical Questions of the Union to submit the draft of such a plan to the next Inter-Parliamentary Conference.

The draft shall regard war solely as a crime against international law (with the exception, however, of the right of legitimate defence which justifies a resort to arms) and must consequently include, in addition to positive law, rules intended to secure the law of peace (friendly arrangements, mediation, conciliation, arbitration, resort to international jurisdiction), as well as rules relating to the ultimate execution of decisions reached.

IX. CORRECTION A LA LISTE DES MEMBRES DES DÉLÉGATIONS.
IX. CORRECTION TO THE LIST OF MEMBERS OF DELEGATIONS.

Lithuanie. — *Lithuania.*

Son Excellence M. le professeur A. Voldemaras ayant dû quitter Genève le 14 septembre 1927, les fonctions de premier délégué seront assumées par Son Excellence M. Venceslas SIDZIKAUSKAS.

His Excellency Professor A. Voldemaras has had to leave Geneva on September 14th, 1927, and His Excellency M. Venceslas SIDZIKAUSKAS will now act as first delegate.

X. SIGNATURES ET RATIFICATIONS DES ACCORDS INTERNATIONAUX

M. le consul d'Espagne à Genève a déposé au Secrétariat, le 12 septembre 1927, l'instrument de ratification, par Sa Majesté le Roi d'Espagne, de la Convention sur l'esclavage, signée à Genève, le 25 septembre 1926.

X. SIGNATURES AND RATIFICATIONS OF INTERNATIONAL ENGAGEMENTS

The Consul of Spain at Geneva deposited at the Secretariat, on September 12th, 1927, the instrument of ratification by His Majesty the King of Spain of the Slavery Convention, signed at Geneva on September 25th, 1926.

XI. DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LE 14 SEPTEMBRE 1927.

Journal de l'Assemblée, n° 9.

Compte rendu définitif: quatrième séance.

- A. 43. Conférence d'experts de presse. Résolutions finales et documents divers.
- A. 49. Rapport sur la réunion des experts hygiénistes en matière de protection de la première enfance et sur la mission technique en Argentine, au Brésil et dans l'Uruguay.
- A. 53. *Errata.* Comité financier: Rapport au Conseil sur les travaux de la vingt-huitième session du Comité.

XI. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO THE MEMBERS OF THE ASSEMBLY ON SEPTEMBER 14TH, 1927

Assembly Journal No. 9.

Definitive Verbatim Record: Fourth Meeting.

- A. 43. Conference of Press Experts. Final Resolutions and Various Documents.
- A. 49. Report on the Meeting of Health Experts on Infant Welfare and on the Technical Mission in the Argentine, Brazil and Uruguay.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

LEAGUE OF NATIONS

JOURNAL

DE LA

OF THE

HUITIÈME SESSION
ORDINAIRE

EIGHTH ORDINARY
SESSION

DE L'

OF THE

ASSEMBLÉE

ASSEMBLY

GENÈVE 1927

GENEVA 1927

N° II. — VENDREDI 16 SEPTEMBRE 1927.

No. II. — FRIDAY, SEPTEMBER 16th, 1927.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL
DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beauregard.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE
ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor, Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beauregard.

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

SOMMAIRE:

	Pages
I. Programme des séances	159
II. Treizième séance plénière de l'Assemblée	160
III. Quatorzième séance plénière de l'Assemblée	161
IV. Cinquième séance de la deuxième Commission	163
V. Cinquième séance de la cinquième Commission	166
VI. Quatrième séance de la sixième Commission	167
VII. Signatures et ratifications des accords internationaux	169
VIII. Corrections et additions à la liste des membres des délégations	170
IX. Corrections et additions à la liste des membres des Commissions	170
X. Documents distribués aux membres de l'Assemblée	170
XI. Adjonctions à la liste des journaux représentés à la huitième Assemblée de la Société des Nations	170

CONTENTS:

	Page
I. Programme of Meetings	159
II. Thirteenth Plenary Meeting of the Assembly	160
III. Fourteenth Plenary Meeting of the Assembly	161
IV. Fifth Meeting of the Second Committee	163
V. Fifth Meeting of the Fifth Committee	166
VI. Fourth Meeting of the Sixth Committee	167
VII. Signatures and Ratifications of International Engagements	169
VIII. Corrections and Additions to the List of Members of Delegations	170
IX. Corrections and Additions to the List of Members of Committees	170
X. List of Documents distributed to the Members of the Assembly	170
XI. Additions to the List of Newspapers represented at the Eighth Assembly of the League of Nations	170

I. PROGRAMME DES SÉANCES

Première Commission.

La première Commission se réunira aujourd'hui, vendredi 16 septembre, à 15 h. 30, au Secrétariat (salle C).

Première Commission: Première Sous-Commission (Adhésions à des conventions internationales sous réserve de ratification).

La première Sous-Commission se réunira aujourd'hui, vendredi 16 septembre, à 10 heures, au Secrétariat (salle de la Présidence).

I. PROGRAMME OF MEETINGS

First Committee.

The First Committee will meet to-day (Friday), September 16th) at 3.30 p.m. in the Secretariat (Room C).

First Committee: First Sub-Committee (Accessions to International Agreements given subject to Ratification).

The First Sub-Committee will meet to-day (Friday, September 16th) at 10 a.m. in the Secretariat (President's Room).

Deuxième Commission.

Il y aura deux séances de la deuxième Commission aujourd'hui, vendredi 16 septembre, au Secrétariat.
La séance du matin aura lieu à 10 heures (salle E).
La séance de l'après-midi aura lieu à 15 heures (salle F).

Ordre du jour:

1. Travaux de l'Organisation des communications et du transit.
2. Travaux du Comité économique.

Deuxième Commission: Première Sous-Commission.

La première Sous-Commission se réunira aujourd'hui, vendredi 16 septembre, à 10 heures, au Secrétariat (salle B).

Troisième Commission.

La troisième Commission se réunira aujourd'hui, vendredi 16 septembre, à 10 heures, au Secrétariat (salle F).

Cinquième Commission.

La cinquième Commission se réunira aujourd'hui, vendredi 16 septembre, à 10 heures, au Secrétariat (salle C).

Sixième Commission.

La sixième Commission se réunira aujourd'hui, vendredi 16 septembre, à 15 heures, au Secrétariat (salle E).

Ordre du jour:

1. La question relative à la Conférence des experts de presse (document A.43.1927).
2. La question des mandats (documents A.27. et A.28. 1927).

Sixième Commission: Première Sous-Commission (Question des méthodes d'élection des Membres non permanents du Conseil).

La première Sous-Commission se réunira aujourd'hui, vendredi 16 septembre, au Secrétariat (salle E), immédiatement après la séance de la sixième Commission.

Commission de contrôle.

La Commission de contrôle se réunira aujourd'hui, vendredi 16 septembre, à 15 h. 30, au Secrétariat (Bureau 186).

II. TREIZIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

Tenue à la Salle de la Réformation, le jeudi 15 septembre 1927, à 10 heures

Souhaits de bienvenue au Président de Libéria.

Le PRÉSIDENT prononce l'allocution suivante:

« Je suis certain d'être votre interprète à tous en saluant la présence, dans cette enceinte, de Son Excellence M. KING, Président de la République de Libéria.

« Le chef d'Etat éminent qu'est M. King a tenu à donner à la Société des Nations un témoignage de l'intérêt et de la sympathie qu'il lui porte en venant à Genève spécialement pour assister à quelques-unes des séances de notre Assemblée.

« Ai-je besoin de rappeler que la République de Libéria, Membre originaire de la Société, a constamment collaboré à toutes les manifestations importantes de la Société des Nations ?

« Aussi l'Assemblée, dans sa septième session ordinaire, l'an dernier, a-t-elle voulu montrer combien elle appréciait cette collaboration en élevant M. le baron Lehmann, l'éminent représentant de Libéria parmi nous, à l'une des vice-présidences de l'Assemblée.

Second Committee.

There will be two meetings of the Second Committee to-day (Friday, September 16th) in the Secretariat.
The morning meeting will take place at 10 a.m. (Room E).
The afternoon meeting will take place at 3 p.m. (Room F).

Agenda:

1. Work of the Organisation for Communications and Transit.
2. Work of the Economic Committee.

Second Committee: First Sub-Committee.

The First Sub-Committee will meet to-day (Friday, September 16th) at 10 a.m. in the Secretariat (Room B).

Third Committee.

The Third Committee will meet to-day (Friday, September 16th) at 10 a.m. in the Secretariat (Room F).

Fifth Committee.

The Fifth Committee will meet to-day (Friday, September 16th) at 10 a.m. in the Secretariat (Room C).

Sixth Committee.

The Sixth Committee will meet to-day (Friday, September 16th) at 3 p.m. in the Secretariat (Room E).

Agenda:

1. The question relating to the Conference of Press Experts (document A.43.1927).
2. The mandates question (documents A.27 and A.28. 1927).

Sixth Committee: First Sub-Committee (Question of the Methods of Election of the Non-Permanent Members of the Council).

The First Sub-Committee will meet to-day (Friday, September 16th) in the Secretariat (Room E), immediately after the meeting of the Sixth Committee.

Supervisory Commission.

The Supervisory Commission will meet to-day (Friday, September 16th) at 3.30 p.m. in the Secretariat (Room 186).

II. THIRTEENTH PLENARY MEETING

Held at the Salle de la Réformation on Thursday, September 15th, 1927, at 10 a.m.

Welcome to the President of Liberia.

The PRESIDENT of the Assembly spoke as follows:

“ I feel sure that I am interpreting the wishes of all in welcoming the presence among us of His Excellency Mr. KING, President of the Republic of Liberia.

“ This distinguished statesman has desired to show his interest and sympathy in the League by coming specially to Geneva to attend some of the meetings of the Assembly.

“ I have no need to remind you that the Republic of Liberia, an original Member of the League, has co-operated without ceasing in all the important work of the League.

“ The Assembly, during its seventh ordinary session, held last year, showed how much it appreciated this co-operation by electing Baron Lehmann, the distinguished representative of Liberia, to be one of the Vice-Presidents of the Assembly.

« Que Son Excellence M. King emporte de Genève l'assurance de nos sentiments de vive sympathie pour sa personne, et nos vœux pour la prospérité de la nation dont il est un représentant si qualifié. »

Demande de rééligibilité présentée par la Belgique comme Membre non permanent du Conseil.

Le PRÉSIDENT invite l'Assemblée à se prononcer sur la demande présentée par la Belgique en vue de se voir attribuer la qualité de Membre rééligible au Conseil. Le vote aura lieu conformément aux dispositions de la résolution de l'Assemblée du 15 septembre 1926. Le président rappelle les règles applicables en l'espèce (article 2, paragraphes 1 et 2), à suivre :

« Un Membre sortant ne pourra, pendant la période s'écoulant entre l'expiration de son mandat et la troisième élection en session ordinaire qui suivra, être réélu que si, à l'expiration de son mandat ou au cours de cette période de trois années, l'Assemblée, statuant à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés, décide préalablement qu'il est rééligible.

« L'Assemblée statue séparément sur chaque demande de rééligibilité et au scrutin secret. Le nombre des suffrages exprimés est déterminé par le total des bulletins, déduction faite des bulletins blancs ou nuls. »

M. ADATCI (Japon) et M. SCIALOJA (Italie) prennent place au Bureau comme scrutateurs.

Le résultat du scrutin est le suivant :

Nombre des suffrages exprimés	48
Nombre de voix nécessaire pour l'acceptation	32
Bulletins blancs	0
Nombre de <i>oui</i>	29

Le PRÉSIDENT déclare que la majorité requise pour la rééligibilité n'a pas été obtenue.

M. VANDERVELDE (Belgique) dit qu'un certain nombre de nations avaient estimé qu'il pouvait être utile, notamment à l'application des accords de Locarno, que la Belgique restât, pour un nouveau terme de trois années, au Conseil de la Société des Nations.

La majorité de cette Assemblée a été de cet avis; mais la majorité statutaire requise n'a pas été atteinte. Dans ces conditions, il tient à présenter une double remarque :

En premier lieu, la délégation belge est profondément convaincue que les votes négatifs qui viennent d'être émis l'ont été pour des raisons de principe respectables, qui n'ont rien à voir avec les sentiments de l'Assemblée à l'égard de la Belgique.

En second lieu, — et il est à peine besoin de le dire, — le vote qui vient d'être émis n'empêchera pas la Belgique de continuer à apporter son concours le plus actif et le plus dévoué à la grande œuvre de paix poursuivie par la Société des Nations.

La séance est levée à 10 h. 45.

III. QUATORZIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

Tenue à la Salle de la Réformation, le jeudi 15 septembre 1927, à 17 h. 45.

Election des trois Membres non permanents du Conseil.

Le PRÉSIDENT rappelle à l'Assemblée la résolution du 15 septembre 1926 fixant les règles d'élection des neuf membres non permanents du Conseil, la durée de leur mandat et les conditions de leur rééligibilité.

A l'article I, paragraphe 1, de cette résolution, il est dit :

« Chaque année, au cours de la session ordinaire, l'Assemblée procède à l'élection de trois Membres non permanents du Conseil. Ceux-ci sont élus pour une période commençant immédiatement après leur élection et se terminant le jour où l'Assemblée aura procédé aux élections trois années après. »

" I would express the hope that His Excellency Mr. King will carry away with him when he leaves Geneva the assurance of our feelings of deep sympathy towards himself, and our best wishes for the prosperity of the nation of which he is so distinguished a representative."

Vote on the Request of Belgium to be declared Re-eligible as a Non-Permanent Member of the Council.

The PRESIDENT invited the Assembly to vote on the request of Belgium to be declared re-eligible as a non-permanent Member of the Council. The vote would take place in conformity with the provisions of the Assembly resolution of September 15th, 1926. He would remind the Assembly of paragraphs 1 and 2 of Article 2 of those Rules :

" A retiring Member may not be re-elected during the period between the expiration of its term of office and the third election in ordinary session held thereafter, unless the Assembly, either on the expiration of the Member's term of office or in the course of the said period of three years, shall, by a majority of two-thirds of the votes cast, previously have decided that such Member is re-eligible.

" The Assembly shall pronounce separately, by secret ballot, upon each request for re-eligibility. The number of votes cast shall be determined by the total number of voting tickets deposited, deducting blank or spoilt votes."

M. ADATCI (Japan) and M. SCIALOJA (Italy) acted as tellers.

The result of the ballot was as follows :

Number of votes cast	48
Absolute majority required	32
Blank papers	none
Number of votes recorded in favour	29

The PRESIDENT declared in consequence that the required majority for re-eligibility had not been obtained.

M. VANDERVELDE (Belgium) said that a certain number of nations had thought that it might be useful, more especially for the application of the Locarno agreements, that Belgium should remain for another three years a Member of the Council.

The majority of the Assembly had been of that opinion, but the necessary statutory majority had not been obtained. He would make the following observations :

First, the Belgian delegation was firmly convinced that the votes cast against the proposal had been given on grounds of principle worthy of respect, and did not represent any feeling in the Assembly against Belgium.

Secondly, though it was scarcely necessary for him to say so, the decision which had just been taken would not prevent Belgium from continuing most actively and most devotedly to co-operate in the great work of peace carried on by the League.

The meeting rose at 10.45 a.m.

III. FOURTEENTH PLENARY MEETING

Held at the Salle de la Réformation on Thursday, September 15th, 1927, at 5.45 p.m.

Election of the Three Non-Permanent Members of the Council.

The PRESIDENT reminded the Assembly of its resolution of September 15th, 1926, fixing the rules for the election of the nine non-permanent Members of the Council, their term of office, and the conditions of re-eligibility.

Article 1, paragraph 1, of this resolution was as follows :

" The Assembly shall each year, in the course of its ordinary session, elect three non-permanent Members of the Council. They shall be elected for a term commencing immediately on their election and ending on the day of the elections held three years later by the Assembly."

Les dispositions applicables en l'espèce relèvent de l'article 22a) du Règlement de l'Assemblée dont le texte est le suivant :

« 1. Les Membres dont les représentants sont appelés à faire partie du Conseil à titre non permanent sont désignés par l'Assemblée au scrutin secret.

« 2. Lorsqu'il y a lieu de pourvoir à la vacance de plusieurs sièges, l'élection se fait au scrutin de liste. Est nul tout bulletin contenant plus de noms qu'il n'y a de sièges à pourvoir.

« 3. Nul n'est élu au premier et au second tour de scrutin, s'il n'a obtenu au moins la majorité absolue des voix. Si, après deux tours de scrutin, il reste encore des sièges à pourvoir, il est procédé à un troisième tour sur une liste comprenant les candidats les plus favorisés au deuxième tour en nombre double des sièges à pourvoir; sont alors élus, les Membres ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages.

« 4. Si deux ou plusieurs Membres ont obtenu le même nombre de voix sans qu'il y ait un siège pour chacun, il est procédé à un tour spécial de scrutin entre ces Membres; en cas d'égalité nouvelle, il est tiré au sort par le président. »

En ce qui concerne le calcul de la majorité absolue tel qu'il est prévu pour le premier et le deuxième tours de scrutin, le président croit que la règle applicable est celle qui figure dans la résolution de l'Assemblée du 15 septembre 1926 et qui est la suivante :

« L'Assemblée statue séparément sur chaque demande de rééligibilité et au scrutin secret. Le nombre des suffrages exprimés est déterminé par le total des bulletins, déduction faite des bulletins blancs et nuls. »

Sir Austen CHAMBERLAIN (Empire Britannique) et M. STRESE-MANN (Allemagne) prennent place à la tribune comme scrutateurs.

Les résultats du scrutin sont les suivants :

Suffrages exprimés: 49

Majorité absolue: 25

Ont obtenu:	Cuba	40 suffrages
	Finlande	33 »
	Canada	26 »

Ces trois Etats sont en conséquence déclarés élus Membres non permanents du Conseil pour une période de trois ans.

S. A. Mohammad Ali Khan FOROUGH (Perse) rappelle à l'Assemblée que la Perse a, l'an dernier, obtenu un grand nombre de suffrages à l'occasion de l'élection des Membres non permanents du Conseil. Ces suffrages étaient dus au désir de tenir compte du fait que la Perse avait été un Membre fidèle de la Société des Nations depuis sa création et que c'est grâce à la Perse qu'avait été maintenu dans son intégrité l'article 10 du Pacte. Ils étaient dus également au désir de donner satisfaction aux millions de musulmans qui voient avec tristesse l'unique Etat souverain de culture mahométane qui soit Membre de la Société des Nations n'être pas mis à la place où il pourrait les représenter. Une troisième raison, enfin, fut le souci d'un juste équilibre entre les autres continents et l'Asie.

Ces raisons gardent encore tout leur poids et plus particulièrement la dernière. Il ne serait que juste d'accorder un siège à l'Etat qui, dans le Moyen-Orient, a vu s'étendre à tous les autres pays l'influence de sa langue et de sa civilisation.

La Perse, après un examen attentif des conditions dans lesquelles se présentaient cette année les élections au Conseil, et dans le désir de ne pas compliquer une situation déjà trop confuse, s'est abstenue de poser sa candidature.

Elle se réserve néanmoins le droit de revenir sur les considérations qui précèdent et de revendiquer son entrée au Conseil.

La séance est levée à 18 h. 45.

The relevant procedure was defined in Article 22 (a) of the Rules of Procedure. That Article was as follows:

« 1. The Members whose representatives are to sit on the Council as non-permanent Members of that body shall be selected by the Assembly by secret ballot.

« 2. Where several seats are to be filled, the election shall be made by voting a list of names. Any ballot paper containing more names than there are seats to be filled shall be null and void.

« 3. No Member shall be elected at the first or at the second ballot unless it has obtained at least the absolute majority of the votes. If, after two ballots, there still remain seats to be filled, a third ballot shall be held upon a list consisting of the candidates which obtained most votes at the second ballot, up to a number double that of the seats still to be filled, and those Members shall be elected which obtain the greatest number of votes.

« 4. If two or more Members obtain the same number of votes and there is not a seat available for each, a special ballot shall be held between them; if they again obtain an equal number of votes, the President shall decide between them by drawing lots. »

In reckoning the absolute majority as provided for in the first and second ballot, it would seem that the rule mentioned in the resolution of September 15th, 1926, should be applied. That rule was as follows:

« The Assembly shall pronounce separately, by secret ballot, upon each request for re-eligibility. The number of votes cast shall be determined by the total number of voting tickets deposited, deducting blank or spoilt votes. »

Sir Austen CHAMBERLAIN (British Empire) and M. STRESE-MANN (Germany) acted as tellers.

The result of the ballot was as follows:

Votes cast: 49.

Majority required: 25.

Cuba obtained	40 votes
Finland obtained	33 »
Canada obtained	26 »

These States were accordingly declared to be elected as non-permanent Members of the Council for a period of three years.

Mohammad Ali Khan FOROUGH (Persia) reminded the Assembly that Persia had last year received a large number of votes on the occasion of the election of the non-permanent Members of the Council. This had been due to a desire to take account of the fact that Persia had been a faithful Member of the League of Nations since its creation and that it was owing to Persia that Article 10 of the Covenant had been maintained in its integrity. It was further due to a wish to satisfy the millions of Moslems who saw with regret that the only sovereign State of Moslem culture which was a Member of the League had not been given a place where it might represent them. A third reason had been the anxiety to secure a just equilibrium between the other continents and Asia.

These reasons still had their force, and more particularly the last. It would be only just to grant a seat to the State which in the Middle East had seen the influence of its language and its civilisation extend to all the others.

Persia, after a careful consideration of the circumstances attending the elections of the Council, and desiring not to complicate a situation which was already too confused, had not that year put forward her candidature.

She reserved, however, the right to bring forward again the considerations to which she had referred and to claim a place on the Council.

The meeting rose at 6.45 p.m.

IV. CINQUIÈME SÉANCE DE LA DEUXIÈME COMMISSION

Le deuxième Commission a tenu hier, jeudi 15 septembre, à 14 h. 45, sa cinquième séance, sous la présidence de M. DANDURAND (Canada).

Travaux de l'Organisation d'hygiène.

M. DE VEST (Hongrie) mentionne l'activité de l'organisation « Stephania », qui fonctionne en Hongrie en liaison avec l'Organisation d'hygiène de la Société des Nations, et il annonce la prochaine inauguration de la nouvelle Ecole d'hygiène publique à Budapest.

M. ELLIOTT (Empire Britannique) apprécie hautement les mérites de l'Organisation d'hygiène, notamment dans le domaine des recherches sur le paludisme, fléau dont souffre aussi l'Angleterre, et qui a une grande répercussion sur certains problèmes économiques et sociaux.

M. Hussein Khan ALA (Perse) signale les mesures prises par son gouvernement pour seconder l'Organisation d'hygiène de la Société des Nations.

M^{me} Moss (Australie) attire l'attention sur les efforts accomplis par son pays en ce qui concerne la natalité et l'hygiène de la première enfance. Elle souligne l'utilité croissante de l'Organisation d'hygiène, principalement dans le domaine de l'épidémiologie.

M. GAITAN-HURTADO (Colombie) encourage l'Organisation d'hygiène à intensifier ses efforts et à envoyer des missions sanitaires dans l'Amérique latine.

M. BREITSCHIED (Allemagne) craint que la valeur de la discussion ne soit diminuée par l'abondance de la matière et suggère que celle-ci soit réduite, chaque année, à l'examen d'un nombre restreint de questions.

Il met en valeur la participation de l'Allemagne à la solution des problèmes d'hygiène, notamment en ce qui concerne le domaine de l'assurance-maladie.

Il saisit l'occasion pour exprimer à la délégation japonaise ses condoléances pour le récent cataclysme qui vient de frapper ce pays.

La Commission s'associe à ces condoléances.

M. DE VASCONCELLOS (Portugal) exprime sa satisfaction en présence du caractère de plus en plus international de l'activité de l'Organisation d'hygiène, dont il apprécie tout spécialement les nouvelles méthodes de travail. Il rappelle que le Portugal a été l'un des pionniers des recherches sur la maladie du sommeil dont certaines de ses colonies ont été victimes.

M. Calvo MACKENNA (Chili), rapporteur, donne lecture du projet de résolution (document A. II/8. 1927) concernant la mission du président du Comité d'hygiène en Amérique du Sud.

M. NAGAI (Japon) remercie le Dr Breitscheid et la Commission, des condoléances qui viennent d'être adressées à la délégation japonaise.

Sir C. P. Ramaswami AYYAR (Inde), rapporteur, donne lecture du projet de résolution (document A. II/13. 1927) avec les additions proposées par les délégués de l'Empire Britannique et de l'Australie (document A. II/13 (a). 1927) concernant les travaux du Comité d'hygiène.

Les deux projets de résolutions et leurs additions sont adoptés avec certaines modifications de forme proposées par MM. PARRA-PÉREZ (Venezuela), PLAISANT (France), DE VASCONCELLOS (Portugal) et ELLIOTT (Empire Britannique).

Projets de résolutions:

« La deuxième Commission,

« 1. Ayant pris connaissance du rapport du président du Comité d'hygiène sur les possibilités de collaboration technique avec les autorités sanitaires et médicales des pays de l'Amérique latine ainsi que du rapport sur les travaux de la Conférence d'experts en matière de protection de la première enfance, qui a eu lieu à Montevideo:

IV. FIFTH MEETING OF THE SECOND COMMITTEE

The Second Committee held its fifth meeting yesterday (Thursday, September 15th, 1927), at 2.45 p.m., under the chairmanship of Mr. DANDURAND (Canada).

Work of the Health Organisation.

M. DE VEST (Hungary) referred to the activity of the "Stephania" organisation, which worked in Hungary in collaboration with the Health Organisation of the League of Nations, and announced the forthcoming inauguration of the new public health school at Budapest.

Mr. ELLIOTT (British Empire) said he highly valued the work of the Health Organisation, particularly its investigations into malaria, a scourge from which England also suffered, and one which had a serious effect on certain economic and social problems.

M. Hussein Khan ALA (Persia) referred to the steps taken by his Government to assist the Health Organisation of the League of Nations.

Mrs. Moss (Australia) drew attention to the efforts being made in her country in the field of infant natality and hygiene. She emphasised the increasing usefulness of the Health Organisation, particularly in the field of epidemiology.

M. GAITAN-HURTADO (Colombia) urged the Health Organisation to increase its efforts and to send health missions to South America.

M. BREITSCHIED (Germany) feared that the value of the discussion might be diminished by the abundance of material, and suggested that the material should be reduced each year to an examination of a limited number of questions.

He drew particular attention to the participation of Germany in the solution of health problems, particularly in the field of sickness assurance.

He took that opportunity to express to the Japanese delegation his sympathy for the recent disaster which had struck that country.

The Committee associated itself with that expression of sympathy.

M. DE VASCONCELLOS (Portugal) expressed his satisfaction at the increasingly international activity of the Health Organisation. He highly appreciated its new methods of work. He reminded the Committee that Portugal had been one of the pioneers in the study of sleeping-sickness, of which certain of her colonies had been the victims.

M. Calvo MACKENNA (Chile), Rapporteur, read a draft resolution (document A.II/8. 1927) concerning the mission of the President of the Health Committee to South America.

M. NAGAI (Japan) thanked Dr. Breitscheid and the Committee for the expression of sympathy which had just been addressed to the Japanese delegation.

Sir C. P. Ramaswami AYYAR (India), Rapporteur, read a draft resolution (document A.II/13. 1927) with the additions proposed by the delegates of the British Empire and Austria (document A. II/13(a). 1927) regarding the work of the Health Committee.

The two draft resolutions were adopted, with the additions proposed and with some amendments of form suggested by M. PARRA-PÉREZ (Venezuela), M. PLAISANT (France), M. DE VASCONCELLOS (Portugal), and Mr. ELLIOTT (British Empire).

Draft Resolutions.

« The Second Committee,

« (1) Having taken note of the report of the President of the Health Committee on the possibilities of technical co-operation with public health and medical authorities in Latin-American countries, and also of the report on the work of the Conference of Health Experts on Infant Welfare held at Montevideo;

« 2. Constate avec satisfaction que l'action de l'Organisation d'hygiène de la Société des Nations s'est étendue à plusieurs pays de l'Amérique latine et que la mission du Comité d'hygiène aura pour conséquence une collaboration fructueuse;

« 3. Se félicite des suggestions pratiques de collaboration continue faites par les administrations sanitaires et par les experts de l'Argentine, du Brésil et de l'Uruguay;

« 4. Considère que la réalisation de ces projets aurait pour effet la création de liens tangibles entre l'œuvre d'hygiène de la Société des Nations et l'activité des administrations sanitaires nationales de ces pays, et constituerait une bonne méthode de développement de l'œuvre des organisations techniques de la Société des Nations en Amérique latine;

« 5. Prie le Conseil, après avoir obtenu l'avis du Comité d'hygiène sur ces divers projets de collaboration avec les pays de l'Amérique latine, d'en étudier la réalisation;

« 6. Et prie la quatrième Commission de prendre en très sérieuse considération l'importance du développement de l'œuvre technique en matière d'hygiène de la Société des Nations en Amérique latine et de prendre les mesures nécessaires pour en assurer la réalisation. »

« La deuxième Commission,

« Ayant pris connaissance du rapport (document A. 9. 1927. III, A. 13 et A. 13a) — Extrait N° 1) relatif au travail accompli par l'Organisation d'hygiène de la Société des Nations pendant l'année 1926, exprime la satisfaction qu'elle éprouve à constater le développement continu de son action internationale;

« Note avec satisfaction que le travail du Bureau de renseignements épidémiologiques de Singapour augmente et devient de plus en plus utile, en grande partie grâce à la collaboration étroite de toutes les administrations de l'Orient dans l'intérêt desquelles il a été créé;

« Note avec satisfaction les termes de l'accord conclu entre la Société des Nations et le Comité permanent de l'Office international d'hygiène publique, par lequel le Bureau de Singapour sera chargé d'accomplir, au nom de l'Office, certaines des tâches qui incombent à celui-ci en vertu de la Convention sanitaire de Paris de 1926, ainsi que le nouvel accord récemment conclu en vue d'accroître encore davantage la collaboration réciproque, dans d'autres directions, entre l'Organisation d'hygiène et l'Office international d'hygiène publique;

« Exprime sa haute appréciation de l'œuvre accomplie par la Commission du paludisme, la Commission internationale de la maladie du sommeil et par la Conférence internationale de la rage, ainsi que des progrès réalisés par les enquêtes actuellement en cours sur les problèmes de la mortalité infantile et de l'assurance-maladie.

« En outre, la Commission, prenant acte des recommandations formulées par la Conférence sanitaire internationale du Pacifique, tenue à Melbourne en décembre 1926, quant aux travaux qui pourraient être entrepris par l'Organisation d'hygiène en vue de l'étude de problèmes sanitaires dans la région du Pacifique, exprime l'espoir que les possibilités d'action dans ce sens seront examinées en détail par le Comité d'hygiène à une date aussi rapprochée que possible;

« La Commission donne son approbation sans réserve aux travaux du Comité et lui exprime son admiration pour les services rendus à la cause de l'hygiène publique internationale par le Comité d'hygiène et ses commissions d'experts. »

Création d'un Institut du cinématographe éducatif.

M. GALLAVRESI (Italie), rapporteur, donne lecture du projet de rapport (document A. II/7 (1). 1927) adopté par le Sous-Comité.

M. BREITSCHIED (Allemagne) demande que le Bureau international du Travail ne soit pas oublié parmi les organismes à consulter.

« (2) Notes with satisfaction that the activities of the Health Organisation of the League of Nations have extended to several countries of Latin America and that fruitful co-operation may be anticipated as the result of the Health Committee's mission;

« (3) Welcomes the practical suggestions for continued co-operation which have been made by the health authorities and experts of Argentina, Brazil and Uruguay;

« (4) Considers that the realisation of these suggestions would result in creating links between the League's health work and activities of national health administrations in these countries, and would represent a good method of developing the work of the League's technical organisations in Latin America;

« (5) Requests the Council, after having obtained the Health Committee's advice on these different suggestions for co-operation with Latin-American countries, to consider how they may be put into practice;

« (6) And requests the Fourth Committee to consider very seriously the importance of the development of the League's technical health work in Latin America and to take the necessary steps to ensure its accomplishment. »

« The Second Committee,

« Having taken note of the reports (documents A.9. 1927. III and A.13 & A.13(a) — Extract No. 1) dealing with the work of the Health Organisation of the League during the past year, expresses its gratification at the continued development of its international activities;

« Notes with satisfaction the growth and increasing usefulness of the work of the Epidemiological Intelligence Bureau at Singapore, due in large measure to the close co-operation of all Eastern Administrations, in whose interest it was primarily created;

« Notes with satisfaction the terms of the Agreement concluded between the League of Nations and the Permanent Committee of the Office international d'hygiène publique, whereby the services of the Singapore Bureau will be made available in the discharge, on behalf of the Office, of certain of the obligations imposed by the International Sanitary Convention of Paris, 1926, and also the further agreement recently concluded with the object of further increasing the mutual co-operation in other directions between the Health Organisation and the Office international d'hygiène publique;

« Expresses its appreciation of the work accomplished by the Malaria Commission, the Sleeping-Sickness Commission, and the International Rabies Conference, and of the progress made in the investigations now being carried out with regard to infant mortality and health insurance.

« Further, the Committee, noting the recommendations which have been made by the International Pacific Health Conference held at Melbourne in December 1926 in relation to work which might be undertaken by the Health Organisation for the study of health problems in the Pacific area, expresses its hope that the possibilities of action in this sense should receive full and early consideration by the Health Committee;

« The Committee records its unqualified approval of the work of the Committee and its admiration for the services rendered to international public health by the Health Committee and its expert commissions. »

Creation of an Institute of the Educational Cinema.

M. GALLAVRESI (Italy), Rapporteur, read the draft report (document A. II/7 (1). 1927) which had been adopted by the Sub-Committee.

M. BREITSCHIED (Germany) asked that the International Labour Office should not be forgotten among the organisations to be consulted.

M. DI PAULI (Autriche) insiste pour que cette consultation soit étendue au Congrès du cinématographe éducatif de Bâle. Il interprète, d'autre part, le projet de résolution présenté par le comte Cippico à l'Assemblée, le 6 septembre, dans le sens que tous les Etats membres de la Société des Nations pourront être représentés dans l'Institut projeté, et contribuer éventuellement, par des subventions, à son entretien.

M. GALLAVRESTI (Italie) remercie M. Di Pauli de l'intérêt qu'il témoigne à la proposition italienne, ainsi que de ses suggestions, qui seront certainement prises en considération lors de l'examen des modalités.

Le projet de rapport est adopté avec une modification de forme proposée par M. LOUCHEUR (France).

Projet de rapport.

« La proposition du Gouvernement royal italien, présentée par M. le sénateur Cippico à la huitième session ordinaire de l'Assemblée, le 6 courant, et renvoyée par la décision du 9 courant de ladite Assemblée à l'examen de la seconde Commission, offre les moyens de donner suite à certaines suggestions de l'honorable M. Breitscheid, rapporteur pour les questions de coopération intellectuelle à cette seconde Commission, et en élargit heureusement le cadre.

« En effet, M. Breitscheid avait indiqué le cinématographe comme un facteur important de l'éducation, résumant ainsi le résultat de très nombreuses expériences et recueillant les vœux de différents congrès et de la Commission de coopération intellectuelle.

« Or, la proposition du Gouvernement royal italien envisage justement la création à Rome d'un Institut international du cinématographe éducatif soumis à l'autorité de la Société des Nations, mais aux frais du Gouvernement royal et dans un palais offert par ce même gouvernement. Il y a donc lieu d'inviter l'Assemblée à prendre acte, avec reconnaissance, de l'offre généreuse du Gouvernement royal en réservant au Conseil, après consultation des organismes compétents, notamment de la Commission internationale de coopération intellectuelle et d'accord avec le Gouvernement italien, la décision sur la marche à suivre. »

L'œuvre d'établissement des réfugiés bulgares.

M. ELLIOT (Empire Britannique), rapporteur, donne lecture de son rapport et du projet de résolution qu'il propose (document A. II/9. 1927).

M. MOLLOFF (Bulgarie) remercie le rapporteur et met en valeur les efforts de toutes sortes accomplis par la Société des Nations et par ses délégués pour venir en aide aux réfugiés bulgares.

Le rapport et le projet de résolution sont adoptés avec quelques modifications de rédaction, proposées par M. PLAISANT (France).

Projet de résolution.

« L'Assemblée,

« 1. Salue le succès de l'emprunt des réfugiés bulgares, qui doit fournir les fonds nécessaires à l'exécution du plan approuvé par le Conseil;

« 2. Prend acte des progrès déjà réalisés en ce qui concerne les terres et les maisons qui doivent être mises à la disposition des réfugiés;

« 3. Exprime l'espoir qu'il sera possible, au cours de l'année prochaine, de constater le développement pleinement satisfaisant de l'œuvre d'établissement;

« 4. Tient à rendre hommage au courage et à la décision montrés par le Gouvernement bulgare et le Commissaire de la Société des Nations, dans la mise en œuvre du plan d'établissement. »

M. DI PAULI (Austria) insisted that the Educational Cinematograph Congress of Bâle should also be consulted. He interpreted the draft resolution presented by Count Cippico to the Assembly on September 6th to mean that all the States Members of the League of Nations might be represented in the proposed Institute and might contribute by means of subsidies to its upkeep.

M. GALLAVRESTI (Italy) thanked M. Di Pauli for the interest which he had shown in the Italian proposal, as well as for his suggestion, which would certainly be taken into consideration when methods came to be considered.

The draft report was adopted with a formal amendment proposed by M. LOUCHEUR (France).

Report.

"The proposal of the Royal Italian Government, submitted by Senator Cippico to the eighth ordinary session of the Assembly on the 6th instant and referred to the Second Committee for consideration by the Assembly's resolution on the 9th instant, provides the means of carrying out certain suggestions made by M. Breitscheid, Rapporteur to the Second Committee for questions of intellectual co-operation, and happily extends their scope.

"M. Breitscheid had already pointed out that cinematography was an important factor in education, summarising thus the results of very wide experience and endorsing the resolutions of various congresses and of the Committee on Intellectual Co-operation.

"The Italian Government's proposal has in view the creation at Rome of an International Educational Cinematographic Institute, under the direction of the League of Nations, but to be carried on at the expense of the Italian Government and established in a palace offered by that Government. The Assembly should therefore be asked to acknowledge with gratitude the generous offer of the Italian Government, the decision as to the steps to be taken being reserved for the Council, after consultation with the competent organisations, more particularly the International Committee on Intellectual Co-operation, and in agreement with the Italian Government."

Establishment of the Bulgarian Refugees.

Mr. ELLIOTT (British Empire), Rapporteur, read his report and submitted a draft resolution (document A. II/9. 1927).

M. MOLLOFF (Bulgaria) thanked the Rapporteur, and commended the efforts made by the League of Nations and its delegates to assist the Bulgarian refugees.

The report and draft resolution were adopted with some formal amendments proposed by M. PLAISANT (France).

Draft Resolution:

" The Assembly:

" (1) Welcomes the success of the Bulgarian Refugee Loan, providing funds for the carrying out of the scheme approved by the Council;

" (2) Takes note of the progress which has already been made in the work of making land and houses available for the occupation of the refugees;

" (3) Expresses the hope that, during the coming year, it will be possible to record the completely satisfactory progress of the work of settlement;

" (4) Desires to express its appreciation of the courage and resolution displayed by the Bulgarian Government and the Commissioner of the League of Nations in carrying out the scheme. "

V. CINQUIÈME SÉANCE DE LA CINQUIÈME COMMISSION

La cinquième Commission a tenu sa cinquième séance hier, jeudi 15 septembre, à 11 heures, sous la présidence de M. HAMBRO (Norvège).

Travaux du Comité de la traite des femmes et des enfants depuis sa sixième session.

M. PORTELA (Cuba) donne lecture de son rapport (document A.V./3.1927) et présente le projet de résolution suivant :

« La cinquième Commission prend acte du rapport présenté par le Comité de la traite des femmes et des enfants; elle remercie le Comité des travaux qu'il a accomplis et exprime l'espoir que ces travaux seront poursuivis à l'avenir dans le même sens. »

Le rapporteur ajoute que le Gouvernement cubain applique depuis longtemps une législation rigoureuse pour la protection des immigrantes. L'ordre du jour de la deuxième Conférence internationale de l'émigration et de l'immigration qui doit se réunir à La Havane en 1928, contient divers chapitres concernant les émigrantes.

M^{me} LANG-BRUMANN (Allemagne) fait ressortir qu'il résulte de la première partie du rapport du Comité d'experts que l'existence des maisons de tolérance est l'un des facteurs principaux de la traite. C'est aujourd'hui un fait reconnu que le système des maisons de tolérance est inefficace du point de vue médical. La nouvelle loi allemande, qui entrera en vigueur le 1^{er} octobre, supprime les maisons de tolérance en Allemagne et prévoit des pénalités sévères. La question est trop importante pour permettre un nouveau retard; la déléguée de l'Allemagne propose à la Commission d'adopter une résolution invitant le Conseil à recommander à tous les gouvernements, membres ou non de la Société, la suppression des maisons de tolérance.

M^{me} KLUYVER (Pays-Bas) parle du grand intérêt que suscite cette question aux Pays-Bas et des mesures prises par son gouvernement. Elle exprime sa vive satisfaction de ce que le Comité de la traite des femmes et des enfants ait décidé de s'occuper prochainement de la question de l'âge de consentement. Elle rappelle à la Commission qu'à la Conférence de 1921 la délégation néerlandaise a fait certaines propositions qui auraient pour effet d'écartier toute considération d'âge dans la répression du trafic des entremetteurs, etc.; elle appuie la proposition de la délégation allemande parce que le problème des maisons de tolérance semble être à la racine même du fléau.

Mlle FORCHHAMMER (Danemark) rend hommage à l'énergie et à l'activité de la Société et de la Section sociale. Les organisations féminines, qui ont été les premières à étudier le problème, poursuivent leurs efforts comme étant le mieux en mesure de s'occuper de certaines questions spéciales telles que la police féminine, l'âge de mariage et de consentement et la suppression des maisons de tolérance. En dehors de cette dernière question, le rapport des experts montre à quel point il importe d'empêcher l'exploitation, au moyen de promesses mensongères, des femmes qui émigrent pour trouver du travail. Il faut des mesures énergiques contre les souteneurs et les entremetteurs, tout en prenant bien garde de ne pas porter atteinte aux droits individuels des femmes.

Le Dr BROOKES (Afrique du Sud) est convaincu que la première partie du rapport des experts aura, à bref délai, ce résultat que tous les Membres de la Société condamneront officiellement l'exploitation du vice d'une manière aussi peu équivoque que fut condamné l'esclavage au début du XIX^e siècle. La traite des femmes pose un problème qui n'est pas différent de ceux que soulève la question de l'esclavage elle-même. Il est incontestablement possible de supprimer l'exploitation du vice, et la première mesure à prendre doit être d'abolir les maisons de tolérance. Il regrette vivement que le Conseil ait considéré la question du salaire féminin comme étant hors de la compétence du Comité de la traite des femmes et des enfants, car il n'est pas douteux que cette matière soit en relation étroite avec le problème de la traite. Quant à la question des femmes qui se trouvent en détresse en pays étranger, il croit qu'il serait possible de conclure une convention s'inspirant de

V. FIFTH MEETING OF THE FIFTH COMMITTEE

The Fifth Committee held its fifth meeting yesterday (Thursday, September 15th) at 11 a.m. under the chairmanship of M. HAMBRO (Norway).

Work of the Traffic in Women and Children Committee during its Sixth Session.

M. PORTELA (Cuba) read his report (document A.V/3. 1927) and presented the following resolution:

"The Fifth Committee takes note of the report of the Traffic in Women and Children Committee, thanks the Committee for the good work it has accomplished and expresses the hope that this work will be continued along the same lines."

The Cuban Government had for long enforced severe laws for the protection of female immigrants. The Second International Conference on Emigration and Immigration to be held at Havana in 1928 had on its agenda various matters concerning female emigrants.

Mme LANG-BRUMANN (Germany) pointed out that Part I of the Report of the Committee of Experts showed that the existence of licensed houses was one of the main factors in the traffic. It was now recognised that the licensed house system was ineffective from the medical point of view. The new German law, which was to come into force on October 1st, abolished licensed houses in Germany and provided for severe penalties. This question was too important to permit further delay, and she desired to propose that the Committee should adopt a resolution inviting the Council to recommend that all Governments whether Members or not of the League should abolish licensed houses.

Mme KLUYVER (Netherlands) described the great interest taken by the Netherlands in this question and the measures adopted by the Government. She felt great satisfaction at the decision of the Traffic in Women and Children Committee to deal with the question of the age of consent at an early date. She reminded the Committee that, at the Conference in 1922, the Netherlands delegate had made certain proposals, the result of which would be to abolish any question of age in the punishment of procurers, etc. She supported the German delegation's proposal because it appeared that the problem of licensed houses was at the root of the evil.

Mlle FORCHHAMMER (Denmark) paid a tribute to the energetic action of the League and of the Social Section. The women's organisations, which had been the first to investigate this problem, were still continuing their endeavours because they were best able to deal with certain special points, such as women police, the age of marriage and consent, and the abolition of licensed houses. Apart from this latter question, the experts' report showed how important it was to prevent the exploitation, by means of misrepresentation, of women emigrating for purposes of employment. Energetic action was required against *souteneurs* and procurers. Every care, however, must be taken not to interfere with the rights of women as individuals.

Dr. BROOKES (South Africa) believed that Part I of the Experts' Report would result within a very short period in a formal repudiation of commercialised vice by all the Members of the League as unequivocal as the repudiation of slavery at the beginning of the 19th century. The white slave traffic presented no problem different from those connected with slavery itself. There could be no doubt that it was possible to stamp out commercialised vice, and the first step should be the abolition of licensed houses. He was disappointed that the question of women's wages was considered by the Council to lie outside the scope of the Traffic in Women and Children Committee, for this subject was undoubtedly closely bound up with the traffic. With regard to the question of women stranded in foreign countries, he thought that it should be possible to conclude a convention on the lines of that relating to stranded seamen. While he agreed and would, if need be, vote for the German delegation's

celle qui vise les marins dans le même cas. Tout en approuvant la résolution de la délégation allemande et en étant, au besoin, disposé à voter en sa faveur, il croit préférable d'attendre la publication de la deuxième partie du rapport des experts, qui fournira un ensemble de témoignages définitifs contre le système des maisons de tolérance. Il propose, pour le moment où la résolution sera soumise à l'Assemblée, que celle-ci soit invitée à procéder au vote de la manière la plus solennelle possible, par appel nominal. Il suggère l'addition suivante à la résolution:

[Traduction provisoire.]

« La Commission tient, en outre, à déclarer combien elle apprécie le savoir et le courage apportés par le Comité spécial d'experts dans ses travaux; elle recommande vivement la partie I de son rapport à l'examen des gouvernements de tous les Etats membres de la Société et exprime sa confiance que la publication et l'étude prochaines de la partie II du rapport feront réaliser encore plus de progrès dans l'œuvre entreprise en vue de détruire cet abominable trafic. »

M^{lle} VACARESCO (Roumanie) se rallie entièrement au rapport de M. Portela et rend hommage aux experts. Elle décrit les mesures prises par le Gouvernement roumain pour lutter contre la traite, surtout au moyen de la surveillance des souteneurs clandestins. Parlant de la question des maisons de tolérance, elle dit avoir été pendant un certain temps en désaccord avec son gouvernement, qui, cependant, examine aujourd'hui la question d'un point de vue pratique, et elle espère pouvoir l'an prochain annoncer la fermeture de la dernière maison de tolérance de Roumanie. Elle propose d'ajouter au rapport un passage traitant de la surveillance de la rue.

M. VERMAIRE (Luxembourg) annonce que son gouvernement, lors de la dernière session parlementaire, a ratifié la Convention de 1923 sur les publications obscènes et que la Convention de 1925 sur l'opium sera ratifiée au cours de la session d'automne.

M^{me} HAINARI (Finlande) attire l'attention sur le rapport qui existe entre l'alcoolisme et la traite des femmes. Elle montre également l'importance d'une force policière féminine judicieusement choisie et bien entraînée.

M. GLIWIC (Pologne) dit que son gouvernement porte le plus grand intérêt à l'œuvre de la Société en matière de traite. Son gouvernement, non content d'adhérer à la Convention dans toutes ses stipulations, appuie toute mesure tendant à l'abolition de la prostitution.

La suite de la discussion est ajournée à la séance suivante.

Commission d'enquête sur la production de l'opium en Perse.

M. VEVERKA (Tchécoslovaquie) soumet à la Commission certaines modifications à son rapport (document A. V. /4. 1927), suivant les suggestions émanant de diverses délégations.

M^{me} KLUYVER (Pays-Bas), en l'absence de M. van Wettum, doit faire ses réserves sur les modifications introduites dans le rapport.

Le PRÉSIDENT rappelle que M. van Wettum a déjà accepté les amendements proposés.

Le rapport ainsi amendé est adopté.

VI. QUATRIÈME SÉANCE DE LA SIXIÈME COMMISSION

La sixième Commission s'est réunie hier jeudi, 15 septembre, à 15 heures, sous la présidence de M. BECH (Luxembourg).

Rectification du compte rendu de la dernière séance.

M. HAMBRO (Norvège) signale qu'une erreur s'est glissée dans le compte rendu de la dernière séance, paru dans le

resolution, he thought that it would be better to await the publication of Part II of the Experts' Report, which would afford final and cumulative evidence against the licensed house system. He suggested that, when the proposal was put to the Assembly, the latter should be asked to vote in the most solemn manner possible by roll-call. He proposed the following addition to the resolution:

“ The Committee further desires to express its highest appreciation of the able and courageous work of the Special Committee of Experts, earnestly recommends Part I of their Report to the study of the Governments of all States Members of the League, and trusts that the early publication and study of Part II of the Report will lead to even further progress in the work of destroying this abominable traffic.”

M^{lle} VACARESCO (Roumanie) was in complete agreement with M. Portela's report and paid a tribute to the experts. She described the measures taken by the Roumanian Government to fight the traffic, more particularly by the supervision of *souteneurs* in disguise. With regard to licensed houses, she had been for some time past at variance with her Government, which was, however, now considering the question in a practical manner, and she hoped that next year she would be able to announce the closing of the last licensed house in Roumania. She proposed an addition to the report dealing with the question of street supervision.

M. VERMAIRE (Luxembourg) announced that his Government had, at the last session of Parliament, ratified the 1923 Convention on Obscene Publications and that the 1925 Opium Convention would be ratified in the course of the autumn session.

M^{me} HAINARI (Finland) drew attention to the connection between drink and the traffic in women. She also dwelt on the value of a properly qualified and well-trained women police force.

M. GLIWIC (Poland) said that his Government attached the greatest interest to the League's work in the question of the illicit traffic. His Government not only adhered to the Convention in all its clauses, but also supported all measures for the abolition of prostitution.

The Committee decided to postpone the remainder of the discussion until the next meeting.

Commission of Enquiry into the Production of Opium in Persia.

M. VEVERKA (Czechoslovakia) submitted certain modifications to his report (document A.V./4. 1927) in conformity with the suggestions expressed by various delegations.

M^{me} KLUYVER (Netherlands) said that, in the absence of M. van Wettum, she was obliged to make a reservation with regard to the modifications.

The CHAIRMAN pointed out that M. van Wettum had already accepted the proposed amendments.

The report was adopted as amended.

VI. FOURTH MEETING OF THE SIXTH COMMITTEE

The Sixth Committee met yesterday, Thursday, September 15th, at 3 p.m., under the chairmanship of M. BECH (Luxembourg.)

Correction in the Account of the Last Meeting.

M. HAMBRO (Norway) pointed out a mistake in the account of the last meeting, appearing in *Journal* No. 10 of September

Journal No 10, du 15 septembre, page 140. Il précise qu'il n'a pas dit que l'Union interparlementaire avait émis le vœu que le système de la représentation proportionnelle soit adopté universellement, mais que l'Union interparlementaire avait émis le vœu qu'on constitue dans chaque parlement une commission des Affaires étrangères d'après les principes de la représentation proportionnelle, de façon à ce que tous les partis soient représentés.

Questions relatives à la Conférence des experts de presse.

Le PRÉSIDENT demande à M. de Brouckère, qui a été chargé de présenter au Conseil un rapport sur la Conférence d'experts de presse, de faire à la Commission un exposé des travaux de cette Conférence.

M. DE BROUCKÈRE (Belgique), rappelle que la Conférence d'experts de presse a été convoquée à la suite d'une initiative de la délégation chilienne à l'Assemblée de 1925. Si vingt-trois mois se sont écoulés avant que, par la convocation de la conférence, on ait donné suite à ce vœu d'apparence aussi simple, c'est qu'à l'examen on s'était aperçu que l'on se trouvait devant un problème étrangement complexe et délicat. Le programme de la Conférence rédigé par le délégué du Chili comportait :

1. Rechercher les moyens d'assurer la transmission plus facile et moins coûteuse des nouvelles, en vue de diminuer les chances de malentendus entre les peuples, et
2. De discuter toutes questions professionnelles dont les experts estimeraient que la solution pourrait aider à l'apaisement de l'opinion publique dans les différents pays.

On pouvait se demander avec appréhension si la Conférence projetée n'avait pas pour but de créer une espèce d'officine qui distillerait la vérité officielle de la Société des Nations. L'expérience a démontré qu'il n'y avait à cet égard, ni de la part de la Société des Nations, ni de la part des initiateurs ou organisateurs, aucune arrière-pensée de propagande, que l'on avait uniquement en vue de chercher à rendre plus faciles aux journalistes les moyens de recueillir et de transmettre les nouvelles quelles qu'elles soient, favorables ou défavorables à la Société.

On sait déjà, poursuit l'orateur, qu'à ce point de vue la Conférence d'experts de presse a obtenu un plein succès. Presque tous les pays, affiliés ou non à la Société des Nations, y étaient représentés. Et, après quelques jours de discussion, on a abouti à ce résultat presque imprévu que les résolutions ont toutes, sauf pour quelques questions secondaires, recueilli un vote unanime. Ce résultat entraîne pour la Société des Nations l'obligation de ne pas simplement entériner les décisions prises, mais de leur donner un effet utile. C'est pour cela qu'il faudra un effort prolongé.

L'orateur passe ensuite en revue les résolutions adoptées par la Conférence et expose à la Commission la suite qu'il conviendra de donner à chacune d'elles.

M. HAMBRO (Norvège) se déclare d'accord dans l'ensemble avec les considérations émises par M. de Brouckère. Mais il tient à faire certaines remarques et certaines réserves. Il n'est pas douteux, selon lui, que certaines des résolutions de la Conférence ont une valeur réelle. Mais certaines autres lui paraissent moins heureuses. S'il y a eu unanimité dans la Conférence pour la plupart des résolutions, c'est parce que l'on n'a examiné que des problèmes d'un caractère superficiel sans entrer dans le fond des grandes questions qui concernent la presse.

La presse n'est pas une plante chétive qui a besoin d'être protégée, mais elle est au contraire un arbre puissant. Elle constitue un pouvoir qui parfois a tendance à empiéter sur le domaine d'autres pouvoirs.

M. Hambro signale à la Commission l'importance du problème des grandes agences et de la distribution des informations dans le monde. M. Hambro cite à ce sujet certains exemples tirés de son expérience professionnelle de journaliste, de rédacteur en chef et de directeur d'agence. M. Hambro n'est pas hostile au vœu tendant à faire accorder aux journalistes étrangers les mêmes facilités qu'aux journalistes nationaux, car dans son pays les journalistes nationaux ne jouissent pas et ne demandent pas à jouir de certaines réductions de tarifs et de certaines facilités. Pour ce qui concerne la question de la protection

15th, page 140. He explained that he had not said that the Inter-Parliamentary Union had expressed the hope that the system of proportional representation should be universally adopted, but that the Inter-Parliamentary Union had passed a recommendation that a Committee of Foreign Affairs should be established in each Parliament, based on the principles of proportional representation, in such a manner that all parties should be represented upon it.

Questions concerning the Conference of Press Experts.

The CHAIRMAN asked M. de Brouckère, who had been instructed to submit a report to the Council on the question of the Conference of Press Experts, to give an account of its work.

M. DE BROUCKÈRE (Belgium) recalled that the Conference of Press Experts had been convened as the result of steps taken by the Chilean delegation at the Assembly of 1925. The reason why twenty-three months had elapsed before action had been taken on this recommendation, which had appeared so simple at first sight, by the convening of that Conference, was that, when examined, it had appeared that the problem was extremely complex and delicate. The programme of the Conference as drawn up by the Chilean delegate had comprised:

- (1) The seeking of means to secure more rapid and less costly transmission of Press news, with a view to reducing risks of international misunderstanding;
- (2) The discussion of all technical problems the settlement of which would, in their opinion, be conducive to the tranquillisation of public opinion in the various countries.

Apprehensive doubts might well have been expressed as to whether the proposed Press Conference might not have been summoned to establish a kind of official bureau which would issue official *communiqués* concerning the League. Experience had shown that there had been no intention to make propaganda either on the part of the League or on the part of the initiators and organisers of the Conference. The only aim had been to try to make it easier for journalists to collect and transmit news of whatever kind, whether favourable or unfavourable to the League.

It was already known that, from this point of view, the Conference of Press Experts had been entirely successful. Nearly all countries, whether affiliated or not to the League, had been represented at it. After a few days of discussion, the almost unlooked-for result had been achieved that all the resolutions, except those concerning certain questions of secondary importance, had been unanimously voted. This put the League of Nations under the obligation, not merely of registering the decisions taken, but to take useful action upon them. A prolonged effort would be necessary to achieve this.

He next described the resolutions adopted by the Conference and explained the action which should be taken on each of them.

M. HAMBRO (Norway) agreed as a whole with the observations made by M. de Brouckère. He desired, however, to make certain remarks and reservations. In his view, it was quite obvious that some of the resolutions adopted by the Conference were of real technical value; others, however, appeared to him to be less fortunate. Though unanimity had been obtained in the case of most of the resolutions, the reason was that only superficial problems had been examined and no effort made to deal with great questions which concerned the Press.

The Press was not a timid plant needing protection; it was on the contrary a strong tree. It was a power which sometimes showed a tendency to encroach on the domain of others.

M. Hambro urged on the Committee the importance of the programme of the great Press agencies and of the distribution of information throughout the world. He gave certain examples taken from his professional experience as a journalist, as an editor and as director of a Press agency. M. Hambro was not against the recommendation to grant the same facilities to foreign journalists as were granted to national journalists, for in his country national journalists did not enjoy, and did not ask to enjoy, certain reductions of tariffs and other facilities.

des nouvelles, la Norvège a cherché à résoudre le problème et l'orateur estime qu'un pas intéressant vers cette solution a été accompli. M. Hambro se déclare opposé à la priorité pour les télégrammes de presse, car il ne faut pas que la presse jouisse de privilèges particuliers au détriment du public. Quant à la censure, l'orateur déclare qu'elle n'existe pas dans son pays.

M. Hambro termine en disant que les journalistes doivent être les serviteurs de l'information du public et que les journaux ne doivent pas essayer de devenir les maîtres de l'information.

M. DIANO (Roumanie), qui a pris part à la Conférence d'experts de presse, remercie M. de Brouckère pour les appréciations flatteuses qu'il a émises sur les travaux de cette conférence. Il souligne le fait que la presse a exprimé elle-même le désir de demeurer à l'avant-garde dans la lutte pour les idées généreuses de paix et il insiste sur l'importance qu'ont à cet égard les résolutions de la Conférence relatives aux ententes régionales de la presse et au désarmement moral.

M. RESTREPO (Colombie) déclare que dans son pays la presse est libre, que les journalistes y jouissent de divers privilèges spéciaux et qu'il envisage avec faveur toute résolution relative à des facilités complémentaires à accorder aux journalistes. Mais il voudrait que l'on fit la distinction entre les journalistes véritables et les gens qui se livrent à ce négoce que constitue l'exploitation des nouvelles de presse. Nous ne sommes plus, dit-il, au temps où les véritables journalistes dirigeaient le journalisme. Certes la liberté de la presse a fait des progrès en ce sens que l'ingérence des gouvernements est moins grande que jadis. Mais les journalistes voient trop souvent leur liberté d'exprimer leurs opinions réduite par l'ingérence de certains organismes anonymes.

En terminant, l'orateur engage les journalistes à seconder la grande œuvre de la Société des Nations.

M. BENTINCK (Empire Britannique) déclare qu'à raison du temps limité qui s'est écoulé depuis la fin de la conférence, son gouvernement n'a pas été en mesure d'examiner avec soin les résolutions qui ont été présentées. Il signale à titre d'exemple que l'administration postale britannique considère que les questions de tarifs téléphoniques et télégraphiques devront être examinées ultérieurement par les congrès de l'Union télégraphique internationale et de l'Union postale universelle.

L'orateur déclare ensuite ne pas pouvoir se rallier à certaines appréciations émises par M. Hambro et il fait l'éloge des services d'information de certaines organisations anglaises de presse.

M. HAMBRO (Norvège), tout en reconnaissant la haute valeur des services des grandes agences télégraphiques, insiste à nouveau sur la nécessité d'un examen de la question des agences télégraphiques et notamment pour la manière dont celles-ci se sont réparties le travail de diffusion des nouvelles dans le monde.

M. DE BROUCKÈRE (Belgique), répondant à quelques-uns des précédents orateurs, déclare qu'il se rallierait volontiers au désir que ceux-ci ont exprimé de voir la presse échapper davantage à certaines influences. Mais il ne croit pas qu'une résolution en ce sens pourrait avoir une portée pratique. Dès lors, il estime qu'il vaut mieux se borner à enregistrer et à poursuivre le travail pratique de la Conférence d'experts de presse. Si l'on parvient à réaliser les vœux exprimés par la Conférence dans le domaine de la réduction des tarifs télégraphiques et téléphoniques de presse et dans celui des facilités pour journalistes, on aura rendu les nouvelles moins cher, leur transmission plus aisée et leur diffusion plus facile. On aura favorisé entre les organisations de presse une concurrence fructueuse; on aura porté atteinte aux tentatives de monopoliser des nouvelles et l'on aura ainsi fait œuvre utile pour la cause de la paix.

La suite de la discussion est ajournée à la prochaine séance.

VII. SIGNATURES ET RATIFICATIONS DES ACCORDS INTERNATIONAUX

Son Excellence M. E. HENNINGS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, délégué suppléant de la Suède à

As far as the question of protection of news was concerned, Norway had tried to solve the problem and M. Hambro thought that an interesting step forward had been taken. He was opposed to priority for Press telegrams, for the Press should not enjoy special privileges to the detriment of the general public. As far as the censorship was concerned, it did not exist in Norway.

M. Hambro would end by saying that journalists ought to be the servants whose duty it was to give the public information and that newspapers ought not to try to become the masters of information.

M. DIANO (Roumania), who had taken part in the Conference for Press Experts, thanked M. de Brouckère for his flattering observations regarding the work of that Conference. He emphasised the fact that the Press had in this way expressed the desire to fight in the vanguard for the adoption of the generous ideas of peace and would urge the importance in this respect of the resolutions of the Conference concerning regional agreements of the Press and moral disarmament.

M. RESTREPO (Colombia) said that in his country the Press was free, that certain journalists enjoyed various privileges in it and that he was in favour of any resolution concerning additional facilities for journalists. He desired, however, a distinction to be made between real journalists and persons engaged in the trade of exploiting Press news. The days of real journalists who directed journalism were over. Certainly, freedom of the Press had made progress in the sense that the interference of Governments was less severe than formerly. Journalists, however, often found their freedom to express their own views reduced by the interference of certain anonymous organisations.

In conclusion, he urged journalists to assist the great work of the League.

Mr. BENTINCK (British Empire) said that, owing to the limited time which had elapsed between the end of the Conference and the date of the Assembly, his Government had not yet been able closely to examine the resolutions which had been submitted. He would, for example, point out that the postal administration of Great Britain considered that the question of telephone and telegraph rates should be examined at a future date by the Congress of the International Telegraphic Union and by the Universal Postal Union.

He was unable to agree with certain observations of M. Hambro and he would congratulate the information services of certain English Press organisations.

M. HAMBRO (Norway), while recognising the great value of the services rendered by the great telegraphic agencies, would once more urge the necessity of an examination of the question of telegraphic agencies and the manner in which they had divided up the work of transmitting news throughout the world.

M. DE BROUCKÈRE, in reply to certain previous speakers, would willingly approve their desire that the Press should escape still more from certain influences. He did not think, however, that a resolution in this direction would have any practical value. It would be better at the moment for the Assembly to confine itself to noting and pursuing the practical work of the Conference of Press Experts. If the recommendations of the Conference concerning the reduction of Press telegraph and telephone rates were put into practice, together with the recommendation concerning facilities for journalists, news would become cheaper and its transmission and diffusion easier. A fruitful competition would be encouraged among Press organisations and an attack would be made on the tendency to monopolise news. A useful work in the cause of peace would thereby be achieved.

The remainder of the discussion was adjourned to the next meeting.

VII. SIGNATURES AND RATIFICATIONS OF INTERNATIONAL ENGAGEMENTS

His Excellency M. E. HENNINGS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, substitute delegate of Sweden to the

l'Assemblée de la Société des Nations, a déposé au Secrétariat, le 15 septembre 1927, l'instrument de ratification, par Sa Majesté le Roi de Suède, des Conventions suivantes:

1. Convention et Statut sur le régime des voies navigables d'intérêt international, signée à Barcelone le 20 avril 1921;
 2. Convention et Statut sur le régime international des voies ferrées, signée à Genève, le 9 décembre 1923;
 3. Convention et Statut sur le régime international des ports maritimes et Protocole de signature, signés à Genève, le 9 décembre 1923;
- ainsi que l'instrument d'adhésion au Protocole additionnel à la Convention sur le régime des voies navigables d'intérêt international, signé à Barcelone le 20 avril 1921.

Assembly of the League of Nations, deposited at the Secretariat on September 15th, 1927, the instrument of ratification by His Majesty the King of Sweden of the following Conventions:

1. Convention and Statute on the Regime of Navigable Waterways of International Concern, signed at Barcelona, April 20th, 1921, as well as the instrument of accession to the Additional Protocol to the Convention on the Regime of Navigable Waterways of International Concern, signed at Barcelona, April 20th, 1921;
2. Convention and Statute on the International Regime of Railways and Protocol of Signature, signed at Geneva, December 9th, 1923;
3. Convention and Statute on the International Regime of Maritime Ports and Protocol of Signature, signed at Geneva, December 9th, 1923.

VIII. CORRECTIONS ET ADDITIONS A LA LISTE DES MEMBRES DES DÉLÉGATIONS
VIII. CORRECTIONS AND ADDITIONS TO THE LIST OF MEMBERS OF DELEGATIONS

BELGIQUE — BELGIUM.

Délégués adjoints — Assistant Delegates:

M. O. VELGHE, secrétaire général du Ministère de l'Intérieur et de l'Hygiène, de Bruxelles — Secretary-General of the Ministry of Interior and of Health, Brussels.

M. Emile JANSON, avocat près la Cour d'Appel de Bruxelles — Barrister at the Court of Appeal, Brussels.

M. VAN CAUWELAERT ne pourra plus assumer les fonctions de délégué suppléant — cannot undertake the duties of substitute.

IX. CORRECTIONS ET ADDITIONS A LA LISTE DES MEMBRES DES COMMISSIONS
IX. CORRECTIONS AND ADDITIONS TO THE LIST OF MEMBERS OF COMMITTEES

HONGRIE — HUNGARY.

Deuxième Commission — Second Committee.

Suppléant — Substitute: M^{lle} ROSENBERG.

ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES —
KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES.

Suppléants — Substitutes:

Première Commission — First Committee.

M. PITAMIC.

Deuxième Commission — Second Committee.

M. PITAMIC.

Troisième Commission — Third Committee.

M. K. FOTITCH.

Quatrième Commission — Fourth Committee.

M. DJOURITCH.

Cinquième Commission — Fifth Committee.

M. STRAZNITZKI.

X. DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX MEMBRES DE
L'ASSEMBLÉE LE 15 SEPTEMBRE 1927.

Ordre du jour des treizième et quatorzième séances plénières.
Journal de l'Assemblée, N° 10.

Compte rendu provisoire: treizième séance plénière.

A. 61. Protection des femmes et des enfants dans le Proche-Orient: Rapport de la cinquième Commission à l'Assemblée.

A. 62. Protection de l'enfance: Rapport de la cinquième Commission à l'Assemblée.

X. LIST OF DOCUMENTS
DISTRIBUTED TO THE MEMBERS OF THE ASSEMBLY
ON SEPTEMBER 15TH, 1927

Agenda for the Thirteenth and Fourteenth Plenary Meetings,
Assembly Journal No. 10.

Provisional Verbatim Record: Thirteenth Plenary Meeting.

A. 61: Protection of Women and Children in the Near East;
Report of the Fifth Committee to the Assembly.

A. 62. Child Welfare. Report of the Fifth Committee to the
Assembly.

XI. ADJONCTIONS A LA LISTE DES JOURNAUX [REPRÉSENTÉS A LA HUITIÈME ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

XI. ADDITIONS TO THE LIST OF NEWSPAPERS REPRESENTED AT THE EIGHTH ASSEMBLY OF
THE LEAGUE OF NATIONS.

BRESSE FRANÇAISE — FRENCH PRESS

Candide: M^{lle} Odette PANNETIER.

[PRESSE HOLLANDAISE — DUTCH PRESS

Nieuwe Arnhemsche Courant: M. J. L. S. VAN ESSEN, Hôtel Belueve.

FRESSE NORVÉGIENNE — NORWEGIAN PRESS

Aftenposten: M. H. MOHR, 25, rue Pierre-Fatio.

Dagbladet: M. NISSEN, chez M^{lle} Jacquemet, 1, rue d'Italie.

*Rectification à la liste de la Presse française.
Correction in the List of the French Press.*

La Volonté: M. G. DESLAURENS, Hôtel Touring et Balance, au lieu de M. Lebedev.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

LEAGUE OF NATIONS

JOURNAL

DE LA

OF THE

HUITIÈME SESSION
ORDINAIRE

EIGHTH ORDINARY
SESSION

DE L'

OF THE

ASSEMBLÉE

ASSEMBLY

—
GENÈVE 1927

—
GENEVA 1927

N° 12. — SAMEDI 17 SEPTEMBRE 1927.

No. 12. — SATURDAY, SEPTEMBER 17th, 1927.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL
DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beauregard.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

SOMMAIRE:

	Pages
I. Programme des séances.	171
II. Union internationale des Associations pour la Société des Nations	172
III. Quatrième séance de la première Commission	177
IV. Sixième séance de la deuxième Commission	178
V. Cinquième séance de la troisième Commission	181
VI. Sixième séance de la cinquième Commission	183
VII. Septième séance de la deuxième Commission	185
VIII. Cinquième séance de la sixième Commission.	189
IX. Documents distribués aux membres de l'Assemblée	194

I. PROGRAMME DES SÉANCES

Deuxième Commission.

La deuxième Commission se réunira aujourd'hui, samedi 17 septembre, à 15 heures, au Secrétariat*.

Deuxième Commission: Sous-Commission.

La Sous-Commission se réunira aujourd'hui, samedi 17 septembre, à 10 heures, au Secrétariat (salle B).

Troisième Commission.

La troisième Commission se réunira aujourd'hui, samedi 17 septembre, à 15 h. 45, au Secrétariat*.

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE
ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor, Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beauregard.

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore, be used for purposes of official record or reference.*

CONTENTS:

	Page
I. Programme of Meetings	171
II. International Federation of the League of Nations Societies	172
III. Fourth Meeting of the First Committee	177
IV. Sixth Meeting of the Second Committee	178
V. Fifth Meeting of the Third Committee	181
VI. Sixth Meeting of the Fifth Committee	183
VII. Seventh Meeting of the Second Committee	185
VIII. Fifth Meeting of the Sixth Committee	189
IX. List of Documents distributed to the Members of the Assembly	194

I. PROGRAMME OF MEETINGS

Second Committee.

The Second Committee will meet to-day (Saturday, September 17th) at 3 p.m. in the Secretariat (Room*).

Second Committee: Sub-Committee.

The Sub-Committee will meet to-day (Saturday, September 17th) at 10 a.m. in the Secretariat (Room B).

Third Committee.

The Third Committee will meet to-day (Saturday, September 17th) at 3.45 p.m. in the Secretariat (Room*).

Quatrième Commission.

La quatrième Commission se réunira aujourd'hui, samedi 17 septembre, à 10 heures, au Secrétariat (salle E).

Cinquième Commission.

La cinquième Commission se réunira aujourd'hui, samedi 17 septembre, à 10 heures, au Secrétariat (salle C).

Sixième Commission.

La sixième Commission se réunira aujourd'hui, samedi 17 septembre, à 16 heures, au Secrétariat*.

Ordre du jour:

1. Examen du projet de rapport sur la question de l'esclavage.
2. Rapport de la Sous-Commission sur la question d'une méthode d'élection des Membres non permanents du Conseil.

Bureau de l'Assemblée.

Le Bureau de l'Assemblée se réunira aujourd'hui, samedi 17 septembre, à 15 heures, au Secrétariat (Bureau du Secrétaire général, n° 62).

* Les salles affectées aux deuxième, troisième et sixième Commissions seront indiquées sur le tableau du vestibule du Secrétariat.

II. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES
PAR L'UNION INTERNATIONALE DES ASSOCIATIONS
POUR LA SOCIÉTÉ DES NATIONS (1927).

A la requête de l'Union internationale des Associations pour la Société des Nations, qui a été reçue par le président de l'Assemblée le 13 septembre, le Bureau de l'Assemblée a décidé d'insérer dans le *Journal* les résolutions suivantes, adoptées à la onzième Assemblée plénière de la Fédération, tenue à Berlin en mai 1927.

I. ÉDUCATION ET PROPAGANDE.

a) *Enseignement de la paix. — Recommandations du Comité des experts.*

La onzième Assemblée,

Accueille avec satisfaction les recommandations du Comité d'experts institué par la Société des Nations sur l'enseignement qu'il convient de donner aux enfants et à la jeunesse au sujet de l'existence et des fins de la Société des Nations.

Elle demande aux Associations affiliées de faire tout leur possible pour provoquer dans leurs pays respectifs la réunion d'une Conférence nationale des autorités administratives, des maîtres et des Associations pour la Société des Nations, ainsi qu'il est recommandé par le Comité des experts;

Elle formule le vœu que soit communiqué officiellement aux maîtres de tous les pays un exemplaire du Pacte et de la Charte internationale du Travail; il serait souhaitable d'y joindre: 1° un exposé de la Société des Nations (analogue à celui qui est présenté dans le *Reference Book* publié par le Secrétariat ou à celui qui est joint en appendice à la nouvelle édition des *Suggestions for Teachers* publiée par le « Board of Education » de Londres); 2° un commentaire succinct (tel que celui qui a été communiqué aux instituteurs de la Sarre ou à celui qui est présenté au « British Board of Education » à l'occasion de la Conférence nationale par les Associations d'enseignement de la Grande-Bretagne et par la *League of Nations Union*; 3° enfin, une bibliothèque sommaire;

Elle signale l'importance qu'il y a à assurer la continuité de ces conférences, au moyen de comités nationaux d'éducation susceptibles, dans certains pays, de collaborer avec les Com-

Fourth Committee.

The Fourth Committee will meet to-day (Saturday, September 17th) at 10 a.m. in the Secretariat (Room E).

Fifth Committee.

The Fifth Committee will meet to-day (Saturday, September 17th) at 10 a.m. in the Secretariat (Room C).

Sixth Committee.

The Sixth Committee will meet to-day (Saturday, September 17th) at 4 p.m. in the Secretariat (Room*).

Agenda:

1. Consideration of the Draft Report on the Question of Slavery.
2. Report of the Sub-Committee on the Question of the Method of Election of the Non-Permanent Members of the Council.

General Committee.

The General Committee will meet to-day (Saturday, September 17th) at 3 p.m. in the Secretariat (Secretary-General's Room, No. 62).

* The rooms allotted to the Second, Third and Sixth Committees will be indicated on the board in the vestibule of the Secretariat.

II. RESOLUTIONS ADOPTED
BY THE INTERNATIONAL FEDERATION OF THE
LEAGUE OF NATIONS SOCIETIES (1927)

At the request of the deputation from the International Federation of League of Nations Societies, which was received by the President of the Assembly on the 13th instant, the General Committee has decided to insert in the *Journal* the following resolutions adopted at the Eleventh Plenary Congress of the Federation held in Berlin in May 1927:

I. EDUCATION AND PUBLICITY.

(a) *The Teaching of Peace. — Recommendations of the Sub-Committee of Experts.*

The Eleventh Plenary Congress

Welcomes the recommendations of the League's experts on the instruction of children and young people in the existence and aims of the League of Nations;

Urges each of the Federated Societies to do all in its power to secure the meeting in its country of a National Conference of administrative authorities, teachers and voluntary associations for the League of Nations, as recommended by the experts;

Expresses the desire that there may be officially communicated to the teachers in all countries a copy of the Covenant and of the Constitution of the International Labour Organisation, together with an account of the League (such as is given in the *Reference Book* prepared by the League or has been appended to the new edition of the *Suggestions for Teachers*, issued by the Board of Education in London), a brief commentary (such as has been communicated to the teachers of the Saar Valley or is being submitted to the British Board of Education in connection with the National Conference by the teachers' associations of Great Britain and by the League of Nations Union) and a concise bibliography; and

Draws attention to the importance of continuity in these conferences which could be assured by national education committees able, in certain countries, to collaborate with the

missions nationales de coopération intellectuelle et, par le canal de celles-ci, avec l'Institut international de coopération intellectuelle de Paris.

b) *Conférence mondiale d'éducation.*

La onzième Assemblée émet le vœu que les conférences nationales recommandées par le Comité des experts de la Société des Nations soient suivies, dans un délai approprié, d'une conférence d'éducation comprenant toutes les nations du monde, sur l'enseignement des fins et de l'activité de la Société des Nations dans les écoles du monde entier; cette conférence pourrait être organisée selon des directives analogues à celles qui ont été suivies pour la Conférence économique internationale.

c) *Le Bureau international du Travail dans les écoles.*

L'Assemblée demande aux Associations d'user de leur influence auprès des autorités d'enseignement de leurs pays pour obtenir que des notions sur les principes et sur l'activité du Bureau international du Travail soient introduites dans les programmes normaux des établissements d'enseignement soumis à leur administration et pour que, en particulier, les circulaires publiées par ces administrations incorporent les recommandations 6 et 8 du Comité des experts sur les notions relatives à la Société des Nations à donner dans les écoles (document de la Société des Nations A. 26. XII. 1926).

II. MINORITÉS NATIONALES.

La « Staatlosigkeit ».

L'Assemblée approuve le projet suivant préparé par la Commission spéciale et décide de le communiquer à la prochaine Assemblée de la Société des Nations:

1. Le Conseil de la Société des Nations est prié de vouloir bien, en accord avec les Etats successeurs de l'ancienne monarchie austro-hongroise, constituer un tribunal dont la compétence consisterait à régler, conformément aux traités de paix et aux traités de minorités, les contestations relatives à la nationalité réclamée par les personnes résidant sur les territoires qui se trouvaient autrefois sous la souveraineté de ladite monarchie.

2. Le Tribunal sera composé d'un représentant de chacun des Etats et d'un président désigné par ces Etats en vertu d'un accord mutuel ou, à défaut d'accord, par le Conseil de la Société des Nations.

3. Le statut constitutif du Tribunal contiendra les dispositions suivantes:

a) L'Etat qui a le dernier retiré sa nationalité à un pétitionnaire et qui se trouve, en conséquence, en conflit négatif avec un autre Etat intéressé, fera une démarche auprès de ce dernier pour lui proposer un règlement amical, qui sera effectué dans un délai maximum de six semaines;

b) Si ce règlement amical ne peut s'effectuer, l'Etat qui a le dernier rejeté la pétition prendra l'initiative, dans un délai de six semaines, de communiquer les faits au Tribunal. Le Tribunal règlera la question dans un délai maximum de trois mois;

c) La procédure sera gratuite;

d) Les personnes intéressées seront tenues de soumettre leurs pétitions à l'Etat dont elles demandent à devenir citoyens dans un délai maximum de deux années à partir de la constitution du Tribunal;

e) Au cas où l'Etat qui a le dernier repoussé une réclamation de nationalité n'ouvrirait pas la procédure indiquée ci-dessus dans un délai de quatre semaines, la personne intéressée serait autorisée à informer directement le Tribunal de sa ou de ses requêtes;

f) Le Tribunal aura qualité pour soumettre au Conseil de la Société des Nations toute question sur laquelle il jugerait désirable d'obtenir un avis consultatif de la Cour permanente de Justice internationale.

III. ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL, QUESTIONS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES.

a) *Propagande en faveur du Bureau international du Travail.*

La onzième Assemblée affirme à nouveau le devoir des Associations affiliées de réaliser le programme d'activité relatif au

National Committees on Intellectual Co-operation and, through them, with the International Institute of Intellectual Co-operation in Paris.

(b) *World Education Conference.*

The Eleventh Plenary Congress

Trusts that the National Conferences recommended by the League's Committee of Experts will be followed in due course by a World Education Conference on the teaching of the aims and work of the League of Nations in the schools of the world, the Conference to include representatives of all nations and to be organised on similar lines to the World Economic Conference.

(c) *The International Labour Organisation in the Schools.*

The Eleventh Plenary Congress

Requests National Societies to use their influence with their national education authorities to include instruction in the principles and work of the International Labour Organisation in the regular curricula of educational establishments under their control, and in particular to embody in their circulars Recommendations 6 and 8 of the Committee of Experts on League instruction in schools (League document A. 26. XII. 1926.)

II. NATIONAL MINORITIES.

" Staatlosigkeit ".

The Eleventh Plenary Congress

Approves the following scheme prepared by the Special Commission and decides to communicate it to the next Assembly of the League of Nations:

1. That the Council of the League of Nations be requested, in conjunction with the Succession States of the late Austro-Hungarian Monarchy, to constitute a Tribunal whose duty it would be to settle, in accordance with the Peace and Minorities Treaties, disputed claims to nationality made by persons resident within the territories which were formerly under the sovereignty of the said Monarchy.

2. The Tribunal shall consist of a representative of each State and of a President to be appointed by such States by mutual agreement or, in default of such agreement, by the Council of the League.

3. The Statute constituting the Tribunal shall embody the following provisions:

(a) The State which last withheld its nationality from a claimant and which is consequently in negative conflict with another interested State shall approach that other State proposing to it a friendly arrangement which shall be carried out within a period of six weeks;

(b) If friendly arrangement is impossible, the State which last refused the claim shall take the initiative, within a period of six weeks, of communicating the fact to the Tribunal. The Tribunal shall settle the question within a maximum period of three months;

(c) The procedure shall be gratis;

(d) Interested persons shall be obliged to submit their requests to the State of which they claim to be citizens within a maximum period of two years from the constitution of the Tribunal;

(f) The Tribunal shall have power to lay before the Council of the League any question upon which it thinks it desirable that an advisory opinion of the Permanent Court of International Justice should be obtained.

III. THE INTERNATIONAL LABOUR ORGANISATION: ECONOMIC AND SOCIAL QUESTIONS.

(a) *Support for the International Labour Organisation.*

The Eleventh Plenary Congress

Re-affirms the necessity for the National Societies to carry

Bureau international du Travail déjà adopté par l'Assemblée d'Aberystwyth.

A cet effet et en vue de permettre aux délégués de la Commission permanente et des Commissions de l'Assemblée d'exprimer plus exactement les intentions et les possibilités d'action de leurs Associations respectives,

L'Assemblée recommande à ces Associations de créer, si elles ne l'ont déjà fait, des Comités consultatifs composés de personnes compétentes en matière de questions industrielles, sociales et économiques et représentant, autant que possible, les patrons, les ouvriers, les consommateurs, et les principaux autres intérêts économiques.

A l'égard de la Conférence internationale, les Associations s'engagent:

1^o A inviter leurs gouvernements respectifs à envoyer à la Conférence du Travail des délégations complètes et à assurer aux délégués non gouvernementaux des facilités pour que ceux-ci soient accompagnés par le nombre voulu des conseillers techniques à l'assistance desquels ils ont droit (Traité de Versailles, article 389);

2^o A insister auprès de leurs gouvernements pour que ceux-ci soumettent les Conventions du Travail à leurs parlements ou aux autres autorités compétentes;

3^o A concentrer leurs efforts en vue d'obtenir la ratification et l'application effective des Conventions internationales du Travail encore en suspens, auxquelles elles croient pouvoir donner leur appui, en tenant compte des circonstances spéciales à leurs pays.

b) *Convention de Washington sur les heures de travail.*

La onzième Assemblée exprime sa satisfaction pour la ratification donnée par la Belgique à la Convention relative aux heures de travail, ainsi qu'à l'approbation de cette convention votée par le Parlement français sous réserve des ratifications à donner par la Grande-Bretagne et l'Allemagne;

Et invite les Associations dont les gouvernements n'ont pas encore ratifié la Convention à faire des efforts incessants à cet effet.

c) *Protection des femmes et des enfants.*

L'Assemblée félicite le Dr Snow et le Comité spécial des experts sur le trafic des femmes et des enfants pour le courageux rapport qu'ils ont présenté à la Société des Nations et dans lequel ils ont exposé les maux qui résultent de ce trafic; elle demande à la Société des Nations d'autoriser la publication immédiate de la seconde partie du rapport.

d) *Traitement des prisonniers.*

La onzième Assemblée de l'Union attire l'attention de l'Assemblée de la Société des Nations sur la nécessité d'entreprendre une enquête aussi prompte que possible, en vue d'établir une Convention internationale sur les conditions (y compris celles du travail) qui doivent être observées dans tous les pays civilisés à l'égard des personnes arrêtées ou emprisonnées, conditions qui doivent être en rapport raisonnable avec les conditions existant généralement dans les divers pays.

e) *Passeports.*

Considérant qu'il est urgent que les gouvernements adoptent et mettent en vigueur les recommandations émises par la seconde Conférence des passeports tenue à Genève en mai 1926, concernant la délivrance des passeports, la suppression des visas d'entrée et de transit, les cartes de transit pour émigrants et les pièces d'identité pour personnes sans nationalité,

La onzième Assemblée prie les Associations nationales de faire tous leurs efforts dans ce sens auprès de leurs gouvernements.

f) *Organisation scientifique du travail.*

La onzième Assemblée recommande aux Associations de donner la publicité la plus large aux conclusions de la Conférence économique dans le domaine de la rationalisation et de l'organisation scientifique du travail.

out the programme of work in respect of the International Labour Organisation adopted by the Tenth Plenary Congress at Aberystwyth.

To that end and in order that delegates to Standing and Special Committees of the Federation may be able the more accurately to express the intentions and possibilities of action of their National Societies, it commends the creation by the members, in cases where this has not yet been done, of Advisory Committees consisting of persons competent in industrial, social and economic questions and representing so far as possible employers, workers, consumers and the principal other economic interests.

In respect of the International Labour Conference, the Societies undertake:

(1) To urge their Governments to send complete delegations and to afford full facilities for non-governmental delegates being accompanied by the full number of technical advisers to whose assistance they are entitled (Treaty of Versailles, Article 389);

(2) To urge their Governments to submit Labour Conventions to their Parliaments or other competent authorities;

(3) To concentrate their efforts upon securing ratification and effective application of these outstanding International Labour Conventions which, having regard to the special circumstances of their own countries, they are prepared to support.

(b) *The Washington Hours Convention.*

The Eleventh Plenary Congress

Notes with satisfaction that the Washington Hours Convention has been ratified by Belgium and that ratification has been voted by the French Parliament under reserve that Great Britain and Germany should likewise ratify;

And invites the Societies whose Governments have not yet ratified the Convention to make unremitting efforts to that end.

(c) *Protection of Women and Children.*

The Eleventh Plenary Congress

Congratulates Dr. Snow and the Special Body of Experts on the Traffic in Women and Children on their courageous report to the League of Nations in which the evils of this traffic are exposed, and urges the League to authorise publication of the second part of the report without delay.

(d) *Treatment of Prisoners.*

The Plenary Congress urges upon the Assembly of the League of Nations the necessity of instituting an enquiry at the earliest possible moment with a view to framing an international convention upon the conditions (including conditions of prison labour) to be observed in all civilised countries in the treatment of persons under arrest or in captivity, conditions which should be in reasonable relation to those generally existing in their various countries.

(e) *Passports.*

The Eleventh Plenary Congress,

Considering that it is a matter of urgency that Governments should adopt and put into force the recommendations formulated by the Second Passports Conference, held in Geneva in March 1926, concerning the issue of passports, abolition of visa (entry and transit), transit cards for emigrants and identity certificates for persons without nationality,

Requests the National Societies to do everything they can with their Governments to that end.

(f) *International Institute for Scientific Management.*

The Eleventh Plenary Congress recommends the Societies to give the widest publicity to the conclusions of the Economic Conference in the domain of the rationalisation and scientific organisation of industry.

g) *La Conférence économique internationale.*

La onzième Assemblée,
Approuve l'initiative du Sous-Comité économique, le félicite du deuxième rapport provisoire au sujet de la Conférence économique internationale et recommande qu'il poursuive ses travaux en contact avec les services compétents de la Société des Nations et du Bureau international du Travail et les Associations nationales, en s'inspirant de l'utile expérience faite de la collaboration de personnalités qualifiées et en reprenant l'étude des questions sur lesquelles une solution n'a pu être trouvée à la Conférence économique internationale, entre autres:

- 1° Les méthodes d'abaissement progressif des tarifs douaniers;
- 2° L'utilité du contrôle et de la juridiction des ententes industrielles;
- 3° L'opportunité de la création d'un organisme économique permanent;
- 4° Les relations entre l'industrie et l'agriculture.

Elle exprime l'espoir que le Conseil de la Société des Nations prendra les mesures nécessaires pour réaliser promptement les conclusions auxquelles a abouti la Conférence économique internationale.

IV. QUESTIONS JURIDIQUES ET POLITIQUES.

a) *Démission d'Etats membres de la Société des Nations. — Interprétation de l'article I du Pacte.*

La onzième Assemblée,
Considérant qu'aux termes de l'article I, paragraphe final du Pacte, un Etat peut se retirer après un préavis de deux ans;

Considérant qu'on peut se demander si cette procédure ne comporte pas une confirmation du préavis à l'expiration du délai de deux ans,

Emet le vœu que la prochaine Assemblée de la Société des Nations mette à l'étude cette question d'interprétation.

b) *Réduction du nombre des sessions du Conseil de la Société des Nations.*

La onzième Assemblée,
Informée qu'une proposition serait faite au Conseil de la Société des Nations de réduire à trois le nombre de ses sessions annuelles;

Considérant qu'une pareille réduction pourrait être interprétée par l'opinion publique comme le signe d'une diminution d'importance de la Société des Nations et serait de nature à affaiblir les avantages qui ont résulté, au cours de la dernière année, du contact personnel fréquent des hommes responsables de la paix de l'Europe,

Prie instamment les éminents hommes d'Etat et diplomates composant le Conseil de la Société des Nations de consentir à la paix de l'Europe encore instable la continuation des fatigues de leurs rencontres trimestrielles,

Se permet d'insister pour qu'une réforme aussi importante ne soit pas, *en tout cas*, adoptée avant la prochaine Assemblée, afin de permettre la consultation des nouveaux membres du Conseil et des représentants d'autres Etats intéressés.

c) *La décentralisation de la Société des Nations.*

Le problème de la paix et de la guerre constitue aujourd'hui virtuellement, un problème mondial, puisque, par le seul fait de la solidarité économique, toute guerre tend à devenir universelle. Si donc des groupements régionaux des Etats, visant des buts précis et limités (de caractère juridique, politique ou économique), sont parfaitement légitimes et même, en certains cas, nécessaires, comme transition entre le régime des politiques nationales et celui de l'entière universalité de la Société des Nations, il importe cependant que ces groupes n'opposent jamais, en aucune manière, une difficulté organique à la réalisation du programme universel de la Société des Nations.

(g) *The International Economic Conference and the Work of the Federation's Economic Sub-Committee.*

The Eleventh Plenary Congress

Approves the initiative taken by the Economic Sub-Committee, congratulates it on its Second Interim Report on the International Economic Conference and recommends it to continue its labours, maintaining contact with the competent organs of the League, the International Labour Organisation and the National League of Nations Societies. Profiting by the valuable experience already gained in this matter, the Committee should secure the collaboration of qualified experts and carry further its study of those questions upon which a solution was not found in the International Economic Conference, including:

- (1) Methods of progressive lowering of Customs barriers;
- (2) The value of supervision and jurisdiction in regard to industrial agreements;
- (3) The expediency of setting up a permanent economic organisation;
- (4) The relations between industry and agriculture.

It expresses the hope that the Council of the League will take steps to have effect given at an early date to the findings of the International Economic Conference.

IV. JURIDICAL AND POLITICAL QUESTIONS.

(a) *Resignation of States Members of the League — Interpretation of Article I of the Covenant.*

The Eleventh Plenary Congress,

In view of the fact that, according to the terms of the last paragraph of Article I of the Covenant, a State may withdraw from the League on the expiry of two years' notice;

Considering that it is open to question whether or not this procedure carry with it the obligation to confirm the notice to withdraw when the two years' period has expired;

Expresses the desire that the forthcoming Assembly of the League of Nations may place this question of interpretation upon its agenda.

(b) *Proposal to reduce the Number of Council Meetings.*

The Eleventh Plenary Congress,

Informed that the Council of the League will consider in June 1927 a proposal to reduce the number of its meetings from four to three in each year;

Considering that such reduction would be interpreted by public opinion as a sign of a diminution in the importance of the League of Nations and that it would impair the valuable opportunities which have arisen during the past year from the frequent personal contacts of the men responsible for the peace of Europe:

Urges the eminent statesmen and diplomats on the Council of the League to continue to accord to the still unstable peace of Europe the labour, even though it be fatiguing, which may be involved in meeting quarterly; and

Ventures to urge that so serious a change should not, *in any case*, be made until the next meeting of the Assembly makes it possible to consult the new Members of the Council and the representatives of other interested States.

(c) *Decentralisation of the League of Nations.*

The problem of peace and war is to-day to all intents and purposes a world problem, since by the very fact of economic interdependence every war tends to become worldwide. If therefore regional groups of States with definite and limited objects (whether juridical, economic or political) are to be regarded as legitimate and, indeed, in some cases necessary as a transition stage between that of purely national policies and that of the complete League policy, it is essential that such groups should not be in any way whatsoever inconsistent constitutionally with the realisation of the worldwide programme of the League of Nations.

La onzième Assemblée insiste en particulier sur le fait que des groupements rigoureusement *continentaux* ne répondraient à aucune réalité, ni économique, ni politique, et qu'ils pourraient susciter des rivalités qui aboutiraient facilement à une nouvelle guerre mondiale.

Notre but doit demeurer une Société des Nations unie et universelle, fortement appuyée par l'opinion publique du monde entier, et nos Associations ont comme mission de travailler au développement de cette conscience plus nette de la solidarité universelle.

d) *Arbitrage et sécurité.*

La onzième Assemblée,

1. Considérant le grand nombre de conventions d'arbitrage et de conciliation conclues au cours de ces dernières années;

Considérant l'immense progrès que constituerait la généralisation de ces accords par voie de traité collectif;

Demande que la Société des Nations mette à l'étude la possibilité d'arrêter les termes d'un traité collectif de conciliation ouvert à tous les Etats;

Recommande à toutes les Associations de faire une démarche pressante auprès de leurs gouvernements pour qu'ils s'engagent à soumettre tous les différends juridiques non conciliés, soit à la Cour permanente de Justice internationale, soit à un tribunal d'arbitrage;

2. Considérant que les articles 12 et 15 du Pacte laissent encore une porte ouverte à la guerre;

Rappelant le vœu émis par la dixième Assemblée plénière tendant à ce que la prochaine Assemblée de la Société des Nations entreprenne immédiatement de combler cette lacune, en faisant de la guerre d'agression un crime international;

Considérant que pareille disposition implique logiquement une procédure pour le règlement définitif des litiges internationaux,

Invite les membres de la Société des Nations à conclure un traité général relatif à l'interdiction de toute agression, à la détermination de l'agresseur et au règlement pacifique définitif de tous les litiges.

e) *Traités de non-agression et d'arbitrage.*

L'Assemblée émet le vœu que sur tous les points du monde où il peut y avoir des frictions, les Etats concluent entre eux des traités de non-agression et d'arbitrage, sous le contrôle de la Société des Nations, en suivant le bel exemple donné par le Traité de Locarno, afin de raffermir la paix et d'assurer une solution pacifique des conflits éventuels.

f) *Réduction et limitation des armements.*

La onzième Assemblée,

1. Rappelant les engagements relatifs à la réduction et à la limitation des armements énoncés à l'article 8 du Pacte et dans les traités de paix;

Et considérant qu'il a été reconnu à Locarno que les accords qui y furent conclus étaient de nature à augmenter la sécurité et à faciliter ainsi le désarmement;

2. Demande instamment aux différents gouvernements de faire les sacrifices nécessaires pour concilier leurs divergences, de façon qu'un projet de traité puisse être unanimement adopté et que tout accord résultant de la discussion de la proposition américaine puisse être inséré dans un traité général.

3. Elle attache la plus grande importance à l'établissement d'une méthode assurant la surveillance internationale des armements et prévoyant des investigations en cas d'intractions signalées aux accords et compte que cette condition sera réalisée dans le projet de traité.

4. Elle demande à toutes les Associations affiliées de concentrer leurs efforts, au cours de l'année prochaine, sur l'éducation de l'esprit public dans leurs pays respectifs au sujet de la réduction et de la limitation des armements, de manière à convaincre les gouvernements qui participeront à la Conférence universelle qu'ils ont derrière eux l'opinion publique du monde entier dans leurs tentatives pour assurer le succès de la première Conférence mondiale du désarmement.

The Eleventh Congress lays particular stress on the fact that purely Continental groups do not correspond to any political or economic realities and are capable of engendering rivalries which might easily result in another world war.

Our goal must remain a united and comprehensive League of Nations strongly supported by the public opinion of the whole world and the duty of our Federation is to work for the development of a wider realisation of international interdependence.

(d) *Arbitration and Security.*

The Eleventh Plenary Congress,

(1) Considering the large number of arbitration and conciliation conventions concluded in recent years,

Considering the great progress that would be effected by the generalisation of these conventions in the form of a general treaty:

Requests the League of Nations to study the possibility of framing a general conciliation treaty open to all States;

Calls on the Societies to urge their Governments to agree to submit all justiciable disputes, not otherwise settled, to the Permanent Court of International Justice or to an arbitral tribunal;

(2) Considering that Articles 12 and 15 of the Covenant still leave a loophole for war;

Re-affirming the decision of the Tenth Plenary Congress that the next Assembly of the League of Nations ought immediately to close this loophole by declaring a war of aggression to be an international crime;

Considering that such a provision logically implies a procedure for the final settlement of international disputes:

Invites the Members of the League of Nations to frame and bring into immediate operation a general international treaty involving the prohibition of all aggressive war, the determination of the aggressor and the peaceful and final settlement of all disputes.

(e) *Treaties of Non-Aggression and Arbitration.*

The Eleventh Plenary Congress

Expresses the hope that, in all regions of the world where friction may arise, States will conclude with each other treaties of non-aggression and arbitration under the control of the League, thereby following the good example set in the treaty of Locarno, in order to reinforce peace and assure the pacific solution of possible conflicts.

(f) *Limitation and Reduction of Armaments.*

The Eleventh Plenary Congress,

(1) Recalling: (a) the obligations concerning limitation and reduction of armaments in Article 8 of the Covenant and in the Treaties of Peace; and (b) the fact that the Locarno agreements have been recognised as increasing security and thereby facilitating general disarmament;

(2) Urges all Governments to make such sacrifices as are required to reconcile points of divergence, so that a draft treaty of disarmament may be unanimously adopted, and that any agreement reached by discussing the American proposal may be fitted into the framework of such general draft treaty;

(3) Attaches great importance to the establishment of a method for securing an international supervision of armaments and for investigating alleged breaches of the disarmament agreement, and hopes that this will be provided for in the draft treaty;

(4) Urges each of the federated Societies to concentrate its efforts during the coming year on the education of public opinion within its own country concerning the reduction and limitation of armaments so that the Governments participating in the World Conference may be fully conscious of the backing of world public opinion in their endeavours to make the first World Conference a success.

g) *Intégrité territoriale et indépendance politique des peuples balkaniques.*

La onzième Assemblée,

Considérant que la garantie du maintien de l'intégrité territoriale contre toute agression extérieure et l'indépendance politique de tous les Membres de la Société des Nations se trouve inscrite à l'article 10 du Pacte,

Exprime le ferme désir que tous les États membres s'inspirent de ce principe vis-à-vis des États des Balkans et des peuples balkaniques.

III. QUATRIÈME SÉANCE DE LA PREMIÈRE COMMISSION

La première Commission s'est réunie hier, vendredi 16 septembre, à 15 heures 30, sous la présidence de M. ADATCI (Japon).

I. *Codification progressive du droit international.*

M. MOTTA (Suisse) pense que la codification du droit international rentre essentiellement dans les tâches de la Société. Il croit, par ailleurs, qu'il existe une raison d'opportunité pour que la Société des Nations ne se désaisisse pas au profit d'un gouvernement particulier. Il ne voit cependant aucune objection à ce que la Conférence de codification soit réunie ailleurs qu'à Genève.

Sir Cecil HURST (Empire Britannique) souhaite une codification du droit international que rend désirable l'incertitude de ce droit. Il voit cependant deux difficultés qu'il faut essayer de résoudre. La première est que le droit consacré par les conventions ne lie que les participants à ces conventions. La seconde est que, si la codification doit être progressive, elle consacrerait autre chose que le droit existant qui est le seul fondement solide.

M. URRUTIA (Colombie) ne partage pas ces inquiétudes. Les règles de droit consacrées par une convention générale s'imposent, dans une certaine mesure, à la conscience du monde entier.

Sir W. H. MOORE (Australie) ne veut pas qu'on laisse croire que la Société des Nations n'est bonne que pour les travaux politiques, et que les travaux juridiques doivent être effectués ailleurs. C'est pourquoi il s'oppose à un désaisissement dans la question de la codification du droit international.

M. ROLIN (Belgique) pense que la convocation d'une conférence internationale par un gouvernement particulier, sur l'invitation de la Société des Nations, serait contraire à tous les précédents suivis. Il voit un danger de discrédit pour la Société des Nations sans aucun avantage, puisque les États-Unis ne font aucune difficulté pour participer, à Genève, à des conférences organisées par la Société des Nations.

M. LIMBURG (Pays-Bas) déclare que la conférence devra à la fois constater et créer du droit international; elle constatera le droit existant et créera pour combler ses lacunes. Il donne comme modèle de préparation la Conférence navale de Londres de 1908.

M. FROMAGEOT (France) expose la préparation de cette conférence.

La discussion générale est close. La Commission nomme un Sous-Comité de huit membres, savoir:

Sir Cecil HURST (Empire Britannique),
M. ROLIN (Belgique),
M. GUERRERO (Salvador),
M. POLITIS (Grèce),
Le Dr LIMBURG (Pays-Bas),
Le professeur ROSTWOROWSKI (Pologne),
M. LÖFGREN (Suède),
M. CABALLERO (Paraguay).

(g) *Territorial Integrity and Political Independence of the Balkan Peoples.*

The Eleventh Plenary Congress,

Considering that the guarantee of territorial integrity against external aggression and of the political independence of all Members of the League is contained in Article 10 of the Covenant,

Expresses the hope that all Member States will be inspired by this principle in their relations with Balkan States and the Balkan peoples.

III. FOURTH MEETING OF THE FIRST COMMITTEE

The First Committee met yesterday (Friday, September 16th) at 3.30 p.m. under the chairmanship of M. ADATCI (Japan).

I. *Progressive Codification of International Law.*

M. MOTTA (Switzerland) thought that the codification of international law came essentially within the sphere of the League. Moreover, there were reasons of policy why the League of Nations should not surrender this work to a particular Government. He did not, however, see any objection to the conference on codification being called elsewhere than at Geneva.

Sir Cecil HURST (British Empire) said that a codification of international law was desirable in view of the present uncertainty in which it stood. There were, however, two difficulties which it was necessary to solve. The first was that the law embodied in conventions only bound those who signed the conventions. The second was that if codification were progressive, it would embody something different from the existing law, which was the only solid foundation.

M. URRUTIA (Colombia) said he did not share these misgivings. Rules of law embodied in a general convention would be to a certain extent accepted by the conscience of the whole world.

Sir W. H. MOORE (Australia) said he would not like it to be believed that the League of Nations was only good for political work, and that legal work must be done elsewhere. He was therefore opposed to the League surrendering the question of the codification of international law.

M. ROLIN (Belgium) thought that the convening of an international conference by a particular Government on the invitation of the League of Nations would be contrary to all the precedents hitherto followed. He thought that there was a risk of discredit for the League of Nations in such a course without any corresponding advantage, since the United States would have no difficulty in participating at Geneva in conferences organised by the League of Nations.

M. LIMBURG (Netherlands) said that the conference would have to declare and to create international law. It would declare the law which existed, and it would create law in order to fill the gaps in the existing law. He would quote as a model of the preparation for such a conference the Naval Conference of London of 1908.

M. FROMAGEOT (France) described the preparation of this conference.

The general discussion was closed and the Committee appointed a Sub-Committee of eight members:

Sir Cecil HURST (British Empire),
M. ROLIN (Belgium),
M. GUERRERO (Salvador),
M. POLITIS (Greece),
Dr. LIMBURG (Netherlands),
Professor ROSTWOROWSKI (Poland),
M. LÖFGREN (Sweden),
M. CABALLERO (Paraguay).

II. *Préparation d'un plan général de codification: Proposition de M. Caballero (Paraguay).*

M. CABALLERO (Paraguay) expose le danger que court la Société des Nations de se voir devancer dans l'œuvre de codification par les initiatives américaines. Si la codification réalisée en Amérique précède la codification universelle, on risquera de voir briser l'unité du droit international. Pour ces raisons, M. Caballero réclame l'élaboration d'un code de droit international que demande avec lui l'opinion publique fortement intéressée par cette question.

La proposition de M. Caballero est renvoyée pour examen à la Sous-Commission.

IV. SIXIÈME SÉANCE DE LA DEUXIÈME COMMISSION

La deuxième Commission a tenu hier vendredi, 15 septembre 1927, à 10 heures, sa sixième séance, sous la présidence de M. DANDURAND (Canada).

Travaux de l'Organisation des communications et du transit.

M. DE BROUCKÈRE (Belgique), rapporteur, donne lecture de son rapport et de son projet de résolution (document A.II/12. 1927.)

Sir Ramaswami AYYAR (Inde) estime que la troisième Conférence générale des communications et du transit marque un grand pas vers le rapprochement des peuples. Il n'existe pas, dans ce domaine, de barrières visibles entre les Etats, puisque les plus éloignés ont pris part à cette Conférence, y compris des Etats non membres de la Société. Il insiste particulièrement, au point de vue des services à rendre à l'universalité des Etats, sur les résolutions relatives au recueil des renseignements, qui d'ailleurs est nécessaire au point de vue des besoins propres de l'Organisation du transit.

M. GLIWIC (Pologne) signale que vingt et une conventions règlent les communications entre la Pologne et les autres Etats. Son pays s'intéresse vivement à la question des communications fluviales et appuie tous les efforts de l'Organisation des communications et du transit. Il salue la participation des Etats-Unis à la troisième Conférence. Il propose un amendement au projet de résolution tendant à souligner l'importance que la Commission attache au recueil et à l'utilisation des renseignements sur le transit et les communications.

M. ROY (Canada) dit que son pays, plus qu'aucun autre, s'intéresse au progrès de l'Organisation des communications et du transit et se félicite de la participation des Etats-Unis à l'œuvre de l'Organisation. Il se félicite, notamment, de ce qu'un paragraphe du projet de résolution soit consacré à la question des passeports pour les personnes sans nationalité.

M. Hussein ALA (Perse) mentionne les progrès réalisés dans son pays en ce qui concerne les communications terrestres, fluviales, aériennes et radiotélégraphiques.

M. NAGAI (Japon) s'associe aux vœux exprimés en ce qui concerne l'universalité de l'action de l'Organisation et le recueil de l'utilisation des renseignements sur les communications et le transit.

M. BASTID (France) se félicite du succès de la récente conférence et de la participation des Etats-Unis à celle-ci. Il se réjouit de constater l'appui donné par tous les Etats à l'œuvre de la Société dans le domaine des communications et du transit.

MM. NECULCEA (Roumanie) et ELLIOT (Empire Britannique) apprécient hautement la valeur des conclusions de la Conférence des communications et du transit et se rallient au projet de résolution proposé par le rapporteur.

M. SUVICH (Italie) trouve que le rapport est une remarquable synthèse des travaux de la Conférence et approuve tout particulièrement la méthode adoptée par la Conférence pour le recueil des renseignements.

II. *Preparation of a General Plan of Codification; Proposal of M. Caballero (Paraguay).*

M. CABALLERO (Paraguay) emphasised the risk which the League of Nations ran in being outstripped in the work of codification by American initiative. If the codification achieved by America preceded universal codification, there would be a danger of the unity of international law being broken. He therefore proposed the elaboration of a code of international law, which was also demanded by a public opinion strongly interested in the question.

The proposal of M. Caballero was referred for examination to the Sub-Committee.

IV. "SIXTH MEETING OF THE SECOND COMMITTEE

The Second Committee held its sixth meeting yesterday (Friday, September 16th) at 10 a.m. under the chairmanship of Mr. DANDURAND (Canada).

Work of the Organisation for Communications and Transit.

M. DE BROUCKÈRE (Belgium), Rapporteur, read his report and draft resolution (document A. II/12. 1927).

Sir Ramaswami AYYAR (India) was of opinion that the Third Conference on Communications and Transit showed that considerable progress had been made towards closer relations between the nations. There were no obvious barriers between States so far as these questions were concerned, for the most distant States had taken part in the conference, including States not Members of the League. He particularly emphasised, from the point of view of the services to be rendered to all States, the importance of the resolution relating to the collection of information, which was in any case also essential from the point of view of the special needs of the Transit Organisation.

M. GLIWIC (Poland) said that 21 conventions regulated the communications between Poland and other States. His country was keenly interested in the question of river communications, and would support all the efforts of the Organisation for Communications and Transit. He welcomed the participation of the United States in the Third Conference. He proposed an amendment to the draft resolution, emphasising the importance attached by the Committee to the collection and use of information on transit and communications.

Mr. ROY (Canada) said that his country more than any other was concerned with the progress of the Organisation for Communications and Transit and was glad to note the participation of the United States in its work. He was especially glad to note that a paragraph in the draft resolution was devoted to the question of passports for persons without nationality.

M. Hussein ALA (Persia) referred to the progress achieved in his country regarding land, river, aerial and wireless communications.

M. NAGAI (Japan) associated himself with the wishes expressed regarding the universal nature of the action taken and of the collection and the use made of the information at the disposal of the Organisation for Communications and Transit.

M. BASTID (France) was glad to note the success of the recent Conference in which the United States had participated. He was happy to note the support given by all States to the work of the League in the field of communications and transit.

M. NECULCEA (Roumania) and Mr. ELLIOTT (British Empire) greatly appreciated the value of the conclusions reached by the Conference on Communications and Transit, and supported the draft resolution proposed by the Rapporteur.

M. SUVICH (Italy) thought that the report was a remarkable summary of the work of the Conference, and he especially approved the method adopted by the Conference for the collection of information.

M. DI PAULI (Autriche) s'associe aux félicitations adressées au rapporteur, dont il accepte les conclusions.

M. DE BROUCKÈRE (Belgique), rapporteur, est heureux de constater que le seul amendement tend à renforcer ses conclusions.

Le rapport et le projet de résolution sont adoptés avec l'amendement de M. Gliwic.

Le PRÉSIDENT adresse, au nom de la Commission, ses félicitations au président de la troisième Conférence générale des communications et du transit.

Projet de résolution.

« L'Assemblée,

« Exprime à la Commission consultative et technique des communications et du transit sa satisfaction de l'œuvre accomplie au cours de l'année;

« Se félicite de ce que la troisième Conférence générale des communications et du transit ait obtenu, sur tous les points de son ordre du jour, d'heureux résultats et ait contribué à resserrer les relations entre l'Organisation des communications et du transit et les Etats non membres de la Société;

« Invite la Commission consultative et technique à engager rapidement l'étude des questions soulevées au cours des débats à la Conférence sur l'œuvre de la Commission;

« Approuve les dispositions du nouveau Statut de l'Organisation des communications et du transit, pour la mise en vigueur desquelles l'approbation de l'Assemblée est nécessaire (paragraphe 1 de l'article 13, alinéas 1 et 2), attachant une particulière importance au recueil et à l'utilisation des renseignements sur les communications;

« Prie les Membres de la Société de faciliter le recueil des renseignements nécessaires à l'Organisation des communications et du transit, conformément aux résolutions adoptées par la Conférence et compte que, en procédant à la réunion et à l'utilisation de ces renseignements, la Commission consultative et technique ne manquera pas d'améliorer constamment la collaboration entre l'Organisation et les experts et administrations des divers pays, notamment des pays non européens, Membres ou non de la Société;

« Invite les Membres de la Société à étudier favorablement les recommandations adoptées par la Conférence sur les pièces d'identité pour personnes sans nationalité. »

M. DE AGUERO Y BETHANCOURT (Cuba), président de la troisième Conférence générale des communications et du transit, remercie ses collaborateurs et les membres de la Conférence de l'aide efficace qu'ils lui ont apportée, et il désire les associer aux éloges que la Commission vient d'adresser à la Conférence.

Travaux du Comité économique.

M. GLIWIC (Pologne), rapporteur, donne lecture de son projet de rapport et de résolution (document A/II/II. 1927).

M. PARRA-PÉREZ (Venezuela) souligne l'importance de la question de la protection des acheteurs contre les marchandises sans valeur, qui est essentielle pour l'assainissement du commerce entre les peuples. Il préconise certaines mesures, notamment en ce qui concerne les marchandises exportées, et présente, à cet effet, un projet de résolution, rédigé par son collègue M. Zumeta, qui pourrait être ajouté au projet proposé par le rapporteur.

M. VAN LYNDEN VAN SANDENBURG (Pays-Bas) attire l'attention sur l'intérêt qu'il y aurait à ce que le Comité économique se préoccupât de la protection et de l'exploitation de la faune maritime. Il rappelle à ce sujet les recommandations du Comité d'experts pour la codification du droit international et souhaite que, pour l'étude de cette question, le Comité économique se mette en relations avec le Conseil international permanent pour l'exploitation de la mer à Copenhague.

M. DI PAULI (Austria) associated himself with the congratulations addressed to the Rapporteur, whose conclusions he accepted.

M. DE BROUCKÈRE (Belgium), Rapporteur, was glad to note that the only amendment proposed would have the effect of strengthening his conclusions.

The report and draft resolution were adopted, together with the amendment proposed by M. Gliwic.

The CHAIRMAN, on behalf of the Committee, congratulated the President of the Third General Conference on Communications and Transit.

Draft Resolution.

“ The Assembly:

“ Expresses to the Advisory and Technical Committee for Communications and Transit its satisfaction for the work accomplished in the course of the year;

“ Is gratified that the Third General Conference on Communications and Transit has achieved successful results on all the items of its agenda and has contributed to the establishment of closer relations between the Organisation for Communications and Transit and the States not Members of the League;

“ Invites the Advisory and Technical Committee to take in hand at an early date the study of the questions raised during the Conference's debates on the Committee's work;

“ Approves the provisions of the new Statute for the Communications and Transit Organisation, for the application of which the Assembly's consent is necessary (Section 1 of Article 13, paragraphs 1 and 2), attaching special importance to the collection and utilisation of information on communications;

“ Urges the Members of the League to facilitate the collection of the information necessary to the Organisation for Communications and Transit, in conformity with the resolutions adopted by the Conference, and trusts that, in undertaking the collection and utilisation of this information, the Advisory and Technical Committee will effect a constant improvement in the co-operation between the Organisation and the experts and administrations of the various countries, particularly of the non-European countries, whether Members of the League or not; and

“ Invites the Members of the League to consider favourably the recommendations adopted by the Conference with regard to identity documents for persons without nationality.”

M. DE AGUERO Y BETHANCOURT (Cuba), Chairman of the Third General Conference on Communications and Transit, thanked his collaborators and the members of the Conference for the effective assistance which they had given him. He desired to associate himself with the tribute just paid by the Committee to the Conference.

Work of the Economic Committee.

M. GLIWIC (Poland), Rapporteur, read his report and draft resolution (document A/II/II.1927).

M. PARRA-PÉREZ (Venezuela) emphasised the importance of the question of the protection of buyers against worthless goods. Such protection was essential for bettering the conditions of trade between nations. He recommended certain measures, more particularly with regard to exported goods, and submitted a draft resolution drawn up by his colleague, M. Zumeta, which might be added to the draft proposed by the Rapporteur.

M. VAN LYNDEN VAN SANDENBURG (Netherlands) drew attention to the fact that it would be useful for the Economic Committee to deal with the protection and exploitation of marine fauna. He would recall the recommendations adopted by the Committee of Experts for the Codification of International Law on this point, and hoped that, in the study of this question, the Economic Committee would get into touch with the Permanent International Council for the Exploitation of the Sea whose seat was at Copenhagen.

M. LEY (Australie) apprécie hautement les travaux du Comité économique, notamment pour ce qui a trait aux restrictions et prohibitions des importations et exportations. L'Australie n'a eu recours à certaines de ces dispositions que dans un but purement défensif; elle salue les efforts tendant à leur suppression dans tous les pays.

Sir FAZL-I-HUSSAIN (Inde) salue la réunion prochaine de la Conférence diplomatique pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation, au cours de laquelle il importera de poser le principe de la réciprocité.

Passant à l'analyse du rapport, il signale l'importance des questions relatives à l'unification de la nomenclature douanière, à la simplification des formalités douanières, aux statistiques et au baromètre économique.

Il suggère d'ajouter quelques mots au paragraphe 2 du projet de résolution, en ce qui concerne les entreprises et les nationaux étrangers admis à exercer leur activité économique.

M. Hussein ALA (Perse) se rallie, au nom de la délégation de la Perse, au projet de résolution proposé par le rapporteur.

Le projet de rapport et de résolution est adopté avec les amendements proposés.

Projet de résolution.

« L'Assemblée,

« 1. Exprimant à nouveau sa conviction que la conclusion d'une convention internationale pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation faciliterait considérablement le relèvement et le développement futur du commerce mondial, invite tous les gouvernements à envoyer des représentants dûment autorisés à la Conférence qui se réunira à Genève le 17 octobre, et exprime l'espoir le plus sincère qu'aucun effort ne sera épargné pour mener à bonne fin la tâche de la Conférence;

« 2. Constate avec satisfaction le fait que le Conseil a déjà pris des mesures pour que soient commencés les travaux préparatoires relatifs à la mise à effet de certaines résolutions urgentes de la Conférence économique internationale, en particulier des résolutions concernant les tarifs et les traités de commerce, l'unification de la nomenclature douanière et le traitement des étrangers et des entreprises étrangères dûment admis à exercer leur activité sur le territoire d'un pays étranger.

« 3. Prend acte des ratifications de la Convention internationale relative à la simplification des formalités douanières ainsi que du Protocole de 1923 sur les clauses d'arbitrage, enregistrées au cours de l'année dernière, et exprime l'espoir que les Etats, auxquels il n'a pas encore été possible d'adhérer à ces deux instruments internationaux, y adhéreront à une date très rapprochée.

« 4. Note avec satisfaction que l'on envisage, dans un avenir rapproché, la convocation d'une Conférence, en vue de réaliser une plus grande uniformité dans les statistiques économiques.

« 5. Se félicite du fait que la recommandation tendant à la publication d'un *Annuaire statistique* par la Section économique et financière a déjà porté ses fruits, et recommande instamment de faire de cet intéressant document l'une des publications annuelles de la Société;

« 6. Constate avec satisfaction les progrès accomplis par le Comité économique dans l'étude des questions concernant les fausses déclarations en douane, l'assimilation progressive des lois relatives aux lettres de change et aux chèques, ainsi que les baromètres économiques, et espère qu'aucun effort ne sera épargné pour mener ces travaux à bonne fin.

« 7. L'Assemblée a pris acte avec satisfaction des progrès accomplis dans les recherches de la Section économique quant aux moyens directs et indirects mis, dans les divers pays, à la disposition de l'acheteur étranger en vue de s'assurer de la qualité des marchandises dont il devient acquéreur dans ce pays.

« Elle exprime le vœu que ces recherches soient poursuivies sur la base de la méthode utilisée dans la brochure provisoire communiquée à la deuxième Commission et que les gouvernements donnent leur appui au Secrétariat

Mr. LEY (Australia) was warmly appreciative of the work of the Economic Committee, especially that part of it which dealt with import and export prohibitions and restrictions. Australia had only resorted to certain of these provisions in a purely defensive spirit. She welcomed any effort tending to suppress them in all countries.

Sir FAZL-I-HUSSAIN (India) was glad to note that a Diplomatic Conference on Export and Import Prohibitions and Restrictions was about to meet. During the course of this Conference, it would be important to lay down principles of reciprocity.

Analysing the report, he emphasised the importance of the questions concerning the unification of Customs nomenclature, the simplification of Customs formalities, and the questions of statistics and the economic barometer.

He suggested that certain words should be added to paragraph 2 of the draft resolution regarding foreign nationals and enterprises admitted to exercise their activity in a foreign country.

M. Hussein ALA (Persia), on behalf of the Persian delegation, agreed with the draft resolution submitted by the Rapporteur.

The draft report and resolution were adopted with the proposed amendments.

Draft Resolution.

“ The Assembly,

“ (1) Reiterating its conviction that the conclusion of an international convention for the abolition of import and export prohibitions and restrictions would greatly facilitate the recovery and future development of world trade, appeals to all Governments to send duly authorised representatives to the Conference which will take place in Geneva on October 17th, and expresses the most earnest hope that no efforts will be spared to bring the work of the Conference to a successful issue;

“ (2) Notes with satisfaction that steps have already been taken by the Council to set in motion the preparatory work connected with the execution of certain urgent resolutions of the International Economic Conference, in particular those relating to tariffs and commercial treaties, to the unification of Customs nomenclature and to the treatment of foreign nationals and enterprises admitted to exercise their activity in a foreign country;

“ (3) Takes note of the ratifications of the International Convention relating to the Simplification of Customs Formalities and of the Protocol of 1923 on Arbitration Clauses during the past year, and expresses the hope that those States which have not yet found it possible to adhere to these two international Acts will do so at an early date;

“ (4) Notes with satisfaction that it is proposed to convene a Conference in the near future with a view to achieving greater uniformity in economic statistics;

“ (5) Notes with approval that the recommendation that the Economic and Financial Section should issue a *Statistical Yearbook* has now borne fruit, and urgently recommends that this valuable volume should become one of the annual publications of the League.

“ (6) Observes with satisfaction the progress which the Economic Committee has made in the study of the question of false declarations in Customs matters, of the progressive assimilation of laws relating to bills of exchange and cheques, and of economic barometers, and hopes that no effort will be spared to bring this work to a successful issue.

“ (7) The Assembly has noted with satisfaction the progress accomplished in the Economic Section's enquiries regarding the direct and indirect means placed at the disposal of foreign purchasers in the different countries for the purpose of satisfying themselves of the quality of the goods which they acquire in these countries.

“ It recommends that these enquiries should be pursued on the lines indicated in the provisional pamphlet communicated to the Second Committee and that the Governments should assist the Secretariat in order that a further publica-

pour qu'une publication ultérieure, aussi complète que possible, puisse être faite à une date rapprochée.

V. CINQUIÈME SÉANCE DE LA TROISIÈME COMMISSION

La troisième Commission a tenu hier, vendredi 16 septembre, à 10 heures, sa cinquième séance, sous la présidence de M. BENEŠ (Tchécoslovaquie).

Suite de la discussion générale.

M. HOLSTI (Finlande) rappelle que son gouvernement a présenté une proposition invitant le Conseil à faire rechercher par quels arrangements spéciaux il serait possible de compenser la réduction des armements consentie par les Etats qui, au point de vue de leur sécurité, se trouvent dans une situation particulièrement défavorable. Cette proposition visait l'aide financière, économique et militaire. Un certain nombre de petits Etats devraient, en cas d'agression, se procurer à l'étranger les moyens matériels de résister. Il leur faut pour cela des crédits financiers qu'il leur serait plus facile de se procurer si les Membres de la Société étaient prêts à offrir des garanties. Le Conseil a fait étudier cette proposition par le Comité financier, dont le rapport a été soumis aux gouvernements. Le Gouvernement britannique a fait une déclaration favorable, le Gouvernement finlandais a présenté quelques observations et, enfin, le Gouvernement tchécoslovaque a également répondu favorablement.

M. Holsti annonce le dépôt d'un projet de résolution relatif à cette question.

M. SANDLER (Suède) observe que la proposition déposée par la délégation norvégienne relative à un traité facultatif d'arbitrage rappelle un projet de résolution déposé en 1925 par la délégation suédoise, dans laquelle il était suggéré de conclure un traité général ouvert à la signature de tous les Etats qui pourraient y adhérer avec des réserves. Or, le Conseil, saisi de cette suggestion, adopta un rapport dans lequel il était dit qu'il ne semblait pas avantageux alors de prescrire des règles universelles et que la conclusion d'accords spéciaux était un moyen d'arriver à une réglementation plus générale. La délégation suédoise demande que, dans les circonstances actuelles, sa proposition soit soumise à un nouvel examen.

L'orateur conteste que l'arbitrage obligatoire soit sans valeur s'il n'est appuyé d'un système de garanties et de sanctions. L'exemple des traités conclus entre les pays du Nord de l'Europe prouve le contraire. Toutefois, il est possible que, dans d'autres régions, on ne puisse envisager l'arbitrage sans l'organisation de la sécurité. Cependant, la sécurité elle-même n'existe pas sans une réduction des armements, car, même en admettant que tout recours à la guerre soit déclaré illicite, il restera toujours la possibilité d'une guerre si l'on conserve les moyens matériels de la faire. Un système de sanctions ne peut fonctionner que dans une atmosphère de désarmement. Le Protocole de 1924 lui-même ne devait entrer en vigueur qu'après la conclusion et la mise en application d'un plan de désarmement.

Il est donc indispensable de poursuivre activement les travaux du désarmement. Il ne faut pas se dissimuler les réalités, afin que les gouvernements fassent preuve de l'esprit de conciliation nécessaire. Il faut également éclairer l'opinion publique qui imposera aux gouvernements les solutions transactionnelles désirées. Toutefois, il est indispensable que désarmement et sécurité marchent de pair, et un pas résolu dans la question du désarmement faciliterait beaucoup la solution de la question.

L'orateur adresse un pressant appel aux grands pays militaires pour qu'ils permettent par des concessions le succès des travaux de la Commission préparatoire.

Le comte BERNSTORFF (Allemagne), se référant à une observation de M. Sandler relative à son discours précédent, déclare que, personnellement, il ne désire pas surcharger la Commission

tion, which should be as complete as possible, may be issued at an early date.

V. FIFTH MEETING OF THE THIRD COMMITTEE

The Third Committee held its fifth meeting yesterday, September 15th, at 10 a.m., under the chairmanship of M. BENEŠ (Czechoslovakia).

Continuation of the General Discussion.

M. HOLSTI (Finland) recalled that his Government had submitted a proposal asking the Council to endeavour to ascertain by means of what special arrangements it would be possible to compensate for the reduction of their armaments and States which had consented to such a reduction and which were in a particularly unfavourable situation from the point of view of their security. This proposal contemplated financial, economic and military assistance. A certain number of small States should, in cases of aggression, obtain from abroad the material means of resistance. For that reason, financial credits were necessary, and it would be easier for them to procure such credits if Members of the League were ready to offer guarantees. The Council had submitted this proposal for investigation to the Financial Committee, whose report had been circulated to the Governments. The British Government had made a statement in its favour. The Finnish Government had made certain observations, and the Czechoslovak Government had also replied favourably.

He would submit a draft resolution on this question.

M. SANDLER (Sweden) pointed out that the proposal put forward by the Norwegian delegation concerning an optional treaty of arbitration was similar to a draft resolution proposed in 1925 by the Swedish delegation. In that resolution it had been suggested that a general treaty should be concluded for signature by all States which could adhere, subject to reservations. The Council, however, after examining this suggestion, had adopted a report in which it had stated that it did not appear at that time to be of advantage to lay down universal rules, and that the conclusion of special agreements was a method whereby a general settlement of the question could be attained. The Swedish delegation asked that, in the present circumstances, its proposal should again be examined.

He questioned the assertion that compulsory arbitration was valueless unless supported by a system of guarantees and sanctions. The example of the treaties concluded between the northern countries of Europe showed that the contrary was the case. Nevertheless, it was quite possible that in other districts of the world it was not possible to contemplate recourse to arbitration without the organisation of security. Nevertheless, security itself could not exist without a reduction of armaments, for, even if it were admitted that all recourse to war should be declared illegal, the possibility of war would always remain, if the material means of waging it subsisted. A system of sanctions could only prove effective in an atmosphere of disarmament. The Protocol of 1924 was itself not to have entered into force until after the conclusion and application of a plan of disarmament.

It was therefore indispensable actively to pursue the work of disarmament. The facts must not be ignored in order that the Governments might show the necessary spirit of conciliation. It was also necessary to instruct public opinion, which would compel Governments to adopt the desired arrangements in a spirit of compromise. Nevertheless, it was indispensable for disarmament and security to go hand in hand, and a resolute step forward in the direction of disarmament would greatly facilitate the solution of the question.

He would make an urgent appeal to the great military countries of the world to render possible the success of the work of the Preparatory Committee by making concessions.

Count BERNSTORFF (Germany), referring to an observation of M. Sandler concerning his previous speech, said that, personally, he did not desire to give the Preparatory Commission

préparatoire de travaux autres que ceux ayant trait au désarmement proprement dit. Par courtoisie, il ne se serait pas opposé à un désir contraire, mais lui-même partage entièrement toutes les idées qui viennent d'être émises par M. Sandler.

Lord LYTTON (Inde) voudrait que la Commission abordât au plus tôt l'examen détaillé des objets qui figurent à son ordre du jour. Le pays qu'il représente est moins intéressé que d'autres à la discussion en cours car, d'une part, il compte pour sa défense extérieure sur la sécurité de l'Empire Britannique, dont les vues sont exposées par la délégation britannique et, d'autre part, l'aide de la Société des Nations ne peut avoir que peu d'efficacité pour assister l'Inde à maintenir la sécurité de ses frontières contre des tribus turbulentes.

L'orateur a été frappé de l'importance que la Commission semble attacher à affirmer des principes qui sont à la base de la Société des Nations. Il voit dans ces répétitions un danger. Il est à craindre qu'on arrive ainsi à faire considérer par l'opinion publique les principes du Pacte, non pas comme des engagements formels, mais comme des formules idéologiques n'ayant aucun rapport avec les réalités. C'est pour cette raison que lord Lytton estime qu'il est indispensable de faire plus que d'énoncer une formule solennelle. Il faut chercher les moyens pratiques d'application sans se laisser décourager par les succès. Il faut essayer d'améliorer le mécanisme de l'arbitrage afin de rendre possible le désarmement progressif auquel les nations aspirent et qu'elles ont par avance promis.

La troisième Commission a le devoir de suggérer des moyens pratiques pour cette tâche et l'orateur voudrait qu'elle s'y consacrait immédiatement.

M. PAUL-BONCOUR (France) apporte, en conclusion de son intervention et après avoir entendu les opinions exprimées par les autres délégations, un projet de résolution couvrant l'ensemble des questions soumises à la Commission.

La tâche de celle-ci est de redonner une impulsion à la Commission préparatoire, d'analyser les difficultés rencontrées par elle et de prendre acte des travaux effectués.

Il semble ressortir lumineusement de la discussion de la troisième Commission que l'organisation de la sécurité est liée au succès du désarmement. Cette idée n'est pas nouvelle, mais elle s'impose de plus en plus au fur et à mesure qu'on approfondit le problème. Il en résulte que la Commission préparatoire ne peut négliger ce côté de la question. Le programme qui lui avait été fixé par le Conseil contenait d'ailleurs des points relatifs à la sécurité.

M. Paul-Boncour pense qu'il serait extrêmement dangereux de convoquer une conférence de désarmement qui ne fût pas préparée par l'organisation de garanties, de sécurité, car on ne saurait demander des réductions d'armements aux Etats sans leur offrir en contre-partie des garanties solides. On peut évidemment concevoir une autre méthode de désarmement. Ce serait celle où l'idée de la guerre ne serait pas écartée et où les nations ne confèreraient que sur les moyens de la faire à meilleur marché. Cette méthode ne peut être celle de la Société des Nations, dont le but est d'éviter la guerre. M. Paul-Boncour a trouvé dans le discours du représentant de l'Empire Britannique des encouragements à chercher une solution possible. On doit d'abord développer l'arbitrage par tous les moyens, mais il faut en outre apporter la garantie nécessaire.

Pour cela, trois méthodes possibles: 1^o développer les accords particuliers grâce à une impulsion donnée par la Société des Nations; 2^o organiser l'application systématique des articles du Pacte, bien que l'orateur pense qu'en faisant ce travail on retombera fatalement sur les articles du Protocole; 3^o reprendre le Protocole et chercher à l'assouplir pour répondre aux objections qu'on lui a faites. Cette dernière méthode, qui a la préférence de l'orateur, consiste, en somme, à mettre plus d'élasticité dans les obligations des signataires. Cet instrument n'apporterait pas des garanties aussi complètes que si tous les engagements étaient égaux et complets, mais il serait, cependant, un progrès sur la situation actuelle.

M. Paul-Boncour termine en demandant qu'on permette, tout au moins, de se livrer à cette étude.

Il propose, en conséquence, la résolution suivante:

« L'Assemblée,

« Prenant acte des progrès réalisés au point de vue technique par les travaux de la Commission préparatoire de

any further work than that strictly connected with disarmament. Out of courtesy, he would not oppose the contrary view, but he himself fully shared all the ideas put forward by M. Sandler.

Lord LYTTON (India) desired the Committee to begin as soon as possible the detailed examination of the items on its agenda. The country which he represented was less interested than others in the discussion, for, on the one hand, it relied on the security of the British Empire for its external defence — and the views of that Empire had been set forth by the British delegation — and, on the other hand, the assistance afforded by the League could have but little effect in helping India to maintain the safety of her frontiers against turbulent tribes.

He had been struck by the importance which had been attached by the Committee to a statement of the principles which were at the basis of the League. He thought there was a danger in such repetitions. It was to be feared that public opinion might be brought to consider the principles of the Covenant, not as formal undertakings, but as idealistic formulæ bearing no relation to reality. He therefore considered it indispensable to do more than merely pronounce a solemn formula. The practical means for applying it should be sought and the League should not be discouraged by lack of success. An endeavour should be made to improve the mechanism of arbitration, in order to render practicable the progressive disarmament which the nations desired and which they had promised in advance.

It was the duty of the Third Committee to suggest the practical means whereby this task could be accomplished, and he hoped it would do so without loss of time.

M. PAUL-BONCOUR (France), as a sequel to his speech and the opinions expressed by other delegations, laid on the table of the Committee a draft resolution covering all the questions submitted to it.

The task of the Committee was to give a fresh incentive to the Preparatory Commission, to analyse the difficulties which it had encountered, and to take into account all the work which had been done.

It seemed clearly borne out by the discussions of the Third Committee that the organisation of security was bound up with the success of disarmament. That idea was not a new one, but its adoption became increasingly necessary as the problem was more closely studied. The Preparatory Commission could not therefore neglect that side of the question. The programme drawn up for it by the Council, moreover, raised questions concerning security.

He thought it would be very dangerous to convene a conference on disarmament not prepared by the organisation of guarantees and security, for States could not be asked to reduce their armaments without receiving at the same time solid guarantees. Another method of disarmament might be conceived. It would consist in not eliminating the idea of war and in arranging for the nations to confer only on cheaper methods of waging it. That method could not be followed by the League of Nations, whose object it was to avoid war. He took the view that the speech of the representative of the British Empire was an encouragement to seek for a possible solution. In the first place, arbitration in all its aspects must be developed, but the necessary guarantee must be furnished.

To achieve this end, three methods were possible: (1) to develop special agreements thanks to encouragement given by the League of Nations; (2) to organise the systematic application of the articles of the Covenant, though he took the view that, in doing this work, the Committee would be driven back inevitably to the articles of the Protocol; (3) to take up the Protocol and try to make it more supple in order to meet the objections raised to it. This last method, which he himself preferred, would, in effect, consist in giving greater elasticity to the obligations of the signatories. The Protocol did not contain sufficient or complete guarantees, but it was nevertheless an advance on the present position.

He would conclude by asking that permission should at least be given for the conduct of this enquiry.

He would therefore propose the following resolution:

“The Assembly,

“ Taking note of the progress effected on the technical side through the work of the Preparatory Commission and

désarmement, ainsi que par ceux du Comité du Conseil, en vue de la réunion rapide du Conseil et de l'élaboration des décisions de celui-ci en cas de crise;

« Préoccupée de réaliser les conditions politiques indispensables au succès des travaux du désarmement;

« Convaincue que ce succès ne pourra être obtenu que si chaque Etat, assuré de n'avoir pas à pourvoir seul au soin de sa sécurité par le moyen de ses armements particuliers, peut la faire reposer également sur l'action collective organisée de la Société des Nations;

« Affirmant que cette action doit tendre principalement à interdire, à prévenir ou à arrêter tout recours à la guerre et, éventuellement, à protéger efficacement tout Etat victime d'une agression;

« Convaincue que les charges qui pourraient en résulter pour les différents Etats seront d'autant plus facilement acceptées par ceux-ci:

« a) Qu'elles seront réparties sur un plus grand nombre d'Etats,

« b) Que leurs obligations particulières auront été plus nettement définies et limitées:

« 1. Recommande la conclusion d'accords d'arbitrage assurant le règlement pacifique de tous les différends en créant, entre tous les pays, la confiance mutuelle indispensable pour que soit poursuivie utilement l'œuvre de la Commission préparatoire;

« 2. Prie le Conseil de charger celle-ci d'étudier, en même temps qu'un avant-projet de limitation et de réduction des armements, les mesures susceptibles de donner à tous les Etats les garanties de sécurité nécessaires pour leur permettre de fixer le niveau de leurs armements aux chiffres les plus bas dans un contrat international de désarmement.

« L'Assemblée estime que ces mesures peuvent être cherchées:

« Soit dans une action de la Société des Nations tendant à généraliser et à coordonner les accords particuliers de sécurité;

« Soit dans la préparation systématique de l'application des différents articles du Pacte;

« Soit dans un assouplissement des dispositions du Protocole de 1924 permettant aux nations signataires, indépendamment des obligations générales du Pacte, de proportionner leurs engagements à la solidarité plus ou moins étroite qui les unit aux diverses nations suivant la situation géographique de celles-ci. »

Le PRÉSIDENT annonce qu'à la séance du lendemain la Commission abordera l'examen de l'ordre du jour, point par point, et passera lundi à la discussion de la proposition de M. Paul-Boncour.

VI. SIXIÈME SÉANCE DE LA CINQUIÈME COMMISSION

La cinquième Commission a tenu sa sixième séance hier, vendredi 16 septembre, à 10 heures, sous la présidence de M. HAMBRO (Norvège).

Travaux du Comité de la traite des femmes et des enfants depuis sa sixième session (suite).

Dame Edith LYTTTELTON (Empire Britannique) présente des considérations sur deux points spéciaux: 1^o l'emploi de femmes dans la police, dont l'utilité a été nettement prouvée en matière de protection de l'enfance; 2^o la nécessité de prendre des mesures matérielles énergiques contre les individus qui provoquent la demande de prostitution par le moyen de la boisson, des exhibitions licencieuses, etc. Elle insiste vivement pour que tous les délégués se renseignent sur les pénalités actuellement en vigueur dans leur pays à l'égard de ce genre de délits ainsi que des délits sexuels commis sur des enfants, pour préparer le terrain en vue de la signature d'une convention l'année prochaine.

of the Committee of the Council with a view to enabling the Council to be rapidly convened and to proceed to a decision in case of emergency;

« Desirous of bringing about the political conditions indispensable to the success of the work of disarmament;

« Convinced that such success can only be obtained if every State, sure of not having to provide unaided for its security by means of its own armaments, can also derive such security from the organised collective action of the League of Nations;

« Affirming that such action should aim chiefly at prohibiting, forestalling or preventing any recourse to war and, in case of need, at giving effective protection to any State which is a victim of aggression;

« Convinced that the burdens imposed thereby on States will be the more readily accepted by them in proportion as:

« (a) They are shared by a greater number of States;

« (b) Their individual obligations are more clearly defined and limited;

« 1. Recommends the conclusion of arbitration agreements providing for the pacific settlement of all disputes and creating between all countries the mutual confidence indispensable to the effective continuance of the work of the Preparatory Commission;

« 2. Requests the Council to direct the Commission to study simultaneously with a draft convention for the limitation and reduction of armaments, measures calculated to give to all States such guarantees of security as will enable them to fix the scale of their armaments at the lowest possible figure in an international disarmament treaty.

« The Assembly is of opinion that these measures may be sought:

« Either in action by the League of Nations with the object of multiplying and co-ordinating special security agreements;

« Or in systematic preparation for the application of the various articles of the Covenant;

« Or in a modification of the provisions of the Protocol of 1924 in the direction of greater elasticity which would enable the signatories, without prejudice to the general obligations of the Covenant, to graduate their commitments in proportion to the greater or lesser degree of solidarity existing between themselves and other States by reason of the geographical situation of the latter. »

The CHAIRMAN said that, at the meeting to take place on the following day, the Committee would begin the examination of its agenda point by point, and would on Monday discuss the proposal of M. Paul-Boncour.

VI. SIXTH MEETING OF THE FIFTH COMMITTEE

The Fifth Committee held its sixth meeting yesterday (Friday, September 16th) at 10 a.m. under the chairmanship of M. HAMBRO (Norway).

Work of the Traffic in Women and Children Committee during its Sixth Session (discussion continued).

Dame Edith LYTTTELTON (British Empire) dealt with two particular points: (1) women police, whose usefulness had been definitely proved especially in connection with the protection of children, and (2) the necessity for taking really strong measures against those persons who stimulated the demand for prostitution by means of drink, suggestive exhibitions, etc. She earnestly urged all delegates to ascertain the penalties at present enforced in their countries for these offences and for sexual assault on children, with the object of pressing for a convention in the following year.

M. LABROUSSE (France) expose que son pays va vers la suppression des maisons de tolérance mais il faut du temps. La question est en rapports étroits avec celle du tempérament national. Il est indispensable d'agir avec prudence, car la suppression des maisons de tolérance, qui étaient primitivement destinées à remédier à certains abus, pourrait mener à une situation pire encore. On n'arrivera à supprimer la prostitution qu'en s'attaquant non seulement au système des maisons de tolérance, mais encore à tous les différents facteurs en jeu; telle est la politique suivie par la France.

M^{me} Moss (Australie) décrit les mesures prises par le Gouvernement australien pour lutter contre la traite. L'Australie a supprimé des maisons de tolérance. L'emploi de femmes dans la police a obtenu un tel succès que l'effectif de cette force de police a été élevé au triple du chiffre primitif. La loi empêche les jeunes filles de moins de 18 ans, non accompagnées de leurs parents ou tuteurs, d'obtenir un passeport. Il y a dans les gares un service bénévole de surveillance, fonctionnant avec régularité et efficacité. M^{me} Moss attire l'attention sur certaines résolutions adoptées en juin par le Conseil international des femmes. Elle insiste pour que, dans tous les pays, l'âge de consentement soit rendu identique à l'âge de mariage.

M^{lle} ROSENBERG (Hongrie) expose ce que l'on fait en Hongrie pour lutter contre la prostitution et les maisons de tolérance. Les difficultés sont sensiblement les mêmes que dans les autres pays. Au Bureau de la police des mœurs de Hongrie, se trouvent des représentants d'une Commission nationale auxquels sont soumises en premier lieu les demandes faites par des femmes en vue d'être autorisées à exercer la prostitution. Ce système permet de procéder à une vérification effective des motifs invoqués à l'appui de pareilles demandes et il résulte des constatations faites que la très grande majorité de ces demandes vient, non pas de personnes sans ressources, mais de dégénérées, d'enfants naturelles ou de filles d'ivrognes. Grâce en majeure partie aux efforts de la Société, les associations féminines ont réussi à obtenir en Hongrie la fermeture des maisons de tolérance. Par contre, la surveillance policière reste en vigueur et sa suppression est, à son avis, avant tout une question d'éducation de l'opinion. Depuis 1916, il n'y a pas eu en Hongrie de prostituées étrangères soumises au contrôle de la police. Cependant, il arrive très fréquemment que de jeunes Hongroises se voient attirer à l'étranger par la promesse mensongère de places avantageuses qui les y attendraient. La Hongrie se trouve particulièrement exposée à ce danger du fait de sa situation géographique et de son état économique actuel. Ce qu'il faut principalement, c'est un changement de milieu moral. A cet effet, il serait souhaitable d'enfermer dans un camp de concentration les femmes dégradées. Il faudrait aussi étendre aux hommes les lois applicables aux femmes ayant contracté des affections vénériennes. En outre, le Gouvernement hongrois a reçu une suggestion tendant à ce qu'il soit adjoint à chaque consulat étranger une femme chargée de s'occuper des jeunes filles ayant besoin d'assistance. L'éducation sexuelle serait aussi des plus utiles.

M. RUPPERT (Allemagne) parle de la réglementation allemande sur l'émigration, qui traite des annonces pour émigrants, des bureaux de placements, de la délivrance de passeports à des jeunes filles, etc. Cette réglementation s'est montrée des plus efficaces grâce à l'étroite collaboration qui s'est établie entre les autorités et les organisations bénévoles. Les dispositions du nouveau projet de loi criminelle, actuellement soumis au Reichstag, sont beaucoup plus rigoureuses que celles de la loi actuelle. Il sera donné assistance aux femmes quel que soit leur âge et aux jeunes gens de moins de 18 ans; les pénalités infligées aux trafiquants seront rendues plus sévères, et les entremetteurs seront châtiés même s'il ne s'agit pas de récidivistes. Le délégué de l'Allemagne attire aussi l'attention sur la loi si utile qui a été récemment votée concernant les publications obscènes. Il existe également une réglementation spéciale et efficace sur l'assistance aux étrangers se trouvant en détresse en Allemagne.

M. MUSHAKOJI (Japon) dit que les maisons de tolérance ont été supprimées dans certaines provinces japonaises et que cette mesure a donné des résultats satisfaisants. En ce qui concerne la fermeture générale de ces établissements, il pense, comme M. Labrousse, qu'il est indispensable d'agir avec prudence.

M. LABROUSSE (France) said that his country was moving towards the abolition of licensed houses, but it required time. The question was closely connected with that of national temperament. Caution was needed, for the abolition of licensed houses, which were originally instituted to obviate certain abuses, might lead to worse evils. The suppression of prostitution could only be effected by attacking, not only the licensed house system, but all the different factors involved, and this was the policy adopted by France.

Mrs. Moss (Australia) described the measures taken by the Australian Government to combat the traffic. Australia had abolished licensed houses. The success of the women police force had been so great that its numbers had been increased to three times the original strength. Girls under 18 years of age, not accompanied by their parent or guardian, were prevented by law from obtaining a passport. There was a regular and effective voluntary vigilance service in the railway stations. Mrs. Moss drew attention to certain resolutions passed by the International Council of Women in June. She urged that in all countries the age of consent should be identical with the age of marriage.

M^{lle} ROSENBERG (Hungary) described what was being done in Hungary to combat prostitution and licensed houses. The difficulties were much the same as in other countries. In the Office of the Police des mœurs in Hungary there was a delegation of a National Committee which first considered applications by women for authorisation to practise prostitution. This afforded a real control over the reasons for such applications and it had been found that a very great majority of applications came not from the impecunious, but from degenerates, illegitimates or the daughters of drunkards. The women's associations had, largely owing to the League's efforts, succeeded in obtaining the closing of licensed houses in Hungary. On the other hand, police control still existed, the abolition of which was, in her view, primarily a question of education. Since 1916 there had been no controlled foreign prostitutes in Hungary. At the same time, Hungarian girls were very frequently enticed abroad by misrepresentation as to remunerative posts awaiting them there. Owing to her geographic situation and economic position, Hungary was particularly exposed to this danger. The main requirement was a change in the moral outlook. For this purpose, it would be advisable to shut up degenerate women in a concentration camp. The laws applying to women who had contracted venereal disease must also be extended to men. It had further been suggested to the Hungarian Government that each foreign Consulate should include a woman to deal with girls in need of assistance. Biological education would also be extremely valuable.

M. RUPPERT (Germany) described the German regulations on emigration, dealing with emigration advertisements, employment bureaux, the issue of passports to young girls, etc. These regulations had proved very effective, the authorities co-operating closely with the voluntary organisations. The provisions of the new Criminal Bill before the Reichstag were much more stringent than those of the existing Act. Protection would be afforded to women irrespective of age and boys under 18 years of age, and more severe penalties enacted for traffickers, while the offence of procuring would be punished even where the criminal was not an old offender. He also drew attention to the very valuable law on obscene publications recently passed. There were, too, special and effective regulations concerning the relief of foreigners stranded in Germany.

M. MUSHAKOJI (Japan) said that licensed houses had been abolished in certain Japanese provinces with satisfactory results. As to the general closing of licensed houses, he agreed with M. Labrousse that caution was essential.

Le Dr RIDDELL (Canada) expose que le Canada a supprimé les maisons de tolérance depuis quinze ans et qu'on ne trouverait pas, dans l'opinion publique, un seul élément en faveur du retour à ce système. La suppression de ces établissements a été un succès considérable au double point de vue médical et moral. Le Canada met son expérience et son concours à la disposition des autres pays.

Après discussion, la Commission adopte la résolution suivante, destinée à être soumise à l'Assemblée:

« La cinquième Commission prend acte du rapport présenté par le Comité de la traite des femmes et des enfants; elle remercie le Comité des travaux qu'il a accomplis et exprime l'espoir que ces travaux seront poursuivis à l'avenir dans le même sens.

« La cinquième Commission, ayant appris avec le plus vif intérêt que la Commission consultative examine d'une manière approfondie, à l'occasion de la partie I du rapport des experts, le problème de la relation qui existe entre la maison de tolérance et la traite des femmes, prie la Commission consultative d'examiner également, dès que possible, l'opportunité qu'il y aurait à recommander à tous les gouvernements l'abolition du système des maisons de tolérance.

« La Commission tient également à exprimer sa très haute approbation pour le courage et pour le zèle déployés par le Comité spécial d'experts, et recommande vivement la partie I du rapport et tout particulièrement ses conclusions à l'examen des gouvernements de tous les Etats membres et non membres de la Société. »

Au cours d'une discussion sur l'amendement au rapport soumis par M^{lle} VACARESCO (Roumanie) lors de la séance précédente (voir *Journal de l'Assemblée*, n° 11, 16 septembre, et le document A.V/14.1927), M^{lle} ROSENBERG (Hongrie) et M^{lle} FORCHHAMMER (Danemark) prient la déléguée de la Roumanie de retirer son amendement, qui semble impliquer une recommandation tendant à aggraver le contrôle policier.

A la suite d'une suggestion de Dame Edith LYTTTELTON (Empire Britannique), la Commission invite M. PORTELA à lui soumettre, lors de sa prochaine séance, un texte révisé de son rapport tenant compte de la discussion qui a eu lieu.

CORRECTION AU PROCÈS-VERBAL DE LA CINQUIÈME SÉANCE DE LA CINQUIÈME COMMISSION (voir *Journal de l'Assemblée*, n° 11, 16 septembre 1927).

Dans l'exposé de M^{lle} FORCHHAMMER (page 166), au lieu de: « Les organisations féminines, qui ont été les premières à étudier le problème, poursuivent leurs efforts comme étant le mieux en mesure de s'occuper de certaines questions spéciales, telles que la police féminine... », lire: « Les organisations féminines, qui ont été les premières à étudier le problème, poursuivent leurs efforts. M^{lle} Forchhammer fait, en particulier, allusion aux questions de la police féminine... ».

VII. SEPTIÈME SÉANCE DE LA DEUXIÈME COMMISSION

La deuxième Commission a tenu hier, vendredi 16 septembre, à 15 heures, sa septième séance, sous la présidence de M. DANDURAND (Canada).

La question de l'alcoolisme.

Le PRÉSIDENT présente et commente brièvement une lettre adressée au Secrétaire général par les ministres des Affaires étrangères de Finlande, de Pologne et de Suède; les ministres des Affaires étrangères de Belgique, du Danemark et de Tchécoslovaquie ont donné leur adhésion. Elle tend, en dernier lieu, à instituer une Commission consultative de l'alcoolisme; elle serait notamment autorisée à demander au Bureau international contre l'alcoolisme, qui serait placé sous les auspices de la Société des Nations, de même qu'au Bureau international du Travail, de faire des enquêtes qui pourraient être nécessaires.

Dr. RIDDELL (Canada) said that there was in Canada, where licensed houses had been abolished for 15 years, no body of public opinion in favour of returning to that system. Their abolition had been a great success both from the medical and the moral points of view. Canada's experience and assistance were at the disposal of other countries.

After some further discussion, the following resolution was adopted for submission to the Assembly:

" The Fifth Committee takes note of the report of the Traffic in Women and Children Committee, thanks the Committee for the good work it has accomplished and expresses the hope that this work will be continued along the same lines.

" The Fifth Committee, having learned with the greatest interest that the Advisory Committee is examining carefully, in connection with Part I of the Experts' Report, the problem of the relationship which exists between the licensed house and the traffic in women, requests the Advisory Committee, as soon as possible, to examine also the question of the desirability of recommending to all Governments the abolition of the system of the licensed house.

" The Committee further desires to express its warmest approval of the able and courageous work of the Special Committee of Experts, and earnestly recommends Part I of the Report, and especially its conclusions, to the study of the Governments of all States, Members or non-Members of the League. "

In the course of a discussion on the amendment to the report submitted by M^{lle} VACARESCO (Roumania) at the previous meeting (see *Assembly Journal* N° 11 of September 16th and document A.V/14.1927), M^{lle} ROSENBERG (Hungary) and M^{lle} FORCHHAMMER (Denmark) requested M^{lle} Vacaresco to withdraw her amendment, which appeared to imply a recommendation in favour of severer police control.

In response to a suggestion of Dame Edith LYTTTELTON (British Empire), it was decided to request M. PORTELA to submit at the next meeting a revised version of his report, taking into account the discussion which had been held.

CORRECTION TO RECORD OF FIFTH MEETING OF THE FIFTH COMMITTEE (see *Assembly Journal* No. 11 of September 16th, 1927).

In the report of M^{lle} Forchhammer's statement for " The women's organisations, which had been the first to investigate this problem, were still continuing their endeavours, because they were best able to deal with certain special points such as women police... " read: " The women's organisations, which had been the first to investigate this problem, were still continuing their endeavours. M^{lle} Forchhammer mentioned more especially the questions of women police... "

VII. SEVENTH MEETING OF THE SECOND COMMITTEE

The Second Committee held its seventh meeting yesterday (Friday, September 16th) at 3 p.m. under the chairmanship of Mr. DANDURAND (Canada).

Question of Alcoholism

The CHAIRMAN submitted and briefly explained a letter sent to the Secretary-General by the Ministers for Foreign Affairs of Finland, Poland and Sweden. The Ministers for Foreign Affairs of Belgium, Denmark and Czechoslovakia had adhered to it. The final suggestion contained in it was that an advisory committee on alcoholism should be established. That Committee would more especially be authorised to ask the International Bureau against Alcoholism, which would be placed under the auspices of the League of Nations, and also the International Labour Office, to make any enquiries which might be necessary.

Il rappelle qu'on avait prié M. Lupu de présenter un rapport.

M. LUPU (Roumanie) déclare que son rapport est prêt, mais M. Loucheur et d'autres délégués ont demandé qu'on procède au préalable à une discussion générale pour voir si la question est dans la sphère d'activité de la Société des Nations.

M. LOUCHEUR (France) rappelle que la procédure en vigueur ne permet pas de discuter un rapport sans qu'il y ait eu un débat préalable.

M. VOIONMAA (Finlande) souligne la simplicité des principes de la lettre: ce qui importe, c'est que la Société des Nations discute sérieusement cette importante question internationale qui découle du Pacte.

M. DI PAULI (Autriche) appuie la motion française et demande la discussion de la lettre, qui montrera s'il y a lieu de rédiger un rapport.

M. SANDLER (Suède) signale l'intérêt que porte l'opinion publique de son pays à la lutte antialcoolique et demande qu'on ouvre la discussion sur le rapport de M. Lupu.

M. ANDERSEN (Danemark) pense avec M. Loucheur que cette question diffère de toutes les autres questions inscrites à l'ordre du jour, où elle figure pour la première fois. Il est donc indispensable que le rapporteur connaisse les divers points de vue de ses collègues.

M. LOUCHEUR (France) rappelle que, dans une autre lettre, datée du 14 septembre 1926, on avait demandé l'inscription à l'ordre du jour de la question de l'alcoolisme; le point à étudier est donc celui-ci: la question de l'alcoolisme doit-elle être posée devant la Société des Nations? Or, au point de vue juridique, il voudrait savoir en vertu de quel article du Pacte on a présenté cette question.

M. VOIONMAA (Finlande) suppose que les diverses Commissions qui ont étudié l'alcoolisme l'ont fait sur la base du Pacte. L'article 23 et les mandats contiennent des stipulations à cet effet; le Comité de la traite des femmes a étudié les rapports entre l'alcoolisme et la prostitution. Enfin, ce problème présente un caractère international évident.

M. LOUCHEUR (France) lit l'article 23 c): si c'est sur les mots « drogues nuisibles » que s'appuie cette demande, la délégation française s'y opposera avec la dernière énergie. L'assimilation de l'alcool est inadmissible; une délibération imprudente ferait entrer la Société des Nations dans la politique intérieure des pays qui défendent ou condamnent le régime sec. Bien plus, lord Cecil a signalé le danger de soulever des questions qui ne sont pas de droit strict dans le Pacte. D'ailleurs, certains arguments de cette lettre sont inadmissibles: c'est ainsi qu'un des congrès qui s'y trouvent cités est allé jusqu'à condamner le raisin. Comme défenseur de sa race et du vin de France, il doit s'opposer à l'abolition d'un certain rayonnement et d'une certaine qualité de joie que dispense le bon vin. S'il s'agit de contrebande, la France a signé sur ce point un traité avec l'Amérique; s'il s'agit d'une convention internationale, la délégation française ne livrera pas une grande bataille. Mais s'il s'agit de lier la Société des Nations au Bureau international contre l'alcoolisme, qui est actuellement subventionné par treize Etats, M. Loucheur tient absolument à laisser aux Etats en question le privilège de subventionner ce bureau. Il déclarera même qu'à certaines heures, à condition qu'on n'en abuse pas, le petit verre d'alcool de bonne qualité a soutenu bien des forces défaillantes.

Il faut éviter de se rendre ridicule et odieux et de brimer systématiquement la liberté des peuples: s'il respecte, sans les envier, les peuples qui boivent de l'eau, il demande la même tolérance pour ceux qui boivent du vin, et, tout en étant résolument favorable à la lutte contre l'alcoolisme, il défendra ici la cause du bon vin.

He reminded the Committee that M. Lupu had been asked to submit a report.

M. LUPU (Roumania) said that his report was ready, but that M. Loucheur and other delegates had requested that a preliminary general discussion should take place to determine whether the question was within the sphere of action of the League.

M. LOUCHEUR (France) observed that the rules of procedure did not allow a report to be debated without a previous discussion.

M. VOIONMAA (Finland) emphasised the simplicity of the principles contained in his letter. The important point was that the League of Nations should seriously discuss this important international question, which arose out of the Covenant.

M. DI PAULI (Austria) supported the French motion and asked that the letter should be discussed. That would show whether it was desirable to draft a report.

M. SANDLER (Sweden) emphasised the interest taken by the public opinion of his country in the campaign against alcoholism, and asked that there should be a discussion of the report of M. Lupu.

M. ANDERSEN (Denmark) agreed with M. Loucheur that this question was different from all the other questions placed on the agenda upon which it appeared for the first time. It was accordingly essential that the Rapporteur should know the various opinions of his colleagues.

M. LOUCHEUR (France) said that, in another letter dated September 14th, 1926, a request had been made that the question of alcoholism should be placed on the agenda. The point to be examined was, accordingly, whether the question of alcoholism should be brought before the League of Nations. From the legal point of view, in virtue of what article of the Covenant was this question submitted?

M. VOIONMAA (Finland) presumed that the various Committees which had studied alcoholism had done so on the basis of the Covenant. Article 23 and the mandates contained provisions dealing with the matter. The Committee on the Traffic in Women and Children had studied the connection between alcoholism and prostitution. Finally, this problem had an obviously international character.

M. LOUCHEUR (France) read Article 23 (c) of the Covenant. If the request which had been made were based upon the expression "dangerous drugs", the French delegation would oppose it with the utmost energy. The assimilation of alcohol to a dangerous drug was inadmissible. An imprudent discussion would involve the interference of the League of Nations in the internal policy of countries which defended or condemned the dry system. In addition, Lord Cecil had pointed out the danger of raising questions which were not strictly within the Covenant. Certain arguments of this kind were inadmissible. One of the congresses mentioned in the letter had gone so far as to condemn the grape. As a defender of his race and of the wine of France, he must oppose the abolition of that amount of joy and radiance which was bestowed by good wine. If it were a question of smuggling, France had signed a treaty on this point with America. If it were a question of an international convention, the French delegation would not fight very strenuously. If, however, it was a question of binding the League to support the International Bureau for the Suppression of Alcoholism, which was at the moment subsidised by thirteen States, M. Loucheur would desire to leave to those States the privilege of subsidising this Bureau. He would even go so far as to say that, at certain moments, provided it was not abused, a small glass of alcohol of good quality helped many whose strength was failing.

The League should avoid making itself ridiculous or hateful and adopting the attitude of systematically interfering with the freedom of peoples. Though he respected, without envying, those persons who drank water, he would ask that the same toleration should be extended to those who drank wine, and, while being resolute to uphold the struggle against alcoholism, he would defend the cause of good wine.

M. ALFIERI (Italie) tient, à un point de vue de principe, à s'associer au brillant et persuasif exposé de M. Loucheur.

M. VOIONMAA (Finlande) rappelle que la contrebande de l'alcool est le fait d'une organisation internationale, et nécessite une lutte internationale; il ne veut pas discuter la question de savoir si l'alcool est une drogue nuisible; mais l'article 23^f du Pacte est également en jeu: il existe des maladies créées par l'alcool. Il est juste qu'on ne doit pas s'immiscer dans la politique intérieure des Etats: il faut précisément trouver la ligne de démarcation entre le droit international et le droit intérieur. Sa proposition est parfaitement loyale et ne touche nullement aux questions complexes d'abstinence.

M. ROY (Canada) rappelle que la vague de prohibition américaine a menacé le Canada; le Gouvernement fédéral a laissé les gouverneurs de provinces libres de décider. Toutes les provinces, à l'exception de Québec, d'origine française, ont accepté la prohibition. Or, après cinq ou six ans, toutes les provinces, à l'exception de l'île du Prince Edouard, qui comprend 100.000 habitants, sont revenues au régime humide. Evidemment, la contrebande est intense, mais il en est de même pour de nombreux articles de luxe et elle ne compromet pas les rapports pacifiques avec les Etats-Unis. S'il s'agit de l'alcool de vin, M. Roy doit affirmer nettement son opposition; c'est un aliment et non pas un poison; il appartient à chaque pays de réglementer l'usage non de l'alcool, mais du mauvais alcool.

M. DE VASCONCELLOS (Portugal) est d'accord avec les délégués de France, d'Italie et du Canada; c'est contre le mauvais alcool qu'il faut lutter; il faut éviter de lancer la Société des Nations dans des voies dangereuses. L'eau elle-même, telle qu'elle a été employée par l'Inquisition, n'a-t-elle pas été, parfois, une drogue des plus funestes? Il faut distinguer entre l'antialcoolisme et la phobie du vin, et s'abstenir de suivre jusqu'à l'extravagance les sociétés bien intentionnées qui s'aventurent dans la politique intérieure des Etats. Le Comité d'hygiène est hautement compétent pour étudier la question des mauvais alcools, dangereux pour la santé des peuples. Si l'on veut aller plus loin, le délégué portugais s'y opposera.

M. Pedro CASIO (Uruguay) remercie M. Loucheur d'avoir dissipé certaines craintes. Il a pris dans son pays des mesures contre la consommation abusive de l'alcool, mais il a déclaré nettement aux extrémistes qu'il entendait ne pas aller plus loin et que l'introduction de bon vin était un dérivatif salutaire. Il prie le président de poser la question préalable de compétence.

M. SANDLER (Suède) pense que les raisons d'étudier la question sont très fortes; du reste, le Comité de la protection de l'enfance, approuvé par l'Assemblée, a inscrit à son ordre du jour la question de l'alcoolisme. Il n'est pas question de toucher aux législations intérieures de chaque pays: il s'agit de réprimer la contrebande, problème international, et d'organiser la coordination internationale indispensable. Il insiste donc pour qu'on entende le rapport de M. Lupu.

Mlle ROSENBERG (Hongrie) remarque que les trois grands pays producteurs des meilleurs vins ont pris position contre la proposition; son pays, producteur du Tokai, devrait se ranger à leur côté. Mais, étant femme, elle doit se déclarer nettement contre l'alcool; elle reconnaît d'ailleurs que le vin est un produit de faible teneur alcoolique; ce sont les drogues qui pèsent jusqu'à 75° qui sont en jeu. Sans parler de prohibition ni de réglementation internationale, il faut pourtant lutter contre la puissance de dégénérescence contenue dans l'alcool, et tous ceux qui ont le sentiment du devoir social accepteront de faire discuter ce problème par un organisme qualifié. Cette question a des aspects multiples; Mlle Rosenberg rappellera seulement que les médecins sont d'accord pour reconnaître qu'une femme qui boit régulièrement un verre de vin est incapable d'allaiter son enfant.

M. LEY (Australie) reconnaît le danger de l'abus de l'alcool, mais refuse de discuter les mérites de la prohibition. Il s'agit sim-

M. ALFIERI (Italy) wished, on principle, to associate himself with the brilliant and persuasive speech of M. Loucheur.

M. VOIONMAA (Finland) observed that the smuggling of alcohol was due to an international organisation and required an international campaign. He did not wish to discuss the question whether alcoholism was a harmful drug, but Article 23 of the Covenant was also at stake. There were diseases caused by alcohol. It was quite true that the League should not interfere with the internal policy of States. The precise line of demarcation between international law and internal law must be definitely found. The proposal was perfectly loyal and in no way affected the complex question of teetotalism.

Mr. ROY (Canada) would recall that the wave of American prohibition had threatened Canada. The Federal Government had left the Governors of the provinces free to decide the point. All the provinces, with the exception of Quebec, which was of French origin, had agreed to prohibition. After five or six years, however, all the provinces, with the exception of Prince Edward Island, which comprised 100,000 inhabitants, had turned "wet". Obviously smuggling was carried on on a very large scale, but this was true of many luxury articles, and this smuggling did not compromise the peaceful relations of the country with the United States. If wine was involved, Mr. Roy would desire to state his very definite opposition to the proposal. Wine was a form of nourishment and not a poison. It was for each country to regulate the use, not of alcohol, but of bad alcohol.

M. DE VASCONCELLOS (Portugal) agreed with the representatives of France, Italy and Canada. The struggle should be waged against bad alcohol. Every effort should be made to avoid directing the League into dangerous paths. Had not water itself, as employed by the Inquisition, been sometimes a very sinister drug. A distinction should be made between an attitude of anti-alcoholism and an attitude of "unophobia" and the League should refrain from following to such extravagant lengths well-intentioned societies which ventured to interfere with the internal policy of States. The Health Committee was entirely competent to study the question of bad alcohol which was dangerous to the health of mankind. If any further step was to be taken, the Portuguese delegation would oppose it.

M. Pedro CASIO (Uruguay) thanked M. Loucheur for having dissipated certain fears. He had taken measures in his own country against the abusive consumption of alcohol, but he had definitely informed the extremists that he did not intend to go any further, and that the introduction of good wine was of salutary benefit. He asked the Chairman to put the previous question concerning the competence of the Committee to discuss the matter.

M. SANDLER (Sweden) considered that the reasons why the question should be discussed were very strong. The Infant Welfare Committee, with the approval of the Assembly, had put the question of alcoholism on its agenda. There was no question of interfering with the internal legislation of countries. It was a question of suppressing smuggling, which was an international problem, and of organising the international co-ordination indispensable for this purpose. He urged, therefore, that the report of M. Lupu should be read.

Mlle. ROSENBERG (Hungary) would point out that the three great countries producing the best wines had taken up a position of opposition to the proposal. Her own country, which produced Tokay, must range itself on their side. Being, however, a woman, she must definitely declare herself to be against alcohol. She was, indeed, ready to recognise that wine had a very small alcoholic content. The question concerned drugs which contained up to 75 per cent of alcohol. Without mentioning prohibition nor international regulation, it was necessary to fight against the power of alcohol to cause degeneration, and all those who had a feeling of social duty would agree that this problem should be discussed by a properly qualified organisation. The question had very numerous aspects. Mlle. Rosenberg would merely recall that doctors were agreed in recognising that women who regularly drank a glass of wine were incapable of nursing their children.

Mr. LEY (Australia) recognised the danger of the abuse of alcohol, but refused to discuss the merits of prohibition. The

plement de voir ce qu'impose le Pacte; or, c'est un document dont la Société des Nations doit être le gardien respectueux; elle ne peut rien supprimer, rien ajouter, rien modifier. Si l'on invoque l'article 23 f), il faut que l'alcool soit une question internationale et une cause de maladie; mais si l'on rappelle à juste titre que le mauvais lait est une cause de phtisie, ne faudra-t-il pas étudier aussi la question du lait? On a parlé du pacte et des mandats. Il s'agit de diriger ou de protéger des populations arriérées et aucune assimilation n'est possible. La lutte contre l'alcoolisme est essentiellement d'ordre intérieur; chaque pays a sa conception propre; plusieurs d'entre eux ont dû rapporter les lois de prohibition qu'ils avaient introduites. Une réglementation uniforme empiéterait sur la liberté des Etats et compromettrait radicalement le progrès de la lutte antialcoolique. De même, tout fait de contrebande est une atteinte à la législation d'un Etat particulier. Du point de vue de la prohibition, de la politique intérieure des Etats et du Pacte, cette étude n'est pas justifiée.

M. LUPU (Roumanie) accepte volontiers de ne pas présenter son rapport. La discussion a dévié. Les articles 23 c) et 23 f) sont formels, mais il ne s'agit ni de prohibition ni d'interdiction du vin ou de la bière. Il existe de nombreuses drogues nuisibles et il est indiscutable que l'alcool est à la base d'un nombre considérable de maladies. Bien plus, il est de l'intérêt même des pays producteurs, où il se vend trois fois plus de vin qu'on en a récolté, d'étudier la répression des fraudes. M. Lupu a été profondément impressionné par la valeur et l'importance du travail effectué par la Société des Nations dans le domaine de l'hygiène; or, il ne s'agissait pas là d'une des questions primordiales du Pacte. On doit faire étudier la question de l'alcoolisme par une commission et la charger de réunir une documentation complète, pour le plus grand bénéfice des peuples et de l'autorité morale de la Société des Nations.

M. LEY (Australie) propose la motion suivante: « La seconde Commission ne voit pas la possibilité de donner son adhésion à la proposition actuelle. »

M. DE BROUCKÈRE (Belgique) pourrait accepter cette proposition. La Société des Nations a le droit et le devoir, d'après les articles 23 et 24, de lutter contre les drogues dangereuses et d'étendre son activité; bien plus, on n'a pas le droit d'interpréter le Pacte en déclarant que telle question se trouve ou non dans le domaine de la Société des Nations. Il ne défendra pas la proposition actuelle, car on doit constater que certains membres de la Commission lui sont opposés. Mais personne ne pourra nier son intérêt et le droit incontestable de la Société des Nations de la confier à l'étude de la Section d'hygiène, qui sera compétente pour voir si cette étude nécessite la création d'un comité spécial.

M. ELLIOTT (Empire Britannique) fait observer qu'on s'est trompé sur la nature de la proposition actuelle, car la Société des Nations a déjà étudié de multiples aspects de l'alcoolisme. Du reste, il ne veut pas appuyer cette proposition; elle n'aboutirait qu'à diminuer les pouvoirs de la Société des Nations, qui a le droit et le devoir d'étudier l'alcoolisme.

La Commission est nettement divisée. M. Elliott demande donc aux auteurs de la proposition de la retirer pour la présenter de nouveau à la prochaine Assemblée, en même temps qu'une documentation complète et que le rapport de M. Lupu.

M. PAMS (France), comme représentant de la viticulture française, demande qu'on lui donne acte du fait que le vin a été glorifié et n'a été incriminé en aucune façon: moyennant quoi, il considère son procès comme gagné.

Sir FAZL-I-HUSSAIN (Inde) constate avec satisfaction qu'on a accepté, avec le délégué britannique, la compétence de la Société des Nations. Son gouvernement est nettement favorable à la répression de l'alcoolisme; on aurait même introduit la prohibition si les provinces ne s'étaient heurtées à de graves difficultés pratiques. On exerce en tout cas un contrôle très sérieux pour lutter contre l'alcoolisme, qui se développe avec l'industrialisme, et contre l'opium.

only question was to discover what obligations were imposed by the Covenant. The Covenant was a document of which the League must be the respectful guardian. It could delete nothing, add nothing, and amend nothing. If Article 23 (f) were quoted in support, alcohol must be considered to be an international question, and a cause of disease. If, however, the Committee recalled, and rightly, that bad milk was a cause of consumption, should not the question of milk be also considered? Mention had been made of the covenant and the mandates. In connection with these, it was a question of directing or protecting backward populations, and no comparison could therefore be made. The campaign against alcohol was essentially an internal question. Each country had its own views. Several countries had had to repeal the prohibition laws which they had introduced. A uniform regulation of the question would infringe the liberty of States and compromise radically the progress of the campaign against alcohol. Any act of contraband constituted an attack upon the legislation of a particular State. From the point of view of prohibition, the internal policy of States, and of the Covenant, this investigation was not justified.

M. LUPU (Roumania) was quite willing not to submit his report. The discussion had wandered from the point. Articles 23 (c) and 23 (f) of the Covenant constituted formal obligations, but there was no question of prohibiting wine or beer. There were numerous harmful drugs and it was an indisputable fact that alcohol was at the root of a considerable number of diseases. Further, it was in the interests of the producing countries themselves, in which three times the quantity of wine was sold than was grown, to investigate the question of contraband. M. Lupu had been very much impressed by the value and importance of the League's work in the field of health. This matter, however, had not concerned primary questions of the Covenant. The question of alcoholism must be studied by a committee which should be instructed to collect full information to be used for the benefit of peoples and the moral authority of the League.

Mr. LEY (Australia) made the following proposal:

“ The Second Committee sees no possibility of adhering to the present proposal. ”

M. DE BROUCKÈRE (Belgium) was ready to accept this proposal. It was the right and duty of the League, in accordance with Articles 23 and 24, to carry on a campaign against dangerous drugs, and to extend its activity in this respect; all the more, then, one had no right to interpret the Covenant and to state that any particular question was, or was not, within its scope. He would not defend the present proposal, for it was to be noted that certain members of the Committee were opposed to it. No one, however, could deny its interest or the unquestioned right of the League to entrust the Health Section with its investigation, for that Section was competent to determine whether that investigation necessitated the establishment of a special committee.

Mr. ELLIOTT (British Empire) would point out that a mistake had been made regarding the nature of the present proposal. The League had already studied many aspects of the question of alcohol. He would not, however, support the proposal. It could only result in a diminution of the powers of the League, whose right and duty it was to study alcoholism. The Committee was clearly divided. Mr. Elliott asked the authors of the proposal to withdraw it in order to submit it once more to the next Assembly, together with a complete collection of information and the report of M. Lupu.

M. PAMS (France), as representative of the wine-growers of France, asked that it should be placed on record that wine had been the subject rather of eulogy than reproach. If that were granted, he would consider that his case was won.

Sir FAZAL-I-HUSSAIN (India) noted with satisfaction that the Committee had agreed with the British delegation in accepting the competence of the League. His Government was strongly in favour of the suppression of alcoholism. Prohibition would even have been introduced had not the Provinces met with grave practical difficulties. A very serious control, however, was exercised in order to maintain the campaign against alcoholism, which was spreading with the growth of industrialism, and also the campaign against opium.

Il est d'accord avec M. Elliott pour penser que les auteurs de la proposition auraient avantage à s'exposer à une défaite par une hâte immodérée.

Le professeur BURCKHARDT (Suisse) déclare que la nouvelle Constitution suisse s'occupera particulièrement de la répression de l'alcoolisme.

Il est normal et profitable que la Société des Nations travaille aux grands problèmes d'hygiène, mais faut-il faire un problème nouveau et distinct de l'alcoolisme? Juridiquement c'est impossible, car la deuxième Commission n'est pas unanime. Ce problème entrera donc à son heure dans la sphère d'activité de la Société des Nations.

M. LOUCHEUR (France) déclare que la position de la délégation française provient de la façon dont on introduit le problème: elle veut combattre les abus de l'alcool, mais n'admettra jamais qu'on en parle comme d'une drogue nuisible, et qu'on interprète comme on l'a fait l'article 23 f). Il constate qu'on ne pourra pas réaliser l'accord sur la question de compétence et regrette de ne pouvoir donner satisfaction à la déléguée de Hongrie, car il serait dangereux d'introduire cette question au Comité d'hygiène par le canal de la proposition finlandaise. Son opposition vient du patronage du Comité contre l'alcoolisme de Lausanne, qui ne combat pas seulement les drogues dangereuses, mais encore le vin. On a parlé de contrebande, mais la contrebande de l'alcool n'est pas la seule qu'on doive combattre; quelle résistance la répression de la contrebande de l'argent n'a-t-elle pas soulevé dans certains pays!

M. Loucheur veut donc éviter un vote sur la question préalable, car le vote adverse entraverait la lutte commune. Il propose une brève suspension de séance, qui permettra un échange de vues officieux.

(La séance est suspendue à 18 h. 20 et reprise à 18 h. 45.)

M. VOIONMAA (Finlande) présente la déclaration suivante:

« Après un débat approfondi qui a démontré la complexité du problème et en présence des difficultés de fond et de procédure qu'il a soulevées, les délégations signataires, tout en maintenant le principe de leur motion, déclarent leur intention de la représenter sous une autre forme. »

VIII. CINQUIÈME SÉANCE DE LA SIXIÈME COMMISSION

La sixième Commission s'est réunie hier vendredi, 16 septembre 1927, à 15 heures, sous la présidence de M. BECH (Luxembourg).

Lettre de la délégation de l'Empire d'Ethiopie.

Le PRÉSIDENT fait connaître que la délégation de l'Empire d'Ethiopie a transmis au Secrétaire général, par lettre du 15 septembre 1927, une note relative aux conditions de certaines catégories d'indigènes dans l'Empire d'Ethiopie et des statistiques détaillées établies à ce sujet.

Question relative à la Conférence des experts de presse (suite de la discussion).

Sir Granville de Laune RYRIE (Australie) déclare que, dans son pays, rien ne motive des récriminations du genre de celles que le délégué de la Norvège a émises. On apprécie hautement en Australie la valeur de certains des organismes de presse qui ont été l'objet de critiques.

En Australie, dit l'orateur, la presse a fait un effort sérieux pour organiser ses services de renseignements à l'étranger par le concours de personnes de nationalité australienne. Deux agences nationales australiennes existent et, depuis la conclusion de la paix, la presse australienne a été représentée par des journalistes australiens à toutes les réunions internationales importantes. L'orateur engage tous les pays à faire de même.

He would agree with Mr. Elliott in thinking that the authors of the proposal were running the risk of a defeat by the immoderate haste which they showed.

Professor BURCKHARDT (Switzerland) said that the new Swiss Constitution would especially deal with the suppression of alcoholism.

It was normal and profitable for the League to do work in connection with the great problems of health, but should a new and distinct problem be made of alcoholism? Legally it was impossible to do so, for the Second Committee was not of a unanimous opinion. The problem would therefore enter the sphere of the League's activity in due course.

M. LOUCHEUR (France) said that the position of the French delegation was due to the manner in which the problem had been stated. The French delegation desired to combat the abuse of alcoholism, but would never agree that it should be defined as a harmful drug or that Article 23 (f) should be interpreted in the manner adopted by certain speakers. He noted that it was impossible to achieve agreement on the question of competence and regretted to be unable to satisfy the Hungarian delegate, for it would be dangerous to put this question to the Health Committee by means of the Finnish proposal. His opposition arose from the fact that the patronage of the League was to be extended to the Anti-Alcohol Committee of Lausanne, which carried on a campaign not only against dangerous drugs but also against wine. Mention had been made of smuggling, but the smuggling of alcohol was not the only form which must be combated; he would remind the Committee of the resistance that the combating of the smuggling of money had aroused in certain countries.

M. Loucheur desired, therefore, to avoid taking a vote on the preliminary question, for a negative vote would interfere with the common campaign. He would propose that the Committee should adjourn for a short time in order to hold an unofficial exchange of views.

(The sitting was suspended at 6.20 p.m. and continued at 6.45 p.m.)

M. VOIONMAA (Finland) made the following statement:

" After a long debate which has shown the complexity of the problem and in view of the difficulties of principle and of procedure to which it has given rise, the delegations who signed the letter, while maintaining the principle underlying their proposal, declare their intention to put it in another form."

VIII. FIFTH MEETING OF THE SIXTH COMMITTEE

The Sixth Committee met yesterday (Friday, September 16th) at 3 p.m. under the chairmanship of M. BECH (Luxembourg).

Letter from the Delegate of the Ethiopian Empire.

The CHAIRMAN informed the Committee that the delegation of the Ethiopian Empire had forwarded a letter to the Secretary-General, dated September 15th, 1927, concerning the conditions of certain classes of natives in the Ethiopian Empire and detailed statistics in regard to them.

Questions relating to the Conference of Press Experts (continued).

Sir Granville de Laune RYRIE (Australia) said that in his country there was no grounds for reproaches of the kind which had been directed against the Press by the delegate of Norway. In Australia, the value of certain organs of the Press, which had been the subject of criticism, were highly appreciated.

In Australia, the Press had made a serious effort to organise its foreign news services with the assistance of persons of Australian nationality. National Australian agencies existed, and, since the conclusion of peace, the Australian Press had been represented by Australian journalists at all important international meetings. He hoped that every country would make similar arrangements.

Sir Edward HILTON YOUNG (Empire Britannique) déclare qu'il apprécie très hautement le résultat de la Conférence d'experts de presse et qu'il se rallie aux observations présentées par M. de Brouckère, qui a indiqué la voie à suivre pour donner plein effet aux résolutions de la Conférence.

L'orateur rappelle que, dans son discours à l'Assemblée, M. Briand, parlant des journalistes, disait qu'il les considérait, comme les collaborateurs de l'œuvre de la Société des Nations. Sir Hilton Young partage cette opinion, qui témoigne de l'intérêt que porte la Société des Nations au travail des journalistes qui font connaître dans le monde entier les travaux de la Société. C'est du reste pour cette raison que la Société des Nations a convoqué la Conférence d'experts de presse; elle a voulu assurer la collaboration de la presse à l'œuvre de la paix par la recherche des moyens les plus propres à améliorer la diffusion dans le monde de toutes les informations de presse. A cette conférence ont pris part un grand nombre de personnalités éminentes de la presse, des directeurs de journaux et d'agences et de grands journalistes. L'orateur exprime la crainte que certaines paroles prononcées à la Commission aient pu donner l'impression erronée que la Commission ne reconnaît pas à sa juste valeur le travail très intéressant fourni par les experts convoqués à la Conférence.

Parlant de la situation de la presse en Grande-Bretagne, l'orateur dit qu'à son avis le niveau moral du journalisme s'élève d'une manière constante, que le sens des responsabilités chez les journalistes et la conscience de leur rôle éducatif est en progrès de manière continue grâce aux efforts des universités. Sir Hilton Young estime avec M. Hambro qu'il ne faut certes pas avoir peur des faits mais qu'avant de parler de certains faits il faut s'assurer de leur réalité. Peut-être certaines des appréciations émises hier par M. Hambro ne témoignent-elles pas de ce souci à un degré suffisant? En Angleterre, il n'y a pas de monopole des informations. Au contraire, une concurrence très vive y existe et se développe de plus en plus entre les agences d'information. Les critiques qui ont été adressées à certaines agences d'information ne lui paraissent pas très fondées. L'orateur réfute également certaines assertions de M. Hambro relatives à un journal britannique.

Sir Hilton Young conclut en exprimant la reconnaissance de la Commission envers les participants à la Conférence d'experts de presse.

M. Lucien HUBERT (France) estime devoir lui aussi revenir sur certaines considérations émises par les délégués de la Norvège et de la Colombie. On a signalé l'importance de plus en plus grande que le capital prend dans les affaires de la presse. C'est là un fait évident, mais qui résulte du progrès lui-même et qui est la condition du progrès. Nous ne sommes plus au temps où les journaux avaient un public restreint et des moyens d'information minimes. Actuellement, certains journaux ont de très gros tirages; le public est devenu plus exigeant et les moyens à mettre en œuvre pour le renseigner sont coûteux. Il y a du reste, dans tous les pays, indépendamment de la grande presse d'information, de nombreux journaux d'opinion qui continuent à combattre pour des idées et qui sont infiniment respectables. L'orateur tient à leur rendre un hommage particulier en même temps qu'il rend hommage à la grande presse d'information.

Certes, ajoute M. Hubert, il peut arriver qu'il y ait dans la presse certains abus, mais nous devons nous garder de généraliser et nous devons nous rappeler la parole de Beaumarchais: « Il n'y a que les petits hommes qui tiennent compte de petits écrits ».

L'orateur se rallie aux observations présentées par M. de Brouckère sur la suite à donner aux travaux de la Conférence.

Le rôle de la Commission n'est pas d'évangéliser la presse. Ce rôle est plus modeste; il est défini par les termes mêmes dans lesquels la Conférence d'experts de presse a été convoquée. Il s'agit d'aider la presse à obtenir certaines améliorations qui doivent contribuer à rendre plus efficace sa collaboration à l'œuvre de la paix. Or, pour cela, il n'y a qu'à se baser sur les résolutions de la Conférence et à leur faire donner la suite qu'elles comportent.

L'orateur rappelle que M. Restrepo a dit que, si la presse a certains rapports avec la vérité, elle en a aussi avec le mensonge. Mais, dit M. Hubert, nous aussi, nous avons des rapports avec la vérité et le mensonge; et encore en disant mensonge, il

Sir Edward HILTON YOUNG (British Empire) said that he highly appreciated the result of the Conference of Press Experts. He associated himself with the observations of M. de Brouckère, who had indicated the path to be followed in order to give full effect to the resolutions of the Conference.

He would remind the Committee that M. Briand, in his speech to the Assembly, referring to the journalists, had said that he regarded them as collaborators in the work of the League of Nations. He shared this opinion, which showed the importance attached by the League of Nations to the work of journalists who kept the whole world informed of its work. It was for this reason that the League of Nations had convened the Conference of Press Experts. The League had desired to secure the collaboration of the Press in its work of peace by endeavouring to discover the most appropriate means of improving the distribution of Press news throughout the world. A large number of distinguished persons had taken part in the Press Conference, including editors of newspapers and agencies and eminent journalists. He feared that certain speeches which had been made in the Committee might wrongly have given the impression that the Committee had not appreciated at its true value the very interesting work done by those convened to the Conference.

Referring to the position of the Press in Great Britain, he would state that, in his opinion, the moral level of journalism had continually risen, and that the sense of responsibility among journalists and the consciousness of the educational part which they played were continuously becoming more pronounced, thanks to the efforts of the Universities. He agreed with M. Hambro that it was necessary not to be afraid of facts, but, before referring to certain facts, it was necessary to make sure that they correspond with reality. Perhaps certain of the views expressed by M. Hambro did not show sufficient care in that respect. In England there was no monopoly of news; on the contrary a very keen competition existed, and was continually developing, between the news agencies. It would be well if M. Hambro were to verify the criticisms which had been brought against certain news agencies, which did not seem to him to be very well founded. He would also question certain assertions of M. Hambro relating to a British newspaper.

He would conclude by expressing the gratitude of the Committee to those who had participated in the Conference of Press Experts.

M. Lucien HUBERT (France) said that it was his duty to refer to certain observations made by the delegate of Norway and the delegate of Colombia. Attention had been drawn to the increasing importance of capital in the Press world. This was a very obvious fact, but one which resulted from the progress which had been achieved and which was a condition of development. The time had passed when newspapers had a limited public and very slender sources of information. At present certain newspapers had a very large circulation, the public had become more exacting, and the means adopted to keep them informed were costly. There were, moreover, in all countries, independently of the big newspapers, numerous periodicals which continued to fight for ideas and which were in all ways to be respected. He would pay a special tribute to these periodicals, and he would pay a tribute to the big newspapers also.

Possibly there were in the Press certain abuses, but people should be on their guard against generalising, and remember the saying of Beaumarchais: "Only little men pay any attention to small gossip".

He associated himself with the observation of M. de Brouckère as to the action to be taken in order to give effect to the work of the Conference.

It was not the duty of the Committee to evangelise the Press. Its object was of a more modest scope and it was defined by the terms of reference in accordance with which the Conference of Press Experts had been convened. The problem was to assist the Press in obtaining certain improvements which would help to render its collaboration in the work of peace more effective. For that purpose, all that was necessary was to take the resolutions of the Conference as a basis, and to authorise the action for which they called.

He would remind the Committee of what M. Restrepo had said. Though the Press had dealings with truth it also had dealings with error. That, however, was also true of human beings, and, in speaking of error, it was perhaps necessary to

faudrait peut-être distinguer entre l'erreur voulue et l'erreur involontaire. Nous sommes tous sujets à commettre des erreurs, ce fait n'a pas besoin d'être démontré. M. Hambro a émis, par exemple, au sujet de certaines agences françaises de presse, des appréciations basées sur des erreurs que l'orateur ne veut du reste pas relever.

L'une des grosses difficultés du travail des journalistes est précisément de distinguer entre la vérité et l'erreur. Nous ne devons pas nous livrer à de vaines récriminations contre les journaux parce que ceux-ci se trompent parfois; nous devons au contraire aider les journalistes à ne pas se tromper. Et enfin, nous devons nous rappeler que nous avons nous-mêmes convoqué des journalistes à la Conférence, que nous leur avons demandé de travailler avec nous et que, dès lors, nous devons leur savoir gré de s'être rendus à notre invitation, d'avoir accompli à la Conférence un travail que nous apprécions hautement et auquel nous devons désirer voir donner la suite qu'il comporte.

M. HAMBRO (Norvège) regrette de se voir obligé de demander à nouveau la parole, mais il considère les questions de presse comme tellement importantes qu'il faut absolument que la Commission les examine avec attention. La Commission compte en son sein un certain nombre de parlementaires et M. Hambro connaît la méthode parlementaire qui consiste à réfuter certaines opinions que personne n'a voulu émettre et à défendre certaines causes que nul n'a songé à attaquer.

Le délégué australien a conseillé aux petits pays de faire un effort pour que leur presse soit renseignée directement par leurs nationaux. On n'a pas, en Scandinavie, attendu que ce conseil fut donné, et M. Hambro a expliqué lui-même qu'en Norvège et en Suède la presse s'est organisée pour avoir elle-même le contrôle de ses informations. Il y a certains faits que les représentants des grands pays peuvent difficilement comprendre poursuit M. Hambro. Certes, les agences ont rendu à la presse des services incomparables. M. Hambro n'a jamais voulu le nier, mais il a simplement tenu à faire remarquer que, par suite du système des agences, certains pays ont les plus grandes difficultés à obtenir par eux-mêmes des informations et à se faire entendre au dehors.

En sa qualité de journaliste, M. Hambro est convaincu de la puissance de la presse. Il a foi en cette puissance, plus qu'en l'efficacité des réunions de comités. En parlant comme il a fait hier, il savait parfaitement qu'il ne pouvait atteindre de résultat positif, mais il a considéré comme essentiel que certaines vérités fussent dites.

L'orateur rappelle qu'il a déjà dit hier que, dans l'ensemble, il se rallie aux observations faites par M. de Brouckère. Il tient cependant à donner des explications sur les moyens par lesquels les administrations télégraphiques et téléphoniques en Norvège veillent à ce que les câbles et lignes téléphoniques ne soient pas accaparés à certaines heures par qui que ce soit.

L'orateur déclare que lui aussi apprécie hautement les travaux de la Conférence d'experts de presse et qu'il attend de bons résultats de cette Conférence si les gouvernements auxquels les résolutions vont être transmises les communiquent à leur tour aux organisations de presse. Les remarques qu'il a faites hier tendraient seulement à montrer qu'il y avait de graves questions que la Conférence n'avait pas examinées.

En terminant, l'orateur exprime l'espoir que certains pays à population nombreuse feront un effort analogue à celui qu'on a fait en Australie, en Suède et en Norvège pour renseigner le public par le moyen d'informateurs nationaux.

Le comte BONIN-LONGARE (Italie) dit que, étant lui-même un profane dans les affaires de presse, il a suivi avec un intérêt particulier les discussions de la Commission, où l'on a entendu les opinions diverses de plusieurs personnalités qui connaissent très bien ces affaires. Mais, cependant, en voyant que l'on entrait dans des détails, il a pu craindre parfois de voir la discussion s'égarer. La Commission devait prendre connaissance des résultats d'une conférence d'experts particulièrement choisis pour leur haute compétence, experts qui ont examiné une série de questions soigneusement délimitées.

L'orateur a pu se demander par moment si la Commission ne sortait pas de son rôle en se livrant à des discussions sur certaines questions spéciales pour lesquelles elle n'est certes pas aussi compétente que l'était la Conférence.

Après avoir rendu un généreux hommage à celle-ci, l'orateur exprime l'avis que l'on pourrait clôturer les débats et en retenir

distinguer entre l'erreur voulue et l'erreur involontaire. All were subject to make mistakes. There was no need to prove that fact. M. Hambro, for example, had expressed views in regard to certain French Press agencies which were based upon errors which he had no desire to emphasise.

One of the great difficulties in the work of journalists was to distinguish between truth and error. People should not indulge in vain reproaches against newspapers for being sometimes mistaken. Journalists should, on the contrary, be assisted, so that they might not make mistakes. It should, moreover, be borne in mind that the League had itself convened the journalists to the Conference, that the League had asked them to work with it, and that henceforth the League must be grateful to them for having responded to its invitation and for having done at the Conference work which the League highly appreciated and which it must desire to see followed up with appropriate action.

M. HAMBRO (Norway) regretted that he was obliged once more to address the Committee. He regarded, however, Press questions as of such importance that it was essential for the Committee to examine them with attention. The Committee counted among its members a certain number of Members of Parliament, and he was well aware of the parliamentary method which consisted in refuting certain opinions which no one had put forward, and defending certain causes which no one had dreamed of attacking.

The Australian delegate had advised small countries to make an effort to ensure that their Press should be directly informed by their own nationals. Scandinavia had not waited for that advice, and he had himself explained that, in Norway and Sweden, the Press had been organised with a view to securing for itself a control of its news. There were certain facts which the representatives of large countries could with difficulty understand. The agencies had rendered the Press incomparable services. He had never wished to deny that fact. He had merely felt it necessary to observe that, as a result of the system of agencies, certain countries had the greatest difficulty in obtaining information for themselves and in procuring a hearing abroad.

As a journalist himself, he was convinced of the power of the Press. He believed in that power more than in the effectiveness of committee meetings. In speaking as he had done yesterday, he was perfectly well aware that he was not achieving any positive result, but he considered it essential that certain truths should be affirmed.

He had said yesterday that, on the whole, he agreed with the observations made by M. de Brouckère. He felt it necessary, however, to give some explanations in regard to the methods by which the telegraph and telephone administrations of Norway ensured that the cable and telephone lines should not be overloaded at certain hours by anyone whatsoever.

He, too, highly appreciated the work of the Conférence of Press Experts, and he expected that the results of this Conférence would be excellent if the Governments to which the resolutions were to be transmitted communicated them in turn to the Press organisations. The observations that he had made yesterday were merely intended to show that there were serious questions which the Conférence had not examined.

In conclusion, he would express the hope that certain countries with a numerous population would make a similar effort to that which had been made in Australia, in Sweden and in Norway to inform the public by means of national agencies.

Count BONIN-LONGARE (Italy) said that, being himself a layman in Press matters, he had followed with special interest the discussions of the Committee, in which various opinions had been expressed by several persons who were very well acquainted with the subject. He had sometimes feared, on seeing that the speakers were going into details, that the discussion might go astray. The Committee had to note the results of a Conférence of Experts particularly chosen for their high competence. These experts had examined a series of questions carefully defined.

He had been tempted to wonder at times whether the Committee was not going beyond its sphere in entering upon the discussion of certain special questions with which it was certainly not as competent to deal as the Conférence.

He would, while paying a generous tribute to the Conférence of Experts, express the opinion that the present discussion

particulièrement deux points. C'est d'abord le fait remarquable que l'unanimité a pu se faire au sein de la Conférence sur presque toutes les résolutions. C'est ensuite que les conclusions de la Conférence ont été rédigées avec beaucoup de tact et avec une modération qui fait honneur aux participants de la Conférence, à ces journalistes que l'on considère souvent comme des enfants terribles et qui, en cette circonstance, se sont montrés aussi prudents et aussi avisés que des diplomates expérimentés.

Le PRÉSIDENT déclare qu'il croit répondre au sentiment général de la Commission en priant M. de Brouckère de bien vouloir se charger de faire le rapport à l'Assemblée sur la question de la Conférence d'experts de presse.

La Commission approuve cette proposition.

M. DE BROUCKÈRE (Belgique), exprime ses remerciements et indique qu'à une séance prochaine il présentera un projet de résolution qui tiendra compte des opinions généralement acceptées par tous les membres de la Commission.

Mandats.

Le Dr NANSSEN (Norvège) désire présenter quelques observations d'ordre général que lui suggère la documentation soumise à l'Assemblée au sujet des mandats.

En premier lieu, il constate avec satisfaction que, à la suite du rapport adopté le 8 septembre par le Conseil, le caractère juridique des relations entre les Puissances mandataires et les territoires sous mandat se trouve maintenant éclairci.

Il semble y avoir dans divers milieux quelque confusion sur le droit d'adresser des pétitions à la Commission des mandats. La publication d'un exposé clair et simple de la pratique en vigueur aurait peut-être l'utilité d'aider à dissiper tout malentendu. En réalité, d'ailleurs, il est bien clair qu'il est fait usage du droit de pétition puisque la Commission, à sa dernière session, a examiné vingt-quatre pétitions.

La sixième Commission constatera avec satisfaction que la Commission des mandats est aujourd'hui parvenue à définir certains termes techniques relatifs au trafic des spiritueux, qui figurent dans les mandats B et C et dans la Convention de St-Germain de 1919. Il faut espérer que ces définitions seront bientôt admises par toutes les Puissances mandataires. Les statistiques des dernières années montrent une grave augmentation du trafic des spiritueux dans beaucoup de territoires sous mandat. Peut-être y aurait-il lieu d'inviter la Commission des mandats à porter une attention particulière à cet état de choses et à faire connaître ses vues sur les causes de cette situation.

Depuis la dernière Assemblée, la Commission a, pour la première fois, examiné des rapports sur l'Irak. Le Haut-Commissaire, sir Henry Dobbs, a résumé de la façon suivante la politique de la Puissance mandataire: « L'Irak, gouverné pour les Irakiens et par les Irakiens, avec l'aide d'un petit nombre de conseillers et d'instructeurs britanniques. »

Le délégué de la Norvège est heureux de constater l'apaisement appréciable survenu dans la situation de la Syrie. Il est à espérer qu'il sera possible à la Puissance mandataire de mettre sur pied l'organisation constitutionnelle du pays, grâce à une efficace collaboration entre ses propres représentants et les autorités indigènes.

La presse a dernièrement signalé des troubles dans le Samoa occidental. Peut-être le représentant de la Nouvelle-Zélande à la sixième Commission voudra-t-il informer celle-ci des mesures que prend la Puissance mandataire en vue de procurer à la Commission des mandats, à sa prochaine session, tous renseignements sur la situation.

Il n'y a pas d'élément plus important pour l'administration des territoires sous mandat que la qualité du corps de fonctionnaires représentant la Puissance mandataire dans les postes supérieurs ou subalternes. Il importe au plus haut point que ces fonctionnaires aient préalablement subi la meilleure formation possible et qu'ils soient imbus d'une compréhension complète du système des mandats. Il ne fait pas de doute que la Commission des mandats et les Puissances mandataires ne consacrent à ce problème une attention toute spéciale.

Le représentant de la Norvège attire l'attention sur la grande valeur des procès-verbaux des sessions de la Commission des mandats. Il espère qu'aucune considération d'économie ne déterminera l'Assemblée à poser des règles dont l'application équivaldrait à la réduction ou à la suppression de ces procès-

might be closed, and that two points in particular should be remembered. First, it was a remarkable fact that it had been possible to obtain unanimity within the Conference for almost all the resolutions. Secondly, the conclusions of the Conference had been drafted with considerable tact and with a moderation which did honour to those who had participated in it. Journalists were often regarded as difficult people, but on this occasion they had shown themselves as prudent and as sagacious as experienced diplomatists.

The CHAIRMAN said that he thought he was interpreting the general feeling of the Committee in asking M. de Brouckère to make the report to the Assembly on the question of the Conference of Press Experts.

The Committee approved this proposal.

M. DE BROUCKÈRE (Belgium) thanked the Committee, and said that at the next meeting he would submit a draft resolution which would take into account the opinions generally accepted by all the members of the Committee.

Mandates.

Dr. NANSSEN (Norway) wished to make a few general observations arising out of the mandates documents submitted to the Assembly.

In the first place, he noted with satisfaction that, as a result of the report adopted by the Council on September 8th, the legal relationship between the mandatory Powers and the mandated territories had now been made clear.

Some confusion seemed to exist in various circles as regarded the right of petition to the Mandates Commission. The publication of a simple, clear explanation of the existing practice would perhaps be useful in helping to dispel any misunderstandings. In fact, however, the right of petition was clearly being used, twenty-four petitions having been considered at the Commission's last session.

The Sixth Committee would note with satisfaction that the Mandates Commission had now succeeded in defining certain technical terms concerning the liquor traffic which were found in the B and C Mandates and in the St. Germain Convention of 1919. It was to be hoped that these definitions would soon be accepted by all the mandatory Powers. The statistics of recent years showed a serious increase in the liquor traffic in many mandated territories. Perhaps the Mandates Commission might be asked to devote particular attention to this state of affairs and to express its views as regards the underlying causes.

The Commission had, since the last Assembly, examined for the first time reports concerning Iraq. The High Commissioner, Sir Henry Dobbs, had summarised the policy of the mandatory Power in the following terms: "Iraq governed for the Iraqi and by the Iraqi, helped by small numbers of British advisers and instructors".

The speaker was happy to note that the situation in Syria had quieted down considerably. It was to be hoped that it would be possible for the mandatory Power to frame the constitutional organisation of the country as a result of effective collaboration between its own representatives and the native authorities.

Various reports of troubles in Western Samoa had recently been published in the Press. Perhaps the representative of New Zealand on the Sixth Committee might wish to inform the Committee of the steps which the mandatory Power was taking to give the Mandates Commission full information on the situation at its next session.

No single factor was of more importance for the administration of the mandated territories than the quality of the officials representing the mandatory Power in superior or secondary positions. It was of the utmost importance that they should have the best possible previous training and be instilled with a full understanding of the mandate system. The Mandates Commission and the mandatory Powers would no doubt continue to give special attention to this problem.

Dr. Nansen drew attention to the great value of the Minutes of the sessions of the Mandates Commission. He hoped that no considerations of economy would lead the Assembly to lay down a ruling which would mean the reduction or suppression of these Minutes. They were in fact absolutely essential as a

verbaux. Ceux-ci constituent, en effet, le témoignage absolument indispensable de la façon dont la Commission s'acquitte de sa tâche, fixée par l'article 22 du Pacte lui-même, et qui est d'examiner les rapports annuels des mandataires.

Parlant de la publicité des séances de la Commission des mandats, le Dr Nansen dit qu'à son avis les critiques qui se sont fait jour relativement au caractère secret de ses travaux sont en majeure partie dépourvues de fondement, car il paraît en temps utile des procès-verbaux très complets. Cependant, le règlement intérieur de la Commission prévoit des séances publiques dans certains cas et il espère que la Commission trouvera le moyen de faire état de cette disposition dans une plus grande mesure lorsqu'elle discutera des questions d'un caractère général.

M. KNOWLES (Nouvelle-Zélande) signale que, lors de son examen des rapports annuels du Gouvernement néo-zélandais sur l'administration du Samoa, la Commission des mandats a exprimé son approbation de cette administration.

Il y a eu dernièrement une certaine agitation dans le territoire sous mandat et des plaintes ont été formulées. Ce fut, en grande partie, le fait d'un petit nombre de blancs. La grande majorité de la population européenne et indigène, au contraire, approuve la politique de l'Administrateur. Néanmoins, le Gouvernement néo-zélandais a décidé de charger une Commission royale, présidée par sir Charles Sharrett, Chief Justice de Nouvelle-Zélande, de faire une enquête sur les allégations des intéressés et de présenter un rapport sur l'administration en général. Cette Commission se trouve déjà à Samoa et son rapport sera, en temps utile, communiqué à la Commission permanente des mandats. Il émet donc l'avis qu'il serait prématuré de discuter la question en ce moment.

M. Jacobus SMIT (Afrique du Sud) dit combien il apprécie l'intérêt que le Dr Nansen témoigne cette année, de même que les années précédentes, à la question des mandats.

Cependant, il lui semble que, lorsque l'on parle de cette question, il ne faut pas trop insister sur le mot « indigène ». Dans des territoires tels que le Sud-Ouest Africain, il y a des habitants européens, métis et indigènes dont tous peuvent à bon droit prétendre à ce qu'il soit tenu compte de leurs intérêts. L'Afrique du Sud ne considère pas les territoires sous mandat comme une colonie devant être administrée dans l'intérêt de la Puissance qui exerce l'autorité, mais dans l'intérêt de la population locale tout entière.

Au nom de son gouvernement, il salue la nomination, à la Commission des mandats, d'un membre allemand, qui ne pourra manquer d'apporter un utile appoint tant du point de vue de la Commission que des territoires sous mandat.

M. VAN REES, vice-président de la Commission permanente des mandats, est reconnaissant à l'Assemblée de l'intérêt sympathique qu'elle manifeste pour la question des mandats. Il n'a pas l'intention de faire d'exposé général et il se contentera de parler des points spéciaux sur lesquels on l'a prié de fournir des explications.

En ce qui concerne un passage des procès-verbaux de la Commission des mandats dont a parlé le Dr Nansen et dans lequel il est dit que certaines pétitions, envoyées, disent les pétitionnaires, à la Puissance mandataire pour être transmises à la Société, ne seraient pas arrivées à Genève, il pria la Commission de ne pas attacher pour le moment trop d'importance à cette affaire. Il n'est pas douteux que ces pétitions ne doivent parvenir à la Commission.

Il se félicite également de l'attention que l'on porte aux procès-verbaux de la Commission. Ils présentent un intérêt considérable, car ils contiennent non seulement ce qu'ont dit les membres de la Commission des mandats, mais encore les renseignements très complets fournis par les représentants accrédités sur la situation des territoires sous mandat. Ces documents seront également à l'avenir d'une grande valeur et ils sont absolument indispensables pour une Commission qui a des fonctions permanentes.

La question de la publicité des séances est un point délicat, qui a été discuté à maintes reprises. De l'avis de la Commission, donner aux discussions avec les représentants accrédités une publicité immédiate serait paralyser son action. Quant aux problèmes de caractère général, M. Van Rees convient qu'il peut y avoir lieu, de temps en temps, à les discuter en public. À chaque session, la Commission des mandats examine si cette

record of the carrying-out of the duty of the Commission to examine the annual reports of the Mandatories, a duty laid down by Article 22 of the Covenant itself.

As regarded the publicity of the meetings of the Mandates Commission, Dr. Nansen thought that the criticism which was heard as to the secrecy of its work was largely unfounded, very full Minutes being published in due course. In the rules of procedure of the Commission, provision was, however, made for public meetings in certain cases, and he hoped that the Commission would find it possible to make use of this provision to a greater extent when discussing problems of a general character.

Mr. KNOWLES (New Zealand) pointed out that the Mandates Commission, when examining the annual reports from the New Zealand Government on the administration of Samoa, had expressed its approval of the said administration.

Recently some agitation had taken place in the mandated territory and complaints were being made. This seemed largely due to a few white people. The large majority of the European and Samoan population, however, approved the policy of the Administrator. The New Zealand Government, nevertheless, had decided that a Royal Commission, presided over by Sir Charles Sharrett, Chief Justice of New Zealand, should enquire into the alleged grievances and furnish a report on the administration generally. This Commission had already reached Samoa and its report would be forwarded in due course to the Permanent Mandates Commission. He therefore suggested that it was premature to discuss the matter at the moment.

Mr. Jacobus SMIT (Union of South Africa) expressed his appreciation of the interest which Dr. Nansen was showing this year as in previous years in the mandates question.

He suggested however that, when dealing with the mandates question, too much stress should not be laid on the word "native". In such territories as South-West Africa there were European, half-caste and native inhabitants, all of whom could reasonably claim that their interests should be taken into account. The Union of South Africa did not regard the mandated territory as a "colony" to be administered in the interests of the Power exercising authority, but in the interests of the whole local population.

On behalf of his Government, he welcomed the appointment of a German member of the Mandates Commission, who would no doubt prove a useful addition both from the point of view of the Commission and of the mandated territories.

M. VAN REES (Vice-Chairman of the Permanent Mandates Commission) was grateful for the sympathetic interest given by the Assembly to the mandates question. He did not wish to make any general statement, but only to refer to the particular points on which he had been asked to give explanations.

As regarded a passage found in the Minutes of the Mandates Commission and referred to by Dr. Nansen, where it was stated that certain petitions which, according to the petitioners, had been handed over to the mandatory Power for transmission to the League, had not arrived at Geneva, he would ask the Committee not to attach too much importance to the matter at present. No doubt these petitions would now reach the Commission.

He was grateful for the attention that was being paid to the Minutes of the Commission. These were of considerable interest, containing not only what had been said by the members of the Mandates Commission, but also the very full information furnished by the accredited representatives on conditions in the mandated territories. These documents would be of great value also in the future and they were absolutely essential for a Commission whose functions were permanent.

The question of the publicity of the meetings was a delicate point which had been repeatedly discussed. Immediate publicity of the discussions with the accredited representatives would, according to the opinion of the Commission, paralyse its action. As regarded problems of a general character, M. Van Rees agreed that such questions might from time to time be discussed in public. The Mandates Commission

procédure sera possible pour l'une quelconque des questions spéciales dont elle s'occupe.

Sur la proposition du PRÉSIDENT, le D^r NANSEN est élu rapporteur de la question des mandats.

IX. DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX MEMBRES
DE L'ASSEMBLÉE LE 16 SEPTEMBRE 1927

Journal de l'Assemblée, N° II.

Compte rendu provisoire: quatorzième séance plénière.

Compte rendu définitif: cinquième séance plénière.

at each session considered whether this would be possible for any particular question which was being dealt with.

On the proposal of the CHAIRMAN, Dr. NANSEN was appointed Rapporteur for the question of Mandates.

IX. LIST OF DOCUMENTS
DISTRIBUTED TO THE MEMBERS OF THE ASSEMBLY
ON SEPTEMBER 16TH, 1927

Assembly Journal No. II.

Provisional Verbatim Record: Fourteenth Plenary Meeting.

Definitive Verbatim Record: Fifth Plenary Meeting.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

LEAGUE OF NATIONS

JOURNAL

DE LA
HUITIÈME SESSION
ORDINAIRE
DE L'
ASSEMBLÉE
—
GENÈVE 1927

OF THE
EIGHTH ORDINARY
SESSION
OF THE
ASSEMBLY
—
GENEVA 1927

N° 13. — DIMANCHE 18 SEPTEMBRE 1927.

No. 13. — SUNDAY, SEPTEMBER 18th, 1927.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beauregard.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

SOMMAIRE:

	Pages
I. Programme des séances	195
II. Quatrième séance de la première Commission: Addition	196
III. Cinquième séance de la quatrième Commission	196
IV. Septième séance de la cinquième Commission	198
V. Sixième séance de la sixième Commission	200
VI. Quatrième séance du Bureau de l'Assemblée	201
VII. Sixième séance de la troisième Commission	202
VIII. Huitième séance de la deuxième Commission	212
IX. Documents distribués aux membres de l'Assemblée le 17 septembre 1927	213

I. PROGRAMME DES SÉANCES

Première Commission: Deuxième Sous-Commission (Codification du droit international).

La deuxième Sous-Commission se réunira demain, lundi 19 septembre, à 15 heures, au Secrétariat (Salle de la Présidence).

Deuxième Commission.

Il y aura deux séances de la deuxième Commission demain, lundi 19 septembre, au Secrétariat.

La séance du matin aura lieu à 10 heures (Salle E).

La séance de l'après-midi aura lieu à 15 heures (Salle*).

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor, Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beauregard.

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

CONTENTS:

	Page
I. Programme of Meetings	195
II. Fourth Meeting of the First Committee: Addition.	196
III. Fifth Meeting of the Fourth Committee	196
IV. Seventh Meeting of the Fifth Committee	198
V. Sixth Meeting of the Sixth Committee	200
VI. Fourth Meeting of the General Committee	201
VII. Sixth Meeting of the Third Committee	202
VIII. Eighth Meeting of the Second Committee	212
IX. List of Documents distributed to Members of the Assembly on September 17th, 1927.	213

I. PROGRAMME OF MEETINGS

First Committee: Second Sub-Committee (Codification of International Law).

The Second Sub-Committee will meet to-morrow (Monday, September 19th) at 3 p.m. at the Secretariat (President's Room).

Second Committee.

There will be two meetings of the Second Committee to-morrow (Monday, September 19th).

The morning meeting will take place at 10 a.m. at the Secretariat (Room E).

The afternoon meeting will take place at 3 p.m. (Room*).

Deuxième Commission: Sous-Commission (Juridique).

La Sous-Commission se réunira demain, lundi 19 septembre à 10 heures, au Secrétariat (Salle de la Présidence).

Troisième Commission.

La troisième Commission se réunira demain, lundi 19 septembre, à 10 heures, au Secrétariat (Salle C).

Cinquième Commission.

La cinquième Commission se réunira demain, lundi 19 septembre, à 10 heures au Secrétariat (Salle B).

Sixième Commission.

La sixième Commission se réunira demain, lundi 19 septembre, à 15 heures, au Secrétariat (Salle*).

Ordre du jour:

1. La question des mandats.
2. La question relative à la Conférence des experts de presse.

* Les salles affectées aux deuxième et sixième Commissions seront indiquées sur le tableau du vestibule du Secrétariat.

II. QUATRIÈME SÉANCE DE LA PREMIÈRE COMMISSION: ADDITION

A la quatrième séance de la première Commission, tenue le vendredi 16 septembre, M. DUZMANS (Lithuanie) a proposé un discours dont voici le résumé:

M. DUZMANS (Lithuanie) pense que les difficultés signalées par sir Cecil Hurst ne sont pas de nature à justifier les inquiétudes qu'il a exprimées relativement aux effets de la codification du droit international.

Il présente ainsi son argumentation:

La codification proprement dite ne fera que constater le droit déjà existant; droit positif de toute espèce et, en outre, certains principes du droit intuitif non encore appliqués. Ce sera la partie essentielle du nouveau code. Il n'y aura donc pas là, matière à divergences de conduite au point de vue juridique, entre les Etats signataires de la Convention et les Etats non signataires. Les inquiétudes de sir Cecil Hurst ne pourraient s'appliquer qu'à la codification du droit nouvellement créé. L'importance minime de ce droit, susceptible de diviser les juristes en deux camps, le rendrait plutôt négligeable, d'autant plus que la situation serait appelée à se transformer. Quant à l'immobilisation du droit, par suite de la codification, c'est le sort de tout droit qui a sa raison d'être, l'avantage de ce conservatisme sera la stabilisation des opinions juridiques et, par là, de la paix. Le droit international doit cesser d'être un droit de deuxième zone, comparé au droit interne.

III. CINQUIÈME SÉANCE DE LA QUATRIÈME COMMISSION

La quatrième Commission s'est réunie hier, samedi 17 septembre, à 10 heures, sous la présidence de M. VAN EYSINGA (Pays-Bas).

Communications de la deuxième Commission.

Le PRÉSIDENT donne lecture de deux lettres qu'il a reçues du président de la deuxième Commission, concernant:

- a) L'approbation par la deuxième Commission de la résolution de la troisième Conférence générale des communications et du transit sur le recueil et l'utilisation de renseignements relatifs aux communications et au transit;
- b) Une résolution adoptée par la deuxième Commission au sujet du développement de l'œuvre technique accomplie

Second Committee: Sub-Committee (Legal).

The Sub-Committee will meet to-morrow (Monday, September 19th) at 10 a.m. at the Secretariat (President's Room).

Third Committee.

The Third Committee will meet to-morrow (Monday, September 19th) at 10 a.m. at the Secretariat (Room C).

Fifth Committee.

The Fifth Committee will meet to-morrow (Monday, September 19th) at 10 a.m. at the Secretariat (Room B).

Sixth Committee.

The Sixth Committee will meet to-morrow (Monday, September 19th) at 3 p.m. at the Secretariat (Room*).

Agenda:

1. The mandates question.
2. The question relating to the Conference of Press Experts.

*The rooms allotted to the meetings of the Second and Sixth Committees will be indicated on the board in the vestibule of the Secretariat.

II. FOURTH MEETING OF THE FIRST COMMITTEE: ADDITION

The following is a summary of the speech made by M. DUZMANS (Lithuania) at the fourth meeting of the First Committee on Friday, September 16th.

M. DUZMANS (Lithuania) thought that the difficulties to which Sir Cecil Hurst had drawn attention were not such as to justify the anxiety which he had expressed regarding the effects of the codification of international law.

He would submit the following points:

Codification, properly speaking, would do no more than declare the law which already existed, consisting of positive law of every kind, together with certain principles of intuitive law not yet applied. That would be the essential portion of the new code. There would not be, so far as that went, any material for a divergence of conduct from the legal point of view between States which signed the convention and States which did not sign it. The misgivings of Sir Cecil Hurst would only apply to the codification of law newly created. The very small importance of that law, which might divide the jurists into two camps, rendered it on the whole negligible, all the more so as the situation would tend to be transformed. As to the stereotyping of law as the result of codification, that was the fate of all law which had a valid existence. The advantage of such conservatism would be the stabilisation of legal opinion and, therefore, of peace. International law must cease to be a law of secondary importance as compared with internal law.

III. FIFTH MEETING OF THE FOURTH COMMITTEE

The Fourth Committee met yesterday (Saturday, September 17th), at 10 a.m., under the chairmanship of M. VAN EYSINGA (Netherlands).

Communications from the Second Committee.

The CHAIRMAN read two letters which he had received from the Chairman of the Second Committee referring:

- (a) To the approval by the Second Committee of the resolution of the Third General Conference on Communications and Transit referring to the collection and use of information on communications and transit;
- (b) To a resolution adopted by the Second Committee in reference to the development of the technical work of

par la Société des Nations en matière d'hygiène dans les pays de l'Amérique latine.

La Commission décide de renvoyer ces deux communications à la Commission de contrôle.

Note sur la Section d'information.

La Commission prend acte de cette note et remercie le Secrétaire général et le Directeur de la Section d'information d'avoir bien voulu la préparer.

Budget de la Cour permanente de Justice internationale (suite).

M. OSUSKY, président de la Commission de contrôle, déclare que, tout en maintenant dans son intégralité l'important principe que toute demande de crédit doit être justifiée par des besoins réels, et qu'une administration ne peut maintenir, par le procédé de virements, un poste supprimé, il consent à retirer sa proposition de réduction des crédits prévus pour le personnel temporaire dans le budget de la Cour permanente.

Le PRÉSIDENT déclare que le budget de la Cour permanente sera considéré comme adopté sans modifications.

Discussion du rapport de la Sous-Commission des contributions arriérées.

Sur la proposition du PRÉSIDENT, la Commission décide de se réunir en séance privée pour l'examen de ce rapport. Après discussion, la Commission approuve le rapport, et déclare la séance ouverte au public.

Discussion du rapport de la Sous-Commission du Tribunal administratif.

M. RÉVEILLAUD (France) propose d'amender le projet de résolution de la page 5 du document A. 6. 1927. X. par l'addition suivante après le premier paragraphe: « Toutefois, l'Assemblée de 1931 examinera, sur la base de l'expérience faite, s'il y a lieu, d'abroger ou de modifier le Statut ».

Cet amendement est adopté.

M. RÉVEILLAUD (France) propose de modifier, dans le projet de Statut du Tribunal administratif, article II, les mots: « ou les articles correspondants du Statut du personnel du Bureau international du Travail », en indiquant les numéros des articles en question.

Cet amendement est adopté.

Le PRÉSIDENT propose que le Secrétariat publie le Statut et les Règles de procédure qui seront établies par le Tribunal.

La proposition est adoptée.

Rapport de la Commission de contrôle sur ses vingt-deuxième, vingt-troisième et vingt-quatrième sessions.

Sir Edward HILTON YOUNG (Empire Britannique) propose que les passages de ce rapport relatifs au réajustement des traitements du personnel du Secrétariat soient renvoyés à un Sous-Comité restreint.

La Commission adopte cette proposition, et désigne comme membres de ce Sous-Comité:

Sir Edward HILTON YOUNG (Empire Britannique), M. NECULCEA (Roumanie), M. GUERRERO (Salvador), M. SATO (Japon), M. RÉVEILLAUD (France).

Le PRÉSIDENT propose de réserver la question de l'emploi des excédents de l'exercice 1926; sous cette réserve, la Commission adopte le rapport de la Commission de contrôle.

the League of Nations in health matters in the countries of Latin America.

The Committee decided to refer both these communications to the Supervisory Commission.

Memorandum on the Information Section.

The Committee took note of this memorandum and thanked the Secretary-General and the Director of the Information Section for the trouble they had taken in preparing it.

Budget of the Permanent Court of International Justice (continuation).

M. OSUSKY (Chairman of the Supervisory Commission) said that, while fully maintaining the important principle that every credit demanded must be justified by actual requirements and that an administration might not maintain by the use of transfers a post which had been suppressed, he was prepared to withdraw his proposal to reduce the credit for temporary staff in the budget of the Permanent Court.

The CHAIRMAN said that the budget of the Permanent Court would be considered as adopted without alteration.

Discussion of the Report of the Sub-Committee on Contributions in Arrears.

On the proposal of the CHAIRMAN, the Committee decided to go into private session for the consideration of this report. After discussion, the Committee approved the report and declared the meeting open to the public.

Discussion of the Report of the Sub-Committee on the Administrative Tribunal.

M. REVEILLAUD (France) proposed that the draft resolution on page 5 of document A. 6. 1927. X be amended by the insertion of the following words after the first paragraph: " However, the Assembly of 1931 shall consider, in view of the experience obtained, whether there is reason to abrogate or to modify the Statute ".

This amendment was adopted.

M. REVEILLAUD (France) proposed that, in the draft Statute for the Administrative Tribunal, Article II, the words " or the corresponding articles of the Staff Regulations of the International Labour Office " be amended, and a reference made to the numbers of the articles in question.

This amendment was adopted.

The CHAIRMAN proposed that the Secretariat should publish the Statute and the Rules of Procedure which would be drawn up by the Tribunal.

This proposal was adopted.

The Report of the Supervisory Commission on its Twenty-second, Twenty-third and Twenty-fourth Sessions.

Sir Edward HILTON YOUNG (British Empire) proposed that the passages in this report referring to the adjustment of salaries of the Secretariat be referred to a small sub-committee.

The Committee adopted this proposal and appointed the following as a Sub-Committee:

Sir Edward HILTON YOUNG (British Empire), M. NECULCEA (Roumania), M. GUERRERO (Salvador), M. SATO (Japan), M. REVEILLAUD (France).

The CHAIRMAN proposed that the question of the disposal of the surplus funds for 1926 be reserved and, with this reservation, the Committee adopted the report of the Supervisory Commission.

IV. SEPTIÈME SÉANCE DE LA CINQUIÈME COMMISSION

La cinquième Commission a tenu sa septième séance hier, samedi 17 septembre, à 10 heures, sous la présidence de M. HAMBRO (Norvège).

Rapport sur les travaux du Comité de la traite des femmes et des enfants depuis sa sixième session.

La Commission adopte le rapport révisé (document A.V/3.(1). 1927) de M. PORTELA (Cuba), avec des amendements proposés par diverses délégations.

Dépenses du Comité central permanent à instituer après l'entrée en vigueur de la Convention sur l'opium du 27 février 1925.

Dame Edith LYTTELTON (Empire Britannique) donne lecture de son rapport (document A.V/12.1927).

M. FOTITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) montre combien il sera nécessaire aux membres du Comité central de faire preuve de prudence s'ils veulent éviter de blesser les susceptibilités nationales dans l'accomplissement de leurs fonctions. Il leur faudra faire en même temps preuve d'impartialité et d'indépendance. Comme le Comité central devra tenir au moins quatre sessions par an pendant une période de quatre ou cinq années, M. Fotitch croit qu'il leur faudra certainement recevoir une rémunération quelconque pouvant s'élever, par exemple, à 10.000 ou 12.000 francs par an. En revanche, peut-être sera-t-il possible de réduire les prévisions de frais de voyage.

M. CAVAZZONI (Italie) fait connaître les vues du Gouvernement italien sur l'aspect technique du problème. Le Comité central permanent doit se charger d'une partie des travaux qu'effectue actuellement la Commission consultative du trafic de l'opium. Doit-on croire que le Comité central, bien qu'entrant dans plus de détails, obtiendra dans l'accomplissement de cette besogne plus de résultats que la Commission consultative? Des procès-verbaux des débats de la Commission consultative, il semble résulter que, de l'avis de celle-ci, la stricte application de la Convention de La Haye suffirait pour supprimer le trafic illicite et que, s'il n'en a pas encore été ainsi, cela est entièrement dû à l'inaction des gouvernements. Le mécanisme nécessaire existe donc dès maintenant, et tout ce qu'il faut aujourd'hui c'est de le mettre effectivement en mouvement. D'ailleurs, même après la création du Comité central, la Commission consultative continuera de fonctionner, en sorte qu'il y aura quelque double emploi dans les travaux des deux organismes.

Au surplus, le Comité permanent ne pourra agir qu'à l'égard du petit nombre de pays ayant ratifié la Convention; en dehors de l'Europe, très peu de pays producteurs, manufacturiers ou consommateurs ont adhéré à la Convention. Si l'on devait retirer à la Société son rôle dans la campagne contre le trafic illicite, l'opinion verrait dans une telle décision un manque de confiance dans la Section sociale du Secrétariat, une injure que celle-ci ne mérite pas. Le Secrétariat doit continuer d'être chargé de recueillir les statistiques sur le trafic illicite.

M. BASTID (France), considérant que l'institution du Comité central permanent est stipulé par une Convention internationale que le Gouvernement français a ratifiée, dit que ce Gouvernement appuiera, en conséquence, la création et le fonctionnement de ce comité. Il est d'avis, comme M. Fotitch, que les membres du Comité doivent avoir une rémunération. Enfin, la cinquième Commission n'a pas compétence en matière financière, et c'est à la quatrième Commission qu'on doit renvoyer la question de la fixation du montant de la rémunération à verser aux membres du Comité.

Le PRÉSIDENT rappelle que la quatrième Commission a demandé à la cinquième Commission un rapport sur le point de savoir si les crédits prévus au budget semblent être de nature à permettre la mise à exécution de la Convention. On ne peut donc renvoyer la question à la quatrième Commission sans fournir une réponse ou une autre. Si la cinquième

IV. SEVENTH MEETING OF THE FIFTH COMMITTEE

The Fifth Committee held its seventh meeting yesterday (Saturday, September 17th) at 10 a.m. under the chairmanship of M. HAMBRO (Norway).

Report on the Work of the Traffic in Women and Children Committee during its Sixth Session.

The Committee adopted the revised report (document A.V/3(1). 1927) submitted by M. PORTELA (Cuba) with amendments proposed by various delegations.

Expenses of the Permanent Central Board to be set up after the Coming-into-force of the Opium Convention of February 19th, 1925.

Dame Edith LYTTELTON (British Empire) read her report (document A.V/12.1927).

M. FOTITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) drew attention to the necessity for caution on the part of the members of the Central Board if they were to avoid injuring national susceptibilities in carrying out their work. They would require to be at the same time impartial and independent. In view of the fact that the Central Board would have to hold at least four meetings a year for a period of four or five years, M. Fotitch thought that they would certainly have to receive some remuneration, which, he suggested, might amount to 10,000 to 12,000 francs per annum. As against this, it might be possible to save on the estimates for travelling expenses.

M. CAVAZZONI (Italy) submitted the Italian Government's views on the technical aspects of the question. The Permanent Central Board was intended to take over part of the work at present done by the Advisory Committee on Traffic in Opium. Was it to be supposed that, although it would go into greater detail, the Board would be any more effective in carrying out that work than the Advisory Committee? From the minutes of the Advisory Committee's proceedings, it appeared that the latter body held the opinion that a strict application of The Hague Convention would suffice to suppress the illicit traffic and that the failure to do so was entirely due to the inaction of the Governments. Hence the necessary machinery already existed and the one thing needed was to put it into effective operation. Further, even when the Board was established, the Advisory Committee would still continue to work, so that there would be some overlapping between the work of the two bodies.

The Board, again, could only operate in respect of those few countries which had ratified the Convention, but outside Europe only very few of the producing, manufacturing or consuming countries had adhered to it. To deprive the League of its functions in the campaign against the illicit traffic would be construed as signifying a lack of confidence in the Social Section of the Secretariat, a stigma which it did not deserve. The Secretariat should remain competent for the collection of statistics relating to the traffic.

M. BASTID (France) said that the Permanent Central Board was prescribed by an International Convention which had been ratified by the French Government and that the latter would accordingly support the establishment and operation of the Board. He agreed with M. Fotitch that the members of the Board should be remunerated. Lastly, the Fifth Committee had no jurisdiction over financial questions and the determination of the amount of the remuneration to be paid to the members of the Board should be referred back to the Fourth Committee.

The CHAIRMAN pointed out that the Fourth Committee had asked the Fifth Committee for a report on the question whether the proposals made in the budget appeared adequate to carry out the provisions of the Convention. It was accordingly impossible to refer the question back to the Fourth Committee without giving some reply; if the Fifth Committee was unable

Commission ne peut arriver à une décision, elle doit au moins répondre que la question n'est pas encore assez mûre pour être tranchée.

M. VAN WETTUM (Pays-Bas) appuie les considérations de M. Fotitch. Il soutient que la cinquième Commission n'est pas qualifiée pour rouvrir les discussions qui ont eu lieu à la seconde Conférence de l'opium sur la nécessité de créer le Comité central. Parmi les arguments qui ont déterminé la Conférence à accepter la proposition tendant à l'établissement du Comité central et que l'on peut trouver dans les actes de la Conférence, il y a cette considération qu'il est indispensable d'avoir un organisme absolument indépendant, alors que les membres de la Commission consultative sont les représentants des pays intéressés. Le Comité constitue l'un des éléments les plus essentiels de la nouvelle Convention, et une décision de la Commission contraire à la création de ce Comité, ou le refus de prévoir les crédits nécessaires, rendrait l'exécution de la Convention impossible, et il en résulterait que la Société manquerait à l'accomplissement de la tâche qui lui incombe, aux termes de l'article 23 du Pacte.

Sir John CAMPBELL, président de la Commission consultative du trafic de l'opium, explique que, outre les assesseurs qui n'ont pas le droit de vote, la Commission consultative se compose de représentants des gouvernements intéressés et qu'elle a été nommée en vue d'aider la Société à accomplir les fonctions qui lui incombent, en vertu de l'article 23 du Pacte. Ses fonctions couvrent le domaine de l'opium tout entier, et elle a l'obligation d'examiner toute question ayant trait à l'opium que lui renvoie le Conseil. Le Comité central permanent est une création de la Convention de 1925, et ses fonctions sont définies et limitées par cette Convention. Ses membres — et c'est là que réside la différence essentielle entre le Comité permanent et la Commission consultative — seront indépendants de leurs gouvernements. Il est impossible à l'heure actuelle de prévoir comment fonctionnera cet arrangement et quels seront les rapports entre les deux organismes. A son avis personnel, cela dépendra principalement du caractère des personnalités qui constituent l'un et l'autre organe. Comme M. Cavazzoni, il est d'avis que la Commission consultative devra continuer de fonctionner.

En ce qui concerne la question soumise à la cinquième Commission, la Société, aux termes de la Convention de 1925, a d'une façon incontestable la responsabilité de créer le Comité central dans les six mois suivant réception du nombre requis de ratification, c'est-à-dire longtemps sans doute avant la réunion de la prochaine Assemblée. Il aurait personnellement préféré que les membres du Comité occupassent des fonctions honorifiques, mais peut-être serait-il impossible de trouver les personnalités qualifiées sans leur assurer une rémunération, et il suggère que la quatrième et la cinquième Commissions tiennent compte de cette éventualité dans les prévisions budgétaires. Faute de procéder ainsi, on mettrait la Société dans le cas de ne pas s'acquitter de l'une des stipulations de la Convention. Il lui semble que les travaux du Comité seront probablement plus efficaces si ses membres résident à deux ou trois jours de voyage de Genève.

Le PRÉSIDENT fait observer que le choix de personnalités demeurant près de Genève permettrait de faire des économies considérables dans les prévisions de frais de voyage.

Le vicomte MUSHAKOJI (Japon) dit qu'il sera difficile de trouver, pour l'Extrême-Orient, un expert de premier ordre résidant en Europe. Il espère donc que la Commission maintiendra les prévisions de 21.000 francs pour les frais de voyage du Japon et d'Amérique.

Le colonel MACCORMACK (Perse) pense que, si les huit puissantes nations qui fabriquent des dérivés des drogues nocives sont prêtes à faire les sacrifices nécessaires et à venir à un accord sur la distribution, il sera possible de régler en cinq ans cette partie du problème. Le Comité doit se composer d'experts qui recevraient une rémunération appropriée. Quelle que puisse être leur indépendance, ses membres seront inévitablement considérés dans une très grande mesure comme étant les représentants de leurs pays. Il est donc indispensable qu'ils puissent rentrer chez eux au moins une fois par an pour ne pas perdre le contact avec la situation de leur pays.

to come to a decision, it should at least answer that the question was not yet sufficiently ripe for a decision.

M. VAN WETTUM (Netherlands) supported the views of M. Fotitch. He argued that the Fifth Committee was not empowered to re-open the discussion held at the Second Opium Conference as to the necessity for instituting the Central Board. Among the arguments which had prompted the Conference to accept the proposal for the Board, and which would be found in the Records of the Conference, was the consideration that it was necessary to have an absolutely independent body, whereas the members of the Advisory Committee consisted of representatives of the interested countries. The Board formed one of the most essential parts of the new Convention, and a decision by the Committee against its establishment or a refusal to provide the necessary funds would make it impossible to execute the Convention, with the result that the League would fail to fulfil its duties under Article 23 of the Covenant.

Sir John CAMPBELL, Chairman of the Advisory Committee on Traffic in Opium, explained that the Advisory Committee consisted, apart from the assessors, who had no vote, of representatives of the Governments concerned and that it had been appointed to assist the League in the discharge of its duties under Article 23 of the Covenant. Its functions covered the whole field of opium and it was obliged to consider any question connected with opium referred to it by the Council. The Central Board would be the creation of the 1925 Convention, and its functions were defined and limited by that Convention. Its members — and this was the essential difference between it and the Advisory Committee — would be independent of their Governments. It was impossible at the present moment to foresee the way in which this arrangement and the relations between the two bodies would work. His personal view was that this would depend very largely upon the character of the members forming either body. He agreed with M. Cavazzoni that the Advisory Committee would have to continue to function.

With regard to the question before the Fifth Committee, the League, under the 1925 Convention, was definitely responsible for setting up the Central Board within six months of the receipt of the requisite number of ratifications, and therefore probably long before the next Assembly could meet. While he, personally, would have preferred that the members of the Board should be honorary members, it might prove impossible to find suitable persons without remuneration, and he would suggest that the Fourth and Fifth Committees should make provision in the budget for this possibility. If they failed to do so, the League would fail to carry out one of the stipulations of the Convention. He suggested that the efficiency of the Board's work would probably be greater if the members resided within two or three days' journey of Geneva.

The CHAIRMAN pointed out that the selection of persons living near Geneva would save a large sum in the estimate for travelling expenses.

Viscount MUSHAKOJI (Japan) said that it would be difficult to find a first-class expert for the Far East who resided in Europe. He accordingly hoped that the Committee would maintain the estimate of 21,000 francs for travelling expenses from Japan and America.

Colonel MACCORMACK (Persia) thought that, if the eight powerful countries which manufactured drug derivatives were prepared to make the necessary sacrifices and to come to an agreement concerning distribution, that part of the problem could be solved within five years. The Board should consist of experts, who should receive adequate remuneration. However independent they might be, the members would inevitably be regarded to a very large extent as the representatives of their countries. It was accordingly essential that they should be able to go home at least once a year to keep in touch with the situation there.

M. O'HEGARTY (Etat libre d'Irlande) estime que la Commission ne dispose pas d'éléments d'information suffisants pour pouvoir décider si les prévisions sont suffisantes ou non. Il s'écoulera au moins six mois avant la création du Comité central. Le budget contient des prévisions de dépenses pour l'année entière. Il propose donc que la Commission réponde à la quatrième Commission que la somme totale prévue au budget semble suffire pour 1928 et que la question pourra être examinée de nouveau à la prochaine session de l'Assemblée. A son avis, il y aurait imprudence de la part de la Commission à se lier par des chiffres ou par des détails qui risqueraient, en supprimant la liberté de la Société, de l'empêcher de trouver de bons candidats au Comité permanent.

M. FOTITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) ne peut accepter la proposition de M. O'Hegarty; en effet, les dépenses en question seront renouvelées chaque année dans le budget de la Société. La proposition de son collègue irlandais ne constitue nullement la réponse à la question posée par la quatrième Commission.

Le PRÉSIDENT croit la proposition de M. O'Hegarty très pratique. Si on laissait la réponse définitive en suspens jusqu'à l'an prochain, peut-être serait-il possible de discuter la question d'une façon plus approfondie à la lumière de l'expérience acquise. La Commission doit cependant essayer d'arriver à une décision sur la question de la rémunération des membres du Comité.

Dame Edith LYTELTON (Empire Britannique) fait remarquer que les observations de M. Cavazzoni ne sont pas tout à fait à leur place, la cinquième Commission n'ayant pas compétence pour discuter des modifications à une convention déjà conclue. Il ne semble pas y avoir de raisons de penser que le Comité central permanent nuira à l'efficacité du travail de la Commission consultative. Celle-ci continuera d'avoir un très grand nombre de questions à examiner.

Quant à la question de la rémunération, le Gouvernement britannique est nettement d'avis que l'on doit faire tous les efforts pour assurer au Comité central la collaboration de personnes qui apporteront leur concours sans rémunération. Les indemnités de voyage et de séjour devront cependant être calculées sur une base très libérale. Pour son gouvernement, ce serait une grave erreur que d'abandonner les traditions de la Société à cet égard, et la délégation britannique elle-même croit qu'il sera tout à fait possible de trouver des personnalités qualifiées. En tout cas, la décision de la Commission doit être, ou bien de dire qu'elle ne croit pas à la possibilité d'un Comité sans rémunération et qu'elle a examiné la question budgétaire de ce point de vue, ou bien de déclarer que, à son avis, il vaut la peine d'essayer de trouver des membres non rémunérés et que, si cela est impossible, elle a prévu dans le budget les crédits qu'elle juge utiles.

Le PRÉSIDENT fait remarquer que toutes les questions financières relèvent exclusivement de la compétence de la quatrième Commission. Ce que l'on demande à la cinquième Commission, c'est uniquement de se prononcer sur des questions de principe, à savoir si le personnel est suffisant, si les membres du Comité doivent être rémunérés ou non, et s'il est souhaitable de payer les frais de voyage de six membres venant d'Europe, d'un membre venant d'Amérique et d'un membre venant d'Extrême Orient. Cependant, il appuie énergiquement la proposition de M. O'Hegarty, parce que la Commission de contrôle semble éprouver encore certains doutes sur le statut du Comité central et que le Conseil a laissé la question en suspens.

La Commission ajourne la suite de la discussion jusqu'à sa prochaine séance.

V. SIXIÈME SÉANCE DE LA SIXIÈME COMMISSION

La sixième Commission s'est réunie hier, samedi 17 septembre, à 16 heures, sous la présidence de M. BECH (Luxembourg).

Convention de l'esclavage: Rapport à l'Assemblée.

Sir Edward HILTON YOUNG (Empire Britannique) présente son rapport et un projet de résolution (document A.VI/1.1927).

Mr. O'HEGARTY (Irish Free State) said that the Committee had not sufficient information to enable it to decide whether the estimates were adequate or no. It would be at least six months before the Central Board was set up. The budget contemplated a full year's expenditure. He would accordingly suggest that the Committee might report to the Fourth Committee that the total sum provided appeared adequate for 1928 and that the question could be re-considered at the next session of the Assembly. He felt that it would be unwise for the Committee to commit itself to figures and details which might tie the hands of the League in getting suitable candidates for the Board.

M. FOTITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) was unable to accept Mr. O'Hegarty's proposal since the expenditure in question would be renewed each year in the League's budget. Mr. O'Hegarty's proposal failed to answer the question put by the Fourth Committee.

The CHAIRMAN thought Mr. O'Hegarty's proposal very practical. If the final reply were left over until the following year, the subject could be more fully discussed in the light of the experience gained. At the same time, the Committee should try to come to a decision on the question of the remuneration of the members of the Board.

Dame Edith LYTELTON (British Empire) pointed out that M. Cavazzoni's remarks were not altogether in order because the Fifth Committee was not competent to discuss changes in a convention which had already been concluded. There did not appear to be any valid argument for thinking that the Permanent Central Board would detract from the effectiveness of the work of the Advisory Committee. The Advisory Committee would still have a very large number of questions to consider.

As to the question of remuneration, the British Government felt very strongly that every effort should be made to obtain for the Central Board persons who would give their services without remuneration. Travelling and subsistence allowances should, however, be on a generous scale. Her Government felt that it would be a serious mistake to disregard the traditions of the League in this matter and the delegation itself thought that it would be perfectly possible to secure suitable persons. In any case, the Committee must decide either to say that it did not believe in an unremunerated Board, and that it had examined the budget in the light of that view, or that it considered it worth while attempting to obtain unremunerated members and that, if that should prove impossible, it had determined the budget which it thought desirable.

The CHAIRMAN pointed out that all financial questions were within the sole competence of the Fourth Committee. The Fifth Committee was merely asked to decide on questions of principle, namely, whether the staff was sufficient, whether the members of the Board should be remunerated or not and whether it was desirable to pay the travelling expenses of six members from Europe, one from America and one from the Far East. At the same time, he strongly supported Mr. O'Hegarty's proposal because it appeared that the Supervisory Commission still felt certain doubts as to the status of the Central Board, while the Council had left the question in abeyance.

The Committee decided to postpone further discussion until its next meeting.

V. SIXTH MEETING OF THE SIXTH COMMITTEE

The Sixth Committee met yesterday (Saturday, September 17th) at 4 p.m. under the chairmanship of M. BECH (Luxembourg).

Slavery Convention: Report to the Assembly.

Sir Edward HILTON YOUNG (British Empire) submitted his report and draft resolution (document A.VI/1.1927).

La Commission procède à une discussion à laquelle prennent part M. VAN LYNDEN VAN SANDENBURG (Pays-Bas), le comte BONIN-LONGARE (Italie), le général FREIRE D'ANDRADE (Portugal), M. SÉROT (France), M. LOUWERS (Belgique) et sir Edward HILTON YOUNG (Empire Britannique).

Le rapport et le projet de résolution sont adoptés avec des amendements de forme.

Le projet de résolution est ainsi conçu:

« L'Assemblée prend acte du rapport du Conseil et des rapports supplémentaires sur l'esclavage, ainsi que des communications qui ont été faites à ce sujet par le Gouvernement britannique, le Gouvernement éthiopien, les Gouvernements de l'Inde, du Portugal et du Soudan et, étant donné le nombre limité des instruments de ratification de la Convention du 25 septembre 1926 qui ont été déposés jusqu'ici, exprime l'espoir que les Etats qui ont signé la Convention la ratifieront aussitôt qu'il sera possible. »

Système du vote unique transférable et principe de la représentation proportionnelle en vue de l'élection des Membres non permanents du Conseil.

Le PRÉSIDENT donne lecture du rapport de la Sous-Commission constituée à la troisième séance, rapport qui est ainsi conçu:

« La sixième Commission a étudié le système de vote unique transférable, ainsi que le principe de la représentation proportionnelle en général, eu égard au problème de l'élection des Membres non permanents du Conseil.

« D'accord avec les auteurs de la proposition, elle estime que, si le principe de la représentation proportionnelle devait être admis, le système du vote unique transférable constituerait une forme de la représentation proportionnelle susceptible d'être appliquée aux élections des Membres du Conseil. Mais elle est d'avis qu'il est nécessaire de continuer l'expérience du système en vigueur, et qu'il ne devrait y avoir aucun changement au mode de votation actuel jusqu'au moment où il apparaîtrait opportun de le remplacer.

« Si ce cas se présentait, l'étude qui a été faite du système du vote unique transférable aurait alors été très précieuse.

« La sixième Commission est donc d'avis que la documentation qui a été rassemblée sur cette question devrait être réservée pour un examen ultérieur éventuel. Les Membres de la Société des Nations qui désireraient compléter ladite documentation pourront utilement envoyer leurs informations au Secrétariat à cette fin. »

Ce rapport est adopté.

Sur la proposition du comte BONIN-LONGARE (Italie), M. BECH (Luxembourg), président de la Commission, est désigné comme rapporteur de la question à l'Assemblée.

L'ordre du jour de la prochaine séance comprendra les questions relatives aux mandats et à la Conférence des experts de presse.

VI. QUATRIÈME SÉANCE DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE

Le Bureau de l'Assemblée a tenu sa quatrième séance hier, samedi 17 septembre, à 15 heures, et a provisoirement établi comme suit le programme des premiers jours de la semaine prochaine:

- Lundi (matin): Deuxième et sixième Commission.
- » (après-midi): Deuxième et sixième Commission.
- Mardi (matin): Assemblée plénière.
- » (après-midi): Deuxième et troisième Commission.

Le Bureau a décidé de se réunir de nouveau mardi après-midi pour examiner le programme ultérieur de travail.

There was a discussion, in which the following delegates took part: M. VAN LYNDEN VAN SANDENBURG (Netherlands), Count BONIN-LONGARE (Italy), General FREIRE D'ANDRADE (Portugal), M. SÉROT (France), M. LOUWERS (Belgium) and Sir Edward HILTON YOUNG.

The report and draft resolution were approved, with certain verbal amendments.

The draft resolution is as follows:

“ The Assembly notes the report from the Council and the supplementary reports regarding slavery containing communications on this subject from the Government of Abyssinia, the Government of India, the British Government, the Government of Portugal and the Government of the Sudan, and, in view of the limited number of ratifications of the Convention of September 25th, 1926, which have been deposited up to the present, expresses the hope that the States which have signed the Convention will ratify it as soon as possible.”

System of the Single Transferable Vote and of Proportional Representation in regard to the Election of the Non-permanent Members of the Council.

The CHAIRMAN read the report of the Sub-Committee set up at the third meeting.

The report was as follows:

“ The Sixth Committee has had under consideration the system of the single transferable vote and the principle of proportional representation in general as applicable to the election of the non-permanent Members of the Council.

“ It agrees with the authors of the proposal on this subject in thinking that, were the principle of proportional representation to be adopted, the single transferable vote system would be a form of proportional representation which could be applied to the Council elections. It is, however, of opinion that the present scheme should be given a fair trial, and that the method of balloting now employed should not be changed until it should appear opportune to do so.

“ In that eventuality, the study which has taken place of the system of the single transferable vote would prove to have been of great value.

“ The Sixth Committee is therefore of opinion that the documentation which has been collected on the subject should be reserved for future study if the necessity should arise. Any Members of the League wishing to complete the above-mentioned documentation may with advantage send such information for this purpose to the Secretariat.”

This report was adopted.

On the proposal of Count BONIN-LONGARE (Italy), M. BECH (Luxembourg), Chairman of the Committee, was appointed Rapporteur for this question to the Assembly.

The agenda of the next meeting will comprise questions concerning mandates, and the Conference of Press Experts.

VI. FOURTH MEETING OF THE GENERAL COMMITTEE

The General Committee held its fourth meeting on Saturday (September 17th), at 3 p.m., and decided upon the following provisional programme for the early days of next week:

- Monday (morning): Second and Sixth Committees.
- » (afternoon): Second and Sixth Committees.
- Tuesday (morning): Assembly Plenary Meeting.
- » (afternoon): Second and Third Committees.

It decided to meet again on Tuesday afternoon, to consider the subsequent programme of work.

VII. HUITIÈME SÉANCE DE LA DEUXIÈME COMMISSION

La deuxième Commission a tenu hier, samedi 17 septembre, à 15 heures, sa huitième séance, sous la présidence de M. VEVERKA (Tchécoslovaquie), vice-président.

Communications du Président.

Le PRÉSIDENT donne lecture d'un télégramme du troisième Congrès international de l'Organisation scientifique du travail ainsi conçu :

« Le Congrès prie l'Assemblée de donner toute suite utile aux recommandations de la Conférence économique sur la rationalisation et l'organisation scientifique du travail, et de donner l'occasion aux organisations internationales compétentes de continuer définitivement la collaboration heureusement assurée jusqu'ici. »

Le président donne ensuite lecture d'une lettre de la délégation japonaise remerciant la Commission des témoignages de sympathie exprimés à l'égard du Japon dans sa séance du 15 septembre.

Conférence économique internationale.

EXPOSÉ DE M. THEUNIS

M. THEUNIS (Belgique), président de la Conférence internationale: Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs.

Votre président vient de me demander en votre nom de vous faire un exposé général des travaux de la Conférence économique du mois de mai dernier, travaux auxquels j'ai eu l'honneur de présider.

Je ne vous cache pas que la tâche est assez difficile, car il n'y a rien de plus ingrat que de faire un tel résumé dans un temps minimum pour ménager votre patience, car il s'agit là de travaux très complexes qui ont duré trois semaines vraiment très remplies.

De plus, en insistant sur certains sujets, je craindrais de fatiguer l'attention d'un certain nombre d'entre vous qui ont assisté à cette Conférence ou bien qui ont eu la bienveillance de lire les volumineux rapports qui en sont issus. Je vais donc m'efforcer de vous résumer les travaux de la Conférence, de vous en rappeler l'origine et le but et de vous faire connaître ses recommandations.

Cette Conférence tient son origine de l'initiative prise, lors de l'Assemblée de septembre 1925, par M. Loucheur, que j'ai une fois de plus le plaisir de voir à la même table que moi; c'est une habitude qui dure depuis huit ans. En 1925, donc, M. Loucheur eut l'heureuse idée de proposer à la Société des Nations de tourner une partie de son activité vers les questions économiques. Cette initiative a abouti à la résolution de l'Assemblée que je vais vous relire. C'est en effet, déjà de l'histoire ancienne, car le temps passe vite à Genève.

M. Theunis donne lecture de cette résolution :

« L'Assemblée,

« Fermement résolue à rechercher tous les moyens capables de faire régner la paix dans le monde;

« Convaincue que la paix économique contribuera grandement à assurer la sécurité des peuples;

« Persuadée qu'il est nécessaire d'examiner les difficultés économiques qui s'opposent au rétablissement de la prospérité générale, ainsi que de mettre en lumière les meilleurs moyens de surmonter ces difficultés et d'éviter les conflits;

« Invite le Conseil à examiner, dans le plus bref délai, l'opportunité de constituer, sur de larges bases, un Comité préparatoire qui, en s'appuyant sur les organisations techniques de la Société et le Bureau international du Travail, préparerait les travaux d'une Conférence économique internationale.

« La convocation de cette Conférence, sous les auspices de la Société des Nations, ferait l'objet d'une décision ultérieure du Conseil. »

VII. EIGHTH MEETING OF THE SECOND COMMITTEE

The Second Committee held its eighth meeting yesterday (Saturday, September 17th) at 3 p.m. under the chairmanship of M. VEVERKA (Czechoslovakia).

Communications from the Chairman.

The CHAIRMAN read a telegram from the Third International Congress of the Scientific Organisation of Labour in the following terms:

“ The Congress asks the Assembly to take useful action on the recommendations of the Economic Conference regarding rationalisation and scientific organisation of labour, and to afford the competent international organisations an opportunity of definitely continuing the happy co-operation hitherto assured. ”

The Chairman read a letter from the Japanese delegation thanking the Committee for the sympathy which it had expressed to Japan at the meeting of September 15th.

International Economic Conference.

STATEMENT OF M. THEUNIS.

M. THEUNIS (Belgium), President of the International Conference, spoke as follows:

Mr. Chairman, Ladies and Gentlemen — Your Chairman has just asked me to make a general statement on the work of the Economic Conference in May last, over which I had the honour to preside.

I will not disguise the fact that the task is fairly difficult, for there could be nothing more exacting than to make such a statement in a short time in a way that will have some regard for your patience, as the work was extremely complicated and lasted for three crowded weeks.

Moreover, by insisting on certain subjects, I run the risk of wearying some of you who were present at that Conference or those who have read the voluminous reports which were issued by the Conference. I shall endeavour to summarise for you the work of the Conference, reminding you of its origin and its object and placing before you its recommendations.

The Conference owed its origin to the initiative taken during the Assembly of 1925 by M. Loucheur, whom I am glad to see once again sitting at the same table as myself, an event which has now occurred regularly for the last eight years. In 1925, M. Loucheur had the happy idea of proposing that the League of Nations should devote a portion of its activity to economic questions. This initiative resulted in the resolution of the Assembly which I will read to you. The resolution is already ancient history, as time passes quickly at Geneva. It is in the following terms:

“ The Assembly,

“ Firmly resolved to seek all possible means of establishing peace throughout the world;

“ Convinced that economic peace will largely contribute to security among the nations;

“ Persuaded of the necessity for investigating the economic difficulties which stand in the way of the revival of general prosperity and for ascertaining the best means of overcoming these difficulties and of preventing disputes;

“ Invites the Council to consider at the earliest possible moment the expediency of constituting on a wide basis a Preparatory Committee which, with the assistance of the Technical Organisations of the League and of the International Labour Office, will prepare the work for an International Economic Conference.

“ The convening of this Conference under the auspices of the League of Nations shall be a matter for subsequent decision by the Council. ”

Vous voyez déjà, dans cette résolution qui traduit la proposition de M. Loucheur, les deux idées liées de paix et de prospérité. Cette réunion fait plus que justifier l'initiative prise par la Société.

A la suite de cette décision, le Conseil désigna un certain nombre de membres pour composer un Comité préparatoire qui se réunit en avril 1926. Il comprenait trente-cinq personnes appartenant à vingt et une nations différentes, mais sa principale particularité provenait du fait que ces trente-cinq personnes étaient issues de milieux très différents. Il y avait parmi elles des fonctionnaires, des industriels, des commerçants, des représentants de la main-d'œuvre et des consommateurs, des économistes et des agriculteurs. Il y avait donc là des partisans d'intérêts différents et parfois opposés. C'était, je crois, la première tentative du genre, consistant à demander un avis qualifié à des personnalités qui, en principe, ne devaient pas avoir les mêmes idées sur bien des choses, tout au contraire.

Cette expérience, quelque peu risquée, semble avoir réussi, non pas seulement au Comité préparatoire, mais à la Conférence elle-même, dont la composition fut établie suivant les mêmes principes.

Le Comité préparatoire se réunit deux fois: en avril 1926 et en novembre de la même année. En avril 1926, nous nous trouvâmes devant le programme très général et presque effrayant qui nous avait été indiqué par l'Assemblée. Ce programme impliquait une confiance dans le Comité préparatoire, puisqu'il le chargeait de débrouiller des indications que le Conseil avait fournies très générales, volontairement.

Le premier travail consiste donc dans l'établissement d'une sorte de catalogue de toutes les difficultés économiques. Cette liste était longue et passablement impressionnante, et, à la lire, certains ont pu croire que la Conférence durerait des années et n'aboutirait jamais. Pourtant, tout se tassa, et six mois après, le Comité préparatoire, dans sa seconde session, réussit à se mettre d'accord à l'unanimité sur un programme.

Le Conseil nous avait demandé d'établir la composition de la Conférence et d'en fixer la date et l'ordre du jour. Sur ce dernier, je ne reviens pas, puisque je viens d'en parler. Qu'il me suffise de dire qu'on se mit d'accord sur les trois grandes catégories de questions que vous devinez: industrie, commerce, agriculture, sans faire une part spéciale ni aux finances, ni au problème, cependant très important, de la population.

Les questions de finance n'avaient plus la même acuité depuis la Conférence de Bruxelles, qui fut également de l'initiative de la Société des Nations.

Les questions de population se retrouvaient dans les questions de commerce, mais surtout dans les questions industrielles et agricoles.

Le programme étant établi, nous avons eu, au Comité préparatoire, à discuter ce point assez délicat de la composition de la Conférence. Nous avons fini par nous mettre d'accord sur une résolution disant que seraient invitées à prendre part à la Conférence toutes les nations, membres ou non de la Société des Nations, à condition que les nations non membres aient une certaine importance économique.

En fait, cinquante nations furent représentées à la Conférence.

Quelle était la situation des membres de la Conférence vis-à-vis de leurs gouvernements? Il fut admis, après discussion, que la désignation des membres de la Conférence serait faite par les gouvernements, mais que les délégués ne seraient pas les porteparole de la politique officielle des gouvernements.

En fait, on recommanda aux gouvernements, surtout à ceux qui envoyaient un nombre important de délégués, — le maximum était de cinq délégués — de s'efforcer de répartir les désignations de façon que, comme à la Conférence préparatoire, les délégués représentent un peu les différentes tendances, je dirais même les différentes opinions économiques, de la nation.

La date de la Conférence fut donc fixée au mois de mai dernier. Un an s'était écoulé entre la réunion de la première session du Comité préparatoire et la réunion de la Conférence. Celle-ci se réunissait sept années après la signature de la paix.

Peut-être s'est-on demandé pourquoi, si cette Conférence économique était indispensable, elle n'avait pas été réunie plus tôt. On a bien fait, je crois, d'attendre, car le succès que l'on a bien voulu reconnaître à cette Conférence dépendait avant tout

You perceive already in this resolution, which embodies the proposal of M. Loucheur, the two connected ideas of peace and prosperity. This connection more than justifies the initiative taken by the League.

Following this decision, the Council appointed a certain number of members to form a Preparatory Committee, which met in April 1926. The Committee included 35 persons belonging to 21 different nations, but its principal characteristic arose from the fact that these 35 persons came from very different circles. They included officials, industrialists, traders, representatives of workers and consumers, economists and agriculturists. The Committee therefore comprised representatives of various interests, sometimes opposed. This was, I believe, the first effort of the kind. It consisted in asking for a competent opinion from persons who in principle were not likely to have the same views on many things, but were likely to be, on the contrary, at issue.

This experiment, though somewhat dangerous, apparently succeeded, not only in the Preparatory Committee but within the Conference itself, the composition of which was established according to the same principles.

The Preparatory Committee met twice — in April 1926 and in November of the same year. In April 1926, we found ourselves confronted with the very general and somewhat alarming programme which had been indicated to us by the Assembly. This programme implied a very great confidence in the Preparatory Committee, since the Committee was asked to reduce to order indications which the Council had on purpose given in a very general manner.

The first work consisted in the establishment of a kind of catalogue of all the various systems of economy. This list was long and somewhat imposing. It was possible for those who read it to believe that the Conference might last for years and would never achieve its purpose. Nevertheless, everything went well and six months afterwards the Preparatory Committee, in its second session, succeeded in unanimously agreeing upon a programme.

The Council had asked us to decide upon the composition of the Conference and to fix its date and agenda. I shall not return to this last point, since I have just referred to it. Suffice it to say that agreement was reached on three large classes of questions, which, as you will conjecture, were industry, commerce and agriculture. There was no special division for finance, or the very important problem of population.

Questions of finance had not been so acute since the Brussels Conference, also due to the initiative of the League of Nations.

Questions of population were included among the commercial questions and particularly among the industrial and agricultural questions.

When the programme had been established, the Preparatory Committee proceeded to discuss the fairly delicate question of the composition of the Conference. We concluded by agreeing upon a resolution, which provided that all the nations, whether Members or not of the League, should be invited to participate in the Conference provided the non-member nations had a certain economic importance.

Fifty nations were in fact represented at the Conference.

What was the situation of the members of the Conference towards their Governments? It was admitted, after discussion, that the members of the Conference would be appointed by the Governments, but that the delegates would not be the spokesmen of the official policy of the Governments.

In effect, the Committee recommended the Governments — and especially those Governments which sent a considerable number of delegates, the maximum being five — to endeavour to constitute their delegations in such a way that, as on the Preparatory Committee, the delegates might represent to some extent the various tendencies and the various economic views prevalent in their countries.

The date of the Conference was fixed for the month of May. A year had elapsed between the meeting of the first session of the Preparatory Committee and the meeting of the Conference, and the Conference met seven years after the conclusion of peace.

Perhaps it will be asked why, if this Economic Conference was indispensable, it had not been called together sooner. I think, however, that we did well to wait, as the success of the Conference, which has been widely admitted, depended above

de l'atmosphère générale qui régnait dans le monde, et plus spécialement en Europe.

Vous savez qu'il est certaines vérités qui ne le sont qu'à certains moments, par exemple après que l'on a reconnu les erreurs. Or, il faut parfois une certaine atmosphère pour reconnaître ces erreurs et tâcher d'arriver à une collaboration européenne et mondiale sur des questions aussi délicates que celles qui touchent à l'économie politique, et où les intérêts sont souvent opposés.

Il était donc prudent d'attendre que l'atmosphère soit meilleure. Il n'est pas douteux qu'il en était ainsi au début de cette année. Autre fait important pour la réussite de la Conférence, la situation économique de l'Europe — car c'était l'Europe spécialement qui avait besoin des soins de la Conférence — permettait plus d'espoir. Les grosses difficultés financières avaient disparu ou s'étaient atténuées. Un certain nombre de personnes pensaient en effet qu'il n'était pas possible d'aborder les problèmes que nous devons traiter sans un minimum d'ordre au point de vue financier.

J'ai indiqué qu'une année s'était écoulée entre la réunion du Comité préparatoire et la réunion de la Conférence. C'est qu'il fallait, pour aboutir à un résultat, que la Conférence fût très soigneusement préparée. Nous avons eu l'exemple, en 1922, d'une conférence ayant les meilleures intentions, qui n'aboutit pas parce qu'elle se tint dans une atmosphère insuffisamment favorable et qu'elle avait été préparée avec un peu trop de hâte.

Enfin, l'année entière qui s'écoula entre la première session du Comité préparatoire et la Conférence elle-même ne fut pas de trop pour permettre au service économique de la Société des Nations de réunir l'importante et précieuse documentation qui fut distribuée aux membres. Cette documentation sans égale avait le gros avantage supplémentaire d'être « à jour ».

Pour entamer donc une tâche aussi importante, dont l'insuccès eut été grave pour tous les pays et pour la Société des Nations, il était donc préférable d'attendre que la préparation fût suffisante, c'est-à-dire la date de mai 1927.

A cette époque se réunit donc cette Conférence, qui comprenait 194 délégués et 150 experts appartenant à cinquante nations différentes. La composition de la Conférence, je le répète, était unique en ce sens qu'elle comprenait toutes les qualifications possibles : celles que je vous ai indiquées pour le Comité préparatoire et un certain nombre d'autres encore. Non seulement les différentes régions de la terre y étaient représentées, mais à peu près toutes les qualifications dans toutes les nations, toutes les opinions philosophiques, économiques et politiques.

Ceci fut important en ce sens que, après trois semaines de délibérations, la Conférence économique pût présenter un ensemble très fourni, très sérieux, très important de recommandations solennelles et dans beaucoup de cas précises, qui furent adoptées à l'unanimité.

J'attire, Messieurs, votre attention sur ce mot : à l'unanimité. Très souvent, des réunions aboutissent à des vœux unanimes. Chaque semaine, nous le voyons dans les journaux à l'occasion de congrès d'industriels, de commerçants, de représentants des ouvriers, de Chambres de commerce, de tel ou tel parti politique, national ou même international. Mais ces personnes ont toutes des intérêts communs, évidents, elles sont à l'avance d'accord sur les grandes lignes.

Dans la Conférence économique, par une espèce de gageure, on avait réuni les opinions en apparence les plus opposées. Je ne citerai pas de noms, mais vous savez que l'on y rencontrait les représentants des plus grandes organisations patronales et le secrétaire de la Confédération générale du Travail.

Ces messieurs, sans rien abandonner de leurs idées particulières sur tel et tel sujet, sont arrivés, dans ces recommandations, à l'unanimité. J'en tire cette conclusion, qui doit impressionner les hommes de bonne foi, que, malgré la diversité de races, de situation, économique et politique, si les délégués à la Conférence économique, personnes que l'on s'accorde généralement à considérer comme bien qualifiées, sont arrivés à des recommandations unanimes, c'est qu'il y a autant de chances qu'il est possible d'en avoir en ce monde, que ces recommandations représentent bien, à l'heure actuelle, la vérité économique. Ou alors, je ne sais pas ce que l'on peut demander comme garantie.

everything on the general atmosphere prevailing in the world, and more particularly in Europe.

You know that there are certain truths which are only true at certain moments, as, for example, after certain mistakes have been admitted. Sometimes a certain atmosphere is necessary in order that these mistakes may be acknowledged and an endeavour made to achieve a European and worldwide collaboration in dealing with questions as delicate as those which affect commercial policy and interests often opposed.

It was therefore prudent to wait until the atmosphere was clearer. There is no doubt that this was the case at the beginning of the present year. Another important factor in the success of the Conference, the economic position of Europe — for Europe in particular needed the care of the Conference — justified a greater degree of hope. Considerable financial difficulties had disappeared or were attenuated. It was felt by a certain number of persons that it was not possible to take up the problems with which the Conference must deal without a minimum of order having been achieved from the financial point of view.

I have already informed you that a year elapsed between the meeting of the Preparatory Committee and the meeting of the Conference. To achieve a result, it was felt necessary that the Conference should be very carefully prepared. We had before us an example in 1922 of a Conference possessed of the best intentions which achieved no result because it was held in an insufficiently favourable atmosphere and had been prepared somewhat too hastily.

Finally, the whole year which elapsed between the first session of the Preparatory Committee and the meeting of the Conference itself did not prove too long a period for the Economic Section of the League of Nations to collect the important and valuable documentation which was distributed to the members. This unique documentation had, moreover, the great additional advantage of being up to date.

To undertake, therefore, so important a task, the effect of which would have grave consequences for all countries and for the League of Nations, it was preferable to wait until the preparation was judged sufficient, that was to say until May 1927.

At that time, therefore, the Conference met. It comprised 194 delegates and 150 experts belonging to 50 different nations. The composition of the Conference was unique, I would repeat, in the sense that it comprised all possible qualifications — those which I have enumerated in connection with the Preparatory Committee and a certain number of others. Not only were the various regions of the world represented, but nearly all the qualifications of all nations, and every philosophic, economic and political opinion.

This was of great importance in view of the fact that, after three weeks of discussion, the Economic Conference was able to submit a very serious, very important and very complete collection of considered recommendations and that in many cases these recommendations were unanimously adopted.

I would especially draw your attention, Gentlemen, to the word "unanimity". Very often meetings achieve the adoption of unanimous recommendations. Every week we read in the Press that this is the case in regard to industrial congresses, meetings of traders, workers' representatives and chambers of commerce, and political parties whether national or international. These persons, however, all possess obvious common interests and they are in agreement before they meet on the main lines of their proposals.

In the case of the Economic Conference, the most difficult feat was attempted and representatives of opinions of apparently the most opposite kind were summoned to meet. I will not mention names, but you all know that representatives of the greatest employers' organisations and the Secretary of the General Labour Federation met one another at the Conference.

These, Gentlemen, without in any way abandoning any of their special ideas on any particular subject, achieved unanimity in the case of these recommendations. I would draw this conclusion, which should make its impression upon all candid minds; that if, despite diversity of race and of economic and political position, the delegates of the Economic Conference, whom most people will generally concede to be highly qualified persons, achieved unanimous recommendations, there are as many chances as it is possible to find in this world of those recommendations really representing economic truth as it stands at present. Otherwise I do not know what guarantee can be demanded.

J'ai tenu, Messieurs, à insister sur ce point pour vous montrer qu'en dépit du scepticisme d'un grand nombre — un scepticisme que l'on ne peut pas vaincre, mais que nous négligerons — cette Conférence a eu un résultat de rapprochement.

Après vous avoir indiqué la composition de la Conférence, et l'importance du fait que les résolutions furent prises à l'unanimité, ce qui en souligne la valeur, je vais m'efforcer — c'est la partie de ma tâche peut-être la plus délicate — de vous résumer les travaux de la Conférence et d'insister sur ce que je crois être les principales recommandations.

Le thème central — c'est mon avis personnel et l'avis de la plupart des économistes ou des personnes qualifiées qui ont étudié les travaux de la Conférence — était dans la Commission du commerce et surtout dans la grande question de la réduction de ce que l'on appelle les entraves au commerce. C'était un sujet éminemment délicat, difficile et qui pouvait amener des catastrophes.

Pour peu que l'on ait lu quelques livres d'économie politique, on sait qu'il existe une querelle, vieille comme la civilisation, entre les libre-échangistes et les protectionnistes. Il y avait certainement des libres-échangistes parmi les membres de la Conférence. Il y avait également des protectionnistes convaincus, puis, toute la gamme des intermédiaires.

Heureusement, ces messieurs ont été assez bien inspirés pour renoncer à toute joute oratoire, qui eût été peut-être très intéressante pour des théoriciens, mais qui n'aurait abouti à rien, sur la thèse du libre-échange et celle du protectionnisme. On s'est mis d'accord sur un terrain où les thèses les plus extrêmes pouvaient se rencontrer. Pour me servir d'une expression heureuse qui a été souvent employée à la Conférence, il n'a pas été question du libre-échange; ce que l'on s'est efforcé d'obtenir, ou d'encourager, ce fut un « meilleur échange ».

Le monde n'a pas été fait en un jour et, en supposant que le libre-échange soit l'idéal des temps lointains, il fallait commencer par un meilleur échange. La tâche était déjà suffisamment lourde.

Sur ces bases, on est arrivé à un résultat. Dans cette Commission du commerce, où se heurtaient peut-être les thèses les plus opposées, on est arrivé à des déclarations très nettes. Je me permets d'insister sur ce point. Peut-être me répondra-t-on qu'à Genève on aboutit facilement à l'unanimité même entre personnes professant des théories opposées, grâce à des formules vagues où tout le monde peut comprendre ce qu'il veut et trouver son point de vue en lisant d'une certaine façon.

Ici, il ne s'agit pas de formules vagues. Je crois même qu'il est très rare que l'on ait été aussi nets dans une réunion de ce genre.

Le rapport de la Commission du commerce, que je vais analyser rapidement, après avoir indiqué les causes et les caractères des principaux obstacles rencontrés par le commerce international, rappelle les causes nouvelles d'obstruction, c'est-à-dire la guerre, et ce qui l'a suivie: les prohibitions, les restrictions d'importation et d'exportation, le système des licences dont vous connaissez les difficultés et même les abus.

On a reconnu que toutes ces mesures étaient en régression, mais on a indiqué très nettement que ce qui survivait de ces mesures de guerre devait disparaître complètement.

Immédiatement après, la Commission a attaqué le gros morceau, la question des tarifs. Elle a indiqué très nettement que les tarifs actuels dans le monde entier, et peut-être plus spécialement en Europe, étaient supérieurs à ceux d'avant-guerre, plus détaillés et plus complexes, ce qui constitue un inconvénient au point de vue pratique, et ce qui, très souvent, est une manière de dissimuler les augmentations et un certain protectionnisme.

Enfin, ce qui est presque aussi grave, les tarifs étaient beaucoup plus instables qu'avant guerre.

Ayant constaté le mal, elle a déclaré très nettement qu'il était temps d'arrêter la hausse des tarifs et qu'il fallait s'efforcer de marcher en sens contraire. Elle a recommandé la réduction des taux. Elle se montrait par là pratique et modérée. Elle n'a pas, en effet, parlé de supprimer les barrières douanières, ce qui est actuellement un idéal un peu lointain, elle a recommandé la réduction des taux et leur stabilité. Le temps m'étant limité, je ne prends que les grandes lignes, mais je répète en termes catégoriques que cette recommandation ne donnait pas lieu à des interprétations différentes et qu'elle rencontra l'unanimité.

I lay special emphasis on this point in order to show you that, in spite of the scepticism of a large number of people — an attitude of mind which cannot be denied, but which may be ignored — this Conference has achieved the result of drawing peoples closer together.

Having indicated the composition of the Conference and the importance of the fact that the resolutions were unanimously adopted, which emphasises their value, I would try — and this is perhaps the most delicate part of my duty — to summarise for you the work of the Conference and to emphasise what I think to be its principal recommendations.

The kernel of the Conference, in my personal view, and in the view of most economists or qualified persons who studied the work of the Conference, was to be sought in the Committee on Commerce, more especially in the great question of the reduction of what may be called obstacles to commerce. This is a delicate and difficult subject which might have led to disaster.

However little anyone has read on political economy, he knows that there is a quarrel, old as civilisation itself, between free traders and protectionists. There were certainly free traders among the members of the Conference; there were also convinced protectionists. There was also a number of persons occupying an intermediate position.

Happily those gentlemen were sufficiently well advised to abandon all oratorical tilting on the theory of free trade or of protection, which might have been very interesting perhaps for theorists, but which would have led to nothing. Agreement was reached on ground where the most extremely opposed views could meet. To use the happy expression often made use of at the Conference, there was no question of free trade. What an endeavour was made to obtain or to encourage was a "better form of trade".

The world was not made in a day and, even supposing that free trade will be the ideal of a distant future, it is necessary to begin by creating conditions for a better form of trade. That task was in itself sufficiently heavy.

On this basis a result was reached. In the Committee on Commerce, where perhaps the most divergent ideas were in conflict, very clear declarations were attained. I venture to insist on this point. Perhaps someone will reply that, at Geneva, unanimity is easily reached, even among persons who profess opposite theories, owing to vague formulæ which everyone can understand as he likes, and in which everyone can find his own point of view by reading them in a particular way.

Here, however, there is no question of vague formulæ. I believe it is extremely rare for such clarity to be reached in a gathering of this kind.

The report of the Committee on Commerce, which I propose to analyse rapidly, after indicating the course and the nature of the principal obstacles encountered by international commerce, refers to the recent causes of obstruction, *i.e.*, the war and its consequences: the import and export restrictions and the system of licences, whose difficulties, and even abuses, you well know.

It was recognised that all these measures were a step backwards, but it was very clearly pointed out that such of these wartime measures as survived must completely disappear. Immediately afterwards the Committee dealt with its principal problem, that of tariffs. It indicated very clearly that the present tariffs throughout the world, and perhaps specially in Europe, were higher than those of before the war and more detailed and more complex. They thus constituted a practical difficulty and frequently consisted in ways of hiding increases and a certain amount of protectionism.

Finally, a still more serious question — tariffs were a great deal less stable than before the war.

Having noted the evil, the Committee stated very clearly that it was time to stop the rise in tariffs and that we must endeavour to move in the opposite direction. It recommended the reduction of duties, and in this it showed itself as both practical and moderate. It did not refer to the suppression of Customs barriers which, at present, is a rather far-off ideal. It merely recommended the reduction of duties and their stabilisation. As the time is limited, I will only follow the main lines. But I repeat categorically that this recommendation was not open to various interpretations and that it was unanimously accepted.

Les indications que je viens de vous donner représentent déjà un résultat important.

Je vais me permettre de résumer encore une fois les conclusions de la Commission du commerce en me servant des termes employés dans son rapport :

« Que les tarifs élevés variables sont nuisibles à la production et au commerce » ; à la production et au commerce, car tout se tient.

« 2° Qu'on peut améliorer les conditions économiques actuelles en facilitant le commerce international ;

« 3° Qu'il faut absolument condamner ce que l'on a appelé des tarifs de combat et des tarifs de marchandage ».

Vous savez que maintenant, pour discuter un tarif douanier, on commence par présenter un tarif avec des taux très élevés, presque ridicules. L'autre partie fait de même. On part de ce niveau élevé pour marchander et échanger une réduction contre une autre réduction. Le point de départ étant très mauvais, malgré tous les efforts de réduction et de marchandage et même les bonnes dispositions dont les parties peuvent être animées, il reste toujours quelque chose de l'idée initiale qui est le tarif de combat. Ces marchandages, malgré les résultats quelquefois intéressants obtenus, laissent souvent subsister des tarifs auxquels on ne pensait pas comme tarifs normaux et comme étant nécessaires au pays et au ministre des Finances.

La Conférence a recommandé enfin que la Société des Nations ou ses organismes économiques compétents examinent la possibilité d'une action ultérieure par les divers Etats.

C'est ici qu'intervient le rôle utile nécessaire de la Société des Nations. Pour faire disparaître les maux, les abus que je viens d'indiquer, une action nationale ne suffit pas. Lorsque, en 1920, à la Conférence financière de Bruxelles, la Société des Nations aboutissait à un certain nombre de recommandations que l'on pouvait considérer comme une sorte de régime de bonne santé financière, théoriquement tout au moins et parfois pratiquement, chacun pouvait se sauver en appliquant le régime pour soi-même.

Dans les questions traitées par la Conférence économique, où il s'agissait essentiellement de relations internationales, il ne suffisait pas d'avoir les meilleures intentions, les meilleures théories, les meilleures idées, au point de vue des tarifs, des traités de commerce, etc. Ici, il faut être au moins deux, le plus souvent trois, quatre, cinq, vingt, être aussi nombreux que possible.

La Société des Nations a précisément pour but d'opérer ces rapprochements. Il y a des organismes où les intéressés se rencontrent, où les opinions se heurtent parfois et finissent par s'ajuster. C'est alors que la Société des Nations doit intervenir par une action continue de ses organismes compétents afin d'éliminer ou de réduire ces barrières au commerce.

Ce point que je viens d'indiquer aussi succinctement que possible me paraît le point crucial, principal, le nœud vital des recommandations de la Conférence économique, ceci, sans méconnaître l'importance des autres Commissions ni des autres recommandations.

Je citerai encore, — car je ne puis mieux faire que de prendre le texte même du rapport de la Commission du commerce — la phrase de ce rapport qui résume ce que je viens de dire :

« Aussi, malgré la variété des questions traitées, les disparités de doctrines, les légitimes préoccupations nationales de tous ceux qui ont pris part aux débats, un fait considérable et hautement réconfortant est apparu ; il s'est manifesté avec une évidence croissante au fur et à mesure de l'avancement des travaux ; c'est le désir unanime des membres de la Conférence de voir celle-ci marquer en quelque sorte le début d'une ère nouvelle au cours de laquelle on verrait le commerce international se dégager progressivement des obstacles qui le contrarient indûment et reprendre un mouvement largement ascensionnel qui est à la fois une preuve de la bonne santé du monde économique et la condition de l'épanouissement même de la civilisation. »

Après avoir insisté sur ce point principal des recommandations de la Commission du commerce, ce serait une erreur de ma part de diminuer l'importance des indications que je viens de fournir en vous rappelant en détail les différents autres points, très importants eux aussi, mais qui tournent tous autour de la

The indications which I have just given you have already produced an important result.

I propose to resume once again the conclusions of the Committee on Commerce referring to the terms used in its report :

“ That variable high tariffs are harmful to production and to commerce ” — I say to “ production and to commerce ”, for they are inseparable.

“ 2. That the present economic conditions can be improved, while facilitating international trade.

“ 3. That what are called ‘ tariffs de combat ’ and tariffs set up for bargaining purposes must be unequivocally condemned. ”

You are aware that now, in order to discuss Customs tariffs, one party begins by submitting a tariff with extremely high and almost ridiculous rates. The other party does the same. From this high level they proceed to bargain and to exchange one reduction for another. As the point of departure is a very bad one, in spite of all the efforts at reduction and bargaining, and even despite the good-will often animating the parties, there always remains a residue of the initial idea which is a “ tariff de combat ”. These bargainings despite the sometimes interesting results achieved by them, often allow tariffs to remain which are not normal or necessary to the country or to the Finance Minister.

The Conference recommended that the League of Nations and the competent economic organisations should examine the possibility of some future action to be undertaken by the various States.

It is in this direction that the League of Nations can play a useful and necessary part. To abolish the evils and abuses just mentioned, national action is not sufficient. When, in 1920, the League, by means of the Brussels Financial Conference, succeeded in achieving a certain number of recommendations which might be regarded as a kind of régime for the achievement of good financial health, theoretically at any rate and sometimes in practice, each State was able to save itself by adopting the régime.

In the matters dealt with by the Economic Conference, where essentially international relations were at stake, it was not enough to have the best intentions, the best theories or the best ideas from the point of view of tariffs, commercial treaties, etc. In this case it was necessary to be at least two, often three, four, five, twenty, etc., in fact as numerous as possible.

The precise object of the League of Nations is to achieve such mutual understandings. There are organisations in which the parties concerned meet each other, where opinions are sometimes in opposition, but end in mutual adjustment. That is the moment when the League should intervene by the continuous action of its competent organisations, in order to eliminate or reduce commercial barriers.

The point which I have just emphasised as shortly as possible appears to me to be the main and most crucial of all. It is the vital point of the recommendations of the Economic Conference. I say this without wishing to diminish the importance of the other Committees or of the other recommendations.

I will quote, for I cannot do better than use the text of the report of the Committee on Commerce, the sentence in the report which summarises what I have just been saying :

“ In spite of the variety of questions raised, the diversity of theories, and the legitimate national sentiments of all those who took part in the discussion, one important and extremely encouraging fact has emerged ; and, having emerged, has become increasingly manifest as the work has advanced. This fact is the unanimous desire of the members of the Conference to make sure that this Conference shall, in some way, mark the beginning of a new era, during which international commerce will successively overcome all obstacles in its path that unduly hamper it, and resume that general upward movement which is at once a sign of the world's economic health and the necessary condition for the development of civilisation. ”

After having emphasised this principal point in the recommendations of the Committee on Commerce, it would be a mistake on my part to detract from the importance of the indications which I have just given you by reminding you in detail of the various other points of view, also very important, in regard

question qui a été examinée et traitée par la Conférence: les prohibitions et restrictions aux importations et aux exportations, les formalités douanières, la forme des traités de commerce ou des tarifs douaniers, la question des subsides gouvernementaux, du dumping et toutes ces innombrables forces de barrières au commerce qui existaient plus ou moins avant la guerre, mais qui se sont terriblement développées depuis lors.

Il est d'autant plus nécessaire de prendre des mesures et d'agir que, depuis la guerre, l'organisation économique de l'Europe qui est, je le répète, la plus intéressée dans cette question, est devenue plus défavorable puisque, par le fait des divers traités, le nombre des lignes douanières est passé de vingt à vingt-sept. Ceux qui voyagent le savent bien.

La longueur des lignes douanières s'est accrue de la même façon et on en estime l'augmentation à 10.000 ou 11.000.

Les tarifs douaniers sont devenus des volumes énormes dans lesquels même les spécialistes les plus éminents ne se retrouvent plus. En outre, la hauteur des tarifs, — spécialement pour les objets manufacturés, — est en général un tiers plus élevée qu'avant 1914.

Enfin, un point que je n'ai fait qu'effleurer tout à l'heure et qui est très important, c'est que non seulement les conditions douanières sont moins bonnes qu'avant la guerre, mais elles sont beaucoup plus instables. Tout le monde sait que, dans le domaine de l'industrie, du commerce, des relations économiques, la sécurité est désirable, nécessaire, indispensable, et qu'un des éléments de cette sécurité réside précisément dans la stabilité des conventions commerciales et des traités de commerce. Or, avant la guerre, les traités de commerce étaient faits pour dix ou quinze ans, alors que, d'un relevé établi par le secrétariat économique, il résulte que, sur les 180 traités de commerce ou conventions commerciales connus actuellement, il y en a 153 dont la durée prévue ou le délai de résiliation sont de moins d'un an.

C'est vous dire que, sur un terrain aussi instable, il n'était pas possible de rétablir un minimum de sécurité, de relations commerciales, de stabilité dans les industries qui fournissent la matière au commerce.

Je vais vous indiquer maintenant très rapidement quels furent les travaux et recommandations de l'industrie et de l'agriculture.

Les recommandations de la Commission de l'industrie prirent un caractère assez différent de celles de la Commission du commerce. Alors qu'à la Commission du commerce, vous avez pu constater que les recommandations étaient nettement en faveur d'un changement très net de la politique économique suivie au point de vue commercial, à la Commission de l'industrie les recommandations sont moins nettes et moins précises dans ce sens.

La Commission de l'industrie a commencé par faire une révision de l'état général des différentes industries et de leur situation dans le monde; elle a examiné la question du coût de production et celle des prix et elle a proposé des recommandations certainement très intéressantes et très justifiées pour le développement de ce qu'on appelle la rationalisation, mot barbare qui signifie plus de méthode dans l'organisation industrielle; enfin, elle a recommandé, ce qui est toujours utile, les échanges d'informations et les statistiques de façon que chacun puisse suivre ce qui se fait chez les autres et en tirer avantage.

Mais un des points qui ont donné lieu aux discussions les plus approfondies et, quelquefois, les plus vives, à la Commission de l'industrie, fut la question de ce qu'on appelle à tort les cartels industriels. Je dis à tort, parce que le vrai mot serait plutôt « ententes industrielles » que « cartels », mais laissons cartels, puisque le mot a été employé.

La discussion fut assez longue, et des divergences de vues, non pas seulement apparentes mais de fond, se manifestèrent, et, très loyalement d'ailleurs, le rapport l'indique.

Il y avait certainement, à la Commission de l'industrie et dans la Conférence, un certain nombre de personnes qui voyaient dans l'établissement, le développement et la généralisation des cartels industriels, une espèce de panacée pour tous les maux dont souffert l'industrie. Il faut reconnaître qu'elles n'ont pas réussi à convaincre l'unanimité de leurs collègues. La question a été retournée dans tous les sens. L'étude, en somme, tend à indiquer que le développement des cartels avait certaines limites, qu'il n'était guère possible, dans l'état

to questions which were examined and dealt with by the Conference, such as import and export prohibitions and restrictions, Customs formalities, the form of commercial treaties or Customs tariffs, the question of Government subsidies and of dumping, and all those numberless forms of obstacles to commerce which existed more or less before the war, but which have increased to an alarming extent since the war.

It is the more necessary to take steps and to act effectively, as, since the war, the organisation of the economy of Europe, which is the region most interested in this question, has become more unfavourable. Owing to various treaties, the number of Customs barriers has increased from twenty to twenty-seven. Travellers are well aware of this fact.

The length of the Customs frontiers has increased in the same way, the increase being estimated at from 10,000 to 11,000 kilometres.

Customs tariffs now fill large volumes, in which even the most skilled specialists lose their way. Moreover, the height of the tariffs, particularly those covering manufactured articles, is generally a third greater than before 1914.

Finally, there is a point which I have barely touched upon, but which is very important. Not only are Customs conditions less good than before the war, but they are much more unstable. Everyone knows that, in the field of industry, commerce and economic relations, security is desirable and necessary. One of the elements of this security lies precisely in the stability of commercial agreements and commercial treaties. Before the war commercial treaties were made for ten or fifteen years, whereas, from data collected by the Secretariat, it appears that, out of the 180 commercial treaties or agreements at present known, there are 153 the duration of which, or the time within which, they may be denounced, is less than one year.

In a world so unstable, it was not possible to establish a minimum of security for commercial relations or stability for industries which furnish the materials for commerce.

I will now indicate very rapidly the work and recommendations relating to industry and agriculture.

The recommendations of the Committee on Industry had an appreciably different character from those of the Committee on Commerce. You have observed that the recommendations of the Committee on Commerce were clearly in favour of a very distinct change of economic policy from the commercial point of view. The recommendations of the Committee on Industry, on the contrary, were less clear and less definite.

The Committee on Industry began by reviewing the general condition of the various industries and their position in the world. It examined the question of the cost of production and the question of prices. It proposed recommendations, which were certainly very important and justifiable, for the development of what is known as rationalisation, a barbarous word which signifies a greater degree of method in industrial organisation. Finally, it recommended an exchange of information and statistics, a practice which is always useful, so that everyone might be able to follow what was being done in other countries and derive advantage from their knowledge.

One of the points, therefore, which gave rise to the most detailed and the warmest discussions in the Committee on Industry was the question that is wrongly called " industrial cartels ". I say that this question is wrongly described, as the true description would rather be " industrial agreements " than " cartels ". We will, however, use the word cartels, as it was employed by the Conference.

The discussion was fairly long and a divergence of views, not only apparent but substantial, arose, and the report draws attention to these divergencies very frankly.

There were certainly, in the Committee on Industry and in the Conference, a certain number of persons who saw in the development and generalisation of industrial cartels a kind of panacea of all the evils from which industry suffers. It must be recognised that these experts did not succeed in convincing all their colleagues. The question was considered in all its aspects. The investigation tended to show: (1) that the development of cartels had certain limits, that it was hardly possible in the present state of industry to apply cartels generally to all

actuel de l'industrie, de généraliser les cartels à toutes les industries, que les industriels ou les cartels étaient le plus indiqués et le plus utiles étaient celles où existait déjà une certaine centralisation, une certaine organisation; en outre, il semble avoir été démontré que le système du cartel ne peut guère s'appliquer qu'aux industries fabriquant ce qu'on appelle des produits de masse ou de série, autrement dit des produits plus ou moins standardisés, pour lesquels la comparaison est plus ou moins possible. Je cite le cartel de l'acier auquel tout le monde pense en fait. Il ne fabrique pas des produits très finis: ce sont des poutrelles ou des rails. Pour cette industrie, la cartellisation est relativement facile.

Si l'on devait créer un cartel pour des industries mécaniques très compliquées, le problème serait, sinon insoluble, du moins des plus délicats.

Il y a donc des limites au système des cartels. Il est certain que les conditions dans lesquelles un cartel peut être créé varie suivant les pays ou les époques. Les périodes de surproduction ou de sous-consommation peuvent rendre les cartels désirables ou, au contraire, inutiles.

Enfin, on a examiné les avantages et les dangers des cartels. Comme tant d'autres choses dans le monde, les cartels ont du bon et du mauvais, c'est un peu comme la langue d'Esop. Tout dépend de l'esprit suivant lequel le cartel est dirigé.

Voyons les avantages que l'on s'accorde généralement à reconnaître aux cartels.

Il est certain qu'ils aboutissent à une organisation plus méthodique de la production: on ne verra plus, dans le même pays, à quelques kilomètres de distance, deux usines fabriquer toute la gamme de certains produits industriels, alors que normalement des usines ne marchent au plein, dans certaines divisions, que quelques mois par an, absorbant un capital inutile et dépensant en pure perte.

Par le fait même de la rationalisation, de l'augmentation de la méthode dans la fabrication, en obtient une réduction des prix de revient, dont profite naturellement le consommateur. Le cartel peut supprimer des concurrences antiéconomiques qui gaspillent activité, énergie et capitaux.

Par la fondation de certains cartels, comme cela s'est produit dernièrement, on peut maintenir au diagramme d'activité de l'industrie intéressée une allure plus régulière; ce diagramme ne présentera plus de pointes ni de trous désastreux au point de vue économique en général et notamment pour la main-d'œuvre qui, à certains moments, se voit recherchée et adulée et à d'autres est jetée sur le pavé. Ces diagrammes « sauvages » ont d'ailleurs des inconvénients aussi pour le consommateur et le moyen industriel, qui a besoin de certains produits, et qui, de temps en temps, est à la merci d'une demande exagérée, alors que, à d'autres moments, il ne peut plus écouler ses produits.

La cartellisation équivaut donc, somme toute, à une certaine stabilité dans l'industrie, stabilité désirable à tous les points de vue; et qui dit stabilité, méthode, dit toujours, je le répète, réduction des prix de vente, avantage pour le consommateur, possibilité d'élargir le cercle des consommateurs.

A ces avantages, je ne dis pas les adversaires, car les cartels n'avaient pas d'adversaires de principe, mais ceux qui n'en étaient pas partisans absolus, répondaient qu'ils craignaient que les cartels ne soient déviés du but qui, originellement, justifiait leur création. Ils signalaient que les cartels pourraient, sinon tout de suite, mais dans l'avenir, tendre au monopole, avec les inconvénients que l'on connaît; ils disaient que cela supprimerait la concurrence commerciale, ce qui serait déplorable, et que cela supprimerait, par suite, la recherche vers le mieux qui conduit au progrès technique, puisque, la concurrence ayant disparu, on n'aurait plus d'intérêt à surpasser ses voisins.

On disait aussi que la main-d'œuvre pourrait craindre que les patrons, réunis en cartels, ne lui dictassent leur volonté et, si je me place dans un cercle plus étendu, certaines nations paraissent craindre que, dès lors qu'elles ne feraient pas partie des cartels parce qu'elles ne possèdent pas des organes de l'industrie intéressée, leurs nationaux seraient à la merci des fabricants étrangers.

Les cartels ayant ainsi des avantages et des inconvénients, on a conclu qu'ils seraient bons ou mauvais, utiles ou dangereux, suivant l'esprit dans lequel ils seraient conduits.

industries, that the industries in which cartels were most appropriate and useful were those in which there already existed a certain degree of centralisation and organisation. Further, the discussion seems to have shown that the system of the cartel can only be applied to industries manufacturing what are called mass products or products produced in a series, in other words, products which are more or less standardised and which it is more or less possible to compare with one another. I would quote the steel cartel of which everyone is thinking. It does not manufacture finished products, but hardware and rails. For that industry, cartelisation is relatively easy.

If a cartel were to be created for very complicated mechanical industries, the problem would be, if not insoluble, at least extremely delicate.

There are accordingly limits to the system of cartels. It is certain that the conditions under which a cartel can be created varies according to countries and epochs. Periods of overproduction or under-consumption may render cartels desirable or on the contrary useless.

In brief, the advantages and dangers of cartels were examined. Like many other things in the world, cartels have their good and bad side, recalling the fable of Æsop's tongue. All depends on the spirit in which the cartel is managed.

Let us survey the advantages which cartels are generally admitted to possess.

It is certain that they result in a more methodical organisation of production. Under the system of cartels, it is no longer possible to see in the same country, a few kilometers apart, two factories manufacturing a whole series of industrial products, while they do not work at full pressure and only a few months a year, absorbing capital uselessly and incurring expenditure which is a pure loss.

By rationalisation and an increase of method in manufacture, a reduction in the cost price is obtained, from which the consumer naturally derives advantages. The cartel suppresses anti-economic competition which is a waste of activity in labour and capital.

By the foundation of certain cartels, as has recently happened, it is possible to give to the curve of industrial activity a more regular progression. This curve does not then show acute variations above and below the line which are disastrous from the economic point of view generally, and particularly from the point of view of labour, which at certain times is sought out and flattered and at other times is thrown upon the streets.

These acute curves are disadvantageous also for the consumer and for industry, which has need of certain products and which at times is at the mercy of an exaggerated demand, whereas at other times it cannot find a market for its products.

Cartellisation, then, results in a certain stability in industry which is desirable from every point of view. Stability and method always mean a reduction of price, which is an advantage to the consumer and makes it possible to enlarge the circle of consumers.

Cartels had no adversaries in principle. Those, however, who were not convinced partisans of the system objected, when faced with its advantages, that cartels might be turned from the object which originally justified their creation. They urged that cartels might, if not immediately, at any rate in the future, tend towards a system of monopoly, with all the known disadvantages inherent in monopolies. They contended that such a system would suppress commercial competition, and that this would be deplorable, since it would, as a result, discourage that endeavour at improvement which leads to technical progress. In the absence of competition, no one, they said, would have any motive to do better than his neighbours.

It was also said that labour might reasonably fear that employers united in cartels would be in a position to dictate to the workers, and, going still further afield, certain nations were afraid that, if they did not participate in cartels, owing to the fact that they did not possess organisations of the industry in question, their nationals would be at the mercy of foreign manufacturers.

As cartels, therefore, appeared to possess both advantages and disadvantages, it was concluded that they would be good or bad, useful or dangerous, according to the spirit in which they were directed.

Une déduction toute naturelle était qu'il fallait suivre les cartels d'un peu près pour voir s'ils ne s'écartaient pas de la bonne direction et l'on a proposé l'institution d'un contrôle international, idée assez naturelle dans les temps où nous vivons. Cependant, l'avis général a été que le contrôle international exercé par un organe *ad hoc* ne serait ni utile, ni désirable, mais on a demandé que la Société des Nations, le plus grand des corps internationaux, fût mise à même de suivre de près le développement des cartels et leur façon d'agir. On a recommandé, également, que les cartels fussent entourés de la plus grande publicité possible: on a vu dans la publicité des accords et des résultats un moyen de dénoncer tous les abus et de provoquer les réactions nécessaires, sans attendre que ces abus deviennent intolérables, au point de provoquer des législations nationales ou internationales anticartels ou antitrusts. Vous n'ignorez pas, d'ailleurs, qu'il y a quarante ou cinquante ans, en Amérique, les abus des trusts furent tellement flagrants qu'ils amenèrent, par réaction, toute une législation restrictive, caractérisée par le « Sherman Act », qui alla tellement loin qu'elle empêcha toute concentration, même utile, dans l'industrie.

Passons maintenant à l'agriculture.

Je vous signale, tout d'abord, que, pour la première fois, je pense, l'agriculture fut mise sur un pied d'égalité avec les autres manifestations de l'activité humaine. Dans une conférence de ce genre, on s'occupait ou d'industrie, ou de commerce, quelquefois des deux, mais l'agriculture était toujours traitée en étrangère. C'était là une erreur, et cette fois-ci, le monde agricole a pris une part importante et justifiée aux travaux.

L'agriculture, en effet, fournit les matières premières d'un très grand nombre d'industries, agricoles ou autres. Elle est liée plus qu'aucune autre à la prospérité générale. Dans beaucoup de pays, sans prospérité agricole il n'y a pas de prospérité du tout ou, dans tous les cas, il y a une très grosse réaction de la prospérité ou du malaise du monde agricole sur l'économie générale de la nation.

Il ne faut pas oublier, enfin, que la classe agricole qui, évidemment, n'est pas organisée, surtout dans les pays de petite propriété, comme les autres classes économiques, est un des plus gros consommateurs du monde. Aux Etats-Unis, suivant que l'année a été bonne pour l'agriculteur ou non, l'industrie prospère ou déperit, et l'on vend plus ou moins d'autos, suivant que le paysan a vendu son blé plus ou moins cher. Je vous dis cela à titre d'exemple.

C'est donc très justement que les agriculteurs ont pu prendre part aux réunions. Ils n'ont pas eu à étudier autant de questions d'ordre international que les membres des autres sections. Mais ils se sont intéressés aux méthodes industrielles et commerciales, aux questions de traités de commerce, de tarifs, de transports, etc. En dehors de ces questions générales, l'agriculture n'a pas traité de choses très nouvelles, car il n'y a guère à innover chez elle, mais elle s'est appliquée à développer ce qu'elle a de meilleur: le crédit agricole, les coopératives d'achat et de vente, bref, les questions d'organisation de la production agricole; elle a aussi examiné l'organisation de la lutte contre les maladies des plantes et des animaux. En somme, elle a préconisé un certain développement, une accentuation des méthodes déjà suivies et des travaux déjà effectués par de grandes institutions, comme l'Institut de Rome et les grandes sociétés d'agriculture.

En dehors des recommandations des trois Commissions, la Conférence a émis certains vœux d'ordre général. Je n'en rappellerai que deux. Elle a salué avec plaisir la collaboration de la presque unanimité du monde économique à Genève et elle a vu dans ce fait un fait de bon augure pour l'amélioration de la situation économique du monde. Elle a recommandé solennellement aux gouvernements et aux peuples représentés l'aspect nouveau du problème économique qui ressortait déjà de la première résolution de 1925, dont je vous ai donné lecture tout à l'heure, et qui soulignent la liaison entre la paix et la prospérité: il n'y a pas de paix durable sans prospérité. Elle a proclamé, comme l'avait déjà fait la Commission du commerce dans un sens plus restreint, que bien que la politique économique d'une nation dépende absolument de la volonté nationale seule, elle a des rapports avec la politique tout court, et que, par conséquent, telles mesures économiques prises par une nation déterminée ont des répercussions non seulement à l'intérieur de ses frontières, mais encore sur les relations extérieures, c'est-à-dire sur la paix.

A very natural deduction was drawn that it was necessary to supervise cartels rather closely to ensure that they were well managed and the institution of an international supervision was proposed, an idea which nowadays was quite natural. It was the general view at the Conference that international control, exercised by a special body, was neither useful nor desirable. A request was put forward, however, that the League of Nations, as the greatest international body, should be put in a position closely to follow the development of cartels and their methods. It was also recommended that cartels should be surrounded with the greatest possible publicity. Publicity for the agreements and the results achieved was regarded as a means of revealing all abuses and of provoking the necessary reactions before these abuses became intolerable and reached the point where national or international legislation was called for against cartels or trusts. As you know, in America, some forty or fifty years ago, the abuses of the trusts were so flagrant that they led by reaction to a restrictive legislation culminating in the Sherman Act, which went so far that it hindered all concentration in industry, even though it might be useful.

We will pass now to agriculture.

I would first point out that, for the first time to my knowledge, agriculture was put on a footing of equality with the other branches of human activity. Conferences of this kind had hitherto dealt with industry or commerce, or both, but agriculture was always treated as an intruder. This was now recognised to be a mistake and, on this occasion, the agricultural world took an important part in the work and was justified in doing so.

Agriculture furnishes the raw materials for a very large number of industries, agricultural or otherwise. It is bound up more than any other industry with general prosperity. In many countries, if agriculture is not prosperous, there can be no prosperity; at all events prosperity or lack of prosperity in the agricultural world has a very serious influence on the general economy of the nation.

It must not be forgotten that the agricultural class, which clearly is not organised, particularly in countries of small holdings, as well as the other economic classes, is one of the greatest consumers in the world. In the United States, according as the year is good or bad for agriculture, industry prospers or flags. More or less automobiles are sold according as the peasant has marketed his corn at a good or bad price. I quote that as an example.

It was therefore quite right that the agriculturists should take part in the Conference. They did not have to study so many questions of an international character as the members of the other sections, but they dealt with industrial and commercial methods and with the questions of commercial treaties, tariffs, transport, etc. Apart from these general questions, agriculture did not deal with any very new subjects, as there is scarcely any call for innovations in that branch of activity, but it endeavoured to find a way to develop the best existing methods. Thus it considered agricultural credits, co-operation in buying and selling and, in a word, the question of the organisation of agricultural production.

It also examined the organisation of the campaign against diseases of plants and animals. Briefly, it contemplated certain developments and improvements in the methods already followed and the work already done by the great institutions, such as the Institute at Rome and the big agricultural societies.

Apart from the recommendations of the three Committees, the Conference made certain recommendations of a general character. I will refer to two of them. It welcomed with pleasure the collaboration of almost the whole of the economic world at Geneva, and saw in this circumstance a fact of good augury for the improvement of the world economic situation. It solemnly recommended the Governments and nations represented to consider the new aspect of the economic problem to which attention is drawn in the first resolution of 1925, which I read to you a moment ago, and which emphasises the connection between peace and prosperity. There is no durable peace without prosperity.

The resolution proclaimed, as the Committee of Commerce had already done within a more limited field, that, although the political policy of a nation depends absolutely on the national will, it nevertheless is related to policy in general; and that, therefore, economic measures adopted by a nation have effects not only within its frontiers but upon its external relations — in other words upon peace. Economic difficulties quickly

Les difficultés économiques deviennent très vite des difficultés politiques, autrement dit que la paix économique et la paix politique sont essentiellement dépendantes l'une de l'autre.

Voilà, Messieurs, un résumé très bref des travaux de la Conférence économique du mois de mai dernier.

Je me permettrai maintenant d'insister sur un point. Cette Conférence a été le résultat d'une initiative de l'Assemblée dont votre deuxième Commission est une émanation. Elle a été convoquée par le Conseil; ses membres étaient désignés par les gouvernements.

Quand j'ai déclaré close la Conférence économique du mois de mai, j'ai attiré très énergiquement l'attention de mes collègues sur un fait: c'est qu'en travaillant à la rédaction des recommandations de la Conférence, en votant à l'unanimité ses résolutions, ils prenaient, vis-à-vis de la politique économique ainsi définie, une responsabilité: celle de s'en faire les champions chez eux et de lutter pour promouvoir les idées qu'ils venaient de proclamer saines, importantes, nécessaires pour la restauration du monde.

Il ne suffit pas d'avoir exprimé de pareilles recommandations: il faut passer maintenant à l'exécution et celle-ci incombe aux organismes responsables qui sont les gouvernements.

Les gouvernements, Messieurs, vous les avez ici un peu sous la main; aussi je vous fais une suggestion et je demande que ceux d'entre vous dont les gouvernements ont déjà approuvés les principes de la Conférence économique du mois de mai insistent auprès des représentants des autres gouvernements pour leur recommander l'adoption de ces principes, l'adhésion aux résolutions qui ont été votées.

Vous avez sans doute lu comme moi qu'en juin dernier, un certain nombre de nations, l'Allemagne, la Tchécoslovaquie, la Belgique, les Pays-Bas, etc., ont proclamé leur accord inconditionnel sur ces recommandations. C'était un précieux encouragement, mais ce n'est pas assez: il faut que les délégués des autres nations ici représentées poussent leurs gouvernements, si c'est nécessaire, à accepter également le rapport de la Conférence et à passer aux mesures d'exécution.

J'estime que la deuxième Commission est tout indiquée pour donner l'élan nécessaire: il faut qu'il en sorte des recommandations à l'Assemblée de la Société des Nations et que chacun de vous — une fois rentré dans son pays — dise partout: nous demandons que notre gouvernement, aussi bien que les gouvernements voisins, quels qu'ils soient, fassent leurs recommandations de la Conférence économique. C'est ainsi, Messieurs, que l'on créera l'atmosphère indispensable. Lorsqu'elle sera créée, quand la grosse majorité des gouvernements — car je n'ose pas dire l'unanimité — aura accepté les résolutions de la Conférence, ces gouvernements seront liés; ils auront pris l'engagement moral de faire quelque-chose, c'est-à-dire de traduire les recommandations dans les faits. C'est à ce moment que la Société des Nations interviendra, car c'est dans son sein que l'on peut le mieux travailler à donner une forme pratique aux principes posés par la Conférence et arriver à des conventions qui soient propres à améliorer ce chaos économique qui a été la raison d'être de la Conférence.

En terminant, j'attire donc votre attention sur la nécessité d'obtenir à Genève le maximum d'adhésions; je voudrais même l'unanimité à l'Assemblée pour que celle-ci fasse siennes les recommandations de la Conférence économique, qui fut sa création et son émanation.

La Commission décide, sur la proposition de M. NECULCEA (Roumanie) de publier le discours de M. Theunis in-extenso dans le Journal de l'Assemblée.

M. DI PAULI (Autriche) exprime son admiration envers les organisateurs de la Conférence économique internationale. Les résolutions de la Conférence correspondent aux idées dont s'inspire la politique économique autrichienne. Le Gouvernement et le peuple autrichiens sont résolus à se faire les champions de ces résolutions. L'orateur ajoute que l'Autriche s'est déjà engagée dans la voie préconisée par la Conférence en concluant avec la Hongrie un traité de commerce d'une durée de deux ans et demi. L'orateur salue la réunion prochaine de la Confé-

become political difficulties — in other words, economic peace and political peace are mutually interdependent.

I have now given you, Gentlemen, a very short summary of the work of the Economic Conference held last May.

I would like to add one point. This Conference was the result of the initiative of the Assembly of which the Economic Committee is an off-shoot. The Conference was summoned by the Council; its members were appointed by Governments.

When I closed the session of the Economic Conference last May, I drew the urgent attention of my colleagues to the fact that, in drafting the recommendations of the Conference and in unanimously voting its resolutions, they were assuming a responsibility in respect of the economic policy contained in those resolutions. They were assuming the responsibility to act as champions in their own homes of that policy and to promote the ideas which they had just proclaimed as important and necessary for the restoration of the world.

It is not enough to have given expression to such recommendations. They must now be put into execution, and this task falls on the responsible organisations, which are the Governments.

Here, Gentlemen, you have Governments in a sense under your control. I would therefore make a suggestion, and I would ask those of you whose Governments have already approved the principles of the Economic Conference of May last to urge the representatives of other Governments to recommend the adoption of those principles and adherence to the resolutions which were voted.

Like myself, you probably read last June that a certain number of Governments — Germany, Czechoslovakia, Belgium, the Netherlands, etc. — had proclaimed their unconditional agreement with those recommendations. That is a valuable source of encouragement, but it is not enough. The representatives of other Governments here present must urge on their Governments, if necessary, also to accept the report of the Conference and to proceed to its execution.

I think that the Second Committee is especially competent to give the necessary impetus to this proposal. Such action must be taken as a result of the recommendations of the Assembly of the League, and each of you, once you have returned to your own country, must proclaim everywhere that you are asking your Government, as well as the Governments of your neighbours, whoever they are, to adopt the recommendations of the Economic Conference. In this, Gentlemen, an indispensable atmosphere will be created. When it has been created, and when the great majority of Governments — for I dare not think that they will all be unanimous — have accepted the resolutions of the Conference, these Governments will be under an obligation. They will have taken a moral engagement to do something, that is to say, to translate the recommendations into action. That is the moment when the League of Nations will have to intervene, for it is under the ægis of the League that the best work with a view to the practical application of the principles adopted by the Conference can be done, and agreements achieved calculated to improve the economic chaos for which the Conference was summoned to find a remedy.

In conclusion, I would draw your attention to the necessity for obtaining the maximum number of adhesions in Geneva. I would then desire unanimity in the Assembly, so that the Assembly may adopt as its own the recommendations of the Economic Conference, which was created by the Assembly and emanated from it.

The Committee decided, on the proposal of M. NECULCEA (Roumania), to publish the speech of M. THEUNIS in extenso in the Assembly Journal.

M. DI PAULI (Austria) expressed his admiration of the organisers of the International Economic Conference. The resolutions of the Conference were in keeping with the ideas inspiring the economic policy of Austria. The Government and people of Austria were determined to champion these resolutions.

He would add that Austria had already begun to follow the path indicated by the Conference, by the conclusion of a treaty of commerce with Hungary, which was to last for two

rence diplomatique pour l'abolition des entraves au commerce, qui sera un premier pas dans la voie des réalisations.

• Lord LYTON (Inde) se félicite des résultats de la Conférence et de l'unanimité par laquelle ces résolutions ont été votées. Aucune des recommandations de la Conférence n'est en contradiction avec la politique économique de l'Inde. Le protectionnisme même qui y est pratiqué à l'égard de certaines industries n'est que temporaire. Si toutes les recommandations de la Conférence ne peuvent pas être adoptées dans leur ensemble, dès à présent, cela sera possible dans un avenir rapproché.

M. LÖFGREN (Suède) exprime sa satisfaction en présence des résolutions de la Conférence tendant notamment à l'abaissement des barrières douanières. La Suède adhère aux principes de la Conférence économique qui feront, l'orateur l'espère, l'objet de résolutions de l'Assemblée en ce qui concerne les mesures à prendre pour les mettre en pratique.

M. BREITSCHIED (Allemagne) se félicite du succès de la Conférence économique dont les vœux ont été adoptés par des organismes tels que la Chambre de Commerce internationale et l'Union interparlementaire. L'Allemagne s'est prononcée nettement en faveur de l'ensemble des résolutions de la Conférence. D'autres pays, tels que la Suède et les Pays-Bas, ont fait de même. Par contre, on constate quelques réserves de la part de certains autres Etats. L'orateur estime que les recommandations de la Conférence constituent un tout indivisible dont l'acceptation en bloc est indispensable pour atteindre les buts visés. Le traité de commerce franco-allemand est un aboutissement pratique de la Conférence économique, puisque la France et l'Allemagne s'y sont conformées à certaines suggestions qui étaient jusqu'ici contraires au principe de leur politique économique. Il faut espérer que cet exemple sera suivi. L'orateur exprime l'espoir que la Conférence diplomatique internationale qui se réunit à Genève le 17 octobre donne les résultats qu'on attend d'elle. Il souhaite également que les travaux du Comité économique concernant l'unification des nomenclatures douanières donnent bientôt des résultats satisfaisants.

L'orateur ne partage pas le scepticisme de certains milieux. L'application intégrale des recommandations de la Conférence est indispensable à l'assainissement économique du monde. M. Breitscheid est convaincu que, malgré les difficultés du début, ce résultat sera prochainement atteint.

M. NAGAI (Japon) croit que la Conférence économique est une manifestation qui fera époque dans les annales de la Société des Nations et dans l'histoire de l'humanité. Le Gouvernement japonais a déjà signifié son approbation générale des résultats de la Conférence, mais l'orateur tient à rappeler que les résolutions les plus louables n'ont de valeur que pour autant qu'elles sont mises en pratique.

M. SUVICH (Italie) dit que la plupart des conclusions de la Conférence sont entièrement conformes aux principes de la politique italienne. Quelques-unes, toutefois, ne pourront être réalisées que par une action concertée entre les Etats. Il rappelle que l'idée de la Conférence diplomatique, qui va s'ouvrir prochainement, a été soulevée en 1924 par le Gouvernement italien et souhaite que tous les gouvernements soient représentés à cette Conférence, dont l'ordre du jour est maintenant renforcé par l'autorité de la Conférence économique.

M. Hussein Khan ALA (Perse) apprécie hautement les résultats de la Conférence économique, parmi lesquels il regrette, toutefois, de ne trouver que fort peu de résolutions applicables à la situation économique de son pays. La Perse est un réservoir inépuisable de richesses immenses du sol et du sous-sol qui sont encore inexploitées. Il y a lieu de distinguer entre les barrières douanières qui sont élevées pour protéger les industries naissantes de celles qui ont été élevées depuis la guerre entre les pays de l'Europe. La Conférence économique est une première étape. D'autres étapes semblables devront être franchies sous les auspices de la Société des Nations.

M. KETO (Finlande) estime que la Conférence économique a réussi au delà des espoirs les plus ambitieux. Son gouvernement a adhéré à toutes ses conclusions qu'il s'efforce de mettre en

years and a-half. He welcomed the forthcoming meeting of the Diplomatic Conference for the Abolition of Obstacles to Trade, which would constitute the first step towards realising the resolutions of the Economic Conference.

Lord LYTON (India) was glad to note the results of the Conference and the unanimity by which the resolutions had been adopted. None of the recommendations were inconsistent with the economic policy of India. The protectionist policy of that country with regard to certain industries was only of a temporary nature. Though all the recommendations might not be adopted in their entirety immediately, it would become possible to do so in the near future.

M. LÖFGREN (Sweden) expressed his satisfaction at the resolutions of the Conference, more especially those regarding the lowering of Customs barriers.

Sweden adhered to the principles of the Economic Conference, which would, he hoped, be the subject of resolutions of the Assembly regarding the measures to be taken to put them into practice.

M. BREITSCHIED (Germany) was happy to note the success of the Economic Conference, whose recommendations had been adopted by organisations such as the International Chamber of Commerce and the Inter-Parliamentary Union. Germany had definitely decided in favour of the resolutions as a whole. Other countries such as Sweden and the Netherlands had also done so. On the other hand, certain reservations on the part of other States were to be noted. The recommendations of the Conference were an indivisible whole, the acceptance of which *en bloc* was indispensable if the objects aimed at were to be obtained. The treaty of commerce between France and Germany was a practical result of the Economic Conference, since those countries had conformed, by the terms of their treaty, to certain suggestions which had hitherto been contrary to the principles of their economic policy. It was to be hoped that this example would be followed. He expressed the hope that the Diplomatic Conference to meet on October 17th would achieve the expected result. He would also hope that the work of the Economic Committee on the unification of Customs nomenclature would shortly achieve satisfactory results.

He did not share the scepticism prevalent in certain circles. The full application of the recommendations of the Conference was indispensable to the restoration of the world. He was convinced that, despite the difficulties which would be met with at the beginning, this result would shortly be attained.

M. NAGAI (Japan) believed that the Economic Conference was an event which would mark an epoch in the history of the League of Nations and in the history of mankind. The Japanese Government had already signified its approbation of the results of the Conference, but he would emphasise that the most praiseworthy resolutions were only of value in so far as they were carried into effect.

M. SUVICH (Italy) said that the majority of the conclusions of the Conference were entirely in conformity with the principles of Italian policy. Some, however, could only be realised by concerted action between the States. He would observe that the idea of the Diplomatic Conference which was about to meet had been put forward in 1924 by the Italian Government, and he hoped that all the Governments would be represented at that Conference, whose agenda had now been reinforced by the authority of the Economic Conference.

M. Hussein Khan ALA (Persia) said he highly appreciated the results of the Economic Conference. He regretted, however, that he found among its recommendations very few which were applicable to the economic position of his country. Persia was an inexhaustible source of immense wealth of the soil and sub-soil, which was still unexploited. It was necessary to distinguish between Customs barriers which were raised to protect growing industries from those which had been raised since the war between the countries of Europe. The Economic Conference was a first stage. Other similar stages would have to be covered under the auspices of the League of Nations.

M. KETO (Finland) thought that the Economic Conference had succeeded beyond the hopes of the most optimistic observers. His Government had adhered to all its conclusions, which it

pratique, notamment en ce qui concerne la réduction des tarifs douaniers.

M. WORM-MÜLLER (Norvège) dit que la Norvège a donné toute son adhésion aux résolutions de la Conférence économique qui constituent la base la plus solide pour les efforts tendant à réaliser notamment la solidarité économique entre les peuples.

VIII. SIXIÈME SÉANCE DE LA TROISIÈME COMMISSION

La troisième Commission s'est réunie hier, samedi 17 septembre, à 16 heures, sous la présidence de M. BENES (Tchécoslovaquie).

M. BOUROFF (Bulgarie) déclare que la Bulgarie est un pays désarmé, et il ne lui appartient pas de présenter des formules pour le désarmement des autres pays. Elle ne peut que suggérer par son exemple la possibilité d'organiser le désarmement. Ce qu'il faut éviter à tout prix, c'est de laisser une impression d'impuissance et de diminuer la confiance des peuples dans la Société des Nations. Il faut donc entrer dans la phase des résolutions par un premier effort de la part des grandes Puissances pour rapprocher leurs points de vue et s'accorder sur un programme pratique. La Bulgarie se ralliera donc à toutes les formules de compromis déjà présentées à la Commission qui sont susceptibles d'opérer cet accord. Il considère avec confiance que l'œuvre de la paix est en bonne voie et que rien ne pourra plus l'arrêter.

Le Dr NANSSEN (Norvège) rappelle que, sur la proposition du président, la Commission a adopté à sa dernière séance une procédure consistant à grouper les différentes propositions hollandaise, polonaise et française en y joignant la sienne propre. Il estime cependant que sa proposition est distincte du projet de résolution néerlandais et peut être traitée séparément en étant renvoyée immédiatement à la première Commission, qui serait en mesure d'élaborer un avant-projet de traité d'arbitrage facultatif à soumettre aux gouvernements pour avis, de façon que cet avant-projet puisse revenir devant l'Assemblée à la session prochaine.

Le PRÉSIDENT croit que la suggestion du Dr Nansen ne soulèvera pas de difficulté. Il suggère que la proposition du Dr Nansen soit adoptée avec une addition et qu'avant le renvoi de sa proposition à la première Commission, la troisième Commission se prononce sur le principe au point de vue politique, afin d'alléger ainsi la tâche extrêmement difficile de la première Commission.

La procédure proposée par le président est adoptée.

Le PRÉSIDENT propose de discuter en séance plénière la proposition de M. Sokal et de renvoyer à une sous-commission les propositions de M. Paul-Boncour, de la délégation néerlandaise et de M. Sandler.

Cette proposition est adoptée.

Proposition de la délégation tchécoslovaque.

La DÉLÉGATION TCHÉCOSLOVAQUE fait d'abord une double proposition relative: 1^o à l'obligation pour les Membres de la Société de faciliter les réunions du Conseil en temps de crise (documents A.III.5.1927; A.II.2.1927), 2^o à la question du fonctionnement des organismes de la Société en temps de crise (document II/3.1927). Elle propose ensuite certaines modifications au texte du N^o II.4 de l'ordre du jour.

Ces deux propositions sont adoptées.

Proposition du Dr Nansen.

Le PRÉSIDENT demande à la Commission de décider si elle estime que le projet du Dr Nansen puisse être voté par l'Assemblée, et, à cette fin, renvoyé à la première Commission.

Après un échange de vues entre sir George PEARCE (Australie), M. DE BROUCKÈRE (Belgique) et M. CASSIN (France),

would endeavour to carry out, particularly those relating to a reduction of Customs tariffs.

M. WORM-MULLER (Norway) said that Norway fully adhered to the resolutions of the Economic Conference, which constituted a very firm foundation for the efforts which were being directed towards achieving economic solidarity between the nations.

VIII. SIXTH MEETING OF THE THIRD COMMITTEE

The Third Committee met yesterday, Saturday, September 17th, at 4 p.m., under the chairmanship of M. BENES (Czechoslovakia).

M. BOUROFF (Bulgaria) said that Bulgaria was disarmed, and it was not therefore her duty to submit proposals regarding the disarmament of other countries. She could only suggest that it might be possible to organise disarmament on the basis of her example. What should at all costs be avoided was to leave an impression of impotence, and thus diminish the confidence of the peoples in the League. The League should therefore get to the stage of definite resolutions as the result of a preliminary effort on the part of the great Powers to reconcile their views and agree on a practical programme. Bulgaria would support all the compromises submitted to the Committee which might lead to the achievement of such an agreement. She confidently considered that the work of peace had really begun and that nothing now could stop it.

Dr. NANSSEN (Norway) recalled that, on the proposal of the Chairman, the Committee had adopted at its last meeting a procedure which consisted in grouping the various Dutch, Polish and French proposals together and adding his own to them. He thought, however, that his proposal was separate from the draft resolution of the Netherlands and might be treated separately by being immediately submitted to the first Committee, which would thus be able to draw up a preliminary draft treaty of optional arbitration for submission to Governments for their views in order that a preliminary draft agreement might be submitted to the Assembly at its next session.

The CHAIRMAN did not think that the suggestion of Dr. Nansen would give rise to any difficulty; but he suggested that it should be adopted on the understanding that, before the proposal was submitted to the First Committee, the Third Committee should take a decision of principle from the political point of view in order to lighten the very difficult task of the First Committee.

The procedure proposed by the Chairman was adopted.

The CHAIRMAN suggested that the proposal of M. Sokal should be discussed at a plenary meeting and that the proposals of M. Paul-Boncour, those of the Dutch delegation and that of M. Sandler should be sent to a sub-committee.

This proposal was adopted.

Proposal of the Czechoslovak Delegation.

The Czechoslovak delegation made a twofold proposal concerning: (1) the obligation for members of the League to facilitate meetings of the Council in times of crisis (documents A.III/5.1927; A.II/2.1927); (2) the question of the working of the organisations of the League in times of crisis (document A.II/3.1927).

It proposed certain amendments in the text of item II 4 of the agenda.

These two proposals were adopted.

Proposal of Dr. Nansen.

The CHAIRMAN asked the Committee to decide whether it thought that the proposal of Dr. Nansen could be voted upon by the Assembly and for that purpose be submitted to the First Committee.

There was an exchange of views between Sir George PEARCE (Australia), M. DE BROUCKÈRE (Belgium) and M. CASSIN

ce dernier proposant de revenir à la formule même proposée par le Dr Nansen (« Convention facultative pour l'arbitrage obligatoire des différends »), formule à laquelle il est plus facile de se rallier, la proposition de renvoi à la première Commission est adoptée.

Fabrication des armes et munitions.

M. GUERRERO (Salvador) estime que la Société des Nations doit, sur la question du contrôle de la fabrication des armes, poursuivre ses travaux en dépit des difficultés qu'elle rencontre.

Le comte BERNSTORFF (Allemagne) signale que, étant donné que la Commission spéciale chargée de l'étude de cette question comprend des membres n'appartenant pas à la Société des Nations et disposés à inclure dans le programme la fabrication des Etats, il convient de rendre plus explicite la proposition de M. Guerrero.

M. DE BROUCKÈRE (Belgique), tout en appuyant la proposition de M. Guerrero, estime qu'il est préférable de ne pas prévoir de limites de temps pour l'aboutissement de la discussion.

Il craint qu'une conférence sur ce sujet ne se heurte à cet obstacle qu'un ou plusieurs grands producteurs s'abstiennent d'y assister. Mais la Belgique est prête pour sa part à sacrifier des intérêts industriels, mêmes considérables, pour la cause de la paix.

M. CASSIN (France) rappelle que la France avec le Venezuela est la seule Puissance ayant ratifié la Convention sur le commerce international des armes et il approuve entièrement la proposition de M. Guerrero. Il espère qu'une conférence sur le contrôle de la fabrication des armes, même distincte de la Conférence sur le désarmement, peut aboutir à des résultats. Il estime toutefois qu'il est préférable de réserver l'examen approfondi du texte présenté à une séance ultérieure.

M. GUERRERO (Salvador), se rangeant à l'avis de M. de Brouckère pour ce qui est de la question de limitation de temps, et à celui de M. Cassin sur la proposition d'ajournement de l'examen définitif du texte, espère que sa formule relative à la « publicité » facilitera les études de la Commission.

La proposition d'ajournement, reprise par le président, est adoptée.

IX. DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LE 17 SEPTEMBRE 1927.

Journal de l'Assemblée, N° 12.

Compte rendu définitif: sixième séance plénière.

- A. 36. Procès-verbaux de la Conférence pour la création d'une Union internationale de secours.
- A. 37b. Convention de l'esclavage: Rapport annuel du Conseil: lettre de la délégation de l'Empire d'Éthiopie.
- A. 63. Travaux de la Commission internationale de coopération intellectuelle: Rapport de la deuxième Commission à l'Assemblée.

(France), M. Cassin'proposant de return to the actual words proposed by Dr. Nansen ("Optional convention for the compulsory arbitration of disputes"), a formula to which it was more easy to adhere.

The Committee agreed to refer the proposal of Dr. Nansen to the First Committee.

Manufacture of Arms and Munitions.

M. GUERRERO (Salvador) thought that the League of Nations should continue its work on the question of the supervision of the manufacture of arms in spite of the difficulties it had encountered.

Count BERNSTORFF (Germany) said that, as the special Committee entrusted with the study of this question included non-members of the League of Nations which were disposed to include in the programme State manufacture, it would be well to make M. Guerrero's proposal more explicit.

M. DE BROUCKÈRE (Belgium), whilst supporting the proposal of M. Guerrero, thought that it was preferable not to provide for a time-limit for the conclusion of the discussion.

He was afraid that a conference on this subject would meet the difficulty that one or several great producers would not attend it. Belgium, however, was prepared to sacrifice her industrial interests, though considerable, for the sake of peace.

M. CASSIN (France) recalled that, together with Venezuela, France was the sole power that had ratified the Convention on the International Trade in Arms, and he entirely approved of the proposal of M. Guerrero. He hoped that a conference on the supervision of the manufacture of arms, even if distinct from the Disarmament Conference, would be able to reach results. He thought, however, that it would be preferable to reserve until a later meeting a detailed examination of the text submitted.

M. GUERRERO (Salvador) agreed with M. de Brouckère on the question of a time-limit and with M. Cassin on the proposal to adjourn the final examination of the text. He hoped that his formula referring to "publicity" would facilitate the enquiries of the Committee.

The proposal for adjournment was at the suggestion of the Chairman adopted.

IX. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO THE MEMBERS OF THE ASSEMBLY ON SEPTEMBER 17TH, 1927

Assembly Journal No. 12.

Definitive Verbatim Record: Sixth Plenary Meeting.

- A. 36. Minutes of the Conference for the Creation of an International Relief Union.
- A. 37b. Slavery Convention: Annual Report by the Council: Letter from the Delegation of the Abyssinian Empire.
- A. 63. Work of the International Committee on Intellectual Co-operation. Report of the Second Committee to the Assembly.

Publications périodiques de la Société des Nations

JOURNAL OFFICIEL

Le *Journal Officiel* paraît, depuis janvier 1922, en deux éditions (l'une en français et l'autre en anglais); il contient les procès-verbaux des sessions du Conseil de la Société des Nations, le texte des rapports et des résolutions adoptées par le Conseil, ainsi que les principaux documents officiels reçus ou expédiés par le Secrétariat de la Société.

Abonnement annuel 60 francs suisses

RÉSUMÉ MENSUEL DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Ce répertoire des différentes formes de l'activité de la Société des Nations est publié en six langues: anglais, français, allemand, italien, espagnol et tchèque, pour un public de 20.000 lecteurs. Il contient un compte rendu des assemblées et de l'œuvre des organisations de la Société; il publie, en outre, les principaux documents officiels ayant trait au désarmement, à la reconstruction économique et financière, etc.

Un supplément bibliographique est publié une fois par an et envoyé gratuitement aux abonnés.

Abonnement annuel 6 francs suisses

BULLETIN MENSUEL DE STATISTIQUE

Tableau résumant, sous une forme appropriée et concise, la situation économique de tous les principaux pays du monde; s'adresse aux banquiers, hommes d'affaires et hommes politiques qui désirent se tenir au courant des mouvements économiques dans le monde entier; contient tous les renseignements relatifs à la production du charbon, du fer et de l'acier, au commerce d'exportation, aux fluctuations des prix, au coût de la vie, au chômage, aux réserves d'or et à la circulation fiduciaire, aux taux des changes et de l'escompte, etc., d'après des informations officielles fournies spécialement chaque mois à cet effet. Les renseignements publiés se rapportent à quarante-quatre pays.

Abonnement annuel (12 numéros) 20 francs suisses

BULLETIN TRIMESTRIEL DE RENSEIGNEMENTS SUR L'ŒUVRE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Abonnement annuel (4 numéros) 5 francs suisses

RAPPORT ÉPIDÉMIOLOGIQUE MENSUEL DE LA SECTION D'HYGIÈNE DU SECRÉTARIAT

Le Service de renseignements épidémiologiques et de statistiques d'hygiène publique de la Section d'hygiène du Secrétariat de la Société des Nations reçoit, d'un grand nombre de pays, des rapports périodiques officiels sur les maladies dont la déclaration est obligatoire. En vue de leur échange, ces renseignements, nécessaires aux épidémiologues des différents pays, sont groupés au fur et à mesure de leur réception et publiés mensuellement dans le *Rapport épidémiologique mensuel*.

Abonnement annuel (12 numéros) 20 francs suisses

RECUEIL DES TRAITÉS ET DES ENGAGEMENTS INTERNATIONAUX ENREGISTRÉS PAR LE SECRÉTARIAT DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Aux termes de l'article 18 du Pacte de la Société des Nations, « tout traité ou engagement international conclu à l'avenir par un Membre de la Société des Nations devra être immédiatement enregistré par le Secrétariat et publié par lui aussitôt que possible; aucun de ces traités ou engagements internationaux ne sera obligatoire avant d'avoir été enregistré ». La publication du *Recueil des Traités* répond à cette disposition du Pacte.

Prix d'abonnement à 12 volumes 150 francs suisses

Un catalogue général et des catalogues spéciaux des documents préparés par les différentes Sections du Secrétariat seront envoyés gratuitement aux personnes qui en feront la demande au:

Service des Publications de la Société des Nations
GENÈVE

Periodicals of the League of Nations

OFFICIAL JOURNAL

The *Official Journal*, which is published (since January 1922) in separate editions in English and French, contains the complete Minutes of the Sessions of the Council of the League of Nations, the text of the Reports and Resolutions adopted by the Council, as well as the principal official documents received or despatched by the Secretariat of the League.

Yearly subscription 50/- \$12.00

MONTHLY SUMMARY OF THE LEAGUE OF NATIONS

A bird's-eye view, clear and concise, of the work of the League of Nations during the month preceding publication. The *Monthly Summary* is issued in six languages — English, French, German, Italian, Spanish and Czech — to a public of 20,000 readers. It contains a record of all League meetings and activities, and publishes, in addition, the principal official documents on Disarmament, Economic and Financial Reconstruction, etc.

A bibliographical supplement is issued once a year and is addressed free of charge to subscribers.

Yearly subscription 5/- \$1.00

MONTHLY BULLETIN OF STATISTICS

A synopsis of the economic position of all the leading commercial countries in the world in a convenient and concise form; indispensable to all bankers, business-men and politicians who wish to keep abreast of world movements; showing coal, iron and steel production, foreign trade, price movements, cost of living, unemployment, gold reserves and note circulation, exchange and discount rates, etc., based on official information specially supplied each month. Data apply to 44 countries. Published on the Saturday nearest to the 15th of each month.

Yearly subscription for 12 numbers 18/- \$4.50

QUARTERLY BULLETIN OF INFORMATION ON THE WORK OF INTERNATIONAL ORGANISATIONS

Yearly subscription for 4 numbers 5/- \$1.00

MONTHLY EPIDEMIOLOGICAL REPORT OF THE HEALTH SECTION OF THE SECRETARIAT

The Service of Epidemiological Intelligence and Public Health Statistics, Health Section of the Secretariat of the League of Nations, receives current official reports on the prevalence of notifiable diseases from nearly all countries where such information is available. The information at present being regularly received and published in this periodical relates to 68 per cent of the world's population.

Yearly subscription for 12 numbers 18/- \$4.50

TREATY SERIES: PUBLICATIONS OF TREATIES AND INTERNATIONAL ENGAGEMENTS REGISTERED BY THE SECRETARIAT OF THE LEAGUE OF NATIONS

Under the terms of Article 18 of the Covenant of the League of Nations: "Every treaty or international engagement entered into hereafter by any Member of the League shall be forthwith registered with the Secretariat and shall as soon as possible be published by it. No such treaty or international engagement shall be binding until so registered." The publication of the *Treaty Series* fulfils this condition of the Covenant.

Subscription rate for 12 volumes £6. \$30.00

A general Catalogue and Special Catalogues of the documents prepared by the different Sections of the Secretariat will be sent free on application to:

Publications Department of the League of Nations
GENÈVE

SOCIÉTÉ DES NATIONS

LEAGUE OF NATIONS

JOURNAL

DE LA

OF THE

HUITIÈME SESSION
ORDINAIRE

EIGHTH ORDINARY
SESSION

DE L'

OF THE

ASSEMBLÉE

ASSEMBLY

GENÈVE 1927

GENEVA 1927

N° 14. — MARDI 20 SEPTEMBRE 1927.

No. 14. — TUESDAY, SEPTEMBER 20th, 1927.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL
DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beauregard.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE
ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor, Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beauregard.

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

SOMMAIRE:

	Pages
I. Programme des séances	215
II. Neuvième séance de la deuxième Commission	217
III. Dixième séance de la deuxième Commission	221
IV. Septième séance de la troisième Commission	225
V. Première séance de la Sous-Commission de la troisième Commission	229
VI. Huitième séance de la cinquième Commission	229
VII. Septième séance de la sixième Commission	231
VIII. Conseil international des femmes: Résolutions adoptées par le Comité exécutif en juin 1927	232
IX. Signatures et ratifications des accords internationaux	232
X. Corrections et additions à la liste des membres des délégations	233
XI. Documents distribués aux membres de l'Assemblée	233

CONTENTS:

	Page
I. Programme of Meetings	215
II. Ninth Meeting of the Second Committee	217
III. Tenth Meeting of the Second Committee	221
IV. Seventh Meeting of the Third Committee	225
V. First Meeting of the Sub-Committee of the Third Committee	229
VI. Eighth Meeting of the Fifth Committee	229
VII. Seventh Meeting of the Sixth Committee	231
VIII. International Council of Women: Resolutions adopted by the Executive Committee in June 1927	232
IX. Signatures and Ratifications of International Engagements	232
X. Corrections and Additions to the List of Members of Delegations	233
XI. List of Documents distributed to the Members of the Assembly	233

I. PROGRAMME DES SÉANCES

Séance plénière de l'Assemblée.

Il y aura une séance plénière de l'Assemblée aujourd'hui, mardi 20 septembre, à 10 heures, à la Salle de la Réformation.

Ordre du jour:

- I. Travaux de la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles.
Rapport de la cinquième Commission.
Rapporteur: Mme Marthe LARSEN-JAHN (déléguée de la Norvège).
Document A.64.1927.XI.

I. PROGRAMME OF MEETINGS

Plenary Meeting of the Assembly.

There will be a plenary meeting of the Assembly to-day (Tuesday, September 20th) at 10 a.m. at the Salle de la Réformation.

Agenda:

- I. Work of the Advisory Committee on the Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs.
Report of the Fifth Committee.
Rapporteur: Mme. LARSEN-JAHN (delegate of Norway).
Document A.64.1927.XI.

2. Commission d'enquête sur la culture du pavot à opium en Perse.
Rapport de la cinquième Commission.
Rapporteur: S. E. le Dr Ferdinand VEVERKA
(délégué de la Tchécoslovaquie).
Document A.66.1927.XI.
3. Traite des femmes et des enfants.
Rapport de la cinquième Commission.
Rapporteur: M. Ramiro Hernandez PORTELA
(délégué de Cuba).
Document A. 73.1927.IV.
4. Protection de l'enfance.
Rapport de la cinquième Commission.
Rapporteur: M. P. E. JANSON (délégué de la Belgique).
Document A.62.1927.IV.
5. Protection des femmes et des enfants dans le Proche-Orient.
Rapport de la cinquième Commission.
Rapporteur: M^{lle} Henni FORCHHAMMER (déléguée du Danemark).
Document A.61.1927.IV.
6. Travaux de la Commission de coopération intellectuelle.
Rapport de la deuxième Commission.
Rapporteur: Dr BREITSCHIED (délégué de l'Allemagne).
Document A.63.1927.XII.
7. Proposition italienne pour la création d'un Institut international du cinématographe éducatif à Rome.
Rapport de la deuxième Commission.
Rapporteur: M. GALLAVRESI (délégué de l'Italie).
Document A.65.1927.XII.
8. Oeuvre pour l'établissement des réfugiés bulgares.
Rapport de la deuxième Commission.
Rapporteur: Major Walter ELLIOT (délégué de l'Empire Britannique).
Document A.67.1927.II.
9. Travaux du Comité économique.
Rapport de la deuxième Commission.
Rapporteur: S. E. M. Hipolit GLIWIC (délégué de la Pologne).
Document A.70.1927.II.
10. Oeuvre de l'Organisation d'hygiène.
Rapport de la deuxième Commission.
Rapporteur: Sir S. P. Ramaswami AYYAR
(délégué de l'Inde).
Document A.69.1927.III.
11. Résultats de la mission accomplie en certains pays de l'Amérique latine par le président du Comité d'hygiène.
Rapport de la deuxième Commission.
Rapporteur: M. le professeur Luis Calvo MACKENNA
(délégué du Chili).
Document A.68.1927.III.

Première Commission: Deuxième Sous-Commission (Codification du droit international).

La deuxième Sous-Commission se réunira aujourd'hui, mardi 20 septembre, à 17 heures, au Secrétariat (salle D).

Deuxième Commission.

La deuxième Commission se réunira aujourd'hui, mardi 20 septembre, à 15 heures, au Secrétariat (salle F):

Ordre du jour:

1. Résultats de la Conférence pour la création d'une Union internationale de secours.
2. Travaux du Comité financier.
3. Suite de la discussion sur la Conférence économique internationale.

2. Work of the Committee of Enquiry regarding the Cultivation of the Opium Poppy in Persia.
Report of the Fifth Committee.
Rapporteur: H.E. Dr. Ferdinand VEVERKA
(delegate of Czechoslovakia).
Document A.66.1927.XI.
3. Traffic in Women and Children.
Report of the Fifth Committee.
Rapporteur: M. Ramiro Hernandez PORTELA
(delegate of Cuba).
Document A.73.1927.IV.
4. Child Welfare.
Report of the Fifth Committee.
Rapporteur: M. P. E. JANSON (delegate of Belgium).
Document A.62.1927.IV.
5. Protection of Women and Children in the Near East.
Report of the Fifth Committee.
Rapporteur: Mlle. Henni FORCHHAMMER (delegate of Denmark).
Document A.61.1927.IV.
6. Work of the Committee on Intellectual Co-operation.
Report of the Second Committee.
Rapporteur: Dr. BREITSCHIED (delegate of Germany).
Document A.63.1927.XII.
7. Italian Proposal for the Creation of an International Institute of the Educational Cinematograph at Rome.
Report of the Second Committee.
Rapporteur: M. GALLAVRESI (delegate of Italy).
Document A.65.1927.XII.
8. Work for the Establishment of Bulgarian Refugees.
Report of the Second Committee.
Rapporteur: Major Walter ELLIOT (delegate of the British Empire).
Document A.67.1927.II.
9. Work of the Economic Committee.
Report of the Second Committee.
Rapporteur: H.E. M. Hipolit GLIWIC (delegate of Poland).
Document A.70.1927.II.
10. Work of the Health Organisation.
Report of the Second Committee.
Rapporteur: Sir S. P. Ramaswami AYYAR
(delegate of India).
Document A.69.1927.III.
11. Results of the Mission carried out in Certain Countries of Latin America by the President of the Health Committee.
Report of the Second Committee.
Rapporteur: Professor Luis Calvo MACKENNA
(delegate of Chile).
Document A.68.1927.III.

First Committee: Second Sub-Committee (Codification of International Law).

The Second Sub-Committee will meet to-day (Tuesday, September 20th) at 5 p.m. in the Secretariat (Room D).

Second Committee.

The Second Committee will meet to-day (Tuesday, September 20th) at 3 p.m. in the Secretariat (Room F).

Agenda:

- (1) Results of the Conference for the Creation of an International Relief Union.
- (2) Work of the Financial Committee.
- (3) Continuation of the Discussion on the International Economic Conference.

Deuxième Commission: Sous-Commission.

La Sous-Commission se réunira aujourd'hui, mardi 20 septembre, à 15 heures, au Secrétariat (salle E).

Troisième Commission: Sous-Commission.

La Sous-Commission se réunira aujourd'hui, mardi 20 septembre, à 10 heures, au Secrétariat (salle B).

Bureau de l'Assemblée.

Le Bureau de l'Assemblée se réunira aujourd'hui, mardi 20 septembre, à 15 heures, au Secrétariat (bureau 62).

Commission de contrôle.

La Commission de contrôle se réunira aujourd'hui, mardi 20 septembre, à 10 heures, au Secrétariat (bureau 62).

II. NEUVIÈME SÉANCE DE LA DEUXIÈME COMMISSION

La deuxième Commission s'est réunie hier, lundi 19 septembre, à 10 heures, sous la présidence de M. VEVERKA (Tchécoslovaquie), vice-président.

Discussion générale sur les travaux de la Conférence économique (suite).

M. LÖFGREN (Suède) présente à la Commission le projet de résolution suivant:

« L'Assemblée, étant la première réunion générale de représentants des gouvernements après la Conférence économique internationale, approuve et fait siennes les recommandations unanimes de la Conférence;

« Recommande particulièrement que les résolutions de la Conférence économique relatives aux tarifs douaniers et à la politique commerciale soient mises en pratique, non seulement par voie d'action individuelle des Etats et d'arrangements bilatéraux, mais aussi, dans la plus grande mesure possible, par la conclusion, lors de conférences internationales de plénipotentiaires des gouvernements, de conventions collectives tendant à l'établissement et au développement progressif d'un ensemble de stipulations assurant en premier lieu l'application générale et uniforme de la clause de la nation la plus favorisée. »

Il exprime l'unanimité de la deuxième Commission sur les résolutions de la Conférence et l'espoir que l'Assemblée prendra une décision établissant fermement les principes fondamentaux de la Conférence économique; cette décision servira de base aux travaux des organisations techniques. Le point central du programme concerne la suppression des barrières excessives de douanes; la Société des Nations peut y travailler en élaborant des conventions générales entre les Etats et des règles collectives. Il propose ensuite d'étudier les mesures nécessaires à l'établissement d'un code international du commerce.

M. ANDERSEN (Danemark) s'associe aux hommages rendus à M. Theunis et à M. Loucheur, dont la proposition formulée la veille de la conclusion des accords de Locarno pouvait revêtir une signification symbolique: l'interdépendance de la politique et de l'économique avec le problème de la sécurité.

Malheureusement, on est encore très loin de la réalisation des principes de la Conférence.

M. Andersen rend hommage à la politique commerciale de l'Allemagne, dont le gouvernement a chargé son Conseil économique d'étudier les conditions qui permettraient la réduction des droits et tarifs allemands qui n'ont pas encore été abaissés. Il exprime ensuite sa satisfaction au sujet du traité de commerce franco-allemand, qui signifie la réadaptation économique des deux pays, conformément aux principes de Genève.

Second Committee: Sub-Committee.

The Sub-Committee will meet to-day (Tuesday, September 20th) at 3 p.m. in the Secretariat (Room E).

Third Committee: Sub-Committee.

The Sub-Committee will meet to-day (Tuesday, September 20th) at 10 a.m. in the Secretariat (Room B).

General Committee.

The General Committee will meet to-day (Tuesday, September 20th) at 3 p.m. in the Secretariat (Room 62).

Supervisory Commission.

The Supervisory Commission will meet to-day (Tuesday, September 20th) at 10 a.m. in the Secretariat (Room 62).

II. NINTH MEETING OF THE SECOND COMMITTEE

The Second Committee met yesterday (Monday, September 19th) under the chairmanship of M. VEVERKA (Czechoslovakia), Vice-Chairman.

General Discussion on the Work of the Economic Conference (Continuation).

M. LÖFGREN (Sweden) submitted the following resolution:

" The Assembly, being the first general meeting of the representatives of Governments to be held after the International Economic Conference, approves and adopts the unanimous recommendations of that Conference;

" It especially recognises that the resolutions of the Economic Conference concerning Customs tariffs and commercial policy should be put into effect not only by means of individual action on the part of States and of bilateral arrangements, but also, as far as possible, by the conclusion, at international conferences of Government plenipotentiaries, of collective conventions for the establishment and progressive development of a series of provisions ensuring, in the first place, the general and uniform application of the most-favoured-nation clause."

The resolution expressed the unanimous views of the Second Committee on the resolutions of the Conference and the hope that the Assembly would adopt a resolution firmly establishing the fundamental principles recommended by that Conference. Such a decision would provide a basis for the work of the technical organisations. The central point of the programme was the removal of excessive Customs barriers. The League of Nations might work towards achieving this end by drafting general conventions and collective regulations between States. He proposed to study also the measures necessary for establishing an international commercial code.

M. ANDERSEN (Denmark) associated himself with the tributes paid to M. Theunis and M. Loucheur, whose proposal, put forward on the eve of the conclusion of the Locarno agreements, might be said to have a symbolical significance, affirming, as it did, the interdependence of politics and economics with the problem of security.

Unhappily, the principles of the Conference were very far from being achieved in practice as yet.

He would pay a tribute to the commercial policy of Germany, whose Government had instructed its Economic Council to study the conditions which would render possible the reduction of the German duties and tariffs which had not yet been lowered. He would next express his satisfaction at the Franco-German Commercial Treaty, which meant an economic readjustment of the two countries in conformity with the Geneva principles.

Le Danemark se rallie aux observations faites par le délégué de la Suède à la deuxième Commission et par le délégué des Pays-Bas à l'Assemblée. Il faut, pour appliquer les principes nouveaux, coordonner tous les efforts; les petits et moyens Etats ne pourraient pas adopter ces principes si les grands Etats eux-mêmes ne leur donnaient l'exemple. Il invite instamment ses collègues à agir tous ensemble pour mettre en œuvre, chacun dans son pays, les recommandations de la Conférence économique, sur une base générale et réciproque. Il signale tout spécialement l'unification de la nomenclature tarifaire et l'établissement de règles uniformes relatives à l'interprétation de la clause de la nation la plus favorisée. Il insiste sur la nécessité que les conclusions de la Conférence ne restent pas lettre morte; il y a une obligation morale impérieuse. Au travail, sans perte de temps: « *periculum in mora* ».

M. GLIWIC (Pologne) s'associe aux félicitations accordées à MM. Loucheur et Theunis et se félicite de ce que des Etats non membres de la Société des Nations aient participé à la Conférence, notamment les Etats-Unis et les représentants des Soviets. Il rappelle ensuite que la composition de la Conférence a été très large et que toutes les opinions des économistes, des industriels, des financiers, des membres de gouvernements ont pu se rencontrer. C'est la première fois notamment que des représentants agricoles ont été en contact avec ceux de l'industrie et du commerce.

Il existe, à son avis, quatre questions essentielles: le renforcement du pouvoir d'achat de la population, la collaboration étroite des producteurs, la rationalisation de la production et, enfin, la facilité des échanges internationaux par l'abaissement des barrières douanières.

La Pologne ne peut actuellement appliquer toutes les théories libre-échangistes; M. Gliwic exprime l'espoir qu'il y aura d'autres conférences économiques et que la prochaine abordera les questions qui n'ont pu être envisagées. Il présente ensuite la déclaration suivante:

« Le Gouvernement polonais a pris connaissance, avec un vif intérêt des rapports et résolutions de la Conférence économique internationale et apprécie le plus hautement l'œuvre de rapprochement économique des nations qui, grâce aux travaux de la Conférence, a accompli un si remarquable progrès.

« Le Gouvernement polonais est convaincu que la réalisation des résolutions de la Conférence économique internationale dépendra, en grande partie, des travaux de la Société des Nations, laquelle se trouvera à même de contribuer, par son organisation économique, à la mise en vigueur de ces résolutions de façon équitable et conforme à la situation économique du monde et à celle de chaque Etat particulier; aussi le Gouvernement polonais attache-t-il une portée spéciale à ce que les organes économiques de la Société des Nations, tenant compte des expériences et de la composition du Comité préparatoire à la Conférence économique internationale, puissent acquérir les moyens de remplir la tâche vaste et responsable qui se trouve attachée à la Société. »

Les nécessités économiques intérieures et le souci de l'équilibre financier obligent la Pologne à des restrictions temporaires qui deviendront superflues si les principes de la Conférence économique sont appliqués.

M. BASTID (France) estime que c'est surtout la liaison établie entre l'agriculture et les autres éléments économiques qui est importante, notamment pour la France, Puissance agricole.

L'agriculture présente un intérêt particulier, car elle constitue le seul réservoir d'énergie contre la déchéance que peut causer un développement industriel exagéré. Elle reprend maintenant sa place, la première.

M. Bastid souligne qu'il est très désirable que les associations agricoles soient représentées aussi largement que possible. Il rappelle que le rapport a signalé la dépression des prix agricoles provenant du défaut d'organisation et de l'inégalité dans laquelle est placée l'agriculture vis-à-vis de l'industrie.

Selon lui, il faut tout particulièrement condamner l'entrave à la libre production du sol; la France est engagée dans cette voie. Il donne enfin son entière approbation aux conclusions du rapport.

Denmark would support the observations which the Swedish delegate had made in the Second Committee and the Dutch delegate in the Assembly. In order to apply these new principles, it was necessary to co-ordinate every effort. Small and medium States could only adopt these principles if the great States themselves set the example. He would urgently invite all his colleagues to take common action with a view to putting into practice, each in his own country, the recommendations of the Economic Conference on a general and mutual basis. He would make special reference to the unification of tariff nomenclature and the establishment of uniform regulations concerning the interpretation of the most-favoured-nation clause. He would urge the necessity of not allowing the conclusions of the Conference to remain a dead letter. A very pressing moral obligation existed. Immediate work should be undertaken: « *periculum in mora* ».

M. GLIWIC (Poland) associated himself with the tributes paid to M. Theunis and M. Loucheur. He was glad that the States non-members of the League had taken part in the Conference, especially the United States and Soviet Russia. He would recall that the composition of the Conference had been very wide and that representatives of every industrial, economic and financial opinion, together with representatives of Government views, had come together. That, in particular, was the first time that agricultural representatives had come into contact with representatives of industry and commerce.

In his view, there were four essential questions: the strengthening of the purchasing powers of the population, the close co-operation of purchasers, the rationalisation of production, and, finally, facilities for international trade by the lowering of Customs barriers.

Poland could not at the moment apply the theory of free trade in its entirety; he would express the hope that other economic conferences would be held and that the next would deal with questions which the last had not been able to discuss. He made the following declaration:

« The Polish Government has taken note with great interest of the reports and resolutions of the International Economic Conference. It highly appreciates the work of economic *rapprochement* which, thanks to the work of the Conference, has made such marked progress.

« The Polish Government is convinced that the practical realisation of the resolutions of the International Economic Conference will to a great extent depend on the work of the League of Nations, which can itself contribute by means of its Economic Organisation to the carrying into effect of these resolutions in a just manner, which shall take account of the economic position of the world and of each State in particular. The Polish Government attaches special importance to the economic organs of the League of Nations being enabled, taking account of the experience gained from the Preparatory Committee of the International Economic Conference and the manner in which it was composed, to acquire the means to fulfil the vast and responsible task laid upon the League. »

Internal economic necessities and the desire to achieve financial equilibrium had compelled Poland to impose temporary restrictions which would become superfluous if the principles laid down by the Economic Conference were applied.

M. BASTID (France) thought that the main importance of the Conference, especially for France, which was an agricultural Power, lay in the connection which it had established between agriculture and the other economic elements.

Agriculture was of especial importance, for it was the only reserve of energy against the collapse which might follow an exaggerated industrial development. It was now beginning once more to take its proper place, which was the foremost.

He would emphasise that it was most desirable that agricultural associations should be represented as largely as possible, and he would recall that the report emphasised the depression in agricultural prices due to defective organisation and the lack of equality between agriculture and industry.

In his view, all obstacles to the free production of the soil must especially be condemned. France was moving in this direction. He gave his entire approval to the conclusions of the report.

Le comte VAN LYNDEN VAN SANDENBURG (Pays-Bas) félicite également les organisations et les membres de la Conférence. Son gouvernement a pris connaissance, avec satisfaction, des travaux de la Conférence économique et a été particulièrement satisfait de la résolution demandant que les mesures de contrôle sanitaire des produits agricoles soient exemptes de toute suspicion de protectionnisme déguisé. Il collaborera de toutes ses forces pour mettre en pratique les résolutions de la Conférence. Il considère que, si les principes de la Conférence sont appliqués par tous les pays, ils constitueront un grand pas vers l'amélioration des relations internationales, notamment si l'on supprime les barrières artificielles entre nations. Mais il faut maintenant des actes et, à cet égard, l'orateur attire l'attention de l'Assemblée sur la résolution tendant à organiser définitivement le service économique de la Société des Nations.

M. ROLIN (Belgique), après avoir remercié M. Loucheur et s'être déclaré très touché des hommages accordés à M. Theunis, déclare que le Gouvernement belge s'est associé à la Conférence dès les premiers jours, et rappelle que M. Vandervelde a obtenu une déclaration unanime et formelle d'après laquelle les Chambres belges appliqueraient pratiquement, autant que possible, les recommandations de la Conférence.

Le major ELLIOTT (Empire Britannique) félicite d'autant plus sincèrement M. Loucheur pour son heureuse initiative que l'Angleterre a été la plus difficile à convaincre de la nécessité de la Conférence. Les événements ont prouvé que M. Loucheur avait raison. Le rapport de la Conférence a été des plus utiles et ceux qui ont étudié avec attention les mesures à prendre pour stabiliser les monnaies pensent qu'on doit les compléter par d'autres mesures destinées à remédier à d'autres actes gouvernementaux. Parmi les plus grandes difficultés, celle qui provient des tarifs n'est pas la moins importante. D'autre part, l'interdépendance de l'agriculture, de l'industrie et du commerce n'a pas été une des conclusions les moins inattendues de la Conférence. L'importance des relations internationales est considérable pour l'agriculture et il tient à payer tribut à la prévoyance de l'Italie, qui fonda l'Institut international d'agriculture à Rome. Il estime, avec le délégué de l'Allemagne que l'imprécision du terme « rationalisation » n'est pas sans causer une certaine indécision.

L'étude relative aux barrières commerciales a présenté un intérêt tout particulier, notamment pour la Grande-Bretagne, qui accueille très favorablement les conclusions de la Conférence et désire coopérer autant que possible avec les autres nations afin d'assurer l'application pratique de ces principes. Il est bien connu que les tarifs de la Grande-Bretagne sont parmi les plus bas. Quatre-vingt-dix-huit pour cent des marchandises entrent en franchise. Le Gouvernement britannique veut continuer la politique de marché libre. Cependant, il y a certaines résolutions de la Conférence qui n'intéressent pas la Grande-Bretagne, notamment celle qui concerne un long terme de stabilisation des tarifs.

La pression des événements sur les pays à bas tarifs doit être prise en considération particulière par l'Assemblée, car ces pays pourraient être amenés à prendre eux-mêmes des mesures de protection.

La délégation britannique est entièrement favorable aux principes énoncés dans le rapport de la Conférence et désire instamment que des mesures pratiques soient prises afin qu'on puisse créer une organisation qui corresponde aux principes énoncés.

M. DE VASCONCELLOS (Portugal) rappelle les réserves et le scepticisme du début, et félicite MM. Loucheur et Theunis. Il fallait, pour réussir, la puissance technique et morale de la Société des Nations. La Conférence a réussi à donner des principes directeurs qui ont réuni l'unanimité. Le Portugal avait donné son adhésion officieuse, il y a deux ans, à la délégation française; il a donné son assentiment de principe autant qu'il lui était possible aux conclusions de la Conférence.

Il ne faut pas oublier qu'il y a des nations économiquement fortes et des nations économiquement faibles. Ce que demande le Portugal, c'est l'équité, et c'est dans cet esprit qu'il donne son adhésion.

Count VAN LYNDEN VAN SANDENBURG (Netherlands) would also congratulate the organisers and members of the Conference. His Government had noted with satisfaction the work of the Conference, particularly the resolution asking that all measures of health control applied to agricultural products should be free of any suspicion of disguised protectionism. He would co-operate heart and soul in the putting into practice of the resolutions of the Conference. He considered that, if the principles of the Conference were applied in all countries, they would constitute a great step towards an improvement of international relations, especially if the artificial barriers between nations were removed. In this respect action was now necessary, and he would draw attention to the resolution concerning the final organisation of an economic service of the League of Nations.

M. ROLIN (Belgium), having thanked M. Loucheur and having expressed his gratitude for the tributes paid to M. Theunis, said that the Belgian Government had associated itself from the outset with the Conference. He would recall that M. Vandervelde had obtained a unanimous and formal declaration to the effect that the Belgian Chambers would as far as possible apply and practise the recommendations of the Conference.

Major ELLIOT (British Empire) congratulated M. Loucheur all the more warmly for his happy initiative, as England had been the most difficult country to convince of the necessity of the Conference. Events had proved that M. Loucheur was right. The report of the Conference had been most useful, and those who had studied carefully the steps to be taken to stabilise currency thought that these measures should be completed by further measures destined to remedy other acts of Government interference. Among the greatest difficulties, that which arose from the existence of tariffs was not the least important. On the other hand, the mutual dependence of agriculture, industry and commerce had not been one of the least unexpected conclusions of the Conference. The importance to agriculture of international relations was considerable, and he would like to pay a tribute to the foresight of Italy, which had founded the International Institute of Agriculture at Rome. He agreed with the delegate of Germany that the want of precision in the use of the word "rationalisation" had given rise to a certain indecision on the part of the Conference.

The investigation of commercial barriers had special interest for Great Britain, which had very favourably received the conclusions of the Conference and desired to co-operate as much as possible with other countries in order to ensure their practical application. It was well known that the tariffs of Great Britain were among the lowest in the world. Ninety-eight per cent of goods imported entered free of duty. The British Government wished to continue the policy of a free market. There were certain resolutions of the Conference which did not concern Great Britain, particularly that regarding a long-term stabilisation of tariffs.

The pressure of events on countries with low tariffs must be taken into special consideration by the Assembly, as these countries might be themselves driven to take protective measures.

He was entirely in favour of the principles laid down in the report of the Conference, and urgently desired that practical steps should be taken for the creation of an organisation which might correspond with those principles.

M. DE VASCONCELLOS (Portugal) referred to the reservations and the scepticism which had first been expressed, and congratulated M. Loucheur and M. Theunis. The technical and moral authority of the League of Nations had been necessary for the success of the Conference. The Conference had contrived to lay down guiding principles, which had been unanimously adopted. Portugal had informally adhered two years ago to the proposal of the French delegation. She had assented in principle, as far as possible, to the conclusions of the Conference.

It must not be forgotten that there were countries which were economically strong and countries which were economically weak. Portugal asked for fair treatment, and adhered to the recommendations of the Conference in that spirit.

M. QUEZADA (Chili) félicite également M. Theunis; il souligne l'importance que le Chili attache à la Conférence internationale, et croit que M. Loucheur, en ayant inspiré la Conférence, a eu l'idée la plus heureuse pour la paix mondiale. En effet, aborder les intérêts économiques c'est chercher la paix mondiale, car voir dans l'étranger un ennemi est une conception qu'il faut abandonner. Il voit la preuve de la fécondité de la Conférence dans l'empressement qu'ont mis toutes les nations à collaborer. Les membres de la Conférence, bien que désignés par leurs gouvernements, l'ont été à titre personnel; c'est là une nouvelle preuve de la sagesse avec laquelle la Conférence a été organisée. Le Chili veut appliquer les résolutions de la Conférence dans la mesure où elles lui sont applicables. Or les prohibitions d'exportation et d'importation n'existent pas au Chili, où presque toutes les marchandises circulent sans entrave. Les mesures concernant l'exportation des capitaux ne sont donc pas nécessaires. L'unification de la nomenclature des douanes fait l'objet d'études de différentes conférences douanières pan-américaines. Le Chili va s'inspirer des résolutions de la Conférence dans la réorganisation de ses douanes. Il va s'appliquer également à étudier actuellement la conclusion de conventions commerciales avec les autres pays de l'Amérique latine.

En raison des problèmes particuliers qu'impose au Chili sa situation, M. Quezada estime que des accords régionaux économiques seraient particulièrement souhaitables et prépareraient la voie au futur accord universel.

M. Quezada est convaincu que les principes proclamés par la Conférence sont vrais et justes, mais il a cru nécessaire d'exposer la situation d'un pays neuf et lointain. Il espère que l'œuvre de la Conférence sera poursuivie par d'autres conférences périodiques ou par les services permanents de la Société des Nations.

M. LOUCHEUR (France) présentera à la prochaine séance des propositions sur l'organisation économique. Un débat général pourra suivre et vers 18 heures on pourrait charger un comité de rédaction d'élaborer des conclusions définitives.

M. STUCKI (Suisse) donne lecture de la déclaration suivante:

« Le Conseil fédéral suisse se félicite des résultats de la Conférence économique internationale de Genève. Il est prêt à constater que les principes adoptés à cette occasion sont conformes aux normes de la politique économique de la Suisse. Il prend acte avec satisfaction du fait que de nombreux gouvernements se sont déclarés d'accord avec les décisions de Genève et il est prêt, lui aussi, à collaborer à leur réalisation dans la mesure de ses forces. »

Il explique la situation particulière de la Suisse, qui a dû se rendre compte depuis longtemps de l'étroite interdépendance des peuples. Elle n'a aucune restriction d'importation et d'exportation, son tarif douanier est un des plus bas qui existe; elle n'a pas d'impôt sur le chiffre d'affaires, de taxe de luxe et ses relations avec tous les pays sont sur le pied de la clause de la nation la plus favorisée. Enfin, elle n'a jamais fait usage de son tarif de combat depuis la guerre. Elle a donc suivi la résolution la plus importante de la Conférence économique relative à l'abaissement des tarifs douaniers. La suppression des douanes entre les cantons fait espérer que, dans un avenir plus ou moins lointain, les douanes des autres pays seront aussi supprimées.

M. DJOURITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) félicite les membres de la Conférence, ainsi que le Secrétariat. Son gouvernement s'associe entièrement aux résolutions de la Conférence, mais il ne peut donner une adhésion formelle, parce que depuis cette Conférence le Parlement a été dissous. Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, pays neuf, doit développer toutes ses ressources. Il a conclu avec la Grande-Bretagne et avec l'Allemagne des traités de commerce sur la base de la clause de la nation la plus favorisée et est favorable à la liberté du commerce la plus grande.

L'organisme à créer devra être caractérisé par la compétence de ses membres et se consacrer à la recherche la plus complète des informations utiles.

M. QUEZADA (Chile) also congratulated M. Theunis. He emphasised the great importance attached by Chile to the International Conference, and thought that, when M. Loucheur had proposed the Conference, he had been inspired by the happiest idea for world peace. To deal with questions of economic interest was to seek after world peace. The idea that every foreigner was an enemy must be abandoned. The proof of the Conference's fertility was the enthusiasm shown by all countries in taking part in it. Although they had been appointed by their Governments, the members of the Conference had acted in a personal capacity; this was further testimony to the wisdom with which the Conference had been organised. Chile desired to carry out the Conference's resolutions so far as they applied to her. There were, however, no import or export prohibitions in Chile where almost all goods circulated without restriction. Measures concerning the export of capital too were unnecessary. The standardisation of Customs nomenclature was the subject of investigation by various Pan-American Customs Conferences. Chile would base the re-organisation of her Customs on the resolutions of the Conference. She would also examine the question of the conclusion of commercial agreements with the other countries of Latin America.

Owing to certain special considerations, which Chile was obliged to consider on account of her position, he thought that regional economic agreements were particularly desirable and that they would pave the way to subsequent general agreements.

He was convinced that the principles recommended by the Conference were true and fair, but he thought it necessary to explain the situation of a new and distant country. He hoped that the work of the Conference would be continued at other conferences to be held periodically, or by the permanent services in the League.

M. LOUCHEUR (France) said that he would submit at the next meeting proposals with regard to economic organisation. This might be followed by a general debate, and towards 6 p.m. a drafting committee might be appointed to prepare final conclusions.

M. STUCKI (Switzerland) read the following declaration:

“ The Swiss Federal Council welcomes the results of the Geneva International Economic Conference. It is prepared to say that the principles adopted by the Conference are in conformity with the guiding principles of Swiss economic policy. It notes with satisfaction that many Governments have stated that they are in agreement with the Geneva decisions, and it is prepared to cooperate in their fulfilment within the limits of its powers. ”

M. Stucki explained the special situation in which Switzerland was placed. She had been obliged for a long time past to take into account the close inter-dependence of the different nations. Switzerland had no import or export restrictions; her Customs tariff was one of the lowest in existence; she had no turnover tax and no tax on luxuries; and her relations with all countries were on the footing of the most-favoured-nation clause. Lastly, she had never, since the war, made use of her “ tarif de combat ”. She had accordingly complied with the most important resolution passed at the Economic Conference concerning the reduction of Customs tariffs. The suppression of Customs as between the cantons gave occasion to hope that the Customs of other countries would be suppressed within a more or less distant future.

M. DJOURITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) congratulated the members of the Conference and the Secretariat. His Government wholeheartedly endorsed the resolutions of the Conference, but it could only give a formal adhesion, because Parliament had been dissolved since the holding of the Conference. His country, which was a new one, needed to develop all its resources. It had concluded commercial treaties with Great Britain and Germany on the basis of the most-favoured-nation clause, while it was in favour of the widest possible measure of liberty for trade.

The organisation to be set up should be marked by the competence of its members, and should devote all its attention to seeking as widely as possible for the information required.

M. Pedro CASIO (Uruguay) fait quelques réserves sur les résolutions de la Conférence, notamment sur l'application sans condition de la clause de la nation la plus favorisée. Théoriquement, tout le monde est libre-échangiste, mais la pratique est toute différente. Il fait également des réserves au sujet de la clause recommandant l'égalité fiscale entre les entreprises publiques et privées.

Le Gouvernement d'Uruguay, pour lutter contre la cartellisation des entreprises frigorifiques, doit essayer de créer une industrie d'Etat; M. Pedro Casio estime que son pays est absolument forcé de favoriser cette entreprise d'Etat. Sous cette réserve, il se déclare prêt à voter le projet de résolution qui a été présenté.

M. NECULCEA (Roumanie) réitère toutes les félicitations adressées à MM. Theunis et Loucheur ainsi qu'à la Section économique. La Conférence a cherché à mettre en évidence les facteurs économiques qui étaient la cause du malaise mondial. Il espère qu'on pourra, dès maintenant, conclure des accords bilatéraux qui se transformeront plus tard en accords internationaux. Il a été particulièrement heureux que la Conférence économique ait proclamé l'interdépendance du commerce, de l'industrie, et de l'agriculture, et annoncé une conférence internationale pour travailler à l'uniformité des statistiques économiques. Il pense avec M. Stucki que les petits pays, comme les grands, peuvent contribuer à l'équilibre général. La Roumanie fera tout son possible à cet égard.

M. VENNERSTEN (Suède) se borne à attirer l'attention de la Commission sur les expériences qu'il a faites en négociant des traités de commerce. Chaque fois qu'il a déclaré que la Suède poursuivait une politique économique libérale, on lui a répondu qu'elle agissait ainsi parce que c'était la politique la plus avantageuse pour son pays. Une pareille réponse est contraire à l'esprit qui inspire le Gouvernement suédois. Il croit que la suppression des barrières douanières n'est pas la question la plus importante, car on ne peut y arriver de sitôt. La question la plus importante est la clause de la nation la plus favorisée.

Il adresse donc un appel aux membres de la Commission pour qu'ils veuillent attacher une importance particulière aux recommandations de la Conférence économique sur la clause sans conditions de la nation la plus favorisée.

Le PRÉSIDENT communique la résolution suivante émanant de la délégation danoise:

« L'Assemblée, notant le fait que le succès de la Conférence économique a été dû dans une large mesure à sa préparation soignée, par laquelle la situation économique du monde a été indiquée d'une façon complète avec une autorité qui n'avait pas été égalée jusque là, espère que la publication du mémoranda indiquant l'état du commerce et de la production du monde pourra devenir un élément régulier du programme annuel de l'Organisation économique. »

III. DIXIÈME SÉANCE DE LA DEUXIÈME COMMISSION

La deuxième Commission a tenu sa dixième séance hier, lundi 19 septembre, à 15 heures 30, sous la présidence de M. DANDURAND (Canada).

Travaux de la Conférence économique. — Discussion générale (suite).

M. MOLLOFF (Bulgarie) déclare que son pays adhère intégralement aux principes établis à la Conférence et qu'il a déjà commencé à les appliquer lors de la révision de son tarif douanier. Il espère qu'un nouvel effort sera fait pour réaliser la stabilisation économique.

M. LOUCHEUR (France) remercie la Commission des paroles aimables qui ont été adressées à M. Theunis et à lui-même.

La Conférence économique a mis en lumière l'interdépendance économique des peuples du monde. Le problème est aussi bien un problème « d'hommes » qu'un problème de « chiffres », et la

M. Pedro CASIO (Uruguay) made certain reservations regarding the resolutions of the Conference, more especially concerning the unconditional application of the most-favoured-nation clause. In theory everyone was a free trader, but things were very different in practice. He would also make reservations concerning the clause recommending fiscal equality between public and private enterprises.

The Government of Uruguay, in order to fight against the formation of trusts by the cold-storage companies, had tried to set up a State industry. He was convinced that his country must favour this State enterprise. Apart from these reservations, he was ready to vote the draft resolutions submitted.

M. NECULCEA (Roumania) renewed the congratulations already paid to M. Theunis and M. Loucheur, as well as to the Economic Section. The Conference had tried to emphasise the economic factors which were the cause of world uneasiness. He hoped that bilateral agreements could be immediately concluded, which might later be transformed into international agreements. He had been particularly glad that the Economic Conference had proclaimed the interdependence of commerce, industry and agriculture, and had announced that an international conference for achieving uniformity regarding commercial statistics would be held. He agreed with M. Stucki in thinking that both small and large countries should contribute towards the achievement of equilibrium. Roumania would do all that she could in this respect.

M. VENNERSTEN (Sweden) confined himself to drawing the attention of the Committee to his experiences in negotiating commercial treaties. Whenever he had stated that Sweden pursued a liberal economic policy, he had been informed that it took this line because it was the most advantageous line for his country to follow. Such a reply was contrary to the spirit inspiring the Swedish Government. He thought that the suppression of Customs tariffs was not the most important question, because it could not be immediately achieved. The most important question was the most-favoured-nation clause.

He would therefore appeal to members of the Committee and urge them to attach special importance to the recommendations of the Economic Conference regarding the unconditional application of that clause.

The CHAIRMAN laid before the Committee the following resolution from the Danish delegation:

“ The Assembly, noting the fact that the success of the Economic Conference was due in a large measure to its careful preparation, whereby the economic position of the world was fully described with an authority hitherto unequalled, hopes that the publication of the memoranda showing the state of world trade and production may become a regular feature of the annual programme of the Economic Organisation. ”

III. TENTH MEETING OF THE SECOND COMMITTEE

The Second Committee held its tenth meeting yesterday (Monday, September 19th) at 3.30 p.m. under the chairmanship of Mr. DANDURAND (Canada).

Work of the Economic Conference — General Discussion (continued).

M. MOLLOFF (Bulgaria) said that his country fully adhered to the principles laid down in the Conference and that it had already begun to apply them by revising its Customs tariffs. He hoped that there would be a further effort to bring about economic stabilisation.

M. LOUCHEUR (France) thanked the Committee for the kind references to M. Theunis and himself.

The Economic Conference had shown the economic interdependence of the peoples of the world. The problem was one of “ men ” as well as of “ figures ”, and the composition of the

composition de la Conférence répondait à la nécessité de la représentation des milieux patronaux, consommateurs et ouvriers.

M. Theunis parlait des résultats obtenus par la Conférence. M. Loucheur, au contraire, veut signaler certains des problèmes qu'elle n'a pas résolus. Elle a commencé à s'occuper de la question de l'établissement des entreprises nationales et internationales, sans pousser les études jusqu'à une conclusion définitive quelconque, tout en ayant constaté qu'il fallait tenir compte des intérêts des consommateurs et des ouvriers aussi bien que de ceux des producteurs.

La Conférence a examiné le problème de la production sans entrer dans tous ses détails. A cet égard, la question des salaires et celle du pouvoir d'achat des ouvriers sont d'une grande importance.

Les membres de la Conférence économique ne représentaient pas leurs gouvernements, qui ne trouvent qu'aujourd'hui l'occasion de faire valoir leurs vues sur ses décisions. L'acceptation par eux des conclusions de la Conférence révèle le désir de poursuivre l'œuvre entreprise.

Le travail a continué depuis la fin de la Conférence. Le Comité économique s'est réuni et a institué une Sous-Commission de la nomenclature des tarifs douaniers qui s'est déjà mise à l'étude. Elle a pour but d'arriver à un accord sur une nomenclature qui permettrait d'éviter les divergences d'interprétation en matière de traités de commerce. Une conférence diplomatique, convoquée pour octobre prochain, doit s'occuper de la suppression des prohibitions et restrictions à l'exportation et à l'importation. Il est convaincu que cette Conférence atteindra son but.

Les nations elles-mêmes ont-elles fait autant que le Conseil de la Société des Nations depuis la Conférence économique ? Il a l'impression qu'un nouvel enthousiasme se manifeste et qu'on a fait un effort pour mettre en application les résolutions. Sans doute même que le nouveau traité franco-allemand n'aurait-il pas été conclu si la Conférence économique n'avait pas eu lieu. Ce traité diffère des précédents par sa nature, en ce qui concerne à la fois sa durée et la suppression des obstacles aux importations et aux exportations.

On a reproché à la France d'avoir augmenté ses tarifs, mais dans ce traité elle a consenti de grandes réductions, allant parfois jusqu'à 75 %, et l'Allemagne a opéré des réductions du même ordre. Pour la première fois, on a introduit dans un traité de commerce une clause prévoyant le recours à l'arbitrage en cas de conflit. Comme le nombre de ces conflits va croissant, on peut prévoir la nécessité de créer une section spéciale qui leur serait réservée à La Haye. Le traité contient des dispositions relatives aux droits commerciaux, aux chemins de fer, aux voies d'eau, et on peut le considérer comme un résultat important de la Conférence économique.

Les nations accepteront-elles les résolutions de la Conférence, ou, les ayant acceptées, les appliqueront-elles ? Elles doivent prendre des mesures nationales puis internationales, et M. Loucheur espère que l'on arrivera à convaincre les gouvernements de ne pas laisser dans le domaine de la pure théorie des décisions aussi utiles.

Le Conférence économique va maintenant faire sentir son action dans le domaine international et l'on a proposé d'élargir le Comité économique de la Société des Nations en lui adjoignant des représentants de l'agriculture, du commerce, etc. Il exprime la crainte cependant que ce Comité, qui a déjà à son actif une œuvre si excellente, ne prenne des proportions exagérées du fait d'un tel élargissement. Il proposerait plutôt la constitution d'un comité distinct que l'on pourrait appeler comité général et qui serait chargé temporairement de suivre l'exécution des décisions de la Conférence économique.

Ce comité général ou consultatif pourrait se composer des membres du Comité économique au complet ou en délégation. Il pourrait compter par exemple vingt membres, choisis par le Conseil et représentant les intérêts industriels, commerciaux, agricoles et autres, et six membres nommés par l'Organisation internationale du Travail, représentant employeurs et employés, un membre encore représentant l'Institut d'Agriculture de Rome, et un autre, nommé par le Conseil, représentant la Chambre de Commerce internationale.

En terminant, M. Loucheur espère que la Commission ne critiquera pas le nouveau projet dans le détail, mais s'efforcera de faire confiance au Conseil. Le projet doterait la Société des

Conférence had responded to the need of representing employers, consumers and workers.

M. Theunis had referred to the achievements of the Conference. He himself would mention some of the problems which it had not solved. It had begun to deal with the question of the establishment of national and international understandings, but it had not pushed the matter to any final conclusion, though it had noted that the interests of the consumers and workers must be taken into account as well as those of the producers.

The Conference had discussed production, but not in all its details. In this connection, the question of salaries and the purchasing power of workers were very important.

The members of the Economic Conference had not represented their Governments, which only now had an opportunity of expressing their views on its decisions. Their acceptance of the conclusions of the Conference showed a desire to push forward the work begun.

Work had continued since the end of the Conference. The Economic Committee had met and had set up a Sub-Committee on the Nomenclature of Customs Tariffs and that Sub-Committee had already started work. Its object was to establish an agreed form of nomenclature in order to avoid differences of interpretation in connection with Customs treaties. A Diplomatic Conference had been summoned to meet in the month of October next to deal with the abolition of export and import prohibitions and restrictions. He felt confident that this Conference would succeed in achieving its aim.

Had the nations themselves done as much as the Council of the League since the Economic Conference ? He felt there was a new enthusiasm and that an effort had been made in the direction of carrying out the resolutions. He would even agree that the new Franco-German Commercial Treaty would not have been concluded if the Economic Conference had not taken place. This treaty was of a different character from its predecessors both as regarded its duration and its suppression of import and export obstructions. France had been reproached for increasing her tariffs, but in this treaty she had agreed to great reductions — sometimes as much as 75 per cent — while Germany had made similar reductions. For the first time in a treaty of commerce, there was a clause for the reference of disputes on its application to arbitration. As such cases increased there might be needed a special section for these matters at The Hague. The treaty contained references to commercial rights, railways and waterways, and it might be regarded as a very valuable fruit of the Economic Conference.

Would the nations accept the resolutions of the Conference, and if so would they take steps for their application. They must have national, and then international, action, and he hoped that the Governments could be persuaded not to leave these valuable decisions in the field of theory.

International action as a result of the Economic Conference was now to begin, and it had been proposed to extend the Economic Committee of the League by the addition of representatives of agriculture, commerce, etc. He feared, however, that this Committee, which had already done such excellent work, might become too large a body by such additions. He would rather suggest the constitution of a separate committee, which might be called the general committee, and act as a temporary body to follow up the execution of the decisions of the Economic Conference.

This general or advisory committee might be composed of the members of the Economic Committee—either as a whole or represented by a delegation. It might then have twenty members chosen by the Council to represent industrial, commercial, agricultural and other interests, and six members appointed by the International Labour Office to represent the employers and workers. A member might be added to represent the International Institute of Agriculture at Rome, and a member chosen by the Council to represent the International Chamber of Commerce.

In conclusion, M. Loucheur hoped the Committee would not criticise the new scheme in too great detail, but would endeavour to put its confidence in the Council. The scheme would give to

Nations d'un organisme considérable, auquel incomberait la tâche difficile de pousser les gouvernements à agir, de préparer des statistiques uniformes et de permettre l'application et la mise en pratique des importants résultats de la Conférence économique.

Le PRÉSIDENT remercie M. Loucheur de son précieux et éloquent exposé.

M. BREITSCHIED (Allemagne) dit que la délégation allemande se rallie entièrement aux remarques de M. Loucheur. Elle attache cependant une importance toute particulière à ce que rien ne soit changé à l'organisation et à la compétence du Comité économique.

Contrairement à ce qu'a proposé M. Loucheur, il ne pense pas que tous les membres du Comité économique doivent faire partie du comité consultatif à créer. Il est d'accord pour reconnaître au Bureau international du Travail le droit de désigner les représentants ouvriers, mais ne pense pas qu'on doive lui reconnaître également le droit de désigner les délégués patronaux. Les intérêts patronaux seront en effet déjà suffisamment représentés au comité consultatif. Il propose également que les grandes organisations coopératives et d'autres organes importants, tels que l'Institut pour l'organisation scientifique du travail, rattaché au Bureau international du Travail, y soient représentés. D'ailleurs, pour toutes ces questions, le dernier mot doit rester au Conseil.

M. GLIWIC (Pologne) considère que la Conférence fut une première tentative faite en vue de résoudre un problème extrêmement compliqué et qu'une organisation spéciale s'impose pour la continuation et le développement de l'œuvre entreprise. La Section économique, pourvue des crédits nécessaires, constituera le noyau du travail nouveau rendu nécessaire par la Conférence économique.

Le Secrétariat doit recevoir l'appui des plus hautes autorités que l'on pourra trouver. Le nouvel organe devra refléter les divers courants économiques du monde. L'organisme, formé d'hommes hautement qualifiés et choisis suivant des principes très larges, qui a constitué le Comité préparatoire s'est montré de la plus grande utilité, et la Conférence a laissé entendre qu'un organe constitué suivant les mêmes principes donnerait toute satisfaction. Il appuie donc la proposition de M. Loucheur.

Le major ELLIOT (Empire Britannique) croit comprendre que l'on est d'accord pour que le Comité économique demeure le principal organisme de la Société en ce domaine et pour qu'il ne soit pas porté atteinte à ses pouvoirs. A son avis, le nouvel organisme, que l'on pourrait appeler le comité consultatif, représentera l'opinion du monde en général et pourra s'inspirer du Comité préparatoire.

En ce qui concerne la représentation du travail dans le nouvel organisme, il lui semble que ce serait une erreur d'avoir trois représentants du capital et trois représentants du travail, car ces membres auraient tendance à se faire les porte-parole de leurs commettants. Il propose donc que les membres patronaux ne soient pas nommés par le Bureau international du Travail.

Quant aux rapports entre ces deux Comités et le Conseil, il est d'accord pour que chacun d'eux puisse s'adresser directement au Conseil, mais il devrait être possible de consulter les membres du Comité économique avant de donner suite aux recommandations d'un organe consultatif. Cette procédure n'entraînera pas de retard, car les recommandations pourront être soumises simultanément au Conseil et au Comité économique.

Il n'y aura guère besoin d'avoir une délégation spéciale représentant le Comité économique du moment qu'un certain nombre de ses membres feront partie du nouvel organisme projeté.

M. SUVICH (Italie) appuie la proposition de M. Loucheur. Les nouveaux organismes sont la conséquence logique de la Conférence économique.

Dans la suite à donner aux résolutions de cette Conférence, il convient d'examiner la question sous deux aspects. En premier lieu, l'application des décisions de la Conférence par les gouvernements dans la mesure de leurs possibilités; en second lieu, l'application pratique de ces décisions dans l'ordre international, par l'intermédiaire du Conseil et de ses divers organismes.

the League of Nations a great organ which would have the difficult task of urging on the Governments to action, of preparing uniform statistics, and enabling the valuable results of the Economic Conference to be applied and practised.

The CHAIRMAN thanked M. Loucheur for his valuable and eloquent survey.

Dr. BREITSCHIED (Germany) said that the German delegation entirely supported the observations of M. Loucheur. It attached particular importance, however, to the fact that there should be no change in the organisation and competence of the Economic Committee.

Contrary to the proposal of M. Loucheur, he did not think that all the members of the Economic Committee should take part in the proposed advisory committee. He agreed in allowing the International Labour Office the right to appoint the workers' representatives, but did not think it should also be given the right to appoint the employers' delegates. The employers' interests would be already sufficiently represented on the advisory committee. He also proposed that the great co-operative organisations, and other important organs such as the Institute for the Scientific Organisation of Labour attached to the International Labour Office, should be represented on it. In all these questions, however, the final word should remain with the Council.

M. GLIWIC (Poland) said that the Conference was a first attempt to solve an extremely complicated problem, and that a special organisation was imperative for the continuance and development of the work. The Economic Section, with the necessary funds, would form the nucleus for the new work necessitated by the Economic Conference.

The Secretariat must have the support of the highest possible authorities. The new body would need to reflect the different economic undercurrents in the world. The body of highly qualified and widely chosen men who had formed the Preparatory Committee had proved most efficient, and the Conference had intended that a body composed on similar lines would be satisfactory. He therefore supported the proposal of M. Loucheur.

Major ELLIOT (British Empire) understood that it was agreed that the Economic Committee should remain the main organisation of the League, and that its powers should not be diminished. He felt that the new body, which might be called the advisory committee, would represent the opinion of the great world outside, and that it might follow the lines of the Preparatory Committee.

As regarded the representation of labour on the new body, he felt that the idea of three members to represent capital and three to represent labour would be a mistake, as these members would then tend to represent the views of their constituents. He therefore suggested that the employers should not be nominated by the International Labour Office.

As regarded the relations of each committee to the Council, he agreed that it should have direct access, but that the members of the Economic Committee might be consulted before action was taken on the recommendations of an advisory body. This procedure would not create delays for the recommendations might be submitted simultaneously to the Council of the League and to the Economic Committee.

It would hardly be necessary to have a special delegation to represent the Economic Committee so long as a certain number of its members were on the proposed new body.

M. SUVICH (Italy) supported the proposal of M. Loucheur. The new organs were the logical result of the Economic Conference.

In carrying out the resolutions, there were two aspects to be considered. First, the application by Governments of the decisions of the Economic Conference so far as they could, and, secondly, their practical application internationally through the Council and its organs.

Il serait inopportun de modifier la constitution du Comité économique, mais un nouvel organisme, soit le comité consultatif, pourrait soumettre au Conseil de temps à autre une vue d'ensemble de la situation économique générale, de façon à stimuler, chez les gouvernements, les mesures d'application des résolutions de Genève. Le nouveau comité, qui aura un caractère largement représentatif, ne devra pas comprendre un grand nombre de membres du Comité économique.

Le délégué de l'Italie estime lui aussi qu'il n'est pas souhaitable de demander au Bureau international du Travail de désigner à la fois les représentants du capital et ceux du travail.

M. JOUHAUX (France) croit indispensable d'envisager les réalités pratiques. Si la Conférence économique a réussi, c'est parce qu'elle était formée de gens du métier et l'on doit veiller à ce que le nouvel organisme soit pratique et non académique. L'organe consultatif devra représenter tous les intérêts en jeu et être qualifié pour indiquer la voie à suivre en vue d'obtenir des résultats concrets. Le Comité économique, bien qu'étant un collège très important, se compose de fonctionnaires gouvernementaux agissant en vertu d'instructions gouvernementales, et il faut le laisser ce qu'il est, comme une entité distincte.

Au sujet de la composition du comité consultatif projeté, M. Jouhaux insiste sur le fait que le Bureau international du Travail devra désigner les délégués patronaux.

Il rappelle qu'il y aurait avantage à consulter dans certaines circonstances l'Institut pour l'organisation scientifique du travail. Il termine en exprimant l'espoir que le comité consultatif comprendra la représentation pratique de tous les intérêts en jeu.

M. NECULCEA (Roumanie) approuve la proposition de M. Loucheur et déclare que le succès du Comité économique est dû non seulement à sa composition, mais aussi à ses méthodes de travail, ainsi sans doute qu'à l'aide reçue de différentes organisations internationales existantes; il espère que l'on suivra la même méthode à l'avenir.

M. KETO (Finlande) appuie les propositions de M. Loucheur, ainsi que les observations qui ont été faites au sujet de la composition du nouveau Comité. Il est profondément convaincu de la nécessité d'élargir la représentation des travailleurs et de représenter aussi l'Alliance coopérative internationale.

M. VENNERSTEN (Suède) désire que l'on ne prenne immédiatement aucune décision précise en ce qui concerne la représentation des travailleurs au comité envisagé. Les remarques de M. Jouhaux méritent d'être prises en considération. Il estime qu'une délégation du Comité économique doit faire partie du nouvel organe, surtout en vue de l'exécution des résolutions de Genève. Il espère que cet organe n'aura qu'un caractère temporaire et sera susceptible de comporter des modifications.

M. LEY (Australie) déclare que le comité consultatif s'efforcera de montrer aux nations le moyen de mettre en application les résultats de la Conférence économique. Tout le monde s'accorde sur ce point, que ces décisions sont des idéals que l'on doit poursuivre. Il fait ressortir que le travail du Comité consiste à renverser les barrières douanières, entre les nations et est tout à fait distinct du problème du capital et du travail. Il prie instamment la Commission de laisser le Conseil choisir les membres du comité consultatif.

M. LOUCHEUR (France) rappelle que la Conférence économique a suggéré que le nouveau comité soit désigné suivant les mêmes principes que le Comité préparatoire, cependant le travail doit y être représenté, et il estime que le Conseil, bien qu'il doive conserver toute sa liberté, serait heureux de recevoir des indications sur la façon de constituer ce nouveau comité.

M. NAGAI (Japon) donne son assentiment aux propositions qui viennent d'être faites; il estime cependant que le représentant de la Chambre de Commerce internationale devrait être choisi par cet organe.

M. THEUNIS (Belgique) déclare qu'il est très sensible aux remerciements qui lui ont été exprimés, mais dont une part revient aussi à la seconde Commission et à la Section économique de la Société des Nations. Il est heureux que les gouvernements aient adopté les conclusions de la Conférence économique et estime que l'institution de nouveaux organismes est le commencement de l'œuvre.

It was undesirable to alter the constitution of the Economic Committee, but a new organ, the advisory committee, might present to the Council from time to time a view of the general economic situation, and stimulate the action of Governments carrying out the Geneva resolutions. The new Committee, which would be widely representative, should not include a large number of the members of the Economic Committee.

He agreed that it was undesirable to ask the International Labour Office to appoint the representatives of both capital and labour.

M. JOUHAUX (France) said that it was essential to face practical realities. The Economic Conference had succeeded because it had been composed of practical persons, and care should be taken that the new body was practical and not academic. The advisory organ must represent all the interests involved and be competent to indicate the lines to be followed to reach results. The Economic Committee, though very important, consisted of Government officials acting on Government instructions, and should be left as it was, as a separate entity.

As regarded the composition of the proposed advisory committee, M. Jouhaux urged that the International Labour Office should appoint the employers' delegates.

M. Jouhaux recalled that the Institute for the Scientific Organisation of Labour would be well consulted in certain circumstances. He concluded with the hope that the advisory committee would include the practical representation of all the interests involved.

M. NECULCEA (Roumania) agreed with M. Loucheur's proposal, and said that the Economic Committee's success was due not only to its composition but also to its method of work. There had also been assistance from various existing international organisations, and he hoped that the same method would be followed in the future.

M. KETO (Finland) supported the proposals of M. Loucheur, and the observations regarding the composition of the new committee. He felt strongly that the representation of the workers should be increased, and that the International Co-operative Alliance should also be represented.

M. VENNERSTEN (Sweden) desired that no definite decision should be taken immediately as to the representation of workers on the proposed Committee. The remarks of M. Jouhaux deserved serious consideration. He thought that a delegation of the Economic Committee might be appointed on the new body, in connection with the carrying out of the Geneva resolutions. He hoped that this body would be of a temporary nature, and would be open to modification.

Mr. LEY (Australia) said that the consultative committee would endeavour to show nations how to apply the results of the Economic Conference. All were agreed that these decisions were ideals to be striven after and he strongly urged that the work of the committee was to break down the barriers between nations and was quite separate from the problem of capital and labour. He appealed to the Committee to allow the Council the freedom to select the members of the advisory committee.

M. LOUCHEUR (France) said that the Economic Conference had suggested the appointment of the new committee on the same lines as the Preparatory Committee. Labour must, however, be represented on it, and he felt that, though it should be left free, the Council would be glad to receive indications as to how the committee should be constituted.

M. NAGAI (Japan) agreed in the main with what had been said. He thought, however, that the representative of the International Chamber of Commerce might be chosen by that body.

M. THEUNIS (Belgium) expressed his appreciation of the thanks which he had received. He felt this should be shared by the Second Committee and by the Economic Section of the League. He was glad that the Governments had adopted the conclusions of the Economic Conference, and felt that the establishment of the new organs showed that it was the beginning of the work.

• La constitution du nouveau comité ne comportera aucune difficulté et on peut laisser ce soin à la décision du Conseil, qui n'aura qu'à s'inspirer des directives suivies pour la formation du Comité préparatoire.

• M. LOUCHEUR (France) dit que le Comité de rédaction croit comprendre: 1^o que le Comité économique ne subira pas de modification quant à sa compétence et à ses fonctions; 2^o que ce Comité ne fera pas partie du nouveau comité consultatif mais que certains de ses membres y siégeront; 3^o que les ouvriers y seront représentés, mais qu'il y a divergence de vues sur le point de savoir si le capital sera aussi représenté. Le Comité de rédaction aura également à définir les relations qui devront exister entre le Conseil et le comité consultatif ainsi que les méthodes de travail de celui-ci.

Sont nommés membres du Comité de rédaction:

M. VEVERKA (Tchécoslovaquie), vice-président de la Commission.
M. ANDERSEN (Danemark),
Sir Ramaswami AYYAR (Inde),
M. BREITSCHIED (Allemagne),
Major ELLIOTT (Empire Britannique),
M. GLIWIC (Pologne),
M. LÖFGREN (Suède),
M. LOUCHEUR (France),
M. NAGAI (Japon),
M. QUEZADA (Chili),
M. SUVICH (Italie),

IV. SEPTIÈME SÉANCE DE LA TROISIÈME COMMISSION

La troisième Commission a tenu sa septième séance hier, lundi 19 septembre à 10 heures, sous la présidence de M. BENES (Tchécoslovaquie).

Projet de résolution déposé par M. Sokal, délégué de la Pologne.

M. LOUDON (Pays-Bas) dit que la délégation néerlandaise est disposée à donner son appui à la proposition polonaise. Entre l'opinion de M. Scialoja, qui croit que cette résolution est superflue, nuisible même, et l'opinion de M. Sokal, pour qui, au contraire, cette résolution renforce le Pacte, le délégué néerlandais professe une opinion qu'il considère comme étant de juste milieu. Une déclaration solennelle affirmée par près de cinquante Puissances dans une Assemblée comme celle de la Société des Nations a, sans doute, une grande valeur morale, mais, étant donné que le Protocole n'est pas ratifié et que les notions « agression » et « agresseur » demeurent sans définition, une déclaration qui se borne à condamner la guerre d'agression n'est pas suffisante.

C'est pourquoi le délégué des Pays-Bas avait annoncé l'autre jour son intention de proposer un amendement qui aurait pour objet de déclarer que tout recours à la guerre, même à une guerre soi-disant légale d'après l'article 15, alinéa 7, du Pacte, est interdit et il se réserve de revenir plus tard sur la question de la mise hors la loi de la guerre.

Le comte BERNSTORFF (Allemagne) demande que la résolution polonaise soit adoptée sans plus ample discussion et par acclamation.

EARL OF ONSLOW (Empire Britannique), M. PAUL-BONCOUR (France), M. DE ARMENTEROS (Cuba), le général DE MARINIS (Italie) et M. HOLSTI (Finlande) appuient la proposition du délégué de l'Allemagne.

M. NAGAOKA (Japon) demande si l'adoption de cette procédure signifierait que la Commission n'a pas l'intention d'ordonner le renvoi à la première Commission.

Le PRÉSIDENT, considérant les termes nets et clairs de la résolution, tant du point de vue général du fond que du point de vue juridique, croit que le renvoi à la première Commission serait inutile.

M. GUERRERO (Salvador) appuie la manière de voir du président et se rallie à la proposition du délégué de l'Allemagne.

The constitution of the new committee would not be difficult to achieve, and it might be left to the Council to decide upon it, following the lines on which the Preparatory Committee had been constituted.

M. LOUCHEUR (France) said that the Drafting Committee understood that the Economic Committee should remain unchanged as far as its competence and duties were concerned, that it should not form part of the new advisory committee, but that certain of its members should sit on that committee, that the workers should be represented, but that there was a difference of opinion as to whether capital should be further represented. The Drafting Committee would also define the relations between the Council and the advisory committee and its methods of work.

The following members were appointed on the Drafting Committee:

M. VEVERKA (Czechoslovakia), Vice-Chairman of the Committee,
M. ANDERSEN (Denmark),
Sir Ramaswami AYYAR (India),
M. BREITSCHIED (Germany),
Major ELLIOT (Great Britain),
M. GLIWIC (Poland),
M. LÖFGREN (Sweden),
M. LOUCHEUR (France),
M. NAGAI (Japan),
M. QUEZADA (Chile), and
M. SUVICH (Italy).

IV. SEVENTH MEETING OF THE THIRD COMMITTEE

The Third Committee held its seventh meeting yesterday (Monday, September 19th), at 10 a.m., under the chairmanship of M. BENES (Czechoslovakia).

Draft Resolution submitted by M. Sokal, Delegate of Poland.

M. LOUDON (Netherlands) said that the Dutch delegation was ready to support the Polish proposal. Between the opinion of M. Scialoja, who thought that the resolution was superfluous and even harmful, and the view of M. Sokal, who considered on the contrary that it strengthened the Covenant, he took what might be regarded as a middle view. A solemn declaration made by nearly fifty Powers in an assembly like the League of Nations would obviously be of great moral value, but, in view of the fact that the Protocol had not been ratified and that the meaning of "aggression" and "aggressor" was not yet defined, a declaration which was confined to a condemnation of wars of aggression was insufficient.

He had therefore announced his intention at a previous meeting of proposing an amendment, the object of which would be to declare that all resort to war, even to a so-called "legal" war, in accordance with Article 15, paragraph 7, of the Covenant, should be prohibited. He would reserve his right to return later to the question of the outlawing of war.

Count BERNSTORFF (Germany) asked that the Polish resolution should be adopted without further discussion and by acclamation.

EARL OF ONSLOW (British Empire), M. PAUL-BONCOUR (France), M. DE ARMENTEROS (Cuba), General DE MARINIS (Italy) and M. HOLSTI (Finland) supported the proposal of the German delegate.

M. NAGAOKA (Japan) asked whether the adoption of this proposal would mean that the Committee had abandoned its intention of submitting the matter to the First Committee.

The CHAIRMAN, in view of the clear and definite terms of the resolution, both from the point of view of the principle it contained and from the legal point of view, thought that its submission to the First Committee would be useless.

M. GUERRERO (Salvador) supported the Chairman and agreed to the proposal of the German delegate.

M. NAGAOKA (Japon), dans ces conditions, désire préciser la portée de la déclaration qu'il fait au nom de la délégation japonaise.

De l'échange de vues qui s'est produit à la Commission, le délégué japonais a compris que le projet de déclaration, dans son ensemble, ne dépasse aucune des obligations prévues dans le Pacte. La délégation japonaise accepte ce projet de déclaration, en exprimant le désir d'y voir apporter une petite addition qui n'en changerait nullement la portée. Elle propose d'ajouter à la fin du dernier paragraphe les mots: « dans leurs relations réciproques ».

M. POLITIS (Grèce) adhère à la proposition du délégué de l'Allemagne et estime avec le président qu'il est inutile de renvoyer la résolution à la première Commission.

M. PFLÜGL (Autriche) déclare que sa délégation partage complètement l'avis exprimé par M. Politis.

Le Dr NANSEN (Norvège) appuie également la proposition de M. Politis. La Norvège voudrait, en suivant M. Loudon, aller plus loin, mais, dans l'état actuel des choses, sa délégation se rallie à la proposition polonaise.

M. DE BROUCKÈRE (Belgique) se demande quel est le motif de l'addition proposée par la délégation japonaise si elle ne doit pas changer le sens de la résolution polonaise.

M. GUERRERO (Salvador) préférerait voir la troisième Commission adopter telle quelle la proposition polonaise, qui est tout à fait générale, tandis qu'il n'en est plus de même avec l'addition proposée par la délégation japonaise.

M. NAGAOKA (Japon) précise que sa proposition concernait, non pas le premier alinéa, qui touche à la guerre d'agression, mais le deuxième alinéa, qui concerne les relations entre les Etats, qu'ils soient ou non Membres de la Société. Sans l'addition proposée, l'application de ce principe présentera probablement quelque difficulté. Toutefois, la délégation japonaise n'insiste pas en faveur de sa proposition. Elle accepte la résolution avec l'interprétation que l'alinéa 2 s'applique uniquement aux relations entre les Etats membres de la Société.

La proposition polonaise, sans addition, est adoptée à l'unanimité par acclamation.

Nomination d'une Sous-Commission.

Le PRÉSIDENT rappelle que certaines questions doivent être soumises à une Sous-Commission. Il propose que celle-ci soit composée de MM. PAUL-BONCOUR, LOUDON, NANSEN, SOKAL, le comte BERNSTORFF, EARL OF ONSLOW, le général DE MARINIS, MM. NAGAOKA, DE BROUCKÈRE, HOLSTI, POLITIS, SANDLER (remplaçant M. Hennings), le PRÉSIDENT et le VICE-PRÉSIDENT de la Commission.

Cette proposition est adoptée.

Proposition de la délégation allemande.

Le comte BERNSTORFF (Allemagne), avant de faire une déclaration au nom de la délégation allemande, désire répondre en quelques mots à M. Paul-Boncour. Il retient avec plaisir l'expression de son amitié et souhaite que leurs peuples se rapprochent aussi rapidement qu'ils l'ont fait eux-mêmes. Si le délégué de l'Allemagne tient à rappeler l'existence d'un droit juridique reconnu au désarmement des autres Puissances, ce n'est pas seulement dans l'intérêt de son pays. Celui-ci travaille depuis plusieurs années, même au delà des frontières de l'Allemagne, en faveur de la Société des Nations. Or, il a pu constater que, dans l'opinion publique, on établit un lien étroit entre la Société des Nations et l'idée du désarmement. Avancer vers la réalisation du désarmement, c'est pour la Société des Nations une question de vie ou de mort.

L'Assemblée de 1925 avait exprimé le désir de voir procéder aux études préparatoires pour l'organisation d'une Conférence générale en vue de la réduction et de la limitation des armements, lorsque, du point de vue de la sécurité générale, des conditions satisfaisantes seraient assurées. Ces conditions se

M. NAGAOKA (Japan) said that, in these conditions, he would desire to explain the meaning of the statement which he had made on behalf of the Japanese delegation.

From the exchange of views in the Committee, he had understood that the draft resolution as a whole did not go beyond any of the obligations laid down by the Covenant. The Japanese delegation accepted the draft declaration, but expressed a desire that a short addition, which would in no way change its scope, should be made to it. He would propose to add at the end of the last paragraph the words: "in their mutual relations".

M. POLITIS (Greece) supported the proposal of the German delegate and agreed with the Chairman in thinking it would be useless to send the resolution to the First Committee.

M. PFLÜGL (Austria) said that his delegation entirely agreed with the views of M. Politis.

Dr. NANSEN (Norway) also supported the view of M. Politis. Norway would have desired to go further and follow M. Loudon, but in the present state of affairs his delegation was prepared to accept the Polish proposal.

M. DE BROUCKÈRE (Belgium) wondered what was the reason of the addition proposed by the Japanese delegation if it did not change the meaning of the resolution.

M. GUERRERO (Salvador) said he would prefer the Third Committee to adopt the Polish proposal as it stood. The proposal was quite general, whereas it would not amount to quite the same thing with the addition proposed by the Japanese delegation.

M. NAGAOKA (Japan) explained that his proposal related, not to the first paragraph, which referred to wars of aggression, but to the second paragraph, which referred to the relations between States, whether Members of the League of Nations or not. Without the proposed addition, the application of this principle would probably give rise to some difficulty. The Japanese delegation, however, did not insist on its proposal, but would accept the resolution subject to the interpretation that paragraph 2 provided only for relations between States Members of the League.

The Polish proposal without addition was adopted unanimously by acclamation.

Appointment of a Sub-Committee.

The CHAIRMAN said that certain questions must be submitted to a Sub-Committee.

He proposed that the Sub-Committee should consist of M. PAUL-BONCOUR, M. LOUDON, M. NANSEN, M. SOKAL, Count BERNSTORFF, the EARL OF ONSLOW, General DE MARINIS, M. NAGAOKA, M. DE BROUCKÈRE, M. HOLSTI, M. POLITIS, M. SANDLER (replacing M. Hennings), the CHAIRMAN and the VICE-CHAIRMAN of the Committee.

The proposal was adopted.

Proposal of the German Delegation.

Count BERNSTORFF (Germany) said that, before making a declaration on behalf of the German delegation, he would like to reply briefly to M. Paul-Boncour. He had heard with pleasure the words of friendship which had fallen from M. Paul-Boncour, and he hoped their two nations would come together as quickly as they themselves had been able to do. It was not only in the interests of his own country that he desired to remind the Committee of the existence of a recognised legal obligation to disarm on the part of the other Powers. He had for several years been working, even beyond the frontiers of Germany, on behalf of the League of Nations and he had noted that public opinion saw a close connection between the League of Nations and the idea of disarmament. Progress towards the carrying out of disarmament was for the League of Nations a question of life or death.

The Assembly in 1925 had expressed the desire to see some progress made with the preparation of a general conference with a view to the reduction and limitation of armaments, when, from the point of view of general security, satisfactory conditions had been assured. These conditions had been realised

réalisèrent en 1926 et l'Assemblée fut unanime à voir dans les traités de Locarno un pas des plus considérables vers l'organisation de la paix. Le délégué français à la troisième Commission déclara: « Il y a un esprit de détente dans une grande partie de l'Europe, les traités de Locarno sont entrés en vigueur et l'Allemagne siège à la Société des Nations. Il ne faut pas laisser échapper une occasion qui, peut-être, ne se présentera plus. » M. Paul-Boncour proposa à la troisième Commission une résolution aux termes de laquelle la Conférence générale du désarmement devait avoir lieu en 1927 « en rapport avec les conditions actuelles de la sécurité régionale et générale ».

Cette résolution de l'Assemblée n'a pas été exécutée, la Conférence n'a pas eu lieu, la Commission préparatoire n'a pas terminé ses travaux et l'on hésite à les lui faire poursuivre à l'époque prévue.

En matière de sécurité et d'arbitrage, beaucoup a été fait. L'Allemagne a accepté dans sa totalité la disposition facultative du Statut de la Cour de La Haye. Quant au désarmement, on n'a pratiquement rien réalisé. Il conviendra donc de concentrer les efforts sur ce point.

Tout en examinant dans son esprit positif les idées contenues dans la proposition de M. Paul-Boncour, il faudra éviter de se mettre en contradiction avec les principes sur la base desquels l'Assemblée de 1926 a désiré voir travailler la Conférence du désarmement. Il faudra distinguer nettement entre: 1° un désarmement à effectuer sur la base des conditions actuelles de la sécurité; 2° un développement de l'arbitrage et de la sécurité au delà de leur état actuel.

On ne saurait ajourner la Conférence générale du désarmement jusqu'au moment où sera atteinte une sécurité parfaite et absolue. Désarmement et sécurité doivent progresser parallèlement et non point se contrecarrer.

Le délégué de l'Allemagne aurait les scrupules les plus sérieux à élargir, en y greffant quantité de problèmes connexes, les compétences de la Commission préparatoire, qui a une très nette tâche. D'ailleurs, elle ne saurait être appelée à s'occuper de la question générale de sécurité puisqu'elle comprend des Etats qui ne sont pas Membres de la Société des Nations.

La proposition de la délégation allemande tend à prier l'Assemblée de donner à la Commission préparatoire, dans une première résolution, des directives claires et précises pour ses travaux futurs, sur la base des conditions actuelles de sécurité. Dans une seconde résolution, qui pourrait être formulée, le cas échéant, de concert avec la première Commission, on pourrait ensuite résumer la manière de voir de l'Assemblée concernant les suggestions qui lui ont été présentées de divers côtés, notamment de la part des Pays-Bas, de la Norvège, de la Belgique, de la France et de la Suède, et qui tendent au développement de l'arbitrage et de la sécurité. L'Allemagne est prête à collaborer dans ce domaine. Il sera bon de laisser au Conseil le soin d'examiner s'il convient de charger une commission spéciale du travail dont il s'agit ou bien s'il convient de diviser ce travail suivant ses divers aspects et de le confier à plusieurs organes.

En ce qui concerne la seconde résolution, le comte Bernstorff se réserve de présenter des propositions au moment opportun. Pour ce qui concerne la première résolution, relative au désarmement, il soumet à la Commission la proposition contenue dans le document A.III.14.1927.

Le PRÉSIDENT dit que le Bureau s'efforcera de donner satisfaction au désir exprimé par le délégué des Pays-Bas, tout en réclamant l'indulgence de la Commission vu les difficultés techniques qui peuvent se présenter.

Fabrication privée et publicité des fabrications d'armes et munitions et des matériels de guerre: Proposition de M. Guerrero (Salvador):

M. JOUHAUX (France) appuie la proposition du Dr Guerrero visant la réunion d'une conférence internationale sur le contrôle de la fabrication des armes.

L'une des principales difficultés du problème est celle de savoir si l'on doit se borner à s'occuper de la fabrication privée des armes ou si, au contraire, l'industrie d'Etat doit être placée sous le même régime. Lorsqu'on a discuté une convention sur le contrôle du trafic international des armes, les pays non

in 1926, and the Assembly had unanimously recognised in the treaties of Locarno a very considerable step towards the organisation of peace. The French delegate on the Third Committee had observed that there was a spirit of conciliation throughout a large part of Europe; that the treaties of Locarno had come into force; and that Germany was sitting on the League of Nations. The French delegate had said that such an opportunity, which might not perhaps present itself again, should not be neglected. M. Paul-Boncour had submitted to the Third Committee a resolution under which the General Conference on Disarmament was to have taken place in 1927 in connection with the conditions of security then existing, both regional and general.

This resolution of the Assembly had not been carried out. The Conference had not taken place. The Preparatory Committee had not finished its work, and there was some hesitation in asking it to continue its work within the period contemplated.

With regard to security and arbitration, very much had been done. Germany had accepted entirely the optional provision of the Statute of the Permanent Court at The Hague. Nothing, however, had been realised in practice with regard to disarmament. It was accordingly necessary to concentrate all efforts on that question.

Though it was necessary to examine in a positive spirit the ideas contained in the proposals of M. Paul-Boncour, it was not less necessary to avoid coming into contradiction with the principles on the basis of which the Assembly in 1926 had desired the Disarmament Conference to work. A clear distinction must be drawn between: (1) disarmament to be effected on the basis of the present conditions of security, and (2) a development of arbitration and security beyond their present limits.

It would be impossible to adjourn the General Conference on Disarmament until perfect and absolute security had been achieved. Disarmament and security must advance in parallel lines, and should not cross one another.

He would hesitate very much to enlarge, by the addition of a quantity of cognate problems, the competence of the Preparatory Commission, which had been given a very definite task. Further, it could not be called upon to deal with the general question of security, as certain of its members represented States which were not Members of the League.

The proposal of the German delegation was to the effect that the Assembly should be asked to give the Preparatory Commission, in a preliminary resolution, clear and definite directions for its future work on the basis of present conditions of security. In a second resolution, which would have to be formulated if necessary with the aid of the First Committee, the views of the Assembly might be summarised regarding the suggestions submitted to it from various quarters, notably by the delegates of the Netherlands, Norway, Belgium, France and Sweden, regarding the development of arbitration and security. Germany was ready to co-operate in this field. It would be well to leave the Council free to decide whether a special committee should be set up to deal with this work or whether it would be better to divide it up, according to its various aspects, between several organisations.

As far as the second resolution was concerned, he would reserve the right to submit proposals when the time came. In regard to the first resolution, concerning disarmament, he submitted the proposal contained in document A.III/14.1927.

The CHAIRMAN said that the Bureau would try to meet the wishes of the Dutch representative, though it would ask the indulgence of the Committee in view of the technical difficulties which might arise.

Private Manufacture and Publicity of the Manufacture of Arms, Munitions and Materials of War. Proposal of M. Guerrero (Salvador).

M. JOUHAUX (France) supported the proposal of M. Guerrero for the summoning of an international conference on the control of the manufacture of arms.

One of the main difficulties of the problem was to discover whether the League should confine itself to dealing with private manufacture of arms or whether, on the contrary, State industries should be placed under the same system. When a convention on the control of the international trade in arms

producteurs ont protesté à juste titre parce qu'on voulait leur imposer un contrôle alors que les pays producteurs restaient en dehors de ce contrôle. Cet argument ne peut être laissé de côté, mais est-il de nature à créer une situation sans issue ?

Le délégué de la France croit possible de donner satisfaction aux deux points de vue. Il y a déjà le contrôle du trafic international des armes, qui donne une publicité sur certaines productions d'armes et munitions de guerre; en y ajoutant le contrôle sur les fabrications privées, on étend le champ de la publicité; en y joignant enfin un troisième élément sur lequel les différentes Commissions techniques ont abouti à un texte unanime, celui de l'uniformisation des budgets militaires des différents Etats, on arrive en quelque sorte à un ensemble de publicité qui couvre toute la matière, et on a une possibilité de convention.

Parlant du dernier paragraphe de la proposition, M. Jouhaux dit qu'il ne faut pas que le mot « unique » soit une cause d'impossibilité d'aboutir. Si on veut réunir les diverses propositions déjà votées par la troisième Commission et celles sur lesquelles elle sera encore appelée à délibérer, on peut constituer un bloc permettant de donner satisfaction à toutes les réclamations justifiées.

Devant cette possibilité d'aboutir, il ne serait pas permis d'éluder la réunion d'une conférence demandée depuis tant d'années.

Le PRÉSIDENT, constatant qu'il n'y a plus d'orateurs inscrits, signale que le texte proposé par M. Guerrero est l'objet de quelques petits amendements et propose de passer au vote.

M. VAN EYSINGA (Pays-Bas) suggère de remplacer, au troisième paragraphe de la proposition, le mot « indispensable » par les mots « hautement désirable ».

Le PRÉSIDENT dit que le D^r Guerrero propose lui-même de remplacer le mot « indispensable » par les mots « de la plus haute importance ».

Cette modification est adoptée.

Le dernier paragraphe est adopté sous la forme suivante :

« Prie le Conseil de se faire l'interprète de ses sentiments auprès de la Commission spéciale afin que celle-ci aboutisse à un texte unique qui permette au Conseil de convoquer une conférence internationale le plus rapidement possible ».

L'ensemble de la proposition du D^r Guerrero, ainsi modifiée, est adopté.

Le PRÉSIDENT signale que la proposition qui vient d'être adoptée, devant entraîner une certaine dépense, doit être renvoyée à la quatrième Commission.

Le D^r NANSEN (Norvège) demande si la Commission doit fixer un chiffre ou bien s'il n'appartient pas plutôt à la quatrième Commission de le faire.

Le D^r GUERRERO (Salvador) signale à M. van Eysinga, en sa qualité de président de la quatrième Commission, qu'un crédit à cette fin a déjà été prévu au budget de 1926-27 et qu'il suffira de le reporter au budget 1927-28.

Questions concernant le désarmement (Aéronautique).

M. DE BROUCKÈRE (Belgique), justifiant sa proposition, qui a pour objet de rendre l'aviation civile pacifique et exprimant quelques craintes, fondées sur la connexion encore trop étroite à l'heure actuelle entre les aviations civiles et militaires, et sur le besoin éprouvé actuellement par les compagnies d'aviation de faire appel à leurs gouvernements, prie la troisième Commission de vouloir bien se prononcer sur le principe de la nécessité d'établir des relations entre les aviations civiles des différents pays, afin de donner à celles-ci un caractère plus international.

EARL OF ONSLOW (Empire Britannique) fait observer qu'il serait avantageux d'éliminer du texte la mention de la commission d'experts en aéronautique civile et de substituer à cette

had been discussed, non-producing countries had been justified in protesting, since it was proposed to submit them to a form of control which the producing countries would escape. This argument could not be set aside, but was it such as to create a deadlock?

He thought it would be possible to satisfy both points of view. Control of the international traffic in arms already existed and publicity was thus secured in regard to certain productions of arms and munitions of war. By adding the control of private manufacture, the scope of that publicity would be increased. Finally, by adding a third element, on which the various technical committees had reached unanimous agreement, namely, the introduction of uniformity in the military budgets of the various States, a system of publicity covering the whole question would be achieved and it might be possible to draft a convention.

Referring to the last paragraph of the proposal, he would point out that the word "single" should not be an obstacle to success. If the various proposals already voted by the Third Committee were taken with those which it would be asked to discuss, the proposals as a whole would enable all the justifiable claims which had been put forward to be satisfied.

As it was possible to succeed, it was not legitimate that the meeting of a conference which had been demanded for so many years should be evaded.

The CHAIRMAN said that there were no more speakers and that a few small amendments to the text proposed by M. Guerrero had been suggested. He proposed that a vote should be taken.

M. VAN EYSINGA (Netherlands) suggested that the word "essential" in the third paragraph of the proposal should be replaced by the words "highly desirable".

The CHAIRMAN said that M. Guerrero himself proposed to replace the word "essential" by the words "of the highest importance".

This amendment was adopted.

The last paragraph was adopted in the following form :

"Requests the Council to convey its views to the Special Committee, in order that the latter may as speedily as possible agree upon a single text which will enable the Council to convene an international conference before the ninth ordinary session of the Assembly."

The proposal of M. Guerrero thus amended was adopted as a whole.

The CHAIRMAN said that the proposal which had just been adopted would involve certain expenditure, and must therefore be referred to the Fourth Committee.

Dr. NANSEN (Norway) asked whether the Committee should fix a figure, or whether it was for the Fourth Committee to do so.

Dr. GUERRERO (Salvador) drew the attention of M. van Eysinga, as Chairman of the Fourth Committee, to the fact that a credit with this object was already provided for in the budget of 1926-27, and that it would be sufficient to insert this figure in the budget of 1927-28.

Questions concerning Disarmament (Aviation).

M. DE BROUCKÈRE (Belgium), justifying his proposal, which was intended to render civilian aviation pacific, expressed some misgivings based on the present close connection between civilian and military aviation, and on the need at present felt by aviation companies to appeal for assistance to their Governments. He asked the Third Committee to decide, in principle, that it was necessary to establish relations between civilian aviation in the various countries, in order that it might assume a more international character.

The EARL OF ONSLOW (British Empire) observed that it would be of advantage to eliminate from the text any reference to the committee of experts in civilian aviation, and to substitute.

commission d'experts la Commission préparatoire de la Conférence du désarmement.

M. HENNINGS (Suède) considère qu'il faut bien prendre comme base, en effet, les recommandations de la Commission préparatoire et non celles de la commission d'experts, mais que d'autre part il est préférable d'ajourner la discussion sur cette question afin que les membres de la Commission puissent connaître avec plus d'exactitude les propositions de la Commission préparatoire.

M. VAN EYSINGA (Pays-Bas) appuie les deux propositions précédentes de lord Onslow et de M. Hennings, mais propose de ne pas avoir recours à l'entremise de la deuxième Commission pour le renvoi de la proposition à la Commission des communications et du transit.

M. DE BROUCKÈRE (Belgique) insiste sur la nécessité de faire diligence et de faire aboutir le plus rapidement possible la discussion sur ce point qui préoccupe tant l'opinion.

M. HENNINGS (Suède) et M. MOTTA (Suisse) expriment, l'un et l'autre, l'espoir que la proposition pourra être votée à la prochaine séance.

Le général DE MARINIS (Italie) exprime, lui aussi, le même espoir et le même désir, tout en rappelant les quelques réserves faites par la délégation italienne sur des points de détail.

Le vote de la proposition est par conséquent ajourné à la prochaine séance.

V. PREMIÈRE SÉANCE DE LA SOUS-COMMISSION DE LA TROISIÈME COMMISSION

La Sous-Commission de la troisième Commission s'est réunie hier, lundi 19 septembre, à 16 heures 30, sous la présidence de M. BENES (Tchécoslovaquie).

Elle a commencé la discussion en première lecture de la proposition présentée par M. PAUL-BONCOUR (France) relative à l'arbitrage, sécurité et désarmement.

La prochaine séance aura lieu aujourd'hui, mardi 20 septembre, à 10 heures (salle B).

VI. HUITIÈME SÉANCE DE LA CINQUIÈME COMMISSION

La cinquième Commission a tenu sa huitième séance hier, lundi 19 septembre, à 10 heures, sous la présidence de M. HAMBRO (Norvège).

Dépenses du Comité central permanent à instituer après l'entrée en vigueur de la Convention de 1925 sur l'opium (suite).

Le PRÉSIDENT expose que, depuis la dernière réunion, il a consulté le président de la quatrième Commission et d'autres personnalités qualifiées, qui ont émis l'avis que la cinquième Commission devait arriver, dès la session actuelle de l'Assemblée, à une décision définitive sur le budget du Comité central permanent, les membres de ce Comité devant être nommés pour une période de cinq ans. Il faudra donc abandonner la proposition faite à la séance précédente par M. O'Hegarty (voir *Journal de l'Assemblée*, No 13, 18 septembre) tendant à ce qu'il soit fait un essai de six mois.

M. VAN WETTUM (Pays-Bas), au sujet de la question de la rémunération, est d'avis qu'il faut rémunérer tous les membres du Comité ou n'en rémunérer aucun. La cinquième Commission doit répondre à la quatrième Commission que les évaluations provisoires sont trop faibles. Il serait prudent d'indiquer un certain montant à titre de chiffre minimum.

Au cours d'une discussion, à laquelle prennent part le PRÉSIDENT, Dame Edith LYTTTELTON (Empire Britannique), rapporteur, M. VAN WETTUM (Pays-Bas), le Dr RIDDELL (Canada), M. FOTITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes),

for this committee of experts the Preparatory Commission for the Conference on Disarmament.

M. HENNINGS (Sweden) considered that it was necessary to take as a basis the recommendations of the Preparatory Commission and not those of the committee of experts. On the other hand, it was preferable to adjourn the discussion of this question in order that the members of the Committee might have a more exact idea of the proposal of the Preparatory Commission.

M. VAN EYSINGA (Netherlands) supported the two previous proposals of Earl of Onslow and M. Hennings, but proposed not to resort to the intermediary of the Second Committee for the reference of the proposal to the Committee on Communications and Transit.

M. DE BROUCKÈRE (Belgium) emphasised the necessity for making progress with the question, and of bringing the discussion to an issue as soon as possible in regard to a matter which was of such great interest to public opinion.

M. HENNINGS (Sweden) and M. MOTTA (Switzerland) both expressed the hope that the proposal might be voted at the next meeting.

General DE MARINIS (Italy) expressed the same hope and the same desire, referring, however, to some reservations which had been made by the Italian delegation on points of detail.

The vote on the proposal was adjourned to the next meeting.

V. FIRST MEETING OF THE SUB-COMMITTEE OF THE THIRD COMMITTEE

The Sub-Committee of the Third Committee met yesterday (Monday, September 19th) at 4.30 p.m. under the chairmanship of M. BENES (Czechoslovakia).

It began the first reading of the proposal submitted by M. PAUL-BONCOUR (France) concerning arbitration, security and disarmament.

The next meeting will take place to-day (Tuesday, September 20th) at 10 a.m. (Room B).

VI. EIGHTH MEETING OF THE FIFTH COMMITTEE

The Fifth Committee held its eighth meeting yesterday (Monday, September 19th) at 10 a.m. under the chairmanship of M. HAMBRO (Norway).

Expenses of the Permanent Central Board to be set up after the Coming-into-force of the 1925 Opium Convention (continuation).

The CHAIRMAN said that, since the last meeting, he had consulted the Chairman of the Fourth Committee and other authorities, who had expressed the opinion that the Fifth Committee was obliged to come to a final decision on the budget of the Permanent Central Board at the present session of the Assembly, because the members were to be appointed for a period of five years. Hence, the proposal made by Mr. O'Hegarty at the previous meeting (see *Assembly Journal* No. 13, of September 18th) for a six-months trial would have to be dropped.

M. van WETTUM (Netherlands), discussing the question of remuneration, thought that either all the members must be paid or none. The Committee should reply to the Fourth Committee that the provisional estimate was too low. It would be wise to indicate a definite amount as a minimum.

In the course of a discussion, in which the CHAIRMAN, Dame Edith LYTTTELTON (British Empire), Rapporteur, M. VAN WETTUM (Netherlands), Dr. RIDDELL (Canada), M. FOTITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes), Viscount MUSA-

vicomte MUSHAKOJI (Japon) et le Dr BROOKES (Afrique du Sud), M. CAVAZZONI (Italie) fait observer que l'incertitude qui se manifeste à la Commission sur ce point provient de ce que le problème n'est pas mûr pour faire l'objet d'une décision. Son exposé précédent avait pour seul but de bien préciser son attitude à l'égard de la question. Il ne partage pas l'optimisme de sir John Campbell quant à la ratification de la Convention, en raison surtout de la composition du nouveau Conseil. La cinquième Commission pourrait donc, selon lui, dire que, faute de renseignements, elle ne peut donner une réponse précise, mais qu'elle croit que le Conseil pourrait être autorisé à assurer les crédits nécessaires aux dépenses de la première année, sous réserve, bien entendu, de confirmation par l'Assemblée. En tout cas, il est opposé au principe de la non-rémunération, qui est antidémocratique.

Après un nouvel échange de vues, la Commission décide de charger un Sous-Comité, composé du PRÉSIDENT, de Dame Edith LYTTTELTON (Empire Britannique) et de M. VAN WETTUM (Pays-Bas), de préparer un projet de réponse à la quatrième Commission.

Le projet de réponse est ensuite adopté avec un amendement de M. FOTITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes). Cette réponse a, en substance, la teneur suivante:

« La cinquième Commission estime qu'il y aurait intérêt à ce que le Conseil pût obtenir le concours gracieux de personnalités ayant les titres requis suivant le rapport fait à la Conférence de Genève, ce qui serait conforme aux traditions de la Société. S'il s'avérait impossible d'arriver à cette solution, comme le craignent plusieurs de ses membres, la cinquième Commission n'est pas en mesure de dire que les évaluations provisoires sont suffisantes, parce que le montant de la rémunération, telle qu'il résulte des évaluations provisoires, ne semble pas devoir être de nature à attirer le concours de personnalités de la classe qu'envisageait la Conférence de Genève. En ce qui concerne les indemnités de séjour, la Commission estime que les membres du Comité devront être traités de la même manière que les membres des autres Commissions de la Société. Au sujet des frais de voyage, la cinquième Commission, sans faire aucun commentaire sur les chiffres qui lui ont été soumis, fait observer que le montant de cette dépense doit dépendre de l'éventualité où le Conseil, en vue d'assurer la continuité du travail, croirait pouvoir nommer des membres résidant en un endroit d'où ils pourraient se rendre facilement au siège de la Société. Quant aux traitements du personnel, la cinquième Commission est certaine que, lorsqu'elle examinera la rémunération à allouer au secrétaire, la quatrième Commission ne négligera pas l'avis exprimé par la Conférence de l'opium, à savoir que le secrétaire devrait occuper un poste de confiance, d'importance et de responsabilité. »

En réponse au vicomte MUSHAKOJI (Japon), qui regrette que l'on n'ait pas donné suite à l'avis qu'il avait exprimé sur les frais de voyage, le PRÉSIDENT fait observer que, dans sa lettre, la Commission ne se livre à aucun commentaire sur les chiffres qui lui sont soumis et qui comprennent une somme assez considérable pour les frais de voyage d'Extrême-Orient et d'Amérique.

Le président ajoute que la quatrième Commission pourra avoir d'autres questions à poser à ce sujet à la cinquième Commission. Il demande donc à être autorisé à nommer un Sous-Comité qui représenterait la cinquième Commission si cette éventualité venait à se produire, et qui serait composé de Dame Edith LYTTTELTON (Empire Britannique), rapporteur, de M. VAN WETTUM (Pays-Bas), de M. FOTITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) et de M^{me} LARSEN-JAHN (Norvège), rapporteur des travaux de la Commission consultative de l'opium.

La suggestion du président est approuvée.

Clôture de la session.

Le PRÉSIDENT remercie les membres de la Commission de leur collaboration et de leur bienveillance.

Sur la motion de M. VAN WETTUM (Pays-Bas), appuyé par M^{me} MOOS (Australie), la Commission émet par acclamation un vote de remerciements à son président.

KOJI (Japan) and Dr. BROOKES (South Africa) took part, M. CAVAZZONI (Italy) observed that the uncertainty shown by the Committee in this question was due to the fact that the problem was not yet ripe for decision. The only object of his previous statement had been to clear up his own attitude towards the question. He did not share Sir John Campbell's optimism concerning the ratification of the Convention, especially in view of the composition of the new Council. He suggested, accordingly, that the Fifth Committee might say that, owing to lack of information, it was unable to give a definite reply, but that it thought that the Council might be authorised to provide for the expenditure in the first year, subject, of course, to confirmation by the Assembly. In any case, he was opposed to the principle of non-remuneration, which was undemocratic.

After some further discussion, a Sub-Committee was appointed consisting of the CHAIRMAN, Dame Edith LYTTTELTON (British Empire) and M. van WETTUM (Netherlands) to prepare a draft letter of reply to the Fourth Committee.

The draft letter was adopted with an amendment proposed by M. FOTITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes). The following is a summary of the letter:

“ The Fifth Committee is of opinion that it would be well if the Council could secure the gratuitous services of persons of the qualifications contemplated in the report to the Geneva Conference, thus carrying on the traditions of the League. Should this prove impossible, as is feared by several members, the Fifth Committee is not prepared to say that the provisional estimate would be sufficient, because it appears that the remuneration suggested in the provisional estimate will not be likely to attract the class of person contemplated by the Geneva Conference. As regards subsistence allowances, the Committee feels that the members of the Board should be placed on the same footing as members of other League Committees. With regard to travelling expenses, while it makes no comment on the figures given, the Fifth Committee points out that these expenses must depend on whether the Council, in order to secure continuity in the work, finds it possible to appoint members living within easy reach of the seat of the League. As to the salaries of the staff, the Fifth Committee trusts that, in considering the remuneration of the Secretary, the Fourth Committee will not overlook the view expressed by the Opium Conference that the Secretary should occupy a confidential position of importance and responsibility. ”

In reply to Viscount MUSHAKOJI (Japan), who regretted that the views which he had advanced with regard to travelling expenses had been ignored, the CHAIRMAN observed that, in the letter, the Committee made no remarks on the figures submitted, which included a fairly large sum for travelling expenses from the Far East and America.

The Chairman pointed out that the Fourth Committee might have further questions to put to the Fifth Committee on the subject, and he accordingly requested authorisation to appoint a Sub-Committee consisting of Dame Edith LYTTTELTON (British Empire), Rapporteur, M. van WETTUM (Netherlands), M. FOTITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) and M^{me} LARSEN-JAHN (Norway), Rapporteur on the work of the Advisory Opium Committee, to represent the Fifth Committee in that eventuality.

The Committee agreed.

Close of the Session.

The CHAIRMAN thanked the members of the Committee for their co-operation and indulgence.

A vote of thanks to the Chairman proposed by M. van WETTUM (Netherlands) and seconded by Mrs. MOSS (Australia) was carried by acclamation.

VII. SEPTIÈME SÉANCE DE LA SIXIÈME COMMISSION

La sixième Commission s'est réunie hier, lundi 19 septembre, à 15 heures, sous la présidence de M. BECH (Luxembourg).

Questions relatives à la Conférence d'experts de presse.

M. DE BROUCKÈRE (Belgique) présente son rapport (document A.VI/4.1927) et le projet de résolution suivant:

« L'Assemblée,

« Constatant le succès obtenu par la Conférence d'experts de presse et exprimant sa reconnaissance aux représentants de la presse pour leur collaboration,

« Se félicite de ce que le Conseil ait envisagé les mesures nécessaires pour donner promptement aux résolutions de la Conférence la suite qu'elles comportent;

« Fait confiance aux organisations techniques saisies par le Conseil d'un certain nombre de ces résolutions, pour qu'elles engagent le plus tôt possible les études spéciales relatives notamment aux questions de tarifs télégraphiques et téléphoniques, à l'amélioration des communications, à l'expédition des journaux, aux cartes d'identité pour journalistes et au visa des passeports de journalistes;

« Fait confiance au Conseil pour que, lors de sa session de décembre, il prenne les mesures les plus convenables pour attirer sur les autres résolutions adoptées par la Conférence la bienveillante attention des gouvernements afin que suite leur soit donnée;

« Et note avec satisfaction que le Conseil, considérant le vœu émis par la Conférence, s'est déclaré disposé en principe, si la nécessité s'en faisait sentir un jour et si le développement des problèmes techniques d'ordre international qui se posent à la presse le faisait paraître désirable aux intéressés eux-mêmes, à prêter le concours des organismes de la Société des Nations à l'étude de ces problèmes et à organiser éventuellement à cet effet une consultation ou à convoquer une conférence. »

Le rapport et la résolution sont adoptés.

La Commission désigne M. DE BROUCKÈRE (Belgique) comme rapporteur de la question à l'Assemblée.

Mandats: Projet de rapport à l'Assemblée.

Le Dr NANSEN (Norvège) présente son rapport et des projets de résolution (document A.VI.3.1927).

Le rapport et les projets de résolution sont adoptés, avec divers amendements présentés par le général FREIRE D'ANDRADE (Portugal), M. J. SMIT (Afrique du Sud) et M. SÉROT (France).

Les projets de résolution sont ainsi conçus:

« L'Assemblée, ayant pris acte de l'œuvre accomplie depuis sa dernière session par les Puissances mandataires, la Commission permanente des mandats et le Conseil, en ce qui concerne l'exécution de l'article 22 du Pacte, renouvelle l'expression de confiance votée l'an dernier et adopte, sur certains points particuliers, la résolution ci-dessous:

« 1^o *Trafic des spiritueux.*

« (a) L'Assemblée félicite la Commission permanente des mandats d'avoir réussi à définir les termes importants, concernant le trafic des spiritueux, qui sont employés dans le texte des mandats B et C, ainsi que dans la Convention de St-Germain du 10 septembre 1919 et elle exprime l'espoir que toutes les Puissances mandataires pourront bientôt notifier qu'elles acceptent ces définitions;

« (b) Elle prie le Conseil de demander à la Commission permanente des mandats de continuer à étudier, de façon approfondie, en collaboration avec les Puissances mandataires, les causes de l'accroissement des importations de spiritueux dans le Cameroun et le Togo et les mesures qui ont été prises pour remédier à cette situation.

VII. SEVENTH MEETING OF THE SIXTH COMMITTEE

The Sixth Committee met yesterday (Monday, September 19th) at 3 p.m. under the chairmanship of M. BECH (Luxembourg).

Questions concerning the Conference of Press Experts.

M. DE BROUCKÈRE (Belgium) submitted his report (document A.VI/4.1927) together with the following draft resolution:

“ The Assembly,

“ Noting the success of the Conference of Press Experts, conveys its thanks to the representatives of the Press for their collaboration;

“ Expresses its satisfaction that the Council has considered the steps required for promptly giving the necessary effect to the resolutions of the Conference;

“ Trusts that the technical organisations to which the Council has submitted a number of these resolutions will undertake as soon as possible the special enquiries relating in particular to the questions of telegraphic and telephonic rates, the improvement of communications, the conveyance of newspapers, identity cards for journalists and visas for journalists' passports;

“ Trusts that the Council, at its December session, will take the most suitable measures to enlist the sympathy of Governments for the other resolutions adopted by the Conference in order that effect may be given to them; and

“ Notes with satisfaction that the Council, taking into account the recommendation made by the Conference, has declared that, should it at some future time appear necessary and should developments in the technical international problems which affect the Press make it seem desirable to those concerned, it will in principle be willing to lend the assistance of the organisations of the League for the study of these questions and to organise a consultation or call a Conference for this purpose.”

The report and the resolution were adopted.

The Committee appointed M. DE BROUCKÈRE Rapporteur for the question to the Assembly.

Mandates: Draft Report to the Assembly.

Dr. NANSEN (Norway) submitted his report and draft resolutions (document A.VI/3.1927).

The report and draft resolutions were adopted with certain amendments proposed by General FREIRE D'ANDRADE (Portugal), Mr. J. SMIT (Union of South Africa) and M. SÉROT (France).

The draft resolutions were as follows:

“ The Assembly, having taken note of the work accomplished since its last session by the mandatory Powers, the Permanent Mandates Commission and the Council, in the execution of Article 22 of the Covenant, renews the expression of confidence voted last year and adopts the following resolution on certain specific points:

“ I. *Liquor Traffic.*

“ (a) The Assembly congratulates the Permanent Mandates Commission on its success in defining the important terms concerning the liquor traffic used in the B and C Mandates and in the Convention of St. Germain of September 10th, 1919, and expresses the hope that all the mandatory Powers will soon be able to indicate their acceptance of these definitions:

“ (b) It asks the Council to request the Permanent Mandates Commission, in collaboration with the mandatory Powers, to continue to give serious consideration to the causes of the increased importation of spirituous liquors into Togoland and the Cameroons and to the steps which have been taken to deal with this problem.

« 2^o Procès-verbaux de la Commission permanente des mandats.

« L'Assemblée apprécie toute la valeur que présentent les procès-verbaux des débats de la Commission permanente des mandats, ces procès-verbaux constituant le compte rendu officiel de l'œuvre accomplie par la Commission dans l'exécution de la tâche qui lui est confiée par l'article 22 du Pacte, et étant communiqués, sur la demande de plusieurs des Puissances mandataires, à un nombre considérable de leurs fonctionnaires dans les territoires sous mandat. »

Sir Edward HILTON YOUNG (Empire Britannique) déclare que son gouvernement accepte intégralement les définitions relatives au trafic des spiritueux dont il est question dans la résolution précédente (1^o a).

Le comte BONIN-LONGARE (Italie) exprime sa haute appréciation du zèle et de la sagesse dont ont fait preuve la Commission des mandats et le Conseil dans l'accomplissement de leur tâche. Il est particulièrement heureux de prendre acte du passage du rapport que le délégué des Pays-Bas vient de soumettre au Conseil et qui, sur la base du Pacte, du Traité de Versailles et de diverses décisions du Conseil, éclaircit le caractère juridique des rapports entre les Puissances mandataires et les territoires sous mandat. Les conclusions de ce rapport semblent être absolument conformes à l'esprit de la Société des Nations.

Clôture des travaux de la Commission.

Le PRÉSIDENT constate que l'ordre du jour de la Commission est épuisé. Il remercie tous ses collègues de leur précieuse collaboration.

Le comte BONIN-LONGARE (Italie) se fait l'interprète des membres de la Commission pour féliciter le président de la manière dont il a dirigé leurs travaux et lui exprimer les sentiments de reconnaissance de tous ses collègues.

VIII. CONSEIL INTERNATIONAL DES FEMMES:
RÉSOLUTIONS ADOPTÉES EN JUIN 1927 PAR LE
COMITÉ EXÉCUTIF

Le Secrétaire général de la Société des Nations a reçu du Conseil international des femmes le texte des résolutions adoptées en juin 1927 par le Comité exécutif du Conseil.

Ces résolutions ont trait à l'éducation sexuelle dans les écoles, à l'abandon de famille, à la nomination d'une femme juriste au Comité de la Société des Nations pour la codification du droit international, à l'âge du consentement, aux mesures pour la protection des personnes sans nationalité et à la protection légale du travail des femmes.

IX. SIGNATURES ET RATIFICATIONS DES ACCORDS
INTERNATIONAUX

M. F.-L. MARSTRANDER, chef de division au Ministère des Affaires étrangères de Norvège, conseiller technique de la délégation royale de Norvège à la huitième session ordinaire de l'Assemblée de la Société des Nations, a déposé au Secrétariat, le 10 septembre 1927, l'instrument de ratification par Sa Majesté le Roi de Norvège de la Convention relative à l'esclavage, signée à Genève, le 25 septembre 1926.

“ 2. Minutes of the Permanent Mandates Commission.

“ The Assembly expresses its appreciation of the value of the minutes of the meetings of the Permanent Mandates Commission, which constitute the record of the fulfilment by the Commission of its duties under Article 22 of the Covenant, and which are communicated at the request of several of the mandatory Powers to a considerable number of their officials in the mandated territories.”

Sir Edward HILTON YOUNG (British Empire) said that his Government fully accepted the definitions concerning the liquor traffic referred to in the above resolutions [1 (a)].

Count BONIN-LONGARE (Italy) expressed his appreciation of the zeal and wisdom which the Mandates Commission and the Council had shown in the carrying-out of their task. He was particularly glad to note the passage in the report recently presented by the delegate of the Netherlands to the Council which, on the basis of the Covenant, the Versailles Treaty and various decisions of the Council, made clear the legal relationship between the mandatory Powers and the mandated territories. The conclusions of this report seemed in absolute conformity with the spirit of the League of Nations.

Conclusion of the Committee's Work.

The CHAIRMAN noted that the Committee's agenda was finished. He thanked all members for their valuable co-operation.

Count BONIN-LONGARE (Italy), on behalf of his colleagues, congratulated the Chairman on the manner in which he had presided over the work of the Committee. He would express the thanks of all its members.

VIII. INTERNATIONAL COUNCIL OF WOMEN:
RESOLUTIONS ADOPTED
BY THE EXECUTIVE COMMITTEE IN JUNE 1927

The Secretary-General of the League of Nations has received from the International Council of Women the text of the resolutions adopted by the Executive Committee of the Council in June 1927.

The resolutions cover the teaching of biology in schools, the desertion of the family, the appointment of a woman lawyer on the League of Nations Committee for the Codification of International Law, the age of consent, measures for the protection of persons without nationality and protective legislation for women's work.

IX. SIGNATURES AND RATIFICATIONS OF
INTERNATIONAL ENGAGEMENTS

M. F. L. MARSTRANDER, Chief of Division in the Ministry for Foreign Affairs of Norway, expert of the delegation of Norway to the eighth ordinary session of the Assembly of the League of Nations, deposited at the Secretariat on September 10th, 1927, the instrument of ratification by His Majesty the King of Norway of the Slavery Convention signed at Geneva, September 25th, 1926.

X. CORRECTIONS ET ADDITIONS A LA LISTE DES MEMBRES DES DÉLÉGATIONS
X. CORRECTIONS AND ADDITIONS TO THE LIST OF MEMBERS OF DELEGATIONS

LETTONIE — LATVIA.

M. Félix CIELENS, ministre des Affaires étrangères, ayant dû quitter Genève le 18 septembre 1927, les fonctions de premier délégué seront assumées par M. Pierre SEYA.

M. Charles DUZMANS remplira les fonctions de troisième délégué.

M. Felix CIELENS, Minister for Foreign Affairs, having left Geneva on September 18th, 1927, M. Pierre SEYA will act as first delegate.

M. Charles DUZMANS will act as third delegate.

ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES. — KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES.

Deuxième délégué. — Second Delegate.

Son Excellence M. Kosta KOUMANOUDI, ministre des Forêts et des Mines — Minister of Forests and Mines.

Le premier délégué du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes étant absent de Genève, Son Excellence M. Kosta KOUMANOUDI sera chef de la délégation et prendra part aux travaux de la troisième Commission.

The first delegate of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes being absent from Geneva, H.E. M. Kosta KOUMANOUDI will be chief of the delegation, and will take part in the work of the Third Committee.

XI. DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LE 19 SEPTEMBRE 1927

Journal de l'Assemblée, N° 13.

- A. 64. Trafic de l'opium et autres drogues nuisibles: Rapport de la cinquième Commission à l'Assemblée.
- A. 65. Coopération intellectuelle: Rapport de la deuxième Commission à l'Assemblée au sujet de la proposition italienne pour la création d'un Institut du cinématographe éducatif.
- A. 66. Commission d'enquête sur la production de l'opium en Perse: Rapport de la cinquième Commission à l'Assemblée.
- A. 67. Œuvre d'établissement des réfugiés bulgares: Rapport de la deuxième Commission à l'Assemblée.
- A. 71. Contributions arriérées: Rapport de la quatrième Commission à l'Assemblée.

XI. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO THE MEMBERS OF THE ASSEMBLY ON SEPTEMBER 19TH, 1927

Assembly Journal No. 13.

- A. 64. Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs: Report of the Fifth Committee to the Assembly.
- A. 65. Intellectual Co-operation: Report by the Second Committee to the Assembly relating to the Italian Proposal for the Creation of an Educational Cinematograph Institute.
- A. 66. Commission of Enquiry into the Production of Opium in Persia: Report of the Fifth Committee to the Assembly.
- A. 67. Measures for the Settlement of Bulgarian Refugees: Report by the Second Committee to the Assembly.
- A. 71. Contributions in Arrears: Report submitted by the Fourth Committee to the Assembly.

Deuxième Commission.

La deuxième Commission se réunira aujourd'hui, mercredi 21 septembre, à 10 heures, au Secrétariat (salle F).

Ordre du jour:

1. Oeuvre d'établissement des réfugiés grecs.
2. Conférence économique internationale (suite de la discussion).

Deuxième Commission: Sous-Commission de rédaction.

La Sous-Commission de rédaction se réunira aujourd'hui, mercredi 21 septembre, à 9 h. 30, au Secrétariat (salle F).

Troisième Commission.

La troisième Commission se réunira aujourd'hui, mercredi 21 septembre, à 17 heures, au Secrétariat (salle F).

Troisième Commission: Sous-Commission.

La Sous-Commission se réunira aujourd'hui, mercredi 21 septembre, à 11 heures, au Secrétariat (salle B).

Troisième Commission: Sous-Commission de rédaction.

La Sous-Commission de rédaction se réunira aujourd'hui, mercredi 21 septembre, à 9 h. 30, au Secrétariat (bureau 95).

Quatrième Commission.

La quatrième Commission se réunira aujourd'hui, mercredi 21 septembre, à 17 heures, au Secrétariat (Salle E).

II. QUINZIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

Tenue à la Salle de la Réformation, le mardi 20 septembre 1927, à 10 heures.

Travaux de la Commission consultative du trafic de l'opium: Rapport de la cinquième Commission.

M^{me} Larsen-Jahn (Norvège), rapporteur, et M. Hambro (Norvège), président de la cinquième Commission, prennent place à la tribune.

M^{me} LARSEN-JAHN, en présentant son rapport (document A. 64. 1927), attire l'attention sur un exposé fait par la Commission consultative à l'adresse des divers pays individuellement et de leurs gouvernements. La Commission consultative a déclaré que les différents pays sont très loin de remplir les obligations qu'ils ont contractées. La Commission consultative fait énergiquement ressortir qu'elle ne sera en mesure de s'attaquer au problème des stupéfiants que dans la mesure où elle pourra compter sur le bon vouloir et sur les mesures pratiques et directes des divers gouvernements. D'année en année, de pressants appels ont été adressés à tous les Etats membres de la Société afin qu'ils mettent en vigueur dans leurs territoires respectifs les mesures recommandées par la Société. La déléguée de la Norvège renouvelle cet appel une fois encore, en raison notamment de la grave accusation, portée contre les gouvernements, de ne pas remplir leurs obligations, en raison aussi du danger que présente la situation actuelle et qui ressort si nettement des documents qu'a publiés la Commission consultative du trafic de l'opium.

En terminant, la déléguée de la Norvège soumet le projet de résolution ci-dessous, qui a été adoptée à l'unanimité par la cinquième Commission:

« L'Assemblée prend acte, en l'approuvant, du rapport de la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles, ainsi que des résolutions qui y sont contenues; elle les recommande vivement à l'attention des Etats membres de la Société. »

Second Committee.

The Second Committee will meet to-day (Wednesday, September 21st) at 10 a.m. at the Secretariat (Room F).

Agenda:

1. Work of the Establishment of the Greek Refugees.
2. International Economic Conference (continuation of the discussion).

Second Committee: Sub-Committee (Drafting).

The Sub-Committee (Drafting) will meet to-day (Wednesday, September 21st) at 9.30 a.m. at the Secretariat (Room E).

Third Committee.

The Third Committee will meet to-day (Wednesday, September 21st) at 5 p.m. at the Secretariat (Room F).

Third Committee: Sub-Committee.

The Sub-Committee will meet to-day (Wednesday, September 21st) at 11 a.m. at the Secretariat (Room B).

Third Committee: Sub-Committee (Drafting).

The Sub-Committee (Drafting) will meet to-day (Wednesday, September 21st) at 9.30 a.m. at the Secretariat (Room 95).

Fourth Committee.

The Fourth Committee will meet to-day (Wednesday, September 21st) at 5 p.m. at the Secretariat (Room E).

II. FIFTEENTH PLENARY MEETING

Held at the Salle de la Réformation on Tuesday, September 20th, 1927, at 10 a.m.

Work of the Advisory Committee on the Traffic in Opium: Report of the Fifth Committee.

M^{me} Larsen-Jahn (Norway), Rapporteur, and M. Hambro (Norway), Chairman of the Fifth Committee, came to the platform.

M^{me} LARSEN-JAHN, submitting her report (document A.64.1927), drew attention to a statement made by the Advisory Committee which was specially addressed to the individual countries and their Governments. The Advisory Committee had stated that action by the Governments fell far short of their contractual obligations. The Advisory Committee very strongly emphasised that it was only possible for it to grapple with the drug problem to the extent in which it was aided by the good-will and direct executive action of the individual Governments. Earnest appeals had been made year after year to all States Members of the League to put into force in their respective countries the measures recommended by the League. She would once more repeat that appeal, particularly in view of the grave charge made against the Governments that they were not fulfilling their obligations, and in view of the danger of the present position, which was so clearly shown by the documents which the Advisory Committee of the Traffic in Opium had published.

In conclusion, she would submit the following draft resolution, which had been unanimously adopted by the Fifth Committee:

“ The Assembly notes with approval the report of the Advisory Committee on the Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs and the resolutions contained therein, and earnestly recommends them to the attention of the States Members of the League.”

LORD LYTTON (Inde) désire insister sur certains passages du rapport de la cinquième Commission. Il parle en qualité de délégué d'un pays qui ne connaît que trop le fléau des stupéfiants, qui est parfaitement conscient de sa gravité et qui désire énormément y mettre fin. L'Inde a les regards tournés vers la Société des Nations et compte sur son appui en ce domaine. Il espère que l'Assemblée, en adoptant le rapport de la cinquième Commission, appréciera nettement deux facteurs que ce rapport met bien en lumière: en premier lieu, l'extension énorme que continue de prendre le trafic illicite des stupéfiants; en second lieu, l'extrême importance de ce trafic.

Dans le troisième paragraphe de son rapport, la cinquième Commission rappelle à l'Assemblée que l'examen d'ensemble des rapports émanant des divers gouvernements et parvenus à la Commission consultative montre que le trafic illicite continue d'exister dans des proportions considérables. C'est ainsi que le trafic illicite de cocaïne qui se fait en Inde représente quarante fois le montant des importations légitimes, malgré les utiles et vigoureux efforts administratifs que fait le Gouvernement de l'Inde pour supprimer ce trafic. On cite des envois isolés de plus de 4.000 onces de morphine et de 8.000 onces d'héroïne. Parmi les envois mentionnés par la Commission, il en est un qui, à lui seul, suffirait pour permettre d'administrer plus de 3 millions d'injections. De pareils faits sont d'autant plus frappants que cinquante-quatre nations, comprenant tous les pays de fabrication et de distribution, sont parties à la Convention de La Haye, où il est stipulé que les parties contractantes « édicteront des lois ou des règlements sur la pharmacie de façon à limiter la fabrication, la vente et l'emploi de la morphine, de la cocaïne et de leurs sels respectifs aux seuls usages médicaux et légitimes, et coopérant entre elles afin d'empêcher l'usage de ces drogues pour tout autre objet. »

Le problème des stupéfiants est un problème dont toutes les nations du monde ont reconnu l'existence et qu'elles se sont engagées à faire disparaître; il y a là un mal auquel la Société des Nations a compétence pour porter remède. L'Europe, l'Amérique, l'Extrême-Orient, sont en ce moment inondés par la drogue mortelle. Les efforts isolés d'un pays n'arriveront jamais à en arrêter le flot montant; par contre, c'est un résultat que pourra produire l'action combinée de tous les pays. Les Membres de la Société y sont déjà astreints par une Convention internationale, mais il reste encore à l'opinion publique de plusieurs pays à faire pression pour l'accomplissement de cette obligation.

Il n'existe sans doute dans le monde pas plus de trente usines où l'on fabrique les stupéfiants. Si les gouvernements intéressés empêchaient les produits de ces usines d'atteindre les marchés illicites, le fléau disparaîtrait. La Commission consultative a fait ressortir que la mesure isolée la plus utile que l'on puisse prendre en ce moment était de mettre en vigueur au plus tôt la Convention de Genève de 1925.

La cinquième Commission a accepté cette recommandation et elle propose à l'Assemblée de la faire sienne.

Le délégué de l'Inde espère que l'Assemblée de l'an prochain sera en mesure de constater que les mesures nécessaires ont été prises.

Le rapport et la résolution sont adoptés.

Travaux de la Commission d'enquête sur la culture de l'opium en Perse: Rapport de la cinquième Commission.

M. VEVERKA (Tchécoslovaquie), rapporteur, prend place à la tribune.

M. VEVERKA, en présentant son rapport (document A. 66. 1927), décrit brièvement les phases suivies par le problème au cours des discussions qui eurent lieu d'une Assemblée à l'autre. Il rappelle qu'en 1925 il avait exprimé l'espoir que l'on parviendrait à diminuer dans une notable mesure la production de l'opium, et affirmé avec force que l'on ne devait rien négliger pour atteindre ce but.

L'institution de la Commission d'enquête en Perse avait été le premier pas décisif effectué dans cette voie relativement à l'une des causes du mal, à savoir la surproduction de l'opium. Il a la satisfaction de pouvoir exposer à l'Assemblée un résultat positif et concret sous la forme de recommandations rédigées par des experts avec le concours d'une nation généreuse et prévoyante.

Il est tout naturel que le Gouvernement persan ait déclaré que l'acceptation définitive du plan proposé dépendrait dans

The EARL OF LYTTON (India) desired to underline some passages contained in the report of the Fifth Committee. He spoke as a delegate of a country well-acquainted with the drug evil, very much alive to its gravity and extremely anxious to put an end to it. India looked to the League of Nations for help in this matter. He hoped that the Assembly, in accepting the report of the Fifth Committee, would clearly realise two things which that report very clearly established: first, the enormous extent of the continued illicit traffic in drugs, and, secondly, the grave import of that traffic.

The Fifth Committee, in the second paragraph of its report, reminded the Assembly that the Advisory Committee had stated that a broad examination of the reports received from the various Governments showed that an enormous illicit traffic still existed. Thus the illicit traffic in cocaine in India was forty times the legitimate imports, in spite of vigorous and efficient administrative efforts on the part of the Indian Government to suppress it. Single consignments of over 4,000 ounces of morphine and 8,000 ounces of heroin were quoted. One consignment alone, mentioned by the Committee, would suffice for over three million injections. These facts were all the more striking, as fifty-four nations, including all the manufacturing and distributing countries, were parties to the Hague Convention, which laid down that the contracting parties should enact pharmacy laws or regulations limiting exclusively to medical and legitimate purposes the manufacture, sale and use of morphine, cocaine and their respective salts, and that they should co-operate with one another to prevent the use of these drugs for any other purpose.

The drug problem was one which all the nations of the world had recognised and pledged themselves to remove, and it was an evil which the League of Nations was competent to remedy. Europe, America and the Far East were being deluged with deadly narcotic drugs. The individual efforts of no single nation could stem the tide, but the combination of all nations could produce that result. The Members of the League were already bound by an international Convention to do so, but it still remained for public opinion in several countries to insist on the fulfilment of that obligation.

There were probably not more than thirty factories in the world in which the drugs were manufactured. If the Governments concerned would prevent the products from those factories getting into illicit markets, the evil would cease. The Advisory Committee had urged that the most valuable single step which could be taken at present was the enforcement of the Geneva Convention of 1925 at the earliest possible moment. The Fifth Committee had accepted that recommendation, and had proposed that it should be endorsed by the Assembly.

He hoped it would be possible next year for the Assembly to record that the necessary steps had been taken.

The report and resolution were adopted.

Work of the Committee of Enquiry regarding the Cultivation of the Opium Poppy in Persia: Report of the Fifth Committee.

M. VEVERKA (Czechoslovakia), Rapporteur, came to the platform.

M. VEVERKA, presenting his report (document A.66.1927), briefly described the evolution of the problem during the successive annual discussions of the Assembly. He reminded the Assembly that in 1925 he had expressed the hope that progress would be made in decreasing the production of opium, and had expressed the conviction that everything must be done to secure that end.

The Committee of Enquiry in Persia was the first practical step which had been taken to deal with one of the causes of the evil, namely, the over-production of opium. He was happy to be able to submit to the Assembly a positive and concrete result in the form of recommendations framed by experts with the help of a generous and far-sighted nation.

It was only natural that the Persian Government should declare that the final acceptance of the proposed plan must

une large mesure de la liberté d'action qu'il obtiendrait en matière de tarifs, et de la suppression des tarifs restrictifs imposés aux produits persans qu'il faudrait substituer à l'opium. La cinquième Commission a trouvé ces conditions justes et équitables et elle les recommande à l'attention bienveillante des gouvernements intéressés.

Il soumet la résolution suivante:

« L'Assemblée prend acte du rapport de la Commission d'enquête sur la production de l'opium en Perse, ainsi que des observations du Gouvernement persan sur ce rapport et de la lettre du président de la Commission d'enquête au Secrétaire général, en date du 23 avril 1927.

« Elle exprime ses sincères remerciements aux membres de la Commission pour le travail utile qu'ils ont accompli et apprécie hautement la bonne volonté qu'a manifestée le Gouvernement persan en s'associant aux efforts faits par la Société des Nations pour résoudre le problème, difficile et complexe, du contrôle des stupéfiants.

« Le Gouvernement persan ayant déclaré que le succès de son programme dépendra, dans une grande mesure, de l'obtention de sa liberté d'action en matière tarifaire, ainsi que de la suppression des tarifs de restriction sur les produits persans qui doivent être substitués à l'opium, l'Assemblée exprime l'espoir que les gouvernements intéressés ne manqueront pas d'examiner, avec la plus vive et la plus favorable attention, les conditions susindiquées et que le Gouvernement persan tiendra la Société des Nations au courant des progrès accomplis dans la mise en œuvre du plan élaboré pour la réduction progressive de la culture du pavot à opium en Perse.

« Elle recommande vivement à tous les pays qui s'occupent de la production et de la fabrication des drogues nuisibles et de leurs matières premières l'adoption d'une législation analogue à celle qui est actuellement proposée par le Gouvernement persan, ou toutes mesures équivalentes de nature à assurer la réduction nécessaire des matières premières et de la fabrication des stupéfiants. »

Mohammad Ali Khan FOROUGHÏ (Perse) remercie le rapporteur de la façon admirable dont il a résumé la question et, en particulier, de la manière dont il a souligné l'importance du sacrifice que le Gouvernement persan est prêt à consentir. Il est reconnaissant aussi au rapporteur de faire sien le point de vue du Gouvernement persan, qui estime en effet que la Perse mérite d'être encouragée et aidée dans son développement économique si l'on veut le succès de l'œuvre qu'elle entreprend.

La Perse croit indispensable aussi d'attirer l'attention sur l'importance capitale du problème de la fabrication des drogues dangereuses et, sur ce point, elle s'associe entièrement aux paroles éloquentes du délégué de l'Inde.

Le rapport et la résolution sont adoptés.

Traite des femmes et des enfants: Rapport de la cinquième Commission.

M. Portela (Cuba), faisant fonction de rapporteur, prend place à la tribune.

M. PORTELA annonce qu'il remplace M. Martinez Ortez comme rapporteur.

Le rapport de la Commission (document A. 73. 1927) est le résultat d'une discussion approfondie qui a porté, en particulier, sur la question des maisons de tolérance et sur les mesures en vigueur à l'égard des souteneurs et des femmes étrangères. L'importance de l'emploi de femmes dans la police a été mise en évidence, et certains délégués ont exprimé le désir que l'âge du consentement soit fixé à un âge qui ne soit pas inférieur à celui du mariage.

Comme on le verra dans le rapport, des déclarations intéressantes ont été faites par les délégués de l'Allemagne, de la Hongrie, de Cuba, de la France, de la Roumanie et du Japon sur les règlements de police relatifs aux maisons de tolérance dans leurs pays respectifs.

Il propose la résolution suivante:

« L'Assemblée

« Prend acte du rapport présenté par le Comité de la traite des femmes et des enfants; elle remercie le Comité

depend to a large extent on its obtaining liberty of action in tariff affairs and on the removal of the restrictive tariffs on Persian products which would have to be substituted for opium. The Fifth Committee had found these conditions just and equitable, and it recommended them to the favourable consideration of the Governments concerned.

He would submit the following resolution:

“ The Assembly takes note of the report of the Commission of Enquiry into the production of opium in Persia, of the observations of the Persian Government on that report, and of the letter from the Chairman of the Commission of Enquiry to the Secretary-General dated April 23rd, 1927.

“ It expresses its sincere thanks to the members of the Commission for their valuable work and its high appreciation of the good-will shown by the Persian Government in co-operating with the League in its attempts to reach a solution of the difficult and complicated problem of narcotic control;

“ The Persian Government having declared that the success of its programme will, in large measure, depend on its obtaining liberty of action in tariff affairs and on the removal of the restrictive tariffs on Persian products which must be substituted for opium, the Assembly expresses the hope that the Governments concerned will give their earnest and favourable attention to those conditions and that the Persian Government will keep the League of Nations informed of the progress made in carrying out the scheme proposed for the gradual diminution of the cultivation of the opium poppy in Persia.

“ It earnestly recommends to all countries concerned with the production and manufacture of dangerous drugs and their raw material the enactment of legislation similar to that now proposed by the Government of Persia, or such equivalent action as will ensure the necessary reduction of raw material and the manufacture of drugs. ”

Mohammad Ali Khan FOROUGHÏ (Persia) thanked the Rapporteur for having so admirably summarised the position, and particularly for having realised the importance of the sacrifice which the Persian Government was prepared to undertake. He was also grateful to the Rapporteur for supporting the view of the Persian Government that, for the success of the work which she was undertaking, Persia needed to be helped and encouraged in her economic development.

Persia had also felt it necessary to draw attention to the great importance of the question of the manufacture of dangerous drugs, and in regard to this matter associated herself entirely with the eloquent words of the delegate for India.

The report and resolution were adopted.

Traffic in Women and Children: Report of the Fifth Committee.

M. Portela (Cuba), acting as Rapporteur, came to the platform.

M. PORTELA explained that he was replacing M. Martinez Ortez as Rapporteur.

The report of the Committee (document A. 73. 1927) was the result of a very thorough discussion, which had turned particularly on the question of licensed houses and the measures in force relating to *souteneurs* and foreign women. The importance of the employment of women police had been emphasised, and certain delegates had expressed the wish that the age of consent might be fixed at an age not inferior to that of marriage.

As would be seen from the report, interesting statements had been made by the delegates of Germany, Hungary, Cuba, France, Roumania and Japan on the policy relating to licensed houses which prevailed in their countries.

He submitted the following resolution:

“ The Assembly

“ Takes note of the report of the Traffic in Women and Children Committee, thanks the Committee for the good

des travaux qu'il a accomplis et exprime l'espoir que ces travaux seront à l'avenir poursuivis dans le même sens;

« Ayant appris avec le plus vif intérêt que le Comité examine d'une manière approfondie, en ce qui concerne la partie I du rapport des experts, le problème de la relation qui existe entre la maison de tolérance et la traite des femmes, prie le Comité de la traite des femmes et des enfants d'examiner, dès que possible, l'opportunité qu'il y aurait à recommander à tous les gouvernements l'abolition du système des maisons de tolérance;

« Tient à exprimer sa très haute approbation du courage et du zèle déployé par le Comité spécial d'experts; et recommande vivement la partie I du rapport et tout spécialement ses conclusions à l'examen des gouvernements de tous les Etats membres et non membres de la Société des Nations. »

Dame Edith LYTTELTON (Empire Britannique) signale que le rapport remarquable du Comité d'experts, présidé par le Dr Snow, démontre que, sous une apparence de respect pour les femmes, règnent les appétits les plus grossiers et les inclinations aux vices les plus dégradants. Le Comité d'experts mérite les plus chaleureux remerciements de la Société des Nations pour avoir mené à bien la tâche si dangereuse et difficile qu'il a entreprise. Trois points dans ce rapport méritent particulièrement d'être mis en lumière:

1^o Le rapport établit que l'existence des maisons de tolérance est indiscutablement liée à celle de la traite. L'expérience a démontré que, lorsqu'on supprime dans un pays les maisons de tolérance, la traite des femmes et des enfants tend à disparaître.

2^o Le rapport montre la grande importance qu'il y a à relever l'âge du consentement et l'âge du mariage.

3^o Le rapport souligne constamment l'influence énorme de ce qu'il appelle les tiers, c'est-à-dire les hommes et femmes dégradés exploitant les vices des autres. Dans cet ordre d'idées, Dame Edith Lyttelton évoque brièvement les diverses méthodes de séduction, telles que les faux mariages et les faux engagements domestiques et théâtraux. Il est rare cependant, d'après le rapport, que la traite porte directement sur des jeunes filles d'une parfaite innocence; les victimes sont presque toujours des prostituées, mais un point parfaitement établi c'est que de nombreuses jeunes filles, transportées hors de leur pays et abandonnées sans défense à l'étranger, y apprennent souvent les formes les plus ignobles et les plus dégradantes du vice, pour cette simple raison qu'elles sont susceptibles de rapporter, par l'habileté qu'elles déploient dans ces pratiques, trois ou quatre fois plus d'argent à leurs employeurs qu'en qualité de simples prostituées.

Afin de provoquer la demande, les trafiquants stimulent systématiquement les passions normales des hommes et des femmes, de telle sorte que bien des jeunes gens, encore sur le seuil de la vie, se trouvent brusquement mis face à face avec les formes les plus repoussantes de la tentation et du vice, sans que ceci ait d'autre objet que de remplir les poches des trafiquants.

Elle fait un pressant appel à tous les délégués pour qu'ils employent toute leur influence dans leurs pays à combattre de semblables pratiques, à combattre l'institution des maisons de tolérance et à faire relever l'âge du consentement. Et surtout les délégués doivent faire porter leur attention sur la législation de leur pays, en ce qui concerne le châtement des trafiquants.

Si une législation appropriée s'imposait universellement, ainsi que la suppression des maisons de tolérance, un immense service serait rendu à la génération prochaine. Il y a quelques raisons d'espérer cependant lorsque l'on considère surtout les associations de jeunes gens en Hongrie, en France, en Angleterre, en Suisse, et dans d'autres pays, dont les membres se sont engagés depuis la guerre à s'efforcer de vivre une vie pure.

Elle prie la Commission de vouloir bien excuser la liberté avec laquelle elle s'est exprimée, mais la publicité peut seule mettre un terme aux horreurs dont elle vient de parler.

Le rapport et la résolution sont adoptés.

work it has accomplished and expresses the hope that this work will be continued along the same lines;

“ Having learnt with the greatest interest that the Traffic in Women and Children Committee is examining carefully, in connection with Part I of the Experts' report, the problem of the relationship which exists between the licensed house and the traffic in women, requests the Traffic in Women and Children Committee to examine as soon as possible the question of the desirability of recommending to all Governments the abolition of the system of the licensed house;

“ Desires to express its warmest approval of the able and courageous work of the Special Body of Experts, and earnestly recommends Part I of the Report and especially its conclusions to the study of the Governments of all States Members and non-Members of the League of Nations. ”

Dame Edith LYTTELTON (British Empire) said that, from a perusal of the very remarkable report of the Experts Committee under the chairmanship of Dr. Snow, it could be seen that, beneath a superficial respect for women, lay a substratum of the grossest possible indulgence leading to every degrading vice. The Committee of Experts deserved the warmest thanks of the League for the difficult and dangerous task which it had performed. There were three points in this report particularly worthy of notice;

(1) The report showed that the existence of licensed houses was undoubtedly bound up with that of the traffic. Experience showed that, when licensed houses were suppressed in a country, the traffic in women and children died down.

(2) The report showed the great importance of raising both the age of consent and the age of marriage.

(3) The report constantly referred to the enormous influence of what it described as “ the third party ”, in other words, the degraded man or woman who profited by ministering to the vices of others. In that connection, she referred briefly to the various forms of seduction, such as sham marriages and sham theatrical and domestic engagements. It was rare, according to the report, that perfectly innocent girls were brought into the traffic; the victims were nearly always prostitutes. But the point was constantly made throughout that girls brought from one country to another and left there defenceless were taught the vilest and most degraded forms of vice for no other reason than because, by displaying skill in such practices, they could make for their employer three or four times as much money as if they were ordinary prostitutes.

In order to create the demand, persons engaged in the traffic deliberately stimulated the ordinary passions of men and women with the result that many young men on the threshold of life were faced with the lowest forms of temptation and vice solely in order to fill the pockets of the traffickers.

She would appeal to all delegates to use their influence in their own countries against such practices, against the existence of licensed houses and in favour of the raising of the age of consent. Above all, delegates should pay attention to the legislation in their countries regarding the punishing of traffickers.

If competent legislation and the suppression of licensed houses became universal, an immense benefit would be conferred upon the next generation. There were grounds for hope, more especially in the associations of young men in Hungary, France, England, Switzerland and other countries which had bound themselves since the war to try to live a pure life.

She would apologise for such plain speaking, but publicity killed the horrors to which she had referred.

The report and resolution were adopted.

Protection de l'enfance: Rapport de la cinquième Commission.

M. Janson (Belgique), rapporteur, prend place à la tribune.

M. JANSON présente son rapport (document A. 62. 1927) et commente brièvement les questions qui y sont traitées.

Il présente le projet de résolution suivant:

« L'Assemblée prend acte des rapports présentés par le Comité de la protection de l'enfance, le remercie de l'œuvre qu'il accomplit et l'invite à poursuivre ses travaux d'après les bases indiquées dans le rapport sur les travaux de sa troisième session. »

Le rapport et la résolution sont adoptés.

Protection des femmes et des enfants dans le Proche-Orient: Rapport de la cinquième Commission.

M^{lle} Forchhammer (Danemark), rapporteur, prend place à la tribune.

M^{lle} FORCHHAMMER présente son rapport (document A. 61. 1927), dont elle fait un bref commentaire, et rend chaleureusement hommage à l'œuvre accomplie par Miss Jeppe.

Elle présente le projet de résolution suivant:

« L'Assemblée approuve le rapport de Miss Jeppe et lui exprime ses remerciements et son appréciation pour l'œuvre désintéressée et remarquable qu'elle a accomplie pour la protection des femmes et des enfants dans le Proche-Orient.

« Elle espère que les organisations bénévoles qui ont accordé par le passé à Miss Jeppe une aide financière généreuse continueront à lui prêter leur appui afin qu'elle puisse ramener à une vie normale les personnes qu'elle a sauvées. »

Le rapport et la résolution sont adoptés.

Alcoolisme: Lettre du président de la deuxième Commission.

Le PRÉSIDENT donne lecture d'une lettre dans laquelle le président de la deuxième Commission expose que, à la suite d'une discussion approfondie du problème de l'alcoolisme, les délégations de la Belgique, du Danemark, de la Finlande, de la Pologne, de la Suède et de la Tchécoslovaquie ont fait connaître leur intention de présenter leur proposition sous une autre forme, tout en maintenant le principe.

L'Assemblée prend acte de la lettre du président de la deuxième Commission.

L'œuvre de l'Organisation d'hygiène: Rapport de la deuxième Commission.

Sir Ramaswami Ayyar (Inde), rapporteur, prend place à la tribune.

Sir Ramaswami AYYAR présente son rapport (document A. 69. 1927); il commente les travaux de l'Organisation d'hygiène, qu'il examine sous deux aspects: l'aspect particulier et l'aspect général. Dans la catégorie des travaux d'ordre général, il cite la désignation d'assesseurs experts appartenant à des pays tels que l'Australie et le Japon, les échanges de personnel sanitaire et l'organisation de congrès d'hygiène internationaux. Dans les travaux d'ordre particulier, il range l'œuvre si utile accomplie en matière de recherches sur la maladie du sommeil, la Conférence sur la rage, les enquêtes sur le paludisme et l'œuvre du Bureau de Singapour.

Il présente les résolutions suivantes:

« L'Assemblée:

« Ayant pris connaissance du rapport (document A. 9. 1927. III, A. 13 et A. 13a) — Extrait N° 1) relatif au travail accompli par l'Organisation d'hygiène de la Société des Nations pendant l'année 1926, exprime la satisfaction qu'elle éprouve à constater le développement continu de son action internationale;

« Note avec satisfaction que le travail du Bureau de renseignements épidémiologiques de Singapour augmente et devient de plus en plus utile, en grande partie grâce à

Child Welfare: Report of the Fifth Committee.

M. Janson (Belgium), Rapporteur, came to the platform.

M. JANSON presented his report (document A.62.1927), and referred briefly to the questions with which it dealt.

He submitted the following resolution:

“ The Assembly notes the report submitted by the Child Welfare Committee, expresses its appreciation of the work it is doing and requests it to continue on the lines indicated in the report on the work of its third session.”

The report and resolution were adopted.

Protection of Women and Children in the Near East: Report of the Fifth Committee.

Mlle Forchhammer (Denmark), Rapporteur, came to the platform.

Mlle FORCHHAMMER presented her report (document A. 61. 1927), commented briefly on its observations, and paid a warm tribute to the work of Miss Jeppe.

She submitted the following resolution:

“ The Assembly approves Miss Jeppe's report and expresses its thanks and appreciation for the unselfish and admirable work which she has done for the protection of women and children in the Near East.

“ The Assembly hopes that the generous financial support given to Miss Jeppe by voluntary organisations in the past will continue in order that she may be enabled to restore to a normal life those who have been rescued. ”

The report and resolution were adopted.

Alcoholism: Letter from the Chairman of the Second Committee.

The PRESIDENT read a letter from the Chairman of the Second Committee stating that, after a thorough discussion of the question of alcoholism, the delegations of Belgium, Denmark, Czechoslovakia, Finland, Poland and Sweden had declared their intention of presenting their proposal in another form, though they maintained its principle.

The letter from the Chairman of the Second Committee was noted.

Work of the Health Organisation: Report of the Second Committee.

Sir Ramaswami AYYAR (India), Rapporteur, came to the platform.

In presenting his report (document A. 69. 1927), he divided the work of the Health Organisation into two categories — a particular and a general category. In the general category he included the appointment of expert assessors from such countries as Australia and Japan, the interchange of health personnel and the institution of international health congresses. In the particular category he referred to the valuable work done in the investigation of sleeping-sickness, the Conference on Rabies, the enquiries into malaria and the work of the Singapore Bureau.

He submitted the following resolutions:

“ The Assembly,

“ Having taken note of the reports (documents A.9. 1927.III and A.13 & A.13(a) — Extract No. 1) dealing with the work of the Health Organisation of the League during the past year, expresses its gratification at the continued development of its international activities;

“ Notes with satisfaction the growth and increasing usefulness of the work of the Epidemiological Intelligence Bureau at Singapore, due in large measure to the sym-

la collaboration étroite de toutes les administrations de l'Orient dans l'intérêt desquelles il a été créé;

« Note avec satisfaction les termes de l'accord conclu entre la Société des Nations et le Comité permanent de l'Office international d'hygiène publique, par lequel le Bureau de Singapour sera chargé d'accomplir, au nom de l'Office, certaines des tâches qui incombent à celui-ci en vertu de la Convention sanitaire de Paris de 1926, ainsi que le nouvel accord récemment conclu en vue d'accroître encore la collaboration réciproque, dans d'autres directions, entre l'Organisation d'hygiène et l'Office international d'hygiène publique;

« Exprime sa haute appréciation de l'œuvre accomplie par la Commission du paludisme, la Commission internationale de la maladie du sommeil et par la Conférence internationale de la rage, ainsi que des progrès réalisés par les enquêtes actuellement en cours sur les problèmes de la mortalité infantile et de l'assurance-maladie.

« En outre, la Commission, prenant acte des recommandations formulées par la Conférence sanitaire internationale du Pacifique, tenue à Melbourne en décembre 1926, quant aux travaux qui pourraient être entrepris par l'Organisation d'hygiène en vue de l'étude de problèmes sanitaires dans la région du Pacifique, exprime l'espoir que les possibilités d'action dans ce sens seront examinées en détail par le Comité d'hygiène à une date aussi rapprochée que possible;

« L'Assemblée donne son approbation sans réserve aux travaux du Comité et lui exprime son admiration pour les services rendus à la cause de l'hygiène publique internationale par le Comité d'hygiène et ses commissions d'experts. »

Le major Walter ELLIOTT (Empire Britannique) désire souligner l'importance de l'œuvre de l'Organisation d'hygiène. Le rapport de la Commission du paludisme, par exemple, pourra en fin de compte apparaître comme étant d'une importance mondiale aussi grande que le rapport de la Conférence économique. Selon les historiens, c'est le paludisme qui a détruit les civilisations grecque et romaine et il n'est pas douteux que ce fléau ne puisse être aussi désastreux pour la prospérité des peuples qu'une barrière tarifaire ou une monnaie troublée.

À ses yeux, l'œuvre de l'Organisation d'hygiène est une contribution matérielle au bien-être de l'humanité. Chacun doit approuver les travaux de cette Organisation et faire siennes ses décisions. Il se présente là, pour la Société, une occasion de remplacer l'idéal ancien du bien-être national par le nouvel idéal de la lutte contre les forces de la nature.

Le rapport et la résolution sont adoptés.

Résultats de la mission accomplie en certains pays de l'Amérique latine par le président du Comité d'hygiène: Rapport de la deuxième Commission.

M. Luis Calvo Mackenna (Chili), rapporteur, prend place à la tribune.

M. Luis Calvo MACKENNA, en présentant son rapport (document A. 68. 1927), montre l'extrême importance que présente la participation de la Société des Nations aux activités médicales et sociales de l'Amérique du Sud. Cette participation a déjà produit des résultats encourageants, dont la portée peut dépasser de beaucoup le domaine de l'hygiène.

C'est surtout en matière de lutte contre la mortalité infantile que la récente mission du président du Comité d'hygiène et du directeur médical de la Société en Amérique du Sud a donné des résultats. Il n'a pas été possible aux visiteurs de dépasser le rayon de l'Argentine, du Brésil et de l'Uruguay; or, il y a d'autres pays pour lesquels l'œuvre sanitaire de la Société présente un égal intérêt, et il espère que cette œuvre recevra, dans un avenir prochain, une diffusion encore plus considérable.

Il est convaincu qu'une collaboration plus étroite entre les organisations sociales et sanitaires du Chili et l'Organisation d'hygiène de la Société produira de grands bienfaits et il soumet la résolution suivante:

« L'Assemblée,

« I. Ayant pris connaissance du rapport du président du Comité d'hygiène sur les possibilités de collaboration

pathetic co-operation of all Eastern Administrations, in whose interest it was primarily created;

“ Notes with satisfaction the terms of the Agreement concluded between the League of Nations and the Permanent Committee of the Office international d'hygiène publique, whereby the services of the Singapore Bureau will be made available in the discharge, on behalf of the Office, of certain of the obligations imposed by the International Sanitary Convention of Paris, 1926, and also the further agreement recently concluded with the object of increasing the mutual co-operation in other directions between the Health Organisation and the Office international d'hygiène publique;

“ Expresses its appreciation of the work accomplished by the Malaria Commission, the Sleeping-Sickness Commission, and the International Rabies Conference, and of the progress made in the investigations now being carried out with regard to infant mortality and health insurance.

“ Further, the Assembly, noting the recommendations which have been made by the International Pacific Health Conference held at Melbourne in December 1926 in relation to the work which might be undertaken by the Health Organisation for the study of health problems in the Pacific area, expresses its hope that the possibilities of action in this sense will receive full and early consideration by the Health Committee;

“ The Assembly records its unqualified approval and appreciation of the services rendered to international public health by the Health Committee and its expert commissions.”

Major Walter ELLIOT (British Empire) desired to emphasise the importance of the work of the Health Organisation. The report of the Malaria Commission, for example, might be ultimately as important to the world as the report of the Economic Conference. Historians had said that the civilisations of Greece and Rome had been destroyed by malaria, and there was no doubt that the disease might be as disastrous to prosperity as a tariff barrier or a disordered currency.

He would emphasise the value of the work of the Health Organisation as a positive contribution to the welfare of humanity. Everyone must approve of its work, and endorse its decisions. Here was a chance for the League to substitute the new ideal of battle with the forces of nature for the old ideals of national warfare.

The report and resolution were adopted.

Results of the Mission carried out in certain Latin-American Countries by the President of the Health Committee: Report by the Second Committee.

M. Luis Calvo Mackenna (Chile), Rapporteur, came to the platform.

M. Luis Calvo MACKENNA, submitting his report (document A. 68. 1927), emphasised the extreme importance of the participation of the League of Nations in the social and medical work of South America. That participation had already produced encouraging results, of which the scope might reach far beyond the domain of health.

The results of the recent mission to South America of the President of the Health Committee and the Medical Director of the League of Nations were chiefly concerned with infant mortality. It had not been possible to extend the visit beyond the Argentine, Brazil and Uruguay. Other countries, however, were equally interested in the health work of the League, and he thought that the health work of the League should be spread still further afield in the near future.

He was convinced that great benefits would result from a closer collaboration between the social and health organisations of Chile and the Health Organisation of the League.

He submitted the following resolution:

“ The Assembly:

“ (1) Having taken note of the report of the President of the Health Committee on the possibilities of technical

technique avec les autorités sanitaires et médicales des pays de l'Amérique latine ainsi que du rapport sur les travaux de la Conférence d'experts en matière de protection de la première enfance, qui a eu lieu à Montevideo:

« 2. Constate avec satisfaction que l'action de l'Organisation d'hygiène de la Société des Nations s'est étendue à plusieurs pays de l'Amérique latine et que la mission du Comité d'hygiène aura pour conséquence une collaboration fructueuse;

« 3. Se félicite des suggestions pratiques de collaboration continue faites par les administrations sanitaires et par les experts de l'Argentine, du Brésil et de l'Uruguay;

« 4. Considère que la réalisation de ces projets aurait pour effet la création de liens tangibles entre l'œuvre d'hygiène de la Société des Nations et l'activité des administrations sanitaires nationales des trois pays susmentionnés, et constituerait une bonne méthode de développement de l'œuvre des organisations techniques de la Société des Nations en Amérique latine;

« 5. Prie le Conseil, après avoir obtenu l'avis du Comité d'hygiène sur ces divers projets de collaboration avec les pays de l'Amérique latine, d'en étudier la réalisation;

Le rapport et la résolution sont adoptés.

Proposition italienne pour la création d'un Institut international du cinématographe éducatif à Rome: Rapport de la deuxième Commission.

M. Gallavresi (Italie), rapporteur, prend place à la tribune.

M. GALLAVRESI donne lecture du rapport suivant:

« La proposition du Gouvernement royal italien, présentée par M. le sénateur Cippico à la huitième session ordinaire de l'Assemblée, le 6 courant, et renvoyée par la décision du 9 courant de ladite Assemblée à l'examen de la seconde Commission, offre les moyens de donner suite à certaines suggestions de l'honorable M. Breitscheid, rapporteur pour les questions de coopération intellectuelle à cette seconde Commission, et en élargit heureusement le cadre.

« En effet, M. Breitscheid avait indiqué le cinématographe comme un facteur important de l'éducation, résumant ainsi le résultat de très nombreuses expériences et recueillant les vœux de différents congrès et de la Commission de coopération intellectuelle.

« Or, la proposition du Gouvernement royal italien envisage justement la création à Rome d'un Institut international du cinématographe éducatif soumis à l'autorité de la Société des Nations, mais aux frais du Gouvernement royal et dans un palais offert par ce même gouvernement. L'Assemblée est donc invitée à prendre acte, avec reconnaissance, de l'offre généreuse du Gouvernement royal italien en réservant au Conseil, après consultation des organismes compétents, notamment de la Commission internationale de coopération intellectuelle et d'accord avec le Gouvernement italien, la décision sur la marche à suivre. »

Le rapport est adopté.

Oeuvre d'établissement des réfugiés bulgares: Rapport de la deuxième Commission.

Le major Walter Elliot (Empire Britannique), rapporteur, prend place à la tribune.

Le major ELLIOT présente son rapport (document A 67. 1927) et résume les progrès réalisés dans l'œuvre d'établissement.

Il présente la résolution suivante:

« L'Assemblée,

« 1. Salue le succès de l'émission de l'emprunt des réfugiés bulgares, qui doit fournir les fonds nécessaires à l'exécution du plan approuvé par le Conseil;

« 2. Prend acte des progrès déjà réalisés en ce qui concerne les terres et les maisons qui doivent être mises à la disposition des réfugiés;

co-operation with public health and medical authorities in Latin-American countries, and also of the report on the work of the Conference of Health Experts on Infant Welfare held at Montevideo;

« (2) Notes with satisfaction that the activities of the Health Organisation of the League of Nations have extended to several countries of Latin America and that fruitful co-operation may be anticipated as the result of the Health Committee's mission;

« (3) Welcomes the practical suggestions for continued co-operation which have been made by the health authorities and experts of Argentine, Brazil and Uruguay;

« (4) Considers that the realisation of these suggestions would result in creating links between the health work of the League and the activities of national health administrations in the three above-mentioned countries, and would represent a good method of developing the work of the League's technical organisations in Latin America;

« (5) Requests the Council, after having obtained the Health Committee's advice on these different suggestions for co-operation with Latin-American countries, to consider how they may be put into practice. »

The report and resolution were adopted.

Italian Proposal for the Creation of an International Institute of the Educational Cinematograph at Rome: Report of the Second Committee.

M. Gallavresi (Italy), Rapporteur, came to the platform.

M. GALLAVRESI read the following report:

« The proposal of the Royal Italian Government, submitted by Senator Cippico to the Assembly at its eighth ordinary session on the 6th instant and referred to the Second Committee for consideration by the Assembly's resolution on the 9th instant; provides the means of carrying out certain suggestions made by M. Breitscheid, Rapporteur to the Second Committee for questions of intellectual co-operation, and happily extends their scope.

« M. Breitscheid has already pointed out that cinematography was an important factor in education, summarising thus the results of very wide experience and endorsing the resolutions of various congresses and of the Committee on Intellectual Co-operation.

« The Italian Government's proposal has in view the creation at Rome of an International Educational Cinematographic Institute, under the direction of the League of Nations, but to be carried on at the expense of the Italian Government and established in a palace offered by that Government. The Assembly is therefore asked to acknowledge with gratitude the generous offer of the Royal Italian Government, the decision as to the steps to be taken being reserved for the Council, after consultation with the competent organisations, more particularly the International Committee on Intellectual Co-operation, and in agreement with the Italian Government. »

The report was adopted.

Work of the Establishment of Bulgarian Refugees: Report of the Second Committee.

Major Walter Elliot (British Empire), Rapporteur, came to the platform.

Major ELLIOT submitted his report (document A.67.1927) and briefly summarised the progress achieved in the work of settlement.

He submitted the following resolution:

« The Assembly:

« (1) Welcomes with great satisfaction the successful flotation of the Bulgarian Refugee loan, providing funds for the carrying out of the scheme approved by the Council;

« (2) Takes note of the progress already made in the work of making land and houses available for the occupation of the refugees;

« 3. Exprime l'espoir qu'il sera possible, au cours de l'année prochaine, de constater le développement pleinement satisfaisant de l'œuvre d'établissement;

« 4. Tient à rendre hommage au courage et à la décision montrés par le Gouvernement bulgare et le Commissaire de la Société des Nations, dans la mise en œuvre du plan d'établissement. »

Le rapport et la résolution sont adoptés.

Travaux du Comité économique: Rapport de la deuxième Commission.

M. Gliwicz (Pologne), rapporteur, prend place à la tribune.

M. GLIWIC présente son rapport (document A. 70. 1927) et le projet de résolution suivant:

« L'Assemblée,

« 1. Exprimant à nouveau sa conviction que la conclusion d'une convention internationale pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation faciliterait considérablement le relèvement et le développement futur du commerce mondial, invite tous les gouvernements à envoyer des représentants dûment autorisés à la Conférence qui se réunira à Genève le 17 octobre 1927, et exprime l'espoir le plus sincère qu'aucun effort ne sera épargné pour mener à bonne fin la tâche de la Conférence;

« 2. Constate avec satisfaction le fait que le Conseil a déjà pris des mesures pour que soient commencés les travaux préparatoires relatifs à la mise à effet de certaines résolutions urgentes de la Conférence économique internationale, en particulier des résolutions concernant les tarifs et les traités de commerce, l'unification de la nomenclature douanière ainsi que le traitement des étrangers et des entreprises étrangères dûment admis à exercer leur activité sur le territoire d'un pays étranger.

« 3. Prend acte des ratifications de la Convention internationale relative à la simplification des formalités douanières ainsi que du Protocole de 1923 sur les clauses d'arbitrage, enregistrées au cours de l'année dernière, et exprime l'espoir que les Etats, auxquels il n'a pas encore été possible d'adhérer à ces deux instruments internationaux, y adhéreront à une date très rapprochée.

« 4. Note avec satisfaction que l'on envisage, dans un avenir rapproché, la convocation d'une Conférence, en vue de réaliser une plus grande uniformité dans les statistiques économiques.

« 5. Se félicite du fait que la recommandation tendant à la publication d'un *Annuaire statistique* par la Section économique et financière du Secrétariat a déjà porté ses fruits, et recommande instamment de faire de cet intéressant document l'une des publications annuelles de la Société;

« 6. Constate avec satisfaction les progrès accomplis par le Comité économique dans l'étude des questions concernant les fausses déclarations en douane, l'assimilation progressive des lois relatives aux lettres de change et aux chèques, ainsi que les baromètres économiques, et espère qu'aucun effort ne sera épargné pour mener ces travaux à bonne fin.

« 7. L'Assemblée a pris acte avec satisfaction des progrès accomplis dans les recherches de la Section économique quant aux moyens directs et indirects mis, dans les divers pays, à la disposition de l'acheteur étranger en vue de s'assurer de la qualité des marchandises dont il devient acquéreur dans ce pays.

« Elle exprime le vœu que ces recherches soient poursuivies sur la base de la méthode suivie dans la brochure provisoire communiquée à la deuxième Commission et que les gouvernements donnent leur appui au Secrétariat pour qu'une publication ultérieure, aussi complète que possible, puisse être faite à une date rapprochée. »

Le rapport et la résolution sont adoptés.

La séance est levée à 13 heures.

« (3) Expresses the hope that, during the coming year, it will be possible to record the completely satisfactory progress of the work of settlement;

« (4) Desires to express its approbation of the courage and resolution displayed by the Bulgarian Government and the Commissioner of the League of Nations in carrying out the scheme. »

The report and resolution were adopted.

Work of the Economic Committee: Report of the Second Committee.

M. Gliwicz (Poland), Rapporteur, came to the platform.

M. GLIWIC submitted his report (document A. 70. 1927) and the following resolution:

« The Assembly,

« (1) Reiterating its conviction that the conclusion of an international convention for the abolition of import and export prohibitions and restrictions would greatly facilitate the recovery and future development of world trade, appeals to all Governments to send duly authorised representatives to the Conference which will take place at Geneva on October 17th, 1927, and expresses the most earnest hope that no efforts will be spared to bring the work of the Conference to a successful issue;

« (2) Notes with satisfaction that steps have already been taken by the Council to set in motion the preparatory work connected with the execution of certain urgent resolutions of the International Economic Conference, in particular those relating to tariffs and commercial treaties, to the unification of Customs nomenclature and to the treatment of foreign nationals and enterprises duly admitted to carry out their activity on the territory of a foreign State;

« (3) Takes note of the ratifications of the International Convention relating to the Simplification of Customs Formalities and of the Protocol of 1923 on Arbitration Clauses during the past year, and expresses the hope that those States which have not yet found it possible to adhere to these two international Acts will do so at an early date;

« (4) Notes with satisfaction that it is proposed to convene a Conference in the near future with a view to achieving greater uniformity in economic statistics;

« (5) Notes with approval that the recommendation that the Economic and Financial Section of the Secretariat should issue a *Statistical Yearbook* has now borne fruit, and recommends that this valuable volume should become one of the annual publications of the League.

« (6) Observes with satisfaction the progress which the Economic Committee has made in the study of the question of false declarations in Customs matters, of the progressive assimilation of laws relating to bills of exchange and cheques, and of economic barometers, and hopes that no effort will be spared to bring this work to a successful issue.

« (7) Notes with satisfaction the progress made in the Economic Section's enquiries regarding the direct and indirect means placed at the disposal of foreign purchasers in the different countries for the purpose of satisfying themselves of the quality of the goods which they acquire in those countries.

« Recommends that these enquiries should be pursued on the lines indicated in the provisional pamphlet communicated to the Second Committee and that the Governments should assist the Secretariat in order that a further publication, which should be as complete as possible, may be issued at an early date. »

The report and resolution were adopted.

The meeting rose at 1 p.m.

III. ONZIÈME SÉANCE DE LA DEUXIÈME COMMISSION

La deuxième Commission a tenu sa onzième séance hier, mardi 20 septembre, à 15 heures, sous la présidence de M. VEVERKA (Tchécoslovaquie), vice-président, puis de M. DANDURAND (Canada).

Union internationale de secours.

Le PRÉSIDENT souhaite la bienvenue à M. Kulz, qui présida la Conférence internationale pour l'Union internationale de secours, et exprime son regret de l'absence du sénateur Ciralo, à qui revient l'initiative du projet.

M. DE VEST (Hongrie) donne lecture de son rapport (document A. II/16. 1927) et du projet de résolution suivant :

« L'Assemblée,

« Se félicitant du succès de la Conférence pour la création d'une Union internationale de secours;

« Convaincue que les gouvernements, à qui sont actuellement soumis les résultats de cette Conférence, ne manqueront pas de donner définitivement leur concours à son œuvre de solidarité internationale;

« Exprime sa gratitude au sénateur Ciralo, au président de la Conférence et aux membres de la Commission d'étude du projet qui a servi de base aux travaux de la Conférence, et invite le président de la Conférence et les membres ou experts de la Commission d'étude à se tenir à la disposition du Conseil pour lui proposer toutes mesures de nature à faciliter la mise en vigueur et l'application de la Convention conclue par la Conférence. »

M. KULZ rappelle que, aux termes des articles 23 et 25 du Pacte, la Société a le devoir d'encourager et de favoriser dans toutes les parties du monde les organisations qui ont pour objet l'adoucissement des souffrances de l'humanité. Il fait un exposé des travaux préliminaires qui ont mené à la conclusion de la Convention du 12 juillet 1927 et rend particulièrement hommage au sénateur Ciralo. C'est à la Société qu'il appartient d'indiquer la voie vers la paix et la réconciliation entre les peuples, et rien ne peut illustrer de plus noble façon l'union entre les hommes que le soulagement de la souffrance. La Société ne fait donc que remplir l'un de ses devoirs primordiaux en convoquant la Conférence pour l'Union internationale de secours. Si certains doutes se sont fait jour au début de la Conférence, il n'y a là rien de bien extraordinaire, parce que la valeur d'une idée grande et nouvelle se mesure à la gravité des doutes auxquels elle a commencé par se heurter. L'heureuse conclusion de la Convention est due au travail consciencieux accompli par la Conférence et par ses Commissions. L'Assemblée est aujourd'hui saisie, sous sa forme définitive, du résultat qui a été obtenu, et elle trouvera dans ce texte tous les détails nécessaires sur la constitution de l'Union. Une expérience plus grande et la marche des événements permettront de trouver de meilleures méthodes pour rendre le système plus efficace encore. Ce qu'il faut avant tout, c'est que le plus grand nombre possible d'États deviennent membres de l'Union et que ses Statuts ne restent pas lettre morte. Toutes les nations doivent se faire un devoir de collaborer au développement du système, car aucun peuple au monde ne saurait vivre de ses propres moyens et pour ses propres fins.

M. CAVAZZONI (Italie) estime qu'il suffit de dire que la Convention du 12 juillet 1927 est en tous points conforme au programme humanitaire et social de la Société des Nations. Après avoir exposé l'objet de la Convention, il fait remarquer que la création de l'Union internationale de secours comble une lacune dans le droit international. C'est un instrument de coordination, de contrôle et de discipline pour la philanthropie internationale. C'est la première tentative qui ait jamais été faite en ce sens. Sans épuiser les ressources de la charité privée, elle s'efforce de créer le cadre d'une organisation qui, grâce à l'appui que lui donneront le prestige de la Société des Nations et celui de la Société de la Croix-Rouge, sera en mesure de centraliser les dons faits en vue de secourir ceux qui souffrent et de les diriger, de la façon la plus directe et la plus rapide,

III. ELEVENTH MEETING OF THE SECOND COMMITTEE

The Second Committee held its eleventh meeting yesterday (Tuesday, September 20th) at 3 p.m. under the chairmanship of M. VEVERKA (Czechoslovakia), Vice-Chairman, and, later, of Mr. DANDURAND (Canada).

International Relief Union.

The CHAIRMAN welcomed M. Kulz, who had presided over the International Conference for the International Relief Union, and regretted that Senator Ciralo, who was the original promoter of the scheme, was unable to be present.

M. DE VEST (Hungary) read his report (document A. II/16. 1927) and the following resolution:

“ The Assembly,

“ Highly gratified at the success of the Conference for the creation of an International Relief Union;

“ Convinced that the Governments, before which the results of the Conference have now been laid, will definitely decide to co-operate in this work of international solidarity;

“ Offers its thanks to Senator Ciralo, to the President of the Conference, and to the members of the Preparatory Committee for the scheme on which the Conference's work was based, and requests the President of the Conference and the members and experts of the Preparatory Committee to hold themselves at the Council's disposal to propose to it all measures that may be calculated to facilitate the putting into force and the application of the Convention concluded by the Conference.”

M. KULZ pointed out that Articles 23 and 25 of the Covenant assigned to the League the duty of encouraging and promoting in all parts of the world organisations whose object it was to mitigate the sufferings of mankind. He described the preliminary work which had led up to the conclusion of the Convention of July 12th, 1927, and paid a tribute in particular to Senator Ciralo. It was for the League to point the way to peace and reconciliation among the peoples and there could be no finer illustration of the union of mankind than the relief of suffering. Hence the League was only fulfilling one of its primary duties when it called the Conference for the International Relief Union. Although, at the beginning of the Conference, certain doubts had been expressed, there was nothing particularly extraordinary in that, because the value of a great and new idea was proportionate to the gravity of the doubts which it first encountered. The successful conclusion of the Convention was due to the conscientious work done by the Conference and its Committees. The final text of the results obtained were now before the Assembly and contained all the requisite details concerning the constitution of the Union. With greater experience, and as circumstances developed, it would be possible to discover better methods for making the scheme even more efficacious. The main requirement was that as many States as possible should become members of the Union and that its statutes should not remain a dead letter. All nations should consider it their duty to co-operate in the development of the scheme, for no nation could live in the world upon its own resources or for its own ends.

M. CAVAZZONI (Italy) thought it enough to say that the Convention of July 12th, 1927, was at all points in conformity with the humanitarian and social programme of the League. After describing the objects of the Convention, he pointed out that the creation of the International Relief Union filled a gap in international law. It was an instrument for disciplining, co-ordinating and controlling international philanthropy. It was the first attempt of the kind ever made and, without drying up the sources of private charity, it attempted to set up the framework of an organisation, which, with the backing of the League's prestige and of that of the Red Cross Societies, would be able to centralise donations given in relief of suffering and forward them in the directest and quickest manner possible to the place of disaster. The Convention had been drawn

sur le théâtre des sinistres. La Convention a été rédigée dans un esprit de haute modération et de grande prudence. Il espère que les gouvernements qui n'ont pas encore signé la Convention voudront bien l'étudier et se rendront compte des raisons urgentes qu'il y a pour eux de donner leur appui à l'organisation que l'on se propose de créer. Il recommande aussi à la Commission d'approuver la proposition faite par le Conseil de continuer l'œuvre de la Commission préparatoire. Il déclare, en terminant, que l'on est en présence de la première œuvre réellement importante qu'ait accomplie la Société des Nations dans le domaine humanitaire. Il est essentiel que la Société, après avoir tant dépensé pour cette œuvre et lui avoir consacré tant de temps, manifeste un intérêt réel pour une nouvelle organisation et prenne toutes les mesures qui s'imposent à cet égard.

Le comte VAN LINDEN VAN SANDENBURG (Pays-Bas) déclare qu'en ce qui concerne le second paragraphe de la résolution, il est obligé de renouveler la réserve faite par le délégué des Pays-Bas à la Conférence (voir document A. 36.1927, page 59). Mais cette réserve n'implique aucune objection contre le paragraphe en question.

M. IMHOFF (Allemagne) déclare que le Gouvernement allemand s'est, depuis le début, vivement intéressé au projet d'une Union internationale de secours. Il enregistre avec satisfaction le succès obtenu par la Conférence internationale pour la fondation de l'Union, celle-ci constituant les premières fondations de la réalisation des nobles idées du sénateur Ciralo. L'Allemagne a signé la Convention sans réserve et, par suite, elle approuve la résolution proposée par le rapporteur.

M. BASTID (France) dit que son pays a pris part avec une profonde satisfaction à la Conférence, qui s'est réunie avec l'objet de réaliser la noble ambition du sénateur Ciralo. Bien que la France n'ait pas encore signé la Convention, elle n'a aucune objection à le faire et apposera probablement sa signature à une date prochaine.

Le rapport et la résolution sont adoptés.

M. DE VEST (Hongrie) est chargé de soutenir le rapport devant l'Assemblée.

Travaux du Comité financier.

M. DJOURITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) présente un rapport (document A. 4. II/15.1927) et soumet la résolution suivante:

« L'Assemblée prend acte des activités du Comité financier et exprime sa vive satisfaction du travail si utile qu'il a accompli. »

Le général LAIDONER (Estonie) rend hommage à l'œuvre accomplie par le Comité financier et présente les progrès accomplis dans l'œuvre de réforme bancaire et monétaire en Estonie comme le résultat des recommandations de ce Comité. L'emprunt estonien a eu un grand succès; les sommes souscrites s'élevant à dix fois le capital nominal demandé. Les statuts de l'Institut hypothécaire seront vraisemblablement approuvés par le Parlement en novembre prochain. Le produit de l'emprunt est maintenant à la disposition du Gouvernement estonien et du « Trustee », mais ne rentrera pas dans les caisses de la Banque d'Estonie avant que les crédits à long terme de la banque n'aient été transférés à l'Institut hypothécaire. Néanmoins, la balance de la circulation-papier et de la couverture en or et valeurs étrangères s'améliore tous les jours.

M. DI PAULI (Autriche) signale avec une réelle satisfaction le passage du rapport de M. Djouritch dans lequel il est dit que la stabilisation de la monnaie autrichienne peut être considérée comme un exemple classique; l'Autriche est profondément heureuse d'avoir contribué au succès de la première expérience faite dans ce domaine par la Société des Nations; la stabilisation de la monnaie en Autriche a si complètement réussi qu'elle a survécu à une période de troubles sans le moindre heurt. Le budget, lui aussi, est maintenant en équilibre. Il faut attacher une grande importance également à l'œuvre accomplie par le Comité financier en matière de répression du faux monnayage de même qu'au projet d'assistance financière aux Etats victimes d'une agression; ce projet est encore à l'étude au Ministère des Finances autrichien.

up in a spirit of great moderation and prudence. He hoped that those Governments which had not yet signed the Convention would examine it and thereby see how desirable it was for them to support the organisation which it was proposed to create. He also recommended that the Committee should approve the Council's proposal to continue the work of the Preparatory Committee. In conclusion, this was the first really important work done by the League in the humanitarian field. After all the expense and time given to it, it was essential that the League should show a real interest in the new organisation and take the necessary steps.

Count VAN LINDEN VAN SANDENBURG (Netherlands) said that, with regard to the second paragraph of the resolution, he was obliged to repeat the reservation made by the Netherlands delegate at the Conference (see document A.36.1927, page 59). This reservation did not imply any objection to the paragraph in question.

M. IMHOFF (Germany) said that the German Government had, from the outset, taken a keen interest in the proposal for an International Relief Union. It noted with satisfaction the success of the International Conference for the foundation of the Union, whereby the first foundations had been laid for the realisation of Senator Ciralo's noble ideals. Germany had signed the Convention without reservation, and accordingly endorsed the resolution proposed by the Rapporteur.

M. BASTID (France) said that his country had been very happy to take part in the Conference which had met to put into effect Senator Ciralo's noble ambition. While France had not yet signed the Convention, she had no formal objection to doing so, and would probably do so at an early date.

The report and resolution were adopted.

M. DE VEST (Hungary) was requested to act as Rapporteur to the Assembly.

Work of the Financial Committee.

M. DJOURITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) submitted a report (document A.II/15.1927) and the following resolution:

“ The Assembly takes note of the activities of the Financial Committee and expresses its great satisfaction with the highly useful work accomplished by it. ”

General LAIDONER (Estonia) paid a tribute to the work of the Financial Committee and described the progress made in the work of banking and currency reform in Estonia as a result of its recommendation. The issue of the Estonian loan had been a great success, the amount subscribed being ten times the nominal amount. The statutes for the Mortgage Institute would, most probably, be approved by Parliament next November. The yield of the loan had now been placed at the disposal of the Estonian Government and of the Trustee, but would not be paid into the Bank of Estonia until the Bank's long-term credits had been transferred to the Mortgage Institute. Nevertheless, the balance between the paper circulation and the cover in gold and foreign valuta was constantly improving.

M. DI PAULI (Austria) noted with great satisfaction the passage in the report of M. Djouritch, in which it was said that the stabilisation of the Austrian currency might be considered as a classic example. Austria felt great satisfaction in having contributed to the success of the first experiment made by the League in this direction. The currency stabilisation in Austria had been so successful that it had even survived a period of trouble without a tremor. The budget, too, was now in a state of equilibrium. Great importance should be attached as well to the Financial Committee's work in the matters of counterfeiting and to the scheme for the financial assistance of States which were victims of aggression. The latter scheme was still under consideration by the Austrian Ministry of Finance.

Sir Edward HILTON YOUNG (Empire Britannique) considère que l'on doit une profonde gratitude aux membres du Comité financier qui travaillent depuis des années sans arrêt en prodiguant gratuitement leurs conseils et leur savoir.

Il éprouve la plus grande satisfaction à voir continuer sans heurts les progrès de la restauration financière de l'Autriche.

Ce qui caractérise de la façon la plus remarquable l'œuvre du Comité financier, c'est que chaque cas particulier fournit une occasion de se réjouir: on peut constater, par exemple, le beau succès obtenu dans le lancement de l'emprunt de la Ville libre de Dantzig, aussi bien qu'en matière de double imposition ou de contrefaçon de la monnaie. Le délégué britannique se rallie aux observations de son collègue d'Estonie relatives aux excellents résultats obtenus en ce pays dans la solution de ce qu'il n'hésite pas à qualifier de l'un des problèmes financiers les plus difficiles qui aient jamais été portés devant le Conseil. Il faut féliciter chaleureusement les auteurs du plan estonien, de la solution si minutieusement étudiée dont ils ont jeté les bases, et adresser les plus grands éloges au Gouvernement estonien pour le courage avec lequel il a pris les mesures nécessaires pour la mise à exécution du plan. Il apprécie particulièrement l'habileté avec laquelle le Comité financier a su adapter les moyens dont il disposait au règlement de chaque cas particulier, sans vouloir imposer de formule rigide. Il ne faudrait pas s'imaginer que tous les problèmes de reconstruction ressemblent au premier qui s'est présenté devant la Société, celui de l'Autriche, ou que l'on puisse adopter une même solution dans tous les cas.

Sir FAZL-I-HUSSAIN (Inde) dit que, dans certains des pays qui sont un peu éloignés du théâtre où se déroulent les travaux du Comité financier, notamment en Asie, il y a une certaine tendance à critiquer cet organisme, sous le prétexte qu'il a un champ d'activités étroit. Cela provient surtout d'un manque d'informations. Dans les premiers temps de la fondation de la Société, on disait que c'était la maison des paroles et non des actes. Le Comité financier, par son activité, fournit la preuve du contraire, et quand le peuple indien se sera rendu compte de l'assistance financière qui a été apportée à tant de pays, tous les doutes sur l'efficacité de la Société disparaîtront. Il constate avec plaisir que le Comité financier a insisté pour obtenir les meilleures garanties possibles chaque fois qu'il a mis un pays sous l'égide du crédit et du prestige de la Société. C'est là une chose essentielle pour la sauvegarde de ce prestige.

Le délégué de l'Inde est convaincu que tous les gouvernements soumettront à l'examen le plus attentif les travaux du Comité financier sur la double imposition, sur l'évasion fiscale et sur la contrefaçon de la monnaie. Il espère que le Comité spécial que l'on a chargé de cette question en mènera prochainement l'étude à bonne fin.

M. WORM-MÜLLER (Norvège) expose que son gouvernement a suivi avec la plus grande attention le développement de la question de la double imposition. En tant que pays à intérêts maritimes, il est d'une importance particulière pour la Norvège de conclure des conventions en vue d'éviter la double imposition, sur une base de réciprocité et il a été passé des arrangements avec la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Le délégué norvégien constate avec plaisir que le Conseil convoquera l'an prochain une Conférence pour examiner cet important problème.

Le rapport et la résolution sont adoptés.

M. DJOURITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) est invité à soutenir le rapport devant l'Assemblée.

IV. TROISIÈME COMMISSION: RÉUNIONS DE LA SOUS-COMMISSION

La Sous-Commission de la troisième Commission a tenu hier, mardi 20 septembre, à 10 heures et à 15 h. 30, deux séances au cours desquelles elle a terminé la discussion en première lecture des propositions allemande, française et néerlandaise. Elle a chargé un Comité de rédaction de préparer un texte de résolution d'ensemble en vue d'une deuxième lecture, qui aura lieu aujourd'hui mercredi à 11 heures.

Sir Edward HILTON YOUNG (British Empire) said that profound gratitude was due to the members of the Financial Committee who worked year by year giving their advice and counsel for nothing.

He felt the greatest satisfaction at the continued smooth progress of financial reconstruction in Austria.

The most remarkable feature in the Financial Committee's work was the fact that each individual case warranted a tribute of congratulation; for example, there was the remarkable success achieved in the flotation of the City of Danzig loan, and in dealing with double taxation or counterfeit currency. He concurred in the observations offered by the Estonian delegate with regard to the remarkable success which had been achieved in the solution in that country of what he ventured to say was one of the most difficult financial problems that had yet been submitted to the Council. The authors of the Estonian scheme should be warmly congratulated on the very carefully conceived solution which had been prepared, while all praise was due to the Estonian Government for the courage with which it had taken the necessary steps to put the scheme into effect. He specially appreciated the ability with which the Financial Committee adapted the means at its disposal to the assistance of each particular case without insisting upon any hard-and-fast formula. It must not be assumed that all problems of reconstruction were similar to those presented in the first case which came before the League, that of Austria, or that similar solutions could in all instances be adopted.

Sir FAZL-I-HUSSAIN (India) said that, in some of the countries which were more remote from the scene of the Financial Committee's work, especially in Asia, there was an inclination to criticise it on account of the narrowness of its field of activity. That was mainly due to lack of knowledge. When the League was first set up, it had been said that it was an institution of talkers, not of workers. The activities of the Finance Committee had proved the contrary, and when people in India realised the financial assistance given by the League to many countries, all doubt of the League's effectiveness would pass away. He was glad to note that the Financial Committee had insisted on obtaining the best possible securities whenever they had placed the credit and prestige of the League behind a country. This was essential in order to preserve the prestige of the League.

He felt sure that all the Governments would give their best consideration to the Financial Committee's work on double taxation, tax evasion and counterfeiting. He hoped that the Special Committee which had been entrusted with that matter would soon bring it to fruition.

M. WORM-MULLER (Norway) said that his Government had followed with close attention the development of the question of double taxation. As a shipping country, Norway had a special interest in concluding conventions for the avoidance of double taxation, on the basis of reciprocity, and agreements had been made with Great Britain and the United States. He was very glad to note that the Council would convene a conference next year to discuss this important question.

The report and resolution were adopted.

M. DJOURITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) was requested to act as Rapporteur to the Assembly.

IV. THIRD COMMITTEE: MEETINGS OF THE SUB-COMMITTEE

The Sub-Committee of the Third Committee held two meetings yesterday (Tuesday, September 20th) at 10 a.m. and 3.30 p.m. It concluded the discussion, at a first reading, of the German, French and Dutch proposals and instructed a Drafting Committee to prepare the text of the resolution to be taken at a second reading to-day (Wednesday) at 11 a.m.

V. CINQUIÈME SÉANCE DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE

Le Bureau de l'Assemblée a tenu sa cinquième séance hier, mardi 20 septembre, à 15 heures, dans le Bureau du Secrétaire général.

Le Bureau a examiné le travail des diverses Commissions; on trouvera le résultat de ses décisions dans le programme des séances.

Le Bureau a décidé que la prochaine séance plénière de l'Assemblée aurait lieu jeudi matin.

VI. DON POUR LA CONSTRUCTION ET LA DOTATION DE LA BIBLIOTHÈQUE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Le Secrétaire général a l'honneur de porter à la connaissance de l'Assemblée le télégramme suivant qu'il a reçu de M. John D. Rockefeller, Junior, en réponse à un télégramme par lequel celui-ci avait été mis au courant des résolutions adoptées par le Conseil et l'Assemblée, concernant le don si généreux pour la construction et la dotation d'une vaste bibliothèque de la Société des Nations:

« Je suis heureux qu'il me soit donné de participer à une aussi noble cause avec un groupement qui, sans préoccupation d'égoïsme, consacre ses efforts à favoriser la bonne entente entre les nations. Je suis profondément sensible à la démarche du Conseil, de l'Assemblée et du Secrétariat. — JOHN D. ROCKEFELLER, Jr. »

VII. ERRATA

I. QUATRIÈME SÉANCE DE LA PREMIÈRE COMMISSION

(Voir *Journal de l'Assemblée*, N° 13, 18 septembre.)
Dans le discours de M. Duzmans, p. 196:

Au lieu de: « M. DUZMANS (Lithuanie) » *lire:* « M. DUZMANS (Lettonie) ».

Au lieu de: « principes du droit intuitif non encore appliqués », *lire:* « principes du droit intuitif non encore rendus positifs ».

Au lieu de: « L'importance minime de ce droit, susceptible de diviser les juristes en deux camps, le rendrait plutôt négligeable, d'autant plus que la situation serait appelée à se transformer », *lire:* « Ici, une part minime seulement pourra produire des divergences d'opinion: donc, une petite fraction tendant à disparaître et qu'on peut risquer de négliger ».

Au lieu de: « droit de deuxième zone », *lire:* « droit de deuxième sorte ».

2. NEUVIÈME SÉANCE DE LA DEUXIÈME COMMISSION.

(Voir *Journal de l'Assemblée*, N° 14, 20 septembre 1927, page 218.)

Le dernier alinéa du discours de M. ANDERSEN (Danemark) doit se lire ainsi:

« Le Danemark se rallie aux observations faites par le délégué de la Suède à la deuxième Commission et par le délégué des Pays-Bas à l'Assemblée. Il faut, pour appliquer les principes nouveaux, coordonner tous les efforts; le délégué du Danemark mentionne les difficultés qui pourraient surgir surtout pour les petits et moyens États, si les grands États, dont l'influence politique et économique est prépondérante, ne les suivaient pas. Il invite instamment ses collègues à agir tous ensemble pour mettre en œuvre les recommandations de la Conférence économique. Il signale tout spécialement l'unification de la nomenclature tarifaire et l'établissement de règles uniformes relatives à l'interprétation de la clause de la nation la plus favorisée sur une base générale et réciproque. Il

V. FIFTH MEETING OF THE GENERAL COMMITTEE

The fifth meeting of the General Committee was held yesterday (Tuesday, September 20th) at 3 p.m. in the office of the Secretary-General.

The Committee discussed the work of the various Committees and the effect of its decisions will be found in the programme of meetings.

It decided that the next plenary meeting of the Assembly should be held on Thursday morning.

VI. GIFT FOR THE CONSTRUCTION AND ENDOWMENT OF THE LEAGUE OF NATIONS LIBRARY

The Secretary-General has the honour to bring to the knowledge of the Assembly the following telegram which has been received from Mr. John D. Rockefeller, Junior, in reply to a telegram informing him of the resolutions adopted by the Council and the Assembly in regard to the gift for the construction and endowment of a League of Nations Library on an extended scale:

« Happy to have opportunity to co-operate in so good a cause with a group unselfishly devoted to the promotion of better understanding among nations. Appreciate profoundly the action of Council, Assembly and Secretariat. — JOHN D. ROCKEFELLER, Jr. »

VII. ERRATA

I. FOURTH MEETING OF THE FIRST COMMITTEE

In the speech of M. Duzmans: (See *Journal of the Assembly* No. 13, of September 18th, page 196):

For " M. DUZMANS (Lithuania) " *read* " M. DUZMANS " (Latvia) ";

For " principles of intuitive law not yet applied ", *read* " principles of intuitive law not yet made positive ".

For " The very small importance of that law, which might divide the jurists into two camps, rendered it on the whole negligible, all the more so as the situation would tend to be transformed ", *read* " In this connection, only an insignificant portion was likely to cause differences of opinion, namely, a small fraction which was tending to disappear and which might be neglected without risk ";

For " law of secondary importance ", *read* " law belonging to a second category ".

2. NINTH MEETING OF THE SECOND COMMITTEE

(See *Journal of the Assembly* No. 14, September 20th, 1927, page 218).

The last paragraph of the speech of M. ANDERSEN (Denmark) should read as follows:

« Denmark would support the observations which the Swedish delegate had made in the Second Committee and the Dutch delegate in the Assembly. In order to apply these new principles, it was necessary to co-ordinate every effort. He would refer to the difficulties which might arise, particularly for small and medium States, if the great States, whose political and economic influence was preponderant, did not take similar steps. He urgently invited his colleagues to act together in order to carry into effect the recommendations of the Economic Conference. He would draw special attention to the unification of tariff nomenclature, and the establishment of uniform rules for the interpretation of the most-favoured-nation clause on a general and reciprocal basis. He emphasised that the

insiste sur la nécessité que les conclusions de la Conférence ne restent pas lettre morte; il y a une obligation morale impérieuse. Au travail, sans perte de temps: « *periculum in mora* ».

3. NEUVIÈME SÉANCE DE LA DEUXIÈME COMMISSION.

(Voir *Journal de l'Assemblée*, N° 14, page 220.)

Dans la déclaration de M. STUCKI (Suisse): *au lieu de*: « il est prêt à considérer » *lire* « il se plaît à constater ».

(Voir *Journal de l'Assemblée*, N° 14, page 221.)

Au lieu de: « M. Pedro CASIO (Uruguay) » *lire*: « M. Pedro COSIO (Uruguay) ».

VIII. DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LE 20 SEPTEMBRE 1927.

Ordre du jour de la quinzième séance.

Journal de l'Assemblée, N° 14.

Compte rendu provisoire: quinzième séance plénière.

Compte rendu définitif: septième séance plénière.

A. 68. Résultats de la mission accomplie en certains pays de l'Amérique latine par le président du Comité d'hygiène: Rapport de la deuxième Commission.

A. 69. L'œuvre de l'Organisation d'hygiène: Rapport de la deuxième Commission.

A. 70. Travaux du Comité économique: Rapport et projet de résolution de la deuxième Commission.

A. 72. Institution d'un Tribunal administratif: Rapport de la quatrième Commission.

A. 73. Traite des femmes et des enfants: Rapport de la cinquième Commission.

A. 74. Convention de l'esclavage: Rapport annuel du Conseil. Rapport de la sixième Commission.

A. 75. Le système du vote unique transférable et le principe de la représentation proportionnelle en général, eu égard au problème de l'élection des Membres non permanents du Conseil: Rapport de la sixième Commission.

A. 76. Mandats: Rapport de la sixième Commission.

conclusions of the Conference should not remain a dead letter. There was an imperative moral obligation. Immediate work should be undertaken; *periculum in mora*."

3. NINTH MEETING OF THE SECOND COMMITTEE

(See *Journal of the Assembly* No. 14, September 20th, 1927, page 220.)

In the declaration of M. STUCKI (Switzerland): *for* "it is prepared to say", *read* "it is happy to note".

(See *Journal of the Assembly* No. 14, page 221.)

For "M. Pedro CASIO (Uruguay)" *read* "M. Pedro COSIO (Uruguay)".

VIII. LIST OF DOCUMENTS
DISTRIBUTED TO MEMBERS OF THE ASSEMBLY
ON SEPTEMBER 20TH, 1927

Agenda of the Fifteenth Meeting.

Assembly Journal No. 14.

Provisional Verbatim Record: Fifteenth Plenary Meeting.

Definitive Verbatim Record: Seventh Plenary Meeting.

A. 68. Results of the Mission carried out in Certain Latin-American Countries by the President of the Health Committee. Report of the Second Committee.

A. 69. Work of the Health Organisation. Report of the Second Committee.

A. 70. Work of the Economic Committee. Report and Draft Resolution of the Second Committee.

A. 72. Establishment of an Administrative Tribunal. Report of the Fourth Committee.

A. 73. Traffic in Women and Children. Report of the Fifth Committee.

A. 74. Slavery Convention. Annual Report of the Council. Report of the Sixth Committee.

A. 75. The System of the Single Transferable Vote, and the Principles of Proportional Representation in General, in connection with the Problem of the Election of the Non-Permanent Members of the Council. Report by the Sixth Committee.

A. 76. Mandates. Report of the Sixth Committee.

**Service des documents
de la huitième Session ordinaire
de l'Assemblée**

JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Le *Journal de l'Assemblée* est publié chaque matin, en vue de fournir régulièrement aux délégués de l'Assemblée, aux journalistes et aux visiteurs le programme quotidien et le compte rendu résumé des réunions. Les exemplaires seront remis aux abonnés, à leur adresse privée, lorsque ce sera possible, ou expédiés par la poste.

Le prix de l'abonnement, pour la série publiée pendant l'Assemblée, est de 6 francs. (Étranger, 9 fr., y compris les frais d'expédition.)

**LISTE DES DÉLÉGUÉS A LA HUITIÈME
SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLÉE**

1 franc.

Annuaire de la Société des Nations

**ANNUAIRE STATISTIQUE
INTERNATIONAL 1926**

1 volume de 184 pages de tableaux, broché
Fr. suisses 10.—

Quatre-vingt-douze tableaux statistiques traitant de territoire, population, production, commerce, transport et communications, finances publiques, statistiques des monnaies et prix.

**ANNUAIRE SANITAIRE
INTERNATIONAL 1925**

*Rapports sur les progrès réalisés dans les domaines
de l'hygiène publique dans 21 pays.*

1 volume de 644 pages, broché Fr. suisses 20.—

Ce livre présente, sous une forme succincte, les statistiques démographiques les plus récentes et permet de suivre d'année en année le développement des sessions d'hygiène publique et la législation sanitaire dans divers pays.

ANNUAIRE MILITAIRE 1926-1927

*Renseignements généraux et statistiques sur les
armements terrestres, navals et aériens.*

1 volume de 1038 pages, relié pleine toile
Fr. suisses 25.—

Un catalogue général et des catalogues spéciaux des documents élaborés par les diverses sections du Secrétariat seront envoyés gratuitement sur demande.

SOCIÉTÉ DES NATIONS
Service des Publications,
GENÈVE.

Les publications de la Société des Nations sont en vente, à Genève, aux adresses suivantes:

SERVICE DES PUBLICATIONS DU SECRÉTARIAT (Villa Saint-Victor, annexe au bâtiment du Secrétariat), pendant les heures ordinaires de bureau.

SALLE DE LA RÉFORMATION, pendant les réunions de l'Assemblée.

LIBRAIRIE PAYOT & C^{ie}, place du Molard, Genève.

**Service of Documents
of the Eighth Ordinary Session
of the Assembly**

JOURNAL OF THE ASSEMBLY

In order to provide Delegates at the Assembly, journalists and visitors with a regular daily programme and résumé of the meetings, the *Journal of the Assembly* is issued each morning. Copies will be delivered to subscribers at their private addresses where possible, or sent by post.

The subscription to the series during the Assembly is 6 francs (9 francs abroad, including postage).

**LIST OF DELEGATES AT THE
EIGHTH SESSION OF THE ASSEMBLY**

1 franc.

Yearbooks of the League of Nations

**INTERNATIONAL STATISTICAL
YEARBOOK, 1926**

1 volume of 184 pages of tables, sewn 7/6 net

Ninety-two statistical tables dealing with territory, population, production, trade, transport and communications, public finance, currency statistics and prices.

**INTERNATIONAL HEALTH
YEARBOOK, 1925**

Reports on Public Health Progress in 21 Countries.

1 volume of 658 pages, sewn 12/- net

This book gives the most recent vital statistics in a concise form, and enables the development of public health services and health legislation in various countries to be followed year by year.

**ARMAMENTS YEARBOOK
1926-1927**

General and Statistical Information.

1 volume of 1,002 pages, bound cloth 20/- net

A general catalogue and special catalogues of the documents prepared by the different Sections of the Secretariat will be sent free on application.

LEAGUE OF NATIONS
Publications Department
GENEVA.

The publications of the League of Nations are on sale in Geneva at the following addresses:

PUBLICATIONS DEPARTMENT (Villa St. Victor, annex to the Secretariat Building), during the ordinary office hours.

SALLE DE LA RÉFORMATION, during the meetings of the Assembly.

LIBRAIRIE PAYOT & Cie, place du Molard, Geneva.

A. 2 (1). 1927

ORDRE D'Ū JOUR

de la

Huitième Session ordinaire de l'Assemblée

et

Liste supplémentaire de Questions

Franc suisse 0.50.

AGENDA

of the

Eighth Ordinary Session of the Assembly

and

Supplementary List of Items

6d. \$0.10.

A. 13. 1927

RAPPORT

à la

Huitième Session ordinaire
de l'Assemblée de la Société des Nations

sur le

**TRAVAIL DU SÉCRÉTARIAT ET SUR
LES MESURES PRISES POUR
EXÉCUTER LES DÉCISIONS DE
L'ASSEMBLÉE**

Francs suisses 4.50.

REPORT

to the

Eighth Ordinary Session of the Assembly
of the League of Nations

on the

**WORK OF THE SECRETARIAT AND
ON THE MEASURES TAKEN TO
EXECUTE THE DECISIONS OF THE
ASSEMBLY**

3/9 \$0.90.

C. E. I. 34

Vient de paraître:

MÉMORANDUM

sur les

FINANCES PUBLIQUES 1922-1926

GENÈVE 1927.

(Section économique et financière.)

482 pages

Francs suisses 20.—

Cet ouvrage constitue la suite d'une publication commencée au moment de la Conférence financière de Bruxelles. Examen de la situation financière dans 26 Etats, précédé de notes sur le système budgétaire de chaque pays. Résumé des situations budgétaires de 1922 à ce jour avec indications du total des recettes (à l'exclusion des produits d'emprunts). Examen de la gestion des entreprises publiques. Total des impôts nationaux et locaux en 1913, ainsi que pendant un certain nombre d'années d'avant-guerre, pour autant que les données ont pu être recueillies.

Just published:

MEMORANDUM

on

PUBLIC FINANCE 1922-1926

GENEVA 1927.

(Economic and Financial Section.)

482 pages

16/-

In this Memorandum, which forms the continuation of work begun at the time of the Brussels Financial Conference, the financial position of 26 States is reviewed. The review of each country is prefaced by notes on its budget system. Increased space has been devoted to the analysis of management of public undertakings and an attempt has been made to procure figures showing total national and local taxation in 1913 and in some post-war years.

Tous les documents préparés par les différentes Sections du Secrétariat peuvent être obtenus auprès du

Service des Publications de la Société des Nations

(Villa Saint-Victor, annexe au bâtiment du Secrétariat.)

All documents prepared by the different Sections of the Secretariat may be obtained at the

Publications Department of the League of Nations

Villa St. Victor, annex to the Secretariat Building

SOCIÉTÉ DES NATIONS

LEAGUE OF NATIONS

JOURNAL

DE LA

OF THE

HUITIÈME SESSION
ORDINAIRE

EIGHTH ORDINARY
SESSION

DE L'

OF THE

ASSEMBLÉE

ASSEMBLY

GENÈVE 1927

GENEVA 1927

N° 16. — JEUDI 22 SEPTEMBRE 1927.

No. 16. — THURSDAY, SEPTEMBER 22nd, 1927.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beauregard.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor, Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beauregard.

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

SOMMAIRE:

	Pages
I. Programme des séances	249
II. Cinquième séance de la première Commission	251
III. Douzième séance de la deuxième Commission	252
IV. Treizième séance de la deuxième Commission	257
V. Sixième séance de la première Commission	257
VI. Sixième séance de la quatrième Commission	258
VII. Huitième séance de la troisième Commission	259
VIII. Troisième Commission: Séance de la Sous-Commission	264
IX. Communications d'organisations internationales non officielles	264
X. Documents distribués aux membres de l'Assemblée.	264

CONTENTS:

	Page
I. Programme of Meetings	249
II. Fifth Meeting of the First Committee	251
III. Twelfth Meeting of the Second Committee	252
IV. Thirteenth Meeting of the Second Committee.	257
V. Sixth Meeting of the First Committee	257
VI. Sixth Meeting of the Fourth Committee	258
VII. Eighth Meeting of the Third Committee	259
VIII. Third Committee: Meeting of the Sub-Committee	264
IX. Communication from non-Official International Organisations	264
X. List of Documents distributed to the Members of the Assembly	264

I. PROGRAMME DES SÉANCES

Séance plénière de l'Assemblée.

Il y aura séance plénière de l'Assemblée aujourd'hui, jeudi 22 septembre, à 10 heures, à la Salle de la Réformation.

Ordre du jour:

- Travaux de la Commission de coopération intellectuelle. Rapport de la deuxième Commission.
Rapporteur: Dr BREITSCHIED (délégué de l'Allemagne).
Document A.63.1927.XII.

I. PROGRAMME OF MEETINGS

Plenary Meeting of the Assembly.

There will be a plenary meeting of the Assembly to-day (Thursday, September 22nd) at 10 a.m. at the Salle de la Réformation.

Agenda:

- Work of the Committee on Intellectual Co-operation. Report of the Second Committee.
Rapporteur: Dr. BREITSCHIED (delegate of Germany).
Document A.63.1927.XII.

2. Emprunt grec.
Rapport de la deuxième Commission.
Rapporteur: S.E. M. Fulvio SUVICH (délégué de l'Italie).
Document: A.91.1927.II.
3. Convention de l'esclavage.
Rapport de la sixième Commission.
Rapporteur: Sir Edward HILTON YOUNG (délégué de l'Empire Britannique).
Document A.74.1927.VI.
4. Le système du vote unique transférable et le principe de la représentation proportionnelle en général, eu égard au problème de l'élection des Membres non permanents du Conseil.
Rapport de la sixième Commission.
Rapporteur: M. BECH (délégué du Luxembourg).
Document A.75.1927.VII.
5. Conférence d'experts de presse.
Rapport de la sixième Commission.
Rapporteur: M. DE BROUCKÈRE (délégué de la Belgique).
Document A.77.1927.
6. Mandats.
Rapport de la sixième Commission.
Rapporteur: Dr Fridtjof NANSEN (délégué de la Norvège).
Document A.76.1927.VI.
7. Résultats de la Conférence pour la création d'une Union de secours.
Rapport de la deuxième Commission.
Rapporteur: le baron DE VEST (délégué de la Hongrie).
Document A.89.1927.VIII.
8. Travaux du Comité financier.
Rapport de la deuxième Commission.
Rapporteur: S.E. M. Djordje DJOURITCH (délégué du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes).
Document A.85.1927.II.
9. Contributions arriérées.
Rapport de la quatrième Commission.
Rapporteur: M. A. F. VANNERSTEN (délégué de la Suède).
Document A.71.1927.X.

Première Commission: Deuxième Sous-Commission (Codification du droit international).

La deuxième Sous-Commission se réunira aujourd'hui, jeudi 22 septembre, à 10 heures, au Secrétariat (salle B).

Première Commission: Troisième Sous-Commission (Arbitrage).

La troisième Sous-Commission se réunira aujourd'hui, jeudi 22 septembre, à 10 heures, au Secrétariat (salle C).

Troisième Commission.

La troisième Commission se réunira aujourd'hui, jeudi 22 septembre, à 16 heures, au Secrétariat (salle C).

Bureau de l'Assemblée.

Le Bureau de l'Assemblée se réunira aujourd'hui, jeudi 22 septembre, à 15 heures, au Secrétariat (bureau 62).

2. Greek Loan.
Report of the Second Committee.
Rapporteur: M. Fulvio SUVICH (delegate of Italy.)
Document A.91.1927.II.
3. Slavery Convention.
Report of the Sixth Committee.
Rapporteur: Sir Edward HILTON YOUNG (delegate of the British Empire).
Document A.74.1927.VI.
4. The System of the Single Transferable Vote, and the Principle of Proportional Representation in general, in connection with the Problem of the Election of the non-Permanent Members of the Council.
Report of the Sixth Committee.
Rapporteur: M. BECH (delegate of Luxemburg).
Document A.75.1927.VII.
5. Work of the Conference of Press Experts.
Report of the Sixth Committee.
Rapporteur: M. DE BROUCKÈRE (delegate of Belgium).
Document A.77.1927.
6. Mandates.
Report of the Sixth Committee.
Rapporteur: Dr. Fridtjof NANSEN (delegate of Norway).
Document A.76.1927.VI.
7. Results of the Conference for the Establishment of an International Relief Union.
Report of the Second Committee.
Rapporteur: Baron DE VEST (delegate of Hungary).
Document A.89.1927.VIII.
8. Work of the Financial Committee.
Report of the Second Committee.
Rapporteur: M. Djordje DJOURITCH (delegate of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes).
Document A.85.1927.II.
9. Contributions in Arrears.
Report of the Fourth Committee.
Rapporteur: M. A. F. VANNERSTEN (delegate of Sweden).
Document A.71.1927.X.

First Committee: Second Sub-Committee (Codification of International Law).

The Second Sub-Committee will meet to-day (Thursday, September 22nd) at 10 a.m. in the Secretariat (Room B).

First Committee: Third Sub-Committee (Arbitration).

The Third Sub-Committee will meet to-day (Thursday, September 22nd) at 10 a.m. in the Secretariat (Room C).

Third Committee.

The Third Committee will meet to-day (Thursday, September 22nd) at 4 p.m. in the Secretariat (Room C).

General Committee.

The General Committee will meet to-day (Thursday, September 22nd) at 3 p.m. in the Secretariat (Room 62).

II. CINQUIÈME SÉANCE DE LA PREMIÈRE COMMISSION

La première Commission s'est réunie hier, mercredi 21 septembre, à 10 h. 30, sous la présidence de M. ADATCI (Japon).

Projet de convention facultative pour l'arbitrage obligatoire.

La discussion a porté sur le projet de convention facultative pour l'arbitrage obligatoire des différends, envoyé pour étude à la première Commission par la troisième Commission.

M. LANGE (Norvège) explique que la proposition présentée par sa délégation ne constitue qu'une base de discussion. Ce projet peut recevoir toutes modifications utiles. Précisant le caractère de la proposition, le délégué de la Norvège la compare à la clause facultative du Statut de la Cour permanente de Justice internationale.

M. LÖFGREN (Suède) rappelle que la délégation suédoise avait soumis à l'Assemblée de 1925 une proposition se rapprochant en plus d'un point de la proposition norvégienne. La proposition suédoise allait moins loin. Elle ne comportait pas un texte précis, mais suggérait une étude à faire; d'autre part, elle prévoyait des adhésions données avec réserves.

M. Löfgren pense qu'aujourd'hui l'adhésion de la plupart des Etats à la clause facultative de la Cour permanente doit précéder la conclusion d'un traité facultatif d'arbitrage visant les questions purement politiques.

Il se demande en outre s'il n'y a pas lieu de suivre la tendance de la plupart des traités d'arbitrage récemment conclus, tendance qui consiste à séparer l'arbitrage de la médiation. L'arbitrage doit en effet primer l'action médiatrice du Conseil, de telle sorte que le Conseil ne puisse intervenir sur le fond d'un litige soumis à l'arbitrage. Les événements récents ont convaincu le délégué de la Suède de la nécessité d'insister sur ce point.

M. BROOKES (Afrique du Sud) demande si le projet tend à établir l'obligation de l'arbitrage, auquel son gouvernement reste défavorable.

M. LANGE (Norvège) répond qu'il s'agit seulement d'une faculté pour les Etats.

M. VAN EYSINGA (Pays-Bas), tout en reconnaissant l'intérêt de la proposition norvégienne, estime qu'il y a d'autres possibilités qu'il ne faut pas négliger. Une de celles-ci est la conciliation proprement dite, qu'exclut le paragraphe 3 de la proposition, celle-ci instituant, même pour les différends politiques, le recours à l'arbitrage.

M. BASTOS (Uruguay) dit les préférences de l'Uruguay et des autres républiques de l'Amérique latine pour l'arbitrage. L'Uruguay a signé des traités d'arbitrage sans réserves, aussi M. Bastos appuie-t-il le projet du Dr Nansen.

M. ROLIN (Belgique) se plaint des termes vagues dans lesquels la consultation a été demandée à la première Commission. Il tient en outre à faire ressortir la nécessité de distinguer entre la conception d'un traité modèle, pouvant servir de type à des traités bilatéraux, et la conception d'une convention générale. Il faudrait savoir laquelle de ces conceptions on a en vue. L'adoption d'un traité modèle serait une simplification, mais se heurterait toutefois à l'amour-propre des négociateurs. Quant à la conception d'une convention générale, qui permettrait une extension plus considérable de l'arbitrage, elle ne doit pas, sous peine de perdre ses avantages, s'accompagner d'une faculté d'exclure tels ou tels Etats par des réserves. Le délégué de la Belgique fait observer que le développement, par traités, de l'arbitrage obligatoire donne toute sa valeur à l'article 13 du Pacte, qu'il complète d'une façon logique et heureuse. La place faite à la conciliation, le rôle de médiation du Conseil et d'autres questions encore, méritent une étude approfondie.

M. SCIALOJA (Italie) revendique pour la première Commission le droit de faire une étude complète de la proposition norvégienne.

Il estime que la proposition n'ajoute aucune sécurité nouvelle à celle fournie par le Pacte et le Statut de la Cour. Si l'adoption

II. FIFTH MEETING OF THE FIRST COMMITTEE

The First Committee held its fifth meeting yesterday (Wednesday, September 21st) at 10.30 a.m. under the chairmanship of M. ADATCI (Japan).

Draft Optional Convention on Compulsory Arbitration.

The Committee discussed the draft optional convention for the compulsory arbitration of disputes referred to it for examination by the Third Committee.

M. LANGE (Norway) said that the proposal submitted by his delegation was intended only as a basis of discussion. It was quite possible to improve the draft by amendment. He described the character of the proposal, comparing it with the Optional Clause of the Statute of the Permanent Court of International Justice.

M. LÖFGREN (Sweden) said that the Swedish proposal submitted to the Assembly of 1925 resembled in more ways than one the Norwegian proposal. The Swedish proposal had not gone so far. It was embodied in a precise text, and suggested that an investigation should be made. Moreover, it contemplated adhesions given subject to reservations.

He thought that, for the moment, the adhesion of the majority of States to the Optional Clause of the Permanent Court should precede the conclusion of an optional arbitration treaty covering questions purely political.

He wondered, moreover, whether it was not advisable to follow up the tendency shown in the majority of arbitration treaties recently concluded, which consisted in separating arbitration from mediation. Arbitration should take precedence of the mediating action of the Council, so that the Council could not intervene to deal with the substance of a dispute submitted to arbitration. Recent events had convinced him of the necessity of insisting on this point.

Mr. BROOKES (South Africa) asked whether the draft was intended to establish that arbitration was compulsory, an idea to which his Government was still opposed.

M. LANGE (Norway) replied that it was merely proposed that there should be an option on the part of the States to arbitrate.

M. VAN EYSINGA (Netherlands), while admitting the importance of the Norwegian proposal, thought that there were other possibilities which should not be excluded. One of them was the procedure of conciliation properly so called. This was excluded by paragraph 3 of the proposal, which insisted on recourse to arbitration, even for political disputes.

M. BASTOS (Uruguay) said that Uruguay and the other Republics of Latin America were all inclined to the system of arbitration. Uruguay had signed arbitration treaties without reservations. He would accordingly support the draft of Dr. Nansen.

M. ROLIN (Belgium) complained of the vague terms in which the advice of the First Committee had been requested. He further emphasised the necessity of distinguishing between the conception of a model treaty, to serve as a standard for bilateral treaties, and the conception of a general convention. It was essential to know which of these conceptions was in contemplation. The adoption of a model treaty would be a simplification. It would, however, always find itself at issue with the vanity of diplomatists. The conception of a general convention would allow of a more considerable extension of arbitration, but it must not, if it were to retain its advantages, be accompanied by any option to exclude particular States by means of reservations. He would observe that the development of compulsory arbitration treaties carried out the intentions of Article 13 of the Covenant, which was thus completed in a logical and appropriate manner. The place given to conciliation and the mediating action of the Council, along with other questions, deserved a thorough study.

M. SCIALOJA (Italy) said it was the right of the First Committee to make a complete study of the Norwegian proposal.

He thought that the proposal did not add any further security to that provided by the Covenant and the Statute of the Court.

de cette proposition n'offre pas d'avantage, elle peut au contraire présenter des inconvénients. La diversité des traités d'arbitrage répond à la nature particulière des relations entre Etats. Pour ce qui est du deuxième point de la proposition norvégienne, il fait double emploi avec l'article 36 du Statut de la Cour. Quant à une nouvelle extension de l'arbitrage, M. Scialoja y voit certains inconvénients. Il ne faut pas méconnaître la valeur de la conciliation; si la conciliation réussit, tout est bien; si elle échoue, il reste les conseils donnés et qui, le temps aidant, faciliteront la solution des conflits. Conciliation, médiation, arbitrage, tel doit être l'ordre de la procédure et des efforts. Malgré ces critiques, M. Scialoja rend hommage à l'esprit de haut idéalisme qui anime la proposition norvégienne.

III. DOUZIÈME SÉANCE DE LA DEUXIÈME COMMISSION

La deuxième Commission a tenu sa douzième séance hier, mercredi 21 septembre, à 10 heures, sous la présidence de M. DANDURAND (Canada).

Organisation économique (suite).

M. LOUCHEUR (France) annonce que le Comité de rédaction, après deux longues séances, a élaboré deux projets de résolutions qu'il présente avec de légers amendements de texte.

Le texte définitif est le suivant:

« I. Conférence économique internationale.

« L'Assemblée,

« Prend acte du rapport de la Conférence économique, tenue en mai dernier, conformément à l'initiative prise par l'Assemblée à sa sixième session ordinaire;

« Félicite sincèrement le président et les membres de la Conférence qui, nommés par les gouvernements de cinquante pays, ayant des titres si divers et représentant toutes les nuances de l'opinion qualifiée, sont arrivés à un accord unanime sur des recommandations à la fois d'un caractère précis et d'une vaste portée, dont l'adoption doit entraîner une amélioration sensible de la politique économique actuelle du monde;

« Enregistre avec satisfaction les déclarations par lesquelles de nombreux gouvernements ont déjà accepté les principes établis par la Conférence et ont notifié leur intention de coopérer à l'application de ces principes, tandis qu'il n'a pas été formulé de déclarations contraires;

« Estime, en conséquence, qu'il y a tout lieu de compter sur une approbation universelle lorsque l'opinion publique de tous les pays aura été suffisamment éclairée;

« Emet donc le vœu, comme l'a fait le Conseil en juin 1927, que tous les gouvernements accueillent favorablement les recommandations de la Conférence, et espère que les gouvernements qui n'ont pas encore promis leur appui pourront prochainement le faire;

« Invite l'Organisation économique de la Société des Nations à préparer, dès que possible, un relevé contenant les réponses données par les différents gouvernements quant à leur attitude relative aux recommandations de la Conférence économique internationale et à faire connaître la suite que les différents gouvernements ont donnée ou donneront aux recommandations de la Conférence économique;

« Espère que la politique économique de tous les pays pourra être orientée selon les principes établis par la Conférence et exprime le désir que l'Organisation économique de la Société des Nations fasse de ces recommandations la base de ses travaux;

« Espère, en particulier, que les recommandations de la Conférence relatives aux tarifs et à la politique commerciale seront mises en application, non seulement par des mesures de caractère national et par des accords bilatéraux, mais également, chaque fois qu'il sera possible, par des conventions collectives adoptées à la suite de conférences internationales de représentants accrédités, en vue de développer

There was no advantage in adopting the proposal, and there might be a disadvantage. The diversity of arbitration treaties corresponded with the special character of the relations of States with one another. The second point of the Norwegian proposal overlapped with Article 36 of the Statute of the Court. There were certain inconveniences in a new extension of arbitration. The value of conciliation should not be underestimated. If conciliation succeeded, all was well. If it failed, there were other ways of bringing reason to bear, and time, which was a great healer of conflicts, would facilitate a settlement. Conciliation, mediation, arbitration—such was the order of the procedures to be adopted and the efforts to be made. He would, in spite of these criticisms, pay a tribute to the spirit of high idealism with which the Norwegian proposal was inspired.

III. TWELFTH MEETING OF THE SECOND COMMITTEE

The Second Committee held its twelfth meeting yesterday (Wednesday, September 21st), at 10 a.m., under the chairmanship of Mr. DANDURAND (Canada).

Economic Organisation (continuation of the discussion).

M. LOUCHEUR (France) said that the Drafting Committee, after holding two long meetings, had drawn up two draft resolutions, which he submitted with slight textual amendments. The final text was as follows:

« I. International Economic Conference.

« The Assembly,

« Takes note of the report of the Economic Conference held in May last, in accordance with the initiative taken by the Assembly at its sixth ordinary session;

« Congratulates sincerely the President and the members of the Conference appointed by the Governments of fifty countries upon the fact that, comprising so many qualifications, and representing every variety of responsible opinion, they were able to agree unanimously upon recommendations at once definite in character and wide in range, whose adoption would effect a substantial improvement in the present economic policies of the world;

« Notes with satisfaction that many Governments have already made declarations accepting the principles laid down by the Conference and stating their intention of co-operating in their application, while no declaration in the contrary sense has been made;

« Believes, therefore, that there is every reason to hope for universal approval when the public opinion of all countries has been sufficiently instructed;

« Recommends the resolutions of the Conference, as the Council did in June 1927, to the favourable consideration of all Governments, and trusts that those Governments which have not yet declared their support will shortly be able to do so;

« Invites the Economic Organisation of the League of Nations to prepare, as soon as possible, a summary of the replies of the various Governments as to their attitude to the recommendations of the International Economic Conference, and to make known the action that the various Governments have taken or may take in pursuance of the recommendations of the Economic Conference;

« Trusts that the economic policies of all countries may develop in accordance with the principles laid down by the Conference and desires that the Economic Organisation of the League should take these recommendations as the basis of its work;

« Trusts, in particular, that the recommendations of the Conference relating to tariffs and commercial policy will be put into effect, not only by national action and bilateral agreements, but also, whenever practicable, by collective conventions reached by means of international conferences of accredited representatives with the aim of gradually evolving among the trading nations of the world, and par-

progressivement, parmi les nations commerciales du monde et spécialement d'Europe, des principes communs de politique avantageux pour toutes et échappant aux aléas des accords purement bilatéraux. Il devra, toutefois, être tenu compte des conditions spéciales du moment et de la nécessité de réaliser un développement de cette politique graduellement et sans heurts;

« Compte que le Conseil de la Société des Nations et l'Organisation économique appliqueront inlassablement leurs efforts à l'exécution de cette tâche urgente et espère que les gouvernements prêteront leur cordial appui et leur active collaboration à cette œuvre.

« II, Organisation économique de la Société des Nations.

« Attendu que, outre l'œuvre économique poursuivie jusqu'ici par la Société des Nations, un programme important et vaste de travaux doit découler des recommandations de la Conférence économique; et

« Attendu qu'il est essentiel que les différents intérêts et les différentes organisations qui ont collaboré à la préparation de la Conférence continuent à prêter leur appui et à fournir leurs avis dans les travaux ayant pour but de mettre à effet les recommandations de ladite Conférence, et

« Attendu que la Conférence a adopté la résolution suivante:

« La Conférence tient en premier lieu à exprimer sa haute appréciation de l'œuvre accomplie par le Comité économique et le Secrétariat de la Société;

« Elle est d'avis que le succès de ses travaux dépend de l'application des principes adoptés par elle;

« En ce qui concerne la suite à donner à ses recommandations, la Conférence, sans présenter aucune suggestion quant à une organisation définitive, ne peut mieux faire que d'attirer l'attention du Conseil sur les conditions de composition et d'équilibre du Comité préparatoire qui ont donné déjà d'excellents résultats dans la préparation de la Conférence. »

« L'Assemblée estime que:

« (a) Le Comité économique devrait continuer à être comme à présent l'organe par l'intermédiaire duquel le Conseil traite les affaires économiques et qu'il devrait être constitué — suivant telles règles que le Conseil jugera appropriées pour en assurer le bon fonctionnement — de manière à s'adapter, dans les conditions les plus satisfaisantes, à sa tâche principale qui, du moins dans un avenir prochain, appartiendra au domaine des relations économiques entre Etats et de leur politique économique, dans la mesure où cette politique présente un aspect international. Il devrait se composer de quinze membres au plus.

« (b) Le Comité économique devrait jouir de la faculté de désigner des sous-commissions temporaires d'experts en vue de travaux préparatoires et de nommer des correspondants pour les questions économiques dans les pays qui ne sont pas représentés au Comité, sous réserve de l'approbation du Conseil et après avoir consulté les Etats dont il s'agit.

« (c) Il devrait être constitué par les soins du Conseil un « Comité consultatif », ayant pour objet de suivre l'application des recommandations de la Conférence économique.

« Il pourrait être composé d'environ trente-cinq membres, comme l'était le Comité préparatoire, et les conditions d'équilibre réalisées dans ce dernier entre les divers éléments devraient, autant que possible, être maintenues.

« Il comprendrait donc notamment des personnes compétentes en matière d'industrie, de commerce, d'agriculture, de finances, de transports, de questions de travail et de questions relatives à la consommation.

« Le Bureau international du Travail devrait être invité à proposer pour ce Comité les noms des trois membres ouvriers.

« Le Conseil voudra sans doute assurer aussi au Comité

particulièrement parmi ceux de l'Europe, des lignes de politique bénéficiant à tous et non soumises aux incertitudes de la négociation bilatérale, l'attention étant donnée aux conditions spéciales existant à tout moment et à la nécessité de réaliser cette politique par étapes et sans trouble inutile;

« S'attend que le Conseil de la Société des Nations et l'Organisation économique consacrent leurs efforts à la réalisation de cette tâche urgente et espère que les gouvernements lui donneront leur appui et leur collaboration active.

« II. Economic Organisation of the League of Nations.

« Whereas, in addition to the economic tasks hitherto undertaken by the League, much important and extensive work will result from the recommendations of the Economic Conference; and

« Whereas it is essential that the different interests and organisations which collaborated in the preparation of the Conference should continue to give their support and advice in the work of securing effect to its recommendations; and

« Whereas the Conference took the following resolution:

« 'The Conference wishes in the first instance to express its high appreciation of the work of the Economic Committee and the Secretariat of the League.

« 'The Conference is of opinion that the success of its work will depend upon the execution of the principles laid down.

« 'With regard to the action to be taken on its recommendations, the Conference, while offering no suggestion as to a permanent organisation, cannot do better than draw the Council's attention to the well-balanced composition of the Preparatory Committee, which has yielded excellent results in the preparatory work of the Conference.'

« The Assembly considers:

« (a) That the Economic Committee should continue to be, as at present, the organ through which the Council deals with economic affairs and that it should be constituted — under such rules as the Council may consider appropriate for its effective functioning — so as to be best suited for its principal work which, in the near future at least, will lie within the sphere of the economic relations between States and their economic policies so far as they have international aspects; it should consist of no more than fifteen members.

« (b) That the Economic Committee should have the power to appoint temporary sub-committees of experts for preparatory work and, subject to Council approval and in consultation with the States in question, to name economic correspondents in countries which have no member on the Committee.

« (c) That a 'Consultative Committee' the object of which is to follow the application of the Economic Conference recommendations should be constituted by the Council.

« It might be composed of about thirty-five, as was the Preparatory Committee, and the conditions of equilibrium attained in the latter between the various elements should be maintained as far as possible.

« It should therefore include among others persons competent in industry, commerce, agriculture, finance, transport, labour questions, and questions relative to consumption.

« The International Labour Office should be invited to submit the names of three labour members for this Committee.

« The Council will doubtless wish also to secure for

également le concours de l'Institut international d'agriculture et de la Chambre de commerce internationale.

« Cinq membres désignés par le Comité économique devraient prendre part aux travaux du Comité consultatif avec les mêmes droits que les autres membres.

« Le Comité consultatif devrait faire directement rapport au Conseil de la Société des Nations. Il enverrait en même temps copie au Comité économique et aux autres organes techniques intéressés. »

M. DI PAULI (Autriche) demande combien de membres parmi les trois que doit choisir le Bureau international du Travail représenteront les ouvriers agricoles.

M. LOUCHEUR (France) répond que, parmi les trente-cinq membres choisis par le Conseil, on a parlé de « personnes compétentes en matière de travail »; le Conseil se préoccupera certainement de la représentation des ouvriers agricoles.

M. DI PAULI (Autriche) attire l'attention sur l'intérêt qu'il y a à assurer la plus large représentation possible aux travailleurs agricoles. La place prépondérante du travail agricole a été soulignée plusieurs fois avec force par la Conférence. Le projet actuel réserve une place considérable aux intérêts ouvriers. La délégation autrichienne l'accepte en espérant vivement que les intérêts agricoles, et surtout ceux des paysans et des exploitations agricoles petites et moyennes seront représentés sur le même pied que les intérêts de la classe ouvrière. Il propose l'amendement suivant à la résolution:

« Le Conseil voudra sans doute assurer aux intérêts paysans une représentation égale à celle de l'élément ouvrier ».

M. LOUCHEUR (France) rappelle que son pays a toujours déclaré qu'une représentation normale des intérêts agricoles était importante et il a soutenu cette idée. Cependant, il prie le délégué autrichien de bien vouloir ne pas insister sur sa proposition d'amendement. Le choix des organisations d'ouvriers agricoles soulèverait, en effet, de graves difficultés pratiques. Il suffira du reste d'insister sur l'intérêt manifesté formellement pour une représentation équitable des agriculteurs.

M. Loucheur s'offre à souligner l'importance de ce point dans le rapport.

M. JOUHAUX (France) rend hommage à l'esprit de conciliation des auteurs du projet, mais il éprouve une certaine inquiétude. Lorsque la Conférence a renvoyé le problème à l'Assemblée, il s'agissait de constituer un organisme nouveau pour des tâches nouvelles et non pas de renforcer un organisme ancien; il s'agissait surtout de travailler à la solution pratique de problèmes réels. Or, en réalité, la résolution charge le Comité économique de la tâche, et M. Jouhaux s'étonne de l'attitude défensive prise par le Comité économique à l'égard d'un organisme qui n'est pas encore créé. Quelle sera la tâche du Comité économique transformé s'il doit s'occuper de la politique économique des Etats dans ses aspects internationaux? C'est précisément pour cette tâche qu'on a voulu créer un organisme nouveau indépendant et susceptible de prendre des initiatives. On s'expose à de sérieux dangers et l'on refuse de faire une délimitation nette consacrant les fonctions d'hier et constituant un organisme nouveau pour les fonctions d'aujourd'hui.

M. MACWHITE (Etat libre d'Irlande) signale l'intérêt de la proposition autrichienne. Son gouvernement estime que les intérêts agricoles et, en particulier, ceux des petits cultivateurs, qui étaient autrefois complètement négligés, doivent être maintenant exactement représentés.

Sir C. P. Ramaswami AYYAR (Inde), ayant suivi les travaux du Comité de rédaction, connaît les graves difficultés qu'on a rencontrées; d'un autre côté, il estime qu'en effet un des moyens de résoudre l'important problème de la représentation des intérêts agricoles pourrait être d'en souligner l'importance au rapport. Un tiers des habitants de l'Inde, c'est-à-dire environ 100 millions d'habitants, est intéressé à l'agriculture. Or,

the Committee the co-operation of the International Institute of Agriculture and of the International Chamber of Commerce.

“ Five members chosen by the Economic Committee should take part in the work of the Consultative Committee with the same rights as the other members.

“ The Consultative Committee should submit its report directly to the Council of the League of Nations. At the same time, it would forward a copy to the Economic Committee and to the other technical organisations concerned. ”

M. DI PAULI (Austria) asked how many members among the three to be chosen by the International Labour Office would represent agricultural workers.

M. LOUCHEUR (France) replied that, among the thirty-five members chosen by the Council, mention was made of persons “ competent in labour questions ”. The Council would certainly not neglect the representation of agricultural workers.

M. DI PAULI (Austria) drew attention to the necessity of securing the largest possible representation for agricultural workers. The preponderating part played by agricultural labour had been on several occasions forcibly emphasised by the Conference. The present resolution reserved a considerable place for the workers' interests. The Austrian delegation accepted it, expressing, however, the warm hope that agricultural interests, especially the interests of peasants and small and medium holdings, would be represented on the same footing as the interests of the working-classes. He would propose the following amendment to the resolution:

“ The Council will doubtless desire to assure to peasant interests a representation equal to that of the working-class. ”

M. LOUCHEUR (France) said that his country had always stated that a normal representation for agricultural interests was of importance and it continued to be of that opinion. Nevertheless, he would ask the Austrian representative not to press his amendment. The choice of agricultural workers' organisations would lead in practice to grave difficulties. It would be sufficient to urge the evident importance of securing a just representation for agricultural workers.

He was ready to emphasise the importance of the point in the report.

M. JOUHAUX (France) paid a tribute to the spirit of conciliation shown by the authors of the resolution. He was, however, somewhat apprehensive. When the Conference had submitted the problem to the Assembly, the problem had been to establish a new organisation for the performance of new duties and not to strengthen an old organisation. The main point had been to achieve a practical solution for real problems. The resolution now before the Committee entrusted the Economic Committee with that duty. He was astonished at the defensive attitude adopted by the Economic Committee in respect of an organisation which had not yet been established. What would be the task of the transformed Economic Committee if it had to deal with the economic policy of States in their international aspects? It was precisely that task for which it had been desired to establish a new independent organisation capable of taking independent action. Serious dangers would be encountered if the Assembly refused to draw a clear distinction between the duties formerly performed by the Economic Committee and the establishment of a new organisation for the fulfilment of present duties.

Mr. MACWHITE (Irish Free State) urged the importance of the Austrian proposal. His Government took the view that agricultural interests, more especially those of small-holders, which had formerly been completely neglected, ought now to be genuinely represented.

Sir C. P. Ramaswami AYYAR (India) said that, having followed the work of the Drafting Committee, he was aware of the grave difficulties which had been encountered. On the other hand, he thought that one of the methods of solving the important problem of the representation of agricultural interests would be to emphasise their importance in the report. One-third of the inhabitants of India, that was to say, about one

l'agriculture est encore tout à fait désorganisée aux Indes. Il en est de même dans plusieurs pays. Il est donc indispensable d'assurer une représentation équitable aux intérêts agricoles; il restera à trouver plus tard le meilleur moyen d'assurer cette représentation.

M. DJOURITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) estime que les tâches nouvelles qu'on donne à l'Organisation économique doivent en renforcer l'importance; dans ce nouvel organisme, il faudra tenir compte de la compétence de ceux qu'on désignera et, en second lieu, lui fournir toujours une documentation complète sur les problèmes à résoudre. On a donné satisfaction à ces deux principes dans le texte de résolution. M. Djouritch s'est déclaré satisfait.

L'agriculture, par le nombre de ses membres, occupe la première place dans le monde. Il s'associe à l'espoir exprimé par les délégués de l'Irlande et de l'Inde pour espérer, avec confiance, que les travaux agricoles auront la représentation qu'ils méritent.

M. JANSON (Belgique) se rallie à la modification proposée par M. Loucheur, qui accentue le caractère du vœu exprimé au sujet du Bureau international du Travail. Mais il pense qu'il y aurait des inconvénients à réduire l'activité du Bureau international du Travail à la désignation d'une certaine catégorie de spécialistes. En tout cas, au lieu de l'expression « trois membres ouvriers », il demande qu'on parle de trois membres représentant plus spécialement les intérêts de la classe ouvrière.

Le Dr BREITSCHIED (Allemagne) reconnaît avec M. Jouhaux que le projet actuel ne crée pas suffisamment un nouvel esprit et de nouvelles tâches, mais la liberté d'action du Comité de rédaction a été limitée d'abord par les résolutions de la Conférence, puis par le manque de temps. Il regrette également qu'on puisse penser que le Comité économique aura une importance prépondérante. Il est vrai que ce Comité, composé des représentants des gouvernements, ne sera pas tout à fait libre et susceptible de prendre des initiatives. Mais on a besoin de travailler avec les gouvernements, et il suffira de constater que le Comité consultatif sera là pour stimuler le Comité économique, avec des droits d'initiative suffisants pour susciter de nouvelles tâches. La délégation allemande estime également qu'on doit énergiquement sauvegarder la représentation des ouvriers agricoles et des petits cultivateurs. Le Comité préparatoire et le Bureau international du Travail s'en sont préoccupés. Le fait de souligner cet intérêt au rapport suffira pour le sauvegarder. En outre, l'Institut international d'agriculture de Rome est mentionné dans la résolution. Quant au droit de nomination de trois membres ouvriers, il est juste de l'accorder au Bureau international du Travail, organisation sœur de la Société des Nations. Qu'il s'agisse d'ouvriers ou de représentants des intérêts de la classe ouvrière, pratiquement cela revient au même.

M. DI PAULI (Autriche) enregistre avec satisfaction l'unanimité de la Commission sur l'importance d'une large représentation de l'élément paysan au Comité consultatif, ainsi que la promesse de M. Loucheur. Il ne veut pas être ingrat et enfoncer une porte ouverte; c'est pourquoi il se bornera à répondre à M. Loucheur que, si on avait tenu compte de sa proposition, on aurait pu s'adresser aux associations agricoles pour les inviter à désigner des candidats; elles en auraient transmis la liste au Conseil par la voie de l'Institut international de Rome.

M. LOUCHEUR (France) constate que la Commission a été unanime sur l'importance d'une représentation exacte des intérêts agricoles; il est entendu que son rapport soulignera comme il convient cette question. En tout cas, la question de l'Institut international de Rome et celle de la représentation agricole sont deux questions distinctes.

Quant à la désignation des délégués patronaux par le Bureau international du Travail, le Comité de rédaction n'aurait pu la proposer qu'en recourant à un vote de majorité; il s'est donc résigné à faire faire cette désignation par le Conseil.

hundred millions, was concerned with agriculture. Agriculture, however, was still entirely disorganised in India, and that was true of several countries. It was therefore indispensable to ensure that agricultural interests should be justly represented. It remained to find later the best means of ensuring that representation.

M. DJOURITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) took the view that the new tasks given to the Economic Organisation must needs strengthen its importance. In the new organisation, account should be taken of the competence of those who were appointed, and it should be invariably furnished with a complete collection of information on the problems which it would be called upon to solve. These two principles were embodied in the text of the resolution and he was satisfied.

Agriculture, through the number of persons engaged in it, took front rank in the world. He would associate himself with the hopes expressed by the representatives of the Irish Free State and India, and he felt confident that agricultural workers would obtain the representation they desired.

M. JANSON (Belgium) agreed with the amendment proposed by M. Loucheur, which emphasised the character of the recommendation made concerning the International Labour Office. He thought, however, that there were objections to reducing the activity of the International Labour Office to the appointment of a certain category of specialists. In any case, instead of the expression "three workers' representatives", he would ask that the phrase "three members representing more particularly the interests of the working-classes" should be used.

Dr. BREITSCHIED (Germany) agreed with M. Jouhaux that the draft resolution did not create a sufficiently new spirit or involve sufficiently new duties. The freedom of action of the Drafting Committee, however, had been limited in the first place by the resolutions of the Conference, and, in the second place, by the lack of time at its disposal. He also regretted that it might be thought that the Economic Committee would have a preponderating influence. It was true that that Committee was composed of representatives of Governments and would not therefore be entirely free or capable of taking action on its own account. It was necessary, however, to work in concert with Governments, and it was sufficient to note that the Advisory Committee would be there to stimulate the Economic Committee, with sufficient right of initiative to suggest new tasks. The German delegation also thought that the representation of agricultural workers and small-holders should be energetically safeguarded. The Preparatory Committee and the International Labour Office had dealt with this point. The emphasising of its importance in the report should suffice. Further, the International Institute of Agriculture at Rome was mentioned in the resolution. He thought it was right to give the International Labour Organisation, which was a sister organisation of the League of Nations, the right to appoint three workers' members. It amounted to practically the same thing, whether they were workers or representatives of the interests of the working-class.

M. DI PAULI (Austria) was glad to note that the Committee was unanimous in agreeing as to the importance of a large representation of the agricultural element in the Advisory Committee, and he had heard with pleasure the assurances of M. Loucheur. He did not wish to be ungrateful, or to force a door that was open. He would therefore merely say in reply to M. Loucheur that, if account had been taken of his proposal, it would have been possible to apply to the agricultural associations, inviting them to appoint candidates. The associations would have forwarded the list to the Council through the International Institute at Rome.

M. LOUCHEUR (France) noted that the Committee was unanimously agreed as to the importance of an exact representation of agricultural interests. It was understood that his report would give to this question the importance due to it. In any case, the question of the International Institute at Rome and that of the agricultural representation were two distinct questions.

It would only have been possible for the Drafting Committee to propose the appointment of workers' delegates by the International Labour Office by a majority vote. The Committee had therefore resigned itself to suggesting that the appointment should be made by the Council.

M. Loucheur demande à M. Janson de ne pas insister sur la modification de texte; si la langue française a subi quelques entorses à force d'être traduite de l'anglais, le terme qui figure au projet de résolution est compréhensible à la Société des Nations.

Il remercie tous ses collègues de l'avoir aidé à trouver une formule transactionnelle; l'audace n'a jamais exclu la prudence. Il pense qu'on doit tenter avec confiance l'expérience actuelle. Le Comité économique comprendra les limites qu'il doit s'imposer lui-même. S'il surgissait de légers conflits de compétence, il fait confiance une fois de plus au Conseil pour les résoudre. Du reste, le rôle du Comité consultatif serait précisément celui qu'à indiqué le Dr Breitscheid; il stimulera le Comité économique au moyen d'un aiguillon en bois de houx, et l'un et l'autre arriveront ainsi sûrement au but commun qui est de guérir les maux économiques du monde.

Le major ELLIOT (Empire Britannique) déclare à quel point il a apprécié l'amabilité et l'habileté avec lesquelles M. Loucheur a dirigé le Comité de rédaction à travers de nombreuses difficultés. Un Français a dit: « De l'audace, toujours de l'audace, encore de l'audace », mais quelque temps après il a perdu sa tête. La Commission ne peut pas s'exposer aux mêmes risques et procédera avec sagesse et prudence.

M. ANDERSEN (Danemark) exprime l'espoir que le Conseil, en constituant l'organisme, s'efforcera de tenir compte, dans la mesure du possible, de la représentation des divers pays, surtout au point de vue du degré de développement auquel ils sont parvenus.

Les deux résolutions sont adoptées.

M. LOUCHEUR (France) remercie tous ses collègues de leur esprit de conciliation. Il propose que la Commission examine et approuve le rapport à sa prochaine séance. Il demande qu'on autorise le Bureau de la Commission à transmettre sans délai, à la quatrième Commission, les résolutions suivantes, qui sont adoptées:

« La deuxième Commission renvoie à la quatrième Commission les deux résolutions ci-jointes concernant, d'une part, la suite à donner aux résolutions de la Conférence économique et aux travaux qui en découlent, d'autre part, la nouvelle forme qui sera donnée à l'Organisation économique, en lui demandant de bien vouloir examiner la possibilité de prendre les mesures budgétaires susceptibles d'assurer l'exécution de ce programme.

« A cet effet, la deuxième Commission demande au Secrétariat de vouloir bien établir le devis correspondant et de le transmettre directement à la quatrième Commission. »

Œuvre pour l'établissement des réfugiés grecs.

M. SUVICH (Italie), rapporteur, donne lecture de son rapport (document A. II/17. 1927) et présente le projet de résolution suivant:

« L'Assemblée,

« A appris avec un vif intérêt l'heureux résultat des négociations qui ont eu lieu en vue de l'émission, sous les auspices de la Société des Nations, d'un emprunt devant permettre au Gouvernement hellénique de prendre des mesures de réorganisation financière et monétaire et de poursuivre l'établissement des réfugiés;

« Apprécie, en particulier, le plan élaboré pour la constitution d'une nouvelle banque d'émission et pour la stabilisation de la monnaie de la Grèce;

« Exprime sa haute approbation à tous ceux qui ont collaboré à ces études et notamment au Gouvernement hellénique et au Comité financier;

« Approuve encore l'activité développée dans l'œuvre d'établissement des réfugiés et exprime l'espoir qu'elle puisse aboutir dans un bref délai à son accomplissement;

« Exprime enfin le vœu que l'ensemble des projets bénéficie de la plus complète réussite. »

He would ask M. Janson not to insist on amending the text. The French language had suffered a certain violence in translation from the English, but the expressions contained in the draft resolution were comprehensible to the League of Nations.

He thanked his colleagues for having helped him to find a formula which was a compromise. Audacity had never excluded prudence. He thought that the present experiment should be tried with confidence. The Economic Committee would understand the limits that it would have to respect. If small disputes as to competence arose, he was confident that the Council would be able to settle them. Further, the part of the Advisory Committee would be exactly the part which had been indicated by Dr. Breitscheid. It would stimulate the Economic Committee by means of a gentle goad, and both would thus attain the common object which was to cure the economic evils of the world.

Major ELLIOT (British Empire) said how much he appreciated the kindness and skill displayed by M. Loucheur in guiding the work of the Drafting Committee through numerous difficulties. It was a Frenchman who had said: "De l'audace, toujours de l'audace, encore de l'audace", but a short time after making this observation he had lost his head. The Committee could not run the same risks but would proceed with wisdom and prudence.

M. ANDERSEN (Denmark) hoped that the Council, when setting up the organisation, would try to take account as far as possible of the various countries, especially from the point of view of the degree of development which they had reached.

The two resolutions were adopted.

M. LOUCHEUR (France) thanked his colleagues for the spirit of conciliation which they had shown. He proposed that the Committee should examine and approve the report at its next meeting. He asked that its bureau should be authorised to forward the following resolutions without delay to the Fourth Committee:

« The Second Committee refers to the Fourth Committee the above two resolutions concerning: (1) the effect to be given to the resolutions taken at the Economic Conference and the labours which will result therefrom; and (2) the new form to be given to the Economic Organisation, with the request that it examine the possibility of taking the budgetary measures needed to ensure the carrying out of this programme.

« For this purpose, the Second Committee requests the Secretariat to determine the sum necessary to meet these needs, and to transmit this statement direct to the Fourth Committee. »

The resolutions were adopted.

Work concerning the Establishment of Greek Refugees.

M. SUVICH (Italy), Rapporteur, read his report (document A. II/17. 1927) and submitted the following draft resolution:

« The Assembly:

« Has learned with great interest of the successful result of the negotiations which have taken place with a view to the issue, under the auspices of the League of Nations, of a loan to enable the Greek Government to take measures of financial and monetary reorganisation, and to proceed with the settlement of the refugees;

« Specially appreciates the plan which has been drawn up for the formation of a new bank of issue and for the stabilisation of the Greek currency;

« Expresses its deep appreciation to all those who have collaborated in these investigations and especially to the Greek Government and the Financial Committee;

« Further approves the activity shown in the refugee settlement work and expresses the hope that this work will be successfully accomplished in the shortest possible time;

« Expresses, finally, the hope that all these plans will attain the most complete success. »

Le comte VAN LYNDEN VAN SANDENBURG (Pays-Bas) félicite le Comité financier et le rapporteur. Il présente deux légers amendements de forme au rapport, qui sont adoptés.

M. CACLAMANOS (Grèce) reprend une remarque du délégué britannique à la séance précédente, pour louer la souplesse avec laquelle le Comité financier adapte les mesures qu'il propose aux conditions particulières de chaque pays. Le plan actuel constitue un triptyque harmonieux et équilibré. Il tient à faire observer que sur les neuf millions de livres de l'emprunt trois millions seront affectés au remboursement des arriérés. Or, ces arriérés proviennent en grande partie de l'établissement des réfugiés. La brusque arrivée sur le territoire grec de 1.500.000 personnes dénuées de toute ressource a énormément aggravé la situation financière de la Grèce; ses forces économiques latentes lui ont permis de faire face à cette grave situation, et sur ses propres deniers, en dehors de l'emprunt, la Grèce a dépensé près de cinq millions de livres.

M. Caclamano remercie le délégué italien pour son rapport et recommande à l'approbation de la Commission le projet de résolution.

Le rapport et le projet de résolution sont adoptés. M. SUVICH les présentera à l'Assemblée.

M. SUVICH (Italie) remercie les délégués hollandais et grec de la courtoisie avec laquelle ils ont bien voulu approuver son rapport.

Le PRÉSIDENT déclare que la Commission tout entière s'associe à ses félicitations.

IV. TREIZIÈME SÉANCE DE LA DEUXIÈME COMMISSION

La deuxième Commission a tenu sa treizième séance hier, mercredi 21 septembre, à 17 heures, sous la présidence de M. DANDURAND (Canada).

Organisation économique: adoption du rapport.

M. LOUCHEUR (France) présente son projet de rapport, qui est adopté à l'unanimité.

M. LOUCHEUR est invité à soutenir le rapport devant l'Assemblée.

V. SIXIÈME SÉANCE DE LA PREMIÈRE COMMISSION

La première Commission a tenu sa sixième séance hier, mercredi 21 septembre, à 15 heures, sous la présidence de M. ADACI (Japon).

Projet de convention facultative pour l'arbitrage obligatoire des différends (suite et fin de la discussion générale).

M. MOTTA (Suisse) dit combien la Suisse est favorable à l'arbitrage. Elle a conclu dix-huit traités et elle a été une des premières à adhérer à la clause facultative du Statut de la Cour permanente. Ses traités avec la France et l'Italie ont une portée extrêmement considérable. Quoique favorable, en principe, à la proposition de M. Lange, M. Motta fait certaines réserves. Il croit, comme M. Scialoja, que l'arbitrage ne doit pas se développer aux dépens de la conciliation. L'arbitrage n'est pas une panacée. Si deux Etats y ont trop souvent recours, leurs rapports risquent d'en souffrir. En bien des cas, la conciliation sera préférable à l'arbitrage. M. Motta fait en outre des réserves sur la façon dont la troisième Commission a saisi du problème la première Commission.

Sir William MOORE (Australie), quoique représentant un pays qui ne croit pas actuellement devoir adopter l'arbitrage

Count VAN LYNDEN VAN SANDENBURG (Netherlands) congratulated the Financial Committee and the Rapporteur. He submitted two small formal amendments, which were adopted.

M. CACLAMANOS (Greece) referred to an observation made by the British representative at the preceding meeting and congratulated the Financial Committee on the skill with which it had adapted the measures which it proposed should be taken to the special conditions of each country. The present plan constituted a harmonious and well-balanced trinity. He would point out that, out of the nine million pounds sterling representing the loan, three millions would be set aside for repayment of arrears. These arrears, however, had to a great extent been caused by the necessity of establishing the refugees. The sudden arrival on Greek territory of 1,500,000 persons without any resources at their disposal had enormously increased the financial difficulties of Greece. Her latent economic forces had made it possible for her to meet this grave situation. Apart from the loan, Greece had spent nearly five million pounds sterling raised from her own resources.

He thanked the Italian delegate for his report and urged the Committee to approve the draft resolution.

The report and the draft resolution were adopted.

M. SUVICH (Italy) thanked the representatives of the Netherlands and Greece for the courteous manner in which they had approved his report.

The CHAIRMAN said the entire Committee would associate itself with these congratulations.

IV. THIRTEENTH MEETING OF THE SECOND COMMITTEE

The Second Committee held its thirteenth meeting at 5 p.m. yesterday (Wednesday, September 21st), under the chairmanship of Mr. DANDURAND (Canada).

Economic Organisation: Adoption of Report.

M. LOUCHEUR (France) presented his draft report, which was unanimously adopted by the Committee.

M. LOUCHEUR was asked by the Committee to present the report to the Assembly.

V. SIXTH MEETING OF THE FIRST COMMITTEE

The First Committee held its sixth meeting yesterday (September 21st) at 3 p.m. under the chairmanship of M. ADACI (Japan).

Optional Convention on Compulsory Arbitration: Continuation and Conclusion of the General Discussion.

M. MOTTA (Switzerland) said that Switzerland was warmly in favour of arbitration. She had concluded eighteen treaties and had been one of the first to adhere to the Optional Clause of the Statute of the Permanent Court. Her treaties with France and Italy had a very wide scope. Though he favoured the proposal of M. Lange in principle, he would make certain reservations. He agreed with M. Scialoja that arbitration must not be developed at the expense of conciliation. Arbitration was not a panacea. If two States resorted to it too often, there was a risk that their relations with one another would suffer. In many cases conciliation would be preferable to arbitration. He would further make reservations as to the way in which the Third Committee had submitted the question to the First Committee.

Sir William MOORE (Australia) said that, although representing a country which did not at present think that it was

obligatoire, voit avec sympathie la proposition norvégienne. Il regrette que la conciliation n'y ait pas trouvé place.

M. FROMAGEOT (France) constate que c'est heureusement un point acquis que le recours à l'arbitrage est normal pour les affaires d'ordre judiciaire. Pour les affaires de caractère politique, dans lesquelles des points de vue différents peuvent être défendus sans qu'on puisse dire si quelqu'un a tort ou raison, le recours à la médiation paraît particulièrement indiqué, et la médiation des gouvernements qui forment le Conseil de la Société des Nations a une autorité morale très grande.

La question, liée à celle du désarmement, est maintenant placée sous un angle nouveau. Il s'agit d'évaluer la mesure de sécurité procurée par les traités bilatéraux ou généraux pour en tirer des conséquences pratiques.

M. LIMBURG (Pays-Bas) considère qu'en raison de toutes les questions que soulève la proposition du Dr Nansen, il serait difficile de lui donner suite pendant cette Assemblée.

M. LANGE (Norvège), sans vouloir condamner la diversité des traités d'arbitrage, croit cependant désirable de la restreindre. C'est le but que poursuit la proposition norvégienne. M. Lange répond à diverses critiques présentées au cours de la discussion, et termine en disant que l'idée de l'arbitrage doit être examinée en elle-même, sans être considérée exclusivement comme une partie de la question de la sécurité et du désarmement.

Sur la proposition de sir Cecil HURST (Empire Britannique), le Sous-Comité chargé d'examiner la question est composé de la façon suivante:

MM. BASTOS (Uruguay),
COSTELLO (Etat libre d'Irlande),
GAUS (Allemagne),
LANGE (Norvège),
MATOS (Guatemala),
MOORE (Australie),
MOTTA (Suisse),
SCIALOJA (Italie).

Adhésion aux Conventions internationales, donnée sous réserve de ratification ultérieure.

Le rapport du Sous-Comité est adopté avec cette modification que, si un Etat adhère sans réserve de ratification, il ne sera pas seulement « présumé » avoir pris un engagement définitif, mais « considéré » comme ayant pris un tel engagement.

VI. SIXIÈME SÉANCE DE LA QUATRIÈME COMMISSION

La quatrième Commission s'est réunie hier, mercredi 21 septembre, à 17 heures, sous la présidence de M. VAN EYSINGA (Pays-Bas).

Rapport de la Commission de contrôle à la quatrième Commission (document A.IV /7. 1927.)

La Commission examine le rapport, section par section.
La Commission approuve les sections 1 à 7.

Section 8: Dépenses du Comité central permanent à instituer en vertu de la Convention de 1925 sur l'opium.

Après un échange de vues sur la question de principe, la Commission décide, par dix-sept voix contre deux, d'adopter la recommandation de la Commission de contrôle tendant à ce que les dépenses du Comité central permanent soient comprises dans le budget de la Société.

its duty to accept compulsory arbitration, he viewed the Norwegian proposal with sympathy. He regretted that conciliation did not come within the scope of that proposal.

M. FROMAGEOT (France) said that it was happily agreed that resort to arbitration was a normal procedure for judicial matters. For political questions, in which various points of view might be defended without it being possible to say whether one or other party was right or wrong, resort to mediation appeared to be particularly appropriate, and the mediation of the Governments which sat on the Council of the League of Nations would have a very considerable moral authority.

The question, which was bound up with that of disarmament, was now viewed from a new angle. The problem was to estimate the degree of security guaranteed by bilateral or general treaties in order to draw from them practical conclusions.

M. LIMBURG (Netherlands) thought that, owing to the many questions which it raised, it would be difficult to follow up the proposal of Dr. Nansen during that Assembly.

M. LANGE (Norway) said that, without wishing to condemn the diversity of existing treaties of arbitration, it was nevertheless desirable to keep that diversity within limits. That was the object of the Norwegian proposal. He referred to various criticisms which had been presented during the present discussion, and concluded by saying that the question of arbitration must be considered by itself, without being regarded exclusively as a part of the question of security and disarmament.

On the proposal of Sir Cecil HURST (British Empire), a Sub-Committee was formed of the following members to examine the question:

M. BASTOS (Uruguay),
Mr. COSTELLO (Irish Free State),
M. GAUS (Germany),
M. LANGE (Norway),
M. MATOS (Guatemala),
Mr. MOORE (Australia),
M. MOTTA (Switzerland),
M. SCIALOJA (Italy).

Adhesions to International Conventions given subject to Reservations regarding their ultimate Ratification.

The report of the Sub-Committee was adopted with an amendment to the effect that, if a State adhered without a reservation as to ratification, it would not merely be "presumed" to have entered into a definite engagement, but would be "considered" as having entered into that engagement.

VI. SIXTH MEETING OF THE FOURTH COMMITTEE.

The Fourth Committee met yesterday (September 21st, 1927) at 5 p.m. under the chairmanship of M. VAN EYSINGA (Netherlands).

Report of the Supervisory Committee to the Fourth Committee (document A.IV /7.1927).

The Committee discussed the report section by section.
The Committee approved Sections 1 to 7.

Section 8: Expenses of the Permanent Central Board to be set up in accordance with the Opium Convention of 1925.

After a discussion on the matter of principle, the Committee decided, by 17 votes to 2, to adopt the Supervisory Committee's recommendation that the expenses of the Permanent Central Board should be included in the budget of the League.

Crédits supplémentaires.

M. OSUSKY (Tchécoslovaquie) fait un bref exposé de la question des crédits supplémentaires et soumet à la quatrième Commission le point délicat de savoir si la Commission de contrôle doit se contenter de réduire à un minimum ces demandes de crédits, ou décider si, et dans quelle mesure, les dépenses résultant des résolutions adoptées par les conférences ou les commissions doivent être à la charge du budget de la Société.

Le PRÉSIDENT propose que la Commission de contrôle soumette un rapport à la quatrième Commission, lors de sa prochaine séance; celle-ci se prononcera sur les nouvelles mesures à prendre.

Sir Edward HILTON YOUNG (Empire Britannique) émet l'avis que la Commission de contrôle devrait aussi présenter des suggestions sur l'importance relative des crédits supplémentaires en question.

M. ZUMETA (Venezuela) pense que le Trésorier de la Société pourrait remettre un bref exposé des conséquences qu'entraînerait pour le budget de la Société l'adoption de ces crédits supplémentaires.

Ces diverses propositions sont adoptées.

Sur la proposition du SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, la Commission décide d'examiner en séance privée l'opportunité respective des divers crédits supplémentaires.

VII. HUITIÈME SÉANCE DE LA TROISIÈME COMMISSION

La troisième Commission a tenu sa huitième séance hier, mercredi 21 septembre, à 17 heures, sous la présidence de M. BENES (Tchécoslovaquie).

Questions concernant le désarmement (Aéronautique): proposition de M. de Brouckère.

M. HENNINGS (Suède), sur la demande de qui cette question avait été ajournée, dit qu'il n'a plus d'objection à faire au vote de la proposition

La proposition est adoptée avec une rectification de texte.

M. COMNÈNE (Roumanie) précise qu'il est bien entendu que le vote ne porte en rien préjudice au problème déferé à la Commission préparatoire du désarmement.

Le PRÉSIDENT répond qu'il en est bien ainsi.

Arbitrage, sécurité, désarmement et travaux préparatoires de la Conférence du désarmement: Propositions allemande, française et néerlandaise. — Texte d'ensemble préparé par la Sous-Commission (document III/13. 1927).

Le PRÉSIDENT croit que le projet de résolution préparé par la Sous-Commission résume parfaitement les diverses opinions manifestées en séance plénière et espère qu'il donnera satisfaction à tous.

Le projet de résolution est ainsi conçu:

« L'Assemblée,

« Prenant acte des progrès réalisés au point de vue technique par les travaux de la Commission préparatoire du désarmement, ainsi que par ceux du Comité du Conseil, en vue de la réunion rapide du Conseil et de l'élaboration des décisions de celui-ci en cas de crise;

« Préoccupé de réaliser les conditions politiques qui assureraient le succès des travaux du désarmement;

« Convaincue que la condition principale de ce succès est que chaque Etat, assuré de n'avoir pas à pourvoir seul au soin de sa sécurité par le moyen de ses armements particuliers, puisse le faire reposer également sur l'action collective organisée de la Société des Nations;

« Affirmant que cette action doit tendre principalement à prévenir ou à arrêter tout recours à la guerre et, éventuel-

Supplementary Credits.

M. OSUSKY (Czechoslovakia) gave a brief survey of the question of supplementary credits, referring to the Fourth Committee the difficult question whether the Supervisory Commission was merely to reduce these demands to a minimum, or to decide whether and to what extent the expenditure arising from the resolutions of conferences and committees should be met out of the League budget.

The CHAIRMAN suggested that the Supervisory Commission should present a report to the Fourth Committee at its next meeting, when it would decide what further action should be taken.

Sir Edward HILTON YOUNG (British Empire) suggested that the Supervisory Commission should also make suggestions as to the relative importance of these supplementary credits.

M. ZUMETA (Venezuela) suggested that a short statement might be furnished by the Treasurer of the League as to the effect which these supplementary credits would, if adopted, have on the budget of the League.

These proposals were adopted by the Committee.

The Committee decided, on the proposal of the SECRETARY-GENERAL, that its discussion of the relative merits of the various supplementary credits should be held in private session.

VII. EIGHTH MEETING OF THE THIRD COMMITTEE

The Third Committee met yesterday (Wednesday, September 21st) at 5 p.m. under the chairmanship of M. BENES (Czechoslovakia).

Questions concerning Disarmament (Aviation): Proposal of M. de Brouckère.

M. HENNINGS (Sweden), at whose request this question had been adjourned, said that he no longer had any objection to taking a vote on the proposal.

The proposal was adopted with a textual amendment.

M. COMNENE (Roumania) said it was understood that the vote did not in any way prejudice the problem which had been referred to the Preparatory Committee on Disarmament.

The CHAIRMAN agreed.

Arbitration, Security, Disarmament and the Preparatory Work for the Disarmament Conference: German, French, and Dutch Proposals: Text prepared by the Sub-Committee (document A. III/13. 1927).

The CHAIRMAN thought that the draft resolution prepared by the Sub-Committee summarised exactly the various opinions expressed during the plenary meeting, and hoped that it would meet the wishes of the Committee.

The draft resolution was as follows:

“ The Assembly,

“ Taking note of the progress made on the technical side by the work of the Preparatory Disarmament Commission and of the Committee of the Council towards enabling the Council to be rapidly convened and to proceed to a decision in case of emergency;

“ Desirous of bringing about the political conditions calculated to assure the success of the work of disarmament;

“ Convinced that the main condition of such success is that every State, sure of not having to provide for its security unaided by means of its own armaments, should be able to base it also on the organised collective action of the League of Nations;

“ Affirming that such action should aim chiefly at forestalling or arresting any resort to war, and, in case of

lement, à protéger efficacement tout Etat victime d'une agression;

« Convaincue que les charges qui pourraient en résulter pour les différents Etats seront d'autant plus facilement acceptées par ceux-ci:

« a) Qu'elles seront en fait réparties sur un plus grand nombre d'Etats,

« b) Que les obligations particulières des Etats auront été plus nettement définies et limitées;

« I. Recommande le développement progressif de l'arbitrage au moyen d'accords particuliers ou collectifs, y compris des accords entre Etats membres et non membres de la Société des Nations, afin d'étendre à tous les Etats la confiance mutuelle indispensable au succès complet de la Conférence de limitation et de réduction des armements;

« II. Rappelle sa résolution du 24 septembre 1926 ainsi conçue:

« Soucieuse de voir aboutir, dans les délais les plus rapides, le programme des études dont elle a pris elle-même l'initiative par sa résolution du 25 septembre 1925, elle prie le Conseil d'inviter la Commission préparatoire à prendre ses dispositions pour hâter l'achèvement des travaux techniques afin d'être en mesure d'arrêter, au début de l'année prochaine, le programme d'une Conférence de limitation et de réduction des armements, en rapport avec les conditions actuelles de la sécurité régionale et générale, qu'elle demande au Conseil de réunir, sauf impossibilité matérielle avant la huitième session ordinaire de l'Assemblée »

« En conséquence, prie le Conseil d'insister auprès de la Commission préparatoire en vue de hâter l'achèvement de ses travaux techniques et de convoquer sans délai la Conférence de limitation et de réduction des armements dès l'achèvement de ces travaux;

« III. Prie le Conseil de donner à la Commission préparatoire, dont la tâche ne se bornera pas à la préparation d'une première conférence de limitation et de réduction des armements et dont les travaux devront continuer jusqu'à la réalisation du but final, les instructions nécessaires pour que soit créé sans délai un Comité composé des représentants de tous les Etats qui siègent à la Commission et sont Membres de la Société des Nations. Ce Comité serait mis à la disposition de la Commission et aurait pour mission de poursuivre, sur ses indications, l'étude des mesures susceptibles de donner à tous les Etats les garanties d'arbitrage et de sécurité nécessaires pour pouvoir fixer le niveau de leurs armements aux chiffres les plus bas dans un contrat international de désarmement.

« L'Assemblée estime que ces mesures doivent être cherchées à la fois:

« Dans une action de la Société des Nations tendant à provoquer, à généraliser et à coordonner les accords particuliers ou collectifs d'arbitrage et de sécurité;

« Dans la préparation systématique des moyens à employer par les organes de la Société des Nations pour mettre les Membres de la Société en mesure d'exécuter les obligations leur incombant en vertu des différents articles du Pacte;

« Dans des ententes qu'il serait loisible aux Etats membres de la Société, sans préjudice des obligations du Pacte, de conclure entre eux à l'effet de proportionner leurs engagements à la solidarité géographique ou autre plus ou moins grande qui les lierait à d'autres Etats;

« Et, d'autre part, dans une invitation faite par le Conseil, aux différents Etats, à l'informer des mesures qu'ils seraient prêts à prendre, sans préjudice des obligations du Pacte, pour appuyer les décisions ou recommandations du Conseil dans le cas d'un conflit se produisant dans une région déterminée, chaque Etat indiquant que, dans tel ou tel cas, soit toutes ses forces, soit telles de ses forces militaires, navales ou aériennes pourraient intervenir immédiatement dans le conflit pour appuyer les décisions ou recommandations du Conseil. »

need, at giving effective protection to any State which is the victim of aggression;

« Convinced that the burdens imposed thereby on States will be the more readily accepted by them in proportion as:

« (a) They are shared in practice by a great number of States,

« (b) The individual obligations of States are more clearly defined and limited;

« I. Recommends the progressive extension of arbitration by means of particular or collective agreements, including agreements between States Members and non-Members of the League of Nations, to promote between all States an increase in that mutual confidence which is indispensable to the success of the Conference on the Limitation and Reduction of Armaments;

« II. Recalls its resolution of September 24th, 1926, which as follows:

« 'Being desirous that the investigations, in regard to which the Assembly itself took the initiative in its resolution of September 25th, 1925, should be brought to a successful conclusion as soon as possible, it requests the Council to call upon the Preparatory Commission to take steps to hasten the completion of the technical work and thus be able to draw up, at the beginning of next year, the programme for a Conference on the Limitation and Reduction of Armaments corresponding to existing conditions in regard to regional and general security, and it asks the Council to convene this Conference before the eighth ordinary session of the Assembly, unless material difficulties render this impossible' —

« Consequently, requests the Council to urge the Preparatory Commission to hasten the completion of its technical work and thus to convene the Conference on the Limitation and Reduction of Armaments without delay as soon as the work is completed;

« III. Requests the Council to give the Preparatory Commission, whose task will not be confined to the preparation of a first Conference on the Limitation and Reduction of Armaments and whose work will have to continue until the final goal has been achieved, the necessary instructions to set up without delay a Committee consisting of representatives of all States which are represented on the Commission and are Members of the League of Nations. This Committee would be placed at the disposal of the Commission and would be instructed to consider, on the lines indicated by the Commission, the measures capable of affording all States the guarantees of arbitration and security necessary to enable them to fix the level of their armaments in an international disarmament agreement at the lowest figures.

« The Assembly is of opinion that these measures should be sought:

« In action by the League of Nations with the object of multiplying, generalising and co-ordinating special or collective arbitration and security agreements;

« In systematic preparation of the machinery to be employed by the organs of the League of Nations to enable Members of the League to perform their obligations under the various articles of the Covenant;

« In the agreements which the States Members of the League could conclude among themselves, without prejudice to the obligations of the Covenant, so as to graduate their commitments in proportion to the degree of geographical or other solidarity existing between them and other States;

« And, further, in an invitation from the Council to the several States to inform it of the measures which they would be prepared to take, without prejudice to the obligations of the Covenant, to support the Council's decisions in the event of a conflict breaking out in a given region, each State declaring that, in a given case, either all its forces, or a certain part of its military, naval or air forces, could forthwith intervene in the conflict to support the Council's decisions. »

M. DE BROUCKÈRE (Belgique) se félicite de ce que la Sous-Commission ait pu arriver à un accord unanime et qui ne marque pas une volonté nouvelle et soudaine de changer de méthode, mais qui marque la persévérance d'Etats qui, depuis de longues années, cherchent à réaliser le désarmement et dont, malgré les obstacles, la volonté n'a été ni brisée, ni diminuée. En effet, le caractère essentiel de la résolution est de réaffirmer des principes sur lesquels, depuis longtemps, l'accord a été réalisé.

Le texte de la Sous-Commission contient le principe qui se trouvait dans la résolution du 24 septembre 1926, résolution qui s'inspirait de la pensée qu'une fois Locarno réalisé, il y aurait en Europe un commencement de sécurité et que, par conséquent, il fallait un commencement de désarmement.

La résolution de l'an dernier demandait que la Conférence du désarmement fût réunie dès que les travaux techniques préparatoires seront terminés. C'est encore dans cette disposition d'esprit que se trouve la Sous-Commission.

Le travail dont la Commission préparatoire a été chargée doit être poursuivi; mais le premier pas est fait, il restera un grand nombre de pas à faire, et si l'on veut donner à l'œuvre du désarmement toute l'étendue qu'elle doit avoir, pour être vraiment efficace, il faut coordonner les travaux.

Il est apparu, enfin, que le premier pas dans la voie du désarmement sera d'autant plus important que la sécurité sera plus grande. Il faut donc, dès maintenant, continuer l'effort commencé pour assurer la sécurité, pour développer l'arbitrage, de manière que les travaux techniques de la Commission préparatoire terminés, les Etats soient en mesure d'indiquer à la Conférence un degré de désarmement aussi grand que possible.

On sait que les études tendant à assurer une sécurité réelle sont très techniques. On s'est rendu compte que ni les travaux de la Commission préparatoire, aussi bien que les travaux du Comité de sécurité — si l'on peut le désigner ainsi — n'auront réellement d'efficacité que s'ils sont poursuivis parallèlement. Le Comité de sécurité, une fois créé, devra, pour pouvoir travailler efficacement, connaître les études effectuées par l'autre Commission. Pour assurer la liaison indispensable, il y aura un lien organique entre les deux organisations, de manière que le Comité de la sécurité soit à la disposition de la Commission préparatoire dans la poursuite des études entreprises.

Le troisième paragraphe de la résolution esquisse dans ses grandes lignes le programme d'études du Comité futur et indique comment il devrait procéder à ses travaux.

On a retenu l'idée qu'il y a dans le Pacte des ressources dont on n'a pas tiré tout le parti nécessaire. La rédaction approuvée par la Sous-Commission est aussi prudente qu'il le fallait pour dissiper certaines appréhensions. Il ne s'agit nullement d'interpréter le Pacte et, à la faveur de cette interprétation, d'imposer aux nations les obligations nouvelles. Il ne s'agit pas plus d'ajouter au Pacte des dispositions nouvelles ou de définir de façon plus précise les devoirs des Etats. On veut simplement préciser les obligations imposées aux différentes instances de la Société elle-même, créer une procédure et doter éventuellement la Société de tous les organes nécessaires en vue de l'application la meilleure possible des dispositions du Pacte.

Reste la troisième proposition, relative aux ententes entre les Membres de la Société. Il n'est pas question de ressusciter le Protocole, certains Etats ayant dit qu'ils ne croyaient pas pouvoir y souscrire. Mais ce que ne peut réaliser la Société tout entière, des groupes de Membres de la Société ne peuvent-ils le faire? De plus, à défaut d'un accord général, on peut tout au moins coordonner les bonnes volontés, et le dernier paragraphe contient une proposition tendant à déterminer, dans la mesure où les Membres de la Société voudront s'y prêter, le genre et l'étendue des secours que, dans chaque éventualité, un Etat membre peut attendre des Etats voisins.

L'idée générale de l'arbitrage est donc exprimée une nouvelle fois dans la résolution, qui semble ainsi répondre à ce qui paraît avoir été la préoccupation dominante de l'Assemblée.

Le délégué de la Belgique a eu l'impression, au cours des débats, qu'à aucun moment des divergences profondes ne s'étaient manifestées. Certains pouvaient estimer que tel aspect

M. DE BROUCKÈRE (Belgium) was glad that the Sub-Committee had been able to reach a unanimous agreement. That agreement did not indicate a new and sudden desire for a change of method, but was evidence of the perseverance of the States which for many years had sought to achieve disarmament, and whose desire for disarmament, despite all obstacles, was neither destroyed nor diminished. The essential point of the resolution was its reiteration of the principles on which agreement had for long been established.

The text of the Sub-Committee embodied the principle that would be found in the resolution of September 24th, 1926. That resolution had been based on the view that, once the treaties of Locarno had taken effect, there would be a beginning of security in Europe, and that, therefore, it would be necessary to make a beginning with disarmament.

It had been provided in the resolution of last year that the Disarmament Conference should meet as soon as the preparatory technical work had been finished. The Sub-Committee was still in the frame of mind which had inspired that resolution. The work with which the Preparatory Committee had been entrusted must be continued, but, when the first step had been taken, and if it was desired to give to the work of disarmament the full scope which it required to be truly effective, it was necessary to co-ordinate the work.

Finally, it was clear that the first step in the direction of disarmament would be important in proportion as security was adequately secured.

It was therefore necessary at once to continue the effort which had been begun to ensure security and to develop arbitration, so that when the technical work of the Preparatory Committee had been finished the States might be in a position to suggest to the Conference a degree of disarmament as large as possible.

It was obvious that the investigations which were intended to ensure a real security were very technical. It had been realised that neither the work of the Preparatory Commission nor the work of the Committee on Security, if such it might be called, could be really effective unless they were carried on side by side. The Committee on Security, once created, should, in order to work effectively, keep itself informed of the work done by the other body. In order to ensure the necessary co-operation, there would be an organic connection between the two organisations, so that the Committee on Security might be at the disposal of the Preparatory Commission for carrying out the investigations to be undertaken.

The third paragraph of the resolution sketched in its main lines the programme of enquiry of the future committee and indicated how it should proceed with its work.

It was suggested in the resolution that there were in the Covenant resources of which full advantage had not yet been taken. The draft approved by the Sub-Committee was as prudent as was necessary to allay certain apprehensions. There was no question of interpreting the Covenant and of imposing new obligations on the States under cover of such an interpretation. There was no question of adding new provisions to the Covenant or of defining the duties of the States more precisely. The idea had been merely to define the obligations imposed on the various organs of the League itself, to create a procedure and to provide the League, if necessary, with the organs requisite for a better possible application of the provisions of the Covenant.

There remained the third proposal, relating to understandings between the Members of the League. There was no question of reviving the Protocol, since certain States had said that they did not believe that they would be able to subscribe to it. What the League as a whole could not do, however, might perhaps be done by groups of Members of the League. In default of a general agreement, it was at least possible to bring together the parties which were willing. The last paragraph contained a proposal the object of which was to determine, in the extent to which Members of the League were willing to accede to the idea, the nature and amount of the help which, in each eventuality, a Member of the League might expect from neighbouring States.

The general idea of arbitration was accordingly embodied once again in the resolution, which thus appeared to correspond with what seemed to have been the prevailing preoccupation of the Assembly.

He had formed the impression during the debates that at no moment had any profound differences of opinion been evident. Some might consider that a particular aspect of

du problème avait une prédominance sur tel autre, mais l'opinion de tous était la même quant au fond et il a suffi de comparer les divers points de vue pour arriver à l'unanimité.

M. LOUDON (Pays-Bas) explique qu'il avait cru nécessaire que la huitième session ordinaire de l'Assemblée fit écho au noble appel venu de l'autre côté de l'Atlantique et qui, se répercutant en Europe, avait reçu un chaleureux accueil d'une des grandes Puissances du continent. Après réflexion, il a reconnu qu'il était superflu de présenter une telle proposition. Le principal était que l'idée fût répétée dans l'Assemblée. Une fois le projet de résolution mis à exécution, M. Loudon a la garantie que cet aspect du problème ne sera pas négligé par le Comité d'arbitrage et de sécurité, et que ce Comité en arrivera inévitablement à recommander la conclusion d'accords dans le sens désiré. Toutefois, si le délégué des Pays-Bas renonce à son intention, il serait heureux que le rapport réservât une place toute spéciale à ses observations actuelles.

M. Loudon constate avec plaisir que le projet de résolution est imprégné des idées qui étaient à la base de la proposition néerlandaise. Les idées directives contenues dans cette proposition sont entrées dans les esprits; aussi bien, les trois grands principes du Protocole guident-ils, fût-ce d'une manière subconsciente, toutes les délibérations.

M. HENNINGS (Suède) exprime ses doutes sur l'opportunité de la procédure ainsi prévue. Cependant, si la Commission est unanime à adopter le dernier alinéa de la proposition, il ne s'y opposera pas; parce que cet alinéa ne changerait en rien les obligations qui, pour les Membres de la Société, découlent du Pacte.

Le PRÉSIDENT confirme ce que vient de dire le représentant de la Suède; il n'est pas, en effet, imposé d'obligations spéciales nouvelles.

M. BIRKE (Danemark) s'associe à la déclaration du représentant de la Suède, à propos de la procédure proposée dans le dernier alinéa de la résolution.

Le D^r NANSEN (Norvège) avait l'intention de se rallier aux observations présentées par le délégué de la Suède, mais après ce qu'a dit le président, et, constatant l'unanimité qui s'est faite à la Sous-Commission, il ne juge pas nécessaire de faire une déclaration dans ce sens.

M. DE BROUCKÈRE (Belgique) constate, après ce qui vient d'être dit, qu'il semble régner un peu de confusion dans certains esprits.

Il n'est pas prévu que le Conseil devra envoyer une circulaire aux Etats pour leur demander les forces qu'ils pourraient ou voudraient engager en cas de conflit; il s'agit seulement d'une suggestion renvoyée à un comité qui aura à l'étudier et à rechercher les moyens pratiques de la réaliser.

EARL OF ONSLOW (Empire Britannique) demande l'insertion au rapport des observations qui viennent d'être présentées.

Sir James PARR (Nouvelle-Zélande) voudrait savoir, à propos du Comité de sécurité et d'arbitrage, si les membres qui le composeront seront les mêmes que ceux qui font déjà partie de la Commission préparatoire.

Le PRÉSIDENT rappelle que la Sous-Commission a été d'avis de garder, pour le Comité de sécurité et d'arbitrage, la même composition que pour la Commission préparatoire; mais le Conseil pourra toujours nommer de nouveaux membres si la nécessité s'en fait sentir.

Le comte BERNSTORFF (Allemagne) aurait à présenter une déclaration sur la question de l'*Annuaire militaire*, mais il se réserve de revenir sur ce sujet à une autre occasion.

M. MOTTA (Suisse) tient à préciser l'attitude de la Suisse: le Statut de la Confédération est un statut particulier. Puisque la Suisse possède une armée de milice, à laquelle on ne peut laisser toucher car elle est son bouclier nécessaire parce que la garde des Alpes lui a été confiée, l'attitude de la Suisse ne peut avoir une grande portée.

the problem predominated over another aspect, but everyone was agreed as to the substance of the question, and it had only been necessary to collate the various points of view in order to enable unanimity to be reached.

M. LOUDON (Netherlands) said that he had thought it essential for the eighth ordinary session of the Assembly to echo the noble appeal which had come from the other side of the Atlantic, and which, taking effect in Europe, had been warmly welcomed by one of the great Powers on the Continent. On reflection, he had recognised that it was superfluous to submit such a proposal. The important point was that the idea should be endorsed by the Assembly. Once the draft resolution had been put into effect, he felt sure that that aspect of the problem would not be neglected by the Committee on Arbitration and Security, which would inevitably decide to recommend the conclusion of agreements of the kind desired. If, however, he abandoned his suggestion, he would be glad if the report were to give special predominance to his present observations.

He noted with pleasure that the draft resolution was inspired by the ideas which had informed the Dutch proposal. The leading ideas of that proposal were present in all minds, and the three great principles of the Protocol guided, though perhaps subconsciously, all discussions of the question.

M. HENNINGS (Sweden) expressed some doubt as to the desirability of the procedure contemplated. Nevertheless, if the Committee were unanimous in adopting the last paragraph of the proposal, he would not oppose that decision, since it did not in any way change the obligations incurred by Members of the League under the Covenant.

The CHAIRMAN confirmed what the representative of Sweden had just said, that no new or special obligations were imposed.

M. BIRKE (Denmark) associated himself with the declaration of the representative of Sweden with regard to the procedure proposed in the last paragraph of the resolution.

Dr. NANSEN (Norway) said he had intended to support the observations made by the delegate of Sweden, but, after what the Chairman had said and in view of the unanimity reached in the Sub-Committee, he did not think it necessary to make a declaration in that sense.

M. DE BROUCKÈRE (Belgium) observed that, from what had just been said, there appeared to be some slight confusion in certain minds.

It was not contemplated that the Council should send a circular to the States to ask what forces they might be able or willing to provide in the event of a dispute. The resolution contained only a suggestion which was referred to a Committee which would have to study it and to examine the practical methods of carrying it into effect.

THE EARL OF ONSLOW (British Empire) asked that the observations which had just been made should be inserted in the report.

Sir James PARR (New Zealand) said he would like to know whether the members of the Committee on Security and Arbitration would be the same as those who already formed part of the Preparatory Commission.

The CHAIRMAN said that the Sub-Committee had been in favour of the same members sitting on the Committee on Security and Arbitration as sat on the Preparatory Commission, but the Council might always appoint new members if it was felt necessary to do so.

Count BERNSTORFF (Germany) said he had a declaration to make on the question of the *Military Yearbook*, but reserved the right to return to that subject on another occasion.

M. MOTTA (Switzerland) said he desired to define the attitude of Switzerland. The Confederation had a special status. Since Switzerland possessed a militia force which could not be touched, as it was essential to her defence and necessary because she was the warden of the Alps, the attitude of Switzerland could not have any considerable bearing on the question.

M. Motta n'a aucune objection à présenter quant au projet de résolution en discussion, car il le considère comme susceptible de conduire au but cherché; mais, son adoption ne doit pas exclure que la première Commission continue à examiner la proposition norvégienne et ce qui s'y rattache, ni que la troisième Commission ait encore à s'occuper de cette question puisque elle a été renvoyée à la première Commission pour examen des aspects juridiques, et puisque, par ailleurs, la troisième Commission s'est réservée le droit de se prononcer aussi sur la proposition norvégienne.

M. DE BROUCKÈRE (Belgique) précise la situation: la troisième Commission, saisie d'une proposition norvégienne relative à l'arbitrage, ne se considérant pas suffisamment compétente en matière de droit international, a prié la première Commission de donner son avis. Celle-ci a créé une Sous-Commission, qui fera rapport à la première Commission, et celle-ci transmettra cet avis à la troisième Commission.

Quant au Comité chargé de donner des avis et d'aider dans sa tâche la Commission du désarmement, il n'aura pas à examiner la proposition Nansen, mais à mesure que les circonstances l'imposeront, il devra étudier tous les problèmes relatifs à l'arbitrage et à la sécurité. Les Etats se feront représenter comme il leur plaira, soit par des juristes, soit par des hommes politiques assistés de conseillers juristes.

M. PFLÜGL (Autriche) déclare que son pays attend avec une réelle impatience les résultats de ces travaux; ils aboutissent à la résolution qui est soumise à la Commission; or cette résolution donne le maximum de ce qui pouvait pratiquement être obtenu cette année-ci.

Dans ces conditions, il est heureux de pouvoir déclarer que la délégation autrichienne accepte la résolution en tenant compte des remarques faites par les délégations scandinaves et des explications fournies par le président.

Le PRÉSIDENT propose de clore la discussion.

La résolution est adoptée.

Le PRÉSIDENT propose de nommer comme rapporteurs devant l'Assemblée:

Sur la question de la fabrication privée des armes:
M. GUERRERO (Salvador).

Sur la question arbitrage, sécurité, désarmement: M. DE BROUCKÈRE (Belgique).

Sur la proposition polonaise: M. SOKAL (Pologne).

Cette proposition est adoptée.

Le PRÉSIDENT croit nécessaire que les rapporteurs puissent présenter leurs rapports en Commission plénière; il suggère donc à la Commission de se réunir demain après-midi pour prendre connaissance de ces rapports.

Le président, rappelant la demande formulée par M. Motta, dit que la première Commission désire voir désigner quelques membres de la troisième Commission pour se mettre d'accord, au sein d'une Sous-Commission mixte, sur la procédure à suivre.

Il propose de désigner à cette fin MM. LOUDON, DE BROUCKÈRE, GUERRERO et POLITIS.

M. DE BROUCKÈRE (Belgique) s'excuse et le PRÉSIDENT propose de le remplacer par M. CASSIN (France).

Les propositions du président sont adoptées.

Le PRÉSIDENT propose de remettre à la séance du lendemain le dernier objet à l'ordre du jour: Assistance financière aux Etats victimes d'une agression.

Il en est ainsi décidé.

He had no objection to the draft resolution under discussion, as he regarded it as likely to lead to the desired object. Its adoption, however, must not prevent the First Committee from continuing to examine the Norwegian proposal and the ideas connected with it, or prevent the Third Committee from again considering the question which had been referred to the First Committee for an examination of its legal aspects. The Third Committee had reserved the right to take a decision in regard to the Norwegian proposal.

M. DE BROUCKÈRE (Belgium) explained the situation. The Third Committee, having been asked to consider the Norwegian proposal relating to arbitration, had not regarded itself as sufficiently competent to deal with a question of international law and had therefore asked the First Committee for its opinion. The First Committee had appointed a Sub-Committee, which was making a report to the First Committee, and the First Committee would forward this report to the Third Committee.

The Committee, which would be asked to give its opinion and advice and to help in its task the Commission on Disarmament, would not have to examine the proposal of Dr. Nansen, but, as circumstances required, it would have to study all the problems relating to arbitration and security. States would be represented as they thought fit, either by lawyers or by politicians assisted by legal experts.

M. PFLÜGL (Austria) said that his country awaited with impatience the results of the work which had resulted in the resolution submitted to the Committee. That resolution gave the maximum of what could be, in effect, obtained that year.

In these circumstances, he was happy to state that the Austrian delegation accepted the resolution, taking into account the observations made by the Scandinavian delegations and the explanations of the Chairman.

The CHAIRMAN proposed to close the discussion.

The resolution was adopted.

The CHAIRMAN proposed to appoint as Rapporteurs to the Assembly:

For the question of the private manufacture of arms:
M. GUERRERO (Salvador).

For the question of security, arbitration and disarmament:
M. DE BROUCKÈRE (Belgium).

For the Polish proposal:
M. SOKAL (Poland).

The Committee agreed.

The CHAIRMAN said that the Rapporteurs would have to submit their reports to the plenary Committee. He accordingly suggested that the Committee should meet on the following afternoon to hear these reports.

He reminded the Committee of the request made by M. Motta. The First Committee desired that certain members of the Third Committee should be appointed in order that agreement might be reached by a Mixed Sub-Committee on the procedure to be followed. He proposed to appoint for this purpose: M. LOUDON, M. DE BROUCKÈRE, M. GUERRERO and M. POLITIS.

M. DE BROUCKÈRE (Belgium) begged to be excused, and the CHAIRMAN proposed that M. CASSIN (France) should take his place.

The proposals of the Chairman were adopted.

The CHAIRMAN proposed to postpone to the meeting of the following day the last item on the agenda: Financial Assistance to States Victims of Aggression.

The Committee agreed.

VIII. TROISIÈME COMMISSION:
SÉANCE DE LA SOUS-COMMISSION

La Sous-Commission de la troisième Commission s'est réunie hier, mercredi 21 septembre, à 11 heures, et a adopté un projet de résolution sur l'arbitrage, la sécurité et le désarmement, destiné à être soumis à la troisième Commission (document A. III/13, 1927).

(Voir séance plénière de la troisième Commission.)

IX. COMMUNICATIONS D'ORGANISATIONS
INTERNATIONALES NON OFFICIELLES

L'Union internationale de radiophonie, par une communication en date du 15 septembre 1927, demande s'il serait possible, lors des prochaines sessions de l'Assemblée, de faire en sorte que la liste des orateurs soit arrêtée, par exemple, vingt-quatre heures à l'avance, et communiquée au Bureau de l'Union internationale, de manière que les auditeurs d'émissions radiophoniques puissent savoir d'avance quels discours seront prononcés.

X. DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX MEMBRES DE
L'ASSEMBLÉE LE 21 SEPTEMBRE 1927

Journal de l'Assemblée, N° 15.

- A. 67. Oeuvre d'établissement des réfugiés bulgares: Rapport de la deuxième Commission. Erratum.
- A. 77. Conférence d'experts de presse: Rapport de la sixième Commission.
- A. 79. Trafic de l'opium et autres drogues nuisibles: Résolution adoptée par l'Assemblée le 20 septembre 1927.
- A. 80. Protection de l'enfance: Résolution adoptée par l'Assemblée le 20 septembre 1927.
- A. 81. Travaux de la Commission d'enquête sur la production de l'opium en Perse: Résolution adoptée par l'Assemblée le 20 septembre 1927.
- A. 82. Protection des femmes et des enfants dans le Proche-Orient: Résolution adoptée par l'Assemblée le 20 septembre 1927.
- A. 83. Traite des femmes et des enfants: Résolution adoptée par l'Assemblée le 20 septembre 1927.
- A. 84. Oeuvre d'établissement des réfugiés bulgares: Résolution adoptée par l'Assemblée le 20 septembre 1927.
- A. 87. Résultats de la mission accomplie en certains pays de l'Amérique latine par le président du Comité d'hygiène: Résolution adoptée par l'Assemblée le 20 septembre 1927.

VIII. THIRD COMMITTEE:
MEETING OF THE SUB-COMMITTEE

The Sub-Committee of the Third Committee met yesterday (Wednesday, September 21st), at 11 a.m., and adopted a draft resolution on arbitration, security and disarmament to be submitted to the Third Committee (document A. III/13, 1927).

(See Plenary Meeting of the Third Committee.)

IX. COMMUNICATION FROM NON-OFFICIAL
INTERNATIONAL ORGANISATIONS

The "Union internationale de radiophonie", in a communication dated September 15th, 1927, asks whether it would be possible at forthcoming meetings of the Assembly to arrange for the list of speakers to be drawn up 24 hours in advance and notified to the office of the "Union", so that those listening to the broadcasting may know in advance what speeches will be delivered.

X. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO MEMBERS
OF THE ASSEMBLY ON SEPTEMBER 21ST, 1927

Assembly Journal No. 15.

- A. 67. Measures for the Settlement of Bulgarian Refugees. Report of the Second Committee. Erratum.
- A. 77. Conference of Press Experts. Report of the Sixth Committee.
- A. 79. Traffic in Opium and other Dangerous Drugs. Resolution adopted by the Assembly on September 20th, 1927.
- A. 80. Child Welfare. Resolution adopted by the Assembly on September 20th, 1927.
- A. 81. Work of the Committee of Enquiry regarding the Production of the Opium Poppy in Persia. Resolution adopted by the Assembly on September 20th, 1927.
- A. 82. Protection of Women and Children in the Near East. Resolution adopted by the Assembly on September 20th, 1927.
- A. 83. Traffic in Women and Children. Resolution adopted by the Assembly on September 20th, 1927.
- A. 84. Work for the Settlement of Bulgarian Refugees. Resolution adopted by the Assembly on September 20th, 1927.
- A. 87. Results of the Mission carried out in certain Latin-American Countries by the President of the Health Committee. Resolution adopted by the Assembly on September 20th, 1927.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

LEAGUE OF NATIONS

JOURNAL

DE LA
HUITIÈME SESSION
ORDINAIRE
DE L'
ASSEMBLÉE

GENÈVE 1927

OF THE
EIGHTH ORDINARY
SESSION
OF THE
ASSEMBLY

GENEVA 1927

N^o 17. — VENDREDI 23 SEPTEMBRE 1927.

No. 17. — FRIDAY, SEPTEMBER 23rd, 1927.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beauregard.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor, Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beauregard.

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

SOMMAIRE:

	Pages
I. Programme des séances	265
II. Seizième séance plénière de l'Assemblée	266
III. Première Commission: Travaux des Sous-Commissions.	273
IV. Neuvième séance de la troisième Commission.	273
V. Sixième séance du Bureau de l'Assemblée	277
VI. Correction à la liste des membres des délégations	277
VII. Documents distribués aux membres de l'Assemblée	277

CONTENTS:

	Page
I. Programme of Meetings	265
II. Sixteenth Plenary Meeting of the Assembly	266
III. First Committee: Work of the Sub-Committees	273
IV. Ninth Meeting of the Third Committee	273
V. Sixth Meeting of the General Committee	277
VI. Correction to List of Members of Delegations	277
VII. List of Documents distributed to Members of the Assembly	277

I. PROGRAMME DES SÉANCES

Séance plénière de l'Assemblée.

Il y aura une séance plénière de l'Assemblée aujourd'hui, vendredi 23 septembre, à 16 h. 30, à la Salle de la Réformation.

Ordre du jour:

- Mandats.
Rapport de la sixième Commission.
Rapporteur: Dr Fridtjof NANSEN (délégué de la Norvège).
Document A. 76. 1927. VI.

I. PROGRAMME OF MEETINGS

Plenary Meeting of the Assembly.

There will be a plenary meeting of the Assembly to-day (Friday, September 23rd) at 4.30 p.m. at the Salle de la Réformation.

Agenda:

- Mandates.
Report of the Sixth Committee.
Rapporteur: Dr. Fridtjof NANSEN (delegate of Norway).
Document A.76.1927.VI.

2. Adhésions aux Conventions internationales données sous réserve de ratification.

Rapport de la première Commission.

Rapporteur: Son Excellence M. Giuseppe MOTTA (premier délégué de la Suisse).

Document A. 95. 1927. V.

3. Conférence économique internationale et Organisation économique de la Société des Nations.

Rapport de la deuxième Commission.

Rapporteur: M. Louis LOUCHEUR (délégué de la France).

Document A. 92. 1927. II.

4. Institution d'un Tribunal administratif.

Rapport de la quatrième Commission.

Rapporteur: Son Excellence M. César ZUMETA (délégué du Venezuela).

Document A. 72. 1927. V.

Première Commission.

La première Commission se réunira deux fois aujourd'hui, vendredi 23 septembre, à 9 heures et à 15 heures, au Secrétariat (salle C).

Ordre du jour:

1. Rapport de la Sous-Commission n° 3 (Arbitrage).
2. Rapports de la Sous-Commission n° 2:
 - a) Codification;
 - b) Préparation d'un plan général de codification: résolution proposée par la délégation de Paraguay.

Deuxième Commission.

La deuxième Commission se réunira aujourd'hui, vendredi 23 septembre, à 11 heures, au Secrétariat (salle B).

Troisième Commission.

La troisième Commission se réunira aujourd'hui, vendredi 23 septembre, à 11 heures, au Secrétariat (salle F).

Quatrième Commission.

La quatrième Commission se réunira deux fois aujourd'hui, vendredi 23 septembre, à 9 heures et à 15 heures, au Secrétariat (salle E).

II. SEIZIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

Tenue à la Salle de la Réformation, le jeudi 22 septembre 1927, à 10 heures.

Instituts et organismes constitués sous l'autorité de la Société des Nations: Proposition de la délégation britannique.

Dame Edith LYTELTON (Empire Britannique) présente le projet de résolution ci-après:

« L'Assemblée considère que le moment est venu où la question générale des relations entre la Société des Nations et les instituts ou organismes qui sont constitués sous son autorité, mais qui ne font pas partie intégrante de son organisation, devrait être étudiée, et où les principes qui régiraient leur acceptation par la Société devraient être stipulés par le Conseil. »

Le PRÉSIDENT suggère que ce texte soit renvoyé immédiatement à la Commission de l'ordre du jour.

Il en est ainsi décidé.

2. Adhesions to International Agreements given subject to Ratification.

Report of the First Committee.

Rapporteur: M. MOTTA (first delegate of Switzerland).

Document A.95.1927.V.

3. International Economic Conference and Economic Organisation of the League of Nations.

Report of the Second Committee.

Rapporteur: M. Louis LOUCHEUR (delegate of France).

Document A.92.1927.II.

4. Establishment of an Administrative Tribunal.

Report of the Fourth Committee.

Rapporteur: M. César ZUMETA (delegate of Venezuela).

Document A.72.1927.V.

First Committee.

The First Committee will meet twice to-day (Friday, September 23rd), at 9 a.m. and at 3 p.m., at the Secretariat (Room C).

Agenda:

1. Report of Sub-Committee No. 3 — Arbitration.
2. Reports of Sub-Committee No. 2:
 - (a) Codification;
 - (b) Preparation of a General Plan of Codification: Resolution proposed by the delegation of Paraguay.

Second Committee.

The Second Committee will meet to-day (Friday, September 23rd) at 11 a.m. at the Secretariat (Room B).

Third Committee.

The Third Committee will meet to-day (Friday, September 23rd) at 11 a.m. at the Secretariat (Room F).

Fourth Committee.

The Fourth Committee will meet twice to-day (Friday, September 23rd), at 9 a.m. and at 3 p.m., at the Secretariat (Room E).

II. SIXTEENTH PLENARY MEETING

Held at the Salle de la Réformation at 10 a.m. on Thursday, September 22nd, 1927.

Institutes or Bodies set up under the Authority of the League of Nations: Proposal of the British Delegation.

Dame Edith LYTELTON (British Empire) submitted the following draft resolution:

“ The Assembly considers that the moment has arrived when the general question of the relations between the League of Nations and institutes or bodies set up under its authority, but not forming part of its organisation, should be studied, and the principles which should govern their acceptance by the League of Nations laid down by the Council. ”

The PRESIDENT proposed that this resolution should be referred immediately to the Agenda Committee.

The proposal of the President was adopted.

Travaux de la Commission internationale de coopération intellectuelle: Rapport de la deuxième Commission.

M. Dandurand (Canada), président de la deuxième Commission et M. Breitscheid (Allemagne), rapporteur, prennent place à la tribune.

M. BREITSCHIED présente son rapport (document A. 63. 1927), et donne lecture des résolutions ci-dessous:

« L'Assemblée a pris connaissance avec satisfaction des rapports favorables présentés par la Commission internationale de coopération intellectuelle et le Conseil d'administration de l'Institut international de coopération intellectuelle. Il résulte de ces rapports que l'Organisation de coopération intellectuelle a maintenant sur le chantier un grand nombre d'entreprises, précises et pratiques, tendant à coordonner les efforts des nations sur divers terrains de l'activité scientifique, artistique, littéraire, et que des résultats ont déjà été obtenus.

« L'Assemblée remarque que plusieurs nations, pendant l'année qui vient de s'écouler, répondant à l'appel qu'elle avait formulé déjà l'an dernier, ont accordé une subvention à l'Institut international de coopération intellectuelle. Les pays qui participent par des subventions à l'activité de l'Institut sont actuellement les suivants: Autriche, France, Hongrie, Italie, Monaco, Pologne, Suisse, Tchécoslovaquie. Elle espère que leur exemple sera suivi par les autres nations; en effet, les rapports qu'elle a sous les yeux établissent nettement que seule l'étroitesse de ses ressources financières empêche l'Organisation de coopération intellectuelle de rendre tous les services qu'on peut désormais attendre d'elle.

« Elle constate avec plaisir l'accroissement du nombre et de l'activité des Commissions nationales de coopération intellectuelle. La collaboration régulière entre des Commissions nationales bien organisées et la Commission internationale se révèle de plus en plus utile à l'œuvre de coopération intellectuelle. Aussi, l'Assemblée, se référant au vœu déjà exprimé par elle en 1924, invite les Etats membres de la Société qui ne l'auraient pas encore fait, à envisager la possibilité de subvenir aux besoins de leurs Commissions nationales respectives.

« L'Assemblée note, comme particulièrement dignes d'attention et d'encouragement, les propositions de la Commission de coopération intellectuelle relatives aux points suivants:

« 1^o La création à l'Institut international de coopération intellectuelle, d'un Service international de coordination entre les bureaux de renseignements auprès des bibliothèques. Elle souligne l'importance, à cet effet, des bureaux nationaux de renseignements, et souhaite que de tels bureaux soient créés dans les pays qui n'en possèdent pas encore.

« 2^o Les plans de coordination entre les organes de bibliographie des diverses sciences, tels qu'ils ont été établis par les comités d'experts dans d'excellentes conditions techniques, de nature à donner toute satisfaction aux intéressés.

« 3^o La recommandation faite par la Commission internationale en faveur du Bureau international pour les tables annuelles de constantes et de données numériques. Les gouvernements, les savants, les sociétés industrielles sont également intéressées à la continuation de cette entreprise, actuellement menacée par le manque de ressources; une entente entre les gouvernements serait extrêmement désirable pour assurer la publication régulière des tables.

« 4^o Les dispositions prises:

« En vue de la préparation du Congrès des arts populaires;

« En vue d'une entente internationale au sujet des moulages;

« En vue d'une extension du rôle des musées comme instruments de l'éducation artistique, etc.

« L'Assemblée remercie le Gouvernement tchécoslovaque de la subvention généreusement accordée pour faciliter la réunion du Congrès des arts populaires à Prague. Elle

Work of the International Committee on Intellectual Co-operation: Report of the Second Committee.

Mr. Dandurand (Canada), Chairman of the Second Committee, and Dr. Breitscheid (Germany), Rapporteur, came to the platform.

The RAPPOREUR submitted his report (document A. 63. 1927) and read the following resolutions:

« The Assembly has noted with satisfaction the favourable reports presented by the International Committee on Intellectual Co-operation and the Governing Body of the International Institute of Intellectual Co-operation. These reports show that the Intellectual Co-operation Organisation has now in hand a large number of definite and practical undertakings of international co-operation in regard to various scientific, artistic and literary activities, and that results have already been obtained.

« The Assembly observes that, during the past year, several nations, in response to the appeal it made in the previous year, have made a grant to the International Institute of Intellectual Co-operation. The countries making such grants are at present as follows: Austria, Czechoslovakia, France, Hungary, Italy, Monaco, Poland, Switzerland. The Assembly hopes that their example will be followed by the other nations. The reports now before it show clearly that it is only the smallness of its financial resources which prevents the Intellectual Co-operation Organisation from rendering all the services which may now be expected of it.

« The Assembly is glad to see the increase in the number and activity of National Committees on Intellectual Co-operation. The regular co-operation between well-organised National Committees and the International Committee is of ever-increasing utility to the work of intellectual co-operation. The Assembly would therefore refer to the recommendation it made in 1924 and invite the States Members of the League which have not already done so to consider the possibility of providing the necessary funds to meet the expenses of their respective National Committees.

« The Assembly notes, as being particularly worthy of attention and encouragement, the proposals of the Committee on Intellectual Co-operation in regard to the following points:

« 1. The creation, at the International Institute of Intellectual Co-operation, of an international co-ordination service of information offices attached to libraries. The Assembly emphasises the importance in this connection of national information offices, and trusts that such offices may be established in those countries where they do not already exist.

« 2. The proposals for co-ordination between the organs of bibliography for the various sciences drawn up by the committees of experts under excellent technical conditions, in such a way as to give every satisfaction to the persons concerned.

« 3. The recommendation made by the International Committee in favour of the International Office for Annual Tables of Constants and Mathematical Quantities. Governments, scholars and industrial organisations are equally interested in the continuance of this enterprise, which is at present in danger owing to lack of funds. An understanding between Governments is extremely desirable in order to ensure the regular publication of the Tables.

« 4. The steps taken with a view to:

« Preparing for the Popular Arts Congress;

« An international agreement with regard to casts;

« An extension of the work of museums as a means of artistic education, etc.

« The Assembly thanks the Czechoslovak Government for the subsidy so generously granted in order to facilitate the holding of the Popular Arts Congress at Prague. It

félicite le Gouvernement fédéral suisse et tout particulièrement la Ville de Berne de l'initiative prise en vue d'une Exposition internationale des arts populaires qui aura lieu dans cette ville. L'Assemblée charge le Secrétaire général de la Société des Nations et l'Institut de coopération intellectuelle d'aider, dans la mesure de leurs moyens, les promoteurs de cette entreprise.»

* * *

« L'Assemblée a pris connaissance du remarquable rapport présenté par M. Jules Destrée, au nom du Sous-Comité d'experts pour l'enseignement aux enfants et à la jeunesse de l'existence et des buts de la Société des Nations. Elle approuve les recommandations formulées par les experts et charge le Secrétaire général de les transmettre aux gouvernements des Etats membres de la Société des Nations, en les priant de prendre les mesures nécessaires pour donner suite à ces recommandations, dans toute la mesure qui paraîtra possible à chacun d'eux.

« L'Assemblée approuve la création du Centre d'informations scolaires de la Société des Nations, dans les conditions formulées par le Sous-Comité d'experts. Elle décide que le Sous-Comité d'experts continuera ses travaux, suivant la méthode suggérée par le représentant de la France, dans son rapport approuvé par le Conseil à sa séance du 2 septembre 1927. »

Le rapporteur souligne ensuite l'importance de l'œuvre accomplie par la Société en faveur de la coopération intellectuelle. Les arts et la science sont nationaux quant à leur origine, mais internationaux quant à leurs effets, et la Commission de coopération intellectuelle a le devoir de réunir les prestations de tous pour le service de l'humanité entière. La Commission doit réunir aussi les savants et les artistes dans le but de leur démontrer que, malgré les frontières, ils ont le même champ d'action et que tous, ils sont les serviteurs de la même idée sublime.

D'autre part, la coopération intellectuelle doit se réaliser également en ce qui concerne l'éducation de la jeunesse et la nouvelle génération devra, dans tous les pays, apprendre que la Société est une institution indispensable et viable. Il faut faire comprendre aux hommes responsables de tous les pays que l'éducation de la jeunesse ne se fait pas en attisant les haines, mais bien en évoquant la compréhension mutuelle.

Mlle Hélène VACARESCO (Roumanie) constate que, grâce à l'action de la Société des Nations, l'idée même de la paix a changé de visage: d'humble elle est devenue agressive. Loin de s'alarmer de ce ton guerrier, il convient de mettre cette arme pacifique au service de l'idéal commun. De tous côtés, on voit se construire l'arsenal de la paix, et, à cet égard, la Commission de coopération intellectuelle et l'Institut international représentent ce qu'il y a de meilleur dans l'effort de la Société pour pénétrer au plus intime foyer de la vie internationale.

La formule qui guide le travail de l'Institut de Paris: coordination de tous les moyens tendant à la culture de l'esprit, de la conscience et du cœur, n'est sèche qu'en apparence, car elle est singulièrement puissante et son application a permis à l'Institut de devenir un centre unique de données, d'informations, de bulletins, de catalogues — bref, un des points les plus sensibles de l'univers. Le temps n'est plus où l'historien croyait pouvoir se cantonner dans le domaine national; pour répondre aux nouvelles préoccupations de la science, l'Institut international de coopération intellectuelle est arrivé à son heure.

La déléguée de la Roumanie expose ensuite quelques-unes des principales créations de l'Institut: l'Office international des musées, dont l'action s'est déjà réalisée dans les trois expositions de chalcographies qui ont eu lieu simultanément à Paris, à Madrid et à Rome, et le Congrès de l'art populaire, qui doit se tenir à Prague l'année prochaine et qui viendra confirmer cette vérité que l'art populaire, s'il est national dans ses manifestations, est international par essence. Enfin, il y a la question que l'Institut a déjà faite sienne, celle du cinématographe; la déléguée de la Roumanie voudrait que la Société s'associât aux efforts faits par l'Institut en vue de propager justement l'influence du cinématographe quand elle est bonne et de tâcher de l'empêcher quand elle paraît nuisible.

congratulates the Swiss Federal Government, and more particularly the City of Berne, on the initiative regarding an International Exhibition of Popular Arts to be held in that city. The Assembly requests the Secretary-General of the League of Nations and the Institute for Intellectual Co-operation to render every assistance in their power to the promoters of this enterprise."

* * *

"The Assembly has noted the remarkable report presented by M. Jules Destrée on behalf of the Sub-Committee of Experts for the Instruction of Children and Youth in the Existence and Aims of the League of Nations. It approves the recommendations made by the experts, and instructs the Secretary-General to communicate them to the Governments of the States Members of the League of Nations, requesting them, so far as may be possible in each particular case, to take the necessary measures to give effect to the recommendations. The Assembly approves the creation of League of Nations Educational Information Centres under the conditions laid down by the Sub-Committee of Experts. It decides that the Sub-Committee of Experts shall continue its work on the lines suggested by the French representative in his report approved by the Council at its meeting of September 2nd, 1927."

The Rapporteur, in submitting the above resolutions, emphasised the importance of the work of the League of Nations on behalf of intellectual co-operation. Arts and sciences were national in their origin but international in their effects, and it was the task of the Committee on Intellectual Co-operation to ensure that all countries should collaborate to serve humanity as a whole. It was the task of the Committee to bring together men of science and art, and to convince them that, in spite of frontiers, they were all working in the same field and were servants of the same ideal.

Intellectual co-operation must also be realised in the education of the youth, and the new generation in all countries must learn that the League was an essential and a practicable institution. It was necessary to convince the responsible men in all countries that education must be accompanied by a real attempt to comprehend the feelings of other nations.

Mlle. Hélène VACARESCO (Roumania) said that, thanks to the action of the League of Nations, the whole idea of peace had a changed aspect. From being humble, peace had become aggressive. Far from being alarmed at the fighting spirit of peace, it was necessary to use that pacific weapon in the service of a common ideal. On all sides, the arsenal of peace was being equipped, and in this connection the Committee on Intellectual Co-operation and the International Institute represented what was best in the efforts of the League to penetrate to the heart of international life.

The formula which inspired the work of the Institute in Paris, namely, the co-ordination of all methods which tended to enrich the mind, the conscience and the heart, might be arid in appearance, but it was particularly powerful, and its application had enabled the Institute to become a unique centre of information, statistics, bulletins and catalogues — in a word, one of the most sensitive centres in the world. The time had passed when the historian might entrench himself within the national field, and, in order to respond to the new needs of science, the International Institute of Intellectual Co-operation had come in good time.

She would refer to some of the principal achievements of the Institute. These included the International Office of Museums, which had already done practical work in organising the three chalcography exhibitions which had taken place simultaneously in Paris, Madrid and Rome, and the Congress of Popular Art which was to be held in Prague next year and which would confirm the truth that popular art, though it was national in its manifestations, was essentially international.

Finally, there was the question which the Institute had already adopted as its own, namely, the cinématographe. She would wish the League to associate itself with the efforts made by the Institute to spread the influence of the cinema when it was good, and to moderate its influence when it appeared to be injurious.

Tous les membres de l'Assemblée savent assurément combien il est utile de soutenir l'Institut dans ses innombrables efforts, mais si le centre international de Paris est riche d'idées, de vœux et déjà d'espérances, il n'est pas riche dans la réalité du fait. Il est à espérer que le prestige que l'Institut possède sur les arts s'exercera en sa faveur et que les Etats et les grands donateurs comprendront que donner à l'Institut c'est travailler à la paix.

M. Marcel PLAISANT (France) dit que le discours prononcé par l'éminente déléguée de la Roumanie démontre, s'il en était besoin, l'intérêt que porte la Société des Nations à l'Institut international. Il se félicite de ce que le rapport sur l'Institut ait été confié au délégué de l'Allemagne, pays où la culture intellectuelle est particulièrement en honneur et constitue une contribution indispensable au développement du génie humain. De ce qu'a dit M. Breitscheid, le délégué de la France croit pouvoir déduire que l'Allemagne apporte des gages non seulement de l'intérêt moral qu'elle prendra à l'avenir aux travaux de l'Institut, mais encore de l'intérêt matériel par lequel elle sera associée à ces travaux. La France se plaît à n'être rien de plus que l'hôtesse de l'Institut, et sa délégation se félicite de constater que, de l'avis unanime, l'Institut a conservé intact l'esprit international qui a présidé à sa fondation. Il appartient désormais à l'Institut de concentrer ses efforts, de s'appliquer à étudier les problèmes dans un sens parfaitement délimité, mais aussi il doit trouver le concours de tous les Etats, leur sollicitude éclairée par l'entremise des Commissions nationales de coopération intellectuelle, afin d'éviter des créations nouvelles, cause de dispersion des efforts et d'émiettement des énergies intellectuelles. Des voix éloquents ont dit et répété que le désarmement moral devait précéder le désarmement matériel; or, c'est au désarmement des âmes que travaille l'Institut.

Le rapport et les résolutions sont adoptés.

Emprunt grec : Rapport de la deuxième Commission.

M. Suvich (Italie), rapporteur, prend place à la tribune.

M. Suvich donne lecture de son rapport (document A. 91. 1927. II) et soumet la résolution suivante:

« L'Assemblée,

« A appris avec un vif intérêt l'heureux résultat des négociations qui ont eu lieu en vue de l'émission, sous les auspices de la Société des Nations, d'un emprunt devant permettre au Gouvernement hellénique de prendre des mesures de réorganisation financière et monétaire et de poursuivre l'établissement des réfugiés;

« Apprécie, en particulier, le plan élaboré pour la constitution d'une nouvelle banque d'émission et pour la stabilisation de la monnaie de la Grèce;

« Exprime sa haute approbation à tous ceux qui ont collaboré à ces études et notamment au Gouvernement hellénique et au Comité financier;

« Approuve encore l'activité développée dans l'œuvre d'établissement des réfugiés et exprime l'espoir qu'elle puisse aboutir dans un bref délai à son accomplissement;

« Exprime enfin le vœu que l'ensemble des projets bénéficie de la plus complète réussite. »

La résolution est adoptée.

Convention de l'esclavage.

M. Bech (Luxembourg), président de la sixième Commission, et sir Edward Hilton Young (Empire Britannique), rapporteur, prennent place à la tribune.

Sir Edward HILTON YOUNG, en présentant son rapport (document A. 74. 1927. VI), fait ressortir qu'en felevant les esclaves de leur sort misérable et en défendant leurs anciens maîtres de cette dégradation qu'ils s'infligeaient à eux-mêmes en réduisant leurs semblables à une condition aussi odieuse, la Société travaille dans son intérêt le plus élevé.

Les progrès constatés ont été faits vers la réalisation de l'objet que poursuit la Société et qui est l'abolition complète de l'escla-

All the Members of the Assembly appreciated that it was desirable to support the Institute in its numerous efforts. Though the international centre of Paris was rich in ideas and good-will and in hope, it was not rich in material things. It was to be hoped that the prestige which the Institute would have in respect of the arts would influence people in its favour, and that the States and the great philanthropists would understand that to endow the Institute was to work for peace.

M. Marcel PLAISANT (France) said that the speech made by the distinguished delegate of Roumania showed, if such evidence was necessary, the interest taken by the League of Nations in the International Institute. He was glad that the report on the Institute had been entrusted to the delegate of Germany, a country in which intellectual culture was particularly honoured and where it constituted an essential contribution to the development of human genius. He inferred from what M. Breitscheid had said that, not only was Germany ready to give a pledge of the moral interest which she would take in the future of the work of the Institute, but also a pledge of the material interest whereby she would be associated with its work. France was happy to be no more than the hostess of the Institute, and the French delegate was glad to note that it was unanimously felt that the Institute had kept intact the international spirit which had inspired its foundation. It would be for the Institute henceforth to concentrate its efforts and apply itself to studying specific and well-defined problems. It must, however, obtain the collaboration and enlightened interest of all the States through the intermediary of the National Committees of Intellectual Co-operation. In this way, new creations would be avoided, which might lead to a dispersion of effort and a scattering of intellectual energies. It had been eloquently said more than once that material disarmament must be preceded by moral disarmament. It was for the disarmament of men's minds that the Institute was working.

The report and resolutions were adopted.

Greek Loan : Report of the Second Committee.

M. Suvich (Italy), Rapporteur, came to the platform.

M. Suvich read his report (document A. 91. 1927. II) and submitted the following resolution:

“ The Assembly:

“ Has learned with great interest of the successful result of the negotiations which have taken place with a view to the issue, under the auspices of the League of Nations, of a loan to enable the Greek Government to take measures of financial and monetary reorganisation, and to proceed with the settlement of the refugees;

“ In particular, expresses its appreciation of the plan which has been drawn up for the creation of a new bank of issue and for the stabilisation of the Greek currency;

“ Expresses its appreciation to all those who have collaborated in these investigations and especially to the Greek Government and to the Financial Committee;

“ Approves the progress made in the refugee settlement work and expresses the hope that this work will soon be successfully brought to a close;

“ In conclusion, expresses the hope that the entire scheme which has now been elaborated will be fully successful.”

The resolution was adopted.

Slavery Convention.

M. Bech (Luxembourg), Chairman of the Sixth Committee, and Sir Edward Hilton Young (British Empire), Rapporteur, came to the platform.

Sir Edward HILTON YOUNG, introducing his report (document A. 74. 1927. VI), emphasised that, in raising up slaves and protecting those who were the masters of slaves from the degradation which was the result of imposing that odious status upon any of their fellowmen, the League was furthering its best interests.

There had been a steady advance towards the achievement of the League's object, which was the complete abolition of

vage. Il est parvenu des renseignements de la plus grande valeur d'un grand nombre d'Etats, dont quelques-uns ont informé la Société qu'ils ne seraient pas en mesure de fournir beaucoup plus de renseignements sur la question, parce que leur législation était déjà conforme aux principes posés par la Société et que toute nouvelle amélioration dans la situation de leur territoire ne pourrait se faire que très lentement.

Il avait été établi en 1896 un nouveau protectorat britannique sur le Sierra Leone, où l'on avait laissé persister une forme modifiée de servitude domestique, incompatible avec les principes de la culture et de la civilisation britanniques. Le Gouvernement britannique croyait que la reconnaissance de ce système avait été supprimée de la législation de ce territoire, mais les juges de sa Cour suprême ont découvert dans la législation une lacune telle que la reconnaissance dudit système demeurerait possible. Des mesures immédiates et urgentes ont donc été prises et l'Assemblée législative du protectorat du Sierra Leone a d'ores et déjà adopté en première lecture un projet de loi abolissant, à dater du 1^{er} janvier 1928, la reconnaissance juridique de la forme modifiée de servitude domestique dont il s'agit.

Au sujet du fâcheux retard survenu dans la ratification de la Convention de l'esclavage par la majorité des Etats, le délégué britannique informe l'Assemblée que, depuis la réduction de son rapport, une nouvelle ratification est intervenue, celle du royaume de Norvège.

En terminant, il insiste sur le fait que la qualité de Membre de la Société impose les obligations les plus sacrées quant à l'abolition de la plus odieuse de toutes les institutions humaines.

Le rapporteur soumet la résolution suivante :

« L'Assemblée prend acte du rapport du Conseil et des rapports supplémentaires sur l'esclavage contenant des communications faites à ce sujet par le Gouvernement britannique, le Gouvernement éthiopien, les Gouvernements de l'Inde, du Portugal et du Soudan et, étant donné le nombre limité des instruments de ratification de la Convention du 25 septembre 1926, qui ont été déposés jusqu'ici, exprime l'espoir que les Etats qui ont signé la Convention la ratifieront aussitôt qu'il sera possible. »

La résolution est adoptée.

Le système du vote unique transférable et le principe de la représentation proportionnelle en général, eu égard au problème de l'élection des Membres non permanents du Conseil.

M. BECH (Luxembourg), rapporteur, donne lecture du rapport et du projet de résolution ci-après :

« La sixième Commission a étudié le système du vote unique transférable, ainsi que le principe de la représentation proportionnelle en général, eu égard au problème de l'élection des Membres non permanents du Conseil.

« D'accord avec les auteurs de la proposition, elle estime que, si le principe de la représentation proportionnelle devait être admis, le système du vote unique transférable constituerait une forme de la représentation proportionnelle susceptible d'être appliquée aux élections des Membres du Conseil. Mais elle est d'avis qu'il est nécessaire de continuer l'expérience du système en vigueur et qu'il ne devrait y avoir aucun changement au mode de votation actuel jusqu'au moment où il apparaîtrait opportun de le remplacer.

« Si ce cas se présentait, l'étude qui a été faite du système du vote unique transférable aurait alors été très précieuse.

« La sixième Commission est donc d'avis que la documentation qui a été rassemblée sur cette question devrait être réservée pour un examen ultérieur éventuel. Les Membres de la Société des Nations qui désireraient compléter ladite documentation pourront utilement envoyer leurs informations au Secrétariat, à cette fin.

« La sixième Commission soumet à l'Assemblée la résolution suivante :

« L'Assemblée adopte le rapport de la sixième Commission. »

Le rapport et la résolution sont adoptés.

slavery. Most valuable information had been received from many States, some of which had informed the League that they would not be able to give much further information on the subject because their legislation was already in harmony with the principles laid down by the League and that any further change in their territories could only be achieved very slowly.

In 1896, a new British protectorate had been founded in Sierra Leone in which a modified form of domestic servitude, inconsistent with the principles of British culture and civilisation, had been allowed to remain. The British Government had thought that the recognition of that status had been eliminated from the laws of that territory, but the judges of its highest Court had discovered an hiatus in the legislation which made possible a continued recognition of the status. Immediate and urgent measures had therefore been taken and the Legislative Assembly of the Protectorate of Sierra Leone had already adopted the first reading of a Bill which would from January 1st, 1928, abolish the legal recognition of the modified form of domestic servitude to which he had referred.

Referring to the unfortunate delay in the ratification of the Slavery Convention by the majority of States, he informed the Assembly that, since his report was drafted, one more State, the Kingdom of Norway, had ratified that Convention.

In conclusion, he would emphasise the fact that membership of the League imposed the highest obligations in regard to the abolition of the most odious of all human institutions.

He submitted the following resolution :

« The Assembly notes the report from the Council and the supplementary reports regarding slavery which contain communications on this subject from the Government of Abyssinia, the British Government, the Government of India, the Government of Portugal and the Government of the Sudan, and, in view of the limited number of ratifications of the Convention of September 25th, 1926, which have been deposited up to the present, expresses the hope that the States which have signed will ratify the Convention as soon as possible. »

The resolution was adopted.

The System of the Single Transferable Vote, and the Principle of Proportional Representation in general, in connection with the Problem of the Election of the Non-Permanent Members of the Council.

M. BECH (Luxembourg), Rapporteur, read the following report and draft resolution :

« The Sixth Committee has had under consideration the system of the single transferable vote and the principle of proportional representation in general as applicable to the election of the non-permanent Members of the Council.

« It agrees with the authors of the proposal in thinking that, were the principle of proportional representation to be adopted, the single transferable vote system would be a form of proportional representation which could be applied to the Council elections. It is, however, of opinion that the present system should be given a fair trial, and that the method of balloting now employed should not be changed until it should appear opportune to do so.

« In that eventuality, the study which has taken place of the system of the single transferable vote would prove to have been of great value.

« The Sixth Committee is therefore of opinion that the documentation which has been collected on the subject should be reserved for future study if the necessity should arise. Any Members of the League wishing to complete the above-mentioned documentation may with advantage send such information for this purpose to the Secretariat.

« The Sixth Committee submits the following resolution to the Assembly :

« The Assembly adopts the report of the Sixth Committee. »

The report and resolution were adopted.

Travaux de la Conférence d'experts de presse: Rapport de la sixième Commission.

M. DE BROUCKÈRE (Belgique), rapporteur, prend place à la tribune. Il présente son rapport (document A. 77. 1927) et soumet le projet de résolution suivant:

« L'Assemblée,

« Constatant le succès obtenu par la Conférence d'experts de presse et exprimant sa reconnaissance aux représentants de la presse pour leur collaboration,

« Se félicite de ce que le Conseil ait envisagé les mesures nécessaires pour donner promptement aux résolutions de la Conférence la suite qu'elles comportent;

« Fait confiance aux organisations techniques saisies par le Conseil d'un certain nombre de ces résolutions, pour qu'elles engagent le plus tôt possible les études spéciales relatives notamment aux questions de tarifs télégraphiques et téléphoniques, à l'amélioration des communications, à l'expédition des journaux, aux cartes d'identité pour journalistes et au visa des passeports de journalistes;

« Fait confiance au Conseil pour que, lors de sa session de décembre, il prenne les mesures les plus convenables pour attirer sur les autres résolutions adoptées par la Conférence la bienveillante attention des gouvernements, afin que suite leur soit donnée;

« Et note avec satisfaction que le Conseil, considérant le vœu émis par la Conférence, s'est déclaré disposé en principe, si la nécessité s'en faisait sentir un jour et si le développement des problèmes techniques d'ordre international qui se posent à la presse le faisait paraître désirable aux intéressés eux-mêmes, à prêter le concours des organismes de la Société des Nations à l'étude de ces problèmes et à organiser éventuellement à cet effet une consultation ou à convoquer une conférence. »

M. SÉROT (France) attire l'attention de l'Assemblée sur l'importance des travaux de la Conférence d'experts de presse et sur l'action considérable qu'est appelée à exercer la mise en application de la résolution contenue dans le rapport. C'est une œuvre de pacification que la Conférence a poursuivie. Il s'agit en effet de détruire des privilèges plutôt que d'en accorder, puisque désormais les éléments modestes de la presse pourront avoir les mêmes facilités d'information que les éléments les plus puissants.

Cette Conférence a donné en même temps la preuve de la confiance de la presse en la Société des Nations.

La Société des Nations pourra, maintenant qu'elle est saisie des desiderata de la presse, employer ses organismes techniques à en réaliser l'objet. Il s'agit surtout de faire circuler à travers tous les pays les informations avec rapidité et à bon marché. L'emploi du téléphone et du télégraphe doit être facilité par la réduction des tarifs. Cette rapidité et ce bon marché constituent la meilleure garantie contre les nouvelles fausses et rendent inutile l'emploi de tout autre moyen de contrôle.

Aussi cette Conférence a-t-elle une signification pacifique. Elle a travaillé pour une meilleure entente entre les peuples.

Le rapport et la résolution sont adoptés.

Résultats de la Conférence pour la création de l'Union de secours.

M. Dandurand (Canada), président de la deuxième Commission, et M. de Baranyai (Hongrie), rapporteur, prennent place à la tribune.

M. BARANYAI donne lecture de son rapport (document A. 89. 1927) et du projet de résolution suivant:

« L'Assemblée,

« Se félicitant du succès de la Conférence pour la création d'une Union internationale de secours;

« Convaincue que les gouvernements, à qui sont actuellement soumis les résultats de cette Conférence, ne manqueront pas de donner définitivement leur concours à son œuvre de solidarité internationale;

Work of the Conference of Press Experts: Report of the Sixth Committee.

M. DE BROUCKÈRE (Belgium), Rapporteur, came to the platform.

He presented his report (document A. 77. 1927) and submitted the following draft resolution:

" The Assembly,

" Noting the success of the Conference of Press Experts, conveying its thanks to the representatives of the Press for their collaboration;

" Expresses its satisfaction that the Council has considered the steps required for promptly giving the necessary effect to the resolutions of the Conference;

" Trusts that the technical organisations to which the Council has submitted a number of these resolutions will undertake as soon as possible the special enquiries relating in particular to the questions of telegraphic and telephonic rates, the improvement of communications, the conveyance of newspapers, identity cards for journalists and visas for journalists' passports;

" Trusts that the Council, at its December session, will take the most suitable measures to enlist the sympathetic attention of Governments for the other resolutions adopted by the Conference in order that effect may be given to them; and

" Notes with satisfaction that the Council, taking into account the recommendation made by the Conference, has declared that, should it at some future time appear necessary and should developments in the technical international problems which affect the Press make it seem desirable to those concerned, it will in principle be willing to lend assistance of the organisations of the League for the study of these questions, and to organise a consultation or call a conference for this purpose."

M. SEROT (France) emphasised the importance of the work of the Conference of Press Experts, and the considerable action involved in carrying into effect the resolution contained in the report. It was a work of pacification which the Conference had pursued. The problem had been rather to abolish privileges than to grant them, and henceforth the weaker elements of the Press would have the same facilities for information as the more powerful elements.

This Conference had at the same time been a proof of the confidence of the Press in the League of Nations.

The League of Nations would be able, now that it knew the needs of the Press, to use its technical organisations to meet them. The principal problem was to procure a rapid circulation through all countries of information at cheap rates. The use of the telephone and the telegraph must be facilitated by a reduction of tariffs. Rapidity and cheapness would be the best guarantee against the dissemination of false news and would render unnecessary the employment of any other method of control.

The League had appreciated the pacific significance of the Press Conference. The Conference had worked for the better understanding between peoples.

The report and resolution were adopted.

Results of the Conference for the Establishment of an International Relief Union.

Mr. Dandurand (Canada), Chairman of the Second Committee, and M. Baranyai (Hungary), Rapporteur, came to the platform.

M. BARANYAI read his report (document A. 89. 1927) and submitted the following draft resolution:

" The Assembly,

" Highly gratified at the success of the Conference for the creation of an International Relief Union;

" Convinced that the Governments, before which the results of the Conference have now been laid, will definitely decide to co-operate in this work of international solidarity;

« Exprime sa gratitude au sénateur Ciruolo, au président de la Conférence et aux membres de la Commission d'étude du projet qui a servi de base aux travaux de la Conférence, et invite le président de la Conférence et les membres ou experts de la Commission d'étude à se tenir à la disposition du Conseil pour lui proposer toutes mesures de nature à faciliter la mise en vigueur et l'application de la Convention conclue par la Conférence. »

Le rapport et la résolution sont adoptés.

Travaux du Comité financier.

M. DJOURITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) rapporteur, prend place à la tribune.

Il présente son rapport et attire l'attention de l'Assemblée sur les travaux du Comité financier.

Le Comité financier est l'un des plus actifs de la Société des Nations et est parvenu depuis sa création à des résultats extrêmement importants dans les domaines les plus divers et en s'écartant même quelquefois des principes qui avaient présidé à sa constitution. Son action, souvent imprévue, a toujours été très heureuse. Elle a abouti, en particulier, à la conclusion d'une série d'emprunts effectués sous ses auspices par différents pays en proie à des difficultés financières. Ces emprunts se montent à 70 millions de livres sterling. Ils ont eu pour but la stabilisation monétaire et la création de l'équilibre budgétaire de ces Etats. La stabilisation monétaire a été assurée par la création de banques nationales pour l'émission de monnaies fiduciaires, complètement indépendantes des Etats. L'équilibre budgétaire a été réalisé par une série de propositions tendant à la fois à opérer des économies raisonnables et à augmenter les recettes. Les résultats obtenus par le Comité financier, par l'application de cette double méthode, ont été si remarquables que les mêmes principes ont servi de base à la restauration financière d'Etats ne faisant pas appel à l'aide de ce Comité, notamment l'Allemagne.

Le Comité financier a de même réalisé la conclusion d'un emprunt compliqué et délicat en faveur de la Ville libre de Dantzig, ainsi que la stabilisation monétaire de l'Estonie, dotée aujourd'hui d'une monnaie à change or, qui a permis l'année dernière l'émission d'un emprunt de stabilisation.

Le Comité financier a réussi à établir, sur les bases du projet finlandais, un moyen pratique de mobiliser les ressources financières des Etats membres de la Société des Nations contre un Etat coupable d'agression.

Il a étudié aussi des questions générales relatives à la double imposition, à l'évasion fiscale et à la question du faux monnayage.

Il s'est, en outre, pendant l'exercice 1926-1927, occupé des réfugiés bulgares et de la reconstruction financière de la Grèce.

M. Djouritch propose à l'Assemblée l'adoption de la résolution suivante:

« L'Assemblée prend acte des travaux du Comité financier et exprime sa grande satisfaction de l'œuvre éminemment utile accomplie par lui. »

Le rapport et la résolution sont adoptés.

Contributions arriérées.

M. van Eysinga (Pays-Bas), président de la quatrième Commission, prend place à la tribune.

M. VAN EYSINGA, remplaçant M. Vennersten (Suède), rapporteur, donne lecture du rapport sur les contributions arriérées et fournit en même temps quelques éclaircissements au texte.

Il soumet la résolution suivante:

« L'Assemblée invite le Secrétaire général:

« 1. A poursuivre les négociations avec le Gouvernement chinois en vue d'arriver à un arrangement permettant d'assurer le règlement définitif des contributions arriérées;

« 2. A faire de nouvelles démarches, par les voies qu'il jugera appropriées, auprès des autres Etats actuellement redevables d'arriérés;

« Offers its thanks to Senator Ciruolo, to the President of the Conference, and to the members of the Preparatory Committee for the scheme on which the Conference's work was based, and requests the President of the Conference and the members and experts of the Preparatory Committee to hold themselves at the Council's disposal to propose to it all measures that may be calculated to facilitate the putting into force and the application of the Convention concluded by the Conference. »

The report and resolution were adopted.

Work of the Financial Committee.

M. Djouritch (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes), Rapporteur, came to the platform.

He presented his report and drew the attention of the Assembly to the work of the Financial Committee.

The Financial Committee was one of the most active bodies of the League of Nations, and it had, since its creation, achieved extremely important results in the most varied fields, in some cases even going beyond the principles which had inspired its constitution. Its action, often unexpected, had always been extremely fortunate. It had, in particular, arranged for the conclusion of a series of loans issued under its auspices by various countries in financial difficulties. These loans amounted to £70,000,000 sterling. Their object had been to stabilise the currency and restore budget equilibrium in the States concerned. The stabilisation of the currencies had been ensured by the creation of national banks for the issue of notes completely independent of the States. Budget equilibrium had been achieved by a series of proposals whose object was to effect reasonable economies and increase revenues. The results achieved by the Financial Committee by the application of this double method had been so remarkable that the same principles had served as a basis for the financial reconstruction of States which had not appealed for assistance to that Committee. A notable case was that of Germany.

The Financial Committee had also arranged for the conclusion of a complicated and delicate loan on behalf of the Free City of Danzig, as well as the stabilisation of the currency of Estonia, which now had a currency on a gold basis and had accordingly, last year, been able to float a stabilisation loan.

The Financial Committee had succeeded in establishing, on the bases of the Finnish scheme, a practical means of mobilising the financial resources of States Members of the League of Nations against a State guilty of aggression.

It had also studied general questions relating to double taxation, fiscal evasion and counterfeiting.

It had further, during the period 1926-1927, dealt with the problem of the Bulgarian refugees and the financial reconstruction of Greece.

He would submit the following resolution:

« The Assembly takes note of the activities of the Financial Committee and expresses its great satisfaction with the highly useful work accomplished by it. »

The report and resolution were adopted.

Contributions in Arrears.

M. van Eysinga (Netherlands), Chairman of the Fourth Committee, came to the platform.

M. VAN EYSINGA, replacing M. Vennersten (Sweden), Rapporteur, read the report on contributions in arrears, and gave some explanations in regard to the text.

He submitted the following draft resolution:

« The Assembly requests the Secretary-General:

« (1) To continue negotiations with the Chinese Government with a view to arriving at some arrangement by which the contributions in arrears may be liquidated;

« (2) To make further representations, through such channels as he may consider appropriate, to the other States at present in arrears;

« 3. A soumettre au Conseil, en temps utile, un rapport indiquant les résultats des mesures qu'il aura pu prendre. »

Le rapport et la résolution sont adoptés.

Instituts ou organismes constitués sous l'autorité de la Société des Nations : Proposition de la délégation britannique.

Le PRÉSIDENT dit que la Commission de l'ordre du jour, après avoir examiné la proposition, est d'avis de la renvoyer à la deuxième Commission.

Il en est ainsi décidé.

III. PREMIÈRE COMMISSION: TRAVAUX DES SOUS-COMMISSIONS

La Sous-Commission N° 2 (Codification) s'est réunie hier matin, jeudi 22 septembre, à 10 heures.

Elle a adopté le rapport de M. POLITIS (Grèce) sur la suite à donner aux travaux du Comité des experts.

Elle s'est réunie de nouveau à 15 h. 30 et a adopté le rapport de M. CABALLERO (Paraguay) sur le projet de plan général de codification.

La Sous-Commission N° 3 (Arbitrage) a discuté, en présence de représentants de la troisième Commission, les termes d'un rapport sur le projet norvégien de convention d'arbitrage, envoyé pour examen à la première Commission.

Le rapport présenté par M. MOTTA (Suisse) a été adopté.

IV. NEUVIÈME SÉANCE DE LA TROISIÈME COMMISSION

La troisième Commission a tenu sa neuvième séance hier, jeudi 22 septembre, à 16 heures, sous la présidence de M. BENES (Tchécoslovaquie).

Assistance financière aux Etats victimes d'une agression : Proposition de M. Holsti, délégué de la Finlande (document A.III/II.1927).

Après une communication de M. HOLSTI, relative à un projet d'amendement à la proposition finlandaise déposé par le Bureau, M. LOUDON (Pays-Bas) exprime toute la sympathie de la délégation néerlandaise pour la proposition finlandaise, qu'elle appuie en principe, mais en estimant que sa mise en application exige une collaboration suffisante des Etats membres de la Société des Nations.

Suivant la proposition du Comité financier, les garanties ne joueront qu'en vertu d'une décision du Conseil spécifiant qu'il y a rupture du Pacte. Il importe donc de pousser plus loin l'étude de l'article 16, à défaut de quoi, dans l'état actuel de la question, le Gouvernement néerlandais aurait à juger d'abord lui-même s'il y a eu ou non agression. Il considère néanmoins que les résolutions de la Commission donneront un nouvel élan à l'étude de l'article 16.

M. PFLÜGL (Autriche) exprime tout l'intérêt de son gouvernement pour la proposition finlandaise, mais ne peut se prononcer encore au nom de son gouvernement sur le fond de la question, dont il importe de faire une étude plus poussée, en examinant pour chaque cas particulier toutes les difficultés qui se posent. La plus grave de ces difficultés sera peut-être celle qui consistera à recueillir les fonds. L'Etat attaqué aura, d'autre part, d'autant plus de difficulté à s'acquitter des obligations financières encourues que celles-ci seront contractées nécessairement en monnaie étrangère. Ces diverses difficultés trouveront leur solution dans l'accomplissement des travaux

« (3) To submit to the Council in due course a report showing the results of the action taken by him. »

The report and resolution were adopted.

Institutes or Bodies set up under the Authority of the League of Nations : Proposal of the British Delegation.

The PRESIDENT said that the Agenda Committee had considered this proposal and suggested that it should be referred to the Second Committee.

The recommendation of the Agenda Committee was adopted.

III. FIRST COMMITTEE: WORK OF THE SUB-COMMITTEES

Sub-Committee 2 (Codification) met yesterday (Thursday, September 22nd) at 10 a.m.

It adopted the report of M. POLITIS (Greece) concerning the action to be taken as a result of the work of the Committee of Experts.

It met again at 3.30 p.m. and adopted the report of M. CABALLERO (Paraguay) concerning the proposed general plan of codification.

Sub-Committee 3 (Arbitration) discussed with representatives of the Third Committee the terms of a report on the Norwegian proposal for an arbitration convention, which had been submitted to the First Committee for examination.

The report submitted by M. MOTTA (Switzerland) was adopted.

IV. NINTH MEETING OF THE THIRD COMMITTEE

The Third Committee held its ninth meeting yesterday (Thursday, September 22nd), at 4 p.m., under the chairmanship of M. BENES (Czechoslovakia).

Financial Assistance to States Victims of Aggression. Proposal of M. Holsti, Delegate of Finland (document A. III/II. 1927).

Following a communication from M. HOLSTI concerning a draft amendment to the Finnish proposal laid before the Committee by the Bureau, M. LOUDON (Netherlands) expressed the full sympathy of the Dutch delegation with the Finnish proposal, which it supported in principle. It thought, however, that to put it into practice would require adequate co-operation on the part of States Members of the League of Nations.

According to the proposal of the Financial Committee, the guarantees would only come into force after the Council had taken a decision to the effect that a violation of the Covenant had occurred. It was important, therefore, to take the study of Article 16 further, otherwise the Dutch Government, in the present state of the question, would have first to decide for itself whether or not an act of aggression had been committed. He considered, however, that the resolutions of the Committee would give a fresh incentive to the study of Article 16.

M. PFLÜGL (Austria) affirmed the interest of his Government in the Finnish proposal. He could not, however, give his Government's views on the principle underlying it, for it was necessary to make a closer study by examining all the difficulties arising in each special case. The gravest of these difficulties perhaps was that which concerned the collection of funds. The State attacked would find it all the more difficult to meet the financial obligations which it incurred, as they would be contracted of necessity in a foreign currency. These various difficulties could be solved by the future work of the Financial Committee, but he would cordially support, personally and

futurs du Comité financier, mais il appuie cordialement, en son nom et au nom de son gouvernement, la proposition de M. Holsti.

M. POLITIS (Grèce) déclare qu'il est autorisé par son gouvernement à appuyer de tout cœur la proposition finlandaise et est disposé personnellement à participer à l'organisation de l'assistance financière.

M. BIRKE (Danemark) considère que la proposition finlandaise à laquelle il se rallie ne peut être considérée que comme une recommandation en faveur d'une étude ultérieure et plus complète du problème. Sa délégation partage l'avis du Bureau de la troisième Commission et considère que l'étude de ce projet devra rentrer dans l'étude générale du désarmement, dont il fait naturellement partie.

M. CADOGAN (Empire Britannique) déclare, en l'absence de lord Onslow, que celui-ci a l'intention de se rallier aux déclarations déjà faites par sir Austen Chamberlain au Conseil, et selon lesquelles le plan d'aide financière aux Etats victimes d'une agression doit faire partie d'un projet général de désarmement.

M. WORM-MÜLLER (Norvège) déclare qu'il ne peut se prononcer au nom de son gouvernement avant que la question n'ait été soumise au Parlement, étant donné que l'adoption du plan impliquerait préalablement un vote de crédits.

M. DE BROUCKÈRE (Belgique) annonce que ce n'est point pour faire des réserves qu'il prend la parole. Son gouvernement a toujours donné à la proposition finlandaise un appui sans conditions, et il ne se contente pas de simples assurances de sympathie. Ses réserves ne porteront que sur les réserves faites par les précédents orateurs, en particulier sur celle qui a été formulée par M. Loudon. Le délégué des Pays-Bas fonde sa réserve sur une interprétation de l'article 16, et il pense que c'est à chaque Membre de la Société de prendre une décision. M. de Brouckère n'est pas de cet avis, le deuxième paragraphe de l'article 16 imposant au Conseil le devoir de prendre une décision, puisque le Conseil a le devoir de faire des recommandations qui seraient sans portée si le Conseil n'avait décidé au préalable qu'il y a ou non agression. L'interprétation de 1921, sur laquelle se fonde M. Loudon, s'est subordonnée elle-même, dans l'esprit de ses auteurs, à l'adoption de certains amendements à l'article 16, lesquels n'ont pas été ratifiés. Cette interprétation a donc une valeur incomplète, et aucun gouvernement n'a l'obligation de s'incliner devant elle. Dans ces conditions, la question reste entière. On pourra à l'avenir prendre des décisions, mais sans avoir le droit de donner une interprétation.

Le PRÉSIDENT répond au délégué de l'Inde qu'il ne s'agit pour le moment que de se prononcer sur le principe de l'étude de la proposition, les questions précises relatives au fond étant réservées et chaque gouvernement ayant le droit de prendre connaissance du texte définitif en ce moment à l'étude, avant de s'engager. Il signale que le Bureau propose d'ajouter à la résolution finlandaise un paragraphe additionnel relatif à la procédure à suivre pour les études au sein du Comité de sécurité de la Commission préparatoire.

Il soumet le texte suivant:

« L'Assemblée,

« Ayant pris connaissance du projet soumis au Conseil par le Comité financier au sujet de la proposition du Gouvernement finlandais tendant à assurer l'aide financière à tout Etat victime d'une agression;

« Constatant l'importance d'un système d'aide financière destiné à contribuer à l'organisation de la sécurité indispensable pour aboutir au désarmement général;

« Prie le Conseil de continuer l'étude du projet que le Comité déclare être nécessaire afin de le compléter et de le mettre au point, en vue de son adoption éventuelle soit à une Conférence du désarmement, soit à une Conférence spéciale à convoquer à cet effet;

« Suggère au Conseil qu'il y aurait avantage à soumettre ledit projet, ainsi que la documentation préparée par la Section juridique du Secrétariat au sujet de l'article 16,

on behalf of his Government, the proposal of the Finnish delegation.

« M. POLITIS (Greece) was authorised by his Government to support the Finnish proposal to the utmost of his ability. He was ready personally to take part in the organisation of financial assistance.

M. BIRKE (Denmark) took the view that the Finnish proposal to which he agreed could only be considered as a recommendation in support of a future and more complete study of the problem. His delegation shared the views of the Bureau of the Third Committee, which thought that the study of the scheme ought to be included in the general study of disarmament, of which it formed a part.

Mr. CADOGAN (British Empire), in the absence of Lord Onslow, said that Lord Onslow had intended to endorse the statements already made by Sir Austen Chamberlain at the meeting of the Council, to the effect that the plan of financial aid to States victims of aggression ought to be made part of the general scheme of disarmament.

M. WORM-MULLER (Norway) said that he could not give his Government's views on the matter until the question had been submitted to Parliament, in view of the fact that the adoption of the plan would entail a preliminary vote of credits.

M. DE BROUCKÈRE (Belgium) said he did not intend to make reservations. His Government had always supported the Finnish proposal unconditionally and he would not confine himself to a mere expression of sympathy. The only reservations he would make concerned the reservations made by previous speakers, more particularly that made by M. Loudon. The Dutch delegate based his reservation on an interpretation of Article 16, and took the view that each Member of the League would be called upon to take a decision. He could not agree with that view. The second paragraph of Article 16 imposed a duty on the Council to take a decision, since the Council had to make recommendations, a procedure which would have no meaning if the Council had not previously decided whether or not an act of aggression had been committed. The interpretation put forward in 1921, on which M. Loudon based his view, was itself subordinate in the minds of its authors to the adoption of certain amendments to Article 16 which had not been ratified. That interpretation was therefore incompletely valid, and no Government was compelled to respect it. In those circumstances, the question remained entirely untouched. Decisions might be taken in the future, but the right to give an interpretation could not be admitted.

The CHAIRMAN, replying to the delegate of India, said that the problem for the moment was merely to decide in principle concerning the examination of the proposal. The definite problems relating to the substance of the question were reserved, and each Government had the right to consider a final text, which was at the moment under examination, before taking any decision. He would point out that the Bureau was proposing to add to the Finnish resolution an additional paragraph concerning the proceedings to be followed for investigations conducted in the Committee on Security and the Preparatory Commission. He would submit the following text:

“ The Assembly,

“ Having taken note of the plan submitted to the Council by the Financial Committee with regard to the Finnish Government's proposal for ensuring financial aid to any State victim of aggression;

“ Being convinced of the need for a system of financial aid for contributing to the organisation of security, which is an indispensable preliminary to general disarmament:

“ Requests the Council, with the aid of the competent Committees, to continue its examination of the plan, which the Committee declares to be necessary, and to prepare and complete it with a view to its final adoption either by a Disarmament Conference or by a special Conference to be convened for the purpose;

“ Suggests to the Council that it would be advisable to submit the plan referred to, and the documents relating to Article 16, prepared by the Legal Section of the Secreta-

les observations présentées par divers gouvernements et les procès-verbaux des débats à la troisième Commission à ce sujet, au Comité dont elle propose la constitution dans sa résolution relative à l'arbitrage, la sécurité et le désarmement.»

La proposition et l'amendement sont adoptés.

M. PAUL-BONCOUR (France) dit que la délégation française s'associera de tout son cœur aux études pouvant être continuées pour la mise au point de la proposition finlandaise. Mais la forme sous laquelle se continueront ces études est le problème le plus intéressant à résoudre pour l'instant. L'aspect purement technique de la question ne peut être saisi que par les Comités spéciaux, notamment par le Comité financier qui s'en est déjà occupé. D'un autre côté, le problème se rattache à l'ensemble des préoccupations relatives à la sécurité. Par conséquent, le Comité envisagé devra s'en servir comme l'un des éléments de la précision plus grande possible à apporter à la sécurité.

Sans doute, chaque nation est libre de faire toutes réserves qu'elle croit nécessaires sur des engagements futurs, mais quand on parle de possibilité d'engagement, il n'y a pas lieu de faire des réserves, puisque chacun n'en prendra que dans la mesure où il croira devoir le faire.

Le délégué français signale enfin que toutes ces précisions nouvelles de sécurité dont se préoccupe la troisième Commission sont liées au succès d'une Conférence de réduction des armements et que cette réduction des armements sera évidemment proportionnelle aux garanties qui figureront dans la colonne de l'actif. Il faudra donc donner le maximum de garanties possible à ceux qui, précisément, en apporteront.

M. SOKAL (Pologne) déclare, une fois de plus, que sa délégation appuie très chaleureusement la proposition finlandaise. D'autre part, il prie les délégués de se référer au memorandum détaillé du Gouvernement polonais sur le projet élaboré par le Comité financier.

Au point de vue de la législation financière polonaise, il n'y a pas d'objection à assumer une garantie telle que l'envisage le Comité financier. Il s'agit simplement, dans le projet, de préparer avec soin un mécanisme qui, le cas échéant, pourra fonctionner. Mais il est évident que la mise en application du plan est subordonnée à toute une série de solutions politiques et juridiques à appliquer dans l'avenir et qui forment la base même du problème de la sécurité.

Dans cet esprit, il s'associe pleinement aux paroles de M. de Brouckère et de M. Paul-Boncour, et qui sont de nature à donner satisfaction à tous les auteurs de réserves.

M. MOTTA (Suisse) estime que l'interprétation de M. de Brouckère appelle des réserves nécessaires.

Le délégué de la Belgique a rappelé à juste titre la résolution interprétative de 1921. Ceux qui l'ont votée étaient unanimes et ils demeurèrent sans doute fidèles à leur conception d'alors, d'autant plus que plusieurs d'entre eux ont eu à s'expliquer devant leurs gouvernements et leurs parlements sur la portée de l'article 16.

Sans vouloir ouvrir sur ce point une discussion qui conduirait trop loin, M. Motta voudrait souligner ce fait essentiel qu'il faut distinguer très nettement les valeurs juridiques des valeurs morales. Les recommandations du Conseil peuvent avoir une valeur supérieure même à la valeur juridique d'une décision, mais les décisions appartiennent aux gouvernements nationaux. C'est ainsi que la délégation suisse a toujours interprété la position du Conseil à l'égard des gouvernements nationaux, et il ne faudrait pas qu'un doute s'élevât sur cette situation, car autrement cela pourrait faire rouvrir toute la discussion.

M. Motta déclare se rallier à la proposition finlandaise; celle-ci doit conduire à une étude puis à un projet. Le représentant britannique disait que ce projet aurait un aspect différent à ses yeux suivant qu'il viendrait devant la Conférence du désarmement ou devant une Conférence spéciale tenue avant celle du désarmement. M. Motta n'a pas à émettre d'avis sur cette attitude, mais il constate que, lorsque la question sera posée d'une manière concrète à une Conférence, chaque Etat aura le droit d'en discuter et de se lier ou non.

riat, to the Committee which it proposes to appoint in pursuance of its resolution relative to arbitration, security and disarmament."

The proposal and the amendment were adopted.

M. PAUL-BONCOUR (France) said that the French delegation cordially desired that the investigations might be continued with the view to following up the Finnish proposal. The most interesting problem to be settled at the moment was the form which these investigations should take. The purely technical aspect of the question could only be dealt with by special committees, and particularly by the Financial Committee, which had already considered it. On the other hand, the problem was bound up with the problem of security as a whole. The proposed committee would, as one of the factors, have to give the clearest possible definition of security.

Doubtless every nation was free to make any reservations which it considered necessary in respect of future engagements, but, when it was merely a question of the possibility of an engagement, there was no call to make reservations, since each party would only enter into such engagements to the extent in which it believed it was its duty to do so.

Finally, he would emphasise that all these further definitions of security with which the Third Committee was concerned were bound up with the success of the Conference for the Reduction of Armaments, and that the reduction would evidently be proportional to the guarantees which would appear on the positive side. It was accordingly necessary to give the maximum number of guarantees possible to those who contributed such guarantees.

M. SOKAL (Poland) again emphasised that his delegation very warmly supported the Finnish proposal. On the other hand, he would ask delegates to refer to the detailed memorandum of the Polish Government on the scheme prepared by the Financial Committee. From the point of view of Polish financial legislation, there was no objection to assuming a guarantee such as the Financial Committee proposed. The intention of the scheme was merely to prepare carefully a machinery which, if necessary, would be workable. It was clear, however, that the application of the plan was conditional upon a whole series of political and legal solutions to be applied in the future, which would form the basis of the problem of security.

In this spirit he fully associated himself with the words of M. Paul-Boncour, which were calculated to meet the wishes of all those who had submitted reservations.

M. MOTTA (Switzerland) thought that the interpretation of M. de Brouckère called for some necessary reservations.

The delegate of Belgium had very justly referred to the interpretative resolution of 1921. Those who had voted for the resolution had been unanimous, and they doubtless remained faithful to their conception, all the more so as several of them had been called on to explain to their Governments and Parliaments the scope of Article 16.

Without wishing to open a discussion on this point, which would go too far, he would emphasise the essential fact that it was necessary to distinguish very clearly between legal and moral values. The recommendations of the Council might have a higher value than the legal value of a decision, but the decisions would be taken by the national Governments. The Swiss delegation had always interpreted thus the position of the Council in respect of the national Governments, and it was essential that no doubt should arise as to that position, as otherwise the whole of the discussion might have to be re-opened.

He associated himself with the Finnish proposal, which would lead to an investigation, and then to the framing of a scheme. The British representative had said that this scheme would be viewed differently by Great Britain according as it came before the Conference on Disarmament or before a special conference held before the Conference on Disarmament. He would not give any opinion concerning this attitude, but he noted that, when the question was raised in a concrete manner at a conference, each State would have the right to discuss it and to enter into an undertaking or not, as the case might be.

Aujourd'hui, il s'agit purement et simplement d'une étude, nécessaire d'ailleurs, et il n'y a pas d'engagement ferme à prendre.

M. COMNÈNE (Roumanie) fait observer que, d'étude en étude, la proposition finlandaise a été singulièrement réduite dans sa portée. Devant la Commission, il a été formulé certaines réserves qui, si elles devaient être généralisées, ou adoptées du moins par un certain nombre de délégations, réduiraient à néant cette proposition. Le délégué de la Roumanie est obligé de constater que, chaque fois qu'une question de sécurité se pose, elle rencontre des difficultés considérables. Si l'opinion publique se rendait pleinement compte de cet état d'esprit inquiétant, il serait à craindre qu'on ne puisse pas déterminer, surtout dans certains pays particulièrement exposés à une agression, un courant très favorable au désarmement.

M. Comnène dit, en terminant, que la délégation roumaine adhère sans réserve et sans condition à la proposition finlandaise.

M. LOUDON (Pays-Bas) ne peut partager tout à fait l'opinion de M. de Brouckère, car la résolution du 4 octobre 1921, votée par l'Assemblée, a fourni des directives.

L'étude approfondie de tout ce qui est en connexité avec l'article 16 apportera, il faut l'espérer, un autre régime que le régime actuel. En attendant, force est bien de se diriger d'après les préceptes qui ont été donnés.

M. HENNINGS (Suède) se rallie aux observations de M. Motta et appuie la proposition finlandaise.

M. HOLSTI (Finlande), pour dissiper tout malentendu, tient à dire que, dans le mémorandum original qui contenait la proposition finlandaise, il était bien entendu que l'aide financière devait faire partie du programme général du désarmement.

M. GUERRERO (Salvador) adhère à la proposition finlandaise et suggère d'envoyer les procès-verbaux de cette séance aux organes qui seront chargés d'étudier la proposition, de façon qu'ils soient informés des réserves faites, ces réserves posant des questions nouvelles à examiner. Par exemple, quelle serait la situation d'un Etat, ayant adhéré au projet d'assistance financière et qui se trouverait attaqué, lorsqu'il demanderait l'assistance financière, à l'égard des autres Etats qui auront accepté cette assistance sans aucune réserve ?

M. DE BROUCKÈRE (Belgique) donne acte de leurs réserves aux délégués de la Suisse, de la Suède et de la Hollande, mais maintient les siennes.

Le général DE MARINIS (Italie) déclare que la délégation italienne se réserve de faire connaître son avis sur la proposition finlandaise au sein du Comité auquel l'étude en sera renvoyée.

M. NAGAOKA (Japon) se rallie aux remarques de M. Motta et à la suggestion de M. Guerrero et approuve la proposition finlandaise. Cependant, comme la proposition finlandaise sera examinée soit par la Conférence du désarmement, soit par une Conférence spéciale, il réserve la liberté absolue d'opinion du Japon pour ce moment.

EARL OF LYTTON (Inde) voudrait, avant le vote, savoir si, en se prononçant en faveur de la proposition finlandaise, les délégués engagent leurs gouvernements respectifs. Il ne pourrait engager son gouvernement, celui-ci ne lui ayant pas donné d'instruction à ce sujet et n'ayant pas étudié la proposition à fond. S'il s'agissait simplement du principe de l'étude de la proposition finlandaise, avec la réserve que les gouvernements pourraient éventuellement prendre les décisions qu'ils jugeraient utiles, il ne verrait aucun inconvénient à donner un vote affirmatif.

Droit d'investigation dans les pays soumis à l'investigation en vertu des traités.

Le PRÉSIDENT indique que la proposition Nansen relative au droit d'investigation dans les pays soumis à l'investigation en vertu des Traités de Versailles, St-Germain, Trianon et Neuilly, a été renvoyée par la première Commission à une

For the moment, it was merely proposed to undertake an investigation which was very necessary, and no formal engagement was being proposed.

M. COMNENE (Roumania) observed that, as the Finnish proposal was more closely studied, its scope was singularly reduced. Certain reservations had been made in the Committee which, if they were to become general, or if they were to be adopted by a certain number of delegations, would reduce the proposal to nothing. He could not refrain from noting that, every time a question of security arose, it encountered considerable difficulties. If public opinion were to realise this disquieting state of things, it was to be feared that it would be impossible, especially in the case of countries particularly liable to suffer an act of aggression, to bring about a movement of opinion favourable to disarmament. In conclusion, he would say that the Roumanian delegation adhered without reservation and unconditionally to the Finnish proposal.

M. LOUDON (Netherlands) could not entirely agree with M. de Brouckère, since the resolution of October 4th, 1921, adopted by the Assembly had laid down guiding rules.

A study of everything connected with Article 16 would, it was hoped, lead to the adoption of a system other than that at present in force. Meanwhile, it was impossible to do more than to follow the precepts which had already been laid down.

M. HENNINGS (Sweden) agreed with the observations of M. Motta and supported the Finnish proposal.

M. HOLSTI (Finland), to remove any misunderstanding, said that, in the original memorandum containing the text of the Finnish proposal, it was understood that the financial help suggested would form part of the general plan of disarmament.

M. GUERRERO (Salvador) agreed with the Finnish proposal and suggested that the minutes of the present meeting should be sent to the bodies which would be instructed to study it in order that they might be aware of the reservations made, since those reservations raised new questions which would have to be examined. For example, what would be the position of a State which had adhered to the scheme for financial assistance and found itself attacked when it asked for assistance in respect of other States which had accepted the scheme without any reservations.

M. DE BROUCKÈRE (Belgium) took note of the reservations made by the representatives of Switzerland, Sweden and the Netherlands. He would, however, maintain his own.

General DE MARINIS (Italy) said that the Italian delegation reserved its right to give its views on the Finnish proposal when the Committee to which it would be sent for investigation came to study it.

M. NAGAOKA (Japan) agreed with the observations of M. Motta and the suggestion of M. Guerrero. He also approved of the Finnish proposal. Nevertheless, since the proposal was to be examined, either by the Disarmament Conference or by a special conference, he would reserve the entire liberty of Japan to express her views when that moment arrived.

THE EARL OF LYTTON (India) desired, before the Committee proceeded to vote, to know whether delegates, if they voted in favour of the Finnish proposal, would bind their Governments. He could not bind his own Government, for he had received no instructions on the point, and he had not studied the proposal in all its details. If it was merely being proposed to study in principle the Finnish proposal with the reservation that Governments might take any decision they thought best at some future date, he saw no objection to voting in favour of such a course.

Right of Investigation in Countries submitted to Investigation by the Terms of the Treaties.

The CHAIRMAN said that the proposal of Dr. Nansen, concerning the right of investigation in countries where that right existed in virtue of the Treaties of Versailles, St. Germain, Trianon and Neuilly, had been submitted by the First Com-

Commission mixte, qui a élaboré des décisions qui seront soumises à la première Commission dans sa prochaine séance. Cette question doit donc être réservée.

Fabrication privée et publicité des fabrications d'armes et des matériels de guerre (document A. III/16. 1927).

M. NAGAOKA (Japon) fait observer que le texte du rapport de M. Guerrero ne tient pas suffisamment compte d'une observation de la délégation japonaise et propose un amendement relatif à la position du Japon devant le problème. Après un échange de vues entre M. GUERRERO et M. NAGAOKA, auquel prend part également le général DE MARINIS (Italie), les orateurs s'accordent sur un nouveau texte.

Le projet de rapport avec cette modification ainsi que le projet de résolution sont adoptés.

M. GUERRERO (Salvador) fait remarquer la nécessité d'avoir l'avis de la quatrième Commission sur le crédit à prévoir en raison du projet de résolution adopté par la troisième Commission.

M. GUERRERO est délégué à cette fin sur la proposition du PRÉSIDENT, auprès de la quatrième Commission.

V. SIXIÈME SÉANCE DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE

Le Bureau de l'Assemblée a tenu sa sixième séance hier, jeudi 22 septembre, à 15 heures, dans le bureau du Secrétaire général.

Le Bureau a arrêté le programme des réunions d'aujourd'hui, vendredi 23 septembre (voir en tête du présent numéro du *Journal*).

mitted to a Mixed Committee, which had drawn up decisions to be submitted to the First Committee at its next session. This question ought therefore to be reserved.

Private Manufacture and Publicity of the Manufacture of Arms and Materials of War (document A.III/16.1927).

M. NAGAOKA (Japan) pointed out that the text of the report of M. Guerrero did not take sufficient account of an observation of the Japanese delegation. He proposed an amendment concerning the position of Japan in connection with this problem.

After an exchange of views between M. GUERRERO and M. NAGAOKA, in which General DE MARINIS (Italy) also took part, a new text was established.

The draft report with this amendment and the draft resolution were adopted.

M. GUERRERO (Salvador) said it would be necessary to obtain the views of the Fourth Committee regarding the sum to be voted in view of the draft resolution adopted by the Third Committee.

M. GUERRERO, on the proposal of the CHAIRMAN, was asked by the Committee to consult the Fourth Committee on this point.

V. SIXTH MEETING OF THE GENERAL COMMITTEE

The sixth meeting of the General Committee was held on Thursday, September 22nd, at 3 p.m. in the office of the Secretary-General.

The Committee decided on the programme of meetings for Friday, September 23rd, which is reproduced at the beginning of to-day's issue of the *Journal*.

VI. CORRECTION A LA LISTE DES MEMBRES DES DÉLÉGATIONS VI. CORRECTION TO THE LIST OF MEMBERS OF DELEGATIONS

ROUMANIE — ROUMANIA.

M. Mircea DJUVARA ayant quitté Genève, M. Eugène NECULCEA, ministre plénipotentiaire, remplira les fonctions de délégué suppléant.

M. Mircea DJUVARA has left Geneva, and M. Eugène NECULCEA, Minister Plenipotentiary, will act as substitute delegate.

VII. DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LE 22 SEPTEMBRE 1927

Ordre du jour de la seizième séance plénière.

Journal de l'Assemblée, N° 16.

Compte rendu provisoire: seizième séance.

A. 69. L'œuvre de l'Organisation d'hygiène: Rapport de la deuxième Commission. Erratum.

A. 78. Rapport sur l'œuvre de l'Organisation des communications et du transit entre les septième et huitième sessions ordinaires de l'Assemblée. Résultats de la troisième Conférence générale des communications et du transit.

A. 85. Travaux du Comité financier: Rapport de la deuxième Commission.

A. 86. Travaux de l'Organisation d'hygiène: Résolutions adoptées par l'Assemblée le 20 septembre 1927.

A. 88. Travaux du Comité économique: Résolutions adoptées par l'Assemblée le 20 septembre 1927.

A. 89. Union internationale de secours: Rapport de la deuxième Commission.

A. 91. Emprunt grec: Rapport de la deuxième Commission.

VII. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO THE MEMBERS OF THE ASSEMBLY ON SEPTEMBER 22ND, 1927

Agenda of the Sixteenth Meeting.

Assembly Journal No. 16.

Provisional Verbatim Record: Sixteenth Plenary Meeting.

A. 78. Report on the Work of the Communications and Transit Organisation between the Seventh and Eighth Ordinary Sessions of the Assembly. Results of the Third General Conference on Communications and Transit. Report of the Second Committee.

A. 85. Work of the Financial Committee. Report of the Second Committee.

A. 86. Work of the Health Organisation. Resolutions adopted by the Assembly on September 20th, 1927.

A. 88. Work of the Economic Committee. Resolutions adopted by the Assembly on September 20th, 1927.

A. 89. International Relief Union. Report of the Second Committee.

A. 91. Greek Loan. Report of the Second Committee.

Publications périodiques de la Société des Nations

JOURNAL OFFICIEL

Le *Journal Officiel* paraît, depuis janvier 1922, en deux éditions (l'une en français et l'autre en anglais); il contient les procès-verbaux des sessions du Conseil de la Société des Nations, le texte des rapports et des résolutions adoptées par le Conseil, ainsi que les principaux documents officiels reçus ou expédiés par le Secrétariat de la Société.

Abonnement annuel 60 francs suisses

RÉSUMÉ MENSUEL DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Ce répertoire des différentes formes de l'activité de la Société des Nations est publié en six langues: anglais, français, allemand, italien, espagnol et tchèque, pour un public de 20.000 lecteurs. Il contient un compte rendu des assemblées et de l'œuvre des organisations de la Société; il publie, en outre, les principaux documents officiels ayant trait au désarmement, à la reconstitution économique et financière, etc.

Un supplément bibliographique est publié une fois par an et envoyé gratuitement aux abonnés.

Abonnement annuel 6 francs suisses

BULLETIN MENSUEL DE STATISTIQUE

Tableau résumant, sous une forme appropriée et concise, la situation économique de tous les principaux pays du monde; s'adresse aux banquiers, hommes d'affaires et hommes politiques qui désirent se tenir au courant des mouvements économiques dans le monde entier; contient tous les renseignements relatifs à la production du charbon, du fer et de l'acier, au commerce d'exportation, aux fluctuations des prix, au coût de la vie, au chômage, aux réserves d'or et à la circulation fiduciaire, aux taux des changes et de l'escompte, etc., d'après des informations officielles fournies spécialement chaque mois à cet effet. Les renseignements publiés se rapportent à quarante-quatre pays.

Abonnement annuel (12 numéros) 20 francs suisses

BULLETIN TRIMESTRIEL DE RENSEIGNEMENTS SUR L'ŒUVRE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Abonnement annuel (4 numéros) 5 francs suisses

RAPPORT ÉPIDÉMIOLOGIQUE MENSUEL DE LA SECTION D'HYGIÈNE DU SECRÉTARIAT

Le Service de renseignements épidémiologiques et de statistiques d'hygiène publique de la Section d'hygiène du Secrétariat de la Société des Nations reçoit, d'un grand nombre de pays, des rapports périodiques officiels sur les maladies dont la déclaration est obligatoire. En vue de leur échange, ces renseignements, nécessaires aux épidémiologues des différents pays, sont groupés au fur et à mesure de leur réception et publiés mensuellement dans le *Rapport épidémiologique mensuel*.

Abonnement annuel (12 numéros) 20 francs suisses

RECUEIL DES TRAITÉS ET DES ENGAGEMENTS INTERNATIONAUX ENREGISTRÉS PAR LE SECRÉTARIAT DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Aux termes de l'article 18 du Pacte de la Société des Nations, « tout traité ou engagement international conclu à l'avenir par un Membre de la Société des Nations devra être immédiatement enregistré par le Secrétariat et publié par lui aussitôt que possible; aucun de ces traités ou engagements internationaux ne sera obligatoire avant d'avoir été enregistré ». La publication du *Recueil des Traités* répond à cette disposition du Pacte.

Prix d'abonnement à 12 volumes 150 francs suisses

Un catalogue général et des catalogues spéciaux des documents préparés par les différentes Sections du Secrétariat seront envoyés gratuitement aux personnes qui en feront la demande au:

Service des Publications de la Société des Nations
GENÈVE

Periodicals of the League of Nations

OFFICIAL JOURNAL

The *Official Journal*, which is published (since January 1922) in separate editions in English and French, contains the complete Minutes of the Sessions of the Council of the League of Nations, the text of the Reports and Resolutions adopted by the Council, as well as the principal official documents received or despatched by the Secretariat of the League.

Yearly subscription 50/- \$12.00

MONTHLY SUMMARY OF THE LEAGUE OF NATIONS

A bird's-eye view, clear and concise, of the work of the League of Nations during the month preceding publication. The *Monthly Summary* is issued in six languages — English, French, German, Italian, Spanish and Czech — to a public of 20,000 readers. It contains a record of all League meetings and activities, and publishes, in addition, the principal official documents on Disarmament, Economic and Financial Reconstruction, etc.

A bibliographical supplement is issued once a year and is addressed free of charge to subscribers.

Yearly subscription 5/- \$1.00

MONTHLY BULLETIN OF STATISTICS

A synopsis of the economic position of all the leading commercial countries in the world in a convenient and concise form; indispensable to all bankers, business-men and politicians who wish to keep abreast of world movements; showing coal, iron and steel production, foreign trade, price movements, cost of living, unemployment, gold reserves and note circulation, exchange and discount rates, etc., based on official information specially supplied each month. Data apply to 44 countries. Published on the Saturday nearest to the 15th of each month.

Yearly subscription for 12 numbers 18/- \$4.50

QUARTERLY BULLETIN OF INFORMATION ON THE WORK OF INTERNATIONAL ORGANISATIONS

Yearly subscription for 4 numbers 5/- \$1.00

MONTHLY EPIDEMIOLOGICAL REPORT OF THE HEALTH SECTION OF THE SECRETARIAT

The Service of Epidemiological Intelligence and Public Health Statistics, Health Section of the Secretariat of the League of Nations, receives current official reports on the prevalence of notifiable diseases from nearly all countries where such information is available. The information at present being regularly received and published in this periodical relates to 68 per cent of the world's population.

Yearly subscription for 12 numbers 18/- \$4.50

TREATY SERIES: PUBLICATIONS OF TREATIES AND INTERNATIONAL ENGAGEMENTS REGISTERED BY THE SECRETARIAT OF THE LEAGUE OF NATIONS

Under the terms of Article 18 of the Covenant of the League of Nations: "Every treaty or international engagement entered into hereafter by any Member of the League shall be forthwith registered with the Secretariat and shall as soon as possible be published by it. No such treaty or international engagement shall be binding until so registered." The publication of the *Treaty Series* fulfils this condition of the Covenant.

Subscription rate for 12 volumes £6. \$30.00

A general Catalogue and Special Catalogues of the documents prepared by the different Sections of the Secretariat will be sent free on application to:

Publications Department of the League of Nations
GENEVA

Vient de paraître

LA SOCIÉTÉ DES NATIONS PAR L'IMAGE

GENÈVE 1927

32 pages et 70 images

Prix: 1.25 francs suisses

Just out

THE LEAGUE OF NATIONS IN PICTURES

GENEVA 1927

32 Pages and 70 Pictures

Price: 1/-

BROCHURES SUR L'ACTIVITÉ

DE LA

SOCIÉTÉ DES NATIONS

(Publiées par la Section d'information.)

	Fra. suisses
La Société des Nations: Son œuvre (<i>Edition révisée</i>)	1,—
La Société des Nations: Constitution et organisation (<i>Edition révisée</i>)	0,50
La Cour permanente de Justice internationale (<i>Edition révisée</i>)	0,50
L'Organisation d'hygiène	0,25
L'Œuvre humanitaire et sociale de la Société des Nations (<i>Edition révisée</i>)	0,50
Les mandats (<i>Edition révisée</i>)	0,50
La reconstruction financière de l'Autriche	0,25
Communications et transit	0,25
L'activité politique de la Société des Nations	0,25
La réduction des armements	0,25
L'Organisation économique et financière de la Société des Nations	0,50
Les minorités	0,25
La coopération intellectuelle	0,25
Protocole pour le règlement pacifique des différends internationaux (Texte du Protocole, débats de l'Assemblée, rapports) . .	1,50

EN PRÉPARATION:

Editions révisées:

Les minorités.

La coopération intellectuelle.

Un second volume:

L'Activité politique de la Société des Nations.

LEAGUE OF NATIONS

PAMPHLETS

(Prepared by the Information Section)

The League of Nations: A Survey (<i>Revised Edition</i>)	1s.
The League of Nations: Constitution and Organisation (<i>Revised Edition</i>)	6d.
The Permanent Court of International Justice (<i>Revised Edition</i>)	6d.
The Health Organisation of the League of Nations (<i>Revised Edition</i>)	6d.
Social and Humanitarian Activities (<i>Revised Edition</i>)	6d.
Mandates (<i>Revised Edition</i>)	6d.
The Financial Reconstruction of Austria .	3d.
Transit and Communications	3d.
Political Problems	3d.
The Reduction of Armaments	3d.
Financial Administration and Allocation of Expenses	3d.
Minorities	3d.
Intellectual Co-operation	3d.
Protocol for the Pacific Settlement of International Disputes (Text of Protocol, Assembly Debates, Report)	1s. 3d.

IN PREPARATION:

Revised editions of:

Intellectual Co-operation.

Minorities.

A second volume of:

Political Problems.

Tous les documents préparés par les différentes Sections du Secrétariat peuvent être obtenus auprès du

Service des Publications de la Société des Nations

Villa Saint-Victor, annexe au bâtiment du Secrétariat.

All documents prepared by the different Sections of the Secretariat may be obtained at the

Publications Department of the League of Nations

Villa St. Victor, annex to the Secretariat Building.

PUBLICATIONS

DE LA

SOCIÉTÉ DES NATIONS

LA RESTAURATION FINANCIÈRE DE L'AUTRICHE

Exposé général, accompagné des documents principaux.

[C. 568. M. 232. 1926. II. 30] . . . Francs suisses 5.—

LA RESTAURATION FINANCIÈRE DE LA HONGRIE

Exposé général, accompagné des documents principaux.

[C. 583. M. 221. 1926. II. 54] . . Francs suisses 3.75

L'ÉTABLISSEMENT DES RÉFUGIÉS EN GRÈCE

Exposé général de l'œuvre accomplie jusqu'en été 1926, avec 67 illustrations, une carte d'établissement des réfugiés ruraux et urbains et une carte ethnographique de la Macédoine.

[1926. II. 32] Francs suisses 3.—

PLAN D'ÉTABLISSEMENT DES RÉFUGIÉS ARMÉNIENS

Exposé général et documents principaux.

[C. 699. M. 264. 1926. IV] (1927. IV. 1)
Francs suisses 3.—

Un catalogue général et des catalogues spéciaux des documents préparés par les différentes Sections du Secrétariat seront envoyés gratuitement aux personnes qui en feront la demande au:

Service des Publications de la Société des Nations
GENÈVE

PUBLICATIONS

OF THE

LEAGUE OF NATIONS

THE FINANCIAL RECONSTRUCTION OF AUSTRIA

General Survey and Principal Documents.

[C. 568. M. 232. 1926. II. 30] 4/-

THE FINANCIAL RECONSTRUCTION OF HUNGARY

General Survey and Principal Documents.

[C. 583. M. 221. 1926. II. 54] 3/-

GREEK REFUGEE SETTLEMENT

General Survey on the work accomplished up to Summer 1926, with 67 illustrations, a map of the settlement of rural and urban Refugees and an ethnographic map of Macedonia.

[1926. II. 32] 2/6

SCHEME FOR THE SETTLEMENT OF ARMENIAN REFUGEES

General Survey and Principal Documents.

[C. 699. M. 264. 1926. IV] (1927. IV. 1) 2/6

A general catalogue and special catalogues of the documents prepared by the different Sections of the Secretariat will be sent free on application to:

Publications Department of the League of Nations
GENEVA

SOCIÉTÉ DES NATIONS

LEAGUE OF NATIONS

JOURNAL

DE LA

OF THE

HUITIÈME SESSION
ORDINAIRE

EIGHTH ORDINARY
SESSION

DE L'

OF THE

ASSEMBLÉE

ASSEMBLY

GENÈVE 1927

GENEVA 1927

N° 18. — SAMEDI 24 SEPTEMBRE 1927.

No. 18. — SATURDAY, SEPTEMBER 24th, 1927.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL
DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beauregard.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE
ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor, Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beauregard.

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

SOMMAIRE:

	Pages
I. Programme des séances	279
II. Dix-septième séance plénière de l'Assemblée	280
III. Septième séance de la première Commission	286
IV. Huitième séance de la première Commission	287
V. Quatorzième séance de la deuxième Commission	288
VI. Dixième séance de la troisième Commission	290
VII. Onzième séance de la troisième Commission	291
VIII. Septième séance de la quatrième Commission	291
IX. Huitième séance de la quatrième Commission	292
X. Addendum au <i>Journal</i> de l'Assemblée N° 17:	295
XI. Erratum	295
XII. Signatures et ratifications des accords internationaux.	295
XIII. Documents distribués aux membres de l'Assemblée	295

CONTENTS:

	Page
I. Programme of Meetings	279
II. Seventeenth Plenary Meeting of the Assembly	280
III. Seventh Meeting of the First Committee.	286
IV. Eighth Meeting of the First Committee	287
V. Fourteenth Meeting of the Second Committee	288
VI. Tenth Meeting of the Third Committee	290
VII. Eleventh Meeting of the Third Committee	291
VIII. Seventh Meeting of the Fourth Committee.	291
IX. Eighth Meeting of the Fourth Committee	292
X. Addendum to <i>Journal</i> No. 17	295
XI. Erratum	295
XII. Signatures and Ratifications of International Engagements.	295
XIII. List of Documents distributed to Members of the Assembly	295

I. PROGRAMME DES SÉANCES

Séances plénières de l'Assemblée.

Il y aura deux séances plénières de l'Assemblée aujourd'hui, samedi 24 septembre, à la Salle de la Réformation.

I. PROGRAMME OF MEETINGS

Plenary Meetings of the Assembly.

There will be two plenary meetings of the Assembly to-day (Saturday, September 24th) at the Salle de la Réformation.

La séance du matin aura lieu à 10 heures et la séance de l'après-midi à 15 h. 30.

Ordre du jour:

1. Suite de la discussion du rapport de la deuxième Commission: Conférence économique internationale et Organisation économique de la Société des Nations.
Rapport de la deuxième Commission.
Rapporteur: M. Louis LOUCHEUR (délégué de la France).
Document A.92.1927.II.
2. Déclaration relative aux guerres d'agression. Résolution présentée au nom de la troisième Commission par Son Excellence M. François SOKAL (délégué de la Pologne).
Document A.109.1927.IX.
3. Contrôle de la fabrication privée des armes et des munitions et des matériels de guerre.
Rapport de la troisième Commission.
Rapporteur: Son Excellence le Dr J. GUERRERO (délégué du Salvador).
Document A.104.1927.IX.
4. Arbitrage, sécurité, désarmement et travaux de la Commission préparatoire de la Conférence du désarmement.
Rapport de la troisième Commission.
Rapporteur: M. DE BROUCKÈRE (délégué de la Belgique).
Document A.108.1927.IX.
5. Relations entre la Société des Nations et les instituts ou organismes qui sont constitués sous son autorité.
Rapport de la deuxième Commission.
Rapporteur: L'Honorable Mrs. Alfred LYTTETON (déléguée de l'Empire Britannique).
Document A.107.1927.
6. Construction des nouveaux immeubles de la Société des Nations.
 - a) Rapport du Comité spécial.
Rapporteur: Sir Edward HILTON YOUNG (délégué de l'Empire Britannique).
Document A.93.1927.
 - b) Rapport de la quatrième Commission.
Rapporteur: Son Excellence le Dr DE VASCONCELLOS (délégué du Portugal).
Document A.110.1927.
7. Institution d'un Tribunal administratif.
Rapport de la quatrième Commission.
Rapporteur: Son Excellence M. César ZUMETA (délégué du Venezuela).
Document A.72.1927.V.

II. DIX-SEPTIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

Tenue à la Salle de la Réformation, le vendredi 23 septembre 1927, à 16 h. 30.

Adhésion de l'Allemagne à la disposition facultative reconnaissant la juridiction obligatoire de la Cour permanente de Justice internationale.

Le PRÉSIDENT informe l'Assemblée que la délégation allemande vient de signer la disposition facultative reconnaissant la juridiction obligatoire de la Cour permanente de Justice internationale.

Il pense interpréter les sentiments de tous ses collègues en exprimant la vive satisfaction qu'éprouve l'Assemblée en présence d'un fait qui constitue sans aucun doute un progrès

The morning meeting will take place at 10 a.m. and the afternoon meeting at 3.30 p.m.

Agenda:

1. Continuation of the Discussion of the Report of the Second Committee. International Economic Conference and Economic Organisation of the League of Nations.
Report of the Second Committee.
Rapporteur: M. Louis LOUCHEUR (delegate of France).
Document A.92.1927.II.
2. Declaration regarding Wars of Aggression. Resolution presented in the name of the Third Committee by His Excellency M. François SOKAL (delegate of Poland).
Document A.109.1927.IX.
3. Control of the Private Manufacture of Arms and Ammunition and of Implements of War.
Report of the Third Committee.
Rapporteur: His Excellency Dr. J. GUERRERO (delegate of Salvador).
Document A.104.1927.XI.
4. Arbitration, Security, Disarmament and the Work of the Preparatory Commission for the Disarmament Conference.
Report of the Third Committee.
Rapporteur: M. DE BROUCKÈRE (delegate of Belgium).
Document A.108.1927.IX.
5. Relations between the League of Nations and Institutes or Bodies set up under its Authority.
Report of the Second Committee.
Rapporteur: The Honourable Mrs. Alfred LYTTETON (delegate of the British Empire).
Document A.107.1927.
6. Construction of the New League of Nations Building.
 - (a) Report of the Special Committee.
Rapporteur: Sir Edward HILTON YOUNG (delegate of the British Empire).
Document A.93.1927.
 - (b) Report of the Fourth Committee.
Rapporteur: His Excellency Dr. DE VASCONCELLOS (delegate of Portugal).
Document A.110.1927.
7. Establishment of an Administrative Tribunal.
Report of the Fourth Committee.
Rapporteur: His Excellency M. César ZUMETA (delegate of Venezuela).
Document A.72.1927.V.

II. SEVENTH PLENARY MEETING

Held at the Salle de la Réformation at 4.30 p.m. on Friday, September 23rd, 1927.

Adhesion of Germany to the Optional Provision recognising the Compulsory Jurisdiction of the Permanent Court of International Justice.

The PRESIDENT informed the Assembly that the German delegation had just signed the optional provision recognising the compulsory jurisdiction of the Permanent Court of International Justice.

He felt sure he was interpreting the feeling of all his colleagues in expressing their great satisfaction at an event which would doubtless mark a considerable advance towards the system of

considérable dans le système d'arbitrage et de conciliation au sujet de tous les différends d'ordre international qui pourraient surgir entre les peuples.

Il se permet d'adresser ses félicitations les plus cordiales au ministre des Affaires étrangères d'Allemagne.

M. STRESEMANN (Allemagne) remercie chaleureusement le président des aimables paroles qu'il a prononcées à l'égard de son pays et de lui-même, et l'Assemblée de la façon dont elle a accueilli l'annonce qui vient de lui être faite.

Question de l'alcoolisme.

Le PRÉSIDENT rappelle que, à la suite d'un débat qui eut lieu à la deuxième Commission, les délégations de la Finlande, de la Pologne et de la Suède ont décidé de présenter, sous une autre forme, leur résolution primitive sur l'alcoolisme.

Il a reçu la nouvelle motion. Celle-ci a pour objet de coordonner et de centraliser les études internationales d'ordre scientifique et pratique en matière d'alcoolisme. Par le terme d'alcoolisme, on entend, dans cette motion, l'abus des boissons alcooliques et les effets nuisibles à l'individu et à la société qui en résultent.

Les délégations font remarquer, dans l'introduction à leur projet de résolution, que le problème de l'alcoolisme est si complexe que son étude exige la coopération d'experts très différents dans les domaines médical, économique, social et juridique. Les divers aspects du problème ont été traités jusqu'ici par divers organismes de la Société, y compris le Bureau international du Travail. Les délégations proposent que l'on continue, du moins dans une certaine mesure, à suivre la même procédure. Elles recommandent instamment, d'autre part, d'établir une coordination plus étroite entre les diverses enquêtes entreprises et suggère que le meilleur moyen d'assurer cette coordination serait de nommer un comité d'experts. Il incombera à ce comité de déterminer les attributions des divers services du Secrétariat de la Société des Nations et du Bureau international du Travail en cette matière.

Les délégués de la Tchécoslovaquie, du Danemark et de la Belgique, qui ont signé la proposition sous sa forme première, donnent leur approbation aussi à la proposition sous sa forme révisée.

Le projet de résolution proposé par les trois délégations est le suivant:

« Considérant qu'il est désirable de coordonner les travaux que la Société des Nations a été ou sera amenée à entreprendre sur le sujet de l'alcoolisme, l'Assemblée demande au Conseil:

« 1^o D'instituer une commission d'experts en matière d'alcoolisme;

« 2^o De charger cette commission d'étudier les aspects de la question de l'alcoolisme relevant de la compétence de la Société des Nations et pouvant faire l'objet de travaux d'ordre scientifique ou pratique. »

Les délégués de la Finlande, de la Pologne et de la Suède proposent que cette résolution figure à l'ordre du jour de la neuvième session ordinaire de l'Assemblée de la Société des Nations.

Il soumet à l'Assemblée la proposition de ces trois délégués.

La proposition du président est adoptée.

Mandats.

M. Bech (Luxembourg), président de la sixième Commission, et le Dr Nansen (Norvège), rapporteur, prennent place à la tribune.

Le Dr NANSSEN, présentant son rapport (document A.76.1927) rappelle qu'au cours de l'année dernière la Commission permanente des mandats a complété pour la première fois le cycle de ses fonctions normales en examinant les rapports annuels des quatorze territoires différents auxquels s'applique l'article 22 du Pacte. Le système des mandats est donc sorti de ce qu'on peut appeler la période préliminaire de son développement.

arbitration and conciliation for all disputes of an international character which might arise between peoples.

He would venture to address his most cordial congratulations to the German Minister for Foreign Affairs.

M. STRESEMANN (Germany) warmly thanked the President for the kind words addressed to his country and to himself and the Assembly for the way in which it had received the announcement.

Question of Alcoholism.

The PRESIDENT reminded the Assembly that the delegations of Finland, Poland and Sweden had, as the result of a debate which had taken place in the Second Committee, decided to present their original resolution concerning alcoholism in another form.

He had received the new proposal. Its object was to co-ordinate and centralise international enquiries of a scientific and practical character into the question of alcoholism. The word alcoholism in this resolution was understood to mean the abuse of alcoholic liquors and the injurious effects which resulted both for the individual and society.

The delegations pointed out in the introduction to their draft resolution that the problem of alcoholism was so complex that its examination required the co-operation of very different experts in the medical, economic, social and legal spheres. The various aspects of the problem had hitherto been dealt with by various organisations of the League, including the International Labour Office. The delegations proposed that, to a certain extent, this procedure should still be followed. They urged, however, that a closer co-ordination between the various enquiries which were proceeding was extremely desirable, and they suggested that the best means of securing this collaboration would be to appoint a committee of experts. It would be the task of that Committee to determine the work which the various services of the Secretariat of the League and the International Labour Office should perform.

The delegates of Czechoslovakia, Denmark and Belgium, which had endorsed the original proposal, adhered also to the proposal in its revised form.

The draft resolution proposed by the three delegations was as follows:

“ Whereas it is desirable to co-ordinate the work which the League of Nations has, or will be called upon, to undertake on the subject of alcoholism, the Assembly requests the Council:

“(1) To appoint a committee of experts on alcoholism;

“(2) To instruct this committee to study the aspects of alcoholism falling within the competence of the League of Nations and which could be the subject of scientific or practical work.”

The delegates of Finland, Poland and Sweden suggested that this resolution should be placed on the agenda of the ninth ordinary session of the Assembly of the League of Nations.

He would propose that the resolution should be placed on the agenda of the ninth ordinary session of the Assembly as suggested by the three delegates.

The proposal of the President was adopted.

Mandates.

M. Bech (Luxembourg), Chairman of the Sixth Committee, and Dr. Nansen (Norway), Rapporteur, came to the platform.

Dr. NANSSEN, presenting his report (document A.76.1927), said that, during the past year, the Permanent Mandates Commission had for the first time completed the cycle of its regular duties by examining the annual reports of all the fourteen different territories to which Article 22 of the Covenant applied. The mandates system had therefore passed through what might be termed the introductory period of its development.

Au cours des huit dernières années, un grand progrès a été accompli. Les rapports annuels des Puissances mandataires constituent maintenant des documents importants et les Puissances mandataires ont adopté la pratique d'envoyer aux sessions de la Commission des mandats, non seulement des fonctionnaires de leurs administrations coloniales, mais des hauts administrateurs des territoires eux-mêmes. Les travaux de la Commission sont donc maintenant d'une grande valeur pour tout ce qui touche aux questions coloniales.

La Commission des mandats a été assistée dans ses travaux par le Conseil, qui, non seulement a dirigé et contrôlé les travaux de la Commission, mais a pris encore des décisions déterminées à propos de questions d'un caractère général qui sont posées par l'application même de l'article 22. Il mentionnera en particulier le problème des rapports juridiques entre les Puissances mandataires et les territoires sous mandat, problème posé dans le rapport du représentant des Pays-Bas, adopté par le Conseil le 8 décembre 1927. Il soumet la résolution suivante:

« L'Assemblée, ayant pris acte de l'œuvre accomplie depuis sa dernière session par les Puissances mandataires, la Commission permanente des mandats et le Conseil, en ce qui concerne l'exécution de l'article 22 du Pacte, renouvelle l'expression de confiance votée l'an dernier et adopte, sur certains points particuliers, la résolution ci-dessous:

« 1^o *Trafic des spiritueux.*

« a) L'Assemblée félicite la Commission permanente des mandats d'avoir réussi à définir les termes importants, concernant le trafic des spiritueux, qui sont employés dans le texte des mandats B et C, ainsi que dans la Convention de Saint-Germain du 10 septembre 1919, et elle exprime l'espoir que toutes les Puissances mandataires pourront bientôt notifier qu'elles acceptent ces définitions;

« b) Elle prie le Conseil de demander à la Commission permanente des mandats de continuer à étudier de façon approfondie, en collaboration avec les Puissances mandataires, les causes de l'accroissement des importations de spiritueux dans certains territoires sous mandat B, et les mesures qui ont été prises pour remédier à cette situation.

« 2^o *Procès-verbaux de la Commission permanente des mandats.*

« L'Assemblée apprécie toute la valeur que présentent les procès-verbaux des débats de la Commission permanente des mandats, ces procès-verbaux constituant le compte rendu officiel de l'œuvre accomplie par la Commission, dans l'exécution de la tâche qui lui est confiée par l'article 22 du Pacte, et étant communiqués, sur la demande de plusieurs des Puissances mandataires, à un nombre considérable de leurs fonctionnaires dans les territoires sous mandat. »

Le rapport et la résolution sont adoptés.

Adhésion aux conventions internationales données sous réserve de ratification.

M. Adatci (Japon), président de la première Commission, et M. Motta (Suisse), rapporteur, prennent place à la tribune.

M. MOTTA présente son rapport (document A. 95. 1927) et soumet le projet de résolution suivant:

« La procédure d'adhésion aux conventions internationales sous réserve de ratification ultérieure est une procédure admissible que la Société ne doit ni décourager ni encourager.

« Cependant, si un Etat fait acte d'adhésion, il doit savoir que, s'il ne mentionne pas expressément la réserve de ratification, il sera considéré avoir pris un engagement définitif. S'il veut empêcher cette conséquence, il devra, au moment de l'adhésion, déclarer expressément que l'adhésion est donnée sous réserve de ratification. »

During the last eight years, great progress had been made. The annual reports of the mandatory Powers were now important documents, and the mandatory Powers had adopted the practice of sending to the sessions of the Mandates Commission, not only officials from their colonial offices, but high administrators from the territories themselves. The work of the Commission was therefore now of great value to all who dealt with colonial questions.

The Mandates Commission had been supported in its work by the Council which, in addition to supervising the work of the Commission, had taken specific decisions on questions of a general character arising out of the execution of Article 22. He would refer in particular to the question concerning the legal relationship between the mandatory Powers and the mandated territories to which attention was drawn in the report of the Netherlands representative which had been adopted by the Council on September 8th, 1927.

He would submit the following resolution:

“ The Assembly, having taken note of the work accomplished since its last session by the mandatory Powers, the Permanent Mandates Commission and the Council in the execution of Article 22 of the Covenant, renews the expression of confidence voted last year and adopts the following resolution on certain specific points:

“ 1. *Liquor Traffic.*

“ (a) The Assembly congratulates the Permanent Mandates Commission on its success in defining the important terms concerning the liquor traffic used in the B and C Mandates and in the Convention of St. Germain of September 10th, 1919, and expresses the hope that all the mandatory Powers will soon be able to indicate their acceptance of these definitions;

“ (b) It asks the Council to request the Permanent Mandates Commission, in collaboration with the mandatory Powers, to continue to give serious consideration to the causes of the increased importation of spirituous liquors into certain territories under B Mandate, and to the steps which have been taken to deal with this problem. ”

“ 2. *Minutes of the Permanent Mandates Commission.*

“ The Assembly expresses its appreciation of the value of Minutes of the meetings of the Permanent Mandates Commission, which constitute the record of the fulfilment by the Commission of its duties under Article 22 of the Covenant, and which are communicated at the request of several of the mandatory Powers to a considerable number of their officials in the mandated territories. ”

The report and resolution were adopted.

Accessions to International Engagements given subject to Ratification.

M. Adatci (Japan), Chairman of the First Committee, and M. Motta (Switzerland), Rapporteur, came to the platform.

M. MOTTA presented his report (document A. 95. 1927) and submitted the following draft resolution:

“ The procedure of accession to international agreements given subject to ratification is an admissible one which the League should neither discourage nor encourage. ”

“ Nevertheless, if a State gives its accession, it should know that, if it does not expressly mention that this accession is subject to ratification, it shall be deemed to have undertaken a final obligation. If it desires to prevent this consequence, it must expressly declare at the time of accession that the accession is given subject to ratification. ”

M. Motta annonce qu'il désire donner quelques brèves explications aux lieu et place d'un rapport écrit.

Il existe deux procédures en matière internationale permettant aux Etats de s'engager les uns envers les autres: l'une est la procédure de la signature, l'autre celle de l'adhésion. La procédure de la signature est naturellement la plus courante. Elle est suivie par les Etats qui participent à une conférence internationale et qui, à la fin de ses travaux, s'engagent en signant l'acte qui en est le résultat. L'habitude s'est établie de laisser aux Etats qui ne peuvent se décider à signer immédiatement, un délai pendant lequel ils peuvent encore faire acte de signature proprement dite. Le délai habituel est de six à neuf mois.

Si un Etat n'a point participé à une conférence, ou s'il n'a pas signé dans le délai qui lui est accordé par le procès-verbal de clôture de la conférence, il n'a plus qu'un moyen de s'engager avec les autres Etats, c'est le moyen de l'adhésion.

Lorsque l'Etat a signé une convention, il le fait sous réserve de ratification, parce qu'il est impossible pour le chef de l'Etat d'engager définitivement l'Etat lui-même. Dans le cas d'adhésion, cependant, un Etat peut adhérer définitivement et sans aucune réserve de ratification.

Récemment, toutefois, une nouvelle pratique s'est introduite dans les habitudes internationales et plusieurs Etats ont adhéré à des conventions internationales sous réserve de ratification. Le problème s'est posé de la légitimité de cette procédure.

La première Commission est arrivée à cette conclusion qu'il était bon de ne pas encourager les Etats à suivre la procédure de l'adhésion sous réserve de ratification, mais elle n'a pas décidé qu'il soit nécessaire d'interdire ou de condamner cette procédure.

Il est essentiel cependant que cette position de la Commission en la matière soit nette, et la première Commission a cru nécessaire en conséquence de poser le principe défini dans la résolution.

Le rapport et la résolution sont adoptés.

Conférence économique internationale et Organisation économique de la Société des Nations: Rapport de la deuxième Commission (document A. 92. 1927. II).

M. Dandurand (Canada), président de la deuxième Commission, et M. Loucheur (France), rapporteur, prennent place à la tribune.

M. LOUCHEUR désire rappeler comment est née l'idée de la Conférence, puis ce qu'elle a fait et ce qu'elle n'a pu faire, et tracer le programme d'avenir de la Société dans l'ordre économique.

La Conférence avait pour but essentiel de s'attaquer à l'une des causes principales des guerres, c'est-à-dire au malaise économique. Les travaux de la Conférence, grâce aux études admirables du Comité préparatoire, aboutirent à des décisions qui furent accueillies partout avec la plus grande satisfaction.

Dans le domaine du commerce, la Conférence a proclamé non pas le libre-échange, mais la nécessité de revenir le plus rapidement possible à la liberté du commerce, et une conférence diplomatique aura lieu à bref délai pour supprimer les restrictions et prohibitions à l'importation et à l'exportation. Elle a aussi déclaré nettement qu'il fallait s'arrêter dans la « course aux tarifs » et demander l'unification des nomenclatures douanières, particulièrement importantes en matière d'application de la clause de la nation la plus favorisée. Elle a encore demandé la stabilité des tarifs douaniers et la prolongation de la durée des traités de commerce. Enfin, pour la première fois, elle a posé le principe de l'arbitrage en matière de traité de commerce.

La section de l'industrie avait à son ordre du jour les deux questions de la rationalisation et des ententes industrielles sur lesquelles, sans doute, la Conférence n'a pu arriver à des conclusions de principe bien fermes.

En ce qui concerne l'agriculture, le fait important à signaler est que, pour la première fois, l'agriculture a été placée sur le même pied que le commerce et l'industrie, et la Commission de l'agriculture a abouti à des conclusions voisines de celles des Commissions de l'industrie et du commerce.

Quant à ce que la Conférence n'a pas pu faire, il est certain que ses conclusions ont été un peu maigres en ce qui concerne les ententes industrielles et les travaux mêmes de rationalisation. Mais la plus importante des questions sur lesquelles elle

M. Motta said he would give a few brief explanations in place of a written report.

There were two procedures known to international practice by which States entered into undertakings with one another: one was the procedure of signature and the other was the procedure of accession. The procedure of signature was naturally the most usual. It was followed by States which participated in an international conference and which signed the act resulting from the conference. The custom had grown of leaving to States a time-limit within which they might sign in the event of their being unable to take an immediate decision. The usual time-limit for signature was from six to nine months.

If a State had not participated in a conference, or had not signed the agreement resulting from the conference within the specified time-limit, it could only become a party to the agreement by means of accession.

When a State signed an agreement, it did so under reserve of ratification, since it was impossible for the head of a State definitely to engage the responsibility of the State itself. But in the case of accession a State might obviously adhere definitely and without any reservation.

Recently, however, a new practice had crept into international procedure, and several States had acceded to international conventions subject to ratification. The question had arisen whether this procedure was legitimate and admissible.

The First Committee had reached the conclusion that it was advisable not to encourage States to follow the procedure of accession subject to ratification, but it had not decided that it was necessary to forbid or to discourage that procedure.

It was essential, however, that the position should be clearly understood, and the First Committee had accordingly felt it necessary to lay down the principle defined in the resolution.

The report and resolution were adopted.

International Economic Conference and Economic Organisation of the League of Nations: Report of the Second Committee (document A. 92. 1927. II).

Mr. Dandurand (Canada), Chairman of the Second Committee, and M. Loucheur (France), Rapporteur, came to the platform.

M. LOUCHEUR desired to remind the Assembly of the origin of the Conference. He would describe what it had done and what it had not been able to do, and finally he would trace the future programme of the League in the economic sphere.

The essential object of the Conference had been to attack one of the main causes of war, which was economic unrest. The work of the Conference, thanks to the preliminary work of the Preparatory Committee, had achieved decisions which had been welcomed everywhere with the greatest satisfaction.

In the field of commerce, the Conference had proclaimed, not the principle of free trade, but the necessity of a return as quickly as possible to freedom of commerce, and a diplomatic conference would shortly be held with the object of doing away with import and export prohibitions and restrictions. The Economic Conference had also clearly stated that tariff wars must be ended and that tariff nomenclature must be unified, for this was of particular importance in connection with the application of the most-favoured-nation clause. It had also demanded that Customs tariffs should be stabilised and that the length of commercial treaties should be prolonged. Finally, for the first time it had laid down the principle of arbitration in connection with commercial treaties.

The section on industry had had to deal with two questions — rationalisation and industrial agreements — on which the Conference had obviously not been able to achieve very definite conclusions of principle.

As far as agriculture was concerned, the important fact to be noted was that, for the first time, agriculture had been placed on the same footing as commerce and industry, and the Committee on Agriculture had reached conclusions parallel with those of the Committees on Industry and Commerce.

As to what the Conference had not been able to do, it was true that its conclusions were somewhat meagre as far as industrial agreements and the work of rationalisation were concerned. The most important question, however, upon which

n'a pas eu le temps de prendre des résolutions pratiques est celle du standard de vie des ouvriers ou, plus exactement, de l'opposition entre les deux systèmes d'économie politique: le système américain des hauts salaires et de la production à bas prix, et le système européen, qui recherche le bas prix de la production dans le niveau le plus bas possible des salaires. La recherche des moyens de transposer certaines parties du système américain dans le système européen devra être l'œuvre de l'avenir.

Avant d'examiner ce qu'il reste à faire, le délégué de la France montre que l'on a déjà fait quelque chose. Le Conseil, auquel il faut rendre hommage, a décidé la réunion de la conférence diplomatique qui s'occupera de faire disparaître les restrictions ou prohibitions d'importation ou d'exportation. De plus, le Comité d'experts qu'il a convoqué pour procéder aux premières recherches sur l'unification de la nomenclature douanière a déjà accompli plus de la moitié de sa tâche.

L'Assemblée est appelée aujourd'hui à accomplir un nouvel acte important en se prononçant sur la nouvelle Organisation économique de la Société. Le rapporteur explique que, à côté du Comité économique actuel, maintenu dans sa composition et sa compétence, il sera créé un Comité consultatif dont la composition sera semblable à celle du Comité préparatoire de la Conférence. La nouvelle organisation recevra le concours du Bureau international du Travail, de la Chambre de Commerce internationale et de l'Institut international d'Agriculture de Rome. Enfin, le rapporteur a reçu le mandat d'insister sur l'importance que la Commission attache à la représentation de l'agriculture dans la nouvelle organisation.

En attendant la réalisation des tâches futures, qu'ont fait les gouvernements? Un grand nombre d'entre eux ont déjà fait connaître leur adhésion aux recommandations de la Conférence. Il y a plus, car certains d'entre eux ont déjà agi dans le sens même des recommandations de la Conférence, et le délégué de la France rappelle à ce sujet que M. Stresemann, avec qui il est complètement d'accord sur ce point, disait que, sans la Conférence, le traité de commerce franco-allemand n'aurait peut-être pas pu être signé aussi rapidement, ni dans les conditions où il l'a été. Il fait ensuite une brève analyse de l'accord franco-allemand et montre que cet accord est, en effet, une conséquence presque directe de la Conférence économique.

Le rapporteur cite, en terminant, les mots prononcés par M. Theunis dans son discours de clôture de la Conférence: « Ce n'est peut-être pas pour nous-mêmes que nous travaillons, c'est peut-être pour la génération qui nous suivra: nous cueillerons peut-être les premiers fruits de l'arbre, mais l'abondante récolte sera pour ceux qui nous succéderont. » Il faut entrer résolument dans la voie où la Société a déjà si bien commencé. Un poète français disait: « Le vrai devoir dans l'ombre attend la volonté. »

La Société des Nations a, dans beaucoup de cas, dégagé le vrai devoir, et la Conférence économique y a contribué: il reste aux Etats à appliquer la volonté.

M. SUVICH (Italie) dit que les débats qui ont eu lieu à la deuxième Commission ont montré: 1^o que l'approbation générale des résultats de la Conférence se manifeste d'une manière toujours plus frappante, et 2^o que les pays savent donner la preuve d'un esprit de conciliation et de compréhension mutuelle quand il s'agit d'atteindre des buts d'une évidente utilité générale.

Son gouvernement a déjà fait connaître son adhésion totale aux principes posés par la Conférence.

La deuxième Commission s'est préoccupée de trouver le moyen de faire passer ces principes dans le domaine des réalités. On avait le choix entre deux solutions: ou bien conserver les organes actuellement existants, ou bien remanier complètement les services économiques de la Société afin de les rendre plus aptes à la nouvelle tâche.

On a choisi une voie moyenne, en laissant intacte l'organisation actuelle, qui a donné d'excellents résultats et qui mettra le Conseil à même de faciliter l'application graduelle des principes fixés par la Conférence.

M. VEVERKA (Tchécoslovaquie) déclare que son pays a été dès le premier moment de ceux qui ont manifesté leur foi en la possibilité de trouver des remèdes à la situation économique qui fut le résultat de la guerre.

it had not had time to adopt practical resolutions was the standard of living of workers, or more exactly the two opposing systems of political economy, the American system of high wages and low cost of production, and the European system, which sought a low cost of production by reducing the level of wages as much as possible. The discovery of means to include certain parts of the American system in the European system must be the work of the future.

Before examining what remained to be achieved, he would point out that something had already been done. The Council, to which a tribute was due, had decided that a diplomatic conference should meet which would deal with the problem of the removal of import and export prohibitions and restrictions. Further, the Committee of Experts, which had been convened to carry out the preliminary investigation into the unification of Customs nomenclature, had already accomplished more than half its work.

The Assembly was now called upon to accomplish a new and important act and to take a decision regarding the new Economic Organisation of the League. He would point out that, side by side with the present Economic Committee, which would remain the same in regard to its composition and competence, an advisory committee would be established whose composition would be similar to that of the Preparatory Committee for the Conference. The new organisation would receive the assistance of the International Labour Office, of the International Chamber of Commerce and of the International Institute of Agriculture at Rome. Finally, he had been instructed to insist on the importance attached by the Committee to the representation of agriculture in the new organisation.

What were Governments doing pending the accomplishment of these future tasks? A great number had already made known their adhesion to the recommendations of the Conference. He would go further. Some of them had already taken action in fulfilment of the recommendations of the Conference. He would recall in this connection the statement of M. Stresemann, with whom he was in complete agreement. M. Stresemann had said that, without the Economic Conference, a Franco-German commercial treaty might never have been signed so quickly as it had been nor under the same conditions. He next briefly analysed the Franco-German agreement and showed that it was almost a direct consequence of the Economic Conference.

In conclusion, he quoted the words which M. Theunis used in his closing speech to the Conference: "It is not perhaps for ourselves that we labour, it is perhaps for the generations which will come after us. We shall perhaps collect the first fruits of the tree, but the full harvest will be for those who succeed us". A resolute step forward should be taken in the direction in which the League was already progressing. A French poet said: "Le vrai devoir dans l'ombre attend la volonté".

The League of Nations had in many cases revealed "le vrai devoir" and the Economic Conference had done its part. It remained for the States to apply "la volonté".

M. SUVICH (Italy) said that the discussions which had taken place in the Second Committee had shown: (1) that the general character of the approval of the results of the Conference was increasingly evident, and (2) that countries were able to show a spirit of conciliation and mutual understanding when they were endeavouring to achieve aims which were clearly of general utility.

His own Government had already declared its complete acceptance of the principles laid down by the Conference.

The Second Committee had endeavoured to find a means of carrying these principles into effect. There had been two alternatives: one was to retain the bodies already in existence; the other was completely to re-model the economic services of the League of Nations in order to fit them for the new tasks which lay before them.

It had been decided to take a middle course which left intact the present organisation, which had given excellent results, and which would enable the Council gradually to apply the principles laid down by the Conference.

M. VEVERKA (Czechoslovakia) said that his country had been one of the first to believe in the possibility of finding remedies for the economic position which had arisen after the war.

La Conférence a accompli une double tâche. Elle était appelée à définir et à exposer la nature des difficultés actuelles et à indiquer le moyen de les atténuer par la coopération économique internationale.

La première de ces tâches a été heureusement accomplie. La Conférence a dressé un tableau clair et précis de la situation actuelle dans toute sa complexité et en a réduit les divers facteurs à leur juste proportion.

La seconde tâche de la Conférence consistait à trouver des remèdes. Là encore elle a réussi. Elle a pu se mettre d'accord sur une série de principes dont elle considère l'adoption comme un moyen sûr de sortir du malaise économique. L'adhésion imminente à ces principes de tous les pays intéressés laisse deviner combien ces remèdes étaient justes et appropriés.

Au nom de son gouvernement, le délégué tchécoslovaque adhère sans réserve à toutes les conclusions de la Conférence. Le Gouvernement tchécoslovaque a déjà conformé sa politique économique aux principes tracés par la Conférence. En effet, les trois accords commerciaux conclus par la Tchécoslovaquie depuis la Conférence avec l'Autriche, la Hongrie et l'Espagne s'inspirent de l'esprit contenu dans les résolutions. La Tchécoslovaquie est prête à continuer dans cette voie parce qu'elle est profondément convaincue de la nécessité d'une coopération étroite dans le domaine économique.

M. JOUHAUX (France) tient à apporter un point de vue qui paraîtra peut-être un peu particulariste, mais sans lequel il estime qu'il n'est pas de compréhension complète des problèmes posés.

M. Jouhaux avait donné son adhésion aux résolutions de la Conférence économique internationale, non pas qu'elles lui donnassent complète satisfaction, car, à son avis, la Conférence a peut-être manqué un peu de hardiesse. Du moins a-t-elle demandé l'institution d'un organe nouveau destiné à entrer plus profondément dans l'examen des problèmes existants et à apporter par cela même des solutions plus rationnelles à ces problèmes.

Aujourd'hui aussi, il apporte son adhésion et manifeste sa confiance, car on doit, en somme, constater que le chemin parcouru, les résultats acquis, permettront d'espérer en l'avenir.

Au lendemain même de la guerre, alors que M. Jouhaux demandait la mise à l'étude d'une organisation économique adéquate aux conditions nouvelles, on lui répondait: « Les intérêts économiques sont trop contradictoires pour que l'on puisse jamais aboutir à une organisation de cette nature ».

Or c'est précisément dans la voie de cette organisation que l'Europe a dû s'engager pour ne pas aggraver les maux dont elle souffre encore.

C'est ainsi que des ententes industrielles sont nées, et c'est pour répondre à ces nécessités que le Traité commercial franco-allemand a été signé. Il y a lieu de le saluer comme un début et de croire qu'il deviendra définitif; car il est impossible qu'un continent comme l'Europe, surpeuplé et surindustrialisé se développe dans le mieux-être s'il ne rompt pas avec les méthodes économiques anciennes et n'exploite pas en grand ses richesses; il lui faut rationaliser ses productions, instituer, rénover ses méthodes d'organisation du travail afin, tout en maintenant aux classes ouvrières la garantie de la journée de huit heures, d'abaisser le prix de revient dans toutes les branches de la production.

Pour cela, que faut-il faire? perfectionner l'outillage pour éviter tout gaspillage; éliminer graduellement, par des moyens appropriés, toutes les industries parasites nées pendant des périodes de déséquilibre économique ou financier.

Cette vaste évolution devra s'effectuer, ainsi qu'on l'a reconnu à la Conférence économique, sous un contrôle de l'opinion publique nationale et internationale, car la paix économique entre les Etats est indissolublement liée à la paix politique.

Il est incontestable que la classe ouvrière est un facteur de paix des plus importants. Elle a cruellement souffert des conséquences de la guerre. Lui rendre la sécurité sociale, augmenter son bien-être et sa capacité de consommation en lui assurant de justes salaires, la libérer de la hantise du chômage, telle est la grande tâche de paix qui incombe aux dirigeants dans tous les pays.

Pour que la rationalisation produise ses effets, il faut qu'à la production accrue corresponde l'augmentation générale de la

The Conference had performed a double task. It had been called upon to define and explain the difficulties of the existing position, and to indicate ways of meeting or attenuating these difficulties by means of international co-operation.

The first task had been well performed. The Conference had drawn up a clear and precise picture of the present situation in all its complexity and had reduced the various factors to their just proportion.

The second task of the Conference had been to find remedies. Here, again, the Conference had been successful. It had agreed on a series of principles which provided a certain way out from the present economic distress. The imminent adherence to these principles of all the countries concerned showed how just and appropriate these remedies were considered to be.

On behalf of his Government, he adhered to all the conclusions of the Conference without reservation. The Czechoslovak Government had already conformé its economic policy with the principles of the Conference. The three commercial agreements concluded by Czechoslovakia since that Conference with Austria, Hungary and Spain were based on the principles which the Conference had laid down. Czechoslovakia would continue in that direction, being profoundly convinced of the necessity of a close co-operation in economic matters.

M. JOUHAUX (France) desired to lay before the Assembly a point of view which might perhaps appear somewhat individual, but without which it would not be able entirely to understand the problems before it.

He had adhered to the resolutions of the International Economic Conference, but not because they had given him complete satisfaction, for in his view the Conference had somewhat lacked courage. It had, however, at least demanded the creation of a new institution of which the duty would be more profoundly to examine existing problems and in this way to achieve for them more rational solutions.

He would now make known his agreement with the resolutions and he would show his confidence in them, for it was at any rate to be noted that what had already been done and the results already achieved held out hope for the future.

Immediately after the war, when M. Jouhaux had asked that an economic organisation adequate for the new conditions should be studied, he had been told that " economic interests are too contradictory ever to make it possible for such an organisation to be established ". It had been, however, precisely in the direction of that organisation that Europe had been compelled to move in order not to increase the ills from which she was still suffering. Industrial agreements had therefore been created and it was in order to meet these necessities that the Franco-German Commercial Treaty had been signed. This Treaty should be welcomed as marking a beginning, and there was reason to hope that it would become final, for it was impossible for a Continent like Europe, overpopulated and over-industrialised, to develop under the best possible conditions unless it broke with old economic methods and exploited its natural wealth on a large scale. The production of Europe must be rationalised, its methods of organising labour must be re-established and renovated in order that, while assuring the working-classes the eight-hour day, the cost of production in all its branches might be lowered.

What was necessary to achieve this? First, machinery must be perfected so that all wastage could be avoided, and, next, the gradual elimination by the appropriate means of all parasitic industries created during times of economic or financial disequilibrium.

This enormous change must be carried out, as the Economic Conference had realised, under the control of national and international public opinion, for economic peace between States was indissolubly linked with political peace between them.

It was incontestably true that the working-classes constituted one of the most important peace factors. They had cruelly suffered from the consequences of the war. To give them back their social security, to increase their well-being and their purchasing capacity by ensuring the payment to them of adequate wages and, finally, to free them from the haunting fear of unemployment, this was the great peaceful task which fell to the lot of all those in power in every country.

In order that rationalisation might achieve its proper effect, increased production must correspond with a general increase

consumption. Or on n'obtiendra l'augmentation de cette capacité de consommation qu'en accroissant la force d'achat des salaires.

Pour mener à bien cette tâche, qu'offre-t-on ? M. Loucheur l'a dit dans son exposé. Le Comité consultatif, certes, n'est pas le Conseil international économique que la classe ouvrière avait rêvé. Mais il est malgré tout un commencement. Les différents intérêts y trouvent une place restreinte qui ne peut que se développer au cours même de son activité. Les travailleurs auraient voulu que la représentation des différents intérêts créée par le Traité de Paix y trouvât son application complète; ils auraient surtout voulu qu'un compte plus grand fût tenu de la création récente, imposée par les circonstances, de ces conseils économiques nationaux qui existent et qui fonctionnent d'une façon admirable en Allemagne et dans d'autres pays, qui commencent à fonctionner en France et qui fonctionneront demain, M. Jouhaux l'espère, dans les autres pays européens.

Il eût souhaité que le Comité consultatif fût constitué de telle façon que les comités économiques nationaux de chaque pays l'éclairer de leurs avis. A la lumière de ces avis, le Comité consultatif aurait pu plus aisément coordonner, harmoniser les différentes économies nationales.

On a dit: l'harmonisation est une utopie. Mais la vérité est que l'utopie d'aujourd'hui sera la réalité de demain, comme ce qui apparaissait l'utopie hier est devenu la réalité d'aujourd'hui.

Telles sont les principales raisons pour lesquelles M. Jouhaux accepte la résolution présentée bien qu'il l'eût voulue plus précise et plus hardie.

La séance est levée à 19 heures 20.

III. SEPTIÈME SÉANCE DE LA PREMIÈRE COMMISSION

La première Commission a tenu sa septième séance hier, vendredi 23 septembre, à 9 heures, sous la présidence de M. ADATCI (Japon).

Projet de convention d'arbitrage obligatoire.

La première Commission a examiné le rapport du Sous-Comité n° 3 concernant la réponse à donner à la question posée par la troisième Commission relative à la proposition norvégienne (projet de convention d'arbitrage obligatoire).

M. MOTTA (Suisse), rapporteur, explique le sens des directives contenues dans le rapport. Elles seront utiles pour le Comité d'études, dont la création a été décidée par la troisième Commission.

M. POLITIS (Grèce), répondant à M. Brookes, qui regrettait la précipitation des travaux, déclare qu'il eût été impossible de faire plus dans les circonstances présentes. Ce sera au nouveau comité à se livrer à une étude méthodique et complète. Il suggère diverses modifications du texte proposé.

M. ROLIN (Belgique) critique le rapport du Sous-Comité. Il se demande, en outre, s'il est indiqué de confier à un comité composé principalement de membres du Conseil l'étude d'une convention d'arbitrage à laquelle les Etats membres du Conseil seront vraisemblablement les moins empressés à adhérer.

Il revient à nouveau sur les inconvénients qu'il y aurait à prévoir des réserves visant tels ou tels Etats dans les conventions générales. En effet, selon lui, un Etat pourrait se lier vis-à-vis d'un autre Etat par une convention générale, alors qu'il ne consentirait pas à le faire par une convention particulière.

M. Rolin serait d'avis d'ajourner la question à l'année prochaine, en priant entre temps le Secrétariat de procéder à une étude méthodique des traités d'arbitrage qui ont déjà été conclus.

in consumption. Such an increase, however, could never be obtained except by increasing the purchasing power of wages.

M. Loucheur had explained in his speech what means were available for the successful accomplishment of this task. The Advisory Committee was certainly not the international economic council of which the working-class had dreamed. It was, however, a beginning. Different interests were represented upon it in a restricted manner, which would undoubtedly develop during the course of its activities.

The working-classes had desired that the various interests created by the Peace Treaty might have been entirely represented in that organisation. They would above all have wished that a greater account should have been taken of the recent creation necessitated by circumstances of those national economic councils which existed and were doing admirable work in Germany and in other countries. They were beginning to work in France and M. Jouhaux hoped that they would begin to work in other European countries.

He would have hoped that the Advisory Committee might have been established in such a manner as to make it possible for the national economic committees of each country to give it the benefit of their views. In the light of these views, the Advisory Committee would have more easily co-ordinated and harmonised the various national economic policies.

The truth was, however, that the Utopia of to-day would only become the reality of to-morrow, just as that which had once appeared to be the Utopia had now become a reality.

These were the principal reasons why M. Jouhaux accepted the resolution submitted, although he would have desired it to be more definite and courageous.

The meeting rose at 7.20 p.m.

III. SEVENTH MEETING OF THE FIRST COMMITTEE

The First Committee held its seventh meeting yesterday (Friday, September 23rd) at 9 a.m. under the chairmanship of M. ADATCI (Japan).

Draft Convention on Compulsory Arbitration.

The First Committee examined the reply of Sub-Committee No. 3 concerning the answer to be given to the questions raised by the Third Committee on the Norwegian proposal (Draft Convention on Compulsory Arbitration).

M. MOTTA (Switzerland), Rapporteur, explained the significance of the directions contained in the report. They would be useful for the Committee of Investigation whose establishment had been decided by the Third Committee.

M. POLITIS (Greece), in reply to Mr. Brookes, who regretted the precipitate nature of the work, said it had been impossible to do more in present circumstances. It would be for the new committee to carry out a methodical and complete investigation. He suggested various amendments to the proposed text.

M. ROLIN (Belgium) criticised the report of the Sub-Committee. He doubted whether it was good policy to entrust a Committee composed principally of Members of the Council with the examination of an arbitration convention to which the States Members of the Council would in all probability be the least ready to subscribe.

He would return once more to the objections against making provision for reservations in general conventions affecting any particular State. In his view, a State might bind itself in relation to another State by means of a general convention, although it might not consent to do so by means of a special convention.

He would prefer to adjourn the question to next year, asking the Secretariat in the meantime to proceed to a methodical study of those arbitration treaties which had already been concluded.

M. MOTTA (Suisse) répond à M. Rolin en disant qu'il faut, avant tout, maintenir la collaboration nécessaire entre les Commissions. Celle-ci serait compromise si la première Commission refusait son concours à la troisième Commission en lui répondant qu'elle n'a pas eu le temps d'examiner la question.

M. LIMBURG (Pays-Bas) pense également qu'une réponse négative serait de nature à retarder à la fois la cause du désarmement et de l'arbitrage.

M. FROMAGEOT (France) approuve l'œuvre du Sous-Comité. Il juge des idées qu'il a émises fort intéressantes.

M. POLITIS (Grèce) loue également le rapport de M. Motta, qui a une haute valeur pratique.

Sir Cecil HURST (Empire Britannique), contrairement aux précédents orateurs, ne croit pas que la première Commission ait des directives à donner. Si elle juge bon de le faire, elle doit éviter de placer dans une situation difficile les Etats qui, actuellement, ne croient pas pouvoir accepter l'arbitrage obligatoire. La liberté de ces Etats doit être respectée.

M. LANGE (Norvège), quoique ses préférences eussent été pour une étude indépendante de l'arbitrage, accepte l'idée de confier cette étude à un comité relevant du Comité préparatoire du désarmement.

Diverses modifications sont apportées au projet, notamment pour donner satisfaction à sir Cecil Hurst et à M. Rolin.

Le rapport est finalement adopté, avec modifications; il est transmis aussitôt au président de la troisième Commission.

IV. HUITIÈME SÉANCE DE LA PREMIÈRE COMMISSION

La première Commission a tenu sa huitième séance hier, vendredi 23 septembre, à 15 h., sous la présidence de M. ADATCI (Japon).

Proposition de la délégation du Paraguay tendant à la préparation d'un plan général et synthétique de codification du droit international: Projet de rapport de M. Caballero.

Le projet de M. CABALLERO (Uruguay) a été adopté: le Comité d'experts pour la codification progressive du droit international serait chargé, à sa prochaine réunion, de la question de l'établissement d'un plan général de codification.

Codification progressive du droit international: Projet de rapport de M. Politis.

On adopte le projet de M. POLITIS (Grèce) concernant une Conférence de codification: la première Conférence de codification aura lieu en 1929 à La Haye. La préparation sera effectuée par la Société des Nations et sera confiée à un comité de cinq membres qui, sur la proposition de M. URRUTIA (Colombie), seront nommés par le Conseil. Trois questions sont inscrites à l'ordre du jour de la Conférence: la nationalité, les eaux territoriales, la responsabilité des Etats en ce qui concerne les dommages causés sur leur territoire à la personne ou aux biens des étrangers.

En ce qui concerne la protection de la faune marine, on a décidé de charger le Comité économique de la Société des Nations d'étudier dans quels termes, pour quelles espèces et dans quels parages une protection internationale pourrait être établie pour la faune marine et de présenter au Conseil un rapport sur ses travaux et sur l'opportunité de convoquer une conférence technique à cet effet.

M. MOTTA (Switzerland), in reply to M. Rolin, said that what was mainly required was to maintain the necessary co-operation between the Committees. This co-operation would be prejudiced if the First Committee refused to help the Third Committee and replied that it had not the time to examine the question.

M. LIMBURG (Netherlands) also took the view that a negative reply would delay the cause of disarmament and arbitration.

M. FROMAGEOT (France) supported the report of the Subcommittee. He was of opinion that the ideas contained in it were of great interest.

M. POLITIS (Greece) also commended the report of M. Motta, which was of great practical value.

Sir Cecil HURST (British Empire), in opposition to previous speakers, did not think that the First Committee was required to give any directions. If it thought good to do so, it should avoid placing States which at the moment did not feel themselves able to accept compulsory arbitration in a difficult position. The freedom of such States must be respected.

M. LANGE (Norway), although he would prefer an independent investigation of the question of arbitration, agreed that this investigation should be entrusted to a Committee emanating from the Preparatory Commission for Disarmament.

Various amendments were proposed to the text, more especially with a view to meeting the views of Sir Cecil Hurst and M. Rolin.

The draft was finally adopted with amendments, and was immediately forwarded to the Chairman of the Third Committee.

IV. EIGHTH MEETING OF THE FIRST COMMITTEE

The First Committee held its eighth meeting yesterday (Friday, September 23rd), at 3 p.m., under the chairmanship of M. ADATCI (Japan).

The Proposal of the Delegation of Paraguay concerning the Preparation of a General and Synthetic Plan for the Codification of International Law: Draft Report of M. Caballero.

The draft report of M. CABALLERO (Uruguay) was adopted: the Committee of Experts for the Progressive Codification of International Law will be instructed to discuss at its next meeting the question of the establishment of a general plan of codification.

Progressive Codification of International Law: Draft Report of M. Politis.

The draft report of M. POLITIS (Greece) regarding a Conference on Codification was adopted: the first Conference on Codification will take place at The Hague in 1929. Preparations for the Conference will be made by the League, and will be entrusted to a Committee of five persons, who, on the suggestion of M. URRUTIA (Colombia), will be appointed by the Council. Three questions are placed on the agenda of the Conference: nationality, territorial waters, the responsibility of States for damage done on their territory to the person or property of foreigners.

With regard to the protection of marine fauna, the Committee decided to instruct the Economic Committee of the League to investigate in what terms, for what species, and in what areas an international protection for marine fauna could be established and to submit to the Council a report upon its work and upon the desirability of convening a technical conference to deal with the matter.

V. QUATORZIÈME SÉANCE DE LA DEUXIÈME
COMMISSION

La deuxième Commission a tenu sa quatorzième séance hier, vendredi 23 septembre, à 11 heures, sous la présidence de M. DANDURAND (Canada).

Convention relative à l'exécution des sentences arbitrales rendues à l'étranger.

M. LEITMAIER (Autriche) s'excuse de la durée des travaux de la Sous-Commission et du Comité de rédaction, qui a été due au nombre et à la difficulté des questions à résoudre.

Il donne lecture de son rapport (document A.II/23.1927) et propose la résolution suivante:

« L'Assemblée,

« Considérant que la Conférence économique internationale a recommandé au Comité économique de chercher à rendre dans tous les pays le recours à l'arbitrage commercial plus fréquent;

« Et qu'aux suites de cette recommandation, ladite Conférence a estimé que les effets favorables du Protocole du 24 septembre 1923, relatif à la reconnaissance de la validité des clauses d'arbitrage dans les contrats privés et particulièrement dans les contrats commerciaux, ne pourront se réaliser pleinement tant que des dispositions ne seront pas prises en vue d'assurer l'exécution des sentences arbitrales;

« Qu'en conséquence, la Conférence économique a recommandé au Conseil de la Société des Nations de prendre toutes mesures utiles pour soumettre le plus tôt possible à la signature de tous les Etats un texte commun assurant l'exécution des sentences arbitrales en matière commerciale;

« Connaissant la grande importance que les milieux commerciaux attachent au règlement de cette question;

« Vu le rapport favorable qui lui a été adressé par la deuxième Commission après examen des diverses observations présentées et des différents amendements suggérés à la suite de la communication d'un premier projet aux Membres de la Société;

« Décide d'ouvrir immédiatement à la signature de tous les Membres de la Société et des Etats non membres, déjà parties contractantes au susdit Protocole de 1923, la Convention ci-jointe (document A. II/23.1927):

« Invite le Conseil à prendre toutes mesures qu'il jugera opportunes afin d'appeler l'attention de tous les Membres de la Société et des Etats non membres sur l'utilité des susdits Protocole et Convention et sur les conditions dans lesquelles ils peuvent devenir parties contractantes à ces accords. »

Il fait remarquer que la Sous-Commission a entièrement partagé la manière de voir du Gouvernement suédois au sujet de la législation, que le juge devra choisir, en appliquant les règles du conflit des lois. La Sous-Commission accepte les formules que le Gouvernement britannique désire voir adopter en ce qui concerne les clauses protocolaires.

Le comte VAN LYNDEN VAN SANDENBURG (Pays-Bas) rend hommage à la Sous-Commission et au rapporteur. Il rappelle que son gouvernement a fait remarquer qu'il y avait, entre le projet de Convention élaboré par la Conférence de droit privé de La Haye en 1925 et le projet actuel, des divergences de fond et de forme, mais il accepte le projet de résolution soumis à l'Assemblée.

M. Marcel PLAISANT (France) félicite le rapporteur, qui a conduit à bien un travail juridique extrêmement ardu. Il espère qu'un grand nombre d'Etats ratifieront prochainement le projet présenté. Il pense que le projet de Convention de La Haye avait une valeur supérieure, mais l'un et l'autre répondent à des besoins différents. Il souhaite que les Etats

V. FOURTEENTH MEETING OF THE SECOND
COMMITTEE

The Second Committee held its fourteenth meeting yesterday (Friday, September 23rd) at 11 a.m. under the chairmanship of Mr. DANDURAND (Canada).

Convention concerning the Execution of Foreign Arbitral Awards.

M. LEITMAIER (Austria) begged to be excused for the length of the work of the Sub-Committee and the Drafting Committee. That had been due to the number and the difficulty of the questions with which they had been asked to deal.

He read his report (document A.II/23.1927) and submitted the following draft resolution:

“ The Assembly:

“ Whereas the World Economic Conference recommended the Economic Committee to endeavour to promote the extension in all countries of recourse to commercial arbitration;

“ And whereas, as a result of that recommendation, the Conference was of opinion that the beneficial results of the Protocol of 1923 in regard to the recognition of arbitration clauses in private contracts and particularly in commercial contracts would not be fully realised until provision was made ensuring the enforcement of arbitral awards;

“ And whereas the Economic Conference recommended the Council of the League of Nations to take steps to submit to all States for signature at an early date the text of an agreement providing for the execution of arbitral awards in commercial matters;

“ Recognising the great importance which commercial circles attach to the settlement of this question;

“ And having regard to the favourable report submitted to it by the Second Committee after considering the various observations submitted and the various amendments proposed as a result of the communication of a first draft to the Members of the League:

“ Decides to open the annexed Convention (document A.II/23.1927) immediately for signature by all the Members of the League and non-Member States which are already contracting parties to the above-mentioned Protocol of 1923;

“ And invites the Council to take whatever measures it may deem expedient to draw the attention of all Members of the League and all non-Member States to the value of the above-mentioned Protocol and Convention and to the conditions under which they may become contracting parties to these agreements.”

The Sub-Committee had fully agreed with the views of the Swedish Government regarding the legislation which the judge should choose when applying the rules concerning the conflict of laws and it had accepted the formulæ which the British Government had recommended regarding the protocol clauses.

Count VAN LYNDEN VAN SANDENBURG (Netherlands) paid a tribute to the Sub-Committee and to the Rapporteur. He would recall that his Government had drawn attention to differences of principle and of form between the draft Convention framed by the Conference on Private Law, which had sat at The Hague in 1925, and the present draft. He would accept, however, the draft resolution submitted to the Assembly.

M. Marcel PLAISANT (France) congratulated the Rapporteur, who had successfully accomplished an extremely arduous piece of legal work. He hoped that a great number of States would shortly ratify the present draft agreement. The draft Hague Convention had been of greater value, but the two instruments were intended to meet different needs. He hoped that States

non seulement signent le Protocole actuellement soumis à la Commission, mais aussi celui de La Haye.

Il présente quelques observations de forme, qui sont adoptées.

Le major ELLIOT (Empire Britannique), le comte VAN LYNDEN VAN SANDENBURG (Pays-Bas), MM. LEITMAIER (Autriche), TUMEDEI (Italie) et sir Edward CHAMIER (Inde), présentent également des observations de forme. Elles sont acceptées.

Le rapport et les conclusions sont adoptées.

M. LEITMAIER les présentera à l'Assemblée.

Instituts et organismes constitués sous l'autorité de la Société des Nations: Proposition de la délégation britannique.

Le PRÉSIDENT informe la Commission que le président de l'Assemblée a renvoyé à la deuxième Commission le projet de résolution suivant, présenté par Dame Edith LYTTTELTON (Empire Britannique):

« Le moment est venu où la question générale des relations entre la Société des Nations et les instituts ou organismes qui sont constitués sous son autorité, mais qui ne font pas partie de son organisation, devrait être étudiée, et où les principes qui régiraient leur acceptation par la Société devraient être stipulés par le Conseil. »

Il propose l'adoption de la résolution suivante:

« La deuxième Commission a soumis à un examen préalable le projet de résolution présenté par Dame Edith Lyttelton sur les instituts et organismes constitués sous l'autorité de la Société des Nations. Elle a constaté la grande importance de cette question, entièrement nouvelle pour l'Assemblée. »

« Elle propose à l'Assemblée d'inviter le Conseil à faire étudier la question et à présenter un rapport sur ce sujet à la prochaine Assemblée. »

Dame Edith LYTTTELTON (Empire Britannique) estime que la question n'est pas « entièrement nouvelle », car le Pacte en parle dans son article 24; elle se présente simplement sous un nouvel aspect.

M. Marcel PLAISANT (France) souligne l'intérêt de cette remarque et propose d'élargir la question. Il serait opportun que le Conseil fixât les règlements relatifs à l'acceptation des dons et legs et à la reconnaissance des fondations internationales faites sous l'autorité de la Société des Nations.

M. GALLAVRESI (Italie) s'associe à la proposition de Dame Edith Lyttelton, mais il préfère s'en tenir au texte présenté par le président plutôt que d'élargir la question.

Dame Edith LYTTTELTON (Empire Britannique) espère que sa résolution sera soumise à l'Assemblée, telle qu'elle est rédigée.

M. Marcel PLAISANT (France) se rallie au texte de Dame Edith Lyttelton.

La Commission adopte la résolution. Dame Edith LYTTTELTON la rapportera devant l'Assemblée.

M. GALLAVRESI (Italie) rappelle qu'au début des travaux de la Commission on était un peu effaré par le grand nombre de questions à étudier. Si l'on a abouti, c'est grâce à l'autorité du président.

La Commission se joint à ses félicitations.

Le PRÉSIDENT remercie tous ses collaborateurs et le Secrétariat de leur précieuse collaboration.

would not only sign the present protocol now submitted to the Committee, but also the Hague Protocol.

He submitted certain formal amendments, which were adopted.

Major ELLIOT (British Empire), Count VAN LYNDEN VAN SANDENBURG (Netherlands), M. LEITMAIER (Austria), M. TUMEDEI (Italy) and Sir Edward CHAMIER (India) also submitted formal amendments, which were adopted.

The report and its conclusions were adopted.

It was decided that M. LEITMAIER would submit them to the Assembly.

Institutes and Bodies set up under the Authority of the League of Nations: Proposal of the British Delegation.

The CHAIRMAN said that the President of the Assembly had transmitted to the Second Committee the following resolution submitted by Dame Edith LYTTTELTON (British Empire):

“ The Assembly considers that the moment has arrived when the general question of the relations between the League of Nations and institutes or bodies set up under its authority, but not forming part of its organisation, should be studied, and the principles which should govern their acceptance by the League of Nations be laid down by the Council. ”

He would propose the adoption of the following resolution:

“ The Second Committee has examined in a preliminary way the draft resolution presented by Dame Edith Lyttelton on the institutes and bodies formed under the authority of the League of Nations. It recognises the great importance of the question, which is entirely new to the Assembly. ”

“ It proposes that the Assembly should invite the Council to have the question studied and a report on it presented to the next ordinary session of the Assembly. ”

Dame Edith LYTTTELTON (British Empire) took the view that the question was not an entirely new one, since the Covenant mentioned it in Article 24. She had merely submitted it in a new form.

M. Marcel PLAISANT (France) emphasised the importance of that observation and proposed that the scope of the question should be enlarged. It was desirable that the Council should adopt regulations concerning the acceptance of donations and legacies and the recognition of international foundations established under the authority of the League of Nations.

M. GALLAVRESI (Italy) associated himself with the proposal of Dame Edith Lyttelton. He would prefer, however, to keep the text submitted by the Chairman, rather than to enlarge the scope of the question.

Dame Edith LYTTTELTON (British Empire) hoped that her resolution would be submitted to the Assembly in the form in which she had drafted it.

M. Marcel PLAISANT (France) accepted the text proposed by Dame Edith Lyttelton.

The resolution was adopted, and Dame Edith LYTTTELTON was asked to submit it to the Assembly.

M. GALLAVRESI (Italy) recalled that, at the beginning of its work, the Committee had been somewhat startled by the large number of questions it had been called upon to study. The fact that it had dealt with all of them was due to the authority of the Chairman.

The Committee associated itself with the congratulations paid to the Chairman by M. Gallavresi.

The CHAIRMAN thanked all those who had co-operated with him, and the Secretariat for its valuable assistance.

VI. DIXIÈME SÉANCE DE LA TROISIÈME COMMISSION

La troisième Commission a tenu sa dixième séance hier, vendredi 23 septembre, à 11 heures, sous la présidence de M. BENES (Tchécoslovaquie).

Examen du projet de rapport de la troisième Commission à l'Assemblée.

Le PRÉSIDENT suggère l'amendement suivant au passage du rapport relatif à la nomination des membres du Comité: « Les autres Etats représentés à la Commission étant invités à en faire partie s'ils le désirent ».

Cet amendement est adopté.

Arbitrage, sécurité, désarmement: Rapport d'ensemble.

M. DE BROUCKÈRE (Belgique) propose que l'on reprenne page par page la discussion du rapport.

Les amendements de M. COMNÈNE (Roumanie) pour la première et la deuxième pages sont adoptés.

La page 3 est adoptée sous réserve d'une convocation éventuelle de la troisième Commission au cas où le réajustement du texte par M. de Brouckère laisserait subsister des divergences entre les deux Commissions.

Au sujet de la page 4, le comte BERNSTORFF (Allemagne) demande s'il ne serait pas possible d'inclure l'assurance donnée par le président de la Commission préparatoire sur la convocation pour novembre prochain de la Commission préparatoire.

Après un échange de vues sur ce point entre MM. DE BROUCKÈRE (Belgique), LOUDON (Pays-Bas), HENNINGS (Suède), PAUL-BONCOUR (France), *la page 4 est adoptée*, sans que mention soit faite de la réunion de la susdite Commission, et compte tenu seulement de l'addendum proposé au début des débats, relatif aux Etats non membres de la Société.

La page 5, après discussion, est adoptée sans modifications.

La page 6 donne lieu à un actif échange de vues relativement au problème de la dépendance du dernier alinéa de la page 5 vis-à-vis du Pacte.

Sir James PARR (Nouvelle-Zélande) suggère que l'on souligne cette dépendance dans le texte.

M. DE BROUCKÈRE (Belgique) fait remarquer que cette suggestion pourrait entraîner des inconvénients, au moins pour les Etats qui ne désirent pas se lier et qui risqueraient de paraître moins soucieux d'appliquer le Pacte. Ce qu'il paraît possible, par contre, au délégué de la Belgique, d'indiquer dans le texte, c'est qu'il ne peut résulter d'une telle résolution nulle obligation supplémentaire pour un Etat avant que celui-ci ait donné une nouvelle signature.

Après diverses suggestions, de M. LOUDON (Pays-Bas), de EARL OF ONSLOW (Empire Britannique), du comte BERNSTORFF (Allemagne), M. PAUL-BONCOUR (France) fait remarquer que la proposition britannique et l'amendement de lord Onslow introduiraient dans le rapport ce qui constituerait une modification ou tout au moins une atténuation de la résolution, qui est beaucoup plus nette et sur laquelle l'accord a été établi.

M. DE BROUCKÈRE déclare préférer sa propre rédaction au texte de l'amendement britannique.

EARL OF ONSLOW (Empire britannique) propose de remplacer la dernière phrase de son amendement par la phrase suivante: « L'objet de ces renseignements est de faciliter pour les pays respectifs l'indication, dans la Convention pour la réduction et la limitation générale des armements, du niveau minimum de leurs armements ».

Après de nouvelles observations de sir James PARR (Nouvelle-Zélande), M. SOKAL (Pologne), propose que l'on fasse crédit au rapporteur à lord Onslow et à M. Paul-Boncour pour apporter au rapport les changements qui sembleraient désirables.

VI. TENTH MEETING OF THE THIRD COMMITTEE

The Third Committee held its tenth meeting yesterday (Friday, September 23rd), at 11 a.m., under the chairmanship of M. BENES (Czechoslovakia).

Examination of the Report of the Third Committee to the Assembly.

The CHAIRMAN suggested the following amendment to the passage of the report concerning the appointment of the members of the Committee: "The other States represented on the Committee being invited to form part of it if they so desire".

This amendment was adopted.

Arbitration, Security and Disarmament: Complete Report.

M. DE BROUCKÈRE (Belgium) proposed that the report should be discussed page by page.

The amendments of M. COMNENE (Roumania) to the first and second pages were adopted.

Page 3 was adopted, on the understanding that there would be, if necessary, a meeting of the Third Committee in the event of the revision of the text by M. de Brouckère leaving divergencies between the two Committees.

Count BERNSTORFF (Germany), referring to page 4, asked whether it would not be possible to include the assurance given by the Chairman of the Preparatory Commission in regard to the convening in November next of the Preparatory Commission.

After an exchange of views between M. DE BROUCKÈRE (Belgium), M. LOUDON (Netherlands), M. HENNINGS (Sweden), and M. PAUL-BONCOUR (France), *page 4 was adopted*, without any mention being made of the convening of the Commission and account being taken of the addition proposed at the beginning of the discussion concerning States not Members of the League.

Page 5 after discussion was adopted without amendment.

Page 6 gave rise to a lively exchange of views concerning the problem of the relation of the last paragraph of page 5 to the Covenant.

Sir James PARR (New Zealand) suggested that the dependence of the paragraph on the Covenant should be emphasised in the text.

M. DE BROUCKÈRE (Belgium) observed that this suggestion might give rise to difficulties at least for States which did not wish to be bound, and which ran the risk of seeming less scrupulous in applying the Covenant. On the other hand, he thought it was possible to indicate in the text that there could not result from the resolution any supplementary obligation for a State until that State had signed a further undertaking.

After various suggestions put forward by M. LOUDON (Netherlands), the EARL OF ONSLOW (British Empire) and Count BERNSTORFF (Germany), M. PAUL-BONCOUR (France) observed that the British proposal and the amendment of Lord Onslow would introduce into the report what amounted to an amendment, or at least to an attenuation of the resolution, which was very much clearer, and in regard to which agreement had been reached.

M. DE BROUCKÈRE (Belgium) said he preferred his own draft to the British amendment.

The EARL OF ONSLOW (British Empire) proposed to replace the last sentence of his amendment by the following sentence: "The object of this information was to make it easier for the respective countries to indicate in the Convention on the general reduction and limitation of armaments the minimum scale of their armaments".

After further observations from Sir James PARR (New Zealand), M. SOKAL (Poland) proposed that the Rapporteur, Lord Onslow and M. Paul-Boncour should be authorised to make in the report such textual changes as seemed desirable.

Le PRÉSIDENT appuie cette proposition et suggère que le général DE MARINIS (Italie) fasse également partie du premier Comité de rédaction, mais, sur une observation de M. LOUDON (Pays-Bas), le PRÉSIDENT estime qu'il convient de réunir la Commission l'après-midi du même jour.

Cette dernière proposition est adoptée.

VII. ONZIÈME SÉANCE DE LA TROISIÈME COMMISSION

La troisième Commission a tenu sa onzième séance hier, vendredi 23 septembre, à 15 heures 30, sous la présidence de M. BENES (Tchécoslovaquie).

Arbitrage, sécurité et désarmement: Amendement au rapport à l'Assemblée.

Le PRÉSIDENT lit le texte proposé par le Comité de rédaction (document A.III/20.1927).

Le texte est adopté.

Sir James PARR (Nouvelle-Zélande), qui avait élevé des objections contre le texte primitif, se déclare entièrement satisfait du texte nouveau.

Une discussion a lieu sur les mots « convention générale » et « convention facultative pour l'arbitrage obligatoire ».

Après un échange de vues, la Commission décide d'employer le titre donné par le Dr Nansen à sa proposition (« Convention facultative pour l'arbitrage obligatoire des différends »).

Clôture des travaux de la Commission.

Le PRÉSIDENT passe en revue les diverses propositions dont la Commission eut à s'occuper et déclare que, après de longs débats, au cours desquels toutes les délégations ont témoigné de leur dévouement à l'idéal de la Société, on peut juger satisfaisants les résultats obtenus.

Le comte BERNSTORFF (Allemagne), au nom de ses collègues, exprime au président ses remerciements chaleureux et sincères pour la façon dont il a su diriger les travaux de la Commission. Le résultat que l'on a obtenu est de ceux que l'on peut qualifier d'extrêmement heureux.

M. LOUDON (Pays-Bas) s'associe aux paroles du comte Bernstorff.

EARL OF ONSLOW (Empire Britannique) approuve les déclarations de ses collègues. La Commission était en présence d'une tâche très difficile et, si l'on est arrivé à une heureuse conclusion, cela est dû assurément au tact, à l'habileté et à l'impartialité dont le président a fait preuve à un si haut degré.

La Commission exprime ses regrets du départ de M. de Madariaga, directeur de la Section du désarmement du Secrétariat, et le remercie du précieux travail qu'il a fourni.

VIII. SEPTIÈME SÉANCE DE LA QUATRIÈME COMMISSION

La quatrième Commission a tenu sa septième séance (séance privée) hier, vendredi 23 septembre, à 9 heures, sous la présidence de M. VAN EYSINGA (Pays-Bas).

Hommage à la mémoire de M. Luis Waddington.

Le PRÉSIDENT, en ouvrant la séance, rend hommage à la mémoire de M. Luis Waddington, dont on a appris le décès et qui fut l'un des premiers membres de la Commission de contrôle.

RAPPORT DE LA COMMISSION DE CONTRÔLE SUR LES CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES (suite) (document A.IV/14.1927).

Après une courte discussion sur la question des crédits supplémentaires, au cours de laquelle il est fait spécialement

The CHAIRMAN supported this proposal, and suggested that General DE MARINIS (Italy) should also form part of the Drafting Committee.

Following the observations of M. LOUDON (Netherlands), however, the CHAIRMAN thought it would be well to convene the Committee in the afternoon.

This last proposal was adopted.

VII. ELEVENTH MEETING OF THE THIRD COMMITTEE

The Third Committee met yesterday (Friday, September 23rd), at 3.30 p.m., under the chairmanship of M. BENES (Czechoslovakia).

Arbitration, Security and Disarmament. Amendment to the Report to the Assembly.

The CHAIRMAN read the text proposed by the Drafting Committee (document A. III/20. 1927).

The text was adopted.

Sir James PARR (New Zealand), who had objected to the original text, was perfectly satisfied with the new text.

A discussion ensued regarding the expressions "general convention", and "optional convention for compulsory arbitration".

After an exchange of views, it was decided to use the title given by Dr. Nansen to his proposal ("optional convention for the compulsory arbitration of disputes").

Close of the Committee's Work.

The CHAIRMAN reviewed the proposals which had been dealt with, and said that after long debates, in which all the delegations had shown their devotion to the ideals of the League, it might be said that the result was satisfactory.

Count BERNSTORFF (Germany) expressed to the Chairman, on behalf of the Committee, its warm and sincere thanks for the manner in which he had carried out his work as Chairman. A result had been reached which could be termed a very happy one.

M. LOUDON (Netherlands) associated himself with Count Bernstorff.

The EARL OF ONSLOW (British Empire) agreed with the previous speakers. The Committee had had a very difficult task, and the arrival at a successful conclusion was, he felt, due to the high degree of tact, skill and impartiality of the Chairman.

The Committee expressed its regret at the departure of M. de Madariaga, Director of the Disarmament Section of the Secretariat. It would thank him for his valuable services.

VIII. SEVENTH MEETING OF THE FOURTH COMMITTEE

The Fourth Committee held its seventh meeting yesterday (Friday, September 23rd), at 9 a.m., in private session, under the chairmanship of M. VAN EYSINGA (Netherlands).

Tribute to the Late Mr. Luis Waddington.

The CHAIRMAN, before proceeding to the business of the meeting, referred with regret to the death of Mr. Luis Waddington, one of the original members of the Supervisory Commission.

CONTINUATION OF THE REPORT OF THE SUPERVISORY COMMISSION ON SUPPLEMENTARY CREDITS (document A.IV/14.1927).

After a brief discussion of the question of supplementary credits, with particular reference to the difficulties created by

mention des difficultés résultant de la hâte avec laquelle le système actuel oblige à les examiner, le SECRÉTAIRE donne lecture du rapport, qui est discuté article par article.

- I. Réduction des armements.
- II. Travaux supplémentaires résultant de la résolution adoptée par la Conférence de la presse.
- III. Organisation économique et financière.
- IV. Liaison avec l'Amérique latine.

Ces articles du rapport sont approuvés.

V. Codification du droit international.

Après un échange de vues, la Commission décide d'approuver le crédit de 80.000 francs destiné à la création d'une commission chargée de préparer une conférence sur la codification du droit international. Par dix-sept voix contre onze, elle décide de supprimer la somme de 75.000 francs à l'article 29 (Comité d'experts pour la codification progressive du droit international) des prévisions budgétaires du Secrétariat et de notifier cette décision à la première Commission.

VI. Recueil des renseignements nécessaires pour l'Organisation des communications et du transit.

Après un échange de vues et un vote indécis (douze voix étant en faveur de la recommandation de la Commission de contrôle et douze voix contre), la suite de la discussion est ajournée à la séance suivante.

IX. HUITIÈME SÉANCE DE LA QUATRIÈME COMMISSION

La quatrième Commission a tenu sa huitième séance (séance privée, puis publique) hier, vendredi 23 septembre, à 15 heures.

Rapport de la Commission de contrôle sur la question des crédits supplémentaires (II) (document A. IV. 14. 1927). — Suite de la discussion.

Article VII. — Bureau central de l'opium.

Après discussion, la Commission décide d'accepter les recommandations de la Commission de contrôle, à savoir que cet article ne figure pas au budget de 1928, étant donné l'improbabilité que le Bureau central puisse être organisé avant la fin de 1928. Elle décide de prendre acte des résolutions du rapport sur ce sujet et de le renvoyer en même temps que la lettre de la cinquième Commission à l'Assemblée de 1928.

Article VI. — Recueil de renseignements nécessaires à l'Organisation des communications et du transit.

La Commission décide de procéder à un vote sur cette question, qui restait en suspens depuis la dernière séance. Elle décide, par 15 voix contre 9, d'accepter les recommandations de la Commission de contrôle tendant à la suppression de ce crédit et d'informer la deuxième Commission de cette décision.

Rapport de la Commission de contrôle à la quatrième Commission sur les crédits supplémentaires (I) (Crédits supplémentaires demandés par le Secrétaire général et par le Directeur du Bureau international du Travail).

La Commission discute ce rapport paragraphe par paragraphe. Le rapport est adopté.

(La séance est ensuite ouverte au public.)

Réajustement des traitements et salaires à Genève (Rapport du Sous-Comité de la cinquième Commission). (Document A. IV/8. 1927.)

M. CAVAZZONI (Italie) propose que la réduction des traite-

the haste in which they had under the present system to be considered, the SECRETARY read the report and the Committee discussed it item by item.

- I. Reduction of Armaments.
- II. Additional Work arising out of the Resolution of the Press Conference.
- III. Economic and Financial Organisation.
- IV. Liaison with Latin America.

The Committee approved these items of the report.

V. Codification of International Law.

After discussion, the Committee decided to approve the figure of 80,000 francs for the purpose of setting up a Committee to prepare a Conference on the Codification of International Law. It decided, by 17 votes to 11, to suppress the sum of 75,000 francs in item 29 (Experts Committee for the Progressive Codification of International Law) of the budgetary estimates of the Secretariat, and to inform the First Committee of that decision.

VI. Collection of Information necessary to the Organisation for Communications and Transit.

After discussion, the Committee voted 12 in favour and 12 against the adoption of the recommendation of the Supervisory Commission to suppress this credit.

The discussion was adjourned until the next meeting.

IX. EIGHTH MEETING OF THE FOURTH COMMITTEE

The Fourth Committee held its eighth meeting yesterday (Friday, September 23rd), in private session, at 3 p.m.

Report of the Supervisory Commission on the Question of Supplementary Credits (II). (Document A. IV/14. 1927. — Continued discussion.)

Item VII. Central Opium Board.

After discussion, the Committee decided to accept the recommendations of the Supervisory Commission that this item be not included on the Budget of 1928, since it was extremely improbable that the Central Board could be set up until the end of 1928. It decided to take note of the report on this subject and to refer it, together with the letter from the Fifth Committee, to the session of the Assembly in 1928.

VI. Collection of Information necessary to the Organisation for Communications and Transit.

The Committee proceeded to a vote on this question, which had been deferred from the last meeting. It decided, by 15 votes in favour to 9 against, to accept the recommendations of the Supervisory Commission for the suppression of this credit, and to inform the Second Committee of this decision.

Report of the Supervisory Commission to the Fourth Committee on Supplementary Credits (I). (Supplementary Credits requested by the Secretary-General and the Director of the International Labour Office).

The Committee discussed this report paragraph by paragraph and adopted it.

The Committee then decided that its meeting should be open to the public.

Adjustment of Salaries at Geneva. (Report of the Sub-Committee of the Fifth Committee. — Document A. IV/8. 1927.)

M. CAVAZZONI (Italy) proposed that the reduction of salaries

ments et salaires des fonctionnaires du Secrétariat et du Bureau international du Travail soit de 1,3 au lieu de 2,6 pour cent.

La Commission décide, par un vote, de rejeter cette proposition et d'approuver le rapport du Sous-Comité.

Construction d'une salle des assemblées et de nouveaux immeubles à l'usage du Secrétariat.

La Commission approuve le rapport suivant, en exprimant le désir que le Comité mentionné au dernier paragraphe se compose des membres du Comité spécial.

Rapport soumis à l'Assemblée par le Comité spécial.

« Au cours de la onzième séance plénière tenue le samedi 10 septembre, l'Assemblée a institué un Comité de cinq membres chargé de présenter des suggestions au sujet de la décision à prendre en ce qui concerne les nouveaux immeubles de la Société. Les membres du Comité étaient :

M. ADATCI (Japon);
M. OSUSKY (Tchécoslovaquie), président de la Commission de contrôle,
M. POLITIS (Grèce),
M. URRUTIA (Colombie),
Sir Edward HILTON YOUNG (Empire Britannique).

« Le Comité a appelé à la présidence M. ADATCI et a chargé sir Edward HILTON YOUNG des fonctions de rapporteur.

« Le Comité a examiné la question selon les principes fixés dans le mandat approuvé par l'Assemblée et a étudié attentivement tous les renseignements que le Secrétariat était en mesure de fournir sur divers points.

« Le Comité estime qu'il est impossible de terminer l'étude de l'ensemble de la question durant la présente session de l'Assemblée. Toutefois, il existe certains points qui paraissent tout à fait nets au Comité et qui, à son avis, permettent à l'Assemblée de prendre, dès maintenant, certaines décisions de principe et d'éviter ainsi la nécessité d'un ajournement à l'Assemblée de 1928, ce qui entraînerait un retard d'un an pour le commencement des travaux.

« I. Situation financière.

« Les comptes du fonds pour les constructions font ressortir un solde créditeur de 11.400.000 francs en chiffres ronds au 31 août 1927; à cette somme on peut ajouter le prix de vente garanti de l'Hôtel National, soit 4 millions de francs. Sur cette somme de 15.400.000 francs, il est prudent de réserver un million de francs pour l'achat du terrain et d'autres dépenses d'ordre général. On dispose donc actuellement de 14.400.000 francs en chiffres ronds.

« Comme il s'écoulera naturellement un certain temps avant que l'on ait à effectuer des paiements considérables sur ce fonds, il semble légitime de prévoir l'addition d'une somme d'environ un million de francs au titre des intérêts produits par l'important solde disponible actuellement en la possession de la Société, le montant utilisable atteignant ainsi un total de 15.400.000 francs.

« L'étude des projets primés lors du concours d'architectes a convaincu le Comité que la somme dont on dispose actuellement ne sera pas suffisante pour permettre la construction de nouveaux immeubles qui, sans être d'un luxe excessif, soient néanmoins satisfaisants au point de vue tant esthétique que pratique. De l'avis du Comité, les devis présentés par les divers concurrents, conformément au règlement du concours, paraissent être, dans presque tous les cas, insuffisants.

« Se basant sur une évaluation raisonnable du cubage nécessaire pour les locaux requis et sur une estimation nullement excessive du coût probable par m³, le Comité estime qu'il faudra envisager la nécessité éventuelle de porter le crédit alloué à la somme d'environ 19.500.000 francs.

of officials of the Secretariat and of the International Labour Office should be 1.3 per cent instead of 2.6 per cent.

After a vote, the Committee decided to reject this proposal and to approve the report of the Sub-Committee.

Erection of an Assembly Hall and of New Buildings for the Use of the Secretariat.

The Committee approved the following report, expressing the wish that the Committee referred to in the last paragraph should consist of the members of the Special Committee.

Report submitted to the Assembly by the Special Committee.

« At the eleventh plenary meeting held on Saturday, September 10th, the Assembly appointed a committee of five members to present suggestions with regard to the decision to be taken in the matter of the new League buildings. The members of the Committee were:

M. ADATCI (Japan),
M. OSUSKY (Czechoslovakia), Chairman of the Supervisory Commission,
M. POLITIS (Greece),
M. URRUTIA (Colombia),
Sir Edward HILTON YOUNG (British Empire).

« The Committee appointed M. ADATCI Chairman and Sir Edward HILTON YOUNG Rapporteur.

« The Committee has examined the question on the lines laid down in the terms of reference approved by the Assembly and has carefully considered all information on various details which the Secretariat were in a position to supply.

« The Committee is of opinion that it is impossible to complete the study of the whole question during the present session of the Assembly. There are, however, certain points which appear quite clear to the Committee and which in its view enable certain decisions of principle to be taken by the Assembly at the present session, thus avoiding the necessity of an adjournment to the Assembly of 1928 and the resulting year's delay in commencing operations.

« I. Financial Position.

« The accounts of the Building Fund show a cash balance in hand on August 31st, 1927, of 11,400,000 francs in round figures, to which may be added the guaranteed sale price of the Hôtel National—4,000,000 francs. From this sum of 15,400,000 francs, it is prudent to put aside a sum of 1,000,000 francs for the purchase of land and other general expenses. There is therefore a sum in hand at the present time of roughly 14,400,000 francs.

« As some time will naturally elapse before any considerable payments must be made from this fund, it seems permissible to anticipate the addition of a sum of about 1,000,000 francs as interest on the large cash balance now actually in the possession of the League, thus bringing the amount available to a total of 15,400,000 francs.

« A study of the prize-winning plans in the architects' competition has convinced the Committee that the sum at present available will not be sufficient to ensure that the new building or buildings shall, without being unduly luxurious, be satisfactory from the æsthetic point of view as well as from the practical. The estimates of cost submitted by the various competitors in accordance with the rules of the competition appear to the Committee to be in nearly all cases inadequate.

« Basing itself upon a reasonable estimate of the cubic capacity necessary to provide the accommodation required, and a by no means extravagant estimate of the probable cost per cubic metre, the Committee is of opinion that it is necessary to contemplate the probability that the credit allotted will ultimately have to be increased to approximately 19,500,000.

« Jusqu'à ce qu'un projet ait été définitivement arrêté et soigneusement révisé, il est évidemment impossible de fournir une estimation plus exacte; il se pourrait peut-être que des économies sur la somme de 19,500,000 francs soient réalisables; de plus, étant donné les sommes actuellement disponibles, il n'est pas nécessaire que l'Assemblée vote au cours de la présente session un crédit supplémentaire défini. Ce qu'il faut — et le Comité se permet d'insister avec force sur la nécessité de cette décision — c'est que l'Assemblée autorise en principe que le crédit alloué soit porté à la somme de 19,500,000 francs environ, s'il était confirmé que les bâtiments désirés ne pourront pas être construits pour moins de cette somme.

« 2. *Choix d'un projet.*

« Le Comité estime raisonnable et juste que le projet définitif soit choisi parmi ceux auxquels ont été accordés les neuf prix égaux de 12,000 francs.

« Si l'Assemblée approuve les recommandations du Comité, il sera nécessaire de nommer un comité restreint qui poursuivrait l'étude des questions contenues dans le mandat du présent Comité; le comité ainsi institué aurait pleins pouvoirs pour choisir, avec des changements éventuels, le projet qui, à son avis, satisferait le mieux aux nécessités pratiques et aux considérations esthétiques. Il disposerait naturellement de tous les concours techniques qu'il pourrait désirer. La décision du Comité serait soumise au Conseil aux fins d'approbation et de ratification formelles.

« 3. En conclusion, le Comité propose à l'Assemblée la résolution suivante:

« L'Assemblée,

« Approuve le rapport du Comité spécial de cinq membres au sujet des nouvelles constructions;

« Approuve en principe que la somme à dépenser pour les nouvelles constructions soit portée à 19,500,000 francs environ. Le chiffre exact du crédit additionnel nécessaire sera soumis à l'Assemblée lors de la prochaine session;

« Autorise un Comité, composé comme suit:

.....
à étudier les neuf projets qui ont reçu les prix égaux de 12,000 francs lors du concours d'architectes et à choisir avec les changements éventuels, le projet qui, de l'avis du Comité, satisfait le mieux aux exigences d'ordre pratique et esthétique; la décision de ce Comité sera soumise, pour ratification, au Conseil de la Société des Nations. Elle sera communiquée à la prochaine session de l'Assemblée. »

Rapport à l'Assemblée de la quatrième Commission.

Sir Edward HILTON YOUNG (Empire Britannique) propose que la séance soit ajournée afin que ses membres aient le temps d'étudier le rapport.

La Commission décide, par un vote, de commencer immédiatement la discussion du rapport.

Le SECRÉTAIRE donne lecture du rapport (document A.IV./12. 1927), sous la forme amendée par le document A.XV.

Après discussion, la Commission adopte le rapport avec certains amendements. Elle charge le rapporteur et les membres du Bureau de la Commission de revoir et approuver le texte final du rapport.

Nomination du rapporteur.

La Commission désigne M. DE VASCONCELLOS (Portugal), vice-président, comme rapporteur de la question des nouveaux immeubles.

Crédits pour la codification du droit international.

Le PRÉSIDENT donne lecture d'une lettre de la première Commission relative à la décision de la quatrième Commission

« Until a plan has been definitely decided upon and carefully revised, it is of course impossible to give a more exact estimate; it may be possible to effect a reduction upon the sum named; and, in view of the amount of cash actually in hand, it is also unnecessary for the Assembly to vote at this present session a definite supplementary credit. All that is needed, and the Committee ventures to urge strongly the necessity for this measure, is that the Assembly should now agree in principle that the Building Fund shall be increased to the amount of 19,500,000 francs, should it be confirmed that the required buildings cannot be obtained for less.

« 2. *Choice of Plan.*

« The Committee is of opinion that it is reasonable and just that the ultimate choice of a plan should be made from among those which were awarded the nine equal prizes of 12,000 francs.

« If the Assembly approves the Committee's recommendations, it will be necessary for a small committee to be appointed to continue the study of the questions contained in the terms of reference of the present Committee, with full powers to choose, with any changes that may be necessary, a plan that in its opinion most nearly satisfies the practical necessities and æsthetic considerations. This committee would, of course, be provided with such expert assistance as it may desire. The decision of the committee should be submitted to the Council for formal approval and ratification.

« 3. In conclusion, therefore, the Committee proposes to the Assembly the following resolution:-

« The Assembly,

« Approves the report of the Special Committee of five members in regard to the new buildings;

« Approves in principle that the amount to be spent on the new buildings may be increased approximately to 19,500,000 francs. The exact amount of the supplementary credit necessary will be submitted to the Assembly at the next session;

« Empowers a Committee composed as follows:

.....
to study the nine plans awarded the equal prizes of 12,000 francs in the architects' competition, and to choose, with any changes that may be necessary, a plan which in its opinion complies most nearly with the practical and æsthetic requirements. The decision of this Committee will be submitted to the Council of the League of Nations for ratification, and will be communicated to the Assembly at the next session. »

Report of the Fourth Committee to the Assembly.

Sir Edward HILTON YOUNG (British Empire) proposed that the meeting adjourn in order to allow its members time to consider this report.

The Committee decided after a vote to proceed immediately with the discussion of this report.

The Secretary read the report (document A. IV./12. 1927) as amended by document A. XV. 1927).

After discussion, the Committee adopted the report with certain amendments. It decided that the Rapporteur and Officers of the Committee should review and approve the final text of the report.

Appointment of Rapporteur.

The Committee chose M. DE VASCONCELLOS (Portugal), Vice-Chairman, to be its Rapporteur on the question of the new building.

Credit for the Codification of International Law.

The CHAIRMAN read a letter from the First Committee referring to the decision of the Fourth Committee concerning

concernant les crédits pour la codification du droit international. La Commission s'accorde à déclarer que toute somme excédant les 80.000 francs votés pour la préparation de la Conférence sur ce sujet pourrait être consacrée à couvrir les frais d'une réunion du Comité d'experts en 1928, pour laquelle les crédits ont été supprimés.

Le PRÉSIDENT adresse ses remerciements et ceux de la Commission au Secrétaire général et à tous ceux qui ont pris part à ses travaux.

X. ADDENDUM AU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE N° 15.

Sur la demande de Dame Edith LYTELTON (Empire Britannique), le texte de son discours figurant à la page 239 du Journal, n° 15, doit être ainsi précisé:

« La déléguée britannique souligne le passage suivant du rapport des experts: « Plusieurs centaines de femmes et de jeunes filles sont l'objet de la traite. Un grand nombre d'entre elles; mais certes non pas toutes, exercent la prostitution dans leur propre pays. »

XI. ERRATUM.

Journal N° 17, page 276.

Le dernier paragraphe de cette page devrait être libellé de la façon suivante:

Proposition du Dr Nansen relative à l'arbitrage.

« Le PRÉSIDENT indique que la proposition du Dr Nansen relative à l'arbitrage a été soumise par la première Commission à un Comité mixte, etc. »

XII. SIGNATURES ET RATIFICATIONS DES ACCORDS INTERNATIONAUX

Son Excellence M. STRESEMANN, ministre des Affaires étrangères du Reich allemand, a signé le 23 septembre 1927, au nom du Gouvernement allemand, la disposition facultative reconnaissant la juridiction obligatoire de la Cour, avec la déclaration suivante:

« Au nom du Gouvernement allemand, je déclare reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, vis-à-vis de tout autre Membre ou Etat acceptant la même obligation, la juridiction de la Cour, conformément à l'article 36, paragraphe 2, du Statut de la Cour, pour une durée de cinq années, sur tous les différends qui s'élèveraient après la ratification de la présente déclaration au sujet de situations ou de faits postérieurs à cette ratification, sauf les cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique. »

M. O. LOUWERS, Conseiller colonial du Département des Affaires étrangères, membre du Conseil colonial de Belgique, a déposé au Secrétariat, le 23 septembre 1927, l'instrument de ratification, par Sa Majesté le Roi des Belges, de la Convention de l'esclavage, signée à Genève le 25 septembre 1926.

XIII. DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LE 23 SEPTEMBRE 1927.

Ordre du jour de la dix-septième séance plénière.
Journal de l'Assemblée, N° 17.

credits for the Codification of International Law. The Committee agreed that any surplus from the sum of 80,000 francs voted for the preparation of a Conference on this subject might be devoted towards the expenses of a meeting of the Committee of Experts in 1928, the credit for which had been suppressed.

The CHAIRMAN expressed his thanks and those of the Committee to the Secretary-General, and all those who had participated in its labours.

X. ADDENDUM TO JOURNAL No. 15.

At the request of Dame Edith LYTELTON (British Empire) the following addition is to be added to the account of her speech appearing on page 239 of Journal No. 15:

" She would emphasise the following passage in the report of the experts: ' Many hundreds of women and girls are brought into the traffic. Many of these, but by no means all, are prostitutes in their own country ' . "

XI. ERRATUM

Journal No. 17, page 276.

The final paragraph on this page should read as follows:

" Proposal of Dr. Nansen concerning arbitration.

" The CHAIRMAN said that the proposal of Dr. Nansen concerning arbitration had been submitted by the First Committee to a Mixed Committee ", etc.

XII. SIGNATURES AND RATIFICATIONS OF INTERNATIONAL ENGAGEMENTS

His Excellency M. STRESEMANN, Minister for Foreign Affairs of the German Reich, signed, on September 23rd, 1927, on behalf of the German Government, the optional provision recognising the compulsory jurisdiction of the Court together with the following declaration:

" On behalf of the German Government, I recognise as compulsory, *ipso facto* and without special agreement, in relation to any other Member or State accepting the same obligation, the jurisdiction of the Court in conformity with Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Court for a period of five years, in any disputes arising after the ratification of the present declaration with regard to situations or facts subsequent to this ratification, except in cases where the parties have agreed or shall agree to have recourse to another method of pacific settlement. "

M. O. LOUWERS, Colonial Adviser to the Department for Foreign Affairs, Member of the Colonial Council of Belgium, deposited at the Secretariat, on September 23rd, 1927, the instrument of ratification by His Majesty the King of the Belgians of the Slavery Convention, signed at Geneva on September 25th, 1926.

XIII. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO MEMBERS OF THE ASSEMBLY ON SEPTEMBER 23RD, 1927

Agenda of the Seventeenth Plenary Meeting.
Assembly Journal No. 17.

Compte rendu définitif: huitième séance plénière.

A. 76 (1). Mandats: Rapport de la sixième Commission.

A. 87 (1). Résultats de la mission accomplie en certains pays de l'Amérique latine par le président du Comité d'hygiène: Résolution adoptée par l'Assemblée le 20 septembre 1927.

A. 92. Conférence économique internationale. Organisation économique de la Société des Nations: Rapport et projet de résolutions présentés par la deuxième Commission.

A. 94. Relations entre la Société des Nations et les instituts ou organismes qui sont constitués sous son autorité: Projet de résolution déposé par l'Honorable Mrs Alfred Lyttelton au nom de la délégation britannique, le 22 septembre 1927.

A. 95. Adhésions aux conventions internationales, données sous réserve de ratification: Rapport de la première Commission.

A. 96. Emprunt grec: Résolution adoptée par l'Assemblée le 22 septembre 1927.

A. 97. Contributions arriérées: Résolution adoptée par l'Assemblée le 22 septembre 1927.

A. 98. Travaux du Comité financier: Résolution adoptée par l'Assemblée le 22 septembre 1927.

A. 99. Le système du vote unique transférable et le principe de la représentation proportionnelle en général, eu égard au problème de l'élection des Membres non permanents du Conseil: Résolution adoptée par l'Assemblée le 22 septembre 1927.

A. 100. Convention de l'esclavage: Résolution adoptée par l'Assemblée le 22 septembre 1927.

A. 101. Union internationale de secours: Résolution adoptée par l'Assemblée le 22 septembre 1927.

A. 102. Conférence d'experts de presse: Résolution adoptée par l'Assemblée le 22 septembre 1927.

A. 103. Travaux de la Commission intellectuelle de coopération intellectuelle: Résolutions adoptées par l'Assemblée le 22 septembre 1927.

Definitive Verbatim Record: Eighth Plenary Meeting.

A. 76 (1). Mandates. Report of the Sixth Committee.

A. 87 (1). Results of the Mission carried out in certain Latin-American Countries by the President of the Health Committee. Resolution adopted by the Assembly on September 20th, 1927.

A. 92. International Economic Conference. Economic Organisation of the League of Nations. Report and Draft Resolutions of the Second Committee.

A. 94. Relations between the League of Nations and Institutes or Bodies set up under its Authority. Draft Resolution by the Hon. Mrs. Alfred Lyttelton (British delegation), presented on September 22nd, 1927.

A. 95. Accessions to International Agreements given subject to Ratification. Report of the First Committee.

A. 96. Greek Loan. Resolution adopted by the Assembly on September 22nd, 1927.

A. 97. Contributions in Arrears. Resolution adopted by the Assembly on September 22nd, 1927.

A. 98. Work of the Financial Committee. Resolution adopted by the Assembly on September 22nd, 1927.

A. 99. The System of the Single Transferable Vote, and the Principle of Proportional Representation in general, in connection with the Problem of the Election of the non-Permanent Members of the Council. Resolution adopted by the Assembly on September 22nd, 1927.

A. 100. Slavery Convention. Resolution adopted by the Assembly on September 22nd, 1927.

A. 101. International Relief Union. Resolution adopted by the Assembly on September 22nd, 1927.

A. 102. Conference of Press Experts. Resolution adopted by the Assembly on September 22nd, 1927.

A. 103. Work of the International Committee on Intellectual Co-operation. Resolutions adopted by the Assembly on September 22nd, 1927.

Service des documents
de la huitième Session ordinaire
de l'Assemblée

JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Le *Journal de l'Assemblée* est publié chaque matin, en vue de fournir régulièrement aux délégués de l'Assemblée, aux journalistes et aux visiteurs le programme quotidien et le compte rendu résumé des réunions. Les exemplaires seront remis aux abonnés, à leur adresse privée, lorsque ce sera possible, ou expédiés par la poste.

Le prix de l'abonnement, pour la série publiée pendant l'Assemblée, est de 6 francs. (Etranger, 9 fr., y compris les frais d'expédition.)

LISTE DES DÉLÉGUÉS A LA HUITIÈME
SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLÉE

1 franc.

Annuaire de la Société des Nations

ANNUAIRE STATISTIQUE
INTERNATIONAL 1926

1 volume de 184 pages de tableaux, broché
Fr. suisses 10.—

Quatre-vingt-douze tableaux statistiques traitant de territoire, population, production, commerce, transport et communications, finances publiques, statistiques des monnaies et prix.

ANNUAIRE SANITAIRE
INTERNATIONAL 1925

Rapports sur les progrès réalisés dans les domaines de l'hygiène publique dans 21 pays.

1 volume de 644 pages, broché Fr. suisses 20.—

Ce livre présente, sous une forme succincte, les statistiques démographiques les plus récentes et permet de suivre d'année en année le développement des sessions d'hygiène publique et la législation sanitaire dans divers pays.

ANNUAIRE MILITAIRE 1926-1927

Renseignements généraux et statistiques sur les armements terrestres, navals et aériens.

1 volume de 1038 pages, relié pleine toile
Fr. suisses 25.—

Un catalogue général et des catalogues spéciaux des documents élaborés par les diverses sections du Secrétariat seront envoyés gratuitement sur demande.

SOCIÉTÉ DES NATIONS
Service des Publications,
GENÈVE.

Les publications de la Société des Nations sont en vente, à Genève, aux adresses suivantes:

SERVICE DES PUBLICATIONS DU SECRÉTARIAT (Villa Saint-Victor, annexe au bâtiment du Secrétariat), pendant les heures ordinaires de bureau.
SALLE DE LA RÉFORMATION, pendant les réunions de l'Assemblée.
LIBRAIRIE PAYOT & C^{ie}, place du Molard, Genève.

Service of Documents
of the Eighth Ordinary Session
of the Assembly

JOURNAL OF THE ASSEMBLY

In order to provide Delegates at the Assembly, journalists and visitors with a regular daily programme and résumé of the meetings, the *Journal of the Assembly* is issued each morning. Copies will be delivered to subscribers at their private addresses where possible, or sent by post.

The subscription to the series during the Assembly is 6 francs (9 francs abroad, including postage).

LIST OF DELEGATES AT THE
EIGHTH SESSION OF THE ASSEMBLY

1 franc.

Yearbooks of the League of Nations

INTERNATIONAL STATISTICAL
YEARBOOK, 1926

1 volume of 184 pages of tables, sewn 7/6 net

Ninety-two statistical tables dealing with territory, population, production, trade, transport and communications, public finance, currency statistics and prices.

INTERNATIONAL HEALTH
YEARBOOK, 1925

Reports on Public Health Progress in 21 Countries.

1 volume of 658 pages, sewn 12/- net

This book gives the most recent vital statistics in a concise form, and enables the development of public health services and health legislation in various countries to be followed year by year.

ARMAMENTS YEARBOOK
1926-1927

General and Statistical Information.

1 volume of 1,002 pages, bound cloth 20/- net

A general catalogue and special catalogues of the documents prepared by the different Sections of the Secretariat will be sent free on application.

LEAGUE OF NATIONS
Publications Department
GENEVA.

The publications of the League of Nations are on sale in Geneva at the following addresses:

PUBLICATIONS DEPARTMENT (Villa St. Victor, annex to the Secretariat Building), during the ordinary office hours.
SALLE DE LA RÉFORMATION, during the meetings of the Assembly.
LIBRAIRIE PAYOT & C^{ie}, place du Molard, Geneva.

A. 2 (1). 1927

ORDRE DU JOUR

de la
Huitième Session ordinaire de l'Assemblée
et
Liste supplémentaire de Questions

Franc suisse 0.50.

AGENDA

of the
Eighth Ordinary Session of the Assembly
and
Supplementary List of Items

6d. \$0.10.

A. 13. 1927

RAPPORT

à la
Huitième Session ordinaire
de l'Assemblée de la Société des Nations
sur le

TRAVAIL DU SECRETARIAT ET SUR
LES MESURES PRISES POUR
EXÉCUTER LES DÉCISIONS DE
L'ASSEMBLÉE

Francs suisses 4.50.

REPORT

to the
Eighth Ordinary Session of the Assembly
of the League of Nations
on the

WORK OF THE SECRETARIAT AND
ON THE MEASURES TAKEN TO
EXECUTE THE DECISIONS OF THE
ASSEMBLY

3/9 \$0.90.

C. E. I. 34

Vient de paraître:

MÉMORANDUM

sur les
FINANCES PUBLIQUES 1922-1926

GENÈVE 1927.

(Section économique et financière.)

482 pages

Francs suisses 20.—

Cet ouvrage constitue la suite d'une publication commencée au moment de la Conférence financière de Bruxelles. Examen de la situation financière dans 26 États, précédé de notes sur le système budgétaire de chaque pays. Résumé des situations budgétaires de 1922 à ce jour avec indications du total des recettes (à l'exclusion des produits d'emprunts). Examen de la gestion des entreprises publiques. Total des impôts nationaux et locaux en 1913, ainsi que pendant un certain nombre d'années d'avant-guerre, pour autant que les données ont pu être recueillies.

Just published:

MEMORANDUM

on
PUBLIC FINANCE 1922-1926

GENEVA 1927.

(Economic and Financial Section.)

482 pages

16/-

In this Memorandum, which forms the continuation of work begun at the time of the Brussels Financial Conference, the financial position of 26 States is reviewed. The review of each country is prefaced by notes on its budget system. Increased space has been devoted to the analysis of management of public undertakings and an attempt has been made to procure figures showing total national and local taxation in 1913 and in some post-war years.

Tous les documents préparés par les différentes Sections du Secrétariat peuvent être obtenus auprès du

Service des Publications de la Société des Nations

Villa Saint-Victor, annexe au bâtiment du Secrétariat.

All documents prepared by the different Sections of the Secretariat may be obtained at the

Publications Department of the League of Nations

Villa St. Victor, annex to the Secretariat Building

SOCIÉTÉ DES NATIONS

LEAGUE OF NATIONS

JOURNAL

DE LA

OF THE

HUITIÈME SESSION
ORDINAIRE

EIGHTH ORDINARY
SESSION

DE L'

OF THE

ASSEMBLÉE

ASSEMBLY

GENÈVE 1927

GENEVA 1927

N^o 19. — DIMANCHE 25 SEPTEMBRE 1927.

No. 19. — SUNDAY, SEPTEMBER 25th, 1927.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beauregard.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor, Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beauregard.

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

SOMMAIRE:

	Pages
I. Programme des séances	297
II. Dix-huitième séance plénière de l'Assemblée	299
III. Dix-neuvième séance plénière de l'Assemblée	311
IV. Quinzième séance de la deuxième Commission	320
V. Corrections à la liste des membres des délégations	321
VI. Documents distribués aux membres de l'Assemblée	321

I. PROGRAMME DES SÉANCES

Séances plénières de l'Assemblée.

Il y aura deux séances plénières de l'Assemblée demain, lundi 26 septembre, à la Salle de la Réformation.

La séance du matin aura lieu à 10 h. et la séance de l'après-midi à 15 h. 30.

Ordre du jour:

- I. Suite de la discussion du rapport de la troisième Commission sur l'arbitrage, la sécurité, le désarmement et les travaux de la Commission préparatoire de la Conférence du désarmement.

Rapporteur: M. DE BROUCKÈRE (délégué de la Belgique).

Document A. 108. 1927. IX.

CONTENTS:

	Page
I. Programme of Meetings	297
II. Eighteenth Plenary Meeting of the Assembly	299
III. Nineteenth Plenary Meeting of the Assembly	311
IV. Fifteenth Meeting of the Second Committee	320
V. Correction to the List of Members of Delegations	321
VI. Documents distributed to Members of the Assembly	321

I. PROGRAMME OF MEETINGS

Plenary Meetings of the Assembly.

There will be two plenary meetings of the Assembly tomorrow (Monday, September 26th) at the Salle de la Réformation.

The morning meeting will take place at 10 a.m. and the afternoon meeting at 3.30 p.m.

Agenda:

- I. Continuation of the Discussion of the Report of the Third Committee on Arbitration, Security, Disarmament and the Work of the Preparatory Commission for the Disarmament Conference.

Rapporteur: M. DE BROUCKÈRE (delegate of Belgium).

Document A.108.1927.IX.

- | | |
|---|--|
| <p>2. Relations entre la Société des Nations et les instituts ou organismes qui sont constitués sous son autorité.
Rapport de la deuxième Commission.
Rapporteur: L'Honorable Mrs. Alfred LYTTELTON (délégué de l'Empire Britannique).
Document A. 107. 1927.</p> <p>3. Ouverture d'un Protocole relatif à l'exécution de sentences arbitrales rendues à l'étranger.
Rapport de la deuxième Commission.
Rapporteur: le Dr Markus LEITMAIER (délégué de l'Autriche).
Document A. 106. 1927. II.</p> <p>4. Construction des nouveaux immeubles de la Société des Nations:
a) Rapport du Comité spécial.
Rapporteur: Sir Edward HILTON YOUNG (délégué de l'Empire Britannique).
Document A. 93. 1927.
b) Rapport de la quatrième Commission.
Rapporteur: Son Excellence le Dr DE VASCONCELLOS (délégué du Portugal).
Document A. 110. 1927.</p> <p>5. Coût de la vie et fixation des traitements.
Rapport de la quatrième Commission.
Rapporteur: Son Excellence le Dr J. Gustavo GUERRERO (délégué du Salvador).
Document A. 116. 1927. X.</p> <p>6. Questions financières.
Rapport général de la quatrième Commission incluant la question des frais du Comité central permanent pour l'opium et la question du don de M. Rockefeller, junior.
Rapporteur: Son Excellence M. DE MODZELEWSKI (délégué de la Pologne).
Document A. 113. 1927. X.</p> <p>7. Institution d'un Tribunal administratif.
Rapport de la quatrième Commission.
Rapporteur: Son Excellence M. César ZUMETA (délégué du Venezuela).
Document A. 72. 1927. V.</p> <p>8. Codification progressive du droit international.
Rapport de la première Commission.
Rapporteur: Son Excellence M. Nicolas POLITIS (délégué de la Grèce).
Document A. 105. 1927. V.</p> <p>9. Propositions de la délégation du Paraguay tendant à la préparation d'un plan général et synthétique de codification du droit international.
Rapport de la première Commission.
Rapporteur: le Dr Ramon CABALLERO (délégué du Paraguay).
Document A. 111. 1927. V.</p> <p>10. Mesures en faveur des réfugiés russes et arméniens.
Rapport de la cinquième Commission.
Rapporteur: Major Walter ELLIOT (délégué de l'Empire Britannique).
Document A. 90. 1927. IV.</p> <p>11. Résultats de la troisième Conférence générale des communications et du transit.
Rapport de la deuxième Commission.
Rapporteur: M. DE BROUCKÈRE (délégué de la Belgique).
Document A. 78. 1927. VIII.</p> | <p>2. Relations between the League of Nations and Institutes or Bodies set up under its Authority.
Report of the Second Committee.
Rapporteur: The Hon. Mrs. Alfred LYTTELTON (delegate of the British Empire).
Document A. 107. 1927.</p> <p>3. Opening of a Protocol on the Execution of Foreign Arbitral Awards.
Report of the Second Committee.
Rapporteur: Dr. Markus LEITMAIER (delegate of Austria).
Document A. 106. 1927. II.</p> <p>4. Construction of the New League of Nations Building.
(a) Report of the Special Committee.
Rapporteur: Sir Edward HILTON YOUNG (delegate of the British Empire).
Document A. 93. 1927.
(b) Report of the Fourth Committee.
Rapporteur: His Excellency Dr. DE VASCONCELLOS (delegate of Portugal).
Document A. 110. 1927.</p> <p>5. Cost of Living and Adjustment of Salaries.
Report of the Fourth Committee.
Rapporteur: His Excellency Dr. J. Gustavo GUERRERO (delegate of Salvador).
Document A. 116. 1927. X.</p> <p>6. Financial Questions.
General Report of the Fourth Committee, including the Question of the Expenses of the Permanent Central Opium Board, and the Question of the Gift by Mr. Rockefeller, Junr.
Rapporteur: His Excellency M. DE MODZELEWSKI (delegate of Poland).
Document A. 113. 1927. X.</p> <p>7. Establishment of an Administrative Tribunal.
Report of the Fourth Committee.
Rapporteur His Excellency M. César ZUMETA (delegate of Venezuela).
Document A. 72. 1927. V.</p> <p>8. Progressive Codification of International Law.
Report of the First Committee.
Rapporteur: His Excellency M. Nicolas POLITIS (delegate of Greece).
Document A. 105. 1927. V.</p> <p>9. Proposals of the Paraguayan Delegation with a view to the Preparation of a General and Comprehensive Plan for the Codification of International Law.
Report of the First Committee.
Rapporteur: Dr. Ramon CABALLERO (delegate of Paraguay).
Document A. 111. 1927. V.</p> <p>10. Measures in favour of Armenian and Russian Refugees.
Report of the Fifth Committee.
Rapporteur: Major Walter ELLIOT (delegate of the British Empire).
Document A. 90. 1927. IV.</p> <p>11. Results of the Third General Conference on Communications and Transit.
Report of the Second Committee.
Rapporteur: M. DE BROUCKÈRE (delegate of Belgium).
Document A. 78. 1927. VIII.</p> |
|---|--|

II. DIX-HUITIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

Tenue à la Salle de la Réformation, samedi 24 septembre 1927, à 10 heures.

Conférence économique internationale: Organisation économique de la Société des Nations: Rapport de la seconde Commission (suite).

M. Dandurand (Canada), président de la deuxième Commission, et M. Loucheur (France), rapporteur, prennent place à la tribune.

M. NECULCEA (Roumanie) considère que les résultats de la Conférence économique internationale ont dépassé tous les espoirs. On se rend compte maintenant que les phénomènes économiques ne peuvent plus être étudiés unilatéralement, mais qu'il faut les considérer dans leur rapport avec l'ensemble de l'économie de tous les pays civilisés du monde.

La tâche de la Conférence économique a consisté à dégager et exposer en termes clairs et précis la nature des difficultés économiques dont souffre actuellement le monde. L'économie politique, cependant, n'est pas une science aussi avancée que la médecine, et il lui est impossible de découvrir des spécifiques. Tout ce que l'on peut faire pour l'instant est de veiller sur la santé générale du monde.

En dépit de la diversité des questions traitées et de la disparité des doctrines, ainsi que des préoccupations nationales, on a vu s'affirmer le désir unanime de voir le commerce international se délivrer progressivement des obstacles qui l'entravent.

Les constatations de la Conférence relatives à la rationalisation de la production et aux ententes industrielles, ainsi que la mise en lumière de l'importance de l'agriculture, constituent des traits extrêmement significatifs et du plus haut intérêt.

La Conférence a découvert que les causes principales du malaise économique actuel résident non point dans l'insuffisance des ressources naturelles ou dans l'insuffisance de l'énergie humaine nécessaire à leur exploitation, mais dans la désorganisation causée par la grande guerre. Le problème consiste à trouver un remède à une adaptation défectueuse qui empêche l'utilisation intégrale de la capacité de production.

Il est évidemment impossible de trouver une solution immédiate et intégrale. L'équilibre économique mondial ne peut être restauré que par la juxtaposition ou la superposition d'équilibres partiels nationaux. Chaque pays doit d'abord restaurer son propre équilibre économique et s'inspirer à cet effet des conclusions et des recommandations de la Conférence qui sont de nature à l'assister dans cette tâche.

Le stade suivant consistera dans l'effort fait par chaque nation pour appliquer les résolutions de la Conférence ayant un caractère international. La méthode des accords bilatéraux préparera le terrain pour la discussion et la conclusion de conventions internationales. Cette œuvre ne se fera pas en un jour ni même en un an, mais elle s'accomplira certainement.

La Conférence a indiqué au Conseil comment devrait être constitué l'organisme qui aura pour tâche de veiller à l'application des principes préconisés par elle.

Le Gouvernement roumain se fera un devoir de soumettre les résolutions de la Conférence à une étude approfondie. D'ores et déjà, celles de ces résolutions qui ont trait à l'agriculture et à l'emploi des meilleures méthodes de travail, au développement du système coopératif et à la meilleure organisation du crédit agricole peuvent être considérées comme ayant constitué depuis assez longtemps les principes essentiels de la politique économique de la Roumanie.

Hussein Khan ALA (Perse) déclare que son pays salue avec ferveur les principes adoptés par la Conférence, mais qu'il importe de ne pas perdre de vue les circonstances particulières des pays qui, comme le sien, sont peu développés industriellement et dont les tarifs sont très bas. Ces pays-là, tout en ayant le sincère désir de collaborer avec les autres nations, sont encore, pour un certain laps de temps, dans la nécessité d'encourager leurs industries nationales.

La Perse a fait d'importants sacrifices de revenus dans le désir de collaborer à l'œuvre humanitaire de la Société des Nations, mais, par contre, elle a réclamé son autonomie tarifaire et l'Assemblée lui a donné raison.

Elle ne veut nullement chercher à détruire l'unanimité qui

II. EIGHTEENTH PLENARY MEETING

Held at the Salle de la Réformation on Saturday, September 24th, 1927, at 10 a.m.

International Economic Conference: Economic Organisation of the League of Nations: Report of the Second Committee (continuation).

Mr. Dandurand (Canada), Chairman of the Second Committee, and M. Loucheur (France), Rapporteur, came to the platform.

M. NECULCEA (Roumania) said that the results of the International Economic Conference had surpassed all expectations. It was now realised that economic phenomena could no longer be examined unilaterally, but that they must be considered in relation to the economic system as a whole of all civilised countries.

The task of the Conference had been to discover and explain in clear terms the nature of the difficulties from which the economic world was at present suffering. Political economy, however, was not as advanced a science as medicine, and it had been impossible to discover specific remedies. All that could be done for the moment was to look after the general health of the patient.

In spite of the varied questions dealt with, and the different doctrines and national preoccupations which prevailed, there was a unanimous desire to see international commerce progressively freed from the obstacles which hampered it.

The declarations of the Conference regarding the rationalisation of production and industrial understandings, and its insistence on the importance of agriculture, were extremely significant and interesting.

The Conference had found the principal causes of the present economic uneasiness to reside, not in an inadequacy of natural resources or the human energy necessary for their exploitation, but in the disorganisation caused by the great war. The problem was to find a remedy for a defective adaptation which prevented full use being made of the capacity of production.

It was, of course, impossible to find an immediate integral solution. World economic equilibrium could only be restored as the result of a juxtaposition or superposition of national and partial equilibriums. Each country must first restore its own economic equilibrium, taking from the recommendations of the Conference such conclusions as might help it in the task.

The next stage would be for each country to collaborate in carrying out the resolutions with an international scope. The method of bilateral agreements would prepare the ground for the discussion and conclusion of international conventions. The work would not be done in a day, or even in a year, but the task would certainly be achieved.

The Conference had indicated to the Council how the body should be constituted whose task it would be to ensure the application of the principles laid down.

The Roumanian Government would submit the resolutions of the Conference to a thorough study. Those relating to agriculture and better methods of labour, the development of the co-operative system and the organisation of agricultural credit had for a long while been essential principles of the economic policy of Roumania.

Hussein Khan ALA (Persia) said that his country cordially welcomed the principles adopted by the Conference, but sight must not be lost of the special circumstances of industrially undeveloped countries with low tariffs. Such countries, while desiring to collaborate with other countries, would for a certain time find it necessary to encourage their national industries.

Persia had made very important sacrifices of revenue in her desire to collaborate with the humanitarian aims of the League of Nations. She had in compensation claimed tariff autonomy, and the Assembly had admitted the justice of that claim.

He had no wish in any way to disturb the unanimity with

doit accueillir les résultats de la deuxième Commission. Mais il veut souligner avec franchise la situation particulière de son pays, toute différente de celle des Etats d'Europe et qui l'oblige à faire certaines réserves.

Le comte MENSENDORFF (Autriche) considère que la Conférence économique a réussi à prouver que la collaboration internationale dans le domaine économique est d'une nécessité absolue pour le développement économique des nations et le maintien de la paix. Il incombe maintenant aux gouvernements de réaliser les recommandations de la Conférence.

La collaboration internationale dans le domaine économique est plus importante pour l'Autriche que pour tout autre pays. Un vaste territoire qui, à travers les siècles, était devenu une unité économique a été soudainement dissous, de telle façon que toute la vie économique a dû chercher de nouvelles voies, de nouvelles formes et de nouvelles organisations.

L'Autriche est un des premiers pays qui aient proclamé leur adhésion aux recommandations de la Conférence. Le Chancelier fédéral a fait, dès le début de la Conférence, des déclarations d'après lesquelles l'Autriche adhérerait sans réserve aux recommandations et aux suggestions de la Conférence, ajoutant que l'Autriche pourrait donner suite sans difficulté à l'invitation de développer le régime des traités tarifaires.

Le Gouvernement autrichien s'est conformé aux recommandations de réduction des droits de douane excessifs établis en raison des conditions anormales temporaires de la période d'après-guerre. Les services intéressés seront chargés de procéder à la révision de tout le tarif douanier autrichien en s'inspirant de ces principes.

Le Chancelier fédéral a déclaré aussi que le Gouvernement autrichien approuve sans réserve les recommandations de la Conférence relatives aux traités économiques. Depuis la Conférence économique, un traité avec la clause de la nation la plus favorisée pour une durée de huit ans a été conclu entre l'Autriche et les Etats-Unis d'Amérique; un nouveau traité de commerce avec la Tchécoslovaquie est entré en vigueur et des négociations avec la Hongrie sont en bonne voie pour conclure un traité tarifaire additionnel, qui serait le premier traité de cette espèce à long terme.

Le Gouvernement autrichien constate avec satisfaction les mesures positives qui ont été prises par la Société des Nations pour la réalisation des recommandations de la Conférence économique, à savoir la convocation d'une Conférence diplomatique internationale sur la prohibition et la restriction des importations et exportations.

Le Comité national autrichien de la Chambre de commerce internationale s'est efforcé, depuis le début, à contribuer à la préparation de la Conférence. Le projet de la Chambre de commerce internationale concernant le traitement en matière économique et fiscale des ressortissants et des sociétés d'un pays admis à s'établir sur le territoire de l'autre émane, en grande partie, des travaux du Comité national autrichien.

L'Autriche, pays agricole et industriel, ne manquera pas pour sa part d'accorder toute son attention à ce que les intérêts de l'agriculture soient sauvegardés dans la même mesure que ceux de l'industrie et du commerce, dans la mise à exécution des recommandations de la Conférence.

M. LOUDON (Pays-Bas) annonce que, depuis que la délégation des Pays-Bas a déclaré sa pleine et entière adhésion aux résolutions de la Conférence économique, des manifestations nouvelles ont eu lieu en faveur des recommandations de la Conférence. Ces manifestations sont extrêmement réconfortantes quant aux perspectives de désarmement économique. Ce désarmement économique est une des conditions primordiales du désarmement moral qui, à son tour, est indispensable pour la limitation et la réduction des armements matériels.

Il insiste sur la responsabilité qu'entraîne cette déclaration de représentants officiels. Si, en dépit de cette approbation unanime des décisions de la Conférence et de toutes les félicitations qui ont été échangées, la politique économique se poursuivait néanmoins dans la voie dangereuse qu'elle a suivie jusqu'à présent, il serait à craindre qu'un sentiment de profond découragement ne s'emparât des peuples et que l'opinion ne devint sceptique en ce qui concerne la valeur pratique des déclarations et des résolutions de la Société des Nations.

Il conjure, en conséquence, tous les Membres de la Société des Nations de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour éviter de susciter de pareilles déceptions, qui auraient une répercussion néfaste sur l'ensemble de l'œuvre de la Société des Nations.

which the results of the Second Committee should be received, but he would frankly emphasise the special position of his country, which was quite different from that of the States of Europe and which compelled it to make certain reservations.

Count MENSENDORFF (Austria) said the Economic Conference had succeeded in proving that international collaboration in the economic field was absolutely necessary for the economic development of nations and for the maintenance of peace. It was now for the Governments to carry out the recommendations of the Conference.

International collaboration in the economic field was more important for Austria than almost any other country. A vast territory, which for centuries had been an economic unit, had been broken up, so that the whole of its economic life had been compelled to seek new directions and new forms.

Austria had been one of the first countries to adhere to the recommendations of the Conference. The Federal Chancellor had made declarations on the morrow of the Conference to the effect that Austria adhered without reservation to its recommendations, and that she could without difficulty respond to the invitation to develop the system of tariff treaties.

The Austrian Government had followed up the recommendation to reduce excessive Customs duties by lowering the duties which had been established owing to abnormal temporary post-war conditions. The departments concerned had been instructed to proceed to a revision of the Austrian Customs tariff with this end in view.

The Federal Chancellor had also declared that the Austrian Government had approved the recommendations of the Conference in regard to economic treaties. Since the Conference, a treaty, containing the most-favoured-nation clause, had been concluded between Austria and the United States for a period of eight years; a new treaty of commerce with Czechoslovakia had come into force; and negotiations with Hungary were progressing for the conclusion of an additional tariff treaty, which would be the first treaty of that kind made for a long period.

The Austrian Government was glad to note that the League of Nations had taken positive steps to carry out the recommendations of the Conference by convening a Diplomatic Conference on Import and Export Prohibitions and Restrictions.

The Austrian National Committee of the International Chamber of Commerce had contributed from the first to the preparatory work of the Conference. The scheme of the International Chamber dealing with the treatment in economic and fiscal matters of the nationals and firms of a country admitted to reside on the territory of another country was in great part the work of the Austrian National Committee.

Austria, which was an agricultural and industrial country, would not fail to ensure that the interests of agriculture were safeguarded to the same extent as those of industry and commerce in carrying out the recommendations of the Conference.

M. LOUDON (Netherlands) said that, since the Netherlands delegation had declared its complete adherence to the resolutions of the Economic Conference, there had been further demonstrations in favour of those resolutions. These demonstrations were extremely encouraging for the future of that process of economic disarmament. Economic disarmament was one of the first conditions of moral disarmament, which was in turn indispensable for the limitation and reduction of material armaments.

He would emphasise the responsibility entailed by the declarations of official representatives. If, in spite of the general assent which had been given to the decisions of the Conference and the congratulations addressed to it, the economic policy of the countries concerned continued in the dangerous courses which had hitherto been followed, the nations would be profoundly discouraged, and public opinion would become sceptical of the practical value of the declarations and resolutions of the League.

He would accordingly urge that it was the duty of all the Members of the League to do their utmost to avoid giving rise to such disappointments, which would have a deplorable influence on the work of the League as a whole.

Le major Walter ELLIOT (Empire Britannique) rappelle l'exemple fourni par la Conférence financière de Bruxelles. Il faut espérer avec confiance que les recommandations de la Conférence économique internationale formeront, comme celles de la Conférence de Bruxelles, la base d'une politique générale pour l'avenir.

Le rapport de la Conférence fait ressortir l'importance de l'agriculture. L'Empire Britannique, avec sa production agricole géante (assurant la nourriture de 200 millions de têtes de bétail et de plus de 200 millions de moutons), s'intéresse tout spécialement au problème de l'agriculture.

Au sujet des recommandations relatives au commerce, il rappelle à l'Assemblée qu'un cinquième de l'ensemble des exportations mondiales est à destination du marché britannique. Le Gouvernement britannique se prononce donc nettement en faveur des principes inclus dans le rapport de la Conférence, et il est vivement désireux de coopérer à la mise en vigueur de ces principes.

Dans tous les pays, il existe une école protectionniste dont l'influence est renforcée par le fait qu'il y a de grands et prospères Etats pratiquant une politique protectionniste rigide. Il est évidemment difficile pour les représentants des pays à tarifs bas de prétendre que leur système est celui qui a raison. Certaines mesures d'application pratique ont été cependant déjà adoptées. La Conférence pour la suppression des restrictions aux importations et aux exportations doit se réunir dans quelques semaines et va être saisie d'un protocole qui sera soumis à la signature des Etats, en vue de l'exécution des sentences arbitrales dans le monde.

L'Europe a maintenant à choisir entre une libération des courants économiques ou, au contraire, la construction de barrages et de digues pour canaliser ces courants et les enryer. Le système de la trentaine de cloisons étanches, pour employer l'expression de M. Jouhaux dans son discours de la séance précédente, ne saurait se concilier avec le libre jeu des grands courants économiques mondiaux, lequel a été adopté déjà avec un succès considérable, particulièrement aux Etats-Unis d'Amérique. L'Europe est maintenant en état de choisir la route des libertés économiques et l'exemple qui lui est donné outre Atlantique. Elle peut réaliser, si elle le désire vraiment, une grande synthèse économique. Mais, si elle se décide contre cette politique, l'Europe ne pourra plus revenir en arrière. La route sera barrée. De grandes combinaisons économiques s'établiront et, une fois cette cristallisation faite, il sera difficile d'en changer les formes.

La deuxième Commission a réussi à instituer une sorte de place publique pour la discussion des grands problèmes à résoudre. L'organisation proposée peut aboutir à d'excellents résultats, mais il ne faut pas oublier que ce n'est là qu'un mécanisme et que l'œuvre de la Conférence économique sera jugée non d'après le mécanisme qu'elle aura institué, mais d'après les produits de son mécanisme.

M. GLIWIC (Pologne), sans aller jusqu'à penser que la Conférence économique internationale fera époque dans l'histoire économique du monde, admet qu'elle constitue une étape considérable vers la nouvelle orientation de l'économie mondiale. Elle a su établir, de façon ineffaçable, cet axiome qu'il est impossible de fonder la prospérité d'une nation sur la misère, sur les ruines et les débris d'une autre, et démontré clairement que le retour aux pratiques d'avant-guerre, dans les relations économiques des nations, est impossible.

Les résolutions de la Conférence économique ne peuvent rester lettre morte; mais, pour les appliquer avec succès, il faut tenir compte des différentes nuances que présentent les divers organismes nationaux.

La nouvelle organisation projetée n'est pas exactement celle à laquelle beaucoup de membres de la Conférence économique avaient pensé. Entre le Comité consultatif projeté maintenant et le conseil économique mondial dont certains économistes impatientes avaient rêvé, il y a un vaste gouffre. Mais ce n'est qu'un premier pas, une tentative résultant de compromis multilatéraux.

La Pologne, envisageant son propre essor économique, s'unit étroitement à la nouvelle organisation économique de la Société des Nations, organisation à laquelle le Gouvernement polonais accorde d'avance sa pleine et entière confiance.

M. BREITSCHIED (Allemagne) craindrait d'affaiblir l'impression que les déclarations de M. Loucheur ont produite en

Major Walter ELLIOT (British Empire) referred to the example furnished by the Brussels Financial Conference. It was to be hoped and confidently anticipated that the recommendations of the International Economic Conference, like those of the Brussels Conference, would form the basis of public policy in future.

The importance of agriculture had emerged from the Conference's report. The British Empire, with its giant production of agricultural products (it supported over 200,000,000 cattle and over 200,000,000 sheep), was specially interested in agriculture.

Referring to the recommendations concerning commerce, he would remind the Assembly that one-fifth of all exports sent out from any country in the world reached a British market. The British Government was therefore wholeheartedly in favour of the principles of the report and willing to cooperate to secure their practical application.

In every country there existed a protectionist school of thought which was in many cases greatly strengthened by the fact that there were large and prosperous States still holding rigidly to a protectionist policy. It was undoubtedly very difficult for low tariff countries to maintain that their system was the practical and true wisdom. Certain practical steps, however, had already been taken. The Conference on the Abolition of Import and Export Restrictions was to meet in a few weeks and a Protocol for the Enforcement of Arbitral Awards throughout the world had been opened for signature.

Europe was faced with a choice between freeing economic currents or damming and barring them. The system of thirty watertight compartments of small States, referred to by M. Jouhaux in his speech at the previous meeting, could not be reconciled with that of the wide free play of the great economic currents of the world which had been adopted with such success, especially in the United States of America.

Europe had now a chance to follow the road of the free play of economic forces and the example of the other side of the Atlantic was before her. Europe might achieve a great economic synthesis if she so desired. If she decided against it, the decision could not be reversed. Great economic combinations were being formed all over the world, and once they were formed it would be very difficult to re-shape them.

The Second Committee had succeeded in setting up a forum in which could be discussed the great questions still to be settled. The proposed organisation would, he thought, achieve good results, but it was only a machine and the work of the Economic Conference would be judged, not by the machine, but by the articles which it eventually produced.

M. GLIWIC (Poland), without going so far as to say that the International Economic Conference would mark an epoch in the economic history of the world, admitted that it constituted a considerable advance in the new direction of world economic policy. The Conference had established indestructibly the axiom that it was impossible to found the prosperity of a nation on the destitution or on the ruins of another, and it had clearly shown that a return to pre-war practice in the economic relations of nations was impossible.

The resolutions of the Economic Conference could not remain a dead letter, but for their successful application it was necessary to take into account the differences presented by the various national entities.

The proposed new organisation was not exactly what many of the members of the Economic Conference had contemplated. Between the Advisory Committee as now planned and the world economic council for which certain impatient economists had hoped there was a very wide difference. The Advisory Committee was, however, only a first step, and might be regarded as an experiment resulting from a compromise to which there were many parties.

Poland, in anticipation of her new economic development, was closely attached to the new economic organisation of the League of Nations, and the Polish Government gave to it unreservedly in advance its faith and confidence.

M. BREITSCHIED (Germany) feared to weaken the impression made by the declarations of M. Loucheur in returning to various

revenant sur les diverses questions qui ont été traitées. Il ne veut pas non plus parler ici de la refonte de l'Organisation économique; M. Jouhaux a fait une série de suggestions importantes et remarquables, non seulement en ce qui concerne le travail matériel des deux Comités, mais encore en ce qui concerne leur organisation proprement dite.

Ce que M. Breitscheid est chargé de déclarer au nom de la délégation allemande se réfère en particulier à deux points.

Le premier point est la recommandation de la Conférence économique portant que le moment est venu de mettre fin à l'accroissement des tarifs douaniers et de s'orienter dans une direction opposée. Le délégué de l'Allemagne s'autorise du fait que l'Allemagne, dans son traité de commerce avec la France, a diminué une grande partie des droits de son tarif et que son gouvernement a chargé le Conseil économique du Reich d'examiner les possibilités d'une réduction ultérieure des tarifs, pour demander à tous de mettre en pratique énergiquement, et même contre l'opposition des intéressés, cette décision de la Conférence économique qui est certainement la recommandation la plus importante.

Chaque pays qui, contrairement aux recommandations de la Conférence, procède à des augmentations de tarifs, encouragera à une nouvelle résistance tous les pays qui sont opposés aux nouveaux principes préconisés par elle.

La seconde recommandation de la Conférence vise une action collective, à l'aide d'une enquête tendant à encourager l'extension du commerce international sur une base équitable, en éliminant ou en abaissant les barrières tarifaires excessives. L'élément nouveau de cette recommandation, c'est l'action collective.

Que l'on examine, par exemple, la situation de la France après la conclusion de son accord commercial avec l'Allemagne. La France est obligée de négocier maintenant avec deux ou trois autres Etats sur les mêmes postes du tarif douanier et sur les mêmes questions qu'elle a discutées antérieurement avec l'Allemagne. N'aurait-il pas été plus pratique de discuter ces questions à cinq dès le début et d'arriver à un accord entre cinq Puissances ?

M. Breitscheid attire l'attention sur une idée appelée à jouer un rôle important dans l'enquête projetée: Si les Etats-Unis ont pu devancer l'Europe dans le domaine économique, c'est qu'il y a, de l'autre côté de l'Atlantique, un seul système économique; en Europe, au contraire, le morcellement infini de la production et de la consommation.

Dans le domaine du fer et de l'acier, une action privée collective a été inaugurée sous les auspices des gouvernements des Etats intéressés. Pourquoi quelque chose de semblable ne serait-il pas possible en Europe dans le domaine du charbon ou dans d'autres branches de la production ? La condition en est qu'une telle action collective ait lieu dans l'intérêt général et qu'elle n'entraîne aucun abus au détriment des ouvriers et des consommateurs.

Le délégué du Reich recommande d'étudier dans quelles conditions l'initiative de l'Etat et des gouvernements doit s'associer à l'initiative privée dans une action collective ? En terminant, il déclare que le bonheur de l'individu et des peuples relève autant de la solution des problèmes économiques que de la solution des problèmes purement politiques. On peut même aller jusqu'à dire que le juste équilibre dans la satisfaction des besoins de ces millions d'êtres humains qui forment les diverses nations est une condition indispensable de la collaboration pacifique des peuples.

M. VANNERSTEN (Suède) doit constater que les résultats pratiques de cette Assemblée, par suite des obstacles à surmonter, ont été assez modestes. Il faut espérer que la recommandation de l'Assemblée et les décisions de la Conférence économique produiront des résultats définitifs dans un avenir prochain.

Une proposition de la délégation suédoise à la deuxième Commission visait une recommandation plus formelle encore que celle que propose la Commission; cependant, le projet de résolution actuel indique la nécessité d'abandonner la politique des tarifs excessifs.

La deuxième Commission n'a pas non plus accepté la proposition suédoise préconisant un accord sur une définition universelle et une application générale et uniforme de la clause de la nation la plus favorisée. M. Vannersten remercie le rapporteur d'avoir reconnu l'intérêt particulier de cette clause, et prend

questions which had been discussed. Nor did he wish to speak any further of the reconstitution of the Economic Organisation. M. Jouhaux had made a series of important and remarkable suggestions, not only as regarded the material work of the two Committees, but as regarded their organisation properly speaking.

What he had to say on behalf of the German delegation referred in particular to two points.

The first was the recommendation of the Economic Conference urging that the moment had come to put an end to the increase of Customs tariffs and to proceed in the opposite direction. He felt he was justified, in view of the fact that Germany, in her Commercial Treaty with France, had decreased a large portion of the duties in her tariff, and that the German Government had asked the Economic Council of the Reich to examine the possibilities of a further reduction of her tariffs, in asking all States energetically to carry into effect, even against the opposition of interested parties, that particular decision of the Economic Conference which was certainly the most important of its recommendations.

Every country which, contrary to the recommendations of the Conference, proceeded to increase its tariffs would encourage to a further resistance the countries which were opposed to the new principles laid down by the Conference.

The second recommendation of the Conference to which he would draw attention contemplated collective action, following an enquiry, in order to encourage an extension of international commerce on an equitable basis by eliminating or lowering excessive tariff barriers. The new factor in this recommendation was collective action.

He would quote the example of France after the conclusion of her commercial agreement with Germany. France was now obliged to negotiate with two or three other States respecting the same items in her Customs tariff and the same questions which she had previously discussed with Germany. Would it not have been more practical to discuss this question with all the parties at the beginning and to arrive at an agreement among all the Powers concerned?

He would draw attention to an idea which would play an important part in the proposed enquiry. The United States had been able to go in advance of Europe in the economic field because, on the other side of the Atlantic, there was a single economic system. In Europe, on the contrary, production and consumption were organised piecemeal.

In the iron and steel industry, private collective action had been inaugurated under the auspices of the Governments of the States concerned. Why was not something similar possible in Europe in the coal industry or in other branches of production ? Collective action of this kind must, of course, be taken in the general interest and not involve any abuse to the detriment of workers and consumers.

He recommended that a study should be made of the conditions under which a State or a Government might associate itself with private initiative in taking collective action.

In conclusion, he would emphasise that the happiness of the individual and of nations depended as much on the solution of economic problems as on the solution of problems purely political. He would even go so far as to say that a just equilibrium in meeting the needs of the millions of human beings who formed the various nations was an indispensable condition of the pacific collaboration of nations.

M. VANNERSTEN (Sweden) said that the practical results of the present session of the Assembly had been of a modest kind owing to the difficulties which had to be surmounted. It was to be hoped that the recommendations of the Assembly and the Economic Conference would achieve definite results in the near future.

The proposal of the Swedish delegation, laid before the Second Committee, had contained an even more formal recommendation than that which the Committee proposed. The present draft resolution, however, emphasised the necessity of abandoning a policy of excessive tariffs.

The Second Committee had not accepted the Swedish proposal recommending an agreement on the universal definition and general and uniform application of the most-favoured-nation clause. He would thank the Rapporteur for having recognised the special interest attaching to the clause, and

acte du fait que l'intention de ceux qui n'ont pas voulu appuyer la proposition suédoise était d'embrasser par une seule recommandation toutes les résolutions de la Conférence, sans spécialement signaler aucune, d'entre elles. Il insiste à cette occasion sur l'espoir qu'a son gouvernement que l'on s'occupera en particulier de cette question au cours des études qui vont être entreprises.

On se trouve dans une période de négociations commerciales entre beaucoup de pays d'Europe et aussi entre des pays européens et les États-Unis d'Amérique. La délégation suédoise compte que, pendant ces négociations, la nouvelle politique commerciale recommandée par la Conférence économique sera mise loyalement en pratique.

En concluant, le délégué de la Suède rappelle que, il y a deux ans, à la deuxième Commission, il constata le travail admirable accompli par le rapporteur; celui-ci a déjà fait des miracles, et M. Vennersten exprime sa ferme conviction qu'il en fera encore dans l'avenir.

Le PRÉSIDENT félicite la deuxième Commission du labeur considérable qu'elle a fourni, et M. Loucheur pour son activité, son intelligence et sa fermeté d'initiative.

Les projets de résolutions présentés par le rapporteur sont les suivants:

« I. Conférence économique internationale.

« L'Assemblée,

« Prend acte du rapport de la Conférence économique, tenue en mai dernier, conformément à l'initiative prise par l'Assemblée à sa sixième session ordinaire;

« Félicite sincèrement le président et les membres de la Conférence qui, nommés par les gouvernements de cinquante pays, ayant des titres si divers et représentant toutes les nuances de l'opinion qualifiée, sont arrivés à un accord unanime sur des recommandations à la fois d'un caractère précis et d'une vaste portée, dont l'adoption doit entraîner une amélioration sensible de la politique économique actuelle du monde;

« Enregistre avec satisfaction les déclarations par lesquelles de nombreux gouvernements ont déjà accepté les principes établis par la Conférence et ont notifié leur intention de coopérer à l'application de ces principes, tandis qu'il n'a pas été formulé de déclarations contraires;

« Estime, en conséquence, qu'il y a tout lieu de compter sur une approbation universelle lorsque l'opinion publique de tous les pays aura été suffisamment éclairée;

« Emet donc le vœu, comme l'a fait le Conseil en juin 1927, que tous les gouvernements accueillent favorablement les recommandations de la Conférence, et espère que les gouvernements qui n'ont pas encore promis leur appui pourront prochainement le faire;

« Invite l'Organisation économique de la Société des Nations à préparer, dès que possible, un relevé contenant les réponses données par les différents gouvernements quant à leur attitude relative aux recommandations de la Conférence économique internationale et à faire connaître la suite que les différents gouvernements ont donnée ou donneront aux recommandations de la Conférence économique;

« Espère que la politique économique de tous les pays pourra être orientée selon les principes établis par la Conférence et exprime le désir que l'Organisation économique de la Société des Nations fasse de ces recommandations la base de ses travaux;

« Espère, en particulier, que les recommandations de la Conférence relatives aux tarifs et à la politique commerciale seront mises en application, non seulement par des mesures de caractère national et par des accords bilatéraux, mais également, chaque fois qu'il sera possible, par des conventions collectives adoptées à la suite de conférences internationales de représentants accrédités, en vue de développer progressivement, parmi les nations commerciales du monde et spécialement d'Europe, des principes communs de politique avantageux pour toutes et échappant aux aléas des accords purement bilatéraux. Il devra, toutefois, être tenu compte des conditions spéciales du moment et de la nécessité de réaliser un développement de cette politique graduellement et sans heurts;

would note that the object of those who had not wished to support the Swedish proposal had been to cover by a single recommendation all the resolutions of the Conference without making any special reference to any one of them. He would take this opportunity of emphasising the hope which his Government had that the question of the most-favoured-nation clause would specially be dealt with in the course of the investigations which were to be undertaken.

The world had entered upon a period of commercial negotiations between many States of Europe and between European States and the United States of America. The Swedish delegation hoped that during those negotiations the new commercial policy recommended by the Economic Conference would be loyally put into force.

In conclusion, he would recall that two years previously he had drawn attention in the Second Committee to the admirable work done by the Rapporteur, who had already accomplished miracles, and who, he was sure, would continue to do so in the future.

The PRESIDENT congratulated the Second Committee on the considerable task which it had accomplished, and M. Loucheur for his activity, intelligence and firm initiative.

The resolutions submitted by the Rapporteur were as follows:

« I. International Economic Conference.

« The Assembly,

« Takes note of the report of the Economic Conference held in May last, in accordance with the initiative taken by the Assembly at its sixth ordinary session;

« Congratulates sincerely the President and the members of the Conference appointed by the Governments of fifty countries upon the fact that, comprising so many qualifications, and representing every variety of responsible opinion, they were able to agree unanimously upon recommendations at once definite in character and wide in range, whose adoption would effect a substantial improvement in the present economic policies of the world;

« Notes with satisfaction that many Governments have already made declarations accepting the principles laid down by the Conference and stating their intention of co-operating in their application, while no declaration in the contrary sense has been made;

« Believes, therefore, that there is every reason to hope for universal approval when the public opinion of all countries has been sufficiently instructed;

« Recommends the resolutions of the Conference, as the Council did in June 1927, to the favourable consideration of all Governments, and trusts that those Governments which have not yet declared their support will shortly be able to do so;

« Invites the Economic Organisation of the League of Nations to prepare, as soon as possible, a summary of the replies of the various Governments as to their attitude to the recommendations of the International Economic Conference, and to make known the action that the various Governments have taken or may take in pursuance of the recommendations of the Economic Conference;

« Trusts that the economic policies of all countries may develop in accordance with the principles laid down by the Conference and desires that the Economic Organisation of the League should take these recommendations as the basis of its work;

« Trusts, in particular, that the recommendations of the Conference relating to tariffs and commercial policy will be put into effect, not only by national action and bilateral agreements, but also, whenever practicable, by collective conventions reached by means of international conferences of accredited representatives with the aim of gradually evolving among the trading nations of the world, and particularly among those of Europe, common lines of policy beneficial to all and not subject to the uncertainties of purely bilateral bargaining, careful attention being given to the special conditions existing at any moment and to the necessity of realising this policy by stages and without undue disturbance;

« Compte que le Conseil de la Société des Nations et l'Organisation économique appliqueront inlassablement leurs efforts à l'exécution de cette tâche urgente, et espère que les gouvernements prêteront leur cordial appui et leur active collaboration à cette œuvre.

« II. Organisation économique de la Société des Nations.

« Attendu que, outre l'œuvre économique poursuivie jusqu'ici par la Société des Nations, un programme important et vaste de travaux doit découler des recommandations de la Conférence économique, et

« Attendu qu'il est essentiel que les différents intérêts et les différentes organisations qui ont collaboré à la préparation de la Conférence continuent à prêter leur appui et à fournir leurs avis dans les travaux ayant pour but de mettre à effet les recommandations de ladite Conférence, et

« Attendu que la Conférence a adopté la résolution suivante:

« La Conférence tient en premier lieu à exprimer sa haute appréciation de l'œuvre accomplie par le Comité économique et le Secrétariat de la Société;

« Elle est d'avis que le succès de ses travaux dépend de l'application des principes adoptés par elle;

« En ce qui concerne la suite à donner à ses recommandations, la Conférence, sans présenter aucune suggestion quant à une organisation définitive, ne peut mieux faire que d'attirer l'attention du Conseil sur les conditions de composition et d'équilibre du Comité préparatoire qui ont donné déjà d'excellents résultats dans la préparation de la Conférence. »

« L'Assemblée estime que:

« a) Le Comité économique devrait continuer à être, comme à présent, l'organe par l'intermédiaire duquel le Conseil traite les affaires économiques et qu'il devrait être constitué — suivant telles règles que le Conseil jugera appropriées pour en assurer le bon fonctionnement — de manière à s'adapter, dans les conditions les plus satisfaisantes, à sa tâche principale qui, du moins dans un avenir prochain, appartiendra au domaine des relations économiques entre Etats et de leur politique économique, dans la mesure où cette politique présente un aspect international. Il devrait se composer de quinze membres au plus;

« b) Le Comité économique devrait jouir de la faculté de désigner des sous-commissions temporaires d'experts en vue de travaux préparatoires et de nommer des correspondants pour les questions économiques dans les pays qui ne sont pas représentés au Comité, sous réserve de l'approbation du Conseil et après avoir consulté les Etats dont il s'agit;

« c) Il devrait être constitué par les soins du Conseil un Comité consultatif, ayant pour objet de suivre l'application des recommandations de la Conférence économique.

« Il pourrait être composé d'environ trente-cinq membres, comme l'était le Comité préparatoire, et les conditions d'équilibre réalisées dans ce dernier entre les divers éléments devraient, autant que possible, être maintenues.

« Il comprendrait donc notamment des personnes compétentes en matière d'industrie, de commerce, d'agriculture, de finances, de transports, de questions de travail et de questions relatives à la consommation.

« Le Bureau international du Travail devrait être invité à proposer pour ce Comité les noms des trois membres ouvriers.

« Le Conseil voudra sans doute assurer aussi au Comité le concours de l'Institut international d'agriculture et de la Chambre de commerce internationale.

« Cinq membres désignés par le Comité économique devraient prendre part aux travaux du Comité consultatif avec les mêmes droits que les autres membres.

« Le Comité consultatif devrait faire directement rapport au Conseil de la Société des Nations. Il enverrait en même

« Expects the Council of the League of Nations and the Economic Organisation to devote their untiring efforts to the realisation of this urgent task and hopes that the Governments will give to it their cordial support and active collaboration.

« II. Economic Organisation of the League of Nations.

« Whereas, in addition to the economic tasks hitherto undertaken by the League, much important and extensive work will result from the recommendations of the Economic Conference; and

« Whereas it is essential that the different interests and organisations which collaborated in the preparation of the Conference should continue to give their support and advice in the work of securing effect to its recommendations; and

« Whereas the Conference took the following resolution:

« The Conference wishes, in the first instance to express its high appreciation of the work of the Economic Committee and the Secretariat of the League.

« The Conference is of opinion that the success of its work will depend upon the execution of the principles laid down.

« With regard to the action to be taken on its recommendations, the Conference, while offering no suggestion as to a permanent organisation, cannot do better than draw the Council's attention to the well-balanced composition of the Preparatory Committee, which has yielded excellent results in the preparatory work of the Conference.

« The Assembly considers:

« (a) That the Economic Committee should continue to be, as at present, the organ through which the Council deals with economic affairs and that it should be constituted — under such rules as the Council may consider appropriate for its effective functioning — so as to be best suited for its principal work which, in the near future at least, will lie within the sphere of the economic relations between States and their economic policies so far as they have international aspects; it should consist of not more than fifteen members.

« (b) That the Economic Committee should have the power to appoint temporary sub-committees of experts for preparatory work and, subject to Council approval and in consultation with the States in question, to name economic correspondents in countries which have no member on the Committee.

« (c) That a 'Consultative Committee' the object of which is to follow the application of the Economic Conference recommendations should be constituted by the Council.

« It might be composed of about thirty-five members, as was the Preparatory Committee, and the conditions of equilibrium attained in the latter between the various elements should be maintained as far as possible.

« It should therefore include among others persons competent in industry, commerce, agriculture, finance, transport, labour questions, and questions relative to consumption.

« The International Labour Office should be invited to submit the names of three labour members for this Committee.

« The Council will doubtless also wish to secure for the Committee the co-operation of the International Institute of Agriculture and of the International Chamber of Commerce.

« Five members chosen by the Economic Committee should take part in the work of the Consultative Committee with the same rights as the other members.

« The Consultative Committee should submit its report directly to the Council of the League of Nations. At

temps copie au Comité économique et aux autres organes techniques intéressés.»

Le rapport de la deuxième Commission et les résolutions sont adoptés.

Déclaration relative aux guerres d'agression: Résolution de la troisième Commission (document A.109.1927.IX.)

M. Benes (Tchécoslovaquie), président de la troisième Commission et M. Sokal (Pologne), rapporteur, prennent place à la tribune.

M. SOKAL (Pologne) dit que la troisième Commission a été d'avis que, dans les circonstances présentes, une résolution votée solennellement par l'Assemblée, constatant que toute guerre d'agression ne doit jamais servir comme moyen de régler des différends entre Etats et la qualifiant de crime international, est de nature à exercer sur l'opinion publique une influence bienfaisante et à contribuer à créer une atmosphère favorable au développement ultérieur des travaux de la Société dans le domaine de la sécurité et du désarmement. Tout en étant d'accord pour estimer que le projet de résolution ne constitue pas un instrument juridique proprement dit, augmentant de façon concrète la sécurité et se suffisant à lui-même, la troisième Commission a été unanime à en apprécier la grande portée morale et éducative.

Persuadée que les travaux de la Société sur la sécurité et le désarmement ne pourront être poursuivis utilement et aboutir à l'établissement définitif d'un système complet et organique de la sécurité qu'à condition de voir se dissiper les suspicions mutuelles et les craintes d'agression, la troisième Commission a décidé de recommander à l'Assemblée l'adoption de ce projet de résolution, qui marque la volonté de tous les Etats membres de la Société de renoncer à toute guerre d'agression, et est susceptible de renforcer dans l'opinion publique le désir de conciliation internationale.

Le projet de résolution est le suivant:

« L'Assemblée:

« Reconnaissant la solidarité qui unit la communauté internationale;

« Animée de la ferme volonté d'assurer le maintien de la paix générale;

« Constatant que la guerre d'agression ne doit jamais servir comme moyen de régler des différends entre Etats et que, de ce fait, elle constitue un crime international;

« Considérant qu'une renonciation solennelle à toute guerre d'agression serait de nature à créer une atmosphère de confiance favorable aux progrès des travaux entrepris en vue du désarmement;

« Déclare:

« 1. Toute guerre d'agression est et demeure interdite;

« 2. Tous les moyens pacifiques doivent être employés pour le règlement des différends, de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à s'élever entre les Etats.

« L'Assemblée déclare qu'il y a obligation pour les Etats membres de la Société des Nations de se conformer à ces deux principes. »

Le PRÉSIDENT rappelle que le Bureau de l'Assemblée, désireux de donner à l'adoption de cette déclaration le caractère qui convient, a, dans sa dernière réunion, estimé qu'il y aurait lieu de procéder au vote par appel nominal.

À la suite du scrutin, qui a lieu par appel nominal, le Président constate que la déclaration proposée par la troisième Commission est adoptée à l'unanimité.

Contrôle de la fabrication privée des armes et des munitions et des matériels de guerre: Rapport de la troisième Commission (document A.104.1927.IX.)

M. Guerrero (Salvador), rapporteur, prend place à la tribune.

the same time, it would forward a copy to the Economic Committee and to the other technical organisations concerned.»

The report of the Second Committee and the resolutions were adopted.

Declaration concerning Wars of Aggression. — Resolution of the Third Committee (document A.109.1927.IX.)

M. Benes (Czechoslovakia), Chairman of the Third Committee, and M. Sokal (Poland), Rapporteur, came to the platform.

M. SOKAL (Poland) said that the Third Committee had taken the view that, in the present circumstances, a resolution voted solemnly by the Assembly declaring that wars of aggression must never be resorted to as a means of settling disputes between States, and branding them as an international crime, would exercise a salutary influence on public opinion and would contribute to the creation of an atmosphere favourable to the future development of the work of the League in respect of security and disarmament. While agreeing that the draft resolution did not in itself constitute a definite legal instrument, self-sufficing or increasing security in any practical manner, the Third Committee had unanimously agreed as to its great moral and educational value.

Convinced that the work of the League on security and disarmament could not usefully be carried forward or achieve the final establishment of a complete and organic system of security unless all mutual suspicion and fear of aggression were removed, the Third Committee had decided to recommend the Assembly to adopt a draft resolution which emphasised the desire of all States Members of the League to renounce all wars of aggression. The resolution might reinforce the desire of public opinion for international conciliation.

The draft resolution was as follows:

“ The Assembly:

“ Recognising the solidarity which unites the community of nations;

“ Being inspired by a firm desire for the maintenance of general peace;

“ Being convinced that a war of aggression can never serve as a means of settling international disputes and is in consequence an international crime;

“ Considering that a solemn renunciation of all wars of aggression would tend to create an atmosphere of general confidence calculated to facilitate the progress of the work undertaken with a view to disarmament;

“ Declares:

“ (1) That all wars of aggression are, and shall always be, prohibited;

“ (2) That every pacific means must be employed to settle disputes, of every description, which may arise between States.

“ The Assembly declares that the States Members of the League are under an obligation to conform to these principles.

The PRESIDENT recalled that the General Committee of the Assembly, wishing to give an appropriate character to the adoption of the above declaration, had at its last meeting thought that the vote upon it should be taken by roll-call.

A vote was taken by roll-call and the President announced that the declaration had been unanimously adopted.

The Control of the Private Manufacture of Arms, Munitions and Materials of War. — Report of the Third Committee (document A.104.1927.IX.)

M. GUERRERO (Salvador), Rapporteur, came to the platform.

M. GÖRRERO donne lecture de son rapport et présente le projet de résolution suivant :

« L'Assemblée,

« Ayant pris connaissance du rapport de la Commission spéciale créée par le Conseil en vue d'étudier un projet de convention sur le contrôle de la fabrication privée et la publicité des fabrications d'armes et munitions et des matériels de guerre;

« Affirmant à nouveau l'importance qu'elle attache à l'établissement d'une convention qui permettrait de mettre sur le pied d'égalité les pays non producteurs et les pays producteurs, ainsi qu'il résulte de la déclaration qui figure à l'Acte final de la Conférence sur le contrôle du commerce international des armes et munitions et des matériels de guerre;

« Convaincue que l'établissement d'une convention sur le contrôle de la fabrication privée et la publicité des fabrications et des matériels de guerre est de la plus haute importance pour l'entrée en vigueur de la Convention sur le commerce international,

« Prie le Conseil de se faire l'interprète de ses sentiments auprès de la Commission spéciale, afin que celle-ci aboutisse à un texte unique qui permette au Conseil de convoquer une conférence internationale le plus rapidement possible. »

Le rapport et le projet de résolution sont adoptés.

Arbitrage, sécurité, désarmement et travaux de la Commission préparatoire de la Conférence du désarmement.

M. DE BROUCKÈRE (Belgique), rapporteur, prend place à la tribune.

Il présente le rapport et les projets de résolutions suivants de la troisième Commission (document A.108.1927.IX) :

Résolution N° I.

« L'Assemblée,

« Considérant qu'il existe actuellement, dans un certain nombre de pays, une liaison étroite, du point de vue technique comme du point de vue de l'organisation, entre les besoins et le développement de l'aéronautique civile et ceux de l'aéronautique militaire;

« Considérant qu'il en résulte des difficultés pour limiter les armements aériens sans entraver l'aéronautique civile:

« Déclare qu'il est désirable, à cette fin, que le développement de l'aéronautique civile soit orienté uniquement dans un but économique, en dehors de l'orbite des intérêts militaires;

« Recommande à tous les Etats membres de la Société des Nations de se conformer autant que possible aux recommandations formulées à cet égard par la Commission préparatoire de la Conférence du désarmement;

« Prie le Conseil de faire mettre à l'étude, par la Commission consultative et technique des communications et du transit, les moyens pratiques de nature à faciliter la conclusion des accords entre les entreprises d'aviation des différents pays, prévus dans lesdites recommandations. »

Résolution N° II.

« L'Assemblée,

« Ayant pris connaissance du rapport approuvé par le Comité du Conseil, le 15 mars 1927, au sujet des méthodes et règlements propres à accélérer l'élaboration des décisions à prendre par le Conseil pour donner effet aux obligations du Pacte:

« Approuve ce rapport et en recommande l'adoption au Conseil comme un guide précieux qui, sans limiter la liberté du Conseil pour juger à chaque moment des meilleures méthodes à suivre afin d'assurer la paix menacée, résume les résultats de l'expérience, de la procédure déjà suivie et des études faites jusqu'ici pour organiser au mieux son activité en cas de crise. »

He read his report and submitted the following draft resolution:

“ The Assembly,

“ Having noted the report of the Special Committee appointed by the Council to draft a convention on the supervision of the private manufacture and the publicity regarding the manufacture of arms and ammunition and of implements of war;

“ Re-affirming the importance it attaches to the establishment of a convention which would enable non-producing and producing countries to be placed on an equal footing, as contemplated in the declaration embodied in the Final Act at the Conference for the Supervision of the International Trade in Arms and Ammunition and of Implements of War;

“ Convinced that the establishment of a convention for the supervision of private manufacture and the publicity regarding manufacture is of the highest importance for the putting into force of the Convention on the International Trade;

“ Requests the Council to convey its views to the Special Committee, in order that the latter may agree upon a single text which will enable the Council to convene an international conference as speedily as possible.”

The report and resolution were adopted.

Arbitration, Security, Disarmament, and the Work of the Preparatory Commission for the Disarmament Conference.

M. DE BROUCKÈRE (Belgium), Rapporteur, came to the platform.

He submitted the following report and draft resolutions of the Third Committee (document A.108.1927.IX).

Resolution No. I.

“ Whereas in certain countries there is at present a close connection, from the technical point of view and from the point of view of organisation, between the requirements and developments of civil aviation and those of military aviation;

“ And whereas this connection leads to difficulties in limiting air armaments without hampering civil aviation;

“ The Assembly:

“ Declares that it is desirable for this purpose that the development of civil aviation should be directed solely towards economic ends to the exclusion of military interests;

“ Recommends all States Members of the League of Nations to act as far as possible on the recommendations made in this connection by the Preparatory Commission of the Disarmament Conference;

“ And requests the Council to instruct the Advisory and Technical Committee for Communications and Transit to consider practical methods likely to facilitate the conclusion of the agreements between aviation undertakings in the various countries which are referred to in these recommendations.”

Resolution No. II.

“ The Assembly,

“ Having taken note of the report approved by the Committee of the Council on March 15th, 1927, with regard to the methods and regulations which would enable the Council to take such decisions as may be necessary to enforce the obligations of the Covenant as expeditiously as possible:

“ Approves this report and recommends its adoption by the Council as a valuable guide which, without restricting the Council's liberty to decide at any moment the best methods to be adopted in the event of any threat to peace, summarises the results of experience, of the procedure already followed and of the studies so far carried out with a view to the best possible organisation of its activities in case of emergency.”

Résolution No III.

« L'Assemblée,

• « Désireuse de prendre toutes les mesures de nature à rendre possible la prompt application du système prévu par le Pacte pour le maintien de la paix, et de donner aux Etats membres de la Société des Nations un plus grand sentiment de sécurité;

« Persuadée qu'à cet égard il est de la plus haute importance d'assurer le fonctionnement rapide des organismes de la Société des Nations en cas de crise;

« Estimant que leur intervention dans le plus court délai peut être une condition essentielle pour prévenir la guerre;

« Espérant que de plus grandes facilités pour la mise en œuvre immédiate du mécanisme de la Société des Nations serviront l'œuvre du désarmement;

« S'inspirant de l'esprit et des dispositions du Pacte:

« Affirme à nouveau que les Etats membres de la Société des Nations ont l'obligation de faciliter de tous leurs moyens la réunion rapide du Conseil en cas de crise;

« Invite les Etats membres de la Société des Nations à prendre à l'avance toutes les mesures utiles pour obtenir ce résultat;

« Félicite le Conseil d'avoir mis à l'étude cette question, à laquelle l'Assemblée attache la plus grande importance, et prie le Conseil de faire continuer ces études, notamment en ce qui concerne les communications téléphoniques entre le siège de la Société et les diverses capitales, l'identification des avions effectuant des transports intéressant la Société des Nations en temps de crise, l'établissement d'une station radiotélégraphique au siège de la Société, l'aménagement d'un terrain d'atterrissage proche du siège de la Société, et, d'une façon générale, les dispositions permettant d'assurer qu'en tout moment la Société des Nations se trouvera prête à faire face à toute éventualité avec la plus grande rapidité possible. »

Résolution No IV.

« L'Assemblée,

• « Ayant pris connaissance du projet soumis au Conseil par le Comité financier au sujet de la proposition du Gouvernement finlandais tendant à assurer l'aide financière à tout Etat victime d'une agression;

« Constatant l'importance d'un système d'aide financière destiné à contribuer à l'organisation de la sécurité indispensable pour aboutir au désarmement général;

« Prie le Conseil de continuer l'étude du projet que le Comité déclare être nécessaire afin de le compléter et de le mettre au point, en vue de son adoption éventuelle, soit à une Conférence du désarmement, soit à une Conférence spéciale à convoquer à cet effet.

« L'Assemblée suggère au Conseil qu'il y aurait avantage à soumettre ledit projet, ainsi que la documentation préparée par la Section juridique du Secrétariat au sujet de l'article 16, les observations présentées par les divers gouvernements et les procès-verbaux des débats à la troisième Commission à ce sujet, au comité dont elle propose la constitution, dans sa résolution relative à l'arbitrage, la sécurité et le désarmement. »

Résolution No V.

« L'Assemblée,

• « Prenant acte des progrès réalisés au point de vue technique par les travaux de la Commission préparatoire du désarmement, ainsi que par ceux du Comité du Conseil, en vue de la réunion rapide du Conseil et de l'élaboration des décisions de celui-ci en cas de crise;

« Préoccupée de réaliser les conditions politiques qui assureraient le succès des travaux du désarmement;

« Convaincue que la condition principale de ce succès est que chaque Etat, assuré de n'avoir pas à pourvoir seul au soin de sa sécurité par le moyen de ses armements particuliers, puisse la faire reposer également sur l'action collective organisée de la Société des Nations;

Resolution No. III.

“ The Assembly,

“ Being desirous of adopting all measures likely to make possible the prompt application of the system contemplated by the Covenant for the maintenance of peace, and of giving to States Members of the League of Nations a greater feeling of security;

“ Convinced that, in this connection, it is of the utmost importance to ensure the rapid working of the organs of the League of Nations at times of emergency;

“ Considering that their intervention in the shortest possible time may prove to be an essential condition for the prevention of war;

“ Trusting that greater facilities for the immediate operation of the machinery of the League of Nations will assist the work of disarmament;

“ Inspired by the spirit and provisions of the Covenant:

“ Re-asserts that it is the obligation of the States Members of the League of Nations to facilitate by every means in their power the rapid meeting of the Council in times of emergency;

“ Invites the States Members of the League of Nations to take in advance all necessary measures for this purpose;

“ Congratulates the Council on having studied the question, to which the Assembly attaches the greatest importance, and requests the Council to continue its studies, particularly in regard to telephonic communications between the seat of the League and the different capitals; the identification of aircraft making journeys of importance to the League of Nations at times of emergency, the establishment of a radio-telegraphic station at the seat of the League, the adaptation of a landing-ground in the neighbourhood of the seat of the League, and, more generally, provisions enabling the League of Nations to be prepared at any moment to meet any emergency with the greatest possible rapidity.”

Resolution No. IV.

“ The Assembly,

“ Having taken note of the plan submitted to the Council by the Financial Committee with regard to the Finnish Government's proposal for ensuring financial aid to any State victim of aggression;

“ Being convinced of the need for a system of financial aid for contributing to the organisation of security, which is an indispensable preliminary to general disarmament;

“ Requests the Council to continue its examination of the plan, which the Committee declares to be necessary, and to prepare and complete it with a view to its final adoption either by a Disarmament Conference or by a special conference to be convened for the purpose.

“ The Assembly suggests to the Council that it would be advisable to submit the plan referred to, and the documents relating to Article 16 prepared by the Legal Section of the Secretariat, the observations submitted by the several Governments and the minutes of the discussions in the Third Committee on this subject, to the committee which it proposes to appoint in pursuance of its resolution relative to arbitration, security and disarmament.”

Resolution No. V.

“ The Assembly,

“ Noting the progress achieved in the technical sphere by the Preparatory Disarmament Commission and by the Committee of the Council towards enabling the Council to be rapidly convened and to take decisions in case of emergency;

“ Being anxious to bring about the political conditions calculated to assure the success of the work of disarmament;

“ Being convinced that the principal condition of this success is that every State should be sure of not having to provide unaided for its security by means of its own armaments and should be able to rely also on the organised collective action of the League of Nations;

« Affirmant que cette action doit tendre *principalement* à prévenir ou à arrêter tout recours à la guerre et, *éventuellement*, à protéger efficacement tout Etat victime d'une agression;

« Convaincue que les charges qui pourraient en résulter pour les différents Etats seront d'autant plus facilement acceptées par ceux-ci:

a) Qu'elles seront en fait réparties sur un plus grand nombre d'Etats;

b) Que les obligations particulières des Etats auront été plus nettement définies et limitées;

« 1. Recommande, le développement progressif de l'arbitrage au moyen d'accords particuliers ou collectifs, y compris des accords entre Etats membres et non membres de la Société des Nations, afin d'étendre à tous les Etats la confiance mutuelle indispensable au succès complet de la Conférence de limitation et de réduction des armements;

« 2. Rappelle sa résolution du 24 septembre 1926 ainsi conçue:

« Soucieuse de voir aboutir, dans les délais les plus rapides, le programme des études dont elle a pris elle-même l'initiative par sa résolution du 25 septembre 1925, elle prie le Conseil d'inviter la Commission préparatoire à prendre ses dispositions pour hâter l'achèvement des travaux techniques afin d'être en mesure d'arrêter, au début de l'année prochaine, le programme d'une Conférence de limitation et de réduction des armements, en rapport avec les conditions actuelles de la sécurité régionale et générale, qu'elle demande au Conseil de réunir, sauf impossibilité matérielle, avant la huitième session ordinaire de l'Assemblée. »

« En conséquence, prie le Conseil d'insister auprès de la Commission préparatoire en vue de hâter l'achèvement de ses travaux techniques et de convoquer sans délai la Conférence de limitation et de réduction des armements dès l'achèvement de ces travaux;

« 3. Prie le Conseil de donner à la Commission préparatoire, dont la tâche ne se bornera pas à la préparation d'une première conférence de limitation et de réduction des armements et dont les travaux devront continuer jusqu'à la réalisation du but final, les instructions nécessaires pour que soit créé sans délai un comité composé des représentants de tous les Etats qui siègent à la Commission et sont Membres de la Société des Nations, les autres Etats représentés à la Commission étant invités à en faire partie s'ils le désirent.

« Ce comité serait mis à la disposition de la Commission et aurait pour mission de poursuivre, sur ses indications, l'étude des mesures susceptibles de donner à tous les Etats les garanties d'arbitrage et de sécurité nécessaires pour pouvoir fixer le niveau de leurs armements aux chiffres les plus bas dans un contrat international de désarmement.

« L'Assemblée estime que ces mesures doivent être cherchées à la fois:

« Dans une action de la Société des Nations tendant à provoquer, à généraliser et à coordonner les accords particuliers ou collectifs d'arbitrage et de sécurité;

« Dans la préparation systématique des moyens à employer par les organes de la Société des Nations pour mettre les Membres de la Société en mesure d'exécuter les obligations leur incombant en vertu des différents articles du Pacte;

« Dans les ententes qu'il serait loisible aux Etats membres de la Société, sans préjudice des obligations du Pacte, de conclure entre eux, à l'effet de proportionner leurs engagements à la solidarité géographique ou autre plus ou moins grande qui les lierait à d'autres Etats;

« Et, d'autre part, dans une invitation faite par le Conseil, aux différents Etats, à l'informer des mesures qu'ils seraient prêts à prendre, sans préjudice des obligations du Pacte, pour appuyer les décisions ou recommandations du Conseil dans le cas d'un conflit se produisant dans une région déterminée, chaque Etat indiquant que, dans tel ou tel cas, soit toutes ses forces, soit telles de ses forces militaires, navales

« Affirming that such action should aim *chiefly* at forestalling or arresting any resort to war and *if need be* at effectively protecting any State victim of an aggression;

« Being convinced that the burdens which may thereby be imposed on the different States will be the more readily accepted by them in proportion as:

“(a) They are shared in practice by a greater number of States;

“(b) The individual obligations of States have been more clearly defined and limited:

« 1. Recommends the progressive extension of arbitration by means of special or collective agreements, including agreements between States Members and non-Members of the League of Nations, so as to extend to all countries the mutual confidence essential to the complete success of the Conference on the Limitation and Reduction of Armaments;

« 2. Recalls its resolution of September 24th, 1926, which reads as follows:

“ Being desirous that the investigations, in regard to which the Assembly itself took the initiative in its resolution of September 25th, 1925, should be brought to a successful conclusion as soon as possible, it requests the Council to call upon the Preparatory Commission to take steps to hasten the completion of the technical work and thus be able to draw up, at the beginning of next year, the programme for a Conference on the Limitation and Reduction of Armaments corresponding to existing conditions in regard to regional and general security, and it asks the Council to convene this Conference before the eighth ordinary session of the Assembly, unless material difficulties render this impossible.

“ Accordingly, requests the Council to urge the Preparatory Commission to hasten the completion of its technical work and to convene the Conference on the Limitation and Reduction of Armaments immediately this work has been completed;

« 3. Requests the Council to give the Preparatory Commission, whose task will not be confined to the preparation of an initial conference on the limitation and reduction of armaments, and whose work must continue until the final goal has been achieved, the necessary instructions for the creation without delay of a Committee consisting of representatives of all the States which have seats on the Commission and are Members of the League of Nations, other States represented on the Commission being invited to sit on it if they so desire.

“ This Committee would be placed at the Commission's disposal and its duty would be to consider, on the lines indicated by the Commission, the measures capable of giving all States the guarantees of arbitration and security necessary to enable them to fix the level of their armaments at the lowest possible figures in an international disarmament agreement.

“ The Assembly considers that these measures should be sought:

“ In action by the League of Nations with a view to promoting, generalising, and co-ordinating special or collective agreements on arbitration and security;

“ In the systematic preparation of the machinery to be employed by the organs of the League of Nations with a view to enabling the Members of the League to perform their obligations under the various articles of the Covenant;

“ In agreements which the States Members of the League may conclude among themselves, irrespective of their obligations under the Covenant, with a view to making their commitments proportionate to the degree of solidarity of a geographical or other nature existing between them and other States;

“ And, further, in an invitation from the Council to the several States to inform it of the measures which they would be prepared to take, irrespective of their obligations under the Covenant, to support the Council's decisions or recommendations in the event of a conflict breaking out in a given region, each State indicating that, in a particular case, either all its forces, or a certain part of its military,

ou aériennes pourraient intervenir immédiatement dans le conflit pour appuyer les décisions ou recommandations du Conseil.»

M. de Brouckère constate que c'est pour la huitième fois que la troisième Commission vient présenter un rapport sur cet ensemble de problèmes qui peuvent se résumer tous en un problème unique, celui de la paix. Contrairement à ceux qui pensent que ces huit années d'espérances furent huit années d'illusions, M. de Brouckère veut commencer son exposé par une nouvelle parole d'espérance. Une partie des grandes aspirations de la Société s'est déjà réalisée. Le désarmement moral, première condition de la paix, n'est pas encore acquis, mais chaque année augmente le nombre des hommes de bonne volonté et le plus précieux résultat de chaque session de l'Assemblée est assurément de dissiper quelques-uns des malentendus qui existent entre les peuples. L'idée de la justice internationale n'est pas encore réalisée, mais depuis hier le nombre des nations qui ont pris l'engagement formel de l'article 36 de la Cour permanente de Justice internationale s'élève à dix-huit. Chaque année le nombre des traités d'arbitrage augmente, et si le Protocole n'est encore que d'espérance, déjà Locarno est une réalité.

Si l'on a réalisé des progrès dans la voie du rapprochement, de l'arbitrage, de la sécurité, il doit en résulter, d'après la lettre même de l'article 8 du Pacte, un progrès dans la voie du désarmement. On doit d'ailleurs reconnaître que la Société a toujours eu le plus grand souci de respecter l'obligation impérieuse fixée par l'article 8. La seule condition mise à la réunion de la Conférence prévue par l'Assemblée de 1926 était l'achèvement matériel des travaux techniques nécessaires pour la rendre possible. Ces travaux techniques n'ont pas encore été terminés, mais du moins il a été fait quelque chose, l'idée du désarmement est devenue plus concrète. Certaines notions techniques ont été précisées, les divers points de vue se sont considérablement rapprochés. Un tel résultat se suffit pour ainsi dire à lui-même: le jour où l'idée du désarmement sera devenue très claire, les peuples réaliseront le désarmement.

Quelles sont les propositions concrètes que présente la troisième Commission pour indiquer d'après quelles méthodes on peut poursuivre l'œuvre de l'arbitrage, de la sécurité et du désarmement ?

L'une de ces propositions concrètes, que M. Sokal a éloquentement développée, représente en somme un acte de foi, mais la foi sans les œuvres est une foi morte et il faut maintenant passer aux œuvres. Le rapporteur aurait voulu apporter à l'Assemblée le texte d'un traité de désarmement donnant enfin une réalité concrète à l'article 8. On attendait une abondante moisson. Or, le rapporteur se présente aujourd'hui devant l'Assemblée, non point sans doute les mains vides, mais n'ayant dans les mains que quelques pauvres épis. Il n'en éprouve nul découragement, parce que les obstacles ont été jusqu'ici plus forts que la volonté, et ces pauvres épis, s'ils ne peuvent encore servir à assouvir la faim des hommes qui veulent la paix, pourront toujours servir à préparer des moissons nouvelles.

Au surplus, parmi les résolutions soumises par la troisième Commission, il y en a qui montrent que, même dans le domaine des faits, les travaux de la Commission préparatoire n'ont pas été absolument stériles. Le rapporteur cite à cet égard la résolution sur l'aviation civile et celle qui concerne la réunion du Conseil en temps de crise; enfin, les travaux du Comité du Conseil, en liaison avec ceux de la Commission préparatoire, ont montré que l'article 11 du Pacte offrait, pour résoudre les conflits et assurer la paix, bien plus de ressources qu'on ne l'avait d'abord cru. On a songé à créer une procédure qui permettrait de profiter plus efficacement de tous les moyens de paix qui se trouvent dans le Pacte.

Le rapporteur rappelle à ce propos la suggestion de la délégation finlandaise; celle-ci a abouti à un projet qui a rencontré un accueil favorable de la part d'un grand nombre de délégations et qui donne l'espoir d'arriver bientôt, là aussi, à un résultat concret.

Une autre proposition, celle du Dr Nansen, exigeait une étude juridique assez poussée; la première Commission n'a pu achever le travail dont on l'avait chargée et a dû se contenter de renvoyer à la troisième Commission, un avis sommaire concluant

naval or air forces, could forthwith intervene in the conflict to support the Council's decisions or recommendations.".

He would observe that it was for the eighth time that the Third Committee was presenting a report on the series of problems which might all be regarded as a single problem, namely, the problem of peace. Contrary to those who thought that those eight years of hope had been eight years of illusion, he would like to begin his statement with further words of encouragement. One part of the high programme of the League had already been achieved. Moral disarmament, which was the first condition of peace, was not yet an established fact, but every year witnessed an increase in the number of people who desired to achieve moral disarmament, and the most valuable result of each session of the Assembly was the removal of some of the misunderstandings which existed between nations. The idea of international justice was not yet realised in practice, but the number of nations who had subscribed to the formal undertaking of Article 36 of the Permanent Court of International Justice was now eighteen. Each year the number of arbitration treaties increased, and, though the Protocol was still only an aspiration, Locarno was a reality.

If progress were achieved in the direction of conciliation between nations and of arbitration and security, progress in the direction of disarmament must also result according to the letter itself of Article 8 of the Covenant. It must be recognised that the League had always been extremely anxious to respect the imperative obligation embodied in Article 8. The only condition attached to the meeting of the Conference contemplated by the Assembly of 1926 was the material completion of the technical work necessary to render that Conference possible. That technical work was not yet finished. But at least something had been done. The idea of disarmament had become more concrete. Certain technical ideas had been defined, and various points of view had been brought very much nearer together. Such a result was in itself justified. When the idea of disarmament had become quite clear, the nations would achieve disarmament.

What were the concrete proposals presented by the Third Committee as an indication of the methods which might be used in carrying forward the work of arbitration, security and disarmament ?

M. Sokal had eloquently explained one of them. It was, in brief, an act of faith, but faith without works was a dead faith, and it was now necessary to undertake the works. He would have liked to submit to the Assembly the text of a disarmament treaty giving at least a concrete expression to Article 8. A plentiful harvest had been expected. He was now coming before the Assembly not with empty hands, but having in his hands only a few poor ears of wheat. He did not feel discouraged because the obstacles had hitherto been stronger than the will to overcome them, and the ears of wheat, if they did not suffice to assuage the hunger of those who desired peace, might, nevertheless, serve as an earnest of future harvests.

Among the resolutions submitted by the Third Committee was one which showed that, even in the practical sphere, the work of the Preparatory Commission had not been absolutely sterile. He would quote in this connection the resolution on civil aviation, and the resolution regarding the convening of the Council in times of crisis. Finally, the work of the Committee of the Council, taken in connection with the work of the Preparatory Commission, had shown that Article 11 of the Covenant offered for the settlement of disputes and the assurance of peace more resources than had at first been suspected. It had been proposed to create a procedure which would enable better and more effective use to be made of all the means of ensuring peace which were embodied in the Covenant.

He would in this connection recall the suggestion of the Finnish delegation. That suggestion had resulted in a scheme which had been favourably received by a large number of delegations, and which justified a hope of arriving very soon at a concrete result.

Another proposal, that of Dr. Nansen, required a fairly detailed legal study. The First Committee had not been able to finish the work with which it had been entrusted, and had been obliged to limit itself to referring to the Third Committee

à des études nouvelles. Ces études pourront être poursuivies par le comité nouveau dont on envisage la création.

La troisième Commission a été saisie, en outre, d'une proposition néerlandaise, sur laquelle se sont greffées deux propositions émanant de la délégation française et de la délégation allemande. La Commission a reconnu que, loin de s'opposer, les trois projets se complétaient de la façon la plus heureuse et elle les a fondus en une seule proposition.

A ce sujet, le rapporteur tient à souligner deux idées fondamentales: en premier lieu, il importe de rester fidèle à la résolution de 1926 qui prévoyait la convocation de la Conférence du désarmement quand les travaux préliminaires seraient terminés; en second lieu, les chances de succès de la Conférence seraient d'autant plus grandes que les conditions de sécurité seraient mieux assurées. Après le premier pas dans la voie du désarmement, il devra en venir bien d'autres, et chacun de ces pas sera d'autant plus facile et important, et s'accomplira d'autant plus rapidement, que les conditions de la sécurité deviendront plus complètes. La Commission a reconnu la vérité qui s'est imposée aux Assemblées successives, à savoir que les trois éléments: sécurité, arbitrage, désarmement, sont indissolublement liés. Il y a là comme trois avenues le long desquelles il faut avancer simultanément.

Bien des possibilités se sont révélées tout de suite pour rendre ce triple progrès possible. On a songé tout d'abord à des accords analogues à ceux de Locarno, étendus à d'autres régions, de façon à accroître la sécurité et à augmenter le nombre des peuples qui songent à réduire leurs armements. On a reconnu en outre que le Pacte lui-même offre des possibilités dont on n'a pas encore tiré suffisamment parti, sans qu'il s'agisse nullement d'interpréter le Pacte ou de lui ajouter de nouvelles obligations. Pour citer un exemple, l'article 13 crée pour la Société le devoir de prendre les mesures nécessaires pour assurer les effets des sentences arbitrales, et elle doit s'organiser en vue de l'accomplissement de ce devoir.

La troisième possibilité est expliquée dans le dernier paragraphe de la résolution, qui contient deux propositions dont l'une est d'application générale et l'autre d'application particulière. En ce qui concerne le principe général, il est manifeste que si le mot « protocole » a disparu du texte, il n'est pas possible de ne pas l'apercevoir entre toutes les lignes, sinon dans sa lettre, du moins dans son esprit. Le rapporteur désire d'ailleurs dissiper tout malentendu et proclamer qu'il n'entre dans l'esprit de personne de chercher par des moyens indirects à imposer le Protocole à une nation qui n'en voudrait pas. Mais il peut y avoir des groupes particuliers de peuples qui appliqueraient entre eux, non seulement le principe de Locarno, mais encore les principes du Protocole. La proposition d'application particulière consiste en une étude systématique des moyens que pourrait employer le Conseil pour s'assurer de l'aide qu'un Etat déterminé pourrait attendre d'autres Etats qui voudraient prendre librement envers lui des engagements précis.

Si la route du désarmement doit être longue, c'est une raison de plus pour s'y engager dès maintenant. A cette fin, il faut une organisation. M. de Brouckère cite à ce moment l'exemple donné par les prolétariats de tous les pays, qui étaient si peu de chose il y a cinquante ans et qui pèsent maintenant d'un poids si lourd dans la balance économique et la balance politique; ils ont dû leurs progrès au lent progrès de leurs organisations; de même qu'on a créé la force ouvrière par l'organisation, c'est par l'organisation pour la paix qu'on finira par créer la force de la paix.

On progresse, mais lentement, et les peuples commencent à murmurer. Le peuple belge qui, depuis 125 ans, à travers une période de paix singulièrement incertaine et troublée par de si fréquents et terribles orages, fait un effort presque surhumain pour s'élever de nouveau à sa propre hauteur, se demande pourquoi la paix vient si lentement. Quels sont donc les obstacles ?

Ce n'est pas que l'homme reste encore la brute primitive qui hantait les cavernes. Ce n'est pas non plus parce que les cultures nationales s'opposent: comme le délégué de l'Allemagne le disait l'autre jour, les cultures sont nationales par leurs sources, mais internationales par leurs vues. Ce n'est pas non plus à cause des oppositions économiques; au contraire, le débat qui vient de se clôturer a montré la solidarité économique grandissante, et les intérêts économiques sont en train

a summary opinion in favour of further investigations. These investigations might be pursued by the new Committee to which he would refer later on.

The Third Committee had also had to deal with a Dutch proposal, upon which had been grafted two proposals from the French and German delegations. The Committee had recognised that, far from conflicting with one another, the three drafts completed one another in the happiest way, and it had combined them in a single proposal.

He would, in this connection, emphasise two fundamental ideas. First, it was desirable to remain faithful to the resolution of 1926, which contemplated the convening of the Conference on Disarmament when the preliminary work had been completed. Secondly, the chances of success of the Conference would be greater in proportion as the conditions of security were better assured. Following the first step in the direction of disarmament, other steps would be necessary, and each of these steps would be all the easier and more important, and would be taken all the more rapidly, in proportion as the conditions of security became more complete. The Committee had recognised the truth of a principle which had been realised by successive Assemblies, namely, that the three elements arbitration, security and disarmament were necessarily interconnected. They offered three avenues along which it was necessary to proceed simultaneously.

Many possibilities had suddenly offered themselves which might render this triple progress possible. The first possibility was the framing of agreements similar to those of Locarno, extended to other regions, in order to increase security and augment the number of States which were prepared to contemplate a reduction of their armaments. It had further been recognised that the Covenant itself offered a possibility of which sufficient advantage had not yet been taken. That possibility did not in any way involve interpreting the Covenant or adding to it any new obligations. To quote an example, Article 13 imposed on the League the duty of taking steps to ensure the carrying-out of arbitral awards and the League must organise itself with a view to the accomplishment of that duty.

The third possibility was explained in the last paragraph of the resolution, which contained two proposals, one of general application and the other of special application. As regarded the general principle, it was clear that, though the word "protocol" had disappeared from the text, it was impossible not to detect it between the lines, if not in the letter, at least in the spirit. He would like to remove any misunderstanding, and to state that nobody had dreamed of endeavouring by indirect means to impose the Protocol on any country which did not desire it. There might, however, be special groups of nations which were ready to apply, as between themselves, not only the principles of Locarno, but the principles of the Protocol. The proposal of special application consisted in a systematic study of the methods which might be used by the Council to ascertain the assistance which a certain State might expect from other States which might wish to enter freely into definite engagements.

If the way of disarmament was long, this was all the more reason to start immediately. To this end an organisation was necessary. He would quote the example given by the working-classes in all countries, who were of so small account 50 years ago and who now counted for so much in the economic and political balance. Just as the strength of the working-classes had been created by organisation, so would the strength of peace be created by organisation.

Progress was made but slowly and the nations were beginning to murmur. The Belgian people, which for 125 years had passed through a period of peace singularly uncertain and troubled by frequent and terrible storms, was making an almost superhuman effort in order to rise once again to her normal stature and was wondering why peace came so slowly. What were the obstacles ?

The difficulty did not lie in the fact that men still remained the primitive brute who lived in caves, nor did it lie in the fact that national cultures were opposed to one another. As the German delegate had said the other day, cultures were national in origin but international in their results. Nor did the difficulty lie any longer in the conflict of economic interests. On the contrary, the discussion which had just been closed had borne witness to the fact that economic interests were drawing

de rapprocher les peuples au lieu de les diviser. Enfin, on ne peut dire qu'il y a des problèmes politiques insolubles ! Quel est l'homme d'Etat qui ne sait pas aujourd'hui que la meilleure des guerres ne peut que conduire au désastre ?

• Ce qui fait l'objet de l'espoir du délégué belge, c'est que toutes les forces qui tendent encore à la guerre paraissent être des forces du passé, de vieilles habitudes d'esprit en train de disparaître. Le grand obstacle, c'est que, dans les rapports entre les peuples, reste trop souvent encore vivant le vieux préjugé de la force. On n'a pas encore pris l'habitude d'un traitement égal, respectant la dignité de tous, mais cette manière-là de résoudre les problèmes, c'est ici même qu'elle se développe : c'est la méthode de la démocratie entre les peuples. Cependant, la démocratie entre les peuples n'est concevable qu'entre les nations chez lesquelles la démocratie est solidement établie, et c'est en elle que M. de Brouckère met ses espoirs.

La séance est levée à 13 h. 20.

III. DIX-NEUVIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

Tenue à la Salle de la Réformation, le samedi 24 septembre, à 15 h. 30.

Arbitrage, sécurité, désarmement et travaux de la Commission préparatoire de la Conférence du désarmement (suite).

M. Benes (Tchécoslovaquie), président de la troisième Commission, et M. de Brouckère (Belgique), rapporteur, prennent place à la tribune.

M. LOUDON (Pays-Bas) explique quel était l'objet de la proposition de la délégation néerlandaise, envoyée par l'Assemblée à la troisième Commission. Il s'agissait d'abord de stimuler les travaux de la Commission préparatoire. L'opinion publique, surtout après la fâcheuse issue de la récente Conférence navale, s'était accoutumée à parler d'un échec dans la préparation du désarmement, et certains se demandaient même s'il serait encore utile de poursuivre une tâche qui n'avait été couronnée d'aucun succès. D'autre part, les débats de la Commission préparatoire semblaient indiquer que les résultats quant au désarmement seraient peu satisfaisants tant qu'on ne s'occuperait pas d'autres problèmes tendant à accroître le sentiment de la sécurité.

De l'avis du Gouvernement néerlandais, une étude d'ensemble des trois grands principes : arbitrage, sécurité, désarmement, pourrait faciliter les travaux techniques de la Commission préparatoire. Les événements qui s'étaient produits depuis l'élaboration du Protocole de 1924, justifiaient l'espoir qu'un nouvel examen de ces principes permettrait de faire un pas en avant dans l'organisation de la coopération internationale, sans qu'il s'agisse d'ouvrir à nouveau la discussion du Protocole, ni de chercher à convertir les Etats qui n'avaient pas été disposés à l'accepter. La suggestion de la délégation néerlandaise a trouvé auprès de la troisième Commission une réponse nettement affirmative.

La troisième Commission ne tarda pas à reconnaître unanimement que c'était la Commission préparatoire elle-même qui devait être chargée de l'étude projetée, et qu'elle ne pourrait se passer de l'aide d'un comité spécial composé d'hommes politiques désignés par les Etats membres siégeant à la Commission préparatoire et qui, au besoin, pourraient s'adjoindre des juristes. Ce comité aurait à s'occuper des questions d'arbitrage et de sécurité. Il va de soi que le Conseil serait libre d'augmenter le nombre des membres du comité. Les Etats non membres, en particulier les Etats-Unis naturellement, seraient les bien venus s'ils pouvaient se décider à prendre part à ces nouvelles discussions.

• Le Comité de l'arbitrage et de la sécurité devra étudier en premier lieu tous les aspects de l'arbitrage, et notamment la proposition concrète soumise par la délégation norvégienne et dont le Gouvernement des Pays-Bas approuve l'idée générale, tout en réservant son opinion sur ce que devra contenir exactement le protocole tel que l'entrevoit la proposition norvégienne. La délégation néerlandaise estime qu'un pareil instrument serait de nature à étendre le domaine de l'arbitrage obligatoire si l'on pouvait stipuler qu'il ne liera pas chacun des signataires envers tous les autres, mais que deux Etats pourront

the peoples closer together instead of dividing them. Finally, it could not be said that there were any insoluble political problems. Who among statesmen did not know to-day that the best of wars could only lead to disaster ?

His hopes were based on the fact that all the forces which tended towards war appeared to be forces of the past — old habits of mind which were on the point of disappearing. The great obstacle was that, in the relations between the peoples, there too often remained the old prejudice in favour of force. The habit of equal treatment, which respected the dignity of all, had not yet been established. The new way of settling problems, however, was developing within the League. It was the method of democracy as applied between nations. Nevertheless, democracy between nations was only conceivable as between nations where democracy was solidly established, and it was on democracy that he based his hopes.

The meeting rose at 1.20 p.m.

III. NINETEENTH PLENARY MEETING

Held at the Salle de la Réformation on Saturday, September 24th, 1927, at 3.30 p.m.

Arbitration, Security, Disarmament and the Work of the Preparatory Commission for the Disarmament Conference: Report of the Third Committee (continuation).

M. Benes (Czechoslovakia), Chairman of the Third Committee, and M. de Brouckère (Belgium), Rapporteur, came to the platform.

M. LOUDON (Netherlands) explained the object of the Netherlands delegation's proposal, which had been referred by the Assembly to the Third Committee. The first object had been to give an impetus to the work of the Preparatory Commission. The public, especially after the failure of the recent Naval Conference, had acquired the idea that there had been a setback to the preliminary work for disarmament, and some even doubted the utility of continuing a task which had hitherto met with no success. In the second place, it appeared from the proceedings of the Preparatory Commission that the results in the field of disarmament would be unsatisfactory so long as other problems, bound up with the question of enhancing the feeling of security, were overlooked.

The Netherlands Government thought that there was ground for believing that an examination of the three principles, arbitration, security and disarmament, taken as a whole, would be likely to facilitate the technical work of the Preparatory Commission. It felt that events since the framing of the 1924 Protocol gave ground for hoping that the reconsideration of these principles would render possible an advance towards the organisation of international co-operation, without re-opening the discussions on the Protocol or seeking to convert those States which had not been prepared to except it. The proposal of the Netherlands delegation had met with a distinctly affirmative reply from the Third Committee.

The Third Committee had quickly and unanimously recognised that the proposed examination should be entrusted to the Preparatory Commission itself, and that the latter must necessarily have the assistance of a special committee consisting of statesmen appointed by the States Members with seats on the Preparatory Commission, who could, if need be, call in the help of jurists. This committee would deal with the questions of arbitration and security. The Council would, of course, be free to add to the numbers of the committee. Any States non-Members, and more especially of course the United States, would be very welcome if they were prepared to take part in these new discussions.

The Committee on Arbitration and Security would have to study, first and foremost, all aspects of arbitration, and in particular the concrete proposal submitted by the Norwegian delegation. He approved the general idea of that proposal, but his Government would reserve its opinion as to what the convention adumbrated in the Norwegian proposal should contain. The Netherlands delegation thought that a convention of this kind was likely to enlarge the field of obligatory arbitration if it could be stipulated that the convention would not bind each signatory as towards all the others, but that two

le signer ensemble, de manière à n'être liés que l'un à l'égard de l'autre.

La délégation finlandaise a soumis une proposition visant l'assistance financière à prêter aux Etats victimes d'une agression, et M. Loudon est heureux de répéter que le Gouvernement néerlandais appuie le principe de cette résolution.

Pour la sécurité, la Société est en présence d'autres possibilités encore. Tout Etat qui désirera le faire pourra faire savoir au Conseil dans quelle mesure il est prêt à participer à l'action commune de la Société. D'autres Membres qui ne désirent pas préciser l'étendue de leur participation à la répression armée d'une agression, dont seuls ils restent juges, auront toute liberté de s'abstenir de pareilles déclarations devant le Conseil.

Dans ce vaste champ de possibilités, le délégué néerlandais se permet de signaler un genre spécial d'accords qui ne figurent pas explicitement dans le projet de résolution, bien qu'ils soient conformes à l'une des idées exprimées dans le préambule: il s'agit des traités visant la mise hors la loi de la guerre, et excluant tout recours à la guerre. La huitième session ordinaire de l'Assemblée ne peut qu'encourager la conclusion de pactes à cet effet, surtout entre Membres et non membres de la Société. La proposition polonaise constitue un pas important dans ce sens, mais elle a surtout une valeur morale. Ce premier pas en demande un second qui est l'interdiction de toute guerre, étant entendu que certains recours aux armes, qui découlent de la tâche même de la Société, tels que ceux formulés dans le traité de Locarno, ne peuvent être considérés comme des recours à la guerre au sens propre du mot. Le nouveau Comité devra suivre avec un intérêt particulier l'évolution de cette idée en Europe, et ailleurs, et inviter les Etats à la mettre en pratique.

L'étude de l'arbitrage et de la sécurité ne saurait constituer un prétexte d'ajourner la poursuite des travaux techniques de la Commission préparatoire, non plus que la convocation de la Conférence du désarmement. La Commission préparatoire et son nouveau Comité devront travailler simultanément. La troisième Commission a maintenu le point de vue adopté par l'Assemblée de 1926, que sur la base de la sécurité actuelle et sous le régime actuel, on pourrait déjà faire un premier pas vers le désarmement. Cependant, les progrès constants dans la voie de l'arbitrage et de la sécurité faciliteront les étapes prochaines et sont même indispensables à son développement ultérieur. Aussi, ne s'agit-il pas d'une seule conférence du désarmement: il en faudra une deuxième, puis une troisième. Par conséquent, après la première conférence, de nouvelles ententes sur le désarmement devront être préparées, soit au sein de la Commission préparatoire, soit dans tout autre organisme.

En ce qui concerne la date de la prochaine réunion de la Commission préparatoire, bien que M. Loudon ait éprouvé certains doutes sur la possibilité de la convoquer en novembre, il n'hésite pas à dire — et M. de Brouckère, dans son discours de la séance précédente, l'a confirmé dans cette manière de voir — que, étant donné l'impulsion que les travaux de cette Assemblée donnent à la Commission préparatoire, il est disposé, si le Conseil veut bien, dans sa présente session, donner à la Commission préparatoire les instructions nécessaires pour créer le nouveau Comité, à convoquer ses collègues vers la fin de novembre pour une courte session, dans laquelle serait constitué le Comité d'arbitrage et de sécurité, afin qu'il puisse sans délai se mettre à l'œuvre. En même temps, la Commission pourrait examiner quels points du texte adopté en première lecture sont mûrs pour un nouvel examen. Peut-être même, la Commission pourrait-elle entamer la seconde lecture sur ces quelques points, et fixer la date de la session où aurait lieu la seconde lecture dans son ensemble.

Il croit de son devoir de répéter ce qu'il a dit à plus d'une reprise, c'est qu'il appartient aux gouvernements dont les points de vues offrent le plus de divergences lors de la dernière session, de s'entendre préalablement afin d'assurer le succès des travaux futurs.

Si l'initiative de la délégation néerlandaise, dont la pensée est reflétée dans la résolution présentée par M. Paul-Boncour, a réuni tous les suffrages, c'est grâce à la collaboration de ceux des membres de la troisième Commission qui avaient des vues opposées sur quelques points importants, et au tact intelligent avec lequel la Commission a été présidée par M. Benes.

Quand l'Assemblée se séparera, la Société aura ramené les trois grands problèmes de l'arbitrage, de la sécurité et du désarmement au tout premier plan de ses travaux. Le résultat

States might sign it together with the result that they would only be bound as between one another.

The Finnish delegation had submitted a proposal regarding financial assistance to be granted to States victims of aggression. He was happy to repeat that the Netherlands Government supported that proposal in principle.

As to security, there were yet other possibilities before the League. Any State which desired to do so could intimate to the Council the extent to which it was prepared to participate in joint action by the League. Other Members which were unwilling to define the extent to which they would share in the armed repression of an aggression, of which they alone remained the judge, would be perfectly free to refrain from making any declaration of the kind to the Council.

In such a vast field of possibilities, he would draw special attention to a particular type of agreement which, though it was not mentioned explicitly in the draft resolution, was in conformity with one of the ideas advanced in the preamble, namely, treaties for the outlawry of war, which excluded all resort to war. The eighth ordinary session of the Assembly could not but encourage the conclusion of treaties of that kind, especially between Members and non-Members of the League. The Polish proposal marked an important step in that direction, but its value was, first and foremost, moral. The first step must be followed by a second, the prohibition of all war, it being understood that certain resorts to arms, resulting from the task imposed upon the League, like those formulated in the Locarno treaty, could not be regarded as resorts to war in the proper sense of the term. The new Committee should accordingly follow with particular interest the development of this idea in Europe and elsewhere, and should invite the States to put it into practice.

The study of the questions of arbitration and security could not be held out as a pretext for postponing either the continuation of the Preparatory Commission's technical work or the convocation of the Disarmament Conference. The Preparatory Commission and the new Committee must work simultaneously. The Third Committee had taken the view, adopted by the Assembly in 1926, that a first step towards disarmament could be made on the basis of security as existing and under the existing system. Nevertheless, the steady progress made towards arbitration and security would facilitate the next stages and was even indispensable to its later development. Accordingly, there would be not only one disarmament conference, but a second and then a third. After the first conference, further agreements on disarmament would have to be prepared either by the Preparatory Commission or by some other organisation.

With regard to the date of the next meeting of the Preparatory Commission, although he had felt some doubts as to the possibility of convening the Commission in November, he would now not hesitate to say — and he was confirmed in his view by what M. de Brouckère had said at the previous meeting — that, as a result of the impetus given to the Preparatory Commission by the Assembly's work, he would be prepared, if the Council at its present session gave the Preparatory Commission the necessary instructions for the creation of the new Committee, to convene his colleagues towards the end of November for a short session at which they would set up the Committee on Arbitration and Security, which would thus be able to begin work without delay. The Preparatory Commission could at the same time examine certain points in the draft adopted at the first reading which were ripe for reconsideration. It might even be possible to begin the second reading of those points and to fix the date of the session at which the whole would be given a second reading.

He would repeat what he had said more than once, that those Governments between whose views there had been the widest divergence at the last session should first come to an agreement in order to ensure the success of the work.

The success of the proposal of the Netherlands delegation, as reflected in the resolution presented by M. Paul-Boncour, was due to the co-operation of those members of the Third Committee who had held antagonistic views on certain important points and in a large measure to the tactful chairmanship of M. Benes.

When the Assembly separated, it would be seen that the League had once again placed the three great problems of arbitration, security and disarmament in the forefront of its

de ces délibérations sera de nature à fortifier la confiance dans l'avenir de la Société, élément d'une importance capitale pour l'organisation de la paix. La limitation et la réduction des armements sont un travail de longue haleine. Sur sa route les obstacles sont nombreux, mais du moment que la volonté d'aboutir se manifeste si fermement, personne non plus ne désespère de la réussite finale.

M. STRESEMANN (Allemagne) rappelle que, dans son dernier discours, il a fait ressortir l'extrême importance qui s'attache au problème du désarmement. D'accord avec d'autres orateurs de l'Assemblée, il estime que cette question constitue un des problèmes fondamentaux de la Société des Nations. L'opinion publique mondiale jugera la Société des Nations d'après la manière dont elle s'attaquera à ce problème et dont elle saura faire une réalité vivante des paroles prononcées lors de sa fondation et qui proclamaient que le désarmement des Etats soumis aux conditions de paix de leurs adversaires serait suivi de la réduction volontaire des armements des autres nations.

Au cours des discussions de la présente session, il a semblé d'abord qu'on se trouvait en présence de deux principes opposés. Selon la première thèse qui est celle qu'a toujours défendue l'Allemagne, à laquelle s'était ralliée l'Assemblée dans sa résolution de l'année passée, il n'est pas admissible de vouloir faire dépendre les premiers pas du désarmement général de la création de nouvelles garanties. Selon la seconde, qui a paru récemment se manifester, seules de nouvelles garanties, dans le domaine de la sécurité, devraient former la condition du commencement du désarmement.

Il semblait donc que la Société des Nations se fût engagée dans une impasse, mais il est heureux de constater que, depuis quelque temps, on a réussi dans des délibérations laborieuses à trouver une issue. Du heurt des esprits et de la confrontation des thèses opposées est sortie, semble-t-il, une forme d'accord. La solution présentée par le rapporteur offre un programme dans lequel les deux principes, celui du désarmement et celui de la sécurité, ont été mis dans leur juste rapport l'un vis-à-vis de l'autre. La méthode qui a été trouvée pour élargir les garanties de sécurité lui semble tout à fait de nature à assurer le succès. L'Allemagne a le désir et la volonté de collaborer activement aux travaux envisagés. Les idées réalisées pour l'ouest et pour l'est par les traités de Locarno sont applicables à d'autres cas particuliers à condition de s'adapter aux nécessités de chaque cas.

Les discussions récentes ont mis en lumière à nouveau le rôle si important de l'idée de l'arbitrage, et le nom de Locarno peut devenir le symbole de l'entente amicale entre les nations et de la sécurité des peuples voisins.

La résolution du rapport pose une tâche immédiate devant les yeux de l'Assemblée, elle constate que la première conférence du désarmement devra être convoquée dès que les travaux préparatoires, de caractère purement technique, auront été terminés. Dès que le commencement du désarmement général sera réalisé dans tous les domaines, les autres pas seront moins difficiles et compléteront la sécurité du monde entier. Ainsi sera réalisée l'axiome fondamental du Pacte que le maintien de la paix exige la réduction des armements. Les armements ne peuvent et ne doivent pas être la base de la sécurité et ne constituent même plus la protection la plus sûre; ils ont en outre l'effet inévitable de constituer une menace.

Il se rend parfaitement compte des obstacles moraux qui s'opposent à l'idée d'abandonner les armes et surtout des traditions héroïques et guerrières, qui survivent avec tant de persistance. Or, le renoncement à ces traditions pèse à l'âme du peuple allemand autant qu'à celle de tout autre peuple, et l'Allemagne a surmonté ces obstacles psychologiques dans des conditions difficiles, mais elle s'est rendu compte finalement qu'il fallait faire l'application d'un principe nouveau et instaurer une morale nouvelle.

Toute l'institution de la Société des Nations ne pourra devenir une réalité vivante que lorsqu'on aura exécuté la prescription relative au désarmement général et qu'on aura ainsi rempli la condition requise pour créer cette garantie commune et solidaire de la paix à laquelle souscrivent tous les peuples représentés au sein de la Société.

EARL OF ONSLOW (Empire Britannique) estime que l'Assemblée peut être fière d'avoir accompli nettement un pas en avant

programme of work. The result would be to strengthen confidence in the future of the League, a factor which was of vital importance to the organisation of peace. The limitation and reduction of armaments required time. There were many obstacles to be overcome, obstacles which must not be despised but which, in view of the strong determination to achieve results, gave no ground for despair as to the final result.

M. STRESEMANN (Germany) reminded the Assembly that, in his previous address, he had urged the very great importance of the problem of disarmament. Like other speakers, he thought this question one of the League's fundamental problems. World public opinion would judge the League according to the manner in which it attacked the problem, and according to the way in which it succeeded in giving life and reality to the words pronounced at the time of its foundation, when it had been said that the disarmament of the States upon which their adversaries' conditions of peace had been imposed would be followed by the voluntary reduction of the armaments of the other nations.

During the discussions at the present session it had at first seemed that the Assembly was confronted by two antagonistic principles. According to the first argument, which was that invariably upheld by Germany, and which the Assembly had endorsed in the resolution passed last year, it was inadmissible that the first stages of general disarmament should be made contingent upon the creation of fresh guarantees. According to the second argument, which had made its appearance recently, the indispensable condition for beginning disarmament should be the provision of fresh guarantees in the field of security.

It seemed accordingly as though the League were confronted with a deadlock, but he was glad to note that, as a result of laborious discussion, a way out had been found some days ago. From the clash of ideas and from the confrontation of antagonistic arguments there had, it seemed, resulted a form of agreement. The solution submitted by the Rapporteur offered a programme in which the two principles, that of disarmament and that of security, had been placed in their proper relation to one another. The method that had been found for extending the guarantees of security was, he thought, fully calculated to ensure success. It was Germany's desire and determination actively to co-operate in the work now proposed. The ideas which had been given practical reality as regarded the West and East by the Locarno treaties were applicable to other particular cases on condition that they were adjusted to the necessities of each case.

The recent discussions had brought out once again the very great importance of the principle of arbitration, and Locarno might become the symbol of friendly understanding between the nations and of the security of neighbouring peoples.

The resolution contained in the report placed an immediate task before the Assembly; it stated that the first disarmament Conference should be convened as soon as the purely technical preparatory work had been concluded. As soon as general disarmament began to take on a concrete form in all fields, the other stages would be less difficult and security would become complete throughout the world. Thus, the fundamental axiom of the Covenant that the maintenance of peace demanded the reduction of armaments would become a reality. Armaments could not and must not form the basis of security; they no longer provided even the surest means of protection; their inevitable effect, on the other hand, was to constitute a menace.

He fully realised the moral obstacles confronting the proposal for the laying-down of arms and especially for the renunciation of heroic and martial traditions which survived so obstinately. The renunciation of these traditions was as heavy a burden for the German people as for any other, but Germany had surmounted these psychological obstacles in circumstances of difficulty because she had finally realised that a new principle must be applied and a new morality inaugurated.

The League of Nations as a whole could only become a living reality after the prescription of general disarmament had been put into effect and after the requisite condition for the creation of that joint and common guarantee of the peace that had been signed by all the peoples represented on the League had been fulfilled.

The EARL OF ONSLOW (British Empire) thought that the Assembly could claim that a distinct step forward had been

vers la réalisation des objectifs de la Société des Nations. Un plan d'action soigneusement établi est maintenant sur pied.

La Grande-Bretagne accueille avec satisfaction la résolution polonaise parce qu'elle définit à nouveau clairement et distinctement l'objet même de la Société des Nations, qui est la sauvegarde de la paix.

Par la cinquième résolution soumise par la troisième Commission, l'Assemblée est invitée à fixer une procédure permettant à la Commission préparatoire du désarmement de progresser dans son œuvre. Cette Commission, qui se réunira bientôt, élaborera ce plan qui permettra de ne point donner un démenti à la décision de la dernière Assemblée. Le Conseil doit donc demander instamment à la Commission préparatoire d'accélérer ses travaux de manière à faciliter la réunion de la Conférence du désarmement, mais il apparaît en outre que les pouvoirs de la Commission préparatoire doivent être élargis et que l'on doit prendre des décisions en vue de développer la sécurité internationale. Sans garantie de sécurité, il est impossible aux Etats de fixer le chiffre minimum de leurs armements. La troisième Commission émet en conséquence cette suggestion, que soit institué un nouvel organisme formé au sein même de la Commission préparatoire, auquel incomberait la tâche d'étudier la question de sécurité et de mettre à la disposition de la Commission sa compétence et ses conseils.

L'Assemblée néanmoins aura à donner à cet organisme nouveau des directives relatives aux méthodes à employer en vue d'obtenir la sécurité. Le dernier paragraphe de la résolution recommande trois méthodes: 1^o action directe de la Société; 2^o préparation méthodique du mécanisme de la Société, et 3^o action émanant des Etats eux-mêmes.

En ce qui concerne le premier point, on demande à la Société des Nations d'employer son influence pour faire adopter des accords relatifs à l'arbitrage et à la sécurité. Ce principe a toujours eu l'appui du Gouvernement britannique.

En ce qui concerne le second point, on a souvent exprimé la crainte que la préparation méthodique du mécanisme de la Société des Nations ne soit susceptible de conduire à une révision des obligations du Pacte et à un renforcement de ses obligations. Le rapport de la troisième Commission, cependant, constate que ces obligations demeurent sans changement mais que le mécanisme de la Société des Nations est susceptible d'améliorations. Il adopte volontiers ce point de vue.

En ce qui concerne le troisième point, les Etats sont invités à envisager la conclusion, toutes les fois qu'il sera possible, d'accords réciproques sur le modèle des traités de Locarno. On leur demande aussi d'informer le Conseil des mesures qu'ils pourront être appelés à prendre pour appliquer ses décisions au cas où il s'élèverait des troubles dans une région particulière qui les intéresse directement. Quant au cas où les Etats pourraient avoir à adopter des mesures propres à appuyer les décisions du Conseil, ce sont les Etats eux-mêmes, et non le Conseil, qui auront à les formuler.

Malgré les divergences qui se sont manifestées à l'ouverture de l'Assemblée, on est parvenu à un accord plus rapidement que jamais, car les discussions ont montré que les délégations étaient imbues du même esprit. Il exprime avec confiance l'espoir que lorsque l'Assemblée se réunira l'année prochaine, un grand pas aura été accompli dans le sens du désarmement.

M. PAUL-BONCOUR (France), explique que le projet de résolution de la délégation française, auquel avait bien voulu se rallier la délégation néerlandaise, la proposition allemande et les suggestions anglaises, forment le fond de la résolution finale soumise à l'Assemblée.

Ceux sur qui l'on doit toujours avoir les yeux fixés, ceux qui ont fait la guerre et qui ne veulent plus la revoir, savent que l'œuvre de paix est, comme la guerre elle-même, une œuvre dure et longue, qui réclame de la patience et de la ténacité.

Que dire de la résolution actuelle? Exactement ceci, semble-t-il: la Société était dans une impasse, l'horizon semblait fermé; aujourd'hui, elle est sortie du défilé, la voie est libre, ni plus ni moins, et c'est déjà beaucoup.

La voie est libre. Du nombre des nations qui la prendront, des précisions qu'elles pourront apporter, dépendra le succès final du problème essentiel de la Société des Nations.

Mais ce problème est tel qu'en même temps on ne compren-

made towards objects which the League had in view. A careful and well-considered plan of action had been laid down.

Great Britain welcomed the Polish resolution because it re-stated clearly and distinctly the principal object of the League, which was the maintenance of peace.

By the fifth resolution submitted by the Third Committee, the Assembly was invited to lay down a regular plan of procedure for the further progress of the Preparatory Commission on Disarmament. That Commission, which would shortly meet, would at once proceed with the plan, and therefore the decision of the Assembly at its previous session had not been reversed. The Council was once more asked to urge the Preparatory Commission to press forward its work so as to facilitate the meeting of the Disarmament Conference, but it was now thought that the powers of the Preparatory Commission should be widened and steps taken to develop international security. Without guarantees of security, States could not fix the lowest possible figure for their armaments. The Third Committee therefore recommended that a new body, a creation of the Preparatory Commission, with the duty of examining questions of security and offering that Commission advice and guidance, should be set up.

The Assembly, however, would have to give this new organization directions regarding the methods whereby security could be obtained. The last paragraph of the resolution recommended three methods, first, action by the League; secondly, systematic preparation of the League's machinery; and, thirdly, action by individual States.

With regard to the first point, the League was asked to use its influence in promoting agreements concerning arbitration and security. Such a principle had always been supported by the British Government.

With regard to the second point, fears had been expressed that the systematic preparation of the League's machinery might lead to a review of the obligations of the Covenant and a possible increase in them. The report of the Third Committee, however, stated that those obligations remained unaltered, but that there was room for improvement in the League's machinery. He agreed with that view.

As far as the third point was concerned, States were invited to consider the conclusion, where possible, of agreements among themselves on the model of the Locarno treaties. They were also asked to inform the Council of the measures that they might be ready to take to support its decisions in cases where trouble had arisen in a particular region in which they were especially concerned. As to the cases in which States might be prepared to act in support of the Council, it would not be the Council but the States themselves that would formulate such cases.

Despite the divergences of view which had marked the opening of the present session of the Assembly, unanimous agreement had been achieved, and more quickly achieved than ever before, for the discussions had shown that all delegations were imbued with the same idea. He would express the confident hope that, when the Assembly met next year, a great stride forward would have been taken towards disarmament.

M. PAUL-BONCOUR (France) explained that the draft resolution of the French delegation with which the Dutch delegation had associated itself, together with the German proposal and the English suggestions, formed the basis of the final resolution submitted to the Assembly.

Those on whom it was necessary always to keep the attention fixed, those who had taken part in the war and who never wished to see war break out again, knew that peace, like war, was based on long and difficult work, which needed patience and tenacity.

What was to be said of the present resolution? He would put it in this way. There had seemed to be no way out for the League, and the horizon had seemed to be closed. The League had now escaped into the open. The way was free; neither more nor less could be said; but that was a good deal.

The way was free. On the number of nations which took that way, and on the help which they would be able to bring, would depend the final success of the essential problem with which the League had to deal.

That problem, however, was of such a character that it was

drait pas que la Société ne puisse pas le résoudre, et que, cependant, pour y trouver une solution, il faut supposer un développement de la Société, un affermissement de ses pouvoirs, des progrès tels que, pour ne pas les compromettre, il est sage comme le disait le premier délégué de la France, de ne pas vouloir les précipiter.

Un certain groupe des nations qui composent cette Assemblée, celles qui, de par les traités de paix, ont déjà subi ces limitations et ces réductions d'armements, sont parfaitement fondées à s'en réclamer, comme d'autres nations sont fondées à rappeler que ces limitations et ces réductions, et leur maintien, sont le point de départ nécessaire des limitations et des réductions générales, et que tous doivent être associés dans la recherche des meilleures conditions possibles pour faire réussir la Conférence future.

Pas d'équivoque possible: la Conférence doit être réunie. Où en est-on ?

Il n'y a eu ni échec, ni demi-échec ! Il y a des étapes, l'une qui est franchie, l'autre où l'on est encore en cours de route.

L'étape franchie, c'est la longue recherche des conditions techniques. Cette recherche des conditions techniques était la condition même de la limitation et de la réduction des armements.

Après, à la suite des techniciens, des hommes politiques, parlant au nom de leur gouvernement, engageant leur pays se sont réunis. Ils se sont efforcés non seulement de dresser le programme de la Conférence projetée, imposée par la résolution de 1926, mais ils ont voulu établir l'avant-projet de la convention, le texte même sur lequel cette Conférence aurait à délibérer de telle sorte qu'il ne lui resterait qu'à remplir par des chiffres d'effectifs et de matériel les blancs laissés dans cette convention. Il n'est donc pas étonnant qu'on ait rencontré déjà dans la Commission préparatoire de grosses difficultés.

Il ne faut donc pas parler d'échec et même de demi-échec, car dans l'établissement de cet avant-projet de convention, l'entente s'est faite sur un grand nombre de points. Les réserves qui peuvent figurer à certaines de ses pages ont une signification diplomatique et constituent une précaution. On se réserve ainsi le moyen de revenir sur des décisions que tout le monde peut considérer déjà comme virtuellement prises.

Sur la plupart des questions si graves des effectifs terrestres et en grande partie sur les questions d'aviation, des accords réels peuvent être dès maintenant envisagés.

Il est indiscutable que, sur d'autres points — et des plus graves — des divergences fondamentales existent en ce moment: limitation des dépenses budgétaires, organisation de l'application d'une convention éventuelle et la part inévitable de contrôle qu'elle doit comporter. Enfin, il y a surtout l'écueil que constitue le programme naval.

Sans doute, des conversations diplomatiques peuvent rapprocher les points de vue et il faut y procéder. Mais certaines des difficultés rencontrées débordaient les points de vue techniques; elles tenaient à ce que, au moment même où l'on discutait de ces points de vue, on évoquait pour ainsi dire la réalité de la Conférence future. Il apparaissait déjà, que, si les travaux techniques sont déjà poussés à un degré de perfection remarquable, les conditions politiques d'une limitation et d'une réduction générale des armements n'étaient pas encore telles que chacun pût venir s'asseoir à la table de la Conférence.

C'est cela qui a inspiré la proposition néerlandaise. C'est aussi la préoccupation centrale qu'a cherché à satisfaire la troisième Commission.

L'impasse résidait en ceci: d'une part, la nécessité de résoudre le problème, l'engagement pris de poursuivre les travaux et de réunir la Conférence.

Mais, si l'on veut qu'elle réussisse, il est nécessaire qu'on se rende compte qu'il faudra y arriver dans des dispositions d'esprit bien différentes de celles qui existaient lors des travaux des mois de mars et d'avril.

Il faudra y arriver avec le sentiment, non pas d'une sécurité totale et parfaite, mais avec le sentiment que l'organisation collective de sécurité résultant de la Société des Nations est

impossible to admit that the League would not be able to solve it. Nevertheless, in order to find a solution, it was necessary to suppose a development of the League, a strengthening of its powers and progress of so ambitious a character, that it would be wise, as the first delegate of France had said, not to precipitate matters, so that the final achievement might not be compromised.

A certain group of the nations which composed the Assembly, those which under the Treaties of Peace had already been subject to limitations and reductions of armaments, were perfectly justified in claiming a reduction of armaments, just as the other nations were justified in insisting that the limitations and reductions of armaments under the Treaties, and the maintenance of those limitations and reductions, were the necessary point of departure for a general limitation and reduction, and that all nations must combine to discover the best possible conditions to ensure the success of the future Conference.

No evasion was possible. The Conference must be convened. What was the position ?

There had neither been a check nor the semblance of a check. There had been stages in the progress made. One of these stages had been passed, and another was at present being traversed.

The stage which had been passed was that of the long investigation of technical conditions. That investigation was an essential condition of the limitation and reduction of armaments.

In the wake of the experts, politicians, speaking on behalf of their Governments and engaging their countries, had come together. They had not only endeavoured to draw up the programme of the proposed Conference to be called under the resolution of 1926; they had wished to establish a preliminary draft convention the text of which that Conference would be asked to discuss, so that there would remain for the Conference nothing further than to fill in the figures representing man-power and material left blank in the preliminary scheme. It was not therefore astonishing that great difficulties had been encountered in the Preparatory Commission.

There was no necessity to speak of failure or even of partial failure, for, in the establishment of this preliminary draft convention, agreement had been reached on a large number of points. The reservations which figured on certain of its pages had a diplomatic significance and were merely precautionary. By means of them a right was retained to reconsider decisions which everyone might already regard as virtually taken.

On the majority of the more serious questions, such as land effectives and questions of aviation, real agreements were already within sight.

It could not be deemed that, on other serious points, fundamental differences at that moment existed. There was, for example, the question of the limitation of budgetary expenditure, the organisation of the application of a possible convention and the inevitable supervision which such a convention entailed. Finally, there was the reef constituted by the naval programme.

Doubtless diplomatic conversations might result in bringing the various opinions more into agreement, and it was necessary that those conversations should be undertaken. Certain of the difficulties encountered, however, went beyond merely technical matters.

They pointed to the moment when certain points of view would be discussed and were a foretaste of what would happen at the future conference. It was already clear that, though the technical work had been advanced to a remarkable degree of perfection, the political conditions for a general limitation and reduction of armaments were not such as enabled the parties as yet to come together at the Conference table.

It was that fact which had inspired the Dutch proposal. That was the chief preoccupation with which the Third Committee had endeavoured to deal.

The difficulty resided in the necessity of solving the problem, in the engagement which had been undertaken to continue the work and assemble the Conference.

If, however, the Conference was to succeed, it was essential to realise that it would be necessary to come to that Conference in a frame of mind very different from that which had prevailed during the work which had been done in March and April.

It would be necessary to come to the Conference with a feeling not of total and perfect security, but at any rate with the feeling that the collective organisation of security resulting

telle que les pays intéressés peuvent consentir à abandonner en sa faveur, une partie de leur propre sécurité.

Voilà le problème. Il s'est toujours posé de cette manière, et les difficultés qui se sont présentées au mois de mars et d'avril tiennent au fait que la poursuite des conditions politiques n'avait pas marché d'un pas aussi rapide que la recherche des conditions techniques.

Alors, l'orateur évoque la condition d'un véritable désarmement: le mot de protocole.

Non pas parce que le Protocole constitue une sorte de texte sacré auquel on ne peut pas toucher, mais, simplement, parce qu'il contient un ensemble de dispositions à la fois assez nombreuses, assez précises et assez minutieuses pour organiser et faire passer dans la pratique l'arbitrage généralisé et garanti.

Car les principes du protocole sont là: l'arbitrage généralisé et l'arbitrage garanti.

Par ailleurs, raisons graves et fondamentales, dont les Etats sont seuls juges, de ne pouvoir accepter le protocole au moins sous sa forme actuelle. Alors, que faire? Attendre? Le monde ne le peut pas. Le monde nouveau sorti de la guerre est encore fragile et certaines des constructions qui ont été édifiées, sont, par elles-mêmes, si elles ne sont pas garanties par un pacte général, une cause de danger.

L'orateur voit beaucoup de causes de peur dans l'Europe actuelle: ce sont celles qui pesaient sur les travaux de la Commission en mars et avril.

Celles-là, coûte que coûte et sans attendre, il faut y parer. Comment? C'est ce que la résolution propose, d'abord en développant ce à quoi s'est arrêtée la grande réalisation de Locarno, Locarno lui-même, réalisation régionale du Protocole, et qui n'a été possible que parce que le Protocole lui-même, les idées agitées autour du Protocole en 1924, avaient créé l'atmosphère politique et morale nécessaire.

Il s'agit de la retrouver, il s'agit de permettre aux gouvernements intéressés de multiplier, sur les autres points où des dangers semblables existent, des accords analogues à ceux de Locarno, c'est-à-dire des réalisations partielles des principes du Protocole.

Il y a une autre voie: c'est de chercher, dans la Société des Nations elle-même, le moyen de provoquer et de coordonner ces accords. Il faut, partout où existent des possibilités permanentes de conflits, inviter les Etats à conclure des accords semblables. Il faut, dans la multiplicité des accords, chercher la coordination nécessaire qui en fasse quelque-chose de très clair et de très simple, de manière que, si des conflits devaient éclater, ils puissent être évités d'abord et, s'ils ne pouvaient pas l'être, la désignation de l'agresseur par le Conseil ou par l'arbitrage puisse être facile.

Enfin, l'orateur pense que peut-être l'article 20 a une signification et qu'il n'est jamais entré dans l'esprit des auteurs du Pacte que la Société des Nations pouvait enregistrer purement et simplement, et en quelque sorte sur le terrain moral, des accords quels qu'ils soient et dont il peut se faire que certains n'aient que des rapports très lointains avec les accords de Locarno et les principes du Protocole.

Voilà une voie ouverte. Une autre, c'est chercher les moyens d'application systématique des articles du Pacte, non pas des précisions nouvelles; ce serait un jeu puéril. Mais le Pacte tel qu'il est, les engagements tels que les entendent les différents Membres de la Société des Nations, on peut chercher les moyens pratiques et rapides de les mettre à exécution.

Enfin, une troisième voie: celle où il appartient à la Société des Nations elle-même de se saisir de l'organisme de sécurité, du fragment de Protocole sans chercher par une voie directe ou indirecte à imposer des engagements plus précis, les nations restant seules juges de savoir si elles peuvent ou non les prendre. C'est la liberté laissée à celles qui se sentent liées par une solidarité plus étroite de conclure entre elles des ententes qui ne doivent avoir aucun rapport avec les anciennes alliances, les anciennes coalitions d'intérêts.

C'est une fresque à peine ébauchée qui est ici tracée. Il

from the existence of the League of Nations was such that the countries concerned might agree to abandon in its favour a portion of their own security.

That was the problem. The question had always presented itself in that way, and the difficulties which had arisen in March and April were due to the fact that the consideration of political conditions had not proceeded as rapidly as the investigation into technical conditions.

He would now refer to the condition which underlay any effective disarmament, and he would refer to that condition by using the word "Protocol".

He did not use that word because the Protocol constituted a sacred text which must not be touched, but because it contained a body of provisions which were at the same time sufficiently numerous, precise and detailed for the organisation and carrying into practical effect of a generalised and guaranteed arbitration.

Those were the principles of the Protocol — generalised arbitration and guaranteed arbitration.

On the other hand, there were serious and fundamental reasons, of which States could alone be the judges, for being unable to accept the Protocol, at any rate in its present form. What, then, was to be done? Was it necessary to wait? The world could not wait. The new world, which had issued from the war, was still insecure, and certain of its constructions were of themselves, if they were not guaranteed by a general covenant, a source of danger.

He saw many cases for anxiety in Europe at present, causes which had weighed heavily upon the work of the Commission in March and April.

It was necessary, cost what it might, to guard against those dangers without delay. How was that to be done? The method was indicated in the resolution proposed. It was to be done, first, by developing the idea contained in the great work of Locarno, namely, a regional application of the Protocol, which was only possible because the Protocol itself, and the ideas which had surrounded it in 1924, had created the necessary political and moral atmosphere.

It was necessary to find again that atmosphere and to enable the Governments concerned to make agreements similar to those of Locarno, dealing with other points where similar dangers existed, in other words, to bring about partial realisations of the principles of the Protocol.

There was another method. That method was to seek within the League of Nations itself a way of encouraging and co-ordinating such agreements. It was necessary wherever there existed permanent possibilities of conflict to invite the States to conclude similar agreements. It was necessary in these many agreements to discover the co-ordination which would make of them something very clear and very simple, so that conflicts, if they should arise, might, in the first place, be avoided, and so that, if conflicts could not be avoided, it might be possible for the aggressor to be defined by the Council or by arbitration.

Finally, he considered that perhaps Article 20 had some significance. Probably it had never entered the minds of the authors of the Covenant that the League of Nations could register purely and simply, and with a kind of moral force, agreements, whatever they might be, though some of them might possibly have only a very distant connection with the agreements of Locarno and the principles of the Protocol.

There the way was open. Another way was to look for methods of systematically applying the articles of the Covenant, not by defining the articles more exactly; that would be a childish proceeding. The Covenant should be applied as it stood. It was possible to find a practical and rapid means of putting into execution its engagements as they were understood by the various Members of the League of Nations.

Finally, there was a third way, which was for the League of Nations itself to concern itself with the organisation of security, a fragment of the Protocol, without seeking directly or indirectly to impose any more precise engagements, the nations remaining sole judges whether they could, or could not, enter into such engagements. This would leave full freedom to those who felt that they were bound by a more intimate solidarity to conclude agreements among themselves, which would bear no resemblance to the old alliances and coalitions of interest.

He had merely given a sketch of what was possible. It would

appartiendra au comité que nommera la Commission préparatoire de déterminer avec précision le procédé, les moyens, qui sont extrêmement délicats.

Des engagements comme ceux que la Commission envisage, des engagements graves, pris par avance vis-à-vis du Conseil, il faut évidemment les concevoir de telle sorte qu'aucune atteinte ne soit portée à la liberté des nations qui veulent se tenir à l'écart. C'est là l'œuvre du comité.

En fait, ce comité apparaît à l'orateur comme le sceau donné à la résolution. Le pas nouveau qui va être franchi par cette Assemblée consiste surtout en ceci.

L'accord inséparable, de l'arbitrage, de la sécurité, du désarmement, est inséparable non seulement dans l'ordre des idées mais dans le temps: on ne doit pas attendre que l'un soit réalisé pour faire l'autre; les trois conditions réagissent les unes sur les autres: désarmement sur sécurité, sécurité sur désarmement, sécurité venant confirmer l'arbitrage, arbitrage contribuant par lui-même à développer la sécurité.

A la minute même où l'Assemblée aura adopté la résolution, cette interdépendance s'exprimera dans une institution. Il s'agit d'une institution qui n'est pas différente de la Commission préparatoire. C'est la Commission préparatoire elle-même qui continue, qui tire de son propre sein ce comité chargé d'étudier plus spécialement les questions de sécurité.

Les trois voies, maintenant ouvertes, sont non pas alternatives, mais susceptibles d'être utilisées à la fois parce que nul ne sait laquelle conduira le mieux et le plus loin et que c'est l'expérience qui le révélera. Il faut donc s'engager à la fois dans les trois voies.

Qui s'y engagera? De la réponse dépendra, non pas la Conférence qui doit exister, mais son succès.

L'orateur se permet de déclarer que le succès de la Conférence, lié aux garanties de sécurité, dépend en grande partie de ce que voudront faire les nations intéressées au problème du désarmement. L'esprit international a deux aspects bien différents, mais également nécessaires et pour ainsi dire complémentaires l'un de l'autre: l'un de ces aspects pour les nations qui peuvent consentir des réductions d'armements est de bien vouloir le faire, en songeant que, désormais, ce n'est plus sur leurs seuls moyens individuels nationaux qu'elles doivent compter, mais aussi sur l'organisation collective de sécurité de la Société des Nations; l'autre aspect de l'esprit international, c'est d'apporter cette garantie de sécurité, de permettre à la colonne de l'actif de pouvoir s'allonger; si elle ne s'allongeait pas et si chacun ne faisait pas effort pour donner ce qu'il a — rien que ce qu'il a, mais tout ce qu'il a — en faveur d'un Etat victime d'une agression et clairement désigné par l'arbitrage ou par la décision du Conseil, la résolution que l'Assemblée s'apprête à voter irait enrichir le nombre des résolutions stériles.

L'orateur, en terminant, exprime le vœu qu'il n'en soit pas ainsi.

Sir George Foster PEARCE (Australie) constate que, alors que certains Etats parlent en vieilles nations qui ont des siècles d'expérience de la guerre, l'Assemblée fait entendre une voix composite; lui-même représente un pays jeune qui n'a pas de frontières communes avec d'autres nations et qui, par conséquent, est à même de considérer les questions actuellement soumises à l'Assemblée dans un état d'esprit plus objectif que les vieux pays. La délégation australienne éprouve une profonde satisfaction de ce que le rapport donne une importance prépondérante à la conciliation comme élément à étudier et à développer en vue du règlement des conflits internationaux. A son avis, la conciliation est bien plus conforme à l'esprit qui doit animer la Société que toute autre méthode impliquant une obligation et des sanctions. Les résolutions constituent une heureuse combinaison des différents procédés qui permettront d'arriver à une paix sûre et durable. Peut-être ne donnent-elles pas entière satisfaction à tous, mais elles englobent et coordonnent ce qui est pratique et ce qui est possible. Elles seront d'une grande importance pour la Société, parce qu'elles définissent les principes et les méthodes suivant lesquelles ces principes doivent être mis en application et parce qu'elles permettront ainsi à la Société en mesure de mettre en œuvre les dispositions indispensables rentrant sous les trois

be for the Committee appointed by the Preparatory Commission to determine precisely the procedure and methods to be followed. These were extremely delicate.

Engagements like those which the Committee contemplated, serious engagements taken in advance before the Council, must clearly be conceived in such a way that no encroachment would be made on the liberty of nations who desired to remain apart from the system. That would be the work of the Committee.

To him that Committee appeared as the seal of the enterprise which was embodied in the resolution. The new step to be taken by the Assembly chiefly consisted in the organisation of that Committee.

The inseparable ideas of arbitration, security and disarmament were inseparable not only logically but also in time. It was impossible to wait for one to be realised before attempting the others. The three conditions were mutually dependent on one another — disarmament on security, security on disarmament, security strengthening arbitration, arbitration contributing by itself to develop security.

When the Assembly came to adopt the resolution submitted to it, the interdependence of the three conditions would be embodied in an institution. That institution would not be different from the Preparatory Commission. The Preparatory Commission itself would continue and would constitute from itself the Committee which would be asked to study more particularly the questions affecting security.

The three methods now open were not alternatives, but might be used simultaneously, because no one knew which would lead furthest to the desired end and only experience would show. It was accordingly necessary to try the three methods of advance simultaneously.

Who would take advantage of those methods? On the reply to that question would depend, not the Conference, which would in any case be held, but the success of the Conference.

He would venture to say that the success of the Conference, bound up with guarantees of security, depended to a large extent on what the nations concerned in the problem of disarmament desired to do. The international spirit had two very different objects in view, but they were equally necessary and, so to speak, complementary. One procedure for the nations which were able to agree to a reduction of armaments was to make such a reduction in the belief that henceforth it was not only upon their own individual national means that they must rely, but on the collective organisation of security of the League of Nations. The other procedure, adopted in an international spirit, was to contribute guarantees of security and so enable the sum of positive guarantees to be increased. If they were not increased, and if the individual nations made no effort to contribute what they could, neither more nor less, in favour of a State victim of aggression, and clearly declared to be a victim by arbitration or by the decision of the Council, the resolution that the Assembly was on the point of voting would merely be an additional contribution to the number of sterile resolutions.

He would, in conclusion, express the hope that such might not be the case.

Sir George Foster PEARCE (Australia) said that, while the older nations spoke from centuries of experience of war, the Assembly spoke with a composite voice and he himself was the representative of a young country which had no land frontiers with other nations and which could therefore look at the questions now before the Assembly with a more detached mind than older countries, the Australian delegation felt great satisfaction at the prominence given in the report to the value of conciliation as a factor requiring study and further development as a means of settling international disputes. Conciliation was, to his mind, much more in accord with the spirit that should animate the League than any method which was dependent upon compulsion and sanctions. The resolutions constituted a successful reconciliation of different methods of attaining a stable and lasting peace. Although they might not be entirely satisfactory to everybody, they nevertheless embodied and co-ordinated the practical and the possible. They would be of great value to the League, because they defined principles and the methods by which those principles should be attained and so would enable the League to work out the necessary arrangements under the three headings by which it was hoped to translate the League's ideals into action. They would be of great educational value to the world because they constituted a

rubriques que l'on connaît et grâce auxquelles on espère traduire en actes l'idéal de la Société. Elles présenteront une grande valeur éducative pour le monde, parce qu'elles donnent un aperçu complet de l'immense problème du désarmement. Tout en ramenant aux réalités les optimismes excessifs, les résolutions apportent une réponse probante aux pessimismes qui se manifestaient naguère, et elles contribueront à stimuler les efforts de la Société. La délégation australienne salue les résolutions, dans lesquelles elle voit un progrès important et pratique vers l'établissement de la paix.

M. INIGUEZ (Chili) déclare que son pays a toujours été disposé à appuyer tout effort utile et pratique qui serait entrepris pour atteindre le but que tous ont en vue depuis de longues années. Cette adhésion n'a eu d'autres limites que celles toutes naturelles qu'imposent à ce pays sa situation géographique et le fait que la plupart des États voisins ou limitrophes du Chili sont absents de Genève.

Dans la résolution n° V, la première recommandation confirme la politique que le Chili a toujours poursuivie, avant même la naissance de la Société des Nations. Ce pays a fourni de nombreuses preuves de son adhésion au principe et de son recours réel à l'arbitrage, en se sacrifiant parfois jusqu'à toucher presque la limite de ses intérêts vitaux.

Il va de soi que le Chili adhère également au deuxième paragraphe de la résolution, puisqu'il donne son entière collaboration aux travaux préparatoires de la future Conférence. Etant donné le faible volume des armements chiliens, il ne peut s'agir pour ce pays que d'une limitation empêchant une course possible aux armements, avec accord simultané des pays voisins.

Le délégué du Chili attache une grande importance au paragraphe 3 du projet de résolution, qui vise la création de ce Comité pour la sécurité.

Pour préciser le sens dans lequel la délégation du Chili adhère à cette partie du projet de résolution, M. Iniguez rappelle l'exposé qu'il a présenté à la Commission préparatoire et dans lequel il formulait les conclusions suivantes:

1. Préconiser le système des accords régionaux destinés à prévenir le recours à la guerre;
2. Subordonner la limitation des armements aux besoins de la sécurité, qui peut se présenter en Amérique sous d'autres aspects qu'en Europe;
3. Prendre la situation géographique et les facteurs politiques en plus large considération que les circonstances économiques et démographiques, lorsqu'il s'agit des pays en plein développement et faiblement peuplés.

Quant aux dernières phrases de la résolution n° V, concernant les informations sur les mesures que les États seraient prêts à prendre dans le cas d'un conflit se produisant dans une région déterminée, le délégué du Chili considère les éclaircissements du rapport comme étant l'interprétation authentique du texte de cette résolution.

En terminant, M. Iniguez déclare adhérer aux résolutions, dans le sens qu'il a indiqué.

M. ERICH (Finlande) remercie l'honorable rapporteur, M. de Brouckère, de son rapport si précis, ainsi que du jugement favorable qu'il a porté sur la proposition finlandaise concernant l'assistance financière aux États victimes d'une agression.

Les idées exprimées par le rapporteur et les conclusions auxquelles aboutit le rapport sont essentiellement les mêmes que celles qui ont toujours été chères à la Finlande.

L'orateur se déclare très satisfait de la ferme intention exprimée dans la résolution V de faire progresser les travaux de la Commission préparatoire du désarmement et de lui attribuer expressément des fonctions qui ne se bornent pas exclusivement à la préparation de la future Conférence de limitation et de réduction des armements.

La délégation finlandaise fait ressortir tout particulièrement l'importance de la résolution IV, en raison de son utilité générale comme moyen devant contribuer, conformément aux termes de la résolution V, « principalement à prévenir ou à arrêter tout recours à la guerre et, éventuellement, à protéger efficacement tout État victime d'une agression. »

comprehensive survey of this great problem of disarmament. While they would temper undue optimism, the resolutions were an effective reply to the pessimism which had recently asserted itself and would serve as a stimulus to the League. The Australian delegation welcomed the resolutions as an important and practical step towards the attainment of peace.

M. INIGUEZ (Chile) said that his country had always been prepared to support every useful and practical endeavour to attain the object which all members of the Assembly had had in view for so many years. Its support had had no other limits than those which were obviously imposed on a country by its geographical situation and by the fact that the majority of the States which were Chile's neighbours or adjacent to her were absent from Geneva.

The first recommendation in resolution No. V confirmed the policy which Chile had invariably followed even before the foundation of the League. Chile had testified on many occasions to her adherence to that principle and to the reality of her willingness to accept arbitration, for she had on occasions sacrificed herself up to the very limits of her vital interests.

He need not say that Chile also adhered to the second paragraph of the resolution, for she had collaborated wholeheartedly in the preparatory work for the forthcoming conference. In view of the insignificant volume of her armaments, limitation in her case could only amount to the prevention of any possible competition coupled with simultaneous agreement on the part of her neighbours.

M. Iniguez attached great importance to paragraph 3 of the resolution referring to the setting-up of the Committee on security. In order to define the sense in which the Chilean delegation adhered to this part of the draft resolution, M. Iniguez called to mind the statement which he had made to the Preparatory Commission and in which he had put forward the following conclusions:

- (i) The system of regional agreements for preventing resort to war should be recommended;
- (ii) The limitation of armaments must be contingent upon the needs of security, which might in America present other aspects than those which it presented in Europe;
- (iii) In the case of countries which were in process of development but which had a small population, greater attention should be paid to geographical situation and political factors than to economic circumstances and questions of population.

As to the concluding sentences in resolution No. V concerning information on the measures which the States would be prepared to take in the case where a dispute arose in a given district, M. Iniguez took it that the explanations given in the report were the authentic interpretation of the text of the resolution.

In conclusion, he would adhere to the resolution in the sense which he indicated.

M. ERICH (Finland) thanked M. de Brouckère for his very clearly worded report and for his appreciation of the Finnish proposal concerning financial assistance for States victims of aggression.

The ideas expressed by M. de Brouckère and the conclusions which he reached in his report were substantially the same as those which had invariably been cherished by Finland.

He felt great satisfaction at the firm intention expressed in resolution No. V to push on the work of the Preparatory Disarmament Commission, and to assign to it explicitly functions which were not confined exclusively to the preparation of the forthcoming conference on the limitation and reduction of armaments.

The Finnish delegation drew attention in particular to the importance of resolution No. IV by reason of its general usefulness as a method of contributing, in accordance with resolution No. V, " chiefly to forestalling or arresting any resort to war and, if need be, effectively protecting any State the victim of an aggression."

L'accueil favorable qu'a trouvé la proposition finlandaise au sein de la troisième Commission prouve d'une manière concluante que les Membres de la Société ont saisi et apprécié la tendance purement pacifique et organisatrice qui a animé les auteurs de cette proposition.

Il y a lieu également de constater avec satisfaction que, dès le commencement des discussions relatives à l'assistance financière, des représentants les plus autorisés, parlant au nom d'Etats particulièrement importants en matière économique et financière, ont toujours reconnu la valeur pratique de la proposition dont il s'agit.

On a raison de dire que, parmi les diverses suggestions et propositions visant le maintien de la paix et les garanties de sécurité, la proposition relative à l'assistance financière est peut-être celle dont la solution heureuse se présente comme la moins difficile à obtenir.

La délégation finlandaise aime à croire que l'établissement d'un Comité spécial chargé de l'étude des mesures susceptibles de donner à tous les Etats les garanties suffisantes d'arbitrage et de sécurité, peut être considéré, à juste titre, comme une preuve concluante de la bonne volonté et de la ferme intention de tous les Membres de la Société de surmonter les difficultés et de parvenir à consolider la grande communauté internationale et tendant à l'universalité.

Or, ce terme même d'universalité rappelle les lacunes qui existent encore dans l'organisme de la Société quant aux Etats qui la composent. L'orateur pense aux Etats qui n'ont point jusqu'ici participé aux travaux de la Société en qualité de Membres.

La troisième Commission a eu bien raison d'attirer l'attention sur l'importance qu'aurait la conclusion d'accords de sécurité entre Etats membres et Etats non membres de la Société, accords fort importants pour le maintien de la paix.

Si pareils efforts sont couronnés de succès, il y a, en outre, bien lieu d'espérer que les Etats étrangers à la Société des Nations feront eux-mêmes l'expérience très utile que celle-ci est vraiment capable de rendre des services appréciables à l'humanité tout entière.

M. COMNÈNE (Roumanie) estime que, en faisant le bilan de l'activité de la Société des Nations, les historiens de l'avenir diront qu'avec l'Assemblée de 1924, celle du Protocole, la huitième session de l'Assemblée aura été l'une des plus importantes du point de vue de l'organisation de la paix.

Le grain jeté en 1924 n'est pas tombé en terre stérile. Il a germé. Une bonne partie des idées qui se trouvaient à la base du travail d'alors sont entrées peu à peu dans la conscience universelle. L'une de ces idées maîtresses commence à s'imposer avec force et à rallier un nombre de suffrages de plus en plus considérable. C'est l'idée de l'interdépendance, de l'union indissoluble du désarmement et de la sécurité.

Cette vérité est apparue avec plus de clarté encore à ceux-là qui ont eu l'honneur de participer aux travaux de la Commission préparatoire du désarmement.

On s'est rendu compte qu'il était impossible d'arriver à un résultat réel, positif, si on n'offrait pas notamment à certains pays particulièrement exposés, auxquels on demande de désarmer, un équivalent de sécurité.

Cette constatation indéniable a déterminé un certain nombre de délégations à faire des suggestions, en vue non de ressusciter le Protocole, mais d'étudier de plus près le problème de la sécurité.

On s'est rendu compte qu'en 1924, on avait procédé peut-être trop fébrilement; qu'on n'avait pas tenu compte des diverses questions d'ordre constitutionnel que soulevait ce grave problème dans les différents Etats; qu'on avait quelque peu mésestimé certaines questions de psychologie nationale des différents peuples qui composent la Société des Nations.

Maintenant qu'une certaine expérience a été acquise en la matière, la troisième Commission a pensé que le moment était venu de mettre sur pied un nouveau travail sur la sécurité, qui puisse permettre à la Commission préparatoire de faire des progrès réels.

L'orateur a eu l'honneur, à la séance du 14 septembre dernier, de suggérer la constitution d'un organisme qui étudierait, aux côtés de la Commission préparatoire, le problème de la sécurité. La Commission a réuni l'unanimité pour constituer un semblable comité ayant le mandat d'étudier les mesures suscep-

The favourable reception given to the Finnish proposal by the Third Committee proved conclusively that the Members of the League had understood and appreciated the purely pacific motives and the desire for organisation which had prompted those responsible for the proposal.

He also felt satisfaction at the fact that, from the outset of the discussions on financial assistance, the most competent representatives, speaking on behalf of States of special importance from the economic and financial points of view, had consistently recognised the practical value of the proposal.

It had been rightly said that, of the different suggestions and proposals relating to the maintenance of peace and the guarantees of security, that relating to financial assistance was perhaps the one for which a successful solution would be the least difficult to reach.

The Finnish delegation was glad to think that the setting-up of a special Committee to study suitable measures for affording all States adequate guarantees as to arbitration and security might properly be considered as conclusive proof of the goodwill and firm resolution of all Members of the League to surmount their difficulties and to succeed in consolidating the great international commonwealth which was tending towards universality. The mention of the word universality called to mind the gaps still existing in the League's organisation as regards the States of which it was composed. M. Erich had in mind those States which had not yet taken part as Members in the League's work.

The Third Committee had rightly drawn attention to the value of agreements for security concluded between States Members and States non-Members of the League, such agreements being of great importance for the maintenance of peace.

Should endeavours in this direction meet with success, there would be good ground for hoping that the States which did not belong to the League would themselves acquire the very valuable knowledge that the League was really able to render substantial services to all mankind.

M. COMNENE (Roumania) thought that, when estimating the activities of the League of Nations, historians of the future would say that, with the Assembly of 1924, which drafted the Protocol, the eighth ordinary session of the Assembly was one of the most important from the point of view of the organisation of peace.

The seed sown in 1924 had not fallen on sterile ground. It had germinated. A fair proportion of the ideas which had been at the basis of the work which had then been done had gradually penetrated the universal conscience. One of these ideas began to assert itself forcefully and to obtain an increasingly large number of supporters. He was referring to the idea of the interdependence and indissoluble connection between disarmament and security.

That truth was even more clearly apparent to those who had participated in the work of the Preparatory Commission on Disarmament.

It had been realised that it was impossible to achieve a practical and positive result unless an equivalent security were offered to those countries which were asked to disarm, in particular when they were specially exposed to attack.

This indisputable contention had inspired a certain number of delegations to make suggestions, not with a view to reviving the Protocol, but with a view to studying more closely the problem of security.

It had been realised that, in 1924, the work had been pushed on rather too quickly; that account had not been taken of various questions of a constitutional character to which the problem gave rise in the various States; that to some extent certain questions of national psychology, affecting the various peoples composing the League of Nations, had been underestimated.

Now that a certain experience had been acquired in the subject, the Third Committee had thought that the time had come to begin new work on security, which might enable the Preparatory Commission to make real progress.

He had, at the meeting of September 14th last, suggested the constitution of a body which might study, by the side of the Preparatory Commission, the problem of security. The Commission had unanimously decided to constitute a small committee whose task it would be to study measures which might

tibles de donner à tous les Etats les garanties d'arbitrage et de sécurité nécessaires.

Avec la proclamation polonaise votée précédemment à l'unanimité, avec la proposition finlandaise qui va être adoptée, la constitution de ce Comité est le premier pas effectif vers la solution du problème du désarmement.

L'orateur affirme que c'est là la bonne méthode qui permettra aux gouvernements et aux peuples de voir enfin clair, de se rendre compte de ce qu'on leur demande et de ce qu'on leur offre en échange. Le problème sort enfin de la période empirique pour entrer dans la période scientifique. Désormais, il est permis d'entrevoir l'heure où l'on pourra présenter au monde des réalisations qui ne soient pour personne ni un leurre, ni une erreur.

La séance est levée à 19 h. 15.

IV. QUINZIÈME SÉANCE DE LA DEUXIÈME COMMISSION

La deuxième Commission a tenu sa quinzième séance samedi 24 septembre, à 3 heures, sous la présidence de M. DANDURAND (Canada).

Organisation des communications et du transit: Réponse de la quatrième Commission à la demande de crédits supplémentaires.

Le PRÉSIDENT donne lecture de la lettre suivante du président de la quatrième Commission:

« J'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'à sa huitième séance tenue cet après-midi, la quatrième Commission, par 15 voix contre 9, a décidé de ne pas donner suite à la proposition de crédit supplémentaire pour la réunion et l'échange de données relatives aux questions de communications et de transit, questions qui avaient fait l'objet d'une résolution de la Conférence générale et de la deuxième Commission.

« En prenant cette décision, la quatrième Commission s'est inspirée du passage suivant de la Commission de contrôle qui a estimé « qu'à un moment où les demandes de crédits supplémentaires sont plus nombreuses que ne saurait le justifier une saine politique budgétaire », il serait peut-être sage de ne pas voter les crédits ci-dessus. »

M. DE BROUCKÈRE (Belgique) rappelle que la Conférence du transit comprenait des Etats membres et des Etats non membres de la Société des Nations. Tous ont été unanimes à déclarer que l'organisation nouvelle était nécessaire. Or, quinze Etats refusent actuellement les crédits qui avaient été pourtant votés par leurs délégués. L'orateur suggère que la deuxième Commission désigne une délégation chargée de trouver une solution avec une délégation de la quatrième Commission. La deuxième Commission aurait raison d'insister pour obtenir des crédits, car les refuser mettrait la Société des Nations dans une position fâcheuse. Des Etats non membres ont été invités spécialement et ont engagé des dépenses, notamment les Etats-Unis, qui ont envoyé une délégation complète. Ne serait-ce point ridicule vis-à-vis d'eux de refuser ces crédits après s'être mis d'accord ?

L'orateur a été surpris par un passage de la lettre de la quatrième Commission où il est dit que la décision a été prise par la Commission de contrôle. Cette dernière divise les crédits en trois catégories: acceptés, refusés et douteux. Or, c'est dans cette dernière catégorie qu'elle a placé les crédits relatifs à l'Organisation des communications. On ne peut donc pas dire qu'elle les a refusés.

Le PRÉSIDENT propose la réunion d'un sous-comité mixte composé de membres de la deuxième et de la quatrième Commissions. Il propose de nommer au Sous-Comité de la deuxième Commission: MM. DE BROUCKÈRE (Belgique), GLIWIC (Pologne), DI PAULI (Autriche), BREITSCHIED (Allemagne), ITO (Japon).

give to all States the necessary guarantees of arbitration and security.

With the Polish declaration, which had been already unaniously adopted, and the Finnish proposal, which was on the point of being adopted, the constitution of that committee was the first effective step towards the solution of the problem of disarmament.

Good method would enable the Governments and the nations at last to see the problem clearly and to realise what was requested of them and what was being offered them in exchange. The problem had at last left the empirical stage and had entered upon the scientific stage. Henceforward, it was possible to foresee the moment when it would be feasible to present to the world practical achievements which would not be a source of error and deception for anyone concerned.

The meeting rose at 7.15 p.m.

IV. FIFTEENTH MEETING OF THE SECOND COMMITTEE

The Second Committee held its fifteenth meeting yesterday (Saturday, September 24th) at 3 p.m., under the chairmanship of Mr. DANDURAND (Canada).

Organisation for Communications and Transit: Reply of the Fourth Committee to the Request for Supplementary Credits.

The CHAIRMAN read the following letter which he had received from the Chairman of the Fourth Committee:

« I have the honour to acquaint you that the Fourth Committee, at its eighth meeting held this afternoon, decided by 15 votes to 9 not to sanction the proposed supplementary credit for the collection and exchange of information relating to questions of communications and transit, questions which were the subject of a resolution of the General Conference and of the Second Committee.

« The Fourth Committee, in taking this decision, is acting upon a statement of the Supervisory Commission, which considers that, 'at a time when requests for supplementary credits are more numerous than can be justified by a sane budgetary policy, it would perhaps be wise not to vote the above credits' »

M. DE BROUCKÈRE (Belgium) said that the Transit Conference had included States which were Members and States which were not Members of the League of Nations. All had agreed that the new organisation was necessary. Fifteen States were at present refusing the credits which had, however, been voted by their delegations. It was suggested that the Second Committee should appoint a delegation with instructions to find a solution in collaboration with a delegation of the Fourth Committee. The Second Committee had every reason to insist on obtaining the credits, as to refuse them would put the League of Nations in a deplorable position. States not Members of the League had been specially invited to the Conference, and had incurred expenditure, particularly the United States, which had sent a full delegation. Would it not seem ridiculous to those States to refuse the credits after unanimous agreement had been reached.

He was astonished at a passage in the letter of the Fourth Committee, in which it was said that the decision had been taken by the Supervisory Commission. The Supervisory Commission divided credits into three categories: those which were accepted, those which were refused and those which were doubtful. The Supervisory Commission had placed the credits relating to the Organisation for Communications and Transit in the last of these categories. It could not therefore be said that the Commission had refused them.

The CHAIRMAN proposed that a mixed sub-committee should meet composed of members of the Second and Fourth Committees. He proposed to appoint to the Sub-Committee of the Second Committee: M. DE BROUCKÈRE (Belgium), M. GLIWIC (Poland), M. DI PAULI (Austria), Dr. BRÉITSCHIED (Germany) and M. Ito (Japan).

Le major ELLIOT (Empire Britannique) exprime le désir d'avoir l'opinion de la deuxième Commission sur le fond du débat. Ainsi la Commission mixte serait éclairée d'avance.

Le PRÉSIDENT demande si tous les membres de la Commission sont d'accord pour insister sur le maintien du crédit.

M. DI PAULI (Autriche) explique que la quatrième Commission a dû travailler avec une telle hâte que certaines délégations n'ont pu discuter cette question et se rendre compte de son importance.

Le major ELLIOT (Empire Britannique) craint que certains membres de la deuxième Commission estiment justifiée la décision de la quatrième Commission et propose d'ajourner la demande de crédit à l'année prochaine.

M. GLIWIC (Pologne) croit que la deuxième Commission ne peut changer sa manière de voir sans connaître les détails de la question.

M. ZUMETA (Venezuela) déclare que c'est la Commission de contrôle qui désirerait reculer la question à l'année prochaine. Si la deuxième Commission maintient son point de vue, il serait bon que l'Assemblée tranche elle-même l'affaire.

M. DE BROUCKÈRE (Belgique) croyait qu'il était en face d'une opinion unanime sur le vote du crédit. Si elle n'existe plus, aucune résolution n'est possible. Il prie la Commission de vouloir bien le décharger de son rapport.

Le PRÉSIDENT invite les membres de la Commission à se mettre d'accord sur la nomination du Sous-Comité de la deuxième Commission. Ce Sous-Comité engagera simplement une conversation avec le Sous-Comité de la quatrième Commission pour arriver à une solution.

La proposition du président est acceptée.

Major ELLIOT (British Empire) wished to have the views of the Second Committee on the substance of the question. The Mixed Committee would thus be well informed in advance.

The CHAIRMAN asked whether all the members of the Committee agreed to insist on the maintenance of the credit.

M. DI PAULI (Austria) explained that the Fourth Committee had been obliged to work in such haste that certain delegations had not been able to discuss this question or to realise its importance.

Major ELLIOT (British Empire) said that certain members of the Second Committee thought that the decision of the Fourth Committee was justified and he would propose to adjourn the request for a credit to next year.

M. GLIWIC (Poland) thought that the Second Committee could not change its views without acquainting itself with the details of the question.

M. ZUMETA (Venezuela) said that the Supervisory Commission would desire to postpone the question to next year. If the Second Committee maintained its point of view, it would be well for the Assembly itself to deal with the question.

M. DE BROUCKÈRE (Belgium) said he had imagined that opinions were unanimous in regard to voting the credit. If unanimity no longer existed, no resolution was possible. He asked the Committee to release him from the responsibility of presenting the report.

The CHAIRMAN invited the members of the Committee to agree on the appointment of the Sub-Committee of the Second Committee. The Sub-Committee would merely discuss the matter with the Sub-Committee of the Fourth Committee in order to reach a solution.

The proposal of the Chairman was adopted.

V. CORRECTION A LA LISTE DES MEMBRES DES DÉLÉGATIONS V. CORRECTION TO THE LIST OF MEMBERS OF DELEGATIONS

SUÈDE — SWEDEN.

Son Excellence M. LÖFGREN, ayant quitté Genève, sera remplacé par M. HÖJER, ministre de Suède à Oslo, jusqu'à la fin de l'Assemblée.

His Excellency M. LÖFGREN has left Geneva, and he will be replaced by M. HÖJER, Minister of Sweden at Oslo, until the end of the Assembly.

VI. DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LE 24 SEPTEMBRE 1927

Ordre du jour des dix-huitième et dix-neuvième séances plénières.

Journal de l'Assemblée, N° 18.

Compte rendu provisoire: dix-septième séance plénière.

Compte rendu provisoire: dix-huitième séance plénière.

Compte rendu définitif: neuvième séance plénière.

A. 90. Mesures en faveur des réfugiés russes et arméniens: Rapport de la cinquième Commission.

A. 93. Construction d'une Salle des Assemblées et de nouveaux immeubles à l'usage du Secrétariat: Rapport du Comité spécial.

A. 103. Travaux de la Commission internationale de coopération intellectuelle: Résolutions adoptées par l'Assemblée le 22 septembre 1927.

A. 104. Fabrication privée et publicité des fabrications d'armes et munitions et des matériels de guerre: Rapport de la troisième Commission.

A. 107. Relations entre la Société des Nations et les instituts ou organismes qui sont constitués sous son autorité: Rapport de la deuxième Commission.

VI. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO MEMBERS OF THE ASSEMBLY ON SEPTEMBER 24TH, 1927

Agenda for the Eighteenth and Nineteenth Meetings.

Assembly Journal No. 18.

Provisional Verbatim Record: Seventeenth Plenary Meeting.

Provisional Verbatim Record: Eighteenth Plenary Meeting.

Definitive Verbatim Record: Ninth Plenary Meeting.

A. 90. Measures in favour of Armenian and Russian Refugees. Report of the Fifth Committee.

A. 93. Construction of an Assembly Hall and of New Buildings for the Use of the Secretariat. Report of the Special Committee.

A. 103. Work of the International Committee on Intellectual Co-operation. Resolution adopted by the Assembly on September 22nd, 1927.

A. 104. Private Manufacture and Publicity of the Manufacture of Arms and Ammunition and Implements of War. Report of the Third Committee.

A. 107. Relations between the League of Nations and Institutes or Bodies set up under its Authority. Report of the Second Committee.

- | | |
|---|---|
| <p>A. 108. Réduction des armements: Arbitrage, sécurité, désarmement et travaux de la Commission préparatoire de la Conférence du désarmement: Rapport et projet de résolutions de la troisième Commission.</p> <p>A. 109. Déclaration relative aux guerres d'agression: Résolution présentée au nom de la troisième Commission par Son Excellence M. François Sokal (premier délégué de la Pologne).</p> <p>A. 110. Construction d'une Salle des Assemblées et de nouveaux bâtiments à l'usage du Secrétariat: Note de la quatrième Commission concernant le rapport soumis à l'Assemblée par le Comité spécial.</p> <p>A. 112. Question de l'alcoolisme: Projet de résolution déposé par les délégations de la Finlande, de la Pologne et de la Suède le 23 septembre 1927.</p> | <p>A. 108. Reduction of Armaments. Arbitration, Security, Disarmament and the Work of the Preparatory Commission for the Disarmament Conference. Report and Draft Resolutions of the Third Committee.</p> <p>A. 109. Declaration regarding Wars of Aggression. Resolution presented in the name of the Third Committee by M. Sokal (First Delegate of Poland).</p> <p>A. 110. Construction of an Assembly Hall and of New Buildings for the Use of the Secretariat. Note by the Fourth Committee on the Report submitted to the Assembly by the Special Committee.</p> <p>A. 112. Question of Alcoholism. Draft Resolution proposed by the Delegations of Finland, Poland and Sweden on September 23rd, 1927.</p> |
|---|---|

Publications périodiques de la Société des Nations

JOURNAL OFFICIEL

Le *Journal Officiel* paraît, depuis janvier 1922, en deux éditions (l'une en français et l'autre en anglais); il contient les procès-verbaux des sessions du Conseil de la Société des Nations, le texte des rapports et des résolutions adoptées par le Conseil, ainsi que les principaux documents officiels reçus ou expédiés par le Secrétariat de la Société.

Abonnement annuel 60 francs suisses

RÉSUMÉ MENSUEL DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Ce répertoire des différentes formes de l'activité de la Société des Nations est publié en six langues: anglais, français, allemand, italien, espagnol et tchèque, pour un public de 20.000 lecteurs. Il contient un compte rendu des assemblées et de l'œuvre des organisations de la Société; il publie, en outre, les principaux documents officiels ayant trait au désarmement, à la reconstitution économique et financière, etc.

Un supplément bibliographique est publié une fois par an et envoyé gratuitement aux abonnés.

Abonnement annuel 6 francs suisses

BULLETIN MENSUEL DE STATISTIQUE

Tableau résumant, sous une forme appropriée et concise, la situation économique de tous les principaux pays du monde; s'adresse aux banquiers, hommes d'affaires et hommes politiques qui désirent se tenir au courant des mouvements économiques dans le monde entier; contient tous les renseignements relatifs à la production du charbon, du fer et de l'acier, au commerce d'exportation, aux fluctuations des prix, au coût de la vie, au chômage, aux réserves d'or et à la circulation fiduciaire, aux taux des changes et de l'escompte, etc., d'après des informations officielles fournies spécialement chaque mois à cet effet. Les renseignements publiés se rapportent à quarante-quatre pays.

Abonnement annuel (12 numéros) 20 francs suisses

BULLETIN TRIMESTRIEL DE RENSEIGNEMENTS SUR L'ŒUVRE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Abonnement annuel (4 numéros) 5 francs suisses

RAPPORT ÉPIDÉMIOLOGIQUE MENSUEL DE LA SECTION D'HYGIÈNE DU SECRÉTARIAT

Le Service de renseignements épidémiologiques et de statistiques d'hygiène publique de la Section d'hygiène du Secrétariat de la Société des Nations reçoit, d'un grand nombre de pays, des rapports périodiques officiels sur les maladies dont la déclaration est obligatoire. En vue de leur échange, ces renseignements, nécessaires aux épidémiologues des différents pays, sont groupés au fur et à mesure de leur réception et publiés mensuellement dans le *Rapport épidémiologique mensuel*.

Abonnement annuel (12 numéros) 20 francs suisses

RECUEIL DES TRAITÉS ET DES ENGAGEMENTS INTERNATIONAUX ENREGISTRÉS PAR LE SECRÉTARIAT DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Aux termes de l'article 18 du Pacte de la Société des Nations, « tout traité ou engagement international conclu à l'avenir par un Membre de la Société des Nations devra être immédiatement enregistré par le Secrétariat et publié par lui aussitôt que possible; aucun de ces traités ou engagements internationaux ne sera obligatoire avant d'avoir été enregistré ». La publication du *Recueil des Traités* répond à cette disposition du Pacte.

Prix d'abonnement à 12 volumes 150 francs suisses

Un catalogue général et des catalogues spéciaux des documents préparés par les différentes Sections du Secrétariat seront envoyés gratuitement aux personnes qui en feront la demande au:

Service des Publications de la Société des Nations
GENÈVE

Periodicals of the League of Nations

OFFICIAL JOURNAL

The *Official Journal*, which is published (since January 1922) in separate editions in English and French, contains the complete Minutes of the Sessions of the Council of the League of Nations, the text of the Reports and Resolutions adopted by the Council, as well as the principal official documents received or despatched by the Secretariat of the League.

Yearly subscription 50/- \$12.00

MONTHLY SUMMARY OF THE LEAGUE OF NATIONS

A bird's-eye view, clear and concise, of the work of the League of Nations during the month preceding publication. The *Monthly Summary* is issued in six languages — English, French, German, Italian, Spanish and Czech — to a public of 20,000 readers. It contains a record of all League meetings and activities, and publishes, in addition, the principal official documents on Disarmament, Economic and Financial Reconstruction, etc.

A bibliographical supplement is issued once a year and is addressed free of charge to subscribers.

Yearly subscription 5/- \$1.00

MONTHLY BULLETIN OF STATISTICS

A synopsis of the economic position of all the leading commercial countries in the world in a convenient and concise form; indispensable to all bankers, business-men and politicians who wish to keep abreast of world movements; showing coal, iron and steel production, foreign trade, price movements, cost of living, unemployment, gold reserves and note circulation, exchange and discount rates, etc., based on official information specially supplied each month. Data apply to 44 countries. Published on the Saturday nearest to the 15th of each month.

Yearly subscription for 12 numbers 18/- \$4.50

QUARTERLY BULLETIN OF INFORMATION ON THE WORK OF INTERNATIONAL ORGANISATIONS

Yearly subscription for 4 numbers 5/- \$1.00

MONTHLY EPIDEMIOLOGICAL REPORT OF THE HEALTH SECTION OF THE SECRETARIAT

The Service of Epidemiological Intelligence and Public Health Statistics, Health Section of the Secretariat of the League of Nations, receives current official reports on the prevalence of notifiable diseases from nearly all countries where such information is available. The information at present being regularly received and published in this periodical relates to 68 per cent of the world's population.

Yearly subscription for 12 numbers 18/- \$4.50

TREATY SERIES: PUBLICATIONS OF TREATIES AND INTERNATIONAL ENGAGEMENTS REGISTERED BY THE SECRETARIAT OF THE LEAGUE OF NATIONS

Under the terms of Article 18 of the Covenant of the League of Nations: "Every treaty or international engagement entered into hereafter by any Member of the League shall be forthwith registered with the Secretariat and shall as soon as possible be published by it. No such treaty or international engagement shall be binding until so registered." The publication of the *Treaty Series* fulfils this condition of the Covenant.

Subscription rate for 12 volumes £6. \$30.00

A general Catalogue and Special Catalogues of the documents prepared by the different Sections of the Secretariat will be sent free on application to:

Publications Department of the League of Nations
GENÈVE

PUBLICATIONS

DE LA

SOCIÉTÉ DES NATIONS

LA RESTAURATION FINANCIÈRE DE L'AUTRICHE

Exposé général, accompagné des documents principaux.

[C. 568. M. 232. 1926. II. 30] . . . Francs suisses 5.—

LA RESTAURATION FINANCIÈRE DE LA HONGRIE

Exposé général, accompagné des documents principaux.

[C. 583. M. 221. 1926. II. 54] . . . Francs suisses 3.75

L'ÉTABLISSEMENT DES RÉFUGIÉS EN GRÈCE

Exposé général de l'œuvre accomplie jusqu'en été 1926, avec 67 illustrations, une carte d'établissement des réfugiés ruraux et urbains et une carte ethnographique de la Macédoine.

[1926. II. 32] Francs suisses 3.—

PLAN D'ÉTABLISSEMENT DES RÉFUGIÉS ARMÉNIENS

Exposé général et documents principaux.

[C. 699. M. 264. 1926. IV] (1927. IV. 1)
Francs suisses 3.—

Un catalogue général et des catalogues spéciaux des documents préparés par les différentes Sections du Secrétariat seront envoyés gratuitement aux personnes qui en feront la demande au:

Service des Publications de la Société des Nations
GENÈVE

PUBLICATIONS

OF THE

LEAGUE OF NATIONS

THE FINANCIAL RECONSTRUCTION OF AUSTRIA

General Survey and Principal Documents.

[C. 568. M. 232. 1926. II. 30] 4/-

THE FINANCIAL RECONSTRUCTION OF HUNGARY

General Survey and Principal Documents.

[C. 583. M. 221. 1926. II. 54] 3/-

GREEK REFUGEE SETTLEMENT

General Survey on the work accomplished up to Summer 1926, with 67 illustrations, a map of the settlement of rural and urban Refugees and an ethnographic map of Macedonia.

[1926. II. 32] 2/6

SCHEME FOR THE SETTLEMENT OF ARMENIAN REFUGEES

General Survey and Principal Documents.

[C. 699. M. 264. 1926. IV] (1927. IV. 1) 2/6

A general catalogue and special catalogues of the documents prepared by the different Sections of the Secretariat will be sent free on application to:

Publications Department of the League of Nations
GENEVA

· SOCIÉTÉ · DES · NATIONS ·

· LEAGUE OF NATIONS ·

JOURNAL

DE LA

OF THE

HUITIÈME SESSION
ORDINAIRE

DE L'

ASSEMBLÉE

GENÈVE, 1927

EIGHTH ORDINARY
SESSION

OF THE

ASSEMBLY

GENEVA 1927

No 20. — MARDI 27 SEPTEMBRE 1927.

No. 20. — TUESDAY, SEPTEMBER 27th, 1927.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beauregard.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor, Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beauregard.

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

SOMMAIRE:

	Pages
I. Programme des séances	323
II. Vingtième séance plénière de l'Assemblée	324
III. Vingt-et-unième séance plénière de l'Assemblée	333
IV. Neuvième séance de la quatrième Commission	345
V. Congrès de Stockholm de la Chambre de commerce internationale	345
VI. Convention relative à l'exécution des sentences arbitrales rendues à l'étranger	351
VII. Documents distribués aux membres de l'Assemblée	351

I. PROGRAMME DES SÉANCES.

Séance plénière de l'Assemblée.

Il y aura une séance plénière de l'Assemblée aujourd'hui, mardi 27 septembre, à 10 heures, à la Salle de la Réformation.

Ordre du jour:

- I. Codification progressive du droit international.
Rapport de la première Commission.
Rapporteur: Son Excellence M. Nicolas POLITIS
(délégué de la Grèce).
Document A.105.1927.V.

CONTENTS:

	Page
I. Programme of Meetings	323
II. Twentieth Plenary Meeting of the Assembly	324
III. Twenty-first Plenary Meeting of the Assembly	333
IV. Ninth Meeting of the Fourth Committee	345
V. Stockholm Congress of the International Chamber of Commerce	345
VI. Convention on the Execution of Foreign Arbitral Awards	351
VII. Documents distributed to the Members of the Assembly	351

I. PROGRAMME OF MEETINGS

Plenary Meeting of the Assembly.

There will be a plenary meeting of the Assembly to-day (Tuesday, September 27th) at 10 a.m. at the Salle de la Réformation.

Agenda:

- I. Progressive Codification of International Law.
Report of the First Committee.
Rapporteur: His Excellency M. POLITIS (delegate of Greece).
Document A.105.1927.V.

2. Proposition de la délégation du Paraguay tendant à la préparation d'un plan général et synthétique de codification du droit international.

Rapport de la première Commission.

Rapporteur: le Dr Ramon CABALLERO (délégué du Paraguay).

Document A.III.1927.V.

3. Amendement proposé par la délégation suédoise au chapitre III, article 29, de l'annexe du rapport général de la quatrième Commission sur les questions financières.

Rapport de la quatrième Commission.

4. Discours de clôture du président.

II. VINGTIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

Tenue à la Salle de la Réformation, le lundi 26 septembre 1927, à 10 heures.

Arbitrage, sécurité et désarmement, et travaux de la Commission préparatoire de la Conférence du désarmement: Rapport de la troisième Commission (suite).

M. Guerrero (Salvador), vice-président de la troisième Commission, et M. de Brouckère (Belgique), rapporteur, prennent place à la tribune.

Le général DE MARINIS (Italie) désire parler non seulement en qualité de représentant du Gouvernement italien, mais comme étant l'un de ceux qui ont été dès le début associés aux travaux de la Société relatifs au désarmement.

Il a maintes fois constaté, dans les commissions techniques et politiques qui ont traité ce problème, des contrastes entre certaines suggestions théoriques et les difficultés pratiques de leur application. Pour sa part, il s'est toujours efforcé d'aplanir ces contrastes, et son attitude répondait ainsi à la politique essentiellement pacifique de son gouvernement. C'est une politique de paix, dont témoignent les nombreux traités d'arbitrage que l'Italie a conclus, la signature qu'elle a donnée au traité de Locarno, et enfin l'extrême modestie de ses budgets militaires.

On soupçonne souvent les techniciens militaires d'être les moins indiqués pour travailler au désarmement. Il n'en est pas ainsi, et ceux qui ont eu l'expérience de la guerre sont, à son avis, bien qualifiés pour développer la solidarité humaine et le sentiment de la paix. Cependant, des techniciens militaires ne sauraient s'abstenir de signaler les difficultés là où elles existent.

Le problème du désarmement, on l'a reconnu, est essentiellement d'ordre politique. La résolution de la troisième Commission envisage, en effet, tous les principaux éléments politiques qu'il faut prendre en considération et offre à la Commission préparatoire un champ de travail qui sera, on peut l'espérer, fécond en résultats.

L'avant-projet adopté en première lecture par la Commission comprend déjà un certain nombre de propositions sur lesquelles on est tombé d'accord, mais il exprime aussi des divergences. D'autre part, au cours des débats de la Commission, et à l'Assemblée même, certains gouvernements, parmi lesquels le Gouvernement italien, ont précisé leur point de vue au sujet des obligations et des réductions qu'ils sont prêts à accepter, et il y a lieu de tenir compte de leurs déclarations dans l'orientation des travaux que l'on doit poursuivre.

La résolution proposée par la troisième Commission s'inspire d'une considération précieuse en affirmant que la tâche de la Commission préparatoire n'est pas bornée à la préparation d'une première conférence pour la limitation et la réduction des armements et que ces travaux devront continuer jusqu'à la réalisation du but final. L'Italie, en tenant compte de la situation politique générale, sera heureuse d'apporter sa contribution sincère aux études nouvelles que l'on a confiées à la Commission préparatoire et au Comité de la sécurité.

M. NAGAOKA (Japon) est heureux de constater qu'en acceptant la résolution n° I, l'Assemblée réalisera les desiderata du Gouvernement japonais concernant l'importance de l'aviation civile eu égard à l'aviation militaire.

2. Proposal by the Delegation of Paraguay for the Preparation of a General and Comprehensive Plan of Codification of International Law.

Report of the First Committee.

Rapporteur: Dr. Ramon CABALLERO (delegate of Paraguay).

Document A.III.1927.V.

3. Amendment proposed by the Swedish Delegation to Chapter III, Article 29, of the Annex to the General Report of the Fourth Committee on Financial Questions.

Report of the Fourth Committee.

4. Closing Speech of the President.

II. TWENTIETH PLENARY MEETING

Held at the Salle de la Réformation on Monday, September 26th, 1927, at 10 a.m.

Arbitration, Security, Disarmament and the Work of the Preparatory Commission for the Disarmament Conference: Report of the Third Committee (continuation).

M. Guerrero (Salvador), Vice-Chairman of the Third Committee, and M. de Brouckère (Belgium), Rapporteur, came to the platform.

General DE MARINIS (Italy) said that he spoke not only as the representative of the Italian Government, but as one who had been associated from the outset with the work of the League of Nations relating to disarmament.

He had many times noted in the technical and political committees which had dealt with the problem the contrasts between certain theoretical suggestions put forward and the practical difficulties of their application. He had always endeavoured to reduce these contrasts and his attitude in that respect corresponded with the essentially pacific policy of his Government. The policy of Italy was clearly shown by the numerous treaties of arbitration which she had concluded by her signing the Locarno Treaty, and by the extreme modesty of her military budgets.

Military experts were often suspected of being unsuitable persons to work on disarmament. Those, however, who had experience of war were, in his view, well qualified to work for human solidarity and the sentiments of peace. Military experts, however, could not refrain from drawing attention to difficulties where they existed.

The problem of disarmament had been recognised to be essentially a political problem. The resolution of the Third Committee covered all the principal political factors which would have to be considered and afforded the Preparatory Commission a field of work in which practical results might be anticipated.

The preliminary draft adopted at a first reading by the Commission included a certain number of proposals on which agreement had been reached, but also embodied divergencies. On the other hand, during the discussions of the Commission and that of the Assembly, certain Governments, including the Italian Government, had defined their views regarding the obligations and reductions which they were prepared to accept, and account would have to be taken of their declarations in the direction to be taken by the work.

The resolution proposed by the Third Committee embodied valuable consideration to the effect that the task of the Preparatory Commission was not confined to the preparation of a first conference on the limitation and reduction of armaments, and that its work should be continued until the achievement of the final object. Italy, taking into account the general political situation, would be glad to contribute sincerely to the new investigations which had been entrusted to the new Preparatory Committee and to the Committee of Security.

M. NAGAOKA (Japan) was happy to note that, in resolution I, an agreement was embodied which would give effect to the wishes of his Government, which had drawn attention to the importance of civil aviation in relation to military aviation.

Il félicite la troisième Commission d'avoir su combiner entre eux les divers projets de résolution soumis à l'Assemblée et qui, différents dans la forme, s'inspiraient au fond des préoccupations analogues.

La troisième Commission a entrepris de systématiser les efforts précieux, mais dispersés, déjà déployés dans plusieurs domaines en faveur de la trilogie arbitrage, sécurité, désarmement. De plus, la Commission propose une nouvelle institution, le Comité de sécurité, qui aura pour mission de vouer une attention toute spéciale à l'étude du problème de la sécurité. Pour faciliter à certains Etats la réduction de leurs armements, il faut leur permettre de proportionner cette réduction aux garanties effectives de sécurité, résultant de l'organisation collective de l'assistance; plus les conditions de sécurité s'amélioreront, plus on pourra aboutir rapidement à des solutions concrètes du problème du désarmement.

Le point de vue du Gouvernement japonais sur la question générale du désarmement a été exposé par M. Adatci au début de la session. De l'avis de la délégation japonaise, les travaux de la Commission, ainsi que les études envisagées, faciliteront beaucoup la réalisation du but final. C'est pourquoi le Gouvernement japonais apporte son adhésion cordiale et sincère aux divers projets de résolution soumis par la troisième Commission.

Le Dr NANSSEN (Norvège), en sa qualité d'auteur de l'une des motions qui sont à la base de la résolution N° V, désire expliquer pourquoi la délégation norvégienne se rallie cordialement à la résolution.

Ce que celle-ci contient d'essentiel et de nouveau est la création d'un organe judicieusement constitué qui ferait progresser le problème du désarmement en étudiant les voies et moyens permettant à la Société d'encourager l'adoption d'un système d'accords facultatifs d'arbitrage entre les pays, qui verraient dans de pareils accords un accroissement de leur sécurité.

Il tient à déclarer que tous les délégués de l'Assemblée ont été vivement impressionnés par la force et l'accent de conviction du discours de sir Austen Chamberlain, et qu'ils ont eu depuis lors d'autres occasions de se rendre compte de la façon dont la Grande-Bretagne réagissait aux premières discussions qui ont eu lieu pendant cette session. Il craint que l'opinion publique britannique ne se soit quelque peu méprise sur l'attitude de ceux qui soutiennent ou qui ont soutenu le Protocole de 1924. Il y a eu une certaine déception, peut-être naturelle, provenant de l'impression que l'apport considérable de la Grande-Bretagne, au cours des neuf dernières années, au renforcement des fondations de la paix dans le monde, en particulier à leur renforcement par l'intermédiaire de la Société, n'a pas été estimé à sa juste valeur. Et pourtant, il n'est aucun de ceux ayant participé aux travaux de la Société qui ne se rende compte que la Grande-Bretagne, dès le début, a donné sans relâche l'appui le plus puissant à la Société et à son organisation actuelle. Si elle a hésité à augmenter les engagements auxquels elle avait déjà souscrit, tous se rendent pleinement compte que c'est principalement parce qu'elle les a assumés d'une manière extrêmement sérieuse, parce qu'elle tient essentiellement à ne pas affaiblir sa capacité de faire honneur à ses engagements actuels en en contractant de nouveaux, et parce que, à certains égards, sa situation particulière, les relations entre les diverses unités de l'Empire Britannique, leur position géographique, et aussi le fait que sa marine est la plus grande parmi les Etats membres de la Société, c'est parce que ces divers facteurs rendent tout nouvel engagement, peut-être en matière d'arbitrage et certainement en matière de sanctions, plus lourd pour elle que pour d'autres pays. C'est cette situation que l'on a prise pour base de la nouvelle proposition, à la lumière des principaux facteurs qui se sont fait jour lors des discussions de ces dernières années.

Quels sont ces facteurs? En premier lieu, il est clair qu'un nombre considérable de pays désirent conclure entre eux des traités d'arbitrage, les uns avec tous les pays, d'autres avec divers pays individuellement. Mais il y a, dans la situation politique, dans les obligations, etc., des divers pays, tant de différences qu'on se rend compte aujourd'hui de l'impossibilité, pour tous les pays, de progresser parallèlement dans la voie d'un accroissement des obligations quant à l'arbitrage. Il faut ensuite se rendre compte qu'il est aujourd'hui inutile et inopportun d'essayer d'augmenter les obligations étendues que le Pacte impose aux Etats membres au moyen de nouveaux engagements obligeant les pays à imposer des sanctions dans des circonstances qui ne sont pas envisagées dans le Pacte. Ce qu'il

He would congratulate the Third Committee for having succeeded in combining the various draft resolutions submitted to the Assembly, which, though different in form, were based on similar ideas.

The Third Committee had endeavoured to systematise the valuable efforts which had already been made, but which had been dispersed over several fields, in favour of arbitration, security and disarmament. The Committee had further created a new body, the Committee of Security, which would specially consider that problem. It was necessary to facilitate the reduction of armaments in certain States to enable those reductions to be made in proportion to effective guarantees of security collectively organised, and concrete solutions of the disarmament problem would be achieved in proportion as conditions of security improved.

The general view of the Japanese Government on disarmament had been stated by M. Adatci at the beginning of the session. In the opinion of the Japanese delegation, the work of the Third Committee and the investigations contemplated would greatly facilitate the achievement of the final object. The Japanese Government therefore adhered cordially and sincerely to the draft resolutions submitted by the Third Committee.

Dr. NANSSEN (Norway), as the author of one of the motions which were the basis of resolution No. V, wished to explain why the Norwegian delegation cordially supported the resolution.

The essential and novel point of the resolution was the creation of an appropriate body to advance the problem of disarmament, by studying the ways and means by which the League could encourage the adoption of a system of optional arbitration agreements between States which felt that such agreements would increase their security.

He wished to say that all delegates to the Assembly had been impressed by the force and conviction of Sir Austen Chamberlain's speech, and that they had since had other evidence as to the reaction of Great Britain to the first discussions of the session. He feared that British public opinion had to some extent misunderstood the attitude of those who were or who had been advocates of the 1924 Protocol. There had been some resentment, perhaps natural, arising from the impression that the enormous contribution made by Great Britain during the last nine years to strengthen the foundations of peace in the world and particularly to strengthen them through the League had been underestimated. And yet no one who had worked at the League had failed to realise that Great Britain, from the outset, had given the most consistently powerful support to the League and to its existing provisions. If she had hesitated to increase her existing commitments, everyone fully realised that it was chiefly because she took them so seriously, because she was anxious not to weaken her power to honour existing engagements by contracting new ones, and because in some respects her special position, the relations of the units of the Empire and their geographical position, and also the fact that her navy was the largest navy of any Member State, made any additional commitment perhaps as to arbitration and certainly as to sanctions more onerous for her than for other countries. It was this position which had been taken as a basis of the new proposal in the light of the main factors which had become clear in the discussions of the last few years.

What were these factors? (1) It was clear that a considerable number of countries desired to make arbitration agreements between themselves, some with all countries, others with particular countries. But this difference in the political position, commitments, etc., of the different countries was such that it was now that not all countries could be expected to move at an equal rate in the direction of increased arbitration commitments. (2) The second factor was the realisation that it was now useless and inopportune to attempt to increase the extensive obligations falling upon States Members under the Covenant by new commitments to impose sanctions in circumstances not contemplated by the Covenant. It followed that what was needed was to encourage those countries which

faut donc, c'est encourager les pays qui sont disposés à le faire à s'engager dans la voie de l'arbitrage, en mettant à leur disposition les facilités d'un traité facultatif d'arbitrage qui permettrait de conclure des accords d'arbitrage conformément à un plan placé sous les auspices de la Société, qu'il s'agisse d'accords généraux ou d'accords entre divers groupes de pays, mais dans les deux cas, et surtout dans le second, dans des conditions qui éviteraient tout danger de conflit entre ces accords et la lettre ou l'esprit du Pacte et du système de la Société.

On dira peut-être que ce système d'arbitrage facultatif se développe en dehors de toute action de la Société. Dans ces conditions, pourquoi faut-il une intervention quelconque de la part de la Société ? Pour trois raisons :

a) Lors de la négociation de traités séparés, il y a un gros danger que leur agencement ne soit en opposition soit avec les dispositions, soit avec le mécanisme du système de la Société. Un traité modèle conclu sous les auspices de la Société permettrait à tout pays désireux de conclure des traités d'arbitrage de les signer en ayant toute confiance que de tels traités ne seront pas exposés à ce danger.

b) Dans de tels traités d'arbitrage, on risquerait d'omettre ou de ne prévoir qu'imparfaitement des dispositions visant le fonctionnement même de l'arbitrage. C'est encore un danger de ce genre que permettrait d'éviter un traité modèle de la Société.

c) Il y a enfin cette importante considération morale qu'une série de traités séparés conclus en dehors de la Société pourrait avoir pour effet de faire naître un système risquant d'apparaître comme étant en concurrence, et peut-être en concurrence hostile, à la Société.

Un traité facultatif d'arbitrage formerait pour ainsi dire la charpente d'un système d'arbitrage universel qui pourrait se bâtir pierre par pierre, à mesure que chaque groupe d'Etats se trouverait politiquement en mesure de signer des traités d'arbitrage *inter se*.

Il y a pourtant une autre raison militant en faveur de l'adoption de la méthode actuellement proposée. Le désir de l'arbitrage est devenu si grand qu'il pourrait arriver que des traités d'arbitrage soient conclus parfois sans reposer suffisamment sur une étude réelle, approfondie et positive de ce qu'implique la notion d'arbitrage dans chacune des si nombreuses catégories de cas. Ce serait affermir les bases des traités d'arbitrage que de les conclure après un examen et une étude aussi soigneusement conduits.

En ce qui concerne les sanctions, ce dont on a besoin immédiatement ce n'est pas de les augmenter, mais de mettre en œuvre tous les moyens possibles de rendre inutile le déclenchement des sanctions énormes prévues par l'article 16. Il s'agit là, avant tout, naturellement, du problème consistant à prévenir la guerre elle-même; les accords d'arbitrage sont l'un des moyens d'atteindre ce but. Cependant, dans la mesure même où des moyens de pression seraient indispensables, il y aurait une grande utilité à rechercher et à avoir à sa disposition, en cas de besoin, des moyens de pression susceptibles de prévenir soit le recours à la guerre, soit le recours à l'application de l'article 16; telles seraient, par exemple, les méthodes que l'on pourrait utilement adopter en vertu des articles 11 et 12 du Pacte. Si l'on découvrait de pareilles méthodes, on arriverait à diminuer d'une façon précise le risque pour les Membres de la Société d'avoir à appliquer les sanctions de l'article 16 et, dans la même mesure, à diminuer et non pas à augmenter leurs responsabilités.

Grâce à cette nouvelle méthode, le Dr Nansen est sincèrement convaincu que tous ceux qui furent d'avis différents lors des controverses des dernières années seront en mesure de collaborer cordialement et franchement sur un terrain commun. Cette nouvelle méthode donne tout espoir de trouver le moyen de donner satisfaction aux désirs essentiels de ceux qui soutiennent le Protocole, et de faire disparaître les craintes et l'anxiété des adversaires de ce même Protocole. Il adresse un fervent appel à la Grande-Bretagne pour qu'elle reconnaisse que, dans la nouvelle proposition, on a essayé de trouver une méthode compatible avec sa situation particulière, et surtout une méthode diminuant ses responsabilités au lieu de les augmenter.

M. KOUMANOUDI (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) déclare qu'il a suivi avec une attention profonde les phases successives par lesquelles le problème de la sécurité, de l'arbitrage et du désarmement a passé. Son pays, qui a tant souffert de la guerre, aspire aujourd'hui ardemment à la paix. Son intérêt est d'accepter toutes les garanties d'existence.

Il constate avec satisfaction que la Société des Nations,

were prepared to do so to proceed along the road of arbitration, by offering them the facilities of an optional arbitration treaty enabling arbitration arrangements to be made under a League scheme, either general or between different groups of countries — but in both cases, and particularly the latter, under conditions which would avoid the danger of their conflicting either in letter or in spirit with the Covenant and with the League system.

It might be said that such optional arbitration was being developed without any action by the League. Why, then, was any League action required? For three reasons:

(a) When treaties were being separately negotiated, there was considerable danger that they might be so framed as to involve conflict either with the provisions or with the machinery of the League system. A League model treaty would enable any countries desiring to make arbitration treaties to sign them in confidence that they were not incurring this danger.

(b) There was the danger that some of these arbitration treaties might omit or make imperfect provision for the actual machinery of arbitration. A League model would again avoid this danger.

(c) There was the important moral consideration that a series of separate treaties made outside the League had the effect of bringing into existence a system which might have the appearance of being alternative, and perhaps even hostile, to the League.

An optional arbitration treaty would be like the scaffolding of a system of universal arbitration which could be built up gradually, as each group of countries was in a political position to sign arbitration treaties *inter se*.

There was, however, one other reason for adopting the method now proposed. The desire for arbitration had been so great that arbitration treaties might sometimes be concluded without perhaps a sufficient background of real, intensive and realistic study of what arbitration meant in each of many different classes of cases. It would strengthen the basis of arbitration arrangements if they were made after such a really careful examination and study.

As to sanctions, the immediate need was not to increase sanctions, but to devise every possible means of making it unnecessary to bring the enormous sanctions of Article 16 into operation. This was, of course, primarily a matter of preventing war itself, for which arbitration arrangements were one means. But, even so far as pressure might be required, it would be extremely useful to search out and have ready at hand methods of pressure for the need if it should arise, which would prevent either war or the application of Article 16; for example, such methods as might properly be adopted under Articles 11 and 12 of the Covenant. The discovery of such methods would definitely reduce the risks of Members having to apply the Article 16 sanctions and would to this extent diminish and not increase their responsibilities.

With this new method, Dr. Nansen sincerely trusted that all who had taken different views in the controversies of the last few years would be able to co-operate cordially and sincerely on a common ground. This new method offered every hope that a way could be found by which the essential desires of those who advocated the Protocol could be satisfied and the fears and anxiety of those who were opposed to it eliminated.

He appealed to Great Britain to recognise that in this new proposal an attempt had been made to find a method which was consistent with her special position and which, above all, diminished instead of increased her responsibilities.

M. KOUMANOUDI (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) said that he had followed with great attention the successive phases through which the problem of security, arbitration and disarmament had passed. His country, which had suffered so much during the war, now ardently desired peace. It was in its interests to accept any guarantees afforded for its existence. He noted with satisfaction that the League was slowly but

lentement mais infatigablement, avance chaque année sur ce difficile et long chemin. Le sommet, quoique encore inaccessible, sera sûrement atteint un jour; grâce aux efforts faits jusqu'ici les bases du Pacte sont fortifiées et leur signification est plus claire.

En cherchant à rendre la guerre impossible, la Société des Nations a montré la voie à suivre pour résoudre les différends sans recourir aux armes, sans s'exposer à la ruine économique.

La mise en évidence des solutions juridiques et de leurs effets salutaires fortifie la foi en la justice, et c'est un grand progrès pour l'humanité.

La proposition de la délégation polonaise, considérant la guerre d'agression comme un crime international, rentre dans ce domaine. La Société des Nations, à la huitième session ordinaire de l'Assemblée, s'est obligée unanimement à obéir à ces principes. Cette résolution, pour le moment sans sanctions, marque néanmoins la volonté inébranlable de donner à l'agression le sens d'un acte punissable. Cette déclaration, si importante, devra absolument, une fois qu'une définition exacte de l'agresseur sera donnée, entraîner l'élaboration d'un système précis de préventions et de coercition. Alors la renonciation solennelle à toute guerre d'agression deviendra une réalité utile. De nos jours encore, il y a des faits qui, sans constituer une véritable agression, pourraient prendre une forme déguisée susceptible de provoquer des conflits. C'est là un danger constant pour la paix du monde.

L'arbitrage est le meilleur moyen pour éviter une guerre d'agression. Il ne pourra produire son plein effet que s'il règle les différends entre Etats liés par des relations politiques, économiques et sociales étroites. Même pour des Etats éloignés, l'arbitrage est utile, mais, pour être efficace, il doit être pratiqué par les Etats ayant des intérêts matériels réciproques; il doit être élargi et englober les questions pouvant amener des conflits. Il est à souhaiter que ceux qui ont de grands intérêts vitaux, qui disposent d'une force supérieure, prennent l'initiative, afin que les autres puissent les suivre avec plus de confiance.

Il faut encourager la conclusion des traités spéciaux de règlements judiciaires, d'arbitrage et de conciliation. Ils formeraient un jour une base pour une convention générale obligatoire dans toutes ses clauses et acceptée par tous. La méthode contraire: créer ce type de convention générale alors que les conventions particulières ou spéciales sont relativement peu nombreuses et de portée restreinte, serait entraver les progrès de l'idée de l'arbitrage général et obligatoire, but suprême.

Le système des sécurités et des garanties doit comporter une condition indispensable: les ententes régionales entre deux ou plusieurs Etats afin d'empêcher toute agression contre eux. Cette réunion d'Etats pour la défense du territoire doit forcément imposer respect à tout agresseur.

La Société des Nations devrait protéger toute entente, petite ou grande qui, en se formant en vue de sa propre sécurité, augmente la sécurité générale, car les ententes régionales préparent une entente universelle.

Seule, la Société des Nations est capable de résoudre ces graves problèmes. Aucune autre organisation n'a fait autant d'efforts ni obtenu autant de résultats.

Mohammad Ali Khan FOROUGHÏ (Perse) dit que la codification de la loi internationale et les progrès de l'économie politique dans le monde sont les questions les plus importantes dont la Société des Nations a à s'occuper.

En ce qui concerne la réduction des armements, il est vrai que mon pays ne pourra pas plus longtemps encore profiter d'une manière directe des efforts de la Société des Nations, car, d'une part, il est entouré d'Etats qui ne font pas encore partie de la Société des Nations, et ne collaborent pas pour le moment à son œuvre; d'autre part, la force armée de la Perse est telle qu'elle aura encore pendant de longues années à consentir des sacrifices de plus en plus grands pour pouvoir atteindre la limite d'armements qui lui permettrait d'assurer sa sécurité nationale et de remplir ses engagements internationaux; nous n'ignorons pas, toutefois, que la réduction des armements dans les pays qui ont outrepassé les limites prescrites par le Pacte, ne manquera pas d'avoir indirectement et à l'avenir des répercussions favorables, même en Perse.

La nouvelle délégation persane, qui a siégé dans l'Assemblée pour la première fois, a été particulièrement frappée par l'atmos-

undefatigably moving forward each year along the long and difficult road. The summit, although still inaccessible, would undoubtedly one day be attained. Thanks to the work so far done, the fundamental provisions of the Covenant had been strengthened and their meaning had been made clear. In seeking to make war impossible, the League of Nations had shown the method which should be followed to settle disputes without recourse to arms and without exposure to economic ruin.

The setting forth of legal solutions and their salutary effects strengthened faith in justice, and indicated great progress for humanity.

The proposal of the Polish delegation to consider wars of aggression as an international crime came within this field. The League of Nations, at the eighth ordinary session of the Assembly, had undertaken unanimously to respect this principle. That resolution, which for the moment had no sanctions attached to it, nevertheless emphasised the unshakable desire of peoples to define aggression as a punishable act. Such a declaration, which was of so important a kind, must undoubtedly, once an accurate definition of the aggressor had been obtained, lead to the framing of a definite system of prevention and coercion. When that had been achieved, the solemn renunciation of all aggressive war would become a living reality. Even now certain events occurred which, without constituting actual aggressive acts, might nevertheless assume that shape and give rise to conflicts. Therein lay a constant danger to the peace of the world.

Arbitration was the best means of preventing a war of aggression. It could not have its full effect unless it regulated disputes between States bound by close political, economic and social ties. Even for distant States, arbitration was useful, but to be effective it must be practised by States having mutual material interests which were continuous. Its scope must be enlarged to cover all questions which might lead to disputes. It was to be hoped that those States which possessed vital interests and superior forces might take the initiative, so that others might follow their example with greater confidence.

The conclusion of special treaties providing for legal settlement, arbitration and conciliation must be encouraged. Such treaties would one day form the basis of a genuine convention compulsory in all its clauses and accepted by every State. The other method, namely to establish a model or general convention at a time when special conventions were relatively few in number and restricted in scope, would impede the progress of the idea of general and compulsory arbitration, which was the ultimate goal.

The system of securities and guarantees required an indispensable condition: regional understandings between two or more States, in order to prevent any act of aggression against them. This union of States for a defence of their territories must obviously force any aggressor to respect them.

The League of Nations should protect any agreement, small or great, which, being designed to protect the security of its adherents, increased the general security; regional agreements prepared the way for a universal agreement.

Only the League of Nations was capable of settling these grave problems. No other organisation had made so many efforts or had obtained such results.

Mohammad Ali Khan FOROUGHÏ (Persia) said that the codification of international law and the improvement in the economic policy of the world were the most fundamental matters dealt with by the League.

As far as the reduction of armaments was concerned, it was true that his own country could not for a very long time draw direct profit from the efforts of the League in that respect, since, on the one hand, it was surrounded by States not yet Members of the League which did not at the moment collaborate with it in its work, and, on the other hand, the armed forces of Persia were such that for many years to come she would have to consent to ever-increasing sacrifices to enable her to attain that scale of armament which was indispensable to assure her national security and the fulfilment of her international undertakings. She was, however, well aware that the reduction of armaments in countries which had overpassed the limits laid down by the Covenant would indirectly have a favourable effect in the future on the position even of Persia. The new Persian delegation which was attending the Assembly for the first time had been especially impressed by the

phère d'amabilité et de concorde qu'elle présente, et par le désir qu'ont tous les Membres de trouver des solutions satisfaisantes pour chaque problème.

A son retour en Perse, la délégation assurera à ses compatriotes qu'ils doivent avoir confiance dans la Société des Nations, car elle attaque les problèmes avec un esprit impartial, avec un réel désir d'arriver à des solutions justes sans faire trop attention aux susceptibilités de certains pays et au préjudice des autres.

Le rapport et les résolutions de la troisième Commission sont adoptés.

(Pour le texte des résolutions, voir le *Journal de l'Assemblée*, N° 19, page 306).

Démission de M. M. de Madariaga.

Le PRÉSIDENT félicite le chef de la Section du désarmement, M. de Madariaga, qui est sur le point de quitter le Secrétariat pour prendre une situation à l'Université d'Oxford, en Angleterre. Il a présidé, durant l'année dernière, l'immense travail de préparation que nécessite l'étude de la question difficile du désarmement; la troisième Commission a souvent eu des raisons de se féliciter de son secrétaire, dont les talents, le tact et les qualités politiques égalent l'énergie.

Question financière. — Rapport de la quatrième Commission: Amendement proposé par la délégation suédoise.

Le PRÉSIDENT rappelle à l'Assemblée l'amendement suivant à l'article 29 du budget, qui est proposé par la délégation suédoise:

« Codification (Préparation de la Conférence de codification et session du Comité d'experts pour la codification progressive du droit international): 120.000 francs ».

La quatrième Commission recommande que la somme de 80.000 francs soit comprise dans le budget, sous un autre article.

Afin de hâter la procédure, il propose de distribuer immédiatement le texte de l'amendement afin qu'il puisse être discuté à la prochaine séance.

Relation entre la Société des Nations et les instituts ou organismes qui sont constitués sous son autorité: Rapport de la deuxième Commission.

M. Dandurand (Canada), président de la deuxième Commission, et Dame Edith Lyttelton (Empire Britannique), rapporteur, prennent place à la tribune.

Dame Edith LYTTTELTON soumet son rapport à l'Assemblée et lui rappelle qu'en 1923, le Conseil avait rédigé cet article 24 du Pacte, qui déclare que:

« Tous les bureaux internationaux antérieurement établis par traités collectifs, seront, sous réserve de l'assentiment des Parties, placés sous l'autorité de la Société des Nations. »

Le Conseil a décidé que n'importe quel bureau international faisant un travail technique pour la Société des Nations devrait faire ainsi, n'importe où qu'il ait été établi, c'est-à-dire dans les différentes capitales du monde. Il y aurait cependant un certain danger à constituer des organisations techniques de cette sorte, et le but de la résolution est de demander au Conseil d'étudier les conditions et les règles sous lesquelles de telles offres d'aide technique pourraient être acceptées pour la Société des Nations, afin qu'on puisse examiner, comme il convient, la question du contrôle financier et légal.

L'Assemblée adopte le rapport suivant:

« La deuxième Commission a soumis à un examen préalable le projet de résolution présenté par Mrs. Alfred Lyttelton au sujet des instituts et organismes constitués sous l'autorité de la Société des Nations (document A. 94. 1927).

« Elle a constaté la grande importance de cette question et propose à l'Assemblée d'inviter le Conseil à faire étudier la question et à demander qu'un rapport sur ce sujet soit présenté à l'Assemblée, à sa neuvième session ordinaire, en 1928. »

atmosphere of affability and agreement present in the Assembly and the desire of all members to find satisfactory solutions for every problem.

On its return to Persia, the delegation would assure their fellow-countrymen that they should have faith in the League, for it attacked problems in an impartial spirit with a real desire to attain just solutions without paying too much attention to the susceptibilities of certain countries at the expense and of the rights and interests of others.

The report and resolutions of the Third Committee were adopted.

(For the text of the resolutions, see *Assembly Journal* No. 19, page 306.)

Resignation of M. de Madariaga.

The PRESIDENT paid a tribute to the Chief of the Disarmament Section, M. de Madariaga, who was about to leave the Secretariat to take up a post in the University of Oxford, England. He had directed during the past year the immense work of preparation which the study of the difficult question of disarmament had necessitated. The Third Committee had often had cause to congratulate itself on its Secretary, whose talent, tact and political qualities equalled his energy.

Financial Questions: Report of the Fourth Committee: Amendment proposed by the Swedish Delegation.

The PRESIDENT reminded the Assembly of the following amendment proposed by the Swedish delegation to Article 29 of the budget:

« Codification (Preparation for the Conference on Codification and Meeting of the Experts' Committee for the Progressive Codification of International Law): Francs 120,000. »

The Fourth Committee recommended that the sum of 80,000 francs should be included in the budget under this item.

In order to hasten the procedure, he would propose to distribute immediately the text of the amendment so that it might be discussed at the next meeting.

Relations between the League of Nations and Institutes or Bodies set up under its Authority: Report of the Second Committee.

Mr. Dandurand (Canada), Chairman of the Second Committee, and Dame Edith LYTTTELTON (British Empire), Rapporteur, came to the platform.

Dame Edith LYTTTELTON (British Empire), submitting her report, reminded the Assembly that, in 1923, the Council had laid down that Article 24 of the Covenant, which declared that "there shall be placed under the direction of the League all International Bureaux already established by general treaties if the parties to such treaties consent", referred solely to international bureaux actually established by general conventions.

The Council had decided that any international bureau doing technical work for the League should do so wherever it had been established, that was to say in different capitals of the world. There were, however, certain dangers in setting up technical organisations of this kind, and the object of her resolution was that the Council should study the conditions and regulations under which such offers of technical help might be accepted by the League in order that the question of financial and legal control and the control of method and policy might be properly investigated.

The Assembly adopted the following report:

« The Second Committee has made a preliminary examination of the draft resolution presented by the Hon. Mrs. Alfred Lyttelton with regard to institutes or bodies set up under the authority of the League of Nations (document A. 94. 1927).

« It has noted the great importance of this question and proposes that the Assembly should invite the Council to have this question studied and to ask that a report on this subject should be submitted to the Assembly at its ninth ordinary session in 1928. »

Ouverture d'un Protocole relatif à l'exécution de sentences arbitrales rendues à l'étranger.

M. Leitmaier (Autriche), rapporteur, prend place à la tribune.

M. LEITMAIER rappelle que, par une décision de l'Assemblée prise en 1923, un Protocole relatif aux clauses d'arbitrage a été ouvert à la signature des Etats.

Les Etats contractants reconnaissent le compromis ou la clause compromissoire dans les contrats commerciaux conclus entre parties soumises respectivement à leur juridiction. Un tel compromis met obstacle au recours judiciaire devant les tribunaux des Etats contractants et oblige ces derniers à assurer l'exécution des sentences arbitrales rendues sur leur propre territoire.

Mais l'exécution des sentences arbitrales rendues à l'étranger n'est pas visé par le Protocole de 1923 et cette grave lacune a probablement empêché beaucoup d'Etats de l'accepter. Un déni de justice en résulte parfois, la partie qui a signé un compromis ou une clause compromissoire étant renvoyée aux arbitres siégeant à l'étranger pour se voir, lorsque les arbitres ont décidé en sa faveur, refuser l'exécution de la sentence arbitrale parce qu'elle est étrangère. Un rapport du Comité économique avait signalé cette lacune au Conseil et la Conférence économique internationale avait fait à ce sujet des recommandations unanimes.

Elle avait demandé au Comité économique de poursuivre les études sur la diffusion internationale de l'arbitrage commercial et au Conseil de soumettre au plus tôt, à la signature des Etats, un Protocole assurant l'exécution des sentences arbitrales en matière commerciale.

Un petit Comité d'experts avait été déjà chargé de chercher comment un nouvel accord international compléterait le Protocole de 1923. Ce Comité a élaboré le projet d'un Protocole et a dressé un rapport explicatif. M. Leitmaier déclare que le Comité d'experts a fait la plus grande partie du travail, grâce à son président, le fameux juriste italien M. Anzilotti, et grâce au savant professeur français M. Basdevant.

Le Conseil, après avoir vu ces travaux, a décidé, le 21 mai dernier, d'inscrire la question à l'ordre du jour de la huitième session ordinaire de l'Assemblée. Il a souligné que les Gouvernements conservaient toute liberté d'attitude. En effet, plusieurs d'entre eux ont proposé des amendements.

La deuxième Commission a été alors saisie de la question. Elle avait à examiner les propositions des divers gouvernements et les observations présentées à la Commission, puis à chercher un nouveau texte tenant compte de ces diverses préoccupations.

La Commission, après un examen très consciencieux des questions, a établi les termes d'une Convention dont elle demande l'approbation unanime.

M. Leitmaier en explique alors les points principaux.

Le Comité d'experts avait donné à son projet la forme d'un Protocole ouvert à la signature des Etats.

Le Gouvernement britannique a fait observer que ce projet pouvait amener des difficultés dues à la constitution particulière de l'Empire Britannique. Il a proposé d'énumérer dans son préambule les chefs d'Etats qui y participent et leurs plénipotentiaires. La deuxième Commission a adopté cette suggestion.

La Convention restera ouverte à la signature des pays qui pourront la donner à une époque quelconque.

A la demande de la délégation britannique, la deuxième Commission a modifié certains termes du projet. La nouvelle rédaction parle des territoires auxquels s'applique la Convention, du pays où la sentence a été rendue, etc.; ces expressions sont assez souples pour s'appliquer aux situations complexes que présentent l'Empire Britannique, les Etats fédéraux, etc.

Le Gouvernement néerlandais a fait de très importantes observations: le projet du Comité s'écartait sensiblement de celui voté à la Conférence de droit international privé tenue à La Haye en 1925. Pour ce dernier, la sentence arbitrale a, dans le pays où elle a été rendue, la même autorité qu'une décision judiciaire et cette sentence a les mêmes facilités d'exécution en

Opening of a Convention relating to the Execution of Foreign Arbitral Awards.

M. Leitmaier (Austria), Rapporteur, came to the platform.

M. LEITMAIER (Austria) called to mind that, by a decision taken by the Assembly in 1923, a Protocol concerning Arbitration Clauses had been opened for the signature of States. Under that Protocol, the contracting States recognised submissions to arbitration in commercial contracts concluded between parties subject respectively to their jurisdiction. The existence of a submission to arbitration precluded recourse to the courts of the contracting States, and committed the latter to ensuring the execution of arbitral awards made on their own territory.

The 1923 Protocol, however, made no provision for the execution of foreign arbitral awards, and it was probably owing to this grave omission that many States had been unable to accept it. The consequence was, in some cases, a denial of justice, because a party who had signed a submission to arbitration was referred to the arbitrators established in the other country, with the result that, although the arbitrators had decided in his favour, he was refused execution of the award for the reason that it had been given abroad. This omission had been brought to the notice of the Council by a report of the Economic Committee, while the International Economic Conference had made certain unanimous recommendations in the matter. The Conference had requested the Economic Committee to continue its investigations concerning the international diffusion of commercial arbitration, and had invited the Council to submit, as soon as possible, for signature by the States, a Protocol ensuring the execution of commercial arbitral awards.

A small Committee of Experts had already been appointed to enquire how the 1923 Protocol might be supplemented by a new international agreement, and had drawn up the draft Protocol together with an explanatory report. M. Leitmaier desired to say that the Committee of Experts had done the greater part of the work thanks to the assistance of its Chairman, the famous Italian jurist, M. Anzilotti, and of the well-known French Professor, M. Basdevant.

After examining the Committee's work, the Council decided, on May 21st, to place the question on the agenda of the Assembly's eighth ordinary session. It had laid special stress on the fact that the Governments remained completely free as regards the attitude they might think fit to take up. Indeed, several of them had proposed amendments.

The matter had then been referred to the Second Committee, which had had to examine the proposals of the various Governments and the observations submitted to it and had then had to endeavour to frame a new draft making allowance for the various points of view expressed.

After very careful consideration of the different questions involved, the Committee had framed a convention which it requested the Assembly to approve unanimously.

M. Leitmaier then explained the principal points.

The Committee of Experts had framed its draft in the shape of a Protocol open to the signature of the States.

The British Government had pointed out that the draft might cause certain difficulties due to the peculiar constitution of the British Empire. It had proposed that the preamble of the Convention should enumerate the heads of States participating therein and their plenipotentiaries. The Second Committee had adopted this suggestion.

The Convention would remain open for the signature of countries which might give their signature at any time they chose.

On the request of the British delegation, the Second Committee had modified certain terms employed in the draft. The new draft referred to the territories to which the Convention applied, to the country in which the award was made, etc.; these expressions were sufficiently elastic to cover the complex situations which might arise in the British Empire, in the Federal States, etc.

The Netherlands Government had made certain very important observations. The Committee's draft differed considerably from that adopted by the Conference on International Private Law held at The Hague in 1925. Under the latter draft, the arbitral award had, in the country in which it was awarded, the same effect as a judgment, and the award had the same

pays étrangers qu'à un jugement. Le projet du Comité d'experts ne tient pas compte de cette circonstance et considère la sentence arbitrale en elle-même comme reposant sur le compromis ou la clause compromissoire, c'est-à-dire sur un acte privé.

La délégation suisse a proposé de n'appliquer la Convention qu'aux sentences arbitrales rendues après sa mise en vigueur. Une solution moyenne a été prise: la Convention ne s'appliquera qu'aux sentences rendues après la mise en vigueur du Protocole de 1923. Comme elles s'effectuent à des dates diverses, suivant les Etats, il faudra, dans chaque cas, considérer la date de mise en vigueur.

L'orateur rappelle que l'Assemblée, en acceptant ces propositions, ne fera que de confirmer une œuvre commencée il y a quatre ans et qu'obéir au désir de la Conférence économique.

M. Leitmaier propose alors le projet de résolution suivant:

« L'Assemblée,

« Considérant que la Conférence économique internationale a recommandé au Comité économique de chercher à rendre dans tous les pays le recours à l'arbitrage commercial plus fréquent;

« Qu'aux suites de cette recommandation, ladite Conférence a estimé que les effets favorables du Protocole du 24 septembre 1923, relatif à la reconnaissance de la validité des clauses d'arbitrage dans les contrats privés et particulièrement dans les contrats commerciaux, ne pourront se réaliser pleinement tant que des dispositions ne seront pas prises en vue d'assurer l'exécution des sentences arbitrales;

« Qu'en conséquence, la Conférence économique a recommandé au Conseil de la Société des Nations de prendre toutes mesures utiles pour soumettre le plus tôt possible à la signature de tous les Etats un texte commun assurant l'exécution des sentences arbitrales en matière commerciale;

« Connaissant la grande importance que les milieux commerciaux attachent au règlement de cette question;

« Vu le rapport favorable qui lui a été adressé par la deuxième Commission après examen des diverses observations présentées et des différents amendements suggérés à la suite de la communication d'un premier projet aux Membres de la Société;

« Décide d'ouvrir immédiatement à la signature de tous les Membres de la Société et des Etats non membres, déjà parties contractantes au susdit Protocole de 1923, la Convention ci-jointe (document A. 106, 1927.II. Annexe)¹;

« Invite le Conseil à prendre toutes mesures qu'il jugera opportunes afin d'appeler l'attention de tous les Membres de la Société et des Etats non membres sur l'utilité des susdits Protocole et Convention et sur les conditions dans lesquelles ils peuvent devenir parties contractantes à ces accords. »

Le rapport et la résolution sont adoptés.

Etablissement des réfugiés arméniens.

Le Dr NANSÉN (Norvège) rapporteur, monte à la tribune.

Il explique pourquoi, après divers appels pour donner l'aide nécessaire à l'établissement des réfugiés arméniens dans la République Arménienne, il est parvenu à cette conclusion, qu'il avait le droit de proposer au Conseil de mettre fin aux relations de la Société des Nations avec ce plan. Il décrit les propositions différentes et le travail préparatoire qui ont été faits, et il explique que la seule raison de l'échec de ce plan avait été le manque de ressources, d'aide financière. Il semble maintenant inutile d'attendre des subsides de la part des gouvernements, et, par conséquent, il est impossible d'établir le plan d'établissement selon les espoirs et les suggestions des Assemblées précédentes.

Le Conseil cependant n'a pas accepté d'abandonner ce plan ainsi qu'il l'avait proposé, mais il a exprimé le désir unanime d'envoyer un nouvel appel à tous les Membres de la Société des Nations pour obtenir les fonds nécessaires. Comme de nouveaux espoirs ont été ainsi donnés aux Arméniens, tous les Membres ont le devoir de faire tout ce qu'ils peuvent pour obte-

¹ Le texte de la Convention n'est pas reproduit ici.

means of enforcement abroad as a judgment. The draft of the Committee of Experts, took no account of this circumstance, but regarded the arbitral award itself as founded upon the submission to arbitration, that was to say, upon a private agreement.

The Swiss delegation had suggested that the Convention should apply only to arbitral awards made after the Convention had come into force. A middle course had been adopted, and the Convention would only apply to awards made after the coming into force of the 1923 Protocol. As this date would differ for the different countries, account would have to be taken in each case of the date of the entry into force.

M. Leitmaier pointed out that, in accepting the proposals, the Assembly would only be conforming work that had been begun four years ago, as well as complying with the desire of the Economic Conference.

He submitted the following draft resolution:

“ Whereas the World Economic Conference recommended the Economic Committee to endeavour to promote the extension in all countries of recourse to commercial arbitration;

“ And whereas, in connection with that recommendation, the Conference was of opinion that the beneficial results of the Protocol of 1923 in regard to the recognition of arbitration clauses in private contracts and particularly in commercial contracts would not be fully realised until provision was made ensuring the enforcement of arbitral awards;

“ And whereas the Economic Conference recommended the Council of the League of Nations to take steps to submit to all States for signature at an early date the text of an agreement providing for the execution of arbitral awards in commercial matters;

“ The Assembly:

“ Recognising the great importance which commercial circles attach to the settlement of this question;

“ And having regard to the favourable report submitted to it by the Second Committee after considering the various observations submitted and the various amendments proposed as a result of the communication of a first draft to the Members of the League:

“ Decides to open the annexed Convention (document A. 106, 1927. II. Annex)¹ immediately for signature by all the Members of the League and non-Member States which are already contracting parties to the above-mentioned Protocol of 1923;

“ And invites the Council to take whatever measures it may deem expedient to draw the attention of all Members of the League and all non-Member States to the value of the above-mentioned Protocol and Convention and to the conditions under which they may become contracting parties to these agreements. ”

The report and resolution were adopted.

Armenian Refugees.

Dr. NANSÉN (Norway), Rapporteur, came to the platform.

He explained why, after various appeals for support necessary to settle the Armenian refugees in the Republic of Armenia, he had come to the conclusion that it was right for him to propose to the Council that the connection of the League with that scheme should now be ended. He described the different proposals made and the preparatory work which had been done and explained that the sole reason for the failure of the scheme was lack of financial support. It now seemed useless to expect contributions from the Governments and therefore impossible to carry out the plans of settlement in accordance with the hopes and suggestions of previous Assemblies.

The Council, however, had not accepted his proposal to wind up the scheme but had unanimously desired that a new appeal should be sent to all Members of the League to supply the necessary funds. As new hopes had thus been held out to the Armenians, it was the duty of all Members to do their utmost to raise the funds required. Failure to provide the necessary

¹ The text of the Convention is not reproduced here.

nir les fonds requis. Si les efforts pour obtenir l'argent nécessaire aboutissaient à un échec, ce serait le premier échec de la Société des Nations dans ce genre d'affaires, un échec qui, sérieusement, affecterait son autorité et lui causerait des torts dans certaines. Les Membres de la Société des Nations se sont solennellement engagés devant le peuple arménien. Les obligations n'ont pas été entièrement remplies. Ces obligations sont basées, non seulement sur les résolutions successives de l'Assemblée, mais aussi sur la promesse solennelle et séparée donnée par les gouvernements des contrées européennes de l'ouest à la nation arménienne pendant la guerre, lorsque les Arméniens éprouvaient des pertes sans précédent en vies et en biens. Rien n'a été fait à aucun moment pour aider les Arméniens à construire leurs maisons nationales, et cependant, par leurs propres efforts et leurs sacrifices, ainsi que par la protection d'un gouvernement étranger, les Arméniens ont réussi à créer une société qui leur est propre. Car la République d'Erivan est, en réalité, un Gouvernement arménien et ce pays, s'il n'est pas riche, est tout au moins capable de se développer considérablement. Il veut conclure en faisant un appel à tous les Membres de la Société et à tous les peuples de l'Europe et du monde pour qu'ils viennent contribuer à la réalisation du projet, pour qu'ils essuient la tache qui restera sur l'honneur de l'Europe aussi longtemps que rien ne sera fait pour tenir cet engagement.

Construction des nouveaux immeubles de la Société des Nations : Rapport du Comité spécial.

Sir Edward Hilton Young (Empire Britannique) et M. Adatci (Japon) prennent place à la tribune.

Sir Edward HILTON YOUNG présente son rapport et soumet la résolution suivante :

« L'Assemblée,

« Approuve le rapport du Comité spécial de cinq membres au sujet des nouvelles constructions ;

« Approuve en principe que la somme à dépenser pour les nouvelles constructions soit portée à 19.500.000 francs environ. Le chiffre exact du crédit additionnel nécessaire sera soumis à l'Assemblée lors de la prochaine session ;

« Autorise un Comité, composé comme suit :

.....
à étudier les neuf projets qui ont reçu les prix égaux de 12.000 francs lors du concours d'architectes et à choisir avec les changements éventuels, le projet qui, de l'avis du Comité, satisfait le mieux aux exigences d'ordre pratique et esthétique ; la décision de ce Comité sera soumise, pour ratification, au Conseil de la Société des Nations. Elle sera communiquée à la prochaine session de l'Assemblée. »

Sir Edward Hilton Young, après avoir signalé un certain nombre d'amendements de forme à apporter à la résolution soumise à l'Assemblée, il rapporte que, à la suite du concours organisé sur la base d'une dépense de 13.000.000 de francs pour les nouveaux immeubles, le jury d'architectes n'a pas pu se mettre d'accord sur l'adoption d'un projet unique et a décerné neuf premiers prix égaux. Presque tous les projets soumis auraient manifestement coûté beaucoup plus que la somme spécifiée dans les conditions du concours. Le Comité spécial a estimé qu'il y avait trois questions à résoudre : 1^o Quelle somme la Société peut-elle consacrer à la construction, dans des conditions dignes d'elle, d'une salle d'assemblée et d'un immeuble pour son Secrétariat ? Le Comité a répondu sur ce point en fixant la somme à 15.500.000 francs. 2^o Dans l'hypothèse où l'on disposerait de cette somme, combien faudrait-il déboursier en réalité pour avoir un immeuble suffisant ? Afin de répondre à cette question, le Comité spécial a examiné les projets et, après avoir confronté les indications résultant de cet examen, est arrivé à la conclusion qu'il fallait un certain cubage pour le nouvel immeuble et que le volume cubique devrait coûter au moins tant par mètre cube. Sa conclusion est que, pour avoir des locaux à la fois dignes de la Société et appropriés à leur destination, il faudrait déboursier une somme de 19.500.000 francs.

money would mean the first failure of the League in this kind of work — a failure which would seriously affect its authority and prejudice it in certain quarters. The Members of the League were under the most solemn obligations to the Armenian people ; obligations which had been wholly unfulfilled. These obligations were based, not merely on the successive resolutions of the Assembly, but also on the separate and solemn pledges given by the Governments of the Western European countries to the Armenian nation during the war, when the Armenians had suffered unparalleled losses in life and property. Nothing of any kind had been done to fulfil these obligations. Nothing had at any time been done to help the Armenians build up their national home. Nevertheless, by their own efforts and sacrifices, and under the protection of an alien Government, the Armenians had succeeded in creating a community of their own ; for the Republic of Erivan was in reality an Armenian Government, and that country, if not rich, was at least capable of considerable development.

He would conclude with an appeal to the Members of the League and to all the peoples of Europe and the world to come forward and, by contributing to the scheme, wipe out the stain that must remain on the honour of Europe so long as nothing was done to redeem her pledges.

Construction of the New League of Nations Building. Report of the Special Committee.

Sir Edward Hilton Young (British Empire) and M. Adatci (Japan) came to the platform.

Sir Edward HILTON YOUNG presented his report and submitted the following resolution :

“ The Assembly,

“ Approves the report of the Special Committee of five members in regard to the new buildings ;

“ Approves in principle that the amount to be spent on the new buildings may be increased approximately to 19,500,000 francs. The exact amount of the supplementary credit necessary will be submitted to the Assembly at the next session ;

“ Empowers a Committee composed as follows :

.....
to study the nine plans awarded the equal prizes of 12,000 francs in the architects' competition, and to choose, with any changes that may be necessary, a plan which in its opinion complies most nearly with the practical and æsthetic requirements. The decision of this Committee will be submitted to the Council of the League of Nations for approval and ratification, and will be communicated to the Assembly at the next session. ”

He referred to certain textual amendments in the resolution submitted and reminded the Assembly that the result of the competition held on the basis that the proposed building should cost thirteen million francs had been that the jury of architects had been unable to agree on any single plan, but had given an equal first prize to nine plans. Almost all the plans submitted would obviously have cost very much more than the sums specified in the conditions of the competition. The Special Committee had considered that there were three questions to settle : (1) How much money had the League available in order to provide itself with a proper Assembly Hall and Secretariat ? The Committee had answered this by computing the sum to be fifteen and a-half million francs. (2) Assuming that that sum was available, how much in actual fact would have to be paid to obtain a suitable building ? To answer that question the Special Committee had examined the plans, and, after co-ordinating the information derived from them, had reached the conclusion that a certain cubic capacity was needed for the new building, and that the cubic content would have to cost at least so much per cubic metre. Its conclusion was that to obtain accommodation at once dignified and adequate, a sum of nineteen and a-half million francs would have to be expended.

Le Comité spécial propose aujourd'hui que l'Assemblée autorise la dépense totale de cette somme pour les nouveaux immeubles, sans toutefois qu'elle soit invitée à voter immédiatement les crédits nécessaires. Il n'est pas tout à fait certain que l'on doive déboursier la somme totale, ce que l'on demande à l'Assemblée, c'est d'autoriser l'adoption de prévisions financières pouvant aboutir à la dépense totale de la somme en question.

La troisième question était celle de la méthode à suivre pour choisir le projet. Le Comité spécial s'est trouvé là en présence de graves difficultés, car le Comité d'experts d'architectes n'avait rien fait de plus que de choisir neuf plans qu'il avait classés *ex aequo*. Le Comité spécial a examiné s'il devait recommander d'ouvrir un nouveau concours ou de faire procéder à un choix par un petit sous-comité non technique qui, avec le concours d'experts, pourrait choisir l'un des neuf plans semblant le mieux répondre au but visé. Le sous-comité n'aurait pas nécessairement à choisir les plans, mais il pourrait choisir l'architecte de façon que celui-ci puisse adapter son plan à tout changement survenant dans la situation. Le Comité spécial propose donc qu'un petit sous-comité de cinq membres fasse un choix entre les neuf plans auxquels le Comité d'architectes a attribué les premiers prix. Cette solution semble préférable à l'ouverture d'un nouveau concours.

M. LOUDON (Pays-Bas) rend hommage, au nom de la délégation néerlandaise, aux travaux excellents du Comité qu'a présidé M. Adatci. Il se rallie volontiers à la proposition de la quatrième Commission tendant à ce que le nouveau Comité soit composé des mêmes personnalités qui étaient membres du Comité pour l'immeuble.

Cependant, il s'agit là d'une question d'un intérêt trop général pour que l'Assemblée tout entière ne la prenne pas en mains, indépendamment, des seules considérations financières qui étaient du ressort de la quatrième Commission.

Le projet de résolution porte que le Comité des cinq sera autorisé à étudier les neuf projets qui ont reçu des prix égaux de 12.000 francs. Il semble que l'Assemblée devrait élargir la liberté d'action du Comité.

Les « prix égaux de 12.000 francs », dont parle le projet de résolution, doivent être regardés comme des récompenses et non comme des prix proprement dits, puisque « le concours n'a pas donné des résultats permettant de recommander l'exécution d'un des projets ». C'est pourquoi la délégation des Pays-Bas propose de ne pas exclure d'avance de l'examen du Comité des cinq les projets rangés dans la deuxième et la troisième catégorie et de permettre au Comité d'étudier les vingt-sept projets qui ont été jugés par le jury comme les meilleurs des 377 dont celui-ci avait été saisi, et de substituer, dans le dernier paragraphe, aux mots: « les neuf projets qui ont reçu les prix égaux de 12.000 francs... », les mots: «... les vingt-sept projets qui ont eu la préférence du jury... »

Sir Edward HILTON YOUNG (Empire Britannique), après avoir consulté ses collègues du Comité spécial, prie le délégué des Pays-Bas de ne pas insister sur son amendement, qui semble n'être ni strictement conforme à la logique, ni bien pratique. L'Assemblée doit accepter ou rejeter le travail des neuf experts qui formaient le jury d'architectes. Si l'Assemblée accepte ce travail, on pourra le compléter par le moyen du sous-comité non technique que l'on propose de constituer. Mais si on le rejette, totalement ou partiellement, il faudra faire recommencer le travail par d'autres architectes experts, car il est bien clair qu'un comité de cinq membres qui ne seraient pas des techniciens ne saurait être appelé à prendre une décision l'emportant sur la décision technique de neuf architectes experts. Si on adoptait l'amendement de la délégation néerlandaise, il s'ensuivrait la nécessité de désigner un nouveau jury de neuf architectes, car il ne serait pas logique, si l'on repousse la recommandation concernant les neuf projets classés premiers, d'accepter la recommandation du jury sur les dix-huit projets les neufs projets qui viennent ensuite. Il faut donner au sous-comité non technique un mandat pratique, c'est-à-dire le soin de choisir un projet parmi un petit nombre, et non le mandat irréalisable de choisir un projet parmi un grand nombre.

M. OSUSKY (Tchécoslovaquie) objecte que, si l'on acceptait la proposition de la délégation néerlandaise d'étendre le choix aux vingt-sept premiers plans, cela signifierait l'acceptation d'une partie des travaux du jury d'architectes, mais le rejet

The Special Committee now proposed that the Assembly should authorise the ultimate expenditure of that sum upon the building, though it was not asked immediately to vote the necessary credits. It was not quite certain that the full sum would have to be expended, but the Assembly was asked to authorise a financial policy which might result in expenditure of the whole of that sum.

A third question was the method of choosing the plan. Here the Special Committee had been faced with grave difficulties, for the expert committee of architects had gone no further than to choose nine plans which it had classified as equal. The Special Committee had considered whether to recommend that a fresh competition should be held, or whether a choice should be made by means of a small non-technical Sub-Committee which, with expert help, might choose one of the nine plans that seemed the most appropriate for the purpose. The Sub-Committee need not necessarily choose the plans, but could select the architect in order that he might adapt his plan to any changes in the situation which might arise. The Special Committee therefore proposed that a small sub-committee of five persons should choose between the nine plans which had received first prizes from the Committee of Architects. Such a solution seemed better than to hold a new competition.

M. LOUDON (Netherlands), on behalf of the Netherlands delegation, paid a tribute to the excellent work of the Committee over which M. Adatci had presided. He associated himself with the proposal of the Fourth Committee to the effect that the new Committee should be composed of the same persons who had been members of the Committee for the new building. Nevertheless, the question at stake was of too general an interest for the Assembly as a whole not to take it in hand, quite apart from the merely financial considerations, which were for the Fourth Committee to decide.

The draft resolution was to the effect that the Committee of Five should be authorised to study the nine plans which had received equal prizes of 12,000 francs. He thought the Assembly should enlarge the instructions of the Committee.

The equal prizes of 12,000 francs referred to in the draft resolution should be regarded as rewards and not as prizes properly speaking, since the competition had not produced results which enabled any one of the plans to be carried out. For this reason, the Netherlands delegation proposed not to exclude in advance from examination by the Committee of Five the plans which were placed in the second and third category and suggested that the Committee should study the twenty-seven plans which had been pronounced by the jury to be the best of the 377 plans submitted to it. He would therefore propose, in the last paragraph of the resolution, to substitute for the words "the nine plans awarded the equal prizes of 12,000 francs" the words "the twenty-seven plans preferred by the jury".

Sir Edward HILTON YOUNG (British Empire) said that, after consulting his colleagues on the Sub-Committee, he would ask the Dutch delegate not to press his amendment, which did not appear to be strictly in accordance with logic nor very practicable. The Assembly must either accept or reject the expert work of the nine experts who had composed the jury. If the Assembly accepted their work, then it could be completed by the non-expert committee of which the establishment was proposed. But if any part of their work were rejected, then it would have to be done again by other expert architects, for the non-expert committee of five members could not be called upon to overrule the expert decision of nine architects. If the amendment of the Dutch delegation were adopted, it would mean the appointment of a new jury of nine architects, since it was not logical, if the recommendation as to the first nine plans were to be rejected, to accept the recommendation of the jury as to the second eighteen. The non-expert tribunal must be given a practical task, namely the selection of a plan out of a small number, and not the impossible task of selecting a plan from a large number.

M. OSUSKY (Czechoslovakia) objected that the acceptance of the proposal of the Netherlands delegation and the extension of the choice to the 27 first plans would signify an acceptance of a portion of the work of the Jury of Architects, but the

de l'autre partie. Il serait plus logique de rejeter purement et simplement l'opinion des architectes, non pas seulement sur les vingt-sept plans qui viennent en première ligne ou sur les dix-huit qui viennent en seconde ligne, mais aussi sur les 350 qu'ils ont définitivement éliminés.

Les conclusions du Comité spécial acceptent le travail des architectes; il est à espérer que l'Assemblée acceptera ces conclusions.

M. MOTTA (Suisse), après avoir exprimé toute la gratitude que la délégation suisse éprouve envers le Comité des cinq, fait remarquer que la construction des bâtiments est devenue, de plus en plus, une question urgente. Les intérêts qu'il faut sauvegarder avant tout sont ceux de la Société des Nations, mais ceux-ci se trouvent concorder pleinement avec les intérêts de la Confédération et avec ceux du canton de Genève.

Le Comité des cinq a eu le grand mérite de présenter des propositions concrètes, quoique sa tâche fût très difficile. Or le jury d'architectes a donné neuf premiers prix et déclaré que les architectes ayant présenté les plans primés sont à même d'exécuter ces plans.

Que faut-il faire dans ces conditions? Il faut faire un effort de concentration. Certes M. Motta reconnaît comme légitime le désir de la délégation néerlandaise tendant à donner au Comité des cinq plus de liberté. Mais il ne faut pas oublier que plus l'on donnera de liberté au Comité plus on rendra sa tâche ardue et difficile.

Dans ces conditions, on peut se demander si le mieux ne serait pas d'accepter telle quelle la proposition faite par le Comité des cinq.

M. LOUDON (Pays-Bas), interrogé par le président, maintient son projet d'amendement.

Le PRÉSIDENT ajourne la suite de la discussion à l'après-midi.

La séance est levée à 13 heures 13.

III. VINGT ET UNIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

Tenue à la Salle de la Réformation, le lundi 26 septembre 1927 à 15 heures.

Mesures en faveur des réfugiés russes et arméniens: Rapport de la cinquième Commission.

Hussein Khan ALA (Perse), vice-président de la cinquième Commission, et le major Walter Elliot (Empire Britannique), rapporteur, prennent place à la tribune.

Le major Walter ELLIOT (Empire Britannique) présente son rapport et soumet le projet de résolution suivant:

« L'Assemblée,

« Après avoir attentivement examiné les rapports du Haut Commissaire et du Bureau international du Travail sur les questions concernant les réfugiés:

« Reconnaît les progrès qui ont été réalisés vers la solution d'un problème qui, à un certain moment, constituait un très grave danger;

« Exprime sa haute appréciation de l'œuvre importante qui a été accomplie en faveur des réfugiés;

« Invite le Haut Commissaire à réunir une conférence restreinte, suivant les principes indiqués dans son rapport; cette conférence serait chargée de formuler des propositions destinées à être soumises au Conseil et concernant le statut juridique des réfugiés;

« Il y aurait lieu de procéder auparavant à un examen approfondi de la situation juridique des réfugiés dans les différents pays, les renseignements nécessaires devant être communiqués à l'avance aux gouvernements respectifs;

« Félicite toutes les personnes ayant participé à cette œuvre, pour les mesures qui ont déjà été prises et pour celles qui sont envisagées en vue de l'établissement permanent de réfugiés arméniens dans le Proche-Orient;

« Exprime l'espoir qu'à la suite des efforts signalés par le Haut Commissaire dans son rapport, les fonds nécessaires pourront être obtenus en vue de la mise à exécution

rejection of the other portion. It would be more logical purely and simply to reject the verdict of the architects, not only in regard to the 27 plans, which were put first, or the 18 plans, which came second, but also regarding the 350 plans which they had definitely eliminated.

The conclusions of the Special Committee accepted the work of the architects. He hoped that the Assembly would accept the conclusions of the Committee.

M. MOTTA (Switzerland), after having expressed the gratitude of the Swiss delegation towards the Committee of Five, observed that the construction of the new buildings was becoming more and more urgent. The interests which it was especially necessary to safeguard were those of the League of Nations, but they entirely accorded with the interests of the Confederation and the Canton of Geneva.

The Committee of Five was deserving of all gratitude for having presented concrete conclusions, although its task had been very difficult. The Jury of Architects had given nine first prizes, and had at the same time declared that the architects submitting the prize plans were in a position to carry them out. What was it necessary to do in these circumstances? It was necessary to make an effort of concentration. He recognised as legitimate the desire of the Netherlands delegation to give the Committee of Five more freedom of action. It must not be forgotten, however, that the greater the freedom of action given to the Committee the more arduous and difficult would be its task. In these circumstances, it might be asked whether it would not be better to accept the proposal made by the Committee of Five as it stood.

M. LOUDON (Netherlands), replying to the President, said that he maintained his proposed amendment.

The PRESIDENT adjourned the continuation of the discussion until the afternoon.

The meeting rose at 1.13 p.m.

III. TWENTY-FIRST PLENARY MEETING

Held at the Salle de la Réformation on Monday, September 26th, 1927, at 3 p.m.

Measures in favour of Armenian and Russian Refugees: Report of the Fifth Committee.

Hussein Khan ALA (Persia), Vice-Chairman of the Fifth Committee, and Major Walter Elliot (British Empire), Rapporteur, came to the platform.

Major Walter ELLIOT (British Empire) presented his report and submitted the following draft resolution:

“ The Assembly:

“ Having carefully examined the reports of the High Commissioner and of the International Labour Office on the refugee questions,

“ Recognises the progress that has been made towards the solution of a problem that at one time constituted a very serious danger:

“ Expresses its high appreciation of the important work that has been accomplished on behalf of the refugees:

“ Invites the High Commissioner to convene a small conference on the lines indicated in his report to formulate proposals for submission to the Council in regard to the legal status of refugees. This should be preceded by a full and careful examination of the juridical situation of the refugees in the different countries, the necessary information to be communicated to the respective Governments beforehand;

“ Congratulates those responsible for the measures already taken and contemplated for the permanent settlement of Armenian refugees in the Near East;

“ Expresses the hope that, as a result of the efforts described by the High Commissioner in his report, the necessary funds will be secured for the execution of this

de ce projet et qu'avec le maintien de la collaboration de la Puissance mandataire, cet aspect du problème pourra être heureusement résolu;

« Donne son approbation aux prévisions budgétaires du Service des réfugiés, auxquelles devra être ajouté un crédit de 7.500 francs suisses pour le service d'établissement des réfugiés arméniens en Syrie;

« En outre, l'Assemblée

« Prend acte, avec intérêt, des offres d'emploi actuellement disponibles pour les réfugiés dans les pays d'outre-mer;

« Reconnaît que l'exécution de ses plans exige la constitution immédiate d'un fonds de roulement suffisant;

« Invite instamment les gouvernements intéressés à faire connaître au Haut Commissaire, aussitôt que possible, les mesures qu'ils sont disposés à prendre pour assurer les ressources nécessaires à l'établissement des réfugiés en provenance de leurs territoires, et

« Prie le Conseil d'inviter le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, lorsqu'il examinera le budget du Service des réfugiés pour 1929, de voir si ce budget comporte des crédits suffisants pour l'établissement des réfugiés. »

Le rapporteur attire spécialement l'attention sur les passages du rapport concernant les Russes résidant à Shanghai et en Turquie. Peut-être y aura-t-il lieu, avant la prochaine Assemblée, d'appeler l'attention des organisations de la Société sur ces réfugiés.

Le chef du Service des réfugiés, au Bureau international du Travail, au cours de sa visite à Angora, a obtenu du ministre des Affaires étrangères de Turquie la suspension de l'application du décret imposant à tout résident l'obligation de prendre la nationalité turque ou de quitter le territoire de la Turquie avant le 1^{er} août de cette année. L'Assemblée voudra certainement apprécier la courtoisie qu'a manifestée le Gouvernement turc à ce sujet, sur l'intervention d'un fonctionnaire de la Société.

Il donne ensuite de brèves indications sur les mesures pratiques proposées pour l'année en cours, ainsi que sur la ligne de conduite que devront adopter les fonctionnaires de la Société et les conférences qui seront appelés à examiner la question.

Il signale en premier lieu que le système des passeports Nansen a fourni quelques recettes. Il est perçu une taxe de cinq francs-or à chaque renouvellement de passeport et l'argent ainsi obtenu sert à établir ou à secourir des réfugiés qui ne se suffisent pas à eux-mêmes.

Il est indispensable pour les réfugiés d'être fixés sur leur statut juridique et on propose que le Haut Commissaire convoque une conférence restreinte chargée de formuler à ce sujet des propositions qui seraient soumises au Conseil. Il faut espérer que la conférence pourra être réunie à une date prochaine. Elle s'occuperait de tous les réfugiés, Russes et Arméniens, urbains et ruraux, qu'ils soient indigents ou en état de se subvenir à eux-mêmes.

Il attire ensuite l'attention sur les projets en faveur des réfugiés russes élaborés par le Bureau international du Travail, qui cherche à profiter de l'offre de recevoir des réfugiés émigrants faite par cinq Etats de l'Amérique latine: l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Paraguay et le Pérou. La difficulté est de trouver les fonds nécessaires. Les réfugiés actuellement en Europe coûtent aux divers gouvernements environ deux millions de livres sterling, et l'on arriverait peut-être à soulager ces gouvernements d'une pareille charge si, en consacrant une somme relativement faible à un fonds de roulement, on mettait ces réfugiés en mesure d'émigrer.

Le rapporteur traite enfin la question des réfugiés arméniens. Il songe, non pas au plan de création d'un Foyer national arménien, dont a parlé le Dr Nansen à la séance du matin, mais aux réfugiés arméniens des territoires asiatiques sous mandat, notamment aux réfugiés de Syrie. La cinquième Commission tient à dire combien elle apprécie l'importance de l'œuvre accomplie en leur faveur par la France en tant que Puissance mandataire. La Commission propose d'élaborer un plan d'établissement en faveur de ces réfugiés, en vue de leur permettre de se subvenir à eux-mêmes dans toute la mesure du possible.

work and that, with the continued co-operation of the mandatory Power, this aspect of the problem may be successfully liquidated;

“ Approves the provisions in the budget for the Refugee Service, in addition to the supplementary credit of 7,500 Swiss francs for the services for establishing Armenian refugees in Syria.

“ Further, the Assembly:

“ Notes with interest the offers of employment now available for refugees in overseas countries;

“ Recognises that the execution of these schemes requires the immediate establishment of an adequate revolving fund;

“ Urges the Governments concerned to inform the High Commissioner as soon as possible what measures they are prepared to take for financing the settlement of refugees from their territories;

“ Requests the Council to invite the Governing Body of the International Labour Office, in examining the budget of the Refugee Service for 1929, to consider whether adequate funds for settlement have been thus provided.”

He would call special attention to the paragraphs in the report concerning the Russians resident in Shanghai and the refugees resident in Turkey. The attention of the organisations of the League might have to be called to these refugees before the next Assembly.

The chief of the International Labour Office Refugee Service, during his visit to Angora, had succeeded in obtaining from the Turkish Foreign Minister the suspension of a decree requiring that everyone should take up Turkish nationality or leave Turkey before August 1st of the present year. The Assembly would recognise that the above decree had been suspended by the courtesy of the Turkish Government as a result of the intervention of the officer of the League.

He would touch briefly on the practical steps suggested for the current year and the line of policy to be followed by the officers of the League and by conferences which would be called to consider the subject.

First, he would point out that the Nansen passport had been the means of raising a small revenue. A tax of five gold francs was levied each time the passport was renewed, and the money collected was used for the settlement or relief of refugees who were not self-supporting.

It was essential for the refugees to become clear as to their juridical status, and it was proposed that a small conference should be called by the High Commissioner to formulate proposals for submission to the Council in regard to that matter. It was to be hoped that the Conference would be called at an early date. It would cover all the refugees, both Russian and Armenian, urban and rural, self-supporting and indigent.

He would further call attention to the schemes for the Russian refugees put forward by the International Labour Office which desired to take advantage of the offer to receive refugee emigrants from five States of Latin America, the Argentine, Bolivia, Brazil, Paraguay and Peru. The difficulty was to raise funds for the purpose. The refugees at present in Europe were costing the Governments some two million pounds sterling, a burden which might be removed from those Governments, if by the expenditure of a relatively small sum in a revolving fund, they could be enabled to emigrate.

Lastly, he would refer to the Armenian refugees. He was not alluding to the scheme for the foundation of an Armenian national home, of which Dr. Nansen had spoken at the morning meeting, but to the Armenian refugees in the mandated territories of Asia, in particular the refugees in Syria. The Fifth Committee desired to express its high appreciation of the importance of the work done on their behalf by France as mandatory Power. It was proposed that for these refugees a land settlement scheme should be carried out, and that they should be made as far as possible self-supporting. The experi-

Les expériences déjà faites dans cette direction sont des plus encourageantes. Le Haut Commissaire a signalé que les premiers groupes de réfugiés ainsi établis ont, dans certains cas, remboursé jusqu'à 80 % des avances qui leur avaient été faites. A ce propos, il rappelle que la quatrième Commission a adopté un crédit de 7.500 francs suisses pour la nomination d'un Haut Commissaire adjoint qui travaillerait en Syrie.

M. DE BROUCKÈRE (Belgique) déclare que lorsqu'il compare les engagements solennels pris au sujet de l'Arménie avec les réalisations plus modestes auxquelles on a abouti, il voudrait bien se taire. Mais il veut accomplir son devoir.

Il comprend les étonnements du Dr Nansen et partage ses espoirs. Il a suivi ses efforts tenaces et pratiques pour tenir la parole donnée.

Il rappelle combien a été opportune la mesure grâce à laquelle, en délivrant aux Arméniens et aux Russes des passeports, on prélevait sur eux une petite somme qui permettait de leur venir en aide. Il espère que cette façon de faire payer les frais des réfugiés par eux-mêmes n'est pas la limite de la générosité de la Société des Nations.

Il estime qu'il faut que l'effort d'aide aux Arméniens soit continué et que la promesse faite soit tenue rigoureusement. Il se félicite ensuite des efforts nouveaux qui sont tentés en Syrie où quelques résultats pratiques ont déjà été atteints. Avec environ 120.000 livres sterling, on parviendra à résoudre localement le problème. Soulignant que la bonne volonté des Etats intéressés n'a jamais fait défaut, il espère qu'elle sera suffisamment agissante pour qu'on obtienne un résultat.

Il rappelle qu'on a promis aux Arméniens, non seulement un toit, mais un foyer national. La Société des Nations ne sera pas déçagée de ses promesses tant qu'elle n'aura pas donné aux Arméniens leur terre nationale.

Il ne veut pas soulever de redoutables problèmes politiques. Il sait qu'il est des questions qu'il serait imprudent de vouloir résoudre trop vite; mais il croit que la Société des Nations ne s'établira pas d'une façon solide si elle n'est pas déterminée à résoudre tous ces problèmes d'une façon équitable.

M. MICHALAKOPOULOS (Grèce) se félicite de ce que la délégation de la Grèce ait l'occasion de rendre hommage aux efforts généreux et infatigables du Dr Nansen en faveur des réfugiés arméniens. Cet hommage, elle le lui rend avec d'autant plus de plaisir que son pays a contracté une dette de reconnaissance envers le Dr Nansen, qui fut l'initiateur de l'œuvre de l'établissement des réfugiés hellènes. Si son plan d'établissement des réfugiés arméniens dans leur foyer national n'a pu être entièrement réalisé pour des raisons qui ne dépendaient pas de lui, du moins le Gouvernement hellénique a-t-il la satisfaction de pouvoir dire qu'il lui a toujours prêté tout son appui, et M. Michalakopoulos rappelle que, a un moment où la Grèce ne savait pas où abriter 1.500.000 réfugiés, ses propres enfants, elle trouva et offrit un toit hospitalier à plus de 100.000 Arméniens et dépensa environ 280.000 livres sterling pour leur assistance.

Le Gouvernement hellénique a dû aviser la Société des Nations qu'à son vif regret il ne pouvait continuer à offrir cette hospitalité aux Arméniens, en raison des charges très lourdes qu'impose à son pays l'établissement des réfugiés hellènes. Le Conseil a reconnu la justesse des observations du Gouvernement grec, tout en exprimant son appréciation pour la façon fraternelle dont le peuple grec avait accueilli les Arméniens.

La délégation hellénique espère que l'appel en faveur des réfugiés arméniens sera couronné de succès. En vue de la réalisation de l'œuvre d'établissement de ces réfugiés, elle est prête à participer, dans une proportion dépassant même ses moyens financiers, jusqu'à 25 %, aux frais de transport des réfugiés arméniens de Grèce au Caucase.

M. BASTID (France) dit que la délégation française était portée à penser que les difficultés inhérentes à l'exécution du plan d'établissement des réfugiés arméniens, que l'indifférence dont se plaignait le Dr Nansen de la part des Etats, que tous ces obstacles pourraient être vaincus par la hardiesse conquérante et tenace d'un homme qui est accoutumé à briser les glaces polaires.

Le Conseil a estimé qu'un nouvel effort devait être tenté auprès des Etats pour leur demander leur concours et le Dr Nansen a accepté cette suggestion.

ments already made in that direction had been extremely encouraging. The High Commissioner had reported that the first settled groups of refugees had in some cases paid up 80 per cent of the advances which had been made to them. In this connection he would draw attention to the fact that the Fourth Committee had passed a credit of 7,500 Swiss francs for the appointment of an Assistant High Commissioner to work in Syria.

M. DE BROUCKÈRE (Belgium) said that, when he compared the solemn undertakings given with regard to Armenia and the modest results obtained, he would prefer to remain silent. But he had his duty to discharge.

He realised Dr. Nansen's surprise and shared his hopes. He had watched Dr. Nansen's persevering and practical endeavours to keep the promise which had been given.

He referred to the great utility of the measure by which Armenians and Russians, to whom passports were issued, were charged a small sum which made it possible to afford the refugees relief. He hoped that the method of making the refugees pay for their own expenses was not the limit of the League's generosity.

The work for the relief of the Armenians must be continued and the promises given to them must be kept. He felt great satisfaction at the new work being undertaken in Syria, where certain concrete results had already been obtained. With the sum of about £120,000 the problem could eventually be solved locally. While he would emphasise the never-failing good will shown by the States concerned, he hoped that their good will would be sufficiently active to reach a result.

The Armenians had been promised not only shelter but a national home, and, so long as the League failed to give the Armenians their national home, it would not be free of its undertaking.

He did not wish to raise grave political problems. He realised that it would be imprudent to attempt to find too speedy a solution for certain questions, but he believed that the League would fail to establish itself on a firm basis unless it was determined to find an equitable solution for all these problems.

M. MICHALAKOPOULOS (Greece) was glad that Greece had an opportunity of paying a tribute to the generous and indefatigable efforts of Dr. Nansen on behalf of the Armenian refugees. He paid that tribute with all the more pleasure as his country was under a debt of gratitude to Dr. Nansen, who had taken the initiative in the work of establishing the Greek refugees. Though Dr. Nansen's plan for the establishment of the Armenian refugees in their national home had not been entirely realised for reasons which were beyond his power to control, the Greek Government had at least the satisfaction of being able to say that it had always supported Dr. Nansen, and he would remind the Assembly that at a time when Greece had not known how to shelter 1,500,000 refugees who were her own nationals, she had found hospitality for more than 100,000 Armenians, and had spent some £280,000 sterling for their relief.

The Greek Government had been obliged to notify the League of Nations that to its great regret it could not continue to offer hospitality to the Armenians owing to the very heavy burdens imposed on Greece by the establishment of the Greek refugees. The Council had recognised the justice of the representations of the Greek Government, and had expressed its appreciation of the generous way in which the Greek people had received the Armenians.

The Greek delegation hoped that the appeal on behalf of the Armenian refugees would be successful. Towards carrying out the work of establishing these refugees, Greece was ready to participate in a proportion exceeding her financial needs and pay 25 per cent of the cost of transporting the Armenians from Greece to the Caucasus.

M. BASTID (France) said that the French delegation entertained the hope that the difficulties inherent in the execution of the plan of establishing the Armenian refugees and that the indifference on the part of the Governments of which Dr. Nansen complained — that all such obstacles in short might be overcome by the boldness and tenacity of the man who was accustomed to prevail over the stubborn forces of Nature.

The Council had thought that a new effort should be made to obtain the assistance of the Governments, and Dr. Nansen had accepted that suggestion.

Si, après avoir envisagé, dans les débuts, une large solution du problème arménien, après s'être ensuite mis d'accord pour entreprendre une œuvre restreinte, on devait aujourd'hui proclamer un renoncement total, il faudrait le regretter pour l'Arménie elle-même, et peut-être davantage encore pour le prestige de la Société des Nations.

Le délégué français remercie le Dr Nansen d'avoir reconnu spontanément devant le Conseil que la France était trop absorbée par l'œuvre d'établissement des Arméniens en Syrie pour pouvoir participer au plan d'Erivan, et il donne quelques précisions sur ce qui a été fait en Syrie.

Le nombre des réfugiés arméniens en Syrie est approximativement de 90.000, dont 40.000 seulement sont dans des camps; sur ces 40.000, 12.000 à peine sont dans un état complet d'indigence; les autres trouvent, au moins par intermittence, du travail et des ressources.

L'assistance aux réfugiés a été confiée à un Comité central dans lequel sont représentés notamment les diverses institutions qui se sont intéressées aux Arméniens. Une somme de 3 millions a été versée à ce Comité à titre de subvention, par le Haut Commissariat, pour le transfert du camp de Beyrouth. Dans l'Etat de Syrie, un petit camp de 1.400 ou 1.500 Arméniens a pu être supprimé. Dans le village d'Alep, il y a trois camps dont deux sont pleinement satisfaisants, comme l'a constaté le Haut Commissaire adjoint des réfugiés; quant au troisième, un plan de travaux y est actuellement en cours d'exécution.

On ne s'est pas borné à améliorer la situation matérielle des camps. L'assistance s'y est manifestée sous des modalités variées, notamment par l'assistance médicale et par l'orientation professionnelle.

On a cherché en effet à installer les Arméniens agriculteurs à la campagne, afin, d'abord, de décongestionner la main-d'œuvre urbaine, et, d'autre part, de rendre à leur vocation naturelle des réfugiés souvent peu faits pour l'artisanat. Des plans de colonisation sont en voie d'exécution.

Le délégué de la France ajoute que son pays ne considère en aucune manière sa tâche comme terminée, et il déclare une fois de plus que toutes les suggestions qui lui seraient faites dans cet ordre d'idées trouveraient auprès de lui un accueil bienveillant, sans qu'il renoncât, d'ailleurs, à l'idée du foyer national arménien.

Le Dr NANSEN (Norvège) remercie le major Elliot de son rapport et les divers orateurs de leurs observations. Le problème du statut juridique des réfugiés arméniens et russes est d'une importance capitale pour plus d'un million de personnes, et il faut se féliciter de ce que l'Assemblée ait décidé qu'il fallait prendre des mesures pour régler cette question. Au nom de la Société, il exprime sa gratitude au Gouvernement français de ce qu'il a fait pour l'assistance aux réfugiés arméniens de Syrie. Le Gouvernement français a dépensé 50 millions de francs, sans compter un montant considérable de dépenses indirectes.

Il remercie particulièrement le rapporteur d'avoir appelé l'attention sur la grave situation des réfugiés russes qui se trouvent à Constantinople et en Chine. A Constantinople, 80.000 environ d'entre eux avaient reçu l'ordre d'avoir à quitter le pays pour le mois d'août 1927. On a obtenu un ajournement momentané de cette décision, mais sous la condition expresse que ces réfugiés seraient évacués rapidement. La situation des réfugiés russes de Chine n'est pas moins critique. A Shanghai seul, ils sont 10.000, totalement dépourvus de ressources.

On a trouvé, en Argentine, en Bolivie, au Brésil, au Paraguay et au Pérou, d'excellentes possibilités de colonisation pour un chiffre de réfugiés s'élevant jusqu'à 30.000, grâce aux efforts du Bureau international du Travail. Dans la plupart des cas, les gouvernements de ces pays sont disposés à assumer la totalité des frais de colonisation. Il faut seulement assurer les frais de transport, qui s'élèveront approximativement à 20 livres sterling par tête. On a pu établir environ 90.000 réfugiés russes qui résidaient primitivement à Constantinople; il serait vraiment regrettable que l'on dût abandonner à leur sort les 4.000 autres réfugiés.

Il y a deux moyens de trouver les fonds nécessaires pour eux. Les Membres de la Société pourraient avancer les fonds eux-mêmes, ou bien tous les gouvernements pourraient s'engager à appliquer immédiatement, aux réfugiés se trouvant sur leur territoire, le système de timbres dont a parlé sir Edward Hilton Young. Le second procédé offre l'avantage de faire

If, after having contemplated at the outset a broad solution of the Armenian problem, and after having subsequently agreed to undertake a more limited programme, the League of Nations must now proclaim a total failure, the result would be regrettable for Armenia and still more regrettable for the prestige of the League.

He would thank Dr. Nansen for having spontaneously recognised before the Council that France had been too much absorbed by the establishment of the Armenians in Syria to be able to participate in the Erivan scheme, and he would now like to give some details as to what was being done in Syria.

The number of Armenian refugees in Syria was approximately 90,000. Of these refugees 40,000 only were in camps, and 12,000 out of the 40,000 were in a state of complete destitution. The others, more or less intermittently, found work and the means to live.

The relief of the refugees had been entrusted to a central committee, on which were represented the various institutions which were interested in the Armenians. A sum of three million francs had been paid to that Committee as a subsidy by the High Commissioner for the transfer of the Beirut camp. In the State of Syria a little camp of 1,400 to 1,500 Armenians had been suppressed. At Aleppo there were three camps, and two of them were quite satisfactory, as the Assistant High Commissioner for the Refugees had noted. As to the third camp, a plan of work was at present in the course of execution.

The authorities had not confined themselves to improving the material position of the camps. Relief had been given in various ways, particularly medical relief and technical training.

An endeavour had been made to settle the Armenian agriculturists in the country in order to relieve labour congestion in the towns, and to restore the refugees to their natural vocation as many of them were not suited to become artisans. Plans of colonisation were in course of execution.

He would add that his country did not regard its task as in any sense concluded. All the suggestions made to the French Government in this field would be welcomed, which did not, however, imply that France had abandoned the idea of a national Armenian home.

Dr. NANSEN (Norway) thanked the Rapporteur for his report and previous speakers for their observations. The question of the legal status of Armenian and Russian refugees was of vital importance to more than a million persons, and it was a matter for congratulation that the Assembly had decided that steps should be taken to regulate it. He would, on behalf of the League, express its gratitude to the French Government for what it had done to assist the Armenian refugees in Syria. The French Government had expended 50 million francs, and had in addition incurred a great deal of indirect expenditure.

He was specially grateful to the Rapporteur for calling attention to the serious plight of the Russian refugees in Constantinople and China. In the former city some four thousand had been ordered to leave up to August 1927. A temporary adjournment of that decision had been obtained, but only on condition that they were evacuated speedily. The situation of the Russian refugees in China was equally critical. There were 10,000 destitute refugees in Shanghai alone.

Excellent opportunities had been found for colonisation in Argentine, Bolivia, Brazil, Paraguay and Peru for no less than 30,000 refugees, thanks to the efforts of the International Labour Office. In most cases the Governments of those countries were prepared to pay the total cost of colonisation. All that was required were transport expenses amounting approximately to £20 sterling per head. Approximately 90,000 Russian refugees originally established in Constantinople had been settled and it would be particularly regrettable if the remaining 4,000 should be abandoned to their fate.

There were two methods of obtaining funds to deal with them. First, Members of the League might advance the funds; secondly, all Governments might undertake immediately to apply the stamp system, described by Sir E. Hilton Young, to refugees on their territories. The second method had the advantage of causing the self-supporting refugees, who were

supporter aux réfugiés qui se subviennent à eux-mêmes, et qui sont parfaitement disposés à payer, la dépense de la faible somme de cinq francs-or par an pour droits de timbre.

Le baron VON RHEINBABEN (Allemagne) dit que, conformément au désir unanime du Conseil, le Dr Nansen, malgré les déceptions, a résolu de ne pas abandonner la tâche de porter secours aux réfugiés arméniens, et a instamment rappelé que le Conseil a ainsi assumé une nouvelle responsabilité.

Le Dr Stresemann a déclaré en juin, au Conseil, qu'il fallait aider le plus possible le Dr Nansen pour qu'il aboutisse à un succès, non seulement dans l'intérêt des réfugiés arméniens, mais aussi dans celui de la Société des Nations elle-même et des institutions qui se sont occupé de cette œuvre.

Il termine en affirmant que l'appel de la Société des Nations trouvera certainement un écho en Allemagne.

M. COMNÈNE (Roumanie) déclare que la Roumanie pense que la plus haute mission de la Société des Nations est d'être plus active en ce qui concerne la solidarité internationale.

Elle a donné l'exemple en acceptant sur son territoire des centaines de milliers de Russes, et a été heureuse de collaborer à l'œuvre de secours entreprise par la Société des Nations en Albanie; elle se range entièrement aux côtés du Dr Nansen. Elle sera donc heureuse de contribuer autant que possible à l'œuvre entreprise en faveur des Arméniens.

Le rapport et le projet de résolution sont adoptés.

Construction des nouveaux immeubles de la Société (suite).

Le PRÉSIDENT rouvre la discussion sur la construction des nouveaux immeubles de la Société des Nations.

Il rappelle que l'Assemblée a entendu le rapport du Comité spécial et a été saisie d'une proposition d'amendement présentée par la délégation néerlandaise.

Il donne la parole au rapporteur de la quatrième Commission, dont le rapport (document A. 110. 1927) complète sur un point le rapport du Comité spécial.

M. van Eysinga (Pays-Bas), président de la quatrième Commission, et M. de Vasconcellos (Portugal), rapporteur, prennent place à la tribune.

M. DE VASCONCELLOS explique que la quatrième Commission s'est prononcée seulement sur l'aspect financier du problème et qu'après avoir examiné le rapport, elle a vu que la question était en excellente voie. Elle demande seulement que le Comité nommé par le Bureau soit autorisé à rester en fonctions jusqu'à ce que la question soit résolue.

Le PRÉSIDENT dit que l'Assemblée a été saisie d'un projet de résolution par le Comité spécial dont lecture a été donnée le matin, et déclare que la quatrième Commission propose de composer ce Comité comme suit: M. ADATCI (Japon), ASUSKY (Tchécoslovaquie), POLITIS (Grèce), URRUTIA (Colombie) et sir Edward HILTON YOUNG (Empire Britannique).

D'autre part, l'Assemblée a été saisie d'un projet d'amendement de la délégation néerlandaise. (Voir le résumé de la séance du matin.)

Comme le rapporteur du Comité, appuyé par M. Osusky (Tchécoslovaquie) et par M. Motta (Suisse) a demandé le maintien du texte de la résolution proposée par le Comité, le président demande à l'Assemblée de se prononcer sur cette proposition d'amendement qui devra être accepté à l'unanimité, mais, avant de passer au vote, il donne la parole à M. Loudon.

M. LOUDON (Pays Bas) dit qu'il a été heureux d'entendre que le rapporteur du Comité spécial, sir Edward Hilton Young, introduisait de la logique dans le débat. Il serait logique de charger le Comité des cinq d'étendre l'examen aux 377 projets. Mais le bon sens dit que c'est chose impossible et que cela ne servirait à rien. Il faut donc choisir le « next best » ainsi que disait ses amis anglais.

Il faudrait un nouveau jury car le précédent n'a pas accompli

quite willing to pay, to expend the small sum of 5 gold francs per annum on a stamp tax.

Baron VON RHEINBABEN (Germany) said that, in conformity with the unanimous desire of the Council, Dr. Nansen had decided in spite of his disappointment not to abandon the task of the relief of the Armenian refugees, and had forcibly reminded them that the Council had thus undertaken a new responsibility.

Dr. Stresemann had stated before the Council in June that Dr. Nansen should be helped so far as possible to reach success, not only in the interests of the Armenian refugees, but also in that of the League of Nations itself, and the institutions which had taken up that work.

He concluded with the assurance that the appeal of the League of Nations would certainly find a response in Germany.

M. COMNENE (Roumania) said that Roumania felt that the highest mission of the League of Nations was to increase its activity in matters of international solidarity.

Roumania had given an example by receiving hundreds of thousands of Russians into her territory and had been glad to co-operate in the relief work undertaken by the League of Nations in Albania. She stood wholeheartedly by Dr. Nansen and would therefore be happy to contribute so far as possible to the work undertaken on behalf of the Armenians.

The report and the draft resolution were adopted.

Construction of the New League of Nations Building (Continuation).

The PRESIDENT re-opened the discussion on the construction of the new League of Nations building. The Assembly had heard that morning the report of the Fourth Committee, and had been presented with a proposed amendment by the Netherlands delegation. He would ask the Rapporteur of the Fourth Committee, whose report (document A. 110. 1927) completed the report of the Special Committee, to address the Assembly.

M. van Eysinga (Netherlands), Chairman of the Fourth Committee, and M. de Vasconcellos (Portugal), Rapporteur, came to the platform.

M. DE VASCONCELLOS explained that the Fourth Committee had merely considered the financial aspect of the problem, and that, after having examined the report of the Special Committee, had recognised that the question was making good progress. The Fourth Committee merely asked that the Committee appointed by the General Committee of the Assembly should be authorised to continue its duties until the question was settled.

The PRESIDENT said that the Assembly had before it the draft resolution proposed by the Special Committee which had been read at the morning meeting. The Fourth Committee proposed that the Special Committee should consist of M. ADATCI (Japan), M. OSUSKY (Czechoslovakia), Chairman of the Supervisory Commission, M. POLITIS (Greece), M. URRUTIA (Colombia), Sir Edward Hilton YOUNG (British Empire).

The Assembly had also before it an amendment of the Dutch delegation (see the account of the morning meeting).

Since the Rapporteur of the Committee, supported by M. Osusky (Czechoslovakia) and M. Motta (Switzerland), had moved that the original text proposed by the Committee should be maintained, he would ask the Assembly to take a decision on the amendment proposed, which must be unanimously adopted.

Before proceeding to the vote, however, he would invite M. Loudon to address the Assembly.

M. LOUDON (Netherlands) said that he had been happy to note that the Rapporteur of the Special Committee, Sir Edward Hilton Young, had introduced logic into the discussion. It would be logical to entrust the Committee of Five with the examination of the 377 plans. Commonsense, however, showed that to be impossible and useless. The second best must therefore be chosen, as his English friends would say. To do this a new jury was necessary, since the previous jury had not

sa tâche. Aussi n'a-t-il décerné aucun premier prix. Après avoir déclaré qu'il ne pouvait recommander l'exécution d'aucun projet, il s'est prononcé en faveur d'un *pis aller* en choisissant 27 qu'il divisé en trois catégories, dont rien ne prouve que la première est supérieure aux deux autres. Comme pour aboutir on ne peut remettre les 377 projets à l'étude, il croit que le choix du Comité des Cinq devrait être étendu tout au moins aux 27 projets au lieu d'être limité aux neuf de la première catégorie.

Comme il s'agit d'une question capitale pour la Société des Nations, où chacun doit prendre sa responsabilité, il insiste pour que l'amendement néerlandais soit mis aux voix.

Sir Granville de Laune RYRIE (Australie) estime essentiel que le nouveau bâtiment de la Société soit construit le plus tôt possible. Trois cents projets environ ont été soumis; ils ont été examinés par un jury d'architectes qui en a choisi 27, lesquels ont par la suite été ramenés à neuf. On propose maintenant de désigner un Comité spécial qui serait chargé d'examiner ces neuf projets, mais le représentant des Pays-Bas a été d'avis qu'il faudrait examiner, non pas les neuf projets, mais les 27 retenus tout d'abord. Le Comité spécial, composé de profanes, aura des difficultés à se prononcer entre neuf projets. Cette tâche serait surhumaine s'il devait en examiner 27. Ce serait une perte de temps et un retard considérable dans la construction de l'immeuble.

L'Assemblée a déjà perdu beaucoup de temps. Le délégué de l'Australie s'imaginait qu'elle était un vaste parlement mondial ayant pour mission de s'occuper de questions telles que la paix du monde et la lutte contre le retour de catastrophes pareilles à la dernière guerre. Il doit avouer que la session actuelle le laisse désemparé.

Quand ce ne serait que pour éviter une perte de temps, il s'oppose énergiquement à l'amendement de la délégation néerlandaise.

Il est procédé à un vote sur l'amendement, conformément aux règles stipulées à l'article 20, paragraphe 1, du Règlement intérieur.

Trois membres votent en faveur de l'amendement, qui est rejeté.

L'Assemblée adopte le rapport du Comité spécial.

Le Comité de cinq membres est ainsi composé:

- M. ADATCI (Japon),
- M. OSUSKY (Tchécoslovaquie), président de la Commission de contrôle,
- M. POLITIS (Grèce),
- M. URRUTIA (Colombie),
- Sir Edward HILTON YOUNG (Empire Britannique).

Le PRÉSIDENT croit être l'interprète de toutes les délégations en s'associant à l'hommage rendu par la quatrième Commission, dans son rapport, au travail accompli par le Comité spécial. L'Assemblée se félicite de voir siéger au nouveau Comité les mêmes personnes qui formaient le Comité spécial.

M. ADATCI (Japon), au nom du Comité spécial, remercie le président de ses aimables paroles.

Coût de la vie et fixation des traitements.

M. van Eysinga (Pays-Bas), président de la quatrième Commission, et M. Guerrero (Salvador), rapporteur, prennent place à la tribune.

M. GUERRERO lit le rapport suivant:

« La quatrième Commission, saisie du rapport de la Commission de fixation des traitements (document C.493.1927.X) et de celui de la Commission de contrôle sur cette même question,

« Tout en constatant que ces deux rapports sont d'accord pour conclure que le système adopté jusqu'à présent pour l'établissement d'un indice du coût de la vie devant servir de base à la fixation de la partie variable des traitements s'est avéré peu satisfaisant;

« Est d'avis aussi qu'il n'est pas possible de décider s'il y a lieu, et dans quelle mesure, de modifier les traitements actuellement en vigueur.

been able to accomplish its task. It had awarded no first prize. After having declared that it could not recommend the execution of any one plan it had as a *pis aller* chosen 27, which it had divided into three categories. Nothing proved that the first category was superior to the other two. As it was impossible to re-examine all the 377 plans in order to find a solution, the choice of the Committee of Five should at least include the 27 plans, instead of being limited to the nine plans in the first category.

As this was a question of importance to the League, no one should shirk his responsibility, and he would urge, therefore, that the Dutch amendment should be put to the vote.

Sir Granville de Laune RYRIE (Australia) said that it was essential that the new building of the League should be constructed as soon as possible. Some three hundred plans had been submitted and examined by a body of architects who had chosen 27 out of them, which they had subsequently reduced to nine. It was now proposed that a special committee should be appointed to examine those nine plans, but the representative of the Netherlands had suggested that not the nine but the 27 plans should be examined. The special committee, composed of laymen, would find it difficult to choose between the nine plans. Their task would be Herculean if they had to examine 27 plans. It would be a waste of time and would considerably delay the construction of the building.

A great deal of time was wasted in the Assembly. He had been under the impression that the Assembly was a great world Parliament whose duty it was to deal with such questions as the peace of the world and the prevention of catastrophes such as the late war. He must confess that as a result of the present session he was disillusioned.

On the grounds that it was a waste of time, if on no other, he strongly objected to the amendment proposed by the Netherlands delegation.

A vote was taken on the amendment according to the procedure laid down by Article 20, paragraph 1, of the Rules of Procedure.

Three members voted for the amendment.

It was accordingly rejected.

The Assembly adopted the report of the Special Committee.

The members of the Committee of Five are:

- M. ADATCI (Japan),
- M. OSUSKY (Czechoslovakia), Chairman of the Supervisory Commission,
- M. POLITIS (Greece),
- M. URRUTIA (Colombia),
- Sir Edward HILTON YOUNG (British Empire).

The PRESIDENT thought that he was interpreting the views of all members of the Assembly in associating himself with the tribute paid by the Fourth Committee in its report to the work done by the Special Committee. The Assembly was happy to see that the same members as had composed that Committee would compose the new committee.

M. ADATCI (Japan), on behalf of the Special Committee, thanked the President for his observations.

Cost of Living and Salaries.

M. van Eysinga (Netherlands), Chairman of the Fourth Committee, and M. Guerrero (Salvador), Rapporteur, came to the platform.

M. GUERRERO read the following report:

« The Fourth Committee, having had before it the Report of the Salaries Adjustment Committee (document C.493.1927.X) and that of the Supervisory Commission on the same question;

« While noting that these two reports agree in concluding that the system hitherto adopted in determining the cost-of-living index on the basis of which the variable portion of the salaries is fixed has shown itself to be unsatisfactory;

« Is also of the opinion that it is not possible to decide whether and how far the present salaries should be modified.

« Elle recommande donc à l'Assemblée :

« 1^o D'appliquer une fois encore le système actuellement en vigueur en vertu duquel aucune modification n'est à apporter à ces traitements en 1928 ;

« 2^o De charger le Comité de fixation des traitements de préparer une nouvelle étude de l'ensemble de la question, en collaboration avec les services compétents du Secrétariat et du Bureau international du Travail et d'en soumettre le résultat à la Commission de contrôle à sa session de janvier 1928 ;

« 3^o De charger la Commission de contrôle de présenter un rapport général sur la question à la neuvième session ordinaire de l'Assemblée. »

Le rapport est adopté.

Questions financières : Rapport général de la quatrième Commission concernant la question des frais du Comité central permanent pour l'opium et la question du don de M. Rockefeller junior.

M. Modzelewski (Pologne), rapporteur, prend place à la tribune.

M. MODZELEWSKI présente son rapport (document A. 113. 1927) et les projets de résolutions suivants :

1. « L'Assemblée, en vertu de l'article 38 du Règlement concernant la gestion des finances de la Société des Nations, arrête définitivement les comptes vérifiés de la Société des Nations pour le huitième exercice financier, clos le 31 décembre 1926. »

2. « L'Assemblée, en vertu de l'article 17 du Règlement concernant la gestion des finances de la Société des Nations, arrête, pour l'exercice 1928, le budget général de la Société des Nations, du Secrétariat et des organisations spéciales de la Société, de l'Organisation internationale du Travail et de la Cour permanente de Justice internationale s'élevant, y compris les crédits supplémentaires, à la somme totale de 25.333.817 francs,

« Et décide que les budgets précités seront publiés dans le *Journal Officiel*. »

3. « L'Assemblée adopte, dans la mesure où elles ont été approuvées par la quatrième Commission, les conclusions des différents rapports de la Commission de contrôle qui ont été soumis à son examen. »

4. « L'Assemblée adopte les conclusions du rapport de la quatrième Commission. »

Le rapporteur ajoute que la situation financière de la Société continue d'être satisfaisante, le paiement des contributions s'effectuant d'une manière de plus en plus régulière. Au 31 août, 68% du budget de 1927 ont été versés.

L'exercice 1926 s'est soldé par un excédent d'environ un million et demi de francs, sur lesquels 500.000 francs pourront être affectés à la constitution d'un fonds pour l'ameublement du nouveau bâtiment et 873.000 francs portés en réduction des contributions de 1928.

La quatrième Commission a eu une tâche particulièrement difficile en raison des nombreuses demandes de crédits supplémentaires. Après avoir pris l'avis de la Commission de contrôle, au remarquable travail de laquelle il rend hommage, la quatrième Commission a, dans certains cas, suggéré le ralentissement de travaux déjà en cours et l'ajournement d'activités nouvelles. Ces décisions n'impliquent aucune hostilité ni aucune méfiance. La quatrième Commission a simplement estimé qu'il convenait de maintenir le budget de la Société à un niveau aussi rapproché que possible de celui de l'année dernière. La tâche de la commission de contrôle et de la quatrième Commission se trouve énormément compliquée du fait que les demandes de crédits supplémentaires ne leur parviennent des autres commissions qu'à la fin de leurs travaux.

Le prêt de 240.000 florins que le Gouvernement néerlandais est disposé à accorder pour l'agrandissement des locaux du Palais de la Paix est subordonné à un vote des Etats généraux.

Le rapport et les résolutions sont adoptés, à l'exception de l'article 29 du chapitre III de l'annexe du rapport, auquel se réfère un amendement soumis par la délégation suédoise.

« It therefore recommends the Assembly :

« (1) To apply once more the system at present in force, under which no changes will be made in the salaries in 1928 ;

« (2) To instruct the Salaries Adjustment Committee to carry out the investigations necessary for this enquiry with the help of the competent services of the Secretariat and of the International Labour Office and to submit the results to the Supervisory Commission at its session in January 1928 ;

« (3) And to instruct the Supervisory Commission to submit a general report on the question to the Assembly at its ninth ordinary session. »

The report was adopted.

Financial Questions : General Report of the Fourth Committee concerning the Cost of the Permanent Central Opium Board, and the Question of the Gift offered by Mr. Rockefeller Junior.

M. MODZELEWSKI (Poland), Rapporteur, came to the platform.

He presented his report (document A. 113. 1927) and submitted the following resolutions :

1. " The Assembly, in virtue of Article 38 of the Regulations for the Financial Administration of the League, finally approves the audited accounts of the League for the eighth financial period ending December 31st, 1926. "

2. " The Assembly, in virtue of Article 17 of the Regulations for the Financial Administration of the League, approves for the financial year 1928 the general budget of the League, of the Secretariat and of the Special Organisations of the League, of the International Labour Organisation and of the Permanent Court of International Justice, the total of which, including supplementary credits, is 25,333,817 francs ;

« And decides that the said budgets shall be published in the *Official Journal*. »

3. " The Assembly adopts, in so far as they have been approved by the Fourth Committee, the conclusions of the various reports of the Supervisory Commission submitted to its consideration. "

4. " The Assembly adopts the conclusions of the report of the Fourth Committee. "

The financial position of the League continued to be satisfactory, the payment of contributions being more and more regular. Sixty-eight per cent of the budget for 1927 had been paid up to August 31st.

The financial period for 1926 had shown a surplus of about 1 1/2 million francs, of which 500,000 francs would be set aside for a fund for furnishing the new building and 873,000 francs for reducing the contributions for 1928.

The task of the Fourth Committee had been particularly difficult owing to the numerous demands for supplementary credits. After taking the advice of the Supervisory Commission to whose remarkable work he would pay a tribute, the Fourth Committee had in certain cases suggested slowing down work already in progress and the adjournment of fresh activities. Its decisions had been taken in no hostile or cavilling spirit. The Fourth Committee had merely considered that the budget of the League should be kept at a figure as close as possible to that of last year. The task of the Supervisory Commission and of the Fourth Committee was enormously complicated by the fact that requests for supplementary credits only reached them from other Committees at the end of their work.

The loan of 24,000 florins, which the Dutch Government was ready to grant for increasing the accommodation in the Peace Palace, depended on the vote of the Dutch States-General.

The report and resolutions were adopted, with the exception of Article 29, Chapter III, of the Annex to the report, to which an amendment had been submitted by the Swedish delegation.

Proposition d'amendement présentée par la délégation suédoise relativement à l'article 29 du budget.

Le PRÉSIDENT soumet à l'Assemblée l'amendement suivant, présenté par la délégation suédoise:

« Article 29:

« Codification (préparation de la Conférence de codification et session du Comité d'experts pour la codification progressive du droit international).

« Augmentation de 45.000 francs. »

M. VENNERSTEN (Suède), tout en déclarant que sa délégation est en plein accord avec la quatrième Commission sur tous les points sauf celui qui est en discussion, fait ressortir l'importance spéciale de la codification du droit international. C'est sur l'initiative de son gouvernement qu'en 1924 l'attention avait particulièrement été attirée sur cette matière importante. Comme on le verra dans le rapport qui va être soumis à l'Assemblée, la première Commission envisage la préparation par une commission spéciale, au cours de l'année 1928, d'une conférence pour la codification, et la réunion du Comité d'experts, pour achever les travaux déjà entrepris et examiner la proposition du délégué du Paraguay. Il était proposé d'inscrire au budget un crédit de 80.000 francs pour la préparation de la Conférence et un autre crédit de 75.000 francs pour la réunion du Comité d'experts. Or, sur la proposition de la Commission de contrôle, la quatrième Commission a supprimé ce dernier crédit et, après des pourparlers entre elle et la première Commission, a consenti à ce que tout excédent éventuel du crédit de 80.000 francs puisse être employé pour couvrir les dépenses d'une réunion du Comité d'experts.

Il semble, cependant, que l'on soit généralement d'accord pour estimer que l'excédent en question, si même il y en avait un, serait insuffisant à cet effet.

La délégation suédoise regretterait vivement que la Société ne crût pas pouvoir disposer d'une somme qui serait faible relativement à l'importance de l'œuvre. Il s'agit simplement de permettre au Comité d'experts de terminer une étape presque achevée de son travail.

C'est pourquoi, au nom de la délégation suédoise, il présente un amendement comportant, à l'article 29 du budget, une légère augmentation de 40.000 francs. Il se fonde pour cela sur deux raisons: en premier lieu, la quatrième Commission a déjà ramené de 900.000 à 500.000 francs le montant des crédits supplémentaires primitivement demandés; en second lieu, il lui paraît certain que les deux Commissions ont été d'accord pour répondre affirmativement à la question de principe de savoir si le Comité d'experts devait ou non se réunir l'an prochain.

L'augmentation demandée est très faible; elle n'est rien en comparaison de l'impression fâcheuse que produirait le refus du crédit, refus qui empêcherait le Comité d'experts de continuer des travaux déjà bien commencés.

M. VAN EYSINGA (Pays-Bas) dit que certaines résolutions adoptées par la Commission des finances, notamment en faveur de la suppression de crédits demandés ont rencontré dans l'opinion publique de l'Assemblée, et même dans les journaux genevois et étrangers, un intérêt tout à fait exceptionnel.

L'Assemblée, étant souveraine, peut accepter la proposition suédoise, mais l'orateur veut souligner qu'il n'est pas seulement question ici de quelques dizaines de mille francs, mais de la politique financière de la Société des Nations.

La quatrième Commission se rend parfaitement compte de l'intérêt que présente la question de l'opium, du transit et des communications, de la codification du droit international.

L'orateur déclare que s'il admet qu'un membre de la première Commission peut se désintéresser de l'activité de la cinquième Commission, un membre de la deuxième Commission du travail de la quatrième et ainsi de suite, il ne peut imaginer un membre de la quatrième Commission ne s'intéressant pas à l'ensemble de l'activité de la Société des Nations, car cette Commission entre dans les détails de toutes les questions. C'est donc à son très vif regret, et pour des raisons financières uniquement, qu'elle propose de ne pas inscrire au budget de 1928 le crédit demandé pour le « Central Board ». Elle sait très bien qu'en ce cas le mouvement de ratifications de la Convention de l'opium de 1925 diminuerait sensiblement.

Amendment proposed by the Swedish Delegation concerning Item 29 of the Budget.

The PRESIDENT submitted the following amendment proposed by the Swedish delegation.

“ Item 29:

“ Codification (Preparation for the Codification Conference and Meeting of the Committee of Experts for the Progressive Codification of International law).

“ Increase of 45,000 francs. ”

M. VENNERSTEN (Sweden), while emphasising the fact that his delegation agreed to all the points except the one under discussion, laid stress on the special importance of the Codification of International Law. It was on the proposal of his Government that, in 1924, special attention had been paid to this important matter. The First Committee, according to the report which would be submitted to the Assembly, contemplated the preparation during the year 1928 by a special committee of a first conference on codification and the meeting of the committee of experts to finish the work already in hand and to examine the proposal of the delegate of Paraguay. It was proposed to insert in the budget a sum of 80,000 francs for the preparation of the Conference and a sum of 75,000 francs for the meeting of the Committee of Experts. The Fourth Committee, on the proposal of the Supervisory Commission, had, however, suppressed this latter credit, and, after negotiations between the First and Fourth Committees, the Fourth Committee had agreed that any surplus which might remain over from the credit of 80,000 francs could be used to meet the expenses of a meeting of the Committee of Experts.

It was nevertheless generally agreed that this surplus, even if it materialised, would be insufficient for the purpose.

The Swedish delegation warmly regretted that the League did not appear to find it possible to set aside a sum small in comparison with the importance of the work. It was merely a question of allowing the Committee of Experts to finish one stage of its work, which was almost on the point of completion.

On behalf of the Swedish delegation, he therefore proposed an amendment entailing a slight increase of 40,000 francs in Article 29 of the Budget. He did so for two reasons: first, because the Fourth Committee had reduced from 900,000 to 500,000 francs the amount of the supplementary credit originally demanded, and, secondly, because he was convinced that both Committees agreed that, on the question of principle whether or not the Committee of Experts should meet next year, the reply would be in the affirmative.

The increase required was very small and was nothing in comparison with the unfortunate impression which would be created by its refusal, for the Committee of Experts would be prevented from continuing the work already begun.

M. VAN EYSINGA (Netherlands) said that certain resolutions adopted by the Fourth Committee for the suppression of credits requested had aroused, in the Assembly and even in foreign and Genevese newspapers, a quite exceptional interest.

The Assembly was a sovereign body which could accept the Swedish proposal; but he would emphasise that this was not a question of a few thousand francs, but one which affected the financial policy of the League.

The Fourth Committee clearly realised the importance of the questions of opium, communications and transit and the codification of international law. He imagined it possible for a member of the First Committee to remain indifferent to the activities of the Fifth Committee, or a member of the Second Committee to remain indifferent to the work of the Fourth Committee, but he could not imagine a member of the Fourth Committee remaining indifferent to any of the activities of the League of Nations, since that Committee had to go into the details of every question.

It was therefore with very great regret, and solely for financial reasons, that the Fourth Committee was proposing not to place on the budget of 1928 the credit which had been requested for the Central Opium Board. It was quite aware that in that case the ratifications of the Opium Convention of 1925 would be appreciably less numerous.

Elle comprend de même qu'il serait extrêmement dommage de ne pas accepter les crédits pour la documentation de l'Organisation des communications et du transit. Elle sait que les travaux de la Conférence des communications ont permis à la Société des Nations de resserrer ses liens avec beaucoup d'administrations des Etats-Unis d'Amérique, et que la continuation de ces recherches resserrerait ceux qui l'unissent à l'Amérique latine. De nombreux membres de la quatrième Commission ont très vivement regretté de ne pas donner satisfaction à l'excellent chef qui a si bien dirigé les études relatives aux communications, M. Haas.

Il en est de même en ce qui touche à la codification du droit international. Il a été des plus pénibles de proposer de ne pas prévoir — provisoirement pour l'année 1928, bien entendu — de crédits pour la continuation du travail de la Commission Hammarskjöld, car ce savant appartenait déjà, avant la guerre, à cette petite élite de juristes auxquels bien des pays ont eu si souvent recours.

Mais c'est toujours au point de vue financier que la quatrième Commission s'est placée pour refaire les crédits.

M. van Eysinga rappelle que le budget pour 1926 était resté au-dessous des 23 millions et que le budget de 1927 excédait celui de 1926 d'environ 1.600.000 francs. L'Assemblée de 1926 a déclaré qu'une saine politique financière de la Société des Nations exigeait impérieusement la stabilisation du budget. Tous les organes financiers de la Société des Nations se sont donné à cet égard la plus grande peine.

Mais il est des dépenses qu'on ne peut éluder: l'augmentation périodique et réglemantaire des traitements des fonctionnaires, et d'autres dépenses inhérentes au fonctionnement même des services. La stabilisation absolue n'a donc pas été possible.

La quatrième Commission n'a pas accepté toutes les suppressions proposées. Au contraire, elle a été obligée de défendre certains crédits nécessaires, notamment ceux qui doivent être à la disposition du Conseil, pour donner effet aux tâches qui lui ont été confiées en vertu des articles 11 et 15 du Pacte. Par ailleurs, elle a constaté que beaucoup de récriminations étaient absolument justifiées et elle a voulu continuer la compression du budget, œuvre de la Commission de contrôle.

Or, c'est tout à la fin de la session qu'elle s'est vue bombardée d'un très grand nombre de demandes de crédits supplémentaires.

S'appuyant strictement sur le Règlement financier, elle a envoyé, pour préavis, toutes ces demandes de crédits supplémentaires à la Commission de contrôle.

Elle lui a ensuite demandé de sérier les nombreuses demandes, travail extrêmement ingrat et difficile.

Elle a ainsi supprimé à contre cœur un grand nombre de crédits supplémentaires demandés pour le Secrétariat, le Bureau international du Travail et pour les organisations techniques de la Société des Nations.

L'amendement suédois propose la reprise du crédit relatif à la codification du droit international et le représentant de la Suède a déclaré qu'il ne pouvait admettre cette suppression de crédit.

On pourrait dire la même chose pour le transit, l'opium, etc. A ceci l'orateur réplique que la quatrième Commission, après avis du corps que le Règlement financier l'oblige à entendre, est arrivé à une autre conclusion.

Il est possible que l'impression produite sur l'opinion publique soit mauvaise. Ne serait-elle pas plus mauvaise si l'on voyait qu'un corps politique ne gère pas bien ses finances? Ce sont les préoccupations financières qui doivent primer.

L'orateur conclut en disant que la quatrième Commission n'est pas une « guillotine ». Mais elle ne veut pas davantage être une institution qui se borne à enregistrer les demandes de crédit. Ce qu'elle veut avant tout c'est l'intérêt de la Société des Nations.

Lord ONSLOW (Empire Britannique) se rallie à l'avis de la quatrième Commission.

M. ROLIN (Belgique) soutient l'amendement de la délégation suédoise. Il déclare qu'on est en présence du conflit éternel entre les nécessités financières et les nécessités politiques. Il ne veut pas discuter les idées générales exposées par le président de la quatrième Commission sur le budget de la Société

It also understood that it would be extremely unfortunate not to approve the credits for the information service of the Organisation for Communications and Transit. It was aware that the work of the Conference on Communications and Transit had enabled the League of Nations to strengthen its relations with many administrations in the United States of America and that the continuation of the proposed researches would strengthen the relations of the League with Latin America. Numerous members of the Fourth Committee had very keenly regretted that they had not been able to meet the views of the excellent chief of the Transit Section, M. Haas, who directed the studies relating to communications.

The same was true of the codification of international law. It had been very painful to refuse, provisionally for the year 1928, credits for the continuation of the work of the Committee of M. Hammarskjöld. M. Hammarskjöld, before the war, belonged to that small body of jurists to whom many countries so often had recourse. The Fourth Committee, however, in refusing these credits, had looked at the question purely from a financial point of view.

He would remind the Assembly that the budget for 1926 had remained below twenty-three million francs, and that the budget for 1927 had exceeded that of 1926 by about one million six hundred thousand francs. The Assembly of 1926 had declared that a sane financial policy of the League imperatively required that the budget should be stabilised, and all the organs of the League had, with this end in view, taken the greatest possible pains.

There were, however, expenses which could not be evaded. There was the periodic and regular increase in the salaries of officials and other expenses entailed by the work of those services. Absolute stabilisation had accordingly not been possible.

The Fourth Committee had not agreed to all the suppressions which had been proposed. On the contrary, it had been obliged to defend certain necessary credits, particularly the credit to be placed at the disposal of the Council to carry out the tasks which had been entrusted to it under Articles 11 and 15 of the Covenant. On the other hand, the Fourth Committee had noted that many criticisms were absolutely justified and it had desired to continue the compression of the budget, which was the work of the Supervisory Commission.

At the very end of the session, the Fourth Committee had been bombarded with a large number of requests for supplementary credits. Strictly in conformity with the Financial Regulations, it had sent all these requests for supplementary credits to the Supervisory Commission for its opinion. It had subsequently asked the Supervisory Commission to deal with these numerous requests — a work which was extremely ungrateful and difficult.

The Fourth Committee had thus unwillingly suppressed a large number of supplementary credits which had been requested for the Secretariat, the International Labour Office and the technical organisations of the League of Nations.

The Swedish amendment proposed that the credit relating to the codification of international law should be restored, and the representative of Sweden had declared that he could not assent to the suppression of that credit.

The same attitude might be adopted in regard to transit and opium, etc. He would reply that the Fourth Committee, after having consulted the body which it was in duty bound to consult under the financial regulations, had reached a different conclusion.

It was possible that the impression on public opinion might be bad. Would it not be worse if the League should seem to be a political body which did not manage its finances very well? Financial considerations must take precedence of the others.

He would conclude by saying that the Fourth Committee was not a " guillotine ", but it did not desire on the other hand to be an institution which merely recorded the credits for which it was asked. What it desired, above everything, was the welfare of the League of Nations.

The EARL OF ONSLOW (British Empire) concurred in the opinion of the Fourth Committee.

M. ROLIN (Belgium) supported the amendment of the Swedish delegation. The Assembly was faced with the eternal conflict between financial and political necessity. He did not wish to discuss the general ideas put forward by the Chairman of the Fourth Committee on the budget of the League of Nations.

des Nations. Il est même d'accord avec lui à cet égard; mais il estime que les économies doivent porter sur les dépenses somptuaires et non sur les dépenses nécessaires. Or la continuation de l'œuvre de la Commission de codification est indispensable pour le crédit même de la Société des Nations.

La codification est une activité politique et pacifique de première importance puisque c'est la consolidation et la clarification du droit international, un élément indispensable pour le règlement équitable des différends internationaux.

D'autre part, ce n'est pas une œuvre nouvelle, mais la continuation d'un travail de trois ans, dont on va cueillir les premiers fruits et qui, dans la pensée de l'Assemblée, devait être une œuvre de longue haleine.

L'orateur résume les attributions de la Commission de codification; elle devait dresser une liste de lois pouvant être codifiées, les communiquer aux gouvernements, recueillir leur réponse, donner avis au Conseil, qui, après examen, renverrait l'affaire à l'Assemblée. La Commission a établi deux séries de questions. L'une sera l'objet de la Conférence de codification qui est envisagée. L'autre a été envoyée cette année, en consultation aux divers gouvernements. La Commission devrait pouvoir examiner leurs réponses et, si elles sont favorables, suggérer la convocation d'une nouvelle conférence. Le refus d'un maigre supplément de crédit de 40.000 francs arrêterait tout ce travail.

On prévoit qu'elle pourra éventuellement utiliser le reliquat des crédits du Comité spécial d'experts qui doit préparer la prochaine Conférence. Mais ce Comité doit tenir, dans le courant de 1928, deux sessions qui épuiseront le budget de 75.000 francs mis à sa disposition.

D'ailleurs, les experts des commissions nommés par la Société des Nations travaillent dans des conditions modestes et les seuls crédits qui sont demandés sont consacrés à des frais d'impression, de voyage et de séjour à Genève, et non à leur rétribution. La Société des Nations ne risque donc rien en votant pour la Conférence prochaine et pour les suivantes la somme vraiment modeste de 120.000 francs.

D'autre part, il serait particulièrement intéressant de suivre de près l'œuvre de codification des Etats-Unis, qui est encouragée par les gouvernements et l'opinion publique américaine.

Enfin, au moment où l'Assemblée va peut-être porter à 19 millions la somme prévue pour le nouveau bâtiment de la Société des Nations, elle ne se grandira pas en refusant les 40.000 francs supplémentaires qui sont demandés pour l'œuvre de codification.

M. OSUSKY (Tchécoslovaquie), président de la Commission de contrôle, attache une importance primordiale à la codification du droit international, car le succès du système de l'arbitrage dépend beaucoup de la codification de ce droit.

Mais la Commission de contrôle, puis la quatrième Commission, ont examiné cette question sous tous ses aspects, et ont étudié les travaux du Comité d'experts qui prépare depuis trois ans l'examen de cette question.

Selon le Comité d'experts, trois questions sont susceptibles d'être codifiées: celles de la nationalité, des eaux territoriales, et de la responsabilité des Etats pour dommages causés aux étrangers sur leurs territoires. La Commission de contrôle a donc pensé qu'il fallait poursuivre très vigoureusement la codification de ces trois questions et voir si les Etats membres de la Société des Nations sont disposés à aboutir à des résultats pratiques. C'est pourquoi, ni la Commission de contrôle, ni la quatrième Commission n'ont hésité à accorder un crédit supplémentaire pour la codification de ces questions capitales.

Mais elles ont pensé que si l'on ne réussit pas à codifier ces questions les plus simples, il était inutile d'étudier des questions beaucoup plus ardues, car malgré l'intérêt scientifique qu'il peut y avoir à cette étude, le but de la Société des Nations est d'étudier les questions pouvant aboutir pratiquement.

M. Osusky propose donc de pousser la codification des trois questions envisagées et d'attendre pour les autres.

He was in agreement with the Chairman in those matters. He thought, however, that economies should be achieved upon luxuries and not upon necessities. The continuity of the work of the Committee on Codification was essential to the credit of the League of Nations.

Codification was a political and pacific activity of the first importance. It involved the consolidation and clarification of international law, an indispensable element for the just settlement of international disputes.

On the other hand, it was not a new work, but the continuation of a work which had lasted three years. The first fruits were just about to be gathered and, in the view of the Assembly, the task was one which would require considerable time.

He would summarise the powers of the Committee on Codification. It would be the duty of that Committee to draw up a list of laws which appeared to be ripe for codification and to communicate them to the Governments. It would have to assemble the replies of the Governments and to submit its views to the Council which, after examination, would refer the question to the Assembly. The Committee had framed two series of questions. One series would be referred to the Codification Conference which was being proposed. The second series had been sent that year to the various Governments for their observations. The Committee should be in a position to examine their replies, and, if the replies were favourable, to suggest the convening of another Conference. The refusal of a small supplementary credit of 40,000 francs would bring all this work to an end.

It was suggested that the surplus of the special credits for the Committee of Experts which was to prepare the forthcoming Conference might, if necessary, be used. The Committee of Experts, however, must hold two sessions during 1928 which would exhaust the budget of 75,000 francs placed at its disposal.

Moreover, the experts of the committees appointed by the League of Nations worked within modest limits and the only credits required for them were devoted to the costs of printing, travelling and subsistence, and not to their remuneration. The League of Nations risked nothing in voting the really modest sum of 120,000 francs for the next Conference and for those which were to follow. On the other hand, it was particularly important to follow closely the work of codification being done in the United States. That work was being encouraged by the American Government and American public opinion.

Finally he would urge that, at the moment when the Assembly would perhaps be raising to 19,000,000 francs the sum contemplated for the new building of the League of Nations, it would not increase its reputation by refusing the 40,000 supplementary francs which were asked for the work of codification.

M. OSUSKY (Czechoslovakia), Chairman of the Supervisory Commission, said he attached fundamental importance to the codification of international law, since the success of the system of arbitration depended to a great extent on that codification.

The Supervisory Commission, however, and the Fourth Committee had examined that question in all its aspects and had studied the work of the Committee of Experts which for three years had been preparing for the examination of that question.

According to the Committee of Experts, three questions were ready for codification. These were nationality, territorial waters and the responsibility of States for damage caused to foreigners in their territories. The Supervisory Commission had thought that it was necessary to follow up very vigorously the work of codification in respect to these three questions and to ascertain whether the States Members of the League of Nations were disposed to achieve practical results. For that reason, neither the Supervisory Commission nor the Fourth Committee had hesitated to grant supplementary credits for the codification of these capital questions.

It had, however, thought that, if it should not be possible to codify these simple questions, it would be useless to study questions which were more difficult. In spite of the scientific interest which such a study might have, it was the object of the League of Nations to study questions which might lead to practical results.

He accordingly proposed to proceed with the codification of the three questions contemplated and to wait as far as the others were concerned.

En outre, le Règlement financier prescrit que les crédits demandés soient soumis aux Gouvernements des États membres trois mois avant la réunion de l'Assemblée, sauf en ce qui concerne les questions urgentes, pour lesquelles on peut demander des crédits supplémentaires, même au mois de septembre. Mais il serait peu sage de toujours considérer les crédits supplémentaires comme urgents. Il serait préférable de s'en tenir à la règle générale.

Enfin, une somme de 45.000 francs n'est pas insignifiante, ainsi qu'on l'a dit. D'ailleurs cette somme fait partie d'un ensemble de crédits dont on a demandé la suppression. Si on l'accorde, de quel droit peut-on refuser les autres crédits qui n'étaient pas moins urgents ?

Il s'agit là d'un problème d'ensemble. M. Osusky déclare qu'on doit éviter d'entrer dans une voie qui ne serait pas favorable aux finances de la Société des Nations.

La question a été examinée à la quatrième Commission et malgré le droit que chaque délégation a de soulever une question quelconque devant l'Assemblée, en raison de la règle de l'unanimité, le bon sens et la sagesse a amené les membres des Commissions à avoir en quelque sorte une « règle du jeu ». Chacun défend son point de vue, très souvent, même jusqu'à épuisement. Mais, lorsque la Commission s'est prononcée, on a l'habitude de se résigner, sinon le travail serait rendu impossible autant dans les Commissions qu'à l'Assemblée.

M. Osusky rappelle les critiques formulées dans la presse et dans beaucoup de parlements contre la Société des Nations, non à cause de sa politique, mais pour ses finances. Or on a démontré aux nations qu'il y a un ordre parfait dans les finances de la Société et qu'on ne dépense pas inutilement.

M. Osusky déclare que les budgets de la Société des Nations augmentent et qu'il a le devoir d'être en contact avec ceux qui ont la charge des intérêts financiers de leurs pays. Si le budget continue d'augmenter d'une façon disproportionnée, les États ne paieront pas. Il n'a pas le droit de négliger les déclarations faites par les représentants de ces pays.

Il termine en disant qu'il faut sauvegarder l'ordre dans les finances de la Société des Nations, si elle veut fonctionner dans de bonnes conditions, et se mettre à l'abri des critiques de la presse et des parlements.

Le PRÉSIDENT invite l'Assemblée à procéder au vote sur l'amendement suédois conformément à l'article 19, paragraphe 1, du Règlement intérieur. Pour être adopté, l'amendement doit être accepté à l'unanimité.

M. ROLIN (Belgique) fait observer que la procédure relative au vote du budget en séance de l'Assemblée prévoit qu'un amendement qui n'est pas voté à l'unanimité n'est pas par le fait même rejeté, mais que les crédits demandés font l'objet d'un renvoi à la quatrième Commission pour que celle-ci puisse les discuter et faire de nouvelles propositions à l'Assemblée.

Le vote a lieu par assis et levé, et le résultat du scrutin est le suivant: vingt délégations votent en faveur de l'amendement, dix-sept votent contre.

Le PRÉSIDENT propose que, conformément à l'annexe 2 du Règlement intérieur de l'Assemblée, l'amendement soit renvoyé à la quatrième Commission.

Cette proposition est adoptée.

Institution d'un tribunal administratif.

M. ZUMETA (Venezuela), rapporteur, prend place à la tribune et présente le rapport et le projet de résolution ci-dessous:

« La quatrième Commission a confié à une sous-commission, que j'ai eu l'honneur de présider, l'étude de la question de l'institution d'un tribunal administratif. La Sous-Commission en a fait l'objet d'un rapport (document A.IV/5.1927).

« La Commission, après avoir pris connaissance des vues émises de part et d'autre au sein de la Sous-Commission, est arrivée, de même que cette dernière, à la conclusion qu'il convient de proposer l'établissement de pareil tribunal à titre d'expérience, l'Assemblée se réservant de se prononcer à nouveau dans la suite.

The Financial Regulations provided that the credits requested should be submitted to the Governments of the States Members of the League three months before the meeting of the Assembly except in the case of urgent questions, in regard to which supplementary credits might be asked for even in the month of September. It seemed, however, unwise always to regard supplementary credits as urgent. It would be preferable to keep within the limits of the general rule.

Finally, a sum of 45,000 francs was not insignificant as had been said, and that sum formed part of the body of credits which the Fourth Committee had been asked to suppress. If these credits were granted, by what right could the other credits which were not less urgent be refused ?

This was a problem which had to be considered as a whole and the Assembly must avoid taking a course of action which would not be good for the finances of the League of Nations.

The question had been examined by the Fourth Committee and, in spite of the right of each delegation to raise any question before the Assembly, good sense and prudence had, owing to the unanimity regulation led members to observe what he might call the rules of the game. Each member defended his point of view and very often defended it to the last. When, however, the Committee had come to a decision, members were accustomed to accept that decision. Otherwise work would be rendered impossible either in the committees or in the Assembly.

He would remind the Assembly of the criticisms brought in the Press and in many Parliaments against the League of Nations, not owing to its policy but owing to its finance. The nations had been assured in answer to these criticisms that perfect order ruled in the finance of the League and that money was not uselessly expended.

The budgets of the League of Nations were increasing and his duty brought him into touch with those who had charge of the financial interests of their countries. If the budget continued to increase in a disproportionate manner, the States would not pay their contributions. He had no right to ignore the declarations made to him by the representatives of the various countries.

He would conclude by saying that it was necessary to keep order in the finances of the League of Nations if the League wished to work under good conditions and to be free from criticism in the Press and in the Parliaments.

The PRESIDENT said that he would now take a vote on the Swedish amendment in conformity with Article 19 of the Rules of Procedure. The amendment in order to be adopted must be unanimously approved.

M. ROLIN (Belgium) observed that the procedure in voting the budget at a meeting of the Assembly provided that an amendment which was not unanimously voted was not thereby rejected, but that the credits requested should be referred back to the Fourth Committee in order that the Committee might discuss them and submit new proposals to the Assembly.

The vote was taken by delegations rising in their seats and the result was as follows: twenty delegations voted in favour of the amendment and seventeen delegations against it.

The PRESIDENT suggested that, in accordance with Annex 2 of the Rules of Procedures of the Assembly, the amendment should be referred to the Fourth Committee.

The proposal of the President was adopted.

Establishment of an Administrative Tribunal.

M. ZUMETA (Venezuela), Rapporteur, came to the platform. He presented the following report and resolution:

« The Fourth Committee appointed a Sub-Committee, of which I had the honour to be chairman, to consider the question of the establishment of an Administrative Tribunal. This question was dealt with by the Sub-Committee in a report (document A.IV/5.1927).

« The Committee, after noting the views exposed in the Sub-Committee, came to the same conclusion as the latter, namely, that the establishment of such a tribunal should be recommended as an experiment, subject to the Assembly's right to reconsider the whole matter subsequently.

« La quatrième Commission estime qu'il y a lieu d'adopter à cet effet le projet de statut (document A.6.1927.X) soumis par la Commission de contrôle. Elle ne voit à y apporter qu'un léger amendement de forme, tendant à ce que, pour éviter toute équivoque, l'article II, alinéa 2, de ce projet de statut mentionne expressément les articles du Statut du personnel du Bureau international du Travail visés, dans la forme actuelle, par les mots « aux articles correspondants ».

« La quatrième Commission croit, en conséquence, pouvoir proposer à l'Assemblée l'adoption d'une résolution conçue dans le sens ci-après :

« Sous réserve de l'amendement de forme suggéré par sa quatrième Commission, l'Assemblée adopte le statut ci-joint, établissant un tribunal administratif de la Société des Nations.

« Toutefois, l'Assemblée de 1931 examinera, sur la base de l'expérience faite, s'il y a lieu d'abroger ou de modifier ledit statut.

« La résolution de l'Assemblée, en date du 17 décembre 1920, donnant à certains fonctionnaires, en cas de renvoi, le droit de faire appel au Conseil ou au Conseil d'administration du Bureau international du Travail, est abrogée à partir du 1^{er} janvier 1928. »

Le rapport et la résolution sont adoptés.

Résultats de la troisième Conférence générale des communications et du transit.

M. Dandurand (Canada), président de la deuxième Commission, et M. de Brouckère (Belgique), rapporteur, prennent place à la tribune.

M. DE BROUCKÈRE donne lecture de son rapport (document A. 78. 1927) et soumet le projet de résolution suivant :

« L'Assemblée,

« Exprime à la Commission consultative et technique des communications et du transit sa satisfaction de l'œuvre accomplie au cours de l'année;

« Se félicite de ce que la troisième Conférence générale des communications et du transit ait obtenu, sur tous les points de son ordre du jour, d'heureux résultats et ait contribué à resserrer les relations entre l'Organisation des communications et du transit et les Etats non membres de la Société;

« Invite la Commission consultative et technique à engager rapidement l'étude des questions soulevées au cours des débats à la Conférence sur l'œuvre de la Commission;

« Approuve les dispositions du nouveau Statut de l'Organisation des communications et du transit, pour la mise en vigueur desquelles l'approbation de l'Assemblée est nécessaire (paragraphe 1 de l'article 13, alinéas 1 et 2);

« Attachant une particulière importance au recueil et à l'utilisation des renseignements sur les communications prie les membres de la Société de faciliter le recueil des renseignements nécessaires à l'Organisation des communications et du transit, conformément aux résolutions adoptées par la Conférence et compte que, en procédant à la réunion et à l'utilisation de ces renseignements, la Commission consultative et technique ne manquera pas d'améliorer constamment la collaboration entre l'Organisation et les experts et administrations des divers pays, notamment des pays non européens, Membres ou non de la Société;

« Invite les Membres de la Société à étudier favorablement les recommandations adoptées par la Conférence sur les pièces d'identité pour personnes sans nationalité. »

Le rapporteur ajoute qu'au dernier moment la deuxième Commission a dû modifier son rapport sur un point. La Conférence du transit attachait une importance particulière à ce que l'on organisât le recueil de renseignements et tous les membres de la deuxième Commission ont déclaré que ce travail était de première nécessité. Il s'est trouvé malheureusement que la quatrième Commission a refusé de voter les crédits nécessaires, bien qu'il eût été clairement entendu que ce refus était dû

« The Fourth Committee is of opinion that the draft Statute (document A.6.1927.X) submitted by the Supervisory Commission should therefore be adopted. It would merely propose a slight amendment of form, viz., that, to avoid any ambiguity, Article II, paragraph 2, of the Draft Statute should mention expressly the articles of the Staff Regulations of the International Labour Office referred to in the existing text by the words 'the corresponding Articles'.

« The Fourth Committee therefore recommends that the Assembly adopt a resolution on the following lines:

« 'Subject to the amendment of form suggested by the Fourth Committee, the Assembly adopts the annexed Statute establishing a League of Nations Administrative Tribunal.

« The Assembly of 1931, however, will consider in the light of the experience gained whether there is reason to abrogate or amend the said Statute.

« The Assembly's resolution of December 17th, 1920, giving to certain officials in case of dismissal a right of appeal to the Council or to the Governing Body of the International Labour Office is abrogated as from January 1st, 1928.' »

The report and resolution were adopted.

Results of the Third General Conference on Communications and Transit.

Mr. Dandurand (Canada), Chairman of the Second Committee, and M. de Brouckère (Belgium), Rapporteur, came to the platform.

M. DE BROUCKÈRE presented his report (document A.78.1927) and submitted the following resolution:

« The Assembly:

« Expresses to the Advisory and Technical Committee for Communications and Transit its satisfaction for the work accomplished in the course of the year;

« Is gratified that the Third General Conference on Communications and Transit has achieved successful results on all the items of its agenda and has contributed to the establishment of closer relations between the Organisation for Communications and Transit and the States not Members of the League;

« Invites the Advisory and Technical Committee to take in hand at an early date the study of the questions raised during the Conference's debates on the Committee's work;

« Approves the provisions of the new Statute for the Communications and Transit Organisation, for the application of which the Assembly's consent is necessary (Section 1 of Article 13, paragraphs 1 and 2);

« Attaching special importance to the collection and utilisation of information on communications, urges the Members of the League to facilitate the collection of the information necessary to the Organisation for Communications and Transit, in conformity with the resolutions adopted by the Conference, and trusts that, in undertaking the collection and utilisation of this information, the Advisory and Technical Committee will effect a constant improvement in the co-operation between the Organisation and the experts and administrations of the various countries, particularly of the non-European countries, whether Members of the League or not; and

« Invites the Members of the League to consider favourably the recommendations adopted by the Conference with regard to identity documents for persons without nationality. »

M. de Brouckère said that, at the last moment, the Second Committee had been obliged to modify its report in regard to a single point. The Transit Conference attached special importance to the organisation of the collection of information and all the members of the Second Committee had declared that that work was essential. Unfortunately, however, the Fourth Committee had refused to vote the necessary credits for this work, though it was understood that this refusal was

uniquement au fait que la demande de crédits était tardive et que l'année prochaine les crédits seraient probablement votés.

Le vote de la quatrième Commission ne donne pas la certitude de mener l'œuvre à bonne fin dans les délais exigés. Le rapporteur émet le vœu que la Section du transit, même si elle ne dispose pas des crédits qu'elle a demandés, puisse tout de même accomplir l'effort nécessaire.

Le rapport et la résolution sont adoptés.

La séance est levée à 19 heures 10.

IV. NEUVIÈME SÉANCE DE LA QUATRIÈME COMMISSION

La quatrième Commission a tenu sa neuvième séance hier, lundi 26 septembre, à 22 heures, sous la présidence de M. VAN EYSINGA (Pays-Bas).

Codification du droit international: Amendement de la délégation de la Suède:

La Commission a examiné les mesures qui devraient être prises à la suite du vote par lequel l'Assemblée, à sa vingt et unième séance, par 20 voix contre 17, avait approuvé l'amendement de la délégation suédoise, aux termes duquel le crédit supplémentaire proposé par la quatrième Commission pour les travaux de codification du droit international, était porté de 5.000 à 45.000 francs.

Après une discussion à laquelle de nombreux délégués ont pris part, la Commission, sur la proposition du Secrétaire général, a décidé, à l'unanimité, d'apporter les modifications suivantes au rapport primitif de la Commission (document A.113.1927.X, page 6, article 29):

- a) Adjonction de la note suivante: « Au cas où la somme proposée serait insuffisante pour faire face à ces deux objets¹, l'Assemblée invite le Conseil à prélever les fonds nécessaires, par le moyen d'un virement d'autres articles du chapitre III du budget »;
- b) Suppression dans le libellé de l'article 29 de la phrase suivante: « et, si les crédits laissent une marge suffisante ».

La séance est levée à minuit.

V. CONGRÈS DE STOCKHOLM DE LA CHAMBRE INTERNATIONALE DE COMMERCE

Les résolutions suivantes, adoptées au Congrès de Stockholm de la Chambre internationale de commerce, sont reproduites dans le *Journal de l'Assemblée*, à la demande de la délégation suédoise:

A. RÉOLUTIONS GÉNÉRALES CONCERNANT LE PROBLÈME DES ENTRAVES AU COMMERCE.

I. *Le rapport de la Commission des entraves au commerce et le rapport de la Conférence économique internationale.*

Le quatrième Congrès de la Chambre de commerce internationale, assemblé à Stockholm, affirme sa conviction que la

¹ Ces deux objets sont: a) Comité d'experts pour la codification progressive du droit international et b) préparation de la Conférence de codification.

owing to the lateness of the application for credits and that next year the credits would probably be voted.

The vote of the Fourth Committee had made it doubtful whether it would be possible to carry out the work within the time required. He would express the hope, however, that, even without the credits for which it had asked, the Transit Section would be able to make the necessary effort.

The report and resolution were adopted.

The meeting rose at 7.10 p.m.

IV. NINTH MEETING OF THE FOURTH COMMITTEE

The Fourth Committee held its ninth meeting yesterday (Monday, September 26th) at 10 p.m., under the chairmanship of M. VAN EYSINGA (Netherlands).

Codification of International Law: Amendment of the Swedish Delegation.

The Committee considered the further steps to be taken as a result of the vote by which the Assembly, at its twenty-first meeting, by 20 votes to 17, approved the amendment of the Swedish delegation increasing from 5,000 to 45,000 francs the supplementary credit proposed by the Fourth Committee for the work of codification of international law.

After a discussion in which a large number of delegates took part, the Committee, on the proposal of the Secretary-General, unanimously decided to make the following changes in its original report (document A.113.1927.X, page 6, item 29):

- (a) Addition of the following note: "Should the proposed amount prove insufficient for both these purposes¹, the Assembly requests the Council to provide the required margin by means of a transfer from among the other items of Chapter III of the budget;
- (b) Suppression, in the wording of item 29, of the clause "and, if funds permit".

The Committee rose at midnight.

V. STOCKHOLM CONGRESS OF THE INTERNATIONAL CHAMBER OF COMMERCE

The following resolutions adopted by the Stockholm Congress of the International Chamber of Commerce are reproduced in the *Assembly Journal* at the request of the Swedish delegation.

A. — GENERAL RESOLUTIONS ON THE PROBLEM OF TRADE BARRIERS.

I. *Opinions expressed on the Trade Barriers Committee Report and on the Economic Conference Report.*

The Fourth Congress of the International Chamber of Commerce assembled at Stockholm affirms its conviction that the

¹ These are: (a) Committee of Experts for the Progressive Codification of International Law; (b) preparation for the Conference on Codification.

restauration de la prospérité du monde sera efficacement avancée par une réduction progressive des entraves qui gênent l'expansion complète du commerce international.

La Chambre considère à cet égard, avec une profonde satisfaction; le progrès réalisé depuis son dernier Congrès tenu à Bruxelles en 1925; on en est venu, d'une manière générale, à reconnaître ce principe et on s'en est inspiré pour prendre des mesures pratiques afin d'atteindre le but vers lequel on tend.

Le Congrès apprécie pleinement la part qu'y a prise la Commission des entraves au commerce de la Chambre de commerce internationale, dont le rapport a été accepté comme l'un des cinq documents officiels et essentiels de la Conférence économique internationale de mai 1927, et a efficacement contribué aux résultats de cette conférence. La politique générale formulée par ce rapport est confirmée à l'unanimité par le présent Congrès et la Commission des entraves au commerce est chargée de continuer son examen détaillé des problèmes en question, en tenant dûment compte des décisions du présent Congrès.

Le Congrès désire également exprimer son approbation solennelle de l'esprit qui anime le rapport de la Conférence économique. Il estime que les principes et recommandations de ce rapport devraient recevoir l'appui non seulement des milieux économiques mondiaux représentés au Congrès, mais aussi des gouvernements de tous les pays.

2. *Oeuvre de la Société des Nations. Coopération de la Chambre de commerce internationale.*

Le Congrès de la Chambre de commerce internationale désire exprimer sa haute appréciation des méthodes adoptées par la Société des Nations; le Comité économique et le Secrétariat de la Société des Nations ont pu accomplir un travail préparatoire d'une valeur inestimable, tandis que la Chambre de commerce internationale et ses délégués étaient mis à même d'apporter leur concours dans des conditions flatteuses pour la Chambre.

Le Congrès se déclare fermement convaincu que le succès de la Conférence économique internationale dépend de la mise en pratique des principes établis et adoptés par les délégués de 50 nations.

Le Congrès espère qu'à cet égard, des mesures précises seront prises le plus vite possible par le Conseil de la Société des Nations; dans ce travail d'organisation, la Société des Nations peut compter que la Chambre de commerce internationale continuera de lui accorder son concours le plus dévoué; la Chambre s'engage à nouveau à coopérer aussi activement que possible à tous ces efforts qui tendent à améliorer la situation économique du monde et celle de l'Europe en particulier.

3. *Nécessité d'une action ultérieure.*

Le Congrès reconnaît que, pour appliquer les principes qui ont inspiré les deux rapports, il reste beaucoup à faire. Il recommande particulièrement à l'attention du Conseil de la Chambre de commerce internationale de poursuivre cette œuvre à la fois en agissant sur l'opinion publique internationale et en confiant à des experts de nouvelles études des problèmes complexes qui attendent encore des solutions.

Le Congrès reconnaît combien il est important, pour appliquer les principes contenus dans le rapport de la Conférence économique internationale, de recourir à de saines politiques nationales ou à des ententes bilatérales ou collectives entre les nations, particulièrement en ce qui concerne les problèmes délicats que posent les relations commerciales internationales. L'opinion du Congrès est que cette tâche implique non seulement une étude méthodique des faits menés par des groupements compétents, mais encore la coordination et la diffusion des résultats de leurs recherches. Le Congrès souhaite que ces desideratas soient présents à l'esprit de la Société des Nations: la Chambre de commerce internationale, placée au centre des milieux économiques et compétente pour parler en leur nom, lui promet sa collaboration cordiale.

Le Congrès charge les comités nationaux de la Chambre de commerce internationale d'agir énergiquement auprès de leurs gouvernements respectifs pour qu'ils suivent la politique

restauration of world prosperity will be most effectively promoted by a progressive reduction of the barriers which are preventing the full extension of international trade.

The Chamber regards with deep satisfaction the progress which has been made since its last Congress in Brussels in 1925 in bringing about a general recognition of this fact and in suggesting practical measures to effect the desired ends.

The Congress expresses its profound appreciation of the valuable contributions made in this direction by the Trade Barriers Committee of the International Chamber whose report was accepted as one of the five official and essential documents of the World Economic Conference at Geneva in May 1927 and contributed materially to the conclusions reached by that Conference. The general policy formulated by that report is unanimously confirmed by this Congress and the Trade Barriers Committee is requested to continue its examination of the detailed problems embraced therein, due regard being paid to the decisions recorded by the present Congress.

The Congress also desires to place on record its emphatic approval of the spirit which animates the report of the Economic Conference and considers that its principles and recommendations should receive the support not merely of the international world of business as represented at this Congress, but also of the Governments of all nations.

2. *Work of the League of Nations: Co-operation of the International Chamber.*

The Congress of the International Chamber of Commerce desires to express its warm appreciation of the arrangements devised by the League of Nations under which the Economic Committee and the Secretariat of the League of Nations performed invaluable preparatory work, whilst the International Chamber and its delegates were enabled to co-operate before and during the Conference in a manner which is gratifying to this Chamber.

The Congress feels very strongly that the work of the Economic Conference depends for successful results on the execution of the principles laid down and approved by delegates from fifty nations.

To this end the Congress hopes that definite steps will be taken by the Council of the League at the earliest possible moment and, in the organisation of this work, the League may rely upon the continued willing services of the International Chamber, which pledges itself again to the most active co-operation in all these endeavours to improve the economic situation of the world and of Europe in particular.

3. *Necessity for Further Action.*

The Congress recognises that, in order to achieve the objects of both these reports, much remains to be done. It commends to the earnest attention of the Council of the Chamber the task of furthering the same objects, partly by influencing international public opinion and partly by further expert studies of the highly complicated problems which are still awaiting solutions.

The Congress recognises the importance of carrying out the principles of the World Economic Conference report by sound national policies, and by mutual or collective agreements between the nations, particularly in regard to the complicated problems of international trade relationships. The Congress is of opinion that this task involves, not only a systematic study of the facts by competent bodies, but also the co-ordination and dissemination of the results of such studies. The Congress hopes that these desiderata may be borne in mind by the League of Nations and, in view of its specially central and representative position, the International Chamber pledges its cordial co-operation.

The Congress calls upon National Committees of the Chamber to urge their respective Governments to follow the policies recommended by the World Economic Conference. It considers

proposée par la Conférence économique internationale. Il considère que chaque comité national doit recommander à son gouvernement l'adoption de cette politique et doit lui présenter les résolutions du présent Congrès. Les gouvernements qui n'ont encore fait aucune déclaration sur leurs intentions à ce sujet devraient être invités instamment à le faire sans délai.

Le Congrès est d'avis, en conséquence que le Conseil de la Chambre de commerce internationale charge les comités nationaux de faire ces démarches avant la fin de septembre 1927 et qu'ils en communiquent les résultats afin que la Chambre puisse publier un résumé des progrès accomplis.

4. Urgence d'une réduction des tarifs excessifs.

Le Congrès désire affirmer d'une façon toute particulière l'adhésion entière du monde des affaires aux déclarations de la Conférence économique internationale concernant les barrières et politiques douanières qui, d'une façon directe ou indirecte, gênent indûment le commerce. Il s'associe particulièrement à la déclaration suivante:

« La Conférence proclame que le moment est venu de mettre fin à l'accroissement des tarifs et de s'orienter dans une direction opposée. »

B. RÉSOLUTIONS TRAITANT DE CERTAINS OBSTACLES PARTICULIERS AU COMMERCE.

I. Traitement des étrangers: Inégalités juridiques et sociales¹.

Le Congrès constate avec satisfaction que la Conférence économique internationale, se référant aux travaux de la Chambre de commerce internationale, a déclaré qu'il serait désirable que les propositions contenues dans le rapport de la Chambre de commerce internationale fussent étudiées par les organes compétents de la Société des Nations et, d'autre part, que l'on convoquât une conférence diplomatique ayant pour but de conclure une convention internationale, laquelle réglerait d'une manière uniforme le statut civil des étrangers, éliminerait les différences iniques de traitement dont ils souffrent vis-à-vis des nationaux et empêcherait qu'ils ne fussent frappés d'impôts spéciaux injustes.

Le Congrès constate, en outre, que la Conférence économique internationale a recommandé, en accord avec les propositions de la Chambre de commerce internationale, qu'en rédigeant les projets de conventions qui seront soumis à la décision de la conférence diplomatique, on tint compte en particulier des points suivants:

- a) Egalité de traitement quant aux conditions de séjour, d'établissement, de déplacement et de circulation des étrangers admis dans un Etat et des nationaux de cet Etat;
- b) Conditions d'exercice du commerce, de l'industrie ou de toutes autres activités par les personnes et entreprises étrangères;
- c) Statut juridique des mêmes personnes physiques et morales;
- d) Statut fiscal des mêmes personnes physiques et morales.

En conséquence:

Le Conseil de la Chambre de commerce internationale est invité:

- a) A poursuivre ses études et travaux afin de faciliter, de seconder et de hâter, dans la mesure du possible, la réalisation par la Société des Nations des résolutions de la Conférence économique internationale mentionnées ci-dessus, de même que les travaux de la conférence diplomatique dont la convocation a été recommandée par ces résolutions;

¹ Texte original allemand.

that each National Committee should recommend to its Governments the adoption of these policies and should present the resolutions of this Congress to its Government. Any Government which has not already made a declaration as to its intention in regard to these matters should be urged to do so without delay.

The Congress suggests that the Council of the Chamber should arrange that the National Committees should make such representations before the end of September 1927, and report the result of their action to the Council so that the Chamber might publish a summary of the progress achieved.

4. Urgency of a Reduction of Excessive Tariffs.

The Congress wishes most particularly to affirm the emphatic adhesion of the business world to the declarations of the Geneva Conference regarding those tariff walls and policies which are unduly hampering trade directly or indirectly. It especially associates itself with this statement:

"The Conference declares that the time has come to put an end to the increase in tariffs and to move in the opposite direction."

B. - RESOLUTIONS DEALING WITH INDIVIDUAL OBSTACLES TO TRADE.

I. Treatment of Foreigners and Legal and Social Discriminations¹.

The Congress, noting with satisfaction that the World Economic Conference at Geneva, referring to the work of the International Chamber of Commerce, has recommended the examination of the proposal of the Chamber by the competent bodies appointed by the League of Nations and also the calling of a Diplomatic Conference for the purpose of concluding an international convention to regulate the legal position of foreigners and put an end to unfair differences in their treatment as compared with the nationals of the country and also to unjust special taxes imposed on them,

And noting also that the Economic Conference, in agreement with the proposals of the International Chamber of Commerce, has suggested that, in preparing the draft treaties which are to be submitted to this Diplomatic Conference with a view to their adoption, special attention be paid to the following points:

- (a) Equality of treatment with regard to sejour, the settlement and the freedom of movement of foreigners admitted into a country,
- (b) The conditions of the exercise of a trade, industry or other occupation by foreign individuals or corporations,
- (c) The civil legal position of foreign individuals and corporations,
- (d) The taxation of foreigners,

Adopts the following resolutions:

(I) The Council of the International Chamber of Commerce is invited:

- (a) To continue its enquiries in order to promote, assist and hasten as much as possible the execution by the League of Nations of the aforesaid resolutions of the World Economic Conference, as well as the work of the Diplomatic Conference, the calling of which is recommended in these resolutions;

¹ Original text in German.

b) A étudier à nouveau la question de la conclusion d'une convention internationale qui supprimerait le visa obligatoire des passeports, à rechercher les raisons qui, dans certains Etats, forment obstacle à pareille convention et à signaler tous les moyens par lesquels ces obstacles et ces difficultés pourraient être écartés.

Dans cet ordre d'idées, le Congrès exprime sa conviction que le maintien du visa obligatoire constitue une gêne sensible pour les relations internationales et que les effets nuisibles du visa sont beaucoup plus importants que les avantages pouvant en résulter au point de vue de l'administration intérieure. Il estime, comme l'expérience l'a montré dans divers pays, que cette mesure peut être facilement remplacée par d'autres, moins gênantes pour les relations internationales, et qui n'en satisfont pas moins aux exigences de l'administration intérieure et de la police.

2^o Le Congrès exprime sa conviction que le rétablissement de la liberté de circulation des personnes, telle qu'elle existait avant la guerre entre la plupart des Etats, est une des conditions essentielles pour assurer le développement prospère des relations internationales et l'établissement d'un régime de plus grande liberté dans l'échange des marchandises.

3^o Les comités nationaux de tous les pays sont invités à insister auprès de leurs gouvernements pour que ceux-ci s'inspirent, tant dans leurs mesures législatives que dans la conclusion de traités bilatéraux, des principes qui, d'après les résolutions de la Conférence économique internationale, doivent servir de base à la réglementation du statut des étrangers.

4^o En ce qui concerne l'avant-projet de convention sur le traitement des étrangers annexé au rapport, il sera procédé à une nouvelle étude par une commission d'experts juristes, qui sera chargée d'étudier les dispositions législatives concernant les assurances et de rechercher s'il serait possible d'arriver à une réglementation uniforme permettant d'assurer dans chaque pays une complète égalité de traitement entre les sociétés nationales et les sociétés étrangères.

2. Obstacles aux transports.

Le Congrès est entièrement d'accord sur les idées exprimées et les recommandations faites par la Conférence économique internationale en ce qui concerne la « Discrimination établie par le régime des transports », et approuve également les conclusions générales du chapitre du rapport de la Commission des entraves au commerce de la Chambre de commerce internationale relatif aux obstacles aux transports.

En conséquence:

1^o Le Congrès estime que si les transports sont inévitablement affectés d'une façon sensible par tout obstacle au libre courant du commerce international, il n'en demeure pas moins que, dans la mesure où il s'agit uniquement de transports, les entraves proviennent moins de l'absence d'accords ou conventions que de ce qu'on méconnaît l'esprit, sinon la lettre, des diverses conventions générales et spéciales déjà existantes dans ce domaine.

Le Congrès insiste donc auprès de tous ses membres pour qu'ils appellent sur ce fait l'attention de leurs gouvernements et de l'opinion publique de leurs pays respectifs et, si les dites conventions n'ont pas encore été ratifiées, pour qu'ils insistent afin qu'elles le soient dans un avenir rapproché, conformément aux vœux du rapport de la Commission des entraves au commerce. Cette résolution vise notamment la Convention sur les formalités douanières, étant donné que toute simplification de ces formalités restreint le champ des discriminations qui nuisent au commerce et aux transports.¹

2^o Le Congrès estime que la Chambre de commerce internationale doit maintenir une étroite collaboration avec les organismes internationaux qui étudient d'une façon permanente les questions de transports; en conséquence, il émet le vœu que toutes les questions qui peuvent se poser au sujet des transports par rail, par mer ou par air soient transmises aux Comités de la Chambre de commerce internationale respectivement qualifiés pour les étudier.

¹ Le Comité national roumain fait des réserves à propos de la Convention sur le régime international des ports maritimes.

(b) To consider afresh the question of the conclusion of an international convention for the purpose of abrogating the obligatory visa of passports, to enquire into the obstacles standing in the way of such a convention in the different States and to bring to light anything that tends to ensure the removal of these obstacles and doubts.

The Congress is convinced that the compulsory diplomatic visa of passports is a considerable obstacle to international intercourse and that its harmful effects are far greater than the advantages which may be derived therefrom. It believes that, for the purpose of the internal administration and police supervision, the visa may be replaced by other measures which render intercourse less difficult.

(II) The Congress expresses the conviction that the restoration of the free entry of persons, as it existed in most countries before the war, is one of the most important conditions of the healthy development of international intercourse and of the establishment of greater freedom in the sphere of the exchange of goods.

(III) The different National Committees are invited to do their utmost to induce their Governments to follow, both in their national legislation and in the conclusion of bilateral treaties, the principles which, according to the resolution of the World Economic Conference, are to form the basis of the international regulations of rights of foreigners.

(IV) In regard to the draft convention on the treatment of foreigners annexed to the report, a further enquiry should be made by a committee of legal experts, who will be asked to study the various laws governing insurance and to ascertain whether it would be possible to arrive at uniform regulations under which complete equality of treatment of national and foreign companies would be ensured in all countries.

2. Obstacles to Transportation.

The Congress is in full accord with the views expressed and the recommendations made by the World Economic Conference in regard to "discriminations arising from the conditions of transport", and, at the same time, approves the general conclusions of the section of the Report of the Trade Barriers Committee of the International Chamber of Commerce, dealing with obstructions to transport as they appear in that report.

It is accordingly resolved:

(I) That, although transport is necessarily materially affected by every barrier to the free flow of international trade, these barriers, as far as transport itself is concerned, are to be found more in the failure to interpret the spirit if not the letter of the various general and special conventions on this subject already in existence than in the lack of such conventions and agreements.

This Congress therefore urges upon all its members to impress this upon their respective Governments and nations, and, where such Conventions have not yet been ratified, to press for early ratification as laid down in the Trade Barriers Report. This includes the Convention on Customs Formalities, as every simplification of these formalities reduces the field in which discriminations prejudicial to trade and to transport itself can be exercised.¹

(II) That this Congress considers that the International Chamber of Commerce should continue to maintain close co-operation with the international organisations which permanently study transport questions, and for that purpose all questions arising from time to time affecting transport by rail, sea, or air should be referred to the Committees of the Chamber respectively empowered to deal with such questions.

¹ The Roumanian National Committee makes a reservation as to the Convention on Maritime Ports.

3° Etant donné la difficulté et l'importance particulière de la tâche qui incombe aux commissions fluviales chargées d'établir la réglementation destinée à faciliter le passage des frontières sur les grandes voies fluviales internationales et à simplifier les formalités de toute espèce qui nuisent à la libre circulation de la navigation et à la pleine utilisation des ports fluviaux,

Le Congrès demande au Conseil de la Chambre de désigner un comité spécial, comprenant des représentants de tous les Etats riverains et chargé de traiter la question; il renvoie à ce comité pour plus ample examen le memorandum sur la navigation danubienne annexé au rapport de la Commission des entraves au commerce.

3. Prohibitions d'importation et d'exportation.

Le Congrès constate avec satisfaction l'accord complet qui existe entre le rapport de la Commission des entraves au commerce de la Chambre et le rapport de la Conférence économique internationale en ce qui concerne les prohibitions d'importation et d'exportation et le libre mouvement des matières premières.

Le Congrès est unanime à confirmer les conclusions auxquelles ont abouti ces rapports en ce qui concerne la nécessité absolue d'adopter sans retard la politique la plus libérale qu'il se pourra de façon à mettre fin à toutes les prohibitions et restrictions et à renoncer à toutes mesures constituant une dérogation indirecte aux principes qu'implique cette politique.

Le Congrès estime qu'il est possible de réaliser des progrès dans cette voie en concluant une convention internationale, soit par le moyen d'accords bilatéraux fondés sur la réciprocité.

En conséquence, le Congrès constate avec la plus vive satisfaction que la Société des Nations a l'intention de réunir en octobre prochain une conférence diplomatique sur ce sujet. Il tient à déclarer combien il a été sensible à l'invitation que la Chambre de commerce internationale a eu l'honneur de recevoir de la Société des Nations en vue de cette conférence, et il espère que cette conférence pourra aboutir à des solutions pratiques et concrètes. Ces solutions devraient être établies selon les grandes lignes tracées dans les deux rapports mentionnés ci-dessus et devraient être mises en pratique dans un esprit aussi libéral que possible par les gouvernements intéressés.

En outre, chaque fois que des gouvernements particuliers pourront individuellement mettre ces principes en pratique, le Congrès souligne combien il est désirable qu'ils le fassent sans délai.

4. Droits d'entrée.

Le Congrès approuve les buts et les recommandations de la Conférence économique internationale en ce qui concerne la politique commerciale, les traités de commerce et les questions connexes.

Il considère que des efforts devraient être faits simultanément dans toutes les directions pour mettre en œuvre ces recommandations.

En premier lieu, des mesures devraient être prises individuellement par les gouvernements, en s'inspirant du désir exprimé par la Conférence que chaque Etat se fit une règle, dans sa politique commerciale, de mettre fin à l'accroissement des tarifs et de s'orienter dans la direction opposée, c'est-à-dire vers un échange plus libre des marchandises. En second lieu, des traités bilatéraux devraient être établis sur la base de la clause de la nation la plus favorisée. En troisième lieu, une action collective devrait être entreprise par un aussi grand nombre de nations que possible.

Le Congrès engage la Commission des entraves au commerce à porter en particulier son attention sur les mesures collectives proposées par la Conférence économique internationale pour la réalisation de ces résolutions dans le domaine de la politique douanière et commerciale et à s'efforcer d'élaborer des propositions concrètes à cet effet. Le Congrès recommande à l'attention et à l'adoption des comités nationaux le plan de simplification des tarifs douaniers et d'unification des nomenclatures douanières, et il s'en remet au Conseil de la Chambre de commerce internationale du soin de prendre à cet effet les mesures qu'il jugera nécessaires.

(III) That, in view of the difficult and particularly important task which falls to the River Commissions, in laying down measures for the purpose of facilitating the passage of the frontiers on large international waterways and simplifying formalities of all kinds detrimental to the free development of navigation and to the full utilisation of river ports, this Congress requests the Council of the Chamber to appoint a separate committee, which will include representatives of all riparian States, for deal with this subject and refers to that committee for further study the memorandum on Danubian navigation annexed to the report of the Trade Barriers Committee.

3. Prohibitions of Importation and Exportation.

The Congress notes with satisfaction the complete agreement existing between the report of the Trade Barriers Committee of the Chamber and the report of the World Economic Conference as regards the prohibitions of importation and exportation and the free movement of raw materials.

The Congress unanimously confirms the conclusions expressed in those reports concerning the absolute necessity for the adoption of the most liberal policy possible without delay, so as to achieve the suppression of all such prohibitions and restrictions and the elimination of any measures which constitute indirect evasions of the principles involved.

The Congress believes that progress in that direction is possible either by the conclusion of an international convention or by reciprocal bilateral agreements.

The Congress therefore notes with satisfaction the intention of the League of Nations to hold a diplomatic Conference on the subject next October. It records its appreciation of the honour paid to the Chamber by the invitation it has received from the League to attend this Conference and it hopes that the Conference may devise concrete and practicable solutions which should be drawn up on the lines indicated in the reports mentioned above and should be carried out by the Governments concerned in the most liberal manner possible.

Moreover, wherever individual Governments can give effect to the principles in question by separate action, the Congress urges the desirability of so doing without delay.

4. Customs Duties.

The Congress agrees with the object and recommendations of the World Economic Conference with regard to commercial policy and commercial treaties and questions connected therewith.

It considers that progress should be made simultaneously in the various directions by which the objects of those recommendations may be achieved.

In the first place, independent action by each State should be taken, bearing in mind the view of the Conference that it should be made a principle of each State's commercial policy to refrain from increasing duties and to turn in the opposite direction of a more untrammelled exchange of goods. In the second place, bilateral treaties should be established on the basis of the most-favoured-nation clause and, in the third place, collective action should be taken by as many States as possible.

It calls upon the Trade Barriers Committee to turn its attention in particular to the joint action contemplated by the Conference with a view to the carrying out of its resolutions relating to Customs and trade policy and to prepare concrete proposals for this purpose. It urgently recommends to the attention and support of the National Groups the simplification of Customs tariffs and the unification of tariff nomenclature and leaves it to the Council of the International Chamber of Commerce to take whatever steps it deems necessary for this purpose.

5. Formalités douanières.

Constatant que les diverses résolutions votées par la Conférence économique internationale sur l'application des tarifs douaniers et des formalités douanières donnent, dans leur ensemble, satisfaction aux vœux exprimés par le rapport de la Commission des entraves au commerce,

Le Congrès demande:

1^o Que les comités nationaux recommandent à leurs gouvernements de ratifier ou d'appliquer le plus promptement possible la Convention pour la simplification des formalités douanières de 1923 et d'appliquer cette convention dans l'esprit le plus libéral, en se gardant notamment de méthodes inquisitoriales ou de procédés arbitraires pour la perception des droits *ad valorem* lorsque ces droits existent;

2^o Que, dès à présent, il soit procédé à de nouvelles études en vue d'améliorer cette convention, notamment pour faciliter la perception des droits de douane, pour éviter l'exagération des taxes consulaires et des mesures sanitaires injustifiables; qu'en attendant l'adoption d'une convention supplémentaire, ces questions soient réglées dans un sens libéral par des accords bilatéraux entre Etats.

6. Ententes industrielles internationales.

Le Congrès apprécie hautement le rapport que la Conférence économique internationale a établi sur la question des ententes industrielles internationales. Il considère que les études entreprises par la Commission des entraves au commerce de la Chambre de commerce internationale et par la Conférence économique internationale constituent un progrès des plus importants, en montrant dans quelle mesure et sous quelles conditions ces ententes peuvent contribuer à la prospérité économique du monde et à la suppression des entraves au commerce.

7. Rationalisation.

Le Congrès accueille avec plaisir les efforts faits dans la plupart des pays pour répandre la rationalisation dans toutes les branches de l'activité économique et invite le Conseil à examiner quelles mesures la Chambre pourrait utilement prendre afin de contribuer à de nouveaux progrès dans ce domaine.

8. Libre circulation des capitaux.

Le Congrès,

Considérant qu'à la suite de la profonde désorganisation des conditions économiques du monde, qui a été une des conséquences de la guerre, la réadaptation aux conditions nouvelles ne peut être réalisée dans un délai raisonnable que si la liberté la plus entière est octroyée à tous les facteurs de la production et notamment aux capitaux;

Considérant que la liberté relative de circulation dont ont bénéficié les capitaux a été l'un des agents les plus puissants dans l'œuvre de restauration qui a déjà été menée à bonne fin;

Considérant que le commerce aussi bien que l'industrie et l'agriculture ont un intérêt essentiel à ce que le transfert des capitaux libres aux places où l'on a un besoin urgent de les employer soit opéré avec le minimum de difficultés et de retards, et sans subir de ces restrictions qui ne tendent qu'à rendre plus onéreuses les conditions d'emprunt;

Considérant, enfin, l'avantage important qui découlera pour les pays prêteurs en général du développement des forces productives et du pouvoir d'achat des pays emprunteurs,

Recommande que toutes prohibitions et toutes autres entraves artificielles au libre mouvement international des capitaux soient supprimées.

5. Customs Formalities.

Whereas the various resolutions voted by the World Economic Conference on the application of Customs tariffs and Customs formalities in the aggregate meet the recommendations made in the report of the Trade Barriers Committee,

The Congress urges:

(I) That National Committees should recommend to their Governments the earliest possible ratification or the application of the Convention for the Simplification of Customs Formalities of 1923, and that the Convention be applied in the most liberal spirit specially guarding against inquisitorial methods and arbitrary proceedings in the collection of *ad valorem* duties when such exist.

(II) That a new enquiry be at once begun with a view to improving this Convention, in particular to facilitate the collection of Customs duties and to obviate exaggeration of consular fees and unjustifiable health measures; that, pending the adoption of a supplementary convention, these questions be settled in a bilateral spirit by bilateral agreements between States.

6. International Industrial Ententes.

The Congress records its satisfaction at the Report of the World Economic Conference regarding International Industrial Ententes. It considers that the studies undertaken by the Chamber's Trade Barriers Committee and the World Economic Conference constitute most useful progress in the question of how far and under what conditions these ententes may contribute to world economic welfare and to the removal of trade barriers.

7. Rationalisation.

The Congress of the International Chamber of Commerce welcomes the efforts made in most countries to promote rationalisation in all fields of economic endeavour and requests the Council to consider what measures the Chamber may adopt with advantage to aid in promoting further progress in this connection.

8. Free Movement of Capital.

The Congress:

Considering that, after the great dislocation of the world economic conditions which have been a consequence of the war, a readjustment to the new conditions can only be attained within reasonable time if the most complete freedom is given to all factors of production and among them particularly to capital;

Considering that the relative freedom of movement which has been allowed to capital has been one of the most powerful agents in the work of reconstruction which has already been completed;

Considering that it is of primary interest to commerce as well as to industry and agriculture that it shall be possible to have free capital transferred with the least friction and delay to such occupations for which it is most urgently needed, and without such restrictions as only tend to render the condition for the borrower more burdensome;

Considering, finally, the great advantage that lending countries generally will derive from the development of the productive powers and of the buying capacity of the borrowing countries;

Recommends that all prohibitions and all other artificial hindrances laid in the way of the free international movement of capital should be removed.

VI. CONVENTION POUR L'EXÉCUTION DES SENTENCES ARBITRALES ÉTRANGÈRES

La Convention relative à l'exécution des sentences arbitrales rendues à l'étranger est ouverte à la signature au Secrétariat, Bureau N° 109.

VII. DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LE 26 SEPTEMBRE 1927.

Ordre du jour des vingtième et vingt et unième séances plénières de l'Assemblée.

Journal de l'Assemblée, N° 19.

Compte rendu provisoire: dix-neuvième séance plénière.

Compte rendu provisoire: vingtième séance plénière.

- A. 78 (1). Rapport sur l'œuvre de l'Organisation des communications et du transit entre les septième et huitième sessions ordinaires de l'Assemblée: Résultats de la troisième Conférence générale des communications et du transit.
- A. 105. Codification progressive du droit international: Rapport de la première Commission.
- A. 106. Ouverture d'une Convention relative à l'exécution des sentences arbitrales rendues à l'étranger: Rapport et projet de résolution de la deuxième Commission.
- A. 111. Proposition de la délégation du Paraguay tendant à la préparation d'un plan général et synthétique de codification du droit international: Rapport de la première Commission.
- A. 113. Questions financières: Rapport général de la quatrième Commission.
- A. 114. Mandats: Résolution adoptée par l'Assemblée le 23 septembre 1927.
- A. 115. Adhésion aux conventions internationales données sous réserve de ratification: Résolution adoptée par l'Assemblée le 23 septembre 1927.
- A. 116. La question du coût de la vie et de la fixation des traitements: Rapport de la quatrième Commission.
- A. 117. Conférence économique internationale. Organisation économique de la Société des Nations: Résolutions adoptées par l'Assemblée le 24 septembre 1927.
- A. 118. Fabrication privée et publicité des fabrications d'armes et munitions et des matériels de guerre: Résolution adoptée par l'Assemblée le 24 septembre 1927.
- A. 119. Déclaration relative aux guerres d'agression: Résolution adoptée par l'Assemblée le 24 septembre 1927.
- A. 121. Proposition d'amendement présentée par la délégation suédoise relatif au point 6 de l'ordre du jour de la séance du 26 septembre 1927.
- A. 122. Proposition d'amendement présentée par la délégation des Pays-Bas concernant le rapport du Comité spécial chargé de l'étude de la question des nouveaux immeubles de la Société des Nations (document A. 93. 1927).

VI. CONVENTION ON THE EXECUTION OF FOREIGN ARBITRAL AWARDS

The Convention on the Execution of Foreign Arbitral Awards is open for signature at the Secretariat, Room No. 109.

VII. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO THE MEMBERS OF THE ASSEMBLY ON SEPTEMBER 26TH, 1927

Agenda of the Twentieth and Twenty-first Plenary Meetings of the Assembly.

Assembly Journal No. 19.

Provisional Verbatim Record: Nineteenth Plenary Meeting.

Provisional Verbatim Record: Twentieth Plenary Meeting.

- A. 78 (1). Report on the Work of the Communications and Transit Organisation between the Seventh and Eighth Ordinary Sessions of the Assembly. Results of the Third General Conference on Communications and Transit.
- A. 105. Progressive Codification of International Law. Report of the First Committee.
- A. 106. Opening of a Convention relating to the Execution of Foreign Arbitral Awards. Report and Draft Resolution of the Second Committee.
- A. 111. Proposal by the Delegation of Paraguay for the Preparation of a General and Comprehensive Plan of Codification of International Law. Report of the First Committee.
- A. 113. Financial Questions. General Report of the Fourth Committee.
- A. 114. Mandates. Resolution adopted by the Assembly on September 23rd, 1927.
- A. 115. Adhesion to International Agreements given subject to Ratification. Resolution adopted by the Assembly on September 23rd, 1927.
- A. 116. The Question of the Cost of Living and the Adjustment of Salaries. Report of the Fourth Committee.
- A. 117. International Economic Conference. Economic Organisation of the League of Nations. Resolutions adopted by the Assembly on September 24th, 1927.
- A. 118. Private Manufacture and Publicity of the Manufacture of Arms and Ammunition and Implements of War. Resolution adopted by the Assembly on September 24th, 1927.
- A. 119. Declaration concerning Wars of Aggression. Resolution adopted by the Assembly on September 24th, 1927.
- A. 121. Amendment moved by the Swedish Delegation regarding Item 6 of the Agenda for the Meeting of September 26th.
- A. 122. Amendment Proposed by the Netherlands Delegation to the Report of the Sub-Committee appointed to consider the Question of the new League Buildings (document A. 93. 1927).

Service des documents
de la huitième Session ordinaire
de l'Assemblée

JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Le *Journal de l'Assemblée* est publié chaque matin, en vue de fournir régulièrement aux délégués de l'Assemblée, aux journalistes et aux visiteurs le programme quotidien et le compte rendu résumé des réunions. Les exemplaires seront remis aux abonnés, à leur adresse privée, lorsque ce sera possible, ou expédiés par la poste.

Le prix de l'abonnement, pour la série publiée pendant l'Assemblée, est de 6 francs. (Étranger, 9 fr., y compris les frais d'expédition.)

LISTE DES DÉLÉGUÉS A LA HUITIÈME
SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLÉE

1 franc.

Annuaire de la Société des Nations

ANNUAIRE STATISTIQUE
INTERNATIONAL 1926

1 volume de 184 pages de tableaux, broché
Fr. suisses 10.—

Quatre-vingt-douze tableaux statistiques traitant de territoire, population, production, commerce, transport et communications, finances publiques, statistiques des monnaies et prix.

ANNUAIRE SANITAIRE
INTERNATIONAL 1925

*Rapports sur les progrès réalisés dans les domaines
de l'hygiène publique dans 21 pays.*

1 volume de 644 pages, broché Fr. suisses 20.—

Ce livre présente, sous une forme succincte, les statistiques démographiques les plus récentes et permet de suivre d'année en année le développement des sessions d'hygiène publique et la législation sanitaire dans divers pays.

ANNUAIRE MILITAIRE 1926-1927

*Renseignements généraux et statistiques sur les
armements terrestres, navals et aériens.*

1 volume de 1038 pages, relié pleine toile
Fr. suisses 25.—

Un catalogue général et des catalogues spéciaux des documents élaborés par les diverses sections du Secrétariat seront envoyés gratuitement sur demande.

SOCIÉTÉ DES NATIONS
Service des Publications,
GENÈVE.

Les publications de la Société des Nations sont en vente, à Genève, aux adresses suivantes:

SERVICE DES PUBLICATIONS DU SECRÉTARIAT (Villa Saint-Victor, annexe au bâtiment du Secrétariat), pendant les heures ordinaires de bureau.

SALLE DE LA RÉFORMATION, pendant les réunions de l'Assemblée.

LIBRAIRIE PAYOT & C^{ie}, place du Molard, Genève.

Service of Documents . . .
of the Eighth Ordinary Session
of the Assembly

JOURNAL OF THE ASSEMBLY

In order to provide Delegates at the Assembly, journalists and visitors with a regular daily programme and résumé of the meetings, the *Journal of the Assembly* is issued each morning. Copies will be delivered to subscribers at their private addresses where possible, or sent by post.

The subscription to the series during the Assembly is 6 francs (9 francs abroad, including postage).

LIST OF DELEGATES AT THE
EIGHTH SESSION OF THE ASSEMBLY

1 franc.

Yearbooks of the League of Nations

INTERNATIONAL STATISTICAL
YEARBOOK, 1926

1 volume of 184 pages of tables, sewn 7/6 net

Ninety-two statistical tables dealing with territory, population, production, trade, transport and communications, public finance, currency statistics and prices.

INTERNATIONAL HEALTH
YEARBOOK, 1925

Reports on Public Health Progress in 21 Countries.

1 volume of 658 pages, sewn 12/- net

This book gives the most recent vital statistics in a concise form, and enables the development of public health services and health legislation in various countries to be followed year by year.

ARMAMENTS YEARBOOK
1926-1927

General and Statistical Information.

1 volume of 1,002 pages, bound cloth 20/- net

A general catalogue and special catalogues of the documents prepared by the different Sections of the Secretariat will be sent free on application.

LEAGUE OF NATIONS
Publications Department
GENEVA.

The publications of the League of Nations are on sale in Geneva at the following addresses:

PUBLICATIONS DEPARTMENT (Villa St. Victor, annex to the Secretariat Building), during the ordinary office hours.
SALLE DE LA RÉFORMATION, during the meetings of the Assembly.

LIBRAIRIE PAYOT & Cie, place du Molard, Geneva.

Publications périodiques de la Société des Nations

JOURNAL OFFICIEL

Le *Journal Officiel* paraît, depuis janvier 1922, en deux éditions (l'une en français et l'autre en anglais); il contient les procès-verbaux des sessions du Conseil de la Société des Nations, le texte des rapports et des résolutions adoptées par le Conseil, ainsi que les principaux documents officiels reçus ou expédiés par le Secrétariat de la Société.

Abonnement annuel 60 francs suisses

RÉSUMÉ MENSUEL DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Ce répertoire des différentes formes de l'activité de la Société des Nations est publié en six langues: anglais, français, allemand, italien, espagnol et tchèque, pour un public de 20.000 lecteurs. Il contient un compte rendu des assemblées et de l'œuvre des organisations de la Société; il publie, en outre, les principaux documents officiels ayant trait au désarmement, à la reconstitution économique et financière, etc.

Un supplément bibliographique est publié une fois par an et envoyé gratuitement aux abonnés.

Abonnement annuel 6 francs suisses

BULLETIN MENSUEL DE STATISTIQUE

Tableau résumant, sous une forme appropriée et concise, la situation économique de tous les principaux pays du monde; s'adresse aux banquiers, hommes d'affaires et hommes politiques qui désirent se tenir au courant des mouvements économiques dans le monde entier; contient tous les renseignements relatifs à la production du charbon, du fer et de l'acier, au commerce d'exportation, aux fluctuations des prix, au coût de la vie, au chômage, aux réserves d'or et à la circulation fiduciaire, aux taux des changes et de l'escompte, etc., d'après des informations officielles fournies spécialement chaque mois à cet effet. Les renseignements publiés se rapportent à quarante-quatre pays.

Abonnement annuel (12 numéros) 20 francs suisses

BULLETIN TRIMESTRIEL DE RENSEIGNEMENTS SUR L'ŒUVRE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Abonnement annuel (4 numéros) 5 francs suisses

RAPPORT ÉPIDÉMIOLOGIQUE MENSUEL DE LA SECTION D'HYGIÈNE DU SECRÉTARIAT

Le Service de renseignements épidémiologiques et de statistiques d'hygiène publique de la Section d'hygiène du Secrétariat de la Société des Nations reçoit, d'un grand nombre de pays, des rapports périodiques officiels sur les maladies dont la déclaration est obligatoire. En vue de leur échange, ces renseignements, nécessaires aux épidémiologues des différents pays, sont groupés au fur et à mesure de leur réception et publiés mensuellement dans le *Rapport épidémiologique mensuel*.

Abonnement annuel (12 numéros) 20 francs suisses

RECUEIL DES TRAITÉS ET DES ENGAGEMENTS INTERNATIONAUX ENREGISTRÉS PAR LE SECRÉTARIAT DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Aux termes de l'article 18 du Pacte de la Société des Nations, « tout traité ou engagement international conclu à l'avenir par un Membre de la Société des Nations devra être immédiatement enregistré par le Secrétariat et publié par lui aussitôt que possible; aucun de ces traités ou engagements internationaux ne sera obligatoire avant d'avoir été enregistré ». La publication du *Recueil des Traités* répond à cette disposition du Pacte.

Prix d'abonnement à 12 volumes 150 francs suisses

Un catalogue général et des catalogues spéciaux des documents préparés par les différentes Sections du Secrétariat seront envoyés gratuitement aux personnes qui en feront la demande au:

Service des Publications de la Société des Nations
GENÈVE

Periodicals of the League of Nations

OFFICIAL JOURNAL

The *Official Journal*, which is published (since January 1922) in separate editions in English and French, contains the complete Minutes of the Sessions of the Council of the League of Nations, the text of the Reports and Resolutions adopted by the Council, as well as the principal official documents received or despatched by the Secretariat of the League.

Yearly subscription 50/- \$12.00

MONTHLY SUMMARY OF THE LEAGUE OF NATIONS

A bird's-eye view, clear and concise, of the work of the League of Nations during the month preceding publication. The *Monthly Summary* is issued in six languages — English, French, German, Italian, Spanish and Czech — to a public of 20,000 readers. It contains a record of all League meetings and activities, and publishes, in addition, the principal official documents on Disarmament, Economic and Financial Reconstruction, etc.

A bibliographical supplement is issued once a year and is addressed free of charge to subscribers.

Yearly subscription 5/- \$1.00

MONTHLY BULLETIN OF STATISTICS

A synopsis of the economic position of all the leading commercial countries in the world in a convenient and concise form; indispensable to all bankers, business-men and politicians who wish to keep abreast of world movements; showing coal, iron and steel production, foreign trade, price movements, cost of living, unemployment, gold reserves and note circulation, exchange and discount rates, etc., based on official information specially supplied each month. Data apply to 44 countries. Published on the Saturday nearest to the 15th of each month.

Yearly subscription for 12 numbers 18/- \$4.50

QUARTERLY BULLETIN OF INFORMATION ON THE WORK OF INTERNATIONAL ORGANISATIONS

Yearly subscription for 4 numbers 5/- \$1.00

MONTHLY EPIDEMIOLOGICAL REPORT OF THE HEALTH SECTION OF THE SECRETARIAT

The Service of Epidemiological Intelligence and Public Health Statistics, Health Section of the Secretariat of the League of Nations, receives current official reports on the prevalence of notifiable diseases from nearly all countries where such information is available. The information at present being regularly received and published in this periodical relates to 68 per cent of the world's population.

Yearly subscription for 12 numbers 18/- \$4.50

TREATY SERIES: PUBLICATIONS OF TREATIES AND INTERNATIONAL ENGAGEMENTS REGISTERED BY THE SECRETARIAT OF THE LEAGUE OF NATIONS

Under the terms of Article 18 of the Covenant of the League of Nations: "Every treaty or international engagement entered into hereafter by any Member of the League shall be forthwith registered with the Secretariat and shall as soon as possible be published by it. No such treaty or international engagement shall be binding until so registered." The publication of the *Treaty Series* fulfils this condition of the Covenant.

Subscription rate for 12 volumes £6. \$30.00

A general Catalogue and Special Catalogues of the documents prepared by the different Sections of the Secretariat will be sent free on application to:

Publications Department of the League of Nations
GENÈVE

A. 2 (1). 1927

ORDRE DU JOUR

de la

Huitième Session ordinaire de l'Assemblée

et

Liste supplémentaire de Questions

Franc suisse 0.50.

AGENDA

of the

Eighth Ordinary Session of the Assembly

and

Supplementary List of Items

6d. \$0.10.

A. 13. 1927

RAPPORT

à la

**Huitième Session ordinaire
de l'Assemblée de la Société des Nations**

sur le

**TRAVAIL DU SECRETARIAT ET SUR
LES MESURES PRISES POUR
EXÉCUTER LES DÉCISIONS DE
L'ASSEMBLÉE**

Francs suisses 4.50.

REPORT

to the

**Eighth Ordinary Session of the Assembly
of the League of Nations**

on the

**WORK OF THE SECRETARIAT AND
ON THE MEASURES TAKEN TO
EXECUTE THE DECISIONS OF THE
ASSEMBLY**

3/9 \$0.90.

C. E. I. 34

Vient de paraître:

MÉMORANDUM

sur les

FINANCES PUBLIQUES 1922-1926

GENÈVE 1927.

(Section économique et financière.)

482 pages

Francs suisses 20.—

Cet ouvrage constitue la suite d'une publication commencée au moment de la Conférence financière de Bruxelles. Examen de la situation financière dans 26 Etats, précédé de notes sur le système budgétaire de chaque pays. Résumé des situations budgétaires de 1922 à ce jour avec indications du total des recettes (à l'exclusion des produits d'emprunts). Examen de la gestion des entreprises publiques. Total des impôts nationaux et locaux en 1913, ainsi que pendant un certain nombre d'années d'avant-guerre, pour autant que les données ont pu être recueillies.

Just published:

MEMORANDUM

on

PUBLIC FINANCE 1922-1926

GENEVA 1927.

(Economical and Financial Section.)

482 pages

16/-

In this Memorandum, which forms the continuation of work begun at the time of the Brussels Financial Conference, the financial position of 26 States is reviewed. The review of each country is prefaced by notes on its budget system. Increased space has been devoted to the analysis of management of public undertakings and an attempt has been made to procure figures showing total national and local taxation in 1913 and in some post-war years.

Tous les documents préparés par les différentes Sections du Secrétariat peuvent être obtenus auprès du

Service des Publications de la Société des Nations

Villa Saint-Victor, annexe au bâtiment du Secrétariat.

All documents prepared by the different Sections of the Secretariat may be obtained at the

Publications Department of the League of Nations

Villa St. Victor, annex to the Secretariat Building

SOCIÉTÉ DES NATIONS

LEAGUE OF NATIONS

JOURNAL

DE LA

OF THE

HUITIÈME SESSION
ORDINAIRE

EIGHTH ORDINARY
SESSION

DE L'

OF THE

ASSEMBLÉE

ASSEMBLY

GENÈVE 1927

GENEVA 1927

N° 21. — MERCREDI 28 SEPTEMBRE 1927.

No. 21. — WEDNESDAY, SEPTEMBER 28th, 1927.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

SOMMAIRE:

	Pages
I. Vingt-deuxième séance plénière de l'Assemblée.	353
II. Documents distribués aux membres de l'Assemblée	361

CONTENTS:

	Page
I. Twenty-second Plenary Meeting of the Assembly	353
II. Documents distributed to the Members of the Assembly	361

I. VINGT-DEUXIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

Tenue à la Salle de la Réformation, le mardi 27 septembre 1927, à 10 heures.

I. TWENTY-SECOND PLENARY MEETING

Held at the Salle de la Réformation on Tuesday, September 27th, 1927, at 10 a.m.

Codification progressive du droit international: Rapport de la première Commission.

Progressive Codification of International Law: Report of the First Committee.

M. Adatci (Japon), président de la première Commission, et M. Politis (Grèce), rapporteur, prennent place à la tribune.

M. Adatci (Japan), Chairman of the First Committee and M. Politis (Greece), Rapporteur, came to the platform

M. POLITIS présente son rapport (document A. 105. 1927) et le projet de résolution ci-après:

M. POLITIS presented his report (document A. 105. 1927) and the following draft resolution:

« L'Assemblée,

“ The Assembly:

« Ayant pris connaissance des documents à elle transmis par le Conseil, conformément à sa résolution en date du 13 juin 1927, ainsi que du rapport de la première Commis-

“ Having considered the documents transmitted to it by the Council in conformity with its resolution of June 13th, 1927, and the report of the First Committee on the

sion sur les suites à donner aux travaux du Comité d'experts pour la codification progressive du droit international;

« Considérant qu'il importe, pour le progrès de la justice et le maintien de la paix, de préciser, d'améliorer et de développer le droit international;

« Convaincue qu'il est, à cet effet, du devoir de la Société des Nations de contribuer de toutes ses forces à la codification progressive de ce droit;

« Constatant que les travaux du Comité d'experts, à l'activité duquel elle rend un sincère hommage, permettent la préparation méthodique d'une première conférence de codification dont la réunion peut être dès maintenant envisagée pour 1929;

« Décide:

« 1^o De soumettre à l'examen d'une première conférence les questions suivantes:

- « a) La nationalité;
- « b) Les eaux territoriales, et
- « c) La responsabilité des Etats en ce qui concerne les dommages causés sur leur territoire à la personne ou aux biens des étrangers;

« 2^o D'inviter le Conseil à charger le Secrétariat général de faire étudier par ses services, sur les bases indiquées dans le rapport de la première Commission, la question de la procédure des conférences internationales et de la procédure pour la conclusion et la rédaction des traités;

« 3^o De charger le Comité économique de la Société d'étudier, en collaboration avec le Conseil international de Copenhague et toute autre organisation spécialement intéressée en la matière, si et dans quels termes, pour quelles espèces et dans quels parages une protection internationale de la faune marine pourrait être établie; ce Comité présentera au Conseil un rapport qui rendra compte du résultat de cette étude et qui indiquera s'il y a lieu de convoquer promptement à cet effet une conférence technique;

« 4^o De prier le Conseil de s'entendre avec le Gouvernement néerlandais, en vue du choix de la ville de La Haye pour la réunion de la première Conférence de codification, et de procéder à sa convocation aussitôt que la préparation de ses travaux sera suffisamment avancée;

« 5^o De confier au Conseil le soin de nommer, aussi promptement que faire se pourra, un Comité préparatoire composé de cinq personnes réunissant des connaissances étendues sur la pratique internationale, les précédents judiciaires et les données scientifiques des questions rentrant dans le programme de la première Conférence de codification, et chargé de préparer sur chacune de ces questions, suivant les précisions fournies dans le rapport de la première Commission, un rapport accompagné de l'indication de bases de discussion assez détaillées;

« 6^o De recommander au Conseil de joindre aux convocations un projet de règlement de la Conférence avec l'indication d'un certain nombre de règles générales destinées à régir ces délibérations, notamment:

« a) Sur la possibilité, le cas échéant, pour les Etats participants à la Conférence, d'adopter entre eux les règles qui auraient été acceptées à la majorité des voix;

« b) Sur la possibilité d'élaborer, dans les matières qui s'y prêtent, une convention assez large et, dans son cadre, des conventions plus restreintes;

« c) Sur l'organisation d'un système de révision ultérieure des accords établis et

« d) Sur l'esprit de la codification qui ne se bornera pas à la simple constatation des règles existantes, mais visera à les adapter, dans la mesure du possible, aux conditions actuelles de la vie internationale;

« 7^o De prier le Comité d'experts, lors de sa prochaine session, d'achever le travail qu'il a entrepris.

Le rapporteur expose ensuite dans quelles conditions et dans quel esprit la Société décida, il y a trois ans, d'entreprendre la codification progressive du droit international.

measures to be taken as a result of the work of the Committee of Experts for the Progressive Codification of International Law.

“ Considering that it is material for the progress of justice and the maintenance of peace to define, improve and develop international law;

“ Convinced that it is therefore the duty of the League to make every effort to contribute to the progressive codification of international law;

“ Observing that, on the basis of the work of the Committee of Experts, to which it pays a sincere tribute, systematic preparations can be made for a First Codification Conference, the holding of which in 1929 can already be contemplated:

“ Decides:

“ (1) To submit the following questions for examination by a First Conference:

“ (a) Nationality;

“ (b) Territorial Waters; and

“ (c) Responsibility of States for Damage done in their Territory to the Person or Property of Foreigners;

“ (2) To request the Council to instruct the Secretariat to cause its services to study, on the lines indicated in the First Committee's report, the question of the Procedure of International Conferences and Procedure for the Conclusion and Drafting of Treaties;

“ (3) To instruct the Economic Committee of the League to study, in collaboration with the International Council at Copenhagen and any other organisation specially interested in this matter, the question whether and in what terms, for what species and in what areas, international protection of marine fauna could be established. The Committee will report to the Council the results of its enquiry indicating whether a Conference of Experts should be convened for such purpose at an early date.

“ (4) To ask the Council to make arrangements with the Netherlands Government with a view to choosing The Hague as the meeting place of the First Codification Conference, and to summon the Conference as soon as the preparations for it are sufficiently advanced;

“ (5) To entrust the Council with the task of appointing at the earliest possible date a preparatory Committee, composed of five persons possessing a wide knowledge of international practice, legal precedents, and scientific data relating to the questions coming within the scope of the First Codification Conference, this Committee being instructed to prepare a report comprising sufficiently detailed bases of discussion on each question, in accordance with the indications contained in the report of the First Committee;

“ (6) To recommend the Council to attach to the invitations draft regulations for the Conference, indicating a number of general rules which should govern the discussions, more particularly as regards:

“ (a) The possibility, if occasion should arise, of the States represented at the Conference adopting amongst themselves rules accepted by a majority vote;

“ (b) The possibility of drawing up, in respect of such subjects as may lend themselves thereto, a comprehensive convention and, within the framework of that convention, other more restricted conventions;

“ (c) The organisation of a system for the subsequent revision of the agreements entered into; and

“ (d) The spirit of the codification, which should not confine itself to the mere registration of the existing rules but should aim at adapting them as far as possible to contemporary conditions of international life;

“ (7) To ask the Committee of Experts at its next session to complete the work it has already begun.”

The Rapporteur explained in what circumstances and in what spirit the League had decided three years ago to undertake the progressive codification of international law.

L'idée de codifier le droit international est née, à la fin du XVIII^e siècle, précisément dans un pays qui s'est toujours montré réfractaire à la codification du droit interne: en Angleterre. Depuis, de proche en proche, le mouvement, a gagné tous les pays et, au cours du XIX^e siècle, un grand nombre de conférences diplomatiques, réunies avec une participation d'Etats toujours croissante, ont abouti à une série de conventions internationales, grâce auxquelles une partie du droit international, spécialement ce qu'on appelle le droit administratif et le droit international privé, a été codifiée.

Il faut citer surtout les deux conférences de La Haye de 1899 et 1907, sur lesquelles on avait fondé les plus vastes espoirs, d'autant plus qu'après la Conférence de 1907 leur périodicité paraissait assurée.

Le cataclysme de 1914 empêche la réalisation de ces belles prévisions, mais, au moment où l'on élaborait le Pacte, l'idée vint à des esprits éminents de confier à la Société des Nations, alors projetée, la mission de diriger le développement progressif du droit international. Un premier vœu, émis dans ce sens en 1920 par le Comité de juristes réuni à La Haye pour préparer le Statut de la Cour permanente de Justice internationale, n'eut pas de suites.

Cependant, si la codification systématique du droit international avait paru, en 1920 prématurée, une codification fragmentaire s'est tout de suite imposée à la Société. Depuis et y compris la Conférence de Barcelone, dans de nombreuses conférences et par les travaux poursuivis ici, on est arrivé à doter le droit international de règles nouvelles dans une série de matières dont la liste s'allonge d'année en année.

Parallèlement à cet effort modeste mais important, la Société s'est trouvée plus d'une fois en présence de problèmes juridiques qui l'ont mise dans le plus grand embarras. C'est à ces occasions qu'elle a commencé à se rendre compte que l'imperfection, l'imprécision du droit international peuvent constituer, dans certains cas, un grave danger pour la paix. Aussi, il y a trois ans, sur la proposition de la délégation suédoise, l'Assemblée a-t-elle décidé d'entrer définitivement dans la voie de la codification progressive du droit international. Un Comité de dix-sept jurisconsultes appartenant à différents pays reçut la mission d'examiner quelles sont, à l'heure actuelle, les matières de droit international assez mûres pour faire l'objet d'une entente internationale et d'indiquer par quelle procédure on peut arriver à cette fin.

Sous la présidence de l'éminent jurisconsulte et homme d'Etat suédois, M. Hammarskjöld, le Comité d'experts a tenu trois sessions annuelles de 1925 à 1927. Le rapporteur est certain que l'Assemblée voudra s'associer, par l'expression de sa haute satisfaction et de sa profonde gratitude, à l'hommage déjà rendu par le Conseil à ce Comité.

Le Comité d'experts a définitivement retenu cinq matières de droit international comme étant susceptibles de codification, à savoir: la nationalité, les eaux territoriales, la responsabilité des Etats, les privilèges et immunités diplomatiques, enfin, la piraterie.

Le Conseil, puis la première Commission, ont estimé que seules les trois premières matières pouvaient actuellement, avec chances de succès, faire l'objet d'une délibération internationale. Pour les deux autres matières, l'accord pourrait être malaisé et en tout cas elles ne présentaient pas un caractère de très grande urgence.

Le Comité d'experts avait indiqué deux autres questions comme méritant un examen particulier: la procédure des conférences et de la rédaction des traités, et l'exploitation des richesses de la mer.

La première Commission propose que la première de ces questions soit soumise à l'étude des services du Secrétariat, la seconde à celle du Comité économique, en collaboration avec le Conseil international de Copenhague et d'autres associations particulièrement intéressées en cette matière.

• Les trois questions mentionnées en premier lieu doivent rentrer dans le programme d'une Conférence unique qui porterait le titre de première Conférence de codification de la Société des Nations et qui, si elle n'arrive pas du premier coup à épuiser son ordre du jour, pourrait avoir des sessions successives. Il est souhaitable que les travaux préparatoires soient poussés avec toute la diligence possible, afin que la Conférence puisse être convoquée dans le courant de 1929, pour se réunir, suivant la proposition unanime de la première Commission, à La Haye. La capitale des Pays-Bas mérite cet honneur, parce qu'elle

The idea of codifying international law had originated at the end of the 18th century in a country which had always been opposed to the codification of international law, namely, England. Since that time the movement had gradually spread to all countries, and in the 19th century a large number of diplomatic conferences, which brought together a continually increasing number of States, had resulted in a series of international conventions, thanks to which a portion of international law, particularly what was known as administrative law and private international law, had been codified. He would mention in particular the two conferences of The Hague of 1899 and 1907, on which the widest hopes had been based, all the more so as after the Conference of 1907 it seemed certain that the conferences would be periodical.

The disaster of 1914 had hindered the fulfilment of these fine hopes, but, when the Covenant was framed, it occurred to certain distinguished minds to entrust the League of Nations, which was then on the point of being established, the task of directing the progressive codification of international law. A first recommendation to that effect, made in 1920 by the Committee of Jurists assembled at The Hague to prepare the Statute of the Permanent Court of International Justice, had not been followed up.

Though, however, the systematic codification of international law had seemed in 1920 to be premature, a piecemeal codification had at once seemed necessary to the League. Since that time in numerous conferences, including the Conference at Barcelona, and as a result of the work done in Geneva, international law had been furnished with new rules on a series of subjects of which the list was increasing yearly.

During this modest but important effort, the League had more than once been confronted with legal problems which had considerably embarrassed it. On such occasions it had begun to realise that imperfection and want of precision in international law might constitute in certain cases a grave danger to peace. Three years ago, therefore, on the proposal of the Swedish delegation, the Assembly had decided definitely to embark upon the process of progressive codification. A Committee of seventeen jurists belonging to different countries were instructed to examine what were at present the subjects of international law which were sufficiently ripe to become the subject of an international convention, and to indicate by what procedure that end might be achieved.

The Committee of Experts held three annual sessions, 1925 to 1927, under the chairmanship of the distinguished Swedish jurist and statesman, M. Hammarskjöld. He was sure that the Assembly would associate itself with the tribute already paid by the Council to that Committee, and express its satisfaction and gratitude for the work of the Committee.

The Committee of Experts definitely retained five subjects, namely, nationality, territorial waters, responsibility of States, diplomatic privileges and immunities, and piracy.

The Council and then the First Committee had thought that only the first three subjects could with any chance of success at the present moment be the subject of an international discussion. In regard to the other two subjects, agreement would be difficult, and in any case they did not appear to be very urgent questions.

The Committee of Experts had indicated two other questions as deserving special examination, the procedure of conferences and drafting of treaties and the exploitation of the products of the sea.

The First Committee proposed that the first of these questions should be submitted for examination to the Secretariat of the League, and the second to the Economic Committee, working in collaboration with the International Council of Copenhagen and other associations specially interested in the subject.

The three questions first mentioned should be included in the programme of a single conference, which would be called the First Conference on Codification of the League of Nations, and which, if it did not succeed in dealing with the whole of its agenda during the first session, might hold successive sessions. It was desirable that the preparatory work should be carried forward as diligently as possible, in order that the Conference might meet in the course of 1929 and be convened, according to the unanimous proposal of the First Committee, at The Hague. The capital of the Netherlands deserved that honour

offre pour cela l'atmosphère indispensable de sérénité, parce qu'elle s'assurera ainsi les plus grandes et les plus larges participations, et parce que le choix de cette ville aura, aux yeux de l'opinion publique, une valeur vraiment symbolique. Ce sera la manière de rattacher l'effort plus méthodique et plus régulier de la Société à l'effort déjà très ancien poursuivi par les peuples pour donner au droit un peu plus de fixité. Une dernière raison, c'est qu'il convient de rendre hommage au Gouvernement des Pays-Bas, qui, par ses initiatives répétées en matière de codification, a rendu les plus grands et les plus précieux services à la cause de l'entente et de la légalité internationales.

En revanche, la première Commission est unanime à proposer à l'Assemblée que seule la Société prenne l'initiative de convoquer la Conférence et que seule la Société ait le contrôle de la préparation de ses travaux. Toute autre solution serait considérée par une partie de l'opinion comme une faillite de la Société des Nations.

Cette préparation doit être faite avec le plus grand soin et la plus grande méthode; une tradition sera tout de suite créée, et elle exercera une influence décisive sur les conférences de l'avenir. Il importe que cette tradition soit établie dès le début sur des bases solides, exemptes de tout inconvénient qu'on aurait à regretter plus tard. La première Commission estime qu'une tâche aussi lourde doit être confiée au Secrétariat, assisté d'un Comité spécial de cinq membres nommés par le Conseil parmi des personnes spécialement qualifiées. Si le Conseil ne peut, au cours de la présente session, arriver à des résultats définitifs, quant à la désignation de ce petit Comité, il est souhaitable qu'il délègue le droit de nominations à son président, afin que les désignations puissent être faites avant sa session de décembre.

Pour le travail de ce Comité, il a paru nécessaire de signaler toute l'importance qui doit être attachée à un grand précédent: celui de la Conférence navale de Londres de 1908-1909, dont la préparation reste, dans les annales diplomatiques, comme le modèle qui n'a pas été surpassé jusqu'ici.

Le Comité préparatoire devra tenir compte des travaux du Comité d'experts, des résolutions des diverses compagnies savantes qui se sont spécialisées en matière de droit international, et du vaste effort de codification de l'Union panaméricaine.

Une consultation des gouvernements des Etats, membres ou non membres de la Société, sera ensuite organisée, de concert avec le Secrétariat et, d'après les réponses reçues, le Comité rédigera un rapport dont les conclusions pourront servir de base de discussion à la Conférence. Il appartiendra alors au Conseil, suivant les indications qui seront fournies par la prochaine Assemblée, de choisir la date de la Conférence et d'envoyer les invitations suivant la procédure suggérée par la première Commission.

La première Commission propose enfin d'inviter le Comité des experts à poursuivre, dans la prochaine session, qu'il a envisagée et qui, il faut l'espérer, pourra être tenue en 1928, le travail qu'il a déjà commencé.

Le rapporteur ne saurait assez insister sur la très grande importance de l'œuvre de codification. Ici, comme un peu dans tous les domaines de l'activité de la Société, il y a des impatients qui critiquent ses méthodes, les qualifient de trop compliquées et de trop lentes, qui reprochent au Comité d'experts d'être arrivé, après trois ans de travaux, à des résultats trop maigres, inspirés d'un esprit par trop timoré.

Il ne peut, pour sa part, accepter ces critiques. En pareille matière, il vaut infiniment mieux pécher par excès de prudence que par excès de témérité. Une codification générale trop hâtive est de nature à nuire plus qu'à profiter au droit international. Ce n'est que lorsqu'une règle est entrée vraiment dans la conscience des peuples qu'elle peut être fixée dans un texte avec des chances certaines d'être observée.

Sans doute, les questions choisies pour faire l'objet de la première Conférence sont modestes; mais leur étude technique approfondie s'impose; elle constitue d'ailleurs un excellent terrain pour l'expérience que l'on veut tenter. L'essentiel est de commencer, de préparer une atmosphère, de créer des traditions, de frayer largement la voie dans laquelle s'engage la Société.

Déjà ce qui a été fait et ce qui va être fait à la suite des résolutions de cette Assemblée constitue un immense progrès sur les errements du passé. Jusqu'à la création de la Société, la codifi-

because it offered the Conference the indispensable atmosphere of tranquillity, because it would ensure the most extensive participation of the States concerned, and because the choice of that town had, in the eyes of public opinion, a symbolic value. In that way the more methodical and regular effort of the League would be connected with the effort which had already been made by the nations for some time to make international law rather more precise. The last reason for choosing The Hague was that it was fitting to pay a tribute to the Government of the Netherlands, which by repeated initiative in the matter of codification had rendered the most valuable services to the cause of international understanding and international law.

The First Committee, on the other hand, unanimously proposed to the Assembly that only the League should take the initiative in convening the Conference, and only the League should control preparations of its work. Any other solution would be regarded by some portion of public opinion as a failure on the part of the League.

This preparation must be made with the greatest care and method. A tradition would immediately be established which would exercise a decisive influence on future conferences. Such a tradition must be established from the very beginning on solid foundations, free from all faults which might give occasion for regret later on. The First Committee thought that so heavy a task should be entrusted to the Secretariat, assisted by a special committee of five members appointed by the Council and chosen from specially qualified persons. If the Council was unable, during the course of its present session, to achieve definite results regarding the appointment of that small committee, it was to be hoped that it would delegate the authority to make the appointment to its President, in order that the choice should be made before its December session.

For the work of that Committee it appeared necessary to emphasise the great importance to be attached to a precedent, that of the London Naval Conference of 1908-1909, the preparation for which had remained in diplomatic annals as a model which had never yet been surpassed.

The Preparatory Committee should take account of the Committee of Experts, of the resolutions of various learned bodies which had made a special study of international law and of the very considerable effort towards codification made by the Pan-American Union. A consultation of Governments of States, whether Members or not of the League, might then be organised in concert with the Secretariat, and in accordance with the replies received the Committee would draw up a report whose conclusions would serve as a basis for the discussions of the Conference. It would then be for the Council, following the directions of the next Assembly, to choose the date of the Conference and to issue invitations according to the procedure suggested by the First Committee.

The First Committee finally proposed to invite the Committee of Experts to continue the work already begun during the next session which it had proposed to hold and which it was hoped might be held in 1928.

He could not too strongly emphasise the very great importance of the work of codification. In this respect, as was to a certain extent the case with all the activities of the League, there were persons who showed impatience and who criticised its methods on the ground that they were too complicated and too slow. Such persons accused the Expert Committee of having, after three years of work, achieved very meagre results due to an over-timorous attitude of mind.

Personally, he could not agree with such criticism. In such a matter it was far better to err by excess of prudence than by excess of rashness. Too hasty a general codification would be of greater harm than benefit to international law. It was only when a rule of law had really entered into the conscience of peoples that it could be defined in a form of words with the certainty that it would be kept.

It was true that the questions chosen to be dealt with by the First Conference were modest, but their close technical study was necessary and they provided an excellent field for the experiment which it was desired to make. To make a beginning was essential, just as it was essential to prepare the right atmosphere, create traditions and open wide the road along which the League was beginning to move.

What had been done, and what was going to be done as a result of the resolutions of that Assembly, would constitute an immense progress away from the mistakes of the past. Up

cation du droit international était livrée au hasard des circonstances et des improvisations. Le résultat était que trop souvent les travaux des conférences se ressentait de l'insuffisance de leur préparation, à telle enseigne qu'on a été, à l'issue de la deuxième Conférence de La Haye, unanime à considérer que la troisième Conférence envisagée pour 1914 devait faire l'objet d'une préparation soignée. Avec la Société des Nations, avec la création du Comité d'experts en 1924, avec la création du Comité préparatoire, la situation a changé ou va changer du tout au tout.

Au surplus, on donne ainsi à ces conférences, qui viennent se placer dans un cadre général d'organisation internationale plus de chances de succès: leurs travaux sont préparés avec de plus en plus de méthode et de soin; les délibérations se poursuivent avec plus de technicité; les Etats sont mieux armés pour la discussion, et, de plus en plus, lorsqu'une conférence sera réunie dans ces conditions, on pourra entrevoir les résultats possibles.

Enfin, dernier avantage et non le moindre, lorsqu'une conférence ainsi réunie aura abouti à des textes, la Société, par son organisation et son autorité, aidera singulièrement à leur signature et à leur ratification.

Le rapporteur ne saurait assez insister sur l'importance que l'œuvre de codification présente pour l'organisation de la paix. L'incertitude, l'imprécision du droit constituent incontestablement une entrave sérieuse au développement de l'arbitrage. Elles sont de nature à faire hésiter les Etats à accepter d'avance, dans les cas graves, une décision que le juge aura rendue sur la conception personnelle qu'il se fait de l'équité. Dans les conflits importants, mettant en jeu ce qu'on appelle les intérêts vitaux des Etats, il n'y aura pas de certitude de règlement pacifique, parce qu'il n'y aura pas toujours possibilité de faire intervenir une solution juridique.

La paix ne sera vraiment assurée que lorsqu'on aura comblé les lacunes du droit international par une sage réglementation de la liberté, aujourd'hui absolue et incontrôlable, des Etats, dans ce qu'on appelle leurs affaires domestiques. En un mot, la Société n'aura rempli toute sa tâche que lorsque, après avoir créé une atmosphère de confiance et de paix, elle aura garanti aux nations la régie de la justice.

M. LOUDON (Pays-Bas), comme représentant du pays qui se fait un honneur d'être tout particulièrement lié au développement continu du droit international, tient à dire combien les Pays-Bas apprécient l'élan que va donner l'Assemblée à la codification progressive du droit international, due à l'initiative de la Suède et, en particulier, de son grand juriste et homme d'Etat, M. Hammarskjöld. Le Gouvernement néerlandais, qui n'avait pas demandé que la conférence projetée fût tenue à La Haye, ne sera que trop heureux d'offrir l'hospitalité à cette Conférence, du moment qu'il a été décidé qu'elle se réunirait à La Haye.

M. Loudon remercie chaleureusement M. Politis des paroles si courtoises qu'il vient de prononcer à l'adresse des Pays-Bas. La Société des Nations apparaît comme l'héritière des deux Conférences de la paix tenues à La Haye; et le choix de La Haye comme siège de la conférence projetée, que convoquera et préparera la Société, accentue en effet la continuité des efforts rendus aujourd'hui plus méthodiques, grâce à elle, pour donner au droit international plus de précision et de fixité.

M. PELLA (Roumanie) tient tout d'abord à proclamer la valeur et la haute portée des deux rapports présentés, au nom de la première Commission, sur la codification du droit international.

Il désire obtenir certains éclaircissements sur des questions encore sujettes à controverse, et formuler certaines suggestions qui pourront être prises en considération, soit par le Comité d'experts, soit par une future Assemblée de la Société.

Devant l'opposition des deux systèmes de codification: codification intégrale ou codification progressive, il serait bien difficile, au point de vue des possibilités de réalisation, de ne pas se rallier au second système, qui a les préférences de la première Commission.

Le problème devient cependant bien plus délicat lorsqu'on songe que la réalisation même de la codification progressive suppose l'adoption de deux méthodes différentes: celle qui

to the moment when the League had been founded, the codification of international law had been at the mercy of circumstance and hazard. The result had too often been that the work of conferences was marred by the insufficiency of their preparation, to such an extent that there had been a unanimous opinion at the end of the Second Hague Conference that the Third Conference contemplated for 1914 ought to be most carefully prepared. The position, however, had changed, or was going to change entirely now that there was a League of Nations, now that the Committee of Experts had been set up in 1924, and now that the Preparatory Committee was to be set up.

Further, these conferences would thus acquire a greater chance of success, for they would take place within a general framework of international organisation. Their work would be prepared with greater method and care, the discussions would take place in a more technical atmosphere, States would be better qualified to take part in the discussions, and positive results could be more and more clearly foreseen as conferences met under such conditions.

Finally, the last and not the least advantage was that, when a conference meeting under such conditions had succeeded in drafting a number of texts, the League, through its organisation and authority, would be of considerable assistance in obtaining their signature and ratification.

He could not lay too great emphasis on the importance of the work of codification in connection with the organisation of peace. Incertitude and lack of precision in the law undeniably constituted a serious obstacle to the development of arbitration. Such uncertainties and lack of precision caused States to hesitate to accept in advance in grave cases a decision which the judge would give on his own personal opinion of what constituted equity. In important disputes, calling in question what were called the vital interests of States, there was no certainty that a peaceful settlement would be achieved because it was not always possible to impose a legal solution.

Peace would not really be assured until the omissions in international law had been removed by a wise settlement of the freedom, hitherto absolute and uncontrolled, possessed by States in what was called their internal affairs. In a word, the League would not have fulfilled its whole duty until it had created an atmosphere of confidence and peace and had guaranteed nations the law of justice.

M. LOUDON (Netherlands), as the representative of a country which counted it a special honour to have been connected with the continuous development of international law, desired to say how much the Netherlands appreciated the impulse which the Assembly was about to give to the progressive codification of international law. The Assembly's action was due to the initiative of Sweden, especially to her eminent lawyer and statesman, M. Hammarskjöld. The Dutch Government, which had not asked that the proposed Conference should be held at The Hague, would be only too happy to offer hospitality to that Conference as soon as it had been decided that it should meet there.

M. Loudon warmly thanked M. Politis for his courteous remarks in connection with the Netherlands. The League of Nations was the heir of the two Peace Conference held at The Hague, and the choice of The Hague as the place of meeting for the proposed Conference which the League would convene and prepare emphasised the continuity of efforts which were to-day more methodical, thanks to the League, and would give greater precision and definition to international law.

M. PELLA (Roumania) first paid a tribute to the value and lofty nature of the two reports submitted by the First Committee on the codification of international law.

He desired to have some explanations regarding questions still the subject of controversy and to make certain suggestions which might be taken into consideration either by the Committee of Experts or by a future Assembly of the League.

Faced with the two contrasted systems of codification, full codification or progressive codification, it was very difficult, in view of practical realities, not to be in favour of the second system, and it was that system which the First Committee had preferred.

The problem must nevertheless become more difficult when it was remembered that the realisation of the progressive codification of international law pre-supposed the adoption

consiste à déterminer les matières susceptibles de codification, en prenant pour seul critère leur degré de maturité, et celle qui implique l'établissement d'un plan général et synthétique, contenant la nomenclature et le classement méthodique des différentes matières susceptibles d'être codifiées.

La première Commission semble avoir surmonté cette difficulté et c'est pourquoi l'Assemblée se trouve aujourd'hui saisie de deux rapports sur le même problème de la codification.

La résolution concernant la préparation d'un plan général et méthodique dans le domaine du droit international a une importance considérable, car on ne peut nier l'interdépendance des problèmes de droit international ni oublier que la transformation progressive des règles du droit coutumier en règles du droit positif doit être élaborée dans le même esprit.

Quant aux organismes capables d'élaborer un tel plan, M. Pella expose les raisons pour lesquelles ses préférences vont aux associations internationales non officielles.

Quand les travaux nécessaires auront été soigneusement élaborés dans de tels milieux et que l'opinion publique sera ainsi préparée, alors seulement les organismes de la Société, prenant pour base de discussion les travaux ainsi accomplis, pourront, avec l'esprit de prudence et de sagesse qui les anime, procéder à l'élaboration d'un plan définitif de codification.

Cependant, il ne faut pas négliger les considérations d'urgence qui exigent qu'on intensifie les travaux de codification, à cause de l'évolution différente que suivra, en Amérique, le droit international dès qu'il sera codifié, et le délégué de la Roumanie ne saurait méconnaître l'importance des travaux de la première Commission résumés dans le rapport de M. Politis, qui envisage seulement les questions mûres pour recevoir une acceptation immédiate de la part des Etats, sans s'occuper de la question d'un plan général de codification.

Au sujet de la préparation de la Conférence, M. Pella estime qu'au moins deux juristes américains devront faire partie du Comité préparatoire, ainsi qu'un juriste des Pays-Bas. On se demande alors si les principaux systèmes juridiques de l'Europe, de l'Asie et notamment de l'Extrême-Orient, pourront être suffisamment représentés par les deux juristes qui restent encore à nommer, et le délégué de la Roumanie aurait préféré que le projet de résolution laissât cependant au Conseil le soin de fixer le nombre des membres du Comité préparatoire, comme ce fut le cas pour le Comité d'experts.

Par contre, il approuve les passages du rapport qui concernent le système de la majorité requise pour toute décision de la Conférence, ainsi que l'étendue des engagements et la souplesse des conventions.

Sans méconnaître la haute valeur des rapports de MM. Rundstein et Schucking, il déclare que, dans la matière de la responsabilité des Etats, M. Guerrero, par la sagesse des solutions qu'il propose, a réussi à rédiger un rapport qui a reçu un accueil favorable de la majorité des Etats. Au sujet des deux autres questions, qui ont été exclues de l'ordre du jour de la Conférence, il estime, quant à la question des privilèges et immunités diplomatiques, que son ajournement aura peut-être l'avantage de compléter les travaux préparatoires nécessaires au point de vue des desiderata récents de la doctrine pénale, sur la responsabilité effective des agents qui abusent de leur immunité.

En ce qui concerne la piraterie, le problème aurait présenté peut-être un intérêt d'actualité si la question de l'universalité de la répression, qui caractérise la piraterie, avait été rattachée, non pas au caractère maritime de ce crime, mais au fait, que l'acte a été perpétré dans un lieu ne relevant de la souveraineté d'aucun Etat.

Tout en s'inclinant devant la solution adoptée, pour des raisons budgétaires, quant au projet de création d'un Comité juridique permanent de codification auprès de la Société, M. Pella tient à souligner la haute portée de cette proposition, conforme aux idées soutenues jadis par l'Institut américain de droit international, dans sa session de Montevideo. Il montre ensuite l'importance particulière de l'œuvre de codification et d'unification en vue de la solution des questions de droit pénal international, qui s'imposent à l'attention d'une façon de plus en plus impérieuse.

A la fin de l'année, aura lieu à Varsovie une conférence internationale officielle des représentants des commissions de codification, simple prélude à la création future d'un institut international d'unification du droit pénal. Selon le délégué de la Roumanie, l'action de la Société doit s'exercer au profit de la

of two different methods: the method which consisted in determining the questions ripe for codification, taking as the sole standard of judgment their degree of maturity, and the method which implied the establishment of a general and synthetic plan containing a methodical list and classification of the various matters capable of being codified.

The First Committee appeared to have overcome this difficulty, and for that reason the Assembly was now considering two reports on the same problem of codification.

The resolution concerning the preparation of a general and methodical plan in the field of international law was of considerable importance, for it was impossible to deny the interdependence of problems of international law or to forget that the progressive transformation of rules of customary law into rules of positive law must be effected in the same spirit.

As organisations capable of drafting such a plan he preferred unofficial international associations.

Only when the necessary work had been carefully prepared by such bodies and when public opinion was ready could the organisations of the League, taking as a basis of discussion the work already accomplished in the spirit of prudence and wisdom by which it was inspired, proceed to the drafting of a definite plan of codification.

Nevertheless, the considerations of urgency should not be forgotten which made it necessary to intensify the work of codification owing to the different evolution which international law, as soon as it was codified, would follow in America, and he would certainly not under-estimate the importance of the work of the First Committee as summarised in the report of M. Politis. That report covered only questions ripe for an immediate acceptance on the part of States and did not deal with the question of a general plan of codification.

With regard to the preparation for the Conference, he thought that at least two American lawyers should take part in the work of the Preparatory Committee, as well as a lawyer from the Netherlands. In that case, it had to be considered whether the principal legal systems of Europe, Asia, and especially of the Far East, would be adequately represented by the two jurists who had still to be appointed. He would have preferred the draft resolution to leave to the Council the task of fixing the number of the members of the Preparatory Committee, as had been done in the case of the Committee of Experts.

On the contrary, he approved the passages of the report relating to the system of the majority required for any decision of the Conference, as well as the extent of the engagements and the elasticity of the conventions.

Without under-estimating the high value of the reports of M. Rundstein and M. Schucking, he thought that, as regarded the responsibility of States, M. Guerrero, by the wisdom of the solution he proposed, had succeeded in drafting a report which had been welcomed by the majority of States. In regard to the other two questions, which had been excluded from the agenda of the Conference, he thought that the adjournment of the question of diplomatic privileges and immunities was perhaps of advantage in that it would enable the necessary preparatory work to be completed from the point of view of the recent desiderata of penal doctrine as to the effective responsibility of diplomatic agents who abused their immunity.

As regarded piracy, the problem would perhaps have had a living interest if the question of the universality of its repression, which characterised piracy, had been connected, not with the maritime nature of the crime, but with the fact that the crime was perpetrated in a place which did not come under the sovereignty of any State.

While accepting the solution adopted for budgetary reasons in regard to the scheme for the creation of a permanent legal committee of codification attached to the League, he would emphasise the high significance of that proposal, which was in conformity with the ideas formally supported by the American Institute of International Law during its session at Montevideo. He would next emphasise the special importance of the work of codification and unification with a view to the solution of questions of international penal law, which called for attention with increasing urgency.

An unofficial international conference of representatives of committees of codification was to take place at the end of the year at Warsaw, as a prelude to the future establishment of an international institution for the unification of penal law. In his view, the action of the League should be used to aid the

grande cause de la lutte internationale contre le mal. Elle ne peut donc rester indifférente au développement croissant de la criminalité, qui constitue, surtout depuis la dernière guerre, une menace des plus graves pour l'humanité.

Si tous les juristes ont été unanimes à saluer avec enthousiasme la création de l'institut de Rome en vue de l'unification du droit privé, M. Pella, au nom de la délégation roumaine, suggère la création d'un institut international pour l'unification de certains principes du droit pénal. Celle-ci pourra être d'une utilité directe pour la Société, qui a déjà été portée à envisager certains problèmes de criminalité, par exemple, en matière de répression de la traite de femmes et d'enfants, du commerce de substances stupéfiantes, de la circulation des publications obscènes.

C'est à une future Assemblée et aux Etats d'apprécier la portée d'une telle suggestion et d'envisager les possibilités de réalisations pratiques.

Sir Cecil HURST (Empire Britannique) félicite le rapporteur de son brillant exposé de la question soumise à l'Assemblée. Si la codification du droit international est un sujet qui ne soulève pas l'enthousiasme populaire, il n'en est pas moins vrai que c'est une œuvre qu'il faut faire et qui éveille incontestablement l'intérêt du public. Le projet esquissé dans le rapport s'explique par le fait que, bien qu'il y ait déjà trois ans que la Société a abordé la question, il reste encore à faire un gros travail préparatoire. Si un Comité d'experts a pu être chargé de rédiger des questionnaires, ce n'est que des gouvernements qui peuvent venir les réponses, aussi l'élément essentiel en la matière est-il d'obtenir une collaboration effective et satisfaisante de la part des gouvernements. La codification du droit international est tout autre chose qu'une simple tentative de mettre par écrit les règles du droit, car les règles du droit reposent sur la pratique des Etats et, si l'on envoie aux gouvernements des questionnaires les invitant à fournir des renseignements, c'est parce que seule leur intervention permettra au Comité d'experts d'obtenir une connaissance suffisamment claire et précise de la pratique en vigueur chez eux.

Le délégué de la Roumanie manifestait certaines appréhensions quant à la faible importance numérique du comité d'experts projeté. Le délégué britannique se permet de faire observer que le rôle du Comité d'experts ne sera pas de fournir des renseignements sur lesquels se fondera la codification: il sera uniquement d'indiquer les points sur lesquels des informations seront nécessaires et il appartiendra aux gouvernements eux-mêmes de fournir les renseignements détaillés qui permettront d'atteindre le but final, c'est-à-dire la codification.

Si l'Assemblée adopte le rapport, cette acceptation signifiera que tous les gouvernements ici représentés s'engageront à coopérer à l'œuvre entreprise en fournissant, dans toute la mesure de leurs possibilités, des renseignements précis et détaillés sur la pratique en vigueur chez eux relativement aux différents points en discussion. On ne doit pas sous-estimer les difficultés inhérentes à l'œuvre de codification. C'est une question qui a retenu l'attention des juristes en droit international depuis des générations, et si la Société ne fait encore qu'aborder l'œuvre de codification, c'est que les efforts accomplis jusqu'ici ont plutôt permis de se rendre compte des difficultés du problème que d'aboutir à des résultats appréciables. Si l'on considère comme acquis l'élément essentiel qu'est la coopération des gouvernements, il n'y a pas de raison de ne pas mener l'œuvre à bonne fin. Le programme de la première conférence est des plus modestes, mais si ses travaux sont couronnés de succès, elle pourra entraîner la réunion d'autres conférences, chacune ajoutant sa modeste contribution à l'ensemble du problème, en sorte qu'en fin de compte le domaine entier du droit international sera couvert par des règles claires et précises, acceptées et acceptables par tous. Le Gouvernement britannique collaborera à l'œuvre projetée avec la certitude confiante que tous les autres gouvernements feront de même.

M. POLITIS (Grèce) tient à appuyer les observations de Sir Cecil Hurst sur la composition du Comité préparatoire projeté. Le vœu exprimé par le professeur Pella semble être dû à un malentendu. Il ne s'agit pas ici de refaire le travail d'experts qui a été si bien fait sous la présidence de M. Hammarskjöld depuis 1925, mais uniquement de compiler ce qui a été fait, d'établir un questionnaire, de provoquer et d'attendre les réponses des gouvernements. C'est un travail qui ne requiert

great cause of the international campaign against evil. The League could not remain indifferent to the increasing development of crime, which constituted, especially since the last war, one of the gravest menaces to mankind.

All lawyers had been unanimous in welcoming with enthusiasm the establishment of an institute in Rome with a view to the unification of private law. On behalf of the Roumanian delegation, he would suggest the establishment of an international institute for the unification of certain principles of penal law. This could be of direct use to the League, which had already been led to consider certain problems in connection with crime, as, for example, when dealing with the suppression of the traffic in women and children, the traffic in dangerous drugs and the circulation of obscene publications.

It would be the task of a future Assembly and of the States themselves to appreciate the importance of such a suggestion and to contemplate the possibility of giving practical effect to it.

Sir Cecil HURST (British Empire) congratulated the Rapporteur on his brilliant exposition of the subject before the Assembly. If the codification of international law was not a matter which excited popular enthusiasm, it was, at any rate, work that required to be done and which undoubtedly excited popular interest. The reason for the scheme outlined in the report was that, while three years had elapsed since the League first took up this question, there was still much preparatory work to be done. If questionnaires were framed by an Expert Committee, the answers to those questionnaires could only come from the Governments, and therefore it was essential to secure the effective and adequate co-operation of the Governments. The codification of international law was much more than a mere endeavour to write down what the rule of law was, since the rule of law was founded at bottom upon the practice of States; and questionnaires were sent out to Governments asking for information to be supplied because the Expert Committee could only through action by the Governments themselves arrive at a reasonably clear and precise knowledge as to the practice of Governments.

With reference to the misgivings of the Roumanian delegate as to the smallness of the proposed Expert Committee, he would point out that it would not be the business of the Expert Committee to supply the information upon which the codification would be based; its task was only to indicate the points upon which knowledge was required, and it was for the Governments themselves to provide the detailed information which would result in the ultimate codification which was the final end in view.

The acceptance of the report by the Assembly should be taken as a pledge that the Governments represented in it would co-operate in the work by supplying, to the utmost of their power, precise and detailed information as to their practice on the different points in question. The difficulties inherent in the task of codification must not be under-estimated. It was a subject which had attracted international lawyers for generations, and the League was only now approaching the task of codification because the efforts made hitherto had led rather to a realisation of the difficulties than to any adequate achievements. Given the essential element of co-operation by the Governments, there was no reason why that task should not be carried through with success. The programme for the first Conference was a very modest one and, if carried out with success, it might result in other conferences, each conference adding its modest contribution to the whole until at last the entire field of international law would be covered by accepted and acceptable, as well as clear and precise, rules. The British Government would co-operate in the work in the confident hope that all other Governments would do likewise.

M. POLITIS (Greece) supported the observations of Sir Cecil Hurst on the composition of the Preparatory Committee. The suggestion of Professor Pella seemed to him due to a misunderstanding. There was no question of doing again the work of the experts, which had been done so well under the chairmanship of M. Hammarskjöld since 1925, but merely of compiling the results, establishing a questionnaire, eliciting and awaiting the replies of Governments. That was work

aucune vue personnelle, et pour que ce travail puisse être bien fait, il faut que le Comité soit composé d'un petit nombre de membres. C'est après mûre réflexion que le Sous-Commissio*n*, et à sa suite la première Commission, ont limité la composition de ce Comité à cinq personnes. Le rapporteur croit essentiel de préciser qu'il n'y a ici aucun compte à tenir des divisions géographiques ou des diverses conceptions de jurisprudence et de législation; car, encore une fois, il ne s'agit pas d'un travail de création, mais d'un travail de compilation. Cet éclaircissement était nécessaire pour que le Conseil puisse, en toute tranquillité et aussi promptement que possible, procéder à la nomination des cinq membres du Comité préparatoire.

Le rapport et la résolution sont adoptés.

Proposition de la délégation du Paraguay tendant à la préparation d'un plan général et synthétique de codification du droit international: Rapport de la première Commission.

M. Caballero (Paraguay), rapporteur, prend place à la tribune.

M. CABALLERO présente son rapport (document A. III. 1927) et le projet de résolution ci-dessous:

« L'Assemblée,

« Ayant pris connaissance du rapport de la première Commission sur la proposition de la délégation du Paraguay tendant à la préparation d'un plan général et synthétique de codification du droit international,

« Tient à déclarer l'intérêt qu'elle attache à l'esprit dont s'inspire la proposition de la délégation du Paraguay;

« Prie le Conseil d'inviter le Comité d'experts à examiner, lors de sa prochaine session, dans quelles conditions pourrait être entrepris le travail envisagé dans ladite proposition,

« Et se réserve de décider la suite à lui donner après avoir pris connaissance des suggestions du Comité d'experts et de l'avis que le Conseil voudra émettre à leur sujet. »

Le rapporteur, commentant son projet de résolution, explique que c'est dans la crainte qu'une sorte de particularisme juridique ne vienne entraver l'œuvre de codification que la délégation du Paraguay avait formulé sa proposition. Il faut éviter que les codifications ne s'opposent l'une à l'autre et qu'au lieu de contribuer à l'unité du droit, elles n'aboutissent qu'à aggraver les différences.

Comme l'a fait remarquer très justement au sein de la première Commission M. Scialoja, plus les travaux de codification seront poussés en Amérique, plus grandes seront les difficultés de l'unification ultérieure du droit international. Force est donc de maintenir, entre les travaux qui se poursuivent en Amérique et ceux qui se poursuivent en Europe, une coordination aussi étroite que possible.

Sans croire qu'une telle œuvre puisse être réalisée rapidement, le rapporteur donne son entière adhésion à la proposition d'amendement formulée par la délégation suédoise pour qu'aucun retard ne soit apporté à l'exécution de ce projet essentiel.

D'ailleurs, l'opinion publique, cet agent puissant de la paix, ne saurait tolérer un ajournement, et l'Union interparlementaire, lors de sa dernière réunion à Paris, a par une résolution attiré l'attention sur l'importance et l'urgence de ce travail.

Les problèmes qui préoccupent le plus les Etats de l'Amérique latine sont ceux qui concernent le développement du droit international, en dehors de certains problèmes techniques comme les problèmes d'hygiène. Dès la première Assemblée, M. Pueyrredon, premier délégué de la République Argentine, — pays que tous souhaitent revoir ici l'année prochaine, — réclamait déjà la codification du droit international. Il ne saurait d'ailleurs en être autrement, car, comme l'a si justement montré, à l'Assemblée de 1925, M. Raul Fernandes les différends internationaux entre pays américains auraient, s'il s'en produit, un caractère plutôt juridique que politique.

C'est donc dans le domaine juridique, en particulier dans celui de la codification du droit, que la Société des Nations pourrait, en développant son activité, rendre aux pays américains de

which did not call for any personal point of view and, for the success of that work, a Committee was required which would be composed of a small number of members. The Sub-Committee, after long reflection, and following the Sub-Committee the First Committee had limited the composition of the Preparatory Committee to five persons. It was essential to be clear that there was no necessity to take geographical divisions into account or various conceptions of jurisprudence or legislation. The work to be done was not creative, but merely a work of compilation. This explanation was necessary, so that the Council might, in full tranquillity and as promptly as possible, proceed to the appointment of the five persons to form the Preparatory Committee.

The report and resolution were adopted.

Proposals of the Paraguayan Delegation with a View to the Preparation of a General and Comprehensive Plan for the Codification of International Law: Report of the First Committee.

M. Caballero (Paraguay), Rapporteur, came to the platform.

M. CABALLERO presented his report (document A. III. 1927) and submitted the following draft resolution:

“ The Assembly,

“ Having taken note of the First Committee's report on the proposal of the delegation of Paraguay for the preparation of a general and comprehensive plan of codification of international law,

“ Desires to place on record the importance which it attaches to the spirit underlying the proposal of the delegation of Paraguay;

“ Requests the Council to invite the Committee of Experts to consider at its next session under what conditions the work referred to in the said proposal could be undertaken;

“ And will decide later upon the course to be adopted after taking note of the suggestions of the Committee of Experts and the opinion of the Council in regard thereto. ”

M. Caballero, commenting on his draft resolution, explained that the Paraguayan delegation had submitted its proposal fearing that a legal particularism might hinder the general work of codification. It was necessary to avoid different systems of codification becoming opposed to one another, and instead of contributing to the unity of international law resulting in an increase of divergencies. As M. Scialoja had very justly remarked in the First Committee, as progress was made with codification in America, more difficulties would be encountered in the ultimate unification of international law. It was therefore essential to maintain between the work which was being done in America and in Europe as close a co-ordination as possible.

Without believing that such a task could be rapidly achieved, he fully adhered to the proposed amendment submitted by the Swedish delegation, so that no delay might occur in carrying out that essential scheme.

Public opinion, which was a powerful influence for peace, would not tolerate any postponement and the Inter-Parliamentary Union, at its last meeting in Paris, had drawn attention in a resolution to the importance and urgency of the work.

The problems which engaged attention most closely in the States of Latin America were those concerning the development of international law outside certain technical problems such as health problems.

At the first ordinary session of the Assembly, M. Pueyrredon, the first delegate of the Argentine Republic — a country which everyone desired to see again at the Assembly next year — called for the codification of international law. He could hardly have done otherwise, since, as M. Raul Fernandes had so justly shown in the Assembly of 1925, international disputes between American countries would, when they arose, have a legal rather than a political character.

It was in the legal field, and particularly in the field of the codification of law, that the League of Nations might, by developing its activity, render very considerable services to the

très grands services. Ainsi s'affirmeront davantage les liens qui les unissent à l'institution de Genève, ainsi s'accroîtra le prestige de la Cour permanente de Justice internationale.

Le rapport et la résolution sont adoptés.

Amendement proposé par la délégation suédoise au chapitre III, article 29 de l'annexe du rapport général de la quatrième Commission sur les questions financières: Proposition de la quatrième Commission.

M. van Eysinga (Pays-Bas), président de la quatrième Commission, et M. J. de Modzelewski (Pologne), rapporteur, prennent place à la tribune.

M. DE MODZELEWSKI déclare qu'après une discussion approfondie qui eut lieu la veille au soir, la quatrième Commission, sur la proposition du Secrétaire général, a décidé, à l'unanimité, de maintenir le texte primitif de son rapport à l'Assemblée en y apportant les modifications suivantes:

- a) Adjonction de la note suivante: « Au cas où la somme proposée serait insuffisante pour faire face à ces deux objets (Comité d'experts pour la codification progressive du droit international et préparation de la Conférence de codification), l'Assemblée invite le Conseil à prélever les fonds nécessaires au moyen d'un virement sur d'autres articles du chapitre III du budget »;
- b) Suppression dans le libellé de l'article 29 de la phrase suivante: « et si les crédits laissent une marge suffisante ».

Constatant que la Commission était d'accord pour adopter la proposition du Secrétaire général, la délégation suédoise a retiré son amendement et propose à l'Assemblée d'adopter le texte précité.

Les propositions de la quatrième Commission sont adoptées. L'ensemble du rapport de la quatrième Commission est adopté.

Discours de clôture du Président.

Le PRÉSIDENT prononce le discours de clôture.

II. DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LE 27 SEPTEMBRE 1927

Ordre du jour de la vingt-deuxième séance plénière de l'Assemblée.

Journal de l'Assemblée, n° 20.

Compte rendu provisoire: Vingt et unième séance plénière.

- A. 123. Ouverture d'une Convention relative à l'exécution des sentences arbitrales rendues à l'étranger. Résolution adoptée par l'Assemblée le 26 septembre 1927.
- A. 124. Arbitrage, sécurité et désarmement, et travaux de la Commission préparatoire de la Conférence du désarmement. Résolutions adoptées par l'Assemblée le 26 septembre 1927.

American countries. The bonds would be further strengthened which united them to the institution at Geneva, and the prestige of the Permanent Court of International Justice would be increased.

The report and resolution were adopted.

Amendment proposed by the Swedish Delegation to Chapter III, Article 29, of the Annex to the General Report of the Fourth Committee on Financial Questions: Proposal of the Fourth Committee.

M. van Eysinga (Netherlands), Chairman of the Fourth Committee, and M. Modzelewski (Poland), Rapporteur, came to the platform.

M. MODZELEWSKI said that, after a thorough discussion which had taken place on the previous evening, the Fourth Committee, on the proposal of the Secretary-General, had unanimously decided to maintain the original text of its report to the Assembly, with the following modifications:

- (a) Addition of the following note: "Should the proposed amount prove insufficient for both these purposes, the Assembly requests the Council to provide the required margin by means of a transfer from among the other items of Chapter III of the budget";
- (b) Suppression, in the wording of item 29, of the clause "and, if funds permit".

The Swedish delegation, noting that the Committee had agreed to adopt the proposal of the Secretary-General, had withdrawn its amendment and proposed that the Assembly should adopt the above text.

The proposals of the Fourth Committee were adopted.

The report of the Fourth Committee as a whole was adopted.

Closing Speech of the President.

The PRESIDENT made his closing speech.

II. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO THE MEMBERS OF THE ASSEMBLY ON SEPTEMBER 27th, 1927

Agenda of the Twenty-second Plenary Meeting.

Assembly Journal No. 20.

Provisional Verbatim Record: Twenty-first Plenary Meeting.

- A. 123. Opening of a Convention relating to the Execution of Foreign Arbitral Awards. Resolution adopted by the Assembly on September 26th, 1927.
- A. 124. Arbitration, Security, Disarmament and the Work of the Preparatory Commission for the Disarmament Conference. Resolutions adopted by the Assembly on September 26th, 1927.

Service des documents
de la huitième Session ordinaire
de l'Assemblée

JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Le *Journal de l'Assemblée* est publié chaque matin, en vue de fournir régulièrement aux délégués de l'Assemblée, aux journalistes et aux visiteurs le programme quotidien et le compte rendu résumé des réunions. Les exemplaires seront remis aux abonnés, à leur adresse privée, lorsque ce sera possible, ou expédiés par la poste.

Le prix de l'abonnement, pour la série publiée pendant l'Assemblée, est de 6 francs. (Étranger, 9 fr., y compris les frais d'expédition.)

LISTE DES DÉLÉGUÉS A LA HUITIÈME
SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLÉE

1 franc.

Annuaire de la Société des Nations

ANNUAIRE STATISTIQUE
INTERNATIONAL 1926

1 volume de 184 pages de tableaux, broché
Fr. suisses 10.—

Quatre-vingt-douze tableaux statistiques traitant de territoire, population, production, commerce, transport et communications, finances publiques, statistiques des monnaies et prix.

ANNUAIRE SANITAIRE
INTERNATIONAL 1925

*Rapports sur les progrès réalisés dans les domaines
de l'hygiène publique dans 21 pays.*

1 volume de 644 pages, broché Fr. suisses 20.—

Ce livre présente, sous une forme succincte, les statistiques démographiques les plus récentes et permet de suivre d'année en année le développement des sessions d'hygiène publique et la législation sanitaire dans divers pays.

ANNUAIRE MILITAIRE 1926-1927

*Renseignements généraux et statistiques sur les
armements terrestres, navals et aériens.*

1 volume de 1038 pages, relié pleine toile
Fr. suisses 25.—

Un catalogue général et des catalogues spéciaux des documents élaborés par les diverses sections du Secrétariat seront envoyés gratuitement sur demande.

SOCIÉTÉ DES NATIONS
Service des Publications,
GENÈVE.

Les publications de la Société des Nations sont en vente, à Genève, aux adresses suivantes:

SERVICE DES PUBLICATIONS DU SECRÉTARIAT (Villa Saint-Victor, annexe au bâtiment du Secrétariat), pendant les heures ordinaires de bureau.

SALLE DE LA RÉFORMATION, pendant les réunions de l'Assemblée.

LIBRAIRIE PAYOT & C^{ie}, place du Molard, Genève.

Service of Documents
of the Eighth Ordinary Session
of the Assembly

JOURNAL OF THE ASSEMBLY

In order to provide Delegates at the Assembly, journalists and visitors with a regular daily programme and résumé of the meetings, the *Journal of the Assembly* is issued each morning. Copies will be delivered to subscribers at their private addresses where possible, or sent by post.

The subscription to the series during the Assembly is 6 francs (9 francs abroad, including postage).

LIST OF DELEGATES AT THE
EIGHTH SESSION OF THE ASSEMBLY

1 franc.

Yearbooks of the League of Nations

INTERNATIONAL STATISTICAL
YEARBOOK, 1926

1 volume of 184 pages of tables, sewn 7/6 net

Ninety-two statistical tables dealing with territory, population, production, trade, transport and communications, public finance, currency statistics and prices.

INTERNATIONAL HEALTH
YEARBOOK, 1925

Reports on Public Health Progress in 21 Countries.

1 volume of 658 pages, sewn 12/- net

This book gives the most recent vital statistics in a concise form, and enables the development of public health services and health legislation in various countries to be followed year by year.

ARMAMENTS YEARBOOK
1926-1927

General and Statistical Information.

1 volume of 1,002 pages, bound cloth 20/- net

A general catalogue and special catalogues of the documents prepared by the different Sections of the Secretariat will be sent free on application.

LEAGUE OF NATIONS
Publications Department
GENEVA.

The publications of the League of Nations are on sale in Geneva at the following addresses:

PUBLICATIONS DEPARTMENT (Villa St. Victor, annex to the Secretariat Building), during the ordinary office hours.

SALLE DE LA RÉFORMATION, during the meetings of the Assembly.

LIBRAIRIE PAYOT & C^{ie}, place du Molard, Geneva.

PUBLICATIONS

DE LA

SOCIÉTÉ DES NATIONS

LA RESTAURATION FINANCIÈRE DE L'AUTRICHE

Exposé général, accompagné des documents principaux.

[C. 568. M. 232. 1926. II. 30] . . . Francs suisses 5.—

LA RESTAURATION FINANCIÈRE DE LA HONGRIE

Exposé général, accompagné des documents principaux.

[C. 583. M. 221. 1926. II. 54] . . . Francs suisses 3.75

L'ÉTABLISSEMENT DES RÉFUGIÉS EN GRÈCE

Exposé général de l'œuvre accomplie jusqu'en été 1926, avec 67 illustrations, une carte d'établissement des réfugiés ruraux et urbains et une carte ethnographique de la Macédoine.

[1926. II. 32] Francs suisses 3.—

PLAN D'ÉTABLISSEMENT DES RÉFUGIÉS ARMÉNIENS

Exposé général et documents principaux.

[C. 699. M. 264. 1926. IV] (1927. IV. 1)
Francs suisses 3.—

Un catalogue général et des catalogues spéciaux des documents préparés par les différentes Sections du Secrétariat seront envoyés gratuitement aux personnes qui en feront la demande au:

Service des Publications de la Société des Nations
GENÈVE

PUBLICATIONS

OF THE

LEAGUE OF NATIONS

THE FINANCIAL RECONSTRUCTION OF AUSTRIA

General Survey and Principal Documents.

[C. 568. M. 232. 1926. II. 30] 4/-

THE FINANCIAL RECONSTRUCTION OF HUNGARY

General Survey and Principal Documents.

[C. 583. M. 221. 1926. II. 54] 3/-

GREEK REFUGEE SETTLEMENT

General Survey on the work accomplished up to Summer 1926, with 67 illustrations, a map of the settlement of rural and urban Refugees and an ethnographic map of Macedonia.

[1926. II. 32] 2/6

SCHEME FOR THE SETTLEMENT OF ARMENIAN REFUGEES

General Survey and Principal Documents.

[C. 699. M. 264. 1926. IV] (1927. IV. 1) 2/6

A general catalogue and special catalogues of the documents prepared by the different Sections of the Secretariat will be sent free on application to:

Publications Department of the League of Nations
GENEVA

Vient de paraître

LA SOCIÉTÉ DES NATIONS PAR L'IMAGE

GENÈVE 1927
32 pages et 70 images
Prix: 1.25 francs suisses

Just out

THE LEAGUE OF NATIONS IN PICTURES

GENEVA 1927
32 Pages and 70 Pictures
Price: 1/-

BROCHURES SUR L'ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS (Publiées par la Section d'information.)

	Frs. suisses
La Société des Nations: Son œuvre (<i>Edition révisée</i>)	1,—
La Société des Nations: Constitution et organisation (<i>Edition révisée</i>)	0,50
La Cour permanente de Justice internationale (<i>Edition révisée</i>)	0,50
L'Organisation d'hygiène	0,25
L'Œuvre humanitaire et sociale de la Société des Nations (<i>Edition révisée</i>)	0,50
Les mandats (<i>Edition révisée</i>)	0,50
La reconstruction financière de l'Autriche	0,25
Communications et transit	0,25
L'activité politique de la Société des Nations	0,25
La réduction des armements	0,25
L'Organisation économique et financière de la Société des Nations	0,50
Les minorités	0,25
La coopération intellectuelle	0,25
Protocole pour le règlement pacifique des différends internationaux (Texte du Protocole, débats de l'Assemblée, rapports)	1,50

EN PRÉPARATION:

Editions révisées:

Les minorités. La coopération intellectuelle.

Un second volume:

L'Activité politique de la Société des Nations.

LEAGUE OF NATIONS PAMPHLETS

(Prepared by the Information Section)

The League of Nations: A Survey (<i>Revised Edition</i>)	1s.
The League of Nations: Constitution and Organisation (<i>Revised Edition</i>)	6d.
The Permanent Court of International Justice (<i>Revised Edition</i>)	6d.
The Health Organisation of the League of Nations (<i>Revised Edition</i>)	6d.
Social and Humanitarian Activities (<i>Revised Edition</i>)	6d.
Mandates (<i>Revised Edition</i>)	6d.
The Financial Reconstruction of Austria	3d.
Transit and Communications	3d.
Political Problems	3d.
The Reduction of Armaments	3d.
Financial Administration and Allocation of Expenses	3d.
Minorities	3d.
Intellectual Co-operation	3d.
Protocol for the Pacific Settlement of International Disputes (Text of Protocol, Assembly Debates, Report)	1s. 3d.

IN PREPARATION:

Revised editions of:

Intellectual Co-operation. Minorities.

A second volume of:

Political Problems.

Tous les documents préparés par les différentes Sections du Secrétariat peuvent être obtenus auprès du

Service des Publications de la Société des Nations
Villa Saint-Victor, annexe au bâtiment du Secrétariat.

All documents prepared by the different Sections of the Secretariat may be obtained at the

Publications Department of the League of Nations
Villa St. Victor, annex to the Secretariat Building.